

*image
not
available*

LIBRARY
OF
PRINCETON UNIVERSITY



HISTOIRE
DU CARDINAL
DE LA ROCHEFOUCAULD

ET DU

DIOCÈSE DE ROUEN PENDANT LA RÉVOLUTION

PAR

L'ABBÉ JULIEN LOTH

PROFESSEUR HONORAIRE DE LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE

CURÉ DE SAINT-MACLOU DE ROUEN



ÉVREUX

IMPRIMERIE DE L'EURE

—
1893

1515

.789 (Rouch)

.561 (La P. insignis)

.59

(RECAP)



A SON ÉMINENCE

MONSIEUR LE CARDINAL THOMAS,

ARCHEVÊQUE DE ROUEN, PRIMATE DE NORMANDIE.

« MONSIEUR,

« Je prie Votre Eminence de daigner agréer la dédicace de ce livre consacré à l'un de vos vénérés prédécesseurs et à l'histoire du Diocèse de Rouen pendant la Révolution.

« Le Cardinal de la Rochefoucauld a occupé pendant quarante et un ans le siège que vous remplissez si noblement en l'entourant de l'éclat de votre parole, de vos écrits si justement admirés, de tant de belles œuvres inspirées par votre amour de la patrie et de l'Eglise. Sa mémoire est chère à Votre Eminence, comme celle d'un Pontife aimé de Dieu et des hommes, plus grand par ses vertus que par sa race, plus admirable dans l'épreuve que dans la prospérité, et qui, dans sa vie, ses souffrances, sa mort, a rendu témoignage à la foi catholique. Son clergé a été digne de lui, et mérite d'être associé, par l'histoire reconnaissante, à son souvenir.

« Il faut le dire bien haut, le clergé français du XVIII^e siècle a été héroïque dans la persécution.

« Qu'importe s'il a été méconnu par des écrivains prévenus ou mal renseignés? La postérité, plus équitable, célébrera nos confesseurs de la foi et nos martyrs, en les rangeant parmi les plus vaillants témoins du Christ notre Dieu et de la vérité.

« Tel est l'hommage que j'ai voulu rendre au clergé, aux fidèles de ce Diocèse, et à leur premier Pasteur, en retraçant les faits de la période la plus tourmentée de nos annales.

« Il n'échappera pas à l'attention si bienveillante de Votre Eminence que je ne confonds pas le mouvement généreux et national de 1789 avec les excès qui l'ont suivi, et que je sépare des grandes idées de liberté, de progrès, de justice sociale, chères

à tous les nobles cœurs, les révolutionnaires qui s'en sont odieusement prévalu pour couvrir la France de ruines et de sang.

« La démocratie, dont l'avènement est salué avec confiance et sympathie par tant d'éminents esprits, n'a rien de commun avec les fautes de la Révolution; et s'il fallait lui trouver de lointaines origines, on les rencontrerait bien plutôt dans l'Évangile que dans la Déclaration des droits de l'homme.

« D'ailleurs, je me suis renfermé, sans regard aux théories et aux polémiques des partis, dans l'exposé consciencieux des événements auxquels le Cardinal de la Rochefoucauld et ses prêtres ont été mêlés.

« Je me suis efforcé, si je puis le dire, Monseigneur, de faire une œuvre de justice et de piété filiale.

« Si Votre Eminence daigne la bénir, il me semblera voir descendre sur moi le sourire du Cardinal de la Rochefoucauld et de ses bons prêtres, heureux de se sentir revivre au milieu de nous et de nous assurer une fois encore de leur protection.

« Je suis avec le plus profond respect, Monseigneur,

« De Votre Eminence,

« Le très humble et obéissant serviteur.

JULIEN LOTH. »

LETTRE

DE

Son Eminence Monseigneur le Cardinal THOMAS,

ARCHEVÊQUE DE ROUEN.

Archevêché de Rouen, le 5 octobre 1893.

Mon cher Abbé,

C'est de grand cœur que j'accepte la dédicace de ce livre, véritable monument de réparation élevé à la mémoire de l'un de mes plus illustres prédécesseurs.

Vous faites revivre la noble et calme figure du cardinal de la Rochefoucauld. Déjà, il y a quelques années, vous avez accompagné, à leur retour de Munster, les cendres si longtemps exilées de l'Archevêque proscrit. Aujourd'hui, vous le présentez à notre vénération avec la dignité d'une sainte et longue vie, l'éclat des honneurs, le prestige du nom, l'imposante gravité du caractère. Rien ne manque au portrait, pas même ce *je ne sais quoi d'achevé que le malheur ajoute à la vertu.*

Au lieu de vous renfermer dans le cadre étroit d'une simple biographie, votre esprit, qui se plaît aux grandes perspectives, vous a inspiré la pensée de grouper autour du Pontife la glorieuse phalange des prêtres qui ont combattu à ses côtés le même combat et subi les mêmes épreuves. C'est vraiment le *livre d'or* de la

famille diocésaine que vous avez écrit. Les jeunes générations sacerdotales y trouveront, avec leurs titres de noblesse, les plus beaux exemples de foi, d'honneur et d'invincible courage. Vous nous montrez, en effet, un admirable clergé saisi à l'improviste, mais non pas pris au dépourvu, par le terrible orage dont le sol de la France et de l'Europe tremble encore après cent ans. Avec quelle émotion vous racontez le drame qui alors se passa, au fond des presbytères, dans la conscience du prêtre isolé à qui arrivait à peine la voix souvent interceptée des premiers pasteurs; jeté tout à coup en face d'un serment insidieux et perfide, il devait choisir entre une acceptation qui lui laissait son foyer et son église tendrement aimée, ou bien un refus après lequel il n'y avait pas d'autre alternative que l'exil ou la mort! Avec quelle fierté vous avez dressé le tableau d'honneur des confesseurs de la foi, des volontaires du martyre! Je puis donc reprendre, au nom de l'Eglise de Rouen, la sublime action de grâces de l'Apôtre : *Gloriamur in tribulationibus nostris* (1). « Les tribulations, voilà notre gloire. » La vaillance de nos pères au milieu des persécutions n'est-elle pas à l'envi des époques les plus héroïques de la patience chrétienne?

Il ne vous suffisait pas de rendre cet hommage à l'ancien clergé : vous aviez à cœur de faire ressortir le sincère et ardent patriotisme qui, à la veille de la Révolution, animait l'ordre ecclésiastique, à tous les degrés de la hiérarchie. Mon âme d'évêque français en a tressailli de joie. Ainsi donc ces Prélat et ces curés qu'on croyait si attachés à leurs bénéfices, si inféodés à leurs privilèges, sont les premiers à présenter de justes doléances, à réclamer de sages réformes; ils entrent dans le courant des idées de leur époque; ils sont prêts à

(1) *Rom.*, V, 8.

tous les sacrifices nécessaires, et, sans la mauvaise foi des ennemis du catholicisme, résolus d'arracher par la violence ce qu'on voulait bien leur céder, la généreuse initiative du clergé aurait conjuré la banqueroute et peut-être enrayé la fureur révolutionnaire. C'est que prêtres et évêques aimaient la France, comme il faut l'aimer, presque jusqu'à la faiblesse, ne s'arrêtant dans la voie de la conciliation que devant l'infranchissable barrière de la conscience; ils l'aimaient encore dans l'exil et les cachots, se gardant bien de la confondre avec ses oppresseurs et ses bourreaux d'un jour. Autant qu'il dépendait d'eux, ils ont contribué à satisfaire les aspirations légitimes du pays vers l'égalité et la liberté. Ils ne maudissaient pas le bienfait, parce que des mains scélérates s'en servaient comme d'une arme contre eux. Ils attendaient les réparations de l'avenir et s'en remettaient à Dieu du soin de fixer un terme à la persécution.

Je bénis donc votre ouvrage, et je prie Dieu, qui vous a soutenu dans ce labeur de tant d'années, de procurer par lui la diffusion de la vérité, le relèvement des âmes abattues, et la gloire de la religion.

Le goût du jour n'est pas aux livres sérieux; mais vous avez tempéré la gravité du sujet par les charmes de votre aimable talent. Ceux qui vous connaissent ne seront pas surpris de retrouver dans ce travail de longue haleine, comme dans vos moindres publications, l'aisance vive et naturelle d'un style qui coule avec la pensée, d'une source limpide et abondante, le fil d'or qu'une main habile sait toujours mêler à la trame de la composition la plus méthodique, l'accent d'une âme élevée, sympathique et communicative, qui a le sens délicat de cette mélancolie des choses que Virgile a si bien nommée *lacrymæ rerum*, et tout cela, sans que l'art exquis de l'écrivain fasse tort à la conscience austère

de l'érudit. Les amis de l'histoire, et particulièrement ceux qu'intéressent les origines de la France contemporaine, vous sauront gré d'avoir éclairé par de savantes recherches et de nouveaux documents plusieurs aspects restés obscurs de la Révolution. Votre livre sera classé, je n'en doute pas, parmi les meilleures et les plus utiles monographies qui doivent servir, le moment venu, au tableau d'ensemble et au jugement définitif de la plus grande crise sociale et religieuse des temps modernes.

Croyez, mon cher Abbé, à mon estime et à mon affection en Notre Seigneur.

† LÉON, *Card. Arch. de Rouen.*

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

Son Eminence M^{sr} le Cardinal Thomas, archevêque de Rouen,
(douze exemplaires).

Sa Grandeur M^{sr} Germain, évêque de Coutances et d'Avranches.

Sa Grandeur M^{sr} Jourdan de la Passardière, évêque de Roséa.

Sa Grandeur M^{sr} Duval, évêque de Soissons.

M. l'abbé Margueritte, vicaire général.

M. l'abbé Lair, vicaire général.

M. l'abbé Bonamy, vicaire général.

M. le Duc de la Rochefoucauld, à Beaune.

M. de la Rochefoucauld, duc de Doudeauville, à Paris.

M. le comte R. de la Rochefoucauld, à Paris.

M. le comte Jules de la Rochefoucauld, à Paris.

M. le comte Xavier de la Rochefoucauld, à Paris.

M^{me} la comtesse Arthur de la Rochefoucauld, à Paris.

M^{me} de la Rochefoucauld, duchesse d'Estissac, née de Ségur, à
Paris.

M^{me} la comtesse Polydore de la Rochefoucauld, à Paris.

M^{me} la comtesse P. de la Rochefoucauld, à Paris.

M^{me} la comtesse Louis de Kergolay, née de la Rochefoucauld-
d'Estissac, à Paris.

MM.

Absire (M^{me}), à Rouen.

Agasse (l'abbé), curé de Saint-François, au Havre.

Agésilas (l'abbé), curé de Meulers.

Agrigente (le chanoine d'), à Villeurbanne.

Alexandre (l'abbé), curé-doyen de la Sainte-Trinité, à Fécamp.

Allais-Lefèvre, à Rouen.

Allais (l'abbé), chanoine honoraire, aumônier d'Ernemont, à
Rouen.

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

- Allard (Christophe), avocat à Rouen.
 Alleaume (l'abbé), élève au grand séminaire, à Rouen.
 Angot (l'abbé), curé de Froberville.
 Anonyme de Sanvic.
 Anonyme d'Hodeng-au-Bosc.
 Anonymes de Rouen, (*deux exemplaires*).
 Anquetin, à Dieppe.
 Anselin (l'abbé), chanoine, secrétaire général de l'Archevêché à Rouen.
 Appert, commandant, chef d'état-major, à Rouen.
 Aubert, au Rancher (Sarthe).
 Aubry (l'abbé), professeur à l'Institution Join-Lambert, à Bois-guillaume.
 Aubry (l'abbé), vicaire de Sotteville-lès-Rouen.
 Audelin (l'abbé), vicaire de Saint-Romain, à Rouen.
 Auray de Saint-Pois (le comte d'), à Pavilly.
 Auverny (M^{me}) propriétaire, à Rouen.
 Auzou (l'abbé), curé de Roumare.
 Avrillon (l'abbé), curé de Touffreville-la-Câble.
- Bachelet (l'abbé), curé de Turretot.
 Baillet (l'abbé), vicaire de Notre-Dame de Bon-Secours.
 Balavoine (l'abbé), doyen du chapitre.
 Balu (l'abbé), professeur à l'Institution ecclésiastique, à Yvetot.
 Bance (l'abbé), curé de Beauvoir-en-Lyons.
 Baray (l'abbé), curé de Saint-Vincent-de-Paul, au Havre, (*quatre exemplaires*).
 Barbier (l'abbé), curé de Saint-Clément, à Rouen.
 Barré (l'abbé), curé de Mesnières-en-Bray.
 Barré (l'abbé), chanoine à Rouen.
 Baudoin (M^{me} veuve), à Longueville.
 Bazille (M^{me} Th.) à Rouen.
 Bazire (l'abbé), chanoine honoraire, aumônier des Ursulines à Rouen.
 Beaucousin, à Yvetot.
 Beaurepaire (Charles de Robillard de), à Rouen.
 Beauvisage (l'abbé Elphège), aumônier de l'Asile des Aliénées de Saint-Yon.

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

- Beauvisage (l'abbé Alexandre), aumônier de l'Asile des Aliénés de Saint-Yon.
- Beauvoir (l'abbé de) chanoine honoraire, curé de Saint-Godard, à Rouen.
- Becquet (M^{me} veuve), à Neufchâtel-en-Bray.
- Bellest (Louis), à Rouen.
- Belloncle (l'abbé), vicaire d'Yvetot, (*deux exemplaires*).
- Belot (l'abbé), vicaire de Notre-Dame du Pollet.
- Bénard (l'abbé), curé-doyen de Saint-Valery.
- Benoist, à Rouen.
- Bertin (l'abbé), curé de Saint-Sair.
- Besnard, à Rouen.
- Bettencourt (M^{me} veuve Henry), à Rouen.
- Bézière, à Rouen.
- Bidault (M^{me} veuve Edmond), à Rouen.
- Bignard (M^{lle} Victoire), à Neuville-lès-Dieppe.
- Billod (l'abbé), vicaire de Saint-Patrice, à Rouen.
- Blétry (René), à Soulligné-sous-Ballon, Sarthe, (*deux exemplaires*).
- Boishébert (de), à Offranville.
- Boislaville (M^{lle} de Paul de), à Rouen.
- Boltz (Emile), à Rouen.
- Bonnechose (de), à Paris.
- Bonpain, à Rouen, (*dix exemplaires*).
- Bordier, à Rouen.
- Borély (l'abbé), à Rouen.
- Boulloy (l'abbé), aumônier de l'Hôtel-Dieu, à Rouen.
- Bourdon (l'abbé), chanoine honoraire, directeur de la maîtrise, à Rouen.
- Boury (comte de), à Amfreville-la-Campagne, (Eure).
- Boutard (l'abbé), chanoine honoraire, directeur de l'école Fénélon, à Elbeuf.
- Bouteiller (l'abbé), curé de Varneville-Bretteville.
- Boutellier (l'abbé), curé de Limésy.
- Brébant (de), capitaine d'état-major, à Rouen.
- Breton (l'abbé), vicaire de la cathédrale, à Rouen.
- Briant (l'abbé), vicaire de Bolbec.
- Brocard (M^{me} veuve), à Rouen.
- Bunel (l'abbé), curé de Saint-Jacques-sur-Darnétal.
- Bunodièrre (Henri de la), à Quincampoix.

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

- Burel (l'abbé), curé de Déville.
 Burel (Pierre), à Drosay.
- Cabanon (l'abbé), chanoine à Rouen.
 Cantiniau (l'abbé), curé de Derchigny-Graincourt.
 Carbonnier (M^{me}), à Caen.
 Carpentier (l'abbé), curé du Caule-Sainte-Beuve.
 Cartier, à Rouen.
 Castres (l'abbé Caminade de), vicaire de Bolbec.
 Cayez (l'abbé), chanoine honoraire, curé de Saint-Patrice, à Rouen.
 Cécille (l'abbé), curé-doyen d'Offranville.
 Cesselin (Emile), à Rouen.
 Chanoine-Davranches, à Rouen.
 Charlet (M^{me} Omer), ile d'Oleron, (Charente-Inférieure).
 Collette (l'abbé), aumônier du lycée Corneille, à Rouen.
 Combelle, chef de bataillon en retraite, à Rouen.
 Comont (l'abbé), curé de Varengeville-sur-Mer.
 Compiègne (Pascal), à Dieppe.
 Cottard (l'abbé), curé de Pierreville.
 Couillard (l'abbé), vicaire général honoraire, à Rouen.
 Creton (l'abbé), curé d'Haussez.
 Cruet (l'abbé), curé du Val-de-la-Haye.
- Degruson, à Rouen.
 Delafontaine (l'abbé), curé du Mont-aux-Malades.
 Delahaies (l'abbé), curé du Hanouard.
 Delalande (l'abbé), vicaire de Saint-Maclou, à Rouen.
 Delamare (l'abbé), à Rouen.
 Delaporte (Jules), au Havre.
 Delescluse (Carlos), à Maromme.
 Delestre (l'abbé), chanoine honoraire, supérieur du petit séminaire, (*deux exemplaires*).
 Démarais (l'abbé), curé de Sierville.
 Démare (l'abbé), curé du Thil-Manneville.
 Dèmeilliers (l'abbé), curé d'Anglesqueville-sur-Saône.
 Denize (l'abbé), vicaire de Neufchâtel.
 Depoix (M^{lle}), à Rouen.
 Deshays (l'abbé), chanoine, à Rouen.
 Desjardin (M^{me} Armande), à Bon-Secours.

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

- Dombre, libraire, au Havre.
 Drapeau, notaire, à Grand-Couronne.
 Duboc (M^{me}), à Rouen.
 Duboc (M^{lle}), à Rouen.
 Dubois (Anatole), à Rouen.
 Dubois (l'abbé), curé de Sanvic.
 Duclos (M^{me} veuve Alphonse), à Grand-Couronne.
 Ducreux (l'abbé), curé de Réalcamp.
 Dujardin (l'abbé), élève au grand séminaire, à Rouen.
 Dulau, libraire, à Londres.
 Dumontier (l'abbé), curé de Bretteville-Saint-Laurent, (*deux exemplaires*).
 Duperrey, à Saint-Aignan.
 Durier (l'abbé), chanoine à Rouen, (*deux exemplaires*).
 Duval (Jules), à Dieppe.
 Duvelleroy (Paul), à Suresne (Seine).
 Duvergier, à Rouen.
- Ebel (Max), à Rouen.
 Edouard (l'abbé), vicaire de Saint-Ouen, à Rouen, (*deux exempl.*)
 Esneval (M^{me} Adrien Bézuel d'), à Héricourt-en-Caux.
 Esneval (le baron Bézuel d'), à Paris.
 Estaintot (le comte d'), à Rouen.
 Etienne (Félix), à Rouen, (*trois exemplaires*).
 Evon (l'abbé), curé d'Auzelosc.
- Fatras (l'abbé), curé de Bourville.
 Favé (l'abbé), ancien chapelain du Saint-Sacrement, à Rouen.
 Fayelle (l'abbé), curé de Dancourt.
 Félix (Julien), conseiller à la Cour d'appel, à Rouen.
 Ferrière (M^{me} veuve), à Rouen.
 Flavigny (l'abbé), chanoine honoraire, supérieur de l'institution Join-Lambert.
 Fleury (l'abbé), curé de Notre-Dame-des-Anges, près Rouen.
 Florimond (l'abbé), curé de Gueures.
 Fôche (l'abbé), chanoine honoraire, aumônier de la Miséricorde, au Havre.
 Fouré (l'abbé), curé de Fresne-le-Plan.

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

Franque (l'abbé), chanoine honoraire, aumônier des Ursulines, au Havre.

Fressard (l'abbé), vicaire de Ste-Madeleine, à Rouen.

Frétigny (Joseph), à Rouen.

Frondeville (le marquis de), à Paris.

Gambu (Paul), à Louviers.

Gatelas (l'abbé), curé d'Illois.

Gatelas (l'abbé), curé de Grandcourt.

Gautier (l'abbé), aumônier de l'Hôtel-Dieu, à Rouen.

Gautier (Edmond), à Rouen.

Gillier (l'abbé), curé de Bléville.

Gloria, à Boisguillaume.

Gonse (Henry), conseiller honoraire, à Etoutteville.

Gosselin (l'abbé), chanoine honoraire, curé de l'Immaculée-Conception, à Elbeuf.

Gouellain (Gustave), président du Tribunal de commerce, à Rouen.

Gournay (M^{lle} Marguerite), à Rouen, (*cinq exemplaires*).

Groffet (M^{me} veuve), à Rouen.

Grenet (l'abbé), pro-secrétaire de l'Archevêché, à Rouen.

Grenier (Léon), à Rouen.

Gressent (l'abbé), chanoine honoraire, secrétaire de l'Archevêché, à Rouen.

Groult (l'abbé), curé-doyen d'Ourville, (*deux exemplaires*).

Guérillon (Victor), à Saint-Pierre-Bénouville.

Guerrier (l'abbé), vicaire de Saint-Etienne-du-Rouvray.

Guerrots (le Filleul des), aux Guerrots.

Guillebon (M^{me} la comtesse Charles de), à Paris.

Hardy (la famille).

Hazé (l'abbé), curé de Sainte-Marguerite-sur-Duclair.

Hébert (l'abbé), professeur à l'institution Join-Lambert, à Boisguillaume.

Hecquet (l'abbé), curé du Mesnil-Esnard.

Herly (l'abbé), professeur au petit séminaire, au Mont-aux-Malades.

Hermel (l'abbé), élève au grand séminaire, à Rouen.

Herrmann (Joseph), à Rouen.

Hertel (l'abbé), curé-doyen de Boos.

Hervieux, à Longueville.

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

Homais (Adolphe), à Rouen.
 Hommais (Charles), à Barentin.
 Houlbrecque (l'abbé), curé-doyen de Doudeville.
 Houlière (l'abbé), aumônier des Dames Blanches à Yvetot.
 Hue (l'abbé), aumônier des Petites Sœurs des Pauvres, à Levallois-Perret (Seine).

Innocent (M^{me} veuve), à Moulineaux.

Jacobs, à Rouen.
 Jacquet (l'abbé), vicaire d'Yvetot.
 Joly (l'abbé), curé de Servaville-Salmonville.
 Jomard (l'abbé), curé de l'Immaculée-Conception, à Elbeuf.
 Jouan (M^{me} veuve), libraire, à Fécamp.
 Julienne, avocat, à Rouen.

Keittinger (Jules), à Rouen.
 Krischer, facteur d'orgues, à Rouen.

Labarbe (M^{me} Alfred), château de Tonneville (*trois exemplaires*).
 Lachèvre (l'abbé), chanoine honoraire, curé-archiprêtre d'Yvetot, (*deux exemplaires*).
 Lachèvre, à Rouen.
 Lafond (M^{me}), à Rouen, (*deux exemplaires*).
 Lair (l'abbé), curé de Bardouville.
 Lameille (l'abbé), curé de Thiétreville.
 Lamotte (l'abbé), curé de Criquetot-sur-Ouville.
 Lanchon (l'abbé), chanoine, à Rouen.
 Langlois (l'abbé), curé de Tôtes.
 Langlois, à Rouen.
 Lanquetuit (l'abbé), vicaire de Saint-Jacques, à Dieppe.
 Lantiez (Louis), à Paris.
 Laurent, à Rouen.
 Laurent (Jean-Baptiste), à Rouen.
 Le Bocq (Ed.), à Rouen.
 Le Bret (l'abbé), curé de la Sainte-Trinité, à Boisguillaume.
 Lecacheur (Gustave), à Rouen.
 Lechevallier, libraire, à Paris (*deux exemplaires*).
 Leclerc (l'abbé), curé de Belmesnil.

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

- Lecœur (l'abbé), chanoine honoraire, directeur de l'institution
 Join-Lambert, à Boisguillaume.
 Lecœur (Léon), à Rouen.
 Lecœur (l'abbé Joseph), curé de Quévreville-la-Poterie.
 Lecompte (M^{lle}), à Saint-Servan, (Ille-et-Vilaine).
 Lccordier, à Rouen.
 Leduc (Emile), à Rouen.
 Lefebvre (l'abbé), curé de Saint-Paul, à Rouen.
 Lefebvre (l'abbé), curé de Saint-Denis-sur-Scie.
 Lefebvre (l'abbé Anshert), curé des Ventes-Saint-Remy.
 Lefèvre (l'abbé Emile), curé de Saint-Vaast-Dieppedalle.
 Lefèvre, à Rouen.
 Lefrançois (l'abbé), curé de Mélamare.
 Legoux (Lucien), à Rouen.
 Legrain (l'abbé), curé de Gaimbouvillle.
 Legrand, à Dieppe.
 Legrand (l'abbé), curé de la Chaussée.
 Legris (l'abbé), curé doyen d'Envermeu.
 Lelièvre (l'abbé), curé de Manéglise.
 Lelièvre (l'abbé Alphonse), curé de Graille-Sainte-Honorine.
 Le Manissier, à Rouen.
 Lemasson (M^{lle}), à Montivilliers.
 Lemesle (l'abbé), curé de Saint-Pierre-lès-Elbeuf.
 Le Mire, à Rouen.
 Le Monnier, chanoine au château de Canisy.
 Lemonnier (l'abbé), curé-doyen de Gournay-en-Bray.
 Lemonnier (l'abbé Th.), professeur au petit séminaire, au Mont-
 aux-Malades.
 Lenepveu (M^{me} Charles), à Rouen, (*trois exemplaires*).
 Lepicard (Constant), à Rouen.
 Lepicard (Ernest), à Rouen.
 Lepicard (Emile), à Ourville.
 Lepicard, née Marescot (M^{me} veuve Emile), à Cany.
 Leprettre (l'abbé), curé de Grumesnil.
 Lequy (l'abbé), curé de Jumièges.
 Lesauvier (M^{me}), à Rouen.
 Lesourd (l'abbé), sous-intendant de la Primartiale à Rouen.
 Lestringant, libraire, à Rouen, (*deux exemplaires*).
 Lesueur (l'abbé), curé de Contremoulins.

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

- Létel, agent de change, à Rouen.
 Levacher (l'abbé), curé d'Hénouville.
 Le Vanier (l'abbé), curé-doyen de Fontaine-le-Dun.
 Levasseur (le docteur Paul), médecin chef honoraire de l'Hôtel-Dieu, à Rouen.
 Le Verdier, avocat à la Cour d'appel, à Rouen.
 Le Verdier (M^{lle}), à Rouen.
 Levesque (l'abbé), ancien curé de Bléville.
 Limare, rentier, à Rouen.
 Liot (l'abbé), aumônier de la communauté du Sacré-Cœur, à Saint-Aubin-lès-Elbeuf.
 Lottin (l'abbé), curé-doyen d'Argueil.
 Louvergne (M^{me}), à Rouen.
 Lucard (le Frère), à Lille.
- Maintrieu (Jules), avocat, à Dieppe.
 Malige (l'abbé), chanoine honoraire, supérieur du grand séminaire, à Rouen.
 Marabout (M^{lle}), à Rouen.
 Maréchal (l'abbé), curé-doyen de Bolbec.
 Marical (l'abbé), à Limésy.
 Marie (Louis), à Varengeville-sur-Mer.
 Mars (l'abbé Georges), vicaire d'Yvetot.
 Martin (Alexandre), propriétaire à Rouen.
 Martin, commerçant, à Londinières, (*deux exemplaires*).
 Marutte (l'abbé), curé de Belbeuf.
 Mascot (l'abbé Théodule), curé de Saint-Nicolas-d'Aliermont.
 Mascot (l'abbé), vicaire d'Ourville-en-Caux.
 Masse (l'abbé Raphaël), vicaire de Saint-Maclou, à Rouen.
 Mauger (l'abbé), curé de Fresnoy-Folny.
 Maurice (l'abbé), curé de Bretteville.
 Michel (l'abbé), curé de Malaunay.
 Milliard (l'abbé), vicaire général honoraire, curé de Notre-Dame de Bon-Secours.
 Meneust (M^{me} Félix), à Saint-Romain de Colbosc.
 Monnier (l'abbé), chanoine honoraire, curé-doyen de Saint-Michel, au Havre.
 Morel-Billet, à Rouen.
 Moricet (Achille), ancien instituteur, à Hattenville.

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

- Morin (M^{lle}), à Rouen.
 Mouy (M^{me} Louis), à Senlis (Oise).
 Mutel (l'abbé), aumônier du couvent de l'Assomption, à Rouen.
- Neveu (l'abbé), curé de Saint-Remi, à Dieppe.
 Nicolle (Georges), à Rouen.
 Nicolle (Edmond), à Rouen.
 Niel (Eugène), à Rouen.
 Noé-Seiche (Gesbert de la), ancien président à la cour d'appel à Rouen.
 Norest (l'abbé), directeur au petit séminaire, au Mont-aux-Malades.
- Ochancourt (l'abbé Rolland d'), curé de Maulévrier.
 Olivier (l'abbé), curé de Saint-Aubin-de-Crétot.
 Othon (l'abbé), chanoine à Rouen.
 Ouf (l'abbé), chanoine honoraire, curé de Saint-Romain, à Rouen.
 Ouine (l'abbé), supér^r du collège des Petits-Carmes, à Cahors (Lot).
 Oursel, ancien magistrat, à Bertreville-Saint-Ouen.
- Paillette (l'abbé), curé de Saint-Nicolas, au Havre.
 Palfray (l'abbé), curé-doyen de Saint-Romain-de-Colbosc.
 Palfray (l'abbé), élève au grand séminaire, à Rouen.
 Paris (l'abbé), curé-doyen de Valmont.
 Pelay (Edouard), à Rouen.
 Picard (l'abbé), curé de Saint-Vincent, à Rouen.
 Picard (l'abbé), vicaire de Saint-Remi, à Dieppe.
 Pierre (l'abbé), curé d'Yerville.
 Piéton (M^{me}), au Havre.
 Piette (l'abbé), curé de Notre-Dame-de-Franqueville.
 Planquois (l'abbé), curé d'Etretat.
 Pons (l'abbé), vicaire de Saint-Gervais, à Rouen.
 Porée (l'abbé), chanoine honoraire, curé de Bournainville (Eure).
 Potel (l'abbé), chanoine honoraire, aumônier de l'Hôtel-Dieu, à Eu.
 Poterie (Raymond de la), à Pont-de-l'Arche.
 Prevel (Emile), à Varneville-Bretteville.
 Prevost, ancien magistrat, à Rouen.
 Prudent (l'abbé), chanoine honoraire, aumônier de Saint-Joseph, à Rouen.
- Quesnel (Henry), aux Baons-le-Comte.

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

Quesnel (M^{me} Victor), à Rouen.

Regnault (l'abbé), curé de Gruchet-la-Valasse.

Recher (l'abbé), vicaire de Saint-Paul, à Rouen.

Renaud (l'abbé), chanoine honoraire, curé-doyen de Saint-Jean,
à Elbeuf, (*quatre exemplaires*).

Richer (l'abbé), chanoine honoraire, archiprêtre de Saint-Jacques,
à Dieppe.

Richer (Marius), cultivateur à Grainville-Ymauville.

Ricouard (l'abbé), curé de Braquemont.

Robin (l'abbé), curé de Notre-Dame de la Londe.

Rolin (l'abbé), curé de Canteleu.

Saint-Sacrement (monastère du) à Rouen, (*cinq exemplaires*).

Sampic (l'abbé), curé de Saint-Aubin-Routot.

Sarazua (Maurice), à Rouen.

Sarrazin (l'abbé), curé-doyen de Grand-Couronne.

Sartorius (l'abbé), curé du Catelier.

Sasles (M^{me}), à Bon-Secours.

Sauvage (l'abbé), chanoine, intendant de la Primatiale, à Rouen.

Schœpfer (l'abbé), chanoine, à Paris.

Sellier (l'abbé), curé du Tréport.

Serre (M^{me} de la), à Rouen.

Sœur Marie Agnès (la), supérieure du 1^{er} Monastère de la Visita-
tion, à Rouen.

Sœur Eugénie (la), directrice du Pensionnat d'Ernemont, à Rouen.
(*trois exemplaires*).

Sœur Devèze (la), supérieure de l'Orphelinat, à Rouen, (*trois
exemplaires*).

Somménil (l'abbé), chanoine honoraire, supérieur de la Maison
diocésaine de Bon-Secours, (*deux exemplaires*).

Sontag (l'abbé), curé d'Imbleville.

Souday (Eugène), à Rouen.

Tafournel (l'abbé), curé du Sacré-Cœur, au Havre.

Tesson (l'abbé), curé de Névilles.

Tételin (l'abbé), curé de Mesnil-Mauger.

Thibault (l'abbé), curé d'Envronville.

Thillard (l'abbé), curé du Bourg-Dun.

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

- Thurrier, à Rouen.
 Tieursin (l'abbé), curé de Sainte-Foy.
 Tocqueville (l'abbé), curé de Rocquefort.
 Tornié (M^{me} veuve), à Rouen.
 Tougard (l'abbé), docteur ès-lettres, au Mont-aux-Malades.
 Toussaint, avocat, au Havre.
 Turpin (Henri), à Rouen, (*quatre exemplaires*).

 Vacandard (l'abbé), chanoine honoraire, aumônier du lycée Cornaille, à Rouen,
 Vallin (l'abbé), chanoine honoraire, supérieur de l'Institution ecclésiastique d'Yvetot.
 Vasselin (l'abbé), curé de Saint-Vincent-Cramesnil.
 Vasselin (l'abbé), curé d'Etainhus.
 Vatimesnil (de), au château de Vatimesnil (Eure).
 Vauroux (l'abbé du), chanoine honoraire, secrétaire de Son Eminence, à Rouen.
 Védova, à Rouen.
 Véniard (l'abbé Georges), curé de Saint-Eustache-la-Forêt.
 Verchin (l'abbé Félix), aumônier des prisons, à Rouen.
 Verger (Charles), propriétaire à Pont-Audemer.
 Vernetuit (l'abbé), aumônier des Ursulines, à Rouen.
 Verson (M^{lle} Clémence), à Elbeuf.
 Vignerot, à Rouen.
 Vincent (l'abbé), vicaire à Saint-Joseph, au Havre.
 Vincent (l'abbé), curé de Gommerville.
 Vinet (Jules), à Caudebec-les-Elbeuf.
 Visitation de Rouen, (le 2^e Monastère de la), (*quatre exemplaires*).
 Vittecoq (l'abbé), aumônier de l'hospice, à Dieppe.
 Voiment (l'abbé), curé de Longpaon.

 Wagner (l'abbé), à Paris.
 Wallon, manufacturier, à Rouen.
 Waquet (l'abbé), vicaire de Saint-Nicaise, à Rouen.

INTRODUCTION

Le clergé français du xvm^e siècle a été mal jugé par la plupart des historiens de la Révolution. Des faits isolés ont suffi à certains auteurs pour envelopper ce grand corps dans une condamnation injuste. Il y avait en France d'autres évêques que Brienne, Talleyrand, Rohan, Grimaldi. On y comptait bon nombre de vertueux prélats, comme l'éminent archevêque dont nous allons écrire la vie.

Il y avait d'autres prêtres que les abbés décriés et les religieux indignes, justement flétris par l'histoire. Ces hommes étaient l'exception. La masse du clergé était au contraire édifiante, éclairée, dévouée à la religion et à la patrie. « Aux approches de la Révolution, a dit Rivarol, les lumières du clergé égalaient celles des philosophes. » M. de Tocqueville lui a rendu cet inoubliable hommage : « Je ne sais s'il y eut jamais dans le monde un clergé plus remarquable que le clergé catholique de France au moment où la Révolution l'a surpris, plus éclairé, plus national, moins retranché dans les seules vertus privées, mieux pourvu des vertus publiques, et en même temps de plus de foi : la persécution l'a montré... J'ai commencé l'étude de l'ancienne société plein de préjugés contre le clergé : je l'ai finie plein de respect. » Aux jours de l'épreuve et du danger, par où s'affirment les hommes, le clergé français du xviii^e siècle donna au monde le spectacle le plus édifiant qu'il ait contemplé depuis l'ère des martyrs. Il fut, en grande partie, fidèle à la foi, souffrit la perte de ses biens, l'exil, le bannissement, les tortures des pontons, la fusillade, la mort sur l'échafaud avec un courage, une dignité, un héroïsme qui arracha des larmes à l'Europe entière, et à l'Eglise ce cri d'un de ses plus illustres historiens, Rohrbacher : « Honneur au clergé de France ! Il n'y a rien de plus beau que sa conduite pendant la Révolution, dans l'histoire de l'Eglise ! » Donc, un tel clergé n'est pas du tout

celui qu'a dépeint M. Taine ou les historiens qui concluent du particulier au général.

On a compris, dans beaucoup de diocèses, le besoin de protester par des documents et des faits contre cette iniquité.

De là les nombreuses publications sur le clergé du XVIII^e siècle qui se sont succédé dans ces derniers temps.

Un siècle a passé sur la Révolution, creusant de plus en plus l'abîme entre l'ancienne et la nouvelle France, mais, tous les érudits en conviennent, si les faits principaux de cette époque ont été souvent rappelés, il s'en faut qu'on connaisse dans ses détails et dans ses mystères l'œuvre qu'elle a accomplie.

Chaque région de la France doit déposer dans la grande enquête ouverte pour la postérité et produire ses témoignages.

On ne peut plus se contenter aujourd'hui d'une histoire générale où la vérité est trop souvent incomplète quand elle n'est pas absolument défigurée. Tous les bons esprits souhaitent qu'on écrive l'histoire de chaque diocèse pendant la Révolution et qu'on accorde à cette époque extraordinaire l'attention qu'elle mérite, car elle est le point de départ d'une ère nouvelle et l'origine de la France contemporaine.

Quand on voit tant d'hommes patients et instruits se livrer à l'étude des premiers siècles ou à celle du moyen âge, si loin de nous, sans influence sur la marche actuelle des événements, on ne peut douter que les érudits comprenant la nécessité de remonter aux causes de notre situation si complexe et si grave, ne leur consacrent dans l'avenir leurs recherches.

Il y a, outre cet intérêt général, comme un devoir impérieux, de sauver de l'oubli les grandes leçons et les exemples héroïques donnés à cette époque par le clergé et les fidèles de notre pays. Pourquoi le dissimuler? On n'a pas assez rendu hommage à la vertu, à la fidélité, au courage d'une grande partie de notre clergé pendant la Révolution. On a organisé contre lui, au commencement et au milieu de ce siècle, soit par calcul, soit par une fausse prudence, la conspiration du silence.

Dans les régions gouvernementales le désir de faire oublier les crimes de la Révolution était aussi évident qu'intéressé. Tant d'hommes alors au pouvoir avaient participé aux folies et aux crimes de ce temps! Même dans les rangs du clergé, le mot d'ordre était de se taire. Le clergé schismatique soutenu par les sectes

avait réussi à se faire attribuer, dans tous les diocèses, de hautes situations; il entendait bien étouffer les plaintes des victimes et ensevelir dans le silence les années d'exil et de persécution. Les preuves de cette tactique abondent partout.

On espérait en dissimulant les documents, en interdisant les archives aux investigations particulières, fermer la bouche à la vérité. Elle a repris ses droits. D'excellentes publications ont été consacrées, dans nombre de diocèses, à l'époque révolutionnaire.

Nous apportons notre concours à l'œuvre commune en publiant ce livre. Autant que personne, nous connaissons les ménagements que l'on doit aux individus et la modération dont l'historien ne doit jamais se départir. Nous entendons faire une publication grave, sérieuse, inspirée par la justice et la piété filiale. La politique n'y a aucune part. Soumis de tout cœur à la volonté de notre pays, nous sommes de notre temps et ne regrettons du passé que la foi vive qui animait nos aïeux et les bonnes mœurs dont ils donnaient l'exemple. Nous aimons la France passionnément et nous enseignons qu'à travers les formes diverses de son gouvernement, elle doit être servie et obéie avec le plus tendre et le plus absolu dévouement.

Il nous plaît de le répéter dans ce livre qui mettra fin, selon toute apparence, à nos écrits.

Cette grande ancêtre de l'Europe qui a vu se former l'une après l'autre toutes les nations, a rempli le monde de ses bienfaits. Elle a fait et continue de faire par les chefs-d'œuvre de son génie, dans les arts, les lettres, l'éloquence et la poésie, les délices de tous les esprits cultivés. Elle est la reine du goût comme elle est par sa grâce et ses qualités aimables le sourire du monde. Joseph de Maistre a dit qu'elle était son soleil, et cette grande image est vraie dans tous les sens, car la France éclaire, réchauffe, embellit l'humanité et rayonne par ses idées, ses missionnaires, ses anges de la Charité jusqu'aux extrémités du monde. Toutes les misères ont crié vers elle; elle les a secourues avec l'or et les délicatesses de son infatigable bonté; tous les peuples en détresse, les petits, les faibles, les opprimés l'ont appelée à leur aide, elle a versé son sang pour leur rendre l'indépendance et la liberté. Elle a poussé le dévouement jusqu'à l'oubli de ses propres intérêts; ni les malheurs les plus immérités, ni les plus criantes ingratitudes ne l'ont jamais guérie de sa passion de faire le bien.

Aussi Dieu semble-t-il l'avoir comblée de dons exceptionnels. Son bon sens la préserve de toutes les catastrophes, elle corrige elle-même les fautes qu'elle a commises; ses revers ne servent qu'à développer son énergie; son génie comme son sol lui fournit d'inépuisables ressources : on la croit abattue, elle se relève plus puissante et plus fière, gardant intact le culte de l'honneur et de la vertu, comme le goût du beau et la passion du bien; en un mot elle conserve la vivante empreinte de son baptême : les siècles et les révolutions passeront sans l'effacer.

Une nation est une âme qui se survit à travers le temps et anime toutes les générations; et comme l'âme de la France est immortelle, nous la trouvons aujourd'hui aussi vivante, aussi belle, aussi aimable qu'aux jours les plus glorieux de notre histoire.

Voilà comme Français notre profession de foi. Si donc nous avons à déplorer dans ce livre les excès de la Révolution, nous entendons bien ne jamais les imputer à notre pays qui en est absolument innocent, mais aux maîtres de rencontre qui l'ont asservi et terrorisé.

D'ailleurs nous laisserons de côté toutes les théories et les scandales révolutionnaires inutiles à notre récit. Nous écrivons la vie de M^{sr} de la Rochefoucauld, archevêque de Rouen, et l'histoire du diocèse de Rouen pendant la Révolution, avec des faits, des documents, sans regard aux événements et aux hommes étrangers à notre sujet.

Aucun ouvrage, sauf l'excellent *Essai sur le Chapitre de Rouen pendant la Révolution* de M. l'abbé Langlois, n'a été consacré à l'histoire religieuse de Rouen pendant cette époque. On a dit quelquefois que ce docte ecclésiastique avait préparé et même achevé une histoire du cardinal de la Rochefoucauld demeurée manuscrite et jusqu'ici introuvable. Certes nous regrettons avec tous ceux qui ont connu et estimé à sa valeur le savant écrivain, cette perte presque irréparable. Nous avons cru pouvoir nous imposer la même tâche, poursuivie depuis trente ans. Plusieurs de nos confrères dont nous aimons à citer les noms, M. l'abbé Cochet, M. l'abbé Lecomte, M. l'abbé Malais, M. l'abbé Decorde et tout récemment M. A. Martin, ont publié des notices concernant le clergé persécuté, mais ces monographies dignes assurément de souvenir et d'estime sont circonscrites par leur sujet même.

Notre livre ajoutera aux recherches précédentes et les complètera.

Quelqu'il soit, nous l'offrons avec confiance aux amis de l'histoire normande, aux cœurs fidèles et pieux qui se plaisent à honorer leurs pères et leurs maîtres dans la vérité, à recueillir leurs leçons, à imiter leurs exemples; heureux nous-même d'avoir pu, au déclin de notre vie, rendre hommage au digne archevêque et au clergé de Rouen qui ont confessé la foi pendant la Révolution, et d'avoir apporté notre pierre au monument que leur élèvera, en des temps meilleurs, la postérité reconnaissante!

- 27 janvier 1893.



CHAPITRE PREMIER

DEPUIS LA NAISSANCE DE DOMINIQUE DE LA ROCHEFOUCAULD

JUSQU'À SA NOMINATION

AU SIÈGE ARCHIÉPISCOPAL DE ROUEN

1712-1759

CHAPITRE PREMIER

I

Le cardinal Dominique de la Rochefoucauld, né sous Louis XIV, mort sous le Consulat, a traversé tout le xviii^e siècle et fourni l'une des plus longues et des plus laborieuses carrières épiscopales dont nos annales fassent mention. Archevêque pendant cinquante-trois ans, cardinal de la sainte église romaine, appelé à présider, dans les assemblées du clergé et aux Etats-Généraux, les réunions de son ordre, honoré de l'amitié, de la confiance de Louis XVI, il a connu ce que la prospérité a de plus enivrant, comme aussi, pendant la Révolution, ce que l'exil et la persécution ont de plus amer. Quand tout ce qu'il avait aimé et servi s'effondra sous ses yeux, proscrit, dépouillé, mis hors la loi, il montra une âme plus haute que ses infortunes, une vertu plus forte que le malheur. Il portait un grand nom, il sut lui donner un lustre nouveau. Doué d'une belle âme, il l'éleva sans cesse et la sanctifia par la piété et la charité : il acheva dans la souffrance l'œuvre de sa perfection.

Certes, cette noble figure est bonne à contempler. Nous voulons la retracer telle qu'elle fut, sans la flatter ni la grandir. Dans l'histoire de tels hommes, et d'ailleurs dans toute histoire, la vérité toute simple doit suffire.

Notre archevêque appartenait à l'illustre famille de la Rochefoucauld dont la trace a été marquée si profondément dans notre histoire nationale qu'il suffit d'en prononcer le nom pour éveiller les plus glorieux souvenirs.

Les la Rochefoucauld ont été associés, dès l'origine de la monarchie française, à tous les événements de nos annales. Investis des plus grandes charges de l'Etat qu'ils ont remplies dignement ou mêlés dans les rangs de l'armée, ils ont servi le pays avec un

dévouement et une fidélité à toute épreuve. On les trouve sur la plupart de nos champs de bataille pour répandre leur sang, ils gouvernent de grands diocèses dans la paix et la vertu, ils ajoutent au trésor des lettres françaises par d'immortels écrits, ils siègent dans les conseils de l'État et y font admirer leur sagesse, leur patriotisme. Aucune gloire n'a été étrangère à cette antique maison, comme elle n'a manqué à aucun labeur, à aucun sacrifice. Elle a mis son plaisir là où était son devoir, selon sa fière devise (1) et elle a mérité, par un rare privilège, de traverser les siècles nombreuse, prospère, honorée. Depuis les sires de Lusignan et l'année 1019, sa filiation directe, authentique (2), n'a jamais été interrompue.

Notre cardinal est sorti de la branche des la Rochefoucauld dite de Langheac.

François 1^{er} de la Rochefoucauld qui eut l'honneur de tenir en 1494 sur les fonts du baptême le roi François 1^{er} laisse de son mariage avec Louise de Crussol deux fils, François II et Antoine.

Antoine de la Rochefoucauld (XVII) seigneur de Barbezieux, et de Ravel fonde la branche des seigneurs de Barbezieux et marquis de Langheac : elle fut continuée par Antoine de la Rochefoucauld (XVIII), Jacques de la Rochefoucauld (XIX), Louis-Antoine de la Rochefoucauld (XX) seigneur de Chaumont, de Langheac et de Saint-Illpize qui épousa le 10 mars 1611 Louise de la Guiche. Son fils aîné Jean lui succède, son fils puîné Henri-Gaston, marquis de Langheac fut l'auteur de la branche des comtes de Saint-Illpize. Il épousa Anne de Beauverger dont il eut Jean-Antoine de la Rochefoucauld, comte de Saint-Illpize, le père de notre cardinal.

Ce digne gentilhomme conduisit à l'autel, le 22 février 1700, Marie-Madeleine de Michel de la Champ, son épouse, fille de Jacques de Michel, seigneur de la Champ, et d'Honorée Cassagnard Glasens de Saint-Chély.

Jean-Antoine est qualifié dans les actes de chevalier, seigneur de Saint-Illpize, Rochegonde, Neuve église, Cussac et autres places. Il

(1) La famille de la Rochefoucauld porte pour armes : burelé d'argent et d'azur à trois chevrons de gueules, le premier écimé, brochant sur le tout. Cimier : une Mélusine dans une cuve burelée d'argent et d'azur. Supports : deux sauvages. Devise : c'est mon plaisir. Couronne et manteau de duc. Rang de Cousins du roi vers 1450.

(2) Voir *Almanach de Gotha* 1894, p. 335.

habitait avant son mariage Rochegonde (commune et canton de Neuve église, Cantal). Il vint s'établir à Saint-Chély (aujourd'hui chef-lieu de canton de l'arrondissement de Marvejols, dans la Lozère) dans le fief que possédait sa femme du chef de sa mère.

Le mariage de Jean-Antoine de la Rochefoucauld et de Marie-Madeleine de Michel de la Champ fut amplement béni de Dieu. Ils eurent en effet à Saint-Chély onze enfants : 1^o Marie-Simonne de la Rochefoucauld, née le 7 janvier 1704 ; 2^o Georges-Paulin, né le 27 juin 1702 ; 3^o Jean-Pierre, né le 19 septembre 1703 ; 4^o Jean-Antoine, né le 2 juillet 1705 ; 5^o Jean-Joseph, né le 1^{er} septembre 1708 ; 6^o Marie-Françon, née le 14 mars 1710 ; 7^o Mathieu, né le 19 juillet 1711 ; 8^o Dominique (notre cardinal) né le 26 septembre 1712 ; 9^o Antoinette, née le 14 juillet 1714 ; 10^o Jean-Antoine II, né le 15 juillet 1716 ; 11^o Marie-Françoise, née le 14 juillet 1722.

Dominique de la Rochefoucauld, notre futur archevêque, naquit donc à Saint-Chély-d'Apcher, le 26 septembre 1712, et fut baptisé le même jour dans l'église de cette paroisse par le vicaire M. Musnier. Il est qualifié dans l'acte, seigneur de Saint-Illpize et autres places. Il eut pour parrain son frère aîné, Georges-Paulin de la Rochefoucauld, alors âgé de dix ans, et pour marraine, sa sœur, Marie-Simonette de la Rochefoucauld, qui avait onze ans.

Il fut élevé pieusement par son digne père, Jean-Antoine de la Rochefoucauld, et son admirable mère, Marie-Madeleine de Michel de la Champ qui, fiers de leurs onze enfants, donnaient à Saint-Chély tous les exemples d'une vie exemplaire et hautement chrétienne.

Le cardinal fit quelquefois allusion, dans ses mandements, à sa première éducation et bénit toujours la Providence de lui avoir accordé des parents pénétrés de leurs devoirs et dignes de leur mission.

Le père de notre cardinal vécut jusqu'au 9 octobre 1734 et mourut à l'âge de 68 ans. Il fut inhumé dans l'église Notre-Dame de Saint-Chély, dans le caveau de la famille de Michel, situé dans la chapelle du côté de l'Evangile, dédiée à Notre-Dame de Pitié.

Ces faits qui nous ont été révélés par les documents les plus authentiques (1) mettent fin à la légende qui s'est accréditée, on ne sait comment, sur l'enfance du cardinal.

(1) C'est pour nous un devoir d'exprimer ici notre reconnaissance au véné-

M^{sr} Besson, dans l'oraison funèbre du cardinal, s'est fait l'éloquent organe de cette légende.

« Par un privilège qui n'appartient qu'à vous, dit M^{sr} Besson, c'est un la Rochefoucauld, né dans l'obscurité et élevé dans la gêne, qui est destiné à gouverner l'église de Rouen. Parmi les branches presque innombrables de cette grande race, il en est une qui est venue cacher, non pas ses fautes, mais ses disgrâces, dans les montagnes de la Lozère. Une veuve, inconnue au monde, vivait avec ses six enfants à dix lieues du monde, dans le village de Saint-Chély, n'ayant d'autres richesses que ses vieux titres oubliés des hommes et de nobles sentiments connus de Dieu seul. Dominique est l'aîné de cette pauvre famille, c'en est assez pour qu'il en devienne le modèle. Laissez-le croître sous l'habit du paysan, ce gentilhomme dont le nom fera la fortune, mais à condition que sa vertu passera encore l'honneur de son nom. »

Or, les erreurs involontaires de l'éminent orateur sont ici manifestes. Dominique n'était pas l'aîné de six enfants, mais le huitième des onze enfants de la famille; sa mère n'était pas veuve quand M^{sr} de Choiseul se rendit à Mende en 1723, attendu que son mari vécut jusqu'en 1734, et que Dominique était entré dans les ordres lorsque Dieu rappela à lui son digne père. Le père et la mère de notre cardinal n'étaient pas tombés dans la pauvreté, ils habitaient un château qui existe encore et vivaient de la manière la plus honorable. Nous verrons tout à l'heure quels mariages dignes de leur nom et de leur rang firent leurs enfants.

Jean-Antoine « n'était pas venu cacher ses disgrâces dans les montagnes de la Lozère, » mais il était venu habiter Saint-Chély par suite de son mariage avec M^{lle} de Michel de la Champ qui avait sa famille et ses propriétés à Saint-Chély.

M. l'abbé Jarry, dans l'oraison funèbre du cardinal qu'il prononça le 15 mai 1801 dans l'église des Pères Récollets de Münster, en présence des évêques et des prêtres français exilés, est plus près de la vérité que M^{sr} Besson, lorsqu'il dit :

« Tandis que la maison de la Rochefoucauld, en possession de réunir les premières dignités de l'Eglise et de l'Etat, est comme accablée sous le poids des honneurs, un de ses rameaux, séparé

nable et docte M. Bosse, chanoine de Mende, originaire de Saint-Chély, qui nous a procuré les actes et les documents relatifs à la famille de notre cardinal.

depuis longtemps de sa tige illustre, restait confondu, dans une province éloignée, avec ces familles antiques, que les rigueurs de la fortune retiennent dans les bornes étroites de l'héritage de leurs pères. Dieu qui a résolu de perpétuer dans le clergé de France et dans le Sacré-Collège cette tradition de vertus et de grands exemples, dont la maison de la Rochefoucauld les enrichissait depuis plus d'un siècle, jette les yeux sur l'enfant de ses miséricordes. Il envoie un de ses pontifes dans les déserts où il est caché. C'est lui qui doit découvrir le mystère de sa naissance, et le révéler aux chefs de la Tribu.

« Frédéric de la Rochefoucauld, archevêque de Bourges, est informé par l'évêque de Mende, M^{sr} de Choiseul, du triste sort de cette branche ignorée de sa maison. Son âme en est vivement émue. Il l'adopte aussitôt : c'est un don que la Providence lui fait par les mains de l'amitié. Ici, Messieurs, représentons-nous un jeune homme avec la physionomie la plus heureuse, dont tous les traits, pleins de grâce et de noblesse, respirent l'innocence et la candeur. Tel est l'orphelin que Frédéric de la Rochefoucauld appelle auprès de lui. Sa vue, autant que ses titres, parle au cœur du grand archevêque, et lui prouve qu'il est de son sang. »

Il y a dans cette narration oratoire bien des inexactitudes. D'abord Dominique de la Rochefoucauld n'était pas orphelin, puisque son père, nous le répétons, ne mourut qu'en 1734, à la veille du sacerdoce de son fils. Le père de Dominique, on l'a vu tout à l'heure, Jean-Antoine, était fils de Henri-Gaston de la Rochefoucauld, marquis de Langheac, et appartenait à la branche très connue des la Rochefoucauld-Langheac qui se rattachait par une filiation directe à la souche illustre des la Rochefoucauld, comme en témoignent toutes les généalogies de cette famille (1). Dominique n'était pas caché dans un désert, il habitait un château dans le bourg de Saint-Chély, la première paroisse sur la route de Mende à Peris. Enfin sa naissance n'était entourée d'aucun mystère. Son père qui habitait le Cantal, tout proche de la Lozère, avait quitté le château de Rochegonde pour venir épouser sa noble femme à Saint-Chély, au vu et au su de tout le monde.

L'éloquence et les effets oratoires sont de belles choses, mais la vérité est plus belle encore.

(1) Voir entr'autres la généalogie publiée dans l'ouvrage de la Chesnaye des Bois, continué par Saint Allais.

Etienne-Pierre Hamel, docteur agrégé de l'Université de Paris, professeur d'éloquence au collège royal de Rouen, dans l'oraison funèbre du cardinal, prononcée dans la chapelle française de Saint George's Fields, à Londres, le 20 novembre 1800 (1), se borne à dire, sur le sujet qui nous occupe :

« La fortune parut d'abord condamner Monseigneur le cardinal à passer dans l'obscurité de la retraite une vie ignorée. Mais la Providence qui le destinait à briller sur un des plus nobles chandeliers de l'Eglise, ne permit pas que la gloire et les droits de sa naissance restassent longtemps inconnus. Par une de ces circonstances que ménage, non point un aveugle hasard, mais la divine sagesse, il parait devant le cardinal-archevêque de Bourges, ce prélat à jamais recommandable, qui par ses lumières, ses travaux, son zèle pour la réforme des abus, son dévouement aux intérêts du ciel, mérita la confiance de son roi, la reconnaissance du Saint-Siège, l'estime de ses contemporains, l'admiration de la postérité. Le vénérable vieillard reconnaît son sang dans l'enfant modeste qui lui est présenté. Frappé de sa candeur, de son ingénuité, de la douceur de ses traits, il se félicite d'une acquisition dont il a deviné le prix; un mouvement surnaturel lui fait pressentir qu'en l'adoptant pour son fils, il mérite bien à la fois de sa maison, de sa patrie, de sa religion (2). »

Dans l'oraison funèbre prononcée « dans une chapelle oratoire, au Havre de Grâce, lors de son service » l'auteur qui avait connu M^{gr} de la Rochefoucauld et qui déclare avoir eu « le bonheur d'être couronné deux fois de ses mains » (3) se trompe sur le lieu de la naissance de notre cardinal et sur les circonstances de son enfance. Il fait naître Dominique de la Rochefoucauld à Mende. Il rend hommage à son père. « Un père vertueux, dit-il, dont la mémoire ne s'effacera jamais, lui fit priser de bonne heure les voies du Seigneur, les lui montra par ses exemples » (4). Notre orateur a entendu parler, comme tout le monde, des commencements

(1) A Londres, chez A. Dulau et C^e, Soho-Square, et aux chapelles françaises in-12. 32 pages. — 1800.

(2) Pages 9 et 10.

(3) Cette oraison funèbre, sans nom d'imprimeur, est très rare. Il y en a un exemplaire dans la bibliothèque du chapitre.

(4) Page 6.

modestes du cardinal. Il les raconte en ces termes. « Bornés par la fortune, ses parents sont restreints dans leurs désirs; ne peuvent lui donner toute l'éducation due à son rang. Un parent éloigné, M^{sr} le cardinal de la Rochefoucauld, archevêque de Bourges, voyage, il parcourt diverses provinces. Passant par Mende, un accident imprévu le contraint, le force à coucher. On lui présente son parent, son ami, il l'interroge, il admire ses réponses, se charge de son entretien, de son éducation, et l'envoie à Paris, le place dans le séminaire Saint-Sulpice » (1). Evidemment, l'orateur est incomplètement renseigné, il confond l'archevêque de Bourges avec l'évêque de Mende, mais il n'exagère pas, comme l'abbé Jarry, la situation précaire de la famille.

C'est le bon abbé Baston qui a donné à la légende les plus curieux développements, dans ses mémoires inédits. Écoutons-le :

« M^{sr} de Choiseul, évêque de Mende, se rendant à Paris, traversait en voiture le village de Saint-Chély, lorsqu'entendant un grand bruit de voix et voyant un rassemblement nombreux, il mit la tête à la portière et s'enquit de la cause de ce tumulte. On lui fit réponse que M^{me} de la Rochefoucauld et la femme du bailli ayant eu ensemble une vive altercation, la population s'était assemblée autour d'elles. « M^{me} de la Rochefoucauld ! dit l'évêque. Est-ce que vous avez ici des personnes de ce nom ? — Oui vraiment, dit une femme ; ça se dit gentilhomme et c'est fier, mais pauvre, tandis que M^{me} la baillive roule sur l'or et l'argent. » M^{sr} de Mende demanda à voir cette dame de la Rochefoucauld et fut introduit chez elle. Là, après avoir fait causer la pauvre veuve et acquis la certitude qu'elle était bien de la famille illustre dont elle portait le nom, l'évêque demanda à emporter les titres et parchemins qu'on lui remit, lui promettant de s'en servir dans son intérêt.

« A peine arrivé à Paris, M^{sr} de Choiseul porta la cassette et les papiers qu'elle contenait au généalogiste de la cour, lui demandant de tout examiner avec la dernière rigueur. Le savant héraldique (2) s'acquitta scrupuleusement de sa commission. Son jugement fut conforme aux vœux du Prélat; il portait que la branche rencontrée par hasard dans les montagnes de la Lozère n'était ni un sauvageon ni une greffe, mais une poussée antique et naturelle.

(1) Page 7.

(2) Nous abrégons M. Baston, mais nous copions ses expressions.

« Sûr de ne pas travailler en vain, l'évêque de Mende prit des informations sur les individus de la noble et pauvre maison. Elles furent aussi favorables qu'il le désirait. On donna particulièrement de grands éloges à la modestie, à la piété, au caractère droit et facile du jeune Dominique. Il promettait toutes les vertus cléricales, et si fortement, qu'il y avait tout lieu d'espérer que le monde ne corromprait jamais l'élève de la religion. » Ce qui arriva, ajoute M. Baston, car notre cardinal est descendu dans la tombe appuyé sur l'innocence, sa compagne et son amie depuis le berceau. »

« M^{re} de Choiseul se hâta d'avertir les membres de la famille de la Rochefoucauld de sa découverte, et écrivit en particulier une lettre pressante au cardinal de la Rochefoucauld, archevêque de Bourges. Ce vénérable Prélat, après s'être assuré de l'exactitude des renseignements de l'évêque de Mende, arrive à Paris et fait mander du petit séminaire de Clermont son jeune parent. M. Baston décrit minutieusement cette première entrevue. Le jeune Dominique, ce petit bonhomme sans poudre, sans frisure, vêtu de noir, et dont l'habit avait la forme la plus provinciale du monde, attendait, confondu dans la foule qui encombrait l'antichambre, le moment de paraître, quand le cardinal, survenant, aperçoit le séminariste qu'on lui désigne, s'avance vers lui, les bras ouverts, l'embrasse avec tendresse. « Messieurs, dit-il, c'est mon neveu. » La révolution fut prompte. Le jeune ecclésiastique que personne, un moment auparavant, ne daignait honorer d'un coup d'œil, est complimenté, fêté, caressé à l'envi.

« Dès ce moment la position de Dominique changea. Son oncle le plaça au séminaire Saint-Sulpice, pour achever ses études. »

Il y a dans cette histoire des invraisemblances et des erreurs qu'il importe de relever.

D'abord c'est dans une tournée de confirmation que M^{re} de Choiseul se rendit à Saint-Ghély. L'altercation de M^{me} de la Rochefoucauld et de M^{me} la Baillive doit être de pure imagination.

M^{me} de la Rochefoucauld n'était pas veuve, son mari, encore une fois, ne mourut qu'en 1734. La cassette aux parchemins que se serait fait présenter M^{re} de Choiseul est encore une naïveté. Jean-Antoine de la Rochefoucauld, cadet de famille, n'avait certainement pas les parchemins de son illustre maison, et il eût été tout à fait inutile de les présenter au *généalogiste de la cour*, attendu que l'Auvergne, le Gévaudan et toute la famille de la

Rochefoucauld savaient parfaitement que Jean-Antoine était fils de Henri-Gaston de la Rochefoucauld, marquis de Langheac et petit-fils de Louis-Antoine de la Rochefoucauld, seigneur de Chaumont, de Langheac et de Saint-Illpize. Il n'était nullement besoin de recourir au généalogiste de la cour pour établir une filiation si récente et si connue.

Il y a dans toute légende un fond de vérité, et la vérité la voici, telle qu'elle ressort de documents certains. Le père de Dominique, cadet de famille, ne pouvait jouir d'une fortune considérable. Il avait fait un mariage très honorable et habitait à Saint-Chély un château dont on peut voir encore les bâtiments principaux. Il avait onze enfants. Il est tout naturel que M^{sr} de Choiseul, évêque de Mende, se rendant à Saint-Chély pour la confirmation et ayant administré ce sacrement au jeune Dominique soit entré en rapports avec la noble famille de la Rochefoucauld et ait pris sous sa protection le jeune enfant qu'il plaça dans le collège de Mende alors dirigé par les Pères de la Doctrine chrétienne; les études de Dominique terminées, M^{sr} de Choiseul dut le recommander à M^{sr} de la Rochefoucauld, archevêque de Bourges, son parent, qui le fit entrer au séminaire de Saint-Sulpice.

Nous avons dit que le château de la famille de la Rochefoucauld existe encore à Saint-Chély, au moins dans ses parties principales. M. le chanoine Bosse, de Saint-Chély, nous le dépeint en ces termes.

« Il est sur la rue principale qui sert de route nationale de Paris à Perpignan. Il a deux étages, avec corps de bâtiments se prolongeant au nord sur le derrière, avec cour au midi. Le rez-de-chaussée était voûté, et divisé inégalement : entrée avec petite salle à gauche, vaste salle à droite, occupant la moitié de la façade. En 1813, M. Vors, curé de Saint-Chély, l'avait acheté pour y établir les Frères, mais n'ayant pu en obtenir, il en fit une petite institution secondaire qui fournit beaucoup de prêtres jusqu'en 1834, époque où l'on put avoir des Frères, dits des Sacrés-Cœurs, de la maison mère du Puy. Ils y sont encore (en 1891) mais ils vont être expulsés. »

Les mariages que contractèrent le frère aîné du cardinal et ses sœurs prouvent que la famille établie à Saint-Chély était tenue en haute estime et n'avait rien perdu du prestige attaché à son illustre nom. La mort moissonna bien des frères et des sœurs de notre cardinal. Georges-Paulin et Jean-Pierre n'étaient plus quand Jean-

Joseph de la Rochefoucauld, marquis de Langheac, seigneur comte de Rochegonde, Neuve-Eglise et Cussac, maréchal de camp en 1759, devenu chef de la branche de la Rochefoucauld-Langheac, épousa en 1748 Maries-Anne Thomas de Pange; Jean-Antoine devint religieux de l'ordre de Cîteaux et prieur claustral de l'abbaye d'Aubepierre en la Marche; Marie-Madeleine fut mariée à Hyacinthe de Lastic, comte de Fournel, en Auvergne; Antoinette épousa en 1747 Christophe de Châteauneuf-Randon, comte d'Apcher, un des huit barons du Gévaudan; Françoise-Marie épousa en 1750 Joseph de Brunet de Pujols, comte de Panat, capitaine de vaisseau.

Dominique qui avait eu une enfance douce et aimable, se montra, dans sa jeunesse, un modèle de piété et de vertus ecclésiastiques. M. Jarry atteste qu'il répondit « aux soins de ses maîtres par une application constante, par des progrès soutenus. Avec le plus beau naturel, dit-il, se développèrent encore les plus solides qualités, un esprit juste, un jugement sain, un germe de talents véritables qui auraient jeté plus d'éclat, s'il eût pu vaincre cette modestie innée qui les lui dérobait à lui-même. » D'après le même témoignage, il puisa à Saint-Sulpice le goût des choses de Dieu; il y prit cette gravité de mœurs, cette dignité de maintien, cette modestie sacerdotale que le commerce des hommes et l'usage des affaires ne purent lui faire perdre.

M. Hamel trace ainsi le tableau de la jeunesse du cardinal :

« Un naturel heureux avait déjà prémuni le jeune candidat contre les attraites d'un monde corrupteur; mais de plus, docile aux leçons de ses instituteurs, il les médita en silence, il en fit la règle de sa conduite. Attentif à étudier son état, il en sentit la sublimité : il se pénétra des grands principes de la morale, il y puisa de plus en plus l'amour de la vertu et la grâce des mœurs. Ici la voie publique s'écrit avec moi : *Nihil puerile gessit*. Telle fut même dans la fleur de l'âge, la maturité de sa sagesse, qu'il mérita dès lors d'être compté parmi les chefs d'Israël, et qu'un choix applaudi par un suffrage unanime le plaça sur le siège d'une illustre métropole. » (1).

Son séminaire terminé, le cardinal-archevêque de Bourges appela Dominique de la Rochefoucauld auprès de lui en qualité de

(1) Page 10.

grand vicaire. Il ne tarda pas à être promu aux premières dignités de l'Eglise; et jeune encore, mais remarquable déjà par ses vertus, Dominique monta sur le siège métropolitain d'Alby en 1747. Il avait trente-quatre ans. « Ainsi transporté, dit Jarry, comme par enchantement, de l'obscurité du toit paternel au milieu de toutes les illusions de la fortune et de la grandeur, loin d'en être séduit, il montra une maturité de raison, une sagesse de conduite, un amour de ses devoirs qui présageaient tout ce qu'il devait être un jour. »

Par une touchante et providentielle coïncidence, ce fut le digne évêque de Mende qui l'avait tiré de l'obscurité, qui fut appelé, en qualité de premier suffragant, à le sacrer et à l'installer comme métropolitain.

II

Le sacre de M^{sr} de la Rochefoucauld eut lieu le 29 juin 1747, dans la chapelle du séminaire Saint-Sulpice de Paris. Le consécrateur fut, comme nous venons de le dire, M^{sr} Gabriel-Florent de Choiseul-Beaupré, évêque de Mende, qu'assistèrent NN. SS. Charles de Grimaldi d'Antibes, évêque de Rodez, et Pierre de Rosset de Fleury, évêque de Chartres.

M^{sr} de la Rochefoucauld prêta serment de fidélité au roi le 12 juillet et prit bientôt possession de son diocèse, où, selon les annales de l'église d'Alby, « sa bonté, sa douceur, ses manières simples et aimables lui gagnèrent bientôt tous les cœurs. »

Il fut tout de suite entouré de la vénération de ses prêtres et de la confiance de ses suffragants. Nous le voyons de 1750 à 1753 député par sa province ecclésiastique aux assemblées du clergé de France. Les procès-verbaux de ces réunions nous le montrent assidu aux séances, prenant une part active aux délibérations, chargé plusieurs fois de présider des commissions importantes, et manifestant l'esprit de paix et de conciliation qui animera toute sa vie épiscopale.

Un grand acte de charité qu'il accomplit en 1752 attira sur lui l'attention de la France. Le Midi était alors en proie à la famine. Des populations entières privées de pain se répandaient dans les champs et en arrachaient les racines, dont ils formaient leur triste

nourriture. Les villes étaient encombrées de troupes de mendiants qui tombaient d'épuisement dans les rues et sur le seuil des maisons.

M^{gr} de la Rochefoucauld, ému de ce douloureux spectacle, ouvrit d'abord son palais aux indigents, puis il y convoqua les notables et les curés de sa ville métropolitaine. Il leur représenta vivement les calamités du peuple, les exhorta à se dépouiller pour eux du superflu et même du nécessaire, et, afin de les entraîner par son exemple, versa immédiatement tous les revenus de son année. Il se multiplia pour assurer des secours aux plus nécessiteux, et on le vit les porter lui-même à domicile, joignant à ses aumônes les plus tendres paroles. Sa conduite, pendant tout le fléau, lui attira l'admiration et la reconnaissance universelles.

Les devoirs de la charité ne le distraient pas des affaires générales de l'Eglise. Il fut, en cette même année 1732, l'un des premiers archevêques qui adhérèrent à la plainte formulée au roi par les évêques réunis à l'archevêché de Paris, relativement à l'arrêt du Parlement du 18 avril, qui prétendait porter *règlement* sur les refus de sacrements.

« On s'arroge, disaient les évêques, le droit de statuer sur l'administration extérieure des sacrements, et par là on nous fait appréhender qu'on ne veuille se rendre maître de toute l'administration et dispensation des sacrements, puisqu'en fait de sacrements il n'y a ni administration, ni dispensation qui ne soit extérieure..... Quoi! sire, on verrait, sous votre règne, employer les procédures les plus sévères, et dont les siècles les moins favorables à l'Eglise ne fournissent point d'exemples, pour forcer les ministres de Jésus-Christ à livrer, contre leur conscience, contre les ordres de leurs évêques, contre le droit ecclésiastique et divin, le Saint des saints aux personnes notoirement indignes de le recevoir, à des pécheurs publics, à ceux même qui font une profession ouverte de libertinage et d'incrédulité! Si la crainte de se rendre coupables de prévarication arrête les prêtres instruits et fidèles, les prisons et les traitements les plus rigoureux seront le prix de leur fidélité, et nous tous, ministres du Seigneur, premiers pasteurs de vos peuples, nous nous trouverons exposés désormais ou à prévariquer ou à devenir les victimes de notre devoir. A Dieu ne plaise que nous délibérions un instant entre ces deux partis! C'en est fait de l'Eglise, disait saint Cyprien, si les menaces nous déconcertent et

nous font rendre les armes : nous irons au-devant des croix et des tribulations; et si de pareils scandales continuent, nous serons forcés d'employer les armes spirituelles qui nous ont été mises en mains; et si ce glaive n'arrêtait pas des personnes déterminées à le mépriser, nous présenterions nos corps pour défendre celui de Jésus-Christ. »

Il est bon de remettre ce ferme et hardi langage sous les yeux de ces soi-disant historiens qui vont répétant que le clergé de France, sous l'ancien régime, était à genoux devant les volontés de la royauté et s'en faisait le courtisan.

M^{sr} de la Rochefoucauld souscrivit, avec la plupart de ses vénérables collègues, une deuxième lettre au roi pour se plaindre d'un nouvel arrêt du Parlement en date du 5 mai, où le courageux archevêque de Paris, Elie de Beaumont, était traité de schismatique. Cette seconde lettre est aussi énergique que la première et fait honneur au courage et à la résolution de ceux qui l'ont signée. Le roi n'eut pas la force d'y donner suite, mais il savait entendre la vérité. Il n'usa d'aucune rigueur envers les Prélats signataires des deux plaintes.

M^{sr} l'archevêque d'Alby s'appliqua à préserver son diocèse des troubles que les derniers débats du Jansénisme suscitaient en tant d'autres, et fut assez heureux pour y réussir. La paix y régnait dans presque tous les esprits.

Nous ne voyons notre Prélat sortir de son silence qu'en 1755. Appelé à faire partie de l'assemblée du clergé qui avait alors une lourde tâche à remplir, il y parut aussi ferme sur les principes que doux et conciliant envers les personnes. C'était le moment peut-être le plus aigu de la lutte entre les parlements et le clergé, et celui où la philosophie matérialiste et athée qui devait conduire la France aux abîmes commençait à lever superbement la tête. L'assemblée allait avoir à prendre des résolutions graves; il est intéressant d'y suivre notre Prélat.

Chose digne de remarque, la province d'Alby avait nommé pour députés du second ordre un chanoine de Rouen, Jean-Louis de Roquigny de Bulonde, et l'abbé de Langlade, vicaire général de M^{sr} de la Rochefoucauld, le même qui devait l'accompagner à Rouen. La province de Normandie y avait pour députés du premier ordre les évêques de Bayeux et d'Evreux, et du second ordre, M. de Beaupoil de Saint-Aulaire, vicaire général de Rouen, et un simple

sous-diacre, Pierre-Augustin Godard de Belbeuf, qui n'était alors pourvu d'aucune dignité ecclésiastique. Le célèbre et spirituel évêque d'Amiens, M^{sr} Louis d'Orléans de la Mothe, de sainte mémoire, y figurait aussi comme député de Reims.

Nous ne pouvons analyser ici tous les actes de cette assemblée; nous ne nous arrêterons qu'aux deux principaux.

Notons d'abord que M^{sr} de la Rochefoucauld fut nommé président de la commission établie pour le nouveau département général (nous dirions aujourd'hui nouvelle répartition générale) et la vérification des dettes des diocèses de France. Son travail fut adopté unanimement. Il fut applaudi dans la séance du 3 octobre, et remercié « du rapport qu'il venait de faire, avec autant de netteté que de précision. »

La principale préoccupation de l'assemblée de 1755 était de régler d'une manière uniforme la question du refus des sacrements. Elle chargea son bureau, dit de juridiction, de lui préparer un projet dans ce sens. Le projet, rédigé en dix articles, fut bientôt soumis à la sanction des députés. Il portait que la constitution *Unigenitus* était un jugement dogmatique et irréfutable de l'Eglise, auquel tout fidèle doit une soumission parfaite d'esprit et de cœur, et qu'en conséquence il y avait des cas où la résistance formelle et opiniâtre à cette constitution, manifestée par des actes extérieurs, constituant une notoriété de fait, suffisait pour entraîner le refus même public du viatique. Le projet recommandait de ne pas confondre cette notoriété avec de vagues rumeurs; elle devait reposer sur un fait public moralement persévérant. Il voulait d'ailleurs que l'évêque fût consulté avant chaque refus. Il établissait enfin que c'était exclusivement à l'autorité ecclésiastique de juger des dispositions nécessaires pour participer aux sacrements, et que par conséquent on ne pouvait sans prévarication recourir pour les obtenir aux tribunaux séculiers.

Ces articles n'obtinrent pas les suffrages de tous les membres de l'assemblée. De longues discussions s'ouvrirent sur leur teneur, et deux partis ne tardèrent pas à se former. La majorité des évêques voulaient quelque chose de plus explicite et de plus rigoureux sur la notoriété de fait. Ils rédigèrent donc un contre-projet en huit articles, où ils étendaient les cas de refus de sacrements, en donnant à la notoriété de fait une plus grande élasticité. Ces huit articles furent souscrits par seize évêques et dix députés du second

ordre. Le projet primitif fut signé par sept évêques seulement et vingt-deux députés du second ordre. Parmi ces sept évêques se trouvaient le cardinal de la Rochefoucauld, archevêque de Bourges, président de l'assemblée, et son neveu, M^{sr} de la Rochefoucauld, archevêque d'Alby, notre prélat. Fidèle à ses habitudes, M^{sr} d'Alby inclinait vers le parti le plus conciliant.

Les deux partis n'étant pas parvenus à s'entendre, prirent le seul moyen digne de fidèles pontifes : ils convinrent de s'adresser au Pape et de s'en remettre pleinement à sa décision.

Ils lui écrivirent, à cet effet, une lettre collective, où l'on remarque le passage suivant, très significatif, et qui prouve une fois de plus que l'ancien clergé pensait absolument comme nous, au fond, sur l'autorité doctrinale du Siège apostolique :

« C'est à vous présentement, Très Saint Père, disait l'assemblée, à remplir ce qui appartient à votre dignité pour conduire à une heureuse fin une entreprise si importante. Nous l'espérons d'autant plus, que la piété et le respect de tout le clergé français envers la mère et la maîtresse de toutes les églises, paraît avec éclat dans ce désir unanime de consulter le Siège apostolique. Jaloux de conserver l'unité de l'esprit dans le lien de la paix, nous nous empressons de nous placer devant la chaire principale d'où est sortie l'unité du sacerdoce, afin qu'instruits par les enseignements de Votre Sainteté, nous puissions plus heureusement venir au secours de l'Eglise. »

L'assemblée s'occupa aussi des ravages que la philosophie impie faisait dans les esprits, et adressa au roi un admirable mémoire, où elle jette, en termes presque prophétiques, un cri d'alarme qui, s'il eût été écouté, eût épargné à notre pays un siècle de révolutions et de souffrances.

« La licence de penser et d'écrire, disait l'assemblée, est portée aux derniers excès. De coupables auteurs ne respectent ni la pureté des mœurs, ni les droits inviolables de la puissance souveraine, ni les plus saintes vérités de la religion. Une morale dont on aurait rougi dans les ténèbres du paganisme renverse les bornes du vice et de la vertu, érige en système philosophique la recherche des plaisirs et l'amour de la volupté..... On raisonne avec une hardiesse sans exemple dans la monarchie française, sur l'origine et l'exercice de la souveraineté. On oublie cette doctrine salutaire qui reconnaît dans la royauté l'empreinte ineffaçable de la majesté

divine. On s'égare en de vaines spéculations pour découvrir un contrat primitif entre les peuples qui obéissent et les princes qui commandent; et l'usage de ce contrat chimérique est d'affaiblir les liens qui doivent les unir. Tel est, sire, le progrès inévitable de l'esprit de révolte et d'indépendance. Il commence par secouer le joug d'une autorité qui règne sur les consciences; mais dès que ce premier pas est franchi, il n'est plus de barrière qui puisse l'arrêter. Les hommes dégoûtés de la soumission, attirés par l'amorce flatteuse de la liberté, s'accoutument à regarder toute puissance qui les gouverne, ou comme un dépôt qu'ils peuvent reprendre, ou comme une usurpation contre laquelle ils ont le droit de réclamer.

« Des hauteurs superbes s'élèvent de toutes parts contre la science de Dieu. Les mystères qu'il a révélés, les lois qu'il a prescrites, ses promesses, ses menaces, tout est contesté, tout est en proie à la maligne et téméraire critique de nos esprits forts. Ils rejettent comme incroyables des dogmes qui surpassent leur faible raison. Ils s'inscrivent en faux contre les faits les mieux attestés et contre les monuments les plus authentiques. Ils étendent même leur pyrrhonisme insensé jusqu'à des vérités connues par les lumières de la raison. Ils dépouillent la Divinité de sa providence, de sa justice et de sa bonté; ils confondent l'homme avec la brute; et pour se délivrer de remords importuns, ils affectent de borner leurs craintes, leurs espérances, tout leur être même, à cette vie fragile et périssable.

« Les écrits qui contiennent ces pernicieuses maximes se reproduisent sans cesse sous nos yeux. Nous avons eu même la douleur de voir quelques-unes de ces maximes dans des livres imprimés sous le sceau de l'autorité publique... »

Et ce mémoire continue en montrant les périls imminents que fait courir à la société et à l'Etat cette licence universelle à laquelle le roi est supplié, autant dans l'intérêt du pays que dans celui des croyances religieuses, d'apporter enfin un frein efficace.

L'assemblée écrivit, avant de se séparer, une lettre à notre Saint-Père le Pape, pour le supplier de vouloir bien accélérer la canonisation de la bienheureuse mère de Chantal.

Cette assemblée terminée, M^{re} d'Alby retourna reprendre dans son diocèse sa vie calme et bienfaisante. Son vénérable parent, le cardinal-archevêque de Bourges, mourut le 24 avril 1757, laissant

vacante la commende de la riche abbaye de Cluny. Le roi l'accorda à M^{sr} de la Rochefoucauld, sachant, dit-il, le bon emploi qu'il ferait de ses revenus. Après avoir fait régner à Alby, pendant treize ans, la concorde et le bonheur, selon l'expression de l'abbé Jarry, M^{sr} de la Rochefoucauld fut appelé à l'illustre siège de Rouen (5 avril 1759). Préconisé dans le consistoire du 2 juin de la même année, il prit possession par son procureur, M. l'abbé Terrisse, le 28 juillet. Désormais il nous appartient tout entier.

CHAPITRE II

MONSEIGNEUR DE LA ROCHEFOUCAULD

ARCHEVÊQUE DE ROUEN

LES VINGT PREMIÈRES ANNÉES

1759-1780

CHAPITRE II

I

L'archevêché de Rouen était au *xviii^e* siècle l'un des plus considérables de France en étendue, en paroisses, en ressources. Il comprenait un vaste territoire et treize cent quatre-vingt-huit paroisses, les abbayes de Saint-Ouen-de-Rouen, de Saint-Wandrille, de Jumièges, de Fécamp, du Bec, du Tréport, de Saint-Martin-de-Pontoise, de Saint-Victor-en-Caux, de Saint-Georges-de-Boscherville, de Saint-Martin-d'Auchy, de Valmont, d'Eu, de Corneville, de Beaubec, de Foucarmont, de Mortemer, du Valasse, de Marcheroux, d'Ouville, de Bellosanne, de Rissons, de l'Île-Dieu, pour les hommes; de Saint-Amand-de-Rouen, de la Grâce-Dieu-de-Pontoise, de Bival, de Bondeville, de Fontaine-Guérand, de Gomerfontaine, de Saint-Saens, du Trésor, d'Arques, pour les femmes; cent vingt-huit prieurés d'hommes et de femmes, treize collégiales et de nombreux monastères et congrégations répandus dans les villes. Boulainvillers, dans son *Etat de la France* dressé d'après les mémoires des intendants en 1697, évalue à 3,536 le nombre des prêtres séculiers, à 1,000 le nombre des religieux, à 2,000 celui des religieuses.

Les treize cent quatre-vingt-huit paroisses étaient réparties entre six archidiaconés et vingt-huit doyennés (1). Le grand archidiaconé comprenait les doyennés de la Chrétienté, Bourgtheroulde, Pont-Audemer, Saint-Georges, Pavilly, Cailly, Ry, Périers; — l'archidiaconé d'Eu, les doyennés de Longueville, Neufchâtel, Envermeu, Foucarmont, Eu, Aumale; — l'archidiaconé du Grand-Caux, les doyennés de Saint-Romain, le Havre, Fauville, Valmont, les Loges; — l'archidiaconé du Vexin-Français, les doyennés de

(1) Voir M. de Beaurepaire, *Introduction aux Archives Ecclésiastiques de la Seine-Inférieure*, 1898. Les Pouillés et l'ancienne église de France, 1^{re} année, 1^{re} livraison 1880.

Chaumont, Magny, Meulan, Pontoise; — l'archidiaconé du Vexin-Normand, les doyennés de Baudemont, Gisors, Gamaches, Bray; — l'archidiaconé du Petit-Caux, les doyennés de Canville, Brachy, Bacqueville.

L'archevêché de Rouen avait un temporel très important, en domaines et en revenus. Les domaines étaient, à Rouen, le palais archiépiscopal et ses dépendances, la baronnie de Déville, l'hôtel de la vicomté à Dieppe, le comté d'Alihermont, le comté de Louviers, la châtellenie de Gaillon, la baronnie de Fresnes-l'Archevêque. Les revenus à Cliponville et Envronville, à Dieppe, à Alisay, à Grand-Quevilly, joints à ceux des domaines précités s'élevaient à la somme de 172,933 livres. C'était assurément une dotation considérable. Seulement ces revenus étaient grevés de charges obligatoires et de toutes celles qu'imposaient à l'archevêque les besoins des pauvres, des établissements hospitaliers et scolaires, des églises et des communautés besogneuses dont il lui fallait prendre soin. On ne saurait oublier que, sous l'ancien régime, les évêques entraient pour une part considérable dans l'administration et l'entretien des institutions hospitalières, des édifices religieux, des écoles dont l'Etat ne s'occupait pas, et surtout dans le soulagement des misères publiques et privées. Les mœurs du temps imposaient de plus à l'évêque un grand train de maison; l'administration de son temporel exigeait un nombreux personnel d'employés et de serviteurs. Si le chiffre de ses revenus paraît, au premier abord, extraordinaire, on s'aperçoit bien vite en descendant dans le détail qu'ils suffisaient à peine à toutes ses obligations. C'est ainsi, pour le dire tout de suite, que le cardinal de la Rochefoucauld qui a eu, au temps de sa splendeur, avec ses abbayes, trois cent mille livres de revenus, soit près d'un million actuel, était souvent très embarrassé dans ses affaires, en raison de ses charges multiples et des exigences de sa charité qui désespérait ses intendants; il n'a fait pendant quarante et un ans de son épiscopat à Rouen aucune économie personnelle, et lorsqu'il dut partir pour l'exil, il fut obligé d'emprunter trente mille francs à une personne riche de son diocèse, comme nous le dirons en son lieu. Les hommes au courant de l'histoire du XVIII^e siècle savent ce qu'il faut penser de cette fantasmagorie des chiffres, quand il s'agit des revenus du clergé, magnifiques en apparence, modestes en réalité. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

L'archevêché de Rouen, malgré les charges considérables qu'il imposait à un prélat digne de sa mission, n'en était pas moins un des sièges les plus importants et les plus enviés de France. La situation privilégiée et la prospérité de notre riche province, les monuments incomparables que la religion y a multipliés, les souvenirs glorieux du passé, et d'un autre côté, la sagesse et la foi des populations, le bon esprit du clergé où les hommes instruits et distingués ne se comptaient pas, cette résidence princière de Gail- lon, le rang considérable qu'avait tenu de tout temps, dans la province, le métropolitain, tout se réunissait pour entourer le siège de Rouen de prestige et d'attraits.

Le roi et ses conseillers savaient qu'ils y plaçaient, en M^{sr} de la Rochefoucauld, un prélat vertueux, à l'esprit droit, au jugement sûr, au cœur sensible et bon, qui avait fait ses preuves à Alby et s'y était distingué comme administrateur. Sans doute M^{sr} de la Rochefoucauld n'était ni orateur ni écrivain. Il était d'un naturel timide qui lui rendait la chaire redoutable; mais son instruction était solide et assez étendue, il tournait agréablement ses lettres et rédigeait facilement ses mandements. Dans les conseils son jugement et sa parole étaient estimés. Il n'avait pas du tout l'esprit fermé aux réformes et aux progrès sollicités par l'opinion publique et rendus nécessaires par de trop longs abus. Il possédait l'art si difficile de gouverner les hommes, et à défaut de dons brillants, il trouvait dans sa naissance, sa haute distinction, sa vertu si parfaite, l'ensemble de sa personne et de ses qualités, ce privilège des hommes supérieurs plus rare que le talent : l'autorité qui s'impose d'elle-même et sait se faire aimer.

C'est ainsi qu'il apparut à Rouen et fut jugé dès les premiers jours.

Le nouvel archevêque fut installé le 10 janvier 1760 avec toute la pompe usitée en pareille solennité.

On observa, pour la dernière fois, les cérémonies traditionnelles. M^{sr} de la Rochefoucauld se rendit à neuf heures du matin, en rochet, soutane et camail violets, à l'église de Saint-Herbland où il fut reçu par le clergé paroissial. Il adora le Saint-Sacrement, après quoi il se retira dans la sacristie où il se déchaussa, l'usage voulant que l'archevêque se rendit pieds nus à la cathédrale. Depuis deux siècles, le prélat se contentait seulement d'ôter ses souliers. A la porte de l'église Saint-Herbland les religieux de

Saint-Ouen rangés processionnellement reçurent M^{re} l'archevêque des mains du curé de Saint-Herbland. Le Père Dom Louis de la Rivière prieur de Saint-Ouen, et le Père Dom Louis Valincourt sous-prieur se placèrent aux côtés de M^{re} de la Rochefoucauld, précédés des religieux en chapes. C'est ainsi qu'au milieu d'un peuple immense et au son de toutes les cloches de la ville, M^{re} l'archevêque se rendit de l'église Saint-Herbland au parvis de l'église métropolitaine. On avait recouvert tout le parcours de nattes sur lesquelles le Prélat marchait déchaussé. Arrivés sur le parvis où le Chapitre en chapes attendait le Prélat, le prieur de Saint-Ouen remit M^{re} l'archevêque au doyen et aux chanoines, en disant : *Dominum archiepiscopum circum vobis tradimus, eum mortuum nobis reddetis*. M. Terrisse haut-doyen répondit : *Post centum annos*. Le prieur répliqua : *Hæc sunt vota nostra*, puis se retira avec ses religieux (1).

L'abbé Terrisse complimenta Monseigneur au nom du Chapitre.

« Le bienfait le plus précieux que le Seigneur puisse accorder à son peuple, disait l'éminent doyen, suivant l'oracle de l'Esprit-Saint, est de lui donner des pasteurs selon son cœur, et c'est une faveur dont cette église doit rendre aujourd'hui les plus humbles grâces au Tout-Puissant.....

« Votre nom seul, Monseigneur, nous annonçait tout le bonheur dont le ciel nous favorise; l'illustre maison dont vous sortez est en possession de transmettre à tous ceux qu'elle produit le plus estimable de tous les titres, le droit certain de se concilier le respect et l'amour : elle a donné à l'État des héros qui l'ont soutenu par leurs exploits, et des sages qui l'ont éclairé par leurs lumières. L'Eglise lui doit des pontifes dont la mémoire sera toujours en bénédiction, et le Sacré-Collège des membres qui, par leurs éminentes vertus, ont répandu sur la pourpre romaine encore plus de lustre qu'ils n'en avaient reçu d'elle. L'un, vers le milieu du dernier siècle, enflammé du zèle le plus ardent pour la splendeur de la maison de Dieu, établit l'ordre et la réforme partout où la licence avait introduit le relâchement, et mérite le titre de restaurateur de la discipline régulière dans ce royaume.

« L'autre a été de nos jours l'honneur de l'épiscopat de France,

(1) Procès-verbal dressé pour les religieux de Saint-Ouen par M^{re} Le Gingois et Viteroq, conseillers du roi, « notaires garde-notes et apostoliques, » en notre possession.

les délices de tous les gens de bien, un de ces hommes rares que, pour l'honneur de l'humanité, on souhaiterait de voir rester toujours sur la terre, si leur vertu ne méritait pas un sort plus heureux. Grand, sans faste, bienfaisant sans ostentation, zélé sans inquiétude, pieux sans affectation, il réunissait en sa personne toutes les qualités qui forment un Prélat accompli, et l'éclat de ses vertus ne fut terni par aucun nuage. La France entière et Rome elle-même le pleurent encore. Son nom sera éternellement gravé dans le cœur des hommes vertueux, et les générations en se succédant les unes aux autres, se demanderont avec douleur pourquoi elles ne le voient plus parmi les hommes. *Et nomen ejus requiratur a generatione in generationem.*

« Tel fut, Monseigneur, l'illustre cardinal qui, dès vos plus tendres années, prit soin de régler vos pas dans la milice du Seigneur, et de vous former au saint ministère; il vous a laissé un grand nom à soutenir, et vous vous montrez digne de le porter; de grands exemples à suivre, et vous en êtes le fidèle imitateur. L'Eglise d'Alby en rend un témoignage aussi flatteur pour nous qu'il est affligeant pour elle; vivement touchée des pertes qui nous enrichissent aujourd'hui, elle n'oubliera jamais qu'elle avait en vous un modèle de son clergé, le père des pauvres et le ferme défenseur des intérêts de la province dans l'auguste assemblée de ses Etats. Les regrets de ce diocèse qui recueillait avec tant de satisfaction les heureux fruits de votre zèle, sont aujourd'hui le fondement solide de nos espérances et le présage certain de notre bonheur... »

On ne pouvait s'adresser plus délicatement au cœur de l'auguste Prélat, ni le louer en termes plus heureux. Aussi, dès les premiers jours, M^{sr} de la Rochefoucauld sympathisa-t-il avec son clergé, et en particulier avec le Chapitre si dignement représenté par le savant abbé Terrisse.

Le premier mandement du nouvel archevêque est daté du 3 février, et a pour but de permettre l'usage des œufs pendant le carême. Il débutait ainsi :

« Il est triste pour nous, M. T. C. F., que la première fois que nous vous faisons entendre notre voix, nous soyons forcé de l'élever pour vous dispenser des lois de l'Eglise, nous qui n'aurons jamais rien de plus à cœur que d'en procurer l'exacte observation. »

Après avoir exhorté les fidèles à la pratique exacte de la pénit-

tence, le Prélat profite de l'occasion qui lui est donnée de parler à son peuple, pour rendre hommage aux vertus de son éminent prédécesseur et le recommander aux prières des âmes reconnaissantes.

« La reconnaissance exige encore de vous, M. T. C. F., que par vos prières vous sollicitiez le ciel en faveur du respectable cardinal qui, pendant tant d'années, a fait le bonheur de ce diocèse, en le gouvernant avec autant de zèle que de prudence; il a fait celui des pauvres qui le regardaient comme leur protecteur et leur père; des malades, en leur procurant non-seulement tous les soulagements nécessaires, mais en rendant sa maison même, dans les temps de calamité, un asile général où le plus misérable trouvait les consolations et les secours les plus abondants.

« Pour vous, ministres des autels, qui, accablés par le poids du travail et de l'âge, aviez été pendant sa vie ses dignes coopérateurs vous êtes, après sa mort, devenus ses véritables enfants et ses seuls héritiers : méritiez par la ferveur et la continuité de vos saints sacrifices, les douceurs de cette paix et de cette tranquillité dont vous jouissez dans votre honorable retraite, et que vous ne devez qu'à l'amour qu'il avait pour vous (1). Tel est, M. T. C. F., le modèle que la religion propose au successeur de ce digne Prélat. Nous ne nous flattons point de vous faire oublier toute l'étendue de votre perte; nous avons seulement cette confiance en vos prières, qu'en marchant sur les traces de cet illustre cardinal, nous diminuerons la source de vos regrets. »

Le 2 juin de la même année, M^{gr} de la Rochefoucauld ordonna, par un mandement, des prières publiques pour la prospérité des armes du roi. On remarquera le dernier paragraphe de cette pastorale qui respire les sentiments les plus généreux et les plus patriotiques.

« Nous sommes citoyens, français et chrétiens : que des titres si glorieux ne fassent pas notre honte et notre confusion. Conservons le précieux héritage de nos pères, l'amour de la vertu, l'amour de la patrie, l'amour de la religion; le sort de nos armes peut être entre nos mains, puisqu'il est entre celles d'un Dieu qui exaucera ou rejettera nos prières, suivant les dispositions dans lesquelles nous les ferons. »

(1) M. de Saulx-Tavannes avait fondé une maison de retraite pour les prêtres âgés et infirmes.

Dès le mois de juillet suivant, l'armée commandée par M. le maréchal de Broglie gagnait la bataille de Corbach et taillait en pièces l'armée hanovrienne. La campagne devait être heureuse et se terminer en mars 1761 par des succès éclatants qui motivèrent un *Te Deum* solennel, pour lequel l'archevêque fit un nouveau mandement.

« Plus touché des horreurs qu'entraîne la guerre, disait-il en terminant, que de la gloire des plus brillants succès, notre ministère ne doit vous faire entendre que des paroles de paix et de conciliation. Nous avons aujourd'hui la douce consolation d'apprendre que les ministres de cette paix et le lieu des conférences sont désignés, et qu'il ne tiendra qu'aux puissances rivales et ennemies de la France, que nous jouissons bientôt de ce don inestimable. Assurés de la modération et des intentions pacifiques d'un monarque qui préfère toujours le titre de père du peuple à celui de conquérant, nous serions trop heureux, M. T. C. F., si nous pouvions attirer sur les princes et les rois, par nos supplications et nos prières, ce même esprit de concorde qui réunit les cœurs et les intérêts, qui prévient les dissensions et les troubles. Les peuples et les rois réunis enfin ne seraient plus occupés qu'à servir le Seigneur. »

Nous aimons au milieu du triomphe ces hautes et pacifiques exhortations; elles conviennent au ministère pastoral dont M^{er} de la Rochefoucauld comprenait merveilleusement la douce et sereine influence.

Un abus regrettable devait provoquer l'année suivante une nouvelle ordonnance de M^{er} de la Rochefoucauld. Ce fait intéresse trop notre histoire locale pour ne pas le mentionner ici.

On sait combien le nom de saint Romain était entouré de vénération dans le diocèse. Il figurait encore au commencement du XVIII^e siècle dans le *Confiteor*, après saint Pierre et saint Paul. Sa fête, fête chômée, et l'une des principales du diocèse, se trouvant fixée au 23 octobre de chaque année, concourait tous les ans, excepté lorsqu'elle arrivait le dimanche, avec la foire, qui se tenait à la porte de la ville. « Cette foire, disait dans son réquisitoire M. le promoteur général, le chanoine Marescot, qui attire à Rouen une multitude innombrable de personnes qui y viennent de toutes parts, les unes pour vendre, les autres pour acheter, rend, en ce jour de fête, la ville de Rouen plus marchande que peut-être elle ne l'est tout autre jour de l'année. Aussi y voit-on tout ce qui est

une suite d'un jour qui serait uniquement destiné au trafic et au négoce, boutiques partout ouvertes, comptoirs et magasins remplis de vendeurs et d'acheteurs, le passage dans les rues presque empêché par la conduite du bétail qui se rend à la foire, et par le transport tumultueux de toute espèce de marchandises. Les églises sont les seuls endroits qui soient déserts, surtout pendant les grands offices. »

En conséquence, le promoteur général proposait à l'archevêque de séparer la fête de la foire et de la fixer invariablement au troisième dimanche d'octobre. M^{sr} de la Rochefoucauld rendit, le 17 mai 1762, une ordonnance conforme qui donna satisfaction à tous les intérêts.

De nouvelles victoires des armes du roi motivèrent un nouveau *Te Deum*, que l'Archevêque ordonna par un mandement du 27 septembre 1762, daté de Gaillon, le premier qui porte le nom de cette résidence archiépiscopale. Le cœur paternel du Prélat se manifeste de plus en plus, et dans un élan digne des beaux monuments littéraires de l'épiscopat, il s'écrit en terminant son mandement :

« Grand Dieu, si, par la rigueur d'un fléau qui désole la terre, vous n'avez voulu que châtier les méchants, qu'éprouver les bons, nous corriger et non pas nous perdre, jusques à quand voulez-vous nous frapper? Prosternés aux pieds de vos autels, nous venons nous avouer coupables. Seriez-vous moins sensible aux cris de notre repentir que vous ne l'avez été à la voix de nos crimes? Dieu de paix, faites cesser les calamités de la guerre, souvenez-vous de l'alliance contractée avec votre peuple. Tournez les cœurs des rois, ils sont entre vos mains, portez-les à des vues pacifiques. Eclairés sur les vrais intérêts de leurs peuples, qu'ils cessent de se regarder avec un œil d'envie; que les uns se montrent modérés, que les autres se rendent faciles; qu'ils sentent tous qu'une paix ne peut être durable si elle n'est avantageuse à tous; qu'ils renoncent à ces prétentions, sources éternelles de jalousie et de division; que tant de nations réunies par un même intérêt ne forment plus qu'un seul peuple, et que chacun, à l'ombre de sa vigne et de son figuier, fidèle à la loi du Seigneur, goûte dans la droiture et l'innocence les douceurs d'une paix que le ciel nous avait ôtée dans sa colère, et qu'il nous rend dans sa miséricorde. »

Les vœux du pieux Prélat et les prières de ses peuples furent

écoutés. Le 3 novembre, le duc de Praslin, ministre de France, le marquis de Grimaldi, ambassadeur d'Espagne, et le duc de Bedford, ambassadeur plénipotentiaire d'Angleterre, signaient à Fontainebleau les préliminaires de la paix, qui fut enfin conclue en juin 1763. Et à cette occasion, M^{sr} de la Rochefoucauld prit de nouveau la parole.

« Nous n'avons donc plus d'ennemis au dehors, M. T. C. F. La paix nous interdit ce nom; redoutons ceux qui au dedans s'unissent contre nous, et en triomphent d'autant plus facilement, qu'ils flattent nos goûts et nos passions. Eloignons de nous à jamais le luxe, fléau des plus grands empires, qui annonce le plus sûrement leur décadence; poison subtil et dangereux, qui, en s'insinuant dans tous les états, y porte la mort par la vie qu'il semble donner; qui, en multipliant sans cesse nos besoins, tarit les ressources les plus abondantes; qui énerve les esprits, comme les corps; qui, efféminant autrefois le peuple le plus belliqueux, vengea l'univers vaincu, en corrompant ses vainqueurs. Que l'heureuse simplicité de nos anciens et de nos pères, devienne notre modèle; elle contribuera au soulagement de nos frères, comme à l'union et à la concorde qui doit régner parmi eux, afin que la paix de Jésus-Christ, dont la douceur surpasse tout sentiment, habite au fond de nos cœurs, et domine sur toutes les pensées de notre esprit; le Dieu de paix vous remplira de la joie qui en est le fruit, il nourrira votre espérance, il vous fera croître en vertu, et multipliera tous les dons de son Esprit-Saint. »

Le Prélat, on le voit, ne perdait aucune occasion d'instruire son peuple, et de tirer profit, pour l'édification des âmes confiées à ses soins, des événements qui sollicitaient son attention.

La mort du Dauphin (20 décembre 1765), prince vertueux et d'un rare mérite, donna lieu à une Lettre pastorale de notre archevêque. Quand on se reporte aux sentiments publics qui accueillirent la nouvelle de la mort de ce prince, aux regrets profonds qu'elle excita et aux éloges sincères et unanimes qui s'élevèrent de toutes les classes de la population vers cette douce mémoire, on ne sera pas surpris des accents émus de M^{sr} de la Rochefoucauld.

« N'est-il pas bien affligeant pour nous, M. T. C. F., dans un temps où les grands principes, affaiblis par notre corruption, ont le plus besoin de grands exemples pour revivre et reprendre leur ancienne autorité, de nous voir enlever avant le midi de ses jours,

un prince, le sujet le plus respectueux pour son roi, le fils le plus attaché à son père, l'époux le plus fidèle, le frère le plus tendre, l'ennemi du vice le plus déclaré, le partisan de la vertu le plus aimable?

« Quelle peinture plus frappante, et quelle leçon plus instructive que ce prince étendu sur son lit de douleur? Le tableau, M. T. C. F., en est si attristant, notre émotion est si grande à sa vue, que les expressions nous manquent pour nous le représenter dans tout son jour..... Une princesse si digne de son amour et qui baigne sans cesse son lit de larmes; le roi pénétré de la douleur la plus vive, qu'il s'efforce inutilement de renfermer, et que les soupirs qui s'échappent malgré lui trahissent à chaque instant; toute la famille royale éplorée, désolée, ne sont-ils pas des objets assez touchants pour exciter ses regrets et lui faire désirer de plus longs jours?

« Mais la voix de Dieu l'appelle; il l'a entendue; il ne contemple dès lors les objets si respectables à ses yeux, si chers à son cœur, que pour en faire la matière de son sacrifice. Sa foi en a dressé depuis longtemps l'autel, il ne demande qu'à le consommer. « Purifiez la victime, Seigneur, s'écrie-t-il souvent, avant de la sacrifier. » Mais ses maux augmentent, son corps n'est déjà plus qu'une plaie; le tombeau se creuse et s'ouvre sensiblement devant lui; on lui conseille quelque soulagement. « Il y a longtemps, » répondit-il, que j'ai fait le sacrifice de ma vie; laissez-moi offrir « encore à Dieu celui de mes douleurs... »

« Nous avons tout sujet de présumer qu'il repose dans le sein de Dieu, et qu'il jouit de sa gloire : il est mort dans le Seigneur; ses bonnes œuvres l'ont suivi jusqu'à son tribunal; ses travaux, ses mérites ont été couronnés. *Beati qui in Domino moriuntur.* »

La mort de ce prince donna lieu à un mot admirable du bon roi Stanislas, son grand-père maternel. En lisant la lettre qui lui apprenait ce malheur, il ne put retenir ses larmes. « La perte réitérée d'une couronne n'est jamais allée jusqu'à mon cœur, celle du Dauphin l'anéantit. »

M^{re} de la Rochefoucauld, fidèle à sa ligne de conduite prudente et conciliatrice, fut amené à limiter le nombre des fêtes chômées. Depuis longtemps le relâchement de la foi et des mœurs, l'amoindrissement de la ferveur, et aussi, il faut le dire, les exigences nouvelles de la société, réclamaient la suppression des fêtes trop

nombreuses où le travail était interdit. Toutefois, comme c'est chose grave que de troubler des habitudes séculaires, le pieux prélat fut longtemps à délibérer; il consulta comme il nous l'apprend lui-même, « plusieurs savants docteurs et pieux ecclésiastiques. » Et enfin, le 28 juillet 1767, il annonça dans un Mandement sa résolution en ces termes :

« Dieu, dans l'ancienne loi, recommanda à son peuple d'observer le jour du sabbat, auquel le dimanche a succédé dans la loi nouvelle. La tradition nous apprend qu'il y avait dès le temps des Apôtres des solennités établies pour honorer les principaux mystères de la religion chrétienne; et nous voyons dans les siècles des martyrs la plupart de celles que nous sommes aujourd'hui dans l'usage de célébrer.

« L'Eglise, dans ces temps heureux, accordait ces jours de sanctification à la piété des premiers fidèles; elle secondait alors les saints desirs de ses enfants, et leur ferveur était la règle de sa conduite. Le même esprit de sagesse qui l'engageait à les multiplier, l'oblige maintenant d'en diminuer le nombre. »

Après avoir traité de la manière dont on doit sanctifier les fêtes, et avoir constaté avec douleur que beaucoup de chrétiens ne conformaient plus leur conduite aux enseignements de l'Eglise, le pasteur en vient à la portion fidèle du troupeau; il trouve de tendres paroles pour ces populations humbles et pauvres qui ont toujours suivi avec le plus d'empressement, depuis les jours bénis de la Galilée, les pas du Sauveur.

« La piété de quelques-uns de ses enfants console l'Eglise et modère la douleur que les autres lui causent par leur irrégion. Mais où trouvons-nous ces chrétiens soumis à ses ordres et zélés pour la sanctification des fêtes? C'est le plus souvent dans le sein de la pauvreté et de l'indigence. Ce sont ceux qui gagnent à la sueur de leur front le pain nécessaire pour la nourriture de leur corps, et qui, ne vivant que du travail de chaque jour, trouvent à peine leur subsistance et celle de leur famille. Semblables à cette multitude qui avait oublié tout pour s'attacher à Jésus-Christ et entendre sa parole, ils se rendent à la voix de l'Eglise qui les appelle à ses solennités; ils cherchent avant toutes choses le royaume de Dieu et sa justice, et se reposent sur la divine providence du soin de pourvoir à leurs nécessités temporelles. Notre Sauveur fut attendri sur les besoins de ce peuple qui le suivait

depuis trois jours : touché de l'extrémité où il le voyait réduit, il récompensa sa foi aussi généreuse par un miracle éclatant de sa puissance.

« C'est dans le même esprit de charité que l'Eglise, toujours sensible aux peines des indigents, s'empresse de venir à leur secours, en diminuant le nombre des fêtes, et de multiplier leurs ressources en favorisant leurs travaux. Nous en avons reconnu nous-même la nécessité en faisant la visite de nos églises. Les pauvres, cette portion précieuse du troupeau qui nous est confié, nous sont trop chers pour ne pas leur offrir un soulagement que leur fidélité sollicite pour eux, s'ils ne le demandent pas par eux-mêmes. C'est pour remplir un objet si digne d'occuper notre cœur que nous avons conçu le dessein de retrancher quelques-unes des fêtes qui ont été jusqu'à présent d'obligation dans ce diocèse, et notre tendresse paternelle ne nous permet pas d'en différer plus longtemps l'exécution. »

Le roi sanctionna l'arrêt du prélat, et donna des lettres-patentes datées de Compiègne, le 31 août 1767, pour l'exécution de son Mandement, lesquelles lettres furent enregistrées par le Parlement presque incontinent.

L'année suivante (1768), la mort imprévue de la vertueuse reine Charlotte-Félicité Leczinska, épouse de Louis XV, et le modèle le plus accompli de la patience, de la résignation, de la charité chrétienne, inspira à notre prélat des réflexions vraiment épiscopales. Il célébra avec des accents émus la piété de la royale défunte.

« Oublions, disait-il éloquemment, tous les titres qui concourent pour rendre respectable la mémoire de l'auguste reine dont la mort couvre de deuil la France; passons sous silence toutes ses autres qualités personnelles; oublions, s'il est possible, qu'elle était fille d'un roi, les délices et l'admiration de notre siècle, le héros de l'humanité et de la bienfaisance, le modèle et l'ami de la vertu, l'oracle et le protecteur des beaux-arts, le chrétien le plus zélé de ses Etats. Arrêtons-nous, pour sa gloire autant que pour notre instruction, à considérer ce qui a fait son caractère distinctif, à contempler un des chefs-d'œuvre du Très-Haut. Le Saint-Esprit semble avoir voulu la peindre lui-même par ces paroles : La crainte religieuse de Dieu, qui est le fruit de sa connaissance, conserve la pureté de son cœur et le remplit de justice et de sainteté; elle le comble de satisfaction et de joie.

« Voilà, M. T. C. F., le principe de toutes les actions de la reine, l'abrégé de sa vie, le fond le plus riche de son éloge.

« Les rayons les plus éclatants de la prospérité et de la faveur couvrirent pour ainsi dire son berceau. Le diadème qui devait dans la suite ceindre sa tête, reposa sur celle de son père; mais les ténèbres de l'enfance ne lui permirent pas de goûter la joie de cet événement. Sa raison commençant à se développer, à peine avait-elle vu le ciel serein et brillant, qu'un nuage épais le couvrit à ses yeux et que l'orage le plus redoutable vint fondre sur sa maison. La crainte religieuse de Dieu qui régnait déjà dans son cœur, se conserva sans tache, y triompha de la nature, en calma les révoltes, y crut avec l'âge, et fortifia son innocence. Loin d'accuser le ciel d'inconstance, elle en adora les décrets impénétrables, elle étudia à fond la religion, elle en saisit l'économie, et sa piété soutint sa constance.

« Une âme si belle, si vertueuse, fixa l'attention du ciel, et fut regardée avec complaisance; le trône le plus beau fut jugé le plus digne d'elle. Celui donc qui tient dans ses mains le cœur des rois et qui en dispose à son gré, qui distribue, suivant son bon plaisir, les couronnes et les royaumes, qui se joue des mystères de la politique et les fait servir à ses desseins, voulut donner à la France, pour son bonheur, une princesse qui devait lui donner le spectacle le plus édifiant, le mieux soutenu que la piété pût jamais lui offrir. La cour fut pour elle un sanctuaire où elle adorait sans cesse le Tout-Puissant et lui faisait hommage de sa grandeur; la dissipation qui y règne ne nuisait pas à son recueillement. Elle recevait si souvent à l'autel son Dieu, qu'elle en était toujours remplie, et qu'elle en portait partout l'image vivante. »

En même temps qu'il embrassait dans sa sollicitude les intérêts généraux de la religion et de la patrie, le prélat descendait aux moindres détails qui pouvaient intéresser la prospérité de son Eglise. Il fit don à sa cathédrale de plusieurs ornements de prix, contribua à la réparation générale qui s'exécuta en 1769, et veilla particulièrement à la réparation des monuments des cardinaux d'Amboise et de Brézé. Il avait perdu en 1767 l'un de ses frères, le comte de la Rochefoucauld, et il put voir en cette circonstance combien il était cher à la population qui s'empressa de se faire inscrire au palais et de faire porter par députés ses condoléances.

L'avènement de Clément XIV au trône pontifical (décembre 1769)

motiva un jubilé universel que M^{sr} de la Rochefoucauld promulgua dans son diocèse. On sait combien les circonstances étaient graves. L'impiété philosophique étendait partout ses ravages; les rois donnaient sur le trône de funestes exemples; la licence et l'immoralité s'affichaient effrontément à la cour et à la ville; plus de principes nulle part; en politique, guerres et divisions, désordre dans les finances, corruption dans l'administration; en religion, les longues querelles du Jansénisme, l'étrange attitude des Parlements, la haine des gouvernements contre les Jésuites dont ils réclamaient impérieusement l'abolition; la décadence des ordres monastiques, la rareté des vocations, l'affaiblissement de la discipline; tout enfin aidait à l'amoindrissement de la foi, au relâchement des mœurs, et par contre à la révolution sociale qui des idées allait passer dans les faits.

En ouvrant les trésors de l'Eglise, Clément XIV invitait les fidèles du monde catholique à faire monter vers le ciel, une grande supplication, afin de détourner les orages qui s'amoncelaient de toutes parts; les évêques, et M^{sr} de la Rochefoucauld comme eux, répondirent dans leurs Mandements à la pensée du Saint-Père. Il est intéressant de noter en quels termes les contemporains, et notre pieux archevêque en particulier, s'exprimaient sur un Pape qui a porté, en des temps extrêmement difficiles, avec une calme et patiente dignité, la tiare pontificale, mais qui a ameuté contre lui des passions et des haines rétrospectives.

« Le saint Pontife, dit M^{sr} de la Rochefoucauld, que la sagesse de Dieu a élevé au rang suprême de l'apostolat, et que son mérite a appelé sur le siège de saint Pierre, où l'Europe entière le voit assis avec applaudissement, se sert des clefs qu'il a reçues, comme son successeur légitime, pour nous ouvrir le ciel, en faire descendre sur nous les grâces les plus précieuses, et nous en faciliter l'entrée. Conformons-nous à ses intentions, en conjurant le Seigneur de répandre sur un pasteur si cher à nos cœurs et si précieux à la religion, ses plus abondantes bénédictions. »

Notre archevêque voulut donner à l'ouverture du Jubilé la pompe la plus imposante et la plus solennelle. Le dimanche 10 juin (1770), après avoir fait lire dans sa cathédrale la bulle du Pape et sa lettre pastorale par un grand vicaire, M^{sr} de la Rochefoucauld célébra pontificalement la messe du Saint-Esprit, et, après vêpres, présida la procession générale de tout le clergé

séculier et régulier, chapitre, paroisses, communautés d'hommes et de femmes, confréries et associations de la ville de Rouen, qui partit à trois heures et demie, au son de deux cents cloches, de la Métropole et se dirigea vers l'église abbatiale de Saint-Ouen, où se fit la station.

Ce fut une des dernières et des plus touchantes manifestations religieuses dont la ville fut témoin. Ce Jubilé, du reste, qui dura deux semaines entières, fut célébré par tout le diocèse avec ferveur, et apporta aux cœurs pieux quelques consolations.

II

Les temps devenaient de plus en plus pénibles, et la Révolution, avant de se traduire en faits, prenait possession des esprits. M^{sr} de la Rochefoucauld eut à faire face à des difficultés de nature très diverse, et, nous pouvons le dire pièces en main, il montra en toutes rencontres la prudence et la modération qui faisaient le fond de sa nature, sans se départir toutefois de la fermeté réclamée par les circonstances. Cinquante-six curés du diocèse lui adressèrent et firent imprimer en 1763 une requête contre les ouvrages du P. de Berruyer, de la Compagnie de Jésus. Cette manifestation était conduite par M. Lenfant, curé de Saint-André Porte Cauchoise de Rouen, qui récolta partout où il le put des adhésions, lesquelles s'élevèrent finalement à soixante-dix-huit. Vingt-neuf curés de Lisieux imitèrent l'exemple des curés de Rouen et envoyèrent à leur évêque une requête du même genre.

Sur un autre point de la France, cent neuf ecclésiastiques du diocèse de Troyes dénonçaient également dans un manifeste public, à leur évêque, la théologie de Collet, prêtre de la Congrégation de la Mission. Le jansénisme avait, en se prolongeant, porté au respect de la hiérarchie des atteintes funestes.

M^{sr} de la Rochefoucauld, en pasteur vigilant, comprit qu'il fallait mettre un terme à ces empiètements qui menaçaient de s'étendre. Il n'hésita pas à rappeler les signataires de la requête à l'observation des lois canoniques, et dans une lettre au curé de Saint-André (7 juillet 1763), il fit savoir que s'il réprouvait dans les doctrines qui lui étaient signalées ce qu'elles pouvaient avoir de condamnable, il n'entendait pas autoriser une dénonciation

faite par une voie aussi irrégulière par elle-même qu'injurieuse à la sollicitude de l'épiscopat, et défendait de renouveler à l'avenir de semblables démarches. Le plus grand nombre des signataires, dont la bonne foi avait été surprise, se rétractèrent, et les meneurs, bien connus pour leurs opinions jansénistes, en furent pour leurs frais.

Toute cette affaire, qui fit grand bruit à l'époque, et sur laquelle on a imprimé un volume, se réduisit à ces minces proportions et n'eut pas d'ailleurs d'autre suite.

Louis XV avait institué en 1706 une commission dite des Réguliers, composée de cinq évêques et de cinq conseillers d'Etat, chargée de réformer toutes les congrégations d'hommes. Cette commission commença par dresser une statistique des ordres religieux d'hommes, les seuls dont elle avait à s'occuper. Ce tableau, qu'il n'est pas sans intérêt de connaître, nous donne 2,966 maisons, et 26,674 religieux. Ce nombre décrut singulièrement pendant les vingt-cinq ans qui suivirent; car les tableaux dressés par le comité ecclésiastique de l'Assemblée constituante ne comprenaient plus que 16,236 réguliers.

La commission, dont les pouvoirs, il est à peine besoin de le dire, étaient nuls au point de vue canonique, se livra avec ardeur à son enquête, et visa surtout dans ses plans de réforme la grande famille franciscaine, qui comptait à elle seule plus du tiers des couvents et des religieux de la France. Elle adressa à chaque évêque une série de questions relatives à l'état des maisons conventuelles de son diocèse, en l'invitant à formuler ses plaintes et ses vœux. Le rapport général présenté à la commission a été analysé dans la *Revue des questions historiques*, par M. Charles Gérin, pour la partie qui concerne les quatre ordres mendiants de la règle de saint François. Nous n'avons à y chercher que les réponses faites pour le diocèse par M^r de la Rochefoucauld.

1^o Pour les Cordeliers, notre prélat déclare qu'il leur refuse une approbation générale. Il dit que ceux de sa ville métropolitaine cherchent à se rendre utiles, mais qu'ils ont laissé et laissent encore à désirer. M. Gérin suppose que ces couvents avaient été gagnés par le jansénisme. Il est un fait malheureusement trop prouvé, c'est qu'à l'époque de la Révolution, les Cordeliers de Rouen déclarèrent presque tous vouloir quitter leur couvent et prêtèrent le serment schismatique à la constitution civile du clergé.

2^o Pour les religieux Pénitents du tiers-ordre de saint François, dits Picpus, M^{sr} de la Rochefoucauld atteste hautement l'utilité et la nécessité des dix maisons de ces religieux qu'il possède dans son diocèse, quoique la plupart n'aient pas le nombre voulu de profès. Il voudrait même qu'on laissât ces religieux tels qu'ils sont dans les différents couvents, et craint que les changements qu'on pourrait exécuter « ne fissent UNE PLAIE au diocèse. » Le couvent de Saint-Valéry-en-Caux est particulièrement signalé dans le rapport général comme indispensable à la ville et aux environs, « le clergé étant insuffisant pour satisfaire à tout. »

3^o Pour les Capucins. — Notre prélat n'élève aucune plainte contre ces religieux, qui étaient pour la plupart aimés et estimés de nos populations. Ils avaient rendu de tout temps aux classes pauvres des services éminents; et si le mauvais air qui soufflait au XVIII^e siècle avait dérangé quelques têtes, la masse de ces fils dévoués de saint François était demeurée fidèle et irréprochable.

4^o Pour les Récollets, M^{sr} l'archevêque demande avec instance la conservation des quatre maisons de cet ordre qu'il possédait dans le diocèse, « à raison des services qu'elles lui rendent. »

Ainsi, sauf pour les Cordeliers, le témoignage de notre Prélat fut non seulement favorable aux ordres franciscains, mais encore plein d'éloges et de reconnaissance.

La suppression des Jésuites en France (novembre 1764) avait singulièrement affecté notre pieux archevêque, qui ne voyait que trop les conséquences de cette odieuse persécution. Déjà depuis deux ans le Parlement de Normandie avait exilé les Jésuites de la province et fermé leur collège de Rouen, si prospère et si renommé. Le Parlement voulut prendre des mesures pour que les études ne fussent pas interrompues, et dès le 28 mai 1762 il avait chargé un de ses membres de travailler au plan d'une nouvelle organisation. M^{sr} de la Rochefoucauld, préoccupé à bon droit de cette grave question, intervint personnellement dans la séance du 9 juin où devait avoir lieu le choix des nouveaux professeurs. Il revendiqua le pouvoir de nommer les professeurs, à l'exclusion de tous autres, en qualité d'archevêque et comme représentant du cardinal de Bourbon, premier fondateur et bienfaiteur du collège. Le Parlement, sans se prononcer sur la valeur de la revendication de Monseigneur, passa outre et pourvut aux diverses charges de professeurs. Il eut seulement le bon goût d'ajouter qu'il n'entendait, en assurant l'exécu-

tion provisoire de ces mesures, « nuire en aucune manière que ce fût aux droits que l'ordinaire pourrait prétendre » sur le collège.

Le Parlement de Normandie, il faut bien le reconnaître, était demeuré, malgré ses fautes, en possession de la faveur publique. Lorsque Maupeou voulut le remplacer par un Conseil Supérieur, on ne peut imaginer à quel point cette mesure fut impopulaire. « Tous, à Rouen, dit M. Floquet, grands, petits, semblaient être convenus et obligés par serment de n'en tenir point de compte. » M^{gr} de la Rochefoucauld, invité à célébrer pontificalement la Messe du Saint-Esprit qui devait ouvrir la session du Conseil, ne crut pouvoir mieux faire que de s'absenter de Rouen et de se rendre à son château de Gaillon.

Cette mesure de prudence fut regardée par quelques-uns comme un acte d'opposition à la Cour. Rien n'était plus loin de la pensée de notre vénérable Pontife, qui voulait seulement éviter des conflits inutiles.

Avant de reprendre l'étude des mandements et instructions pastorales de M^{gr} de la Rochefoucauld, nous devons mentionner quelques uns des faits notables survenus pendant cette période.

C'est ainsi qu'en 1760 notre Prélat contribua de ses deniers à l'installation du nouvel orgue de notre Métropole, exécuté par un célèbre facteur d'orgues de notre ville, Lefebvre. Il donna en 1764 un ornement violet complet, des plus richement travaillés. Il assista le 1^{er} juin 1773, dans la Métropole de Reims, au sacre de Louis XVI, et dédia le 18 septembre 1776, la nouvelle église des Chartreux de Gaillon. Enfin, en 1778, il fit en partie les frais des travaux de peinture exécutés dans toute la cathédrale par des ouvriers milanais qui lui donnèrent cette couche uniforme, si malheureuse selon nous, sous laquelle son noble vêtement de pierre a disparu.

Il aida puissamment par ses libéralités à l'achèvement des travaux du chœur et à l'érection du nouveau Jubé (1777).

Le Chapitre avait arrêté le 17 février 1773 que l'ancien Jubé serait démoli immédiatement après les fêtes de l'octave du Saint-Sacrement. La minorité des chanoines conduite par Jean-Louis Roffet, docteur en Sorbonne, promoteur du Chapitre et intendant de la bibliothèque, savant des plus distingués et homme de goût, déposa une protestation solennelle contre les actes qui allaient s'accomplir. On n'en tint aucun compte.

« Au jour dit, l'antique Jubé, écrit M. l'abbé Langlois, avec ses autels, ses bas-reliefs, ses pinacles, ses colonnettes, ses fenestragés qui remontaient aux plus brillantes époques de l'architecture ogivale, fut livré au pic destructeur; et longtemps après, ses débris jonchaient encore la place de la Calende. »

On se mit activement à l'œuvre pour édifier le nouveau. M^{sr} de la Rochefoucauld avait fait don de 20,000 livres pour sa construction; et à son exemple nombre de chanoines avaient apporté de riches offrandes.

Le samedi 2 août 1774, après l'*Inviolata*, M^{sr} l'archevêque posa la première assise de marbre qui servait de base à la colonne située entre la porte du chœur et l'autel du Vœu. On plaça sous cette première assise une plaque de cuivre renfermée dans une boîte de plomb, et portant l'inscription suivante :

ANNO SALUTIS M.D.CC.LXXIV
 REGNANTE LUDOVICO XV,
 SUMMO PONTIFICE CLEMENTE XIV, HUIUS AMBONIS,
 PRÆSENTE VENERABILI CAPITULO,
 PRIMARIUM LAPIDEM POSUIT
 REVERENDISSIMUS IN CHRISTO PATER
 DOMINICUS DE LA ROCHEFOUCAULD
 ARCHIEPISCOPUS ROTHOM. NORM. PRIMAS
 ABBAS CLUNIACENSIS

Les travaux durèrent trois ans et demi. Le 15 août 1777 on put inaugurer le nouveau Jubé (1), où les chanoines chantèrent les leçons de Matines, l'Épître et l'Évangile de la fête de l'Assomption.

L'année suivante 1778, le lundi-saint 13 avril, M^{sr} de la Rochefoucauld consacra les deux autels de la sainte Vierge et de sainte Cécile placés sous le Jubé, dont les statues et les bas-reliefs sont de l'art le plus exquis, et qui ornent encore l'entrée du chœur de la cathédrale. On sait que ce Jubé, de style grec, qui se recommandait par d'incontestables qualités de pureté, de grandeur et de simplicité, mais qui était déplacé dans une église gothique, a disparu complètement aujourd'hui.

(1) Voir pour les détails notre ouvrage sur la cathédrale de Rouen, page 236 et suivantes.

III

La collection des mandements de M^{gr} de la Rochefoucauld présente des lacunes qu'il nous a été impossible de combler. Le dernier qui nous a occupé était relatif au Jubilé qui a suivi l'avènement de Clément XIV au trône pontifical. Il est du mois de juin 1770. Il nous faut aller jusqu'en 1774 pour trouver une nouvelle lettre pastorale de notre archevêque.

Le triste règne de Louis XV allait enfin avoir un terme. Après avoir abusé pendant de longues années de la patience de ses peuples, et souillé le trône de France des plus honteux désordres, Louis XV mourait après quelques jours de maladie, dans la nuit du 10 mai (1774). Toutefois, Dieu, dont les desseins de miséricorde sont impénétrables, laissa au coupable le temps de se reconnaître. Louis demanda l'abbé Mandoux, son confesseur, et reçut de la manière la plus édifiante les derniers sacrements que lui administra le cardinal de la Roche-Aymon. Cette fin chrétienne permit aux évêques de payer à la mémoire du royal défunt le tribut de leurs hommages et de leurs regrets. D'ailleurs, tels étaient encore à cette époque les sentiments qu'inspirait la majesté royale, qu'on était heureux de pouvoir couvrir du manteau du respect et de la fidélité les fautes même les plus graves.

M^{gr} de la Rochefoucauld ne se départit pas dans son mandement de cette ligne de conduite. Le roi était mort, l'homme disparaissait; le souverain seul s'imposait à sa pensée, commandant le respect et sollicitant des prières. L'évêque n'avait pas à parler le langage de la politique ou de l'histoire; devant ce tombeau à peine fermé, il est l'homme du Dieu qui pardonne, l'homme de la miséricorde et le sujet fidèle. Il tire même des derniers moments du monarque un enseignement salutaire, et la justice est satisfaite à travers les précautions oratoires qui entourent l'expression des regrets du Prélat. Après quelques phrases trop élogieuses, que la calme et équitable postérité ne peut accepter, Monseigneur, dans son mandement du 25 mai, entre dans sa mission d'évêque :

« Ce que nous devons surtout nous rappeler, N. T. C. F., c'est que, modèle des chrétiens mourants par les sentiments qui ont éclaté dans ses derniers jours du fond de son âme pénitente et soumise, il nous laisse avec le juste attendrissement qui fait couler

nos larmes, l'espérance qui les adoucit. Car à Dieu ne plaise, N. T. C. F., qu'écoutant un faux respect que ce prince a lui-même condamné par avance, lorsque, sentant sa voix affaiblie, il a donné l'ordre à jamais mémorable de publier son repentir et ses dispositions, à Dieu ne plaise que nous retranchions rien ni de la force d'un exemple qu'il n'a pas sans doute moins donné pour notre instruction que pour son salut, ni de la gloire due aux miséricordes du Seigneur à son égard; elle s'était étendue sur tous ses jours cette miséricorde infinie, dès son berceau; le couvrant pour ainsi dire de ses ailes, elle l'avait sauvé comme Joas du milieu des tombeaux de son auguste maison, l'avait arraché à cette même maladie qui reprend, hélas! sa proie : combien de fois encore elle l'avait enlevé des bras de la mort, et l'heure était venue où la miséricorde va faire place à la justice; en livrant le corps à sa faiblesse, elle réunit en faveur de l'âme tous ses soins, y porte un trouble salutaire, la touche, la pénètre. Grand Dieu! vous écoutiez en ce moment une voix plus puissante que la nôtre. Vous distinguiez parmi tant de larmes celles que versait devant vous une sainte princesse, vous offrant sous la cendre et le cilice, pour le salut du plus chéri des pères, l'unique sacrifice qui lui restait à faire, le sacrifice de sa propre vie. » Monseigneur fait ici allusion à l'une des filles du roi, M^{me} Louise-Marie, qui s'était faite en 1770 religieuse carmélite, et qui édifiait la France par ses vertus héroïques, ses pénitences et ses austérités.

« Cette grande victime, continue le Prélat, s'offrait à Dieu, N. T. C. F., avec le sang et les mérites de Jésus-Christ, tandis que trois augustes sœurs — écoutez, ô vous qui ignorez la piété filiale et vous qui ne connaissez point celle que fortifie la religion, — tandis que trois princesses s'immolaient en effet pour la même cause, bravaient toute crainte, étonnaient les plus courageux par leur héroïsme et recueillaient l'affreux poison dont toutes trois sont en ce moment atteintes, satisfaites d'avoir pu, au risque de leur vie, servir et consoler un père mourant; tandis que les princes ses petits-fils gémissaient de la nécessité qui les en tenait éloignés. »

On sait en effet que Mesdames filles du roi, aussitôt qu'elles surent leur père en danger, n'écoutant que leur tendresse et leur dévouement, se fixèrent auprès de son lit et soignèrent leur père avec la plus constante et la plus admirable piété filiale.

Monseigneur décrit ensuite les derniers moments du roi et mon-

tre ce prince collant mille fois ses lèvres mourantes sur le crucifix et expirant entre les bras de la miséricorde divine. Puis il réclame les prières des fidèles. « Ce n'est plus une vaine pompe qu'il attend de votre zèle, c'est un secours plus puissant que lui doit votre tendre compassion. Elevons nos mains vers le trône de Dieu qui juge les justices, mêlons nos pleurs au sang de l'Agneau sans tache, efforçons-nous d'obtenir par l'ardeur de nos prières le soulagement d'un prince dont les derniers vœux ont eu pour objet notre félicité. »

Monseigneur salue ensuite en Louis XVI l'espérance de la France. Ses accents sont dignes et nobles. Les rares vertus et le mérite du nouveau roi inspiraient à tous la plus légitime confiance. « Déjà, dit-il, l'estime de ses solides vertus, de sa piété sincère, de son zèle pour la pureté des mœurs, de sa tendresse envers les malheureux, a prévenu son arrivée au trône. Serions-nous dignes, Seigneur, de recouvrer en lui l'auguste père (le Dauphin si regretté) qui forma ses premières années et que sans doute nos iniquités vous forcèrent à nous enlever? Ou plutôt, malgré tant de sujets d'exercer contre nous votre colère, daigneriez-vous encore essayer de nous gagner par vos bienfaits? Et quel bienfait est comparable au don d'un prince selon votre cœur! Faites! ô Dieu plein de clémence, que nous méritions de conserver longtemps celui que vous nous accordez. Que l'esprit de sagesse et de justice qui éclaire les premiers moments de son règne brille toujours sur lui, et qu'il dirige tous ses conseils; qu'il soit le père du pauvre, l'appui du faible, la terreur des méchants, l'amour de la nation; qu'il protège toujours cette religion sainte qui est le plus ferme soutien du trône le guide infallible des bons rois, la sûreté des peuples et la véritable source de la félicité publique! »

En conséquence de ce mandement, un service fut célébré dans toutes les églises du diocèse pour le repos de l'âme du feu roi, suivi du chant de l'*Exaudiat* pour saluer l'avènement du nouveau monarque.

Nous avons rapporté à propos du Jubilé de l'année sainte 1775, que la procession générale pour l'ouverture du Jubilé s'était faite à Rouen le lundi de la semaine sainte, 4^{er} avril 1776, et nous avons donné l'ordre de cette imposante et solennelle manifestation à laquelle toutes les paroisses et communautés, ainsi qu'une grande multitude de fidèles, avaient pris part.

M^{re} de la Rochefoucauld régla par une nouvelle ordonnance du 16 mars 1776 l'ordre des processions des paroisses de Rouen pour les seconds et troisièmes exercices du Jubilé. Nous ne pouvons mieux faire que de reproduire ce document lui-même, devenu, comme les précédents, très-difficile à trouver.

« Les seconds exercices du Jubilé, porte l'ordonnance, commenceront dans la ville de Rouen le lundi de la Pentecôte, 27 de ce mois de mai, par une procession générale qui sortira de l'église métropolitaine, après les Vêpres, pour aller en l'église abbatiale de Saint-Ouen. A cet effet, MM. les curés de la ville avec leur clergé, et les religieux qui assistent ordinairement aux processions générales, se rendront à trois heures et demie dans l'église métropolitaine, et s'y placeront dans les sous-ailes du chœur, en attendant le départ de la procession. Ladite procession générale sera suivie de cinq processions particulières des paroisses de la ville et faubourgs de Rouen, lesquelles visiteront les églises désignées pour stations par notre Mandement du 8 mars de la présente année, suivant l'ordre ci-après marqué : le mardi 28 mai, le jeudi 30, le samedi 1^{er} juin, le lundi 3 et le mardi 4, en sorte que toutes lesdites processions soient faites avant l'octave du très-saint Sacrement, pendant laquelle les offices qui se célèbrent dans toutes les paroisses ne permettent pas de faire des processions pour le Jubilé. Lesdites processions se feront dans le même ordre que celles qui se sont faites pendant les premiers exercices.

« MM. les curés auront soin de partir de leurs églises à l'heure qui leur est indiquée, de se rendre à l'Hôpital-Général par les rues d'en haut et de suivre celles d'en bas en revenant du dit Hôpital, afin d'éviter, autant qu'il sera possible, le concours de plusieurs processions. En cas néanmoins que, malgré cet ordre, deux processions se rencontrent, la plus nombreuse s'arrêtera jusqu'à ce que l'autre soit passée.

« MM. les curés des paroisses voisines et peu nombreuses en clergé et en peuple pourront se réunir deux ensemble pour faire leur procession à l'heure marquée pour l'une des deux. Les paroisses qui sont marquées les premières dans l'ordre des processions, iront d'abord à l'église métropolitaine en station, et celles qui sont marquées les secondes visiteront en premier lieu l'église de l'Hôpital-Général.

« Les seconds exercices du Jubilé commenceront dans toutes les

autres villes du diocèse le même jour, lundi de la Pentecôte, 27 de mai, par une procession générale dans le même ordre que celle qui a précédé les premiers exercices, et sera ladite procession générale, dans les villes, suivie de cinq processions particulières dans quatre églises stationales, y compris l'église paroissiale d'où la procession sera partie aux jours et heures qui seront jugés les plus commodes; en sorte néanmoins que toutes lesdites processions soient faites avant l'octave du très-saint Sacrement.

« Dans les bourgs et paroisses de la campagne, les seconds exercices commenceront pareillement le lundi de la Pentecôte, 27 de mai. On n'y fera point de procession générale pour l'ouverture desdits exercices, mais seulement trois processions stationales, savoir : le lundi de la Pentecôte après les vêpres, le dimanche de la sainte Trinité, et le dimanche dans l'octave du très saint Sacrement après les vêpres, à la fin desquelles le saint Sacrement, qui aura été exposé pendant les vêpres, sera remis dans le tabernacle, et l'on pourra faire le salut du saint Sacrement au retour de la procession.

« Dans les bourgs et autres lieux où il y aurait, outre l'église paroissiale, quelque autre église conventuelle ou chapelle d'hôpital dans lequel l'hospitalité serait réellement exercée, les processions de la paroisse visiteront lesdites églises comme stationales, chacun des jours auxquels se feront lesdites processions.

« Dans toutes les églises paroissiales des villes ou des campagnes, on chantera l'hymne *Veni, Creator*, et l'on récitera les prières prescrites pour les stations, avant le départ de chaque procession, comme il est ordonné par notre susdit Mandement.

« Les troisièmes et derniers exercices du Jubilé commenceront dans la ville de Rouen le dimanche 8 septembre, fête de la Nativité de la sainte Vierge, par une procession générale qui se fera dans le même ordre que celles qui ont été faites à l'ouverture des premiers et seconds exercices. Et sera ladite procession générale suivie pareillement de cinq processions particulières des paroisses, lesquelles se feront le mardi 10 septembre, le jeudi 12, le samedi 14, le lundi 16 et le mercredi 18, aux heures marquées ci-après, dans l'ordre des processions.

« Le premier jour d'octobre, dernier du Jubilé pour la ville et les faubourgs de Rouen, il sera célébré dans notre église métropolitaine et dans toutes les autres églises paroissiales et conventuelles

de la ville et faubourgs de Rouen, un salut solennel du très saint Sacrement, auquel on chantera le cantique *Te Deum* en actions de grâces pour la clôture du Jubilé.

« Dans les autres villes, ainsi que dans les églises des bourgs et des campagnes, les troisièmes exercices commenceront le dimanche 15 de septembre. Dans les villes, on fera ledit jour une procession générale comme aux premiers et seconds exercices, laquelle sera suivie de cinq processions particulières, aux jours et heures qui seront jugés les plus commodes; dans les bourgs et les campagnes, on fera seulement trois processions stationales, savoir : ledit jour de dimanche 15 septembre, le dimanche 22 et le dimanche 29 septembre, après laquelle dernière procession on fera, ledit jour 29 septembre, dans toutes les églises des bourgs et des campagnes, un salut solennel du très saint Sacrement pour la clôture du Jubilé; néanmoins les fidèles desdites villes, bourgs et campagnes qui auraient différé jusque-là, pourront obtenir la grâce du Jubilé jusques et y compris le huitième jour d'octobre.

« On suivra, dans les processions des seconds et troisièmes exercices, le même ordre de prières qui a été observé dans les premiers exercices.

« On ne pourra, sous quelque prétexte que ce soit, se dispenser de faire dans toutes églises paroissiales du diocèse les processions ordonnées pour les seconds et troisièmes exercices du Jubilé, pendant lesquels on fera, au moins tous les soirs, dans les églises paroissiales, une prière avec instruction ou lecture, ensuite la bénédiction avec le saint ciboire, ainsi qu'il a été ordonné par notre Mandement, lequel sera exécuté selon sa forme et teneur dans tous les articles auxquels il ne serait pas dérogé par la présente ordonnance.

« Donné à Rouen, 16 mars 1776. »

Signé : DOMINIQUE, arch. de Rouen.

Par Mousigneur : AUBRY.

Ordre des processions des paroisses de Rouen pour les seconds et troisièmes exercices du Jubilé de l'année sainte :

A 6 h. du matin, Saint-Maclou, Saint-Nicaise.

A 6 h. 1/2, Saint-Vivien, Saint-Denis.

A 7 h., Saint-Eloi, Saint-Jean.

- A 7 h. 1/2, Saint-Martin-sur-Renelle, Saint-Nicolas.
- A 8 h., Saint-Pierre-du-Châtel, Sainte-Marie-la-Petite.
- A 8 h. 1/2, Saint-Etienne-des-Tonnelliers, Saint-André de la ville.
- A 9 h., Saint-Vincent, Saint-Pierre-le-Portier.
- A 9 h. 1/2, Saint-Cande-le-Jeune, Saint-Sever.
- A 10 h., Saint-Godard, Saint-Amand.
- A 10 h. 1/2, Saint-Lô, Saint-Vigor.
- A 2 h. 1/2, Saint-André hors la ville, Saint-Hilaire.
- A 3 h., Notre-Dame-de-la-Ronde, Saint-Sauveur.
- A 3 h. 1/2, Saint-Michel, Sainte-Croix-des-Pelletiers.
- A 4 h., Sainte-Croix-Saint-Ouen, Saint-Patrice.
- A 4 h. 1/2, Saint-Martin-du-Pont, Saint-Pierre-l'Honoré.

On voit par ce qui précède avec quelle sollicitude furent réglés tous les détails relatifs au Jubilé, et combien nos religieuses populations trouvèrent de secours spirituels et de moyens de salut dans ces pieux exercices.

Nous ne reconstruisons dans les actes épiscopaux de notre prélat rien de notable dans les deux années suivantes. Il reçut une déclaration du roi concernant les inhumations dans les églises et cimetières, à la date du 19 novembre 1776, et dans laquelle, modifiant une pratique jusque-là partout en usage, le roi arrêtait que « nulle personne ecclésiastique ou laïque, de quelque qualité, état et dignité qu'elle puisse être, à l'exception des archevêques, évêques, curés, patrons des églises et hauts justiciers et fondateurs des chapelles, ne pourra être enterrée dans les églises, même dans les chapelles publiques ou particulières, oratoires, et généralement dans tous les lieux clos et fermés où les fidèles se réunissent pour la prière et célébration des saints mystères, et ce pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit. »

Dans les observations dont le Parlement accompagna la déclaration royale, nous trouvons les lignes suivantes, qui prouvent une fois de plus la prospérité de Rouen à cette époque, et établissent le chiffre de ses habitants. « Rouen, dit l'arrêt de la Cour, cette ville capitale où les commerçants de tous les pays du monde apportent leurs richesses et donnent de l'action aux arts, où les cours souveraines appellent nombre d'étrangers, et dont cependant l'emplacement resserré par sa position fournit à peine le logement nécessaire à cent mille habitants; cette ville, vraiment digne de

l'attention la plus suivie de la police, a trente-deux églises paroissiales dont les cimetières sont au milieu des citoyens, sans y comprendre ceux des communautés religieuses. »

Notre population, on le voit, n'a guère augmenté depuis un siècle; car en 1778 on ne comprenait pas dans ce chiffre de cent mille habitants la population de Saint-Sever, indépendante de la ville.

Louis XVI qui était profondément pieux appréciait les bons évêques et n'avait de confiance qu'en eux. Il avait en grande estime M^{sr} de la Rochefoucauld parce qu'il le savait d'une vie exemplaire et appliqué à tous les devoirs de son état. Il le lui prouva bientôt, dans une circonstance mémorable, en le présentant à Pie VI pour le cardinalat, et en dérogeant par là à tous les usages de la cour de France. En effet c'était la tradition constante à la cour que le roi disposât du premier chapeau de cardinal en faveur de son grand aumônier. Or le prince Louis de Rohan, coadjuteur, puis évêque de Strasbourg, prince du saint Empire, avait été appelé, malgré la reine et contre le gré du roi, à la grande aumônerie de France. C'est ce prince qui se rendit plus tard si tristement fameux par l'affaire du Collier. Le roi n'avait cédé, en nommant le prince Louis grand aumônier, qu'aux vives instances de la famille de Rohan, et surtout de la bonne et digne comtesse de Marsan. Elle avait élevé Louis XVI et avait conservé sur lui un ascendant facile à comprendre. Mais si le roi fléchit sur la grande aumônerie, il refusa absolument de demander le cardinalat pour M. de Rohan qu'il en savait indigne, et malgré tous les antécédents, il choisit pour cet insigne honneur de la pourpre romaine, le vénérable M^{sr} de la Rochefoucauld (1).

Toutefois, la famille de Rohan si puissante à la cour, trouva un biais en faisant accorder au prince Louis le chapeau dont pouvait disposer le roi de Pologne. C'est ainsi que M. de Rohan fut honoré de la pourpre romaine, non comme cardinal de la couronne, mais à un titre étranger, en même temps que M^{sr} de la Rochefoucauld. Le pape Pie VI agréa avec empressement le choix du roi et promut notre archevêque dans le Consistoire du 1^{er} juin 1778. Il reçut les insignes de sa nouvelle dignité des mains du roi, le 12 juin, le même jour que M. de Rohan (2).

(1) Voir le livre de M. E. Campardon sur l'affaire du Collier. Paris, Plon, 1863, p. 35.

(2) « L'archevêque de Rouen et le prince Louis de Rohan qui ont eu, le

Le 11 du même mois, Louis XVI donna à notre cardinal en commende la riche abbaye de Fécamp, et le 2 février 1780, mettant le comble à ses faveurs, d'ailleurs bien méritées, il le nomma commandeur de l'ordre du Saint-Esprit et le reçut en cette qualité dans le chapitre du 11 mai 1780.

M^r de la Rochefoucauld reçut, de ces honneurs, comme une nouvelle impulsion de zèle, et redoubla d'efforts pour la sanctification des âmes qui lui étaient confiées. Toujours bon, toujours modeste, il désarmait l'envie et ne rencontrait, chez ses diocésains, grands et petits, que la plus filiale vénération. C'est le témoignage unanime des contemporains. Si la distinction et la dignité lui étaient naturelles, il savait se faire tout à tous, et n'avait rien de cette morgue, de ces airs empruntés qui sont le stigmate des parvenus.

L'un de ses premiers Mandements comme cardinal a pour but d'établir une retraite annuelle dans le séminaire archiépiscopal de Saint-Vivien en faveur des curés, vicaires et autres prêtres du diocèse. Après avoir rappelé la nécessité pour le prêtre de se renouveler dans l'esprit de sa vocation, il trace du temps où il écrivait une peinture que l'histoire n'a que trop justifiée :

« Jamais, vous le savez, N. T. C. F., et mille fois sans doute votre cœur en a gémì devant le Seigneur, jamais la foi n'eut à se défendre de tant d'attaques, jamais la piété ne fut exposée à tant de dérisions, l'innocence assiégée par plus de scandales. Tout retentit des maximes de l'incrédulité, de ses déclamations, de ses blasphèmes. L'ignorance et la présomption les accueillent aisément, parce qu'ils favorisent les passions; on les adopte par libertinage ou par séduction, on les répète par vanité; de là cette licence des mœurs qui se produit avec éclat et n'excite plus cette juste horreur que doit causer la vue du crime; l'indécence de la conduite, le mépris des devoirs, l'oubli de la pudeur ne sont presque plus comptés parmi les désordres, parce qu'ils sont devenus des usages; et bien loin de rougir encore d'être vicieux, on voudrait presque forcer l'homme de bien à rougir de ne l'être pas. »

premier la nomination de S. M. au cardinalat, et le second celle du roi de Pologne, reçurent de S. M., le 12 de ce mois (juin), la calotte rouge, que le Pape leur avait envoyée la veille, par un courrier extraordinaire. L'archevêque de Rouen a pris en conséquence le nom de cardinal de la Rochefoucauld, et le prince Louis de Rohan, celui de cardinal de Guéméné. » — *Mercur* de France.

5 juillet 1778, p. 104.

Tout le XVIII^e siècle est dans ces paroles. L'éminent prélat montre combien le prêtre a besoin d'être préservé de cette contagion du siècle, et explique les raisons qui l'ont déterminé à instituer la retraite ecclésiastique qui est devenue, depuis, d'un usage universel.

La retraite commençait alors le lundi de la troisième semaine après Pâques, à neuf heures du matin, au séminaire Saint-Vivien, et finissait le samedi de la même semaine à sept heures du matin. On y trouvait le logement et le service assurés et gratuits. Mais ceux qui voudront faire quelque offrande « pourront payer, dit le prélat, ce qu'ils jugeront à propos entre les mains de l'économe du séminaire, et le produit sera employé en augmentation de mois gratuits au profit de jeunes séminaristes qui ont besoin de secours. » C'est donc au vénérable cardinal de la Rochefoucauld que notre diocèse est redevable de l'institution des retraites ecclésiastiques annuelles. Le Mandement qui consacre cette institution a été donné à Rouen le 18 mars 1779.

L'état des confréries de charité, établies en si grand nombre dans le diocèse, attira la vigilante attention du cardinal. Ces pieuses associations avaient, en bien des endroits, dégénéré de leur esprit primitif et donnaient lieu à des abus qui sollicitaient une réforme.

Monseigneur fit une ordonnance, en date du 16 décembre 1779, qui, tout en reconnaissant que « les confréries de charité érigées dans les paroisses, ayant pour but l'édification et l'utilité publique, méritent d'être encouragées dans leurs fonctions, mais que plus ces fonctions sont louables, plus il est intéressant de réprimer les abus qui pourraient en faire un sujet de scandale, » défendit « aux confréries de charité ou autres qui se trouvent érigées dans les paroisses du diocèse, d'appeler aux inhumations aucune confrérie des paroisses voisines. » Il ordonna aux curés et aux vicaires « de s'opposer tant à l'excursion de leurs confréries dans les paroisses voisines qu'à l'assistance d'une confrérie étrangère aux inhumations qui se feront dans leurs paroisses. »

Ainsi rien n'échappait à sa sollicitude, et son action prudente et ferme dans sa douceur s'exerçait jusque dans les plus humbles villages.

CHAPITRE III

LES ASSEMBLÉES DU CLERGÉ DE FRANCE

DE 1780 ET 1782

CHAPITRE III

I

L'année 1780 marque dans la vie de notre prélat une date importante. Il fut appelé à présider l'assemblée générale du clergé de France au milieu de graves circonstances. Nous donnerons aux actes de cette assemblée une attention toute particulière. Nos lecteurs pourront connaître ainsi la composition, le but, les travaux divers de ces célèbres réunions dont on parle souvent sans les bien connaître.

Les grandes assemblées du clergé se tenaient depuis 1606 tous les dix ans et accordaient au roi le don gratuit.

Les assemblées ordinaires se réunissaient, à moins de cas imprévus, tous les cinq ans, à Paris, sur une lettre royale. Toutes les provinces ecclésiastiques devaient s'y faire représenter par deux députés, l'un du premier, l'autre du second ordre. A cet effet, les assemblées provinciales ecclésiastiques étaient convoquées pour choisir leurs délégués et pour dresser les mémoires et requêtes à présenter à l'assemblée générale.

L'assemblée de 1780 tint sa première séance le 29 mai, à quatre heures de l'après-midi, chez S. Em. le cardinal de la Rochefoucauld, à Paris. On y fit lecture de la lettre de convocation du roi en date du 30 octobre 1779, et Son Eminence invita les agents à examiner les pouvoirs et procurations des députés des diverses provinces, et à préparer leur rapport pour la prochaine séance qui devait se tenir, selon l'usage, aux Grands-Augustins.

Le deuxième séance s'ouvrit aux Grands-Augustins le mercredi 31 mai, à neuf heures du matin. Monseigneur le cardinal, NN. SS. les archevêques et évêques, MM. les députés du second ordre, entendirent d'abord une messe du Saint-Esprit dans la salle capitu-

laire. Les prélats étaient en rochet et camail, les députés du second ordre en manteau long et bonnet carré. Après la messe, Messieurs et MM. les députés se rendirent dans la salle des séances. Les prélats prirent place sur des fauteuils, selon leur rang. Les députés du second ordre se rangèrent sur des chaises à dos, chacun derrière le prélat nommé par la même province. Après la prière au Saint-Esprit par laquelle on commençait toutes les séances, le cardinal de la Rochefoucauld, qui n'était encore que président provisoire, invita les agents à rendre compte de l'examen des pouvoirs et procurations.

Ils proclamèrent donc députés dans l'ordre suivant :

1^{re} *Province de Rouen*. — M^{sr} le cardinal de la Rochefoucauld, archevêque de Rouen, primat de Normandie. — M. Bridelle, chanoine de l'église de Rouen, vicaire général, docteur en théologie.

2^{re} *Province de Toulouse*. — M^{sr} de Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse. — M. Colbert de Castehil, vicaire général de Toulouse.

3^{re} *Province de Reims*. — M^{sr} de Talleyrand Périgord, archevêque duc de Reims, premier pair de France, primat de la Gaule Belgique. — M. de Lageard, chanoine et vicaire général de Reims.

4^{re} *Province d'Aix*. — M^{sr} de Boisgelin, archevêque d'Aix. — M. de Forbin, vicaire général d'Aix.

5^{re} *Province d'Arles*. — M^{sr} Dulau, archevêque d'Arles, prince-primat. — M. Dulau d'Allemans, vicaire général de Rouen.

6^{re} *Province d'Auch*. — M^{sr} d'Apchon, archevêque et seigneur d'Auch, primat de la Novempopulanie et du royaume de Navarre. — M. de Gautier de Montguers, chanoine et vicaire général de Conserans.

7^{re} *Province de Sens*. — M^{sr} Tinseau, évêque de Nevers. — M. de Robien, chanoine et vicaire général d'Auxerre.

8^{re} *Province de Lyon*. — M^{sr} Moreau, évêque de Mâcon. — M. Le Denays de Quemadeuc, vicaire général de Châlon.

9^{re} *Province de Narbonne*. — M^{sr} de Saint-Simon-Rouvroy-Sandricourt, évêque et comte d'Agde. — M. Cortois de Pressigny, vicaire général de Langres.

10^{re} *Province d'Alby*. — M^{sr} de Royère, évêque de Castres. — M. de Bérard de Montalet-Alais, docteur en théologie, vicaire général de Cambrai.

11^e *Province de Tours.* — M^{sr} de Hercé, évêque et comte de Dol. — M. de Hercé (François), vicaire général de Dol.

12^e *Province de Bordeaux.* — M^{sr} d'Usson de Bonnac, évêque d'Agen. — M. de Rangouse de Beauregard, docteur en théologie, chanoine et vicaire général d'Agen.

13^e *Province d'Embrum.* — M^{sr} de Bardonenche, évêque de Vence. — M. de Bardonenche (Joseph).

14^e *Province de Vienne.* — M^{sr} de Graves, évêque et comte de Valence. — M. de Corbeau de Saint-Albin, chanoine et doyen de la primatiale de Vienne, et vicaire général.

15^e *Province de Bourges.* — M^{sr} de Bonac, évêque de Clermont. — M. de Galard-Saldebru, vicaire général de Lectoure.

16^e *Province de Paris.* — M^{sr} de Lauzières-Thémines, évêque de Blois. — M. Chevreuil, docteur en théologie, chanoine et vicaire général de Paris.

Il y avait en outre : deux agents généraux du clergé, M. l'abbé de Périgord et M. l'abbé de Boisgelin; un promoteur, M. l'abbé de Jarente; et un secrétaire, M. l'abbé de la Rochefoucauld.

Après la proclamation des députés, on procéda à l'élection du président.

M^{sr} le cardinal de la Rochefoucauld fut élu à l'unanimité. On lui adjoignit comme membres du bureau, NN. SS. les archevêques de Toulouse et de Reims et NN. SS. les évêques de Nevers, de Mâcon et d'Agde.

L'assemblée étant ainsi constituée, tous les députés, debout et découverts, ayant la main droite sur la poitrine, ont prêté le serment ordinaire : « Nous jurons et promettons de n'opiner ni de donner notre avis, qu'il ne soit suivant nos consciences, à l'honneur de Dieu et conservation de son Eglise, sans nous laisser aller à la faveur, à l'importunité, à la crainte, à l'intérêt particulier, ni aux autres passions humaines; que nous ne révélerons, ni directement, ni indirectement, pour quelque cause ou considération que ce soit, les opinions particulières des délibérations, résolutions prises en la compagnie, sinon en tant qu'il sera permis par icelle. » Il fut décidé ensuite qu'on inviterait M^{sr} l'archevêque de Paris à venir assister aux séances, comme évêque diocésain.

Le cardinal président a fixé au vendredi 2 juin, en l'église des Augustins, la messe solennelle du Saint-Esprit, à laquelle il devait officier, et désigné pour le sermon d'usage M^{sr} l'évêque de Blois.

Puis on a arrêté à 8,000 livres le chiffre de l'aumône aux pauvres qu'on faisait, d'ordinaire, en cette première solennité.

La cérémonie du 2 juin fut imposante.

Les prélats qui ne faisaient pas partie de l'assemblée, le cardinal de Rohan à leur tête, se placèrent dans le sanctuaire, du côté de l'Evangile. Les prélats députés, en rochet et camail violet, occupaient les hautes stalles du chœur, les plus proches de l'autel, avec des carreaux et des tapis. Les députés du second ordre se sont placés dans les mêmes stalles à la suite des prélats. Son Eminence avait son trône dans le sanctuaire, du côté de l'Épître.

Monseigneur le cardinal, entouré d'un prêtre d'honneur, de deux diacres d'honneur, du diacre et du sous-diacre d'office, a commencé la messe. Après l'évangile, le sous-diacre a porté le livre ouvert à baiser aux prélats, et, après l'avoir fermé, l'a présenté aux députés du second ordre.

M^{re} de Thémynes, évêque de Blois, est monté en chaire et a fait le sermon. Il a pris pour texte ces paroles de Daniel : *Suscitabit Deus cæli regnum quod in æternum non dissipabitur* (le Dieu du ciel suscitera un royaume qui ne sera jamais détruit), et a démontré la perpétuité de l'Eglise avec toute l'éloquence et l'énergie que peut inspirer l'amour de la religion.

Le sermon fini, Monseigneur le cardinal a entonné le *Credo*. Aux encensements, le diacre a encensé de trois traits chacun des prélats, et de deux traits les députés du second ordre.

Les prélats se sont donné le baiser de paix à l'*Agnus Dei*; et après la communion du cardinal célébrant, NN. SS. les archevêques et évêques se sont avancés deux à deux dans le sanctuaire, revêtus de l'étole. Le cardinal leur a donné à chacun le baiser de paix, et les a communiés sans rien dire; le diacre tenait le saint ciboire. Ensuite, le diacre et le sous-diacre ont récité le *Confiteor*, les députés du second ordre sont venus deux à deux recevoir la sainte communion, après avoir baisé l'anneau de Monseigneur le cardinal.

La messe terminée, les députés sont retournés dans la salle et ont reçu l'invitation de se rendre le dimanche 4 juin à Versailles, pour présenter au roi les hommages de l'assemblée.

Nous n'omettons à dessein aucun détail de ces cérémonies, car nous voulons donner, autant qu'il dépend de nous, une idée exacte de ces assemblées peu connues et déjà si loin de nous.

La première démarche des députés fut d'aller présenter leurs hommages au roi et à la reine, à Versailles. Ils furent reçus à l'audience royale le dimanche 4 juin, à onze heures du matin. Les prélats étaient, selon l'usage, en rochet et camail violet; les députés du second ordre en manteau long et en bonnet carré.

Le cardinal de la Rochefoucauld porta la parole, et dans sa harangue, après avoir assuré le roi du dévouement du clergé, il n'hésita pas à lui rappeler les maux dont gémissaient les gens de bien.

« Une fausse et superbe philosophie, disait-il, a multiplié ses efforts pour éteindre dans tous les cœurs le flambeau de la religion : l'incrédulité, affranchie des timides égards que lui prescrivait la crainte de trahir sa cause en l'exposant au grand jour, a déchiré le voile qui couvrait ses insidieuses démarches, et ses rapides progrès nous donneraient les plus vives alarmes, si l'exemple de Votre Majesté et la sagesse de ses lois ne nous rassuraient. »

Dans la séance du 8 juin, le roi fit connaître par une lettre à l'assemblée ce que son gouvernement désirait d'elle. On était alors au plus fort de la guerre d'Amérique. On sait que l'Amérique, par sa fameuse déclaration d'indépendance de 1776, avait rompu les liens qui l'attachaient à l'Angleterre; la France lui prêtait son or et ses soldats pour l'aider dans son entreprise. Le gouvernement avait besoin d'argent. Le roi s'adressa au clergé par l'organe de ses délégués dans ces termes :

« Une guerre dispendieuse est soutenue dans toutes les parties du monde, et une marine, la plus formidable que la France ait jamais eue, s'est élevée par des soins également glorieux pour le roi, consolants pour ses sujets et alarmants pour ses ennemis.

« Mais le besoin de nouvelles ressources, l'obligation de ménager les diverses branches de crédit, tout vous a fait connaître d'avance l'utilité dont votre zèle peut être à Sa Majesté.

« Vous êtes accoutumés à en donner des marques, et c'est avec une juste confiance, qui est encore augmentée par celle qu'inspire à Sa Majesté la connaissance de la fidélité, de l'empressement de votre illustre chef, que le roi vous invite à concourir au succès de ses armes, afin de hâter le retour de la paix, qui sera toujours le premier objet de ses vœux.

« Sa Majesté ayant pesé ce qu'elle pouvait attendre de votre dévouement à ses intérêts et à sa gloire, et ce que dans les circons-

tances présentes demandaient les besoins de l'Etat, a pensé que rien ne remplirait mieux ses vues que la demande qu'elle nous a ordonné de vous faire d'un don gratuit de trente millions. »

Trente millions, c'était une somme énorme pour le temps : le cinquième environ de la totalité des revenus du clergé. Pour le dire en passant, on a toujours exagéré les richesses de l'ancien clergé. Elles étaient grevées de charges considérables et servaient non seulement à l'existence de plus de cent mille personnes ecclésiastiques, prêtres, religieux et religieuses, mais encore à tous les frais du culte, à l'entretien des cathédrales, églises et chapelles, au service des abbayes, prieurés, couvents et monastères, d'un grand nombre d'hôpitaux, d'écoles, de fondations charitables.

Necker, le ministre qui a le mieux connu et le plus approfondi les ressources générales de la France ancienne et la richesse particulière du clergé, auquel il était loin d'être favorable, dit dans son ouvrage sur l'administration des finances que les revenus ecclésiastiques de toute nature n'excédaient pas cent trente millions. Les chiffres donnés par quelques écrivains révolutionnaires modernes, sans preuves, sans contrôle, sont de pure fantaisie.

Or, la dépense annuelle pour l'entretien des cathédrales, églises, abbayes, couvents, les frais du culte, le traitement des personnes ecclésiastiques, archevêques, évêques, prêtres, religieux et religieuses, les établissements de bienfaisance et d'instruction, l'acquittement des charges et redevances, était estimée par l'évêque de Nancy, dans son remarquable livre : *Considérations politiques sur les biens temporels du clergé* (1789), à 117.750.000 fr.; le service des intérêts de la dette générale du clergé, à 12.000.000. Dans ce tableau ne sont pas compris les non-valeurs, les impositions extraordinaires, les dépenses imprévues. Aussi le savant prélat n'a-t-il pas de peine à prouver que les dépenses égalaient et dépassaient les recettes, et que les calculs officiels, irréfutables, qu'il établit minutieusement à l'aide de documents authentiques, démentent les idées exagérées que l'on s'est faites sur l'opulence de l'Eglise.

D'ailleurs, ces richesses lui venaient en grande partie des libres donations des particuliers, à charge de services, devenus par la suite des temps plus onéreux que rémunérateurs. Les dîmes dont on parle tant ne figuraient dans la somme des revenus, selon les calculs les plus défavorables au clergé, que pour soixante millions.

Nous n'avons nulle envie de soutenir le système des dimes, ni celle de le voir rétablir. C'est une absurdité qu'on prête gratuitement aux écrivains catholiques, dans un but de dénigrement par trop grossier. Mais enfin, puisqu'on a débité et qu'on débite encore tous les jours tant d'insanités sur la dime, il nous sera permis de citer le jugement qu'en portait Vauban dans un livre auquel les révolutionnaires aiment à faire des emprunts et qu'ils ont réimprimé dans leur bibliothèque populaire.

« La dime ecclésiastique, disait Vauban, ne fait aucun procès, elle n'excite aucune plainte, et depuis qu'elle est établie, nous n'apprenons pas qu'il s'y soit fait aucune corruption; aussi n'a-t-elle pas besoin d'être corrigée. C'est celui de tous les revenus qui emploie le moins de gens à sa perception, qui cause le moins de frais, et qui s'exécute avec le plus de facilité et de douceur (1). »

Il faut de la bonne foi dans les discussions, et ne pas toujours jeter à la tête du clergé ce grief de la dime. Cet impôt pouvait avoir sa raison d'être dans le passé : il n'en a plus aucune aujourd'hui; et il n'y a pas en France un prêtre, un catholique, un homme sensé qui en demande ou en souhaite jamais le rétablissement.

Quant au reproche qu'on fait au clergé de l'ancien régime de n'avoir pas été soumis à l'impôt, il n'est pas plus fondé. Sans doute le clergé n'était passible ni de la capitation, ni de la taille, mais il payait les impôts indirects. Il contribuait pour sa part, et pour une large part, par ses subsides, par ses dons gratuits, aux revenus du gouvernement. A chaque assemblée du clergé, tous les procès-verbaux, sans aucune exception, sont là pour l'attester, l'assemblée votait plusieurs millions de don gratuit. Dans celle de 1780, on lui demanda trente millions, c'est-à-dire le cinquième de ses revenus réels, qui ne dépassaient pas, nous l'avons dit, cent trente millions, grevés de charges et de redevances de toute nature. Or, quel est le particulier qui paie aujourd'hui à l'Etat en impositions le cinquième, et même le dixième de ses revenus?

A cette demande du gouvernement, le cardinal de la Rochefoucauld répondit noblement : « Le clergé a regardé dans tous les temps et regardera toujours comme un de ses plus précieux devoirs celui de prouver son zèle pour le service du roi et les inté-

(1) Vauban, *La dime royale*, p. 46.

rêts de la patrie. Un seul regard jeté sur ses dettes accumulées, et sur les engagements immenses qu'il a contractés, justifie ses grands efforts pour les besoins de l'Etat : il se fait une gloire de ne laisser altérer ses sentiments par aucune circonstance. »

Le cardinal demanda seulement pour l'assemblée le loisir d'examiner cette proposition et d'étudier les voies et moyens pour se procurer cette somme considérable. La délibération eut lieu le 12 juin. Le clergé ne discuta pas un instant l'opportunité de la guerre d'Amérique : la France y était engagée, il fallait la soutenir quand même. Il répondit au roi dans le langage le plus noble, le plus patriotique : « L'assemblée..., considérant que la circonstance actuelle peut rendre utile un effort extraordinaire qui en impose aux ennemis de Sa Majesté en leur faisant connaître les ressources immenses qu'elle peut trouver dans l'amour de ses peuples et la confiance des différents ordres de son Etat; particulièrement touchée de la sagesse et de la bonté de Sa Majesté, qui a su jusqu'à présent suffire aux frais d'une guerre dispendieuse, sans mettre de nouveaux impôts; pleine de cette espérance, si consolante pour les pasteurs des peuples, que si leurs dons ne peuvent empêcher entièrement ces impôts, ils peuvent au moins en adoucir le poids, ou en reculer l'époque..... a *unanimentement* délibéré de lui accorder une somme de trente millions, à titre de don gratuit, etc. »

Le gouvernement, qui s'était adressé aux provinces jouissant d'états provinciaux pour un emprunt, n'en avait obtenu que vingt et un millions.

Le clergé dut, pour fournir la somme votée par l'assemblée, recourir à un emprunt au denier vingt, et il établit, pour couvrir cette dette et celles accumulées par les dons des dix années précédentes, un impôt annuel de 7.343.975 livres sur tous les biens ecclésiastiques, sauf ceux destinés au soulagement des pauvres.

Quand on a la patience de parcourir les comptes détaillés dressés par la commission des finances des assemblées du clergé, on acquiert la conviction que le clergé, sauf quelques riches titulaires d'abbayes et de gros bénéfices, était assez à l'étroit, que ses biens étaient loués à vil prix, qu'il faisait vraiment bon aux fermiers, comme on disait alors, de vivre sous la crosse, et que ses meilleures ressources étaient affectées à des œuvres utiles et bien-faisantes. C'est un fait d'ailleurs impossible à nier que la vente de ces biens décrétée par l'Assemblée nationale n'a pas atteint la

dixième partie de la somme à laquelle ils avaient été estimés, et qu'il n'a pas fallu trois ans à la Révolution pour en gaspiller follement jusqu'à la dernière obole. En trois ans le patrimoine de l'Eglise et des pauvres constitué lentement, à travers quatorze siècles, par la piété des fidèles, a été dissipé et anéanti à jamais. On a beau travestir l'histoire, et la torturer au gré de ses passions, il y a des faits qui dominent toutes les déclamations et tous les mensonges, et celui-là est du nombre.

Cette affaire du don gratuit fut la plus importante de la session, mais non la seule.

Necker avait en 1779 obtenu du roi un édit qui autorisait la vente des immeubles de tous les hospices du royaume pour être convertis en rentes sur l'Etat, en centraliser à Paris les revenus et les soumettre à une administration unique. Cette mesure, qu'on a tenté de renouveler plusieurs fois depuis et qui porterait aux établissements hospitaliers de si graves préjudices, fut vivement combattue par l'assemblée du clergé. A cette occasion, elle se livra à une longue et minutieuse étude sur l'origine et le régime des hôpitaux, et présenta, dans un rapport des plus savants, des conclusions appuyées de nombreux documents, qu'il est bon de rappeler encore aujourd'hui.

« De tout ceci, dit le rapport, il résulte : 1^o que les premiers et les plus anciens hôpitaux ont été originairement fondés, ou des libéralités des évêques, ou des fonds de l'Eglise; 2^o que ceux qui ont été fondés par des laïques ont toujours été regardés comme des établissements ecclésiastiques, et qu'ils ont joui des privilèges accordés aux biens d'église, comme ayant la même destination; 3^o que les uns et les autres ont toujours été soumis au pouvoir et à l'autorité des évêques; 4^o enfin, que, lorsqu'on a retiré l'administration des revenus des hôpitaux des mains des ecclésiastiques, les évêques ont toujours continué d'avoir la principale part dans les comptes qu'on en a rendus. »

Le rapport combat ensuite l'édit de 1779 au point de vue économique, montrant que rien n'approche de la solidité d'un immeuble, que rien ne peut l'égaliser ni la remplacer. Les biens des hospices qui reposaient sur la base solide et durable d'une propriété foncière seront soumis aux secousses, aux vicissitudes, aux réductions des rentes de l'Etat. Enfin, il conclut à faire les plus vives instances auprès du roi pour obtenir la suppression de cet édit.

M^{sr} le cardinal de la Rochefoucauld fut nommé président de la députation chargée de ce soin, et, après avoir eu plusieurs conférences avec les ministres, en obtint les assurances les plus favorables. L'édit ne fut pas mis à exécution. L'expérience a d'ailleurs toujours prononcé contre cette mesure. L'Assemblée constituante jugea bon de la décréter et de veiller à son application. Mais ses effets furent si désastreux, qu'en 1796 le gouvernement fut obligé non seulement de suspendre la vente des immeubles, mais même de remplacer les biens déjà vendus par une quantité équivalente de biens nationaux.

L'assemblée du clergé de 1780 s'occupa avec le même zèle que les assemblées précédentes des dangers que faisait courir à la religion et à la société la diffusion toujours croissante des mauvais livres. Ils avaient envahi toute la France. Les mémoires du temps sont unanimes sur ce point. Les classes lettrées ne se nourrissaient que de la lecture des livres et des pamphlets des philosophes. Sans nous appesantir sur ce fait bien connu, nous rappelons seulement qu'il faut y voir une des causes les plus efficaces de la Révolution française.

L'influence qu'exerça surtout Jean-Jacques Rousseau avec ses livres, le *Contrat social*, l'*Emile* et le *Discours sur l'inégalité des conditions*, est incalculable. Avocats, procureurs, professeurs, bourgeois des villes, et bon nombre de nobles, y puisèrent toutes leurs notions politiques, tous leurs vœux de réforme. On retrouve dans les écrits innombrables qui furent publiés dans les provinces à l'aurore de la Révolution, comme dans les discours des députés à la Constituante, à la Législative et à la Convention, les idées principales de Rousseau que tous ces esprits mal équilibrés s'étaient assimilées. Le souffle révolutionnaire agit comme une trainée de poudre : nulle province si reculée, nulle ville si petite qui échappât à son effet. Les rapports avec Paris avaient pris à cette époque un développement inouï. La capitale donnait le mot d'ordre. « L'exemple de Paris, écrivait en 1779 Thomas, de l'Académie française, avec lequel les provinces ont malheureusement aujourd'hui trop de communication, répand une émulation funeste. »

Voltaire circulait dans toutes les mains. D'Alembert, Diderot, Helvétius, toute la secte des encyclopédistes, sans compter les ouvrages licencieux qui pullulaient, trouvaient place dans toutes les bibliothèques et s'étaient dans tous les salons.

Les femmes s'en mêlaient. On en trouve la preuve dans les différentes correspondances du temps. M^{me} Roland, fille d'un orfèvre, « élevée, dit-elle — et c'était vrai — d'une manière austère et vivant très retirée, » avait lu à vingt ans « tout Voltaire et Boulanger, et le marquis d'Argens, et Helvétius, et beaucoup d'autres philosophes et critiques. » Quant à Rousseau, elle ne le lut que plus tard. « Bien m'en a pris, écrit-elle, il m'eût rendue folle; je n'aurais voulu lire que lui. » L'esprit français subit au XVIII^e siècle un véritable empoisonnement dont l'effet subsiste et subsistera longtemps encore, nous ne le voyons que trop.

Il était du devoir des évêques de signaler ce grave péril : ils n'y faillirent pas dans leur assemblée de 1780. Ils délibérèrent dans leur réunion du 29 juillet le mémoire suivant, que le cardinal de la Rochefoucauld fut chargé de remettre au roi :

« Sire, un fléau redoutable menace des plus terribles calamités la vaste étendue de vos Etats. Des productions antichrétiennes et séditieuses répandues avec impunité de l'enceinte de la capitale aux extrémités du royaume font circuler, dans toutes les parties de la monarchie, le poison destructeur de l'irréligion et de la licence. Loin que les démarches éclatantes du clergé, dans ses précédentes assemblées, aient suspendu l'activité d'une contagion si dangereuse, de nouveaux scandales ont signalé, pour ainsi dire, les révolutions de chaque année..... Il est temps, sire, de mettre un terme à cette affreuse et déplorable léthargie (de la part du gouvernement). Encore quelques années de silence, ET L'ÉBRANLEMENT DEVENU GÉNÉRAL NE LAISSERA PLUS APERCEVOIR QUE DES DÉBRIS ET DES RUINES. »

Quelle prophétie ! et comme les événements se sont vite chargés de la vérifier ?

« Que Votre Majesté sauve donc la religion, les mœurs, l'autorité, en se hâtant d'adresser à toutes les cours souveraines une loi bienfaisante, propre à contenir enfin le plus noble de tous les arts, l'art d'écrire, dans les bornes d'une généreuse mais sage liberté..... Et comme le torrent de nouveautés se répand dans les villes et dans les campagnes, principalement par les mains vénales d'une foule d'agents subalternes, sans caractère et sans mission, une sage police paraîtrait exiger, ou de proscrire entièrement la profession de colporteur, profession si souvent fatale aux mœurs des citoyens, et comme nulle pour le progrès des lumières, ou du moins

d'en soumettre l'exercice à des règles invariables et salutaires. »

L'assemblée indiquait au roi divers autres remèdes dont la nécessité lui semblait urgente, mais qui ne furent pas employés. La bonne volonté personnelle de Louis XVI fut impuissante. Ses ministres, ses agents, les plus grands seigneurs étaient les premiers à faciliter, comme on sait, l'impression et la vente des ouvrages les plus impies et les plus licencieux.

Quand une nation est soumise à un pareil régime, quelque robuste que soit son tempérament, elle doit finir par succomber. Les livres antireligieux, les lectures immorales agissent sur un peuple comme sur un individu. La corruption du cœur amène celle de l'esprit, le vice et l'impiété s'appellent réciproquement. Quand il n'y a plus de fermes croyances religieuses, il n'y a plus de frein aux passions, aux convoitises, aux révoltes : cela est plus clair que le jour. Les évêques voyaient s'ouvrir l'abîme où la société allait rouler. Nous n'en sommes pas sortis.

L'assemblée s'occupa aussi de réclamer, comme elle faisait depuis près de deux siècles à chacune de ses sessions, la liberté des conciles provinciaux. Elle protesta solennellement contre les agissements de la commission nommée, soi-disant, pour la réformation des ordres monastiques, et contre les suppressions d'anciens ordres religieux qu'elle avait obtenues.

« Au milieu de la conjuration universelle, dit l'assemblée dans son remarquable rapport, qui paraît vouloir armer les peuples et les rois contre l'état religieux, de quelque côté que se portent les regards, ils s'arrêtent avec un attendrissement douloureux sur les ruines de plusieurs monastères et sur la dispersion d'une foule de religieux. L'histoire de ces derniers temps présente dans un court espace de quelques années plus d'exemples de suppressions et de destructions que la longue succession des âges précédents. Sans parler de cette société célèbre (la compagnie de Jésus) dont le sort a si justement excité les regrets honorables de plusieurs de vos assemblées, en moins de neuf années n'avons-nous pas vu tomber et disparaître de dessus la surface du royaume neuf congrégations différentes, les Grammontains, les Servites, les Célestins, l'ancien ordre de Saint-Benoît, ceux du Saint-Esprit de Montpellier, de Sainte-Brigitte, de Sainte-Croix de la Bretonnerie, de Saint-Ruf et de Saint-Antoine? L'ordre de la Merci paraît ébranlé jusque dans ses fondements. Le même orage gronde au loin sur les autres

conventualités. Tandis que l'on répand au dehors l'opprobre sur une profession sainte, dont la perfection évangélique est le glorieux terme, un malheureux esprit de révolte et d'insubordination exerce au dedans les plus déplorables ravages. EN UN MOT, LA FATALE COGNÉE EST COMME A LA RACINE DE L'INSTITUT MONASTIQUE et renversera bientôt cet arbre majestueux déjà frappé de stérilité dans plusieurs de ses branches. »

Vraiment ces évêques de 1780 avaient l'intuition de l'avenir. Dans quel noble et apostolique langage ils s'élèvent contre les entreprises de la Révolution ! « C'est aux évêques, disent-ils, et surtout aux évêques assemblés, qu'il appartient d'éclairer la conscience de notre jeune monarque sur le vice, le danger et les progrès du système destructeur. Comptables d'un plus long silence à Dieu, à l'Eglise, aux citoyens, à la postérité..... opposant à la funeste tendance d'un siècle si fécond en projets et en révolutions, les fortes et touchantes leçons de nos pères, persuadés que l'esprit de conservation est une des bases fondamentales d'un heureux gouvernement, et que trop de liens ne sauraient enchaîner l'activité du plus terrible des pouvoirs, du pouvoir de détruire, même dans la main du meilleur prince..... Faisons retentir à toutes les oreilles les anathèmes tant de fois prononcés dans les conciles contre les criminelles spoliations des maisons religieuses. Ne nous laissons pas d'exposer à tous les yeux les droits immortels que ces établissements ont acquis sur la reconnaissance de la patrie. »

Parmi les résolutions que l'assemblée adopta pour arriver à préserver de la destruction les ordres religieux, l'une des plus notables fut « d'écrire au Pape, avec l'agrément du roi, dans la vue d'intéresser le cœur paternel de Sa Sainteté à la conservation si précieuse et si désirable des ordres religieux en France. » L'assemblée adressa en effet au Souverain Pontife une lettre latine du plus touchant caractère. « Ce fut, dit-elle, dans tous les temps, le pieux usage de l'Eglise gallicane, de consulter le conseil et l'autorité du Siège apostolique dans les choses difficiles et douteuses. Animés du même esprit, nous offrons à Votre Béatitude nos prières et nos supplications afin qu'elle écarte les périls et tempère les craintes qui nous assiègent. Toutes nos églises sont dans le deuil, les voies de Sion pleurent, Très Saint Père, sur la ruine de tant de monastères, de tant de congrégations, soit de clercs, soit de moines, que notre France a soufferte, depuis

quelques années, non sans un grand détriment du culte religieux. Tous les ordres religieux sont en proie à la douleur et à l'effroi, prévoyant que la même ruine leur est réservée. »

La lettre entre dans la description de l'état de décadence où se trouvaient, par suite du malheur des temps et des menaces de suppression, la plupart des maisons religieuses; elle signale la rareté des vocations, le relâchement de la discipline et des études; elle demande qu'on laisse aux évêques le soin de venir au secours de celles qui périssent et de fortifier celles qui sont encore debout, et que toutes les fois qu'il sera question de la suppression ou de l'union des communautés, on entende et on consulte les évêques. Cette lettre est un des nombreux monuments du zèle, de la piété, de la sagesse, de l'intelligence de cet épiscopat français du xvm^e siècle qui n'a pas été assez apprécié par les historiens. Plus on lit les actes du clergé avant la Révolution, plus on comprend qu'il ait été trouvé digne de donner au monde, pendant la tourmente, « ce spectacle si admirable » dont parle M. de Maistre (1), quand, « dispersé sur tous les points du globe, partout il a conquis l'estime et souvent l'admiration des peuples. Supérieur aux insultes, à la pauvreté, à l'exil, aux tourments et aux échafauds..., aucune gloire ne lui a manqué, pas même la palme des martyrs. »

Les évêques et les prêtres présidés par le cardinal de la Rochefoucauld s'élevèrent aussi contre l'édition que dom Deforis donnait des œuvres de Bossuet, où ce Bénédictin entaché de Jansénisme introduisait ses modifications, et demandèrent au garde des sceaux de lui renouveler l'ordre de n'imprimer que le texte de Bossuet (2). Ils donnèrent des éloges mérités aux ecclésiastiques qui avaient, depuis la dernière assemblée de 1775, composé et édité de savants ouvrages pour la défense de la religion, à savoir aux abbés de Gourcy, Bergier, Guénée, Pey, Gérard, du Voisin, Clémence, chanoine de l'église de Rouen, Godescard, du Contant de la Mollette et de la Blandinière. « La conquête des âmes, dit le rapport sur ces ouvrages, sera toujours aux yeux du clergé de France le

(1) *De l'Eglise gallicane*, p. 354 et suiv.

(2) Il était réservé à un prêtre de notre diocèse, aussi savant que bien inspiré, M. l'abbé Lebarq, de donner satisfaction à l'église de France et au monde lettré en restituant le vrai texte de Bossuet. Cette grande œuvre, en cours de publication, ne saurait être trop admirée ni encouragée.

but unique de ses combats et de ses victoires. *Da mihi animas et cætera tolle tibi.* »

Enfin, après quatre mois de délibérations et cent trente séances, l'assemblée mit fin à ses travaux. Elle se rendit le 8 octobre à Versailles pour présenter ses hommages au roi. L'évêque de Clermont fut chargé de la harangue. Il y disait : « Notre vrai trésor, sire, est la Religion ; notre premier devoir est de la défendre contre ses ennemis, et les biens qui lui ont été consacrés ne nous sont rien qu'autant qu'ils sont nécessaires à son soutien, à sa propagation et à son triomphe. Nous avons eu l'honneur de mettre sous vos yeux l'effrayant tableau des maux qu'elle éprouve ; nous vous avons déferé l'incrédulité qui brise tous les liens et renverse tous les principes, comme également redoutable pour le trône et pour l'autel ; vous avez accueilli nos gémissements, vous en avez été touché ; nous ne craignons pas de vous rappeler cet engagement sacré. » Le roi répondit avec une grande bienveillance.

Le 11 octobre, M^{re} le cardinal de la Rochefoucauld réunit une dernière fois les députés, lesquels, après s'être donné des témoignages réciproques d'estime, de considération et d'affection, arrêterent et signèrent les comptes et les procès-verbaux, puis l'éminent président déclara les travaux de l'assemblée terminés.

II

Deux ans ne s'étaient pas écoulés, qu'une nouvelle assemblée du clergé fut jugée nécessaire par le roi et convoquée à Paris extraordinairement. Le cardinal de la Rochefoucauld en fut encore nommé président. Le but de cette convocation n'était un mystère pour personne. On se rappelle qu'en 1780 le clergé avait offert au gouvernement, engagé dans la guerre d'Amérique, un don gratuit de trente millions. Bien que les ministres eussent promis alors de ne rien demander au clergé avant la réunion de son assemblée ordinaire, c'est-à-dire dans cinq ans, les dépenses croissantes de la guerre et l'état des finances les décidèrent à avoir de nouveau recours à son patriotisme et à son infatigable générosité. La France venait d'apprendre d'ailleurs le désastre de la flotte française près de l'île de la Dominique (12 avril). L'amiral anglais Rodney, le même qui bombarda le Havre, vainquit, après un combat acharné,

le comte de Grasse, qui commandait la flotte française. Il s'empara du vaisseau amiral la *Ville-de-Paris* et dispersa les débris de notre escadre. C'est pendant ce combat malheureux qu'eut lieu ce trait héroïque dont il fait bon de rappeler le souvenir. Vers la fin de la bataille, le feu prit au *César* avec une grande violence. M. de Marigny, qui commandait ce vaisseau, après l'avoir défendu jusqu'à la dernière extrémité, était étendu sur son lit, mortellement blessé. On vint lui dire que le vaisseau allait sauter en l'air. « Tant mieux, dit-il, les Anglais ne l'auront pas. Fermez ma porte et tâchez de vous sauver, si vous voulez. Pour moi, je reste. »

La nouvelle de cette défaite avait donc impressionné vivement les esprits. Le gouvernement demanda des subsides au clergé, qui nomma à la hâte ses députés, lesquels se réunirent le 10 octobre 1782 dans l'hôtel de M^{sr} de la Rochefoucauld, rue des Saints-Pères, à Paris, où lecture leur fut donnée de la lettre du roi, dans laquelle on remarque les passages suivants :

« Très-chers et bien-aimés,

« La perte de quelques-uns de mes vaisseaux en Amérique et les malheur d'un combat dont l'événement n'a pas répondu à la valeur de mes troupes, ont excité, de la part de tous les ordres de mes sujets, les témoignages les moins équivoques de leur attachement à ma personne, et de leur zèle pour la prospérité et la gloire de la nation. Convaincu par l'exemple de mes prédécesseurs, et par l'exemple distingué que j'en ai fait moi-même, que le clergé de mon royaume partage le même empressement, et étant assuré qu'il se verrait, avec douleur, privé des moyens de se signaler dans une circonstance aussi intéressante, je me suis déterminé à permettre une assemblée extraordinaire, où les mouvements du zèle du premier ordre de mon royaume ne seront excités par aucune demande en mon nom..... »

Nous ne répéterons pas les détails du cérémonial de cette assemblée, conformes à ceux de l'assemblée précédente, et nous résumerons succinctement ses travaux.

Les députés étaient, pour la province de Rouen, S. Em. le cardinal de la Rochefoucauld, et Jean-Baptiste-Philippe-Armand Fidèle de Clercy, vicaire général de Rouen.

On remarquait parmi les députés du second ordre dans les

autres provinces l'abbé de Chastenet de Puysegur, vicaire général de Rouen, député pour la province de Narbonne.

L'assemblée tint, à partir du 14 octobre, ses séances au couvent des Grands-Augustins, selon l'usage. Le 16, le cardinal de la Rochefoucauld exhorta l'assemblée à se livrer à l'impulsion de son zèle pour le bien de l'État et de son attachement à la personne du roi, ajoutant qu'il ne doutait pas que « chacun de messeigneurs et de messieurs ne se portât, par le mouvement de son cœur autant que par le vœu de sa province, à concourir, par des actes d'un noble patriotisme, à la gloire de la nation française. »

En conséquence, les députés, après avoir délibéré, décidèrent « de faire un don qui n'aura d'autres bornes que l'impossibilité d'offrir davantage. »

La commission nommée à cet effet fut en mesure dès le 18 de faire ses propositions. L'archevêque de Bourges, rapporteur, s'exprima avec un élan et un patriotisme qui furent applaudis par l'assemblée, et proposa, eu égard aux circonstances, d'offrir au roi un don gratuit de 15 millions, plus 1 million pour les matelots blessés et les enfants des matelots morts dans les derniers combats. Le cardinal de la Rochefoucauld mit la proposition aux voix. Les charges du clergé étaient écrasantes; sa dette allait toujours en augmentant. Les dons gratuits des assemblées précédentes l'avaient obligé de recourir à des emprunts onéreux; les nécessités des pauvres, s'accroissant avec la cherté et le malaise général, avaient exigé de nombreux sacrifices. Malgré tout cela, les députés du clergé, n'écoulant que leur dévouement à la nation, résolurent à l'unanimité, et sans débats, d'offrir au roi à titre de don gratuit les 15 millions proposés, plus le million aux blessés. Le cardinal de la Rochefoucauld fut chargé de porter au roi, dans la première audience publique, ce témoignage du zèle du clergé pour le bien de l'État. Ainsi, en deux ans, le clergé donnait 44 millions pour les frais de la guerre, sans délibérer et par acclamation.

Cette guerre était loin cependant de rassurer tous les esprits. Les plus clairvoyants se demandaient si elle servait bien les vrais intérêts de la France et si elle n'amènerait pas de funestes conséquences. En fait, on ne voit pas trop le profit que nous en avons tiré. D'un côté, les idées républicaines du nouveau-monde, rapportées en France par les officiers et les soldats, ne contribuèrent

pas peu à faire tourner les têtes et à affaiblir la discipline; de l'autre, le ressentiment vivace et profond de l'Angleterre qui nous poursuivait pendant toute la fin du siècle et l'ingratitude des Etats-Unis furent en résumé pour nous les seuls fruits réels de cette expédition.

Quoi qu'il en soit, la France était engagée dans la lutte; il y allait de son honneur; le clergé ne mit aucunes bornes à son dévouement et à ses sacrifices. Il en a toujours été ainsi, il en sera toujours de même.

Le cardinal de la Rochefoucauld, accompagné des évêques et des prêtres députés, se rendit donc, le dimanche 20 octobre, au château de la Muette, où se trouvait le roi, et lui adressa les nobles paroles qui suivent :

« Dévoués à leur roi par cet amour constant et inaltérable qui fut dans tous les temps la plus flatteuse distinction des cœurs français, les ministres de la religion puisent dans les engagements qui les consacrent aux autels de nouveaux motifs de fidélité et d'obéissance à leurs souverains. Ils ne sont dignes, aux yeux de la religion, des fonctions qu'ils exercent dans l'Eglise, qu'autant qu'ils sont dans l'Etat les plus fidèles sujets.

« Ces sentiments, Sire, toujours subsistants dans le clergé, pourraient-ils ne pas produire leur effet dans ce moment où le succès d'un instant avait ranimé l'orgueil de vos ennemis? Auraient-ils donc oublié les revers qui avaient précédé cet avantage? ou pourraient-ils ignorer les ressources que Votre Majesté trouvera toujours dans nos cœurs?

« Les dettes que le clergé a contractées pour le service de Votre Majesté sont immenses; mais l'amour de son roi et de sa patrie interdit tout calcul, et l'intérêt de Votre Majesté rend tout facile...

« Les ministres de cette sainte religion ne cesseront d'implorer le Dieu des lumières pour diriger la sagesse de vos conseils; le Dieu des combats, pour le succès de vos armes; le Dieu des miséricordes et de la paix, pour la félicité de votre règne et l'accomplissement de vos desirs...

« Sire, nous avons l'honneur de déposer aux pieds de Votre Majesté 15 millions pour les besoins de l'Etat, et 1 million en faveur des femmes et des enfants de matelots qui ont péri pour la patrie. »

Le roi remercia le cardinal et félicita le clergé de l'empressement et de la générosité qu'il avait mis à son don.

Dans sa séance du 24 octobre, l'assemblée entendit le rapport que lui présenta l'archevêque d'Arles au sujet de la requête présentée au clergé par les Carmélites de Pontoise pour obtenir son concours auprès du Saint-Siège dans la cause de béatification de la vénérable sœur Marie de l'Incarnation, fondatrice en France de la Réforme de Sainte-Thérèse, et morte en 1618 au couvent de Pontoise. Le rapport étant favorable, l'assemblée résolut d'écrire une lettre au Souverain Pontife pour lui faire connaître le vif intérêt que le clergé prenait au succès de cette cause.

La propagation des doctrines et des livres impies, signalée depuis longtemps par le clergé comme le grand péril social, continuait, malgré tous les avertissements, avec une activité dévorante. L'assemblée de 1782 crut devoir élever de nouveau la voix pour conjurer, s'il en était temps encore, la ruine que ces ouvriers de mort hâtaient par leurs sinistres efforts. Elle le fit, comme toujours, noblement et courageusement.

« Il n'est aucun de vous, dit-elle dans son rapport, qui ne prévoie en gémissant les suites effrayantes de la licence presque universelle des presses modernes. Déjà coule à grands flots, dans les différentes parties du royaume, le poison des nouvelles maximes. Les barrières les plus fortes contre le choc des passions humaines s'ébranlent et tombent successivement..... AINSI PARAÎT S'AVANCER A GRANDS PAS UNE RÉVOLUTION FUNESTE DANS LES MŒURS DE LA NATION. Pasteurs, sujets et citoyens, quelque bornée, quelque courte que soit la durée de nos séances, le silence serait un crime..... »

Et l'assemblée proposa différents moyens de s'opposer aux ravages de ce torrent qui grossissait toujours.

Elle signala aussi à l'attention du gouvernement les infractions publiques et nombreuses à la loi du dimanche, autre plaie qui s'était abattue sur la capitale du royaume. « La province de Paris, dit le rapport, défère au zèle et à la vigilance des provinces réunies la cessation d'un scandale qui semble faire chaque année les progrès les plus sensibles dans les différentes parties de la capitale. Il s'agit de la continuation des travaux publics, les jours mêmes le plus spécialement consacrés au culte divin, malgré les défenses les plus expresses, si solennellement renouvelées à ce sujet par les lois de l'Eglise et de l'Etat. »

Les évêques rappellent que les nations qui profanent le jour du Seigneur et qui donnent au monde ce coupable spectacle, attirent

sur elles infailliblement les châtimens de la justice divine. Ils n'avaient, hélas ! que trop raison, et la suite l'a bien prouvé. Mais on restait sourd à leurs réclamations. Louis XVI était devenu impuissant. Trop confiant dans ses ministres, qui travaillaient eux-mêmes à saper les fondemens de la royauté, il s'épuisait en promesses, en combinaisons, en efforts stériles. Il ne savait pas vouloir avec force, et manquait, non de courage, mais d'énergie. Il accueillit les plaintes que lui exprima le cardinal de la Rochefoucauld avec sa bienveillance ordinaire. Il lui donna l'assurance qu'il veillerait à la prohibition et au colportage des mauvais livres, et à l'observation de la loi du dimanche. Mais le roi n'était pas obéi par ses ministres, dont plusieurs favorisaient, on le sait aujourd'hui, les publications les plus malsaines.

L'assemblée encouragea de nouveau les écrivains ecclésiastiques qui avaient entrepris la réfutation des erreurs contemporaines et la défense de la religion, et accorda des subsides pour la publication de leurs écrits. Ainsi elle donna 1,000 livres à chacun des auteurs suivans : au P. Houbigant, oratorien, célèbre hébraïsant, qui avait donné une belle édition en 4 vol. in-folio de la *Bible hébraïque*, avec une version latine et des notes, et composé des *Prolegomènes sur l'Ecriture sainte* et les *Conférences de Metz entre un juif, un protestant et deux docteurs de Sorbonne*, livres solides demeurés sans réfutation ; au P. Berthier, ancien Jésuite, continuateur de l'*Histoire de l'Eglise gallicane*, qui réfuta l'*Esprit des Lois*, le *Contrat social*, et les principales doctrines des encyclopédistes ; à M. l'abbé Auger, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, l'un de nos plus célèbres hellénistes, qui avait traduit fidèlement les principaux Pères grecs ; à M. l'abbé Pey, chanoine de Paris, auteur de livres recommandables de controverse et d'apologétique ; à M. l'abbé Clémence, chanoine de Rouen, né au Havre en 1717 et mort à Quevilly en 1792, qui avait publié la *Défense des Livres de l'Ancien Testament*, les *Caractères du Messie vérifiés en Jésus de Nazareth*, ouvrage dédié au cardinal de la Rochefoucauld, et traduit, l'année même de sa publication, en italien ; l'*Authenticité des Livres de l'Ancien et du Nouveau Testament*, réfutation vigoureuse et complète de la Bible enfin expliquée de Voltaire ; c'était un savant hébraïsant qui possédait les langues orientales, et dont les écrits, nourris d'érudition sérieuse et sûre, sont aujourd'hui trop délaissés ; à l'abbé Gérard, chanoine de

Saint-Louis du Louvre, auteur du *Comte de Valmont, ou les Egarments de la Raison*, ouvrage qui a joui autrefois d'une vogue extraordinaire. L'assemblée décida en outre d'avancer une somme de 40,000 livres à M. l'abbé Galard pour éditer les œuvres complètes de Fénelon. Enfin, elle affecta une somme de 30,000 livres pour servir des pensions aux savants et gens de lettres tombés dans le besoin.

Parmi les services rendus aux intérêts religieux par les assemblées du clergé, il convient de signaler ces encouragements réitérés aux ecclésiastiques qui employaient leurs talents à composer des ouvrages en l'honneur ou à la défense de la vérité. Rien n'a remplacé, à ce point de vue, cette grande et utile institution. Abandonnés à leurs seules ressources, les auteurs sont trop pauvres au sein du clergé pour entreprendre de grandes publications, et l'on sait quelles peines infinies ont eues des savants comme l'abbé Gorini et l'abbé Moigno pour trouver des éditeurs.

L'assemblée de 1782, après avoir tenu quarante séances, constamment présidées par notre vénéré cardinal, se sépara le 7 décembre, et fit entendre au roi, dans son audience de congé, les plus sages conseils.

III

Les préoccupations et la situation générale du clergé et des esprits en France n'empêchaient pas M^{gr} le cardinal de remplir assidûment ses devoirs d'archevêque de Rouen. Il officiait, dans sa cathédrale, aux fêtes solennelles, il tenait périodiquement les conseils, il présidait chaque année les assemblées du clergé du diocèse (1), célébrait les ordinations, pourvoyait aux bénéfices vacants ou si les bénéfices n'étaient pas à sa nomination, ce qui était le cas le plus fréquent, s'enquérail avec diligence de la capacité et du mérite du candidat. Les registres de provisions de l'archevêché sont remplis de ses signatures qui attestent qu'il ne se déchargeait pas volontiers de cette grave fonction de son ministère. Il faisait régulièrement ses visites pastorales dans le cours desquelles il inspectait les principales églises et administrait le sacrement de

(1) Notes manuscrites de M. de Beaurepaire.

confirmation. Nous ne pouvons le suivre dans chacune des villes du diocèse car nous devons éviter les redites. Comme ces cérémonies étaient partout les mêmes, avec un peu plus ou moins de pompe extérieure, nous nous bornerons à citer comme exemple une de ses visites pastorales dans l'une des grandes cités de son diocèse. La narration nous en a été conservée par un témoin digne de foi. Il s'agit de sa visite pastorale au Havre en 1782.

« Lundi 3 juin 1782, vers les six heures du soir, M^{gr} le cardinal de la Rochefoucauld archevêque de Rouen arrive. Le clergé va processionnellement le recevoir sous le dais à la première barrière de la porte d'Ingouville. Son Eminence y est complimentée par le curé, M. Mahieu. Voici la terminaison du compliment « Si cet événement n'est pas consigné dans nos annales, il sera à jamais gravé dans nos cœurs. » On ne sait pourquoi M. le curé a pu douter qu'un événement comme celui-ci fût consigné dans nos annales. Son Eminence avait fait sa première entrée en 1761, ce qui a sans doute été cause que le corps de ville n'a pas été le recevoir. Cependant il semble que comme cardinal on aurait pu, peut-être même dû, le faire.

« Son Eminence fut conduite à Notre-Dame et y dit le salut. Le régiment de Neustrie infanterie et le régiment de Strasbourg, royal artillerie, bordant la haie, l'un à droite, l'autre à gauche dans la rue Saint-Michel, ont présenté les armes et fait le salut du drapeau. Ce salut avait été précédé par le canon de la place. Après le salut qu'a dit Son Eminence, elle fut reconduite par la porte latérale du midi chez M. le curé où elle loge. Le clergé séculier et régulier est aussitôt admis : nouveaux compliments. M. le lieutenant de roy étant incommodé, M. le major de la place suivi des trois aides major a été faire son compliment. Le corps de ville a été immédiatement faire le sien ; ensuite la marine et les autres corps. M^{gr} le cardinal sensible à l'état où se trouvait alors M. le comte de Virieu-Beauvoir, maréchal de camp, lieutenant de roy, commandant dans la place et dans le gouvernement général va le visiter.

« Mardi 4 juin confirmation des hommes des deux paroisses. Le soir nouvelle visite au lieutenant de roy. Mercredi 5 au matin confirmation d'une partie des femmes des deux paroisses, ensuite aux Ursulines.

« M^{gr} le cardinal dine chez l'ordonnateur, M. Mistral, entre dans

la flûte du roy le *Barbeau* qui est ornée de pavillons et pavoisée, voit les exercices de l'artillerie au champ de mars, visite la citadelle et y est salué du canon.

« Jeudi 6 confirmation des paroisses d'Ingouville, Sanvic, Sainte-Adresse et Bléville, et à l'hôpital. Petit couvert au presbytère d'Ingouville. Le soir Son Eminence porte le Saint-Sacrement à la procession pendant laquelle on tire le canon.

« Vendredi 7 M^{sr} le cardinal dine à l'hôtel de ville, visite le lieutenant de roy (qui mourut le 28 juin) et part sur les dix heures au bruit du canon de la place (1). »

(1) Coup d'œil sur l'état ancien et présent du Havre. Annales depuis 1778 pour servir de suite à l'ouvrage, p. 115, par M^{re} Le Masson Le Gofft. Manuscrit de la bibliothèque de Rouen p. 45.

CHAPITRE IV

LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS
ET LES ÉCOLES

CHAPITRE IV

I

Les hôpitaux et les écoles ont été les œuvres de prédilection du cardinal de la Rochefoucauld. Il avait le cœur trop bon pour n'avoir pas été ému profondément de ces deux plaies de l'humanité, l'ignorance et la souffrance, et pour n'avoir pas cherché à y apporter remède. Les témoins de sa vie attestent qu'il dépensait une grande partie de ses revenus à secourir les pauvres.

L'abbé Jarry, dans l'oraison funèbre prononcée à Munster en 1801, a pu dire en toute vérité, et preuves en main, que dans le partage de ses revenus, le cardinal avait traité les pauvres comme les aînés de sa famille (1). « Chaque année leur portait le tribut régulier de ses largesses. » L'orateur, résumant les nombreux témoignages de la charité du Prélat, prononçait ces paroles, que nous aimons à reproduire, parce qu'elles sont comme le dernier mot de l'histoire sur ce point :

« Quelques fléaux désolent-ils les villes ou les campagnes, survient-il des malheurs imprévus, des désastres publics ou des revers particuliers? — et un si grand diocèse en fut-il jamais exempt? on n'a pas besoin de le fatiguer par des sollicitations, de surprendre sa pitié par des tableaux vifs et animés de la misère; qu'elle lui soit connue, c'est assez. Jamais il ne désespéra l'indigent par un refus; jamais il ne le fit languir par des délais : la promptitude et la grâce avec lesquelles il donne, doublent le prix de ses bienfaits.

(1) Une oraison funèbre, nous le savons, n'est pas un document historique de premier ordre, mais c'est un témoignage, et dans les circonstances où celle-ci a été prononcée, le témoignage est de poids. M. Jarry était un saint prêtre et des plus instruits. Il parlait dans l'exil et n'avait personne à flatter. Il a déposé selon sa conscience et avec l'approbation générale.

« Lorsque l'inclémence des saisons suspend tout à coup les travaux d'une population immense, lorsque des milliers de familles au désespoir demandent, à grands cris, à leurs chefs, un pain qu'ils ne peuvent plus gagner, le sensible archevêque vole au secours de ces infortunés; il épuise ses trésors, il anticipe sur ses revenus. Rien ne lui coûte pour arracher son peuple à la détresse. Interrogez tant d'années malheureusement fameuses par les fléaux de la colère divine, toutes déposent hautement en faveur de cette charité inépuisable qui s'étendait avec les calamités publiques et multipliait ses efforts, à mesure qu'elles multipliaient leurs ravages. OUVREZ LES REGISTRES DES HOPITAUX, VOUS EN TROUVEREZ A CHAQUE PAGE LES PREUVES LES PLUS FRAPPANTES. Parcourez les campagnes, elles vous en offrent d'aussi beaux monuments. Ici, il rebâtit l'asile du cultivateur dévoré par les flammes, et, avec les instruments de son travail, il lui donne les animaux, utiles compagnons de ses fatigues. Là, il lui assure les secours gratuits de la médecine. Plus loin, il place ces filles admirables dont la charité se partage entre les infirmités de la vieillesse et l'éducation des enfants de leur sexe. Sa tendre compassion s'étendit jusque sur les malheureux qui attendent dans les fers le châtimement de leurs crimes, et la ville de Cluny montrera à la postérité la plus reculée l'édifice plus commode et plus vaste que leur éleva son humanité. »

C'était comme abbé de Cluny qu'il avait fait élever les bâtiments à l'usage des prisonniers dont parle l'abbé Jarry.

Ses aumônes se répandaient volontiers sur les familles déchues, sur les misères cachées, qui sont les plus cruelles de toutes. Quand on voulait l'en remercier, il répondait : « N'est-il pas juste que je fasse pour les autres ce qu'on a fait pour moi-même (1)? » Rappelant ainsi qu'il avait dû à la protection des siens son éducation et ses premières dignités dans l'Eglise.

Il faudrait, dit encore l'abbé Jarry, parcourir tous les rangs, toutes les classes, vous faire l'énumération de tous les genres de besoins, pour vous donner une idée de l'immense étendue des bienfaits que le libéral archevêque répandit avec tant de générosité. »

(1) L'abbé Jarry, p. 48.

Citons à ce propos plusieurs lettres du cardinal à M. Baroche, administrateur des biens de l'archevêché (1).

Paris, 22 juin 1780.

Je vous envoie, Monsieur, un mandement de six cent livres pour les pauvres religieuses anglaises dites Gravelines; je vous prie de ne pas perdre un moment pour leur faire tenir ce petit secours.

Paris, 2 déc. 1782.

Le curé de Saint-Nicolas-de-Veulles demande, Monsieur, des secours pour ses paroissiens et il faut leur en donner, car ils continuent à en avoir besoin.

Paris, 27 janv. 1784.

Je vous renvoie, Monsieur, la lettre que je reçois de M. le curé de Neuville-sous-Favreaux, vous donnerez aux pauvres de la paroisse ce que vous jugerez à propos sur le produit du déport de cette cure.

Paris, 27 fév. 1784.

Je vous envoie, Monsieur, la lettre que je reçois du curé de Bordeaux près Fécamp; il demande des secours pour les pauvres de sa paroisse. Il n'a reçu que 75 l., ce n'est pas assez; il faut lui donner encore cinquante écus; le temps exige de répandre des aumônes.

Paris, 5 avril 1784.

Il y a longtemps, Monsieur, que j'ai promis de payer 600 l. pour la chaire à prêcher de l'église de Bolbec; je vous envoie le plant du menuisier, je me reproche de l'avoir fait attendre si longtemps.

On voit par la correspondance du cardinal qu'il administrait sa fortune avec ordre et qu'il pouvait ainsi faire face aux charges considérables qui pesaient sur lui. Le cardinal fit bien des ingrats, cela va de soi, nous n'en signalerons qu'un, parcequ'il appartient à l'histoire. Il accorda à M. Pocholle, le père du régicide, la place de lieutenant de Dieppe qu'il sollicitait. On sait comment le fils reconnut ce service.

Il est certain que malgré l'importance de ses revenus, M^{sr} de la

(1) Publiées dans le *Bulletin de la Société de l'histoire de Normandie* 1889, p. 216 et suiv.

Rochefoucauld se trouvait quelquefois dans la gêne, tant étaient multiples et onéreuses les charges qui pesaient sur lui. Témoin cette lettre de Gaillon du 11 may 1783.

« Il est vrai, Monsieur, que Durand m'a fait part de son voyage à Rouen, et m'a fort consolé en me disant que le mal n'est pas aussi grand que je le craignais.

Cette dépense, quoique nécessaire, fait cependant un objet **DANS LA DÉTRESSE OU NOUS NOUS TROUVONS**; il faudra supprimer quelque autre dépense moins nécessaire (1). »

On peut le redire après M. Jarry, « Combien encore de ces faits sont demeurés ensevelis avec lui, et n'ont eu pour témoin que le Père céleste! C'est le cri unanime des pauvres, qui, depuis son exil, s'est fait entendre dans toutes les parties de son diocèse : *Ah! si notre bon cardinal était encore parmi nous, nous ne serions pas si malheureux!* »

Il y a un fait plus éloquent encore que toutes ces paroles : c'est que le cardinal de la Rochefoucauld, qui avait un des revenus ecclésiastiques les plus considérables du royaume, est mort absolument pauvre. Il n'avait rien économisé sur sa fortune, pas même 100 livres de rente. Dans l'exil, il n'a vécu que d'emprunts faits au prince-évêque de Munster. Il n'avait aucune ressource personnelle. Nous avons dépouillé les papiers relatifs à la succession du cardinal de la Rochefoucauld conservés dans les archives du Chapitre de Munster. Nous y avons vu la preuve de son entier dénûment. Il ne laissait à sa mort qu'un chétif mobilier et ses dettes envers le prince-évêque, qui, il faut le dire à son éternel honneur, en déchargea spontanément la succession.

Il avait étonné la Constituante — c'est le *Moniteur* lui-même qui le constate dans son numéro du 20 juin 1791 — en perdant une des plus belles fortunes de France, sans rien perdre de sa sérénité. Il ne recevait ses revenus opulents que pour les verser dans le sein des pauvres. Et parmi les pauvres, il eut toujours en particulière affection les malades et les infirmes des hôpitaux.

L'un de nos plus honorables et de nos plus savants écrivains, M. Semichon, ancien inspecteur des établissements hospitaliers de

(1) Lettres inédites publiées dans le *Bulletin* de la Société d'histoire de Normandie. 1880, p. 215 et suiv.

la Seine-Inférieure, pour lequel les archives de ces maisons n'avaient pas de secrets, nous a répété qu'il avait souvent rencontré, dans les documents conservés dans les différents hôpitaux ou hospices du département, des lettres de M^{sr} de la Rochefoucauld relatives aux aumônes dont il se plaisait à les combler.

A Rouen, le vénérable Prélat contribua puissamment à la prospérité de nos deux grands établissements hospitaliers.

Les malades et les religieux avaient été transférés, le 16 juillet 1758, de l'ancien hôpital de la Madeleine (près la cathédrale) dans les salles de l'Hôtel-Dieu actuel, bâti sur les terrains dits du Lieu-de-Santé, qu'on avait commencé à édifier en 1749. M^{sr} de la Rochefoucauld, dès son arrivée à Rouen, s'empessa d'aider par ses aumônes à l'achèvement de ce grand établissement, et à la construction de sa chapelle monumentale, aujourd'hui l'église Sainte-Madeleine. Il est compté, à juste titre, au nombre des bien-faiteurs de l'Hôtel-Dieu. Lorsque l'église fut achevée en 1781, il voulut en faire la dédicace. Nous avons trouvé à ce sujet, dans les archives de l'Hospice-Général qu'avait bien voulu nous ouvrir l'intelligent et zélé directeur, M. Maupas, une lettre autographe de notre Prélat, datée de Paris 12 mars 1781, dans laquelle il annonce à M. Bornainville qu'il se rendra à Rouen pour procéder à la cérémonie de la bénédiction de l'Hôtel-Dieu, « parce qu'on ne peut rien ajouter, écrit-il, à l'envie que j'ay de faire ce qui peut estre agréable à l'administration. » Cette bénédiction eut lieu en effet le 7 avril, avec toute la pompe requise, en présence de M. de Montholon, premier président, de plusieurs conseillers au Parlement, de chanoines de Rouen, et de MM. Bornainville, Bérée et Dumont, bourgeois de la ville, administrateurs.

L'Hospice-Général fut aussi l'objet de la vive sollicitude et des générosités du cardinal. Dans la nécessité où nous sommes de resserrer le plus possible les limites de nos investigations, nous ne nous occuperons que de la part prise par notre Prélat à la construction de l'église actuelle de l'Hospice-Général.

L'ancienne église menaçait ruine. Un procès-verbal, inédit, pensons-nous, jusqu'ici, dressé le 29 avril 1776 par MM. Charles Thibault, Jacques-Charles Delalonde, Pierre-Amand Quinel, de la Poterie et François Lequeux, tous architectes, experts jurés du roi, assistés de M. Louis-Auguste Ribard, greffier, le constate en ces termes :

Disons que ce bâtiment dans tout son contenu, consistant en l'église, tribunes hautes et basses, ensemble la galerie et le portail de dessus de l'entrée de la grande porte des dames, est tellement caduc, qu'il est en péril éminent et hors d'état de subsister, même irréparable, et qu'il n'y a aucune sûreté ni décence de faire l'office divin dans ladite église; qu'il est étonnant, vu l'état actuel de la caducité où se trouve ce bâtiment, qu'il ait pu subsister jusqu'à présent, vu le mouvement et la charge que produit un nombre de peuple considérable qui occupe lesdites tribunes dans les heures du service divin, et qu'indépendamment du grand nombre des habitants de cette maison, les citoyens de la ville qui viennent aux offices et à toutes heures du jour en station, se trouvent l'un et l'autre exposés au plus funeste danger....

Depuis longtemps les administrateurs, préoccupés de cette situation, avaient conçu le projet de bâtir une église nouvelle. Ils avaient écrit dès 1773 au cardinal de la Rochefoucauld à ce sujet; ils en reçurent la lettre suivante. Nous la reproduisons, ainsi que celles qu'on lira plus loin, parce qu'elles sont du nombre des lettres manuscrites du Prélat que nos recherches nous ont permis de découvrir.

Gaillon, 13 août 1773.

J'ay reçu, messieurs, dans le petit séjour que j'ai fait à Pontoise, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire. Je reconnois dans toutes les occasions le zèle qui vous anime pour le bien et l'avantage des pauvres; je me joindrai très volontiers à M. Mesnard (1) pour solliciter auprès de M. de Marville, directeur des éconômats, quelques secours pour nous aider à construire une nouvelle église à l'Hôpital; mais j'ai lieu de craindre que la démarche ne soit inutile.

A l'égard des Célestins, leur sort dépend d'eux. Je saurai leurs intentions à la fin du mois prochain, temps où je dois en faire la visite.

J'ay l'honneur d'être, messieurs, avec bien de l'attachement, votre très-humble et très-obéissant serviteur.

† DOMINIQUE, *arch. de Rouen.*

Les Célestins dont il est ci question étaient menacés de suppression. Elle eut lieu en effet quelques années plus tard. L'Hospice-

(1) Prêtre de la congrégation de la Mission qui s'intéressait à l'Hospice-Général de Rouen et avait promis de faire des démarches en sa faveur.

Général, qui désirait être mis en possession des biens de cette communauté, en obtint une partie. Déjà, à l'occasion de ces biens, Monseigneur l'archevêque avait écrit aux administrateurs de l'Hospice-Général ce qui suit :

Gaillon, 30 juin 1771.

Je voudrais, messieurs, pouvoir me livrer au zèle qui nous anime, vous et moi, pour le bien et l'avantage de notre pauvre hôpital, et lui procurer les secours dont il a besoin ; mais dans les différentes opérations dont je suis chargé, je suis dans la nécessité de me conformer aux vues et aux intentions du Roy, et qui me sont connues par le canal de MM. les commissaires. Comme les pauvres n'y seront pas oubliés, ceux des paroisses où les biens de communautés à supprimer sont situés paraissent mériter la préférence. Par ce principe, l'Hospice-Général ne doit point être oublié quand il sera question des Célestins de Rouen ; mais je vois avec douleur que la ressource est médiocre.

Rien n'égale, Messieurs, l'attachement avec lequel j'ay l'honneur d'être

Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

† DOMINIQUE, arch. de Rouen.

Nous verrons bientôt la suite qui fut donnée au projet de construction de l'église. Dans l'intervalle, l'Hospice-Général fit élever un bâtiment dans la cour des hommes. Les administrateurs invitèrent le cardinal à bénir la première pierre. Il leur écrit de Paris, 12 avril 1777 :

Je vous avoue, messieurs, que j'aimerois bien mieux assister à la cérémonie que vous m'annoncez qu'à un chapitre de religieux ; mais je ne puis me dispenser d'y présider, et je partirai après-demain pour m'y rendre. J'ignore quand je reviendrai ; ce retour dépend de beaucoup de circonstances que je ne puis prévoir, et il y a apparence, je le désire même, que la première pierre du bâtiment que vous faites construire sera posée quand je pourrai avoir l'honneur de vous voir ; mais vous trouverez bon que j'en fasse les frais ; en conséquence, M. Aubry a ordre de porter chez M. le trésorier une somme de 3,000 livres.

Rien n'égale, messieurs, le sincère attachement avec lequel j'ay l'honneur d'être

Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

† DOMINIQUE, arch. de Rouen.

La cérémonie de la pose de la première pierre eut lieu pendant l'absence du prélat; les administrateurs s'empressèrent de lui en rendre compte. Il leur répondit par le billet suivant :

Marigny, 9 may 1777.

J'ay vu, messieurs, et avec la plus grande satisfaction, les arrangements que vous avez pris lors de la position de la première pierre du bâtiment que vous faites construire à la cour des hommes de l'Hôpital-Général, et je ne saurois vous exprimer toute ma sensibilité des honnêtetés que j'ay éprouvées dans cette occasion.

J'ay l'honneur d'être, messieurs, avec bien de l'attachement votre très-humble et très-obéissant serviteur.

† DOMINIQUE, *arch. de Rouen.*

Le projet de construction de l'église donna lieu aux lettres suivantes du cardinal, que nous publions selon l'ordre des dates :

Paris, 21 septembre 1778.

Vous n'ignorez pas, messieurs, le vif intérêt que je prends à ce qui regarde l'Hôpital-Général et l'envie que j'ay de lui rendre quelque service; celui de faire construire une chapelle est le plus urgent, parce qu'il y a du danger à fréquenter l'ancienne; mais je crains fort que le ministère ne seconde pas nos vues et nos desirs.

M. de Marville m'a déjà dit que l'économat ne pouvoit contribuer en rien dans cette dépense. Je renouvellerai cependant mes instances; et si elles étoient infructueuses, je chercherai ailleurs d'autres secours.

A l'égard du terrain des Célestins, je verrai, quand il sera question de l'emploi des biens de ces religieux, ce que je pourrai faire pour vous obliger.

On ne peut rien ajouter, messieurs, à la sincérité des sentiments que j'ay pour vous.

† Le cardinal DE LA ROCHEFOUCAULD.

Les administrateurs de l'Hôpital-Général avaient voulu en 1782 posséder le portrait du cardinal, qu'ils comptaient avec raison au nombre de leurs principaux bienfaiteurs. Le prélat le leur promit, et ils s'en montrèrent très reconnaissants. Mais l'envoi fut adressé par erreur à l'Hôtel-Dieu. Cette erreur donna lieu au gracieux billet qui suit :

Gaillon, 15 septembre 1782.

Je ne sçay, messieurs, par quel hazard le portrait qui vous étoit

destiné avoit été envoyé au Lieu-de-Santé. En réparant cette erreur, je compte dédommager l'Hôtel-Dieu. Vous me donnés, messieurs, dans cette petite occasion une marque de bonté à laquelle je suis très-sensible; mais j'ose vous dire que je ne l'ai pas méritée; l'objet n'étoit pas assez important.

Je vous prie, messieurs, d'estre bien persuadés de la sincérité des sentiments qui m'attachent à vous.

† Le cardinal DE LA ROCHEFOUCAULD.

Ce portrait, admirablement réussi et d'un pinceau magistral, orne encore aujourd'hui la salle des délibérations de l'Hospice-Général.

Les notables de Rouen vinrent en aide à l'administration de l'Hospice-Général et prirent, le 14 avril 1873, une délibération par laquelle ils déclaraient vouloir contribuer à la construction de l'église. L'affaire étoit engagée. Les administrateurs avertirent le cardinal qu'ils allaient faire un emprunt. Le prélat leur répondit :

Gaillon, 16 may 1783.

Je viens, messieurs, d'écrire aux trois ministres conformément à vos intentions. L'emprunt que vous projetés de faire me paroît médiocre en proportion de la dépense que la construction de la chapelle de l'Hôpital occasionnera. Il faut espérer que la charité des fidèles suppléera au reste. Je les y exhorterai, puisque vous le désirés.

Je vous prie, messieurs, d'estre bien persuadés de la sincérité des sentiments qui m'attachent à vous.

† Le cardinal DE LA ROCHEFOUCAULD.

Il avoit écrit de Paris le 25 mars 1784 à M. Baroche.

Vous sçavez que j'ay contracté l'engagement de donner vingt mille livres à l'Hôpital pour la construction de la chapelle; voilà le temps où les travaux vont commencer; je vous prie de remettre dix mille livres au trésorier de cet Hôpital; je donnerai les dix autres mille livres l'année prochaine.

On ne tarda pas à se mettre à l'œuvre. Les plans et devis furent envoyés au cardinal, et le 24 mars 1784 on procédoit à l'adjudication des travaux de la nouvelle église.

M^{re} de la Rochefoucauld écrit :

Paris, 7 avril 1784.

Je suis persuadé, messieurs, que l'adjudicataire de la construction de l'église de l'Hôpital-Général remplira exactement les engagements qu'il a contractés; et pour vous faciliter les moyens de remplir les vôtres à son égard, j'ai ordonné à M. Baroche de remettre à votre trésorier la somme de 10,900 livres. J'en donnerai autant l'année prochaine, vous pouvez compter là-dessus.

Je vous prie, messieurs, d'estre bien persuadés de la sincérité des sentiments qui m'attachent à vous.

† Le cardinal DE LA ROCHEFOUCAULD.

Ainsi, le généreux prélat donnait 20,000 livres de ses deniers pour la construction de l'église. Il devait bientôt procurer aux administrateurs de nouvelles et importantes ressources, comme en témoigne la lettre qu'on va lire :

Gaillon, 20 novembre 1784.

J'ay voulu, messieurs, faire quelque bien à l'Hôpital-Général en détachant en sa faveur une partie des biens des Célestins de Rouen, et je crois que si, en vous faisant part des vues que j'avois de le soulager de la pension des chapelains, vous m'eussiez marqué quelque envie d'employer cette somme à la construction de l'église, je m'y serois prêté avec d'autant plus de plaisir que je désirerai toujours de faire ce qui peut vous être agréable.

D'après ces dispositions, vous êtes fort les maîtres, messieurs, d'employer les 36,000 livres que M. Le Ber vous a remis par mes ordres, persuadé que dans la position où vous êtes d'emprunter 60,000 livres, vous ne seriez pas fâchés d'avoir un pareil à-compte, et que MM. les chapelains ne perdront rien dans cet arrangement.

Je vous prie, messieurs, de ne pas douter de la sincérité des sentiments qui m'attachent à vous.

† D. cardinal DE LA ROCHEFOUCAULD.

Le 11 juin 1785, M^{sr} de la Rochefoucauld posa la première pierre de l'église. Le *Journal de Normandie* (1), qui rapporte cette cérémonie, dit qu'elle avait attiré beaucoup de monde, et il ajoute ces paroles qui exprimaient bien la reconnaissance publique : « On aimera toujours à voir un évêque dont la bienfaisance, accompagnée assidue de ses actions privées, se montre avec éclat, mais sans faste, dans les occasions publiques. Tel est le sentiment que

(1) Numéro du 2 juillet 1785.

la reconnaissance de MM. les administrateurs a voulu transmettre à la postérité la plus reculée par une inscription latine qui a été gravée sur une plaque d'étain, renfermée dans la pierre. N'eût-il été conservé que par les cœurs qui en ont reçu l'empreinte, ce sentiment n'aurait pas été moins durable. *Il est des bienfaits et des bienfaiteurs qu'on n'oublie jamais.* »

L'architecte était M. Bernard Vauquelin, de Rouen, homme de savoir et de mérite.

L'église fut terminée en 1790; et le 25 mars, M. l'abbé Papillaut, chanoine et administrateur, procédait à sa bénédiction solennelle, en l'absence de Monseigneur le cardinal, retenu à Paris par les travaux de l'Assemblée nationale.

Nous avons cru devoir publier les lettres du cardinal relatives à cette affaire, parce qu'elles sont inédites et nous représentent au vif l'affabilité et la générosité du cœur de notre prélat. Un homme se révèle par sa correspondance, et c'est ici que l'on peut dire avec vérité que le style, c'est l'homme même.

II

La sollicitude dont le cardinal de la Rochefoucauld entoura les établissements hospitaliers de son vaste diocèse n'eut d'égale que celle qu'il montra envers les institutions destinées à répandre l'instruction à tous les degrés. Il s'occupa activement, après l'expulsion des Jésuites, de rendre au collège de Rouen « tout le lustre dont il est susceptible, » selon ses propres expressions. M. de Beaurepaire a publié dans le tome III^e de ses *Recherches sur l'Instruction publique dans l'ancien diocèse de Rouen avant 1789* une série de lettres de notre Prélat qui montrent son zèle ardent pour la cause de l'instruction. Il proposa au roi un plan pour l'administration du collège, qui fut adopté en grande partie. M^{sr} l'archevêque fut nommé président du bureau d'administration, et il pourvut le collège d'excellents professeurs pour les classes supérieures qui le concernaient. M. de Beaurepaire constate que « le renom du collège se soutint, grâce à l'heureux choix des professeurs dont plusieurs furent des hommes distingués. Citons dans le nombre : Cotton des Houssayes, Baston, Tuvache, pour la théologie; Athanase Auger, Formage, Hamel, pour les lettres; Dulague et Ligot, pour les sciences. »

Le séminaire de Joyeuse fut confié à la direction d'un chanoine de Rouen, M. Bourgeaux, et continua de prospérer. Les séminaires de Saint-Vivien et de Saint-Nicaise étaient pourvus de maîtres capables, de nombreux élèves, et présentèrent pendant toute l'administration du cardinal l'état le plus florissant.

M^{gr} de la Rochefoucauld fut nommé également président du bureau d'administration du collège d'Eu (1763). De nouveaux collèges s'ouvrirent, pendant son épiscopat, à Caudebec-en-Caux, à Gournay, à Pavilly, au Val-aux-Grès près Bolbec, que le Prélat prit sous ses auspices et qu'il se plut à encourager de ses libéralités.

C'est un fait prouvé surabondamment dans le savant ouvrage de M. de Beaurepaire, que dans les années qui précédèrent la Révolution l'instruction avait pris dans les villes et dans les campagnes un essor merveilleux. Les écoles pour l'instruction primaire étaient multipliées partout. « Peu de communes en étaient dépourvues; résultat d'autant plus remarquable, dit notre savant archiviste, que le nombre des paroisses dépassait de plusieurs centaines le nombre de nos communes actuelles. » Quand on sait quel était le rôle de l'autorité diocésaine en matière d'instruction avant 1780, on comprend quelle part revient à notre archevêque dans l'honneur de ce résultat. Toutes les petites écoles, sans exception, étaient placées, en vertu d'édits et de déclarations du roi, sous son autorité.

Le cardinal favorisa spécialement les écoles des Sœurs d'Ernemont. En 1777 il accorda aux Sœurs institutrices de Dieppe une pension annuelle de 400 livres. Il réunit à la communauté en 1780 une partie des biens des Bernardines d'Yvetot récemment supprimées, et lui attribua 400 livres de rente sur les biens du couvent des Célestins de Rouen, dont l'extinction avait été également prononcée. Les écoles suivantes de filles furent fondées sous son administration : 1761, à Rouville; 1762, à Longpaon, Hauville-en-Roumois; 1763, à Saint-Paër et à Ocqueville; 1764, à Doudeville, Etoutteville, La Feuillie, Bose-Roger; 1766, à Sainte-Marguerite-sur-Duclair, Bailly-en-Rivière; 1767, à Morgny, Normanville, Notre-Dame-de-Bonsecours, Mesnil-Esnard; 1768, à Ourville, Saint-Saens; 1770, à Franqueville, Fauville, Neubourg, Vibeuf, Pavilly, Cany; 1771, à Frencuse, Bolbec; 1772, à Hautot-Saint-Sulpice; 1773, à Beuzeville; 1775, à Chaumont-en-Vexin; 1776, à Vitte-

fleur; 1777, à Trie-le-Château; 1778, à Londinières, Bénouville, La Remuée, Auzebosc; 1779, à Linséy; 1780, à Autretot, Dangu; 1781, à Ouainville; 1782, à La Roche-Guyon, Dracqueville, Vau-main; 1783, à Saint-Victor-l'Abbaye, Gerponville, Illeville-sur-Montfort; 1784, à Saint-Pierre-de-Manneville, Forges; 1785, à Ouville-l'Abbaye, Heudricourt, Rougemontiers; 1786, à Manneville; 1787, à Boiesmont, Celloville et Néville; 1789, à Vatteville.

On comptait en 1789 cent six écoles de filles tenues par la communauté d'Ernemont dans le diocèse. Les autres congrégations enseignantes ne dépensaient pas moins d'activité et de dévouement.

En 1761, les Dames de la Miséricorde du Havre, qui, sous la présidence du curé de Notre-Dame, tenaient lieu de Bureau de bienfaisance, avaient fondé une école gratuite ouverte aux jeunes filles indigentes, dans laquelle, outre les principes d'une vertueuse éducation, on leur enseignait le travail et l'art des dentelles. Désirant obtenir un secours du gouvernement, elles s'étaient adressées à M. De Brou, intendant de la généralité de Rouen. Celui-ci répondit à leur demande par la lettre suivante, adressée à une tierce personne :

« Le 23 avril 1761,

« J'ay reçu, il y a quelque temps, Monsieur, une lettre des Dames de la Miséricorde du Havre, pour me représenter le besoin qu'elles auroient de secours pour le soutien de l'établissement de l'école de dentelles, et ne sachant sous quelle adresse leur mettre une réponse, je vous prie de vous en charger.

« Vous voudrez donc bien leur dire que je désirerois assurément on ne peut pas davantage de procurer des secours à leur établissement dont je sens l'utilité, mais que il n'y a malheureusement aucuns fonds dans ce moment-ci dont je puisse disposer. A l'égard d'une pension sur un bénéfice, on me fait envisager que cela seroit on ne peut pas plus difficile à obtenir. J'en ai cependant parlé icy à M. l'Archevesque de Roüen qui est assurément on ne peut mieux intentionné pour tout ce qui peut intéresser le bien de son diocèse, et je l'ai même prié de vouloir bien se réunir à moi pendant le peu de séjour qu'il feroit icy pour faire quelque démarche à ce sujet. Mais nous craignons également l'un et l'autre qu'elles aient peu de succès. Au reste M. l'Archevesque de Roüen doit incessamment faire la tournée de son diocèse. Il ira certainement au Havre et les Dames de la Miséricorde

« seront à portée de faire pendant son séjour de nouvelles instan-
« ces auprès de lui.

« Je suis très-parfaitement, Monsieur, votre très-humble et très-
« obéissant serviteur.

« Signé : DE BROU. »

Les Dames de la Miséricorde adressèrent à M^{re} de la Rochefoucauld leur demande. Ce prélat s'empressa de leur répondre la lettre suivante :

« Rouen, 19 septembre 1761.

« Je vous suis infiniment obligé, Mesdames, du soin et des pei-
« nes que vous prenez pour le bien et l'avantage des jeunes filles
« du Havre. Les sentiments de piété et de religion dont vous estes
« pénétrées, vous ont fait inspirer le beau projet que vous avez
« formé. Son exécution sera due uniquement au zèle qui vous
« anime; je le seconderai autant et comme vous le jugerez à pro-
« pos; je mériterai votre confiance en entrant dans vos vûes et en
« contribuant à une si bonne œuvre.

« J'ay l'honneur d'estre, Mesdames, avec bien du respect votre
« très-humble et très-obéissant serviteur.

« † DOMINIQUE, arch. de Rouen. »

Le digne prélat ne tarda pas à donner aux Dames de la Miséri-
corde des preuves de sa sollicitude, dans la lettre suivante :

« Gaillon, 28 septembre 1761.

« Je vous avoue, Mesdames, que je me suis occupé des moyens
« de procurer aux jeunes filles du Havre une éducation chrétienne;
« et en conséquence, j'avois envie de vous envoyer quatre filles de
« la Providence ou autres également capables de remplir cet objet
« intéressant. Comme je suis persuadé que le bien spirituel de la
« jeunesse vous tient encore plus à cœur que les avantages tem-
« porels, je pense que celles qui rempliront cette sainte carrière,
« méritent la préférence. Les garçons exigent aussi quelque atten-
« tion : il me semble que les Frères des écoles chrétiennes y fai-
« roient beaucoup de bien. C'est là leur talent. Ils sont encore
« plus utiles dans les villes maritimes. Mais comme il n'est pas
« possible que je fasse tout, je voudrois que la ville fournit au
« moins le logement et les ustensiles des uns et des autres. Je
« vous prie de me faire part de vos observations avant que de
« prendre un parti; comme j'ay grande envie de faire plaisir à la
« ville du Havre, je voudrois savoir son goût et ses dispositions.

« J'ay l'honneur d'estre, Mesdames, votre très-humble et très-obéissant serviteur.

« † DOMINIQUE, arch. de Rouen. »

Les propositions contenues dans cette lettre furent soumises aux maire et échevins de la ville du Havre qui, à cette époque, entretenait trois écoles gratuites, deux pour les garçons et une pour les filles. Elles donnèrent lieu à un échange de correspondance avec l'intendant de Brou, qui, le 20 octobre 1761, écrivait aux maire et échevins :

« J'ay été bien aise, Messieurs, avant que de répondre à la lettre « que vous m'avez écrite le 6 de ce mois pour être autorisé à concourir à un établissement que M. l'Archevêque de Rouen se propose de former pour l'éducation de la jeunesse de votre ville, « d'en conférer avec lui à Gaillon, où j'ay fait les départements des « tailles de plusieurs élections.

« Les vûes de M. l'Archevêque sont trop louables et vous connaissez trop mes sentiments pour ce qui intéresse le bien de vos « habitans pour ne pas seconder en tout ce qui dépendra de moy « un établissement aussi utile et malgré la situation fâcheuse où se « trouvent les revenus de votre ville, je vous autorise bien volontiers à donner 400 francs chaque année pour le loyer du logement « nécessaire et à fournir les ustensiles et meubles qui vous seront « demandés jusqu'à concurrence de 400 fr. une fois payés.

« Mais en même tems que je consens dans des circonstances « aussi délicates que celles où la ville se trouve, à cette nouvelle « dépense, je suis bien aise de ne rien négliger pour qu'elle en « retire tous les avantages qu'elle doit en espérer, et c'est dans « cette intention que je vais vous faire part de quelques détails « dans lesquels je suis entré avec M. l'Archevêque. Il se propose « de vous envoyer trois Frères des écoles chrétiennes pour les « garçons et m'a promis de vouloir bien choisir ceux qui seroient « également propres à former une éducation chrétienne et à enseigner l'arithmétique, l'écriture et quelques autres sciences utiles « pour la navigation.

« A l'égard de l'éducation des filles, les Dames de la Miséricorde « lui ont paru désirer qu'elle fût confiée aux Sœurs de Saint-Dominique de votre ville et il veut bien y consentir, d'après les « témoignages qu'elles lui ont rendu de leur piété et de leurs « talents pour élever la jeunesse. Elles concilient parfaitement à « ce qu'il paroît, les exercices spirituels avec les travaux nécessaires pour remédier aux désordres qu'entraînent après elles la

« misère et l'oisiveté; et M. l'Archevêque désire, comme les Dames
 « de la Miséricorde, que l'on suive les deux objets en même tems.
 « Il parroit que, dans le nombre, il y en a deux qui sont on ne
 « peut pas plus propres à ces différents exercices. Il est bien inté-
 « ressant de les conserver, mais il faut en même tems engager
 « les Dames de la Miséricorde à en choisir quelqu'une qui soit en
 « état d'apprendre aux filles à filer le coton ou la laine, ou si l'on
 « ne pouvait pas espérer d'en trouver parmi ces religieuses, il faut
 « droit prendre une maîtresse fileuse, soit à Rouen, soit dans le
 « pays de Caux qui pût former des élèves et introduire cette indus-
 « trie dans notre ville. Je vous exhorte à donner tous vos soins
 « pour le succès de cet établissement. J'en apprendray avec bien
 « du plaisir les progrès et je vous prie de m'en informer exactement.
 « Je suis etc.

« Signé : DE BROU. »

Il ne paraît pas que les propositions de l'archevêque de Rouen aient été accueillies, car on lit dans une lettre adressée par lui aux Dames de la Miséricorde le 4 avril 1762 :

« Je vous avoue, Mesdames, que la proposition faite par M^{rs} les
 « Maîtres d'école ne remplit pas entièrement mes vûes ny mes
 « intentions. L'éducation des garçons n'est pas moins nécessaire
 « que celle des filles. Je pense que les premiers seroient abandon-
 « nés. J'ay cru qu'il falloit en confier le soin à des gens destinés
 « pour cet objet. J'avois destiné une somme pour l'éducation des
 « garçons et des filles. Si l'établissement des Frères n'a pas lieu,
 « j'en seroi fâché pour la ville; mais les filles n'y perdront rien. Je
 « vous donnerai tous les ans la somme de 600 fr.; vous la distri-
 « buerez comme vous jugerez à propos et quand vous voudrez.
 « M. l'abbé Rose, l'un de mes grands vicaires, doit faire sa visite
 « après Pâques. Je vous prie de luy communiquer le règlement
 « que vous avez fait pour le bien temporel et spirituel des filles de
 « votre ville.
 « J'ay l'honneur d'estre, Mesdames, votre très-humble et très-
 « obéissant serviteur.

« † DOMINIQUE, arch. de Rouen. »

Malgré les efforts faits par l'archevêque de Rouen, les Frères ne furent pas établis au Havre, ainsi que l'atteste le savant ouvrage de M. de Beaurepaire sur *l'Instruction publique dans le diocèse de Rouen* (1). Quelle en fut la cause? dit M. Toussaint qui a

(1) T. II, p. 269.

publié les lettres précédentes relatives au Havre, sont-ce les difficultés financières? sont-ce les démarches faites par les maîtres d'école? c'est un point que nous n'avons pas pu éclaircir. « Toujours est-il que l'initiative de la création d'écoles ayant un programme assez étendu pour l'époque, venait d'un membre du haut clergé et qu'il s'agissait de confier ces écoles aux Frères des écoles chrétiennes (1). »

C'est un fait constaté par tous nos érudits, que la fondation d'écoles spéciales pour les filles était puissamment encouragée dans le diocèse à la fin du siècle dernier. Les écoles de garçons étaient, comme nous l'avons observé plus haut, si nombreuses qu'on pouvait citer comme de rares exceptions les paroisses qui en étaient dépourvues.

M^{re} de la Rochefoucauld eut avec les Frères des écoles chrétiennes un différend que notre respect absolu de la vérité nous oblige à rappeler, mais qui, nous avons hâte de le dire, n'altéra en rien son estime et son affection pour cet Institut. Il s'agissait d'une question de juridiction, et l'on sait que dans le passé ces questions qui avaient une certaine importance extérieure ne nuisaient pas aux rapports habituels et aux égards réciproques.

Le 25 avril 1767, M^{re} de la Rochefoucauld qui, depuis son arrivée à Rouen, n'avait cessé de donner aux Frères les témoignages de sa bienveillance, voulut aussi, à l'exemple de son prédécesseur, faire la visite de leur pensionnat à Saint-Yon; il se fit accompagner par M. Marescot, vicaire général, qui, dans cette circonstance, lui servit de secrétaire.

L'éminent archevêque fut reçu avec honneur; il fut conduit processionnellement à la chapelle où il entendit la messe et donna ensuite la bénédiction du Saint Sacrement.

Après avoir visité la chapelle et la sacristie, est-il dit dans le procès-verbal, « nous sommes descendus dans la grande salle d'en bas où nous avons fait assembler tous les Frères soit profès, soit novices, auxquels nous avons déclaré notre satisfaction sur leur bonne conduite et sur leur exactitude à remplir leurs devoirs, et donné aussi les avis généraux que nous avons cru convenables.

« Après quoi la communauté étant retirée, le supérieur, les

(1) L'archevêque de Rouen et les écoles du Havre 1761, p. 10, Havre, Mignot.

assistants, le procureur étant restés avec nous, avons demandé la représentation des constitutions de la congrégation, des règlements et ordonnances de visite de nos prédécesseurs, les archevêques de Rouen, ainsi que des comptes du temporel de la maison, ce à quoi les Frères ont satisfait sur le champ, en nous mettant aux mains le livre de leurs constitutions, imprimé à Rouen, chez Prévost en 1726, une ordonnance et règlement de M^{sr} de Tavanès, notre prédécesseur immédiat, donné le 12 août 1745, leurs livres de compte du temporel, etc. »

L'ordonnance rendue, à cette occasion, par le cardinal de la Rochefoucauld est datée du 1^{er} mai et contient neuf articles.

Quelques-uns étant en opposition avec la bulle d'approbation *In apostolicæ dignitatis solio*, accordée aux Frères par le pape Benoît XIII, provoquèrent des observations de la part du supérieur général. Ce respectable vieillard, alors âgé de 78 ans, convoqua ensuite un chapitre général à Saint-Yon, pour le jour de l'Ascension, 18 mai; il y donna sa démission qui fut acceptée. Le Frère Florence, élu pour le remplacer, fut chargé par les Frères capitulants de conserver, dans leur intégrité, les constitutions données par le bienheureux J.-B. de la Salle, leur fondateur.

M. Marescot, contrairement à ce qui s'était pratiqué jusqu'à cette époque, voulut un représentant de l'autorité diocésaine dans cette assemblée; il se fit déléguer par Monseigneur le cardinal-archevêque pour remplir cette charge.

Pour cet ecclésiastique l'archevêque de Rouen était premier supérieur de l'administration générale de l'Institut des Frères des écoles chrétiennes; les arrêtés des chapitres généraux ne pouvaient avoir un caractère obligatoire avant d'avoir reçu son approbation, il avait droit de dispenser les Frères des vœux temporaires régulièrement émis dans la congrégation.

Il fut aisé au Frère Florence de prouver que de pareilles prétentions étaient en contradiction avec les dispositions de la bulle de Benoît XIII et des constitutions du fondateur. Il ne put cependant faire revenir M^{sr} de la Rochefoucauld sur sa décision. Quelques personnes lui conseillèrent d'user du droit de l'appel comme d'abus et de s'adresser aux tribunaux; on comptait parmi elles « des canonistes très éclairés et des magistrats très respectables. » Il se borna à demander une consultation à trois jurisconsultes des plus estimés à Rouen, MM. Camus, Mey et Piales.

Ensuite persuadé que l'unique moyen de mettre un terme aux difficultés soulevées contre son administration était d'aller fixer ailleurs sa résidence, il quitta Saint-Yon avec les Frères assistants et se rendit à Paris pour y demeurer.

La consultation de MM. Camus, Mey et Piales, délibérée le 12 janvier 1771, fut attaquée par un mémoire dont l'auteur garda l'anonyme. Les supérieurs des Frères confièrent le soin de leur justification à un avocat de Paris; ses premières paroles furent pour exprimer la peine que leur occasionnait l'éclat donné à une affaire qui portait le trouble dans leur administration; on lit dans sa réponse :

« Les Frères vont répondre et ils le doivent, surtout pour empêcher que leur ministère ne s'avilisse et ne cesse d'être utile; mais en se défendant ils ne s'écarteront jamais de ce qu'ils doivent à Monseigneur l'archevêque de Rouen; leur cœur en est le garant; ils aiment et respectent ce prélat plus véritablement que les faux zélateurs de son autorité; ils connaissent depuis longtemps son équité et sa religion; ils protestent donc ici que dans tout ce qu'ils disent, ils ne se proposent que de combattre l'auteur des observations et des remarques qui n'a que trop malheureusement réussi à surprendre sa religion dans ces observations et ces remarques dont les unes sont étrangères à l'ordonnance de Monseigneur l'archevêque de Rouen, les autres la concernent..... »

L'auteur réfute ensuite, avec pièces à l'appui, les erreurs du mémoire en question et prouve que sous le rapport de leur filiale soumission à l'Eglise, les Frères n'avaient cessé de se montrer, dans les diocèses où ils possédaient quelque établissement, les dignes enfants du bienheureux de la Salle.

Voici les dernières lignes de cet important document :

« Mais comme les Frères rendent parfaitement justice à l'intention et aux bonnes dispositions personnelles de M^{gr} l'archevêque de Rouen, il paraît convenable qu'ils s'adressent à lui personnellement, pour le prier de donner une nouvelle ordonnance dans laquelle interprétant celle dont il s'agit, il en rappellera seulement en termes exacts et restreints celles des dispositions que les Frères se croient permis d'exécuter, et déclarerait qu'il veut et entend qu'elle ait son exécution conformément à ce que prescrit la nouvelle. Il serait bien à souhaiter que cette malheureuse affaire fût ainsi terminée, »

Personne ne répondit à ce nouveau mémoire en faveur des Frères. Quelquefois, il est vrai, d'après Boieldieu, avocat, le cardinal de la Rochefoucauld exprima le désir de voir le centre de leur administration générale rétabli à Saint-Yon, mais leur supérieur préféra conserver sa nouvelle résidence, où il était assuré de pouvoir observer les constitutions de son Institut dans leur intégrité (1).

(1) Note communiquée par le Frère Lucard, le savant historien de l'Institut.

CHAPITRE V

LE VOYAGE DE LOUIS XVI A ROUEN

L'ASSEMBLÉE PROVINCIALE DE 1787

CHAPITRE V

I

Louis XVI, en revenant de Cherbourg où il avait donné des preuves si mémorables de son dévouement aux intérêts maritimes de la France, avait voulu honorer de sa présence la capitale de la Normandie. Il arriva à Rouen le 28 juin 1786 à cinq heures et demie du soir. Il fit son entrée par la route du Havre « aux acclamations d'un peuple immense, dit le *Journal de Normandie*, et au bruit du canon du Vieux Palais, des vaisseaux ornés de leurs flammes et pavillons, et au son de toutes les cloches. » C'est en cette circonstance que le bourdon *Georges d'Amboise* mis en volée se fêla. Il venait de sonner le glas de la monarchie française. Les présages sinistres n'avaient pas été épargnés, depuis les fêtes de son mariage, à cet infortuné prince. A Cherbourg, la détente d'un cabestan avait causé mort d'homme. A Rouen l'accident survenu au bourdon du poids de près de quarante mille livres, vieux de trois siècles et cher à la population, impressionna vivement les esprits.

Le roi passa sous le splendide arc de triomphe élevé par la ville, s'arrêta et reçut les clefs de la cité.

« Au lieu de suivre le port, dit le journal, et d'entrer par la rue Grand-Pont, le roi, ayant jugé à propos de changer sa marche, a remonté le boulevard jusqu'à la porte Beauvoisine et a descendu la rue de ce nom jusqu'à l'archevêché.

« Le carrosse de Sa Majesté était escorté par cinquante jeunes gens de la ville, en uniforme rouge et à cheval, qui avaient été au-devant d'elle et avaient demandé au roi cette faveur.

« Le roi est arrivé à la cathédrale sur les six heures, entre une file de Bourgeois ayant la droite, et une autre file du régiment de Turenne.

« Le Chapitre l'attendait au bas de la nef. Tout le clergé était en chapes.

« Dès que le roi a été à l'entrée de l'église, M. l'abbé d'Osmond, chanoine, lui a présenté un carreau sur lequel il s'est agenouillé. M^{sr} le cardinal lui a donné l'eau bénite et lui a fait baiser la croix. On s'est rendu au chœur processionnellement, Sa Majesté marchant au milieu du clergé. Le roi s'est mis à genoux sous le dais qui lui avait été préparé, unissant ses prières à celles que des milliers de voix adressaient pour lui au Roi de ceux qui règnent. On n'a chanté que le *Domine salvum fac regem*, qu'on pourrait appeler le cantique des Français, et qui, dans la circonstance, portait au cœur une sorte d'attendrissement et d'onction dont personne ne songeait à se défendre. »

Nous avons laissé la parole aux narrateurs du temps, afin de ne pas affaiblir leur témoignage.

Le roi s'est rendu ensuite à l'archevêché par la petite porte de communication de la cathédrale. Il a reçu les hommages de Messieurs du Chapitre qui lui ont été présentés par M^{sr} le cardinal, et les six pains et douze bouteilles de vin, offrande traditionnelle de ce vénérable corps aux souverains.

Après le Chapitre, le Parlement, la Chambre des comptes, la Cour des aides, furent admis à l'audience royale et présentés par M. le duc d'Harcourt et le maréchal de Castries.

Le roi a dîné dans la salle à manger de l'archevêché, à une table de vingt couverts. Trois autres tables, de seize couverts chacune, avaient été dressées dans la salle des Etats et présidées par MM. les vicaires généraux.

« Une multitude infinie de citoyens de toutes les classes, dit le *Journal de Normandie*, remplissaient la salle où mangeait le roi. L'imposante majesté du trône, voilée pour quelques instants, permettait de ne voir que le père chéri d'une nombreuse famille. »

Le roi reçut, après le dîner, le bailliage, l'élection, l'académie, l'administration des monnaies et le bureau des finances; puis, peu après, la juridiction consulaire et la chambre de commerce, présidée par M. Le Couteulx. Louis XVI profita de cette circonstance pour supprimer l'ancien droit sur les sucres et les cires. Les réceptions terminées, le roi voulut se laisser voir à la foule et descendit à pied la rue Grand-Pont, et se rendit sur le pont où une tente avait été dressée. Il fit faire ensuite devant lui l'ouverture du pont,

voulut voir passer un navire, et remarqua très-bien, dit un témoin oculaire, que certains agrès lui manquaient. Le roi, avant de quitter Rouen, remit 20,000 livres à M^{sr} de la Rochefoucauld pour les hôpitaux, et, montant en voiture avec notre Prélat à huit heures et demie du soir, il partit pour aller souper et coucher à Gaillon, dans le manoir archiépiscopal. La réception que lui fit le cardinal de la Rochefoucauld fut digne du rang suprême. Ce fut le dernier éclat d'une splendeur bientôt évanouie. Le roi quitta Gaillon le 29 à neuf heures du matin et était rendu à Versailles à trois heures.

Les témoignages d'honneur et de bienveillance que notre cardinal reçut de Louis XVI en cette circonstance pénétrèrent son cœur de gratitude, et M. Baston nous apprend qu'il aimait à s'en entretenir dans l'exil comme de l'un des meilleurs souvenirs de sa vie.

II

L'année suivante 1787, le roi, ayant ordonné la tenue des assemblées provinciales, confia la présidence de celle de la généralité de Rouen à M^{sr} de la Rochefoucauld par la lettre suivante :

« Mon cousin (1), mes intentions étant que l'assemblée provinciale de la généralité de Rouen se tienne à Rouen le 19 novembre prochain, je vous fais cette lettre pour vous dire que vous vous trouviez ledit jour 19 novembre en ladite ville de Rouen, à l'effet de présider ladite assemblée, et que vous avertissiez tous et chacun des membres qui doivent composer ladite assemblée de s'y trouver ledit jour. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait, mon cousin, en sa sainte et digne garde. — Écrit à Versailles le 11 octobre 1787. Signé : Louis. »

Les conseils généraux qui prennent aujourd'hui une part si importante aux affaires du pays ont été précédés par les assemblées provinciales. Il n'est pas sans intérêt de rappeler comment a fonctionné pour la première fois cette institution dont le temps et l'expérience ont consacré les services. C'est Louis XVI qui créa, malgré les observations contraires des notables, les assemblées provinciales, par ordonnance du 1^{er} juin 1787. Ce fut une des

(1) C'était ainsi que le roi appelait les cardinaux, en raison de leur dignité de princes de l'Eglise.

réformes bienfaisantes, parmi bien d'autres, qu'il introduisit dans le gouvernement de la France, et qui lui a survécu.

La première assemblée provinciale de la généralité de Rouen se réunit le 19 novembre 1787, dans la salle du couvent des Cordeliers, sous la présidence de M^{sr} le cardinal de la Rochefoucauld, archevêque de Rouen. Selon le pieux usage de nos pères, les députés assistèrent à la messe avant de commencer leurs travaux. L'assemblée était composée, on peut le dire, de l'élite du pays :

Douze membres de l'ordre du clergé : M^{sr} l'évêque d'Evreux; MM. de Laurencin, abbé de Foucarmont; Le Rat, abbé de Bello-sanne; de Goyon, vicaire général, abbé de Saint-Victor-en-Caux; de Saint-Gervais, doyen du Chapitre et vicaire général; Marescot, archidiacre d'Eu; d'Osmond, chanoine de Rouen, abbé de Claire-Fontaine; Fresney, chanoine d'Evreux; Dillon, abbé d'Uzerches; de Grieu, prieur de Saint-Ymer; Yvelin, curé de Gournay; dom de Lénable, procureur-syndic des Bénédictins.

Douze membres de la noblesse : MM. le comte de Mathan, lieutenant général des armées du roi; du Mesniel, marquis de Som-mery, maréchal des camps et armées du roi; le marquis d'Etampes, maréchal des camps et armées du roi; le marquis de Conflans lieutenant général des armées du roi; le marquis de Pardieu, maréchal des camps et armées du roi; le comte de Caumont, lieutenant pour le roi de la ville et château de Dieppe; Louvel de Janville, président à la chambre des comptes de Normandie; le chevalier de Mérigny, mestre de camp en second du régiment d'infanterie du Vexin; le marquis de Cairon; le marquis de Rochechouart de Mortemart, mestre de camp, commandant du régiment d'infanterie de Navarre; de la Boissière, comte de Chambors, mestre de camp; de Couvert de Coulons, président au Parlement de Rouen.

Vingt-cinq députés du tiers-état : MM. Le Couteulx de Cantelcu, premier échevin de la ville de Rouen; Gueudry, procureur de la chambre des comptes; de Fontenay l'ainé, ancien échevin et juge-consul; Dambournay, négociant; Planter, négociant; Sasater, avocat à Magny; Dujardin, avocat à Lyons; Lefèvre, propriétaire aux Tilliers; Le Camus (de Louviers); Levé, ancien échevin de la ville de Paris; Le Varlet, président de l'élection à Neufchâtel; Le Chevalier, propriétaire au Marais-Vernier; Hébert, officier au régiment de Royal-Roussillon, demeurant à Montfort; de la Croix

Saint-Michel, maire d'Honfleur; Postel, échevin de Pont-l'Évêque; Duvrac, propriétaire en l'élection de Caudebec; Métayer, propriétaire à Hautot-Saint-Sulpice; Grégoire, négociant, premier maire échevin du Havre; Féray, négociant au Havre; Néel, propriétaire à Luneray; Cousin des Préaux, négociant à Dieppe; Bourdon, lieutenant civil à Dieppe; Des Marquets, ancien échevin à Arques; Dédun, d'Irville; Angren, maire d'Evreux.

M. le marquis d'Herbouville, mestre de camp de cavalerie, était le procureur-syndic du clergé et de la noblesse; M. Thouret, avocat au Parlement, procureur-syndic du tiers-état; M. Bayeux, avocat au Parlement, secrétaire-greffier. Étaient absents : MM. Boutren d'Hatauville et de Vadicourt.

M. de Maussion, commissaire du roi, fit part, dès le début de la séance, dans un discours étendu, des intentions du roi. Ses dernières paroles résument la mission des assemblées provinciales.

« Citoyens distingués dans votre patrie, dit-il, les intérêts de tous vos concitoyens sont confiés à vos soins. C'est en vous occupant efficacement d'étendre autour de vous le progrès du bien général que vous remplirez le vœu le plus cher au cœur de Sa Majesté, que vous mériterez sa bienveillance particulière, et que vous établirez vos droits à la reconnaissance publique. »

On procéda ensuite au remplacement de M. Boutren d'Hatauville, démissionnaire, au scrutin secret. M. le marquis de Cany obtint la majorité des suffrages.

L'assemblée fut partagée en cinq bureaux : 1^o des impositions, tailles, etc.; 2^o des fonds, comptabilité, règlement; 3^o du commerce, de l'agriculture et du bien public; 4^o des travaux publics; 5^o des moyens de remédier à la mendicité.

M^{re} le président a proposé l'ordre du jour de la séance du lendemain qui devait s'ouvrir par la messe solennelle du Saint-Esprit, célébrée pontificalement.

Le rapport des travaux de la commission intermédiaire occupa la séance du lundi soir. Ce rapport est des plus remarquables à tous les points de vue, et ne tient pas moins de 65 pages d'impression. Il faut en citer le début :

« Messieurs, votre établissement, qui associe en quelque sorte la nation à son propre gouvernement, est un acte éclatant de la grandeur et de la bienfaisance du roi. Que notre première expression soit ici celle de la reconnaissance publique que nous parta-

geons, comme citoyens, avec tous les autres sujets de Sa Majesté.

« Les objets confiés à votre administration sont ceux qui intéressent le plus immédiatement la prospérité de la province. C'est par là que vos fonctions ont à vos yeux leur plus grand prix. Vous les estimez à proportion du bien qu'elles vous mettent en état de faire. Que notre second mouvement soit pour nous féliciter nous-mêmes d'être appelés à coopérer au bonheur de notre pays.

« Etablir l'égalité dans la répartition des impôts; concilier l'avancement du travail avec l'économie dans la confection et dans l'entretien des grandes routes; veiller avec scrupule au bon emploi des fonds de charité destinés à la subsistance des malheureux; porter une épargne sévère dans plusieurs parties des dépenses publiques et dans les dépenses communes des paroisses; découvrir, exposer, solliciter aux pieds du trône toutes les améliorations nécessaires à la félicité générale et particulière de la haute Normandie, tels sont, messieurs, vos droits et vos devoirs... »

Ce langage est noble et élevé, et il était, en de telles bouches, l'expression de la vérité.

Il se retrouva sur les lèvres de l'orateur chargé de prononcer le sermon de la messe pontificale célébrée le lendemain en grande pompe par le cardinal de la Rochefoucauld. M. l'abbé Arthur Dillon salua comme une *heureuse révolution* l'institution des assemblées provinciales. « Vous allez devenir auprès du trône, dit-il à ses collègues, les interprètes des peuples, et cette noble fonction méritera la confiance de nos concitoyens par un zèle patriotique, et celle du souverain par la prudence de vos conseils. »

Le clergé se montrait très favorable aux réformes projetées par Louis XVI, et on peut ajouter, à toutes les réformes souhaitées par les amis du pays. Les cahiers de l'ordre du clergé en 1789 le prouvent surabondamment à qui veut les lire. Il se montrait ainsi fidèle à toutes ses traditions.

Dans les plaids, les champs de mai, dans ses nombreux conciles, dans les états généraux et les états particuliers, le clergé avait toujours plaidé la cause du peuple et des petits, défendu la justice, réclamé contre les abus du pouvoir, les impôts excessifs, les entreprises violentes des grands et des gens de guerre. Il avait imposé la paix et la trêve de Dieu en faveur des populations des campagnes, provoqué l'union et la sauvegarde des artisans par les confréries et les corporations. La féodalité avait trouvé en lui son plus

patient et son plus courageux adversaire. Il avait aidé partout à l'affranchissement des communes, et jusque sous la monarchie absolue de Louis XIV et de Louis XV, il avait constamment protesté, par la voix de ses prédicateurs, par les remontrances de ses évêques et de ses assemblées, contre les excès du fisc, la dépravation des mœurs, les entreprises de l'impiété philosophique. Avec quelle éloquence et quelle persévérance il avait plaidé la cause de la charité, de la clémence et de la paix, aux jours des calamités publiques, ceux-là seuls le savent bien qui ont lu les innombrables sermons des *xvii^e* et *xviii^e* siècles. M. de Tocqueville a eu raison de dire que jamais on n'avait vu un clergé plus patriotique, plus désintéressé, plus ami des réformes utiles, que le clergé de France au *xviii^e* siècle. Il était donc naturel que l'institution des assemblées provinciales, si ardemment souhaitée par le pays, le trouvât sympathique, et l'abbé Dillon était l'interprète fidèle de ses sentiments en la saluant comme une heureuse révolution.

La séance du mercredi 21 novembre fut consacrée à entendre le rapport des procureurs-syndics sur les impositions.

« Ce sera le triomphe de la justice et de la puissance royale, disait le rapport, de donner à la distribution de l'impôt entre les généralités un niveau plus équitable; mais c'est aux administrations provinciales qu'il appartient de préparer ce grand ouvrage par leurs efforts pour établir le meilleur équilibre entre les individus, ensuite entre les paroisses, enfin entre les élections. »

C'était là, en effet, un des vœux les plus légitimes de la population de voir s'établir une égale et juste répartition de l'impôt.

Le rapport s'étend sur les améliorations à apporter tant sur l'établissement de l'impôt, qui devait peser également sur tous les citoyens, en proportion de leur fortune, que sur le mode de recouvrement, qui devait être simplifié et rendu moins onéreux au trésor public. Le rapport fut approuvé par les suffrages unanimes de l'assemblée. Dans cette séance, les membres de l'assemblée rendirent un témoignage éclatant à « l'active sollicitude de S. Em. le cardinal de la Rochefoucauld sur toutes parties de l'administration à laquelle elle préside. » Elle loue avec les expressions les plus touchantes « la sensibilité de son cœur compatissant, le patriotisme du bon citoyen, la prudence du grand prélat, et toutes les vertus d'un digne chef d'administration nationale, qui rendent sa personne si précieuse et sa présidence si respectable. »

Les séances des 22, 23, 24, 26 novembre furent employées aux travaux des bureaux. Celle du 27 novembre fut générale et consacrée à l'examen de la question de l'unité des poids et mesures. « Regardant l'unité des poids et mesures comme un des établissements les plus utiles pour l'agriculture et le commerce, nous avons l'honneur de vous proposer, disent les rapporteurs, de réclamer l'admission pour toute votre généralité, des poids et mesures de Paris, qui probablement deviendront successivement en usage dans tout le royaume. » Cette utile réforme, réalisée plus tard, eut l'assentiment de l'assemblée. On s'occupa ensuite de la création, dans les centres populeux, d'écoles de sages-femmes, et du commerce de boulangerie. Le prix du pain était soumis dans les villes à l'autorité des juges de police, qui étaient journellement trompés par les cours souvent fictifs de la halle. « Nous pensons, disaient les rapporteurs, que pour remédier à ces inconvénients, le meilleur parti est de laisser aux boulangers la liberté de vendre le pain au prix auquel ils croient devoir l'établir, en ne le soumettant à l'autorité de la police que pour le poids et la qualité, qui sont de la plus grande importance pour le public. » L'assemblée crut pouvoir autoriser cette expérience, en se réservant, si le prix du pain ne devenait pas ainsi à meilleur marché, de revenir à l'ancien état de choses.

Les 28, 29, 30 novembre furent réservés aux travaux des bureaux. Le 1^{er} décembre, l'assemblée s'occupa de l'agriculture et de l'élevage des bestiaux. Elle résolut de favoriser le croisement des races étrangères avec nos espèces, et de modifier et de corriger le régime actuel des troupeaux. Le 4 décembre, l'assemblée entendit un rapport sur les chemins, les travaux publics, et les ateliers de charité. « Un grand objet d'utilité à donner aux ateliers de charité, dit le rapport, sera de les employer, autant qu'il sera possible, à l'amélioration des chemins vicinaux. C'est un grand plan qui sera long à exécuter; mais tous les principes qui offrent un germe d'utilité doivent être saisis par une administration prévoyante, quelque temps qu'ils puissent exiger pour développer et faire sentir leurs avantages. »

Le 5 décembre, l'assemblée examine à fond la question de la pêche. On voit par les statistiques fournies à la séance que la pêche, à Dieppe, produisait en 1786 : maquereau, 692,860 livres; hareng, 2,726,937 livres; morue, 1,124,484 livres; pêche fraîche, 1,000,000 livres. Total : 5,544,281 livres.

Soixante à soixante-cinq bateaux s'expédiaient de Dieppe, année commune, pour la pêche du maquereau; quatre-vingts à quatre-vingt-dix pour celle du hareng. Ces bateaux, de trente à soixante tonneaux, étaient montés chacun de vingt à trente hommes d'équipage. La pêche aux cordes ou à l'hameçon employait au Pollet vingt-cinq à trente bateaux d'environ trente tonneaux, chacun de quatorze à seize hommes d'équipage, plus trente petits bateaux, montés par quelques hommes. A ce nombre s'ajoutaient soixante bateaux environ des différents petits ports voisins qui venaient faire à Dieppe la vente de leur poisson. A Dieppe en 1779 on ne comptait pas moins de deux mille matelots qui n'avaient pas cinquante ans. En y joignant ceux d'un âge plus avancé, les capitaines, mousques, novices, la totalité des gens de mer s'élevait à trois mille six cents hommes environ. Nous sommes loin aujourd'hui de cet état prospère de la navigation.

C'est dans cette séance du 5 décembre que l'assemblée fit entendre en faveur de l'abolition de la gabelle des vœux aussi éloquents qu'énergiques. Ainsi, rien de ce qui pouvait intéresser la prospérité nationale n'était étranger aux préoccupations de cette généreuse réunion d'hommes d'élite, qui n'avaient au cœur qu'un seul sentiment, celui du bien public.

Les intérêts de l'agriculture occupent la séance du soir de ce même jour. Partant de ce principe évident que la richesse de l'Etat n'est qu'illusoire et chimérique sans les liens mutuels du commerce et de l'agriculture, l'assemblée recherche tous les moyens de développer la production agricole. Elle propose d'abord de défricher les biens communaux, qu'on appelait alors les communes.

Il y avait à cette époque des terrains immenses, qu'on évaluait à un sixième de la surface de la France, appartenant aux villes, bourgs et villages, qui étaient la plupart sans valeur réelle, faute d'une culture intelligente. Beaucoup même n'étaient pas cultivés : bois mal clos et mal gardés dont les coupes n'étaient pas ménagées; landes stériles, restes de forêts dégénérées, hérissées de jones et de broussailles, marais indivis; pâturages maigres et malsains; tous ces terrains étaient sujets, par suite de la jouissance commune, à la détérioration et aux abus de la négligence et de l'insouciance. L'assemblée se demanda s'il ne valait pas mieux procéder au partage équitable de ces terres entre les habitants que de les laisser en propriété commune, grave question qui n'a pas été

résolue. Elle s'appliqua, en attendant, à encourager le défrichement des terres incultes, et ce système, poursuivi depuis avec persévérance, a donné les résultats les plus satisfaisants.

Le cardinal de la Rochefoucauld, absent des séances depuis quelques jours par suite d'une indisposition, reparait au fauteuil le 6 décembre. On se retire pour travailler dans les bureaux. Le lendemain 7 décembre, la séance est générale. Il y est question des impositions. Le rapporteur pose ces trois principes fondamentaux : 1^o tout citoyen, membre de l'Etat, doit contribuer aux besoins de l'Etat en proportion des biens dont la puissance publique lui garantit la propriété; 2^o le gouvernement doit aux citoyens qui lui portent en tribut une portion de leur propre substance, tout ce qu'il peut mettre d'adoucissement aux frais de perception et aux gênes fiscales; 3^o les administrateurs chargés du régime de la répartition doivent en bannir l'arbitraire et l'inégalité, plus insupportables que l'impôt lui-même. C'est à la lumière de ces sages considérations que l'assemblée examine les réformes à apporter dans l'assiette et la perception de l'impôt.

Le 10 décembre, on travaille dans les bureaux.

Le 11, on revient encore à l'agriculture, et on recommande aux cultivateurs de se défaire de la routine, et de tenter la pratique des nouveaux procédés usités en Angleterre et en Flandre. Chose remarquable, l'assemblée, contrairement à l'opinion dominante, donne la préférence aux petites exploitations sur les grandes. « Les propriétaires, dit le rapporteur, qui dans le pays de Caux se sont déterminés à morceler leurs possessions, ont augmenté leur revenu, la population, l'industrie et l'aisance dans leurs paroisses..... Il paraît constant que quatre fermes de 2,500 livres chacune entretiennent deux fois plus d'hommes, de bestiaux et de volailles, qu'elles sont plus attentivement cultivées et mieux fumées qu'une ferme de 10,000 livres située dans le même canton. Les soins d'un gros fermier ne peuvent suffire aux détails minutieux mais utiles de l'étable, de la laiterie, de la basse-cour, et notamment de l'industrie de la fabrication, qui occupent continuellement les autres. Ses richesses l'isolent de ses collaborateurs, qui s'accoutument à ne plus voir en lui qu'un maître; et rarement le devoir supplée au zèle, à la commensalité, à l'amitié qui s'établit naturellement entre les ouvriers et le chef d'une petite exploitation. »

Nous n'avons pas à discuter cette opinion; il nous a paru inté-

ressant de la rencontrer dans une réunion d'hommes appartenant aux classes riches et élevées du siècle dernier.

Le soir du même jour, l'assemblée adopte un projet de règlement très judicieux, pour fixer la forme et le régime des adjudications, des opérations qui les préparent, des paiements qui les suivent, ainsi que des ateliers de charité. Plusieurs des dispositions de ce règlement sont passées aujourd'hui dans la pratique ordinaire.

Le 12 décembre, séance consacrée aux moyens d'adoucir l'impôt et de le répartir équitablement.

Le 13 décembre, on s'occupe de remédier aux inconvénients de la mendicité. L'assemblée distingue d'abord entre la pauvreté et la mendicité. Les gens âgés, les enfants, les infirmes, ou ceux qui, faute de travail, sont obligés de demander un pain qu'ils ne peuvent gagner, sont des pauvres, et non des mendiants, et ont droit à la commisération et aux secours publics. Au contraire, cette classe d'hommes qui ne sont d'aucun lieu, qui n'ont aucun domicile, qui courent de pays en pays, et ne sont dans l'indigence que parce que la paresse et le libertinage les y ont réduits, sont des mendiants, et non de vrais pauvres. On propose de leur enjoindre de se fixer dans le lieu de leur naissance, ou dans le domicile qu'ils déclareront se choisir, de prendre un emploi ou un métier, ou de se mettre en condition, en un mot de travailler, et on les y aidera par un premier fonds de secours; puis d'interdire graduellement la mendicité, sous peine d'enfermer les délinquants dans un dépôt de mendicité. Ces dispositions de l'assemblée ont été depuis adoptées et mises en pratique par l'administration. Quant aux vrais pauvres, l'assemblée jette les fondements de cette institution qui, sous le nom de bureau de bienfaisance, est chargée aujourd'hui dans les paroisses de pourvoir au soulagement de leur misère.

La séance du 14 décembre est consacrée, à la requête présentée par les intéressés, aux importantes fonderies de Romilly.

Celle du 15 présente le plus vif intérêt. Il y est question des effets du traité de commerce et de navigation conclu, comme on sait, le 26 septembre 1786, entre la France et la Grande-Bretagne. On croirait assister à un débat moderne sur le libre échange et la protection. Le bon sens normand n'a jamais varié sur cette question. Déjà M. Thouret, rapporteur, avait dit au sein de l'assemblée le 19 novembre :

« Dans les premiers instants de l'importation des marchandises anglaises, l'opinion publique restait flottante entre deux assertions contraires. L'une prédisait la ruine inévitable de nos fabriques et du commerce qui en dérive; l'autre n'annonçait qu'un désavantage passager, qui cesserait de lui-même, aussitôt que l'empressement de la nation pour les nouveautés qui le provoquaient serait satisfait. Les effets parurent bientôt justifier la première assertion et la soutiennent encore. Les marchandises de fabrication anglaise sont importées et vendues avec la plus grande abondance, et l'Angleterre persiste à dédaigner les productions de notre industrie. Plusieurs de nos fabricants diminuent successivement le nombre de leurs ouvriers; quelques-uns occupent leurs ateliers à donner la dernière main à des ouvrages qu'ils font venir d'Angleterre, dans un état de fabrication imparfaite; après les avoir achevés, ils les vendent sous leurs noms et sous leurs marques, comme des marchandises françaises..... Le produit général des manufactures de cette généralité s'élève, suivant l'estimation commune, environ à 90 millions par an de valeur vénale, dont la moitié reste pour le salaire de la main d'œuvre, pour le gain des entrepreneurs et pour les profits du commerce. Cette immense fabrication est le principe de l'active circulation du numéraire, qui donne aux productions de notre sol une valeur si utile à l'agriculture, si précieuse à la propriété, et si nécessaire à la masse des impôts que ce pays porte par tant de canaux au trésor royal. Si on laisse seulement partager le bénéfice à l'industrie étrangère qui menace de l'envahir, ce partage ralentira pour nous le retour du numéraire, par conséquent l'activité de notre commerce, et par contre-coup la valeur des productions de notre agriculture : tout s'appauvrira, et la perception des impôts, devenant plus onéreuse, sera plus difficile. »

L'assemblée, le 15 décembre, n'est pas moins explicite, tout en gardant vis-à-vis du gouvernement la réserve que commandaient le respect et le patriotisme. « Il ne nous appartient pas de décider, dit-elle, des avantages ou des inconvénients que peut avoir pour la France en général le traité de commerce. Sans doute le gouvernement a eu des motifs suffisants pour le conclure. Mais s'il avait été malheureusement abusé par de fausses espérances, à Dieu ne plaise que ce soit l'administration pacifique des assemblées provinciales qui l'engage à chercher dans la guerre le moyen violent et terrible de réparer son erreur! Il trouvera dans sa

sagesse, il trouvera dans le génie de la nation des ressources plus satisfaisantes et plus dignes du cœur sensible du monarque vertueux qui nous gouverne. » L'assemblée met sous les yeux du roi la situation alarmante des principales manufactures de la généralité de Rouen : celles des toiles, dont le produit est évalué à 45 millions, celle des draps et ratines, évaluées à 20 millions; la bonneterie, à 2 millions; celles de fil et coton, des faïenceries, des verreries, des forges, des lamineries. « Ces manufactures sont d'autant plus précieuses à conserver qu'elles s'occupent presque toutes d'objets d'un usage journalier; et cependant nous n'avons que trop à craindre aujourd'hui leur entière destruction, puisque, loin de pouvoir soutenir la concurrence dans les marchés étrangers, elles sont au moment de succomber au sein même de leurs établissements sous les efforts de la rivalité anglaise. »

Hélas! l'assemblée n'avait que trop raison. Plusieurs de nos industries qui faisaient l'honneur et la prospérité de Rouen ont succombé sans retour. Citons quelques exemples. « Les faïenceries de Rouen, disait le rapporteur à l'assemblée provinciale, occupent un grand nombre d'ouvriers. Leurs productions se débitent pour la consommation du royaume, et ont été préférées jusqu'ici dans nos colonies. Mais le bas prix du charbon en Angleterre permet aux Anglais de vendre cette marchandise en France à vingt et vingt-cinq pour cent au-dessous de la nôtre; ils en envoient des cargaisons considérables qui sont enlevées rapidement. La faïence de Rouen ne peut soutenir cette concurrence dans le royaume, et il est fort douteux qu'elle conserve le débouché des colonies. » De fait, les faïenceries si renommées et si importantes de Rouen ont été frappées à mort, et ne se sont plus relevées.

« La bonneterie en coton est encore à Rouen, disait le même rapporteur, une des fabriques les plus estimées en ce genre. Il se fait dans la ville et dans les bourgs et campagnes des environs au moins 36,000 douzaines de bonnets ou de paires de bas. » Qu'est devenue la bonneterie de Rouen? Un souvenir. Et les draps de Rouen? Et d'autres industries également disparues?

L'assemblée avait donc raison de se dire « pénétrée de l'étendue des pertes dont cette généralité est menacée par le dépérissement de ses manufactures et par la ruine de son commerce, si les moyens les plus efficaces ne sont pas employés sans délai pour arrêter les progrès désastreux de la concurrence anglaise, » et de

proposer au roi des mesures sensées et équitables que la Révolution n'a pas permis d'appliquer.

Les travaux publics ont occupé la séance du 17 décembre ; le privilège de la noblesse en matière de taille, les translations de domicile, les receveurs collecteurs, celle du 18.

On proposa aussi diverses modifications au règlement concernant les assemblées municipales et d'arrondissement, et leurs bureaux intermédiaires.

Un fait qui nous a été conservé par l'histoire montre l'esprit d'à-propos de M^{gr} de la Rochefoucauld. Au dîner qu'il offrit aux membres de l'assemblée provinciale, le jour de l'inauguration de ses travaux, l'un des membres proposa, selon l'usage, la santé du vénéré Cardinal. Il se leva, et, remerciant la compagnie de son attention : « C'est au bien public que nous devons boire, » dit-il avec l'émotion du sentiment et du patriotisme. Et l'assemblée d'applaudir. Le mot fit fortune. Il y avait vraiment alors dans toutes les classes de la nation une généreuse émulation pour le bien public ; et si le mouvement inauguré par les assemblées provinciales avait pu suivre un cours paisible et régulier, la France fût arrivée, sans la Révolution, aux meilleures et aux plus fécondes réformes.

Le 19, après avoir entendu un rapport de M. Bayeux sur un projet d'histoire du gouvernement en France, l'assemblée déclara ses travaux terminés, et vota des remerciements à son digne et éminent président.

Monseigneur le Cardinal répondit en ces termes : « Messieurs, nous voici au moment de notre séparation ; elle coûte d'autant plus à mon cœur, que j'avais contracté la douce habitude de vivre avec des personnes auxquelles je suis très attaché. L'union et la concorde qui ont régné dans nos délibérations m'ont inspiré ces sentiments. Le procès-verbal de vos délibérations annoncera partout le bien que vous avez fait, et celui que vous vous proposez de faire. Nous laissons à des mains habiles le soin de remplir vos salutaires intentions : leur zèle et leurs lumières nous en assurent le succès. » Son Eminence désignait aussi les membres de la commission intermédiaire qui devaient poursuivre, dans l'intervalle de la réunion de la prochaine assemblée, l'exécution des réformes et des mesures adoptées par l'assemblée de 1787.

Nous n'avons pu présenter qu'une esquisse bien incomplète des

travaux qui ont rempli les nombreuses séances de cette première assemblée provinciale. On voit, en lisant attentivement les procès-verbaux, avec quelle maturité, quelle sagesse, quelle constante préoccupation de l'intérêt général les questions ont été étudiées et résolues. Il n'y avait pas alors en France de partis politiques, et les membres des grands corps délibérants étaient choisis dans l'élite de la nation. On voulait, pour conduire les affaires publiques, des hommes et non des fonctionnaires, et on faisait aux sommités sociales leur place et leur part dans le gouvernement. La Révolution a changé tout cela. On peut se demander ce que le pays y a gagné. Balzac disait un jour : « La France sera perdue par la *médiocratie*. » Hélas ! en voyant les hommes médiocres de toute façon qui prétendent renouveler la face du pays, n'avons-nous pas à craindre que cette terrible prophétie ne se réalise ?

III

Si nous avions à tracer le portrait de M^{re} le cardinal de la Rochefoucauld à cette époque, nous en emprunterions les traits à l'oraison funèbre (1) de ce Prélat, prononcée le 20 novembre 1800, comme nous l'avons dit au début de cette histoire, dans la chapelle française de Saint-George's Fields à Londres, devant les prêtres normands réfugiés en grand nombre dans cette capitale, par M. Etienne-Pierre Hamel, prêtre de Rouen, docteur agrégé de l'Université de Paris, professeur d'éloquence, avant la Révolution, au collège royal de Rouen. Recueillons quelques passages de cette œuvre oratoire trop peu connue :

« Jamais homme ne naquit plus heureusement pour faire respecter la grandeur, pour la faire chérir..... M^{re} le cardinal fut affable par sentiment, par un mouvement de la nature, par la disposition vraie et permanente de son cœur. Les dignités ne le changèrent point. Pourquoi ? Il étoit au-dessus d'elles. La hauteur ne lui parut point le sentiment du mérite, parce qu'il pouvoit se montrer de près. Une noble simplicité fut son seul apanage ; il ne lui fallut ni efforts ni réflexion pour être humain et accessible..... Toujours le même, parce que l'art étoit indigne de lui, il suivait son inclination comme une onde pure suit sa pente.

(1) Londres, chez A. Dulau, soho-square ; 1800. Cette brochure est devenue très rare.

« La miséricorde naquit avec lui, la bienfaisance fut sa compagne, le plaisir de faire des heureux sa seule jouissance. Il se regarda comme l'intendant du Père de famille, comme un simple économe, comme le dispensateur des biens qui lui avoient été confiés.

« Elles sont écrites dans le livre de vie, ces aumônes immenses que sa main libérale ne cessa de répandre. Trop grand pour se complaire dans une ostentation fastueuse, il ne chercha d'autre témoin que Dieu, il se cacha même de ses plus intimes confidents. Mais la reconnaissance trahit plus d'une fois sa modestie. Plus d'une fois des avis dictés par le zèle déférèrent à sa prudence l'excès de sa générosité. Il sourioit à des représentations dont il sentoit la justice : il promettoit de s'en souvenir, mais à l'aspect d'un pauvre, ses entrailles étoient émues, il oublioit toute autre considération. En 1788 il demande à son receveur combien il reste dans la caisse. — Cinquante mille livres, Monseigneur. — Portez-en la moitié aux curés de Rouen. Leurs pauvres sont bien à plaindre.

« Simple pour lui-même, et naturellement ennemi du luxe, il aimoit le faste dans le culte public. Il honora plus encore son ministère par la pratique constante de ses devoirs et par ses exemples..... Ce fut surtout dans l'exercice des fonctions augustes de l'épiscopat et dans la célébration des redoutables mystères que M^{sr} le cardinal fut l'édification de son troupeau et le plus parfait modèle de la piété. »

L'orateur rappelle la sagesse de son gouvernement, sa vigilance à conserver le dépôt de la doctrine et de la vérité, ses précautions dans le choix de ses collaborateurs, si honorables à sa mémoire, la paix profonde dont jouit son vaste diocèse, due à la prudence du pasteur non moins qu'à l'amour des brebis.

« La Révolution n'a été pour lui qu'un plus vaste théâtre, sur lequel il étala de plus grandes vertus. Le soleil, quand il se couche, n'est ni moins grand ni moins majestueux que lorsque du haut du firmament il lance sur la terre ses rayons enflammés. »

Un bon nombre de documents conservés dans les archives départementales de la Seine-Inférieure confirment le témoignage de l'orateur. Pour la seule ville de Dieppe, le cardinal donnoit mille livres par an aux Frères des écoles chrétiennes (1), quatre

(1) Archives de la Fabrique de l'église Saint-Jacques 1771.

cents livres par an aux Sœurs d'Ernemont pour les écoles gratuites, mille livres à chacun des trois curés pour les pauvres de leur paroisse (1). Il avait abandonné ses droits de police sur cette ville dont il était seigneur temporel en faveur de la municipalité et du maire de Dieppe dès l'année 1765 (2).

Un fait assez curieux prouve l'esprit libéral qui animait le Prélat. Le conseil des échevins de Dieppe qui, avec le maire et son lieutenant, composait la municipalité de Dieppe, se recrutait en grande partie parmi ceux qu'on appelait les hommes de robe, de telle sorte que sur six conseillers, deux seulement appartenaient aux négociants et commerçants de la ville. M^{sr} de la Rochefoucauld mis au courant des vœux de la population par M. Bruno, curé de Pollet, son correspondant et son homme de confiance, obtint du roi l'autorisation de modifier cet état de choses et de faire choisir dorénavant les membres de la municipalité parmi tous les bourgeois indistinctement.

M. Houard, avocat, ami du premier président Hue de Miromesnil obtint par lui un sursis à la mesure royale, et se rendit à Paris pour faire maintenir la prérogative des gens de robe. L'archevêque écrivit à ce sujet à M. Pellevé, son agent à Rouen.

Paris, 42 janvier 1767.

« Les notables de la ville de Dieppe qui sont icy, Monsieur, travaillent pour faire révoquer la lettre de cachet qui suspend l'activité de la communauté (des électeurs) pour nommer ses magistrats. Je ne sçais s'ils réussiront, mais ce ne sera pas leur faute si leur travail est inutile. J'ai vu le ministre, et je n'ai marqué d'autre intérêt que celui qu'un évêque doit prendre pour le bien et l'avantage d'une ville dont il est seigneur. Je l'ai prié de n'avoir aucun égard à ce qui me regarde et au procès que l'administration actuelle m'a suscité (3). »

Il portait le même intérêt à toutes les villes et bourgades de son diocèse.

On a conservé aux archives de volumineux dossiers relatifs à la situation des pauvres dans le diocèse. M^{sr} de la Rochefoucauld avait envoyé en 1774 une lettre circulaire à tous les curés pour les

(1) Archives départementales G-1007.

(2) Ibid. G-883.

(3) Ibid. G-1901.

prier de lui envoyer un état exact des fonds destinés dans leurs paroisses pour le soulagement des pauvres, des établissements que la charité a pu former et des ressources qu'ils y trouvent. Les réponses prouvent que les pauvres à cette époque étaient nombreux, qu'ils étaient presque partout abandonnés par les gros décimateurs et tombaient à la charge des curés. On a vu comment M^{gr} de la Rochefoucauld plaida leur cause dans l'assemblée provinciale de 1787 et quelles sages mesures prit cette assemblée pour remédier au vagabondage et à la mendicité qui augmentant tous les jours devenaient une calamité publique.

Mais ce qu'on ne saurait trop redire, c'est que le cardinal ne se lassait pas de répandre ses aumônes, donnant ainsi l'exemple avec le conseil. Evidemment ses ressources, si considérables fussent-elles, étaient insuffisantes à soulager cette multitude d'indigents. Il faisait du moins tout ce qui lui était possible d'entreprendre pour combattre ce fléau. Nous pourrions citer quantité d'extraits des comptes de ses receveurs. Qu'il nous suffise de la parole autorisée de l'intendant de la généralité de Rouen, M. de Crosne, écrivant au ministre Bertin :

« Les actes multipliés de charité et de bienfaisance que M. le cardinal de la Rochefoucauld vient de faire dans le cours des visites de son diocèse, sont trop intéressants, ET FONT UNE TROP GRANDE SENSATION DANS LA PROVINCE, pour que je n'aie pas l'honneur de vous en instruire (1). »

Il n'y a rien à ajouter à l'éloquence d'un tel témoignage.

(1) Archives départementales C-4002.

CHAPITRE VI

LES ASSEMBLÉES DU CLERGÉ
A CAUDEBEC-EN-CAUX ET A ROUEN
POUR LES ÉTATS-GÉNÉRAUX DE 1789

CAUDEBEC 16-24 MARS
ROUEN 15-25 AVRIL

CHAPITRE VI

Nous voici arrivés à cette année 1789 qui devait changer la face de la France et ouvrir l'ère fatale de la Révolution. Le cardinal de la Rochefoucauld avait alors soixante-dix-sept ans. Il pouvait espérer à une vie si bien remplie une fin paisible et heureuse. La Providence voulut lui donner l'auréole de la souffrance. Les rudes épreuves qui couronnèrent la carrière de notre archevêque, achèvent son histoire et en forment les pages les plus belles et les plus édifiantes.

La Révolution française préparée de longue main par les philosophes du XVIII^e siècle, par l'affaiblissement de la foi et la corruption des mœurs dans les classes élevées, et surtout par les loges maçonniques de plus en plus nombreuses et influentes, s'annonçait dans les provinces sous des dehors séduisants. Elle devait remédier à l'état des finances compromises par un déficit annuel, réformer les abus qui s'étaient glissés, avec le temps, dans l'administration, abolir certains privilèges de la noblesse et du clergé condamnés par l'opinion, appeler la bourgeoisie riche et intelligente à la direction des affaires, et doter la France d'une constitution libérale calquée sur celle de l'Angleterre. Comme il arrive dans les grands mouvements de l'opinion, un mot résumait depuis quelques années les aspirations universelles : la convocation des États-Généraux.

Louis XVI les convoqua, comme on sait, à Versailles, pour le 27 avril 1789, par lettres du 19 février de la même année. Il joignit à ses lettres un règlement pour le mode des élections des députés et la rédaction des cahiers, qui fut promulgué à Rouen, le 41 mars 1789, par le duc d'Harcourt, lieutenant-général de Normandie. Ce règlement portait, en ce qui concerne le clergé, que l'archevêque, les abbés, les ecclésiastiques possédant bénéfices, les curés des paroisses, les ecclésiastiques des campagnes, comparaitraient en personne, à l'Assemblée générale des trois Ordres du

bailliage, le 15 avril; que les chapitres comparaitraient par députés, à raison de un sur dix chanoines; les ecclésiastiques attachés aux chapitres, et les ecclésiastiques des villes, ne possédant pas de bénéfices, à raison de un sur vingt; tous les autres corps de communautés, par un seul député. Il y avait, dans ce règlement, une anomalie étrange qui ne trouve d'explication que dans les préjugés du moment. Tandis qu'on accordait à tous les curés et autres ecclésiastiques des campagnes, pourvus ou non de bénéfices, le droit de comparaître, en personne, ou par procureur fondé, on n'assignait à une compagnie aussi importante que le chapitre de Rouen, composé en général d'hommes de mérite et d'expérience, qu'une représentation du dixième de ses membres; aux grandes abbayes, telles que celles de Saint-Ouen, Saint-Wandrille, Jumièges, Fécamp, un seul député. On voulait donner satisfaction à ce que l'on appelait alors le clergé inférieur, et rendre sa représentation aussi large que possible, tandis qu'on restreignait celle de l'autre partie du clergé, tenue en suspicion par les réformateurs.

Cette inégalité donna lieu, comme on le verra surtout à Rouen, aux plus vives réclamations de la part des intéressés.

Le clergé du grand bailliage de Caux s'assembla un mois avant celui de Rouen; c'est donc par lui qu'il nous faut commencer.

I

L'ASSEMBLÉE DU CLERGÉ DU GRAND BAILLIAGE DE CAUX (1)

L'assemblée du clergé du grand bailliage de Caux était nombreuse et importante. Elle comprenait la partie la plus riche du diocèse, notre beau pays de Caux et une grande partie du pays de Bray : l'archidiaconé du Grand-Caux avec les doyennés de Saint-

(1) Les procès-verbaux de l'assemblée du clergé du bailliage de Caux à Can-debec n'ont jamais été publiés intégralement, ils ne se trouvent même pas en manuscrit aux archives nationales dans la grande collection où nous avons copié ceux de Rouen. La seule source sérieuse d'informations est une brochure très rare imprimée en avril 1789, sans nom d'auteur, ni d'imprimeur, ni de lieu, intitulée : *Procès-verbal des séances de l'assemblée du clergé de Caux, dédié à M. l'abbé de Pradt, président du clergé de Caux, avec ces textes :*

Quod vidimus et audivimus, annuntiamus vobis.

Non enim possumus quæ vidimus et audivimus non loqui.

Romain, (42 paroisses); du Havre, (38 paroisses); de Fauville, (70 paroisses); de Valmont, (42 paroisses); des Loges, (35 paroisses); l'archidiaconé du Petit-Caux avec les doyennés de Bray, (28 paroisses); de Cauville, (60 paroisses); de Brachy, (51 paroisses); de Bacqueville, (50 paroisses); l'archidiaconé d'Eu avec les doyennés de Longueville, (48 paroisses); de Neufchâtel, (53 paroisses); d'Envermeu (50 paroisses); de Foucarmont, (55 paroisses); d'Eu, (44 paroisses); d'Aumale, (23 paroisses); soit 689 paroisses, dont un certain nombre occupaient plusieurs prêtres. Il y avait en outre les députés des abbayes de Montivilliers, du Valasse, de Valmont, de Fécamp, de Beaubec, de Foucarmont, d'Eu, de Saint-Michel-du-Tréport, de Saint-Martin-d'Auchy, des prieurés de Longueville, d'Auffay, de Saint-Saens, de Saint-Maur de Beausault, de Saint-Laurent d'Envermeu, de Saint-Martin de Mortemer, de Sainte-Honorine de Gravelle, de Bolbec, de Cléville, du Val-aux-Grès, d'Ouville, de Craville-la-Roquefort, des collégiales d'Yvetot, de Motteville, de Charlemesnil et d'autres bénéfices secondaires, ce qui portait à 750 environ le nombre des députés ecclésiastiques du grand bailliage de Caux.

Ils se réunirent dans la ville de Caudebec-en-Caux le lundi 16 mars 1789, et assistèrent, avec les députés de la noblesse et du Tiers-Etat, à la messe du Saint-Esprit célébrée ce même jour, dans la magnifique église, par M. l'abbé Osmont, official du diocèse de Rouen et archidiaque du Petit-Caux. M. le président de Bailleul, grand bailli d'épée du bailliage de Caux, fit l'appel des députés des trois ordres. Acte fut accordé aux comparants et défaut contre les absents.

Le lendemain mardi 17 mars, les trois ordres se séparèrent, conformément au règlement. Le clergé prit l'église pour lieu de ses séances, et à peine réuni, M. l'abbé de Pradt, vicaire général de M^{gr} le cardinal de la Rochefoucauld, archidiaque du Grand-Caux, prit la parole et exposa que le vœu de M^{gr} le cardinal était que son vicaire général fut agréé et reconnu pour président de l'assemblée.

M. de Pradt qui devint plus tard un personnage important et très remuant comme diplomate, aumônier de l'empereur Napoléon et archevêque de Malines, n'avait alors que trente ans. Il n'était pas sans talents ni surtout sans esprit et il avait l'ambition de jouer un rôle dans le nouvel ordre de choses.

Sa prétention de diriger l'assemblée ne fut pas du goût de tout le monde. Les curés entendaient avoir le choix de leur président. On délibéra donc sur le premier point, mais comme M. de Pradt avait invoqué l'autorité si respectée du bon cardinal, l'assemblée décida que « par respect pour son vénérable prélat, et par égard pour le mérite personnel du sieur abbé de Pradt, elle lui déféroit avec plaisir la présidence, sans que, cependant, de cette déférence volontaire, il puisse, ni pour le présent ni pour l'avenir être rien induit au préjudice du clergé, soit de la part de M^{gr} l'archevêque, soit de la part de ses représentants. »

M. de Pradt monta dans la chaire qui devait lui servir pendant toute la réunion de fauteuil présidentiel et prononça le discours suivant :

MESSIEURS,

« Mon premier devoir auprès de vous, le plus cher à mon cœur, « c'est l'effusion des sentiments de reconnaissance et de respect « dont je suis pénétré pour cette auguste assemblée. Il m'est doux « de recueillir cette nouvelle preuve de votre déférence pour « l'illustre Prélat qui m'a permis de le représenter. L'empire de « ses vertus est si bien établi dans vos cœurs, qu'ils volent même « au-devant de sa plus imparfaite image.

« Pénétrés, MESSIEURS, du triste tableau des calamités qui ont, « depuis si long-temps affligé la Patrie, vos vœux hâtoient le « moment trop lent au gré de vos désirs, où vous pourriez vous « livrer tout entiers à considérer l'étendue des maux dont nous « géissons. Ce moment heureux est arrivé; mais il le sera en « vain, si le sentiment d'un patriotisme pur et désintéressé, n'est « pas le seul qui nous anime, si l'accord et l'harmonie la plus « parfaite ne règlent toutes nos délibérations. Ministres de paix et « de conciliation, faisons retrouver parmi nous, à nos Concitoyens, « le modèle égaré de la concorde et de l'union; écartons toutes « les discussions minutieuses qui pourroient troubler le travail « auquel nous allons nous livrer.

« Français et Citoyens, c'est à ce titre primitif et commun que « nous sommes ici rassemblés. Ce sont les doléances de la Nation; « c'est la dénonciation des maux publics, et non celle de quelques « abus locaux et particuliers, que nous sommes venu recueillir. « Qui oseroit détourner sur ses propres besoins, l'attention que

« méritent tout entière les plaintes de la Patrie? et tandis que
« les plaies saigneront encore, qui pourroit avoir droit de nous
« montrer les siennes? Elevés ainsi à la hauteur de l'esprit public,
« devant lequel toutes les relations privées s'anéantissent, vous
« placerez l'intérêt général sur les débris de tous les intérêts par-
« ticuliers; et, si le malheur des temps exige de vous des sacrifices,
« vous en trouverez le dédommagement et la récompense dans la
« pureté de l'offrande que vous offrirez à la Patrie. Tels sont,
« sans doute, MESSIEURS, les vertueux sentiments dont vos Cahiers
« renfermeront l'honorable expression : ils deviendront le monu-
« ment de votre patriotisme, comme celui de votre prévoyante
« sagesse : ils vous acquitteront aux yeux de la Patrie, et prouve-
« ront à vos Concitoyens, que vous êtes le premier ordre de l'Etat,
« par l'élevation de vos sentiments, autant que par le rang élevé
« que vous assure la possession de tant de siècles. »

L'assemblée choisit ensuite pour secrétaire M. Eude, curé d'Angerville-l'Orcher et M. Bruno, curé de Neuville-le-Pollet.

On procéda immédiatement à l'élection de cinq commissaires par bailliage pour rédiger le cahier des doléances et des vœux, et on choisit les ecclésiastiques qui par leurs opinions et leurs talents devaient le mieux résumer les aspirations de l'assemblée.

On élut dans le bailliage de Caudebec : M. l'abbé Dillon, M. Fol-
lie, curé d'Anquetierville, M. Lepelletier, curé de Lanquetot, le
Prieur de Saint-Wandrille, Dom Ruault, le Doyen de la Collégiale-
de-Motteville.

Dans le bailliage du Havre et Montivilliers : le curé de Saint-
Sauveur-de-Montivilliers, M. Rosé, curé d'Emalleville, le Prieur de
Fécamp, M. Levasseur, curé d'Etainhus, l'abbé Taveau, député du
clergé du Havre.

Dans le bailliage de Cany, M. Dorange, curé d'Ocqueville,
M. Jeanne, curé de Ouainville, M. Mouquer, curé de Normanville,
M. Havas, curé de Névile et le gardien des Pénitents de Saint-
Valery.

Pour le bailliage d'Arques, M. Pillette, curé de Craville,
M. Hochet, curé de Royville, le Prieur de Longueville, M. David,
curé de Saint-Nicolas-d'Alhiermont, l'abbé Lefebvre, député de
Saint-Jacques, de Dieppe.

Pour le bailliage de Neufchatel : M. l'abbé Osmont, Archidiacre
du Petit-Caux, le Prieur de Sommersy, M. Tiercelin, curé de Fry,

M. Levillain, curé de Lannoy, le Procureur de l'abbaye de Beaubec. On ajouta aux commissaires de Montivilliers, M. de Romé du Bec, chevalier non profès de l'ordre de Malte et Prieur de Bretteville. On remarquera que l'assemblée avait écarté les curés les plus importants, ceux du Havre, de Dieppe, de Neuchatel, d'Eu, d'Yvetot, de Gournay, de Saint-Saëns, etc., pour porter son choix sur des curés ruraux qui devaient mieux exprimer les sentiments et les vœux de la majorité.

Les 26 commissaires nommés se rendirent au presbytère et y commencèrent leurs travaux.

On décida d'envoyer des députations à la noblesse et au Tiers-Etat pour les complimenter et marquer ainsi le désir d'union et de bonne intelligence qui animait le clergé.

La séance fut reprise à quatre heures de l'après-midi et consacrée à la vérification des procurations.

Le mercredi 18, la députation du clergé se rendit vers l'ordre de la noblesse assemblée dans l'une des chambres du Bailliage et présidée par M. le marquis de Bailleul, grand bailli. M. l'abbé Dillon lui adressa le discours que nous allons reproduire. Comme c'est la dernière fois, dans notre histoire, que le clergé put manifester en corps ses sentiments, il est utile et intéressant de recueillir ses paroles.

MESSIEURS,

« Organes des sentiments du Clergé, nous venons vous présenter
« l'hommage de son respect, et de son zèle fraternel.

« Fidèlement attaché au rang distingué que la Nation lui
« accorde dans ses Assemblées, le Clergé croiroit manquer à
« l'exercice de cette honorable prérogative, s'il se laissoit prévenir
« par les autres Ordres, sur aucunes des démarches qui peuvent
« concourir à établir parmi nous cette union et cet accord dont
« dépendent toutes les espérances de la Nation.

« Les gradations établies entre les différents ordres de l'Etat,
« ne présenteront jamais aux esprits sages et éclairés, qu'une
« détermination constante des formes, qui nécessairement doivent
« régir toute Assemblée, et une obligation plus rigoureuse de se
« consacrer au bien public.

« Seroit-ce auprès de vous, MESSIEURS, que nous pourrions con-
« cevoir d'autres sentiments? Vous êtes nos frères et nos bienfai-

« teurs. Lorsque vos nobles aïeux, d'une main libérale, ajoutaient
« à la splendeur des Eglises, ils crurent, par un sentiment naturel
« à des Chevaliers Français, qui regardent toujours l'honneur
« comme le premier des biens; ils crurent devoir élever aux yeux
« des hommes, des Ministres qui tous les jours s'humilioient pour
« eux aux pieds des Autels.

« Ces titres, MESSIEURS, les Loix nationales les ont consacrés, et
« la satisfaction avec laquelle nous aimons à remonter vers leur
« origine, est l'éloge le plus flatteur que nous puissions faire des
« sentiments généreux que vous ont transmis vos ancêtres.

« Fidèles à notre Roi, comme au Dieu que nous adorons; défen-
« seurs zélés des justes droits de la Nation, il ne peut exister entre
« nous de rivalité, que dans notre empressement à suivre les
« mouvements que nous inspireront deux guides qui nous sont
« communs; la Religion et la Patrie. »

Une question de règlement occupa l'assemblée. Les chanoines possédant fiefs, à raison de leur prébende, auront-ils le droit de voter en leur nom dans les bailliages où sont situées leurs prébendes? Les religieux titulaires, c'est-à-dire ayant un titre ou bénéfice-cure, pourront-ils voter personnellement, lorsque leur maison religieuse a déjà son représentant dans le bailliage? Après une assez longue discussion on convient de s'en remettre à une commission d'arbitrage composée de MM. Cotelle, curé d'Octeville; Lambert, curé de Bolbec; Dequesnock du Saussay, curé de Gonfreville; Aumont, curé de Hotot-sur-Dieppe, Petit, curé de Dan-court; Vieillard, curé de Lheure.

Les arbitres se rendirent dans la sacristie, dans l'après-midi, et décidèrent que conformément à l'article XII du règlement royal, les chanoines et les religieux bénéficiers ne seront pas admis à délibérer, les chapitres et les maisons religieuses ayant déjà leurs représentants fixés par ledit règlement.

Les chanoines et les religieux interjetèrent appel de cette décision par devant le grand bailli.

La députation du Tiers-Etat composée de douze membres fut introduite, après avoir été reçue à la porte de l'église par douze membres du clergé. M. Tessier portant la parole, a dit :

MESSIEURS,

« Il est infiniment flatteur pour nous, d'être en ce moment

« l'organe du Tiers-Etat, pour manifester sa reconnaissance et son
 « respectueux hommage à l'Ordre du Clergé, qui a toujours été
 « particulièrement distingué, tant par ses lumières, que par son
 « grand amour pour le bien public. Le Tiers-Etat ne doute nulle-
 « ment que dans une circonstance aussi intéressante que celle-ci,
 « pour le rétablissement de l'ordre dans le Royaume, le Clergé
 « ne desire bien vivement l'union des Trois Ordres : c'est aussi
 « MESSIEURS, le vœu unanime du Tiers, qui nous a chargé de
 « vous déclarer que ses dispositions tendent à faire tout ce qui
 « pourra contribuer au bonheur de la Nation. »

M. le président, en réponse, a dit :

MESSIEURS,

« Le Clergé reçoit avec empressement le témoignage des senti-
 « ments du Tiers-Etat. Il y retrouve avec plaisir, le langage qui a
 « dans tous les temps excité son attachement et sa reconnaissance.
 « Osons espérer, MESSIEURS, que l'accord et l'harmonie s'établiront
 « de plus en plus entre les Ordres de l'Etat. Travaillons à les affer-
 « mir, à les étendre, et faisons de ces sentiments, l'âme de l'As-
 « semblée à laquelle nous préluons.

« Puissent tous les Citoyens, disputant entr'eux de patriotisme,
 « et de nobles efforts, faire, de leur dévouement à la Patrie, et de
 « leurs égards mutuels, l'unique objet de leur émulation. »

Le jeudi 19 mars, l'assemblée reçut la députation de l'ordre de la noblesse composée de MM. les marquis de Bacqueville, d'Offranville, de Sommers, de Nierville, de Cany et de Mortemart, lesquels ont été salués au seuil de l'église par dix membres du clergé.

M. le marquis de Bacqueville s'est exprimé en ces termes :

MESSIEURS,

« L'Ordre de la Noblesse nous charge d'avoir l'honneur de vous
 « exprimer les sentiments qui l'unissent à MM. de l'Ordre du
 « Clergé.

« Accoutumé à voir les Membres qui le composent, remplir
 « avec un zèle bien respectable, les fonctions augustes dont ils
 « sont chargés, l'Ordre de la Noblesse ne peut que s'applaudir, en
 « les voyant exercer les droits politiques qui appartiennent à des
 « citoyens éclairés, qui défendront ses intérêts, comme la Religion
 « y trouve des Ministres pleins de zèle et de lumières.

« Les mêmes objets vont nous occuper, MESSIEURS; tout nous
 « fait espérer que les mêmes sentiments et les mêmes opinions
 « nous réuniront. Le Patriotisme et le désir commun du bien
 « général seront entre les Ordres un point de ralliement qui ne
 « pourra jamais varier.

« La considération que l'Ordre de la Noblesse a vouée à l'Ordre
 « du Clergé, est également inébranlable; et c'est, MESSIEURS, l'assu-
 « rance que nous en avons, qui nous fait nous féliciter d'avoir
 « l'honneur d'être auprès de vous les organes de ses sentiments. »
 M. le président a répondu :

MESSIEURS,

« Le Clergé reçoit avec la plus vive satisfaction, l'assurance
 « flatteuse des sentiments que vous venez de lui exprimer. Les
 « liens de tout genre qui nous unissent, lui ont fait, dans tous les
 « temps une loi, comme une douce habitude, des mêmes senti-
 « ments à votre égard, et la conservation de cette confraternité
 « précieuse sera toujours le but de ses desirs et de ses vœux. »

Dans la séance de l'après-midi, on a procédé à la nomination de
 trois scrutateurs. Ont été désignés MM. Lambert, curé de Bolbec;
 Mouquet, curé de Normanville; Aumont, curé de Hotot-sur-Dieppe.

Le vendredi 20 mars, la séance du matin fut employée à former
 par bailliage les listes des ecclésiastiques ayant droit de voter.
 Pendant cette opération, les ecclésiastiques chargés de compli-
 menter l'ordre du Tiers-Etat se sont rendus au bailliage, lieu de
 ses séances. M. l'abbé Dillon a prononcé le discours suivant :

MESSIEURS,

« N'accusez que ma foiblesse, si je développe mal les sentiments
 « que le Clergé nous a chargé de vous exprimer. Un profond res-
 « pect pour les vertus modestes, et la plus juste estime pour les
 « talents, et les fonctions utiles; c'est là, MESSIEURS, l'hommage
 « que nous vous prions d'agréer de sa part.

« Nous avons déploré comme vous, avec tous les Français sages
 « et modérés, la fatalité cruelle qui expose à se réunir avec inquié-
 « tude, des citoyens faits pour se chérir : mais votre langage vrai-
 « ment fraternel et patriotique, n'a rien ajouté à notre confiance.
 « Nous n'avons jamais craint que la contagion pût pénétrer parmi
 « nous. Vous êtes trop éclairés pour ignorer que si nous avons

« des besoins communs, nous n'avons pas de droits opposés; et
« dans toute espèce de discussion, vous accorderez plus de con-
« fiance aux principes de vos Pasteurs, qu'aux criminelles décla-
« mations, par lesquelles on auroit pu tenter d'aigrir vos esprits.
« Vous savez que le cri de la conscience vient à l'appui des prin-
« cipes politiques, et que si de justes réclamations attaquent les
« privilèges abusifs, fidèles à la voix de la raison et de l'équité,
« nous n'en aurons vraiment senti les avantages que le jour où
« nous pourrions sceller de leur sacrifice, l'union des Ordres et la
« tranquillité publique. »

M. de Thouville, lieutenant général du bailliage de Caux, président de l'ordre du Tiers-Etat a fait, dit le procès-verbal, une réponse très honnête et très affectueuse dont il ne reproduit pas les termes.

Dans la séance de l'après-midi, lecture a été donnée du projet de cahier de doléances proposé par MM. les commissaires. On a décidé d'en faire des copies et de les délivrer à chaque bailliage pour examiner le projet à loisir et y faire des amendements.

Le samedi 21 a été consacré à cet examen. On a donné lecture des articles du cahier dans la séance du soir.

Le dimanche 22 mars, l'assemblée ne n'est pas réunie.

Le lundi 23, à huit heures du matin, on a lu de nouveau le cahier des doléances qui a été adopté.

Ce cahier dont nous reproduirons les articles plus loin est très libéral dans son ensemble et dans la plupart de ses vœux. Il prouve une fois de plus que le clergé des campagnes était fort au courant des questions qui passionnaient alors l'opinion et avait les idées les plus généreuses, les plus justes sur la situation. Les curés suivaient depuis longtemps du fond de leur presbytère le mouvement des idées. Ils se réunissaient parfois chez certains de leurs confrères plus aisés ou plus influents et discutaient avec la sagesse et le bon sens traditionnels en Normandie les questions à l'ordre du jour. Ils étaient trop directement en rapport avec les populations pour se méprendre sur leurs légitimes aspirations et ils étaient trop éclairés et trop bons patriotes pour se refuser aux améliorations et aux sacrifices réclamés par l'esprit public. Ils connaissaient autant que personne les abus de l'ancien régime et ils étaient résolus à les corriger, mais ils ne confondaient pas les revendications justifiées par la raison et le progrès avec les

utopies chimériques et révolutionnaires. Ils voulaient la reconstitution du royaume, le retour périodique des Etats généraux, l'assiette légale par la nation elle-même et la répartition équitable de l'impôt, la justice égale pour tous; ils faisaient de bon cœur le sacrifice de leurs privilèges pécuniaires, mais ils maintenaient au clergé le droit de faire lui-même la répartition de sa contribution. Ce vœu est à remarquer. Comme à Rouen la grande majorité du clergé renonçait spontanément à tout privilège et entendait supporter sa part des charges de l'Etat.

Il n'y eut pas à Caudebec, au sujet de la dime, la discussion solennelle, approfondie que nous signalerons à Rouen. Les cahiers de Caudebec ne se prononcent pas sur ce point. Nous croyons que par ces mots : consentement de la part du clergé, de renoncer à tout privilège pécuniaire, il faut entendre aussi l'abandon de la dime, bien que plus tard, dans les articles suivants il soit question de décimateurs.

Il est certain que beaucoup de curés de campagne sentaient que cet impôt était devenu impopulaire et souffraient d'être obligés, pour vivre, d'y avoir recoure. Ces dignes ecclésiastiques qui sortaient le plus souvent de la classe agricole ne pouvaient être insensibles aux plaintes de leurs parents et de leurs concitoyens sur ce genre d'imposition, très facilement accepté autrefois, mais pénible et parfois irritant au XVIII^e siècle. De même aussi le clergé réclamait la suppression de la gabelle et des autres droits vexatoires et leur remplacement par un impôt plus simple dans sa perception. Notons encore les vœux pour le rétablissement des Etats de la province de Normandie, la tenue des conseils provinciaux, la sanctification du dimanche, la surveillance des collèges. La trop grande liberté laissée à la presse les inquiétait, non sans raison, si l'on se rappelle les ouvrages impies et immoraux qui circulaient en si grand nombre à cette époque. Ils demandent l'établissement d'un bureau de charité, dans chaque paroisse, pour remédier à la mendicité, et des juges de paix pour les petites contestations. Plusieurs articles se ressentent de certaines préoccupations personnelles, mais l'ensemble, encore une fois, témoigne d'une véritable intelligence de la situation et d'un profond dévouement au bien public.

Du reste on en jugera par le texte des vœux de ce cahier. Les noms des rédacteurs nous ont été conservés. Ils avaient été choisis

par les vingt-six commissaires et ils ont signé au nom de l'assemblée, celle-ci ayant déclaré que leurs signatures auraient la même force que celles de tous les membres de l'assemblée. Ce sont MM. Dorange, curé d'Ocqueville, Folie, curé d'Anquetierville, Mouquet, curé de Normanville, Havas, curé de Névile, Trochet, curé de Sommary, Jeanne, curé d'Oinville, Le Vasseur, curé d'Etainhus, Rosé, curé d'Emalleville, Taveau prêtre, Lanon, curé-doyen de Motteville, Osmont, vicaire général.

Un incident marqua la fin de la lecture du cahier. Un membre de l'assemblée demanda qu'on y insérât « que les lois qui défendent la pluralité des bénéfices fussent mises en vigueur. » M. de Pradt qui se sentait visé s'opposa énergiquement à ce vœu et déclara la discussion terminée, sans se soucier des réclamations soulevées par cette brusque clôture.

La rédaction du cahier des doléances était assurément une partie importante de la tâche du clergé réuni à Caudebec, mais l'élection de ses députés aux Etats généraux ne le préoccupait pas moins. Son président M. l'abbé de Pradt tenait essentiellement à être député. Il avait multiplié dans ce but les démarches et les promesses. Longtemps avant la réunion des délégués à Caudebec, il avait écrit aux doyens de son archidiaconé en les priant d'user de leur influence pour lui obtenir les voix de leurs curés. Il avait continué à Caudebec ses sollicitations et il avait mis tout en jeu pour réussir. Le jour de l'élection était venu. Le lundi 23 mars, M. de Pradt invita les ecclésiastiques présents à l'assemblée à procéder au scrutin.

M. l'abbé Osmont fit à ce moment l'étrange déclaration qu'on va lire. Il dit, au nom du Chapitre métropolitain « qu'il convenoit « que le choix des Députés aux Etats-Généraux, fût fait à raison « des intérêts respectifs; que Monseigneur l'Archevêque, le Chapitre, MM. les Abbés, Prieurs et Communautés, et tous autres « Titulaires de bénéfices simples, possédant les deux tiers des « revenus Ecclésiastiques dans le Bailliage de Caux, MM. les Curés « possédant, au plus, l'autre tiers, l'équité demande que sur les « trois Députés de l'Ordre du Clergé, pour le Bailliage de Caux, il « en soit choisi deux parmi les Evêques, Chapitre, Abbés, Prieurs, « etc., et un seul dans la classe de MM. les Curés; qu'il est d'ailleurs de l'intérêt, et de la dignité de l'Eglise, du maintien des « droits de la Hiérarchie, et de la Juridiction Ecclésiastique, que

« l'Ordre du Clergé soit complètement représenté aux Etats-Géné-
 « raux, par des Membres de toutes les classes qui le composent :
 « déclarant ledit sieur Osmont, au nom du Chapitre Métropoli-
 « tain, que, dans le cas où l'élection qui va être faite, ne seroit
 « pas conforme aux observations et demandes ci-dessus énoncées,
 « il protesteroit et protestoît, dès-à-présent, de nullité de ladite
 « élection, se réservant audit nom, et de tous ceux qui voudront
 « adhérer à sa présente protestation, de se retirer vers Sa Majesté,
 « pour demander justice des griefs et préjudices qui seroient faits
 « au Chapitre et autres parties intéressées; dont, du tout, il a
 « demandé acte, et a signé.

Signé : OSMONT, Vicaire-Général.

L'assemblée protesta unanimement contre cette prétention et passa outre. Trois députés étaient à élire.

Le scrutin fut ouvert pour l'élection du premier député. Les scrutateurs dépouillèrent les votes et proclamèrent que M. Eude, curé d'Angerville-l'Orcher était nommé « à la très-grande pluralité des voix. » M. Eude accepta.

Cet ecclésiastique était depuis 1773 curé d'Angerville-l'Orcher, paroisse importante, avec deux vicaires. Son revenu était évalué dans un ancien pouillé à 4,000 livres, c'est-à-dire à près de 15,000 fr. actuels. M. Eude jouissait évidemment de l'estime et de la confiance de ses confrères qui l'avaient nommé dès le premier jour secrétaire de l'assemblée, fonction dont il paraît s'être très bien acquitté, car ses procès-verbaux sont simples, clairs, concis. Il aura su être agréable à tous, dans ses rapports continuels avec les membres de l'assemblée et obtenu ainsi leurs suffrages. Son portrait a été gravé; la physionomie est assez distinguée, la figure ouverte, sympathique, l'homme est d'une belle prestance. M. Eude a versé malheureusement dans le schisme constitutionnel. Il n'est pas revenu dans le diocèse après la Révolution, il est mort dans la retraite à Pont-Audemer.

La séance de l'après-midi fut consacrée à l'élection du second député. Les scrutateurs proclamèrent le nom de M. Rosé, curé d'Emalleville, qui avait réuni « la plus grande pluralité des suffrages. » M. Rosé avait été un des rédacteurs du cahier des doléances. Il était, depuis 1776, curé d'Emalleville, avec deux vicaires. Il a rempli à l'assemblée nationale un rôle très effacé et est mort avant

le Concordat. M. de Pradt ne put réprimer l'expression de son mécontentement en apprenant l'élection de M. Rosé. Il dit impérieusement au nouveau député. « Monsieur, je vous somme de déclarer si vous acceptez le choix qu'on a fait de vous pour être député aux Etats-Généraux. » M. Rosé répondit affirmativement. « La pâleur du visage de M. de Pradt, dit la relation imprimée que nous avons sous les yeux, déceloit le trouble de son âme. Les curés l'auroient enterré à Caudebec, si le troisième scrutin n'eût pas été pour lui. »

M. de Pradt remit au lendemain l'élection du troisième député. Il profita de la soirée « pour se rendre dans les auberges où étaient logés les ecclésiastiques et mendia leurs suffrages (1). »

Le mardi 24 mars l'assemblée reprit séance. Le scrutin ouvert et dépouillé, les scrutateurs ont déclaré le scrutin nul, « faute de la pluralité des voix requise. » Il fallut recommencer l'élection. Enfin, M. le curé de Bolbec premier scrutateur déclara à l'assemblée « que la plus grande pluralité des suffrages s'était réunie en faveur de M. l'abbé de Pradt » qui s'empessa d'accepter et de renvoyer la séance à quatre heures après-midi.

Cette séance fut très mouvementée. Dès le début M. Desjardins curé d'Yvetot demanda la parole et fit une motion pour savoir « si l'élection d'une personne qui a sollicité les suffrages, tant par lettres que personnellement, et par intrigues, pour être députée aux Etats-Généraux, est valide, et conforme au vœu de la déclaration du roi, du 24 février, et même à la religion du serment qui a été prêté solennellement dans cette église, et en a demandé acte, protestant contre ce qui aurait été fait en conséquence, ce qu'il a signé. »

Les ecclésiastiques qui avaient voté pour M. de Pradt protestèrent contre la motion, et le président se hâta de clore l'incident en donnant acte à M. le curé d'Yvetot de sa motion, puis commença immédiatement le discours de clôture. Le procès-verbal qui est assez laconique et discret se borne à dire : « M. l'abbé de Pradt, président, a ensuite lu et adressé un discours qui a blessé l'assemblée, et excité une réclamation générale. Communication de ce discours, par écrit, a été demandée unanimement, sur le moment, à M. de Pradt, qui l'a refusée, ce dont l'assemblée a requis acte. »

(1) Relation imprimée en avril 1789, p. 45.

Il est manifeste, d'après le document officiel, que M. de Pradt se sera laissé aller en chaire à des invectives aussi vives que déplacées et aura voulu se venger misérablement de ses deux échecs.

La note ajoutée au procès-verbal donne quelques détails sur l'incident. « L'assemblée, dit la note (1), qui venoit d'être insultée par le discours de son président, lui demanda de le déposer sur le bureau, pour être inséré dans le procès-verbal. L'orateur embarrassé dit, contre sa conscience, qu'il l'avait détruit aussitôt après lecture. On monte dans la chaire, on cherche les morceaux, et le mensonge est reconnu. On le presse, en lui reprochant l'imposture; on lui dit : « Monsieur, votre discours est dans votre poche et dans votre mémoire; donnez-le, ou dictiez-le. » On obtient pour toute réponse : « Il est détruit; je ne l'ai point appris. » On le menace de suivre la motion du curé d'Yvetot; on s'assemble pour délibérer. Alors, sentant sa faute, il supplie de ne pas aller outre; « qu'il est prêt à tout faire, pour donner à l'assemblée la satisfaction qu'elle exige. » Il se trouble; il va même jusqu'à dire « qu'il signeroit son arrêt de mort. » On suspend la délibération et on exige de M. le président qu'il remonte en chaire, pour faire réparation à l'assemblée. Il y remonte effectivement, et l'assure qu'il n'a eu intention de blesser personne, ni en général, ni en particulier » et redescend pour signer la rétractation. »

Le procès-verbal enregistre en effet (2) la rétractation de son président.

Quelle différence entre cette lamentable scène et celle de l'assemblée du clergé à Rouen, où par une acclamation spontanée, unanime, les sept cents prêtres présents élurent comme premier député leur vénérable et bien aimé cardinal! Mais aussi quels hommes dissemblables que le cardinal de la Rochefoucauld si bon, si vrai, si édifiant et le futur aumônier du dieu Mars, si ondoyant, si caustique, si agité, qui ne put même pas conserver son archevêché de Malines et siégeait en 1827 à l'extrême gauche de la Chambre. M. de Pradt a écrit une vingtaine de volumes où ses opinions successives sont exposées avec une verve mordante et intarissable. L'âge et l'expérience l'avaient assagi quand il publia en 1833 un écrit intitulé : *De l'esprit actuel du clergé*, où il rendait hommage

(1) p. 45.

(2) p. 37.

à l'ancien clergé de France, à ces bons prêtres des campagnes si appliqués à leurs devoirs, si dévoués au bien public, qu'il avait contristés autrefois et qu'il se plaisait, au déclin de sa vie, à entourer de respect et de considération.

L'assemblée du clergé à Caudebec se termina le 24 mars au soir, par la lecture du dernier procès-verbal, et ses membres se dispersèrent dans les belles et riches campagnes du pays de Caux et du pays de Bray, préoccupés sans doute des graves événements qui s'annonçaient, mais heureux d'avoir rempli leur devoir.

II

L'ASSEMBLÉE DU CLERGÉ A ROUEN

L'assemblée du clergé de Rouen comprenait les prêtres à bénéfices du grand archidiaconé formé du doyenné de la Chrétienté (ville et environs de Rouen) soit 46 paroisses, du doyenné de Bourgheroulde (47 paroisses), du doyenné de Pont-Audemer (55 paroisses), du doyenné de Saint-Georges (56 paroisses), du doyenné de Pavilly (53 paroisses), du doyenné de Cailly (48 paroisses), du doyenné de Ry (54 paroisses), du doyenné de Périers (48 paroisses); de l'archidiaconé du Vexin français formé des doyennés de Chaumont (58 paroisses), du doyenné de Magny (62 paroisses), du doyenné de Meulan (48 paroisses), du doyenné de Pontoise (9 paroisses); de l'archidiaconé du Vexin normand formé des doyennés de Baudemont (44 paroisses), du doyenné de Gisors (46 paroisses), du doyenné de Gamaches (49 paroisses), du doyenné de Bray (27 paroisses), soit 750 curés, plus les délégués du chapitre métropolitain, des abbayes de Saint-Ouen, du Bec, de Jumièges, de Saint-Georges-de-Boscherville, de Saint-Wandrille, de Saint-Victor, de l'Île-Dieu, de Fontaine-Guérard, de Ressaons, de Marcheroux, de Saint-Martin de Pontoise, de Mortemer, de Bellosane, des nombreux prieurés et collégiales de cette partie si vaste du diocèse tel qu'il était alors constitué, et des bénéfices secondaires. On ne peut évaluer à moins de huit cents, le nombre des députés du clergé de Rouen; seulement beaucoup d'ecclésiastiques avaient donné procuration à leurs confrères, et l'on ne voit

pas, par les procès-verbaux, qu'il se soit trouvé aux séances plus de cinq à six cents prêtres, ce qui formait déjà une réunion considérable.

La réunion des trois Ordres eut lieu le mercredi 15 avril 1789, dans l'église du collège de Rouen (1). Elle s'ouvrit par le chant du *Veni Creator* et par une messe du Saint-Esprit, célébrée par S. E. le cardinal de la Rochefoucauld, et suivie du *Domine saluum fac Regem*. L'assemblée était aussi nombreuse qu'imposante; elle se composait de 490 membres présents du clergé, de 300 membres de la noblesse, de 600 membres du tiers-état. Après la cérémonie religieuse, M. Boullanger, lieutenant-général du bailliage de Rouen, représentant le duc d'Harcourt, retenu par sa charge auprès du Dauphin, adressa aux trois ordres réunis un discours mémorable dont nous remarquerons le début qui indique clairement les intentions généreuses du roi en convoquant les États généraux. « Un prince juste, bienfaisant, économe, modéré dans ses désirs, réglé dans ses mœurs, partisan zélé de l'équité, ennemi de toute autorité arbitraire, ami de son peuple, appelle auprès de lui tous les ordres de ses sujets; il s'en entoure et demande leurs conseils, pour donner à ce royaume une constitution certaine et invariable, apporter remède aux mauvaises administrations passées, prévenir les maux que pourraient occasionner les rechutes des administrations futures, travailler, de concert, à l'anéantissement des abus, à l'établissement d'un meilleur ordre, affermir enfin, sur des bases inébranlables, la prospérité de cet empire. »

L'orateur du gouvernement s'abstient, dans son discours, de tout conseil. « A qui, dit-il, dans cette respectable assemblée, pourrions-nous donner des instructions? Serait-ce à l'ordre vénérable du clergé, qui s'est montré dans tous les temps le défenseur des princes comme le protecteur des peuples, qui a tant de fois

(1) Les procès-verbaux des séances de l'Assemblée du clergé du bailliage de Rouen pour les États généraux de 1789 n'ont jamais été publiés. Nous en avons pris copie sur les registres originaux conservés aux archives nationales (1), et nous les avons étudiés avec l'attention qu'ils méritent. Ce grave document, qui ouvre l'histoire du diocèse de Rouen pendant la Révolution, ne peut être ignoré de ceux qui veulent faire la pleine lumière sur cette époque et connaître en particulier les sentiments du clergé de Rouen, à la veille de la grande transformation politique et sociale de la fin du siècle dernier.

(1) B. 212, registre A, fol. 2222, n° 129 bis, unique.

arrêté la colère des rois, et ramené les sujets à l'obéissance? Ordre pacificateur, qui, par la douce persuasion de cette morale pure qu'il prêche sans cesse, rappelle tous les cœurs à l'abnégation de soi-même, pour les tourner vers la religion et l'amour de la patrie; qui, par ses instructions, nous enflamme d'un feu divin et patriotique dont il est lui-même l'exemple et le modèle. Sentiment qu'il partage avec le prélat vénérable et distingué qui fait partie de cette assemblée; prélat non moins recommandable par l'éclat de la pourpre dont il est revêtu que par sa piété, ses vertus et sa bienfaisance, dont le souvenir ne se perdra jamais dans ce diocèse, où il sera mis au rang des plus religieux et des plus charitables pasteurs. »

Ce compliment, à l'adresse du cardinal de la Rochefoucauld, était vraiment l'expression du sentiment public. Le discours achevé, on procéda à l'inscription des noms et des procurations des députés de chaque ordre, longue et minutieuse opération qui se prolongea jusqu'à six heures du soir et qui se termina par l'appel de tous les députés. Acte fut donné aux comparants, et défaut prononcé contre les non comparants.

A ce moment, M. l'abbé de Lurienne, chanoine de Rouen, se présenta au milieu de l'assemblée et déclara « qu'au nom et comme député du chapitre, il entendait protester, comme de fait il protestait, contre le règlement annexé à la lettre du roi, et ce qui pouvait s'en suivre de son exécution, le regardant comme inconstitutionnel pour les causes énoncées dans la protestation » qu'il déposa sur le bureau, et dont il demanda acte, ce qui lui fut accordé. Les curés déposèrent en même temps une protestation contraire. Cet incident vidé, le lieutenant-général reçut les serments, aux termes de l'art. 40 du règlement, puis il interpella les trois ordres de déclarer s'ils entendaient procéder ensemble ou séparément à la rédaction du cahier. Tous, par acclamation, répondirent qu'ils préféreraient se retirer chacun dans son ordre. On assigna la nef de l'église des Cordeliers pour lieu des assemblées de l'ordre du clergé.

Le jeudi 16 avril, à neuf heures du matin, le clergé tint sa première séance dans l'église des Cordeliers, sous la présidence du cardinal de la Rochefoucauld. Il s'y trouvait le premier jour 235 ecclésiastiques séculiers et réguliers pour le bailliage de Rouen, 83 pour le bailliage de Gisors, 91 pour celui de Pont-Audemer,

29 pour celui de Pont-l'Évêque, 11 pour celui d'Honfleur, 41 pour celui de Pont-de-l'Arche; soit en tout 490 membres présents; beaucoup de ces membres étaient en outre chargés des procurations des ecclésiastiques qui n'avaient pu se rendre à l'assemblée. Il y en avait 309 dans ce cas, ce qui portait aux opérations du scrutin le nombre des suffrages à 799.

Le cardinal, après la célébration de la sainte messe, ouvrit la séance par une allocution où il constata le malaise de la France, causé par le triste état de ses finances, et exprima la conviction que le clergé seconderait efficacement les bonnes intentions du roi et les efforts de la nation. Il appela aussi l'attention de l'assemblée sur la guerre faite à la religion par la fausse philosophie, aidée dans ses entreprises par l'indifférence presque générale, le mépris des lois de l'Eglise, la corruption des mœurs et un déluge d'iniquités. « Quelle matière, dit-il en terminant, à d'amères réflexions et à un vrai cahier de doléances. » Le pieux et éminent prélat indiquait par là au clergé qu'il aurait moins à se passionner pour les réformes de l'ordre politique qu'à se préoccuper des intérêts de la religion gravement compromis. Ces sages conseils avaient alors leur raison d'être.

Son discours fut généralement applaudi. On procéda ensuite à la nomination d'un secrétaire et d'un adjoint; les bailliages nommèrent à cet effet douze commissaires qui choisirent M. Morel, curé de Critot, et M. Le Danois, curé de Rumesnil.

Le cardinal désigna les commissaires chargés d'aller compléter l'ordre de la noblesse et du tiers-état. Cette opération était à peine terminée, qu'on annonça la députation du tiers-état. M. Thouret porta la parole au nom de son ordre. Son allocution est à noter.

« Les besoins de l'Etat, dit-il, appellent à son secours tous les ordres de citoyens; la nation française s'applaudit d'avoir à sa tête un clergé citoyen; et c'est à vos qualités patriotiques autant qu'à vos vertus religieuses que nous nous empressons de venir rendre hommage. Que cette marque de l'attachement fraternel de notre ordre et de son estime respectueuse vous soit le gage de la cordialité de ses autres sentiments.

« Un peuple n'est heureux (c'est un membre respectable du clergé qui l'a dit) que du moment où tous ses titres, sans jamais se confondre, viennent se perdre dans le seul titre, vraiment honorable,

celui de citoyen; c'est à ce titre commun à tous les Français, et qui rend communs à tous les avantages et les charges du droit de cité, que nous sollicitons la réunion de vos efforts aux nôtres, pour le rétablissement de la chose publique : nos espérances, Messieurs, ne seront pas déçues; nous en avons pour garant les vertus de votre ordre et le mérite éminent du prélat qui vous préside. »

Les vœux du tiers-état n'étaient pas douteux; il demandait au clergé l'abandon de ses privilèges en matière d'impôts et sa rentrée dans le droit commun. Nombre d'ecclésiastiques étaient favorables à cette mesure; pour le moment, le cardinal se borna à répondre d'une façon courtoise à la démarche du Tiers et à l'assurer du zèle du clergé à concourir à ses vues patriotiques. La séance, interrompue à midi, fut reprise à quatre heures du soir.

M. l'abbé de Tressan donna communication du compliment qu'il se proposait d'adresser à l'ordre de la noblesse. Après avoir fait l'éloge de la noblesse, de son dévouement sur les champs de bataille, depuis les temps les plus reculés de la monarchie, de sa générosité pour les églises et leurs ministres, M. de Tressan ajoute ces paroles significatives : « Exécuteurs fidèles de vos intentions pieuses, dépositaires de vos dons, c'est en les offrant à la patrie que nous croyons obéir à la voix de nos bienfaiteurs; et la seule prérogative que nous réclamions, c'est de nous unir à vous dans tous les sacrifices que vous croirez devoir faire. »

M. de Tressan se rendit aussitôt auprès de l'ordre de la noblesse, avec cinq autres délégués, et témoigna à son retour qu'il avait reçu de cet ordre l'accueil le plus favorable. Il est à remarquer que le clergé précéda dans sa démarche l'ordre de la noblesse, voulant ainsi lui marquer sa déférence.

M. l'abbé Dillon, chargé de porter au tiers-état les compliments du clergé, donne au préalable lecture de son allocution. On y remarque deux passages importants. Il maintient la distinction des ordres et le droit de propriété du clergé, mais il admet en principe « que le fardeau des impôts pèse d'une manière proportionnellement égale sur tous indistinctement. » « Le clergé, dit-il, n'a jamais cru se dérober au devoir de citoyen; mais si le temps est enfin venu où la tranquillité publique dépend du sacrifice qu'il est disposé à faire de ses privilèges pécuniaires, la confiance qu'il obtiendra par là de ses concitoyens lui offrira un double prix, puisque le clergé l'aura acquise par un acte de justice. »

Ce compliment, porté au tiers-état, fut parfaitement accueilli.

L'assemblée s'occupa de nommer des commissaires pour vérifier les procurations et autres titres des différents membres. Les douze membres, deux par bailliage, élus par acclamation, étaient des ecclésiastiques investis de la confiance et de l'estime générale; c'est à ce titre que nous donnons leur noms.

Pour Rouen, M. Blanquet, curé de Saint-Maclou; M. Voisin, curé de Boisguillaume.

Pour Gisors, M. Le Brun, curé de Lyons-la-Forêt; M. Cavalier, curé de Fontenay.

Pour Pont-de-l'Arche, M. l'abbé Clavet; M. le curé de Quatre-Mares.

Pour Pont-Audemer, M. Danneville, curé de Fourmetot; M. Gailland, curé de Manneville-la-Raoult.

Pour Pont-l'Évêque, M. Lavoye, curé de Saint-Loup-de-Prébois; M. Le Testu, curé de Mesnil-sur-Blangy.

Pour Honfleur, M. Le Perchey, curé d'Equemauville; M. Pelletat, curé de Gonneville-sur-Honfleur.

Le cardinal, après cette opération, donna lecture d'un mémoire rédigé par les agents généraux du clergé, renfermant des instructions relatives aux circonstances actuelles, et qui devait éclairer le clergé sur les nécessités de la situation. L'assemblée renvoya ce mémoire à la Commission chargée de la rédaction du cahier.

M. l'abbé de Lurienne, chanoine de Rouen, demanda alors la permission de lire le mémoire du chapitre, sur l'exclusion dont il avait été l'objet par le règlement royal, mais on renvoya ce sujet au lendemain, et la séance fut levée.

L'insuccès de la démarche de M. de Lurienne détermina le chapitre à une grave résolution. Il avait choisi comme représentants MM. de Lurienne et de Belménil, appartenant par leur naissance et les alliances de leurs familles à la meilleure noblesse du pays; M. Leber, supérieur pendant de longues années au séminaire Saint-Nicaise, et M. Tuvache, savant professeur de théologie, qui avaient eu pour disciples bon nombre des ecclésiastiques présents à l'assemblée; M. Manoury, ancien curé de Gainneville, qui devait être agréable au clergé des campagnes. N'ayant pu être écouté dans ses réclamations, le chapitre fit défense à ses députés de paraître dans l'assemblée et ne prit ainsi aucune part à ses délibérations. Ceux des chanoines qui y siégèrent, comme M. de Lanney,

comparurent comme titulaires de bénéfices simples, et non comme membres du chapitre.

Le vendredi 17 avril, l'assemblée se réunit à neuf heures du matin, et, après avoir entendu la messe, entra en séance. Le cardinal-président proposa de statuer sur le mémoire présenté la veille par M. de Lurienne, mais les curés, qui formaient la grande majorité, s'opposèrent à toute délibération, et on passa à l'ordre du jour.

Cette séance du matin fut remplie par le remarquable discours que prononça l'abbé de Tressan, pour décider le clergé à faire tous les sacrifices que réclamaient les circonstances. L'abbé de Tressan représentait cette partie du clergé qui croyait, avec raison, le moment venu de renoncer au privilège de l'exemption de l'impôt. Sans doute le clergé contribuait, dans de notables proportions, par ses dons volontaires, aux charges publiques; il avait pris généreusement sa part du fardeau commun. Il payait en outre les décimes. Necker, dans son *Traité de l'Administration des finances*, le reconnaît : « Le clergé, dit-il, échappait à la taille, au vingtième et à la capitation, mais il acquittait en revanche des décimes qui s'élevaient, en 1785, à 10,500,000 livres. Encore cela ne doit-il s'entendre que « du clergé de France. » Le clergé de notre pays se divisait en deux catégories distinctes : le clergé de France, et le clergé « étranger ou des pays conquis, » c'est-à-dire de l'Artois, de la Flandre, du Hainaut, du Cambrésis, de la Franche-Comté, de l'Alsace, de la Lorraine, des trois Evêchés, de la principauté d'Orange et du Roussillon. Tous les membres du clergé étranger payaient la capitation et l'impôt du vingtième. »

Les millions que le clergé versait chaque année au trésor attestaient son patriotisme et sa bonne volonté; mais l'opinion publique s'était trop hautement prononcée en faveur du principe de l'égalité devant l'impôt pour qu'il fût sage de résister à ce grand courant. On ne saurait trop le redire, le clergé avait le profond sentiment de ses devoirs envers la patrie, et était résolu, puisque les circonstances l'exigeaient, à lui sacrifier ce privilège devenu impopulaire. Il était d'ailleurs trop de son temps pour être demeuré étranger au mouvement de réformes qui s'était emparé de tous les esprits. Les abus du pouvoir absolu ne le choquaient pas moins que le reste de la nation, et lui aussi appelait de tous ses vœux une rénovation de la monarchie qui, tout en sauvegardant le principe de

la royauté et l'unité française, fit participer, dans une sage mesure, surtout en matière de finances, la nation à son propre gouvernement.

Quand un grand souffle de progrès et de liberté a passé sur un peuple, quel est le cœur qui n'en ressent la mâle impulsion et n'en batte plus vite? La soutane n'en défendait pas les prêtres les plus austères, car si elle les sépare des agitations du monde, elle n'est pas un linceul qui recouvre un cadavre. L'âme est d'autant plus vivante qu'elle est dégagée des passions inférieures, et alors, les plus nobles âmes se tournaient vers la patrie, vers l'avenir de la civilisation, avec une ardeur mêlée sans doute de beaucoup d'illusions, mais avec une tendresse accrue par les malheurs publics.

Le discours de l'abbé de Tressan est l'écho de ces sentiments. Il est long, il n'est pas exempt du ton déclamatoire en faveur à cette époque, mais il est rempli de vues généreuses et vraiment libérales. L'orateur, quoique ami du progrès, déclare d'abord hautement qu'il répudie les théories révolutionnaires. Il n'est pas de ceux qui ont été « jusqu'à nier qu'il existât une constitution dans un royaume qui subsiste avec gloire depuis quatorze siècles, qui ont confondu les faits et les abus avec les principes constitutionnels. »

Ces principes, en ce qui concerne la France, lui semblent clairs et incontestables. Le roi règne et gouverne, mais son pouvoir deviendrait sans bornes s'il n'existait des ordres intermédiaires pour l'empêcher de franchir les limites. Selon lui, les intermédiaires nécessaires entre le roi et son peuple sont les ordres du clergé et de la noblesse, dont il veut la conservation. « N'en doutons pas, dit-il, il existe en France trois ordres distincts : le clergé, la noblesse et le tiers-état. La classe des deux premiers est peu nombreuse, et celle du tiers-état est composée de vingt-quatre millions d'hommes. Comment serait-il possible de contester à ce dernier ordre que c'est lui qui constitue la nation française, quand il se trouve réuni aux deux ordres qui sont les intermédiaires entre lui et le monarque? C'est pour assurer le bonheur, les droits et la liberté de la nation qu'il a été dit qu'il faudrait le consentement général des trois ordres... La volonté absolue ne peut appartenir qu'à la nation réunie dans ses trois ordres, puisque le monarque n'existe que par son choix et son consentement... Le tiers-état ne doit point s'attacher à combattre les deux premiers ordres sur les moyens qu'ils ont employés pour se défendre contre

les innovations ministérielles. Ils ne doivent point leur dire : descendez comme nous dans l'abyme et la misère, mais il doit remonter à son droit inaliénable de consentir sa part des impôts. Les trois ordres doivent se réunir pour former une confédération nationale qui puisse extirper les abus. » L'orateur veut donc le maintien et l'union des trois ordres dans l'œuvre de réformation.

« La dette de l'Etat, dit-il, n'est point éternelle; les sacrifices ne seront que momentanés. La nation réunie demande le retour périodique des Etats généraux : l'expérience nous donnera ses leçons dont nous saurons profiter. » Pourquoi donc briserait-on les liens qui doivent unir les citoyens de la même patrie? Pourquoi s'attarder en de stériles et injustes récriminations?

« Ce n'est point la noblesse, ajoute-t-il, ce n'est point le clergé qui ont imaginé les aides, les gabelles, les corvées, les lettres attentatoires à la liberté et cette foule immense d'impôts, d'abus, dont la liste serait si cruelle et si fatigante à rappeler. Le clergé, riche des dons de la patrie, ne peut balancer à lui faire des sacrifices. Et qui serait assez téméraire pour oser dire que la noblesse française refusera des secours pécuniaires, elle que nous voyons tous les jours s'arracher à ses liens les plus chers et à ses occupations les plus douces pour aller verser son sang...

« Nous, ministres d'une religion sainte qui nous fait une loi des sacrifices les plus grands, nous prenons le ciel à témoin que nous offrons nos biens à la patrie. Que l'on ne fasse point un crime général à l'ordre du clergé de l'ambition de quelques-uns... C'est d'après ces réflexions, dit-il en concluant, que l'ordre du clergé consent à céder ses exemptions pécuniaires, mais en demandant expressément et indispensablement aux Etats généraux d'ordonner dans leur sagesse les moyens par lesquels on assurera la ligne de démarcation qui doit éternellement distinguer les trois ordres de l'Etat et les empêcher de se confondre en un seul. »

Toute la harangue de l'abbé de Tressan est dans cette conclusion : maintien des trois ordres, plus d'exemptions pécuniaires pour le clergé, répartition de l'impôt entre tous, par le moyen des Etats généraux réunis périodiquement.

Son discours, dit le procès-verbal, fut goûté généralement, et cette impression est à remarquer, puisqu'enfin il réclamait du clergé le sacrifice non seulement de sommes importantes, mais

d'un privilège considérable, celui de l'exemption de l'impôt, et le faisait rentrer pour toujours dans le droit commun.

L'assemblée était à peine remise de l'émotion que ce discours avait causée, qu'on lui annonça la députation de la noblesse, conduite par le marquis de Sommery. Il pria qu'à cause de son âge et de sa faible voix, on agréât que M. de Belheuf fils, son neveu, portât la parole.

Le compliment de la noblesse, très flatteur pour le clergé, évitait de se prononcer sur les points délicats. Le clergé avait dit à la noblesse : « Dépositaires de vos dons, c'est en les offrant à la patrie que nous croyons obéir à la voix de nos bienfaiteurs. » Nulle allusion n'est faite à cette résolution, et le compliment ne sort pas des généralités.

Le cardinal-président, après quelques mots de remerciements à la députation, annonça à l'assemblée que le temps était venu de nommer les commissaires pour la rédaction si importante du cahier. L'assemblée arrêta d'en fixer le nombre à 28, savoir : 18 curés à raison de 3 dans chaque bailliage, 3 titulaires de bénéfices simples, 4 réguliers, 3 ecclésiastiques sans titre.

Les membres de l'assemblée se réunirent par bailliage et par catégories, c'est-à-dire les curés entre eux, les réguliers, les bénéficiers simples et les habitués des paroisses séparément.

Les élus ont été désignés dans l'ordre suivant :

Trois commissaires pour les bénéficiers simples ;

M. l'abbé de Tressan, vicaire-général de Rouen.

M. l'abbé Poissonnier des Perrières, conseiller au Parlement de Normandie.

M. l'abbé Le Cauchois, sous-principal émérite du collège de Rouen.

Dix-huit commissaires pour les curés :

Rouen.

Le curé de Sainte-Croix-des-Pelletiers (M. Aroux).

Le curé de Boisguillaume (M. Voisin).

Le curé de Hardouville (M. Maurouard).

Gisors.

Le curé de Gisors.

Le curé de Guitry.

Le curé de Touffreville (M. Jobard).

Pont-Audemer.

Le curé de Conteville.

Le curé de Vatteville (M. Durand).

Le curé de Bourgheroulde (M. Pinchon).

Pont-l'Evêque.

Le curé du Pré-d'Auge (M. Mechevrel).

Le curé de Coquainvilliers (M. Husset).

Le curé de Pont-l'Evêque (M. Morin).

Honfleur.

Le curé de Penne-de-Pie (M. Lemonnier).

Le curé d'Ablon (M. Rebut).

Le curé de Saint-François-d'Herbigny (M. Vesque).

Pont-de-l'Arche.

Le curé du Mesnil-Jourdain-le-Visse (M. Coquillot).

Le curé de Tournedos.

Le curé de Quatremares (M. de Montigny).

Quatre commissaires réguliers :

Le prieur de Saint-Ouen (Dom Davoust).

Le prieur de Bonne-Nouvelle (D. Derenable).

Le prieur de Mortemer (Verdun).

Le procureur des Chartreux (Laurent-Imbault).

Trois commissaires pour les prêtres sans titre :

MM. Cousin, vicaire de la paroisse Saint-Gervais.

Doutté, id. id. Saint-Maclou.

Caron, id. id. Saint-Vivien.

Le Chapitre de Rouen, infatigable dans ses revendications, fit alors demander par M. de Lurienne la permission d'introduire un huissier chargé de signifier à l'assemblée sa protestation. L'assemblée se refusa unanimement à cette prétention. M. de Lurienne donna alors lecture de la protestation. On le requit de la déposer sur le bureau, mais il n'obtempéra pas à l'injonction, déclarant que son intention était de la faire signifier juridiquement.

Quelques membres adhèrent à la protestation du Chapitre :
L'abbé de la Cour, pour l'évêque de Bayeux,
L'abbé d'Osmond, pour les évêques de Lisieux et de Comminges,
L'abbé Denise, pour le Chapitre d'Écouen,
L'abbé Louvet, pour le Chapitre de Notre-Dame-de-la-Ronde,
L'abbé Rometot, pour le Chapitre d'Andely,
L'abbé Renault, pour le Chapitre de la Saussaye,
L'abbé Baroche, pour le Chapitre de Vernon,

Et plusieurs autres pour différents bénéfices, dont les droits avaient été, disaient-ils, méconnus.

Acte a été donné de ces protestations, ainsi que des protestations contraires de l'assemblée.

Les commissaires rédacteurs du cahier, et les commissaires vérificateurs des procurations et autres titres, ont été invités à se rendre à quatre heures dans leurs bureaux pour commencer leurs opérations, et la séance a été renvoyée au lundi 20 avril.

Cette séance a été consacrée en grande partie au discours prononcé par M. de Lanney, en réponse à celui de M. l'abbé de Tressan. Les deux opinions qui partageaient alors le clergé devaient être représentées dans cette assemblée; la masse des curés et vicaires sympathiques aux réformes avait eu son interprète en M. de Tressan; le clergé, peu nombreux, attaché aux antiques traditions, allait trouver en M. de Lanney, membre du Chapitre métropolitain, ancien avocat-général à la Cour des comptes, un habile et éloquent défenseur. Mais avant de l'entendre, l'assemblée fut informée que le vendredi 17, vers cinq heures du soir, un huissier accompagnant l'abbé de Lurienne avait signifié au bureau du secrétaire et avait laissé entre ses mains la protestation du Chapitre. Cette vénérable compagnie avait épuisé, sans se lasser, tous les modes d'opposition, et ne recueillit, cette fois comme les autres, que l'indifférence de l'assemblée.

M. de Lanney rend d'abord hommage aux intentions libérales de M. l'abbé de Tressan; il admire la générosité avec laquelle il a proposé au clergé de faire l'abandon de ses privilèges, mais il ne peut partager ses principes et croit devoir, dans l'intérêt de la nation et de son ordre, les contredire.

En quoi consistent les privilèges du clergé? Dans l'exemption de la taille personnelle pour tout ecclésiastique attaché à une église, et de la taille réelle pour la faisance-valoir de son bénéfice;

dans l'affranchissement de la capitation et du dixième. Ces privilèges sont magnifiques, dit-il; ils prouvent le respect dont nos pères étaient pénétrés pour notre sainte religion et pour ses ministres : mais ces privilèges ne sont pas absolument gratuits, ils sont rachetés par des dons, dont les intérêts accumulés avec le remboursement des capitaux porte sur les bénéficiers les mieux traités une charge du douzième au moins de leur revenu; sur d'autres une charge du sixième et même du cinquième. Les franchises, les immunités du clergé consistent à nous imposer nous-mêmes, d'avoir dans les chambres syndicales de chaque diocèse des répartiteurs tirés des différentes classes de bénéficiers.

Ces privilèges, ces immunités, ces franchises, compensées par nos charges ordinaires, les décimes, par les charges extraordinaires, droits de contrôle, droits d'amortissement, gènes, contraintes, entraves de toute espèce, sont-ils onéreux à la nation? C'est ce que l'orateur examinera. Le discours de M. de Lanney est fort long, mais comme il donne sur l'administration des biens d'église et sur la constitution fiscale de l'ancienne France des renseignements très peu connus, nous avons cru devoir en reproduire, pour les érudits, les parties principales.

L'orateur examine d'abord l'exemption de la taille. Ce privilège consiste à affranchir de cet impôt l'ecclésiastique qui fait valoir une seule ferme de son bénéfice. Pour bien juger si ce privilège est onéreux à la nation, il faut examiner s'il y a un grand nombre de bénéficiers qui l'exercent, et qui sont ceux qui l'exercent en effet. Or, il avance, comme un fait incontestable, que dans la classe du haut clergé, il y a très peu de bénéficiers qui fassent valoir leurs bénéfices et profitent de leurs privilèges. Point d'évêques, point de chapitres, point d'abbés ni de prieurs-commandataires, très peu de prébendés; mais quelques maisons religieuses sises dans la campagne. Il n'y a donc, dit-il, que les curés qui usent de leurs privilèges. Mais ce privilège consiste-t-il à ne rien payer et à être affranchi de tout impôt? Non, dit l'orateur, et vous savez mieux que moi qu'il n'est pas de curé, le plus ménagé qu'il soit, qui ne paie encore le douzième ou le quinzième de son revenu. De plus, l'exercice de ce privilège est balancé par une aggravation considérable que le code des tailles a porté sur la classe des ecclésiastiques faisant valoir. Tout ecclésiastique, noble ou non, prenant des terres à ferme, tout ecclésiastique non noble faisant valoir des

patrimoine, est imputable pour la valeur de ses exploitations à 5 sols par livres d'icelles. Ainsi a été posée une barrière qui arrête les abus.

Ce privilège est-il une concession de la nation? L'orateur ne le pense pas. Remontons, dit-il, à l'origine de la taille, cet impôt fut établi pour tenir lieu de service militaire. Le vassal devait suivre son seigneur à la guerre et à ses dépens; celui qui n'acquittait pas ce service devait une contribution.

Charles VII, en 1444, rendit les tailles perpétuelles, parce qu'il se détermina à avoir continuellement des troupes à sa solde; mais l'ecclésiastique, à qui les canons défendaient de porter les armes, ne devait pas l'impôt substitué au service militaire; de là l'exemption de la taille.

Le clergé compensa cette exemption de la taille par ses subsides offerts dès le ^{xiii}^e, ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles.

Faut-il aujourd'hui abandonner ce privilège? L'orateur donne les raisons qui paraissent militer en faveur de son maintien, et en tout état de cause, si ce sacrifice est jugé nécessaire, il demande qu'on n'y consente qu'à la condition d'obtenir un abonnement réparti sur tous les bénéficiaires qui compensât ce que coûte à l'Etat l'exercice du privilège. Voilà pour la taille. Quant à la seconde partie des privilèges du clergé, les franchises et les immunités qui consistent à racheter, par des dons gratuits, lors de l'assemblée du clergé, l'impôt de la capitation, celui des vingtièmes, et qui permettent au clergé de s'imposer lui-même, l'orateur prétend que ces immunités, loin d'être gratuites, sont une source féconde de ressources pour l'Etat, attendu que, tout compte fait, les biens ecclésiastiques lui rapportent plus que les biens laïques. Il appuie son assertion de calculs qui remontent à l'assemblée de Poissy de 1561, et passe en revue les millions accordés depuis périodiquement à l'Etat par les assemblées du clergé. Pourquoi changer cette forme traditionnelle et protectrice? Sa suppression sera suivie de celle des assemblées du clergé. Déjà depuis longtemps l'église gallicane ne peut plus s'assembler en conciles; elle a perdu avec eux le nerf de la discipline; il lui restait du moins ses assemblées; combien de jugements dogmatiques, combien de règlements de discipline, combien d'instructions chrétiennes sont émanées de ces imposantes réunions!

« Offrons à l'Etat, messieurs, conclut M. de Lanney, offrons-lui

largement; offrons-lui surabondamment; offrons-lui, s'il le faut, plus encore que notre superflu, offrons jusqu'au nécessaire le plus rigoureux; mais conservons avec intrépidité nos privilèges, nos franchises, nos immunités; conservons-les comme étant pour nous le maintien et la sauvegarde du respect, de la considération, de l'obéissance que doivent avoir pour nous les peuples, et comme étant pour notre sainte religion un boulevard qui ne pourrait être renversé sans qu'elle fût exposée aux plus grands maux, aux plus affreuses révolutions. »

C'était la tradition qui parlait par la bouche de ce vénérable chanoine, et il était bon qu'elle fût entendue au cours de cette grave discussion.

L'assemblée évidemment ne partageait pas l'opinion de l'orateur, mais elle l'écouta avec le silence et le respect que méritaient son âge, sa modération, et la cause qu'il défendait.

Que de bois à abattre dans la forêt des préjugés, disait-on alors communément! Mais quand on venait à porter la hache sur ces vieux arbres séculaires, contemporains des origines de la monarchie, la main tremblait aux plus hardis. Une sorte de terreur ou de respect involontaire précédait l'exécution, et dans ces premières heures de réforme, tout était digne, austère, et presque solennel.

Dans l'assemblée du mardi 21 avril, les membres durent subir la lecture de la protestation du chapitre tant de fois annoncée; mais ils déclarèrent, non sans quelque dédain, qu'ils continueraient à regarder cette discussion comme leur étant étrangère.

Dom Quennouel, procureur et député de l'abbaye de Fécamp, éleva la voix au nom de son abbaye et des différents ordres religieux, et se plaignit que la représentation accordée à leurs diverses maisons par les assemblées du bailliage n'était proportionnée ni au nombre des individus qui les composent, ni à leurs possessions respectives.

Après quoi, les commissaires vérificateurs des titres et procurations ont pris le bureau, et ont commencé l'appel général.

Une difficulté s'éleva entre les vicaires perpétuels de Notre-Dame-d'Andely, que le lieutenant général fut chargé de terminer.

Les députés de l'ordre de la noblesse du bailliage de Gisors demandèrent à être introduits dans l'assemblée, et protestèrent, par la voix du comte d'Anger, contre la suppression illégale de leur ancien bailliage, ce dont il leur fut donné acte.

La séance fut ensuite consacrée à la lecture du cahier. Il avait été décidé que cette première lecture ne serait pas interrompue, afin de pouvoir juger de l'effet général de l'œuvre et que la discussion des articles serait renvoyée à la séance de l'après-midi. On observa fidèlement ce règlement, et l'assemblée, comprenant la gravité de sa tâche, discuta à la reprise de la séance avec maturité chacun des articles proposés. L'esprit de sagesse, la modération inséparables du caractère normand, relevés par les vertus propres à l'état sacerdotal, et la présidence du bon cardinal de la Rochefoucauld, qui était chéri et vénéré de son clergé, conservèrent à ces séances un calme et une dignité qu'elles n'eurent pas dans toutes les provinces. Les commissaires avaient été d'ailleurs parfaitement choisis; ils représentaient bien l'opinion générale; aussi, plusieurs des articles furent-ils votés à l'unanimité. Ceux qui donnèrent lieu à de longues discussions ne passionnèrent jamais l'assemblée au point de lui faire perdre l'esprit de concorde et de confraternité.

Le mercredi 22 avril, le cardinal-président annonce au début de la séance que les commissaires rédacteurs, étant occupés à insérer au cahier les additions ou changements votés la veille, la discussion serait un moment interrompue; il propose de nommer les scrutateurs et de résoudre ensuite une question demeurée jusque-là litigieuse.

Les réguliers, possesseurs de bénéfices particuliers ou leurs représentants, avaient-ils ou non le droit de voter, en vertu de leurs titres personnels?

Dom Quennouel, député de l'abbaye de Fécamp, établit leur droit par des arguments qui parurent concluants à l'assemblée, qui les admit à délibérer sans toutefois tirer à conséquence pour l'avenir.

M. le curé de Gisors demande à l'assemblée de recevoir l'adhésion du clergé de son bailliage à la protestation de la noblesse de Gisors, réclamant les droits et formes primitives de leur ancien bailliage. On procéda ensuite à l'élection des scrutateurs. Les trois ecclésiastiques les plus âgés, le curé de Saint-Sauveur de Rouen, le curé de Motteville-Claville, le curé de Vitterville, recueillirent les suffrages écrits et annoncèrent le résultat.

Dom Quennouel, procureur et député de l'abbaye de Fécamp, l'abbé Pottier, supérieur du séminaire Saint-Vivien, le curé de

Sainte-Croix-des-Pelletiers, furent élus et proclamés scrutateurs.

La séance de l'après-midi fut consacrée à la discussion des articles du cahier.

Le lendemain jeudi, M. l'abbé de Lanney vint défendre une dernière fois la cause des privilèges du clergé, mais il sentait son opinion si compromise, qu'il sortit des généralités sereines de son argumentation précédente pour faire appel aux considérations de l'intérêt privé. Il montra aux curés les tristes conséquences qu'ouvrirait pour eux, pour leur influence, pour leur indépendance, l'abandon des anciennes formes de la contribution du clergé. Assurément il ne saurait être soupçonné de plaider sa propre cause. « Le titre qui m'a donné droit de me trouver parmi vous, dit-il, est une chapelle dont les biens sont loués 625 livres sans pot de vin; elle a pour près de 200 livres de charges, et elle est imposée à 110 livres de décimes; je gagnerais donc beaucoup à rentrer dans la classe des contribuables et à être imposé comme pour des biens laïques. » Ce qui le préoccupe, c'est le sort réservé au clergé, dont la dignité ne serait pas moins compromise que la sécurité par les dangereuses innovations qu'on veut substituer à ses antiques et légitimes privilèges.

On laissa cette fois encore le vénérable chanoine épuiser ses arguments. Le cardinal représenta alors que l'époque très prochaine des Etats généraux exigeait que l'on s'occupât immédiatement de la nomination des députés.

Le moment solennel était arrivé. Quel nom sortirait le premier de ce scrutin si libre, si dégagé de toute pression, de toute influence extérieure? Quel choix allaient faire les 799 suffrages appelés pour la première fois à cet acte de souveraineté? On vote en silence, au scrutin secret; les scrutateurs dépouillent les bulletins, et proclament comme premier député le cardinal de la Rochefoucauld, élu par 783 voix sur 799. Une immense acclamation accueille ce résultat. Les applaudissements se renouvellent à trois reprises consécutives; tout le monde est debout et fait au vénérable prélat une ovation enthousiaste. Celui-ci prononce avec émotion les paroles suivantes : « Je suis moins sensible, messieurs, à ma députation qu'à l'amitié qui vous l'inspire; je ne pourrai vous convaincre de ma reconnaissance qu'en remplissant exactement les ordres que vous me donnerez. »

Ces paroles redoublent l'attendrissement général.

Le mot *ordres* provoque de nouveau une manifestation des plus touchantes. L'assemblée proteste, dit le procès-verbal, que, dans sa confiance sans bornes, elle ne voulait charger son illustre et vénéré président que de ses vœux et de ses prières.

L'élection fut reprise l'après-midi pour le deuxième député, mais aucun des noms n'ayant réuni la majorité des suffrages, l'opération fut renvoyée à la séance du lendemain.

Le vendredi 24 avril, dans la séance du matin, M. Le Brun, curé de Lyons-la-Forêt, fut nommé deuxième député. Le président annonça à l'assemblée qu'il avait écrit en son nom à M. le directeur général des finances, pour lui représenter la profonde misère à laquelle se trouvait réduite la province par suite de la cherté excessive des grains et la cessation du travail des manufactures, et pour solliciter de Sa Majesté des secours prompts et efficaces.

Dans la séance de l'après-midi, M. l'abbé de Grieu, prieur de Saint-Ymer, a été élu troisième député, et Dom Davoust, prieur des Bénédictins de Saint-Ouen de Rouen, quatrième député.

La dernière séance eut lieu le samedi 25 avril. Elle fut employée à la rédaction définitive et au vote des articles du cahier réservés lors des dernières discussions.

Le cardinal a clos cette laborieuse session par une allocution touchante à l'assemblée, par des remerciements à messieurs les commissaires et aux secrétaires, et pour obtenir du ciel l'heureux succès des Etats généraux, il a autorisé les curés à célébrer dans leurs paroisses un salut solennel; après quoi l'assemblée chanta avec élan le *Te Deum* d'actions de grâces. Les membres se séparèrent pleins d'espérances et d'illusions que les événements devaient se hâter de détruire plus brusquement qu'ils ne les avaient fait naître.

Le clergé de Rouen, comme toutes les assemblées préparatoires de 1789, avait inséré dans son cahier cette résolution, qui, si elle eût été observée par les députés aux Etats généraux, eût préservé la France des effroyables calamités qui ont fondu sur elle.

« Le clergé du bailliage de Rouen donne à ses députés le pouvoir de le représenter aux Etats généraux, en leur prescrivant *très expressément* de n'exercer ce pouvoir inviolable que sous les clauses et dans l'esprit des articles énoncés ci-dessous. »

Le cahier des doléances s'ouvrait par un préambule où tous les griefs et toutes les plaintes légitimes de la nation étaient résumés avec une singulière énergie.

« Réunis par les ordres d'un souverain jaloux de l'amour de son peuple, et si digne de l'obtenir, nous sommes appelés pour traiter des plus grands intérêts de la nation. L'état constitutionnel de la monarchie méconnu ou ébranlé; le Code criminel souillé de sang, attaché à des formes cruelles où tout effraie l'innocence, où rien ne conduit à la sauver; la législation civile, souvent obscure, contradictoire, embarrassée, désespérante par ses longueurs et ruineuse par les frais qu'elle comporte; des plaies qui affligent l'Eglise; des abus qui la déshonorent; des ennemis qui l'outragent, également armés contre elle de toutes les ruses du sophisme et de toutes les impostures de la calomnie; les dettes de l'Etat accumulées sans bornes sous une administration vicieuse et multipliées par des profusions indiscrètes; des impôts onéreux, variés à l'infini, attachés à tous les besoins, arbitrairement répartis, exigés impérieusement sur une simple ordonnance ministérielle ou sur le mandat d'un simple délégué, qui dévorent toutes les ressources de l'agriculture et pèsent cruellement sur cette partie indigente de la nation à qui la Providence n'a donné que des bras pour subsister... tel est le tableau faiblement esquissé d'une partie « de ces abus en tout genre que le roi demande qui soient réformés et prévenus par de bons et solides moyens qui assurent la félicité publique. »

Le cahier comprenait 55 articles, dont plusieurs très développés, qui embrassaient toutes les réformes jugées alors nécessaires par l'opinion publique. Nous nous bornerons à faire connaître les principaux.

Dans les trois premiers articles le clergé, tout en acceptant l'état légal et civil accordé récemment aux non catholiques, demandait que la religion catholique continuât d'être la seule du royaume, et que le culte public ne pût être concédé aux non catholiques.

Sans doute, le clergé de 1789, accoutumé à une longue protection, pouvait ne pas avoir les idées modernes sur la liberté des cultes, mais en fait, et bien avant notre ère, les théologiens, comme saint Thomas, admettaient la tolérance civile des cultes, et les papes laissaient à Rome des milliers d'israélites exercer leur culte sous leur protection.

Nous nous en tenons sur cette grave question à la parole de Fénelon; il a écrit, en effet, à Jacques III : « Sur toutes choses, ne forcez jamais vos sujets à changer leur religion, nulle puissance

humaine ne peut forcer le retranchement impérissable de la liberté du cœur. La force ne peut jamais persuader les hommes; elle ne fait que des hypocrites. Quand les rois se mêlent de religion, au lieu de la protéger, ils la mettent en servitude. Accordez à tous la tolérance civile, *non en approuvant tout comme indifférent*, mais en souffrant avec patience ce que Dieu souffre, et en tâchant de ramener les hommes par une douce persuasion. » C'est la doctrine constante de l'Eglise. Ce que le Saint-Siège a condamné dans le *Syllabus*, c'est cette détestable maxime qu'on voudrait ériger aujourd'hui en principe : « Que l'Etat est athée; que le bien, le mal, le vrai, le faux, l'Alcoran ou l'Evangile, tout cela est égal, indifférent. »

On l'a dit avec autorité : « le Pape repousse, avec la religion, le bon sens, la vraie philosophie, cet insensé et coupable indifférentisme, et les conséquences de licence absolue qui en découlent, mais il ne repousse pas la tolérance pour les personnes et la tolérance civile des cultes. »

L'article 7 réclamait le retour périodique des conciles provinciaux et des assemblées synodales dans les diocèses;

L'article 8, l'observation des lois de la résidence par les bénéficiers;

L'article 11, l'abolition des déports;

L'article 13, la conservation des municipalités;

L'article 25 était l'un des plus importants. Il réglait le grand principe de l'égalité du clergé devant l'impôt, tout en conservant la forme ancienne de sa répartition. Le voici dans sa teneur : « Le clergé du bailliage de Rouen, aussi pénétré des sentiments patriotiques qu'aucun des ordres de l'Etat, consent que la généralité de ses biens soit assujettie à payer à l'Etat une somme égale à celle que paieront les biens des autres ordres qui sont d'une égale valeur. »

« Mais, jaloux de conserver la forme antique et respectable de cette administration sage et paternelle qui appuie les bases de la cotisation sur les principes de la justice distributive, et qui règle sa répartition toujours proportionnellement aux charges, aux travaux, aux besoins de ses différents membres, il ne veut ni n'entend s'écarter en aucune manière de cette forme d'administration.

« Pour concilier cette juste prétention avec son vœu de subvenir aux besoins de l'Etat comme tous les autres ordres, il enjoint expressément à ses députés de demander :

« 1^o Que tous les biens du clergé soient évalués, par les trois ordres réunis, de la même manière et avec les mêmes formalités et précautions que seront estimés les biens de tous les autres sujets du royaume.

« Cette opération justifiera la volonté sincère du clergé de porter, dans une proportion parfaitement égale avec les autres citoyens, le fardeau de l'Etat, et deviendra le gage et la preuve de son patriotisme;

« 2^o Qu'après que cette évaluation aura été déterminée d'une manière précise, la somme dont le clergé doit contribuer pour sa part proportionnelle aux besoins du royaume, l'assiette et l'imposition de cette somme sur les différents membres qui composent le clergé, seront laissées au clergé lui-même pour la répartir et la régir dans l'esprit de la forme ancienne. »

Dans l'article 30, le clergé demandait le maintien de ses assemblées;

Dans l'article 35, la suppression de tous les impôts désastreux, tels que la gabelle, les aides et les droits de contrôle, ou au moins leur modification jusqu'à ce qu'on ait trouvé le moyen de les remplacer par d'autres, dont le fardeau soit moins pesant pour le peuple;

Dans l'article 40, la confirmation et la jouissance de la chartre du duché de Normandie, appelée *Charte aux Normands*;

Dans l'article 41, la réforme de la législation civile et du code criminel, et celle des abus de la vénalité des charges;

Dans l'article 42, l'établissement, dans chaque paroisse, des juges de paix, devant lesquels seront portés, sans frais, toutes les contestations de légère importance;

Dans l'article 43, la conservation et l'amélioration des forêts;

Dans l'article 48, l'établissement, dans chaque arrondissement, d'un dépôt de remèdes pour le soulagement des pauvres, et leur distribution gratuite dans les paroisses des campagnes;

Dans l'article 51, le clergé s'occupe de l'instruction publique; il demande l'établissement de collèges là où ils sont nécessaires, leur consolidation là où ils sont en exercice, l'amélioration de leur régime et la correction des abus;

Dans l'article 52, il demande qu'il soit établi des écoles dans toutes les paroisses où elles seront jugées nécessaires;

Dans l'article 54, il réclame la réforme des prisons et l'adoucissement du régime pénitentiaire;

Dans l'article 55, il émet le vœu que l'usage ancien et constitutionnel de voter par ordre, et non par tête, aux Etats généraux, soit conservé.

Nous pouvons le dire en terminant, en toute vérité, les cahiers du clergé du bailliage de Rouen étaient empreints d'un grand esprit de patriotisme, de progrès et de sagesse. Ils respectaient l'ancienne constitution de la France tout en l'améliorant; ils réclamaient, avec la réforme des abus condamnés par l'opinion publique, l'ordre dans les finances, le contrôle des Etats généraux et des Etats provinciaux, et la participation du pays à sa propre administration. Ils posaient en principe l'égalité de tous les citoyens devant l'impôt, et faisaient sur ce point l'abandon d'anciens et importants privilèges; ils entraient enfin résolument dans la voie des améliorations dans toutes les branches du gouvernement.

Plus on étudie avec sérénité cette époque de notre histoire, plus il devient manifeste que la grande faute des députés de 1789 fut d'avoir déchiré le mandat qu'ils avaient reçu pour se lancer dans le formidable inconnu de la révolution.

Nous croyons devoir publier dans leur intégrité les cahiers du clergé de Caudebec-en-Caux et de Rouen, parce que de tels documents sont essentiels à l'histoire et veulent être conservés.

GRAND BAILLIAGE DE CAUX

CAHIER DE POUVOIRS ET INSTRUCTIONS POUR LES REPRÉSENTANTS DU CLERGÉ DU BAILLIAGE DE CAUX AUX ÉTATS GÉNÉRAUX.

L'Assemblée de l'ordre du clergé du bailliage de Caux, convoquée et réunie en la ville de Caudebec, aux termes des lettres de convocation données à Versailles le 24 janvier dernier, pour conférer tant sur les remontrances, plaintes et doléances, que sur les moyens et avis qu'elle a à proposer à l'Assemblée des Etats de la nation et pour élire ses représentants en icelle.

Donne, par le présent acte, aux députés qui seront choisis par la voix du scrutin, ses pouvoirs généraux pour la représenter aux Etats, y proposer, remontrer, aviser, contredire ou consentir tout ce qui peut concerner les besoins de l'Etat, la réformation des abus, l'établissement d'un ordre fixe et durable dans toutes les parties du Gouvernement, la prospérité du royaume et le bonheur commun et particulier des citoyens.

Le vœu de l'Assemblée est qu'aux Etats généraux les députés opinent par ordre et non par tête :

1^o Parce que cette forme étant consacrée par un usage constant auquel il n'a jamais été dérogé, est devenue constitutionnelle;

2^o Parce que chaque ordre ayant ses intérêts particuliers à discuter, et les intérêts généraux de la nation ayant plus ou moins de liaison avec les intérêts particuliers de chaque ordre, il est plus avantageux à chaque ordre d'opiner en particulier avec pleine et entière liberté;

3^o Parce que, chaque ordre opinant en particulier, les Etats généraux ont trois barrières à opposer aux abus de l'autorité et trois préservatifs contre les artifices de la séduction, au lieu de n'en avoir qu'un.

Ensuite l'Assemblée, considérant que les membres ont trois relations diverses, l'une avec l'Etat dont ils sont citoyens, la seconde avec le duché de Normandie, leur patrie, et la troisième avec la religion sainte dont ils sont les ministres, a jugé à propos de leur donner des mandats particuliers adaptés à chacune de ces relations.

1^{er} MANDATS RELATIFS AU BIEN GÉNÉRAL DE L'ÉTAT.

L'Assemblée donne à ses députés le mandat de travailler conjointement avec les autres députés du royaume, à rétablir, sur des bases certaines, la constitution française, dont les principes ont été si longtemps négligés et si violemment ébranlés.

Et pour y parvenir : 1^o de veiller particulièrement à ce que l'autorité du souverain soit affermie sur des bases inébranlables et qu'on ne porte aucune atteinte aux droits sacrés et imprescriptibles de la monarchie;

2^o De régler que les Etats généraux seront désormais assemblés à des époques fixes et déterminées;

3^o Que les formes à observer à l'avenir pour la convocation et la tenue de ces assemblées nationales seront fixées de manière qu'il ne reste ni doute ni incertitude sur aucun des objets contestés; par exemple, comme il s'est élevé dans quelques bailliages primitifs des difficultés relativement à la présidence du tiers dudit clergé en l'absence des évêques, qu'il soit décidé clairement quel est celui à qui, selon l'ordre de la hiérarchie, cette présidence sera alors dévolue;

4^e Que le droit ancien de la nation, tant de fois reconnu par les souverains, de consentir et octroyer tout impôt soit direct, soit indirect, sera de nouveau reconnu et consacré; en sorte que, par la suite, il ne puisse être perçu aucun impôt ni fait aucun emprunt qui n'ait été consenti soit par la nation elle-même, soit par les Etats généraux et seulement pour un temps limité;

5^e Que, cependant, comme il faut prévoir les besoins d'une guerre inopinée qui surviendrait tout à coup, il sera pourvu dans les Etats généraux, même au besoin éventuel, par quelque moyen simple et circonscrit, soit pour la quotité, soit pour la durée, de telle sorte qu'on ne puisse en abuser;

6^e Que la loi seule puisse priver les citoyens de leur liberté, et que si jamais des raisons d'Etat ou même des motifs de clémence et de bonté déterminent le roi à faire arrêter quelqu'un de ses sujets, on ne puisse refuser sous trois jours ni après, dans aucun temps, le renvoi devant les tribunaux ordinaires à celui qui jugera à propos de le réclamer;

7^e Que les droits sacrés de la propriété seront de nouveau confirmés et assurés, de manière que dans la suite aucun citoyen ne puisse être inquiété dans sa propriété autrement que d'après les lois du royaume, d'y être poursuivi ailleurs que devant son juge naturel; et qu'en conséquence, toute commission de juges extraordinaires, tous droits de *committimus*, toute évocation à des tribunaux étrangers aux justiciables seront abolis;

8^e Lorsque les droits de la nation énoncés ci-dessus, relativement à la convocation des Etats généraux, au pouvoir d'octroyer les impôts, à la sûreté des personnes et des propriétés, auront été définitivement réglés et consignés dans une loi qui sera désormais la base de la constitution française; alors, et non avant, les députés constateront le montant des dettes de l'Etat, des dons et pensions, en rechercheront l'origine, en discuteront la légitimité, et ils régleront sur les connaissances qu'ils auront acquises, les sacrifices généraux et patriotiques que la dignité du trône, le maintien de la foi publique, et les dépenses indispensables, les divers départements pourront imposer au zèle de la nation.

Le clergé du bailliage de Caux sait trop bien ce qu'il doit à son roi et à sa patrie pour ne pas leur offrir en cette fâcheuse circonstance le sacrifice de tous ses privilèges pécuniaires. Le premier ordre de l'Etat ne s'est jamais laissé prévenir lorsqu'il a fallu don-

ner des preuves de zèle et de désintéressement. Le clergé du bailiage de Caux fera toujours voir qu'il est digne de lui appartenir; la seule chose sur laquelle il se permet de faire un vœu, c'est d'être maintenu, conformément à la possession du clergé, dans le droit de faire lui-même la répartition de sa contribution à l'impôt, répartition qui sera faite par des commissaires électifs et amovibles tous les trois ans, en nombre proportionnel à chaque classe de l'ordre du clergé;

9° L'Assemblée donne pouvoir à ses députés de consentir la vente des domaines dont la conservation est présentement si peu avantageuse à l'Etat, en prenant, toutefois, de justes mesures pour que les fonds provenant de cette vente soient employés à leur destination;

10° Elle les charge de supplier Sa Majesté de faire, dans l'administration civile et criminelle, toutes les réformes dont elle est susceptible; d'abrégier les procédures, de diminuer les degrés de juridiction, d'en diviser les ressorts trop étendus lorsque le vœu des provinces sera connu et constaté; d'autoriser les municipalités des campagnes à terminer sans frais les petites contestations qui sont une source de haine et de division dans les familles, et de réviser le point de la Coutume de Caux qui fait des successions un partage contre lequel réclame la nature et la justice, et de demander la destruction de la vénalité des charges;

11° Elle les charge aussi de demander la suppression des droits d'aides et gabelles, de contrôle, des droits de traites et de marques des cuirs qui sont absorbés en grande partie par les frais de perception en pure perte pour l'Etat, et qui, d'ailleurs, sont si onéreux aux sujets de Sa Majesté et si contraires à leur tranquillité, et de demander que ces droits soient remplacés par quelques impôts plus simples et qui, pesant moins sur les citoyens, puissent cependant remplir le vide occasionné par la suppression de ces impôts;

12° L'Assemblée recommande encore à ses députés de chercher, avec la plus scrupuleuse attention, le moyen le plus propre pour assurer, dans l'administration des biens ecclésiastiques, les droits des bénéficiers ainsi que ceux des fermiers qui pourraient se trouver lésés par la résiliation plus ou moins facile des baux;

13° Le clergé, frappé des inconvénients qu'entraînent, pour l'amélioration des biens ecclésiastiques, les droits d'amortissement qui portent sur les reconstructions des bâtiments ainsi que les

droits sur les échanges des mêmes biens, espère, par la voix de ses députés, obtenir la suppression d'un droit qui grève aussi sensiblement ses propriétés. Les bois, qui font partie des possessions du clergé, étant soumis à un régime qui influe sur les exploitations, le clergé désire aussi que cet objet soit offert par ses députés à l'examen des Etats généraux ;

14^e Le clergé du bailliage de Caux, portant ses vues sur l'intérêt général des citoyens, charge spécialement ses députés de solliciter la suppression de toutes les entraves que le régime actuel peut porter aux intérêts du commerce et de l'agriculture.

2^e MANDAT RELATIF A LA PROVINCE DE NORMANDIE.

L'Assemblée donne mandat spécial à ses députés de se concerter avec tous les autres députés des bailliages de la Normandie pour faire valoir, dans toute leur force, les lois du duché de Normandie au rétablissement de ses Etats provinciaux, interrompus depuis 1654 ; mais qui, malgré cette interruption, n'ont jamais été ni pu être anéantis. Rétablissement fondé sur sa constitution primitive, sur la charte de Louis le Hutin, appelée charte aux Normands, sur toutes celles qui l'ont confirmée depuis et tout récemment sur la promesse de Sa Majesté.

3^e MANDATS RELATIFS A L'ADMINISTRATION ECCLESIASTIQUE.

L'Assemblée donne mandat à ses députés de solliciter : 1^o l'exécution des lois sur la fréquente tenue des Conciles provinciaux, si nécessaires au maintien de la discipline ecclésiastique ;

2^o Qu'on renouvelle les lois de la sanctification des dimanches et des fêtes, et surtout qu'on tienne la main à la stricte observation de ces lois ; qu'on mette un frein à la profanation de ces saints jours, en supprimant les marchés publics et les foires qui se tiennent ces jours-là, les jeux publics ainsi que les cabarets et les cafés, source de scandales et de désordres ;

3^o Qu'on veille particulièrement sur l'éducation publique ; qu'on prépose dans les collèges des hommes uniquement consacrés à cette fonction, aussi recommandables par leurs bonnes mœurs et leur piété que distingués par la science, et que leur régime et leur conduite soient soumis à l'inspection de l'évêque diocésain, des officiers municipaux et des curés ;

4^e Que les lois sur la prohibition des mauvais livres soient rigoureusement observées; qu'on punisse exemplairement les auteurs et tous ceux qui imprimeront et répandront dans le public ces productions contagieuses; et qu'en conséquence, on prenne les plus grandes précautions pour arrêter et circonscrire la trop grande liberté de la presse et aussi des gravures licencieuses;

5^e Que le Roi soit supplié d'avoir égard aux remontrances de son clergé, relatives à l'édit en faveur des non catholiques; de peser dans sa sagesse l'importance des représentations qui lui ont été faites; de réprimer leurs assemblées illégales; de mettre un frein aux abus occasionnés par cet édit. On citera ici des exemples de ces abus : un prétendu ministre s'est permis tout récemment de marier un protestant avec une fille catholique née de parents catholiques, sur la paroisse de Saint-Maclou, de Rouen, ainsi que dans Bolbec et ses environs; d'ailleurs, les protestants se sont arrogé l'exercice le plus entier de leur religion, telle que l'administration d'un baptême souvent défectueux et l'érection des temples où ils se rassemblent au son des cloches qui appellent les catholiques à la prière;

6^e Que le Roi soit aussi supplié d'avoir égard aux remontrances de son clergé, relativement à la nomination des bénéfices à charge d'âmes dont le patron est non catholique, et de rendre une loi qui remette entre les mains de l'ordinaire les nominations de ces bénéfices jusqu'à ce que ce patronage soit exercé par un catholique;

7^e De supprimer les monitoires ou de ne les permettre que dans les cas les plus graves; d'en laisser la libre disposition aux officiaux, sans que l'on puisse exercer contre eux aucune contrainte à cet égard;

8^e D'abolir les déports établis en Normandie et inconnus dans presque toutes les autres provinces du royaume, droit peu évident dans son principe toujours contesté, toujours contraire au bien spirituel et temporel des paroisses, et de dédommager Nos Seigneurs nos évêques et MM. les archidiacres, par l'union de quelque bénéfice d'une valeur proportionnée ou par tout autre moyen que Sa Majesté jugera convenable;

9^e Que l'on s'occupe efficacement de l'amélioration des cures dont le revenu n'est pas suffisant, et notamment des cures à portion congrue à raison des habitants et des charges du bénéfice,

ladite augmentation en nature et non pas en argent autant que faire se pourra.

L'Assemblée sollicite les mêmes soins de Sa Majesté sur le sort de MM. les vicaires, et une augmentation proportionnelle de leur sort à celui des curés, la suppliant de fixer les honoraires des vicaires de manière que les gros décimateurs contribuent en proportion des dîmes qu'ils ont dans la paroisse, et que toute loi à ce contraire soit révoquée sur chaque portion des décimateurs;

10° Qu'il soit fait un fonds assez considérable pour que les curés qui ne peuvent plus exercer les fonctions du ministère, vicaires et autres prêtres, leurs coopérateurs, dont les services n'ont obtenu aucunes récompenses, puissent y trouver un secours contre les infirmités et les besoins d'un âge avancé, ainsi qu'une augmentation graduelle de revenus à proportion de leurs travaux;

11° Que ce fonds soit administré par l'évêque diocésain et quelques curés des villes et de la campagne, dans un nombre qui sera fixé et proportionné de manière que les uns et les autres aient une influence suffisante dans la répartition;

12° Que, pour détruire la mendicité, il soit établi au plus tôt, dans toutes les paroisses, un fonds de charité pour subvenir aux besoins des vieillards, des malades et des familles pauvres, en la manière qu'adoptera la sagesse et la prévoyance du gouvernement, et qu'à cette obligation de justice et d'humanité les gros décimateurs seront tenus de contribuer en proportion du produit de leurs revenus dans chaque paroisse;

13° Que, selon les demandes faites aux assemblées provinciales et de département, la présidence dans les assemblées municipales des campagnes soit déférée en l'absence du seigneur aux curés, pour rendre à leur état spirituel et civil l'honneur qui lui est dû, et aussi pour ne pas les écarter de ces assemblées où leur présence est précieuse et nécessaire à tant de titres;

14° Que les fabriques jouissent de la liberté de remplacer à leur volonté les sommes provenant de rentes remboursées soit sur le Roi, sur le clergé et le pays d'état, soit sur particuliers;

15° Que l'on mette à exécution l'édit de 1695 concernant la juridiction ecclésiastique, et que, conformément aux dispositions qu'il contient, les deniers de fabrique ne puissent être employés à la réédification des presbytères et des églises, à la décharge des pro-

priétaires, mais qu'ils soient employés à l'entretien du culte public ou aux décorations intérieures;

16^e Que l'on exécute pareillement le règlement du clergé de 1770 en ce qui concerne la convocation et la nomination des députés aux assemblées ecclésiastiques, soit générale et soit diocésaine;

17^e Que l'on rende une loi qui, après un mûr examen, fixe irrévocablement l'opinion sur la nature de l'usure et du prêt de commerce, pour diriger celle du peuple et des ministres de la religion;

18^e Que Sa Majesté soit suppliée d'accorder l'enregistrement et l'exécution de la déclaration du 29 mars 1786, qui annule l'arrêt de règlement du Parlement de Normandie de 1784 sur le fait des dîmes, et qui règle la manière de percevoir les dîmes insolites, en sorte que ceux qui en prétendent l'exemption soient tenus d'en faire la preuve par quarante ans. L'Assemblée recommande à ses députés de faire une attention particulière au mémoire des agents du clergé, article des dîmes.

Quant aux autres objets non énoncés ci-dessus, qui pourront être proposés et discutés aux États généraux pour l'affermissement de la constitution, la splendeur de l'État et le bonheur des citoyens de tous les ordres, l'Assemblée déclare qu'elle s'en rapporte aux lumières et au zèle de ses députés, et qu'elle leur donne à cet effet tous pouvoirs nécessaires.

GRAND BAILLIAGE DE ROUEN

CAHIER DE DOLEANCES DU CLERGÉ DU BAILLIAGE DE ROUEN, ASSEMBLÉ AVEC LE CLERGÉ DES AUTRES BAILLIAGES SECONDAIRES

Réunis par les ordres d'un souverain jaloux de l'amour de son peuple, et si digne de l'obtenir, nous sommes appelés pour traiter des plus grands intérêts de la nation. L'État constitutionnel de la monarchie inconnu ou ébranlé; le Code criminel souillé de sang, attaché à des formes cruelles où tout effraie l'innocence, où rien ne conduit à la sauver; la législation civile, souvent obscure, contradictoire, embarrassée, désespérante par ses longueurs et ruineuse par les frais qu'elle emporte; des plaies qui affligent l'Eglise; des abus qui la déshonorent; des ennemis qui l'outragent également armés contre elle de toutes les ruses du sophisme et de toutes les impostures de la calomnie; les dettes de l'État accumulées sans bornes sous une administration vicieuse et multipliées

par des profusions indiscrètes; des impôts onéreux, variés à l'infini, attachés à tous les besoins, arbitrairement répartis, exigés impérieusement sur une simple ordonnance ministérielle ou sur le mandat d'un simple délégué, qui dévorent toutes les ressources de l'agriculture et pèsent cruellement sur cette partie indigente de la nation à qui la Providence n'a donné que des bras pour subsister; des manœuvres sourdes et vexatoires dans cette partie des finances qui a pour objet les domaines, les contrôles et autres fiscalités accablantes, où les droits s'accroissent graduellement sur des arrêts interprétatifs du Conseil que le Conseil n'a jamais prononcés, et que l'avarice d'un secrétaire ou d'un commis de bureau vend à l'avidité du fermier.

Tel est le tableau faiblement esquissé d'une partie « de ces abus « en tout genre que le Roi demande qui soient réformés et préve-
« nus par de bons et solides moyens qui assurent la félicité
« publique. C'est pour opérer cette réforme et pour établir un
« ordre constant et invariable dans toutes les parties du gouver-
« nement, qu'il s'est déterminé à convoquer dans une Assemblée
« nationale toute les provinces du royaume, tant pour le conseiller
« et l'assister que pour lui faire connaître les souhaits et les dolé-
« ances de ses peuples. » Admirable vœu d'un souverain !

Pour répondre à ces vœux, le clergé du bailliage de Rouen recommande à ses députés de remplir, avec toute l'énergie inséparable de la justice et de la vérité, la tâche la plus noble et la plus glorieuse, celle de présenter à un monarque religieux et sensible les besoins de son peuple et les moyens d'y remédier.

En conséquence, le clergé du bailliage de Rouen donne à ses députés le pouvoir de le représenter aux Etats généraux, en leur prescrivant très-expressément de n'exercer ce pouvoir inviolable que sous les clauses et dans l'esprit des articles énoncés ci-dessous.

ARTICLE PREMIER. — Les députés demanderont que la religion catholique, apostolique et romaine continue d'être la seule du royaume, et que le culte public ne puisse être accordé au non catholiques.

ART. 2. — Le clergé du bailliage de Rouen ne s'élève pas contre l'état légal et civil accordé aux non catholiques par le dernier édit; mais les députés insisteront avec force sur la prohibition des mariages mixtes, dont les dernières remontrances du clergé de France ont exposé les abus de la manière la plus lumineuse.

ART. 3. — C'était une loi toujours observée dans le royaume que les protestants fissent baptiser leurs enfants dans les églises paroissiales. Les députés insisteront sur le rétablissement de cette loi.

ART. 4. — Pour prévenir les suites infiniment dangereuses de la liberté de la presse, les députés, dans le cas où cette liberté serait accordée contre le vœu du clergé, demanderont que tout imprimeur soit obligé de mettre son nom au bas des ouvrages qui sortiront de sa presse, et qu'il soit responsable des faits faux diffamants ou scandaleux qui pourraient y être insérés; et que l'on condamne à des peines sévères tous les auteurs, libraires ou colporteurs qui seraient convaincus d'avoir composé ou distribué des ouvrages contre la religion ou les mœurs.

ART. 5. — Les députés demanderont que les officiers de police soient contraints de faire exécuter les ordonnances relatives à l'observation des dimanches et fêtes, et celles qui ont été rendues contre les cabarets et les jeux de hasard, et que les violateurs de ces lois soient poursuivis et punis sur les dénonciations qui pourront en être faites.

ART. 6. — Les députés observeront que les abus qu'on fait des monitoires, hasardés légèrement pour des causes de la plus faible importance, souvent même ridicules, les exposent aux mépris et en détruisent l'effet; en conséquence, ils demanderont qu'ils ne soient accordés que pour des crimes capitaux ou d'Etat.

ART. 7. — L'Eglise avait sagement établi, pour le maintien de l'ordre et de la discipline ecclésiastique, le retour périodique des conciles provinciaux et des assemblées synodales dans les diocèses. Les députés en demanderont le rétablissement.

ART. 8. — Ils réclameront encore l'observation des lois anciennes et respectables qui font aux bénéficiers un devoir de la résidence, et de celles que l'Eglise a prononcées contre les abus de la pluralité des bénéfices.

ART. 9. — Les curés, prêtres et citoyens, également redevables à la religion et à l'Etat, responsables de leur conduite aux lois de l'Eglise et à la police du royaume, sont exposés souvent à être traduits et condamnés aux tribunaux des magistrats pour avoir été fidèles aux statuts synodaux de leur diocèse. Les députés solliciteront les moyens d'assurer la tranquillité des ministres de la religion, en leur prescrivant une conduite qui les mette à l'abri de tous les dangers qui les environnent.

ART. 10. — Les députés demanderont que les préventions en Cour de Rome qui jettent dans le ministère tant de sujets incapables, ne puissent avoir lieu qu'un mois après la mort des titulaires.

ART. 11. — Les députés représenteront que les déports, qui sont d'usage surtout en Normandie, laissent les paroisses longtemps privées de leurs pasteurs légitimes et multiplient les abus; ils solliciteront une loi qui les abolisse, et un dédommagement pour les évêques et autres personnes qui en perdraient la jouissance.

ART. 12. — Les députés demanderont un règlement qui fixe d'une manière uniforme et invariable les droits honorifiques qui sont dus aux seigneurs des paroisses dans les églises.

ART. 13. — Les députés demanderont que les municipalités soient conservées, et qu'en l'absence des seigneurs la présidence en soit donnée aux curés.

ART. 14. — Les députés exposeront que l'insuffisance des pensions accordées aux curés à portion congrue, et la modicité des revenus de plusieurs autres, font à la nation un devoir de justice de pouvoir à leurs besoins par une augmentation de revenus ou de pensions proportionnée aux charges des bénéfices, à l'étendue des paroisses et aux prix des denrées. Ils réclameront la même justice en faveur des curés des villes, dont la plupart n'ont qu'un revenu très-modique.

ART. 15. — Les députés demanderont également l'augmentation de la pension des vicaires, à laquelle les gros décimateurs sont tenus de contribuer proportionnellement.

ART. 16. — Les députés exposeront l'état des vicaires et des autres prêtres chargés, dans les villes, des travaux d'un ministère pénible, surtout dans les grandes paroisses où le repos de la nuit est si souvent interrompu, et où tous les instants les rendent nécessaires à tous les besoins; ils solliciteront en faveur de ces prêtres utiles un sort honnête, les moyens de vivre conformément à la décence de leur état, et l'assurance d'une retraite pour tous les ecclésiastiques des villes et des campagnes, qui seront infirmes ou qui auront vieilli dans l'exercice noble et respectable de la religion et de l'humanité.

ART. 17. — Les curés, ces ministres si précieux à la religion, souvent épuisés de travaux et de fatigues avant l'âge où la nature appelle ordinairement la caducité, ont un droit bien légitime à la

reconnaissance publique. Les députés proposeront que l'on fixe dans toutes les églises cathédrales et collégiales un nombre déterminé de prébendes pour servir de récompense aux curés, vicaires et autres prêtres qui auront supporté les travaux du ministère pendant un temps considérable.

ART. 18. — Les entraves qui enchainent la liberté du citoyen, pour le livrer aux vexations et à la tyrannie du fisc, doivent être prosrites d'un Etat libre : il est donc bien important que les députés réclament en faveur du clergé : 1^o l'affranchissement du droit onéreux d'amortissement pour toutes les mutations de propriété entre gens de mainmorte et pour les constructions et reconstructions; 2^o la liberté de passer les baux sous signature privée, comme tous les autres sujets de l'Etat; 3^o une autorisation pour les fabriques de replacer sur tous les corps et particuliers sans distinction, les capitaux des rentes qui leur seront remboursées; 4^o l'affranchissement pour les maisons religieuses de tous les droits de contrôle et d'insinuation sur les dots des filles qui entrent en religion.

ART. 19. — Les députés demanderont avec instance que, pour assurer le repos des pasteurs, et rétablir la confiance qui doit exister entre eux et leur troupeau, la déclaration sur les dîmes, du 29 mai 1786, soit mise en vigueur.

ART. 20. — Les députés demanderont un règlement qui fixe une indemnité aux curés pour les terres converties en herbages, bois, parcs et jardins; que cette indemnité soit jugée par arbitres et sans frais, et que l'estimation puisse être renouvelée tous les neuf ans. Ils appuieront cette demande sur la justice, qui prescrit de compenser par des dédommagements les pertes que ces mutations font éprouver.

ART. 21. — Les députés réclameront contre la déclaration de 1768, qui prive les curés du droit de dîmer les novales.

ART. 22. — Les vues sages qui ont déterminé l'Eglise et l'Etat à rendre fixes tant de curés qui n'étaient autrefois que des chapelains révocables à la volonté des curés primitifs, militent également en faveur des curés dépendant de l'ordre de Malte. Les députés demanderont pour eux l'inamovibilité, et pour eux encore, comme pour leurs vicaires, l'augmentation des portions congrues.

ART. 23. — Pour assurer la tranquillité de ceux qui prennent à ferme les bénéfices et favoriser l'amélioration de l'agriculture,

souvent négligée par l'incertitude du terme de la jouissance, les députés demanderont une loi qui écarte l'inconvénient qui résulte de la résiliation des baux par la mort ou la démission des bénéficiaires; mais qui prévienne en même temps les abus que cette nouvelle disposition pourrait faire naître.

ART. 24. — Les abus qui se sont introduits dans les économats exigent que cet établissement soit supprimé, et qu'il soit remplacé dans ce qu'il peut avoir d'utile par une administration plus convenable.

ART. 25. — Le clergé du bailliage de Rouen, aussi pénétré des sentiments patriotiques qu'aucun des ordres de l'Etat, consent que la généralité de ses biens soit assujettie à payer à l'Etat une somme égale à celle que paieront les biens des autres ordres qui sont d'une égale valeur.

Mais, jaloux de conserver la forme antique et respectable de cette administration sage et paternelle qui appuie les bases de la cotisation sur les principes de la justice distributive, et qui règle sa répartition toujours proportionnellement aux charges, aux travaux, aux besoins de ses différents membres, il ne veut et n'entend s'écarter en aucune manière de cette forme d'administration.

Pour concilier cette juste prétention avec son vœu de subvenir aux besoins de l'Etat, comme tous les autres ordres, il enjoint expressément à ses députés de demander :

1^o Que tous les biens du clergé soient évalués, par les trois ordres réunis, de la même manière et avec les mêmes formalités et précautions que seront estimés les biens de tous les autres sujets du royaume.

Cette opération justifiera la volonté sincère du clergé de porter, dans une proportion parfaitement égale avec les autres citoyens, le fardeau de l'Etat et deviendra le gage et la preuve de son patriotisme;

2^o Qu'après que cette évaluation sera déterminée d'une manière précise, la somme dont le clergé doit contribuer pour sa part proportionnelle aux besoins du royaume, l'assiette et l'imposition de cette somme sur les différents membres qui composent le clergé, seront laissées au clergé lui-même pour la répartir et la régir dans l'esprit de la forme ancienne.

ART. 26. — Les dettes du clergé ayant été contractées pour les besoins de l'Etat, doivent être confondues dans la dette nationale;

ce n'est qu'à cette condition que le clergé du bailliage de Rouen consent à l'égalité proportionnelle de l'impôt.

ART. 27. — Les députés s'opposeront à toute aliénation des biens ecclésiastiques qui pourrait être proposée comme un moyen de payer les dettes du clergé.

ART. 28. — Le clergé du bailliage de Rouen déclare vouloir conserver tous les droits personnels et honorifiques dont il a joui jusqu'à présent et il enjoint à ses députés de protester contre tout ce qui pourrait donner atteinte à la dignité de son ordre, le diviser ou le restreindre.

ART. 29. — Les Etats généraux ne pouvant puiser une connaissance plus sûre des affaires du clergé, que dans les lumières de ses agents généraux, les députés demanderont que lesdits agents aient séance aux Etats comme nécessaires à la discussion de ses intérêts.

ART. 30. — Les députés déclareront que le clergé entend conserver ses assemblées, comme la seule barrière qui puisse arrêter la licence des écrits et des mœurs; comme seules capables de s'opposer au progrès d'une funeste philosophie qui multiplie chaque jour ses attaques contre la religion et l'Eglise et comme nécessaires au maintien de son administration.

ART. 31. — Les évêques assisteront aux assemblées du clergé selon leur droit; mais les députés demanderont que les représentants du second ordre soient élus, pour y assister, dans la forme adoptée pour les Etats généraux.

ART. 32. — Les dépenses considérables des assemblées du clergé étant la seule raison que l'on puisse opposer à leur conservation, les députés concerteront, avec les autres députés de leur ordre, les moyens les plus sages d'établir une administration qui réunisse aux avantages de l'économie ceux de concourir au bien général de la religion et du royaume.

ART. 33. — Les députés demanderont que les impositions du clergé soient versées directement dans la caisse des Etats provinciaux par les chambres syndicales, ce moyen évitera la nécessité d'avoir un receveur général, dont les appointements sont une dépense inutile et onéreuse.

ART. 34. — Les députés demanderont que les chambres syndicales soient composées de membres librement élus par les divers corps du clergé dans un nombre convenable et pour un temps déterminé.

ART. 35. — Les députés solliciteront la suppression de tous les impôts désastreux, tels que la gabelle, les aides et les droits de contrôle, ou au moins leur modification jusqu'à ce que l'on ait trouvé les moyens de les remplacer par d'autres, dont le fardeau soit moins pesant pour le peuple.

ART. 36. — Les députés proposeront de réunir, sous une seule dénomination, tous les impôts qui se perçoivent sur les terres et d'y soumettre, sans exception, tous les parcs, bois, enclos et jardins d'utilité et d'agrément. Ils calculeront pareillement les moyens les plus propres à établir un impôt aussi proportionné qu'il sera possible sur les fortunes mobilières et les biens des capitalistes.

ART. 37. — Comme un des principaux objets des impôts doit être la libération de la dette nationale, les députés discuteront avec la plus grande attention la nature de cette dette, les causes, les abus qui l'ont fait naître et entretenue; ils constateront le déficit immense dont on parle depuis si longtemps; ils calculeront les moyens de le couvrir et d'assurer la solidité de la dette.

ART. 38. — Les députés feront tous leurs efforts pour rétablir l'ordre et l'économie dans les finances; supprimer toutes les dépenses inutiles, les charges, les commissions, les emplois superflus; restreindre les pensions et les gratifications; annuler les échanges ruineux pour le domaine de la couronne, réduire les intérêts au taux prescrit par les ordonnances; anéantir l'agiotage effréné, si commun aujourd'hui dans la capitale, et qui engloutit une si grande partie des fonds qui feraient la prospérité du commerce et de l'agriculture dans les provinces; établir un régime d'administration tel qu'il prévienne à jamais le retour des déprédations; enfin, les députés feront toutes les recherches et tous les changements nécessaires pour éviter l'établissement de nouveaux impôts que des peuples déjà trop épuisés sont dans l'impossibilité de supporter.

ART. 39. — Les députés porteront leur attention sur les emprunts multipliés où le ministère français a mis jusqu'à ce jour une confiance imprudente. Ces emprunts, au lieu d'avoir été pour l'Etat un remède qui fermât ses plaies, n'ont été qu'un palliatif infidèle à l'ombre duquel le mal a fait des progrès qui l'ont rendu presque incurable. Pour empêcher à l'avenir les ministres du Roi d'employer arbitrairement et sans mesure ces moyens ruineux et fixer invariablement la confiance publique, les députés feront déclarer

que tous les emprunts jugés nécessaires ne pourront être faits que du consentement de la nation.

ART. 40. — Les députés sont spécialement chargés de redemander la conformation et la jouissance de la charte du duché de Normandie, appelée charte aux Normands, donnée par Louis X en 1315, renouvelée par Philippe-de-Valois en 1339, confirmée par Charles VI en 1380, par Charles VII en 1458, par Louis XI en 1464, par Charles VIII en 1485, et enfin par Henri III en 1579, sur la demande des trois Etats de la province.

ART. 41. — L'obscurité de la législation civile, ses contradictions, l'embarras et la lenteur de ses formes, la dureté du Code criminel, demandent nécessairement une réforme. Les députés la solliciteront, ils insisteront également sur les abus de la vénalité des charges.

ART. 42. — Les députés demanderont qu'il soit établi dans chaque paroisse des juges de paix, devant lesquels seront portées, sans frais, toutes les contestations de légère importance, sauf le recours aux Tribunaux ordinaires.

ART. 43. — La conservation et l'amélioration des forêts ont dû fixer, depuis quelques années surtout, la plus grande attention du gouvernement, les abus multipliés dans leur administration, les pertes qui en résultent, les suites qu'on en doit craindre, seront exposés par les députés; ils demanderont que le soin en soit spécialement confié aux Etats provinciaux, et que les biens des gens de mainmorte soient régis de la même manière que ceux des autres citoyens, en prévenant, cependant, par de sages précautions les nouveaux abus auxquels cette faveur pourrait donner lieu.

ART. 44. — Les évocations dans les difficultés qui s'élèvent entre les curés et certains corps réguliers et autres privilégiés, les arrêts de surséance, qui ne tendent qu'à soustraire le débiteur infidèle aux justes recherches de ses créanciers, les droits de *committimus*, sont des sources de vexations et d'abus. Les députés en demanderont la suppression.

ART. 45. — Le traité de commerce avec l'Angleterre a excité la réclamation de plusieurs chambres de commerce et de tous ceux qui sont à la tête des manufactures. Les députés proposeront d'examiner, avec l'attention la plus réfléchie, les avantages et les inconvénients de ce traité.

ART. 46. — Les députés représenteront que la filature du coton

est l'occupation des femmes et des enfants du peuple dans la plus grande partie de la Normandie, et ils prieront les Etats généraux de peser dans leur sagesse s'il est réellement avantageux d'adopter ou de rejeter les machines anglaises.

ART. 47. — La position désespérante, dans laquelle le peuple se trouve jeté par le prix excessif et la disette des grains, impose l'absolue nécessité de prendre les moyens les plus sages et les plus prompts d'y remédier. Les députés demanderont que l'exportation des grains ne soit permise qu'après que les Etats provinciaux se seront assurés qu'il existe une très-grande abondance.

ART. 48. — Tous les objets d'utilité publique sont précieux à la religion. Les députés du clergé du bailliage de Rouen représenteront que les intendants des provinces ont, depuis plusieurs années, distribué gratuitement, dans les paroisses des campagnes, des remèdes pour le soulagement des pauvres. Afin de perpétuer ce secours si nécessaire à la portion indigente de la nation, les députés demanderont qu'il soit établi dans chaque arrondissement un dépôt de remèdes destinés au même usage, et qu'il soit nommé un médecin chargé d'en faire la visite.

ART. 49. — L'Etat militaire est la gloire et la défense du royaume; la patrie doit se faire un devoir d'en améliorer le sort.

ART. 50. — L'agriculture est une des sources les plus précieuses des richesses de l'Etat; tout doit tendre à la favoriser; tout doit écarter les fléaux destructeurs qui en arrêtent les progrès ou en diminuent les fruits. Les députés solliciteront l'exécution exacte et sévère des sages réglemens qui ont été faits, concernant les droits de chasse et les colombiers.

ART. 51. — L'instruction publique doit fixer spécialement les regards de la nation; les universités, les collèges et les séminaires, où se forment et se perfectionnent les talents qui doivent un jour honorer et servir l'Etat et la religion, méritent d'exciter le plus vif intérêt. Les députés solliciteront les Etats d'en ordonner l'établissement dans les lieux où ils paraîtront nécessaires; d'en consolider l'existence dans ceux où ils sont établis; d'en améliorer le régime; d'en corriger les abus; d'en perfectionner l'enseignement et de s'occuper aussi sérieusement des mœurs et de la capacité des maîtres, que du progrès des élèves.

ART. 52. — La première instruction se prend dans les écoles; en les multipliant, on en fait recueillir le fruit à un plus grand

nombre d'individus. Les députés demanderont qu'il en soit établi dans toutes les paroisses où elles seront jugées nécessaires, avec l'approbation et sous l'inspection des curés.

ART. 53. — La mendicité qui remplit les villes de vagabonds, et les campagnes de voleurs et d'incendiaires, mérite les regards de la nation assemblée; on a proposé différents moyens pour arrêter ce fléau destructeur. Les députés recommanderont avec force d'en choisir et d'en adopter quelqu'un qui puisse conduire au succès désiré, mais ils se souviendront que les mendiants sont des hommes, et que si la justice prescrit d'en réprimer les désordres, l'humanité fait un devoir de fournir à leurs besoins.

ART. 54. — La charité réclame toujours en faveur des malheureux dans le cœur des ministres de la religion : elle ne voit que le malheur. Les prisons ont souvent fixé ses regards, lieux affreux où règnent la misère et l'infection, où l'on éprouve souvent l'abandon le plus cruel. Dans ces lieux, avec le scélérat, se trouve confondu l'homme infortuné que des revers y précipitèrent, et quelquefois l'homme innocent que le soupçon y fit renfermer. Les députés inspirés par les sentiments de la charité chrétienne demanderont instamment qu'on pourvoie à tous ces abus; qu'on soulage leurs besoins et qu'on adoucisse au moins leur malheur par les secours dus à l'humanité.

ART. 55. — Quant à la manière d'opiner à l'assemblée nationale, comme il est probable qu'à l'ouverture des Etats généraux la forme constitutive d'opiner sera mise en question, les députés demanderont que l'usage ancien et constitutionnel de voter par ordre et non par tête, soit conservé. Si, pour éluder l'effet de cette manière de voter, on proposait que les ordres s'assemblaient par bureaux, ce qui aurait le même inconvénient que d'opiner par tête, puisqu'alors ce serait, en effet, par tête qu'on prendait les suffrages, les députés n'y consentiront que pour y discuter les affaires et les y approfondir sans jamais y délibérer, et avant toute décision ils exigeront que chacun se retire dans la chambre particulière de son ordre, pour y arrêter les délibérations et y conserver chacun son veto, et il n'y aura rien d'arrêté que ce qui aura été consenti par les trois ordres séparément.

Tels sont les pouvoirs et instructions que donne à ses députés l'ordre du clergé du bailliage de Rouen. Plein de confiance en leurs lumières et leur sagesse, il est convaincu de la prudence

avec laquelle ils feront aux différents objets l'application des principes qui leur sont tracés; mais pour appuyer leur opération sur une base solide et les précautionner contre cet artifice insidieux dont ne s'enveloppe que trop souvent le courtisan perfide pour surprendre la droiture et trahir la bonne foi, le clergé croit devoir prescrire à ses députés de ne consentir absolument à aucun impôt, subside ou emprunt, avant qu'ils aient obtenu dans les Etats généraux le rétablissement des Etats particuliers de la province de Normandie, sous la forme et l'organisation qui sera trouvée la plus analogue au bien public et la plus propre à maintenir la paix et l'harmonie si désirée entre les trois ordres de la province.

Avant que l'on ait fixé d'une manière inviolable une époque pour la seconde tenue des Etats généraux, avec une protestation formelle et absolue de la part des députés que tous impôts et subsides qu'ils auraient consentis cesseront de plein droit, si lesdits Etats généraux n'étaient pas rassemblés au temps indiqué pour les renouveler, ou qu'on voulût les suppléer à cet effet par des commissions intermédiaires.

Fidèles à ces instructions, et par là dignes de nos suffrages, les députés du bailliage de Rouen s'élèveront au niveau de leurs augustes fonctions; ministres de la religion et enfants de la patrie, ils défendront les intérêts de l'une et relèveront la gloire de l'autre. Attentifs aux regards de l'univers fixé sur leurs délibérations, ils se feront un devoir d'en mériter l'estime. L'image même de la postérité, juge toujours impartial des actions des hommes, élèvera leur âme, soutiendra leur courage, secondera leurs efforts. Eclairés dans leurs opinions, ils pèseront dans la balance de la sagesse et de la justice la masse des résultats utiles ou funestes à leur siècle qui fuit, comme à celui qui s'avance, et en travaillant ainsi pour le bien de leurs concitoyens, pour le bien de tous les ordres, de toutes les classes, ils acquerront la considération personnelle et s'associeront au bonheur de la nation.

Délibéré et arrêté à l'Assemblée du clergé du bailliage de Rouen, le 25 avril 1789, et ont signé : † D., cardinal de La Rochefoucauld, archevêque de Rouen; l'abbé de Tressan, vicaire-général de Rouen; l'abbé Poissonnier des Perrières, conseiller au Parlement de Normandie; Le Cauchois, sous-principal émérite du collège de Rouen; Jobard, curé de Touffreville; curé de Conteville; Painchon,

curé du Bourgheroulde; Mechevrel, curé du Pré-d'Auge; Husset, curé de Cocquainvilliers; Morin, curé de Pont-l'Évêque; Lemonnier, curé de Pennedepie; Rebut, curé d'Ablon; Vesque, curé de Saint-François-d'Herbigny; Coquillot, curé de Mesnil-Jourdain-Levisse; de Montigny, curé de Quatre-Mares; Fr.-Al. Davoust, prieur de l'abbaye de Saint-Ouen; E. Derenable, prieur de Bonne-Nouvelle; F. Verdun, prieur de Mortemer; F. Laurent-Imbault, procureur des Chartreux; P. Cousin; Douthé, vicaire de Saint-Maclou; Caron, prêtre-vicaire de Saint-Vivien; Morel, curé de Critot, secrétaire; Le Dannois, curé de Rumesnil, secrétaire.

CHAPITRE VII

LE CARDINAL DE LA ROCHEFOUCAULD
DÉPUTÉ AUX ÉTATS GÉNÉRAUX
ET A L'ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUANTE

1789-1791

CHAPITRE VII

I

Le cardinal de la Rochefoucauld se rendit à Versailles pour assister à la séance solennelle d'ouverture des Etats généraux. La cérémonie religieuse qui devait précéder cette séance, eut lieu le dimanche 4 mai 1789. La procession générale du Très Saint Sacrement partit de l'église Notre-Dame, vers onze heures, pour se rendre à Saint-Louis, où devait être célébrée la messe du Saint-Esprit. La procession était ouverte par les Récollets, et formée par le clergé des deux paroisses de Versailles. Les députés du Tiers-Etat marchaient ensuite sur deux lignes parallèles. La noblesse suivait, puis le clergé. La musique du roi séparait les curés des Evêques placés immédiatement avant le dais du Saint Sacrement, porté par M^{sr} l'archevêque de Paris. Il y avait 32 évêques présents. « M^{sr} l'archevêque de Rouen, à grande chape de cardinal, avait la place d'honneur. » (1). Les cordons du dais étaient tenus par Monsieur, M. le comte d'Artois, M. le duc d'Angoulême, M. le duc de Berry. Le Roi marchait après le dais, ayant la Reine à sa gauche. Madame, Madame Elisabeth, Madame la duchesse d'Orléans, Madame la princesse de Lamballe, formaient un second rang. Toutes les personnes composant la procession portaient un cierge. La messe fut célébrée à Saint-Louis par M^{sr} l'archevêque de Paris, M^{sr} de la Fare, évêque de Nancy, prononça un sermon qui dura plus d'une heure et demie et fut applaudi « sans respect pour la majesté du lieu saint, de l'Assemblée et de la cérémonie. »

Le lendemain, lundi 5 mai, le Roi fit l'ouverture des Etats généraux. Nous n'avons pas à raconter cette séance mémorable à la quelle assista le cardinal de la Rochefoucauld, en grand costume

(1) *Mercur de France*. Samedi 16 mai 1789. p. 134 et suiv.

de cardinal. Il occupait la première place de son ordre, à droite. La noblesse se trouvait à gauche, le Tiers-Etat en face du trône. Notons seulement que le Roi y fut l'objet d'une ovation enthousiaste qui arracha des larmes aux plus indifférents. Le 6 mai, les députés de l'ordre du clergé qui étaient au nombre de 308, savoir 44 prélats, 52 abbés, vicaires-généraux et professeurs; 205 curés; 7 moines ou chanoines réguliers, se réunirent dans leur salle particulière et nommèrent le cardinal de la Rochefoucauld, président provisoire de leur ordre. C'était un hommage rendu à ses mérites et à sa haute influence. On décida de procéder à la vérification des pouvoirs. Le 8, le clergé nomma des commissaires chargés de se réunir à la noblesse et au Tiers-Ordre pour traiter la question si discutée de la vérification des pouvoirs en commun ou séparément. M. Dillon, curé du Vieux-Pouanges, et M. Thibault, curé de Souppes, au diocèse de Luçon, furent nommés secrétaires de la Chambre du clergé par intérim. Le 11, on procéda à l'élection des commissaires au nombre de huit, et on nomma MM. l'archevêque de Vienne, l'évêque de Langres, l'abbé Coster, Dillon, curé du Vieux-Pouanges, Richard, curé de Chinon, Thibault, curé de Souppes, Le Séves, curé de Saint-Briaize, et Thiébaut, curé de Metz. L'archevêque de Vienne et l'évêque de Langres, ayant donné leur démission, furent remplacés par l'archevêque d'Arles et l'évêque de Clermont. On fit une députation vers l'Ordre de la noblesse. M. l'évêque de Saintes fut chargé de porter la parole.

Le cardinal proposa le 14 mai d'envoyer au roi une députation nombreuse pour lui présenter les hommages du clergé, et d'inviter les autres ordres à s'y réunir. Cette proposition fut reçue avec acclamation.

Le cardinal rendit compte le lendemain de la mission dont il avait été chargé près du roi relativement à la députation que le clergé se proposait de lui envoyer. Il fit part de la réponse du roi : « Je vous verrai tous avec plaisir. »

On proposa ensuite de faire le dépouillement des cahiers de tous les bailliages. Cette proposition fut acceptée à la pluralité, à condition qu'on ne ferait pas mention des pouvoirs concernant la délibération par ordre ou par tête, et que le dépouillement se ferait par ordre de matières.

Ce travail considérable occupa les séances suivantes.

Le 23 mai, deux députations du clergé et de la noblesse se ren-

dirent séparément à l'assemblée du Tiers, et y firent connaître la résolution de l'un et l'autre ordre de renoncer à tous leurs privilèges et de supporter avec égalité les contributions et les charges générales, conformément à la très grande majorité des cahiers rédigés dans les assemblées bailliagères de leurs commettants.

Le cardinal, comme président, avait vivement exhorté le clergé à entrer dans cette voie où l'appelaient l'opinion publique, les justes exigences de la situation, et ses propres désirs.

Le roi ayant nommé une commission pour résoudre la question de la vérification des pouvoirs en commun, le clergé s'empressa d'accéder au projet de conciliation.

Le 6 juin, le clergé adopta à l'unanimité une proposition relative aux moyens de soulager la misère du peuple et de remédier à la cherté des grains, il nomma une commission chargée d'étudier les voies et moyens et pria le cardinal de la Rochefoucauld de rendre compte au roi de cette délibération. Le cardinal s'acquitta dignement de sa mission. Le roi répondit avec sa bonté ordinaire. « Les objets que me présente la délibération du clergé fixent depuis longtemps mon intérêt et mon attention. Je crois n'avoir négligé aucun des moyens propres à rendre moins funeste l'effet inévitable de l'insuffisance des récoltes. Mais je verrai avec plaisir se former une commission des Etats généraux qui puisse, en prenant connaissance des moyens dont j'ai fait usage, s'associer à mes inquiétudes et m'aider de ses lumières. »

Le clergé examina plusieurs projets destinés à soulager la misère publique.

Cependant, la proposition du Tiers-Etat qui demandait depuis l'ouverture des Etats généraux la réunion des trois ordres, la délibération en commun et le vote par tête, préoccupait vivement le clergé. Elle revenait souvent dans ses séances. Des orateurs parlaient pour et contre, on hésitait à prendre parti dans une aussi grave question, et si l'on permettait aux avis individuels de se produire, l'ordre ne paraissait pas en majorité favorable à cette innovation. Après six jours de délibérations contradictoires et orageuses, on adopta le 19 juin, la résolution suivante : « La pluralité du clergé assemblé est d'avis que la vérification définitive des pouvoirs soit faite dans l'assemblée générale, sous la réserve de la distinction des ordres, réservés de droit. » Il y avait alors 290 membres présents; 136 votèrent la résolution; 128 votèrent

contre, et 26 proposèrent un moyen terme. Elle passa ainsi à 8 voix de majorité. Si elle donnait satisfaction au Tiers-Etat pour la vérification des pouvoirs en commun, elle repoussait la réunion des ordres. Toutes ces discussions préliminaires qui avaient duré un mois entier, paraîtraient inexplicables si l'on ne se rappelait que cette question de forme, de la vérification des pouvoirs en commun ou séparément, cachait au fond la vraie pensée de la révolution. Le Tiers-Etat qui menait alors l'opinion, voulait une assemblée unique et le vote par tête. Comme il était égal en nombre aux deux autres ordres réunis, et qu'il pouvait compter sur les voix d'un certain nombre de membres du clergé et de la noblesse, acquis depuis longtemps à ses idées, il était sûr de la majorité. De là son obstination à entraver pendant un mois la constitution des Etats généraux.

Le clergé était très divisé, il faut bien le reconnaître. La résolution du 19 juin n'avait obtenu qu'une très faible majorité.

Le cardinal de la Rochefoucauld avait, à la suite de ce vote, levé la séance. Il était six heures du soir. La majorité s'était retirée à sa suite. La minorité composée de 128 membres, resta en séance. Elle avait à sa tête l'archevêque de Bordeaux, l'archevêque de Vienne, et l'évêque de Chartres.

Elle recruta la plupart des 26 membres qui avaient adopté un moyen terme, et continua la séance pendant la nuit. Elle forma, avec cet appoint, une nouvelle majorité qui voulut détruire ce qu'avait fait la majorité précédente.

Chose plus grave, le public commençait à intervenir dans les délibérations du clergé. Il y avait eu des scènes violentes à la sortie des prêtres qui suivaient le cardinal de la Rochefoucauld. Les prêtres effrayés des menaces dont ils avaient été poursuivis, s'étaient réunis chez le cardinal et l'avaient prié, ainsi que l'archevêque de Paris, de se rendre auprès du roi, à Marly, pour l'informer de ces tristes incidents et le supplier de pourvoir au plus tôt « à la sûreté individuelle et générale de la Chambre du clergé. »

Le lendemain 20 juin, intervient la fameuse séance du jeu de paume où les députés du Tiers-Etat font serment de ne se séparer qu'après avoir donné une Constitution à la France.

Déjà les députés du Tiers avaient déclaré le 17 par 480 voix, dans une séance de nuit où assistaient quelques membres du clergé, et d'après la motion de Sieyès, *qu'ils sont la seule réunion légitime,*

attendu qu'il ne peut exister entre le trône et cette assemblée aucun pouvoir négatif, et s'étaient intitulés Assemblée Nationale.

Le 22 juin, 149 membres du clergé se réunissent aux députés du Tiers assemblés dans l'église Saint-Louis.

Le 23, eut lieu la célèbre séance royale où Louis XVI se plaint de la division qui régnait parmi les ordres, « division si funeste, dit-il, à l'ouvrage de la restauration; » son discours fut suivi d'une déclaration précise qui maintenait l'ancienne distinction des ordres, comme essentiellement liée à la constitution du royaume.

La séance royale terminée, le clergé, à l'exception de quelques curés, et la noblesse obéissent à l'ordre du roi et s'éloignent. Les députés du Tiers restent seuls dans la salle. On connaît la scène qui suivit. Le maître des cérémonies, M. le marquis de Dreux-Brézé rappelle les intentions du roi et prie les députés de se séparer. Bailly, leur président, répond qu'il est lié par le vœu des membres des communes. M. de Dreux-Brézé insiste. Mirabeau s'écrie : « Allez dire à ceux qui vous ont envoyé, que nous sommes ici par la volonté du peuple, et que nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes. » L'assemblée décrète immédiatement par 341 voix contre 31, l'inviolabilité de ses membres. Le pouvoir n'osa pas réprimer cette désobéissance éclatante.

Dès ce moment la révolution était faite.

Le lendemain mercredi 24 juin, le clergé s'assemble comme d'ordinaire dans la salle de ses séances, sous la présidence du cardinal. La séance devient vite orageuse. On s'occupe du grand événement de la veille. Un bon nombre de curés demandent la réunion du clergé au Tiers-Etat et déclarent qu'ils sont décidés à se séparer de leur ordre pour se confondre dans l'Assemblée nationale. Après de vives réclamations, ils exécutent leur résolution au nombre de 151 et sortant de la salle, vont se réunir aux députés du Tiers.

132 membres de l'ordre du clergé restent fidèles dans la salle et prennent la résolution suivante : « Les membres du clergé assemblés dans la salle affectée à leur ordre, pour y reprendre leurs séances conformément à la volonté du roi, lecture faite des discours et de la déclaration de Sa Majesté concernant la présente tenue des Etats généraux, et en conséquence des articles I et XI de ladite déclaration, sont convenus de reconnaître comme valides tous les pouvoirs déjà légalement vérifiés des membres tant absents que présents, sur la députation desquels il ne s'est point élevé de

contestations. Ils ont en conséquence déclaré qu'ils se constituaient dès à présent en Assemblée active du clergé aux Etats généraux ; et ladite Assemblée a arrêté, à l'égard de la communication des pouvoirs entre les ordres, et les jugements à porter sur les pouvoirs contestés, de se conformer aux articles II et X de ladite déclaration. »

On a procédé ensuite à l'élection d'un président. M^{sr} le cardinal de la Rochefoucauld ayant obtenu la majorité des suffrages a été proclamé en cette qualité.

Le 27 juin, le cardinal de la Rochefoucauld recevait et communiquait à l'assemblée du clergé la lettre suivante du roi.

« Mon cousin, uniquement occupé de faire le bien général de mon royaume, et désirant par dessus tout que l'Assemblée des Etats généraux s'occupe des objets qui intéressent toute la nation, d'après l'acceptation volontaire que votre ordre a faite de ma déclaration du 23 de ce mois, j'engage mon fidèle clergé à se réunir, sans délai, avec les autres ordres, pour hâter l'accomplissement de mes vues paternelles. Ceux qui sont liés par leurs pouvoirs peuvent y aller sans donner de voix jusqu'à ce qu'ils en aient reçu de nouveaux ; ce sera une nouvelle marque d'attachement que le clergé me donnera.

« Sur ce, je prie Dieu, mon cousin, qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

« Signé : LOUIS. »

Le 27 juin 1789.

Le roi avait parlé, le clergé ne pouvait qu'obéir.

Il prit en conséquence la résolution de se réunir aux autres députés. « L'assemblée, dit le Moniteur, est sortie ayant le cardinal de la Rochefoucauld à sa tête, et s'est réunie aux deux autres ordres, pour former l'assemblée nationale. »

Notre cardinal ayant mis fin par cette démarche à son mandat de président de l'ordre du clergé, va siéger désormais dans les rangs de l'assemblée nationale comme simple député. Toutefois il crut devoir, dans la séance du 2 juillet, faire des réserves de droit, plus pour sauvegarder les principes que pour en tirer les conséquences. Il s'adressa en ces termes à l'assemblée.

« Messieurs, il est de mon devoir de vous déclarer que lorsque les membres du clergé qui étaient restés dans la chambre de leur

ordre sont venus avec moi dans la salle commune aux trois ordres, nous avons fait préalablement des réserves, portant que :

« Vu la déclaration du roi du 23 juin, la lettre de Sa Majesté à moi adressée le 27 juin, les membres du clergé, toujours empressés à donner à Sa Majesté des témoignages de respect, d'amour et de confiance, justement impatients de pouvoir se livrer enfin à la discussion des grands intérêts d'où dépend la félicité nationale, ont délibéré de se réunir dès aujourd'hui aux deux ordres de la noblesse et du tiers-état dans la salle commune, pour y traiter les affaires d'une utilité générale, conformément à la déclaration du roi, sans préjudice du droit qui appartient au clergé, suivant les lois constitutives de la monarchie, de s'assembler et de voter séparément; droit qu'ils ne veulent ni ne peuvent abandonner dans la présente session des Etats généraux, et qui leur est expressément réservé par les articles VIII et IX de la même déclaration. Je vous prie, Messieurs, de trouver bon que je mette sur le bureau la présente déclaration et que je vous en demande acte. »

L'archevêque de Vienne, Le Franc de Pompignan, qui avait embrassé la cause de la révolution, prit alors la parole.

Il observa qu'il était peu exact d'appeler, comme le faisait le cardinal, ordre du clergé la minorité qui ne s'est réunie qu'après la majorité, et de prétendre lier cette majorité, qui seule pourrait s'appeler l'ordre du clergé, par des délibérations prises en son absence, ou par des réserves auxquelles sa conduite avait ôté tous prétextes.

L'archevêque d'Aix, M. de Boisgelin, répliqua que les réserves faites étaient imposées à la conscience de la minorité du clergé qui ne pouvait déchirer le mandat dont elle avait été investie, mais qu'elle ne nuirait en rien à sa participation aux travaux de l'assemblée.

M^r l'archevêque de Vienne s'écria qu'il ne fallait plus parler de majorité ni de minorité puisqu'elles n'existaient plus.

Pétion marqua son étonnement de l'acte du cardinal de la Rochefoucauld et dit qu'il était impossible de donner acte des réserves que le cardinal venait de lire.

M^r l'archevêque de Vienne trouva opportun de faire observer que les actes de la minorité présidée par le cardinal étaient si peu avoués du clergé que la majorité de cet ordre, réunie depuis longtemps, déclarait n'y prendre aucune part.

Il était triste de voir cette division s'accroître en public. L'archevêque de Vienne, qui était d'ailleurs un prélat estimable et très instruit, s'était laissé entraîner, par bonté ou par faiblesse, dans le parti qui menait alors l'assemblée. Elle le choisit bientôt après pour président pendant quinze jours, et le roi lui donna la feuille des bénéfices. C'est à lui que le Pape adressa ses réclamations sur le projet de constitution civile du clergé; on sait que M. de Pompi-gnan tint la lettre du Pape secrète et ne la communiqua pas au clergé. On ne trouva cette lettre, dans ses papiers, qu'après sa mort arrivée à Paris le 30 décembre 1790. Son attitude, dans cette séance du 2 juillet, s'explique par son caractère faible et timide. La discussion prit à ce moment une tournure très vive.

Mirabeau monta à la tribune. Il trouva étrange la protestation du cardinal. « On ne proteste pas, dit-il, on ne fait pas de réserves contre la nation. Nul ne peut rester membre de l'assemblée nationale s'il n'en reconnaît pas la souveraineté; et l'assemblée elle-même ne peut délibérer en présence de quiconque se croit le droit de protester contre ses délibérations. Celui qui veut protester contre les actes de l'assemblée doit, pour en acquérir le droit, commencer par se retirer. Mon opinion est qu'il est absolument contraire aux principes et aux convenances de recevoir des pièces pareilles à celles que vient d'offrir M^{gr} le cardinal, et surtout d'en donner acte. » M. de Clermont-Tonnerre parla après Mirabeau. Son opinion se résume en ces mots : « Laissons les individus parler de leurs droits; sans doute, et du moins nous devons le penser, ils céderont avec le temps à l'opinion publique : mon avis est de recevoir les réserves, mais de n'en pas donner acte. »

M. du Galand s'exprima ensuite en ces termes : « Permettez-moi, Messieurs, de vous présenter deux réflexions; l'une est relative à la forme, l'autre concerne le fond; 1^o quant à la forme, le clergé étant réuni déjà dans la salle, votre procès-verbal ne doit plus renfermer d'équivoque; or, puisqu'il était dans la salle, on ne peut recevoir comme réserves du clergé celles qu'il ne fait pas, celles qu'il ne pourrait pas faire, et qui n'appartiennent qu'à la minorité.

2^o Quant au fond, notre conduite est déterminée par le parti que nous avons pris le 30 juin, relativement aux protestations de quelques membres de la noblesse. Il a été arrêté que ces actes demeureraient entre les mains de vos secrétaires; cette première délibération est celle qui doit vous régler en ce moment.

M. Mounier : Il faut faire une distinction entre les actes qui sont des déclarations et ceux qui sont des protestations.

Quant aux premiers, on peut en donner acte; quant aux seconds, je crois qu'on ne peut même les recevoir. Les premiers sont plus favorables en ce que c'est pour acquitter sa conscience que l'on se détermine à les présenter à l'assemblée; c'est en quelque sorte une justification publique vis-à-vis des commettants.

M. Legrand n'admet point la distinction du préopinant.

M. Bailly objecte que ce n'est pas le moment de se livrer à cette discussion.

Mirabeau insiste : « Un tel acte, dit-il, est moins une réserve, une protestation, qu'un ordre très impératif que MM. de la minorité du clergé prétendent intimer à l'assemblée au moment même où ils se disent réunis à elle pour délibérer en commun.

Je laisse à la sagesse des membres de l'assemblée de décider si ce ne serait pas manquer également à eux-mêmes et à leurs commettants que de recevoir un acte où des membres des États généraux proclament une volonté différente du vœu de l'assemblée et destructive de ses arrêtés, tandis qu'aucune puissance sous le ciel, pas même le pouvoir exécutif, n'a le droit de dire *je veux* aux représentants de la nation. »

M. de Laborde demande que sur cette discussion on revienne à l'ordre du jour.

Un député des communes exprime le vœu que l'acte apporté par M^{re} le cardinal de la Rochefoucauld soit remis dans les mains des secrétaires pour y faire droit, s'il y a lieu.

M. le président Bailly consulte l'assemblée.

Elle déclare ne reconnaître l'acte lu par M^{re} le cardinal de la Rochefoucauld que comme un vœu particulier et individuel, et que les nouvelles déclarations en ce genre qui seraient remises dorénavant, demeureront dans les mains des secrétaires (1).

L'acte du cardinal fut le dernier effort tenté en faveur de l'ancienne constitution des États généraux, désormais remplacés par l'assemblée nationale. Il fallait se soumettre aux événements plus forts que les traditions, il le fit. Dans la séance du jeudi, 16 juillet, après la prise de la Bastille, qui marque nettement le caractère de

(1) *Moniteur Universel* n° 13.

la révolution, plusieurs membres de la noblesse déposèrent sur le bureau une déclaration conçue en ces termes :

« Messieurs, la fidélité que plusieurs membres de la noblesse devaient à leurs commettants, ne leur a pas permis jusqu'à présent de prendre part à vos délibérations; mais les circonstances actuelles, si intéressantes pour le bien public, sont trop impérieuses pour ne pas les entraîner; persuadés qu'ils ne font que prévenir le vœu de leurs commettants, auxquels ils vont en rendre compte, ils ont l'honneur de vous annoncer qu'ils donneront désormais leurs voix sur les objets qui vont occuper l'Assemblée nationale. »

M. le cardinal de la Rochefoucauld, dit le *Moniteur* (1), au nom de presque tous les membres du clergé, fait une semblable déclaration :

M. l'abbé de Montesquiou prononce à ce sujet un discours qui est vivement applaudi. Il dit, entr'autres choses, que le courage avec lequel les membres du clergé sont restés fidèles à leurs mandats, annonce à l'Assemblée nationale le courage qu'ils mettront désormais à défendre les principes et les droits de la nation.

Par le fait, les députés nommés aux Etats généraux, avaient outrepassé leur mandat en se constituant, de leur propre chef, sans consulter les électeurs, au mépris même des cahiers, en Assemblée nationale. On peut lire les innombrables cahiers de 1789, aucun n'avait donné pouvoir aux députés de changer l'ancienne constitution de la monarchie et de remplacer les Etats généraux par une Assemblée nationale. Bien des députés, — et le cardinal était du nombre — se croyant liés par leur mandat, n'avaient pas voulu en sortir, mais après la journée du 14 juillet et sur les conseils du roi, ils n'hésitèrent plus à placer le salut public au-dessus de leurs légitimes scrupules de mandataires, et ils entrèrent dans le nouvel ordre de choses avec l'espoir de régénérer la France.

Hélas! leurs illusions furent de courte durée. Notre bon cardinal suivit assez assidûment les séances de l'Assemblée, mais il n'y prit jamais la parole. Il n'intervint que par ses votes dans les questions importantes soumises à l'Assemblée.

(1) N° 49, p. 466. Edition Plon, 1858.

II

La plus grave de toutes était la constitution civile du clergé, dont il nous faut parler avec quelques détails, en raison de la part importante que prit notre cardinal à la résistance aux décrets de l'Assemblée.

« Il faut décatholiciser la France » avait dit Mirabeau, dans un accès de franchise brutale, dévoilant ainsi le secret de la franc-maçonnerie et le dernier mot de la Révolution. L'Assemblée en prit les moyens. Elle avait d'abord nommé le 20 mars 1789, un comité ecclésiastique composé de quinze députés, chargé de préparer des projets de réforme. La droite y comptait deux évêques, ceux de Clermont et de Luçon et plusieurs de ses membres. Le rapport de Treilhard sur la suppression des ordres religieux partagea le comité en deux fractions égales. L'Assemblée porta alors à trente le nombre des membres; elle eut soin de choisir les membres nouveaux parmi les adversaires de l'Eglise. C'est alors que les deux évêques et sept autres membres fidèles à l'orthodoxie se retirèrent et ne furent pas remplacés. Les vingt-et-un autres restants eurent le champ libre.

Ils proposèrent en mai 1790, le projet de constitution civile du clergé.

Il réduisait le nombre des évêques de 134 à 83, c'est-à-dire un évêque par département; demandait une nouvelle circonscription des paroisses; supprimait tous les chapitres; donnait à l'Evêque, qui devait être le pasteur immédiat de la paroisse qu'il habitait, des Vicaires épiscopaux en nombre déterminé, qui formaient son conseil, et dont il serait obligé de prendre l'avis pour tout acte de juridiction. Les Evêques devaient être élus par le même corps électoral qui nommait les membres de l'Assemblée du département. A ce moment de notre histoire, pour être électeur, il fallait, être né français, âgé de 25 ans, domicilié dans la commune depuis un an au moins, payer une contribution égale à trois journées de travail. Les Evêques ainsi nommés recevaient l'institution canonique du métropolitain, ou, à son défaut, du plus ancien évêque de la province. Il leur était expressément défendu de la demander au Pape, auquel il devaient seulement écrire, en témoignage de la Communion qu'ils étaient résolus d'entretenir avec lui. L'élec-

tion des curés appartenait également à tous les citoyens actifs et électeurs du district; qu'ils fussent protestants, juifs, incrédules. Le curé était confirmé canoniquement par l'Evêque. Evêques et curés étaient obligés de prêter serment de fidélité, à la nation, à la loi, au roi, et à la constitution décrétée par l'Assemblée nationale.

Cette constitution, qui semblait respecter, au premier abord, les dogmes et la morale de l'Eglise, méconnaissait formellement son indépendance, sa hiérarchie, sa juridiction et sa discipline, qui font aussi partie essentielle de ses dogmes. Nous aurons occasion de le prouver surabondamment en étudiant les discussions auxquelles elle donna lieu.

La discussion générale commença le 29 mai. M. de Boisgelin, archevêque d'Aix, parla avec une extrême modération. Il déclare qu'il ne s'oppose pas à la réforme des abus qu'on avait pu relever dans l'ancien état de choses, mais on ne peut le faire qu'en recourant à l'autorité de l'Eglise. En conséquence, il propose à l'Assemblée de consulter l'Eglise de France par un concile national. Dans le cas où cette proposition ne serait pas adoptée, il déclare au nom de ses collègues, que ne reconnaissant pas à l'Assemblée, le droit de s'immiscer dans les choses de la foi et de la discipline ecclésiastique, les Evêques et les prêtres ne pourront pas même participer à la discussion.

Treilhard, président du comité ecclésiastique, vint défendre l'œuvre du comité en posant ces deux questions, qu'il résolut affirmativement.

Les changements proposés sont-ils utiles?

Avez-vous le droit de les faire?

Le 31 mai, MM. Leclerc et Goulard, défendirent avec talent les droits de l'Eglise. Robespierre et Camus essayèrent de répondre à leurs arguments. Robespierre se signala dès cette époque par une motion qu'il devait plus tard convertir en décret pendant sa dictature : le mariage des prêtres. La discussion générale fermée, on passa aux articles. Dès le premier article qui disposait qu'il n'y aurait désormais qu'un siège épiscopal par département, l'évêque de Clermont réitéra la demande de l'archevêque d'Aix, de convoquer un Concile national, puis les Evêques, ayant essuyé un refus s'abstinrent de prendre part à la délibération des autres articles qui furent adoptés par la majorité.

Restait la sanction du Roi qui se fit longtemps attendre. Louis XVI en référa secrètement au Pape, qui lui conseilla de ne pas commettre cet acte schismatique. Mais les révolutionnaires avaient un moyen infailible d'obtenir du roi ce qu'ils voulaient; ils le menaçaient d'une émeute. Louis XVI craignant de voir couler le sang, se résigna à signer la constitution, le 24 août 1790. On fut quelque temps à appliquer la nouvelle loi, et les choses demeuraient en l'état, quand la question se présenta de nouveau et inopinément, le 28 novembre de la même année (1790). Voidel, le rapporteur des comités, apporta à la tribune un projet de loi qui enjoignait aux laïques et aux prêtres de prêter serment à la constitution civile du clergé, sous peine d'être déclarés démissionnaires, et d'être remplacés suivant la forme prescrite par la constitution.

C'était le premier acte d'hostilité, la première application de cette loi. Surpris, affligés, consternés, les membres de l'Assemblée qui tenaient encore à la religion catholique, demandèrent l'ajournement de la discussion. Mirabeau ne l'entendait pas ainsi et voulait la discussion immédiate. L'Assemblée lui donna raison.

Mirabeau fit alors un discours, préparé depuis longtemps, car il était dans le secret des projets du conseil, et sut obtenir avec son éloquence passionnée les applaudissements les plus enthousiastes des tribunes.

Maury, pris au dépourvu, fut obligé d'improviser pour lui répondre, mais loin de désertier la lutte, il se montra plus redoutable à son adversaire que jamais, et lui fit expier chèrement ses succès de tribune. Le discours de Maury est à connaître, si l'on veut se faire une idée juste de la question, c'est de plus un monument oratoire. Il y manie tour à tour la théologie, l'histoire, la politique, la controverse, l'ironie, l'invective, avec une supériorité écrasante pour ses adversaires. Il leur montre l'iniquité de leurs procédés.

« Nos adversaires ont ici de grands avantages sur nous; ils préparent de loin et en silence le rapprochement des griefs qu'ils veulent nous imputer. Quand ils ont ramassé dans les ténèbres les armes que la calomnie leur présente dans toutes les parties de cet empire, plusieurs comités qui ne sont jamais gênés dans leurs opinions par la présence de nos partisans, se réunissent à notre insu, pour tracer le plan du combat qu'ils doivent nous livrer.

Un rapporteur est choisi pour servir d'organe à ces conseils clandestins, où chacun apporte en tribut ses moyens de nuire. L'orateur ainsi renforcé par cette conspiration mystérieuse, se renferme alors pour *nous travailler en constitution*. Il donne l'ordre à ses coopérateurs qui se disposent à soutenir l'attaque. Dès que les agresseurs sont prêts, le jour du combat est choisi; on nous annonce tout à coup une séance extraordinaire dont l'objet nous est inconnu. La foudre nous frappe avant l'éclair. La délibération s'ouvre par un long et perfide rapport, renforcé à chaque page, par ces violentes déclarations qui commandent aux tribunes la manœuvre législative des applaudissements.

Les orateurs préparés en faveur du décret, s'emparent alors de la parole, et nous lisent avec toute la véhémence d'une inspiration soudaine, leurs discours composés à loisir. Si nous demandons l'ajournement pour préparer notre défense, ajournement qu'on ne refuse jamais dans les tribunaux ordinaires pour les plus légers intérêts, un délai de deux jours nous est refusé. Nous n'avons pas même le temps de la réflexion, seule puissance qui nous reste à invoquer en défendant nos droits et que dis-je? Si nous paraissions sur l'arène, *nous ne pourrions le plus souvent être entendus*. Il faut regarder comme une grâce la liberté d'improviser à la tribune, comme je le fais à présent, après ceux qui ont écrit leurs plaidoyers dans la tranquille solitude du cabinet. Inspirés par un premier mouvement, nous nous élançons au combat; nous nous livrons à une discussion cent fois interrompue. Mais je m'arrête, M., vous savez comment on nous écoute, et comment l'Europe nous juge. »

Maury fait d'abord ressortir l'absurdité des principes de la nouvelle constitution, tout ce qu'ils ont de contraire aux règles de l'Eglise, et à celles d'une sage politique, et écarte les objections faites par les précédents orateurs. Il fait une profession de foi très nette sur les prérogatives du Saint-Siège, et ce passage est à remarquer parcequ'il nous donne l'opinion vraie des Gallicans ecclésiastiques de ce temps qu'il ne faut jamais confondre avec les Gallicans parlementaires.

« Nous ne reconnaissons point d'autre mesure légitime, dit-il, point d'autre autorité spirituelle dans l'Eglise que celle qui va prendre sa source dans le centre de l'unité catholique. Le corps des pasteurs forme un grand arbre dont le Saint-Siège est le tronc.

Toutes les nouvelles branches qui ne partiraient pas de ce tronc sacré seraient stériles et frappées de mort. Il est des évêchés que vous voulez supprimer, de nouveaux sièges que vous voulez ériger, mais de quel droit élèverez-vous des chaires épiscopales dans l'Eglise, sans l'intervention de son chef suprême qui peut seul en asseoir le fondement sur la pierre angulaire? »

L'assemblée n'a pas ce droit ni au point de vue religieux, ni au point de vue politique. Et ici Maury fait avec véhémence peut-être, mais avec une logique irréfutable le procès à l'assemblée qui usurpait tous les pouvoirs.

« Où est donc l'acte, s'écrie-t-il, qui vous a constitués corps constituant? Ce n'est pas de la nation française, c'est de vous seuls que vous tenez cette prétendue et extravagante mission? Ne voyez-vous pas qu'à force d'étendre votre autorité, vous la sapez par ses fondements? »

« Nous vous déclarons que nous ne reconnaissons pas, que nous ne reconnaitrons jamais cette autorité constituante dans la réunion des députés des bailliages, que le roi seul a convoqués, sans prétendre abdiquer sa couronne pour la recevoir de vos mains. » Maury développe cette vérité, et il est interrompu à chaque phrase par les plus violentes apostrophes. « Pardonnez, Messieurs, si ma raison ne fléchit pas ici devant la logique des murmures. Je n'entends pas la langue que vous me parlez en tumulte, lorsque vous n'articulez aucun mot. C'est ainsi qu'on arrête un opinant, je le sais bien, ce n'est pas ainsi qu'on le réfute. Si vous voulez me répondre, voici les assertions que je vous somme de combattre. Vous n'êtes point un corps constituant. Si vous prétendez l'être, vous n'êtes plus un corps constitué; si vous l'étiez en effet, votre mission se bornerait à décréter une constitution, sans vous autoriser à exercer aucun pouvoir politique, sous peine de vous dénoncer aussitôt vous-mêmes à la nation comme une assemblée de tyrans. » Ici nouvelle explosion de cris et de fureur de la part de l'assemblée et des tribunes. « Je vous avertis, dit Maury, que la conséquence naturelle de vos bruyantes et indécentes clameurs, c'est que vous êtes réduits à la nécessité de m'interrompre continuellement, parceque vous sentez l'impossibilité de me répondre. »

Il montre ensuite que comme corps législatif, l'assemblée si elle peut faire des lois, n'a pas le droit de les appliquer, de les faire exécuter, de se substituer au pouvoir exécutif ni aux pouvoirs judiciaires.

« Ah ! s'écrie-t-il, si l'on disait, à cinq cents lieues de Paris, qu'il existe dans le monde une puissance à laquelle sont dévolues les fonctions de pontifes, de législateurs et de juges, ce ne serait pas sans doute dans cette capitale, ce serait dans le divan de Constantinople ou d'Ispahan que l'on croirait devoir en chercher le moellé. C'est dans ces malheureuses contrées, où le sceptre de fer du despotisme tient la raison, la justice, la liberté honteusement asservies, que l'on voit d'imbéciles sultans s'ériger tour à tour, par le fait, en législateurs ou plutôt en lois vivantes, en califes et en cadis. »

Maury attaque ensuite l'œuvre des comités, et surtout du comité ecclésiastique et raille finement la théologie des nouveaux docteurs tels que Menou et Voidel. Il dévoile les manœuvres de ce comité. « C'est lui qui a osé transmettre aux départements des ordres que vous n'avez pas le droit de donner. C'est lui qui par l'organe d'un chef de bureau qu'il appelle fastueusement son président, a écrit aux corps administratifs : *osez tout contre le clergé, vous serez soutenus.* » On l'interrompt ici par des clameurs. « Vous avez beau m'interrompre, poursuit Maury, vous ne perdrez pas un mot de ma censure. Je veux tirer enfin de vous la justice que me promet l'opinion publique en révélant à cette assemblée l'esprit dont vous êtes animés. C'est votre comité ecclésiastique, Messieurs, qui a usurpé le pouvoir exécutif, et qui s'est fait modestement roi de France, en préjugant à son profit la vacance du trône, pour toute la partie des décrets qui nous concernent.

« C'est lui qui a écrit dans toutes nos provinces des lettres aussi fastueuses que barbares, dans lesquelles manquant aux lois les plus communes de la décence, il a adopté les formules les plus hautaines des chancelleries allemandes. C'est lui qui s'est érigé en mandataire de l'assemblée nationale, s'est chargé de faire exécuter vos décrets sans vos ordres — lui qui a prévenu la réponse du Saint-Siège que vous sembliez attendre avec tant de modération — lui qui a provoqué les persécutions et les soulèvements populaires qui vous sont dénoncés — lui qui a aggravé la rigueur de vos décrets en enjoignant aux municipalités de fermer les églises des chapitres, d'interdire aux chanoines l'habit canonial, l'entrée du chœur, et les fonctions de la prière publique.

« Qu'il parle donc maintenant ce comité; et qu'il nous dise en vertu de quel droit il a donné de pareils ordres, qu'il nous dise

quel est le décret qui l'a institué pouvoir exécutif, et qui l'a autorisé à renouveler les horreurs des Huns, des Visigoths et des Vandales, en condamnant à la solitude d'un vaste désert, ces sanctuaires d'où les lévites sont bannis comme des criminels d'Etat, et autour desquels les peuples consternés viennent observer avec une religieuse terreur les ravages qui attestent votre terrible puissance : comme on va voir après un orage les débris d'une enceinte abandonnée qui vient d'être frappée par la foudre ! »

Un profond silence et une sorte d'émotion douloureuse accueillirent les apostrophes de Maury. On subissait involontairement l'influence de cette parole vengeresse, et les coupables baissaient la tête.

« Il me semble, dit Maury, il me semble dans ce moment, Messieurs, qu'on n'est plus si pressé de me répondre. » Puis comme enhardi par ce succès, le voilà qui s'attaque à Mirabeau, et l'assemblée va voir se renouveler le spectacle de la lutte de ces deux hommes qui ne se pardonnaient rien, ne se lassaient jamais, et faisaient, étant d'égale taille et d'égale vigueur, les derniers efforts pour se terrasser,

Mirabeau, dans son discours précédent, avait attribué à chaque évêque une juridiction universelle et illimitée. Il voulait prouver par là qu'on pouvait étendre ou changer la juridiction de certains évêques sans avoir besoin du Pape. Maury lui oppose d'abord son ouvrage sur la monarchie française, ouvrage très peu lu d'ailleurs, dit-il, où Mirabeau reconnaissait en matière de hiérarchie et de discipline la haute compétence de l'Eglise. Maury fait contraster cette opinion avec celle que Mirabeau venait d'énoncer, et par laquelle il reconnaissait à chaque évêque une juridiction universelle sur toutes les églises, en vertu de l'autorité qu'il tenait du droit divin. Mirabeau avait poussé l'ignorance jusqu'à dire que telle était la doctrine du premier article de la déclaration de 1682. Il est inutile de dire que cet article y est absolument étranger, et déclare que le pape n'a aucun droit, ni direct, ni indirect, sur le temporel des rois. La citation de Mirabeau supposait qu'il n'avait jamais vu aucun de ces articles. Maury profita de l'ignorance de son adversaire pour le confondre.

« Puisque vous voulez bien répondre à ma question, dit-il en se tournant vers Mirabeau, je vous supplie de déclarer si vous n'avez pas dit que chaque évêque jouissant d'une juridiction illi-

mitée, était, en vertu de son ordination, évêque universel de toutes les églises, et que cette proposition était la citation textuelle du premier des quatre fameux articles du clergé de France en 1682. Voilà ce que j'ai cru entendre; je vous prie de me dire si ma mémoire ne m'a point trompé. »

Mirabeau se lève, et tout en voulant opposer un démenti à Maury, tombe dans le piège que celui-ci lui a habilement dressé, et ne fait que confirmer hautement son erreur théologique et historique.

« Non, Monsieur, répond Mirabeau, ce n'est pas là ce que j'ai dit. Ces ridicules paroles ne sont jamais sorties de votre bouche. Voici ce que j'ai dit : j'ai avancé que chaque évêque tenait la juridiction de son ordination, que l'essence d'un caractère divin était de n'être circonscrit par aucune limite, et, par conséquent, d'être universel, suivant le premier article de la déclaration du clergé de 1682. Voilà ce que j'ai dit; mais je n'ai jamais prétendu que l'ordination fit d'un évêque un évêque universel. »

Le public des tribunes, dont l'ignorance égalait la passion, trouva l'explication de Mirabeau merveilleuse, et la couvrit d'un tonnerre d'applaudissements. Maury, loin de se déconcerter, reprend vivement. « Eh bien, nous sommes d'accord ! C'est bien à ces mêmes assertions que je vais répondre, et j'espère qu'il me sera facile de vous faire expier dans un instant les applaudissements dont les tribunes viennent de couvrir votre naïve explication. »

Maury tient parole, et fait expier à son adversaire les applaudissements qu'il a reçus. Il cite de mémoire non seulement le premier article de la déclaration, mais tous les quatre, et fait voir qu'ils ne disent pas un mot, un seul mot d'un évêque universel, ni même de la juridiction des évêques.

L'assemblée étonnée ne pouvait comprendre la méprise de Mirabeau. Maury use de son triomphe. Il accuse son adversaire de déloyauté, et lui reproche d'avoir voulu en imposer à l'assemblée par une citation fautive qu'il avait empruntée sans doute à l'un de ses secrétaires. Maury y insiste, et continue en faisant voir que la naïve explication de Mirabeau n'a fait que continuer le sens qu'il lui avait prêté et ajoute avec une fière ironie. « Je ne dirai point, en discutant votre réponse, que ces ridicules paroles ne sont sorties que de votre bouche; mais je dirai, et cette assemblée dira

comme moi, que votre proposition n'a pu sortir que d'une tête absurde. » Après avoir enfoncé ce trait au cœur de son adversaire, Maury le prie de remercier les tribunes des applaudissements qu'elles lui ont prodigués. Rien n'était plus humiliant pour l'orateur de la Révolution. Cependant Maury ne s'arrête pas là; il le provoque à répondre, et lui propose de lui céder la tribune. Mirabeau reste muet. Maury le provoque de nouveau, en le priant de chercher quelques-unes de ces subtilités qui lui sont si ordinaires, dont il puisse également faire justice. Mais Mirabeau, confus et humilié, ne dit pas un seul mot; et les tribunes témoins de sa défaite se condamnent au silence. Citons ce passage du discours de Maury :

« Remerciez à présent les tribunes des applaudissements flatteurs qu'elles vous ont prodigués, lorsque vous avez eu la charité de me dénoncer à leur savante improbation, par votre désaveu. Si vous êtes tenté de répliquer, parlez; je vous cède la parole... Vous ne dites rien?... Cherchez tranquillement quelque subtilité, dont je puisse faire aussitôt une justice exemplaire. Vous ne dites plus rien? Je poursuis donc; et après avoir restitué ces mêmes paroles que vous avez trouvés si concluantes dans votre bouche, et si ridicules dans la mienne, j'attaque directement votre argument. Je vais vous mettre en état de juger vous-même des principes théologiques qui vous ont fait tant d'honneur dans les tribunes. »

Il prouve alors par les raisons les plus solides et les comparaisons les plus fortes, que l'Evêque n'est point universel, que sa juridiction, comme celle du juge, est circonscrite dans certaines limites au-delà desquelles son pouvoir expire, et que par conséquent la Constitution civile du clergé qui bouleversait toutes les juridictions épiscopales, ne pourra jamais être admise par aucune conscience catholique.

Quelle valeur a donc cette loi, si elle n'est pas un odieux moyen de persécution? Maury est interrompu ici par des cris : à l'ordre. Il y avait un parti pris de l'interrompre. On faisait circuler dans la salle des billets portant ces mots : « Faites du bruit, redoublez les brouhahas. Réveillez et agitez les tribunes. » Maury couvre de sa voix tonnante le tumulte et fait alors la peinture des maux qu'il prévoit à la suite du décret proposé.

« Le tumulte de cette assemblée, s'écrie-t-il, pourra bien étouf-

fer ma voix, mais elle n'étouffera point la vérité. La vérité, ainsi repoussée et méconnue, reste toute ardente dans le fond de mon cœur, et la nation m'entend quand je me tais! Cette nation, au nom de laquelle vous prétendez m'interrompre et me contredire, vous a envoyés ici pour faire des lois, et non pas pour me dicter vos opinions. Pour atteindre notre doctrine dans vos bruyantes discussions, vous êtes obligés de fouler aux pieds les principes de tous les écrivains estimés, de tous les états catholiques, de toutes les églises et de tous les siècles! Ah! vous marchez avec tant de rapidité dans vos voies de destruction, que vous devez du moins permettre à vos victimes de tendre les chaînes de la loi, devant vous, quand vous vous élancez, armés de toute votre puissance, pour nous anéantir.

« Nous ne scruterons pas dans cette tribune, dit-il, des motifs qui ne sauraient échapper ni à nos amis ni à nos ennemis. Nous nous abstiendrons de caractériser une persécution qui renouvellerait, pour l'Eglise, cette époque de désastres et de gloire où les pontifes de la religion, dévoués au martyre, étaient obligés d'aller se cacher au fond des cavernes, pour imposer les mains à leurs successeurs. Ces tableaux malheureusement trop prophétiques, paraîtraient peut-être de calomnieuses exagérations aux yeux de nos adversaires, qui ne sont pas dans le secret du parti auquel ils servent d'instruments...

« Législateurs d'un jour, législateurs de quelques journaux serviles, vous regardez comme de bons français tous ceux que la Révolution a enrichis, tandis que vous dénoncez comme de mauvais patriotes tous les citoyens qu'elle a ruinés! (Ici nouvelle explosion de murmures).

« Vous aurez beau m'interrompre, en répondant par des murmures à mes raisons, *comme si mes raisons étaient des injures!* Eh! que craignez-vous, pour vous abaisser aux menaces? Le règne de la justice n'est pas encore arrivé, mais le moment de la vérité est venu, et vous allez l'entendre. »

Mauray va infliger à l'Assemblée le plus sanglant et le plus légitime reproche, en lui montrant qu'elle a prévariqué dans l'exercice de son mandat.

« Ne confondez pas ici, Messieurs, dit-il, l'Assemblée et la Nation; et ne supposez point que leurs pouvoirs soient jamais égaux. Vous êtes les représentants de la nation, mais vous n'êtes

point la nation. La nation vous a liés par des mandats, auxquels vous avez fait le serment solennel d'être fidèles : la nation a donc limité votre puissance. Vous auriez besoin de l'autorisation la plus spéciale pour changer la Religion de l'Etat. Cette mission ne vous a jamais été donnée. Non, le royaume n'a point mis sa croyance à votre merci. Vous n'avez pas le pouvoir de proscrire le culte de vos pères et de vos concitoyens, et le funeste essai de votre puissance, sous ce rapport, en serait bientôt le dernier terme : que dis-je ? Non seulement la nation ne vous a jamais confié le pouvoir idéal, dont vous vous prévalez néanmoins, pour agrandir arbitrairement votre autorité et votre compétence; mais elle vous a intimé des ordres absolument contraires dans ses cahiers ! » Il n'y avait rien à répondre à cela, si ce n'est des injures, et ce fut la seule ressource des adversaires de Maury.

L'orateur montre ensuite quelle conduite inique l'Assemblée a tenue à l'égard du clergé.

« Lorsque vous vintes inviter le clergé, au nom d'un Dieu de paix, à prendre place dans cette Assemblée parmi les représentants de la nation, il ne devait pas s'attendre à s'y voir livré du haut de cette tribune au mépris et à la rage du peuple. Nous disons qu'il y a autant de lâcheté que d'injustice, à attaquer des hommes qui ne peuvent opposer aux outrages que la patience, et à la fureur que la résignation.

« Nous disons à nos détracteurs que si le tombeau dans lequel ils croient nous avoir ensevelis, ne leur paraît pas encore assez profond pour leur répondre de notre anéantissement, ce seront leurs injures, ce seront leurs persécutions qui nous en feront sortir avec gloire pour reconquérir l'estime et l'intérêt de la nation. — (Mille cris, à l'ordre, à l'ordre, se font entendre).

« Vous demandez, dit Maury, qu'on me rappelle à l'ordre ? Eh ! à quel ordre me rappellerez-vous ? Je ne m'écarte ni de la question, ni de la justice, ni de la décence, ni de la vérité. Les orateurs qui m'ont précédé à cette tribune n'ont pas été rappelés à l'ordre quand ils ont insulté sans pudeur et sans ménagement nos supérieurs dans la hiérarchie; je ne dois donc pas être rappelé à l'ordre, quand je viens décerner au corps épiscopal une juste et solennelle réparation. »

Maury fait bonne justice de cette tactique de la Révolution, tactique en honneur aujourd'hui encore, qui consiste à séduire le

clergé de second ordre par des flatteries intéressées et de brillantes promesses afin de le séparer des Evêques. Diviser pour mieux dominer, c'est toujours la maxime de la tyrannie.

« Nous désavouons hautement, dit-il, les éloges insultants que l'on a prodigués au second ordre du clergé, en déprimant le premier. Le piège est trop grossier pour nous tromper. Nous ne nous séparerons jamais de nos chefs et de nos guides; nous nous ferons gloire de partager tous leurs malheurs, et on ne parviendra plus à nous diviser par des manœuvres, dont une expérience trop récente nous a révélé tous les dangers. »

Maury termine son discours par un avertissement solennel à l'Assemblée et à la France, sur l'injustice et l'inutilité du serment qu'on voulait exiger des ecclésiastiques. Ce serment à la constitution civile, à une œuvre schismatique, ils ne le prêteront pas. « Leur conduite dans ce moment de crise et de terreur, va vous apprendre à les connaître. L'intérêt n'a pu les émouvoir, mais la foi est en péril; il suffit, tout danger personnel disparaît. Qu'on ose nous vexer, en nous demandant des serments contraires à nos principes! Nous retrouverons cette énergie du courage qui ne compte plus pour rien le sacrifice de la fortune et de la vie, quand il faut s'immoler au devoir. Prenez-y garde, Messieurs, il est dangereux de faire des martyrs. Il est dangereux de pousser à bout des hommes qui ont une conscience; des hommes qui sont disposés à rendre à César ce qui appartient à César, mais qui veulent aussi rendre à Dieu ce qu'ils doivent à Dieu; et qui en préférant la mort au parjure, vous prouveront, par l'effusion de leur sang, que s'ils n'ont pas été assez heureux pour se concilier votre bienveillance, ils savent du moins mériter et forcer votre estime! »

Ce magnifique discours, ne contribua pas peu — et ce fut sa gloire et sa récompense — à affermir les membres hésitants du clergé de l'Assemblée, à cimenter la majorité fidèle du clergé, et à préparer cette séance du 4 janvier 1791 qui restera dans nos annales comme une des plus glorieuses et des plus fécondes leçons données au monde et à la postérité par l'épiscopat et le clergé français.

Ce jour-là était le jour fixé pour recevoir le serment des évêques et des prêtres qui siégeaient à l'Assemblée. On commença par décréter, contre toute justice et malgré les précédents, que le serment serait pur et simple, sans préambule, sans restriction ni

explication. Mirabeau pour enlever les suffrages des curés fit un long discours où il prétendit que l'assemblée n'exigeait qu'un serment d'obéissance extérieure à la loi, et qu'on pouvait garder au for intérieur ses convictions catholiques.

Maury voulut démasquer le piège, il s'élança à la tribune, il fut accueilli par des menaces et des cris de fureur. Il se cramponne à la tribune, en s'écriant : *Frappez, mais écoutez! on s'obstine à couvrir sa voix et finalement à lui refuser la parole.* Le président l'obligea à descendre devant les manifestations populaires.

Au moment où le président allait procéder à l'appel nominal, un grand tumulte se manifesta autour de l'assemblée on entendait des voix menaçantes et même des cris de mort jusque sur les bancs de la salle. « A la lanterne, criait-on, ceux qui refuseront! »

Le représentant Dufraisse apostrophe le président en ces termes : « Vous entendez ces scélérats qui, après avoir détruit la monarchie par d'infâmes moyens, veulent maintenant anéantir la religion. Je déclare que l'assemblée n'est pas libre, et je proteste. »

Maury encouragea ses confrères. « Ne vous occupez pas, dit-il, de ces clameurs d'un peuple qu'on abuse, son erreur et ses cris ne dirigeront pas notre conscience. »

Le premier appelé à la tribune pour prêter le serment était l'évêque d'Agen, M. de Bonnac. « Je ne donne, dit-il, aucun regret à ma place, aucun regret à ma fortune; j'en donnerais à la perte de votre estime que je veux mériter. Je vous prie donc d'agréer le témoignage de la peine que je ressens de ne pouvoir prêter le serment. » Après l'évêque d'Agen, un prêtre de ce diocèse, l'abbé Fournès fut appelé.

« Vous voulez nous rappeler, dit-il, à la discipline des premiers siècles de l'Eglise : eh bien, Messieurs, avec la simplicité des premiers chrétiens, je vous dirai que je me fais gloire de suivre l'exemple de mon évêque et de marcher sur ses traces, comme Laurent sur celles de Sixte, jusqu'au martyre! »

Leclerc, curé de la Combe, le troisième appelé, commença par ces mots « Je suis enfant de l'Eglise catholique... » qu'il ne put achever. Les vociférations couvrirent sa voix, et le président avertit les ecclésiastiques qu'ils devaient se borner à dire : « Je jure ou je refuse. » Le représentant Foucault, indigné, s'écrie : « C'est une tyrannie! Les empereurs qui persécutaient les martyrs leur laissaient prononcer le nom de Dieu et proférer les témoignages

de leur fidélité à la religion. » Le tumulte arrive à son comble. Divers orateurs voulurent parler, et Maury entr'autres, auquel dans cette séance on refusa constamment la parole.

Le président crut pouvoir réitérer l'assurance que l'assemblée n'entendait pas toucher, par le serment, au spirituel. Cazalès demanda que l'assemblée rendit immédiatement un décret dans ce sens. Silence général et mutisme complet. On ne voulait pas faire ce décret qui aurait compromis l'œuvre de la Révolution.

M. de Saint-Aulaire, évêque de Poitiers, profita de cette accalmie dans la tempête pour faire sa profession de foi.

« J'ai 70 ans, dit-il, j'en ai passé 35 dans l'épiscopat où j'ai fait tout le bien que je pouvais faire. Accablé d'années et d'études, je ne veux pas déshonorer ma vieillesse, je ne veux pas prêter un serment qui est contre ma conscience. » Les murmures recommencèrent et le tumulte. Mirabeau et quelques autres essayèrent de nouveau de persuader aux prêtres qu'ils pouvaient prêter serment, sans engager leur conscience. Maury voulut répliquer, on ne lui permit pas d'aborder la tribune. On renonça alors à l'appel nominal, sur la motion de M. de Bonnay.

Le président s'adresse collectivement à tous les ecclésiastiques, Evêques et prêtres, pour les inviter à faire le serment pur et simple en ces mots : je le jure. Tout le monde était debout, l'anxiété était vive, l'heure solennelle. Tous les évêques et les prêtres gardèrent le silence. Un seul, nommé Landrin, leva la main et dit « je jure, » au milieu d'un tonnerre d'applaudissements. Le président somme, une seconde fois, une troisième fois, les membres du clergé de prêter le serment : un silence héroïque suivit ses sommations. Leur sort était décidé, les évêques et les prêtres non assermentés devaient être remplacés dans leurs fonctions.

Cette journée du 4 janvier fut un triomphe pour l'Eglise de France. Précédemment le 27 décembre quelques ecclésiastiques devançant le jour fixé avaient prêté serment. C'étaient parmi les évêques Talleyrand, évêque d'Autun, Gobel évêque de Lydda, coadjuteur de Bâle pour la partie française du diocèse, parmi les prêtres, Grégoire et une douzaine d'autres.

Le 4 janvier, pas un évêque, et un seul prêtre sur plus de deux cents qui demeuraient inébranlablement fidèles! En tout sur les trois cents et quelques ecclésiastiques qui se trouvaient à l'assemblée, on compta deux évêques et une cinquantaine de prêtres qui faiblirent.

Cette terrible séance terminée, les évêques et les prêtres sortirent de la salle, traversant d'un pas grave et assuré les rangs de la multitude qui se pressait autour d'eux. Ils furent accablés des derniers outrages, par une populace payée pour cette vile besogne. « Point de vrai et bon peuple autour de la salle, écrivait l'évêque d'Uzès le lendemain de la séance, pas le moindre mouvement dans Paris contre nous. L'estime publique nous avait suivis dans notre retraite. » En effet, tout ce qu'il y avait encore en France de cœurs honnêtes entourèrent de respect et de sympathie les évêques et les prêtres qui avaient préféré sacrifier leur place, leur fortune, leur avenir, plutôt que de mentir à leur conscience et désertier leur foi.

Le cardinal de la Rochefoucauld qui avait refusé, bien entendu, le serment, n'attendit pas longtemps pour faire connaître ses sentiments sur la constitution civile du clergé.

Le Pape Pie VI, ayant protesté contre cette constitution, et en ayant fait une censure très vive dans un premier Bref, adressé le 10 mars 1791, à M^{sr} le cardinal de la Rochefoucauld et aux autres archevêques et évêques députés à l'Assemblée nationale, ceux-ci répondirent au Souverain Pontife par une lettre collective, datée du 3 mai 1791. Notre cardinal y apposa le premier sa signature.

Cette démarche honore grandement la mémoire de notre cardinal, qui prit la responsabilité de cette lettre et celle des dignes prélats qui y adhérèrent.

On remarquera, dans la première partie, que le cardinal et ses vénérables collègues professaient les principes les plus larges, et si l'on peut ainsi dire, les plus modernes sur la liberté et l'égalité publiques, sur les rapports de l'Eglise et de l'Etat, et qu'ils ne s'y sont montrés partisans des réformes sages et utiles.

Pour nous, cette Lettre trop peu connue, est un document de premier ordre et comme le testament politique de l'ancien clergé de France. Nous la reproduisons à ces divers titres.

TRÈS SAINT PÈRE,

Nous avons reçu le Bref de VOTRE SAINTETÉ, avec cette vénération religieuse que doivent inspirer les enseignements d'un Pontife non moins éclairé que vertueux, dont la sagesse élève le courage au-dessus des événements et des difficultés. Votre Sainteté, placée dans la Chaire Apostolique, a bien senti quelle était la hauteur de

son ministère, et l'étendue de ces saintes obligations, que nous partageons nous-mêmes avec elle, et qui forment, dans les différents degrés de la hiérarchie de l'Eglise, l'unité de l'Episcopat. Nos principes sont ses principes; et telle est l'uniformité des Traditions dans les Eglises, et le dépôt inaltérable de la Foi catholique, que les sentiments de l'Eglise gallicane, unie au Souverain Pontife, ne sont que des fidèles expressions et les témoignages incontestables de la croyance de l'Eglise universelle, dans tous les lieux et dans tous les temps. C'est l'Eglise entière, qui parle par la voix de son Chef, et par celle d'une Eglise plus illustre peut-être dans ses disgrâces, qu'elle ne pouvait l'être dans le long et paisible cours de ses prospérités. Il n'est plus permis aux Fidèles d'entretenir des doutes sur les devoirs qui leur sont prescrits, de se tromper eux-mêmes sur l'abus des serments, et sur l'effet des parjures, et d'allier une constitution nouvelle du Clergé, que ne peut point consacrer l'autorité de l'Eglise, avec les principes de la Religion, dans laquelle la Providence les a fait naître, et dans laquelle ils doivent vivre et mourir. « Il n'y a qu'une seule Eglise, » disait saint Cyprien, et les Fidèles ne peuvent pas entendre ceux « qui enseignent au-d'hors. Il n'y a qu'un Episcopat, qui s'étend » par la multitude des évêques réunis dans la concorde; et ces « nouveaux Apôtres s'efforcent de faire une Eglise humaine, et se » dispersent dans les villes pour jeter de nouveaux fondements; » et quoiqu'il y ait dans chaque province des Evêques ordonnés, « vénérables par leur âge, par l'intégrité de leur Foi, et par leur » confiance dans les adversités; de faux Evêques sont créés à leur » place, et veulent usurper leur ministère. Quels sont ceux qui » appartiennent à l'Eglise? Il n'y a qu'un Dieu, qu'un Christ, qu'une » Eglise... L'unité ne peut être divisée. On ne peut pas élever » Autel contre Autel, ni faire un Sacerdoce nouveau. Il faut » remonter à la source. Il faut chercher les Evêques unis à leur » Chef. La primauté a été donnée à saint Pierre pour établir dans » sa Chaire le centre de l'unité. » C'est à ceux qui se séparent de nous à montrer leur union avec lui. Comment peuvent-ils être unis avec lui, quand la voix de son successeur s'élève de cette même chaire et du sein de l'Eglise de Rome pour approuver nos principes et condamner leurs erreurs? Depuis longtemps, les Fidèles inquiets, étonnés, attendoient une décision du Souverain Pontife, comme le témoignage vénérable de la foi de toutes les Eglises. Cette décision est encore suspendue par l'effet de ces dispositions d'un zèle paternel, qui cherche tous les moyens de la concorde et de la paix; mais les principes ne peuvent plus être méconnus; et cette discussion profonde et suivie de la plupart des articles de la nou-

velle constitution du Clergé, ne laisse point de doute à ceux qui veulent conserver une Religion qui ne change point. Ces principes sont le dépôt toujours ouvert, et le patrimoine commun de toutes les Eglises; nous en sommes les dépositaires, les gardiens et les dispensateurs; et quand Votre Sainteté prononcera, du haut de la Chaire apostolique, ce qu'elle réserve dans les conseils de sa sagesse, ce sont ces principes uniformes de toutes les Eglises, qui dicteront les jugements.

Sans doute, il était digne d'un si sage et si vertueux Pontife, d'épuiser tous les moyens d'instruction, de prières et de conciliation; et nous n'avions, comme lui-même, d'autre vue et d'autre désir, que de concourir à toutes les voies de condescendance et de charité, qui sont l'esprit de l'Eglise. Nous lui dirons les choses comme elles se sont passées. Nous avons ignoré les Brefs de Sa Sainteté, celui qu'elle avait adressé au Roi, comme ceux qu'ont reçu les Archevêques de Vienne et de Bordeaux. Mais à peine nous fûmes instruits que Sa Sainteté désirait de connaître les sentiments adoptés et suivis par les Evêques de l'Eglise de France; à peine cinq semaines étaient-elles écoulées, depuis que ces desirs nous avaient été communiqués : l'exposition des principes lui fut présentée, et nous eûmes la satisfaction de prévenir les nouvelles lettres du Roi à Sa Sainteté, et la réponse que Sa Sainteté devait lui faire.

Nous ignorons quels étaient les articles qui lui furent proposés; mais nous savions que les principes sont de toutes les circonstances et de tous les temps; nous ne nous sommes pas trompés dans leur exposition, confirmée par l'approbation du Souverain Pontife et du Sacré-Collège, et de cent quarante Evêques, tant nationaux qu'étrangers, ayant des extensions de leurs diocèses en France; et nous attendions avec confiance le jugement de Sa Sainteté, sur l'accord ou la contradiction des décrets avec des principes qu'elle avoit confirmés par son suffrage.

Telles étoient même les circonstances dans lesquelles se trouvait l'Eglise de France, que nous désirions de faire tout ce que la Religion ne nous défendait pas. S'il ne manquait que les formes canoniques à quelques articles établis par les décrets, nous désirions que les formes canoniques pussent être remplies; si, dans quelques articles, les difficultés tombaient sur les moyens, et non sur les objets, nous cherchions les rapprochements qui pouvaient répondre au vœu de la puissance civile.

Nous parlons de cette partie de la discipline, qui n'est pas de tous les temps et de tous les lieux, et non de ces principes qui, toujours invariables et conservés dans le dépôt même de la foi,

sont un objet éternel d'instruction, sur lequel l'Eglise ne compose pas; et nous pouvions nous rappeler les monuments qui nous restent de la condescendance et de la fermeté de l'Eglise. Quand les maximes du christianisme, quand les institutions de J.-C., que les Apôtres avaient reçues, et qu'ils ne pouvaient changer eux-mêmes; quand les lois de l'Eglise, dont les principes ne sont point séparés des principes même de la foi catholique, étaient ébranlées dans leurs fondements, l'Eglise a résisté, comme cette muraille inébranlable que l'Apôtre voyait s'élever jusques dans les nues, et qui semblait réunir le ciel et la terre. Quand l'Eglise libre dans les concessions, n'avait point à craindre d'offenser la Religion même, elle se prêtoit à tous les tempéraments que pouvoit exiger d'elle le vœu des Nations. Ainsi, nous avons pensé que nous devions faire tout ce que nous pouvions faire, sans blesser les principes; et telle étoit la règle invariable de notre conduite.

Nous avons distingué les pouvoirs que nous exercions, comme Citoyens dans une Assemblée nationale, et les devoirs que nous avions à remplir comme Evêques. Nous n'avons point associé nos sentimens religieux et nos opinions politiques. Nous avons suivi, dans l'ordre du Gouvernement civil, les principes qui nous ont paru les plus conformes, aux intérêts du Peuple, dans une Monarchie établie, dont nous n'avons pas voulu renverser les fondemens; et nous n'avons point recherché dans nos avis sur les choses temporelles, cette uniformité qui nous est imposée dans l'ordre des choses instituées par Jésus-Christ. Les questions sur l'étendue et les bornes de l'égalité sociale, sur les principes et les effets d'une liberté bien ordonnée, sans trouble et sans licence, sur l'origine des pouvoirs, dans des Nations instruites et policées; ces intéressantes questions de la philosophie et de la politique, étoient devenues, surtout dans l'état présent de la France, dignes d'exercer l'esprit de tous les hommes capable de penser. A Dieu ne plaise, que, Citoyens infidèles au bien de la Patrie, nous ayons adopté les principes qui peuvent altérer l'obéissance due à l'autorité royale, qui fait régner les lois! Mais il n'étoit point dans notre pensée de favoriser un pouvoir arbitraire, qu'un Roi, plus vertueux que son siècle, a su dédaigner lui-même. Nous avons désiré d'établir le véritable empire de la liberté publique, dans une Monarchie héréditaire, et nous avons reconnu, sans peine, cette égalité naturelle qui n'exclut aucun Citoyen des places auxquelles la Providence l'appelle par la voix de ses talents et de ses vertus. On peut étendre ou restreindre l'égalité politique, selon les différentes formes des Gouvernemens, et nous avons cru que nos opinions étoient libres, ainsi que celles de tous les Citoyens, sur ces questions plus ou

moins étendues, que Dieu lui-même annonce, comme livrées à la dispute des hommes.

Sans doute, dans l'état social, chacun doit être libre, et nul ne doit être indépendant, puisque, sans la dépendance des lois, il n'y a point de liberté : là, où chacun est maître, chacun est esclave : « car, à regarder les hommes comme ils sont naturellement, dit « M. Bossuet, et avant tout gouvernement établi, on ne trouve que « l'anarchie, c'est-à-dire, dans tous les hommes, une liberté « farouche et sauvage, où chacun peut tout prétendre, et en même « temps tout contester; où tous sont en garde, et par conséquent « en guerre continuelle contre tous; où la raison ne peut rien, « parce que chacun appelle raison la passion qui le transporte; où « le droit même de la nature demeure sans force, puisque la raison « n'en a point; où, par conséquent, il n'y a ni propriété, ni domaine, « ni bien, ni repos assuré, ni, à dire vrai, aucun droit, si ce n'est « celui du plus fort. » C'est cette égalité qui ne pourroit s'élever que sur la ruine des pouvoirs établis par la loi; c'est cette liberté qui ne seroit que le droit de la violence et de la force, que proscrivent également les conseils de la raison, les préceptes de la Religion, et les constitutions de tous les Gouvernements. « Ce fut, « comme le dit Votre Sainteté, le premier commandement de Dieu « même, de restreindre cette aveugle et sauvage indépendance. » Dieu révéla d'abord au monde cette Religion commune qu'il a donnée à toutes les humaines sociétés, la Religion de la loi : « Et « c'est à l'auteur de tout ce qui est droit et juste, que nous devons « rapporter, ainsi que s'exprime Votre Sainteté, les fondements « des devoirs de tous les Citoyens; car, celui qui résiste à la « puissance de la loi, résiste à l'ordre établi par Dieu même.

Votre Sainteté est loin d'attaquer les lois civiles qui appartiennent à l'ordre du Gouvernement temporel, quand elle fonde sur l'autorité de Dieu même les principes de la soumission aux lois, et lorsque, « prévenant les interprétations et les calomnies que « suscite l'envie contre la Religion, elle n'envisage ces questions « que par rapport aux choses de la Religion, et dans l'ordre de ces « objets spirituels qui dépendent de l'autorité de l'Eglise. »

Votre Sainteté n'annonce pas avec moins de mesure et de sagesse, quelle est l'autorité que l'Eglise exerce sur ceux que leur baptême a soumis à l'Eglise. Si l'Eglise a droit de les contraindre à rentrer dans les voies du salut, dont ils sont sortis, cette contrainte est celle des censures et des peines canoniques qui sont en son pouvoir, sans aucun mélange de ces peines civiles et temporelles, qui dépendent de la Puissance des Législateurs et des Juges de la terre. Votre Sainteté distingue, ainsi que saint Thomas

•

d'Aquin, les schismes et les hérésies, des Religions placées d'elles-mêmes hors du sein de l'Eglise, telles que celles des juifs, qui, dépositaires des anciennes écritures, n'ont pas su reconnoître la borne où finit l'empire de leur Loi. L'Eglise ne peut contraindre à rentrer dans son sein, par la crainte des peines canoniques, que ceux qui furent marqués du sceau des enfants de l'Eglise.

Votre Sainteté cite le témoignage de Tertullien, pour expliquer quelle est cette contrainte que l'Eglise impose aux Fidèles qui s'écartent de la Foi. « Il n'appartient pas, dit Tertullien, à la Religion de forcer la Religion. La Religion doit être embrassée par persuasion, et non par violence »; et quand Tertullien dit, « qu'il faut contraindre les hérétiques, et qu'il ne suffit pas de les persuader », il explique clairement que cette contrainte nécessaire est celle de la démonstration et de la conviction. « Il faut », dit-il, « remonter à l'autorité divine. Il faut savoir ce que Dieu veut et commande. C'est la dureté de cœur qu'il faut vaincre. On ne peut pas la toucher, et sans doute ce qu'on prouve que Dieu commande, est la Loi. Qu'on interroge les évangiles : c'est là la racine et le fondement. » Telle est la force et la violence que Tertullien emploie. Ce n'est point par de douces paroles, c'est par des raisons fortes et d'invincibles démonstrations, que sa mâle et sévère éloquence veut dompter des cœurs endurcis. « Il faut », dit-il, « les envoyer au martyre par la conviction, et non par la persuasion. » Car il s'agissoit seulement de prouver que les Chrétiens étoient obligés de souffrir le martyre; il étoit bien loin de persécuter celui qui vouloit apprendre aux Chrétiens à ne pas fuir la persécution. « Vous n'avez pas encore résisté jusqu'au sang », disoit l'Apôtre, « jusqu'au sang, c'est-à-dire », ajoute Bossuet, « jusqu'à donner le sien, et non pas jusqu'à répandre celui des autres. » Nous retrouvons les mêmes sentiments dans les lettres de saint Augustin, citées par Votre Sainteté. « La loi de la liberté », dit-il, « est la loi de la charité. Parlez et agissez comme des hommes qui sont sous l'empire d'une loi qui pardonne. Car celui-là doit attendre un jugement sans miséricorde, qui n'a pas su pardonner. » S. Augustin n'avoit enseigné long-temps, comme il le dit lui-même, que les règles de la charité chrétienne envers les Donatistes; et si, dans la suite, il a justifié les lois impériales qui prononçoient contre eux des peines coercitives, c'est que les lois avoient à réprimer des délits civils autorisés par des erreurs religieuses, les délits d'une secte violente, et les ravages des circoncellions. Il falloit contenir des hommes insensés, qui cherchoient des victimes et qui s'immolaient eux-mêmes dans leurs propres fureurs. C'est dans le même temps que l'Eglise lançoit toutes ses foudres

contre les persécuteurs de Priscillien. C'est le Pape saint Sirice, c'est saint Ambroise, c'est un Concile qui les sépare de la communion; et saint Martin, qui n'avoit cédé qu'aux sentiments de la charité chrétienne et de l'humanité, ne se pardonnoit pas d'avoir communiqué un seul instant avec des Evêques qui favorisoient la persécution. C'est dans l'ordre des choses spirituelles, que l'Eglise n'admet point, et ne peut point admettre de tolérance. C'est dans la hiérarchie de son gouvernement, institué par Jésus-Christ, qu'elle ne peut pas introduire l'égalité des rangs et des pouvoirs. Et quel est le gouvernement dans lequel l'égalité des citoyens ne cède pas à l'autorité des pouvoirs et des places qui les donnent? Voilà la distinction que nous avons maintenue. Voilà l'ordre invincible sur lequel ont reposé nos opinions, conformes aux sentiments de Votre Sainteté.

Mais ce n'est pas comme Evêques que nous avons le droit ou l'intérêt de régler les choses de la terre. Ce n'est point en vertu de notre ministère qu'il nous appartient de discuter les droits, les formes et les différences des Gouvernements. Les Ministres de la religion enseignent ces dogmes supérieurs à l'humaine intelligence, ces dogmes qui sont l'exercice de la Foi chrétienne, la Trinité, l'Incarnation, la Rédemption du Genre humain. Ils célèbrent les saints Sacrifices, qui sont la communion des Fideles. Ils répandent les eaux de la Pénitence, et maintiennent les Fideles dans la croyance des Mystères, dans la communion des Sacrements, et dans les épreuves toujours renouvelées des vertus surnaturelles qui doivent opérer le salut. Qu'y a-t-il de commun avec les formes des Gouvernements humains, avec la distinction des pouvoirs civils, les différens degrés de l'autorité du Peuple, des Magistrats et des Loix, et tous les objets politiques qui forment la constitution des Empires? Il n'y a rien de contraire quand il n'y a rien de commun. La Religion touche par un seul point la chaîne des pouvoirs civils et politiques quand elle enseigne aux chefs des Nations la justice et l'humanité, quand elle leur fait une loi sainte du bonheur des Peuples, et quand elle commande l'obéissance aux loix. Sa morale et ses préceptes donnent le fondement le plus solide à la Puissance civile, et ce concours utile ne peut pas être une source d'opposition.

« Sans doute », comme dit Bossuet, « l'Eglise a pu se servir des Rois et des Empereurs pour mieux servir Dieu, pour élargir », disait S. Grégoire, « les voies du Ciel, pour donner un cours plus libre à l'Evangile, une force plus pressante à ses Canons, et un soutien plus sensible à sa discipline. Que l'Eglise demeure seule, ne craignez rien; Dieu est avec elle et la soutient au-dedans.

« Mais les Princes religieux lui ont élevé, par leur protection, ces « invincibles dehors qui la font jouir », disoit un saint Pape, « d'une « douce tranquillité à l'abri de leur autorité sacrée; et l'Eglise, à « son tour, leur érige un trône dans le lieu le plus sûr de tous, et « le plus inaccessible, dans la conscience où Dieu même a le « sien; et c'est-là le fondement le plus assuré de la tranquillité publique. »

C'est l'union des principes de la Religion et de l'Etat qui semble avoir donné aux Ministres de la Religion un pouvoir réel sur des choses qui ne dépendent que de la puissance civile, et qui semblent donner à la puissance civile un pouvoir qu'elle n'a point par elle-même sur les choses qui ne dépendent que de la Religion. Cette union est celle que les lois civiles elles-mêmes ont établie, et les principes de la Religion, et ses dogmes et ses lois, ne dépendent point de ses rapports accidentels et variables avec les lois civiles. Si les lois civiles se sont quelquefois trompées sur les objets d'une relation libre et volontaire, il dépend d'elles de corriger leurs erreurs, et les erreurs des lois civiles ne peuvent pas être les crimes de la Religion.

C'est ainsi, très-saint Pere, que nous avons su distinguer ce que les puissances humaines avoient donné à l'Eglise, et ce qu'elle tenoit du Ciel, ce qu'elles pouvoient lui reprendre, et ce qu'elle ne pouvoient pas lui ravir, et nous lisons avec reconnaissance ce témoignage honorable que Votre Sainteté donne à la déclaration, par laquelle, en distinguant les droits ecclésiastiques des droits civils, nous avons fait profession de vouloir reconnoître et maintenir les droits civils, et nous n'avons excepté que les objets qui sont hors de la puissance d'une assemblée politique. Votre Sainteté, en proscrivant le serment indéfini qui confond et détruit tous les droits de l'Eglise, a bien su nous faire entendre quelle est la juste mesure qui sépare les objets de la Puissance civile, de la Puissance spirituelle. Elle admire dans la conduite de S. Thomas de Cantorbéry son zèle pour les intérêts de l'Eglise, son attachement inébranlable à la Chaire Apostolique, son courage et sa mort. Pourquoi ne voulut-on point admettre dans le serment qui lui fut prescrit une restriction adoptée par une formule commune à toutes les Eglises, et dont la réserve générale, en respectant les droits du Ministère ecclésiastique, ne pouvoit rien ôter par elle-même aux droits de la Souveraineté. Mais, Votre Sainteté n'a point voulu dissimuler les différences des objets et des temps. Elle a cru devoir écarter tous les doutes, en rappelant les propres paroles de Bossuet, qui, toujours instruit, profond, exact, semble vouloir faire oublier l'empire de son éloquence à ceux qui, poursuivant avec soin

la vérité, en retrouvant le caractère gravé dans toutes ses expressions. « Thomas de Cantorbéry », dit-il, « acheta la liberté glorieuse de dire la vérité, comme il la croyoit, par un mépris courageux de la vie et de toutes ses commodités. Il combattit jusqu'au sang pour les moindres droits de l'Eglise, et en soutenant ses prérogatives, tant celles que Jésus-Christ lui avoit acquises par son sang, que celles que les Princes lui avoient données, il défendit jusqu'aux dehors de la Cité sainte. » Bossuet n'envisageoit pas lui-même la vérité, comme la croyoit cet homme, à qui le Ciel avoit donné la force et la vertu. Bossuet avoit jugé quelles étoient ces coutumes royales réclamées par Henri II; et si quelque article pouvoit préjudicier par une fausse application à la succession des jugemens établis dans l'ordre de la hiérarchie de l'Eglise, il n'ignoroit pas quels articles de ces coutumes ne concerneroient que « les prérogatives que les Princes avoient données à l'Eglise. » Il distinguoit « ces moindres droits » dont l'Eglise aussi peut se passer, de cette autorité que Jésus-Christ même avoit instituée, et sans laquelle ne peut pas subsister le gouvernement de l'Eglise. Tel fut le zèle de S. Thomas de Cantorbéry, qu'il « défendit jusqu'aux dehors de la Cité sainte », les immunités personnelles, les pouvoirs d'une juridiction étendue sur d'autres objets que ceux du régime de l'Eglise, et d'autres jugemens, enfin, que des censures canoniques, qui n'infligent que des peines spirituelles; tels étoient alors les dehors de la Cité sainte. « Et jamais », dit encore Bossuet, « cette forteresse, bâtie d'une main divine, ne fut plus forte et plus inébranlable que lorsque, défendue par l'invincible persuasion des premiers Fidéles, elle résistoit, sans aucun secours emprunté des moyens humains, aux Puissances du siècle conjurées contre elle, et triomphoit des persécutions par les souffrances. » Nous ne demandons pas que la Cité sainte étende ses remparts au-delà des limites qui lui furent tracées par une main divine. Nous demandons qu'une Puissance, qui n'est point celle de l'Eglise, ne domine point dans le temple, et que des lois, que l'Eglise n'a point données, ne disposent point des fonctions de ses Ministres et de l'ordre de ses saintes cérémonies. Il faut le dire, il ne s'agit pas aujourd'hui de défendre la Puissance des Princes et des Nations, forte d'elle-même, éclairée sur ses droits, et concourant dans l'exercice de sa force avec l'opinion publique, qui ne lui laisse plus rien à craindre. Il s'agit que l'Eglise, sans aucune force que la vérité, sans autres armes que l'instruction et la prière, mette un pouvoir spirituel et des lois religieuses à l'abri de cette Puissance des hommes dont elle ne doit pas dépendre. Nous ne serons pas moins fermes et moins courageux dans le

maintien de ses véritables droits, que nous croyons devoir être sages et modérés dans leur exercice.

C'est une discussion précieuse que celle que présente à tous les Fideles le Bref de Votre Sainteté, sur le principe général dont semble émaner la constitution civile du Clergé. Car, c'est vainement qu'on avoue que la Puissance civile n'a point de droit sur les choses spirituelles, quand on n'entend, par les choses spirituelles, que les dogmes et les sacrements, et quand il semble que l'Eglise n'ait plus aucun pouvoir, aucuns droits sur sa discipline. « Il n'est « personne », comme le dit Votre Sainteté, « parmi les catholiques, « qui puisse soutenir que la discipline ecclésiastique puisse être « changée par les Laïques »; et c'est une Assemblée politique qui détermine la mission des Evêques et des Pasteurs; qui leur donne ou leur ravit la juridiction; qui légitime ou prohibe les fonctions de leur ministère; qui croit pouvoir rappeler, sans le concours de l'Eglise, des formes anciennes, que l'Eglise avoit cru devoir changer, pour la grande utilité des Fideles; qui les altere et les défigure, quand elle en rappelle le souvenir; et qui substitue aux anciennes élections canoniques des Evêchés, et au droit commun qui laisse la nomination des Curés à la sollicitude épiscopale, des élections inconnues, inusitées, étrangères aux principes de l'Eglise, dont tous les Ecclésiastiques peuvent être exclus, et dont ne sont pas exclus les hérétiques, les Juifs et les infidèles.

Quel est le point de discipline qui n'ait pas été réglé par les Décrets? Des Métropoles sont supprimées, d'autres établies : cinquante-trois Diocèses sont réunis, et leurs titres éteints. Huit nouveaux Evêchés sont érigés. L'institution des Evêques est enlevée au Pape, et transmise aux Métropolitains, et transmise encore à ceux que délègue le choix du Magistrat civil. Les chapitres des Eglises cathédrales, chargées du gouvernement des Diocèses, pendant la vacance des sièges, sont abolis. Des conseils, dont même les Evêques n'ont pas le droit de choisir tous les membres, sont substitués aux chapitres. Les Municipalités sont autorisées à décider de la division, de la réunion et de l'érection des Paroisses; et l'on a bien fait voir que ce n'étoit pas par la crainte de manquer de pouvoir, que la loi avoit requis le concert des Evêques, puisqu'au défaut de leur avis, on a procédé, sans aucune forme canonique, à la suppression et à l'établissement des Paroisses. Il n'y a pas, pour ainsi dire, un objet dans l'ordre du gouvernement de l'Eglise, sur lequel la Puissance civile n'ait étendu ses lois. Ces extensions sont également sensibles dans les articles que l'Eglise peut admettre, comme dans ceux qu'elle doit rejeter. S'il est conforme à l'esprit de l'Eglise de se prêter au vœu des peuples, pour

déterminer les limites des Diocèses et des Métropoles, il est sans exemple que leur détermination ait été définitivement réglée dans l'Eglise catholique, sans le concours et l'autorité de l'Eglise. On ne peut plus se tromper sur ces autorités vainement réclamées, dont une exacte discussion a démontré la fausse allégation. C'est dans les établissements de Pepin, de Carloman, de Charlemagne et de Louis le Débonnaire; c'est dans leurs capitulaires, dont tous les articles, concernant les intérêts de la Religion, étoient délibérés dans des Conciles, et selon le vœu de l'Eglise, que nous retrouvons les plus insignes monuments du pouvoir de l'Eglise sur l'érection des Evêchés et des Métropoles. C'est dans les quatre grands Conciles de Nicée, de Constantinople, d'Ephèse et de Chalcédoine que furent exercés les droits et consacrés les principes de l'Eglise sur la confirmation, l'étendue et la division des Provinces ecclésiastiques.

Il n'y a point de mission de l'Eglise; il n'y a point d'institution canonique des Evêques, si l'Eglise ne leur assigne pas les territoires dans lesquels s'étend ou se renferme leur juridiction. Il faut admettre alors cette supposition, démentie par la tradition constante de tous les siècles, d'une mission universelle, attachée au caractère épiscopal. Les Empereurs eux-mêmes, dans l'Eglise d'Orient, rendent hommage au pouvoir des Conciles. « Les Pragmatiques ne peuvent pas prévaloir contre les saintes règles; » et le Concile de Chalcédoine maintient également l'autorité de l'Eglise, par ce qu'il accorde à la Puissance civile, et par ce qu'il lui refuse; et ce n'est pas enfin la circonscription nouvelle des Métropoles et des Diocèses qui nous a paru le principal objet de nos réclamations. Nous avons, sur-tout, réclamé le recours aux formes canoniques, et ceux mêmes qui ne craignent point aujourd'hui de les enfreindre, avoient élevé la voix dans l'Assemblée, pour en faire sentir l'indispensable nécessité; et quand le Comité même proposa de supplier le Roi de prendre les mesures nécessaires pour l'exécution des Décrets, cette indication dissimulée et bien entendue des formes canoniques fut proscrite par l'Assemblée. Son refus ne laissoit plus de doute sur ses principes. Il fut déclaré, par son refus, qu'elle ne regardoit point d'autres formes et d'autres mesures comme nécessaires; qu'elle exerçoit une puissance absolue et compétente, et que la discipline entière de l'Eglise étoit dans sa dépendance. Pouvions-nous reconnoître l'Eglise catholique, dépouillée de tous ses pouvoirs sur son propre gouvernement? Pouvions-nous rétracter les maximes et les lois de dix-huit siècles, pendant lesquels cette succession de tant de Conciles généraux et particuliers marquoit tous les progrès de la

discipline de l'Eglise, exercée par elle-même? S'il est un principe, consacré par la foi de toutes les Eglises catholiques, c'est que Jésus-Christ a donné à son Eglise tous les pouvoirs nécessaires pour se gouverner elle-même. Comment peut-elle veiller sur l'administration des Sacrements et sur l'enseignement de la Foi, s'il ne lui appartient pas d'instituer ses Ministres, ou de les destituer, et de régler les formes selon lesquelles elle doit leur donner son institution, ou prononcer leur destitution? Si les deux puissances sont distinguées par leurs objets, comment est-il possible que la Puissance civile règle des objets qui lui sont étrangers? Si l'Assemblée n'a point voulu reconnoître la Religion catholique comme la Religion de l'Etat, comment l'Etat peut-il lui donner des règles plutôt qu'à la Religion des Protestants ou des Juifs? Est-il de la justice, ou même de la dignité de la Puissance civile, de fonder tous ses droits sur la différence d'un salaire qu'elle retire aux Pasteurs légitimes, et qu'elle accorde à ceux que l'Eglise ne connoît pas? Quel rapport y a-t-il entre la discipline de l'Eglise et les salaires de l'Etat? Si les Peuples, persuadés de la vérité de leur Religion, doivent entretenir ses Ministres, comment l'entretien des Ministres peut-il donner aux Peuples le droit de changer la Religion? Ah! qu'on réserve le tribut ou la récompense pour ceux qui suivent une discipline nouvelle : et nous, qui conservons l'ancienne discipline de l'Eglise, nous trouverons une noble compensation de ces biens qu'on nous retire, dans le sentiment même que nous donne la connoissance de nos devoirs et la conscience de notre fidélité.

Nous savons que ceux mêmes que les circonstances ont entraînés blâment l'étonnante rigueur avec laquelle sont traités des Evêques, des Pasteurs et des Concitoiens; et c'est ce sentiment même qui nous afflige, parce qu'il se borne à des considérations personnelles, et qu'il ne s'élève pas au-delà des intérêts du temps. Il ne s'agit pas de notre sort, il s'agit de la Religion. Il falloit nous oublier pour elle; et c'est cet intérêt supérieur qui pouvoit seul animer ces témoignages stériles, et ces impuissantes plaintes. Voilà la véritable plaie de l'Eglise de France. Depuis longtemps étoit parvenue à son comble cette corruption de mœurs et d'opinions, qui s'est répandue sur tous les objets de la Religion. Un monde sans connoissance et sans intérêt, dépourvu de toute opinion fixe, et devenu, par une longue et molle habitude, incapable de tous les sentiments forts, constants et solides, ne peut plus reconnoître en lui-même ce qu'il désire, ou ce qu'il pense. L'indifférence des Religions est le déplorable effet de la corruption du siècle; et nous ne pouvons pas nous dissimuler à quel point une

insouciance habituelle a favorisé ces nouveaux établissements qui forment, il faut le dire, une nouvelle Religion. Que pouvons-nous faire à présent, et quels peuvent être les conseils de la sagesse, quand des Décrets purement civils exercent la suprématie sur les choses de la Religion, et quand des élections irrégulières établissent le schisme?

Votre Sainteté nous demande quels sont, quels peuvent être les moyens de conciliation? Nos dispositions sont connues, et nous les avons rendues plus solennelles encore par notre silence sur tous les intérêts qui pouvoient nous être propres et personnels. Nous n'avons pas manqué, sans doute, aux devoirs de nos charges. Nous n'étions que les dépositaires passagers de ces biens, dont la piété de nos Peres avoit doté les Eglises de France. De quel droit pouvions-nous, possesseurs d'un jour, abandonner un dépôt confié par des lois qui sembloient immortelles? Nous ne pouvions pas priver les générations à venir, de ces fondations saintes qu'elles devoient hériter, ainsi que nous, des vertus de nos peres, et nous avons su défendre, avec force et courage, ce patrimoine sacré que les vœux unanimes de la Nation entière, pendant tant de siècles, avoient remis dans nos mains. Nous avons défendu la propriété des Eglises, et tel fut l'ascendant de notre défense, qu'on n'osa pas déclarer, comme on l'avoit mis en délibération, que la propriété des biens ecclésiastiques appartenoit à la Nation. Nous avons réclamé contre leur aliénation, et nous osons dire encore que nous avons fait sentir combien il eût été plus utile à l'état de chercher des ressources dans les offres du Clergé, que d'aliéner tous ses biens; et si notre perte n'avoit pas été jurée, les Eglises de France seroient encore le centre des charités dont s'alimentoit la misère, et la ressource la plus assurée pour l'Etat. Et quand l'arrêt a été porté, qui nous dépouille de tous nos biens, notre silence a bien fait voir à quel point nous étions inaccessibles pour nous-mêmes à tous les intérêts temporels dont la jouissance avoit attiré sur nous la haine et l'envie. Nous n'avons pas troublé d'un seul mot, d'une seule plainte, le cours des opérations fondées sur l'hypothèque des biens qu'on nous a ravés. Nous avons cru devoir suivre exactement la maxime vraiment épiscopale et chrétienne de Saint Ambroise : « Si l'on veut s'emparer de nos terres, on peut les prendre; aucun « de nous ne s'y oppose. Nous ne les donnons pas; nous ne les « refusons pas; nous ne pouvons pas livrer ce que nous n'avons « reçu que pour le garder. » Votre voix, Très-Saint Pere, est la seule qui se soit fait entendre au milieu des pertes de l'Eglise Gallicane, mais Votre Sainteté ne fut point instruite par nos plaintes. Quand nous lui avons présenté l'Exposition des Principes, elle n'y

a pas trouvé la plus faible expression qui puisse rappeler des souvenirs et des regrets; et quand elle croit devoir parler des gémisséments de l'Eglise universelle, nous seuls, forts de nos désastres, et plus fermes encore dans notre impassible persévérance, quand il s'agit de nos propres privations, nous ne joindrons point notre voix à celle de l'Eglise; et nul de nos citoyens ne pourra se vanter ou se plaindre d'être importuné par les plus justes réclamations. Ce n'est pas avec ces sentiments que nous pouvons entretenir et prolonger les discussions et les divisions. Oh! s'il est des moyens de conciliation, et si nous ne les saisissons pas avec empressement, nous commettons envers la Religion et la Patrie, une sorte de délit inconcevable, celui qui consiste dans la plus sensible contradiction avec nous-mêmes. Que n'avons-nous point fait pour la Patrie, dont nous avons soutenu les rigueurs avec tant de calme et de courage? Quel est celui de Nous, dont les discours aient excité les murmures et les soulèvements? Quel est celui de Nous qui n'ait pas fait le sacrifice de son existence civile et politique, à la Patrie comme à la Religion? C'est la Religion que nous avons voulu préserver de toute atteinte; c'est la Patrie que nous n'avons pas voulu exposer au moindre mouvement; et tel est le don de celui qui dirige les pensées des hommes et les événements, que chacun de Nous a retrouvé dans ces étonnantes épreuves une ame digne de se mesurer avec l'adversité. Comment peut-on croire qu'il y ait aucun moyen de conciliation, auquel nous puissions nous refuser? Combien nous serions heureux, si, seulement, on avoit voulu reconnaître la nécessité de respecter les Pouvoirs de l'Eglise sur les changements de la discipline! Combien ce seul hommage, rendu aux formes canoniques, par lesquelles l'Eglise peut condescendre au vœu de la Puissance civile, auroit aplani de difficultés! Libres alors, affranchis de la crainte de trahir ces principes, qui forment une partie du dépôt de la Foi, Nous aurions tenté tous les sacrifices que nous pouvions faire dans l'ordre de la discipline, comme dans celui de nos intérêts temporels.

Nous ne voulions pas dissimuler ce que les formes canoniques pouvoient rendre valide et légitime, quand nous réclamions le secours des lois ecclésiastiques et civiles. Nous avions annoncé qu'on pouvoit renvoyer les divisions à faire des Cures et des Paroisses, ainsi que les suppressions des bénéfices simples, et des fondations en titre, par-devant les Evêques Diocésains. Nous avions dit qu'une grande partie des objets du Gouvernement intérieur des Diocèses pouvoit être réglée par des synodes, et qu'on pouvoit, en dirigeant l'autorité des Evêques par des ordonnances synodales, prévenir tous les inconvénients des décisions arbitraires et varia-

bles. Nous avons observé que des Conciles d'une ou de deux Provinces intéressées aux changements des nouvelles circonscriptions, pouvoient juger, dans l'étendue de leurs Provinces, des besoins des Fidèles, et de concilier, de concert avec la Puissance civile, les questions relatives à la division, augmentation et démembrement des Evêchés et des Métropoles; et c'est pour remplir, autant qu'il était en notre pouvoir, le vœu de l'Assemblée nationale, et le vœu que nous formions nous-mêmes, de rappeler les règles de la discipline, et de réformer les abus que nous avons demandé la convocation d'un Concile national : « c'est-là, disions-nous, qu'instruits de vos désirs et de vos vues, éclairés par les « connoissances qui s'accroissent avec le temps, attentifs aux « besoins de l'Eglise, et soigneux d'étudier les dispositions des « Peuples, nous chercherons à concilier les intérêts de la Religion, dont nous sommes les dépositaires, avec ceux de l'Etat, « dont vous êtes les arbitres et les Juges (1). » Nous avons enfin proposé une voie simple, facile et conforme aux libertés de l'Eglise Gallicane, comme à la pratique de l'Eglise universelle, le recours à Votre Sainteté. Tels étoient les moyens que nous avons présentés à l'Assemblée, et qui résultoient même de l'Exposition que nous avons donnée de Principes de l'Eglise, et nul ne peut nous accuser de rejeter des moyens de conciliation, quand nous exposons les principes dont ils ne font que la juste application. Nous avons même prévu le cas où des circonstances impérieuses, soit pour la plus grande utilité de la Religion, soit pour la tranquillité de l'Etat, pouvoient déterminer la délégation d'un Evêque supprimé, en attendant que les formes canoniques fussent remplies; et, consultés par nos Collègues, nous avions seulement indiqué les précautions nécessaires pour conserver, dans toute leur intégrité, les principes qui dirigent l'exercice des pouvoirs délégués dans l'Eglise, et les pratiques de la discipline ecclésiastique.

Il est des points qui dépendoient principalement des dispositions de Votre Sainteté; tels que l'institution des nouveaux Evêques des Diocèses érigés, ou vacants par décès. Nous avons représenté les droits exercés en France par le Souverain Pontife, sans dissimuler ce que l'antique discipline de l'Eglise avoit attribué, dans des temps plus reculés, aux Conciles Provinciaux, aux Métropolitains, et aux plus anciens Evêques des Métropoles. Il s'agit de ces droits du Chef de l'Eglise, qu'il exerce depuis si long-temps dans toutes les Eglises catholiques. Pouvions-nous mettre un poids dans la

(1) Discours de M. l'Archevêque d'Aix, sur le Décret proposé de la Constitution civile du Clergé.

balance, pour abaisser le pouvoir de Votre Sainteté? Etoit-ce à nous, quand ces dispositions nous étoient connues par les sacrifices qu'elle avoit faits, à la détourner des sacrifices qu'elle pouvoit faire encore à la tranquillité de l'Eglise Gallicane? Si nous lui proposons de renoncer à ses droits, dont l'exercice salutaire rend plus sensible encore la Communion du Chef de l'Eglise, avec les Chefs de chaque Eglise, il semble qu'il soit dans notre pensée de dissoudre une partie de ces liens qui nous unissent au Saint-Siège. Si nous soutenons, sans restriction, une pratique adoptée depuis si longtemps en France, et plus respectable encore par la discipline universelle de l'Eglise, il semble que nous nous refusions à toutes les voies de conciliation et de paix.

« Par quelle fatalité faut-il, disions-nous, que le Chef de l'Eglise « ne soit pas consulté sur des droits qui lui furent attribués par « les lois, depuis plus de deux siècles, et sur cette partie de la « juridiction qu'il avoit exercée dans tous les temps, et que l'Eglise « avoit constamment maintenue? Comment un Evêque, un Métro- « politain seul, et sans le concours de l'Eglise, du Chef de l'Eglise « et de la Province ecclésiastique à laquelle il appartient, peut-il « détruire, de sa propre autorité, la discipline, actuellement et « depuis si long-temps établie dans l'Eglise? Et quel que puisse « être le retour à l'ancienne discipline, comment peut-il faire par « lui-même un changement qui doit avoir une si grande influence « sur l'état de l'Eglise Gallicane (1)? » Ainsi, nous n'avons point rejeté les voies de conciliation, et nous n'avons point abandonné cette pierre fondamentale sur laquelle Jésus-Christ lui-même a construit l'édifice de son Eglise; car ce n'est pas seulement l'institution canonique qu'on dispute au successeur de S. Pierre. Telles sont les dispositions des Décrets, qu'ils semblent réduire l'union de l'Eglise Gallicane avec l'Eglise Romaine, et tous nos devoirs envers elle à l'envoi d'une simple lettre de Communion, adressée au Souverain Pontife. Mais nous tenons cette foi de nos pères : la primauté du successeur de S. Pierre, qui n'est pas un vain nom, un simple titre d'honneur, lui donne dans l'Eglise universelle, et dans chaque Eglise, une véritable et réelle juridiction. L'Eglise Gallicane est, sans doute, zélée pour ses libertés; mais ces libertés mêmes s'accordent avec cette prééminence du Saint-Siège, que nulle Eglise n'a plus respectée que celle de France : parce que cette prééminence même et ces libertés s'arrêtent également au point marqué par les Canons, bornes naturelles de la puissance ecclésiastique, qu'elle se fait elle-même par son exercice. C'est le

(1) Exposition des principes de la Constitution civile du Clergé.

langage du Saint-Siège, comme celui de l'Eglise Gallicane, et rien n'est mieux établi dans la pratique de l'Eglise de Rome que la loi qu'elle se fait, d'observer et de faire observer les Canons. Nous emprunterons encore la voix du sublime interprète de nos libertés : « C'est cette Chaire romaine, tant célébrée par les Pères, où ils ont exalté, comme à l'envi, la primauté de la Chaire apostolique, la source de l'unité, et dans la place de Pierre, l'éminent degré de la Chaire sacerdotale, l'Eglise mère, qui tient en sa main la conduite de toutes les autres Eglises, le Chef de l'Episcopat d'où part le rayon du gouvernement, la Chaire principale, la Chaire unique en laquelle nous gardons l'unité. Sainte Eglise Romaine, » s'écrioit-il au milieu du Clergé de France, assemblé pour reconnaître les droits de la Puissance temporelle, « Mère des Eglises et Mère de tous les fidèles, Eglise choisie de Dieu pour unir ses enfants dans la même charité, nous tiendrons toujours à ton unité par le fond de nos entrailles ! Si je t'oublie, Eglise Romaine, puisse-je m'oublier moi-même ! Que ma langue se sèche et demeure immobile dans ma bouche, si tu n'es pas toujours la première dans mon souvenir, si je ne te mets pas au commencement de tous mes Cantiques de réjouissance !

Nous élevons, comme le peuple choisit, du sein de nos adversités, la voix de l'espérance dans les promesses saintes, et nous attendons que la liberté mieux connue, rende à l'Eglise la liberté de son enseignement et l'autorité de ses lois ; aux Evêques et aux Pasteurs les fonctions inséparables de leur institution canonique ; et au Chef de l'Eglise les honneurs et les pouvoirs attachés au droit divin de sa primauté.

Nous ne pouvons pas aussi nous dissimuler les difficultés que pouvoit opposer à l'institution canonique de nouveaux Evêques, la forme nouvelle de leur élection. Votre Sainteté parcourant les monuments de tous les siècles avec cette marche rapide que donne la science de l'antiquité sacrée, a bien su marquer les justes limites des droits du Peuple dans les élections, et la prépondérance constante du Clergé. Sans doute on peut rappeler le Peuple aux élections par toutes les voies sages qui ne peuvent point semer le trouble et la division parmi les Citoyens ; et nous n'avons pas oublié de dire à quel point il est juste que l'Eglise, en rappelant les principes qui peuvent rendre les élections canoniques, concoure à l'établissement des règles qui peuvent maintenir la tranquillité publique. Nous avons pensé qu'il étoit de l'intérêt commun de l'Eglise et de l'Etat, de prendre des moyens qui rétablissent les droits des Ministres de la Religion et des fidèles. Nous avons proposé d'exiger des électeurs le serment et la profession de la Reli-

gion catholique, avant de procéder à l'élection. Nous avons rappelé l'exemple des Etats d'Orléans, qui, voulant rétablir les élections, appelèrent des Citoyens élus à concourir avec les Conciles des Provinces pour nommer des Evêques, et dont la soigneuse attention sut concilier, par des formes paisibles, la représentation du Peuple et du Clergé. Et quel est le principe dans la Constitution, ou l'intérêt de l'Etat, qui ne permette pas d'associer à des Electeurs catholiques les Evêques de la province, et des Ecclésiastiques députés par les Eglises, ainsi que l'avoient délibéré les Etats d'Orléans? Si nous pouvions assimiler, dans des circonstances qui ne sont plus les mêmes, la nomination de quelques évêques élus à la nomination du Roi, quand le Decret qui provoquoit les Elections étoit revêtu de sa sanction, il n'est personne cependant qui ne sente que les Evêques unis au Souverain Pontife, ne pouvoient pas cesser de témoigner leur vœu pour une forme d'élection, à l'avenir régulière, canonique et conforme à l'exercice des droits inséparables de la surveillance et de l'autorité de l'Eglise. On avoit si bien senti quelle pouvoit et quelle devoit être la conduite des Métropolitains et des Evêques, que les Décrets avoient prévus, par des dispositions expresses, l'effet de leur refus. Combien ces Décrets auroient été prématurés ou superflus, si les principes des Décrets n'avoient pas été contraires à ceux de l'Eglise! C'est pour remédier aux suites prévues de cette manifeste opposition qu'il falloit appeler du jugement des Métropolitains, et de tous les Evêques de chaque Province, à des Tribunaux civils, et qu'il falloit donner à ces Tribunaux civils le droit de nommer un Evêque qui pût suppléer seul au défaut de tous, ou presque tous les Evêques du Clergé de France.

Nous avons bien fait voir quelles étoient nos dispositions par rapport aux objets qui pouvoient dépendre de notre propre sollicitude. C'est avec force que nous avons représenté les droits et les obligations des Evêques, par rapport à la collation et à la nomination des Cures de leurs diocèses. Si le droit de nommer les Pasteurs fut toujours attaché par l'Eglise, à l'obligation de veiller au service des Paroisses, comment une loi, purement civile, pouvoit-elle en priver les Evêques? Comment un Evêque pouvoit-il reconnaître la validité d'une innovation contraire aux règles que l'Eglise a toujours suivies? Et comment sa reconnaissance auroit-elle pu légitimer la cession d'une partie des devoirs et des droits de l'administration et de la juridiction épiscopale? C'est en faisant sentir toutes ces difficultés que nous avons mieux exprimé le vœu de les applanir, s'il étoit possible, en attendant une décision. Tel étoit notre langage : « Si chaque Evêque dans son diocèse peut assimiler la pré-

- sésentation des Electeurs à celle des Patrons; s'il peut accorder,
- par une disposition libre et volontaire, après un examen sévère
- des mœurs et de la doctrine, une institution canonique à celui
- qu'on lui présente, il ne peut pas lui-même annuler le principe
- de ses devoirs et de ses droits, et de ceux de tous les Evêques
- du Royaume. Il peut entretenir la paix, déférer au vœu qu'on lui
- témoigne, pourvoir au gouvernement d'une Paroisse, et prévenir
- les maux des longues vacances et des longues discussions. Il ne
- peut pas changer les règles générales de l'Eglise. Il est dans
- son pouvoir de subordonner l'exercice de son ministère au bien
- des Citoyens et des Fidèles. Il ne dépend pas de lui d'en abolir
- les principes. Ses devoirs et ses droits ne sont point détruits
- par un moyen qui les conserve; et les lois de l'Eglise subsistent
- aussi longtemps qu'elle ne les a point révoqués (1).

Quand on a voulu briser, dans toutes ses parties, la Constitution actuelle de nos Eglises Cathédrales, sans doute il n'étoit pas dans notre intention de concourir à la destruction de ces Corps vénérables, qui formoient notre conseil dans les affaires importantes, qui maintenaient l'exercice journalier du Culte Divin, et que les Conciles appeloient à gouverner les Diocèses, pendant la vacance des Sièges; mais il a suffi de nous présenter un faible souvenir des usages de la primitive Eglise. Cette image respectable semble avoir suspendu des réflexions convenables à la différence même que nous offre l'histoire mieux suivie des anciennes Eglises.

Nous ne nous opposons pas à des changements qui pouvoient rendre les Chapitres encore plus utiles, par des occupations plus actives, et leur donner des obligations plus étendues. Nous pensions que les Chapitres pouvoient offrir dans leur sein un asyle honorable, une retraite édifiante, un travail utile à des Pasteurs distingués par leur piété, leur science et leurs vertus; et nous pensions aussi que l'Eglise pouvoit confier aux Chapitres le service de l'Eglise Cathédrale.

Nous avons exposé ces vues également utiles et respectables, qui pouvoient mériter l'attention de l'Eglise, et répondre au vœu de l'Assemblée.

Il semble qu'on ait voulu créer des difficultés, sans motif et sans objet, quand on pouvoit remplir les mêmes vues par des moyens sans opposition. On pouvoit proposer que les Chanoines feroient les fonctions de Vicaires de la Paroisse Cathédrale; qu'ils seroient le conseil de l'Evêque; que leur nombre seroit proportionné aux besoins différents des Diocèses; que les titulaires actuels ne

(1) Exposition des Principes.

seroient remplacés qu'après la réduction des places au nombre compétent; et nous savons à quel point nous pouvions rendre utiles les talents et les vertus que ces Corps vénérables renferment dans sein. C'est-là que nous pouvions retrouver des Vicaires-Généraux, éprouvés dans la conduite des Diocèses, des Confesseurs zélés, des Prédicateurs estimables, et des hommes doués de ces connoissances, qu'ajoute aux études théologiques l'occupation habituelle des exercices de la Religion : et ce seroit le même établissement qu'on auroit fait avec le consentement et par le concours de l'Eglise. Les Chanoines, Vicaires de l'Eglise principale, et conseil de l'Evêque, auroient perpétué par eux-mêmes et transmis à leurs successeurs les pouvoirs établis dans les Eglises Cathédrales, pendant la vacance des Sieges; et l'on n'auroit pas éprouvé les difficultés qu'entraîne la destruction prononcée des Chapitres.

Quand on a voulu donner un conseil aux Evêques, nous nous sommes bornés à défendre leur juridiction. Nous avons reconnu la nécessité d'un conseil, et nous avons seulement désiré que son influence fût subordonnée aux règles de l'Eglise. Nous ne pouvions pas reconnoître que les Curés des Paroisses réunies à l'Eglise Cathédrale pussent conserver, sous le titre de Vicaires, d'autres pouvoirs que ceux qu'ils avoient comme Curés des Paroisses réunies. Ils ne pouvoient pas acquérir, sans délégation, des pouvoirs qu'ils n'avoient pas. L'Assemblée ne pouvoit pas leur transmettre les pouvoirs des Evêques. C'est aux Evêques qu'il appartient de les donner, ou de les refuser; et nul ne peut les exercer sans leur délégation. Mais nous avons considéré que les Décrets mêmes qui portent que les Evêques doivent délibérer dans leur conseil, n'énoncent pas que les délibérations soient prises à la pluralité des voix. Ainsi nous pensions que la juridiction épiscopale n'étoit point détruite dans son principe, et pouvoir être encore conservée dans son exercice. Les Evêques consulteroient leur conseil et n'y seroient pas soumis. Ils consulteroient leurs Vicaires, et ne seroient point obligés de leur communiquer leurs pouvoirs. Ils choisiroient ceux qui seroient chargés d'exécuter ce qu'ils auroient délibéré dans leur conseil. Ce conseil n'auroit que la voix consultative, et les Vicaires n'auroient aucun pouvoir actif hors du service de la Paroisse Cathédrale. La juridiction des Evêques s'exerceroit selon la liberté apostolique de leur ministère. Les actes qui sont en leur pouvoir n'en seroient pas moins obligatoires pour les Ministres de l'Eglise et pour les Fidèles, quand la loi même ne leur prêteroit pas sa force et son appui. Et si la loi civile ne devoit autoriser aucun acte qui n'eût été délibéré dans le conseil, nous pouvions nous rappeler comment on distinguoit les Ordonnances des

Evêques, données de leur propre mouvement, de leurs Ordonnances synodales.

Nous avons reconnu jusqu'à quel point le concours et la protection de l'Etat étoit utile et désirable pour donner aux Séminaires un établissement solide et durable; et nous n'avons réclamé sur le choix des Supérieurs et Directeurs du Séminaire, que ces mêmes droits inséparables de la juridiction et de la sollicitude épiscopale, que les Décrets mêmes ne disputent pas aux Evêques sur le choix des Vicaires.

Quand, enfin, nous avons représenté l'indispensable nécessité de l'approbation de l'Evêque pour l'emploi des Ministres sans titres et sans office, nous ne nous sommes pas seulement appuyés sur les décrets des Conciles, sur celui du Concile de Trente, admis par huit Conciles provinciaux en France, et sur les ordonnances et les lois de l'état qui en ont ordonné l'exécution. Nous avons présenté des motifs d'utilité, conformes à l'esprit d'une bonne administration.

« Il importe », disions-nous, « à la bonne administration des Diocèses, de favoriser le concours utile du choix des Curés, et de l'approbation des Evêques. Il faut réunir les soins de tous les Pasteurs, au lieu de les diviser; et le choix que font les Curés, parmi les Prêtres approuvés, présente aux fideles tous les motifs qui peuvent mériter leur confiance. »

Ainsi nous cherchions tantôt à rappeler les formes canoniques qui manquoient aux articles susceptibles d'exécution : tantôt à substituer à des innovations que l'Eglise ne pouvoit point admettre, des changements qui peuvent s'accorder avec ses principes : tantôt à prêter l'interprétation la plus favorable aux Décrets; et quand nos refus mêmes sont devenus indispensables, nous les avons justifiés par des motifs d'utilité publique, conformes aux sentiments d'une Assemblée des Représentants de la Nation.

Nous l'avons dit à l'Assemblée : « Nous ne pensons pas qu'on ne puisse apporter aucun changement, soit au régime intérieur de l'Eglise Gallicane, soit avec ses relations avec les autres Eglises; mais ce n'est pas une autorité purement civile qui peut distribuer les rangs dans l'Eglise, régler les fonctions purement spirituelles, donner ou retirer la juridiction ecclésiastique, et s'attribuer enfin cette suprématie que ne comporte point l'Eglise catholique, et que ne peut point admettre la doctrine, toujours saine et pure de l'Eglise Gallicane (1). »

Notre langage est celui des lois de l'Etat, comme de celles de

(1) Discours de M. l'Archevêque d'Aix.

l'Eglise, et nous ne pouvons pas nous empêcher de rappeler cette déclaration des vrais principes, si justement invoquée par Votre Sainteté; cette déclaration dictée par le célèbre Chancelier d'Aguesseau, que ses talents et ses vertus avoient établi, plus encore que sa place, le chef de la Justice et l'homme de la loi.

Louis XV, Monarque alors heureux et tranquille dans la prospérité de son règne, et dans la plénitude de sa puissance, reconnoît, « comme son premier devoir, d'empêcher, qu'à l'occasion des disputes on mette en question les droits sacrés d'une puissance qui « a reçu de Dieu seul le droit de décider les questions de doctrine « sur la foi, ou sur la règle des mœurs; de faire des canons ou des « règles de discipline, pour la conduite des Ministres de l'Eglise « et des fidèles, dans l'ordre de la Religion; d'établir ses Ministres « ou de les destituer, conformément aux mêmes règles; et de se « faire obéir, en imposant aux fidèles, suivant l'ordre canonique, « non-seulement des pénitences salutaires, mais de véritables « peines spirituelles, par les jugements ou par les censures que « les premiers Pasteurs ont droit de prononcer. » C'est la voix de l'Evêque du dehors et du protecteur des Canons; c'est la voix de vingt Rois, fils aînés de l'Eglise, et défenseurs de la Religion; et les Evêques, sans doute, ne pouvoient pas être moins fidèles à la vérité sainte, que les Magistrats et les Rois.

Votre Sainteté peut juger à quel point nous avons désiré d'aplanir les difficultés, s'il est vrai que, dans tous les genres, les seuls moyens de conciliation sont ceux qui peuvent se concilier avec les principes. Et quand des serments contraires à nos consciences sont les lois qu'on nous impose; quand nous sommes traités comme des réfractaires, parce que nous ne voulons pas faire un parjure; quand, par un événement qui n'a point d'exemple, cent vingt-huit Evêques sont destitués de leurs Sièges, sans démission, sans forfaiture et sans jugement; quand les paroisses sont privées, sans aucune force canonique, de ces Pasteurs vertueux qui n'ont point trahi leur Religion; quand on nous donne, par des formes irrégulières, des successeurs sans mission : quels sont les moyens qui nous restent pour concilier les principes de l'Eglise avec le vœu de la Puissance civile?

Telles sont les lois qui nous sont imposées, qu'il ne nous est pas permis de nous réunir et de nous consulter. On nous refuse un Concile : on disperse nos assemblées. Les associations des Citoyens sont libres par la loi; la liberté n'existe point pour nous. Comment pouvons-nous connoître les sentiments des Evêques, isolés, solitaires dans leurs Diocèses, hors de leurs Diocèses, dans leurs familles, dans le fond des campagnes, hors du Royaume? Nous

sommes restés seuls des Evêques convoqués aux Etats-Généraux. Nous pouvions exposer, sans crainte d'erreur, des principes qui nous sont communs; nous ne pouvions pas connoître des opinions qui peuvent se partager sur les moyens. Le premier soin d'un Concile national seroit de consulter le Souverain Pontife sur ces grands intérêts, dignes, sans doute, de fixer les regards de l'Eglise universelle. Notre premier devoir devient aujourd'hui notre unique ressource, et c'est une obligation plus sévère, peut-être encore, et plus respectable pour nous, dans un moment où semblent se rompre successivement tous les anneaux de cette chaîne antique et sacrée, par laquelle chaque Eglise s'attache à la Chaire de Saint-Pierre. Ce n'est pas une forme superflue, une vaine cérémonie que nous avons à remplir. Nous n'assimilons pas nos consultations, émanées du sein de notre vénération et de notre confiance, à ces lettres de communion, seul reste conservé par la Constitution civile du Clergé, de cette correspondance constante qui maintenoit l'unité des églises dans le centre d'une même communion.

Quel est le sentiment de l'Eglise universelle, dont Rome est le centre, et dont un savant et vertueux Pontife est le plus digne interprète? Quel est le jugement que le Pape doit prononcer, du haut de la Chaire apostolique, sur l'état actuel des églises de France, sur la destitution des Evêques et des Pasteurs, qui n'ont voulu prêter le serment prescrit qu'en réservant les droits de l'autorité spirituelle de l'Eglise, et sur l'élection, l'institution et la juridiction des Evêques et des prêtres qui leur sont substitués? Voilà ce que nous demandons, et nous sommes loin de vouloir prévenir, par ces étranges sollicitations, que la calomnie, peut-être, ose imputer à des Evêques, les voies d'exhortation paternelle, et les dispositions sages et conciliantes que Votre Sainteté peut joindre à ses décisions. Nous n'avons point mis de bornes, nous n'en mettrons point encore aux sacrifices qui nous sont propres et personnels. Il ne sera pas dit que nous puissions mettre un moment notre intérêt en comparaison avec les intérêts de la Religion. Nous courons une noble carrière, celle de l'adversité; nous l'avons envisagée dans toute son étendue, et nous n'avons pas commencé notre course pour nous arrêter avant le terme. Peut-on croire que ce soit un intérêt pour nous, de conserver un ministère qu'on rend suspect à la Patrie, et dont nous ne pouvons plus exercer les fonctions, que dans cette ombre et ces ténèbres qui semblent réservées à l'action des fautes et des délits? Nous n'avions point appris à rougir de notre état; à dissimuler nos devoirs, quand nous ne voulons pas les trahir; à répandre dans le

secret les secours de la Religion, dans un Royaume catholique, comme dans un pays infidèle; et nous avions droit, du moins, à cette liberté que la Constitution assure à toutes les opinions religieuses. Nous subirons notre destinée, quelle qu'elle puisse être, avec le courage que la Religion inspire. Mais la Religion, qui fait un mérite aux Fidéles de soutenir les épreuves de la Providence, ne leur fait pas un crime d'en sentir les rigueurs. La plus rigoureuse des lois que la Religion puisse nous imposer, est celle de conserver nos places. Nous n'avons pas cru pouvoir les quitter, quand il falloit livrer nos Eglises à ces changements irréguliers qu'aucune forme canonique n'avoit légitimés; quand le silence forcé de l'Eglise Gallicane ne laissoit entendre d'autre voix que celle de chaque Evêque, dans l'enceinte de son diocèse; quand nous avions demandé le recours au Saint-Siège, et quand nous devions attendre sa décision. Ce que nous avons fait pour attendre que l'Eglise parle par son Chef, ne doit pas être un obstacle à son Jugement.

Elevez-vous, Très-Saint Père, dans toute la sagesse et la liberté de votre Ministère. Sortez du milieu de ces considérations et de ces convenances privées qui meurent avec nous. Nous occupons un foible point dans le temps, comme dans l'espace; et notre sort ne peut point entrer en balance avec les destins des Empires et les promesses de l'Eglise. Voyez la Loi qui s'arme de la force et qui retentit comme un tonnerre public, d'un bout de la France à l'autre. Voyez tous les Evêques de France, excepté quatre, destitués de leurs Sieges : les uns décrétés par les Tribunaux; d'autres arrachés de leurs habitations par la force, ou même transportés, comme des criminels, hors de leurs diocèses; d'autres mis en fuite, sans défense, et forcés de se dérober, non pas au péril qui menace leur vie, mais à la nécessité d'épargner un crime à des Concitoyens : des Pasteurs vertueux et des Prêtres fidèles insultés, attaqués au milieu du Temple, dans la Chaire de Vérité, sur les marches du Sanctuaire, et dans le sein même de ces asyles inviolables, où s'entretient le feu pur et sacré de la Religion et de la vertu : des Vierges saintes, que la jeunesse et l'innocence, la faiblesse de l'âge, ou les infirmités n'ont pas pu dérober aux injures. Voyez nos Eglises envahies par un nouveau Sacerdote, et celles où n'ont point pénétré les innovations, interdites à la piété qui cherche les saintes solennités, et qui fuit les profanations : cette foule de Ministres de tous les rangs, enlevés à leurs fonctions, séparés de leurs Paroisses, dont l'Eglise ne les sépare point encore, et chargés par la mission, qu'elle n'a point révoquée, de ces saintes obligations dont la Loi leur fait un crime. Voyez les

Fidèles placés dans cette situation la plus cruelle de toutes, celle qui semble les mettre dans une contradiction nécessaire avec eux-mêmes, entre la Religion et la Loi.

Est-il un moyen qui dépende de nous, d'épargner à l'Eglise Gallicane ces horribles divisions qui la déchirent? Des hérésies et des schismes se sont formés par les erreurs de ceux qui rejetoient le joug de l'infailible autorité de l'Eglise. Les Loix trompées ont combattu la vérité, quand la Cour des Souverains, ou quand une Nation entière étoit plongée dans les incertitudes et les variations, au milieu des oppositions mêmes et du partage des Chefs des Eglises. L'Univers, dit un ancien Auteur, s'étonna d'être Ariën. Il n'y a pas d'exemple encore d'un schisme commencé par la Loi. Ceux des Fidèles qui semblent s'écarter davantage des principes que nous leur avons enseignés, n'en suivent point la discussion. Ils disent seulement : c'est la Constitution, c'est la Loi. S'il étoit possible de puiser dans les profondeurs de la sagesse, ces conseils que Dieu lui-même envoie, ces conseils de lumière et de force qui peuvent éclairer les esprits, fléchir les volontés et diriger le vœu des Nations; et ces conseils aussi de condescendance et de charité, qui n'altèrent ni le dépôt des vérités saintes auxquelles il ne nous est pas permis de toucher, ni l'autorité que Jésus-Christ a donnée à son Eglise, ni ce qui fait le gouvernement de l'Eglise universelle, le principe de l'unité indépendant des Puissances de la terre; et s'il ne s'agissoit que de nous sacrifier nous-mêmes, pour calmer la conscience des Fidèles, comme pour assurer le repos des Citoyens... nous savons quels sont les exemples que l'Eglise nous donne, et nous avons appris comment on peut souffrir pour elle. Que les principes soient en sûreté; que les pouvoirs de l'Eglise, sur l'institution de ses Ministres, soient respectés et maintenus, et qu'une mission canonique puisse nous donner des successeurs légitimes! nous mettons à vos pieds, Très-Saint Père, nos démissions : non pas ces démissions forcées, et ces interprétations arbitraires auxquelles nous n'avons point consenti, ni tous ces actes garants de notre attachement pour nos devoirs, qu'on traduit comme un renoncement à nos places; mais nos libres et volontaires démissions, fondées sur ces mêmes sentiments qui repoussent le joug d'une contrainte que les Loix civiles ne peuvent pas nous imposer, et qui n'admettent, dans l'ordre de nos fonctions spirituelles, d'autre autorité que celle de l'Eglise. Nous remettons nos démissions dans vos mains. afin que rien ne puisse plus s'opposer à toutes les voies que Votre Sainteté pourroit prendre dans sa sagesse, pour rétablir la paix dans le sein de l'Eglise Gallicane. Nous avons eu jusqu'ici l'avantage d'obtenir, dans

l'exposition de nos principes et dans les conseils que nous avons donnés sur les règles de conduite relatives aux circonstances, le suffrage unanime de nos Collègues. Ce n'est pas lorsque nous offrons encore tout ce qui peut dépendre de nous, pour applanir tous les obstacles sous vos pas, que nous avons à craindre d'être démentis par leurs nobles et généreuses dispositions.

Nous avons rempli nos pénibles devoirs au milieu des troubles et des orages, et nous n'avons pas laissé la crainte approcher des marches du Sanctuaire. Nous attendons avec tranquillité le jugement du Souverain Pontife, du haut de sa Chaire, au nom de l'Eglise Catholique, Apostolique et Romaine; et nous avons appris avec quel ascendant de lumières et de vertus Votre Sainteté sait rendre respectables ces décisions pleines de sagesse et de fermeté, qui, rappelant les règles de la Tradition et les Canons des Conciles, ne sont point sujettes aux vicissitudes des passions humaines et des événements.

Nous avons reçu, depuis peu de jours, les dernières lettres de Votre Sainteté, adressées à tous les Evêques de France, en date du 13 Avril. Nous y retrouvons une nouvelle preuve de cette sollicitude continuelle et de cette vigilance assidue qui ne lui permettent pas de perdre de vue le déplorable état de l'Eglise de France. Qu'il nous soit permis d'ajouter ici l'expression des sentiments de notre reconnaissance et de notre profonde vénération, et de lui témoigner l'unanimité de nos désirs et de nos volontés, pour resserrer chaque jour davantage les liens de notre communion avec l'Eglise de Rome et le Chef de l'Eglise universelle.

Nous sommes avec le plus profond respect,

TRÈS-SAINT-PÈRE,

DE VOTRE SAINTETÉ,

Les très-humbles, très-obéissants et
très-dévoués fils et serviteurs.

Paris, ce 3 Mai 1791.

Ainsi signé à l'original,

† D. Cardinal de la ROCHEFOUCAULD, Arch. de Rouen.

† ALEX. ANG. Arch. de Reims.

† J. RAIM., Arch. d'Aix.

- † J. M., *Arch. d'Arles.*
- † J., *Arch. de Damas, Coadjuteur d'Alby.*
- † FR., *Arch. de Toulouse.*
- † J. B. P. P., *Arch. de Bourges.*
- † M. S., *Evêque de Poitiers.*
- † A. V., *Evêque de Montauban.*
- † A. C., *Evêque de Condom.*
- † F. J., *Evêque de Beauvais.*
- † F. J., *Evêque du Mans.*
- † P. M. M., *Evêque de Nîmes.*
- † S., *Evêque de Rodez.*
- † L. G., *Evêque de Linoges.*
- † J. F., *Evêque de Montpellier.*
- † ANT. FELIX, *Evêque de Perpignan.*
- † JEAN LOUIS, *Evêque d'Agén.*
- † J. B. Jos., *Evêque de Chartres.*
- † L. H., *Evêque de Laon.*
- † C. M. RUFFO, *Evêque de S. Flour.*
- † A. J., *Evêque de Châlons-sur-Marne.*
- † J. B. A., *Evêque d'Orléans.*
- † R., *Evêque de Dijon.*
- † P. LO, *Evêque de Saintes.*
- † ASS., *Evêque de Coutances.*
- † M. G. JS, *Evêque de Luçon.*
- † FRANÇOIS, *Evêque de Clermont.*
- † H., *Evêque d'Uzès.*
- † DOMINIQUE, *Evêque de Conserans.*

M^r le cardinal avait publié le 23 février 1791, une solide et éloquent instruction pastorale au clergé et aux fidèles du diocèse de Rouen, sur la constitution civile du clergé.

Le tribunal du district de Rouen, dans un jugement du 24 mars 1791, porta condamnation de cette instruction, et ordonna qu'elle serait brûlée par la main du bourreau, au pied du grand escalier du Palais de Justice.

On sait que Pie VI, par un second Bref, daté du 13 avril 1791, adressé cette fois à tous les évêques, au clergé et aux fidèles de la France, porta une condamnation formelle de la constitution civile du clergé, déclara les élections constitutionnelles illégitimes, les consécration sacrilèges, les consacrés sans juridiction et suspend de toutes fonctions ecclésiastiques ainsi que leurs consécra-

teurs. Les jureurs furent sommés de se rétracter dans les quarante jours, sinon déclarés suspens, et soumis à l'irrégularité s'ils continuaient leurs fonctions.

Avant de raconter les effets de cette constitution dans le diocèse de Rouen, il nous faut rappeler une séance mémorable de l'Assemblée nationale constituante où notre bon cardinal fut mis en cause.

Il fut dénoncé à l'Assemblée par les membres du tribunal du district de Saint-Germain-en-Laye, pour avoir écrit des lettres au curé et aux vicaires, aux marguilliers et aux confrères de la charité de la paroisse de Triel, qui faisait partie, avant la Révolution, du diocèse de Rouen, dans lesquelles il réprouvait et stigmatisait la constitution civile du clergé. Cette dénonciation donna lieu dans l'Assemblée, les 5 et les 18 juin 1791, à de longs débats qu'il nous a paru intéressant de reproduire intégralement. Ils donnent d'abord une idée des discussions parlementaires de ce temps, et ils prouvent surtout les sentiments de vénération que professaient presque tous les membres de l'Assemblée nationale pour notre cardinal.

ASSEMBLÉE NATIONALE (5 juin 1791).

M. le Président : *La députation du tribunal du district de Saint-Germain-en-Laye est arrivée; l'Assemblée veut-elle la recevoir?*

Voix nombreuses : Oui! oui!

Plusieurs membres de la partie droite sortent de la salle.

MM. PARÉ et LEGRAS, *membres du tribunal du district de Saint-Germain-en-Laye*, sont admis à la barre. M. PARÉ, *orateur de la députation*, s'exprime en ces termes :

Messieurs,

« Une municipalité a dénoncé à l'accusateur public, près le tribunal du district de Saint-Germain-en-Laye, un membre de l'Assemblée nationale (1).

« La plainte a été rendue; l'information a été prise; et, d'après les preuves résultant de cette information, le tribunal a pensé qu'il y avait lieu à décret contre l'accusé.

(1) Le cardinal de la Roche-Foucauld.

« En conséquence, Messieurs, pour se conformer aux lois, le tribunal du district de Saint-Germain-en-Laye nous a députés près de vous pour déposer sur le bureau l'expédition des pièces de conviction et de la procédure.

« Il ne nous appartient pas, Messieurs, d'inviter l'Assemblée à donner promptement une décision sur cette affaire; cependant, il est de notre devoir de vous exposer que ce qui se passe tous les jours sous vos yeux, les manœuvres qu'on met en usage pour répandre le trouble et l'inquiétude dans les campagnes, les efforts multipliés que l'on fait pour détruire la confiance que l'on doit avoir dans les représentants du peuple et la reconnaissance que méritent vos travaux, toutes ces circonstances, dis-je, semblent indiquer la nécessité de déployer contre les malveillants toute la rigueur de la loi. »

M. LE PRÉSIDENT : Messieurs, l'Assemblée nationale prendra en considération la demande que vous venez lui adresser.

M. PARÉ remet sur le bureau, entre les mains d'un de MM. les secrétaires, un paquet cacheté.

Un membre demande le renvoi des pièces au comité des rapports.

(L'Assemblée, consultée, décrète que le paquet cacheté remis sur le bureau par MM. Paré et Legras, membres du tribunal de Saint-Germain-en-Laye, sera envoyé au comité des rapports pour dresser procès-verbal des pièces qu'il contient et lui rendre compte incessamment de l'affaire).

Un membre : Les honneurs de la séance (Mouvement).

MM. PARÉ et LEGRAS sortent de la salle.

M. LE PRÉSIDENT lève la séance à trois heures.

SÉANCE DU 18 JUIN 1791.

L'ordre du jour est un rapport sur une procédure criminelle instruite par devant le tribunal du district de Saint-Germain-en-Laye.

M. VARIN, au nom du comité des rapports.

Messieurs, vous avez envoyé à votre comité des rapports, l'examen d'une procédure criminelle que nous ont apportée les juges du district de Saint-Germain-en-Laye; c'est le résultat de cet examen que je vais mettre sous vos yeux.

Quatre lettres écrites au curé et aux vicaires de la paroisse, deux autres adressées aux marguilliers et aux confrères de la charité de la même paroisse, toutes signées du cardinal de la

Roche foucauld et timbrées de l'Assemblée nationale : tel a été, Messieurs, le fondement de cette procédure. C'est le 17 avril dernier que le corps municipal assemblé prit l'arrêté de dénoncer ces lettres au corps administratif du département, et l'accusateur public près le tribunal du district. On ne connaissait alors officiellement que les deux lettres adressées aux marguilliers et aux confrères de la charité : c'est par un fonctionnaire public ecclésiastique que celles adressées au curé et aux vicaires, ont été également connues. L'information eut lieu en vertu de la plainte de l'accusateur public; cette plainte est du 2 mai; l'information du 4 et jours suivants.

Voici la plainte que l'accusateur public rendit au tribunal :

* Messieurs, l'accusateur public de ce tribunal a l'honneur de vous remonter que, par votre ordonnance du 20 avril dernier, étant au bas du réquisitoire qu'il vous a présenté, vous avez ordonné que les deux lettres écrites par le cardinal de la Roche foucauld, l'une aux marguilliers, l'autre aux confrères de la charité de la paroisse de Triel, seraient déposées au greffe de ce tribunal. Votre ordonnance a été exécutée; l'accusateur public a pris connaissance de ces deux lettres originales; elles sont ainsi conçues :

Première lettre.

Paris, 6 avril 1791.

* Il est de mon devoir, Messieurs, d'éclairer votre religion, en vous annonçant que MM. Champagné et Pichard, qui viennent de s'immiscer dans les fonctions de vicaires de la paroisse de Triel, exercent des pouvoirs qu'ils n'ont pas. Je viens de leur interdire la confession et la prédication, excepté dans le cas de mort. Les absolutions qu'ils seraient dans le cas de donner par la suite seront nulles et de nul effet.

* Je vous prie de communiquer cette lettre aux habitants de la paroisse, afin qu'ils puissent éviter l'erreur dans laquelle on veut les induire, et ce au mépris des lois de l'Eglise.

* Je suis bien sincèrement à vous.

* *Signé* : Cardinal de la Roche foucauld. *

La lettre est adressée à MM. les confrères de la charité de la paroisse de Triel, avec le cachet et aux armes de M. le cardinal de la Roche foucauld.

La seconde lettre est de même date et contient les mêmes expressions; elle est adressée aux marguilliers de la paroisse. Il paraît que ces deux lettres étaient réunies dans une seule enve-

loppe contresignée du timbre de l'Assemblée nationale et cachetée des armes du cardinal.

« Les officiers municipaux de Triel, — continue l'accusateur public, — ont fait coter et parapher ces deux pièces par le sieur Portier, maire, le 19 avril dernier; et le 17 précédent, mention avait été faite, sur les dites lettres, de leur dépôt au greffe de la municipalité, conformément à la délibération du même jour, pendant le cours de laquelle le maire avait annoncé à la municipalité, que le dit sieur de la Rochefoucauld avait écrit de pareilles lettres à plusieurs personnes de la paroisse qui lui en avaient fait part officiellement. »

« Il est impossible, Messieurs, de ne pas apercevoir dans ces lettres l'intention de troubler l'ordre public en alarmant les consciences faibles et peu éclairées et en faisant croire au peuple que les prêtres qui jouissent de leur confiance n'ont aucun pouvoir, que leurs absolutions sont nulles. Ces lettres sont une suite des efforts que font les membres réfractaires du ci-devant clergé, pour se venger d'un peuple, qui, enfin éclairé sur les abus qu'ils commettaient, les a remis à leur véritable place, en les rappelant à la simplicité et à la pureté de leur institution primitive.

« Ces lettres sont une atteinte aux lois sociales, car elles déclarent que deux prêtres sont interdits; et sous ce rapport, le cardinal de la Rochefoucauld serait coupable, aux yeux de la loi, de l'usurpation de l'autorité. Il ne peut ignorer que, par le décret qui exige le serment des fonctionnaires publics, il a perdu toute espèce de juridiction dans le diocèse qu'il gouvernait ci-devant. C'est un attentat à l'ordre public qui mérite toute l'attention des magistrats, chargés de faire exécuter les lois; et quand même le cardinal de la Rochefoucauld aurait satisfait au décret en prêtant son serment, ces lettres seraient encore une infraction aux lois, car il semblerait ne pas reconnaître la nouvelle division des diocèses, et affecter une juridiction sur un territoire qui, par cette nouvelle division, ne dépend plus du diocèse de Rouen, mais bien de celui du département de la Seine-et-Oise.

« D'après ces considérations dont vous sentez toute l'importance, l'accusateur public vous demande acte de sa plainte et permission d'informer. »

L'information ordonnée, Joseph Bouché, vigneron, l'un des deux marguilliers de la paroisse, déposa avoir reçu par la poste, le vendredi 15 avril dernier, un paquet contresigné *Assemblée nationale*, où il y avait 3 lettres, une pour le curé de Triel, l'autre pour M. Champrène, vicaire, lesquelles il a remises à leur adresse, et une troisième pour lui qu'il a remise au maire, et qu'il

reconnait pour celle qui vient de lui être lue; mais que ne connaissant pas la signature de M. le cardinal de la Rochefoucauld, il ne peut dire précisément si cette lettre est véritablement signée par lui.

Champrégné, vicaire, dépose que le 15 avril dernier, M. Bouché, marguillier, lui a remis une lettre de M. le cardinal de la Rochefoucauld, datée de Paris, du 6 du même mois, et conçue en ces termes :

« Je ne sais, Monsieur, comment vous avez osé exercer des pouvoirs dans la paroisse de Triel, sans les avoir reçus de moi. Je vous préviens que je vous interdis la confession et la prédication, non seulement dans la paroisse de Triel, mais encore dans toutes les paroisses du diocèse de Rouen. Si vous continuez, cette conduite, contraire aux lois de l'Eglise, fera que je prendrai des moyens efficaces pour ne pas laisser ignorer aux habitants de Triel, vos ridicules prétentions et la nullité de votre ministère. »

« Signé : cardinal de la Rochefoucauld. »

M. Pichard, vicaire de la même paroisse, dépose avoir reçu, le 15 avril dernier, une lettre datée de Paris, du 6 même mois, à lui adressée, signée du cardinal de la Rochefoucauld, et conçue dans les mêmes formes que la précédente.

M. Thomassin a dit n'avoir d'autre connaissance du fait, sinon que le prévôt de la charité lui a remis une lettre de M. le cardinal de la Rochefoucauld, dont il a dit reconnaître l'original.

M. Marchand a dit avoir reçu le 15 avril dernier, par la poste, une lettre à lui adressée par M. le cardinal de la Rochefoucauld, portant que les nouveaux curés et vicaires sont interdits, et avoir remis ladite lettre en original à la municipalité.

M., curé, dépose avoir reçu le 31 mai dernier, par la poste, une lettre par laquelle M. le cardinal de la Rochefoucauld l'interdisait de toute fonction ecclésiastique dans son diocèse, l'avertissant qu'il ne négligerait rien pour empêcher des innovations si contraires aux droits de l'épiscopat; que, la prudence, suggérant au déposant d'épargner les vieux jours du cardinal, il garda le silence; que, le 15 avril, il en reçut une nouvelle lettre, datée du 6 du même mois, qui lui fut remise par le marguillier, dans laquelle le cardinal lui dit que sa conduite est contraire aux lois de l'Eglise, qu'il l'interdit, que son ministère est nul dans la paroisse; qu'il ne négligera rien pour que la religion de ses paroissiens ne soit point surprise; le déposant ajoute que, considérant que la conduite du cardinal pouvait exciter des troubles dans les paroisses, qu'elle tendait à alarmer les consciences, et qu'elle était une infraction aux lois de l'état, il a pris le parti, le 16 avril, de le dénoncer à l'Assemblée nationale.

Tels sont, Messieurs, les faits et les détails de la procédure. Voici, en conséquence, quel a été l'arrêté pris par le tribunal de Saint-Germain :

« Vu par nous, juges, composant le tribunal du district de Saint-Germain-en-Laye, et ouï le rapport de M. Barré, président du tribunal, le tribunal arrête qu'il y a lieu de décerner un décret d'ajournement personnel contre le cardinal de la Rochefoucauld.

« En conséquence, et pour satisfaire au décret de l'Assemblée nationale du 27 juin dernier, sanctionné par le roi le lendemain, relatif à l'inviolabilité des membres du Corps législatif, ordonne que par MM. Barré et Legrand, membres du tribunal, l'expédition de la procédure et des pièces de conviction, sera portée à l'Assemblée nationale et déposée sur le bureau, pour être, par le Corps législatif, décidé, s'il y a lieu, à accusation contre le cardinal de la Rochefoucauld, comme aussi que le Corps législatif sera invité, dans le cas où il déciderait qu'il y a lieu à accusation, et que la procédure doit être continuée, à renvoyer au greffe dudit tribunal les quatre lettres écrites et adressées par le cardinal de la Rochefoucauld.

« Votre comité, Messieurs, n'a pas jugé que cette affaire fût susceptible d'un long commentaire. Il a pensé que l'exposé simple des faits, joint aux circonstances qui vous environnent de toutes parts, suffirait pour vous en faire sentir les conséquences. S'il est vrai que ces lettres soient du ci-devant archevêque de Rouen, membre de cette Assemblée, combien il doit vous paraître coupable ! Alors, sans doute, il vous serait impossible de méconnaître l'origine et la cause de tous ces troubles qui vous affligent, avec d'autant plus de raison qu'en empêchant l'ordre public de s'établir, ils sembleraient préparer le triomphe des ennemis de la liberté.

Remarquez, Messieurs, dans ces lettres, non pas cet esprit supposé de religion qui, pour tant d'autres, couvre leurs desseins criminels. Remarquez-y, au contraire, ces anciennes prétentions religieuses qui partout et si longtemps ont fait les malheurs des Empires. Dans une lettre du 13 mars, on lit : « Je ne négligerai rien pour empêcher une nouveauté si contraire aux droits de l'épiscopat. » Dans une autre du 6 avril : « Je suis bien étonné que vous vous ingériez d'exercer des pouvoirs que vous n'avez pas, et que vous vous fixiez dans une des paroisses de mon diocèse ; » et toutes ces lettres sont adressées aux prêtres de la paroisse de Triel, qui ne faisait plus partie alors du diocèse de l'évêque de Rouen, à des prêtres, enfin, confirmés par l'évêque du département de Seine-et-Oise. Ainsi, jusqu'à la division et à la

circonscription du royaume, tout est méprisé par l'auteur de ces lettres.

Sans doute, Messieurs, vous aviez dû espérer que votre indulgence terminerait les débats élevés entre vos nouvelles lois et ce double esprit d'intérêt et de préjugés. Vous l'aviez espéré, je dirai même que vous aviez pu y compter; mais ne vous y trompez pas : l'effet que la raison a produit sur plusieurs d'entre nous et qu'elle ne cesse de produire encore, en nous dirigeant sans cesse vers les guides éternels de la nature, reste sans force et sans moyens sur celui qui, par de faux principes, se croit étranger au sort de la patrie. Vient-il ensuite à oublier qu'il doit au moins lui servir d'exemple? Alors, n'en attendez plus rien pour elle. Veuillez, en effet, Messieurs, porter vos regards sur les lieux que vous habitez; partout n'y rencontrez-vous pas des consciences alarmées, des familles divisées? Et n'est-ce pas de pareilles lettres, des protestations répétées et tous ces mandemens vains et irréguliers, comme anticonstitutionnels, qui vous font éprouver ce douloureux spectacle.

Voyez aussi, comme l'a dit un de nos estimables collègues, si lorsque ces fanatiques s'efforcent d'armer les citoyens contre les citoyens, ils ne cherchent pas à les détourner des préceptes sacrés de la religion, qui commande par dessus tout la soumission aux lois? Voyez si ce n'est pas par les abus qu'ils défendent, si ces réformes qu'ils attaquent n'étaient pas indispensables au rétablissement des mœurs, au salut de l'Etat, à la sainteté de la religion.

Mais prenez garde surtout, Messieurs, qu'il vous reste cependant un devoir bien sacré à remplir; c'est la protection que nous devons à ces ministres qui, par leur soumission aux lois de cet Empire, ont montré combien ils sont capables d'exercer ce culte que vous entendez maintenir. Ce n'est pas les protéger, sans doute, que de vouloir abandonner aux hasards du temps, le repentir de ceux qui les tourmentent, qui les menacent, qui provoquent sourdement contre eux, tous ceux qu'ils ont eu l'art d'égarer.

Vous avez jusqu'ici espéré que l'indulgence ramènerait à la soumission de la loi, tous ceux qui s'en seraient écartés, et vous avez droit d'y compter; mais l'expérience vous prouve que l'indulgence n'arrête pas ceux à qui d'anciens préjugés ont fait croire qu'ils étaient étrangers aux lois comme aux intérêts de la patrie.

Il est bien pénible de provoquer votre sévérité; mais je remplis en ce moment le premier devoir dont m'a chargé votre comité, qui est de vous rappeler les articles 5 et 6 de votre décret du 27 novembre dernier.

S'il est quelque chose de consolant pour moi après cette tâche

pénible, c'est d'avoir à vous annoncer que vous devez suspendre votre jugement. Votre comité, Messieurs, n'a pas voulu croire encore que ces lettres, qui ont fait la matière de l'instruction criminelle, dont je viens de vous entretenir, fussent l'ouvrage du ci-devant archevêque de Rouen. Si ces lettres portent sa signature, si elles portent l'empreinte du cachet national, des ennemis n'ont-ils pas pu se couvrir de semblables apparences, pour donner plus de poids à leurs desseins? (Murmures).

Enfin, Messieurs, si votre comité a été unanimement d'avis de vous proposer de déclarer qu'il y a lieu à accusation, c'est dans le cas seulement où M. l'archevêque de Rouen, interpellé en votre nom, déclarera par son silence que ces lettres sont véritablement son ouvrage. Cette marche est celle que sollicite la justice et la loi. Voici le projet de décret :

« L'Assemblée nationale, après avoir entendu son comité des rapports, charge son président de sommer M. de la Rochefoucauld, ci-devant archevêque de Rouen, d'avouer ou de contester si les 6 lettres en date des 31 mars et 6 avril 1791, adressées aux marguilliers et aux confrères de la Charité de la paroisse de Triel, ont été écrites par ses ordres, et si la signature qui est au bas desdites lettres est la sienne, se réservant, l'Assemblée, de prononcer définitivement selon ce qui lui avisera bon être. »

Plusieurs membres : Cela est très juste; c'est un préalable nécessaire.

M. L'ANNÉ MAURY. Messieurs... (Aux voix! aux voix!)

M. LE CARDINAL DE LA ROCHEFOUCAULD. Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. M. le cardinal de la Rochefoucauld a la parole.

M. LE CARDINAL DE LA ROCHEFOUCAULD. J'ai l'honneur de déclarer que j'ai écrit les lettres qui viennent de vous être lues et je suis persuadé qu'elles sont conformes à l'original.

M. VARIN, rapporteur. Messieurs, en conséquence de la déclaration que vous venez d'entendre, voici le décret que votre comité me charge de vous proposer :

« L'Assemblée nationale, après avoir entendu le compte que son comité des rapports lui a rendu de l'état de la procédure criminelle instruite devant les juges du tribunal du district de Saint-Germain-en-Laye, et d'après la déclaration formelle de M. le cardinal de la Rochefoucauld, que les six lettres qui font la matière de cette procédure sont de lui;

« Décrète qu'il y a lieu à accusation contre M. le cardinal de la Rochefoucauld, ci-devant archevêque de Rouen, député à l'Assemblée nationale;

« Ordonne que la procédure sera continuée; que, pour cet effet,

les originaux des quatre lettres adressées aux curés et vicaires de la paroisse de Triel, qui sont déposées au comité des recherches de l'Assemblée; seront renvoyées au dit tribunal. »

M. DE LA ROCHEFOUCAULD-LIANCOURT. L'hommage que vient de rendre à la vérité M. le cardinal de la Roche foucauld, en reconnaissant les lettres qui viennent d'être lues, est le devoir de tout galant homme et ne peut pas étonner de la part de celui qui, — permettez-moi de le dire, quoique je sois son parent, — a consacré toute sa vie à la vertu. Mais il est un fait qu'il aurait dû dire et qui peut changer entièrement l'affaire de face.

La constitution civile du clergé continue les fonctions des anciens évêques jusqu'à la nomination et l'installation des nouveaux. L'archevêché de Rouen a été démembré pour composer plusieurs autres diocèses, mais le véritable noyau de l'archevêché reste toujours à Rouen. M. l'évêque de Rouen a été sacré le 10 avril, et les lettres sont du 31 mars et du 6 avril. M. l'évêque de Versailles, qui a eu dans son dénombrement partie du diocèse de Rouen, avait été sacré, je crois, le 4 ou le 5, et il est parfaitement simple que M. le cardinal de la Roche foucauld ait ignoré, le 6, ce qui s'était passé à Versailles le 4 ou le 5, et qu'ainsi il n'ait pas manqué aux décrets de l'Assemblée. Il pouvait l'ignorer et agir en conséquence, et l'ignorait effectivement; car la signification ne lui en a pas été faite légalement.

Je crois, d'ailleurs, qu'il est permis, quand on a entendu M. le cardinal de la Roche foucauld, de penser qu'il ne soit jamais entré dans ses idées d'exciter des troubles. (*Murmures*). J'ai dans l'opinion que c'est être agréable à l'Assemblée que de lui démontrer qu'elle peut regarder sous un jour favorable une affaire qui, encore une fois, porte sur la conduite d'un homme QUE 80 ANS DE VERTUS FONT RESPECTER, DONT LA VIE A ÉTÉ LONGUEMENT ET CONSTAMMENT CONSACRÉE A L'EXERCICE DU BIEN, ET QUI, AYANT ÉTÉ L'UN DE CEUX QUI ONT LE PLUS SOUFFERT DANS LA RÉVOLUTION, N'A JAMAIS CESSÉ DE GARDER SA SÉRÉNITÉ ORDINAIRE.

Je crois, après cela, qu'en rendant justice au zèle avec lequel le tribunal de Saint-Germain-en-Laye poursuit l'exécution de vos décrets, vous devez prononcer qu'il n'y a pas lieu à accusation. (*Murmures*).

M. MUGUET DE NANTHOU. J'avais pensé, Messieurs, que dans cette cause, la lecture seule des pièces devrait déterminer votre décision; que la loi sur le serment des fonctionnaires publics, étant précise et formelle, ne pouvait souffrir aucune interprétation, et que le décret du comité, étant fondé sur cette loi, ne pouvait éprouver ni discussion, ni opposition dans cette Assem-

blée. Le préopinant vous a cependant proposé la question préalable sur ce décret, c'est-à-dire qu'il a proposé à l'Assemblée de décréter implicitement une approbation à tous les réfractaires à la loi. J'essayerai de répondre aux objections qu'il a présentées, et de justifier l'avis du comité dont j'ai l'honneur d'être membre.

La question sur laquelle vous avez à prononcer est simple. Les lettres de M. le cardinal sont-elles une infraction à la loi, et cette infraction doit-elle être poursuivie par les tribunaux? Le préopinant a bien senti qu'en réduisant la question à ces simples termes, il n'avait aucun moyen à y opposer. Aussi a-t-il embrassé un système de défense qui lui présentait une apparence de succès plus certain; il s'est rejeté sur les considérations personnelles; il a cherché à exciter votre intérêt en faveur d'un ancien prêtre, aussi respectable par son âge que par ses vertus.

JE N'AFFAIBLIRAI POINT LES JUSTES ÉLOGES QU'IL A DONNÉS À LA VIE PRIVÉE ET PUBLIQUE DE M. LE CARDINAL, ET JE SUIS LOIN DE VOULOIR ATTÉNUER LE RESPECT ET LA CONSIDÉRATION QUI LUI SONT DUS; mais, vous le savez, Messieurs, et deux ans d'expériences ont dû vous l'apprendre. Dans les circonstances où nous sommes, la vie passée d'un homme n'est point un garant de ses actions présentes. Telle est la fatalité des révolutions que l'esprit de parti peut entraîner et égarer jusqu'à la vertu même, et que, dans l'exagération que cet esprit de parti inspire, l'homme le plus modéré peut devenir un factieux, et le citoyen jusqu'alors le plus soumis aux lois se faire un mérite de la résistance coupable à la volonté générale de la nation.

Le préopinant a bien senti que, pour surprendre votre justice, il fallait émouvoir votre sensibilité, et que le seul moyen de faire illusion à vos esprits était d'intéresser vos cœurs. Je ne dissimule point que le premier sentiment qu'on éprouve nous entraîne à excuser une erreur qui semble devoir être effacée par 80 ans de vertus, et qu'on est porté à éloigner jusqu'au soupçon de dessus la tête d'un homme qui a été si longtemps irréprochable; mais le ministère des juges n'est jamais rigoureux lorsqu'il s'exerce contre ces hommes flétris par l'opinion et qui ont excité contre eux l'indignation publique; ce ministère sacré ne devient pénible que lorsqu'il frappe des hommes qu'une vie entière de vertu semble défendre, et lorsqu'il faut chercher un délit au milieu d'une multitude de bonnes actions qui le rendent invraisemblable.

D'ailleurs, Messieurs, ce n'est pas l'individu que nous avons à juger; mais le délit. S'IL S'AGISSAIT DE L'INDIVIDU, IL NE S'ÉLÈVERAIT PAS DANS CETTE ASSEMBLÉE UNE SEULE PERSONNE QUI OSAT L'ACCUSER. Je ne ferai pas l'injure à l'Assemblée nationale de

croire que, dans un moment où la France a les yeux fixés sur elle, elle donnera l'exemple scandaleux dans cette affaire, où il ne s'agit que de justice distributive, de céder à des considérations personnelles.

J'écarte donc tout ce que présente d'intéressant la personne de M. de la Rochefoucauld, pour ne m'occuper uniquement que du fait qui seul est soumis à votre examen; mais auparavant je vais répondre à ce qui vient d'être dit auprès de moi, que l'Assemblée nationale n'avait pas eu le droit d'établir des lois et une Constitution pour le clergé. J'écarterai avec soin la discussion théologique dans laquelle on voudrait renfermer une question simple en elle-même. Les droits de la nation ont été assez souvent et assez solennellement discutés dans cette Assemblée; ils ont été reconnus par tous ceux qui n'avaient pas un intérêt personnel à les contester, ou qui ne se sont pas laissés égarer par des préjugés et séduire par d'absurdes sophismes. Ces droits ont été convertis par vous en décrets. Ces décrets, sanctionnés ou acceptés par le roi, sont devenus des lois auxquelles tous les citoyens ont dû se soumettre; et toutes infractions à ces lois sont des délits. Après cette courte réponse qui m'a paru nécessaire pour écarter une discussion étrangère dans laquelle on voudrait nous entraîner, je reviens à la question qui seule doit fixer votre attention.

Les lettres de M. le cardinal sont-elles une infraction à la loi? Je ne parle ici que des lettres adressées aux marguilliers et aux syndics de la confrérie; car, dans mon opinion, celles adressées aux vicaires et au curé de Triel, n'étant que des lettres d'un particulier à d'autres, ne me paraissent pas susceptibles d'accusation.

M. le cardinal de la Rochefoucauld, membre de cette Assemblée connaissait la constitution civile du clergé; il connaissait la loi du serment à laquelle il a refusé d'obéir dans le sein même de cette Assemblée. Il ne peut donc prétexter cause d'ignorance, et sa loyauté ne lui permettrait pas d'user d'un pareil subterfuge. L'évêque du département de Seine-et-Oise, nommé le 27 mars a été installé le 3 avril à Versailles. M. le cardinal écrit le 6 avril, et ses lettres, datées de Paris, n'arrivent à Saint-Germain-en-Laye que le 16. Tels sont les faits exacts qui résultent de cette procédure, et de l'aveu même de M. le cardinal.

Que contiennent ces lettres? Une invitation aux marguilliers et aux syndics d'en faire part aux habitants de la paroisse et aux confrères, pour les détourner de la confiance et du respect qu'ils devaient aux ministres des autels qui, animés du véritable esprit de l'évangile, étaient soumis à l'autorité légitime et avaient prêté le serment exigé par la loi. Quels effets pouvaient produire ces

lettres? Ceux de jeter des alarmes dans des âmes faibles et timorées, de semer un germe de division parmi des hommes simples et crédules, et de les engager dans des discussions qui finissent presque toujours par des scènes sanglantes.

Que défendait la loi que vous aviez portée? Elle défendait aux ecclésiastiques réfractaires de continuer aucune fonction lorsqu'ils auraient été remplacés, et elle ordonnait de les poursuivre comme perturbateurs du repos public, si, après avoir refusé de prêter le serment, ils exerçaient quelque acte de juridiction ou quelque'une des fonctions dont le refus seul de prêter ce serment les dépouillait.

Or, il est de fait que M. de la Rochefoucauld n'a pu exercer aucune fonction sur le territoire du département de Seine-et-Oise le 6 mai, puisque le 3 mai l'évêque de Versailles a été installé, lors même qu'il n'aurait été coupable de jeter des doutes sur la validité des pouvoirs exercés par des prêtres en vertu de vos décrets.

Je n'insisterai pas davantage sur ces faits qui sont d'une évidence incontestable; je craindrais d'ailleurs de paraître accuser celui que ses seuls écrits doivent accuser; mais je ne puis me dispenser de vous soumettre des considérations puissantes qui viennent à l'appui des principes qui ont décidé votre comité. Je n'interpréterai point les intentions de M. de la Rochefoucauld; je le croirai, si vous voulez, égaré par de longs préjugés, par de longues habitudes, s'il était question de juger l'homme, je demanderais moi-même qui ose être l'accusateur. Mais il s'agit de juger un délit, que vous ne pouvez laisser impuni sans porter le plus grand préjudice à la constitution civile du clergé.

Dans quelles circonstances vous propose-t-on une indulgence coupable, et vous invite-t-on à tolérer une infraction manifeste de la loi? Dans un moment où un système combiné d'attaquer votre Constitution se manifeste dans toutes les parties de l'Empire (*Rires ironiques à droite. A gauche : C'est vrai! c'est vrai!*); dans un moment où les prêtres réfractaires usent de tous les moyens pour armer les peuples contre vous. (*Murmures à droite*). Du décret que vous allez rendre dépend le salut de la chose publique. Si vous adoptez la question préalable qui a été proposée, vous ranimez les espérances des mécontents, vous augmentez l'audace des prêtres réfractaires et vous sacrifiez ceux qui, dévoués à la Constitution et à la liberté, se sont exposés à toutes les persécutions, à tous les outrages pour obéir à vos lois.

Allez-vous flétrir tous vos nouveaux tribunaux sur lesquels, au contraire, vous devez attacher la confiance et l'opinion publique?

D'après un ordre ils ont poursuivi ceux qui ont résisté à vos lois ; et votre indulgence ne les accusera-t-elle pas d'avoir usé d'une rigueur excessive, et d'avoir persécuté ceux que vous auriez soustraits à la loi ? Vous laisseriez-vous accuser d'avoir voulu convertir le décret sur l'inviolabilité des députés en un brevet d'impunité qui leur permet de tout oser ? Vous avez chargé votre comité de faire poursuivre par les tribunaux les prêtres réfractaires ; ne frapperez-vous donc que ceux dont les noms sont obscurs ; et ménagerez-vous ceux qui ont acquis quelque célébrité ? Après avoir décrété l'égalité, allez-vous consacrer des distinctions injustes ? La question préalable sur le décret du comité est la destruction de la Constitution et le signal de la guerre civile. Je dois vous le dire, les Révolutions ne s'achèvent que par la manière dont ont les a commencées. C'est par votre courage que vous avez commencé la Révolution ; c'est par votre courage que vous avez établi votre constitution ; ce n'est que par votre fermeté que vous la conserverez. C'est à la fin de votre carrière que tous les efforts vont redoubler ; et c'est ce moment que l'on choisit pour vous proposer un acte de faiblesse. Un défaut de force ferait écrouler votre ouvrage ; la sensibilité peut être une vertu pour des particuliers ; mais, pour des législateurs, elle n'est qu'une pusillanimité dangereuse.

J'insiste donc à regret pour que vous adoptiez l'avis du Comité. (*Murmures à droite*). Je dis à regret malgré les murmures qui s'élèvent, et je demande à ceux qui veulent pénétrer mes intentions, s'ils n'auraient pas beaucoup à craindre et à rougir, si je voulais pénétrer et démasquer les leurs (*Murmures à droite*) ; mais sans craindre qu'on devine mes intentions, je ne chercherai point à pénétrer celle des autres. Oui je le déclare ; je ne me dissimule pas quelle défaveur doit éprouver tout homme qui provoque un acte de sévérité contre un de ses collègues et contre un vieillard respectable ; mais je réponds que ce n'est pas l'homme que nous jugeons ; votre comité, en ouvrant la procédure, a gémi d'y trouver le nom de M. de La Rochefoucauld ; il a gémi de la nécessité où il était de vous présenter ce décret sévère ; il a rempli son devoir, quoique rigoureux ; j'ai cru remplir le mien en défendant son opinion. Je desire, Messieurs, qu'il se soit trompé ainsi que moi. Qu'on justifie M. le cardinal ; et je compterai comme un des jours heureux de la Révolution, celui où je pourrai, sur cet objet, lui rendre la même justice que sur tous les autres.

M. L'ABBÉ DE PRADY. Messieurs, lorsque le tribunal de Saint-Germain-en-Laye est venu dénoncer à la sévérité des législateurs un de leurs collègues, au nom de la tranquillité des peuples abusés

sous prétexte de religion, au nom de la sûreté publique et du malin de la constitution, vous avez cru sans doute que la vigilance des magistrats était excitée par l'un de ces délits qui, en bravant la sévérité de vos lois, menacent la tranquillité publique et la sûreté de votre ouvrage. A mesure que votre comité des rapports a levé le voile qui couvrait l'attentat, objet d'une dénonciation solennelle, vos inquiétudes sur le sort de la chose publique se sont calmées.....

Un membre à gauche : Voilà du galimatias !

Un autre membre : Écoutez avec patience !

M. L'ABBÉ DE PRADT..... et j'ai tout lieu de croire qu'en rapprochant ce délit du caractère connu de l'accusé, vos alarmes se sont entièrement dissipées. En effet, si la constitution doit périr, ce sera par d'autres attaques et de plus grands dangers.

A gauche : Ah ! ah ! du moins nous sommes avertis !

M. L'ABBÉ DE PRADT. Il est certain que les deux lettres dont on forme le corps du délit sont du 5 ou du 6 avril, et que ce n'est que le 10 seulement que M. le cardinal a été dépossédé à Rouen, chef-lieu du diocèse, par l'installation de M. Charrier. Il écrivait le mardi les lettres qui sont dénoncées, et ce n'est que le dimanche que M. Aveine, installé à Versailles, occupait la partie du diocèse sur laquelle était la paroisse desservie par les deux prêtres qui ont prêté le serment. Qu'y a-t-il d'étonnant à ce que M. le cardinal ait ignoré à Paris une prise de possession qui n'avait eu lieu à Versailles que 24 heures auparavant (Murmures), surtout lorsqu'à cette époque aucun acte de juridiction, d'administration, de signification ne l'avertissait encore qu'il avait un successeur. Devait-il sous peine de crime à vos yeux, connaître à heures fixées, les différents démembrements des diocèses qui s'opéraient ensemble, et se trouver présent au partage qui se faisait en même temps à Beauvais, à Versailles, à Evreux ?

Ce fait, qui devrait seul éteindre l'accusation, ne suffit pas à la délicatesse de M. le cardinal. Les lettres sur lesquelles on fonde la dénonciation sont reconnues et avouées par lui ; elles ne renferment rien qu'il puisse désavouer, rien qui soit contraire aux principes et aux devoirs de la religion. (Murmures à gauche). Sa situation est donc la meilleure dans laquelle un accusé puisse se trouver, puisque, tranquille sur l'essence d'une accusation, et exempt de reproches, il n'a à se défendre que d'une opposition à une loi de police, car ce n'est pas autre chose.

Il faut donc établir que cette opposition n'existe pas, et c'est dans vos propres décrets que je vais chercher la preuve. Daignez suivre mon raisonnement, Messieurs, et vous verrez si, dans la

connaissance de vos principes et de vos décrets, je ne remonte pas plus haut que le tribunal de Saint-Germain, que votre comité des rapports et que le préopinant, dont j'ose dire que toute la dissertation n'a été autre chose qu'à enfoncer avec respect le poignard dans le cœur d'un vieillard vénérable que l'on ose accuser.

Lorsqu'un peuple a un culte qu'il a choisi, il y joint l'exclusion de tous les autres. Lorsque ce culte est national et dominant, dès lors tous les membres de l'association civile, liés par les mêmes lois, sont aussi obligés de l'être par l'association religieuse, parce qu'elle fait partie des lois mêmes; dès lors, toute attaque dirigée contre ce culte, tout ce qui peut en affaiblir le respect, en combattre les dogmes, en menacer l'existence, est aussi une atteinte aux lois, puisque c'est sur elles qu'il repose. Ainsi, au temps où la religion catholique reconnaissait un empire dominant en France...

Un membre à gauche : Légalement, elle l'est encore.

M. L'ABBÉ DE PRADT. Aujourd'hui tout est changé; nous ne vivons plus sous les mêmes principes, vous avez déclaré qu'il n'y avait plus de culte exclusif, dominant. Vous avez déclaré, séance du 16 avril 1790, que la seule manière convenable de prouver votre profond respect pour la religion était de s'abstenir d'en délibérer. On vous a proposé de proscrire jusqu'au nom de la tolérance comme une expression voisine de la domination, trop contraire à la liberté et à l'égalité qui appartiennent également à tous. Dès lors, échappant à l'influence des lois, tous les cultes, je ne parle qu'à des législateurs, tous les cultes ont dû vous devenir étrangers, tous les dogmes purement spirituels également indifférents. (*Murmures à gauche*). L'essor le plus libre a été rendu à tous; il n'y a eu de légal que la communion universelle, j'ai presque dit tous les cultes. Dès lors, dans un ministre de la religion, vous devez cesser de voir le prêtre, pour ne vous occuper que de l'homme et du citoyen. Vos principes vous en font la loi; le juif, le turc, le disciple de Confucius et de Calvin avaient un droit égal à professer leur doctrine, à répandre leur doctrine, à se faire des associés; chaque association religieuse a pu se subdiviser, a pu se séparer en autant de fractions que l'a exigé la diversité d'opinions qui régnaient entre elles; elle pouvait se diviser tous les jours, se subdiviser à l'infini; et si la différence des opinions fait naître entre eux des troubles et des querelles, vous ne pouvez pas y intervenir; car, qu'y jugeriez-vous? Serait-ce les personnes? Mais, dans mon opinion, il n'est question que d'opinions religieuses: serait-ce la doctrine? Mais votre autorité ne s'étend pas sur elle, mais vous vous l'êtes interdit à vous-mêmes; mais si vous en jugez une, il faut les juger toutes,

et vous préparer de grands travaux à vous et à vos successeurs. (Murmures).

En attachant des salaires à un culte, vous avez bien pu faire une loi de contribution pour les dépenses qu'il exige, vous avez bien pu transmettre ces salaires des mains de quelques ministres dans celles de quelques autres; mais vous n'avez pu également transmettre la confiance, et chacun est resté maître de la refuser au même homme à qui, en vertu de vos lois, il ne peut refuser son tribut. Lorsque vous avez donné des successeurs à une partie des ecclésiastiques du royaume, sur quelle portion de leur état et de leurs fonctions avez vous fait tomber la protection des lois? N'est ce pas seulement sur le temporel? Vous leur avez assigné des salaires, vous les avez introduits dans l'habitation d'où leurs prédécesseurs venaient de sortir; vous leur avez marqué les temples dans lesquels ils devaient hautement exercer leurs fonctions; vous leur avez promis de faire régner autour d'eux le calme et la paix, et de leur garantir la jouissance de leurs droits; mais vous n'avez pu aller au-delà, vous n'avez pu dépouiller de l'autorité spirituelle celui qui ne tenait pas de vous cette autorité. Dès lors, il a été loisible à tout chef, à tout membres d'une autre association religieuse d'examiner, de blâmer leur doctrine en respectant leurs personnes, de préférer la sienne propre, de publier, d'écrire, d'imprimer que ce n'était que dans elle que se trouvait la portion d'autorité qui est nécessaire pour les actes antérieurs; vous avez dû, sur ce point, les abandonner à leur propre défense.

Quant à ce qui vous garantit au dehors de toute atteinte sur l'invasion de tous les avantages temporels qu'ils tenaient de vous, réprimez, punissez ceux qui chercheraient à les en priver, à la bonne heure; que toute violence, que toute provocation qui pourrait les menacer soient écartés par la sévérité des lois, rien de plus juste; mais qu'il soit permis de discuter paisiblement sur la nature et la validité de leurs fonctions comme on discute sur celle des lois; comme on balance leurs avantages et leurs inconvénients, mais avec cette différence bien essentielle que l'examen des lois doit être précédé et suivi d'obéissance, au lieu que, pour l'examen des doctrines et des pouvoirs dans l'état actuel, il suffit de respecter la personne.

Appliquons maintenant ces principes aux faits postérieurs dont M. le cardinal est accusé devant vous. Un décret l'a fait descendre du siège de Rouen, qu'il occupait depuis 32 ans. Il a cédé sans bruit, sans murmures à son successeur tout ce qu'une longue possession et les lois avaient attaché de temporel au siège et à ses fonctions; mais, n'ayant pas reçu de la puissance temporelle qu'il

avait exercée jusqu'à ce jour la puissance spirituelle qu'il exerçait, il dira avec une très grande partie du diocèse de Rouen, que cette autorité spirituelle lui restait toujours, qu'elle survivait au décret qui lui enlevait la jouissance des avantages temporels, et qu'il n'en serait dépouillé que par la même autorité qui lui en avait confié le dépôt. (*Murmures à gauche*). — (*Applaudissement à droite*).

Sur ces entre faites, un pasteur qui devait toujours reconnaître en lui cette autorité spirituelle, qui avait même reçu de lui celle qu'il exerçait, se choisit deux coopérateurs sans sa participation. Par les lettres qui vous sont présentées comme un corps de délit, que fait M. le cardinal? Il énonce d'abord un fait qui seul pourrait le justifier s'il en avait besoin, c'est que les vicaires dont il est question, ayant été admis dans le diocèse pendant le temps où il exerçait encore, en vertu de vos décrets, l'avaient été dans ce temps contre les lois subsistant encore, puisqu'ils n'avaient pas reçu son approbation, et qu'il appartenait à lui seul de la donner.

Si on joint à cela que la lettre au curé et au vicaire est du mardi, et que l'installation du nouvel évêque n'est que du mardi, on trouvera que M. le cardinal, relatait un fait antérieur à la cessation de ses fonctions publiques était autorisé à annoncer alors que les vicaires établis sans pouvoirs de lui n'en avaient aucun.

Mais il y a plus : que disent donc ces lettres?

S'agit-il de l'honneur, de la sûreté de ces ecclésiastiques? Est-ce leur existence civile? Sont-ce leurs émoluments temporels qui sont attaqués? Non, il ne s'agit que de pouvoirs spirituels, que de la validité intérieure de la confession, chose qui ne peut être soumise à votre juridiction.

Supposons un instant que les lettres écrites par M. le cardinal l'eussent été à lui par ceux-mêmes à qui elles sont adressées, que répondrait un juge tant soit peu imbu de vos principes, à qui M. le cardinal viendrait les déférer? Il lui dirait sans doute : L'objet de vos réclamations est d'un tel ordre que je ne puis l'atteindre; je ne vois ni vos biens, ni votre honneur, ni votre sûreté compromis, ce sont les seuls objets de ma vigilance, établissez avec vos adversaires une controverse publique, prouvez à tous ceux.....

A gauche : Ah! Ah! Allons donc!

M. L'ABBÉ DE PRADT. Quoi! vous avez couvert d'applaudissements celui qui, naguère, dans cette tribune, vous disait : *Il faut que l'on puisse dire que nous sommes schismatiques*, et vous méconnaîtrez aujourd'hui ce principe; et M. le cardinal ne pourrait pas dire que deux vicaires sont sans pouvoirs! On peut imprimer à la face de l'Europe que le Corps législatif est hors du sein de l'Eglise, et on ne peut pas dire que les lois de l'Eglise sont violées par 2

ecclésiastiques / qui s'introduisent dans l'administration spirituelle d'une paroisse sans l'approbation de l'évêque. La première allégation ne troublera pas l'ordre public, et la seconde fera trainer devant les tribunaux !

Messieurs, vous étiez conséquents le jour où vous applaudissiez à la liberté de l'orateur, qui vous disait jusqu'où pouvait aller le droit de juger votre doctrine, et vous allez vous déclarer intolérants, vous mettre à la tête de la persécution qui s'est déjà signalée par tant de larmes et de scandales, si vous adoptez les conclusions de M. le rapporteur. Avec quels poids ne va-t-elle pas descendre sur les victimes, lorsqu'on en verra le premier anneau attaché au législateur lui-même ! Dans quels temps vous propose-t-on de vous armer de rigueur ? C'est lorsque le contraste le plus frappant de liberté et de tyrannie triomphe dans l'enceinte de cette ville ; c'est lorsque d'une part la paix la plus profonde environne le temple où paraît un culte inconnu jusqu'alors en cette capitale depuis plus d'un siècle ; et que, d'autre part, des cris séditieux arrachent à leurs autels les prêtres réunis sous l'autorité de vos décrets et l'invitation des corps administratifs.

Un membre : Ce n'est pas là la question.

M. COLLIER DU MOUSTOIN. Laissez-le divaguer.

M. L'ABBÉ DE PRADT. Croyez-vous que des mesures de rigueur soient bien propres à ramener le calme ? Est-ce ainsi que vous croyez établir l'égalité ? Craignez, au contraire, que l'esprit de parti n'entreprene ce qu'il a fait jusqu'à ce jour, ce qui peut convenir à ses vues. Sévissez, et vous ne ferez qu'augmenter la fermentation des querelles religieuses. Vous aurez beau entasser décret sur décret, vous ne pourrez empêcher qu'on ne commente, qu'on ne discute, qu'on n'explique la validité des pouvoirs spirituels et qu'on ne s'écrive des lettres particulières. Après vous être créés à vous-mêmes de nouveaux embarras, vous ne serez pas, pour en sortir plus puissant que Louis XIV qui, après avoir été l'arbitre de l'Europe, mourut dans la douleur de ne pouvoir être celui de quelques jansénistes. *(Rires à gauche)*.

Enfin, Messieurs, ne craignez vous pas que l'on se demande avec étonnement comment il peut se faire qu'au milieu de la plus libre circulation des écrits où l'honneur et la réputation des citoyens reçoivent les plus criminelles attaques : lorsque des publications sanguinaires sèment partout des maximes de carnage et de mort ; lorsque tant d'objets offerts à notre vénération, se présentent à tous les regards sous des formes les plus hideuses, comment les magistrats ne redoublent-ils de zèle et de force, que pour sévir contre des écrits qui n'ont de danger politique que ceux qu'on

veut bien leur donner? Ce silence des lois serait-il interrompu lorsqu'il s'agit de lettres particulières, et d'une simple controverse sur la légitimité des pouvoirs spirituels d'un vicaire? Je demande qu'il soit décrété qu'il n'y a pas lieu à accusation.

M. COLLIER DU MOUSTOIR. Contre vous.

M. DE MONTLOSIEU. Je demande l'impression du discours.

M. DE LA ROCHEFOUCAULD-LIANCOURT. Moins théologien que le préopinant.....

Un membre : Vous faites bien.

M. DE LA ROCHEFOUCAULD-LIANCOURT..... Je n'admets point sa controverse. Il me semble que ce n'est pas de tout cela qu'il est question ici; je crois même que je ne serai pas démenti par M. le cardinal, en disant que le préopinant s'est égaré, lorsqu'il a dit que l'autre préopinant avait cherché à enfoncer le poignard dans le cœur de M. le cardinal. (*Murmures à droite*).

On vous a dit, Messieurs, que vous aviez à juger une accusation de personnes. Encore une fois je crois que l'accusation de fait est avantageuse en faveur de M. le cardinal et contre l'opinion du comité, lorsqu'il est certain que l'évêque de Versailles n'a été installé que 2 jours auparavant, et que l'évêque de Rouen ne l'était pas. (*Murmures*).

J'ajouterai une autre considération; l'Assemblée fait ici l'office de juré d'accusation, et dans la décision du juré, l'intention du fait entre autant que le fait même. Vous jugez s'il y a ou non lieu à accusation, et c'est là, je crois, que la vie entière d'un homme vertueux entre avec avantage dans la balance d'un pareil jugement. C'est cette raison qui est la dernière que j'emploie et pour laquelle je conclus à ce que l'Assemblée, en applaudissant au zèle du tribunal de Saint-Germain pour le maintien des décrets, déclare qu'il n'y a pas lieu à accusation pour l'affaire de M. le cardinal.

Plusieurs membres : Aux voix le décret!

M. CHABROU. Je crois que ce qui a été dit à la tribune contre le projet du comité n'a eu pour objet que de vous faire perdre de vue le véritable point de la question. Ce n'est pas dans les faits qu'a été attaqué l'avant-dernier préopinant, ce n'est pas dans les faits sur lesquels il a établi sa glose, que le délit consiste. Il consiste dans les lettres écrites aux marguilliers et aux confrères de la Charité; dans l'insurrection qui est conseillée aux hommes; dans l'espèce de commandement qui est fait à ces marguilliers de communiquer au peuple l'avis qui leur est donné.

Il est évident que le but de cette recommandation est de soulever le peuple contre le pasteur légitime. (*Applaudissements*). C'est là, Messieurs, qu'est le fait que les juges de Saint-Germain ont

considéré comme un délit, comme pouvant être attribué à M. le cardinal de La Rochefoucauld, et il est évident que si celui-ci s'est permis un procédé propre à soulever le peuple contre la Constitution, contre le pasteur légitime que la Constitution lui a donné (*Murmures*), il est évident que M. de La Rochefoucauld a commis un délit. Après cela, il ne sert de rien de remarquer les époques auxquelles les lettres ont été écrites. Même dans le cas où M. de La Rochefoucauld aurait ignoré l'installation de M. l'évêque de Versailles, il aurait enfreint les lois en prononçant une interdiction sans l'avis de son conseil. Il est un raisonnement très simple à faire qui va vous convaincre que le délit est le même, quelle que soit l'époque à laquelle elles ont été écrites. Il faut seulement se rappeler les expressions qui y sont contenues et sur les droits prétendus de l'épiscopat dont M. le cardinal de La Rochefoucauld se regarde encore comme revêtu, et sur les prétendues nouveautés auxquelles il prétend ne pas devoir se prêter. Il ne faut que saisir les expressions relatives à ces deux points pour se convaincre que M. de La Rochefoucauld n'a pas seulement prétendu exercer des restes de juridiction dans un diocèse dont il est déchu, mais qu'il a entendu faire acte d'insurrection contre la constitution nouvelle du clergé.

M. MILLET DE MUREAU. Je demande à faire une motion d'ordre.

PLUSIEURS MEMBRES : A l'ordre ! à l'ordre !

M. CHABROUD. Il y a quelque chose de plus, M. de la Rochefoucauld, selon que l'a prétendu le préopinant, était encore en fonctions, parce que les évêques constitutionnels qui lui ont succédé n'étaient pas encore installés. Je dis même dans ce sens, comme M. de La Rochefoucauld était en place en vertu des décrets de l'Assemblée nationale (*Rires ironiques à droite*), il devait alors se conformer au décret. Il ne pouvait pas de son chef interdire ni les curés ni les vicaires. C'était par les décrets de l'Assemblée nationale; et les décrets de l'Assemblée nationale avaient interdit ces actes de despotisme. (*Applaudissements à gauche. — Murmures à droite*).

Je crois que ces considérations ne peuvent laisser aucun doute sur la nécessité qu'il y a d'adopter le projet de décret présenté par le comité. Messieurs, s'il arrivait que ce décret ne fût point adopté, je crois que le résultat simple, naturel, inévitable du rejet que vous auriez prononcé serait la guerre civile dans le royaume. (*Applaudissements à gauche et dans les tribunes*).

Les tentatives dont M. de la Rochefoucauld vient de vous donner le spectacle se reproduisent dans toutes les naciennes circonscriptions de diocèse. Partout les prêtres révoltés contre la loi et la Constitution s'occupent, par tous les moyens détournés que leur

suggère leur animosité, du soin de séduire le peuple, de le tromper, de l'égarer, de le conduire à l'insurrection. Voilà ce que produisent les mandements, les lettres des prêtres réfractaires; et vous ne pouvez vous dissimuler que malheureusement elles font encore quelque impression sur un peuple aveugle. Je demande l'admission du projet du décret du comité,

Plusieurs membres demandent que la discussion soit fermée.

M. DE CAZALÈS. Messieurs, j'ai des grâces à rendre au préopinant.

M. GOMBERT. Monsieur le président, fermez la discussion.

M. DE CAZALÈS..... de ce qu'il a essayé d'inculper les intentions de M. le cardinal de la Rochefoucauld. De tous ceux qui connaissent M. le cardinal, et qui ont entendu les lettres qui vous ont été lues, il n'y en a pas un seul qui croie à la méchanceté des intentions de M. le cardinal, et le préopinant lui-même a jeté une grande défaveur sur la cause qu'il défendait en cherchant à les inculper. Je n'entrerai dans aucune discussion polémique sur les pouvoirs de l'Assemblée en matière religieuse. Le dissentiment de mon opinion particulière avec celle de la majorité ne ferait que l'aigrir, et certes ce n'est point mon projet.

Je demande simplement à l'Assemblée nationale, de vouloir bien considérer que la question qu'on lui présente est de la plus haute importance; c'est le premier pas qu'elle fait dans la carrière de la persécution. (*Rires ironiques à gauche*). Il faut qu'elle ait la plus sérieuse attention à marquer les limites jusqu'où elle veut aller, et quels sont les cas qui tomberont sous la juridiction civile. Il me semble que, dans le délit qui est imputé à M. le cardinal, il n'y a aucun acte de juridiction, et quand vous n'auriez pas établi des principes de tolérance universelle, dans le pays même où il existe une religion nationale, les actes de juridiction sont les seuls qui tombent sous la puissance de la loi, et il en résulterait toujours qu'une discussion polémique, que de simples opinions manifestées sur la validité des pouvoirs spirituels du ministre d'un culte doivent être différenciées des actes de juridiction.

Or, M. le cardinal, dans ses lettres, n'a fait qu'un acte de doctrine. (*Murmures*). Il a professé une doctrine; il a déclaré un fait. Il a dit : « *Tel et tel curé n'ont pas reçu le droit de moi.* » Je ne vois là-dedans que la déclaration simple d'un fait. A cette déclaration suit une profession de doctrine par laquelle il dit que ceux qui n'ont pas reçu de pouvoirs de lui ne peuvent pas exercer le ministère. Il m'est impossible de voir là ni un acte de juridiction, ni un acte tendant à troubler le repos public. Il m'est encore bien plus difficile d'y apercevoir l'intention d'un complot formé contre la Constitution. Jusques à quand, en créant des fantômes autour de

nous, voudra-t-on nous empêcher d'être justes et humains? Les principes de la tolérance ont été établis par vous, et vous voulez punir l'homme le plus respectable de cette Assemblée. (*Rires ironiques à gauche. — Applaudissements à droite. — Murmures.*)

Malgré les interruptions que j'éprouve, cette idée surnagera aux murmures de l'Assemblée nationale.....

Plusieurs membres à droite : Oui! oui!

M. DE CAZALÈS. Vous voulez le punir, parce qu'il a déclaré la doctrine, surtout lorsqu'il est évident qu'aucune espèce de mauvaise intention ne pouvait lui être imputée, lorsqu'il est évident qu'il n'a fait aucun acte de juridiction, lorsqu'il est évident que cette déclaration ne pourrait jamais porter à aucune espèce d'insurrection ni causer le moindre danger. (*Rires ironiques à gauche*). Certes, ceux-là qui conseillent à l'Assemblée nationale de tels actes de rigueur sont ou bien perfides, ou bien maladroits. Ceux-là sont bien maladroits qui lui conseillent de s'adresser à M. le cardinal de la Rochefoucauld, pour la prier de déployer contre lui le premier acte de la persécution religieuse.

Je ne pense pas que l'Assemblée nationale puisse sérieusement donner suite à une pareille accusation; je ne pense pas qu'elle puisse permettre d'inculper un vieillard aussi respectable, pour un délit aussi léger, pour un délit qui n'a pas été suivi d'aucune action. (*Rires ironiques à gauche*).

Un membre à gauche : Vous convenez donc!

M. DE CAZALÈS. Je me trompe, pour un acte qui ne peut être qualifié de délit, un acte qui ne peut jamais être dans le cas d'être regardé comme de juridiction civile, puisqu'il est de simple profession de foi, puisqu'il est pour ainsi dire une simple déclaration de la doctrine, qu'il est spécialement chargé de maintenir.

Je conseille donc à l'Assemblée nationale, et pour les intérêts de la justice et pour les intérêts de son humanité et pour tous les motifs de prudence, d'ensevelir dans un profond oubli cette affaire qui n'eut jamais dû être portée au tribunal. Je lui conseille surtout de ne pas appesantir son pouvoir sur de pareilles questions, et de laisser tous les Français disputer librement de dogmes et de doctrines, tant qu'ils ne troubleront pas l'ordre public. Ce sont les propres principes que j'établis ici. Je ne doute pas, en conséquence, qu'elle ne prenne le seul parti que lui dictent, la prudence, la raison et l'humanité, et qu'elle ne décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur le décret.

Plusieurs membres à gauche : Aux voix! aux voix! la discussion est fermée.

M. GOUPII-PRÉFELN. L'affaire paraît assez importante.... (Murmures prolongés).

Un grand nombre de membres : Fermez la discussion!

(L'assemblée ferme la discussion).

M. DE CASTELLANE. La priorité pour l'avis du comité.

M. FOUCAULT-LARDÉNALIE (montrant le côté gauche). J'observe à l'Assemblée qu'il y a beaucoup d'étrangers dans la salle.

Un membre à gauche : Monsieur le président, il y en a aussi à droite.

(On fait sortir les personnes étrangères à l'Assemblée. — L'Assemblée reste longtemps bruyante et inactive).

M. LE CARDINAL DE LA ROCHEFOUCAULD se retire.

M. LE PRÉSIDENT. J'ai entre les mains deux propositions : d'abord le projet du comité portant qu'il y a lieu à accusation; ensuite une autre proposition disant qu'il n'y a pas lieu à accusation.

M. GOUPII-PRÉFELN. Je propose l'amendement suivant : « Attendu qu'il n'est prouvé, ni même justifié que M. de la Rochefoucauld eût connaissance, lors des lettres des 5 et 6 avril, de l'installation de l'évêque du département de Seine-et-Oise, faite seulement le 3, il n'y a pas lieu à accusation. »

M. D'AREMBERG DE LA MARCK. Aux voix la proposition de M. Goupil; c'est la plus sage.

M. GOUPII-PRÉFELN. Je demande à appuyer mon amendement. (Murmures prolongés à gauche).

A gauche : La discussion est fermée.

M. GOUPII-PRÉFELN (parlant au milieu du bruit et des interruptions). Dans l'amendement que je propose, M. le cardinal de la Rochefoucauld, aux termes des décrets, n'a pas été privé de ses fonctions par le seul fait de la non-prestation de serment; il ne l'a été, il n'a pu l'être que par l'installation de son successeur; jusque là il a dû remplir ses fonctions. La vérité, et en cela il a eu tort, c'est qu'il ne pouvait pas interdire (Murmures) sans l'avis d'un conseil; mais ce tort était la matière d'un appel comme d'abus. Ce n'était et ne pouvait pas être la matière d'une accusation criminelle, et s'il y avait lieu de faire déclarer son ordonnance abusive, il n'y avait pas lieu de constituer accusation. (Murmures).

M. PRIEUR. On vous a dit, Messieurs, il n'y a qu'un instant que si l'Assemblée faiblit dans ce moment, si par des préjugés favorables à l'homme que les juges doivent toujours oublier....

M. DE CAZALÈS. C'est le fond.

M. PRIEUR..... Quand il s'agit de la chose publique, si l'Assemblée faiblit dans une circonstance où des lettres positives ont appelé les citoyens à l'insurrection contre vos décrets.

Un membre : Renfermez-vous dans l'amendement.

M. PRIEUR..... Alors je vous dis que d'un bout du royaume à l'autre, votre constitution civile du clergé est délabrée, que les ennemis de la chose publique vont se servir de votre décret pour faire sentir aux curés assermentés qu'ils ne seront pas soutenus par l'Assemblée et puisqu'on me force à me renfermer dans l'amendement, je déclare qu'il y a absolument du danger pour la chose publique d'adopter l'amendement proposé. Je demande donc la question préalable sur l'amendement. (*Applaudissements à gauche*).

M. BOUTTEVILLE-DUMETZ. Je demande la priorité pour le projet du comité.

M. LE PRÉSIDENT. Je vais d'abord mettre aux voix la priorité pour le projet du comité.

(L'épreuve a lieu au milieu du bruit).

M. LE PRÉSIDENT. — Le bureau et moi pensons que la priorité est accordée au projet du comité. Je prononce : La priorité est accordée au projet du comité.

M. MALOUEY. Je demande la question préalable sur le projet du comité.

M. RÖDERER. Je prie M. Malouet d'observer qu'ici la question préalable ne peut être proposée. Elle suppose, en effet, que la proposition portée à cette Assemblée n'a pas du être portée, tandis que nous sommes au contraire dans un cas tout différent.

En effet, de quoi s'agit-il ? De statuer sur un projet de jugement rendu par un tribunal. Le tribunal n'a pas pu encore exécuter son jugement sans avoir demandé le consentement du Corps législatif ; c'est conforme à vos décrets. Il a donc pu vous interroger, vous devez lui répondre ; par conséquent, il y a bien lieu à délibérer.

Ainsi, Messieurs, il n'y a qu'une manière de décider.

A droite : M. Röderer a raison.

M. RÖDERER... C'est de décider par l'affirmative ou par la négative.

M. DE CAZALÈS. M. Röderer a parfaitement raison. Il est parfaitement simple de décider par oui ou par non : « Y a-t-il lieu à accusation, ou non ? »

M. MALOUEY. Je demande que l'on mette aux voix la proposition de M. Goupil.

M. MERLIN. Je demande la parole pour un sous-amendement, puisque l'amendement de M. Goupil est appuyé.....

Un membre : Non, non, il ne l'est pas, au contraire !

M. MERLIN. Je demande la parole pour un sous-amendement.

M. CHABROUD. Il n'y a pas d'amendement.

Un membre : La question de priorité a été réglée entre la rédaction du comité et la rédaction de M. Goupil; vous ne pouvez pas sous-amender la proposition de M. Goupil avant d'avoir rejeté le projet du comité.

M. THÉVENOT DE MAVOISE parle dans le tumulte.

M. LE PRÉSIDENT sonne continuellement pendant qu'il parle, pour rétablir le silence.

M. LAVIE. Ah! c'est bien beau!

M. MERLIN. Voici mon sous-amendement. Je demande que dans le cas où l'Assemblée adopterait la rédaction proposée par M. Goupil (*Murmures à gauche*), elle veuille bien y ajouter cette phrase : « en déclarant... » (*Murmures à l'extrême gauche*). Je déclare que ce que je vais dire est la réponse la plus topique à l'amendement de M. Goupil. Je demande que si l'Assemblée s'humilie jusqu'à adopter l'amendement de M. Goupil (*Murmures à l'extrême gauche*)... je la prie de vouloir bien se rappeler que le 15 mars dernier, sur ma motion, elle a renvoyé par devant le tribunal du district de Bergues, séant à Dunkerque, pour le procès lui être fait et parfait, le sieur Martin, curé d'une des paroisses de Bergues, pour un cas analogue et dans des circonstances identiques. En effet, l'évêque constitutionnel du Nord n'était pas encore, je ne dis pas installé ni sacré, mais pas même nommé; car il n'a été nommé que le 27 mars. Or, le sieur Martin avait donné lecture à ses paroissiens d'une lettre du ci-devant évêque d'Ypres semblable à celles de M. le cardinal de La Rochefoucauld.

Je demande, Messieurs, par sous-amendement, à l'amendement de M. Goupil, que vous vouliez bien révoquer ce décret-là, car il faut être conséquent.

M. DE MONTLOSIER. J'appuie le sous-amendement de M. Merlin.

M. MALOCHET. Il n'y a pas de sous-amendement plus sage ni plus utile pour la tranquillité du royaume.

M. LE PRÉSIDENT. Le projet du comité ayant la priorité, je vais la mettre aux voix.

M. REGNAUD (*de Saint-Jean-d'Angély*). Pour la régularité, je demande qu'on fasse mention, dans le procès-verbal, de la déclaration de M. le cardinal.

Un de MM. les secrétaires : C'est fait.

M. LE PRÉSIDENT. Je mets aux voix le projet du comité.

(L'épreuve a lieu).

M. LE PRÉSIDENT. L'avis des secrétaires et le mien sont que le projet de décret du comité est adopté. (*Applaudissements à gauche et dans les tribunes; murmures à droite*).

Plusieurs membres du côté gauche se lèvent et imposent silence.

A droite : Il y a doute ! l'appel nominal !

M. DE CAZALÈS. Faites chasser les hommes qui applaudissent, ils sont indignes d'assister à nos séances.

M. DE FOLLEVILLE. Monsieur le Président, l'appel nominal est demandé.

M. LE PRÉSIDENT. J'ai prononcé ce que j'ai vu, ainsi que les secrétaires; cependant une grande partie de l'Assemblée a des doutes et réclame l'appel nominal.

M. LAVIE. Monsieur le Président, consultez s'il y a du doute.

M. GOUVILLEAU. L'Assemblée fait dans ce moment-ci les fonctions de juré. Je sentais que dans ce cas-là les parents, jusqu'au quatrième degré... (*Murmures*).

M. DE CAZALÈS. Monsieur le Président, rappelez donc à Monsieur que si l'Assemblée fait la fonction de juré, il faut les 4/5 des voix prononcer qu'il y a lieu à accusation.

M. LE PRÉSIDENT. Il va être procédé à l'appel nominal. Je pose la question en ces termes : y a-t-il lieu à accusation contre M. le cardinal de la Rochefoucauld, oui ou non? Ceux qui sont de l'avis du comité diront oui. Ceux qui sont d'un avis contraire diront non. (*L'appel nominal a lieu*).

Le résultat du vote donne 271 voix pour le projet de décret du comité et 286 voix contre.

En conséquence, le projet de décret du comité est rejeté et l'Assemblée adopte le décret suivant :

« L'Assemblée nationale, après avoir entendu le compte que son comité des rapports lui a rendu de l'état de la procédure criminelle instruite devant les juges du tribunal de Saint-Germain-en-Laye, a décrété qu'il n'y avait pas lieu à accusation contre le cardinal de la Rochefoucauld. »

La séance est levée à minuit.

Ainsi notre bon cardinal sortait victorieux de cette redoutable épreuve et obtenait de la part de la majorité de l'Assemblée un des plus éclatants hommages de vénération personnelle qu'elle ait décernés à l'un de ses membres.

Le cardinal avait rendu précédemment aux religieux un service important dont il importe de conserver le souvenir.

Les écrivains catholiques qui ont eu à parler de la Révolution ont jugé avec la plus grande sévérité la conduite des religieux qui, en 1790, ont déclaré renoncer à la vie monastique et quitter leur couvent, et l'ont regardée comme une sorte d'apostasie. Ces écrivains ne connaissaient probablement pas le grave document que

nous n'avons jamais vu cité nulle part, et que nous avons publié peut-être pour la première fois (1).

Il s'agit d'une lettre circulaire adressée par S. Em. le cardinal de la Rochefoucauld à tous les supérieurs d'ordres.

Nous avons eu sous les yeux la lettre destinée aux Bénédictins. Cette lettre a été communiquée par le R. P. supérieur général de l'ordre à toutes les abbayes de son obédience.

« Mes Révérends Pères,

« Pour me conformer aux louables intentions de Monseigneur le cardinal de la Rochefoucauld, je dois vous faire part de la lettre que Son Eminence m'a fait l'honneur de m'écrire. Vous y verrez quelles sont les paternelles dispositions du Saint-Siège et de Nosseigneurs les Prélats envers les réguliers dans les douloureuses circonstances où ils se trouvent.

« Quelque parti que prenne chacun de nous, ces dispositions méritent de notre part la plus grande reconnaissance, et surtout exigent qu'en toute position nous ne cessions jamais d'être de zélés et fervents ministres de l'Eglise, ainsi que de bons et vertueux citoyens respectueusement soumis à la nation, à la loi et au roi.

« Je suis, dans l'union de vos saints sacrifices et prières, mes Révérends Pères, votre très humble et très obéissant serviteur et confrère.

« FR. A.-A. CHEVREUX. »

Paris, 6 may 1790.

« Je ne dois pas vous laisser ignorer, mon Révérend Père, les dispositions du Pape relativement à la sécularisation des religieux qui croiront avoir des raisons légitimes pour profiter de la liberté que leur a accordée l'Assemblée nationale.

« Dans les circonstances présentes, il était absolument nécessaire, en suivant toutefois les vrais principes de l'Eglise, de prendre les voies canoniques les moins dispendieuses pour procurer aux religieux une autorisation capable de rassurer leurs consciences. Tous mes confrères les évêques ont senti la nécessité de se prêter à une opération qui pût concilier les intérêts de la religion et le désir des particuliers, et en conséquence j'ai eu l'honneur d'être l'interprète de leurs sentiments auprès du Saint-Père. La réponse du Pape a été conforme à nos vœux. Il nous assure par son bref du 31 mars dernier que les brefs de sécularisation seront expédiés gratuitement à la daterie, lorsqu'ils seront demandés par

(1) Les Conventionnels de la Seine-Inférieure, p. 360 et suiv.

les évêques, qu'il déclare seuls juges des raisons alléguées par les religieux qui demanderont à être sécularisés. Les évêques se trouveront par là à portée de connaître les sujets en état d'être employés avec succès dans le saint ministère, et de fixer ainsi dans leurs diocèses ceux qui, entraînés par les circonstances, n'en respectent pas moins les obligations de l'état ecclésiastique séculier.

« Je vous prie, mon Révérend Père, de faire connaître dans les différentes maisons de votre ordre les dispositions du Saint-Père, afin que les religieux qui voudront en sortir puissent s'y conformer et profiter, en sûreté de conscience, de la liberté accordée par l'Assemblée nationale.

« Je saisis avec empressement cette occasion pour vous assurer, mon Révérend Père, de la sincérité des sentiments qui m'attachent à vous.

« Signé : D. Cardinal de la ROCHEFOUCAULD. »

Sur l'enveloppe au Révérend :

« Le Révérend dom Chevreux, supérieur général de la Congrégation de Saint-Maur, à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés. »

Nous savons tout ce qu'on doit reprocher aux religieux en 1790, c'est une raison pour ne pas les charger outre mesure. La vérité nous oblige à reconnaître qu'ils étaient en général très relâchés, et s'il fallait écrire l'histoire du clergé régulier du diocèse pendant la Révolution, nous reculons devant ce pénible sujet. Qui le croirait ? Il y avait parmi eux des francs-maçons.

Neuf religieux bénédictins fondèrent le 24 juin 1778, à Fécamp, la loge maçonnique *la Triple Unité*, dans l'enceinte même de l'abbaye. Cette loge, comptait à la veille de la Révolution, trente-trois membres, dont dix religieux (1).

Les quatre religieux minimes de Dieppe faisaient partie de la loge des Cœurs-Unis de la même ville. L'un d'eux, Pierre Dangolin, devint curé constitutionnel de Saint-Rémy, un autre, Descassins, curé constitutionnel de Neuville-la-Pollet. Ces minimes offrirent un jour, spontanément, par l'intermédiaire du P. Descassins, de faire les obsèques, dans leur chapelle, du F. Hamel décédé, auquel M. Lefort, curé de Saint-Jacques, avait refusé les honneurs de la sépulture chrétienne. On célébra cette inhumation, au rit maçonnique, dans la chapelle tendue de noir, avec le concours

(1) Louis Blairet à travers Fécamp, p. 9 et suiv.

des religieux, en présence des FF et SS. et de la famille du défunt (1). Il y avait aussi, hélas! quelques prêtres engagés dans la franc-maçonnerie, et une douzaine de Moines de divers ordres. On retrouve leurs noms, que nous ne croyons pas devoir publier, dans la liste du clergé constitutionnel.

Si les ordres religieux d'hommes laissèrent beaucoup à désirer aux jours de l'épreuve, il n'en fut pas de même pour les frères des écoles chrétiennes qui se montrèrent fidèles jusqu'à la mort. Pas un seul frère, dans notre diocèse, ne consentit à prêter le serment; beaucoup furent dans les prisons, et plusieurs sur les pontons, les dignes compagnons de nos prêtres. Nous les retrouverons plus loin.

M^{re} le cardinal continua de siéger à l'Assemblée nationale jusqu'à sa dernière séance qui eut lieu le 30 septembre 1791. Il ne paraissait plus qu'en frac noir, sans aucune insigne de sa dignité, et ne prit jamais la parole. Il s'opposa par ses votes aux lois contraires à la religion, il accueillit avec empressement les réformes utiles décrétées par cette législature. Assurément dans les 2.500 lois fabriquées en 28 mois par la Constituante, il y en eut d'excellentes auxquelles les hommes sages et dévoués au pays purent se faire honneur d'avoir collaboré; mais M^{re} de la Rochefoucauld ne pactisa jamais avec les sectaires qui voulaient détruire la religion et supprimer la monarchie.

Il fut de ceux qui s'élevèrent énergiquement le 20 juin contre les décrets qui suspendaient, après la fuite à Varennes, l'exercice de l'autorité royale, déclarant qu'une telle mesure portait atteinte à l'inviolabilité de la personne sacrée du roi. 270 députés signèrent cette protestation qui fut portée à la tribune le 25 juillet.

Les 270 déclaraient, après avoir flétri les décrets, « qu'ils continueraient, par le seul motif de ne point abandonner les intérêts du roi et de la famille royale, d'assister aux délibérations de l'Assemblée nationale, mais que ne pouvant ni avouer ses principes, ni reconnaître la légalité de ses décrets, ils ne prendraient dorénavant aucune part aux délibérations qui n'auront pas pour objet les seuls intérêts qui leur restent à défendre (2). »

(1) Extrait du procès-verbal du 7 octobre 1783 de la Loge des Cœurs-Unis de Dieppe publié dans l'histoire générale de la franc-maçonnerie de Normandie de 1739 à 1875 par de Loucelles, Dieppe, Delevoye 5875.

(2) Histoire parlementaire de la Révolution française de Borchet et Roux. T. 40. p. 437.

Notre cardinal signa l'un des premiers cette déclaration de même qu'il s'associa aux protestations que firent les membres de la droite lors de l'acceptation de la constitution. Ces protestations portaient sur les déplorables décrets relatifs à la religion.

Le cardinal se retira triste et découragé de la vie politique : il n'apercevait que trop l'abîme où la Révolution précipitait la France.

Il voyait alors fréquemment le roi et la reine auxquels il aimait à porter ses consolations. Après le douloureux événement de Varennes il se montra plus assidu encore aux Tuileries où sa présence était toujours bien accueillie. Il resta à Paris après la clôture de l'Assemblée nationale. Le schisme constitutionnel dont nous allons parler ne lui permettait plus de retourner dans son diocèse.

CHAPITRE VIII

LE SERMENT A LA CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ

L'ORGANISATION DE L'ÉGLISE CONSTITUTIONNELLE

CHAPITRE VIII

I

L'ouverture des Etats Généraux avait été saluée avec une grande joie et les plus radieuses espérances par le clergé du diocèse de Rouen, comme par toute la France. La réunion des trois ordres en assemblée nationale, la prise de la Bastille, la suppression de la dime ecclésiastique sans rachat, les journées du 5 et 6 octobre, où l'insurrection força le roi à revenir à Paris, le décret du 2 novembre qui mettait à l'entière disposition de la nation les propriétés et les revenus ecclésiastiques, celui du 17 mars 1790, qui déterminait la vente de 400 millions de biens ecclésiastiques, pour servir d'hypothèque et de remboursement aux assignats créés le 19 décembre 1789, rien n'avait encore refroidi le zèle patriotique de nos prêtres, décidés à tous les sacrifices pour le bien de la nation. La constitution civile du clergé décrétée le 12 juillet 1790, en introduisant le schisme dans l'Eglise, affligea et troubla profondément le diocèse. Le décret du 27 novembre qui enjoignait à tous les ecclésiastiques en exercice, de prêter publiquement le serment, de maintenir de tout leur pouvoir cette constitution civile, et qui portait « que les contrevenants seront censés renoncer à leurs offices et remplacés aussitôt, et au cas qu'ils s'immiscent dans leurs anciennes fonctions, ils seront poursuivis comme perturbateurs de l'ordre public. » mit le comble à l'affliction et à la réprobation des consciences catholiques. Les mesures de persécution commencèrent bientôt. Le Chapitre de Rouen supprimé par la nouvelle loi, fut le premier atteint. Déjà ses biens confisqués avaient été mis en vente. Les agents du district vinrent le 18 septembre 1790, apposer les scellés sur la riche bibliothèque qu'il avait formée depuis des siècles avec tant de soins et de généreux sacrifices.

Avant de recevoir le coup suprême, le Chapitre voulut laisser dans un monument admirable de foi, de désintéressement et de sagesse, son testament religieux. Il se réunit en séance solennelle le 23 novembre 1790, dans la belle salle capitulaire, et, après avoir imploré l'assistance divine, consigna ses dernières volontés et ses sentiments unanimes dans un acte qui est parvenu jusqu'à nous.

Après avoir établi que, selon les principes du droit et de la théologie, le Chapitre ne doit obéissance à la puissance temporelle qu'en ce qui est du ressort de cette puissance, et que dans les choses spirituelles il ne peut reconnaître de supérieurs que l'Eglise catholique et ceux à qui elle aurait délégué ses pouvoirs, il déclare ne céder qu'à la force en se séparant. Il prend toutes les mesures que lui permettent les circonstances tant pour sauvegarder ses droits que pour faire face aux obligations qu'il a contractées. Lorsqu'ils ne pourront plus se réunir dans leur église pour y chanter les louanges de Dieu et y prier au nom du peuple de cette grande ville et de tout le diocèse, les chanoines, en quelque lieu qu'ils habitent, réciteront leur bréviaire à l'intention ci-dessus indiquée. La Messe du chœur étant le sacrifice journalier de la ville et du diocèse, offert néanmoins plus spécialement pour les fondateurs et bienfaiteurs de la Cathédrale, chaque chanoine dira annuellement ou fera dire aux intentions susdites un certain nombre de messes, qui, réunies, équivaldront au nombre des messes quotidiennes, et les représenteront devant Dieu, avec cette clause expresse qu'au *Memento* des morts il sera fait mention de l'âme du Cardinal d'Amboise, suivant l'ancien usage introduit dans le Chapitre par la plus juste des reconnaissances. A l'égard des fondations particulières, quoique, dans l'exactitude des principes, elles ne soient plus à la charge de ceux qui ont cessé d'en posséder les biens, chaque chanoine dira pareillement ou fera dire un certain nombre de messes, dont le total équivaldra à celui des obits et messes particulières que le Chapitre faisait célébrer.

Le Chapitre, dispersé par la force, emportera avec lui la plénitude de sa juridiction et devra en continuer l'exercice. Pour l'exercer sont nommés : promoteur, M. Perchel; vicaires généraux, MM. de Saint-Gervais, doyen, Papillaut et Tuvache, dans les mains desquels demeurera désormais toute l'autorité spirituelle du Chapitre, et qui devront résider à Rouen. Le Chapitre prévoit

ensuite les cas où cette autorité aura à s'exercer, et notamment la vacance du siège, et y pourvoit dans la mesure de ses moyens. Il règle ensuite ses comptes et liquide ses dettes.

Le Chapitre, qui inspirait confiance à tous, avait des rentiers à titres légaux de leurs créances. Comme il restait d'assez fortes sommes dans le trésor de la compagnie, l'un des chanoines proposa de rembourser immédiatement toutes les rentes. La compagnie adopta à l'unanimité et par acclamation cette généreuse résolution, et consacra ses dernières ressources à cette bonne œuvre « qui couronnait noblement, a dit excellemment M. Langlois, les derniers moments de sa longue existence. »

La dernière partie de la délibération est l'un des plus édifiants documents que les annales de l'Eglise de France aient jamais enregistrés. Le Chapitre a reçu de l'Eglise, y est-il dit, des fonctions dont il ne saurait être dépouillé par l'autorité d'une puissance temporelle quelconque. Mais l'Eglise est maîtresse de reprendre le dépôt qu'elle a confié. Il promet la soumission la plus entière, sitôt que celle-ci manifesterait la volonté de concourir avec la puissance temporelle à l'extinction des chapitres dans la hiérarchie. « Nous nous estimons heureux, disent en terminant ces vénérables prêtres, d'avoir contribué, du moins, comme victimes, au retour de l'ordre, qui peut seul réparer une partie des malheurs publics. Cet espoir nous suivra dans nos retraites, et répandra quelques douceurs sur les restes solitaires d'une vie que nous aurions voulu user tout entière au service de l'Eglise. »

Les offices furent continués un mois encore après cette suprême réunion. Les solennités de Noël se célébrèrent avec la pompe accoutumée, et le 28 décembre, à dix heures du matin, les membres du directoire du district de Rouen, délégués par les administrateurs du département de la Seine-Inférieure, avertirent le Chapitre qu'ils venaient procéder à la dissolution du corps capitulaire et de tout le clergé de la Cathédrale. M. l'abbé Langlois a raconté trop éloquemment et trop fidèlement cette dernière journée pour que nous essayions de refaire son récit.

« Le matin même du 28, à l'issue des matines, M. de Saint-Gervais avertit ses confrères que la compagnie touchait à sa dernière heure, et sur-le-champ l'on décida que le Chapitre tout entier, même les archidiacres non chanoines et les chanoines *in minoribus*, seraient convoqués pour la séance de dix heures.

« A l'heure indiquée, après l'office de sexte, qui fut chanté comme à l'ordinaire, les chanoines, suivis de leurs chapelains et de tout le clergé inférieur, se rendirent du chœur dans la salle capitulaire. Ils étaient revêtus de leurs habits canoniaux, costume magnifique et imposant, qu'à dater de ce jour on ne devait plus revoir (1). La salle où ils allaient siéger pour la dernière fois est cette pièce étroite et longue, élégamment voûtée, qui se voit encore au côté septentrional de l'église. Des toiles de Jouvenet, de Van der Boscht, des écoles d'Italie, en décoraient les murs. De cette enceinte, pleine d'antiques et augustes souvenirs, étaient sortis des Cardinaux, plusieurs Papes, et dans le seul xviii^e siècle, seize Evêques, dont beaucoup vivaient encore. A peine les chanoines y sont assis, que deux bourgeois, représentants de ce pouvoir populaire qui, en ce moment, dominait et absorbait tous les autres, MM. Goube et Lefèvre, paraissent à la barre, et, exhibant les titres de leur mission, déclarent qu'ils viennent supprimer le corps capitulaire et saisir le mobilier de l'église, devenue propriété nationale. Alors, M. de Saint-Gervais, organe de la compagnie, prononça d'une voix ferme ces nobles paroles :

« Messieurs, le sort que viennent d'éprouver presque toutes les
« églises cathédrales du royaume nous préparait aux ordres que
« vous nous apportez. Nous sommes attachés aux mêmes fonctions que les ministres de ces églises antiques et vénérables;
« leurs principes sont les nôtres; comme eux, nous devons les
« manifester avec la liberté de l'Evangile.

« Appelés de Dieu pour coopérer à l'œuvre du ministère, placés dans le sanctuaire par l'autorité de son Eglise, nous n'avons point usurpé l'honneur d'être les organes de la prière publique, le conseil et le sénat du premier pasteur, de gouverner le diocèse pendant la vacance du siège, d'exercer une juridiction habituelle sur une partie du troupeau. Si ces prérogatives nous sont enlevées, au regret de les perdre se joindra celui de ne plus rendre en corps, à la religion et à la société, les services dont

(1) L'aumusse de gris et menu-vair, la chape noire ou long manteau à queue et à parements de velours rouge. Le petit camail fourré, ou aumusse, qui couvrait la tête et les épaules, et, au-dessus, le grand camail noir, terminé en pointe et à parements amarante, dont le capuchon tombait derrière le cou et ne servait qu'en temps de pluie pour couvrir et conserver l'aumusse. (*Voyages littéraires de Moleon* [Lebrun-Desmarettes], page 277, et *Archives du Chapitre*).

« notre état nous imposait le devoir et nous offrait des occasions multipliées.

« Jusqu'à ce que la puissance ecclésiastique et la puissance civile aient concouru à la suppression que vous nous annoncez, nous ne pouvons nous regarder comme dépouillés de ces prérogatives, ni comme affranchis de ces devoirs. Nous attendrons, avec une soumission religieuse, la décision du Souverain Pontife et du corps épiscopal. C'eût été nous dégrader, même à vos yeux, que de retenir ces vérités captives, en un moment où il nous est donné d'en faire la profession solennelle. Nous vous demandons, Messieurs, de les consigner dans vos registres comme un hommage que chacun de nous s'est empressé de rendre à l'inviolable sainteté de nos engagements. Ces engagements nous imposent l'étroite obligation de remplir les fonctions sacerdotales attachés à nos titres et à nos prébendes. Nous y sommes contraints par la religion du serment; y manquer serait une désertion et un parjure; et, si la force impérieuse de la nécessité ne nous y contraignait, nous ne croirions pas même pouvoir en suspendre l'exercice (1). »

« Après ce discours, écouté dans un profond silence, le procureur-syndic, très embarrassé, observa que, depuis la promulgation du décret de l'Assemblée nationale, les chanoines de Rouen n'étaient plus une corporation; qu'en conséquence, il ne pouvait accepter des paroles prononcées au nom de tous, ni les insérer au procès-verbal.

« Ce refus n'empêcha pas les chanoines de demander aux envoyés du district copie du discours qu'ils avaient adressé au Chapitre à l'ouverture de la séance. Ceux-ci répartirent adroitement qu'ils n'avaient point fait de discours, qu'ils étaient de simples délégués, des porteurs d'ordres, et que leur mission se bornait à les exécuter.

« Tandis qu'ils rédigeaient leur procès-verbal, M. de Saint-Gervais représenta avec une force nouvelle que, ne pouvant se regarder comme privés de leurs droits et affranchis de leurs obligations, les chanoines de Rouen étaient résolus de continuer l'exercice de leurs fonctions, tant que la force ou d'autres obstacles insurmon-

(1) *Récit de ce qui s'est passé en l'église cathédrale de Rouen le 25 décembre 1790.* Rouen, V. Laurent-Dumesnil, 15 pages in-12.

tables ne s'y opposeraient pas. Plusieurs chanoines, prenant tour à tour la parole, insistèrent sur cet article capital, pour arracher aux commissaires du district la déclaration précise de leurs intentions. Ceux-ci répondirent en substance qu'ils seraient fâchés d'employer aucune violence, mais qu'au nom de leurs commettants, ils défendaient à MM. les chanoines de faire dans l'église cathédrale aucun acte de corporation et d'y remplir aucune des fonctions ci-devant attachées à leurs titres éteints par la loi.

« Passant ensuite du Chapitre dans l'église avec MM. Perchel, de Marbeuf et Ravette aîné, commissaires désignés par la compagnie, ils prirent possession de tous les ornements, vases, livres, tableaux, etc., renfermés dans la basilique. Cependant les chanoines, continuant de délibérer, arrêtaient que, dans l'après-midi, à l'heure ordinaire, ils se présenteraient à l'église pour célébrer l'office de none et de vêpres. Mais M. de Saint-Gervais, présumant que cette tentative serait inutile, saisit ce moment suprême pour déposer dans le sein de ses confrères une dernière protestation de son inviolable attachement. Tous, profondément émus, et tombant dans les bras les uns des autres, répondirent en protestant de leurs éternels sentiments de confraternité.

« La cloche de vêpres, comme on l'avait prévu, ne se fit pas entendre. Cependant plusieurs chanoines, poussant jusqu'à sa dernière limite le zèle du devoir, se présentèrent pour l'office à l'heure accoutumée; mais ayant trouvé fermées et scellées les portes de l'église et de la salle capitulaire, ils se rassemblèrent chez M. de Saint-Gervais, où vinrent aussi MM. Perchel, de Marbeuf et Ravette. Ceux-ci racontèrent que les délégués du district avaient terminé leurs opérations en apposant les scellés sur les portes des sacristies et même sur les grilles du chœur. Ce récit mit le comble aux douleurs de la compagnie. Elle était donc bannie pour jamais de ce sanctuaire où, depuis tant de siècles, elle allait en commun porter le tribut de la prière! Tous se regardaient en pleurant, croyant à peine à l'événement qui brisait leur carrière et les jetait, au déclin de la vie, dans un avenir inconnu et qui paraissait plein d'orages. »

La suppression du Chapitre causa dans toute la ville et dans le diocèse une émotion facile à imaginer. C'était le premier acte de persécution qui allait sévir avec tant de rigueur sur l'Eglise, et il s'adressait au corps le plus ancien, le plus important, le plus

respecté de tous. Le Chapitre, qui, au moment de sa dispersion, se composait de cinquante-six membres, en y comprenant le cardinal de la Rochefoucauld, chanoine de droit comme archevêque de Rouen, n'était pas seulement un des plus nombreux et des plus illustres du royaume, mais aussi, nous dit en connaissance de cause M. l'abbé Baston dans ses *Mémoires* manuscrits, « l'un des mieux composés. »

« La bonne noblesse et la haute magistrature ambitionnoient d'y entrer, quoique son partage en biens temporels n'égalât pas celui de beaucoup d'autres. Le *septennium* des universités, le moins excusable des abus de ce genre, y avoit introduit forcément quelques professeurs de belles-lettres qui auroient pu ne pas y apporter une bien ample provision de qualités ecclésiastiques, mais qui, de fait, à l'exception d'un seul que le schisme a entraîné, joignoient aux talents la piété la plus solide et le caractère le plus aimable. »

Il nous plaît de rapporter ce témoignage d'un écrivain qui a toujours dit ouvertement, au risque de se créer des ennemis, ce qu'il a cru être la vérité. En honorant, dans la solitude de son exil, le corps dont il avait fait partie, il ne s'est inspiré que de ses sentiments d'équité. On voit trop dans ses *Mémoires* qu'il ne dissimule jamais le blâme pour croire à l'éloge quand il se rencontre sous sa plume. Or, voici comment il s'exprime sur le Chapitre.

« Je n'ai rien vu, dit-il, que de grand, de noble, de souverainement respectable dans le Chapitre, auquel j'ai eu l'honneur d'être agrégé.

« Quoique la vie canoniale, quand on en remplit les devoirs comme il faut, absorbe la meilleure partie de la journée (les chanoines chantaient tous les jours Matines, Laudes, les Petites-Heures, la Grand'Messe, les Vêpres et les Complies), il étoit peu de chanoines à Rouen qui aux obligations de la prière ne joignissent des œuvres de surérogation, que la charité seule leur commandoit et qui revertissoient au profit de leurs frères laïques. Les uns passaient au confessionnal les heures que le chœur n'usait pas; les autres montoient dans les chaires chrétiennes pour y annoncer la parole de Dieu, soit dans leur ville et les autres du diocèse, soit à Paris et même à la cour (1).

(1) Le chanoine Nicolas Crespin, prédicateur ordinaire des rois Louis XV et Louis XVI, avait prêché à la cour le dernier Aven de 1789.

« Tour à tour ils vaquoient à l'administration des hôpitaux, ils concouroient à l'achèvement des affaires majeures de la cité, ils se livroient à l'enseignement des jeunes clercs dans la ville épiscopale, au gouvernement du diocèse, au maintien de la discipline dans les communautés religieuses. Ils se mesloient aux ouvriers évangéliques pour l'œuvre des missions et des retraites. Plusieurs siégeoient comme juges dans les cours de magistratures (les conseillers-clercs au Parlement); quelques-uns tenoient un rang distingué parmi les auteurs (1), brilloient dans les académies, se nourrissoient de l'érudition la plus profonde (2), ou s'ornoient des fleurs de la littérature (3). La piété ne souffroit pas de ces différentes occupations. Pas un scandale et d'éminentes vertus.

« Un office vraiment majestueux, digne de la religion et du Dieu qu'elle adore; une exactitude réelle, dans laquelle pourtant on eût dit qu'il y avoit des lacunes, parce que les règles dispensoient de certaines assistances nos vieillards et les chanoines légitimement occupés ailleurs; encore ces hommes estimables écoutoient-ils souvent leur zèle plus que leurs forces, et se montroient-ils les premiers à des exercices auxquels il leur étoit permis de ne pas paraître. L'extérieur même étoit réglé; un chanoine qui dans le lieu de sa résidence se seroit laissé voir autrement vêtu qu'en habit long, auroit, à la requête du promoteur, reçu une semonce capitulaire.

« Le Chapitre de Rouen avoit des chapelains, des chantres, une musique (4). Mais ses membres ne se déchargeoient pas sur ces adjoints de l'obligation de chanter les louanges de Dieu. Si des voix fortes et mélodieuses couvroient les leurs, celles-ci ne s'en

(1) Entre autres le chanoine Clémence, qui mérite d'être compté parmi les plus solides écrivains et les meilleurs apologistes du xviii^e siècle. Versé dans les langues hébraïque et syriaque il avoit publié la *Défense de l'Ancien Testament contre la Philosophie de l'Histoire par Voltaire* (1768), les *Caractères du Messie vérifiés en Jésus de Nazareth* (1776), la *Béatification de la Bible enfin expliquée de Voltaire* (1783), et avoit reçu les éloges et les encouragements des assemblées du clergé de France de 1780 et 1782.

(2) Quatorze d'entre eux étoient docteurs en théologie.

(3) Sept avoient enseigné avec distinction dans l'Université.

(4) L'histoire de la maîtrise de la Cathédrale est des plus honorables pour le Chapitre qui avoit compris et protégé, dans tous les temps, l'art le plus élevé et le plus délicat. Cette histoire a été dignement écrite par M. l'abbé Langlois d'abord, puis de nos jours, par M. l'abbé Collette dans un livre charmant qui est lui-même une œuvre d'art.

élevaient pas moins au trône de l'Eternel avec une ferveur qui compensait leur faiblesse ou leur inhabileté. Toutes les messes du chœur étoient célébrées par un chanoine assisté de deux autres. Aucun qui eût ou qui pût avoir de vicairie pour le suppléer. Il falloit être évêque ou chanoine de l'église pour immoler sur le grand autel la victime de propitiation.

« Après la régularité et le soin d'être utile, ce que j'ai le plus admiré dans le Chapitre auquel j'ai eu l'honneur d'appartenir, c'est l'union qui y régnoit. Jadis elle avoit été troublée par les disputes du jansénisme, mais depuis longtemps il n'y étoit plus question de ces misères, et tout le monde y étoit catholique de bonne foi. On se prévenoit les uns les autres par des politesses mutuelles. Rarement on étoit d'un avis différent; mais si les opinions varioient, la discussion étoit tranquille. On osoit à peine se contrarier sans qu'une formule de civilité assaisonnât la contradiction. En douze ans, à trois assemblées par semaine, et quelquefois davantage, je n'ai pas entendu un seul mot désobligeant; et si j'ai été témoin d'une demi-douzaine de vivacités, c'est beaucoup; si elles ont duré chacune six minutes, c'est le plus. Les hommes qui ne connoissent pas les hommes ne verront rien de merveilleux dans cet éloge, que les connoisseurs auront peine à croire mérité, tant est rare la parfaite concorde de cinquante frères dont les partages sont inégaux, les intérêts souvent opposés.

« A propos d'intérêt, je ne me souviens pas qu'il me soit arrivé une seule fois de remarquer que les chanoines de Rouen fussent dominés par cet égoïsme bas et desséchant qui met l'intérêt particulier avant l'intérêt général. Le premier mobile des délibérations étoit l'honneur et l'avantage de la compagnie.

« Le Chapitre de Rouen avoit deux sortes de biens : des biens communs et des biens attachés à chaque prébende ou canonicat en particulier. Ceux-ci étoient administrés par les titulaires, et je ne puis dire comment. Mais ceux-là étoient régis par un intendant chanoine qui les affermoit sous l'inspection et avec le consentement de tout le corps. Si on eût pu reprocher quelque chose à ce régime, c'eût été trop de désintéressement. Jamais on n'affichoit les fermes. La totalité des revenus auroit été facilement augmentée d'un tiers, on eût accordé le fermage des biens au plus offrant et dernier enchérisseur. Les fermiers étoient traités favorablement. Rarement on les changeoit; et les augmentations qu'on leur demandoit

étoient si faibles, en comparaison de ce qu'elles auroient pu être, qu'à la Révolution la plupart des fermiers avoient acquis assez de richesses pour acheter les domaines qu'ils tenoient de nous et que la justice du moment nous enlevait.

« Le dixième des biens communs passoit en aumônes de corps. Cela n'empêchoit pas les aumônes particulières.

« Le Chapitre, dont je fais l'éloge en le peignant tel qu'il fut, avoit une pupille assez riche dont la minorité devoit être perpétuelle : c'étoit la fabrique de son église. Jamais tuteur ne se comporta avec plus de soin, de circonspection, de délicatesse. Les propriétés de la mense capitulaire avoient un régisseur laïque. Celles de la fabrique étoient régies par un chanoine choisi entre les plus riches et les plus distingués, et qui pour cet office assez pénible n'avoit de rétribution que le plaisir de faire le bien. Si des besoins urgents forçoient de recourir à un emprunt, le Chapitre cautionnoit la fabrique, et sa probité, sa loyauté étoient si publiquement connues, que les prêteurs, pour toute formalité, se contentoient de l'inscription du prêt et de ses conditions sur les registres du Chapitre, la plupart du temps sans en exiger de copie. »

M. Baston consacre encore plusieurs passages de ses *Mémoires* à constater le désintéressement, la politesse, l'aménité des membres de la vénérable compagnie; il rappelle avec quels soins, quelle propreté la Cathédrale et les sacristies étoient entretenues, au point de faire envie, dit-il, à un couvent de Visitandines ou de Carmélites; il revient sur la pompe et le bon ordre des offices, sur la cordiale hospitalité qu'on offroit aux prêtres étrangers, sur l'étroite union qui régnoit entre les membres du Chapitre, sur leur esprit de soumission et de dévouement à l'Eglise, sur la vénération touchante dont ils entouraient le pieux et bien-aimé Cardinal de la Rochefoucauld.

Il y a eu sans doute, dans la longue histoire du Chapitre, des pages regrettables, des phases difficiles, des faits qui ne sont pas à sa louange; mais à l'heure de sa dissolution, et dans ce xviii^e siècle si troublé, il avait retrouvé la ferveur et la dignité de ses plus beaux jours, et l'on peut dire qu'il est descendu au tombeau avec tout le prestige de l'honneur, de la vertu, de la considération publique et de la persécution noblement et saintement supportée.

Le lendemain même de la dissolution de la compagnie, le district installait comme prêtres-desservants de la Cathédrale les chape-

lains qui composaient le clergé inférieur de la Métropole (20 décembre 1790). M. l'abbé Langlois s'est montré très sévère pour ces ecclésiastiques, et ne craint pas de les comprendre tous dans ses justes reproches. Il les représente comme animés de l'esprit de révolte qui soufflait alors sur la France et empressés à prendre la place des vétérans et des dignitaires de la Cathédrale auxquels ils devaient leur éducation cléricale et leurs modestes bénéfices. Nous croyons qu'il ne faut pas attribuer au corps des chapelains l'erreur de quelques-uns de ses membres et qu'il convient tout au moins de faire ici très-large la part des exceptions. Le vénérable M. Horcholle, ancien procureur syndic à la cour des comptes, dont nous possédons le journal manuscrit et très-circonstancié sur la Révolution à Rouen, écrit à la date du 28 décembre 1790 : « Le lendemain 29 au matin, ils (les officiers de la commune) sont venus lever le scellé du chœur et de la sacristie, et ont installé dans le chœur, aux hautes stalles, *quelques chapelains*, qui y font tous les offices. » Ces mots *quelques chapelains* sont soulignés dans notre manuscrit.

De fait, lors de la prestation du serment à la constitution civile, cinq chapelains seulement, sur soixante-dix environ dont se composait le bas-chœur de la Cathédrale, les sieurs Rocque, Desnoyers, Leleu, l'Hernault et Mignot, se présentèrent à la Cathédrale pour prêter ce serment schismatique; et encore l'Hernault se rétracta-t-il presque immédiatement, et Leleu, après avoir donné sa démission de vicaire épiscopal en août 1792, la fit-il suivre de sa rétractation. Nous avons la liste complète, publiée dans les journaux du temps, des ecclésiastiques assermentés; on n'y trouve que ces cinq chapelains de la Cathédrale, et pas un autre. Sur soixante-dix environ, c'est une infime minorité. Tous les autres furent fidèles. Il y avait parmi eux des prêtres assurément exemplaires. Les uns devinrent, après la Révolution, habitués d'honneur, puis chanoines, d'autres furent pourvus de cures importantes; presque tous sont compris dans les listes des prêtres exilés, confesseurs de la foi. Il nous paraît donc injuste d'englober tous les chapelains dans la réprobation dont la conduite de *quelques-uns* doit être l'objet. Ceux d'entre eux qui usurpèrent les fonctions et la place des chanoines étaient conduits par l'abbé Rocque, qu'on vit entonner l'office le 29 décembre, avec un costume nouveau. Il avait dépouillé l'aumusse de couleur rousse et le long manteau à

queue et à parements de drap rouge, pour prendre le seul camail terminé en pointe et à passements amarante.

Ce qui achève de prouver que le corps des chapelains doit être dégagé de cette triste solidarité, c'est la brochure même que M. Baston consacra à cette question. Le 6 janvier 1791, c'est-à-dire huit jours après l'usurpation, M. l'abbé Baston fit paraître un écrit intitulé : *Solution d'un cas de conscience proposé par QUELQUES-UNS de MM. les chapelains de la Cathédrale de Rouen* (1). Toujours quelques-uns. C'est à cette minorité que le vigoureux écrivain s'adresse quand il dit : « N'étiez-vous pas autant de branches de cet arbre antique que la cognée de la Révolution vient d'abattre à coups redoublés? Le tronc est coupé; branches, dites-le-moi, d'où empruntez-vous votre sève? La chute du Chapitre entraîne la vôtre; vous viviez avec lui et par lui; il meurt, vous n'êtes plus! »

L'Assemblée nationale, après avoir achevé la constitution dans laquelle était comprise la constitution civile du clergé, décréta (27 novembre et 16 décembre 1790), comme nous l'avons dit plus haut, que tous les fonctionnaires et les membres du clergé qui exerçaient le ministère à titre public seraient tenus de lui prêter serment. Ce serment à une œuvre schismatique, condamnée solennellement par le Pape et par les Evêques, destructive des lois et des canons de l'Eglise, de la hiérarchie, de l'unité et de la foi catholique, fut le premier acte de la persécution. Grande fut l'émotion parmi les prêtres et les fidèles quand on voulut mettre ce fatal décret à exécution. On ne peut se faire aujourd'hui l'idée du trouble, de l'agitation, des controverses, des angoisses universelles que cette mesure révolutionnaire suscita d'un bout à l'autre du pays. Ferrières, témoin oculaire, nous le dit dans ses *Mémoires* : « Toutes les conversations ne roulèrent plus que sur le serment du clergé. On eût dit que le destin de la France et le sort de tous les Français dépendaient de sa prestation ou de sa non-prestation (2). »

L'année 1791 s'ouvrit sur cette terrible préoccupation.

Ce n'était pas, au point de vue humain, chose facile ni simple que de refuser le serment. Il fallait broyer son cœur, briser sa vie. Au mois de février 1791 il y eut dans tous les presbytères une lutte intime, décisive, entre l'intérêt et le devoir. On se l'imagine

(1) 16 pages in-8°, 1791.

(2) Tome II, p. 204.

aisément. C'était par un soir d'hiver, le curé était assis auprès de son feu, méditant profondément à l'acte qu'il allait accomplir le lendemain. Sous ses yeux passait la vision troublante de sa paroisse, de son presbytère, de sa chère église. Nos curés normands jouissaient alors de l'indépendance, de l'aisance, parfois d'une grande aisance.

Il voyait sa paroisse, les petits enfants qu'il avait baptisés, ceux qu'il avait préparés à la première communion, les jeunes gens qu'il avait mariés, les amis à la table de qui il aimait à s'asseoir, les malades, tant d'âmes chéries qu'il avait relevées, réconciliées avec Dieu, dirigées dans la vertu, les infirmes, les vieillards dont il était l'appui et la consolation. Tous prenaient une voix pour lui dire tristement : « Père, tu veux donc nous quitter? Qu'allons-nous devenir sans toi, dans cette tempête? »

Il voyait son presbytère où s'étaient écoulés tant de douces années, son jardin cultivé de ses mains, les arbres qu'il avait plantés, ses fleurs, ses fruits, ses livres, ses meubles, ses souvenirs, ces mille riens qui enchaînent l'homme en faisant partie intégrante de sa vie : « Eh quoi ! il va falloir abandonner tout cela, cette paix, ces habitudes si aimées, pour errer à l'aventure, sans ressources, sans avenir, s'exposer à la misère, aux persécutions, aux châtiements ! » Et sa vieille et chère église où chaque jour il offrait le divin sacrifice, qu'il avait embellie, ornée avec tant d'amour, ces offices si solennels où tout le peuple chantait, la chaire, le confessionnal, l'autel où il laissait le meilleur de ses années et de sa vie, il allait donc leur dire adieu pour toujours !... Les choses comme les hommes le suppliaient de demeurer. Après tout, disaient les voix inférieures de l'intérêt, ce serment, ce n'est qu'une adhésion à une loi civile, on ne renie pas les dogmes ni la morale catholique, c'est une concession à l'esprit du temps, aux exigences de la politique... Mais la conscience parlait à son tour : « Ce serment condamné par l'Eglise, c'est un acte schismatique, il faut rompre avec tous les pasteurs légitimes, avec l'unité catholique, entrer dans la révolte et l'intrusion... Est-ce que tu t'es fait prêtre pour jouir et préférer tes aises au devoir, l'argent à la vertu, le monde à Dieu. Allons, songe à ton âme et à l'éternité et ne souille pas ton sacerdoce, tes cheveux blancs par une lâche apostasie ! » Et le prêtre se redressait, fort, magnanime, à la taille d'un témoin de la vérité, d'un confesseur de la foi. Et ce spectacle se renouvela

dans les quarante mille presbytères de France, et l'on vit les deux tiers des prêtres séculiers sortir triomphants de cette redoutable tentation. Il faut bien le dire, car c'est la vérité, le clergé séculier fut supérieur, pendant la Révolution, en courage et en fidélité, au clergé régulier, aux ordres religieux d'hommes qui avaient pourtant moins de sacrifices à faire.

Explique qui pourra ce fait indéniable. La majorité des religieux prêta le serment, la majorité des prêtres séculiers le refusa.

Entrons dans le détail pour notre diocèse.

Ce fut le dimanche 16 janvier que les officiers municipaux de Rouen se rendirent à la Cathédrale, en cortège et avec pompe, pour recevoir le serment des ecclésiastiques de notre ville. L'heure était grave et solennelle. Déjà on savait comment les Evêques députés à l'Assemblée, et à leur tête le vénérable Cardinal de la Roche-foucauld, avaient nettement refusé de prêter ce serment. En France, sur cent trente-huit Evêques, cent trente-quatre repoussèrent cet acte schismatique, et les quatre qui prévariquèrent étaient notoirement indignes de l'estime publique.

On se demandait à Rouen combien de prêtres paraîtraient dans la Cathédrale et adhéraient à la constitution civile qui bouleversait, nous le répétons, de fond en comble, sur des points essentiels, les lois et la discipline générales de l'Eglise.

Le cortège municipal prend place au haut de la grande nef. On venait d'achever la Grand'Messe, et la Cathédrale était pleine d'une multitude innombrable qui regorgeait jusque sur le parvis. Le maire, marquis d'Etouteville, présidait cette assemblée, entouré de membres de la municipalité. On attend. Aucun des vicaires généraux ne se présente, aucun des cinquante-cinq chanoines. Dans ce vénérable sénat, pas un transfuge, pas un acte de faiblesse. Ce ne fut que le 23 janvier que le chanoine Davout, âgé de 88 ans, grabataire et tombé en enfance, fit de son lit ce serment que les circonstances rendaient vraiment dérisoire.

Cette conduite des membres du Chapitre impressionna vivement l'assemblée. Le premier prêtre qui parut fut M. Pottier, supérieur du séminaire de Saint-Vivien. Ce respectable ecclésiastique crut pouvoir jurer et sa démarche excita dans la foule une profonde émotion. Sa sagesse, sa science, ses vertus étaient bien connues. Comment un tel homme avait-il pu se laisser entraîner?

M. Pottier devait revenir bientôt de son erreur. Le 25 janvier

1791 il adressa à la municipalité, fit imprimer et répandre à profusion sa rétractation (1).

M. Pottier était accompagné à la Cathédrale d'un de ses professeurs, qui prêta aussi serment.

Cinq chapelains seulement se présentèrent sur les soixante-dix prébendes de la Métropole : MM. Rocque, Desnoyers, Lelen, l'Hernault, Mignot. MM. Leleu et l'Hernault ne tardèrent pas à se rétracter. MM. Duruy, ancien Cordelier, aumônier de la garde nationale, Chalambert, ancien religieux, aumônier du régiment de Navarre, et deux anciens Capucins, MM. Le Breton et Chardon, prêtèrent également le serment. Ainsi, onze ecclésiastiques seulement, dont six étrangers à la Cathédrale, sur plus de cent trente prêtres dont se composait le clergé métropolitain, répondirent à l'appel de la municipalité. Le résultat était bien mince et réjouit le cœur des vrais fidèles.

Dans les paroisses, même avortement. Sur trente-deux curés, trois seulement firent, le premier jour, acte de faiblesse : ceux de Saint-André de la ville, de Saint-André hors la ville, de Saint-Hilaire. Quatre vicaires les imitèrent. Les amis de la constitution étaient désespérés. Ils firent les derniers efforts pour grossir ce triste groupe. On recommença le dimanche suivant, 23 janvier, à la Cathédrale et dans les paroisses, la scène du 16 janvier. A la Cathédrale, on ne put trouver à produire que huit ecclésiastiques, dont deux simples tonsurés et trois anciens religieux. Dans les paroisses vingt-huit ecclésiastiques se présentèrent au serment.

(1) Je soussigné, prêtre, supérieur du séminaire de Saint-Virien de Rouen, après y avoir mûrement réfléchi devant Dieu, reconnais aujourd'hui, dans mon âme et conscience, que, pour raison de religion, je ne pouvais licitement prêter le serment civique exigé par l'Assemblée nationale.

En conséquence, je m'empresse de déclarer publiquement, et pour la seconde fois, que je désavoue et rétracte ceux que j'ai prêtés ci-devant, et notamment celui que j'ai prononcé, le 16 janvier dernier, dans l'église métropolitaine de cette ville; que mon intention a toujours été, comme elle l'est, et le sera, Dieu aidant, jusqu'au dernier soupir, de demeurer inviolablement attaché à la foi catholique, apostolique et romaine, ainsi qu'à nos supérieurs spirituels dans l'ordre hiérarchique. Enfin, je déclare que c'est de mon propre mouvement, et sans aucune impulsion étrangère, que je fais cette présente protestation, désirant ardemment que, le plus tôt possible, elle devienne aussi publique qu'elle puisse l'être, de peur que mon exemple n'en entraîne plusieurs dans la fausse démarche dont je m'empresse de sortir.

A Rouen, le 25 janvier 1791.

Signé P. POTTIER,

Supérieur du Séminaire de Saint-Virien de Rouen.

Malgré les délais expirés, on crut devoir renouveler encore à la Cathédrale la scène du serment le 1^{er} et le 27 février. On ne put exhiber que d'anciens religieux, MM. Deschamps, Huey, ex-Cordeliers, Folliot, ex-Carme déchaussé, Pacaut, ex-Augustin, Guérard, ex-Pénitent, Gosselin et Vallée, ex-Dominicains, et quatre prêtres attachés aux paroisses : MM. Langlois, Lesuire, Lebret et Cornier. Et ce fut tout pour la Cathédrale. Dans les paroisses, on trouva encore quelques prêtres isolés, mais l'immense majorité du clergé de Rouen, redisons-le à son éternel honneur, demeura fidèle jusqu'à l'exil, la persécution et la mort.

Au Havre, la cérémonie de la prestation du serment eut lieu le dimanche 6 février 1791 dans les églises de Notre-Dame et de Saint-François, avec une certaine solennité. Le maire, une partie de la municipalité, la musique et des détachements de la garde nationale s'étaient rendus à Notre-Dame.

Le clergé du Havre fut admirable de fidélité. La grande majorité des prêtres refusa le serment.

Pour bien comprendre ce qui va suivre, il faut se rappeler que le clergé du Havre était dans une situation étrange et anormale. Il y avait trois églises paroissiales, Saint-Michel-d'Ingouville, Notre-Dame et Saint-François, mais un seul curé qui faisait desservir les deux paroisses où il ne résidait pas par ses vicaires. En droit la paroisse principale était Saint-Michel-d'Ingouville, en fait le curé du Havre résidait à Notre-Dame et y célébrait tous les offices. Pourquoi cette bizarrerie? Les marquis de Gravelle, seigneurs patrons d'Ingouville, la plus ancienne paroisse, s'étaient toujours opposés à une nouvelle constitution des églises du Havre, et avaient réussi, même malgré les rois, à maintenir l'ancienne organisation. Lorsque le Havre s'était agrandi et était devenu une ville importante, on avait fait maintes démarches pour obtenir des paroisses distinctes. Les seigneurs d'Ingouville avaient résisté, et l'on n'était pas encore parvenu en 1789, tant avaient de force les droits acquis, à briser cette résistance.

Depuis longtemps les curés du Havre résidaient à Notre-Dame, et cette paroisse était considérée de fait comme la première et la principale. De là vient que dans la liste officielle de l'archevêché que nous avons sous les yeux, il n'y avait, en 1789, pour tout le Havre qu'un seul curé.

Voici d'après cette liste, comment se composait, au moment du serment, le clergé de cette grande ville.

- Jean-Antoine Mahieu, curé en 1762.
Gerard-Denis Bruzent, vicaire en 1763.
Jean-Guillaume-Isaac Saffray, vicaire en 1763.
Jean-Nicolas Grisel, prêtre approuvé en 1773.
Pierre-Joseph-Hyacinthe Liot, id. en 1766.
Charles-Louis Reculard, id. en 1781.
Jean-Clément Beuzelin, id. en 1736.
Louis-Philippe Enouf-Maraïs, id. en 1781.
Robert-Laurent-François de Saint-Aubin, id. en 1769.
Pierre Levacher, id. en 1781.
Thomas-Bonaventure Lesable, id. en 1781.
Jacques-Bonaventure Yves, id. en 1770.
Charles-François Reculard, id. en 1779.
Jean-Baptiste-Laurent Cramoisan, id. en 1781.
Marin-Nicolas-François Bachelay, id. en 1779.
Charles-Pierre Porée, id. en 1786.
Emmanuel-Aimable Tasserie, id. en 1786.
Guillaume Leroux, id. en 1786.
Charles-François-Nicolas Lemonnier, id. en 1786.
Pierre-Thomas Lemarsis, id. en 1790.
François-Aimable Savary, id. en 1787.
Birette, id. en 1790.
Jean-François Brouaise, id. en 1790.
François-Joseph Lecornay, id. en 1790.
Jean-Baptiste-François Lecordier, id. 1790.
Aubin, id. en 1790.
Jacques Trupel, id. en 1790.
Hôpital du Havre, Pierre-Louis Hellard, chapelain, en 1784.
Citadelle du Havre, F. Jean-Baptiste Fauvel.

Or, le dimanche 6 février, M. l'abbé Mahieu, après avoir célébré comme de coutume, la grand'messe, se retira avec un bon nombre de ses prêtres dans son presbytère, cédant la place au maire et à son cortège qui s'installèrent dans le chœur de Notre-Dame.

M. Costé, procureur de la commune, prit la parole pour requérir l'exécution de la loi. On vit alors s'avancer quelques ecclésiastiques d'un rang inférieur qui prêtèrent le serment, M. Grisel et M. Cramoisan, prêtres approuvés, deux choristes qui ne sont pas men-

tionnés sur la liste de l'archevêché, Pasget et Rousset, M. Enouf-Marais, aumônier de la garde nationale, MM. Hellard et Biret, chapelains de l'hôpital, et trois professeurs du collège, MM. Taveau, Trupel et Dubois.

C'était peu. Des jureurs, M. Taveau avait seul quelque notoriété. Il avait été l'un des rédacteurs du cahier des doléances de Caudebec et passait pour un professeur instruit.

Ajoutons tout de suite que MM. Taveau, Dubois, Trupel et Cramoisan rétractèrent quelques jours après leur serment, et s'honorèrent en réparant un moment de faiblesse.

A Saint-François du Havre où s'était rendue une partie de la municipalité, le résultat fut plus piteux encore. Deux ecclésiastiques seulement prêtèrent serment : MM. Lécoruey et O'Brian, (ce dernier n'est pas sur la liste de l'archevêché). M. Lécoruey contracta plus tard un mariage civil devant la municipalité du Havre-Marat.

Le vénérable M. Saffray qui était vicaire titulaire, desservant la paroisse de Saint-François à cette époque, s'était retiré avec ses prêtres avant la triste cérémonie.

On voulut réparer l'échec du 6 février, à Saint-François, en faisant prêter serment un peu plus tard, dans la même église, à un clerc minoré, Claude Choinet, instituteur, et à six capucins; mais comme on le voit, le clergé du Havre sortit à son grand honneur de cette épreuve. Nous retrouverons plus tard ses membres dans l'exil.

Dans les campagnes de l'arrondissement actuel du Havre, un certain nombre de curés et de vicaires crurent pouvoir prêter le serment, mais plusieurs avec des restrictions qui lui enlevaient tout caractère de révolte contre l'Eglise; plusieurs aussi se rétractèrent (1). On verra par la liste des exilés que dans cette contrée, comme dans toutes les autres du diocèse, la grande majorité des prêtres demeura fidèle à l'orthodoxie.

Le clergé de Dieppe fut exemplaire. Cette ville alors si pieuse aimait ses prêtres qui étaient en général très édifiants et avaient à leur tête de dignes pasteurs, M. Pierre Lefort, curé de Saint-Jacques depuis 1764, M. François Leclerc, curé de Saint-Rémy depuis 1778 et M. Michel-Mathurin Bruno, curé de Neuville-le-

(1) Voir les notes sur le Clergé Normand au temps de la Révolution, par M. A. Martin. *Revue catholique de Normandie*, 15 mars 1892.

Pollet depuis 1751. Le nombre des ecclésiastiques était de trente. La cérémonie du serment eut lieu le 30 février. Cinq prêtres seulement, des choristes, jurèrent la Constitution civile du clergé, à Saint-Jacques; sept à Saint-Rémy auxquels se joignirent sept minimes et trois carmes. Aucun homme de valeur parmi eux. Le plus connu était un abbé Quesnel, l'avant-dernier des prêtres habitués de Saint-Jacques, aumônier de la garde nationale. Dans le district de Dieppe, quatre-vingt-six curés refusèrent le serment et furent plus tard remplacés.

Dans une relation manuscrite du temps qui appartient à M. L. C. de Dieppe nous lisons : « Quelque temps après on demanda le serment prescrit par l'Assemblée dite Constituante, il fut refusé par tous les prêtres qui desservaient la paroisse de Neuville-le-Pollet; ils étaient sept ou huit. Sur cette paroisse était la communauté des capocins formée de quatre prêtres et de deux frères convers : aucun d'eux ne faillit. La paroisse Saint-Rémy comptait huit à neuf prêtres. Le curé, ses deux vicaires et deux autres refusèrent le serment. Ceux qui le prêtèrent étaient ou des ignorants, ou des hommes de nulle considération dans leur état. Les communautés des carmes déchaussés et des minimes étaient sur cette paroisse. La première composée de quatre prêtres et de deux frères convers a prêté le serment, excepté un des quatre prêtres. Tous les minimes au nombre de quatre obéirent au peuple souverain. »

« Le clergé de la paroisse de Saint-Jacques comptait 16 ou 17 prêtres. Peu d'entre eux eurent le malheur d'apostasier : ceux-ci, les apostats, étaient en général mal famés. L'un était resté sous-diacre pendant dix ans et ne fût jamais parvenu à la prêtrise si le grand vicaire surveillant du séminaire ne fut pas mort trop tôt. Un autre ignorant au suprême degré n'avait jamais été jugé capable d'exercer une autre fonction que celle de sacristain. Un troisième était âgé de plus de 80 ans partisan du Jansénisme. Aussi la cérémonie du serment étant achevée, on entendit deux officiers municipaux se dire l'un à l'autre : « Il faut l'avouer, nous n'avons que la racaille. » Cependant le clergé n'éprouva en cette occasion aucune insulte. »

A Fécamp, M. le curé de Saint-Etienne, M. Morel, curé de Saint-Léger, M. Morel, curé de Saint-Benoît, M. Dulican, curé de Saint-Valéry, M. Avenel, curé de Saint-Nicolas, M. Lemarchand, curé

de Saint-Thomas, M. Lainé, curé de Saint-Fromond et la plus grande partie de leur clergé refusèrent le serment. Un seul curé, M. Mascrier, curé de Saint-Ouen et quelques prêtres approuvés le prêtèrent. On sait que ces sept églises furent supprimées et réunies à l'église abbatiale qui devint paroisse sous le nom de la Trinité. Il n'y eut plus ainsi que deux paroisses, La Trinité et Saint-Etienne, dont deux intrus s'emparèrent.

Les curés des principales paroisses du diocèse refusèrent le serment. Ainsi, à Yvetot, M. Cognasse-Desjardins, curé depuis 1785 (1); et ses vicaires; le doyen du chapitre d'Yvetot, Pierre-Jean Guérout et ses chanoines; le vénérable M. Guignand, curé de Neufchâtel et ses excellents vicaires, M. Connain, M. Graville, que nous retrouverons à Münster; M. Hauchecorne, curé d'Auffay; M. Payen, curé d'Eu, et depuis la Révolution, de Saint-Jacques de Dieppe; M. Lambert, curé de Bolbec; M. Pichard, curé de Saint-Valéry, un des martyrs des pontons; M. Dumont, curé de Doudeville, et son digne vicaire, M. Molleville, qui eut le courage de remplir son ministère, au péril de sa vie, dans les plus mauvais jours de la Terreur; M. Rondeau, curé de Hautot-Saint-Sulpice; M. Lefuel, curé de Bully et son vicaire, M. Frère; M. David, curé de Saint-Nicolas d'Aliermont; M. Boieldieu, curé d'Allouville; M. Fleulard, curé de Bonsecours, etc. Nous ne pouvons passer en revue les deux mille prêtres du diocèse, nous les retrouverons plus tard sur les routes de l'exil, dans les prisons ou sur les pontons. Nous croyons devoir affirmer, après les plus attentives recherches, que les deux tiers des ecclésiastiques employés au ministère des âmes, dans notre diocèse, refusèrent d'adhérer à la constitution civile du clergé. Un tiers seulement prêta serment, et bon nombre de ceux-là ne se rendaient pas compte de la gravité et des conséquences de leur défection. Plusieurs curés firent des restrictions formelles et pressés par leurs paroissiens qui voulaient les conserver crurent se mettre en règle avec leur conscience en accompagnant leur serment d'explications orthodoxes. La situation était si cruelle pour nombre de curés âgés et chéris de leur troupeau! Nous trouvons en M. Dumesnil, curé de Guerbaville, un exemple de ces curés jureurs qui méritent quelque indulgence. Il dit dans ses

(1) Histoire de la principauté d'Yvetot, par M. Beaucousin, p. 274.

Mémoires (1) : « Ce serment fut bientôt demandé à tous les ecclésiastiques fonctionnaires publics. Il me fut proposé par l'autorité municipale de ma paroisse. Je refusai : on insista. Je refusai encore. Enfin, on revint tant de fois à la charge que je promis de faire tout ce que me permettrait ma conscience. Quatorze jours auparavant, on avait promulgué une loi qui déclarait nul et non avenu tout serment fait avec restriction ou préambule. Néanmoins je fis le mien avec un préambule, et la restriction qu'avait proposée à l'Assemblée nationale l'éloquent et savant évêque de Clermont. Je n'eus pas plutôt fini, qu'il s'éleva dans l'église un très grand tumulte. Les uns voulaient que mon serment fût bon, les autres prétendaient qu'il était nul. Au milieu du bruit, le juge de paix me dit : « Monsieur, vous n'êtes plus curé. » Je répliquai à haute voix, de manière à être entendu de tous : « Vous accepterez ou n'accepterez pas le serment, c'est le seul que ma conscience me permette; je n'en ferai point d'autre. » Et j'ajoutai : « Messieurs les officiers municipaux, faites votre devoir. » Ils se retirèrent et rédigèrent leur procès-verbal, où ils consignèrent mot pour mot et le préambule et le serment, dont je leur avais laissé copie. Je m'attendais à une expulsion, et j'ignore encore pourquoi je n'ai pas été remplacé alors, COMME TANT D'AUTRES qui avaient agi comme moi...

« Je crus que la charité des vrais chrétiens expliquerait en bien ma conduite, et qu'ils se garderaient de me condamner sans m'entendre. Mais je ne voulus avoir aucune communication avec l'évêque intrus; je ne le nommai jamais dans mon prône, je ne fis pas lecture de ses mandements et ne répondis à aucune de ses lettres, me contentant de faire lire à la porte de l'église, par mon clerc, les mandements qui m'étaient transmis par la municipalité. Je fus, à la vérité, dénoncé pour cette conduite; mais je me tirai d'affaire en disant que tout ce qu'on m'avait fait passer n'était pas authentique, n'étant ni fermé, ni accompagné de lettres officielles. Cependant les curés dénoncés pour refus de serment furent chassés de leurs églises et remplacés trop souvent par des religieux, des prêtres, qui jadis avaient été, pour de bonnes raisons, rejetés par les supérieurs des fonctions du saint ministère. Quelques-uns même,

(1) Publiés par M. le baron Ernout, sous le titre de *Souvenirs de la Terreur*. Paris. Didier, 1873, p. 14 et suiv.

qui n'auraient jamais été admis aux ordres, à cause de leur ignorance ou de fautes contre les mœurs, furent ordonnés par les nouveaux évêques et installés dans les presbytères vacants. On vit dans ce temps de désordre reparaître les maux, l'espèce de brigandage dont se plaint si amèrement saint Grégoire de Nazianze. On vit ces nouveaux apôtres, introduits dans l'Eglise les armes à la main, exercer contre les vrais pasteurs des violences inouïes. Dans le délire qui agitait presque tous les esprits, on oubliait tout ce que l'on devait à ces hommes vénérables, qui avaient baptisé, instruit, marié, souvent habillé et nourri la plupart de leurs paroissiens. Souvent ils reconnaissaient au premier rang, parmi les insulteurs, ceux qui avaient reçu la plus généreuse assistance. Les uns furent battus, jetés dans des mares; les autres arrachés de leurs presbytères, traînés ignominieusement jusqu'aux confins de leur paroisse, avec menace de les pendre si jamais ils osaient reparaître. Ceux qui désapprouvaient ces iniquités et refusaient de communiquer avec les intrus furent traités d'aristocrates, poursuivis et insultés à leur tour quand on les soupçonnait d'aller à la messe d'un prêtre insermenté ou d'en revenir. Les nouveaux dépositaires de l'autorité ne faisaient que rire de ces excès d'une populace sans frein, qu'ils ne voulaient ou n'osaient réprimer, tant était profonde l'impression déjà produite dans nos provinces par l'exemple de Paris! La plupart des curés de campagne, chassés de leurs églises, se retirèrent dans les grandes villes. Ils y trouvèrent, du moins pour un temps, plus de sécurité pour leurs personnes, et plus de liberté pour l'exercice de leur ministère. »

Certes, il faut honorer grandement ceux qui refusèrent le serment et qui préférèrent à un acte condamné par l'Eglise la pauvreté, la prison, l'exil, la mort même. Jamais on ne célébrera assez ces généreux confesseurs de la foi. Mais il ne faut pas être sans pitié, ni sans miséricorde pour ceux qui ont eu un moment de défaillance. Beaucoup se repentirent, se rétractèrent, et devinrent même de bons curés, plusieurs, des évêques édifiants, comme M. Charrier de la Roche et Leblanc-Beaulieu.

Il ne faut être inflexible que sur les principes. Le devoir était en 1791 de refuser le serment à la constitution civile du clergé condamnée par le Pape, les évêques, et réprouvée par la doctrine catholique. Mais admettons que les assermentés aient pu se repentir et réparer plus tard leurs scandales et leurs erreurs. Souvenons-

nous que le cardinal Cambacérès qui a eu, lui aussi, ses moments de faiblesse pendant la Révolution, est devenu le restaurateur de l'Eglise de Rouen.

II

Il fallait pourvoir maintenant à l'organisation de l'Eglise constitutionnelle. On songea d'abord à donner un successeur au légitime Archevêque de Rouen, le vénérable Cardinal de la Rochefoucauld qui, ayant refusé le serment, était réputé par ce fait démissionnaire, au mépris de toutes les lois ecclésiastiques. Les électeurs furent donc convoqués à la cathédrale. On sait comment la Constitution réglait alors les élections. Elles se faisaient à deux degrés. Tous les citoyens actifs — et dans cette classe on comprenait les citoyens âgés de vingt cinq ans, jouissant du domicile, payant une contribution directe égale au moins à la valeur de trois journées de travail, et n'étant pas en état de domesticité — étaient réunis en assemblée primaire, et nommaient les électeurs à raison d'un électeur par cent citoyens actifs. Nous n'avons pu découvrir le nombre exact d'électeurs qui participèrent à la nomination du premier évêque constitutionnel. Il ne devait pas s'élever au delà de cinq cents votants, comme nous le verrons pour l'élection du second évêque, et ne représentait par conséquent que le tiers environ des citoyens ayant droit de voter. On comprend aisément, quand on connaît les sentiments de fidélité qui animaient alors notre population, le grand nombre des abstentions.

Le Cardinal adressa de Paris, le 23 janvier 1791, la lettre suivante aux électeurs du département.

Il me revient de toute part, Messieurs, qu'il se forme une assemblée pour me nommer un successeur; que le jour est pris, l'heure marquée, et que, dans peu de tems, votre choix va placer sur la chaire que j'occupe depuis tant d'années, un pasteur, aux mains duquel vous prétendez remettre les fonctions et l'autorité que l'Eglise a placées dans les miennes. Si l'importance d'une telle démarche, si les conséquences qu'elle doit entraîner, si l'aspect effrayant des malheurs que j'en vois découler ont pu échapper à vos regards, vous n'en repousserez pas le tableau, quand ce sera la main de votre évêque qui le mettra sous vos yeux; vous ne fermerez pas votre cœur à la voix qui vient y ranimer les sentimens que la religion y plaça elle-même.

Lorsque la providence m'appella au gouvernement de l'église de Rouen, je reçus de l'autorité temporelle et spirituelle la double garantie de la paisible jouissance de mon siège, et de l'immovibilité de mon titre. La loi environna de toute sa force et de sa protection le ministère paisible qui m'étoit confié : elle s'interdit à elle-même la faculté de troubler l'exercice de mes fonctions, de les transporter en des mains étrangères, tant que je resterois moi-même fidèle aux devoirs qui m'étoient imposés; et, depuis long-tems, de sages réglemens, en déterminant l'étendue de la peine, avoient aussi fixé celle des délits qui pouvoient seuls la provoquer.

Quelques fondées que pourroient être mes réclamations sur une entreprise qui dénature les obligations sous lesquelles j'ai été appelé au siège de Rouen, sur une entreprise qui me place sous le joug absurde et tyrannique de loix rétroactives, de telles considérations disparaissent devant l'intérêt si pressant d'épargner à l'état et à l'église le plus grand des fléaux qui puissent les affliger : il s'agit d'éviter un schisme, et lorsque ce nom fatal échappe à votre pasteur, croyez, Messieurs, qu'il ne veut vous en démontrer l'inévitable réalité, que pour vous en inspirer autant d'horreur qu'il en ressent lui-même.

Les premiers principes de la religion apprennent à tous les fidèles que l'église seule communique aux pasteurs toute la portion d'autorité qui leur est nécessaire pour diriger les âmes confiées à leurs soins. C'est donc à elle seule qu'il appartient aussi de reprendre cette autorité dont elle est l'unique source; et son indépendance, comme son pouvoir, repose sur le dogme et l'enseignement constant de l'église. De ces principes, dont on ne peut contester l'existence, il suit évidemment que la loi, en retirant la protection extérieure qu'elle m'avoit promise, n'a pu, par cette violation de ses engagemens, détruire en moi la portion d'autorité que j'ai reçue de l'église, opérer l'extinction des droits que la puissance civile ne m'a point conférés, transporter dans des mains étrangères l'exercice des fonctions qu'elle ne peut donner, suspendre ou révoquer; et voilà cependant, Messieurs, ce que vous allez entreprendre.

Vous n'avez sûrement pas la prétention de conférer, par votre suffrage, la mission spirituelle sans laquelle celui que vous honorez de votre choix, ne peut exercer avec fruit la moindre des fonctions. Vous ne prétendez pas davantage éteindre celle dont l'église m'a revêtu. Je conserverai donc entière l'autorité spirituelle sur tout mon diocèse, et l'élection du successeur que vous me donnerez, restera vaine et illusoire, par le défaut d'exercice de ses fonctions, ou bien, ce que je n'écris qu'en frémissant, chaque acte

de cette autorité illégitime et usurpée sera une plaie pour l'église, un crime pour le téméraire qui osera l'exercer, une illusion pour les fidèles aveuglés qui y placeroient quelque confiance; mais cette confiance même pourra-t-elle s'établir contre les réclamations qu'aucune considération ne pourra arrêter dans l'exercice du devoir que m'impose envers le troupeau qui m'est confié, l'obligation de lui montrer son véritable pasteur : cette voix qui, pendant tant d'années, n'a trouvé que des cœurs dociles, n'aura rien perdu de son autorité, et bientôt vous aurez la douleur de voir régner dans le sanctuaire la discorde, qui divise toutes les familles, et d'ajouter de nouveaux germes de division à ceux qui déchirent le royaume.

Rappelez-vous les maux qu'a toujours faits à l'église l'introduction des pasteurs illégitimes : figurez-vous cet enchaînement d'ordinations illégitimes, de profanations sans cesse renaissantes, dans la dispensation des mystères les plus saints et les plus révévés; voyez les peuples ébranlés dans leur foi, les pasteurs méconnus ou avilis, leur autorité incertaine et combattue, suivez, s'il est possible, le fil de tant de désordres, et songez que par l'élection d'un évêque que l'église repoussera de son sein, vous allez donner le signal de tant de maux.

Telles sont, Messieurs, les réflexions que m'inspire le danger imminent qui menace mon diocèse. J'ai dû, comme votre évêque, vous rappeler des principes qui, peut-être, ne vous sont pas familiers, mais que jamais je n'ai dû perdre de vue. Mon devoir ne me permettra pas de m'en écarter dans toutes les conséquences qu'elles peuvent avoir; il n'est point de rigueurs qui puissent m'en détourner. Les sentimens dont mon diocèse m'a constamment honoré, et qui, pendant le long cours de mon épiscopat, ont fait ma force et ma consolation, me soutiendront dans ces pénibles momens. Si la pureté de mes intentions pouvoit être soupçonnée, si des impressions trompeuses venoient à se répandre, j'en appellerois à vous-mêmes, Messieurs; j'aime à croire que ma justification se trouveroit au fond de vos cœurs, et que vous ne cesserez jamais de voir en moi le respect pour les loix de l'état, s'unir à l'obéissance que je dois à celles de l'église.

Vous connoissez, Messieurs, les sentimens qu'a pour vous,

† D. Cardinal DE LA ROCHEFOUCAULD, Archevêque de Rouen.

Paris, ce 23 janvier 1791.

Le 30 janvier donc, les électeurs réunis dans le chœur de la Métropole, présidés par la municipalité de Rouen, après avoir

assisté à une messe en musique et entendu un discours « patriotique » de M. Massé, procureur syndic du département, procédèrent à leur triste mission. Horehollé nous dit que cette assemblée fut tenue « avec la plus grande indécence. Tout le monde avoit le chapeau sur la tête. Le sanctuaire et l'autel n'ont pas même été respectés. » Ce qui prouve qu'une partie de la population n'était pas sympathique à cet acte schismatique, c'est qu'on fut obligé « de faire patrouille dans l'intérieur et autour de l'église, et dans la ville, à pied et à cheval. » Il devait être bien pénible à la population fidèle de voir remplacer par un intrus le vénérable Cardinal de la Rochefoucauld, si aimé, si connu par ses bienfaits et ses vertus. Après deux jours de scrutin, le choix des électeurs tomba sur M. Verdier ou Le Verdier, né à Rouen, fils d'un marchand bonnetier de la rue du Change, curé assermenté de Choisy-le-Roi, près Paris, qui fut proclamé, séance tenante, au son de toutes les cloches, évêque de Rouen, métropolitain des côtes de la Manche.

Le surlendemain, les électeurs, ayant reçu l'acceptation de M. Verdier, se transportent avec la municipalité à la Cathédrale et font chanter un *Te Deum*. M. Durand, curé de Vatteville, secrétaire de l'assemblée, officia, et donna lecture de la lettre du nouvel élu, à plusieurs reprises, et en différents endroits de la basilique. Les cloches de la Cathédrale, et celles de *quelques paroisses*, dit notre manuscrit, furent mises en branle, et l'artillerie du Vieux-Palais annonça la nouvelle à la cité.

Quelques jours après on apprenait que M. Verdier révoquait son acceptation. Il prit, pense-t-on, cette honorable et sage résolution à la suite d'une lettre éloquentة que lui avait adressée M. Baston, toujours sur la brèche, à cette époque, pour défendre la cause du droit et de l'orthodoxie. Il fallut procéder à une nouvelle élection, qui s'accomplit le dimanche 20 mars dans le chœur de la cathédrale, comme la précédente. M. Charrier de la Roche, ancien chanoine et curé de Lyon, député à l'Assemblée nationale, chaudement recommandé par le club récemment fondé des *Amis de la Constitution*, et par le *Journal de Rouen*, fut élu évêque de la Seine-Inférieure par trois cent quatre voix sur quatre cent quatre-vingt-treize votants. Cette nouvelle fut annoncée au public, vers une heure, par le son de toutes les cloches.

L'après-midi, les électeurs du district de Rouen se réunirent dans le chœur de la Métropole pour procéder à l'élection des curés

de Rouen en remplacement de ceux qui n'avaient point prêté serment. L'opération fut laborieuse. Les paroisses avaient été démembrées et remaniées. Vingt-quatre paroisses anciennes avaient été supprimées sur trente-sept, et cinq nouvelles avaient été créées. On parvint enfin à s'entendre, et on pourvut, tant bien que mal, à cette organisation hâtive autant qu'illégitime.

Le Cardinal protesta contre l'élection de M. Charrier de la Roche par une lettre et une Ordonnance datée de Paris, 5 avril 1791.

ORDONNANCE DE M. LE CARDINAL DE LA ROCHEFOUCAULD,
ARCHEVÊQUE DE ROUEN,

Au sujet de l'élection faite le 20 mars 1791, de M. Charrier de la Roche, par MM. les Electeurs du Département de Seine inférieure, en qualité d'Evêque-Métropolitain dudit Département.

DOMINIQUE DE LA ROCHEFOUCAULD, par la permission divine et la grâce du saint siège apostolique, cardinal-prêtre de la S^{te} Eglise Romaine, archevêque de Rouen, etc. au clergé séculier et régulier, et à tous les fidèles de notre diocèse, salut et bénédiction en notre Seigneur Jésus-Christ.

Deux élections successives ont depuis quelques mois porté sur la chaire de notre église que nous ne nous sommes jamais proposé d'abandonner, deux pasteurs que l'église n'y appelloit point, et dont elle repoussoit l'introduction sacrilège. Appelés par des suffrages auxquels l'église n'avoit point joint le sien, comment eussent-ils pu se dire les élus du peuple, comme si les intérêts du peuple et de l'église, comme si les vœux des fidèles et de la religion, comme si les affections de la mère et des enfans pouvoient jamais être contraires ou séparés; de pareilles élections ne pourroient donc être légitimes, et lorsqu'on s'est plu à les décorer du spécieux prétexte du droit qu'un intérêt pressant donne au peuple sur le choix de ses pasteurs, a-t-on pu oublier que l'église n'avoit pas un moindre intérêt à surveiller le choix de ses ministres; et dans tous ces droits si vivement réclamés, si violemment exercés, les siens ont-ils dû être les seuls méconnus? Sans doute que la Providence aura touché le cœur de celui qui avoit été l'objet de la première élection; sans doute qu'il aura reculé d'horreur à la vue des maux dont il alloit devenir l'auteur et l'instrument, et, qu'écartant toutes les séductions, toutes les illusions, rendu au témoignage impérieux de sa conscience, à la voix imposante de la religion, il aura préféré rester fidèle dans le poste que la providence lui avoit

marqué. Mais cette retraite également prudente et religieuse, n'a différé que de peu de jours les maux de notre église; et le schisme qui n'aura été que retardé, semble menacer d'y jeter de plus profondes racines. Une déplorable fatalité l'appelle de toute part dans le sein de cette église si florissante sous le gouvernement d'un seul et même pasteur; les débris vont devenir le fondement de plusieurs églises schismatiques, la proie de plusieurs évêques intrus, et dans le déchirement général des églises de France, il n'en est peut-être aucune qui ait plus de pertes à pleurer et de maux à prévoir. Une aussi affligeante situation ranime toutes nos forces, en remettant devant nos yeux l'étendue des besoins du troupeau qui nous est confié. Après lui avoir prodigué pendant tant d'années les preuves de notre sollicitude, nous ne l'abandonnerons point au moment où elle lui devient plus nécessaire et comme les pouvoirs que l'église nous avoit remis, subsistent dans toute leur étendue; comme la puissance temporelle qui n'avoit pu les conférer, n'a pu les retirer ou les anéantir, nous, considérant toujours comme seul et légitime archevêque de Rouen, dont une démission fictive, et élection reprouvée par les loix de l'église, n'ont pu nous faire perdre le titre et les droits; après avoir adressé les prières les plus ferventes à celui qui lit au fond de nos cœurs, après avoir imploré les lumières de l'Esprit-Saint, et l'intercession de la Ste Vierge, patronne de notre église métropolitaine et de tout notre diocèse, nous disons et déclarons :

1^o Que l'élection de M. Charrier de la Roche, prêtre du diocèse de Lyon, à l'évêché du département de la Seine inférieure, est radicalement nulle et de nul effet, incapable de lui conférer aucun droit sur l'administration spirituelle de notre diocèse, qui reste toute entière entre nos mains, jusqu'à ce que la mort, une démission volontaire, ou une déposition canonique nous aient séparés du troupeau qui nous a été confié. En conséquence, appuyés sur les principes de l'église, sur l'autorité des saints canons, et le respect dû à la chaîne vénérable de la tradition, nous défendons à M. Charrier de la Roche, sous les peines portées par les saints Canons contre les schismatiques et les intrus, de prendre possession de notre siège, de s'ingérer en aucune manière dans le gouvernement de notre diocèse, et d'y exercer aucune fonction épiscopale, dont chacune deviendrait un crime et une profanation. Déclarons que tous actes qui émaneroient de lui en vertu d'une autorité usurpée, seroient nuls et de nul effet : que les prêtres qui recevoient de lui l'institution, seroient des intrus, de faux pasteurs, qui n'auroient aucune autorité véritable, n'ayant pu en recevoir d'un évêque qui n'en a pas lui-même : déclarons que les absolutions données par

M. Charrier de la Roche, et par tout prêtre qui n'aurait reçu son approbation que de lui, sont incapables de produire aucun effet, le cas de mort excepté, dans lequel la charité de l'église, pour ses enfans, étend la juridiction à tout prêtre.

2° Défendons sous les mêmes peines à tous prêtres, curés, vicaires, supérieurs, et membres des communautés séculières et régulières, de reconnaître M. Charrier de la Roche pour leur évêque, et de lui obéir en cette qualité.

3° Défendons pareillement à tous les fidèles de notre diocèse, de reconnaître M. Charrier de la Roche pour leur évêque, de lui obéir en cette qualité, et de communiquer avec lui dans tout ce qui a rapport à l'administration des sacrements.

4° Défendons à tout prêtre de recevoir de M. Charrier de la Roche le titre de vicaire de l'église métropolitaine de Rouen, et d'exercer aucune des fonctions qu'on a prétendu attacher à cette qualité, les déclarant nulles et de nul effet.

5° Attendu que l'attachement d'un grand nombre de pasteurs aux principes de l'église et à ses saintes loix; attendu que leur courage à les maintenir, qui dans d'autres tems leur eut attiré le respect et une admiration bien méritée, a provoqué contre eux des destitutions de fait que la puissance temporelle a seule prononcées; nous déclarons que les pouvoirs spirituels, que l'église leur avoit transmis par l'institution qu'ils en avoient reçue, continuent de résider en eux : qu'eux seuls sont les pasteurs légitimes, doivent en cette qualité être seuls reconnus, écoutés et obéis; et que tous ceux qui prétendroient les remplacer dans le gouvernement de leur paroisse, sont, comme ceux qui les enverroient, sans aucun pouvoir, sans qualité, pour donner autorité aux actes de juridiction qu'ils auroient la témérité de faire; défendons en conséquence à tous les fidèles desdites paroisses de les reconnaître pour leurs pasteurs, et de communiquer avec eux dans leurs fonctions de quelque manière que ce soit.

6° Comme par le fait de la nouvelle division des diocèses, et par les élections qui ont eu lieu en plusieurs endroits, diverses portions en sont détachées, et attribuées à des sièges étrangers, ou nouvellement créés; comme nous n'avons été appelé ni entendu dans ces divisions; comme l'autorité que l'église nous a confiée sur tout notre diocèse, s'étend à chacune de ses parties; cette autorité subsistant toute entière entre nos mains, puisque l'église ne l'en a point retirée, nous défendons à M. Avoine, élu à l'évêché de Versailles; à M. Massieu, élu à celui de Beauvais; à M. Desbois de Rochefort, élu à celui d'Amiens; à M. Lindet, élu à celui d'Evreux, et à tous autres auxquels sont attribuées des démembre-

mens de notre diocèse, de s'ingérer dans le gouvernement spirituel de ces portions de notre église, irrégulièrement soustraites à notre autorité, renouvelant à leur égard toutes les peines portées contre M. Charrier de la Roche.

Quel sort est le nôtre, N. T. C. F. ? qui pourroit n'être pas pénétré de la plus vive douleur à la vue des maux qui nous menacent, qui nous entourent, qui nous pressent de toute part ? Quel spectacle va offrir à l'univers étonné, à l'église éplorée, cette église gallicane qui faisoit naguères une partie si florissante de son domaine ? Non, depuis que la foi s'établit en France avec la monarchie, elle n'avoit pas eu à pleurer sur un pareil débordement de maux ; les tems même des plus désastreuses hérésies n'avoient pas fait des ravages aussi prompts, ni aussi étendus ; c'est en introduisant la division dans le sanctuaire, que les ennemis de la religion ont entrepris de la détruire. A ces funestes projets, opposez avec confiance, N. T. C. F., l'attachement à vos légitimes pasteurs, à ceux que l'église vous a donnés, à ceux qu'elle a revêtus de ses pouvoirs, à ceux qui ont eu le courage de tout perdre pour rester fidèles à ses loix, et pour suivre J. C. Avec de pareils guides, ne craignez pas de vous égarer ; s'ils ne cessent point de soutenir votre foi par leurs conseils et leurs instructions, ne cessez point de votre côté de soutenir leur courage par votre attachement ; cette épreuve fera place à des tems plus sereins : le dieu de toute miséricorde ne permettra point que vous soyez tentés au-dessus de vos forces ; et si l'ardeur de vos vœux égale celle des nôtres pour détourner les fléaux de sa colère, il daignera mettre un terme aux chatimens que nos fautes ont attirés sur nous, et il retirera de dessus nos têtes le bras que la justice avoit étendu sur elles.

† D., cardinal de la Rochefoucauld, archevêque de Rouen.

A Paris, le 5 avril 1791.

M. Charrier de la Roche crut devoir répondre au Cardinal une lettre qu'il livra à la publicité. Nous l'insérons ici parcequ'on y trouvera, à travers les phrases embarrassées de l'évêque constitutionnel qui doutait de son droit et avait conscience de son intrusion, la courtoisie de l'homme bien élevé et la plus sincère admiration pour le caractère et les vertus de Mgr de la Rochefoucauld. Ce témoignage, dans les circonstances et dans la forme où il s'est produit, n'est pas l'un des moins significatifs que nous ayons à enregitrer.

Monsieur le Cardinal,

J'ai reçu la lettre dont vous m'avez honoré, avec l'écrit qui y était joint, et je m'empresse d'y répondre. Après l'avoir lu avec toute l'attention dont je suis capable, je vous dissimulerais en vain qu'il m'a contristé, sans toutefois abattre mon courage; mais il ne m'a rien fait perdre du respect sincère dont je suis pénétré pour votre personne, vos vertus et votre caractère : je suis persuadé même que si vous eussiez été en situation de pouvoir développer vos véritables sentiments, et de donner un libre cours à la bonté ordinaire de votre cœur, vous auriez senti que cet écrit ne peut conduire à aucun bien, qu'il est de nature au contraire à produire beaucoup de mal, à exciter de la fermentation, et à troubler les consciences dans les circonstances délicates et critiques où nous sommes : je comprends qu'avec les principes et le système de conduite que vous avez adoptés, et que je respecte sans les partager toutefois avec vous, vous n'avez pu facilement vous dispenser de suivre le plan général et uniforme que les prélats non assermentés ont cru nécessaire à la cause qu'ils soutiennent, et paraissent ne vouloir pas encore abandonner; mais sous ce point de vue là même, permettez-moi, Monsieur, de vous faire très respectueusement des représentations dans lesquelles je ne m'écarterai point des égards qui vous sont dus et de la charité qui doit nous animer pour le bien de la religion dont vous et moi sommes les ministres, et pour le maintien de la paix dont nous sommes également les anges visibles sur la terre.

Auriez-vous bien pu penser, Monsieur, qu'il se fût élevé dans mon cœur une vile ambition, une basse cupidité pour occuper une place, et usurper un ministère qui vous appartenait dans un diocèse que vous avez si longtemps édifié par vos vertus? Cette lutte particulière et individuelle de vous à moi, serait indigne de l'un et de l'autre; je ne prétends d'ailleurs établir entre nous aucun parallèle dans lequel j'aurais tout à perdre; et je me croirais déchu par cela même du rang que j'occupe, si j'avais présumé un seul instant de vous disputer, en m'élevant contre vous, un titre et des fonctions si supérieures à mes forces, et qui vous ont attiré la vénération d'une contrée où mon existence était absolument ignorée. Non. Monsieur, ce n'est pas ainsi que nous devons envisager notre position respective, elle est liée à la constitution politique de l'état que nous avons fait serment tous les deux de reconnaître.

Un nouvel ordre de choses est consacré par les représentants du peuple, et la nation s'est exprimée par ses interprètes naturels,

par ses organes légitimes. L'ordre ecclésiastique a subi sa réforme comme tous les autres; qu'importe de quelle main elle nous vienne, pourvu qu'elle soit propre à faire respecter la religion, et honorer ses ministres! Je l'ai adoptée en citoyen soumis à la loi de mon pays, parce que je n'y ai rien vu non-seulement qui combattit un seul article de la foi catholique, mais qui ne tendit directement à rendre à la religion son éclat et à ses ministres la confiance sur laquelle repose toute la force de leur autorité, tout le succès de leur ministère. Les évêques n'ont pas cru devoir s'y soumettre, et l'Assemblée nationale a pris pour la sûreté de son ouvrage un parti rigoureux qui lui procure des pasteurs soumis à la constitution qu'elle vient de donner à la France, en déclarant incompatible avec leurs fonctions la non-prestation du serment qui garantissait leur fidélité sans violenter leur conscience, et sans toucher à leur foi; (car quel est le dogme révélé que l'on croyait auparavant, et que l'on a cessé de croire depuis?) Dans ces circonstances je suis appelé comme tant d'autres l'ont été par le suffrage si respectable du peuple dans un diocèse où je ne connaissais, comme je n'étais connu de personne, et sans aucune sollicitation ni intrigue de ma part; j'ai balancé longtemps pour m'exposer aux peines et aux contradictions que je prévoyais facilement qui seraient mon partage. Enfin, vaincu par des considérations importantes du bien public, je me suis rendu en m'oubliant moi-même, aux vœux d'un département qui m'a jugé sans doute avec trop d'indulgence. J'ai peut-être été téméraire de n'avoir pas assez consulté mes moyens, et tout ce qui pouvait me faire redouter une carrière aussi périlleuse; mais certainement je ne pouvais être coupable d'accepter un tel emploi, d'après la loi de l'état que le consentement des évêques pouvait légitimer à leurs yeux d'après leurs propres principes, s'ils le croyaient nécessaire, et que la nation entière attendait de leur patriotisme, pour prévenir de plus grands maux, et dans des vues de charité pour lesquelles nul sacrifice ne me coûtera, quand elle en sera le fruit. Que serait-il arrivé quand j'aurais résisté à l'empressement qui a achevé de me déterminer? Votre siège en aurait-il été moins rempli par un autre? Auriez-vous pu, en conservant les mêmes principes, espérer d'y rentrer, et d'en remplir les fonctions avec quelque succès, lorsque les dispositions du peuple moins dirigées contre votre personne que tout le monde vénaire, que contre vos sentiments, comme contraires à la constitution que le Roi lui-même a acceptée, et dont l'Eglise ne peut être juge, parce qu'elle est reçue dans l'état sous cette condition; vos dispositions connues sur le nouvel ordre de choses, et sur lesquelles je m'abstiens de toute réflexion, vous ôtaient donc une confiance

légale dont vous étiez d'ailleurs si digne par vos qualités personnelles; et il y a cette différence entre les deux autorités qui gouvernent ce monde, suivant l'expression du saint Pape Gélase, que si toutes les deux ont besoin de confiance pour agir avec avantage, l'autorité séculière y supplée par la force coactive quand elle ne peut pas obtenir la première; et que la puissance ecclésiastique étant sans force extérieure, est obligée de céder et de prendre les tempéraments de douceur, quand elle prévoit que les armes spirituelles dont elle est revêtue, ne produiront aucun effet salutaire. J'étais donc sûr, au moins dans cette circonstance, qu'en me dévouant à l'exercice d'un ministère où tous les moyens de succès vous étaient ravis, ma première disposition était de n'envisager mon poste que comme un dépôt que je serais dans tous les temps prêt à rendre avec joie, lorsque le bien de la religion et de la patrie, conformément à l'esprit de l'église, l'exigeront de mon désintéressement, lorsque j'éprouverai que je n'y peux faire aucun fruit. Il y a plus, Monsieur, si n'écoutant que vos sentiments naturels, vous donniez à l'une et à l'autre la consolation (1), dont il serait glorieux que l'exemple partit d'une âme généreuse comme la vôtre, le lendemain je donnerais ma démission, pour vivre au milieu des habitants de cette grande cité comme un simple particulier; et je réunirais mes vœux, s'il en était besoin, à ceux des électeurs, pour vous déferer un choix qui serait bien mieux rempli par vous que par moi-même; je m'estimerais heureux surtout d'être le témoin, sous les auspices de votre gouvernement ecclésiastique, des bénédictions et des louanges dont vous seriez comblé dans cet immense diocèse dont vous avez été si long-temps l'idole et le père. Dès l'instant de mon acceptation, je vous aurais exprimé ces sentiments avec plaisir, si je n'eusse pas craint en me présentant devant vous, de vous laisser croire que j'aurais fait cette démarche pour vous désobliger; et j'ai mieux aimé me soustraire au prétexte et jusqu'au soupçon même de ce reproche, que de m'exposer au risque de vous déplaire: j'ai donc annoncé partout mes dispositions, et elles ne varieront jamais. Je répondrais bien mal au choix que l'on a fait de moi, si j'étais unimé par d'autres vues que je désavoue entièrement; j'ose vous en rendre ici le dépositaire, et je m'en fie à vos vertus.

Pourquoi donc, Monsieur, tandis que ma vénération, et mon regret de penser que j'ai pu un seul instant me porter à quelque chose qui pût vous être désagréable, me font parler de vous avec

(1) Il manque dans le texte original un membre de phrase, probablement celui-ci : « d'adhérer à la constitution. »

tous les égards et la déférence qui vous sont dus, adoptez-vous un écrit dont les dispositions pour moi sont si affligeantes? Je n'ai pu y reconnaître cet esprit de douceur, de charité, et sur-tout la bonté de cœur qui vous caractérise. J'ose dans un esprit bien différent vous faire l'hommage de celui où je parle de vous comme j'en pense, avec les effusions de cœur et le respect que vous m'avez inspirés. Je vais plus loin encore, et j'ose vous protester qu'en supposant la vérité au moins très contestée de tous les principes et de toutes les conséquences que je ne puis admettre dans votre écrit, je doute encore que leur application dans cette extrémité fût conforme au véritable but du ministère ecclésiastique qui ne respire que modération et condescendance, là où le remède est pire que le mal; et je prendrai la liberté de vous rappeler que nous avions un modèle bien plus charitable et plus généreux à suivre dans la personne de saint Jean Chrisostôme, qui, après avoir été dépossédé de son siège par des intrigues et des violences que l'on ne peut me reprocher à votre égard, recommanda néanmoins à son peuple, à son clergé et aux diaconesses de son église, en partant pour l'exil où il trouva bientôt par une mort précieuse devant Dieu, le prix de ses souffrances et de ses disgrâces, d'obéir à son successeur, pourvu qu'il fût élu par le consentement du peuple, parce qu'il fallait bien après tout qu'il y eût un évêque, pour le gouvernement de cette église, auquel son éloignement ne lui permettait plus de vaquer. Après un tel monument de charité, quel fruit de salut pouvez-vous espérer d'une résistance contraire, et quel bien l'écrit dont vous l'étayez peut-il nous promettre pour la religion? Quel désordre au contraire n'est-il pas capable d'augmenter et d'entretenir dans un diocèse où il importe plus que jamais de réunir les esprits et les cœurs qu'il ne tend qu'à diviser; sur-tout encore quand vous êtes sûr qu'on y professera la même foi, qu'on y administrera les mêmes sacrements, qu'on y enseignera la même morale évangélique que sous votre administration?

Je ne vous dirai pas que faire usage de l'autorité quand on prévoit que très-sûrement elle sera méconnue ou compromise, c'est, en tout état de cause, mais sur-tout dans le gouvernement ecclésiastique, la plus grande faute que l'on puisse commettre, et manquer le but d'édification que les fidèles attendent de notre ministère; mais je vous dirai qu'en supposant même qu'elle sera bien reçue d'un certain nombre de personnes prévenues ou séduites, voilà le signal d'un combat funeste prêt à s'engager si j'y donnais les mains, et que vous pouviez prévenir; des consciences que vous avez alarmées et qu'il fallait laisser en paix; des esprits que vous allez échauffer, et qu'il fallait contenir ou tempérer. Je gémissais à la

vue des maux qu'est capable de produire un écrit destitué de sagesse, et qui ne peut être votre ouvrage, tandis qu'il était possible de prendre des partis de prudence propres à nous réunir tous dans une même unité de conduite également digne d'être avouée par le patriotisme et la religion.

Vous me répondrez peut-être, Monsieur, que ce moyen de ma part serait de céder et de ne pas occuper plus long-temps, le poste dont vous pensez être le titulaire légitime. J'y serais disposé de tout mon cœur, malgré le titre que la loi me donne, si cette mesure pouvait être suivie de quelque succès heureux, si ma retraite pouvait assurer votre retour; mais jugez vous-même si elle est praticable dans les circonstances.

Je suis étayé de tout le pouvoir constitutionnel de l'autorité séculière, sans le concours de laquelle il n'y a rien à faire dans un emploi dont les fonctions sont fondées sur la confiance, et qui ne s'exerce que par la charité. Quand je vous céderais la place que vous avez si dignement occupée, ce concours vous serait refusé, et ce ne serait pas sans des dangers extrêmes, sans des secousses violentes, sans une difficulté pour ainsi dire insurmontable, que vous ou vos coopérateurs exercernient un ministère pour lequel vous seriez arrêté à chaque pas. Déjà même ces contradictions que je suis bien éloigné de vous susciter personnellement, se sont rencontrées. Il se fait des mariages, il s'expédie secrètement des dispenses en votre nom, que les juges peuvent d'un jour à l'autre déclarer nulles; et quel désordre n'en résulterait-il pas pour les familles, et l'état civil des citoyens que l'on compromet visiblement, ainsi que la religion, pour conserver un vain fantôme d'autorité qui achève de se détruire par l'abus que l'on en fait? N'est-il pas à craindre que cette manière d'exercer la juridiction épiscopale, et de mettre sans cesse les principes religieux en lutte avec l'autorité séculière, ne finisse par les décréditer dans l'esprit des peuples, en même temps qu'elle rencontrera tous les jours des obstacles invincibles? N'eût-il pas été plus circonspect, ne serait-il pas encore plus à propos de puiser dans votre charité, dans votre âme, dans votre générosité habituelle, des voies de modération et de ménagement que tous les motifs nous commandent?

Je n'ai garde de vous demander une démission volontaire du siège de Rouen, si vos principes ne vous permettent pas de l'abandonner; ce serait de ma part un empressement, un désir que je n'ai point, dont je n'ai même aucun besoin dans les miens, qui sont ceux de la loi. Mais vous seriez sûr de participer à la consolation, à la gloire de rétablir la paix et la concorde dans ce diocèse, si, pénétré de l'exemple admirable des évêques d'Afrique, qui, pour

rendre la paix à l'église, offrirent aux évêques Danatistes, ou de la gouverner avec eux, ou de leur céder leurs sièges, s'ils voulaient abjurer leurs erreurs, plutôt que de perpétuer un schisme déplorable, si vous vous laissiez toucher par la protestation que je vous fais de professer la même foi, et de n'enseigner jamais d'autre doctrine que la vôtre, dans un diocèse où je serais trop heureux de marcher sur vos traces, et d'y suivre vos exemples. Ce grand trait si connu dans l'histoire ecclésiastique serait digne de vous ; et il ne sera pas dit, après avoir juré tous ensemble de maintenir une constitution qui a commandé les plus douloureux sacrifices à toutes les classes de la société, que dans les affaires seulement qui intéressent l'église, dès qu'il s'agit de nos droits personnels, nous ne serions pas disposés à nous entendre, et les accommodements deviendraient impossibles, malgré l'exemple que nous en devons à l'édification publique, à la nécessité de confirmer nos instructions par notre conduite : non, je ne le croirai, je n'en désespérerai jamais ; je le croirai moins de vous que de tout autre. Votre piété m'en répond ; et si vous ne consultez que vous-même, je suis sûr que vous rendrez le calme et la paix à un diocèse dont la reconnaissance unie à la mienne, n'oubliera jamais ce bienfait. Si cependant il en était autrement et que des impressions que je croirai toujours étrangères à votre cœur, vous dictent une conduite différente, j'en serai très-affligé, mais non pas découragé ; et je n'y opposerai jamais que la patience, la modération et la confiance que tôt ou tard vous me rendrez une justice que je ne cesserai de mériter au moins par le respect profond et l'attachement inviolable avec lesquels je suis, M. le cardinal, etc.

Rouen, le 22 avril 1791.

M^{SR} de la Rochefoucauld ne jugea pas à propos de répondre à cette lettre, ou s'il le fit, sa réponse n'a pas été publiée.

Malgré les réclamations du pasteur légitime, l'œuvre schismatique s'accomplit dans toutes les paroisses du diocèse. On remplaça les curés qui avaient refusé le serment par des prêtres assermentés. Dans les villes ce furent des vicaires, ou des habitués, ou d'anciens religieux sans mérite, sans autres recommandations que celles de leur serment et des clubs, qui prirent sans vergogne la place des curés. Il serait fastidieux de nommer cette masse d'intrus où l'on ne trouve pas un homme de valeur à signaler. Dans les campagnes, on vit arriver le rebut des villes pour remplacer les titulaires orthodoxes. Un certain nombre de curés de campagne, un quart

environ, avaient cru pouvoir prêter le serment et restèrent en place. Il y en eut qui sans s'être soumis à la loi ne furent pas inquiétés; on trouve même quelques paroisses du diocèse où le culte ne fut jamais interrompu un instant, et où la Révolution ne parvint pas à troubler le calme et la paix séculaires.

M. Charrier de la Roche, le nouvel évêque constitutionnel, arriva à Rouen le 15 avril. Le directoire du département et la municipalité voulurent entourer sa réception de toute la pompe d'une fête publique, tant pour en imposer à la population que pour donner à l'œuvre schismatique de la constitution civile du clergé une sanction solennelle. Sur les trois heures de l'après-midi, les corps administratifs et judiciaires se rendirent à l'hôtel du département et se mirent en marche pour aller au-devant du Prélat, descendu chez M. Alexandre de Fontenay, à la jonction des deux routes de Paris. Un détachement de cavalerie nationale et du régiment de Royal-Bourgogne cavalerie ouvrait la marche. La musique de la garde nationale précédait les administrateurs du département, ceux du district, les juges du tribunal, les juges de paix et du bureau de conciliation, les officiers municipaux de la commune, escortés par deux haies de la garde nationale et du régiment de Salis suisse. Un détachement de cavalerie fermait ce cortège qui n'avait assurément rien de religieux. Les quatre divisions de la garde nationale, les suisses, la cavalerie, les gendarmes, rangés en bataille, occupaient les deux côtés du cours Dauphin, jusqu'à la jonction des deux routes. L'Évêque, après avoir été complimenté par différents personnages, et notamment par le président des *Amis de la Constitution*, club établi récemment rue de l'Aumône, prit place au milieu des administrateurs du département. On portait à côté de lui un drapeau blanc sur lequel on avait écrit en lettres d'or : *Vivent Charrier et la religion!* Une batterie de canons placée sur la terrasse de Saint-Paul annonça le départ du cortège. Les cloches des églises, celle de la ville, les canons du Vieux-Palais, retentirent à leur tour et accompagnèrent cette démonstration pendant plus d'une heure. Cette singulière procession arriva ainsi à la Cathédrale. M. Charrier de la Roche trouva réunis sur le parvis les ecclésiastiques assermentés. Les chapelains desservant la Cathédrale, en chapes, entouraient l'un d'eux, M. Rocque, qui présenta à l'intrus l'eau bénite et le harangua. On avait préparé au milieu du chœur un prie-Dieu couvert d'un tapis et un

carreau violet. L'Evêque s'y agenouilla. Tous les corps constitués prirent place autour de lui, et on chanta le *Te Deum*. Après la cérémonie, l'Evêque se rendit à l'hôtel du département, puis chez M. d'Herbouville, où il logea. Deux jours après M. Charrier de la Roche prit possession du palais archiépiscopal. On avait eu soin de faire disparaître les armes du cardinal de la Rochefoucauld et de les remplacer par des attributs symboliques.

L'Evêque assista à la procession du corps saint du dimanche des Rameaux, qui fut faite, selon l'usage, avant la grand'messe, et, de retour à la Cathédrale, après avoir renouvelé son serment entre les mains de la municipalité, officia pontificalement. Trois ecclésiastiques prêtèrent serment en cette même circonstance, deux anciens religieux, Jeanney, cordelier, Gambet, prieur des augustins réformés, et Rigault, ancien chapelain de Saint-Yon.

M. Charrier de la Roche, qui joignait à une éducation distinguée un savoir véritable, une charité bien connue, et d'incontestables vertus, ne devait pas tarder à reconnaître l'erreur et la faute de son intrusion. Porté par la pente de son caractère à la conciliation, il avait cru pouvoir, dans l'intérêt de la paix, se prêter à l'essai de la constitution civile. Il fut désabusé quand il aperçut l'abîme vers lequel il marchait. Il ne se méprit pas longtemps sur la valeur des prêtres qui avaient prêté serment et qu'il devait subir comme collaborateurs. Dégoûté, abreuvé de remords et de chagrins, il envoya quelques mois après son intrusion sa démission (26 octobre 1791) et se retira dans sa famille à Lyon. Nommé, lors du Concordat, évêque de Versailles, il pouvait dire en toute vérité : « NOUS AVONS EU LE MALHEUR d'appartenir à une Eglise qui n'était pas dans la communion du Saint-Siège. C'était l'erreur de notre esprit, mais non l'erreur de notre cœur, car nous protestons de notre soumission... » Durant les quelques semaines qu'il résida à Rouen, il parut à la Cathédrale pour diverses cérémonies patriotiques. Il bénit entre autres, le 10 mai, le drapeau de la garde nationale de Saint-Léger-du-Bourg-Denis.

La procession générale des Rogations n'eut pas lieu en 1791, malgré la volonté de l'évêque, qui avait décidé qu'on ne dérogerait pas à l'antique usage. Les nouveaux curés, refusant de céder le pas aux vicaires épiscopaux, s'abstinrent de paraître avec leur clergé à la Cathédrale. On vit sortir seulement les prêtres attachés au service de la Métropole, lesquels firent les stations accoutumées.

Les prêtres fidèles n'eurent pas trop à souffrir pendant l'administration de M. Charrier. Ils continuèrent à dire la messe à la Cathédrale, entourés de la multitude des fidèles, tandis que les autels où célébraient les constitutionnels étaient déserts. Cette situation anormale donnait lieu à bien des conflits; mais il convient de dire que M. Charrier de la Roche s'étudiait plutôt à les apaiser qu'à les envenimer. M. Baston, qui ne contribua pas peu à éclairer le nouvel intrus, comme il l'avait fait pour M. Verdier, rend hommage, dans ses *Mémoires*, à son attitude bienveillante envers le clergé orthodoxe.

Cette année 1791 devait voir aussi la fin de l'antique privilège de saint Romain, demeuré si cher au peuple de notre ville. M. Boulenger, président du tribunal du district de Rouen, et auparavant lieutenant général au bailliage, écrivit, quelque temps avant l'Ascension, à M. Charrier de la Roche en termes gracieux pour pressentir ses intentions relativement à l'application du privilège traditionnel. L'évêque lui répondit au commencement de mai une lettre assez embarrassée dans laquelle il lui dit « qu'il ne peut plus être question de privilège, puisqu'ils sont tous abolis, et moins encore de la part du Chapitre de cette église, qui n'existe plus, suivant la loi constitutionnelle de l'Etat; » que néanmoins « il ne regarde pas cet usage comme un privilège, mais comme un acte de miséricorde réclamé au nom de la religion... L'usage en question est très ancien dans cette ville. Le peuple en a toujours été jaloux, et serait affecté, peut-être, de le voir détruire. » En conséquence, il demande, dans le cas où le tribunal ne croirait pas pouvoir prendre sur lui de prononcer, « d'en référer à l'Assemblée nationale. »

Dans une seconde lettre, il est plus explicite. « Je crois être assuré, dit-il, que je serai incessamment requis de réclamer la continuation de l'usage connu dans cette ville sous le nom de *la fierte*, auquel le peuple paraît être singulièrement attaché... Je désire bien ardemment que, par les différents motifs que j'ai déjà développés, et pour donner cette marque d'intérêt au peuple, qui tient infiniment à une cérémonie qui ne peut être un privilège que pour lui, nous lui en fassions ressentir les effets par provision pour cette année, en y mettant les formes que l'on jugera nécessaires, sans s'attacher aux anciennes que je crois incompatibles avec le nouvel ordre de choses; sauf à voir, ensuite, si pour l'avenir cet

acte de miséricorde sera compatible avec les jugements par jurés. »

Les membres du tribunal s'adressèrent au ministre de la justice Duport, en lui exprimant le plus vif désir de voir conserver à la Normandie un privilège cher depuis si longtemps à ses habitants. Le directoire du département se joignit aux magistrats pour réclamer le maintien du droit de grâce; mais Duport n'était pas homme à se laisser toucher par de semblables vœux. Il répondit sèchement aux juges du tribunal du district de Rouen, en date du 30 mars, que l'usage de la fierte serait illégal et inconstitutionnel. « Ce privilège est du nombre de ces droits dont la suppression est une suite non moins immédiate qu'évidente de nos nouvelles lois. Non-seulement il est enveloppé dans la suppression générale, mais il a encore été détruit particulièrement dans le fait. Il appartenait au Chapitre de Rouen et à son Prélat; mais cet Archevêché et ce Chapitre n'existent plus; avec eux s'est anéanti ce prétendu droit, et M. l'évêque du département de la Seine-Inférieure et son conseil épiscopal, *qui lui succèdent, mais qui ne le remplacent pas*, ne songent pas sans doute à revendiquer cette prérogative. »

La leçon était dure pour l'intrus, qui ne put sans doute retenir un soupir à la lecture de ces paroles. La volonté du ministre était inflexible : il fallut céder. Quelques lignes de Duport mirent ainsi à néant un droit que n'avaient pu entamer, pendant huit siècles, les personnages et les corps les plus puissants de l'Etat. D'ailleurs, en révolution, nous le savons de reste, il n'y a plus de droit; il n'y a que des lois fabriquées suivant les caprices ou les passions du moment, par des majorités factices. Le Chapitre de Rouen supprimé et dispersé ne pouvait élever sa voix, ni faire entendre ses réclamations, qui seraient, de toute façon, demeurées sans écho auprès des législateurs de l'époque. La fierte ne fut donc pas levée en 1791. Et depuis, le malheur des temps n'a pas permis de songer à remettre en honneur ce droit antique et vénérable.

La seconde partie de l'année 1791 se termina assez paisiblement.

La démission inattendue de M. Charrier de la Roche étonna ses confrères dans le schisme et les partisans de l'Eglise constitutionnelle dans le diocèse de Rouen. Elle a été ainsi expliquée dans la notice qui lui a été consacrée par *l'Ami de la Religion* (1). « Le nouvel évêque de la Seine-Inférieure ne pouvoit se dissimuler les

(1) N° 1543. Samedi 23 mai 1829.

embarras de sa situation. Son attachement à l'Eglise gémissait de l'esprit de discorde et de schisme qu'il y voyoit régner. Cette présence de deux évêques sur chaque siège lui sembloit avec raison un malheur à jamais déplorable. Il étoit frappé de l'exemple qu'avoient donné les prélats signataires de l'*Exposition des principes* qui avoient offert leurs démissions au Pape. » (Le cardinal de la Rochefoucauld avait signé le premier cette Exposition et avait donné ce grand exemple de désintéressement en offrant sa démission). « M. Charrier de la Roche proposoit donc que tous les évêques constitutionnels se démissent aussi, et que le roi sollicitât auprès du Saint-Siège un arrangement qui mit fin aux troubles. *Je n'y connois plus de notre part*, disoit-il, *que cette ressource après six mois de tribulations*. Le 26 octobre 1791, il adressa sa démission aux électeurs du département. Dans une lettre du même jour à Gobel, évêque constitutionnel à Paris, M. Charrier l'invitoit, ainsi que tout ses confrères, à suivre son exemple; ils avoient, dans leurs Lettres pastorales, exhorté tous les partis à une heureuse réunion; pourroient-ils se refuser à quelques sacrifices, après avoir dit qu'ils souhaiteroient volontiers d'être jetés dans la mer comme Jonas? On se doute bien que les évêques constitutionnels ne se pressèrent pas de répondre à l'invitation de leur confrère. Gobel lui répondit le 20 novembre, et sa lettre fut rendue publique. Il s'efforçoit de montrer que le parti pris par M. Charrier avoit beaucoup d'inconvénients, qu'il exposoit la patrie et la constitution à de grands dangers, etc. En effet une mesure qui auroit fait cesser le schisme devoit paraître très dangereuse aux schismatiques. Les constitutionnels restèrent donc en place; mais on n'en doit pas moins applaudir à la démarche de M. Charrier. Ce commencement de retour en faisoit présager un plus complet, et en abandonnant l'exercice de sa juridiction, il montrait assez qu'il ne comptoit pas beaucoup sur sa légitimité. Il n'étoit guère resté à Rouen plus de trois semaines, ne s'y étant rendu qu'après la clôture de la session de l'Assemblée, et ayant jugé bientôt que la place n'étoit pas tenable. »

Nous voyons en effet dans une publication faite en 1791 par M. Charrier de la Roche que sa conscience étoit fort embarrassée. Ses explications, il est vrai, pour atténuer l'effet de sa démission, ne le sont pas moins, mais on lit facilement entre les lignes l'expression de ses vrais sentiments. Il ne dissimule pas en particulier

que la loi en ne considérant désormais que le contrat civil dans le mariage « est un principe d'où découlent nécessairement des conséquences qui lui répugnent sur le divorce, le mariage des prêtres, et la séparation du contrat civil dans le mariage d'avec le sacrement. Il n'a garde d'altérer en rien pour cela le respect dû au corps législatif, ni de décrier les intentions qui ont dicté ce décret, et qu'il croit pures; mais cette circonstance nouvelle et imprévue AUGMENTE TELLEMENT LES EMBARRAS dans le gouvernement spirituel des diocèses, qu'elle devient un nouveau motif de se rapprocher par quelque moyen solide de conciliation qui maintienne la paix dans l'église et dans l'état. » M. Charrier de la Roche n'avait pas le style très clair; on démêle néanmoins sa pensée quand il ajoute : « Pour y parvenir, l'offre de sa démission (il parle de lui à la troisième personne) étoit un préalable nécessaire, comme il l'a été de la part des anciens évêques qui ont envoyé la leur au Pape, même il a remis la sienne à son département; et cette démarche de sa part n'annonce pas plus une rétrogradation de conduite, que la même démarche de leur côté suppose l'abandon de leurs principes. C'est un sacrifice mutuel qui devoit être fait à la cause commune, et contribuer à un accommodement d'autant plus désirable qu'il tient au retour de l'ordre dans l'état; et d'autant plus facile que la constitution civile du clergé, à l'exception de deux articles seulement, ne faisant pas partie de l'acte constitutionnel de l'empire, on peut transiger sur les autres par des conventions amiables qui seroient revêtues d'un décret de l'Assemblée nationale et sanctionnées par le Roi. »

La fin de son exposition est très noble de sentiments.

« En vain diroit-on qu'il abandonne lâchement son troupeau. Lors du jugement de Salomon, la véritable mère de l'enfant ne fut pas celle qui consentoit à le voir couper en deux, mais qui le laissoit plutôt tout entier à celle qui en vouloit le partage. Le vrai pasteur est celui qui préfère de l'abandonner sans division à celui qui le lui dispute, quand il ne reste plus d'autre moyen pour le sauver, plutôt que de crier : *dividetur*. »

La démission de M. Charrier de la Roche fit impression sur quelques esprits honnêtes, mais n'arrêta pas la marche du schisme.

De temps à autre, on produisait pour le serment quelques anciens religieux et des ecclésiastiques isolés qui venaient grossir les rangs du clergé constitutionnel. C'est ainsi que, le 5 juin, un

ancien cordelier, du Saul, un ancien bénédictin, Moniez, un ancien dominicain, Lamico, un ancien carme, Mariolle, un ancien minime et un prêtre nouvellement ordonné le 3 juillet. Dupré, aumônier de Bicêtre, de Roël, curé de Radicatel, Samson, habitué de Saint-Etienne des Tonneliers (qui s'est rétracté depuis) le 7 août, un ecclésiastique de Dieppe, paraissaient dans la Métropole pour faire acte d'adhésion à la constitution civile.

A partir de cette époque, ces manifestations, qu'on cherchait à entourer du plus de bruit possible, ne se renouvelèrent plus. La grande majorité du clergé demeurant toujours fidèle, il fallut chercher dans les ordinations le moyen de recruter le clergé constitutionnel. On pressa M. Charrier de la Roche de revenir de Paris pour donner les ordres aux jeunes clercs qu'on avait fait entrer au nouveau séminaire. Il arriva le 16 juin au soir, et le 18 il procéda dans la Cathédrale à une ordination qui donna aux constitutionnels seize prêtres de plus.

Après cette cérémonie, l'évêque fit une tournée pastorale dans son diocèse. Il en revint le 5 août, accompagné par la garde nationale de Buchy et une partie de celle de Rouen qui s'était rendue au-devant de lui, donna la tonsure à quatre jeunes gens dans le chœur de la Cathédrale, et forma un cortège peu nombreux, escorté par la garde nationale et la troupe, qui suivit le parcours ordinaire.

Le bon abbé Papillaut, qu'on se plaisait à appeler le père des pauvres, tant sa charité était connue et infatigable, avait eu l'idée de convoquer à une neuvaine les fidèles de la ville pour implorer le secours de la sainte Vierge dans les épreuves présentes. Une multitude de personnes pieuses avaient répondu à son appel et s'étaient groupées autour de la chapelle du Vœu où il célébrait le saint sacrifice. Le 18 août, troisième jour de la neuvaine, des individus provoquèrent du tumulte pendant la messe, et l'on dut clore immédiatement les pieux exercices.

La nouvelle étant parvenue à Rouen le 15 septembre que le roi avait accepté la constitution, on afficha vers les quatre heures une adresse des officiers municipaux annonçant qu'il serait chanté sur les six heures, à la Cathédrale, un *Te Deum* où les autorités assisteraient. L'église, bientôt envahie par une foule tumultueuse, ressemblait, dit Borcholte, à une halle. On y procéda, au milieu du vacarme, au chant de l'hymne d'actions de grâces, et le peuple

se répandit ensuite dans les rues, qui furent illuminées pendant toute la nuit, de gré ou de force. Les réjouissances publiques se continuèrent jusqu'au 26 septembre, jour où fut proclamée solennellement sur le Champ-de-Mars cette constitution. A cette occasion, on chanta dans la Cathédrale, à six heures du soir, un nouveau *Te Deum*, aussi bruyant que le premier.

Le 30 septembre un service funèbre pour les citoyens morts au service de la Révolution depuis le 12 juillet 1789 réunissait de nouveau dans la Métropole les autorités, les troupes et le peuple de la cité.

La dernière cérémonie notable de l'année fut un service solennel célébré le 3 décembre, à la Cathédrale, pour le repos de l'âme du marquis d'Estoutteville, dernier maire de Rouen, mort la semaine précédente à Paris. On avait élevé dans la nef un autel devant lequel on remarquait, sous un baldaquin de velours noir à crêpines d'argent, une riche représentation. Le conseil général de la commune assista avec la garde nationale à l'office célébré par les vicaires épiscopaux.

L'année 1792 s'ouvrit à Rouen par la bénédiction des drapeaux des bataillons de volontaires du département. On mêla à cette cérémonie des discours civiques, dont l'un fut prononcé par une jeune fille de onze ans.

Il fallait pourvoir au remplacement de M. Charrier de la Roche, démissionnaire depuis le mois d'octobre. On réunit les électeurs dans le chœur de la Cathédrale le 27 février. Leur nombre aurait dû s'élever, dit Horcholle, à 835. Ce chiffre est intéressant à connaître, en ce qu'il nous donne le total des citoyens actifs électeurs du premier degré pour le département : soit 83,500, à raison d'un électeur du second degré pour cent citoyens actifs. Un nombre peu considérable d'électeurs répondit à la convocation; et après plusieurs scrutins, M. Gratien, vicaire épiscopal de Chartres, fut élu évêque constitutionnel.

Gratien est un des hommes les plus inexplicables de cette étrange époque. Il appartenait à la congrégation des Lazaristes, si édifiante et si fidèle, qui s'était distinguée lors du serment par son attachement à l'orthodoxie. Sur près de quatre-vingts établissements qu'elle comptait en France, six seulement avaient fourni quelques assermentés. Gratien était aimé et estimé de ses supérieurs, pour sa science sérieuse et étendue, sa piété, l'austérité de

sa vie et la bienveillance de son caractère. Après avoir enseigné avec succès la théologie au séminaire de Chartres, il en avait été nommé supérieur. Ses sermons, dont nous possédons les manuscrits, attestent un homme versé dans la doctrine et même dans la spiritualité. Il prêchait des retraites aux religieux de sa congrégation; ce qui prouve la confiance dont ses supérieurs le jugeaient digne. Ses écrits imprimés, assez considérables, témoignent d'un talent distingué. Plus tard, au fort de la Révolution, il se fera jeter en prison pour défendre la doctrine de l'Eglise sur l'obligation du célibat ecclésiastique, et, loin de céder aux menaces des révolutionnaires, il retranchera de l'Eglise constitutionnelle les membres scandaleux; et cependant, obstiné dans le schisme, il y persévéra et il y mourra.

Gratien fit connaître le 28 février qu'il acceptait sa nomination. Le 18 mars, il se fit sacrer dans la cathédrale par Lindet, évêque intrus d'Evreux, Massieu, intrus de Beauvais, et Bonnet, de Chartres. La cérémonie s'accomplit dans la nef, en présence des autorités et d'un public assez indifférent. On s'abstint de toute procession et de démonstrations extérieures. Le premier enthousiasme était passé, et les temps devenaient de plus en plus difficiles. Le nouvel évêque inaugura ses fonctions par une ordination qu'il fit le 24 mars et qui comprenait quatorze prêtres.

Gratien éprouvant sans doute le besoin de renforcer son clergé multiplia les ordinations. Les jeunes gens franchissaient en un an tous les degrés de l'ordre et résidaient au Séminaire Saint-Vivien. Il poursuivit ses ordinations jusqu'au dernier moment où le culte fut toléré. Il fit ainsi quatre ordinations en 1793, le samedi avant le dimanche de la Passion, le samedi avant la Trinité, le mardi après le 15^e dimanche après la Pentecôte, *ob argentam necessitatem* et le samedi des Quatre-Temps de septembre, quelques jours avant la fermeture des églises.

Charrier de la Roche et Gratien ordonnèrent en trois ans 91 prêtres dont nous avons les noms.

L'organisation de l'Eglise constitutionnelle fut très lente et très laborieuse. Quand elle reçut sa forme définitive, elle était ainsi composée : le diocèse était divisé en vingt-six archiprêtres, titre nouveau et inusité jusque-là parmi nous. Dans chaque archiprêtré, il y avait un archiprêtre et un substitut; autre mot nouveau, et étrange celui-là dans la langue ecclésiastique.

I. — *L'archiprêtre de Rouen* avait pour archiprêtre le Presbytère, c'est-à-dire la réunion des curés de Rouen. On imagine malaisément une charge collective de ce genre. Il comprenait les paroisses de la ville et des faubourgs, plus dix autres paroisses.

II. — *Archiprêtre de Franquerille.*

Archiprêtre : M. Lebercheux, curé de Saint-Crépin-du-Baquet.

Substitut : M. Le Cœur, curé de Celloville.

14 paroisses.

III. — *Archiprêtre d'Elbeuf.*

Archiprêtre : M. Noyon, curé de Saint-Aubin-Jouxte-Boulant.

Substitut : M. Lebourgeois, curé de Saint-Etienne d'Elbeuf.

14 paroisses.

IV. — *Archiprêtre de Canteleu.*

Archiprêtre : M. Poisson, curé de Saint-Georges-Bocherville.

11 paroisses.

V. — *Archiprêtre de Caudebec.*

Archiprêtre : M. Lemaitre, curé d'Auberville-la-Campagne.

Substitut : M. Le Saunier, curé de la Frenaye.

20 paroisses.

VI. — *Archiprêtre d'Yvetot.*

Il avait deux archiprêtres, dont l'un résidant à Yvetot n'était pas cependant le curé de la ville.

Archiprêtres : $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. Lechevalier, ancien curé de Grény, exerçant} \\ \text{à Yvetot.} \\ \text{M. Lendormy, curé de Croixmare.} \end{array} \right.$

Substitut : M. Dujardin, curé d'Yvetot.

24 paroisses.

VII. — *Archiprêtre de Bolbec.*

Archiprêtre : M. Bride, curé de Bolbec.

Substitut : M. Fortier, curé de Beuzeville.

14 paroisses.

VIII. — *Archiprêtre du Havre.*

Archiprêtres : $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. Lecordier, curé de N.-D. du Havre.} \\ \text{M. Godefroy, curé de Montivilliers.} \end{array} \right.$

Substitut : M. Rousset, curé de Saint-François-du-Havre.

17 paroisses.

IX. — Archiprêtré de Fécamp.

Archiprêtre : M. Letellier, curé de Fécamp.

Substitut : M. Fontaine, curé de Loges.

23 paroisses.

X. — Archiprêtré de Cany.

Archiprêtre : M. Desportes, curé de Cany.

18 paroisses.

XI. — Archiprêtré de Doudeville.

Archiprêtres : { M. Sénéchal, curé de Saint-Laurent.

{ M. Devé, desservant (1) (*sic*) de Doudeville.

21 paroisses.

XII. — Archiprêtré de Bacqueville.

Archiprêtre : M. Caudron, desservant de Bacqueville.

Substitut : M. Lefranc, curé de Tocqueville.

23 paroisses.

XIII. — Archiprêtré de Veules.

Archiprêtre : M. Saint-Saens, curé de Veules.

Substitut : M. Coruble, id.

13 paroisses.

XIV. — Archiprêtré de Dieppe.

Archiprêtres : { M. Arnois, curé de Saint-Remy de Dieppe.

{ M. Legingois, curé de Boistrobort.

14 paroisses.

XV. — Archiprêtré d'En.

Archiprêtre : M. Bergat, curé de Criel.

Substituts : { M. Romain, curé de Brunville.

{ M. Deruelles, desservant Notre-Dame d'En.

9 paroisses.

XVI. — Archiprêtré d'Euvermen.

Archiprêtre : M. Bouttier, curé de Saint-Jacques-d'Alermont.

Substitut : M. Laloulais, desservant d'Euvermen.

14 paroisses.

(1) C'est un titre nouveau qui n'avait pas été jusque là en usage dans le diocèse.

XVII. — *Archiprêtre de Foucarmont.*

Archiprêtres : { M. Dausse, curé de Sonermesnil.
 { M. Prévot, curé de Saint-Martin-aux-Bois.
Substitut : M. Prévot, curé de Neuville-sur-Eaulne.
24 paroisses.

XVIII. — *Archiprêtre de Saint-Saens.*

Archiprêtre : M. Lecoffre, curé de Grigneuseville.
21 paroisses.

XIX. — *Archiprêtre de Neufchâtel.*

Archiprêtre : M. Doquesne, desservant de Neufchâtel.
Substitut : M. Lavain, curé de Bouesles.
22 paroisses.

XX. — *Archiprêtre d'Aumale.*

Archiprêtre : M. Loisel, curé de Sainte-Marguerite.
Substitut : M. Levasseur, curé d'Ellecourt.
9 paroisses.

XXI. *Archiprêtre de Gaillefontaine.*

Archiprêtre : M. Merlier, curé de Conteville.
14 paroisses.

XXII. — *Archiprêtre de Gournay.*

Archiprêtre : M. Duparc, desservant de Gournay.
14 paroisses.

XXIII. — *Archiprêtre de Ry.*

Archiprêtre : M. Dumont, curé de Blainville.
Substitut : M. Lebarbier, curé d'Ernemont.
14 paroisses.

XXIV. — *Archiprêtre de Buchy.*

Archiprêtre : M. Delalonde, curé de Roncherolles.
Substitut : M. Lefèvre, curé de Sainte-Croix-sur-Buchy.
14 paroisses.

XXV. — *Archiprêtre de Saint-Jacques-sur-Darnetal.*

Archiprêtre : M. Asseline, curé de Préaux.
13 paroisses.

XXVI. — *Archiprêtre de Saint-Jean-du-Cardonnay.*

Archiprêtre : M. Danière, curé de Houpeville.
14 paroisses.

Au total, l'Eglise constitutionnelle prétendait s'étendre sur 420 paroisses du diocèse, mais outre qu'un certain nombre des paroisses indiquées n'avaient pas de curés, il s'en fallait que les paroissiens reconnussent tous la légitimité et l'autorité des intrus. Dans les villes, la masse de la population les ignorait ou les regardait comme indignes, et dans les villages on ne recourait guère à leur ministère. La confiance allait toujours aux prêtres fidèles qui exerçaient en secret leur ministère et qui étaient restés encore en assez grand nombre dans notre pays.

CHAPITRE IX

LES COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES DE FEMMES

CHAPITRE IX

C'est une histoire édifiante, et glorieuse dans ses tristesses, que celle des communautés religieuses de femmes de la ville de Rouen, pendant la Révolution.

Certes, pour l'homme de foi, le spectacle est doux de voir ces vierges, ces fiancées du Christ, demeurer fidèles à Celui que leur cœur avait choisi, supporter pour son amour les privations, les insultes, les persécutions, la prison et l'exil, et, au milieu des bassesses et des lâchetés que la peur fit commettre à tant d'hommes en ces temps malheureux, demeurer constantes, invincibles.

Pour les politiques et les philosophes, la conduite de ces femmes est aussi un enseignement. On connaît les attaques passionnées auxquelles furent en butte les ordres religieux pendant le XVIII^e siècle. Les philosophes et après eux les révolutionnaires, ne cessaient de répéter sur tous les tons qu'il y avait dans les couvents de femmes des victimes, des recluses involontaires, qui maudissaient leurs grilles et aspiraient après le jour où, maîtresses d'elles-mêmes, elles retrouveraient leur famille, le monde et la liberté. Ils demandaient à grands cris une épreuve solennelle, affirmant qu'elle serait la confirmation de leurs paroles et la confusion du fanatisme. Cette épreuve leur fut accordée. L'Assemblée constituante la décréta. Le 13 février 1790, elle vota cette loi demeurée célèbre dans les fastes révolutionnaires, que le roi ne sanctionna qu'en tremblant, et qui devait avoir un si douloureux retentissement.

L'Assemblée nationale décrète comme article constitutionnel :

1^o Que la loi ne reconnaitra plus de vœux monastiques solennels de personnes de l'un ni de l'autre sexe; déclare en conséquence que les ordres et congrégations réguliers dans lesquels on fait de pareils vœux sont et demeureront supprimés en France, sans qu'il puisse en être établi de semblables à l'avenir.

2^e Tous les individus de l'un et de l'autre sexe existant dans les monastères et maisons religieuses pourront en sortir, en faisant leur déclaration devant la municipalité du lieu, et il sera pourvu à leur sort par une pension convenable.

On fit donc, dans toute la France, la grande expérience réclamée depuis longtemps par les ennemis des institutions religieuses. Elle donna des résultats tout contraires à ceux qu'ils avaient espérés.

La conduite et les déclarations des communautés de femmes furent une haute manifestation de leur foi, de leur piété, de leur attachement à leurs vœux, une consolation pour l'Eglise, et le plus éclatant démenti aux calomnies et aux diatribes révolutionnaires. Il est important de le constater. Les impies ont à l'égard de la religion deux sortes d'attaques. Ils s'en prennent aux principes d'abord, ensuite aux faits. Battus sur un terrain, ils se réfugient sur l'autre.

Que d'accusations, parfois cyniques, n'ont-ils pas imaginées contre le principe des ordres religieux! Puis, quand on leur montre, au nom de la liberté, qu'ils s'égarent en s'attaquant à un droit primordial, incontestable, ils se rejettent sur les faits, les appellent à leur aide et prétendent en tirer un argument décisif. C'est alors qu'ils invoquent l'histoire, qu'ils la façonnent, la torturent pour étayer leurs raisonnements; disons plus justement, pour servir leur passion. On est saisi de tristesse et de découragement en voyant de quelle manière ces hommes font parler l'histoire. On se demande s'il faut désespérer de la vérité. D'ailleurs croient-ils seulement à l'histoire? N'avons-nous pas vu dernièrement un de leur coryphées l'appeler un éternel contre-sens? En effet, elle donne éternellement à leur théories, à leurs attaques, à leurs calomnies, un démenti solide, le plus solide, celui des faits.

Nous allons le prouver pour notre part, une fois de plus.

Il s'agit, il est vrai, d'un fait d'une importance secondaire. Mais qui ne le sait? le plus humble fait porte en soi une incontestable valeur, lorsqu'il est répété dans les mêmes circonstances, en cent endroits différents, avec les mêmes caractères et les mêmes résultats. Ce fait, lorsqu'il se rattache surtout à un ordre d'idées supérieur, appartient à l'histoire.

I

Rouen, en 1780, comptait dans son sein de nombreuses familles religieuses. Elles y vivaient prospères, paisibles, estimées. Je parle des communautés de femmes. Établies depuis longtemps dans notre cité, propice par-dessus toutes les autres, avant la Révolution, aux vertus et à la vie des cloîtres, elles avaient trouvé, en retour de l'édification qu'elles lui donnaient, sympathie et protection.

Elles étaient au nombre de vingt-trois : une abbaye, quatre prieurés, douze couvents, six communautés.

Plusieurs se distinguaient par leur ferveur, beaucoup par les services qu'elles rendaient à l'extérieur, toutes par leur régularité. Pas un scandale depuis nombre d'années. Le jansénisme si fatal à la vie religieuse, n'avait laissé nulle trace, sauf peut-être chez les Emmurées. Rien n'était plus majestueux que les offices dans les principales communautés. On y entendait les prédicateurs en renom, on y célébrait avec une particulière ferveur les fêtes des patrons et des confréries. Tout se passait avec ordre et bon goût ; hommes et femmes s'y rendaient en foule ; la piété se retrempait à l'exemple de ces austérités et des vertus dont les cloîtres exhalaient le parfum.

Il ne peut être sans intérêt de jeter un coup d'œil sur l'origine et l'état des couvents de femmes à Rouen, avant de raconter leurs derniers jours.

À la tête de tous brillait par son antiquité, son éclat et son titre, l'abbaye de Saint-Amand. Fondée au XI^e siècle, elle avait eu pour première abbesse la sœur même de l'Archevêque de Rouen, Jean de Bayeux ; et depuis, elle s'était recrutée dans les rangs de la noblesse la plus qualifiée. Elle comptait au nombre de ses privilégiés celui de passer l'anneau au doigt de l'Archevêque le jour de son entrée solennelle.

L'abbaye fut spécialement protégée par les ducs de Normandie et par plusieurs rois de France, qui l'enrichirent de donations et de faveurs. Après le concordat, François I^{er} s'était réservé la nomination des abbeses, parmi lesquelles, l'histoire cite avec éloge Béatrice d'Eu, de sang royal, morte en grande réputation de vertu ; Anne de Souvré II, sa nièce Léonor, qui porta la crosse

pendant vingt et un ans; Marie-Elisabeth de Barentin, qui signala son gouvernement par de nombreux bienfaits. Les religieuses suivaient la règle de Saint-Benoit. Elles étaient plus de soixante du temps d'Eudes Rigaud. Leur nombre diminua successivement. En 1776, elles étaient trente à peine et jouissaient d'un revenu de 56,945 livres. En 1790, le couvent se composait de vingt-huit religieuses de chœur et de douze converses.

En suivant l'ordre d'un Pouillé rédigé pour l'Archevêque de Rouen en 1776, nous plaçons après l'abbaye de Saint-Amand le prieuré de Bellefonds, monastère des Bénédictines, fondé en 1648 par le marquis de Bellefonds, maréchal de France. Il était situé près la porte Beauvoisine, sur la paroisse Saint-Godard.

Les deux premières abbeses furent choisies dans la famille de Bellefonds, et ainsi se perpétua dans la communauté le nom des premiers bienfaiteurs.

Laurence de Bellefonds suffirait à elle seule pour illustrer sa communauté. Dans une vie de soixante et onze ans, cette noble femme s'attira par ses vertus l'estime de ses contemporains non moins que l'admiration de ses sœurs en religion. Elle était en relations avec les plus beaux esprits de son temps. Louis XIV la distingua et voulut lui confier la célèbre abbaye de Montivilliers. Laurence se refusa à cet honneur; elle joignait à une science étendue une modestie et une austérité de vie dignes des beaux temps monastiques. Sa bonté, dit son historien, achevait de charmer celles que la réputation de sa haute sagesse avait attirées auprès d'elles. Elle mourut, laissant une communauté fortement constituée, et qui devait porter jusqu'à sa dernière heure son empreinte.

Elle comptait en 1776 vingt professes et dix converses, et avait un revenu de 10,000 livres environ. En 1790, nous trouvons à peu près les mêmes chiffres : vingt-trois professes et dix converses.

Le prieuré des Filles-Dieu avait eu des commencements modestes. Quelques filles de la paroisse Saint-Eloi, à la fin du xiii^e siècle, avaient eu l'idée de se réunir pour servir Dieu plus fidèlement. Elles s'étaient fait, quoique au milieu du monde, une vie régulière et retirée. Encouragées par une noble famille, elles concurent, après quelques années d'épreuve, le dessein de se donner des constitutions et de les faire sanctionner par le Saint-Siège, Clément VI, qui occupait alors le trône pontifical, avait été

Archevêque de Rouen. C'est dire qu'il leur fut favorable. En décembre 1343, des bulles datées d'Avignon établirent le nouvel institut en forme de monastère et de prieuré, sous la règle de Saint-Augustin.

Les nouvelles Religieuses Chanoinesses continuèrent à porter le beau nom de Filles-Dieu que le peuple leur avait décerné en raison de leur régularité et surtout de leur piété. Le roi de France Philippe VI les dota et les honora de sa protection. Leur costume méritait d'être signalé. Elles portaient au chœur un ample et magnifique manteau bordé d'hermine, en symbole de l'innocence de leur vie. Ce vêtement, disent les mémoires du temps, leur donnait un grand air. Elles étaient, en 1776, dix-huit religieuses de chœur et neuf converses. Leur revenu s'élevait à 16,000 livres. Loin de diminuer, leur nombre s'était accru dans les derniers temps; et en 1789 elles comptaient vingt-six religieuses de chœur et un nombre proportionnel de converses.

Leur office était majestueux; dans leur budget les frais du culte prenaient une large place; aussi la population se portait volontiers dans leur chapelle, devenue trop étroite les jours de solennité.

Les Dames Religieuses de Saint-Louis avaient subi, dans leur histoire, des phases bien diverses. Etablies d'abord par Eudes Rigaud, et sous la protection immédiate de saint Louis, comme Béguines, au bas de la rue Saint-Eloi, elles furent transportées en 1444 dans la rue Saint-Vigor. L'invasion anglaise, qui les avait dépossédées de leur première retraite, les dédommagea par des privilèges considérables. Toutefois elles allèrent toujours en déclinant. Au commencement du xv^e siècle, elles en étaient réduites pour vivre à 50 livres de rente. Ce n'était pas le pain quotidien. Louis XIII, qui ne voulait pas laisser périr une maison chère à son illustre et saint aïeul, en fit don par brevet à sœur Marie Gobelin, religieuse professe de l'abbaye de Saint-Amand, avec mission d'y établir un ordre religieux.

Marie Gobelin était de la famille des Gobelin qui ont donné à la France la plus célèbre manufacture de tapis connue jusqu'ici; c'était de plus une femme d'une piété éminente. Elle avait quitté l'abbaye de Saint-Amand avec plusieurs compagnes, pour se retirer aux Filles-Dieu, à cause du relâchement qui s'était introduit dans la règle de l'abbaye de Saint-Amand. Elle accepta avec courage la mission de fonder un nouveau monastère. L'entreprise

n'était pas sans périls. Les Béguines s'opposaient à toute transformation. Opiniâtres et emportées, elles firent tout au monde pour empêcher l'exécution du décret royal. Elles en vinrent aux voies de fait, et l'une d'elles s'oublia jusqu'à frapper la vénérable prieure, Marie Gobelin. On fut obligé, le jour de l'installation solennelle, pendant que les Bénédictines prenaient possession, de tenir les Béguines enfermées. Dieu sembla punir les révoltées : elles furent presque toutes enlevées par la peste. M^{me} Gobelin put organiser en paix sa nouvelle communauté. A la mort de sa fondatrice, elle comptait déjà vingt-cinq religieuses de chœur.

Sous l'administration de M^{me} de Colbert, qui avait succédé à M^{me} Gobelin, la communauté des Dames de Saint-Louis fut transportée place de la Rougemare. Grâce à l'Archevêque de Rouen, Nicolas Colbert, proche parent de la prieure, la nouvelle fondation fut vite achevée et florissante : l'église bénite en 1683, et les dépendances terminées l'année suivante. On conserva à cette maison le nom de Saint-Louis, en mémoire du premier fondateur. En 1776, la communauté jouissait de 23,608 livres de revenus, et se composait, comme au siècle précédent, de vingt-cinq religieuses de chœur. En 1790, la communauté était encore dans la même situation. Nous verrons plus loin le sort qui lui fut réservé dans la tourmente révolutionnaire.

Le prieuré de la Madeleine (ou Religieuses de l'Hôtel-Dieu) remonte au xiii^e siècle. C'est à cette époque qu'on adjoignit aux religieux introduits dès le xii^e siècle une communauté de femmes, pour les aider dans le service des malades. On conçoit de quelle utilité fut ce nouvel institut, qui gagna tout d'abord les sympathies de la population.

Le roi Charles V, dont l'action bienfaisante s'étendit à toutes les communautés de son temps, ne pouvait ne pas favoriser spécialement un ordre si méritant. Il le combla de biens et de faveurs. Il réunit aux Religieuses Chanoinesses de l'Hôtel-Dieu les Filles de la Maladrerie de Quevilly, et l'on pense que c'est depuis cette époque qu'elles portent une croix de taffetas rouge sur leur manteau de cérémonie. La mémoire du roi Charles demeura chère au prieuré. Tous les jours après Complies, le célébrant de semaine disait à haute voix, en s'adressant aux assistants : « Dévotes créatures, priez Dieu pour l'âme du roi Charles, et pour les bienfaiteurs de céans. » Ce touchant usage se perpétua jusqu'à la Révolution.

Nous n'avons pas à dire ici avec quels soins, quel dévouement, quelle infatigable abnégation les Religieuses de l'Hôtel-Dieu s'acquittèrent de leur mission. La reconnaissance publique grandit avec les siècles : elle se manifesta sous toutes les formes. Après les épidémies et les pestes si fréquentes alors, la noblesse, la bourgeoisie, le peuple et l'armée se rendaient en députation à l'Hôtel-Dieu et remerciaient solennellement ces saintes filles, dont les rangs avaient été éclaircis par le fléau et plus encore par la fatigue. C'est une des gloires de la charité chrétienne d'avoir maintenu, pendant des siècles, le dévouement et le sacrifice chez de faibles femmes à la hauteur de l'héroïsme. Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu furent longtemps épargnées par les mesures révolutionnaires. En 1790, elles étaient au nombre de trente, dont deux à la maison de campagne de Déville.

L'Hôpital-Général, anciennement appelé Bureau-des-Valides, était desservi par une vingtaine de religieuses libres, qui se consacraient, sans faire de vœux, au service des pauvres, au soin des malades et à l'éducation des enfants. Elles formaient même des élèves qu'elles envoyaient dans les autres hôpitaux. Bien que ces pieuses femmes ne formassent pas de communauté proprement dite, elles menaient la vie religieuse la plus exemplaire, et sont mentionnées comme telles sur le Pouillé de 1776. La Révolution les dispersa sans les inquiéter autrement.

Les Religieuses de la Visitation s'étaient établies à Rouen dès l'année 1630. Leurs commencements avaient été pénibles ; mais bientôt, grâce à leur piété, à ce parfum particulier qui s'attache en tous lieux à l'aimable famille de Saint-François de Sales, elles furent en telle réputation et bénédiction, qu'elles fondèrent, douze ans après, un second monastère, rue des Capucins.

Le 1^{er} monastère comptait en 1776 quarante et une religieuses de chœur et douze converses ; en 1790, trente-sept professes.

Le 2^e monastère avait aux mêmes époques le même nombre de religieuses.

Ces deux couvents se distinguaient par une régularité et une piété hors ligne. L'histoire a conservé le nom de la mère Anne-Louise Druel, de Rouen, supérieure du 2^e monastère, morte en odeur de sainteté (1650), qui fut célèbre en son temps par sa science profonde des âmes et par des vertus éminentes. Bien d'autres religieuses de la Visitation se firent remarquer dans la

suite, de leurs contemporains; et l'on peut dire qu'aucun ordre n'a laissé de plus belles et de plus pures traditions.

Nous citerons encore la mère Greyfflé, qui marqua son passage à Rouen. Elle avait puisé la connaissance et l'esprit de son ordre à la source même, auprès des mères de Blonay et de Chaugy, compagnes de sainte Chantal, et elle eut, à Paray-le-Monial, avec la bienheureuse Marguerite-Marie, des rapports qui la rendent immortelle.

La communauté des Ursulines de Rouen fut une des premières de cet ordre établies en France. Dès 1619 elles obtenaient du roi des lettres-patentes, et de l'archevêque de Harlay l'autorisation de fonder leur maison, à condition qu'elles « tiendraient collège pour les petites filles, et leur apprendroient à servir et à craindre Dieu. » Installées d'abord près de l'abbaye de Saint-Ouen, elles se fixèrent définitivement rue Coquercaumont, où la Providence les a rappelées après la tourmente révolutionnaire. Le Pouillé de 1776 ne donne pas leur nombre; mais en 1790, nous trouvons vingt-sept professes, trois novices et sept converses.

Il y avait à Elbeuf une autre maison d'Ursulines, fondée en 1638 par des religieuses du même ordre venues de Gisors. Elles étaient établies sur la paroisse Saint-Etienne, dans un couvent occupé avant elles par des Bénédictines, dites du Val-de-Grâce, lesquelles vinrent se fixer à Rouen en 1650 (1).

Les Religieuses Ursulines d'Elbeuf ont formé, depuis la Révolution, le second monastère des Ursulines, rue Morand. Nous trouvons sur le Pouillé de 1776 cette note très significative écrite à la main : « Cette communauté est une des plus régulières du diocèse. » M. Bordier en était alors supérieur.

C'est une justice qui leur a été rendue, d'ailleurs; depuis leur fondation, les Ursulines de tous les pays n'ont cessé d'être fidèles à l'esprit de leur institut en formant le cœur et l'intelligence de nombreuses générations de jeunes filles, et en apportant à l'œuvre si difficile de l'éducation des femmes un tact, un dévouement, une élévation d'idées qui leur ont assigné le premier rang parmi les ordres religieux voués à l'enseignement.

L'établissement des Dames du Refuge à Rouen remonte aussi

(1) Ce couvent fut supprimé avant la Révolution et ses biens affectés au séminaire Saint-Louis.

au *xviii*^e siècle, l'âge d'or des maisons religieuses. Quelques femmes d'une haute piété, appelées Dames de la Miséricorde, après avoir retiré de leurs égarements plusieurs filles coupables, leur ouvrirent un refuge, et, généralisant leur idée première, convertirent leur maison en couvent, et y appelèrent les femmes déchuës qui désiraient se réhabiliter par la pénitence. Le gouvernement de cette maison fut tour à tour confié aux Sœurs de la Visitation et à des Religieuses Madelonnettes de Paris.

En 1635, un nouvel ordre de Religieuses appelées Dames du Refuge, fut mis à la tête de l'institut. Cet ordre avait déjà plusieurs maisons en France, et notamment à Nancy, d'où l'on tira les premières directrices de Rouen. Elles s'engageaient par un quatrième vœu à se consacrer au service des filles et des femmes repentantes. Celles-ci, après un temps d'épreuves convenable, pouvaient entrer elles-mêmes dans l'institut. Elles étaient, en 1776, seize religieuses de chœur, et vingt en 1790. Elles jouissaient d'un revenu de 15,000 livres.

Les Religieuses Bénédictines du Saint-Sacrement étaient venues s'établir à Rouen en 1670, rue Saint-Vigor, puis dans une maison de la rue des Arsins, dont elles prirent possession en 1677, et enfin dans le château de Mathan qu'elles achetèrent en 1683. Ce château de Mathan, bâti sur une partie de l'emplacement du Vieux-Château construit par Philippe-Auguste, après la réunion de la Normandie à la couronne, donna son nom à la rue où il était situé. Cette même rue reçut plus tard le nom de rue Morand, qu'elle garde encore. C'est donc dans le monastère occupé aujourd'hui par les Dames Ursulines que les Religieuses du Saint-Sacrement fixèrent en 1684 leur établissement. La belle et spacieuse chapelle qu'on y remarque fut commencée en 1687 et bénite le 9 juin 1689.

Les Religieuses du Saint-Sacrement ajoutent à la règle de Saint-Benoît un vœu particulier et qui distingue leur institut : elles se vouent à l'adoration perpétuelle du très saint Sacrement. Farin nous apprend qu'il y avait au milieu de leur chœur un pilier où brûlait continuellement un cierge. Les religieuses allaient là tour à tour, la corde au cou, faire leurs actes d'adoration et de réparation. Cet ordre s'était donné une belle et sainte mission, qu'il continue aujourd'hui avec une incomparable fidélité. Aux irrévérences, aux blasphèmes, aux sacrilèges, à la prodigieuse indifférence dont

les hommes se rendent coupables envers le sacrement d'amour, ces saintes colombes gémissantes opposent leurs louanges et leurs supplications ininterrompues. Les offices de ce couvent étaient particulièrement remarquables. Les religieuses les chantaient entièrement et excellaient, paraît-il, dans l'interprétation des mélodies liturgiques.

En 1776, il y avait vingt et une religieuses de chœur et six converses. Le revenu était de 17,201 livres. En 1790, nous trouvons vingt religieuses de chœur et neuf converses.

Les Carmélites, dont la pieuse histoire est bien connue, fondèrent une maison de leur ordre à Rouen en 1600, grâce aux libéralités d'un saint prêtre, Jean de Quintanadoine. Elles se fixèrent, après plusieurs essais, dans la rue qui porte encore leur nom (rue des Carmélites). Le monastère construit en 1614 et l'église en 1627 ne subsistent plus. Ces religieuses étaient, à Rouen, comme partout, en grande réputation de vertu. L'austérité de leur règle scrupuleusement observée n'éloignait pas les vocations. En 1790, elles étaient vingt-deux religieuses de chœur et cinq converses.

Les Emmurées étaient des religieuses de l'ordre de Saint-Dominique, et l'une des plus anciennes fondations régulières de Rouen. Elles reconnaissent saint Louis comme premier bienfaiteur. C'est ce saint roi, en effet, qui établit en décembre 1263 cinquante Religieuses Dominicaines dans le manoir de Saint-Mathieu (faubourg Saint-Sever), qu'il venait d'acquérir, et qui avait été occupé précédemment par les Frères Prêcheurs. Saint Louis, qui avait cet ordre en prédilection, combla les Religieuses Emmurées de donations. Elles justifiaient les libéralités du monarque par leur vie exemplaire. « Le peuple, qui n'était point encore accoutumé à voir des religieuses cloîtrées, dit dom Toussaint Duplessis, donna le nom d'Emmurées à celles-ci, qui firent voir dans cette ville le premier exemple d'une exacte clôture. » Farin dit, de son côté, qu'on les appelait Emmurées « parce qu'elles ne sortent plus quand une fois elles sont entrées dans leur couvent environné de hautes murailles. » Elles jouirent en peu de temps d'un tel renom de piété, que, lorsque Philippe le Bel voulut fonder le célèbre monastère de Poissy, c'est du couvent des Emmurées qu'il tira les religieuses destinées à commencer ce grand établissement.

Les Emmurées, que leur situation topographique exposait aux

premiers coups de l'ennemi, eurent beaucoup à souffrir des guerres des *xiv^e* et *xv^e* siècles. Plus tard, au *xvi^e* siècle, les guerres de religion et celles de la Ligue achevèrent de ruiner ce malheureux couvent. Seul le chœur construit du temps de saint Louis resta debout au milieu de l'effondrement général. Les religieuses qui avaient été chercher un refuge dans l'intérieur de la ville ne perdirent pas confiance. Elles se mirent, après tant d'orages, comme les Hébreux après la captivité de Babylone, à relever de ses décombres encore fumantes leur pauvre et chère communauté. « Elles eurent le courage, dit l'histoire, d'aller se placer sur le grand chemin près des ruines de leur maison, et là de demander l'aumône aux passants : faible ressource pour fournir à une dépense considérable, et qui néanmoins, par la singularité du spectacle, passa leurs espérances. »

L'église des Emmurées avait l'insigne honneur de posséder une des épines de la sainte couronne rapportée à Paris par saint Louis; elle avait aussi une main de saint Louis, qu'on voyait, du temps de Farin, dans un reliquaire de cristal enchâssé d'or. Que sont devenus ces trésors inestimables? Nous les voyons encore mentionnés dans l'inventaire de 1790. Il n'est pas supposable que les religieuses les aient laissés aux mains des révolutionnaires, attendu qu'elles restèrent encore près de deux ans dans leur couvent après la première visite municipale. L'une des religieuses aura emporté les reliques vénérées. C'est peut-être quelque famille chrétienne qui garde maintenant, sans s'en douter, ce précieux trésor.

Dans cet universel dépouillement de la Révolution, des richesses inappréciables ont certainement disparu. Mais il est également certain qu'on a pu sauver bien des reliques, sans valeur aux yeux des mécréants qui terrorisaient les populations. Il nous semble qu'il ne faut pas dédaigner les reliquaires qu'on trouve encore dans les anciennes familles, bien qu'ils aient perdu leurs témoignages authentiques. Si ces reliques, par une sage précaution de l'Eglise, ne doivent plus être exposées publiquement à la vénération des fidèles, elles n'en sont pas moins dignes du respect de ceux qui les possèdent; les profaner ou les détruire est au moins un acte insensé.

Les Emmurées, remises des secousses de deux siècles de guerre, furent envahies, paraît-il, au *xvii^e* siècle, par un autre fléau, le jansénisme. Nous croyons qu'on a exagéré les ravages qu'a pu

causer l'hérésie dans ce monastère. On n'a à ce sujet que de très vagues traditions. Qu'il y ait eu au cours du *xviii^e* et du *xxiii^e* siècle quelques religieuses éprises des doctrines de la secte, cela est vraisemblable; mais nous ne connaissons pas jusqu'ici de documents qui puissent établir l'hétérodoxie générale du couvent.

En 1790, il y avait dans le monastère, vieux de près de six siècles, dix-huit religieuses professes.

Les Filles de Sainte-Claire ou Clarisses s'établirent à Rouen en 1485, sur l'emplacement connu encore aujourd'hui sous le nom de maison et rue Sainte-Claire (rue Saint-Hilaire). Le 7 septembre de cette année, seize religieuses, tirés des couvents de Picardie et de l'Artois, arrivèrent dans nos murs, prirent possession du monastère élevé par de généreux donateurs, et y commencèrent cette vie d'édification et de prières que de nombreuses générations de sœurs devaient perpétuer pendant trois cents ans, sans relâche, sans défaillance.

Les Clarisses étaient pauvres, à ce point qu'on ne les appelait pas autrement que les pauvres Clarisses; elles vivaient des aumônes des fidèles et étaient entourées de la vénération générale. Nous avons raconté leur simple et édifiante histoire (1); nous ne la recommencerons pas. En 1790, le couvent comptait vingt-six religieuses et cinq affiliées.

Les Clarisses anglaises ou Gravelines habitaient le couvent occupé aujourd'hui par les Sœurs du premier monastère de la Visitation. Ces religieuses étaient toutes de nationalité anglaise et ne pouvaient se recruter que parmi leurs compatriotes. Elles avaient été établies primitivement à Gravelines en Flandre. Lorsque cette ville fut prise par Louis XIV en 1644, fatiguées sans doute des sièges et des guerres auxquels cette ville frontière était sans cesse exposée, les Clarisses anglaises quittèrent Gravelines et vinrent, au nombre de seize, chercher un refuge parmi nous. En 1651, elles posaient la première pierre de leur monastère, et en 1667 elles avaient la consolation de voir leur chapelle dédiée par un évêque irlandais.

Ces religieuses avaient, comme nos Clarisses, embrassé l'étroite observance de leur règle, et faisaient profession d'une très grande pauvreté. Elles étaient nombreuses cependant. Le Pouillé de 1776

(1) *Almanach liturgique de 1868.*

compte trente-cinq religieuses de chœur et six converses. Comme elles n'avaient d'autre revenu que la charité des fidèles, elles se trouvaient parfois réduites à une extrême indigence. Quand le pain venait à manquer, elles sonnaient leur cloche. C'était un signal convenu avec les Religieuses de la Visitation qui habitaient non loin d'elles (les bâtiments de Sainte-Marie, le Musée actuel des antiquités, etc.). Aussitôt les sœurs tourières de la Visitation accouraient, les mains pleines de provisions, données et reçues avec une égale affection.

Les Gravelines, nous le dirons plus tard, n'étant pas soumises, comme Anglaises, à la loi, n'eurent pas à subir d'interrogatoire.

Les Filles de Saint-François avaient leur monastère rue de Coquereau (aujourd'hui rue des Capucins). L'emplacement de ce couvent est occupé actuellement partie par la salle d'asile de Saint-Vivien, partie par la maison Mégard, et l'hôpital par l'école communale de Saint-François. Elles formaient un quatrième institut de l'ordre de Saint-François, sous le titre d'hospitalières de Sainte-Elisabeth, voué aux œuvres de miséricorde, créé par le Pape Grégoire XV en 1621, et portaient comme signe distinctif une croix entourée de la couronne d'épines aux branches, et de trois clous au pied. Quatre religieuses de cet ordre vinrent de Vernon à Rouen en 1630, et, après diverses tribulations, elles établirent leur couvent. Elles y adjoignirent un hôpital destiné aux malades incurables, que la ville reconnut et contribua à doter. C'était assurément de tous les ministères de la charité le plus pénible, puisqu'il s'agissait de soigner des malades voués à des douleurs invétérées et sans espérance de guérison. Ces pieuses filles demeurèrent fidèles à l'esprit de leur institut. Chose digne de remarque, il n'y avait dans toute la chrétienté que deux maisons de cet ordre, celle de Louviers et celle de Rouen.

Nous avons copié dans les archives qui les concernent l'historique suivant, écrit par l'une d'elles et qui confirme les détails recueillis par nos annalistes :

« Les Religieuses Hospitalières de Sainte-Elisabeth ont pour fondatrices des personnes de piété qui s'associèrent et formèrent le dessein de consacrer leur personne, une partie de leur bien au soulagement des pauvres de leur sexe, de s'y obliger par un vœu particulier, en faisant d'ailleurs des vœux solennels d'obéissance, de pureté et de chasteté, selon la règle de Saint-François. En 1621,

ces personnes pieuses obtinrent du Souverain Pontife un Bref qui les approuva sous le titre de Religieuses Hospitalières. Louis XIII, pour l'exécution de ce Bref, donna des lettres patentes le 10 février 1622, qui furent registrées au Parlement le 11 mai suivant. Il voulut que ces religieuses fussent sous la protection de saint Louis et de sainte Elisabeth, reine de Hongrie. Le même roi et Louis XIV, son successeur, ont accordé en différents temps d'autres lettres-patentes en faveur d'un institut si utile, dont il n'y a d'ailleurs que deux maisons en France, celle de Rouen et celle de Louviers. Celle de Rouen a été établie en 1630. Leur piété et leur charité leur méritèrent de hautes protections. Grâce à leurs libéralités, elles élevèrent une salle des infirmes dite hôpital des Incurables, avec dix-huit lits... La salle des infirmes est réservée à des personnes avancées en âge ou à de jeunes personnes infirmes et sans espoir de guérison, qui y restent, quand elles le veulent, jusqu'à la fin de leurs jours. »

La note se termine par un grand éloge de la charité du Cardinal de la Rochefoucauld, qui protégeait beaucoup cette maison.

En 1790, elle comptait dix-sept religieuses de chœur, trois novices et huit converses.

L'ordre de l'Annonciade, fondé, comme on le sait, par sainte Jeanne de France ou de Valois, fille de Louis XI et femme de Louis XII, qui, après avoir été répudiée par le roi son mari, prit l'habit de cet ordre, avait à Rouen depuis 1611 un établissement. Situé définitivement sur le champ Hérisson (aujourd'hui cul-de-sac Hérisson, quartier du Mont), qui s'étendait jusqu'à la porte Saint-Hilaire, le couvent fut pourvu convenablement dès sa fondation, malgré les procès qu'il eut à soutenir. Les religieuses étaient sous la conduite des Pères Cordeliers de l'étroite observance de Paris et tiraient leur nom de leur fête patronale, l'Annonciation. Le Pouillé de 1776 constate qu'elles avaient 16,086 fr. de revenus, et qu'elles étaient au nombre de vingt-neuf religieuses de chœur et de quatre converses. Une note ajoutée à la main porte : « Cette communauté est très-régulière. »

En 1790, la communauté se composait de vingt-trois religieuses de chœur et de cinq converses.

La communauté des Religieuses de Saint-Joseph avait été fondée dans le but d'élever des jeunes filles orphelines de bonne famille. C'est vers 1661 qu'elle s'établit régulièrement sur la paroisse Saint-

Nicaise, dans la maison qu'elle occupe aujourd'hui. Dès 1654 elle obtenait l'approbation de François II de Harlay, et des lettres-patentes du roi. Les constitutions de l'institut furent sanctionnées en 1695 par Nicolas Colbert. Elles spécifiaient le véritable caractère de cette institution appelée à remplir une lacune dans les œuvres de bienfaisance.

Les Religieuses de Saint-Joseph devaient prendre soin des jeunes filles nobles ou d'honnête famille, éprouvées par la pauvreté et privées de leurs parents. Les enfants victimes de cette double infortune ne pouvaient être, dans les mœurs de l'ancienne société, confondues avec les orphelines recueillies par la charité publique. Il leur fallait une instruction et des soins qui leur faisaient trop souvent défaut. L'institut de Saint-Joseph les recueillait depuis l'âge de huit ans jusqu'à seize, leur donnait une éducation conforme à leur naissance, leur apprenait, avec les éléments des lettres humaines, tous les ouvrages qui convenaient à leur sexe, « afin, disaient les constitutions, d'avoir par leur travail une ressource contre la pauvreté et une honnête occupation pendant leur vie. » Elles étaient formées solidement à la piété et à la vertu, si nécessaires dans toutes les conditions, mais surtout dans la situation que le malheur avait faite à ces jeunes personnes.

Les religieuses ne pouvaient être au nombre que de trente-trois, « en l'honneur des trente-trois ans que Jésus-Christ a vécu sur la terre. » Elles recevaient comme associées d'autres filles ou veuves sérieusement éprouvées. Par une disposition des plus touchantes et des plus chrétiennes, les Sœurs associées qui apportaient une dot devaient en abandonner la moitié à une des orphelines de la maison, et la lui constituer en capital et par donation simple. Comme on le voit, la charité avait toujours la première place dans les préoccupations des institutions religieuses.

Les Religieuses de Saint-Joseph remplirent leur mission de dévouement avec humilité. On entendait peu parler d'elles; et quoiqu'elles fussent honorées des plus hautes protections, elles restèrent dans une situation très modeste. En 1791, les commissaires délégués trouvèrent quatorze professes dans la maison et deux Sœurs engagées au service de la communauté.

Les Nouvelles Catholiques étaient établies rue Etouppée. Née d'un besoin du temps, cette communauté était destinée à recevoir et à entretenir les protestantes converties. Après plusieurs années

d'essai, elle fut constituée définitivement en 1675. Nous voyons les mêmes fondations prospérer dans les grandes villes de France, notamment à Paris. C'est aux Nouvelles Catholiques de la capitale que Fénelon, jeune prêtre, consacra les prémices d'un ministère béni de Dieu et des hommes. Il leur dévoua onze années de sa vie, les plus calmes et les plus heureuses. C'est pendant ce temps qu'il écrivit sa célèbre lettre sur l'*Éducation des filles*.

À Rouen, l'institut des Nouvelles Catholiques était entouré de la sympathie générale. On en sentait l'utilité, on en voyait les bienfaits. Il n'y avait pas moins de quarante pensionnaires en 1733, et l'église qui y avait été construite en 1723 atteste l'importance qu'avait prise cette maison. Le roi lui accordait un secours annuel de 1,200 livres, plus une dot de 150 livres à chaque nouvelle pensionnaire. Les ressources ne manquaient pas d'ailleurs. En 1790, il y avait pour desservir l'établissement onze Sœurs agrégées.

L'Eglise, qui de tout temps a regardé l'instruction des enfants du peuple comme un de ses devoirs principaux, a puissamment encouragé la fondation des communautés vouées à cette belle mission. Notre ville comptait au XVIII^e siècle plusieurs institutions religieuses qui partageaient avec les Ursulines la fonction d'instruire GRATUITEMENT les filles pauvres.

C'étaient d'abord les religieuses de la congrégation de Notre-Dame, dont le principal établissement était à Caudebec-en-Caux. À Rouen, elles finirent par se loger sur la paroisse Saint-Maclou (rue Notre-Dame, réunie depuis à la rue des Arpents). Elles avaient choisi ce centre populeux afin de pouvoir distribuer leur enseignement et leurs soins aux enfants si nombreux et alors si délaissés de ce quartier. Farin parle de ces religieuses avec attendrissement : « Elles font, dit-il, un grand profit dans tous les lieux où la divine bonté a permis qu'elles aient élu leur domicile. » Comme cette communauté fut supprimée en 1743, nous n'en parlerons plus dans le cours de ce travail.

Après elle, par ordre de fondation, nous rencontrons les Sœurs des Ecoles charitables, plus connues sous le nom de Sœurs grises. Ces Sœurs sont des premières de ces nouvelles familles religieuses qui surgirent au XVIII^e siècle pour répandre l'instruction dans les villes et dans les campagnes, sans être astreintes à la clôture et à la résidence régulière. On pouvait dire d'elles ce que saint Vincent de Paul, rompant avec les traditions précédentes, écrivait en ins-

tituant l'ordre admirable qui porte son nom : « Elles n'auront, nos sœurs, pour monastère que la maison des malades, pour cellule qu'une chambre de louage, pour chapelle que l'église de la paroisse, pour cloître que les rues de la ville ou les salles des hôpitaux, pour clôture que l'obéissance, pour grille que la crainte de Dieu, pour voile que la sainte modestie. »

Les Sœurs des Ecoles charitables purent ouvrir, à l'aide de fondations particulières, plusieurs écoles publiques et gratuites en différents quartiers, notamment rue de la Madeleine, à l'aitre Saint-Maclou, au quartier Beauvoisine, à Saint-Gervais, à Saint-Paul, à Sotteville. Elles étaient d'abord reçues comme sœurs à l'Hôpital-Général, berceau de l'institut, et furent qualifiées, lors de leur établissement définitif vers 1674, de maîtresses des écoles chrétiennes et gratuites unies et attachées à l'Hôpital-Général. Le nom de Sœurs grises, en raison de leur costume, leur resta dans le peuple. Elles étaient au nombre de dix-neuf en 1776, et jouissaient d'un revenu modeste (3,804 livres).

Les Sœurs de la Providence, nommées aussi Sœurs des Ecoles gratuites et charitables de l'enfant Jésus, furent établies dans le même but, c'est-à-dire pour donner aux pauvres enfants des villes et des campagnes l'instruction primaire, par un saint religieux, Nicolas Barré, professeur de théologie au couvent des Minimes de Rouen, vers 1662. Elles se fixèrent en 1678 rue de l'Épée, où elles obtinrent d'avoir une chapelle et un noviciat. La communauté ne tarda pas à prospérer et à jouir de l'estime universelle. De nombreuses écoles furent ouvertes et desservies par ces Sœurs, non-seulement à Rouen, mais dans le diocèse. En 1776, on ne comptait pas moins de cent soixante Sœurs employées au dehors au ministère de l'instruction. Vingt restaient à la maison mère pour les écoles de la ville. En 1790, la communauté se composait de cent quatre-vingt-seize Sœurs.

La communauté des Sœurs d'Ernemont, répandues aujourd'hui dans tout le diocèse, prit naissance au village d'Ernemont dans les circonstances suivantes. Un homme de bien, M. Barthélémy de Saint-Ouen, et sa digne femme, Dorothee de Vandine, établirent en 1690 à Ernemont une maison réunissant le double caractère d'école et d'hôpital. M^{re} Colliet, archevêque de Rouen, approuva cette fondation et l'encouragea particulièrement. Il vit dans cette première semence le germe d'un établissement utile et important,

et conçut lui-même le projet de faire sortir de cette modeste association une congrégation nouvelle et purement diocésaine. Il affecta 12,000 livres, dans son testament, à la fondation d'écoles qui seraient tenues par ces Sœurs dans les paroisses qui en auraient le plus besoin. M^{re} d'Aubigné continua l'œuvre de son prédécesseur et favorisa la nouvelle communauté, qui prit en peu de temps une extension considérable. Dès 1716, les Sœurs d'Ernemont avaient une maison à Rouen, rue du Renard. En 1729, elles se fixèrent sur un terrain acheté boulevard Beauvoisine, où elles élevèrent les constructions que nous voyons encore (rue d'Ernemont).

La maison mère solidement constituée, les succursales ne tardèrent pas à se multiplier en tous lieux. Nous les rencontrons à Dieppe, à Montivilliers, à Neufchâtel, et dans nombre de campagnes. Partout l'estime s'attache aux efforts des Sœurs « maitresses des écoles gratuites, charitables et hospitalières, du Sacré-Cœur d'Ernemont, » la reconnaissance à leurs bienfaits. Tels étaient la modestie de leur vie, le dévouement et la solidité de leur enseignement, qu'on appelait leurs écoles d'un nom plus éloquent que toutes les louanges : *Ecoles à l'apostolique*. En 1776, on comptait cent neuf professes et quatorze converses. En 1790, elles n'étaient pas moins de cent quarante dans la seule maison mère de Rouen.

Il nous reste, pour terminer notre revue très succincte des communautés de Rouen, à parler des Sœurs du Bon-Pasteur. Leur histoire tient en quelques lignes. Des personnes de piété et de dévouement conçurent le projet au xviii^e siècle d'ouvrir un asile aux filles égarées et repentantes. Ce projet reçut son exécution. Une Sœur maitresse du Bon-Pasteur de Paris fut mise à la tête de la communauté naissante en 1698. C'était une association libre et sans vœux monastiques, mais qui avait toute la régularité et la ferveur des ordres les plus austères. Les services que rendaient ces Sœurs sont de ceux qu'on ne saurait contester sans mauvaise foi. Elles ne recevaient des pénitentes ni présents ni pensions, et les rendaient à la société amendées et réhabilitées. Ce qu'il fallait de patience, de tact, de bonté, pour un tel ministère, on le devine aisément. Elles furent fidèles à leur tâche jusqu'à la fin. Elles habitaient en dernier lieu sur Saint-Vivien, rue de la Cigogne-du-Mont. Elles étaient en 1791 sept dames dites officières, quatre Sœurs dites ambulantes, et un certain nombre de Sœurs affiliées, quinze environ.

Telles étaient les communautés religieuses de femmes qui faisaient l'honneur et l'édification de la ville de Rouen. Nous l'avons dit dès le début, et il est bon de le répéter, la fermentation qui agitait tous les esprits au déclin du XVIII^e siècle, et qui avait atteint, cela est incontestable, les monastères d'hommes, n'avait pas pénétré dans les pieuses retraites des vierges et des anges de la charité. Tout entières à leur sublime vocation, les unes vivaient de la vie intérieure, chantant les louanges du Seigneur, priant et souffrant en expiation des crimes et des folies du siècle, se livrant, et certes elles en étaient bien libres, aux exercices de la vie contemplative. Les autres, destinées à la vie active, enseignaient gratuitement les enfants du peuple, élevaient dans leurs pensionnats les jeunes filles aisées, soignaient dans les hôpitaux ou à domicile, avec un dévouement que les plus hardis détracteurs ont été forcés de reconnaître, les malades, les infirmes, les incurables, tous les souffrants et tous les délaissés, lorsque tout à coup les décrets répétés de l'Assemblée nationale vinrent porter atteinte à toutes ces œuvres de charité et d'édification, puis les proscrire et les ruiner tout à fait.

Du moins, avant leur brutale dispersion, et plus tard dans la persécution, ces vierges devaient donner à Jésus-Christ, qu'elles avaient choisi pour partage, un solennel témoignage de leur fidélité, et à leur siècle comme à la postérité, une leçon inoubliable.

Ce fut dans les mois d'août et septembre 1790, que les officiers municipaux, en exécution des lettres-patentes du roi confirmant le décret de l'Assemblée nationale dont nous avons déjà parlé, se rendirent pour la première fois à Rouen dans toutes les communautés de femmes, pour recevoir leurs déclarations. La loi rendait la liberté pleine et entière à celles qui déclaraient vouloir quitter la vie religieuse et leur couvent, et leur promettait une pension viagère. Mises ainsi en demeure de faire connaître leur volonté, que vont répondre les religieuses ?

Suivons les officiers municipaux dans chaque couvent.

II

Ce fut le 6 septembre 1790 que les administrateurs du directoire de Rouen, commissaires nommés à cet effet, assistés d'un secrétaire, se rendirent à l'abbaye de Saint-Amand.

Disons tout d'abord que dans cette première visite (1) à Saint-Amand et dans toutes les autres maisons religieuses, les commissaires, comme plus tard les officiers municipaux, préposés à des fonctions inquisitoriales qu'ils ne remplissaient qu'à contre-cœur, se conduisirent non-seulement avec une convenance parfaite, mais encore, en plusieurs rencontres, avec une bienveillance manifeste. D'ailleurs, c'est une justice que nous avons rendue plusieurs fois, en de précédents travaux, à la ville de Rouen, elle sut conserver, même aux mauvais jours de la Révolution, la sagesse et la modération qui forment comme le fond du caractère de ses habitants. Les conseils municipaux ou conseils généraux de la commune, sauf celui de 1793, étaient composés d'hommes honnêtes et pacifiques. Si on doit leur reprocher leur acquiescement aux lois révolutionnaires, on ne peut s'empêcher de reconnaître qu'ils apportèrent dans leur exécution tous les tempéraments compatibles avec leur mandat.

Les commissaires procédèrent d'abord à l'inventaire de l'abbaye, à la visite des registres, titres, baux, etc., établirent la situation des revenus et des dépenses, parcoururent la maison de fond en comble, firent un état de lieux très-détaillé, et dressèrent de leurs opérations un long procès-verbal, qu'il serait impossible, vu ses dimensions, de reproduire. Ils en agirent ainsi dans les autres maisons religieuses. Nous négligerons cette partie de leur tâche, sans intérêt pour l'étude que nous poursuivons. Nous n'y puiserons que les détails qui peuvent concerner nos annales religieuses. Ce qui nous préoccupe surtout, c'est le témoignage de fidélité à leurs vœux et à leur vocation que les religieuses donnèrent en cette solennelle circonstance.

Donc, le 6 septembre 1790, les commissaires firent venir une à une les vingt-huit religieuses qui composaient l'antique abbaye de Saint-Amand, et, après leur avoir lu le texte de la loi qui les autorisait à reprendre leur liberté et à retourner dans la vie séculière, reçurent leurs déclarations expresses. Et afin qu'il n'y eût aucune équivoque possible, les officiers municipaux rédigèrent séance tenante le procès-verbal de chaque déclaration, qu'ils soumirent à la signature de l'intéressée.

(1) Il fut fait dans les maisons religieuses plusieurs visites dont nous nous occuperons successivement.

L'abbesse parut la première. C'était une femme vénérable par son âge autant que par sa grande situation. Elle avait soixante-treize ans. Sa famille était des plus anciennes de France, et son nom des plus considérés. Ses vertus personnelles ajoutaient à tous ces titres.

Mise en demeure de faire connaître sa résolution, M^{me} J.-B^e-Nicole de la Guiche, abbesse de l'abbaye royale de Saint-Amand, « déclara vouloir vivre et mourir dans son état et dans son abbaye de Saint-Amand. »

Les autres religieuses furent introduites à leur tour, séparément, afin sans doute de les soustraire à toute influence.

M^{mes} Anne-Catherine Le Chandelier, sous-prieure, Angélique de Montgombert (âgée de quatre-vingt-un ans et paralysée), Marie-Anne Perdry de Saint-Léger, Marie-Madeleine Panel, Anne Aubry, Marie Fauvel, Marie Lainé, Elisabeth Bride, Catherine de Seignes, Marie Le Vaillant d'Hautecourt, Marie Esillard, Perpétue Perdry, Flore Laindet, Victoire Bourgeois, Françoise Légal, Marie Colin, Marie Travers, Nathalie Rosé, Marie-Madeleine Ollivier, Marie Légal, Marie Cornuty, s'exprimèrent comme leur vénérable abbesse, et déclarèrent vouloir vivre et mourir dans leur état et dans l'abbaye de Saint-Amand.

M^{me} Reine Thibault ajouta « qu'ayant toujours eu la plus sincère vocation pour son état, elle rendait grâces à Dieu de lui conserver encore le même désir. »

Les autres religieuses, c'est-à-dire M^{mes} Marie Ollivier, dépositaire, Marie Varin de Bretteville, Marie-George Le Vaillant de Mare-aux-Champs, et Marie Sénéchal, tout en persistant dans leurs vœux monastiques, déclarèrent qu'en cas de troubles et d'événements imprévus, elles se réservent de prendre un parti quant à leur résidence.

Seules M^{mes} Julie Selot et Marie Colin « déclarent ne vouloir prendre aucun parti jusqu'au moment où les décrets prononceront sur la fixation du sort des religieuses restées. »

En somme, pas une religieuse ne brisa les liens qui l'unissaient à la vie religieuse, pas une n'apostasie. Et le couvent de Saint-Amand était sans contredit la plus riche et la moins austère de nos maisons religieuses. Chose digne de remarque, plus l'ordre et la règle étaient sévères, plus aussi la ferveur et l'attachement des Sœurs à leurs vœux éclatèrent dans leurs réponses.

Les religieuses réunies entendirent la lecture de l'ensemble du procès-verbal, et apposèrent de nouveau leur signature, comme pour attester leur inébranlable résolution. Ainsi, cette visite, dont on espérait de tout autres résultats, fut comme une solennelle rénovation de vœux, que les circonstances et les témoins rendaient singulièrement éloquentes.

D'après le détail de l'inventaire, nous voyons que l'abbaye de Saint-Amand était richement fournie d'ornements et d'objets servant au culte. Il n'y avait pas moins de trente chasubles, soixante-dix aubes, seize tuniques, trente-six nappes d'autel, cinq calices de prix, etc. Nous avons remarqué parmi les objets précieux neuf pièces de haute lisse, trois carreaux de cérémonie, deux garnitures de chaire à prêcher, huit hautes chaises en tapisserie, une crosse en argent, la crosse de l'abbesse, et un carrosse également à son usage.

Le prieuré de Bellefonds reçut le 13 septembre la visite des commissaires.

La prieure, M^{me} Clémence de Chambray, déclara qu'elle entendait vivre et mourir en religion. M^{mes} Marguerite Clair, sous-prieure, Marie-Marthe Le Prevost, doyenne et sacristine, Marie-Jeanne Lozeray, directrice des ouvrages, Marie-Madeleine Gamard, infirmière, Louise-Florence Mullot, portière, Marie-Catherine Féret, deuxième dépositaire, Marguerite Deslandes, deuxième sacristine, Anne Yvelin de Bréville, troisième sacristine, Marie-Jeanne Janvier, Marie-Madeleine Métivier, Marie Morin, et huit Sœurs converses, firent la même déclaration que la prieure.

Marie Le Breton, portière, se signala par cette noble parole : « Dieu seul, dit-elle, a le droit de la relever de ses vœux ; quant à elle, elle entend vivre et mourir en religion. »

Les autres religieuses, M^{mes} Barbe Rousselle, maîtresse des novices, Anne-Claire Vangellicom Vandelle, Madeleine-Jeanne Legay, organiste, Marie-Thérèse de Neuville, *chapelaine* de Madame, Marie Bérée, Marie-Marthe de Caux, portière et organiste, Marie-Madeleine Tuvache, seconde infirmière, Marguerite Duval, seconde celière, Marie-Marguerite Duval et deux converses, tout en déclarant rester fidèles à leurs vœux et à leur vocation, firent des réserves, les unes, « tant que la maison où elles ont fait profession subsistera », d'autres, « tant que la maison sera gouvernée par la prieure », et quatre différèrent toute résolution jusqu'à ce

que l'Assemblée nationale eût réglé leur situation. Pas une ne déclara vouloir sortir du couvent. On peut regretter que certaines déclarations trahissent des préoccupations trop personnelles; mais là encore, dans ce riche prieuré, on ne trouva pas une seule apostasie.

Les ornements du culte étaient magnifiques à Bellefonds. Un détail en donnera l'idée. L'inventaire accuse « soixante-seize aubes garnies en point et dentelles fort anciennes. » La statue de saint Benoît portait à la main une crosse en argent massif.

Aux Filles-Dieu la visite eut lieu le 10 septembre.

Les déclarations faites par les religieuses sont de deux sortes, et trahissent deux courants d'opinion.

Le plus grand nombre des Sœurs imita la simple et courageuse attitude de la prieure royale, M^{me} de Beaunay, qui déclara « vouloir vivre et mourir sous l'habit et la règle qu'elle avait adoptés, et dans sa communauté. » Ce sont M^{mes} Marie Siouzet, dépositaire, Marie Mautor, Jacqueline de Servièrre, Marie Le Clerc, Victoire Le Clerc, Ursule de Souches, Marie Blondel, Marguerite Gaumare, Anne Gaumare, Louise Gaumare, trois sœurs fidèlement unies qui se retrouvèrent plus tard dans les prisons, Marie Andrieu, Pétronille Montfillard, Marie Leullier, Suzanne Vau-chelle, Marguerite Léguillon, Marie Delamare.

Les autres Sœurs se conformèrent à la ligne de conduite adoptée par la sous-prieure, Françoise Toustain, qui « déclara ne vouloir quant à présent prendre un parti et se réserver la faculté d'énoncer postérieurement ses intentions. » Catherine Le Brun ajouta qu'elle ne prendrait de détermination que lorsque l'Assemblée nationale aurait statué sur le sort des religieuses. Marie Martin, Marie Pépin, Joseph Le Gay, Marie du Rosay, Anne de Souches (l'aînée), Anne Lefebvre, crurent devoir adopter ces restrictions.

Une seule religieuse trahit ses vœux. Nous ne la nommerons pas. Elle « déclara vouloir profiter du bénéfice des décrets aussitôt que le sort des religieuses aura été assuré par l'Assemblée nationale. »

Nous trouverons encore çà et là quelques défections, mais elles ne sont que d'imperceptibles exceptions qui viennent confirmer la belle et courageuse conduite de la presque unanimité des Sœurs.

La bibliothèque des Filles-Dieu était assez riche. Elle comptait sept cent trente-quatre volumes tant de dévotion que d'histoire.

Les commissaires se présentèrent le 2 septembre au prieuré

royal de Saint-Louis, et reçurent les déclarations des religieuses.

Anne Guy de la Rivière, prieure, se montra digne de sa vocation et n'hésita pas à affirmer qu'elle voulait vivre et mourir sous la règle et l'habit qui lui étaient chers, qu'elle avait autrefois librement adoptés, et dans sa communauté.

Marie Cabut, doyenne, âgée de quatre-vingt-sept ans, Marie de la Houssaye, âgée de quatre-vingt-deux ans, Catherine Dupré (soixante-dix ans), Marie Aroux (soixante ans), Marie Thorel d'Eman (soixante ans), Rose Tarbé (soixante et un ans), toutes ces nobles femmes qui avaient vieilli au service de Dieu lui rendirent le plus ferme témoignage.

Marie Grouard, Marie Morange, Marguerite de l'Épinay de Susanne, Catherine Hennier, Marguerite Piquet, Marie Gardin, Marie Morin, Anne Deschamps, Marie d'Alongeville, Geneviève Roty, Françoise Fagot, demeurèrent, comme leurs aînées, fidèles à leur vocation et à leurs vœux. L'une d'elles seulement se réserva la faculté de changer de communauté, si elle le jugeait à propos et que cela lui fût permis. Cette réserve formulée dans ces termes n'avait rien de canonique. Deux religieuses dont nous taisons les noms, renoncèrent à leur état, et une troisième, dont la santé était gravement altérée, demanda à rentrer dans sa famille.

Les Dames de l'Hôtel-Dieu, interrogées le 28 août, furent presque unanimes dans leurs protestations de fidélité.

Cette bonne communauté, dont le dévouement et les vertus étaient depuis des siècles l'objet de l'admiration et de la reconnaissance publiques, fut au jour de l'épreuve à la hauteur de son passé. Toutes les religieuses, sauf deux, déclarèrent vouloir vivre et mourir dans l'état qu'elles avaient embrassé. Notons les noms de ces dignes épouses du Christ : Madeleine Mauger, prieure, Marie Anceel, Louise Toutel, Anne Harel, Marie Mignot, Catherine Duvivier, Catherine Levacher, Marie Veteuil, Marie de la Quêrière, Catherine Troude, Marie Lecomte, Anne Féré, Victoire Cantel, Esther Frigard, Madeleine Belland, Louise de Jouy, Marie Vaultier de la Granderie, Aimée Ruel, Marie Thiessé, Félicité Gueroult, Désirée Gervais, Marguerite Chesneau, Catherine Bourdeaux.

Marie Tiéloque, âgée de vingt ans, et novice, fit cette belle réponse : « Je désire qu'il me soit permis de rester dans la maison, en attendant le BONHEUR DE M'Y FIXER par mes vœux. » Rose Gaumont, postulante de dix-neuf ans, exprima les mêmes sentiments.

Des deux religieuses qui avaient renoncé à leurs vœux, l'une sortit le jour même, emportant ce qui lui appartenait; l'autre, au moment de consommer sa séparation, hésita et demanda à attendre les nouveaux décrets de l'Assemblée.

Ces Dames avaient à Déville une maison de campagne pour les malades et les infirmes. Les deux religieuses qui s'y trouvaient, Angélique Frigard et Marthe Haugaet, déclarèrent vouloir vivre et mourir dans leur saint état.

Les dignes filles de saint François de Sales et de sainte Chantal donnèrent, dans leurs deux monastères de Rouen, le plus admirable exemple de fermeté et de fidélité. Toutes sans exception ni restriction repoussèrent les propositions de l'Assemblée nationale et renouvelèrent la profession solennelle de leurs vœux. On ne peut lire sans édification les pages des procès-verbaux des visites faites dans ces monastères. Ce n'est pas seulement avec constance et avec dignité que ces saintes femmes déclarent leur inébranlable résolution de persévérer dans leurs vœux. Il y a de l'élan, de l'éloquence, de l'amour dans leur langage. On se sent en présence d'un ordre plein de sève et de vie, encore tout pénétré de l'esprit de ses saints fondateurs. On retrouve dans la liste des Sœurs les noms les plus honorables et les plus anciens de la noblesse et de la bonne bourgeoisie normandes.

Tout est édifiant dans le détail même des procès-verbaux. La bibliothèque, composée de milliers de livres, prouve que les religieuses joignaient à la plus vive piété le culte des choses élevées et délicates de l'esprit. La sacristie est riche, les ornements abondants, le culte traité avec prédilection; mais les cellules sont pauvres, meublées uniformément d'un lit très modeste, d'une table, d'une chaise de paille, d'une petite armoire et d'un crucifix; elles n'offrent aucun objet de valeur. Les couverts des Sœurs sont en étain, les assiettes en faïence commune. Tout respire la simplicité, la pauvreté, l'ordre et la régularité. Il se dégage de ces souvenirs même d'un temps malheureux comme un parfum de dévotion et de grâce salésienne doux à respirer.

Nous ne séparons pas dans notre travail les deux monastères, car ces deux maisons, toutes distinctes qu'elles sont, n'en font à vrai dire qu'une seule par l'esprit, l'union et la parfaite conformité de vie. On en pourrait dire autant de toutes les maisons de l'ordre. Cet ordre offre, en effet, ce spectacle étonnant qu'après deux siècles

cles, sans supérieures générales, sans visiteurs, sans gouvernement centralisateur, les cent quarante maisons répandues dans les deux mondes, n'ayant entre elles d'autres liens et d'autres rapports que ceux de la charité, se ressemblent en tout si exactement et dans tous les détails, qu'en voir et en connaître une, c'est les voir et les connaître toutes.

Le 2 septembre donc, les commissaires se présentèrent au 1^{er} monastère de la Visitation. Nous voulons leur laisser ici la parole, car nous ne connaissons pas de témoignages plus touchants et plus expressifs, dans les divers dossiers que nous avons examinés. On remarquera surtout la forme variée des déclarations identiques quant au fond, leur énergie, leur ferme assurance. La sœur Marie-Félicité Satis entre autres a prononcé des paroles qui devraient être écrites en lettres d'or dans les annales de l'Eglise. Nous les recommandons à l'attention de tous. Il n'y a pas dans toute l'histoire ecclésiastique, même dans les actes des martyrs, de plus éloquente affirmation de la fidélité et de l'amour des vierges envers leur divin époux. Il peut s'en rencontrer d'aussi admirables; mais de plus significatives, non.

« S'est présentée M^{me} Madeleine-Anastasie de Belloy (1), supérieure, âgée de 46 ans, de profession 17 ans, laquelle a déclaré ne vouloir profiter de la liberté que les décrets lui accordent QUE POUR SE DÉVOUER PLUS PARTICULIÈREMENT A LA VIE RELIGIEUSE QU'ELLE A EMBRASSÉE ET DANS LAQUELLE ELLE DÉSIRE VIVRE ET MOURIR. Ce qu'elle a signée : *Sœur Madeleine-Anastasie de Belloy, supérieure.*

« S'est présentée M^{me} Catherine-Cécile d'Esmalleville, âgée de 71 ans, de profession 52 ans, laquelle a déclaré vouloir vivre et mourir dans la communauté. Ce qu'elle a signé : *Sœur Catherine-Cécile d'Esmalleville, assistante.*

« S'est présentée M^{me} Marie-Victoire France, âgée de 67 ans, de profession 48 ans, laquelle a déclaré vouloir rester dans l'état qu'elle a embrassé. Ce qu'elle a signé : *Sœur Marie-Victoire France.*

« S'est présentée M^{me} Catherine-Angélique de la Haye, âgée de 66 ans, de profession 44 ans, laquelle a déclaré vouloir continuer dans la vie monastique LES VŒUX QU'ELLE A FORMÉS, PARCE QU'ELLE N'EN TROUVE PAS DE PLUS HEUREUX, ET QU'ELLE SOUHAITE Y VIVRE ET Y MOURIR, et que toutes celles qui pensent de même puissent avoir la

(1) Nièce de Mgr de Belloy, plus tard cardinal-archevêque de Paris.

même facilité. Ce qu'elle a signé : *Sœur Catherine-Angélique de la Haye.*

« S'est présentée M^{me} Catherine de Sales des Portes, âgée de 59 ans 1/2, de profession 38 ans, laquelle a déclaré vouloir persister dans son état. Ce qu'elle a signé : *Sœur Catherine de Sales des Portes.*

« S'est présentée M^{me} Marie-Anne Rouxel de Goderville, âgée de 56 ans 1/2, de profession 36 ans, laquelle a déclaré vouloir rester et mourir dans sa maison. Ce qu'elle a signé : *Sœur Marie-Anne Rouxel de Goderville.*

« S'est présentée M^{me} Marie-Euphrasie Grandin de la Guillonnière, âgée de 55 ans 1/2, de profession 32 ans, laquelle a déclaré vouloir vivre et mourir dans sa communauté. Ce qu'elle a signé : *Sœur Marie-Euphrasie Grandin de la Guillonnière.*

« S'est présentée M^{me} Thérèse-Henriette Le Moine, âgée de 50 ans 1/2, de profession 30 ans, laquelle a déclaré être contente de son état et vouloir vivre et mourir dans sa communauté. Ce qu'elle a signé : *Sœur Thérèse-Henriette Le Moine.*

« S'est présentée M^{me} Marguerite-Séraphine Vallet, âgée de 50 ans 1/2, de profession 28 ans, laquelle a déclaré ne pas vouloir profiter des décrets, et rester dans sa communauté. Ce qu'elle a signé : *Sœur Marguerite-Séraphine Vallet.*

« S'est présentée M^{me} Jeanne-Charlotte Lesueur, âgée de 51 ans, de profession 27 ans, laquelle a déclaré vouloir rester dans l'état qu'elle a embrassé. Ce qu'elle a signé : *Sœur Jeanne-Charlotte Lesueur.*

« S'est présentée M^{me} Madeleine-Angélique Maillard, âgée de 49 ans, de profession 29 ans, laquelle a déclaré être contente de son état et vouloir y persévérer. Ce qu'elle a signé : *Sœur Madeleine-Angélique Maillard.*

« S'est présentée M^{me} Marie-Félicité Satis, âgée de 45 ans 1/2, de profession 22 ans, laquelle a déclaré ce qui suit, et dit qu'étant très persuadée qu'on n'avait pas le pouvoir de rompre les liens qu'elle a contractés avec le Seigneur son Dieu, à la face du ciel et de la terre, mais quand elle serait assurée du contraire, voici sa réponse :

« JE N'AI PRIS CET ENGAGEMENT QU'APRÈS CINQ ANS DE DÉLAI DANS LE MONDE, ET DEUX ANS D'ÉPREUVES DANS LA RELIGION. JE L'AI DONC FAIT AVEC CONNAISSANCE DE CAUSE, DANS TOUTE LA JOIE DE MON CŒUR; PRÉ-

SEULEMENT QUE J'AI ÉPROUVÉ DE TOUTE MANIÈRE LA FIDÉLITÉ, L'AMOUR, LA MAGNIFICENCE MÊME DE MON ÉPOUX JÉSUS, AU DELÀ DE CE QUE JE POUVAIS PENSER ET ESPÉRER. JE VOUDRAIS AVOIR DIX MILLE VIES POUR LES LUI SACRIFIER DE NOUVEAU ET CONSACRER A SON SERVICE. Et comme j'ai reçu toutes ces grâces, comme membre de l'Eglise catholique, apostolique et romaine, j'ai aussi toute sorte de reconnaissance et de vénération pour elle, et je veux lui être attachée jusqu'au dernier soupir de ma vie. Ce que j'ai signé : *Sœur Marie-Félicité Satis*.

« S'est présentée M^{me} Thérèse de Sales de Vausse, âgée de 49 ans 1/2, de profession 20 ans, laquelle a déclaré connaître toute la perfection de son état et qu'elle désire de s'y consacrer de nouveau pour sa vie entière. Ce qu'elle a signé : *Sœur Marie-Thérèse de Sales de Vausse*.

« S'est présentée M^{me} Jeanne-Françoise Ancel, âgée de 57 ans 1/2, de profession 19 ans, laquelle a déclaré vivre et mourir dans son état. Ce qu'elle a signé : *Sœur Jeanne-Françoise Ancel*.

« S'est présentée M^{me} Marie-Madeleine de la Croix, âgée de 38 ans, de profession 20 ans, laquelle a déclaré vouloir vivre et mourir dans son état. Ce qu'elle a signé : *Sœur Marie-Madeleine de la Croix*.

« S'est présentée M^{me} Luce-Aimée Cavelier, âgée de 37 ans, de profession 17 ans, laquelle a déclaré vouloir rester dans sa communauté jusqu'à la fin de ses jours. Ce qu'elle a signé : *Sœur Luce-Aimée Cavelier*.

« S'est présentée M^{me} Héloïse-Reine-Perpétue du Saussay, âgée de 38 ans, de profession 16 ans, laquelle a déclaré vouloir resserrer de plus en plus les liens qui l'attachent à Dieu. Ce qu'elle a signé : *Sœur Héloïse-Reine-Perpétue du Saussay*.

« S'est présentée M^{me} Marguerite-Angélique Satrain, âgée de 35 ans 1/2, de profession 16 ans, laquelle a déclaré vouloir vivre et mourir dans sa communauté. Ce qu'elle a signé : *Sœur Marguerite-Angélique Satrain*.

« S'est présentée M^{me} Madeleine-Victoire Thieullen, âgée de 38 ans, de profession 15 ans, laquelle a déclaré vouloir vivre et mourir dans l'état qu'elle a embrassé. Ce qu'elle a signé : *Sœur Madeleine-Victoire Thieullen*.

« S'est présentée M^{me} Marie-Xavier de Lestendart, âgée de 38 ans 1/2, de profession 15 ans, laquelle a déclaré vouloir vivre

et mourir dans sa maison. Ce qu'elle a signé : *Sœur Marie-Xavier de Lestendart.*

* S'est présentée M^{me} Charlotte-Emmanuel Guérard, âgée de 37 ans, de profession 16 ans, laquelle a déclaré vouloir rester dans l'état qu'elle a embrassé. Ce qu'elle a signé : *Sœur Charlotte-Emmanuel Guérard.*

* S'est présentée M^{me} Louise-Thérèse Grandin de Mausigny, âgée de 42 ans, de profession 15 ans, laquelle a déclaré vouloir persévérer dans son état. Ce qu'elle a signé : *Sœur Louise-Thérèse Grandin de Mausigny.*

* S'est présentée M^{me} Arsène Angélique Ango de Lézeau, âgée de 34 ans 1/2, de profession 14 ans, laquelle a déclaré ne pas vouloir de la liberté que lui accordent les décrets. Ce qu'elle a signé : *Sœur Arsène-Angélique Ango de Lézeau.*

* S'est présentée M^{me} Marie de Chantal Toustain, âgée de 57 ans 1/2, de profession 9 ans, laquelle a déclaré vouloir rester dans l'état qu'elle a embrassé. Ce qu'elle a signé : *Sœur Marie de Chantal Toustain.*

* S'est présentée M^{me} Louise-Françoise Adam, âgée de 30 ans 1/2, de profession 8 ans, laquelle a déclaré vouloir vivre et mourir dans sa communauté. Ce qu'elle a signé : *Sœur Louise-Françoise Adam.*

* S'est présentée M^{me} Marie-Anne-Adélaïde Bellenger, âgée de 35 ans, de profession 8 ans, laquelle a déclaré vouloir vivre et mourir dans son état. Ce qu'elle a signé : *Sœur Marie-Anne-Adélaïde Bellenger.*

* S'est présentée M^{me} Marie-Emmanuel Heurtant, âgée de 25 ans, de profession 6 ans, laquelle a déclaré vouloir vivre et mourir dans sa communauté. Ce qu'elle a signé : *Sœur Marie-Emmanuel Heurtant.*

* S'est présentée M^{me} Marie-Anne-Dominique Wollaston, âgée de 58 ans, de profession 6 ans, laquelle a déclaré vouloir persister dans son état jusqu'à son dernier soupir. Ce qu'elle a signé : *Sœur Marie-Anne-Dominique Wollaston.*

* S'est présentée M^{me} Françoise-Rosalie Joly, âgée de 28 ans 1/2, de profession 5 ans 1/2, laquelle a déclaré vouloir persévérer dans l'état qu'elle a embrassé. Ce qu'elle a signé : *Sœur Françoise-Rosalie Joly.*

* S'est présentée M^{me} Hélène-Angélique-Charles de la Blandinière, âgée de 36 ans, de profession 5 ans, laquelle a déclaré vou-

loir vivre et mourir dans sa maison. Ce qu'elle a signé : *Sœur Hélène-Angélique-Charles de la Blandinière.*

« S'est présentée M^{me} Constance-Elisabeth de Lalande, âgée de 41 ans, de profession 4 ans, laquelle a déclaré vouloir vivre et mourir dans sa communauté. Ce qu'elle a signé : *Sœur Constance-Elisabeth de Lalande.*

« S'est présentée M^{me} Joseph-Anastasie Hasenbergue, âgée de 32 ans, de profession 4 ans, laquelle a déclaré vouloir rester dans sa communauté. Ce qu'elle a signé : *Sœur Joseph-Anastasie Hasenbergue.*

« S'est présentée M^{me} Constance-Angélique Desmares de Trébons, âgée de 24 ans, de profession 1 an 1/2, laquelle a déclaré vouloir persister dans l'état qu'elle a embrassé. Ce qu'elle a signé : *Sœur Constance-Angélique Desmares de Trébons.*

« S'est présentée M^{me} Reine-Julie Rasse, âgée de 20 ans et 4 mois, de profession 1 an et 4 mois, laquelle a déclaré vouloir vivre et mourir dans l'état qu'elle a embrassé. Ce qu'elle a signé : *Sœur Reine-Julie Rasse.*

« S'est présentée M^{me} Thérèse-Augustine Revel, âgée de 26 ans 1/2, de profession 1 an et 2 mois, laquelle a déclaré vouloir persister dans son état. Ce qu'elle a signé : *Sœur Thérèse-Augustine Revel.*

« S'est présentée M^{me} Marie-Michel Jouet, âgée de 20 ans, de profession 14 mois, laquelle a déclaré vouloir vivre et mourir dans son état. Ce qu'elle a signé : *Sœur Marie-Michel Jouet.*

« S'est présentée M^{me} Marie-Gabriel Letellier, âgée de 25 ans, de profession 10 mois, laquelle a déclaré vouloir rester dans sa communauté. Ce qu'elle a signé : *Sœur Marie-Gabriel Letellier.*

« S'est présentée M^{me} Marthe Laurent, âgée de 63 ans, laquelle a déclaré être dans la communauté depuis 19 ans, sous titre d'agrégée, ayant apporté audit monastère tout ce qu'elle avait, et qu'elle entendait y rester et y vivre jusqu'à sa mort. Ce qu'elle a signé : *Sœur Marthe Laurent.*

Nous ne pouvons, on le comprend, reproduire *in extenso* tous les procès-verbaux. Nous avons choisi le précédent, parce qu'il donne une physionomie assez animée de ces interrogatoires si glorieux et si tristes à la fois. Dans certains couvents, le secrétaire employa une formule uniforme et ne tint pas compte des commentaires qu'ajoutèrent quelques religieuses à leur déclaration. C'est ainsi qu'au second monastère de la Visitation les réponses

sont unanimes dans leur ferveur et leur énergie, mais ne varient pas quant à l'expression que leur a donnée le rédacteur. Toutes les religieuses du second monastère ont renouvelé avec un saint enthousiasme, comme leurs sœurs, leurs vœux de religion. Nous ne consignerons ici que les noms de ces vierges chrétiennes, toutes également admirables : Marie-Catherine Bordier (quatre-vingt-trois ans), supérieure, Jeanne Cécille (quatre-vingt-trois ans), Marie-Agathe Le Masson (soixante-douze ans), Geneviève de Bocquemare (soixante-sept ans), Marie-Françoise-Barbe Bosnière (soixante-sept ans), Marie-Barbe Le Masson (soixante-trois ans), Angélique de Larienne (soixante-quatre ans), (sans doute la sœur du vénérable chanoine de Rouen de ce nom, mort pour la foi à Paris), Marie-Marguerite Dupuis, Julie Reine, Jeanne Hurard (qui devint fondatrice du monastère de la Visitation de Westbury en Angleterre), Marie-Jeanne-Catherine Michel, Elisabeth-Félicité de Berruyer, Claire-Eléonore de Bély d'Esquimbœ, Marie-Marthe Le Breton, Marie-Anne Housset, Marie-Marguerite Magny, Marie-Anne-Françoise de Saint-Brice, Marie-Marthe-Madeleine Choppin, Marie-Rose Patallier, Marie-Anne-Catherine Michel, Marie-Madeleine Heugue, Louise-Marthe-Judith Cabat, Julie-Catherine-Françoise Maillard, Elisabeth-Cécile Minus, Anne-Thérèse Hurard, Marie-Marguerite-Constance Vavasseur, Aimable-Rose de Crétot, Anne-Rose Le Ber, Marie-Anne-Catherine Du Perroy, Anne-Sophie Hurard, Anne-Aimée-Victoire Michel, Marie-Françoise Groult, Marie-Marguerite-Hélène Thieulen, Marie-Anne-Geneviève Blard, Geneviève-Louise-Aimée Martin de Bourdaiville, Félicité Duval, Marie-Thérèse-Nicolas J. Barriola, Marie-Rosalie Jancard, plus huit converses, trois tourières et trois novices.

Le couvent des Ursulines fut visité le 30 août 1700. Là aussi les Sœurs furent unanimes dans leur déclaration de vivre et de mourir sous leur règle, dans leur saint état et dans leur communauté. Pas d'hésitation, de restriction ni d'explication.

La supérieure, M^{me} Thérèse Duclos de la Prévotière, ouvrit le procès-verbal par une affirmation simple, nette et catégorique, de fidélité. Toutes les Sœurs l'imitèrent. Ce sont M^{mes} Marie Tougard, Marie Desportes, Jeanne Lepanquois, Marie Godement, Marie Lemercier, Marie Legout des Loges, Marie Ferment, Marie de la Rue, Anne Rosey, Angélique Bigot, Rose de la Rue, Marie-Anne-Sophie Tougard, Marie Monnoy, Marie d'Equillot, Marie Bailleul

de Renneville, Charlotte Mauduit de Tourville, Mario-Anne-Reine de la Rue, Marthe Le Vasseur, Marie Marinier, Thérèse Poullain, Thérèse Tougard, Marie Caniel, Jeanne Guillot, Marie Des Marquets, Marie Taillet, Marie-Adélaïde Faisque, sept converses, trois novices.

L'inventaire nous apprend qu'il y avait cinquante élèves internes qui composaient le pensionnat.

La bibliothèque comprenait deux mille volumes. Les ornements étaient très nombreux et très riches, et la chapelle, l'une des plus vastes et des mieux décorées de Rouen, possédait trois tableaux du célèbre peintre Lemonnier : *la Sainte Famille, Jésus au milieu des docteurs, et Jésus appelant à lui les enfants.*

La chapelle des Ursulines possédait encore une *Sainte Ursule en extase* de Deshayes, aujourd'hui au musée.

Il est bon de remarquer en passant que les communautés religieuses de Rouen encouragèrent l'art national, en tenant à honneur d'orner leurs chapelles de tableaux exécutés par les meilleurs peintres de notre ville. C'est de leurs dépouilles que s'enrichit et se forma presque exclusivement notre musée municipal. Nous aurons l'occasion d'en fournir la preuve lorsque nous assisterons au dernier inventaire et à la fermeture de nos monastères.

Les Dames du Refuge ne reçurent la visite des commissaires que le 24 décembre 1790. Elles leur firent parcourir leur humble maison, dont la pauvreté les frappa. Ils constatèrent leur impression dans le procès-verbal, et notèrent les vingt cellules « au lit infiniment médiocre, » les chaises de paille, les tabourets en bois, etc. La bibliothèque ne comprenait qu'un nombre restreint de livres d'office et de dévotion.

Les religieuses, interpellées tour à tour, déclarèrent unanimement « qu'elles voulaient vivre et mourir dans leur maison. » La supérieure, Marie-Thérèse Vincent, fit la première cette profession de foi catégorique. Les autres sœurs l'imitèrent. Voici leurs noms : Elisabeth Buillet, Marie-Anne Brunier, Marie-Madeleine Auxou, Anne de Bouys, Marie Van Berekelaer, Marie Legendre, Anne Leblond, Marie-Thérèse Crampon, Marguerite Legros, Michelle Le Thiers qui ajouta : « A moins que la Providence en décide autrement, » Anne Cottin, Julie Cotté, Marie Mulot, Jeanne Couvet, Marie Hosno, Marianne Grevy, Elisabeth Vinet, Françoise Barthélemy, Anne Jeanne.

Cette visite ne donna lieu à aucun incident notable, et la communauté put respirer quelques mois encore en paix.

Le 27 août, les commissaires se rendirent chez les Dames du Saint-Sacrement. Cette fervente communauté ne devait être dépassée par aucune en fidélité et en courage. M^{me} Marie Gliu, prieure, déclara « désirer vivre et mourir dans l'état qu'elle avait embrassé. »

Toutes les Sœurs rendirent le même témoignage : M^{mes} Lange, Antoinette Bernard, Rose Litté de Montrozi, Julie Duquesnay, Marie Bobée, Marie Thorel, Marie-Madeleine Varin, Cécile Le Masson, Marie-Anne Vautier, Elisabeth Pain, Henriette Liot, Geneviève Chapellet, Marie-Jeanne Bouvier, Marie Lettrée, Marie Bourdon, Sophie Faisque, Marthe Colombel, Louise Ribard. La sœur Henriette Liot, à la fleur de l'âge, ajouta seule cette belle parole : « QU'ELLE SE PASSERAIT DE TOUT PLUTÔT QUE DE RENONCER À SON SAINT ÉTAT. »

Il y avait dans la bibliothèque environ huit cents volumes, dont dix sept in-folio. La maison possédait « un clavecin ; » et dans la chambre de communauté « tapissée de vieilles et anciennes hautes lisses, » on remarquait trois tableaux, un du saint Sacrement, l'autre de la sainte Vierge, le troisième le grand portrait du cardinal de la Rochefoucauld.

Le monastère des Carmélites fut un des premiers où le triste décret des 15 et 20 avril 1790 de l'Assemblée nationale fut mis à exécution. Les administrateurs du directoire du district de Rouen s'y rendirent dès le 8 août. Ils remarquèrent la pauvreté du couvent. « Les offices de la communauté, écrivent-ils, sont pourvus de linge et étoffes à l'usage des religieuses, LE TOUT FAUTREMENT. »

Les trente-trois cellules étaient composées « d'un lit formé de trois planches sur deux tréteaux, deux couvertures, une petite table, trois tableaux en papier. » Au réfectoire, « meubles de bois et en terre. » Pour qui connaît la vie si austère de ces saintes filles dont les mortifications de tout genre font rougir notre lâcheté, ces détails n'ont rien d'étonnant.

Toutes ces religieuses sans exception ni restriction déclarèrent vouloir vivre et mourir Carmélites, dans l'état qu'elles avaient embrassé et dans leur chère et sainte maison. Leurs témoignages furent aussi touchants, aussi énergiques qu'unanimes. Nous écrivons avec un pieux respect leurs noms vénérés ; car nous les

retrouverons presque tous plus tard sur le registre des prisons sous la Terreur : M^{mes} De la Croix, prieure, Cécile, sous-prieure, d'Hénin, dépositaire, Marie de l'Estendard, Bétford, Maille, Morin, Renaud, Ferment, Bigot, veuve Boucher, Guilha, Le Gingois, Picot, Hauguet, Halle, Gancel, Vassier, Jean, Delacroix, Honfrois, en tout vingt-deux religieuses de chœur, les Sœurs converses Cofforrier, Lefebvre, Heugue, Maillard, Burnel, Bouffard.

Les Emmurées firent ombre dans le beau spectacle de générosité et de fermeté que donnèrent à Rouen les communautés religieuses. Notre respect pour la vérité nous empêche de passer ce douloureux épisode sous silence. Ces Religieuses Dominicaines ne s'inspirèrent pas des traditions de leur ordre, qui a fourni à la religion tant de glorieux martyrs. Elles furent timides, ambiguës, pusillanimes dans leurs déclarations. Aucune ne trouva de ces paroles fermes et décisives qui sont une profession de foi. Sans renier leur état et renoncer à leurs vœux, elles paraissent cependant ne pas s'en préoccuper. C'est avec tristesse que nous constatons que pas une des Religieuses Emmurées n'affirma résolument son intention de vivre et de mourir dans son ordre.

La prieure fit une déclaration, imitée par neuf des Sœurs, qui n'a rien d'héroïque. « Elle déclara que son intention quant à ce jour était de vivre et finir ses jours dans son monastère, mais qu'elle se réservait la faculté de jouir des avantages annoncés par le décret de l'Assemblée nationale, si les circonstances apportaient quelque changement à ses dispositions. »

Les Emmurées, travaillées depuis longtemps, pense-t-on, par les doctrines jansénistes, sont une exception qui fait mieux ressortir la grande leçon de la règle. Ainsi neuf des Sœurs reproduisirent la déclaration de la prieure. La dixième fit savoir que si elle éprouvait quelque désagrément dans la maison, elle irait où elle voudrait. La onzième « déclara prendre la résolution de sortir du cloître dès à présent. » La douzième « restera dans la maison jusqu'à ce que les traitements soient connus; elle se retirera alors où bon lui semblera. » La treizième, la quatorzième et la quinzième souscrivirent à ces tristes paroles. La seizième « se réserve la liberté de sortir quand il lui plaira. » La dix-septième « se réserve la même liberté de sortir dans le cas où le régime qui sera établi ne lui conviendrait pas. » Que nous sommes loin des touchantes et solennelles protestations de la Visitation, de la fermeté des Carmé-

lites, des Ursulines et de tant d'autres communautés, l'honneur et la consolation de l'Eglise en ces jours d'épreuve!

Les Emmurées ont eu de belles pages dans leur histoire, des siècles de ferveur et de régularité. De saintes âmes se sont épanouies dans leurs rangs. Ce serait une injustice de confondre toutes ces pures et aimables renommées avec le souvenir de Sœurs en 1790. Celles-ci, indignes héritières de six siècles d'édification, méritent d'être oubliées. Nous taïrons donc leurs noms.

Nous nous reposerons de ces pensées avec les dignes filles de Sainte-Claire. Entrons à la suite des commissaires du 16 septembre 1790 dans cette maison si austère et si pauvre, et apprenons-y ce qu'opère la foi au cœur des vierges chrétiennes fidèles à leur vocation.

Les commissaires commencèrent par dresser un inventaire du mobilier, titres et papiers que pouvait posséder la communauté. L'abbesse fit à cette occasion une réponse touchante, que nous extrayons du procès-verbal original conservé aux archives de l'hôtel-de-ville, et qui mérite d'être enregistrée, comme toutes les paroles que prononcèrent pendant l'épreuve ces dignes filles de Sainte-Claire et de Saint-François.

« A été répondu, dit le procès-verbal, par madame l'abbesse et religieuses, que, vivant des aumônes que les âmes pieuses veulent bien leur faire, elles ne tiennent aucuns registres en règle, parce qu'elles mesurent leurs dépenses à l'étendue des secours qu'elles reçoivent, et que dans ce moment elles ne possèdent qu'une somme de cent vingt livres et quelque monnaie; encore doivent-elles faire acquitter sur cet objet environ cent messes. »

On trouva parmi les papiers des titres de 1480 et des lettres-patentes données au mois de mai à Plessis-lès-Tours, autorisant Jean d'Estouteville à fonder l'abbaye.

Les commissaires parcoururent trente-et-une cellules, dont vingt-six étaient occupées. Ils constatèrent qu'ils avaient trouvé chaque cellule GARNIE D'UNE FAILLASSE et de deux couvertures, plus un réveil, (pour l'office de la nuit.) Voilà quel était tout le mobilier de ces saintes filles, et quelle était la couche sur laquelle reposaient ces jeunes personnes élevées pour la plupart dans toutes les délicatesses d'une vie aisée. Que d'éloquence dans ce simple fait mentionné en style administratif dans une enquête de police! Au réfectoire, on trouva des cuillers et fourchettes de bois; à la

bibliothèque, environ cent cinquante livres de dévotion à l'usage du monastère.

La visite de la maison terminée, on fit assembler les Sœurs dans la salle du chapitre.

Étaient présentes :

Marie Le Mercier, abbesse, Marie Delaporte, Anne Sevestre, Rose Lefebvre, Marthe Vernetuit, Marie Delacaille, Thérèse Dufresne, Eléonore Viel Prémarest, Marie Voxens, Marguerite Farel, Marthe Vaudart, Martine Languet, vicaire, Marie Cécile, Jeanne Le Cacheux, Marie Lebreton, Marie Perinot de Saint-Pierre, Thérèse Lamy, Marthe de Boctey, Catherine Le Thies, Julie Gaucel, Henriette Bultel, Marie Mille, Jacqueline Viel du Longpré, Marie Langlois du Roule, Aimée Vauvray, Charlotte Postel. De plus, cinq affiliées.

Marie Le Mercier, l'abbesse, interrogée la première, déclara nettement et simplement qu'elle entendait vivre et mourir dans la vie commune sous la règle de Sainte-Claire. Chacune des religieuses vint faire la même déclaration, quelques-unes en spécifiant qu'elles voulaient vivre et mourir dans la règle qu'elles avaient embrassée *et dans la maison qu'elles avaient autrefois librement choisie*. Marie Cécile, après avoir répété à peu près la même affirmation que les précédentes, ajoute qu'elle n'a pas de plus grand désir que d'observer dans toute son étendue les obligations qu'elle a contractées en prononçant ses vœux. Julie Gaucel renchérit sur ses pieuses compagnes et fait cette déclaration que les municipaux taxèrent de folie, parce qu'ils n'en comprenaient pas la générosité. « Julie Gaucel, dit le procès-verbal, annonce qu'elle est dans l'intention de sortir de la communauté, sans cependant renoncer aux vœux qu'elle a prononcés; au contraire, si elle demande à sortir, c'est pour observer plus strictement, s'il se peut, dans une autre communauté la règle qu'elle a embrassée. »

Ainsi le témoignage des Clarisses est aussi affirmatif qu'unanime.

Même édification fut donnée le lendemain 17 septembre par les religieuses de Saint-François. Interpellées par les représentants de la loi, elles déclarèrent toutes d'une seule voix « qu'elles désiraient vivre et mourir avec l'habit et sous la règle qu'elles avaient embrassée. » Conserveons pieusement leurs noms : Marie-Thérèse Malandrin, supérieure, Dorothee Midy, Marie Desvaut, Marie Blin, Marie Malaudrin, Marie Canu, Marie Harel, Marie Louise Laignel, Fran-

çoise Grouet, Marie Chevalier, Geneviève Viguereux, Marthe Godement, Marie Levêque, Marie Manem, Anne Diacre, Marie Grenier, Rose Pieton, plus trois novices et huit converses.

Les Annonciades donnèrent toutes le même exemple de fidélité, le 13 septembre. Marie Daré, supérieure, déclare, dit le procès-verbal, que « son intention est de vivre et de mourir dans la règle par elle embrassée et dans la maison par elle choisie. » Marie Digois, vice-gérante, Madeleine de Tourny, Jeanne d'Avoult, Marie Levasseur, Françoise Chasbot, Marie Briet, Reine de Paix-de-Cœur, Marguerite Le Greffier, Marie Troussel, Marie Le Mire, Catherine Lettré, Marie Cardon, Marie de Romé, Marie de la Rue, Armande Lettré, Marie Drieu, Marie Hauchard, Marie Heugue, Marie Vautier, Marie Cantel, Félicité du Moron, Marie Grieu, plus cinq converses, passèrent la même déclaration.

Les visites n'eurent pas lieu en 1790 dans certaines maisons hospitalières et les communautés vouées à l'instruction, en raison de l'article inséré dans le célèbre décret de février 1790 qui portait cette exception : « Déclare au surplus l'Assemblée qu'il ne sera rien changé, à l'égard des maisons chargées de l'éducation publique et des établissements de charité, jusqu'à ce que l'Assemblée nationale ait pris un autre parti. » Il y avait encore un autre motif. Ces maisons, dont la fondation remontait pour la plupart au *xvii^e* siècle, ne faisaient pas de vœux monastiques *solemnels*, les seuls visés par le texte de la loi, qui ne s'occupait pas des communautés à vœux simples, lesquels n'avaient pas à ses yeux d'effets civils.

La communauté des Nouvelles-Catholiques est la dernière dont nous ayons à nous occuper pour cette première visite. Le 10 septembre, les commissaires reçurent les déclarations des religieuses.

Marie Bonnel, supérieure, « a déclaré, dit le procès-verbal, qu'elle a près de soixante et onze ans, qu'elle a fait serment de vivre et de mourir dans la règle qu'elle a embrassée, suivant l'institut de la maison; qu'elle désire ardemment de finir ses jours dans cette règle, pourvu que les choses soient conservées de manière à ce que cette règle puisse être suivie. » Marie-Anne Duval (soixante-quatorze ans), Geneviève Le Roy (soixante-huit ans), Marie-Anne Prix, Marie Le Tourneur, Catherine Le Picard, Marie Aubert, Marie Bréant, Marie Tholmer, Marie-Louise Letailleur, Françoise Hubert, déclarèrent formellement leur intention

de vivre et de mourir dans leur état et dans leur maison. Deux Sœurs ajoutèrent : « Tant que la règle sera observée. »

Ainsi se passa la première visite à laquelle furent assujetties les communautés religieuses, et nous pouvons, sans nous répéter, conclure qu'elle se termina à la gloire de la religion et à l'édification des âmes. L'épreuve tentée, en des circonstances qui doivent la rendre décisive pour tout esprit honnête, donna le plus formel démenti aux détracteurs des communautés religieuses, et ne servit qu'à faire briller sous un jour plus vif leurs vertus et leurs bienfaits.

III

L'année 1790 ne devait pas se terminer sans apporter à nos communautés religieuses de nouvelles tribulations. Les lois persécutrices que votait sans relâche l'Assemblée nationale leur étaient notifiées, et chacune de ces notifications causait dans ces maisons autrefois si paisibles une inquiétude et une douleur qui ne s'expliquent que trop.

Vers la fin d'août elles recevaient les lettres patentes qui promulguaient le sinistre décret sur la constitution civile du clergé. Ce n'était pas assez d'avoir porté le trouble dans les ordres religieux; la Révolution bouleversait sans mandat, sans raison, la divine économie de l'Eglise. Dans un autre ordre d'idées, déjà elle avait déclaré les biens ecclésiastiques biens nationaux et supprimé d'un seul trait de plume la plus antique et la plus respectable propriété qui fut jamais. A propos du traitement des religieux et des religieuses, l'Assemblée nationale édicta, les 8 et 14 octobre, un décret qui vint mettre le comble aux mesures vexatoires prises contre les communautés, en ne tenant aucun compte ni des règles des instituts, ni des prescriptions canoniques, en assujettissant enfin tous les ordres à des règlements qui n'avaient d'autres bases que le caprice et l'ignorance des députés. Nous aurons bientôt l'occasion de revenir sur les conséquences de cette loi du 14 octobre, en racontant les visites de janvier 1791 qui en furent la conséquence.

Le mois de novembre ne fut pas plus heureux. Les religieuses avaient l'habitude de renouveler solennellement leurs vœux le jour de la Présentation de la sainte Vierge. C'était une des céré-

monies les plus touchantes de l'année. Or, l'Assemblée qui avait pros crit les vœux n'en permit pas la rénovation. La municipalité de Rouen fit défense aux communautés de procéder à leur pieuse solennité du 21 novembre. Nos magistrats municipaux durent éprouver quelque embarras à s'immiscer dans ces détails, qui n'étaient assurément pas de leur compétence. Ils eurent la main forcée par un arrêté du directoire administratif du département en date du 15 novembre, qui fit de cette fête intime une question d'Etat. Dans toute cette Révolution le burlesque se mêle à l'odieux.

Quelques jours après paraît le décret concernant l'élection et la consécration des évêques, la circonscription des paroisses, les suppressions et réunions des cures; puis, le 27 novembre et le 26 décembre, le fameux décret relatif au serment des évêques et des ecclésiastiques. Ce serment à la constitution civile du clergé, qui allait inaugurer l'ère de la persécution active, atteignait certaines catégories de religieuses, celles vouées à l'enseignement et au service des hôpitaux, qu'on devait bientôt comprendre au nombre des fonctionnaires publics. Enfin, qui le croirait? dans sa séance du 8 décembre, l'Assemblée nationale rend gravement un décret qui porte que les Sœurs converses donneront leurs voix dans les élections prochaines des supérieures, comme les Sœurs choristes! Le comique après le tragique. Il faut vraiment que la manie de légiférer ait fait tourner la tête à cette Assemblée pour expliquer un tel décret.

L'année 1790 se ferma sur cette loi de salut public, et 1791 s'ouvrit avec un décret sur la taxe des chaises, et sur les chanoinesses qui se marieront. (Lois des 2 et 6 janvier 1791).

L'exécution de la loi du 14 octobre allait marquer le commencement de cette année nouvelle par de nouvelles vexations.

Les premiers jours de janvier, en effet, les officiers municipaux de la ville de Rouen se rendent dans chaque communauté « pour l'exécution de la loi proclamée le 14 octobre dernier, à eux adressée le 16 décembre par messieurs les administrateurs du directoire du district de Rouen, et notamment des articles 14 et 15 du titre II, qui leur imposent l'obligation de dresser un état des religieuses, et de prendre la déclaration de chacune d'elles en particulier, si elle entend sortir de la maison, ou si elle préfère de continuer la vie commune. »

La visite avait encore un autre but. L'article 26 du titre II de

cette même loi conférait aux officiers municipaux la mission de présider l'Assemblée des religieuses ayant préféré la vie commune, « à l'effet d'élire au scrutin et à la pluralité absolue des suffrages une supérieure et une économe dont les fonctions devaient durer deux années. »

Saivons nos magistrats dans cette seconde visite. Nous ne recommencerons pas les listes nominatives que nous avons déjà données. Quelques lignes suffiront pour chaque communauté.

A l'abbaye de Saint-Amand, les religieuses furent moins explicites que lors de la première visite. Les conditions étaient changées; rien ne subsistait plus de leurs anciennes règles et coutumes par suite des décrets. Presque toutes, en déclarant qu'elles entendaient persister dans leur vocation, firent leurs réserves selon ce qu'exigeraient d'elles les circonstances. Cinq seulement firent une déclaration nette et sans conditions. Aucune ne voulut sortir du couvent; et ce fait, eu égard à la situation anormale et imprévue qui leur était faite, est tout à l'honneur des nobles femmes qui composaient ce riche et antique monastère. La vénérable abbesse, Jean-Baptiste Nicole de la Guiche, ne put se présenter, retenue qu'elle était dans sa chambre « par une maladie qui a même privé, dit le procès-verbal, sa communauté de la voir et de lui présenter ses hommages au renouvellement de l'année. » Elle fit remettre aux officiers municipaux la déclaration suivante : « Je déclare que mon intention est toujours de rester dans mon état et dans mon abbaye de Saint-Amand, autant que la possibilité s'y trouvera. »

Quand il s'agit de procéder à l'élection d'une supérieure, la sous-prieure fit observer « que le respect des religieuses pour le décret de l'Assemblée nationale pouvait seul les déterminer à procéder aux élections ci-devant énoncées, M^{me} l'abbesse possédant toute leur confiance, et étant la seule à laquelle elles auraient désiré être soumises pour rendre hommage à ses vertus. » L'abbesse fut élue supérieure à l'unanimité.

Au prieuré de Bellefonds, vingt et une religieuses de chœur firent la plus expresse profession de fidélité. Deux seulement déclarèrent vouloir profiter des décrets et sortir de la communauté. La prieure, Clémence-Benée de Chambray, fut élue supérieure à l'unanimité. Cette pieuse religieuse étant venue à mourir le 7 septembre 1794, M^{me} Marie-Thérèse-Catherine de Neuville fut choisie pour la remplacer.

Les treize dames chanoinesses régulières de Saint-Augustin, dites Filles-Dieu, furent également fidèles. Six préférèrent sans restriction la vie commune, sept déclarèrent « que leur intention était de rester dans la communauté, sauf dans la suite à faire telle autre déclaration que les circonstances pourraient provoquer. » La prieure, Gabrielle de Beaunay, fut honorée des suffrages de ses Sœurs et proclamée supérieure.

Les dames de Saint-Louis donnèrent le plus édifiant exemple. Toutes sans exception préférèrent la vie commune; et par ce mot employé dans le procès-verbal, elles firent remarquer aux officiers municipaux qu'elles entendaient affirmer expressément qu'elles voulaient vivre et mourir sous la règle qu'elles avaient embrassée et dans leur maison actuelle. La prieure, Marie-Anne Guy de la Rivière, fut nommée supérieure à l'unanimité.

Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu furent unanimes dans leurs protestations de fidélité. Les vingt-cinq professes rendirent à leur vocation le plus touchant témoignage et forcèrent l'admiration des officiers municipaux.

Les deux monastères de la Visitation donnèrent le même spectacle. Sans l'ombre d'une restriction, elles demeurèrent fermes dans leurs premières déclarations et en acceptèrent les conséquences. Inutile d'ajouter que dans ces communautés comme dans toutes les autres les supérieures en exercice furent confirmées dans leurs fonctions.

Les Ursulines, les Sœurs du Refuge imitèrent de tout point cette noble conduite.

Les dames du Saint-Sacrement, après avoir renouvelé leur précédente résolution de vivre et de mourir fidèles à leurs vœux, refusèrent intrépidement de procéder à l'élection que la loi leur prescrivait. Malgré les instances des municipaux, elles ne voulurent pas se prêter à un acte qui leur paraissait contraire à leurs constitutions. Rien ne put les faire fléchir, et il fallut passer outre.

Les Carmélites, les Clarisses, les filles de Saint-François, montrèrent une égale constance. Elles se résignèrent à l'élection par pure formalité. en continuant, bien entendu, les pouvoirs de leurs mères vénérées.

Les Emmurées firent, comme la première fois, ombre à ce tableau. La prieure donna l'exemple de la défection. Elle déclara se retirer de son couvent et renoncer à la vie commune.

Treize religieuses l'imitèrent. Trois étaient déjà sorties depuis le mois de septembre. Quatre professes et une converse demeurèrent inébranlables. Nommons ces dignes vierges chrétiennes : Angélique de la Rue, sous-prieure, Catherine de la Rue Diclon, économe, Madeleine Graveron, Reine Palyard, Rosalie Chaignon. Elles élurent pour supérieure la sous-prieure.

Aux Annonciades, sur vingt-neuf religieuses, vingt-huit furent fidèles. Une seule consentit à profiter des décrets.

A Saint-Joseph, même conduite. Une seule Sœur demanda le temps de réfléchir, sans quitter pour cela son couvent.

Les Nouvelles-Catholiques préférèrent tout d'une voix la vie commune.

Les dames d'Ernemont, qui n'avaient pas été comprises dans la visite précédente, furent soumises cette fois à l'interrogatoire, qui eut lieu le 8 janvier.

Les religieuses présentes dans la maison-mère de Rouen étaient, à cette date, Françoise Eudes, supérieure, Thérèse Saint-Léger, assistante, Catherine Legros, maîtresse des novices, Catherine Le Monnier, dépositaire, Renée Doré, économe, Henriette Quimbel, maîtresse des pensionnaires, Geneviève Prevost, Reine Rousseau, Victorine Gest, Félicité Rivière, Madeleine Pinchon, Catherine Tournerocbe, Marguerite Feugray, Dominique Doucet, Suzanne Monnier, Catherine Pottier, Thérèse Beuviot. Toutes sans restriction déclarèrent vouloir persévérer dans leur règle et leur état. La communauté, qui se composait alors de cent quatre-vingt personnes, tant sœurs attachées que converses, novices et postulantes, répandues dans les divers postes du diocèse, se signala par sa religieuse et noble conduite. On n'eut pas dans ses rangs pressés une défection à déplorer. C'est une belle page à inscrire dans les annales de cette maison diocésaine.

La bonne communauté de la Providence, dont nous n'avons pas eu encore à nous occuper, n'échappa pas à l'inquisition des officiers municipaux. Ils s'y rendirent le 3 janvier. Toutefois, après avoir pris connaissance des règles de l'institut, ils renoncèrent à tout interrogatoire, « attendu, disent-ils, que la règle ne les lie point par vœu. » On sait, en effet, que ces Sœurs ne font pas les vœux religieux.

Nous ne pouvons passer sous silence, puisque cette occasion nous est donnée, le témoignage qui leur est rendu le 1^{er} juin 1775

dans le Pouillé que nous avons eu sous les yeux. « On devrait craindre, dit une note officielle, manuscrite, insérée dans ce Pouillé, que la Providence qui a soutenu cette respectable communauté depuis quatre ans, ne se lassât, si tous les sujets qui la composent ne s'acquittaient avec autant de zèle et de succès des devoirs essentiels à la religion dont ils sont chargés. Ces Sœurs se consacrent partout avec un travail presque sans relâche à l'instruction et à l'éducation chrétienne et gratuite des pauvres filles dans les villes et dans les villages, dedans et hors le diocèse indifféremment. Leur vie particulière répond partout à la sainteté de leurs devoirs. » (M. MARSCOT, supérieur).

Telles elles étaient en 1773, telles elles se montrèrent en 1791 ; et s'il ne leur fut pas donné d'attester solennellement leur fidélité devant les officiers municipaux, leur conduite en face de la persécution prouvera, comme nous aurons la consolation de le constater bientôt, leurs véritables sentiments.

Les Sœurs du Bon-Pasteur reçurent, le 7 avril 1791, la visite des délégués de la municipalité. Elles leur firent « observer que leur communauté est une association libre, qu'elles avaient la faculté d'entrer et de sortir lorsqu'elles le voulaient, qu'elles ne faisaient aucun vœu pour la vie monastique, et que, lorsqu'elles sortaient pour rentrer dans le monde, elles avaient la facilité d'y prendre l'établissement qu'elles voulaient. » Toute interpellation était superflue, et les agents du pouvoir n'insistèrent pas.

Les vingt religieuses dites des Ecoles gratuites furent soumises à l'interrogatoire. Toutes sans restriction préférèrent la vie commune, et continuèrent Marianne Fauquet dans les fonctions de supérieure.

La visite de 1791 donna les mêmes résultats que celle 1790. Les chiffres ici ont une éloquence qu'affaiblirait tout commentaire. Sur près de six cents religieuses professes et converses dont se composaient nos communautés de Rouen, trente à peine furent infidèles à leur vocation.

Les communautés de femmes répandues dans les autres villes du diocèse ne furent pas moins fidèles ni moins admirables dans leur constance que celles de Rouen.

Les Sœurs de la Miséricorde et les Ursulines du Havre déclarèrent leur intention formelle de rester en communauté, dans la première visite de 1790. En 1791, trois sœurs Ursulines seulement quittèrent leur couvent. L'une de ces trois sœurs prêta même le

serment, une autre répara noblement sa défaillance (1). A Dieppe toutes les communautés, les religieuses Augustines pour l'hôpital, les Carmélites, les Ursulines, les Religieuses d'Ernemont et les Visitandines du Pollet restèrent fidèles à leurs vœux et refusèrent le serment.

IV

L'ère du schisme constitutionnel a commencé. Les religieuses s'y montrèrent particulièrement fermes et courageuses. Les églises paroissiales étant aux mains des constitutionnels, ce furent les chapelles des couvents qui devinrent le refuge de toutes les familles orthodoxes. Dès le 1^{er} mai, jour de la *Quasimodo*, l'affluence aux offices des communautés fut immense. Les Messes dites par les constitutionnels étaient suivies par quelques bourgeois épris des idées nouvelles et par cette partie du peuple que le changement et la curiosité séduisent toujours. Les âmes pieuses, les hommes graves, les familles chrétiennes, désertèrent les paroisses et se répandirent, les dimanches et les autres jours de la semaine, dans les communautés où de nombreuses Messes se succédaient presque sans interruption. On conçoit que cette préférence froissa profondément le clergé constitutionnel. Aussi mit-il tout en œuvre pour la faire cesser.

D'un autre côté, le peuple soulevé par les déclamations de ses tribuns voulut intervenir, et se livra contre les personnes qui se rendaient aux chapelles des couvents à des attaques et à des violences d'une odieuse brutalité. Des femmes de mauvaise vie armées d'orties frappaient les femmes isolées qui sortaient de ces chapelles. Des hommes de la lie de la population se jetaient sur les jeunes gens et les maltraiétaient au point de les blesser grièvement. Puis ils s'attaquèrent aux couvents eux-mêmes. Ils jetèrent dans les vitres des pierres et des immondices. Ils profanèrent les sanctuaires de leurs cris et de leurs désordres. Un fait entre cent autres donnera l'idée de ces excès. Nous l'extrayons des procès-verbaux conservés aux archives municipales.

Les Sœurs de la Providence avaient refusé d'assister à la Messe

(1) Voir la très intéressante publication de Mgr Duval : *Les Ursulines de Dieppe*. Cagniard 1890.

paroissiale dite par le curé intrus. Voici comment elles furent traitées dans ce temps « de liberté. » Dans l'enquête officielle, ouverte le 7 mai 1791, que nous reproduisons, les Sœurs « ont déclaré que, mardi dernier, sur les quatre heures après midi, le peuple s'est assemblé en foule autour de leur maison, tant dans la rue de l'Épée que dans les rues Prison et des Maîtresses; que cette multitude en fureur a frappé avec violence et avec des pierres et coups de bâton contre les portes et croisées de leur maison; qu'à plusieurs fenêtres les vitres ont été cassées, et que si les vitres des autres croisées n'ont pas été cassées, c'est que leurs contrevents étaient fermés; que les violences furent accompagnées de cris et de menaces, ce qui dura environ trois quarts d'heure, et qu'elles ont entendu dire que l'attroupement ne cessa que parce qu'il fut dissipé par la garde; que le mercredi et le jeudi il y a encore eu des attroupements; qu'elles sont persuadées que ces émeutes populaires proviennent de ce que, contre l'usage ordinaire, elles se sont abstenues, dimanche dernier, d'assister à la Messe dans l'église de leur paroisse, et n'ayant entendu la Messe que dans la chapelle de leur maison. Ce qui leur fait croire que c'est là la vraie cause des insultes et des menaces qui leur ont été faites, c'est qu'elles ont entendu le peuple crier et que même plusieurs personnes ont dit à quelques-unes d'entre elles que si elles n'allaient pas dimanche prochain à la Messe de leur paroisse, on mettrait tout à feu et à sang dans leur maison et qu'on les tuerait; et que c'est pareillement le motif qui les oblige à se retirer pour un temps, parce qu'il répugne à leur conscience d'entendre la Messe du nouveau curé de leur paroisse, déclarant qu'elles consentent à rester dans leur maison et reprendre leurs exercices ordinaires dès qu'elles pourront espérer sûreté pour leur personne et leur vie. »

Les Dames d'Ernemont ne furent pas plus épargnées. Dans une lettre adressée à MM. les administrateurs composant le directoire du district de Rouen, elles exposent « que depuis plusieurs jours les Sœurs sont injuriées en parcourant la ville, et menacées d'outrages violents si demain dimanche elles ne font une démarche qui blesserait leur conscience et la liberté dont elles doivent jouir..... Pourquoi elles voient qu'elles n'ont d'autre party à prendre que de chercher à se retirer de leur maison pour quelque temps, comme ont déjà fait plusieurs de leurs Sœurs, toujours avec le vœu et l'intention de reprendre leurs exercices ordinaires

et gratuits dès qu'elles pourront espérer sûreté pour leurs personnes et leur vie et la liberté de conscience. Mais préalablement elles ont l'honneur de vous observer : 1^o qu'elles ont un pensionnat nombreux de jeunes demoiselles qui mérite toutes vos attentions pour leur sûreté et conservation, étant un dépôt précieux; 2^o que dans le cas où elles ne pourraient plus se réunir dans leur maison, elles se réservent à solliciter de votre justice un traitement pour leur subsistance. »

Le directoire devait être bien disposé en faveur de cette communauté qui lui avait été recommandée six mois auparavant, en des termes singulièrement expressifs, par le maire et la municipalité de Rouen.

Le 29 décembre 1790, les officiers municipaux avaient en effet appuyé une pétition de la dame Eudes, supérieure des Sœurs d'Ernemont, par une lettre que nous reproduisons, et qui demeure comme un témoignage éloquent de l'estime et de la reconnaissance que s'était attirées la communauté d'Ernemont :

Rouen, 29 décembre 1790.

* MESSIEURS,

* La dame Eudes, supérieure des Sœurs d'Ernemont, nous a adressé au nom de sa communauté une requête que nous avons l'honneur de mettre sous vos yeux, jointe à la présente. Les motifs qu'elle contient, appuyés sur des faits exprimés avec vérité, et même avec modestie, relativement aux services que cette communauté rend à notre ville et aux paroisses des environs où elle a des missionnaires, nous ont paru du plus grand intérêt. Vous connaissez comme nous, messieurs, les biens infinis que produit cet établissement, porté aujourd'hui au plus haut degré de perfection par la sagesse des Sœurs qui le gouvernent, par le zèle qu'elles savent communiquer à tous les individus qui y sont employés, par l'ordre et l'économie qui régissent dans toutes ses parties. L'exiguïté des revenus de cette communauté achève de montrer combien une administration prudente et active sait faire valoir les plus faibles ressources. Nous ne doutons point, messieurs, qu'un exposé aussi touchant que celui que ces Sœurs nous ont fait ne remue vos cœurs comme il a affecté les nôtres, et que la nécessité de subvenir à cet établissement précieux ne vous paraisse un des objets les plus dignes de votre sollicitude. Nous la réclamons instamment en faveur de ces Sœurs, et nous l'attendons comme elles avec la confiance que votre amour déjà si reconnu du bien public nous inspire.

« Nous avons l'honneur d'être avec respect, messieurs, vos très-humbles et très-obéissants serviteurs.

« D'Estouteville, maire;

« Les officiers municipaux : A. Hellet, Ribard, Belhoste, Tarbé, Duval, aubet., Leboucher, Guillotte, Delespine, Lachemer-Heude.

« A MM. les Administrateurs composant le directoire du district de Rouen. »

Le directoire ne fut pas insensible à cette démarche; dans cette circonstance comme dans celle que nous rappelons plus haut, il fit preuve de bonne volonté. Les Dames d'Ernemont restèrent dans leur maison et continuèrent de tenir leurs écoles jusqu'en octobre 1792.

Les scènes de violence se répétèrent à l'égard des autres communautés.

Nous les trouvons aussi mentionnées dans le journal d'Horcholle. Ce journal constate, à la date du 1^{er} mai, que « les églises des communautés regorgeaient de monde et servaient de refuge aux bons catholiques. » Au 3 mai, que « la populace payée par les clubs » insulté dans la rue des femmes et des filles sortant des offices des communautés. Ils en ont fouetté quelques-unes, notamment, rue Saint-Vivien, deux maitresses d'école. Ont été aussi insultées les Dames Annonciades, les Sœurs de la Providence, avec menace de les fouetter si elles ne veulent pas reconnaître le nouvel évêque, et prendre des chapelains et des confesseurs qui avaient fait le serment. »

Les clubs avaient donné, en effet, le mot d'ordre. Pour le moment il fallait reconnaître le clergé constitutionnel, jusqu'à ce que, tout culte étant supprimé, ce clergé lui-même fût aboli.

L'évêque, la municipalité et le directoire du département s'ennuient de ces troubles, et trouvèrent l'occasion excellente pour faire fermer les églises catholiques, bien loin de les protéger.

M. Charrier de la Roche prit le premier la plume. Il adressa, le 7 mai, une lettre pastorale aux communautés religieuses de son diocèse. Cette lettre, écrite avec une grande modération de style, modération dont ne se départit jamais du reste cet évêque, qui devait bientôt, comme on sait, regretter et réparer le scandale de son intrusion; cette lettre, dis-je, nous révèle l'état des esprits à cette époque et confirme tout ce que nous avons déjà constaté. Elle est devenue aujourd'hui très-rare. C'est donc un document qu'il importe de conserver à l'histoire.

« Jusqu'ici, mes chères Filles, écrit l'évêque, je ne vous ai pas beaucoup importunées. J'ai respecté vos opinions, vos attachements et jusqu'à des erreurs peut-être excusables, que la charité chrétienne et une juste condescendance pour la faiblesse humaine ont dû m'inspirer de ne pas attaquer de front, par ménagement et par égard pour vos vertus. Par une suite de ce principe, mon silence durerait encore, *sans la circonstance imprévue des événements publics*, qui ne me permettent pas d'être insensible ni sur les égarements de quelques personnes qui chercheraient à troubler la tranquillité dont vous devez jouir, *ni sur les alarmes que quelques effervescences populaires ont pu jeter dans vos paisibles retraites*. J'ai appris avec douleur que ces mouvements contraires à la loi pourraient être diversement interprétés, et éloigner de plus en plus la confiance que je ne désespérerai jamais d'obtenir sur vos cœurs, quand le moment de cette conquête, nécessaire un jour pour le succès de mon ministère, le repos de vos consciences, et la réunion du troupeau tout entier sous la houlette du même Pasteur, sera venu. Ce qui me touche surtout en cet instant, c'est que vous soyez bien persuadées, non-seulement que je désapprouve hautement tout ce qui a pu et pourrait troubler la paix de vos asiles sacrés, mais que j'ai trouvé dans les corps administratifs des sentiments absolument conformes aux miens, pour employer tout ce qui peut être en leur pouvoir pour vous procurer ce premier bien dans l'ordre social, sans lequel je conçois que les autres seraient pleins d'amertume, et vous garantir la constante protection de la loi.

« Je me fais donc un devoir et un empressement de vous en assurer; mais je vous dois à cette occasion quelques avis que la raison et la douceur pastorale vont vous donner, et que l'esprit d'une correspondance parfaite à la loi de l'Etat recevra sans doute avec une semblable disposition. Si rien ne justifie les atteintes portées à la tranquillité des citoyens de la part de ceux qui ne sont pas chargés de veiller à l'exécution de la loi, il ne faut pas non plus fournir à ces derniers des prétextes, au zèle même désordonné, d'éclater contre nous. Nous n'avons point d'empire sur les opinions particulières; votre conscience personnelle est libre, et je ne prétendrai jamais la commander; je dois tout au plus éclairer votre religion; et quand le moment favorable d'obtenir cet heureux fruit aura succédé aux illusions qui le retardent, j'espère que

vous en serez consolées autant que moi-même, et surprises un jour de ne l'avoir pas plus tôt recueilli. Nous plantons nous arrosions à l'exemple et selon le langage de l'Apôtre; Dieu donnera à notre ouvrage l'accroissement, quand il lui plaira.

« Cela n'empêche pas que vous ne deviez, en attendant, sur ce qui est extérieur, respecter l'opinion dominante et la volonté nationale, qu'il n'est jamais sage de méconnaître, et surtout vous ne devez rien vous permettre qui puisse donner lieu de penser que l'on cherche imprudemment à vous la faire braver. Il s'est manifesté dans vos églises une affectation d'y recevoir et de n'y recevoir que ceux qui pensent comme vous (en supposant que les sentiments de la Communauté fussent unanimes), et l'on y multiplie des exercices ou des instructions qui n'y étaient pas connus jusque-là. *Un concours de personnes qui ont adopté ce système de séparation semble augmenter cette espèce de triomphe en faveur de ceux qui ont trouvé chez vous un asile que je n'entends point leur disputer*, et qu'ils trouveront partout en conservant les devoirs de la bienséance, en ne se portant à aucun acte extraordinaire, à aucun excès condamnable. *Cette conduite tendrait à faire désertier les paroisses*; elle peut inspirer pour les pasteurs qui les gouvernent, et les ecclésiastiques qui les desservent, un éloignement qui n'est sûrement pas dans votre âme, et qu'ils n'ont pas pour vous; mais elle établit un mur de division, elle produit un effet qui indispose et scandalise le peuple que vous devez ménager; enfin, elle n'est propre qu'à jeter sur ceux qui se sont conformés à la loi une défaveur et des préventions, qu'ils sont bien éloignés d'inspirer contre ceux qui lui résistent, et contre vous-mêmes; il y a bien d'autres actes connus, journaliers et répétés sans cesse, qui dénotent ce système combiné d'opposition que je crois au moins très imprudent, très destructif de l'ordre public, s'il n'est pas en outre très contraire à la charité évangélique; il finirait tôt ou tard par vous compromettre et vous rendre responsables des suites funestes dont vous auriez été la cause involontaire sans en prévoir les dangers.

« Tout cela n'est propre qu'à relâcher les liens de cette union précieuse que nous devons conserver à tout prix, à échauffer les têtes, à exalter les imaginations, tandis qu'il faut, au contraire, les calmer et les retenir dans les bornes de la sagesse et de la modération. C'est l'esprit de vos saintes règles et du christianisme

à la perfection duquel vous vous êtes consacrées; c'est le moyen de mériter la protection de l'Etat, de ménager à la Religion même, dont vous êtes les héroïnes par vos sacrifices, et la gloire par vos exemples, les seules victoires qui l'honorent; c'est ainsi que vous concurrez, en tout ce qui dépendra de vous, et des relations qui vous sont permises au dehors d'après vos propres engagements, à maintenir la paix et la tranquillité parmi les citoyens de cette ville. Vos prières à Dieu feront le reste; et je vous supplie, en recevant ma remontrance dans le même esprit de charité et d'intérêt qui vous l'adresse, de ne pas m'oublier auprès de celui que je prie tous les jours de vous éclairer et de vous rendre heureuses.

« Je suis, avec les sentiments de la tendre sollicitude que vos vertus m'inspirent, mes chères filles, votre très humble et affectionné serviteur en Notre-Seigneur Jésus-Christ. »

On voit de suite le vice radical de l'argumentation de M. Charrier de la Roche. La liberté de conscience proclamée si hautement par la Révolution devait, ce semble, consister avant tout à laisser les fidèles libres d'entendre la Messe où bon leur semblait, et de remplir les devoirs de la religion à leur gré. L'Evêque intrus ne l'entend pas ainsi. Parce que les religieuses ne donnent pas leur confiance au clergé constitutionnel, parce que leurs chapelles sont fréquentées par des personnes de leur opinion, ce sont elles qui sont responsables des troubles, et non les émeutiers qui, au mépris des principes élémentaires de la liberté, veulent forcer par la violence ces saintes filles et les catholiques auxquels elles donnaient accès dans leurs chapelles, à penser comme eux. La lettre est un sophisme doucereux d'un bout à l'autre. Il fallait dire nettement : « Je respecte vos convictions, et, au nom de la liberté des cultes, j'emploierai tout mon crédit à assurer à vos maisons la paix et la sécurité auxquelles ont droit tous les citoyens. » Mais la Révolution ne tiendra jamais ce langage. Elle s'accomplit au nom de la liberté, et se maintient par l'oppression et la tyrannie. Tout en elle est imposture et contradiction.

Le directoire du département donna à la lettre de l'Evêque une singulière conclusion. Il prit un arrêté qui prescrivait d'interdire l'accès des chapelles des communautés aux fidèles, et, pour plus de sûreté, d'en faire fermer les portes extérieures. La police communiqua cet ordre aux couvents et leur enjoignit de l'exécuter sans retard. Les communautés dont les noms suivent se soumirent

volontairement à la fermeture de leurs églises : l'abbaye de Saint-Amand, les Filles-Dieu, les Annonciades, les Ursulines, Saint-Joseph, le Bon-Pasteur, les Religieuses du Refuge, le 2^e monastère de la Visitation, les Dames de Saint-François, les Gravelines, les Emmurées, les Dames d'Ermenont.

Les Carmélites, le 1^{er} monastère de la Visitation, les Religieuses de Bellefonds, les Dames de Saint-Louis, les Nouvelles Catholiques, les Dames du Saint-Sacrement, refusèrent d'obtempérer aux ordres de la police, les considérant comme une atteinte à leurs droits. En conséquence, le 17 juin au soir, des officiers municipaux, accompagnés de la force armée et d'ouvriers, allèrent apposer aux portes extérieures de ces églises « deux barres de fer attachées chacune avec quatre vis aussi en fer. »

On croyait ainsi empêcher les fidèles d'assister aux Messes célébrées par les prêtres orthodoxes.

Toutefois, l'église des Gravelines (religieuses d'origine anglaise) ayant été exceptée de cette mesure, les catholiques s'y rendirent en foule. Le 23 juin, des scènes de violence eurent lieu à la sortie du salut, et nombre de fidèles furent frappés et molestés par des gens à toute main, aux gages des clubs. Le 26 juin, la police vint fermer l'église des Gravelines comme elle avait fait pour les autres. C'est alors que le cardinal de la Rochefoucauld, mis au courant de la situation, « autorisa, le 31 août, ses grands vicaires à permettre aux communautés religieuses de laisser entrer les fidèles dans leurs églises par l'intérieur de leurs maisons, pour y assister aux offices, ce qui a eu lieu, dit notre journal, avec toute la décence possible. »

On verra plus loin que nos révolutionnaires mirent promptement fin à cette dernière ressource.

Dans ce même mois de juin, les Nouvelles Catholiques eurent à souffrir des vexations particulières. Le directoire s'était imaginé de soumettre ces religieuses à l'obligation du serment à la constitution civile du clergé, sous prétexte qu'elles tenaient école et étaient comprises au nombre des fonctionnaires publics. Sur onze religieuses, quatre prêtèrent le serment demandé, sept le refusèrent. Ces dernières étaient Marie Bonnel, supérieure, Geneviève Le Roy, Marie Le Tourneur, Marie Bréant, Marie Tholmer, Marie-Louise Letailleur, Marie Duval.

Le 7 juin, les officiers municipaux se rendirent chez les Nouvel-

les Catholiques pour faire sortir de la maison les religieuses qui n'avaient pas prêté le serment. « Nous avons, dit le procès-verbal, interpellé les dames supérieure et religieuses qui ne se sont pas conformées à la loi du serment prescrit aux fonctionnaires publics de déclarer si elles étaient dans l'intention d'exécuter la disposition de l'arrêté du département qui leur impose l'obligation d'évacuer présentement la maison; à quoi les dites dames supérieure et religieuses déchuës de leurs fonctions ont répondu unanimement qu'elles étaient décidées à ne quitter leur maison que lorsqu'on EMPLOYERAIT LA FORCE POUR LES EN FAIRE SORTIR. » Voilà une réponse faite par de faibles femmes qui rappelle les belles et courageuses paroles des premiers martyrs. Les révolutionnaires ne sont pas sensibles aux nobles sentiments. Le 9 juin, sur les dix heures du matin, la force armée envahit le couvent des Nouvelles Catholiques, expulsa de l'église les fidèles qui s'y trouvaient, et mit à la porte les six religieuses qui avaient refusé de trahir leur conscience.

Les Nouvelles Catholiques furent les seules religieuses jetées hors de leur couvent en 1791 pour refus de serment. Nous trouvons la preuve de ce fait dans un document officiel conservé aux archives. Ces sept pauvres femmes laissées sans ressource aucune ne tardèrent pas à ressentir les atteintes de la misère.

Des personnes charitables s'intéressèrent à leur sort et adressèrent pour elles une pétition à la municipalité. Elles faisaient observer aux magistrats de la cité « qu'aucun décret n'ayant assujéti nommément les religieuses à prêter le serment prescrit pour les ecclésiastiques fonctionnaires publics, elles crurent au mois de mai 1791 ne pouvoir obtempérer à la proposition qui leur en fut faite. En conséquence, elles furent forcées d'évacuer leur maison. Il leur fut permis d'emporter à chacune leur lit et petits objets étant dans leurs cellules, douze serviettes, deux nappes, deux tabliers, deux torchons, quatre paires de draps. Cette voie de rigueur n'a eu lieu qu'envers ces malheureuses qui ne purent composer avec leur propre conscience. Toutes les autres ci-devant religieuses des diverses communautés ont usé, sans le moindre trouble, de la liberté du culte, sans qu'on leur ait demandé le serment exigé de ces sept infortunées. » La pétition les représente « accablées sous le poids d'une étrange misère, réduites sans ressource aucune, manquant de tout, dénuées des premiers besoins de la vie. »

Il est probable, bien que nous n'en ayons pas la preuve, que la municipalité composée alors de gens humains ne resta pas insensible à cet appel.

V

Après tous ces assauts, on laissa les religieuses des différentes communautés respirer en paix pendant quelques mois. Elles n'avaient plus la disposition de leurs biens, déclarés depuis plus d'un an propriété nationale et gérés comme tels par les délégués municipaux. Elles touchaient une rente annuelle qui variait de 300 à 500 fr. A l'abri du besoin, elles purent vaquer jusqu'à la fin de l'année 1791 à leurs pieux et chers exercices. La tentative de M. Charrier de la Roche pour les amener dans l'église constitutionnelle étant demeurée sans résultat, ce Prélat doux et conciliant n'insista pas.

L'année 1792, fut fatale à nos chères communautés. La municipalité de Rouen avait été renouvelée par moitié dans l'élection du 24 novembre 1791; et bien que composée encore d'éléments honnêtes, elle n'offrait plus un ensemble aussi rassurant. L'orage révolutionnaire commençait à monter à l'horizon; de sinistres nuages s'amoncelaient; des éclairs précurseurs déchiraient de temps à autre le ciel sombre. Les clubs s'agitaient, le langage des dépositaires de l'autorité devenait violent; on ne parlait plus du roi, mais de la liberté; on n'associait presque plus la religion aux démonstrations publiques; mais en revanche on flétrissait le fanatisme des prêtres fidèles, on en venait aux menaces directes. Le mot république était souvent prononcé. La réalité n'était pas loin.

Gratien, avec ses dispositions particulières et son passé, fut très réservé vis-à-vis des communautés religieuses. Il les laissa en paix. D'ailleurs son influence était presque nulle, et les événements allaient se précipiter avec une foudroyante impétuosité.

Le 4-17 août parait le décret qui ordonne l'évacuation et la vente des maisons occupées par les religieux et religieuses, décret confirmé et expliqué par ceux des 16 et 17 août.

Le directoire du département de la Seine-Inférieure ne tarda pas à tirer les conclusions de cette loi de persécution. Dans le rapport de ses travaux pour les années 1791 et 1792, nous lisons ce

qui suit : « Les religieuses, pour la plupart enchaînées dans les monastères par une fausse honte ou par les espérances mensongères que leur donnaient de fanatiques directeurs, continuaient d'occuper des emplacements précieux qui forment une partie du gage de la dette publique. Il en était de même de quelques religieux auxquels il avait été désigné dans chaque département des maisons où ils continuaient de vivre en commun. Ces individus perdaient dans la retraite les fruits de la liberté et privaient la nation d'une partie de ses ressources. L'Assemblée nationale, par son décret du mois d'août, remédie à ces inconvénients, en ordonnant que toutes ces maisons encore occupées par des religieux et religieuses seraient évacuées pour le 1^{er} octobre et mises en vente, excepté celles consacrées au service des hôpitaux, à l'égard desquelles il n'a été rien innové. »

Enfin, le 18 août, l'iniquité est consommée par la loi qui supprime définitivement les congrégations et les confréries. Cette loi, l'une des premières conséquences de la criminelle et honteuse journée du 10 août, terminait la série des spoliations accomplies graduellement par la Révolution.

Comme le roi était prisonnier et le pouvoir royal déclaré suspendu, les décrets furent publiés au nom de l'Assemblée et reçurent immédiatement force exécutoire.

Le décret du 18 août s'ouvrait par ce préambule :

« L'Assemblée nationale, considérant qu'un Etat vraiment libre ne doit souffrir dans son sein aucune corporation, pas même celles qui, vouées à l'enseignement public, ont bien mérité de la patrie, et que le moment où le corps législatif achève d'anéantir les corporations religieuses est aussi celui où il doit faire disparaître à jamais tous les costumes qui leur étaient propres, et dont l'effet nécessaire serait d'en rappeler le souvenir, d'en retracer l'image, ou de faire penser qu'elles subsistent encore, décrète ce qui suit :

« ART. 1^{er}. — Les corporations connues en France sous le nom de congrégations séculières..... et généralement toutes les corporations religieuses et congrégations séculières d'hommes et de femmes, ecclésiastiques ou laïques, même celles uniquement vouées au service des hôpitaux et au soulagement des malades, sous quelque dénomination qu'elles existent en France.... et toutes autres associations de piété et de charité, sont éteintes et supprimées à dater du jour de la publication du présent décret. »

Suivent sous cinq titres de nombreux articles destinés à assurer et à prévoir dans tous ses détails l'application de cette loi.

Elle fut exécutée avec la dernière rigueur à Rouen. Déjà, en conséquence de la loi du 17 août, les officiers municipaux s'étaient transportés les 26, 27, 28, 29 et 30 septembre, dans toutes les communautés, et, après s'être emparés des cloches, de l'argenterie, du cuivre, des meubles et objets d'art qui s'y trouvaient, avaient expulsé les religieuses, fermé le couvent et apposé les scellés. Nous avons sous les yeux les procès-verbaux de cette suprême exécution. L'argenterie provenant des calices et objets du culte fut portée à la Monnaie; les cloches furent dirigées vers les fonderies de canons; les livres de quelque valeur attribués aux dépôts publics; les meubles vendus à vil prix. Quant aux tableaux, nous pouvons suivre exactement leur migration, grâce aux recherches de M. de Beaurepaire (1).

L'église de l'abbaye de Saint-Amand fournit l'*Education de la Vierge* de La Hire, la *Circocision* de Bassan, et les deux plus belles toiles de notre musée actuel, l'admirable *Saint François en extase* d'Annibal Carrache, et la *Madone de saint Sirtre*, ce chef-d'œuvre attribué à Raphaël. On suppose, non sans raison, que ce tableau, commandé en 1543 à Raphaël par le cardinal d'Amboise, a été donné par ce Prélat magnifique à l'abbaye de Saint-Amand, qu'il avait en singulière affection. On prit aux Annonciades la *Sainte Jeanne à genoux* de Deshayes; à Bellefonds, une *Assomption* de Monestier, *Saint Benoît* et *Sainte Scolastique* de Le Tellier, une *Assomption* de Deshayes, et deux tableaux de mérite représentant saint Benoît; au Bon-Pasteur, la *Madeleine en pleurs* de Lemonnier; aux Clarisses, *Sainte Claire à genoux* de Le Tellier; aux Emmurées, la *Vierge sur des anges, entourée d'anges* de Le Tellier, l'*Adoration des Bergers* du même maître, et regardée comme l'un de ses chefs-d'œuvre; aux Gravelines, une *Adoration des Bergers*, *Saint Alexis mort* de Le Tellier, *Vision de saint Bernard* du même, *Jésus en croix* de Lély, un *Christ mort en croix* du même, le *Martyre de saint Jean Porte Latine*, et trois portraits de l'école anglaise; aux Sœurs de Saint-Louis, *Saint Louis rapportant la croix portée par des anges*, d'après Jouvenet; aux Nouvelles Catholiques, *Jésus au milieu des Docteurs* de Cazes; au 1^{er} monas-

(1) Précis de l'Académie de Rouen de 1853, p. 368 et suiv.

tère de la Visitation, un grand nombre de portraits allégoriques du plus haut prix, dons du roi et de la reine d'Angleterre en 1697, et de généreux bienfaiteurs; l'un de ces portraits, *Sainte Cécile*, peint par Jouvenet; de plus, l'*Apothéose de saint François de Sales*; une *Apparition de Notre-Seigneur à sainte Chantal* de Le Tellier; une autre *Apothéose de saint François de Sales* et une *Généralisation de malades à son tombeau*, de Saquespée; un *Ange gardien* et une *Annunciation* de Deshays; au 2^e monastère de la Visitation, quatre tableaux de Deshays: la *Visitation*, *Saint François de Sales donnant la règle de la Visitation à des religieuses à genoux*, *Saint Joseph et Saint Augustin*, un *Saint François de Sales de La Tellier* et un autre d'un maître inconnu; aux Ursulines, *Sainte Ursule en extase* de Deshays, *Jésus au milieu des Docteurs*, *Jésus appelant à lui les enfants*, la *Sainte Famille* de Lemonnier.

Ainsi, nos communautés avaient eu à cœur d'enrichir leurs églises d'œuvres d'art dignes d'elles et avaient fourni à nos peintres normands Jouvenet, Restout, Saquespée, Deshays, Le Tellier, Lemonnier, et à bien d'autres d'un moindre renom, l'occasion de signaler leurs talents. Une foule d'œuvres de sculpture, d'orfèvrerie, d'ébénisterie, d'ivoirerie, ornaient ces antiques sanctuaires. Les sacristies étaient pleines d'aubes en fine dentelle, d'ornements richement tissés et brodés. Si l'on put sauver les tableaux, on laissa gaspiller le mobilier, les contretables, les rétables, les stalles, les tapisseries, tout un trésor lentement amassé pendant des siècles, et formé par la piété et la reconnaissance publique.

Ce fut un spectacle navrant de voir dans les derniers jours de septembre l'expulsion des religieuses et le dépouillement des communautés. Rien ne peut rendre les scènes déchirantes auxquelles cette exécution donna lieu. Les religieuses versaient des larmes, se tenaient embrassées, et ne pouvaient se séparer de ces lieux bénis qui avaient reçu leurs serments, et où s'étaient écoulés leurs jours les plus heureux.

Une narration écrite par les Sœurs de la Visitation contemporaines de ces excès, qui nous a été communiquée, peut donner une idée de cette désolation. Ce n'étaient que sanglots et adieux déchirants. La population fut émue de ce spectacle. Si l'on entendit quelques injures et quelques ricanements, ils ne provenaient que de ces misérables, soudoyés par les clubs, qu'on voyait surgir en

chaque occasion pour jeter la boue à la tête des victimes. Les Sœurs finirent par se séparer et trouvèrent un abri, soit dans leur famille, soit dans des maisons hospitalières. Plusieurs s'obstinèrent à vivre en commun, cachées dans des mansardes. Enfin, lorsque parut le décret d'octobre, on procéda à la vente des couvents, et ces maisons religieuses sanctifiées par les prières, embaumées par les vertus de tant de saintes générations de vierges, devinrent la proie de toutes les cupidités et le théâtre de toutes les profanations.

VII

Que devinrent nos religieuses à l'heure de la persécution?

Les unes avaient cherché dans leur famille à Rouen un abri et des moyens d'existence, les autres s'étaient disséminées dans les campagnes. Chose étonnante, ces dernières étaient moins nombreuses que les premières. La prudence semblait commander à ces humbles filles de se tenir cachées dans les villages les plus lointains. Le manque complet de ressources leur interdit sans doute cette conduite. Plus encore, pensons-nous, cet attrait indéfinissable qu'exercent sur le cœur la vue et la fréquentation des lieux où se sont écoulées les meilleures années de la vie les retint près de leur couvent. A Rouen, elles pouvaient passer quelquefois près de leur cher monastère, contempler ces bâtiments, cette chapelle où leur âme s'était tant de fois fortifiée et épanouie sous le regard de Dieu. Tant de pieux et doux souvenirs étaient attachés pour elles à ces maisons aujourd'hui désolées! Et puis l'espérance, l'indestructible espérance, ne leur laissait-elle pas entrevoir une restauration prochaine de leurs communautés?...

Quel que soit le sentiment qui dicta leur résolution, le plus grand nombre des religieuses demeurèrent à Rouen. La pauvreté absolue à laquelle plusieurs étaient réduites provoqua quelques défaillances. Des sœurs jusque-là inébranlables se décidèrent à prêter le serment pour être admises à toucher la modique pension qu'on leur promettait. C'est ainsi qu'une douzaine de religieuses de différents instituts se présentèrent à la municipalité. Et encore de ce petit nombre plusieurs se rétractèrent, après réflexion.

Nous citons ici, non sans admiration et sans attendrissement, la rétractation courageuse de l'une de ces vierges chrétiennes. Nous la recommandons à l'attention de nos lecteurs; ils y verront sous

l'empire de quels sentiments et à l'aide de quels moyens on arracha à ces pauvres femmes le serment « de maintenir la liberté et l'égalité, et de mourir en les défendant; » et comment ensuite elles ont su faire acte d'énergie et de réparation :

« Je, Marie-Adélaïde-Angélique Travers, D^e de Saint-Victor, religieuse de l'abbaye de Saint-Amand de Rouen, déclare que, ne m'étant point assez tenue sur mes gardes envers les sollicitations des insinuations perfides, des représentations mensongères, des menaces même que des personnes égarées, en profitant de mon inexpérience et de la faiblesse de mon sexe, ont employées pour me faire prêter le dernier serment, j'ai eu le malheur de me laisser égarer en prêtant le serment le 22 septembre dernier. Mais réfléchissant sur le tort que j'ai eu de céder aux intrigues des personnes que je ne pouvais pas prendre pour mes guides dans la foy, et de n'avoir pas pris pour modèle des personnes aussi religieuses qu'éclairées qui devaient sous ces rapports et à toutes sortes d'autres égards guider ma conduite, non-seulement pour ce serment sur lesquelles mes connaissances ne permettent point de prononcer, quant à la dernière partie qui est de mourir en défendant la liberté et l'égalité, elle est bien faite pour alarmer ma conscience; en effet, pour mourir en défendant des principes à l'établissement desquels je n'ai eu aucune part, il me faudrait prendre les armes et opposer la force à ceux qui voudraient les attaquer; si c'est pour cela qu'on a entendu me faire jurer, mon serment est inutile, et Dieu me défend par son second commandement de jurer en vain; si, au contraire, on a entendu lui donner toute la latitude dont il est susceptible, cela à moy femme, jeune et faible, est-ce à moy religieuse obligée par mes premiers serments à la soumission, à l'obéissance, à la prière et à la résignation, est-ce à moy dévouée à cette Eglise de paix, qui ne connut jamais le sang, *Ecclesia abhorret à sanguine*, à prêter un pareil serment? Non certes; et pour ne pas rester plus longtemps dans l'état d'inquiétude et de douleur où m'a plongée ce serment que mes lèvres n'auraient jamais dû proférer, et pour réparer autant qu'il est en moy le scandale auquel j'ai donné lieu, je déclare devant Dieu et devant les hommes le rétracter, comme en effet je le rétracte, notamment tout ce qui est contraire à mes principes, à la pureté de ma foy, à la hiérarchie, au dogme et à la discipline de l'Eglise catholique, apostolique, romaine, dans le sein de laquelle

ayant eu le bonheur de naître, je veux avoir celui de vivre et mourir, moyennant la grâce de Dieu.

« A Rouen, ce 9 novembre 1792.

« TRAVERS. »

L'une des principales considérations qui retinrent à Rouen un grand nombre de religieuses, nous avons hâte de le dire, fut la possibilité qu'elles avaient d'entendre quelquefois la Messe et de recevoir la sainte communion. Nous l'avons constaté au cours de cette histoire, Rouen renfermait encore un certain nombre de prêtres cachés, qui célébraient les saints mystères dans des maisons particulières. Au moyen de quelles précautions et au prix de quels sacrifices ces dignes confesseurs parvinrent-ils à tromper la surveillance des clubs et du directoire, nous ne saurions le dire. Nous savons par les aveux mêmes des prêtres arrêtés et déportés que le fait était fréquent. De dignes et pieuses familles tenaient à honneur de donner asile à ces bons prêtres, et regardaient comme la plus précieuse récompense de leur dévouement la faveur d'assister au saint sacrifice célébré dans une chambre, avec le plus profond mystère. Qui n'a entendu raconter à ses grands parents quelque-une de ces scènes attendrissantes qui rappellent les catacombes? Les religieuses dont la famille était aisée se procurèrent cette consolation.

Nous avons recueilli bien des traits qui nous prouvent que, même au temps de la Terreur, le saint sacrifice ne fut pas interrompu à Rouen, et qu'il fut possible aux âmes ferventes de s'approcher quelquefois de la source de toute force et de toute vertu. Les traditions intimes sont ici d'accord avec les documents publics. Les dossiers des prêtres condamnés, les notices en grand nombre écrites sur les épisodes de ce temps, reconnaissent tous ce fait, qui demeure l'éternel honneur de la foi de notre cité (1).

Les religieuses renouvelèrent en ces temps de persécution l'exemple donné aux premiers siècles de l'Eglise par les femmes chrétiennes. Elles vinrent en aide aux confesseurs de la foi, leur procuraient des secours, faisaient des quêtes pour eux, visitaient dans les prisons ceux qui y étaient détenus, leur rendaient, en un mot, tous les offices que la bienfaisance et le zèle le plus ingénieux

(1) Voir entre autres la Notice sur M. l'abbé Motte, par M. l'abbé Picard, page 9 et suiv., et les notes 3, 4 et 5.

pouvaient inventer (1). Ces saintes filles étaient quelquefois arrêtées dans l'exercice de leur charité. Deux d'entre elles, la sœur Marie-Modeste Grout et la sœur Angélique Duperroy, furent amenées de ce fait devant le tribunal révolutionnaire. Angélique tremblait de tous ses membres. « Ne craignez rien, lui dit sa compagne, Dieu est avec nous; à l'aide de sa force, je répondrai pour deux. » Ce fut à elle que le juge s'adressa la première. « Citoyenne, dit-il, avez-vous fait des vœux? — Oui, répondit-elle d'une voix tranquille; si nous ne les avions pas encore prononcés, nous monterions à l'instant sur ces toits pour en rendre témoins et le ciel et la terre (2). »

L'année 1793 arrive avec son lugubre cortège d'arrestations, d'attentats et d'exécutions. La terreur plane sur la France. La municipalité et le conseil général de Rouen, accusés de tiédeur, excités par la société populaire républicaine de jour en jour plus violente, veulent donner des preuves de civisme à la Convention qui les suspecte. Lorsque paraît la loi du 29 mars sur l'inscription du domicile, le conseil général, dès le 1^{er} avril, arrête qu'en exécution de cette loi, et dans le délai de trois jours, « tous propriétaires, principaux locataires, concierges, agents, fermiers, régisseurs, portiers, logeurs, etc., dans l'étendue de la commune de Rouen, seraient tenus d'afficher à l'extérieur des maisons, fermes et habitations, au-dessous des croisées du premier étage, et en caractères bien lisibles, les noms, prénoms, surnoms, âges et professions de tous les individus résidant actuellement ou habituellement dans lesdites maisons ou habitations; que ces affiches resteraient de jour et de nuit, et seraient renouvelées toutes les fois qu'il y aurait mutation d'individus ou détérioration des affiches. »

En même temps la chasse aux prêtres insermentés et aux parents des émigrés commence.

Les religieuses eurent bientôt leur tour. La persécution avait atteint, au commencement de 1794, son plus haut degré d'intensité. L'arrivée à Rouen des conventionnels Sautereau et Siblot activa les poursuites et les emprisonnements. Comprises dans la catégorie des suspects, les Sœurs furent l'objet des plus odieuses

(1) Relation manuscrite des Sœurs de la Visitation (2^e monastère).

(2) Relation des Sœurs de la Visitation.

vexations. Trois cent soixante-trois religieuses étaient arrêtées au mois d'avril 1794 (floréal, an II, comme on disait alors) et mises en prison. Sur le registre d'écrou que nous avons parcouru, le motif d'arrestation des religieuses est toujours le même et se trouve ainsi énoncé : *simple cause d'opinion*. Voilà, selon nous, le signe le plus caractéristique de la Révolution, et de toutes les Révolutions qui l'ont imitée. Au nom de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, les hommes qui ont usurpé le pouvoir par violence, foulent aux pieds toute loi, tout droit, toute apparence de justice, et incarcèrent jusqu'à de faibles femmes pour *SIMPLE CAUSE D'OPINION*.

Nos religieuses furent donc incarcérées. Leurs noms sont conservés dans un registre spécial aux archives municipales. Leur grand nombre nous empêche de les reproduire ici. Il y avait 48 religieuses des deux monastères de la Visitation, 24 Ursulines, 24 Sœurs d'Ernemont, 20 du Saint-Sacrement, 18 Clarisses, 15 Carmélites, 14 de Bellefonds, 13 Annonciades, 13 de Saint-Louis, 10 Sœurs de la Providence, 11 de l'Hospice de l'Humanité (Hôtel-Dieu), 8 Filles-Dieu, 8 du Refuge, 6 Religieuses de Saint-Amand, 7 Sœurs de Saint-François, 5 des Nouvelles Catholiques, 5 de l'Hospice-Général, 4 Emmurées, 4 Sœurs de Saint-Joseph, 1 du Bon-Pasteur, 15 Ursulines d'Elbeuf, et 45 étrangères, Anglaises pour la plupart.

Leur nombre fut bientôt augmenté et porté à quatre cent vingt-sept.

Comment furent-elles traitées, ces humbles et charitables femmes, dont la plupart avaient passé leur vie à élever gratuitement les enfants pauvres et les orphelins, et à soigner dans les hôpitaux tous les souffrants et les délaissés d'ici-bas? Nous voulons nous tenir dans la stricte vérité, et nous leur laissons à elles-mêmes le soin de nous raconter leur captivité. La relation qu'on va lire est une œuvre du temps, l'œuvre des Sœurs du 2^e monastère de la Visitation, où un grand nombre de religieuses arrêtées ont subi leur emprisonnement. Nous n'ajouterons pas un mot à ce document écrit avec une modération et une sérénité des plus édifiantes. Nous l'insérons avec respect, comme un nouveau témoignage des vertus de ces dignes épouses de Jésus crucifié :

« Les partisans d'une liberté qui autorisait à tout faire, excepté le bien, n'ayant pu laisser les pieuses cénobites dans leur paisible retraite, s'ennuyèrent bientôt de les voir parmi eux; en consé-

quence, des perquisitions exactes furent faites pour les découvrir, et surtout le jour de la grande battue, grand nombre de religieuses furent arrêtées et conduites provisoirement au couvent des Dames Gravelines de cette ville, où elles passèrent la nuit comme elles purent. Celles de nos Sœurs qui se trouvaient dans la ville eurent le même sort, à l'exception de deux ou trois qui, craignant extrêmement la prison, prirent de si sévères précautions, qu'elles ne furent point découvertes.

« Le lendemain, toute la troupe réunie fut enfermée dans notre monastère, destiné pour être le lieu de leur détention. Durant le chemin, nos illustres captives marchaient deux à deux comme en procession, à la tête de laquelle se trouvaient providentiellement deux religieuses nommées, l'une l'Estendard et l'autre de la Croix (1). Deux haies de soldats les escortant de côté et d'autre, leur étaient tout moyen de fuir. Parmi les nombreux spectateurs de leur marche, les uns les plaignaient, les autres leur disaient des injures.

« Arrivées ici, elles furent contraintes de passer la première nuit dans l'église, où elles étendirent leurs matelats sur les dalles de pierre. Ensuite les greniers furent assignés pour le logement de trois cents religieuses qui s'y trouvèrent ensemble. Les appartements plus commodes et les dortoirs furent occupés par quatre cents dames nobles, aussi prisonnières d'Etat. La nourriture qu'on leur fournissait n'était que du riz et du pain très mauvais et quelquefois moisi; il leur était d'autant plus difficile de se procurer autre chose, que leur ancienne tourière n'avait plus l'usage de ses facultés : une fille de service qui en exerçait les fonctions avait eu la maladresse de se faire arrêter, quoique les commissaires montrassent le désir de l'en exempter; mais comme elle soutenait qu'elle était comme *ces dames*, ils furent en quelque sorte obligés de lui faire partager leur sort. Nos Sœurs étaient encore réduites à payer l'eau de leur propre citerne, et le droit de dix sous par semaine, si elles voulaient se promener dans leur jardin.

« La première geôlière qu'elles eurent, nommée Françoise, joignait à des manières vraiment soldatesques un fond d'humanité; elle leur épargna par sa fermeté auprès des municipaux la com-

(1) Les sœurs Marie-Xavier de l'Estendard, et Marie-Madeleine de la Croix, religieuses du 1^{er} monastère de la Visitation.

pagnie de femmes prostituées qu'on voulait leur adjoindre. Elle avait prévenu ses prisonnières que, lorsqu'elle crierait bien fort contre elles, ce serait pour les avertir que les républicains venaient faire des visites, afin qu'elles eussent le temps de cacher leurs livres et les autres objets de religion qui, sans une grande circonspection, ne pouvaient manquer d'être saisis. Françoise avait aussi confié à une d'entre elles à quel endroit serait la clef d'une porte de derrière, dans le cas où l'on viendrait pour les massacrer, afin qu'elle put s'évader et sans doute faire évader les autres.

« Dans cette situation, nos Sœurs éprouvaient parfois de grandes frayeurs, surtout lorsque le peuple se mutinait et qu'on battait la générale; néanmoins elles faisaient aussi des récréations fort gaies, non sans sujet, puisqu'elles étaient animées de l'unction de la grâce et de la joie d'une bonne conscience. Leur oratoire consistait en une image de papier représentant leur Epoux mourant sur l'arbre de la croix; à ses pieds, chaque samedi, elles faisaient leur confession et lui demandaient l'absolution de leurs fautes, ne pouvant communiquer avec aucun de ses ministres. Le dimanche au moins, la Messe était dite chez les RR. PP. Capucins, vis-à-vis de notre maison; un mouchoir qu'on agitait à la fenêtre signalait à nos pieuses détenues le moment du sacrifice où l'auguste victime était présentée à leurs adorations. Celles qui moururent pendant les dix mois de leur captivité furent assistées soigneusement par leurs charitables compagnes, et firent paisiblement le redoutable passage du temps à l'éternité. Pour l'extérieur, elles ne pouvaient non plus se procurer les secours de la médecine, au moins chaque fois qu'ils eussent été nécessaires. Une religieuse se sentant étouffer par le sang, et faisant connaître par signes qu'elle désirait une saignée, un petit chirurgien se présenta; mais il se contenta de dire froidement : « C'est un sang tourné, il n'y a rien à faire. »

« La vie des religieuses était trop longue au gré de leurs persécuteurs; ils résolurent d'en abrégier le cours. Nos Sœurs eurent ordre de se rendre en un lieu désigné, certain jour très prochain, choisi pour l'exécution qui devait leur ouvrir la porte du ciel. Avec quel bonheur n'entrevinrent-elles pas la palme du martyre sur le point de leur être décernée! Elles se préparaient à la recevoir lorsqu'on apprit la mort de Robespierre, arrivée le 28 juillet 1794. Cette nouvelle fit bientôt ouvrir les prisons : ainsi la récompense de nos généreuses combattantes fut différée. Dieu,

dans les desseins de sa miséricorde, les réserva sans doute pour nous préparer un asile contre la corruption du siècle. Cependant nous avons lieu de présumer que le juste Juge leur a tenu compte de la préparation de leurs cœurs.....

« Pour conclusion, nous répéterons les paroles que nous avons souvent entendu dire à nos Sœurs anciennes : « Jamais on ne croira ce que nous avons eu à souffrir pendant la Révolution. »

CHAPITRE X

L'EXIL

I. — LE CARDINAL DE LA ROCHEFOUCAULD EN EXIL (1792)

1. — LES PRÊTRES FIDÈLES EXILÉS

CHAPITRE X

I

Les premiers mois de l'année 1792 se passèrent dans un calme relatif. Le Cardinal, sollicité de toutes parts d'émigrer, se refusait aux instances de ses amis. Il restait ainsi en communication avec les vicaires généraux de Rouen et les prêtres de son diocèse.

Au mois de mai de cette année 1792, voulant pourvoir aux intérêts spirituels de son diocèse, il fit à Paris, et en secret, une ordination de prêtres. Nous avons connu ce fait, intéressant à noter, par les dossiers des prêtres déportés, dont quelques-uns, et notamment le courageux abbé Jean Delahaye, déclarèrent avoir été ordonnés à Paris, à cette époque, par le Cardinal.

Cependant, les événements se précipitaient. Le 10 août venait d'achever la ruine de la monarchie, et les massacres de septembre, celle de l'ordre et de la liberté. C'en était fait : la France était livrée aux égorgeurs. Dans cette épouvantable boucherie des Carmes, deux parents du Cardinal, tous deux la Rochefoucauld, les évêques de Saintes et de Beauvais, avaient reçu la mort en s'embrassant. Cette catastrophe agit vivement sur l'esprit du Prélat, et, voyant qu'il n'y avait plus rien à espérer des événements, il se résolut enfin à prendre le chemin de l'exil.

Nous avons dit déjà que le Cardinal de la Rochefoucauld avait inspiré même aux révolutionnaires la vénération et la sympathie. Ce beau vieillard, doux et bon, ne devait rencontrer d'ennemis nulle part. Sa grande charité, la droiture de sa conscience, son inépuisable bienveillance, la dignité et l'aménité de sa vie lui avaient concilié le respect universel. Bien qu'il ne prit plus part à la vie politique depuis la dissolution de l'assemblée nationale constituante, il était resté en vue ; ses relations avec Louis XVI n'étaient un mystère pour personne, et cependant il n'avait jamais

été inquiété. Lorsqu'il demanda son passe-port, après les massacres de septembre, la municipalité, s'il faut en croire des relations privées, fit tous ses efforts pour le retenir à Paris, l'assurant qu'il serait entouré de soins et de protection ; mais comme il insista, on se rendit à ses vœux, et, par une faveur très rare en ce temps, on lui délivra un passe-port en règle, avec les protestations les plus rassurantes. Ainsi tombe de soi la fable de son déguisement en cocher. Le Cardinal s'embarqua le 20 septembre à Boulogne. M. Baston, chanoine de Rouen, le vit à son débarquement à Douvres, où il venait lui-même d'arriver. « Quel changement ! s'écriait-il dans ses *Mémoires*, et combien je fus ému ! Il paraissait être redevenu le prêtre des montagnes dont la Providence l'avait tiré plus de soixante ans auparavant. Dès qu'il m'aperçut, ses bras s'ouvrirent et sa joue me donna un baiser silencieux et prolongé, qui raconta à mon cœur tous les malheurs de l'illustre et respectable vieillard. »

Le Prélat séjourna peu de temps en Angleterre. Soit qu'il ignorât les dispositions bienveillantes de ce pays, soit qu'il craignît que sa dignité ne gênât les autorités locales, soit enfin qu'il eût pris des dispositions antérieures, il se dirigea vers Maëstricht, où il établit sa résidence.

Maëstricht est une ville ancienne, opulente et fortifiée. Capitale du duché de Limbourg, l'un des principaux centres du commerce alors si étendu de la Hollande, elle était précieuse aux Hollandais, qui l'avaient longtemps disputée aux prétentions de la France et de l'Autriche. Aussi, en prévision de la guerre, l'avaient-ils entourée de fortifications formidables et protégée par une garnison importante. C'était d'ailleurs une ville aimable et hospitalière. Beaucoup d'émigrés, et spécialement d'ecclésiastiques, s'y étaient rendus. On remarquait notamment l'ancien jésuite Feller, l'auteur d'une Biographie estimée, qui rédigeait alors un journal fort répandu, quoique clandestinement, parmi les royalistes. Le Cardinal fut vite entouré de prêtres de son diocèse : l'abbé de Pradt, son neveu ; M. de Saint-Gervais, doyen du chapitre ; M. Baston, M. Le Boulleux, l'abbé Bouic, etc.

Ces bons prêtres étaient un peu choqués de la vie mondaine du clergé et des religieux de Maëstricht. Les mœurs germaniques toléraient d'étranges abus. On lit dans un récit de l'un des compagnons du Cardinal cette singulière anecdote : « Un dominicain fut élevé

à la prêtrise et offrit son premier sacrifice. Le monastère et une grande partie de la ville furent en prières toute la matinée; mais vers les sept à huit heures, une soirée fut donnée chez Leurs Révérences et dura jusqu'au lendemain à quatre heures du matin, où se trouvèrent un grand nombre d'ecclésiastiques, des moines, des dames de la ville et des environs, et les officiers de la garnison, la plupart calvinistes ou luthériens. »

La gravité et la dignité de vie des prêtres français contrastaient avec ces habitudes mondaines. Ils devaient donner un plus bel exemple encore lors de la contagion qui sévit dans Maëstricht, à l'époque du siège conduit par Miranda. Ce lieutenant de Dumouriez, étant venu investir la place et éprouvant de la part de la garnison une sérieuse résistance, conçut le dessein de l'affamer. La peste se déclara en même temps dans la ville et dans l'armée; l'on ouvrit un vaste hôpital qui fut rempli en quelques jours; les prêtres français demandèrent et obtinrent la permission de soigner les malades; ils se firent gardes-malades, infirmiers, médecins même, en même temps qu'ils prodiguèrent les consolations spirituelles. Un certain nombre de ces courageux confesseurs succombèrent à la maladie. Ils ne s'épargnaient ni jour ni nuit; aussi furent-ils un objet d'admiration pour les habitants.

Un épisode de ce siège nous concerne spécialement et a été conservé par l'histoire. La première bombe qui fut lancée par les républicains sur la ville tomba dans les appartements du Cardinal Archevêque de Rouen, qui montra dans cette occasion un sang-froid et une tranquillité admirables. Il rassura ceux qui l'entouraient et persista à coucher dans la chambre où avait éclaté la bombe. Sa maison fut criblée de boulets les jours suivants. « Il ne resta pas, dit l'abbé Bouie dans ses *Voyages*, un seul édifice intact dans le quartier qu'habitait le Cardinal. » On sait que Miranda échoua devant Maëstricht. Le siège levé, notre Prélat, qui concevait peut-être, comme tous les émigrés, des espérances prochaines, se rapprocha de la France. On se fait difficilement l'idée, aujourd'hui, des illusions qu'entretenaient, au sujet de leur retour dans la patrie, les émigrés, prêtres et laïques. Les habitants de Maëstricht les partageaient. Les fournisseurs livraient leur marchandise payable en France. Les succès récents des alliés, la retraite de Miranda, les espérances que faisait concevoir l'attitude indécise de Dumouriez, la marche en avant des Autrichiens, tout contri-

bunit à affermir dans les cœurs la conviction du succès. Ce naturel penchant que nous avons de trouver vraisemblable ce que nous désirons se manifestait chez les émigrés par les discours et les démenables les plus inconsidérés. Ce fut peut-être cette assurance qui les perdit, parce qu'elle les aveugla et divisa leurs forces.

Quoi qu'il en soit, le Cardinal quitta Maëstricht pour se fixer à Bruxelles. Cette ville était envahie par l'élite de l'émigration, qui y déployait un luxe aussi dispendieux qu'imprévoyant. Se renfermant tout de suite dans les limites que sa condition nouvelle lui avait faites, le Prélat contrasta, par la modestie de sa maison et la scrupuleuse régularité de sa vie, avec les grands seigneurs ses voisins et ses parents. D'ailleurs les nouvelles qu'il recevait de France affectaient trop son cœur pour qu'il pût prendre intérêt à tout ce qui s'agitait autour de lui. Il aimait sincèrement et profondément Louis XVI. Ce prince le lui rendait bien. L'une de ses premières paroles, en recevant, la veille de sa mort, au Temple, l'abbé Edgeworth, avait été celle-ci : « Où est le bon Cardinal de la Rochefoucauld ? » (1) Après le crime du 21 janvier et la mort de la reine, M. de la Rochefoucauld se renferma dans une solitude absolue. Il n'en sortit que pour paraître au service solennel que les émigrés firent célébrer à Bruxelles pour Marie-Antoinette. Invité à officier pontificalement, l'Archevêque de Rouen déploya une dernière fois dans cette cérémonie, qui fut très imposante, toute la majesté et toute la grâce qu'il apportait d'ordinaire dans ses fonctions pontificales. M. Baston assistait à ce service et en a parlé dans ses *Mémoires*. Nous reproduisons sa narration intégralement.

« Deux jours après mon arrivée à Bruxelles, écrit-il, les réfugiés français y célébrèrent un service pour leur infortunée reine. Le respectable et bon Cardinal de la Rochefoucauld officia pontificalement. Il courait sa quatre-vingt-deuxième année. Courir est ici le mot, car Son Eminence alloit encore comme à trente ans, sauf que la goutte lui rappeloit par intervalles qu'il étoit au fond de plus d'un demi-siècle au delà. L'assemblée fut brillante : une vingtaine d'évêques, des princes, des ducs, des cordons bleus, des officiers généraux, des membres de la haute magistrature, des

(1) *Mémoires particuliers sur le règne de Louis XVI*, par M. F. de Bertrand-Moleville. Paris, Michaud, T. II, p. 339.

femmes de toutes les classes et de tous les rangs. C'étoit une cour. L'aristocratie, riche encore d'une partie de ce qu'elle avoit emporté et ne prévoyant pas le besoin d'une économie sévère, y déploya autant de grandeur et de faste que d'affliction. Il ne manqua à cette lugubre et pompeuse cérémonie qu'une oraison funèbre, mais elle y manqua. Cependant le sujet étoit beau, et le clergé, rassemblé dans la superbe église de Glauber, comptoit parmi ses membres des orateurs distingués. Pourquoi donc l'oraison funèbre manqua-t-elle? Très naturellement peut-être. Toutefois on soupçonna malgré soi quelque mystère de politique ou quelque intrigue de jalousie. »

Les armées de la République s'étant emparées de Bruxelles en juillet 1794, l'émigration se dispersa dans l'Allemagne et les Pays-Bas. Notre Cardinal se décida pour Münster où nous le suivrons bientôt.

II

La loi du 25 août 1792 condamna au bannissement du territoire français tout prêtre non assermenté. L'heure étoit venue pour les prêtres fidèles de prendre le chemin de l'exil. Le plus grand nombre des prêtres de notre diocèse se décida à se rendre au plus vite en Angleterre, par les ports de mer de notre côte, le Havre (1), Dieppe, Fécamp, Tréport (2), Saint-Valéry-en-Caux. Il y avait encombrement, dès les premiers jours de septembre, dans ces cinq villes.

A Dieppe, le lendemain même de leur arrivée, grâce à la bienveillance de la municipalité de Dieppe, ils purent mettre à la voile pour l'Angleterre. On les entassa à trente ou quarante dans un bateau pêcheur, qui faisait ordinairement la pêche aux huîtres, et, malgré la mer qui étoit houleuse, ils partirent sans retard. Le bateau put arriver à Douvres sans encombre. A Douvres, nos

(1) Pour le Havre, voir *Revue Catholique de Normandie*. Notes sur le clergé normand au temps de la Révolution par M. A. Martin. N° du 15 mars 1892.

(2) « En exécution de la loi du 25 août 1792 on vit accourir au Tréport, pour s'embarquer, une foule de prêtres portant l'habit de leur état, armés de leurs livres de prières et emportant peu de richesses. — Le peuple qui lui n'approfondit pas les cas de conscience, les suivait jusqu'au vaisseau, avec les signes d'une compassion ou d'une fureur aveugles. » La ville d'Eu par Désiré Le Beuf. Eu 1844 p. 507.

Rouennais demeurèrent trois jours. « A chaque marée, dit M. Baston, les prêtres arrivaient par centaines, et les habitants de Douvres, dont les étrangers font toute la richesse, les recevaient très bien. »

Nous rencontrons encore ici la douce image du cardinal de la Rochefoucauld. Laissons parler M. Baston. « Le second jour de mon existence à Douvres, j'eus la satisfaction d'y voir et d'embrasser le respectable évêque de Sequanida (Rouen, — M. Baston défigurait à dessein tous les noms, par prudence), l'un des meilleurs hommes qui soient sortis des mains créatrices, depuis qu'elles ont formé des hommes. Il venait de Boulogne, échappé aux malheurs de Paris, dont deux évêques de son illustre maison, et d'une bonté qui égalait presque la sienne, avaient été les victimes. Il repartit pour Ostende le jour même, comblé des bénédictions, des vœux et de l'admiration de tous les Français qui surent que c'était lui, et arrosé des larmes du petit nombre de ses compatriotes qui, comme moi, purent en approcher. Je vis aussi entrer successivement dans le port presque tous les ecclésiastiques du bateau que j'avais abandonné, et une partie de ceux sur la tête de qui la couronne du martyre avait été suspendue pendant deux jours à Frenchepeole (Quillebeuf). »

Cette multitude de prêtres débarqués à Douvres ne pouvait y trouver des moyens d'existence. La plupart se décidèrent à partir pour Londres. M. Baston s'y rendit en compagnie de M. Heude, curé de Saint-Patrice de Rouen. Il y retrouva son protecteur et son ami, M. de Saint-Gervais, haut-doyen du chapitre, pour lequel il avait une grande vénération, et dont il ne devait plus être séparé.

Les notes de M. Baston sur l'émigration des prêtres français en Angleterre confirment pleinement ce qu'on savait déjà, mais elles ajoutent aussi de nouveaux et de très précis détails, qu'il est du plus haut intérêt de connaître.

« Les diocèses de Normandie, de Bretagne et de Picardie, envoyèrent, dit-il, presque tous leurs prêtres en Angleterre. De même pour beaucoup des diocèses du centre, qui, connaissant la modération des autorités de Rouen, de Dieppe et du Havre, dirigèrent leur clergé vers ces villes, pour gagner de là l'Angleterre. »

A peine arrivés, beaucoup repartaient pour la Flandre, la Hollande, le Brabant et l'Allemagne, contrées alors pacifiques et hospitalières. Il en demeura cependant en Angleterre près de onze

mille, selon les calculs les plus sérieux : trois à quatre mille dans les îles de Jersey et de Guernesey, le reste éparpillé dans les villes de la Grande-Bretagne.

En septembre 1792, quatre mille prêtres étaient à Londres à la charge de la souscription, auxquels il faut ajouter :

1^o Les ecclésiastiques non portés à la souscription, comme ayant des ressources pécuniaires;

2^o Ceux qui étaient recueillis dans les maisons comme commensaux;

3^o Un très grand nombre vivant de leurs talents ou de leur industrie : précepteurs dans les académies ou pensionnats, professeurs de français, de latin, de mathématiques, de musique, de dessin; d'autres, écrivains, facteurs ou commis dans les maisons de commerce, d'autres enfin exerçant un état manuel, tailleurs, brodeurs, horlogers, etc. Tout cela, dit M. Baston, joint aux six cents et plus de la maison de Winchester, porte le tout, sans exagération, à dix ou onze mille.

Comment put-on subvenir tout d'abord aux besoins de cette multitude de prêtres? Nous ne parlons pas des émigrés, nobles ou autres, qui étaient aussi en nombre considérable.

M. Baston nous initie à toute l'organisation des secours. Ce fut, au premier moment, l'évêque de Saint-Pol-de-Léon qui se montra la providence du clergé français. Ce prélat était un gentilhomme breton, ancien capitaine d'infanterie, blessé plusieurs fois à la bataille de Plaisance, réformé en 1748, qui embrassa les ordres, fut seize ans grand vicaire, puis évêque à Saint-Pol, diocèse qu'il gouverna vingt ans dans la prudence, la douceur et la paix. Il eut le bonheur de ne compter que quatre curés assermentés sur quatre-vingt-sept.

La fuite de ce prélat est des plus dramatiques. Accusé devant l'Assemblée nationale (février 1790) d'être le fauteur ou le complice d'une émeute arrivée à Brest, à cinquante lieues de chez lui, et sachant qu'il devait être arrêté par la maréchaussée, l'évêque de Saint-Pol se dirigea au milieu de la nuit vers la mer, et, à la faveur des ténèbres et d'une tempête furieuse, se jeta sur le premier bateau qui s'offrit à lui. C'était une barque de contrebandier anglais abandonnée. L'évêque y sauta et s'embarqua seul. Pendant quatre jours et quatre nuits, la barque non pontée fut le jouet des vents les plus furieux. Impossible d'aborder. Ce pauvre évêque

luttait seul contre les flots. Ses vivres s'épuisèrent vite, ses forces que le sommeil ne renouvelait pas allaient l'abandonner. D'une énergie peu commune, il ne désespéra pas. Le cinquième jour, après des efforts inouis, il débarqua sur les côtes de Cornouailles, et se dirigea vers la seule maison qu'il aperçut. Et chose étonnante, c'était celle d'un homme qui était venu plusieurs fois chez l'évêque à Saint-Pol. Cet homme le reconnut, l'accueillit avec empressement, le combla de bons soins et d'offres généreuses.

C'est la Providence qui envoyait à Londres ce digne évêque, afin qu'il put préparer des secours au clergé français, « qui lui », dit M. Baston, des obligations qui ne se peuvent exprimer. »

Ce fut lui qui administra la première caisse de secours. Bientôt quelques Anglais bienveillants s'organisèrent en comité et envoyèrent au public une adresse en faveur des ecclésiastiques exilés. Retenons les noms de ces premiers bienfaiteurs : MM. Burke, Metcalfe et Wilmot. Cette adresse était longue, éloquente, pathétique, et avait pour titre : *Case of the suffering clergy of France refugees in the British dominions*. Le post-scriptum annonçait que l'évêque de Léon distribuerait les fonds de la souscription générale, et on désignait quatre banquiers pour la recette et la garde des souscriptions. Elles furent très abondantes et dignes de la générosité du peuple anglais.

Un comité de direction fut institué. Le président était M. John Wilmot, l'un des plus ardents promoteurs de cette noble entreprise. On remarquait dans le comité le duc de Portland, le marquis de Buckingham, le comte Fitz William, le comte de Radnor, le comte Zenolir, l'évêque anglican de Londres, l'évêque de Durham, lord Onslow, lord Sheffield, le lord-maire, etc. Le total des souscriptions atteignit, fin novembre 1792, 440,000 livres (argent français). Dans cette somme, l'Université d'Oxford figurait pour 12,000, le comte Fitz William pour 4,800, Latouche et comp. pour 4,800. On comptait 54 souscriptions de 1,200 fr., plus de 150 entre 480 et 1,000 fr.; le surplus variait de 3 à 480 fr. Le doyen et le chapitre de Durham, le collège de Saint-Jean de Cambridge étaient au nombre des bienfaiteurs.

La souscription s'enrichit aussi des dons français. Ainsi, une dame émigrée donna plus de 2,000 fr. D'autre part les ecclésiastiques rapportaient à la caisse commune ce qu'ils recevaient de France, ou ce qu'ils gagnaient par leur propre travail. Ainsi,

dans le compte rendu détaillé qui a été publié, on trouve les mentions suivantes : Rapporté 6 guinées par un prêtre qui peut maintenant s'en passer; 115 fr. par deux autres admis à Winchester, 1,310 fr. par des prêtres qui n'en ont plus besoin, *item* 1,768 fr., *item* 1,201. Ces faits prouvent l'étroite solidarité qui unissait dans le malheur les prêtres français.

On donnait environ 2 guinées, ou 50 fr., par mois à chaque ecclésiastique. Aux malades, aux infirmes ou aux vieillards, on avait soin de distribuer des secours extraordinaires, le plus souvent en nature, tels que vêtements, remèdes, viande et vin.

La souscription envoyait des secours dans toutes les villes et îles de la domination britannique. Les distributions s'y faisaient comme dans la capitale au moyen de bureaux correspondants. On peut se faire une idée des sommes ainsi dépensées, par cette remarque de M. Baston : « Cela faisait en trente jours plus de 150,000 fr. »

En 1793, le nombre des prêtres indigents augmenta beaucoup, par suite de la rupture des communications avec la France. Il n'y avait plus à espérer de secours de la patrie, et les banquiers anglais refusaient le paiement des lettres de change et de crédit qu'on avait sur eux. M. Baston nous initie à un détail personnel qui a son intérêt.

« M. l'abbé de Quadrat (Carré de Saint-Gervais, haut-doyen du chapitre), dont l'avoir fournissait à mes besoins comme aux siens, se trouva dans cette affligeante position. La déclaration de guerre lui coûta 2 à 300 louis. Pour faire venir de l'argent sans payer le change, il envoya à Sequanida (Rouen) une caisse faite exprès à doubles ais ou parois. Un louis seulement passait entre deux, et une tringle bien adaptée couvrait le stratagème. L'intérieur de la caisse devait contenir trois volumes de bréviaire, du linge et des effets. L'homme de confiance faisait entrer près de 300 louis entre les parois. Cette caisse ne parvint pas à destination. La rupture ayant été prononcée, l'embargo fut mis sur le navire qui la portait. »

En octobre 1792, plus de quatre mille prêtres vivaient de la souscription, et les dépenses dépassaient 200,000 fr. par mois. Il est facile de comprendre que les ressources dont disposait le comité furent vite épuisées; aussi le voit-on faire appel fréquemment, par la voie des journaux, à la charité publique.

Cependant le gouvernement anglais, qui prenait en grande compassion le sort réservé à notre clergé, eut un instant la pensée de fonder au delà de l'Atlantique une colonie de prêtres. Un vicaire général d'Orléans, que notre auteur nous dépeint un homme de beaucoup d'esprit et de caractère, fut envoyé sur les lieux pour veiller à l'exécution de ce projet, et il donna du Canada, où il avait fixé le rendez-vous, de si bonnes nouvelles, qu'un certain nombre d'ecclésiastiques émigrèrent pour cette terre hospitalière. Le gouvernement britannique ne s'en tint pas là. Le roi ordonna un jeûne solennel pour le 19 avril 1793, avec quête générale dans toutes les églises du royaume pour les déportés. Les ministres anglicans, répondant aux nobles intentions du roi, ne se bornèrent pas à faire la quête à l'église, mais allèrent de maison en maison solliciter la bienfaisance des paroisses. De son côté, Mgr Douglas, évêque de Centurie, vicaire apostolique de Londres, adressa aux catholiques un mandement pressant, pour les exhorter à contribuer de toutes leurs forces à cette œuvre de charité. La collecte produisit des sommes qu'on comptait, dit M. Baston, par millions. Ce sera l'éternel honneur de la nation britannique. Il faut voir dans le mouvement de conversion qui s'opère aujourd'hui dans les classes élevées de Londres, la récompense de la Providence.

Ces dons magnifiques suffirent à assurer l'existence de quatre mille prêtres français jusqu'à l'ouverture du Parlement, qui érigea, par un bill, l'entretien des prêtres réfugiés en dépense nationale.

On a voulu voir dans l'attitude du gouvernement anglais un calcul politique, et on a cherché à amoindrir par là la portée de sa générosité. C'est une injustice. Que certaines personnes aient mêlé la politique à ce grand acte de générosité, on peut le croire; mais la masse des Anglais a agi par sympathie et par charité. M. Baston cite des faits dont il a été témoin oculaire, et qui ne peuvent laisser aucun doute à ce sujet.

« Quelques prêtres français à peine débarqués entrent par curiosité à la prière du soir dans une chapelle de méthodistes. Le ministre prêchait. Il aperçoit ces prêtres étrangers; tout à coup s'interrompant, il leur adresse ces mots dans leur langue : « Messieurs, je vous loue de la fermeté et du courage que vous avez montrés dans la persécution dont vous êtes les victimes, et dans les dangers auxquels elle vous a exposés. Que Dieu vous récom-

« pense, qu'il vous comble de ses grâces et vous fasse jouir par la suite de toutes sortes de prospérités! » Puis, un salut profond qui lui est rendu, et il continue en anglais. »

Notre auteur cite encore plusieurs discours qui firent alors sensation, et qui témoignent des vrais sentiments du clergé et du peuple anglais : ceux du R. Sturges, recteur anglican de la paroisse d'Alverstou et Gosport; du lord évêque de Saint-David's; de M. Georges-Henri Glasse, de l'Université d'Oxford, prononcé dans l'église paroissiale d'Hauswell dont il était recteur, et où l'on trouve des passages empreints d'une chaude éloquence.

Des auteurs, même des femmes, et entre autres M^{me} Anna Moore, vendaient leurs ouvrages au profit des réfugiés.

Citons encore plusieurs traits délicats de cette charité, que M. Baston se plaît à rapporter.

M. Crevel, prêtre attaché à la Cathédrale de Rouen (depuis curé de Saint-Romain de Rouen), était chez un tourneur et y faisait faire une vis de microscope. Son extérieur n'annonçait pas l'opulence. Là se trouvait aussi un physicien anglais. Le travail qu'on exécutait pour lui retarda un peu celui du prêtre français, dont le tour vint après. Quand le Français voulut payer, il se trouva que c'était chose faite. L'Anglais avait satisfait l'ouvrier pour les deux besognes. Ceux qui ont connu le vénérable abbé Crevel savent qu'il avait un goût particulier pour les travaux de mécanique; c'est lui qui fit exécuter l'horloge actuelle de Saint-Romain, selon ses indications spéciales, et qui possédait plusieurs mouvements spéciaux qu'on a supprimés depuis.

Autre fait. M. Marion, jeune chanoine de Rouen, avait une lettre de crédit que son banquier refuse nettement de payer, lors de la rupture par la guerre. Avant de recourir à la souscription, notre chanoine, en homme délicat jusqu'au scrupule, songe à tirer parti de sa montre en or. Il la propose *to be raffled*, espèce de loterie. Le tout valait, montre et chaîne, 8 guinées. On fait seize billets et l'on joue. Un Anglais gagne la montre. Dès le lendemain il se met à la recherche du chanoine, et, l'ayant trouvé, lui dit : « Un homme comme vous, monsieur, ne peut se passer de montre; en voici une que le hasard m'a donnée, je vous prie de la recevoir et de la garder. »

« Un des plus étranges phénomènes de notre déportation en Angleterre fut la communauté entière des religieuses Bénédictines

de Montargis, composée d'un quarantaine de personnes, le directeur à la tête. J'ai eu le plaisir, et je dirai volontiers l'honneur, de voir plusieurs fois ces courageuses filles. Elles occupaient deux maisons dans Duke Street, près la chapelle de l'ambassadeur d'Espagne, y gardaient la clôture et y portaient leurs habits. Ce dernier article était de toute nécessité; car elles n'avaient point d'autres vêtements. Elles s'étaient mises en mer en religieuses, étaient débarquées avec ce costume au grand étonnement de la foule accourue sur le rivage pour les voir, et qui les respecta. On assurait qu'à leur arrivée le prince de Galles leur avait accordé sa protection, et qu'elles avaient de tout en abondance. Après avoir demeuré quelque temps à Londres, elles se sont établies à Bodney-Hall, près Brompton. C'est un château antique et vaste, dont la construction date peut-être de l'heptarchie. Le propriétaire de cette demeure, homme riche et de la religion anglicanne, leur en abandonna l'usage gratuitement. Absent depuis bien des années, je crois qu'il était ambassadeur dans quelque cour. Il écrivit à son régisseur de faire percer des allées dans les bois, afin que les dames eussent de quoi se promener sans sortir de chez elles. Bodney-Hall est un des lieux les plus solitaires des trois royaumes.

« Elles eurent une chapelle pourvue de tout ce qui est nécessaire au culte catholique; un nouveau converti à l'Eglise romaine leur fit présent d'un petit orgue de 80 guinées. »

Si les classes intelligentes de la société anglaise faisaient à nos prêtres un si cordial accueil, il faut reconnaître que le bas peuple ne leur épargna pas les insultes et les mauvais traitements. « On était fréquemment insulté sur les trottoirs... On était poussé, frappé, accablé d'injures, dit M. Baston. Trois fois et dans une seule course de nécessité, le respectable abbé de Saint-Gervais fut attaqué; on le renversa violemment par terre, et il fut grièvement blessé au visage. Ces insultes étaient l'ouvrage du bas peuple, et surtout de la *lirée*. »

Le gouvernement protégea autant qu'il le put les réfugiés, et notre auteur cite un maçon qui fut condamné à six mois de prison pour avoir troué la tête d'un prêtre, en lui jetant un gros plâtre par méchanceté. On remarqua que ces outrages devinrent plus fréquents à l'époque du parricide commis sur Louis XVI. M. Baston revient plusieurs fois dans ses *Mémoires* sur l'insolence du bas peuple anglais. Il jetait à la figure des prêtres des pommes

de terre, une pantoufle crottée sur leur dos, leur appliquait parfois un coup de poing dans la poitrine et leur faisait vomir le sang. Le vénérable abbé de Foucarmont éprouva en particulier cette brutalité, et on le trouva un jour sans connaissance, étendu par terre et baigné dans son sang. La guerre avec la France, passionnait les esprits. Le pays paraissait près d'une révolution; aussi un certain nombre de prêtres se décidèrent-ils à passer sur le continent, en Hollande ou en Allemagne.

La plus grande partie des exilés resta cependant en Angleterre. Elle y était retenue par la bienveillance des classes élevées, qui se montrèrent toujours prodigues d'égards envers eux, et par la bonté tout apostolique de Mgr Douglas, évêque catholique de Londres. On ne dira jamais trop de bien de ce digne prélat. « Sa charité, dit M. Baston, ne connaissait point de bornes : piété tendre, humilité, affabilité, douceur, qui surpassaient celles des prélats les plus doux, les plus affables et les plus humbles. »

Sa première démarche fut d'accorder tous les pouvoirs, non-seulement aux évêques français, mais encore aux vicaires généraux des différents diocèses. Ils devinrent proprement dits ses grands vicaires, mais il restreignit — et c'était équitable — leurs fonctions aux *émigrés* français, ecclésiastiques ou laïques. « Les personnes de notre nation, dit M. Baston, *domiciliées* à Londres ou ailleurs, furent réservées à son pouvoir ordinaire. »

Ainsi un prêtre français ne pouvait tenir que de l'ordinaire la permission de confesser ou d'administrer un étranger qui avait un *domicile* acquis dans son territoire. « Tel était un Normand, dit notre auteur, parfumeur de son état, depuis plus de vingt ans à Londres, chez lequel nous habitons, M. l'abbé de Saint-Gervais et moi. Cette restriction était juste. »

M^{re} Douglas avait communiqué ses pouvoirs à d'autres prêtres notables, afin qu'il n'y eût aucun intérêt en souffrance. Pour être admis à célébrer la messe dans les chapelles de Londres, il fallait un billet de l'évêque de Londres, ou de l'un de ses nombreux vicaires généraux. — Tous les grands vicaires français avaient cette qualité. — Le billet devait porter en outre la qualité de prêtre *non assermenté*.

Si nos prêtres n'avaient eu pour célébrer la sainte messe, que les chapelles de Londres, ils auraient dû renoncer à cette suprême consolation. Les chapelles de Londres étaient en petit nombre, et

occupées par les prêtres catholiques anglais, lesquels, pour le dire en passant, n'étaient pas aussi sympathiques que leur évêque au clergé français.

M^{re} Douglas, avec sa bonté ordinaire, leva cette difficulté; il autorisa tous les prêtres à célébrer la sainte messe dans leur maison, leur fournit à ses dépens plusieurs centaines de pierres bénites; et d'un autre côté, les riches catholiques anglais qui avaient obtenu, au temps de la persécution, la permission d'avoir un oratoire particulier, s'empressèrent de l'ouvrir à nos ecclésiastiques, de sorte que, observe avec à-propos M. Baston, « Londres, ennemie si déclarée du Papiisme peu de temps auparavant, et de toutes ses cérémonies, se trouva avoir journellement plus de messes que les plus grandes villes de l'univers (Rome exceptée) où la religion catholique est dominante. Quelques protestants chez lesquels nous logions s'en fâchèrent, on les quitta. D'autres firent semblant de ne pas s'en apercevoir. D'autres firent plus que de souffrir cet état de choses : ils y aidèrent. Plus d'une fois la maîtresse du logis assista à la messe. Cette démarche se répétait. C'était plus rare chez les presbytériens et calvinistes que chez les anglicans; ceux-ci nous regardent comme des frères, ceux-là sont loin d'en avoir les sentiments. »

Pour ceux qui suivent le mouvement actuel des esprits en Angleterre, cette observation est pleine d'enseignements. C'est dans les rangs de la haute Eglise que se recrutent ces admirables convertis qui reviennent, tous les jours, et au prix de tous les sacrifices, à la religion orthodoxe de leurs pères. Les presbytériens et les calvinistes s'enferment de plus en plus dans l'obstination. Et c'est chez eux que s'est formée cette triste école rationaliste qui, de doute en doute, de négation en négation, en est venue à nier l'inspiration divine de la Bible et la divinité de Notre-Seigneur Jésus-Christ.

Si les prêtres valides étaient l'objet de bons traitements, les malades et les infirmes recevaient plus de marques encore d'intérêt et de charité. On leur avait préparé de vastes appartements dans l'hôpital de Middlesex. Un quartier spécial était réservé aux prêtres, un autre aux laïques émigrés. Une sœur de charité française, pleine de mérites et de vertus, présidait à tous les soins matériels. Le ministre anglican de l'hôpital avait lui-même demandé au comité d'administration la permission de pra-

tiquer dans une pièce contiguë une chapelle catholique, qu'il fournit de tout ce qui est nécessaire au culte. De cette façon, les malades entendaient la messe, sans quitter leur lit. M. Baston cite un même trait de charité d'un quaker qui, dans une petite ville où logeaient cinquante prêtres français, mit à leur disposition sa maison, qu'il convertit en chapelle.

Le 11 mars 1793, un Père, que M. Baston nomme Belriquardo (probablement le célèbre père de Beauregard), jésuite, ouvrit à Londres, dans l'église de Saint-Patrice, une retraite pour les prêtres français. Elle fut suivie assidûment, bien que les sermons de l'orateur s'écartassent quelquefois des lignes de la prudence et de la stricte vérité; la clôture se fit avec solennité. La messe fut célébrée par l'évêque de Limoges, M^{sr} d'Argentré, que nous retrouvons à Münster, lequel donna la communion à tous les retraitants, et le digne évêque de Saint-Pol-de-Léon, M^{sr} de la Marche, dont nous avons déjà parlé, dit la messe d'actions de grâces.

Spectacle touchant et plein d'édification, que celui que présentèrent ces milliers de prêtres, déportés pour la foi, se retrem pant, au milieu des douleurs et des souffrances de l'exil, dans la ferveur des saints!

Au mois de juillet de la même année, s'ouvrirent à Londres, entre les évêques et les théologiens français les plus marquants, des conférences importantes. On y discuta la conduite à tenir à l'égard des constitutionnels, dans le cas où les évêques légitimes reprendraient possession de leur diocèse. Deux opinions opposées étaient en présence : l'une très indulgente, l'autre inclinant vers la sévérité. M. de la Hogue, professeur en Sorbonne, fit un mémoire qui s'efforçait de tenir le milieu, et si l'on peut dire, la balance entre les deux extrêmes. Les conférences durèrent jusqu'au 15 août. Le résultat fut tenu secret. Il transpira pourtant, dit M. Baston, « que les évêques inclinaient vers la douceur, qu'au surplus ils exposaient au Pape les raisons pour et contre, et s'EN RAPPORTERAIENT À SA DÉCISION. » Ces derniers mots sont dignes de remarque, et prouvent combien l'ancienne Eglise de France était, quoi qu'on en ait dit, profondément unie et soumise au Saint-Siège.

Les évêques assemblés à Bruxelles et ailleurs se montrèrent, selon notre auteur, plus sévères envers les constitutionnels. « C'est ce qui détermina l'un de nos théologiens demeurant à Londres, à leur adresser un mémoire fort court, où il prétendait établir la

nécessité d'une déposition générale. » Quelques personnes attribuèrent ce mémoire à M. Baston. Mais il ne dit pas qu'il en est l'auteur; il semble ressortir au contraire de ses paroles qu'il y demeura tout à fait étranger.

Le 6 septembre 1793, nouvelle assemblée des évêques résidant à Londres et aux environs, pour délibérer sur les mariages contractés en France pendant la Révolution. Les prélats étaient au nombre de huit, savoir : Aix, Bourges, Saint-Pol-de-Léon, Avanches, Lescar, Angoulême, Troyes et Comminges. M. Baston, qui avait écrit un livre remarquable sur le mariage, ouvrage qu'il relit après la Révolution et qui est bien connu, fut appelé comme théologien avec le savant M. Tuvache, son collègue, et M. l'abbé de la Hogue, professeur en Sorbonne. On leur soumit vingt et une questions, sur lesquelles on demanda leur avis motivé. Les questions, paraît-il, étaient mal ordonnées et incomplètes. La séance dura cinq heures. Il est extrêmement intéressant pour nous d'en connaître les détails, que nous a conservés notre auteur.

M. de la Hogue lut un extrait des sentiments des théologiens consultés par Benoît XIV sur la grande question des mariages de Hollande. M. Baston combattit les conséquences que le professeur de Sorbonne en tirait, et entra en discussion avec lui. M. Tuvache intervint alors. Il donna lecture d'un écrit « très sage et bien motivé, » dans lequel il répondait aux questions proposées. « Cet excellent mémoire, dit M. Baston, fut écouté sans aucune réclamation. Nous nous étions accordés tous les trois, dans une conférence préliminaire, sur le fond des questions qu'il contenait. J'avais cependant contredit un article. Je lus mon opinion sur cet article. Tous les suffrages épiscopaux se déclarèrent pour elle par acclamation. Je niais contre mes deux confrères qu'il convint que l'Eglise refusât aux deux conjoints, dont les mariages contractés pendant la Révolution auraient été déclarés nuls, la liberté de se marier autrement qu'ensemble. Je soutins qu'il fallait laisser aux conjoints (qui au fond n'en avaient que l'apparence) la liberté de se remarier, et de se remarier à d'autres. » Il faut bien entendre qu'il ne s'agit ici que des mariages qui, pour une cause grave et théologique, auraient été déclarés nuls.

La conférence s'ajourna sans rien décider, et reprit séance quelques jours après. Les discussions durèrent encore cinq heures. M. Baston y lut un nouveau mémoire. L'assemblée fut remise au

25 septembre. Les trois théologiens se réunirent pendant ce temps en particulier, et se livrèrent à des travaux approfondis. Le 25, ils furent entendus de nouveau par les évêques, qui leur adressèrent leurs éloges et leurs remerciements, et prirent une résolution « qui n'a pas transpiré. »

M. Baston étudia de près, pendant son séjour à Londres, la société anglaise, surtout au point de vue religieux. Il examina l'Eglise établie, entra en relations avec quelques-uns de ses principaux pasteurs, se lia également avec les quakers, qui l'intéressaient vivement. Ces derniers l'entourèrent d'attentions et entreprirent avec lui des discussions théologiques. Quand il les quitta, « ils le comblèrent de bénédictions. » Il se rendit compte des diverses sectes qui divisent le protestantisme anglais, et à la manière dont il parle des presbytériens, des méthodistes, des anabaptistes, des sandemaniens, des hutchinsoniens, des universalistes, des nouveaux chrétiens, des chercheurs enfin, on voit qu'il a consciencieusement exploré tout le monde religieux qu'il avait sous les yeux. Comme résumé de ses impressions, il a écrit en 1793 cette phrase mémorable, qui est presque une prophétie, à laquelle les événements contemporains donnent pleinement raison. D'ailleurs, pour le dire en passant, ce savant ecclésiastique a fait plusieurs fois, au cours de ses ouvrages, des conjectures sur l'avenir qui marquent son sens profond d'observation, non moins que la sûreté et l'étendue de son coup d'œil. Voici cette phrase que nous recommandons à l'attention de nos lecteurs : ON PEUT RAISONNABLEMENT CONJECTURER QUE S'IL NE S'ÉLÈVE PAS QUELQUE TEMPÊTE POLITIQUE QUI RUINE DE SI BEAUX COMMENCEMENTS, LE PROGRÈS DU CATHOLICISME DANS LA GRANDE-BRETAGNE SERA RAPIDE ET DURABLE.

Notre auteur a donné une attention particulière aux établissements qui furent fondés, aux environs de Londres, pour recevoir nos prêtres exilés. Suivons-le dans ses descriptions. C'est là que nous retrouverons, prise sur le fait, la vie de nos chers confesseurs en Angleterre.

Deux maisons considérables furent affectées au logement des prêtres français : Winchester et Forton.

Ce fut le roi lui-même qui mit à la disposition de nos prêtres son château de Winchester, situé à l'ouest de Winchester, sur une colline qui commande la ville, et correspond par son centre au grand portait de l'église cathédrale.

Ce château était si spacieux, qu'on y logea à la fois, en 1779, jusqu'à 7,500 prisonniers de guerre français et espagnols. Il contenait 92 chambres à feu. Le gouvernement fit réparer pour les prêtres les chambres délabrées, et le comité de secours les meubla.

La première colonie de prêtres français qui s'y établit partit le 14 novembre 1792 et comprenait 16 prêtres, conduits par M. Martin, supérieur du séminaire de Lisieux. Winchester est à 60 milles de Londres. Bientôt les départs se multiplièrent, et en avril 1793, Winchester abritait 530 prêtres français.

Forton avait été ouvert avant Winchester aux prêtres qui se sentaient du goût pour la vie commune. Car il est bon de le remarquer, ceux qui désirèrent rester à Londres, et ils se comptent par plusieurs milliers, n'en reçurent pas moins les secours du gouvernement et des particuliers. Dès le 25 octobre 1792, 16 prêtres du diocèse de Bayeux prirent possession de Forton; et au moment où cet établissement fut fermé par suite de la déclaration de guerre de la France, on en comptait 263, presque tous Normands, venus de 10 diocèses, à savoir :

NORMANDIE . . .	{	Bayeux	76
		Coutances.	60
		Lisieux	47
		Séez.	38
		Rouen.	12
		Evreux	7
		Bourges	17
		Le Mans.	4
		Sens	1

Au moment de la déclaration de guerre, ces dignes ecclésiastiques se rendirent à Winchester, « où ils furent reçus avec autant de bienveillance et de charité qu'ils apportaient de vertus. » Comme nous allons suivre la vie de nos prêtres à Winchester, nous ne parlerons pas autrement de Forton. On s'y comportait comme à Winchester. Les présidents étaient MM. de Malherbes, vicaire général de Séez, Pontus, vicaire général de..... (le nom est omis). M. de Conceil, vicaire général de Bourges, correspondant du comité de secours à Gosport, était chargé du temporel. Les jeunes ecclésiastiques y recevaient les instructions de M. Legrand, prêtre de la Congrégation de la Mission et supérieur du séminaire

de Bayeux. Portsmouth, Common et Gosport comblèrent de dons la maison de Forton; surtout M. Bingham, magistrat de Gosport.

Lorsque la maison de Forton fut réunie à celle de Winchester, cette dernière comptait 763 ecclésiastiques français, qui provenaient de 31 diocèses, dans la proportion suivante :

NORMANDIE . .	Rouen	75
	Coutances	123
	Lisieux	100
	Bayeux	117
	Séez	56
	Evreux	27
	Avranches	65

Soit 602 pour notre province.

Les autres provinces étaient ainsi représentées.

Amiens	5	Orléans	5
Angers	7	Paris	5
Blois	5	Périgueux	1
Bordeaux	1	Poitiers	1
Bourges	2	Quimper	3
Chartres	11	Rennes	11
Clermont	5	Reims	2
Laon	2	Sens	3
Langres	1	Saint-Brieuc	12
La Rochelle	2	Saint-Malo	3
Le Mans	38	Tréguier	3
Meaux	1	Tours	5
Nantes	1	Vannes	2
Nevers	1		

On le voit, il n'y avait pas de proportion entre le clergé normand et les clergés des autres provinces. Les ecclésiastiques du Midi se réfugièrent plus volontiers en Italie et en Espagne; ceux de l'Est et du Centre en Allemagne; ceux du Nord en Belgique et dans les Pays-Bas.

La vie dans la maison de Winchester était celle des séminaires de France, et le règlement aussi bien observé que dans les communautés ferventes. Une pratique des plus édifiantes avait été introduite dès le commencement. Depuis cinq heures du matin, heure du lever, jusqu'à huit heures du soir, heure du coucher, deux prêtres étaient en adoration perpétuelle devant le Saint

Sacrement, et étaient relevés d'heure en heure. « La piété de beaucoup de prêtres, ajoute M. Baston, se joignait à la leur. » Il y avait deux chapelles dans la maison. Les dimanches et les fêtes, on chantait solennellement la grand'messe et les vêpres. Deux conférences, l'une de dogme, l'autre de morale, réunissaient tous les jours les ecclésiastiques, et trois fois la semaine ils se rendaient à un cours d'Écriture sainte. M. Martin, supérieur du séminaire de Lisieux, avait été choisi pour l'un des directeurs de ce pieux établissement. Il avait pour collègues les vicaires généraux présents des différents diocèses. C'est à M. Martin que le roi fit écrire par le ministre de l'intérieur, M. Dundas, qu'il était très satisfait des sentiments du clergé français de Winchester.

Rien n'égalait en effet l'édification de cette sainte maison; aussi trouva-t-elle dans tous les rangs de la société anglaise de généreux et puissants protecteurs. C'étaient M. Cave, peintre, Milner, prêtre catholique, le Dr Lockmann, chanoine de Windsor, et principalement lord et lady Buckingham. Le régiment de lord Buckingham était arrivé à Winchester en février 1793, et dès ce moment il avait noué avec les prêtres français les plus affectueuses relations. Lady Buckingham rivalisait avec son noble époux de soins et de dévouement envers les confesseurs. Milord donnait des livres, des bancs de jardins, des instruments de jardinage, une brasserie de bière, des infirmeries, et deux mille aunes de flanelle pour gilets de santé. Milady peuplait la basse-cour de volailles, envoyait pour les infirmes des fauteuils à roulettes, visitait elle-même plusieurs fois par jour les malades; les jours maigres, faisait enlever pour le château tout ce qui paraissait de poisson frais au marché; il n'est pas de bontés que cette noble dame n'eût pour nos prêtres: elle fournait des outils à ceux qui voulaient s'occuper d'horlogerie, des crayons aux peintres et aux dessinateurs; fit établir des ateliers de broderie, tapisserie, filet, tricot, et fournait non-seulement les matériaux et les instruments, mais les maîtres. Elle achetait ensuite les travaux dont elle payait très cher la façon. A peine les ateliers de tricot étaient-ils en activité, que lord Buckingham commanda six cent paires de gants pour son régiment. Tous ces petits profits servaient aux prêtres à renouveler leur linge, leurs livres, leurs vêtements, à acheter du tabac à priser pour ceux qui en faisaient usage, enfin à ces menues dépenses qui sont comme une partie obligée de l'existence.

Lady Buckingham intéressait tous ceux qui l'entouraient à son œuvre de charité. C'est ainsi qu'elle organisa, au profit de ses chers protégés, des concerts spirituels, dont le produit net atteignait jusqu'à 4,000 fr. C'est dire que toute la population se faisait un bonheur d'y prendre part.

Quand nous disons toute la population, nous voulons parler des classes aisées; car, nous le répétons, il s'en fallait de beaucoup que le peuple vit d'un bon œil nos prêtres français. Il était jaloux du bien qu'on leur faisait, et ne leur épargnait nulle insulte, nulle sévices même. Nos prêtres ne marchaient pas sans frayeur dans les rues. « Souvent, dit M. Baston, une pomme de terre lancée par un bras vigoureux vous frappait entre les deux épaules; un coude brutal vous poussait dans la boue, avec accompagnement de juréments et d'injures; un coup de poing vous étendait à l'improviste sur le trottoir, dont la réaction vous meurissait le visage et en faisait jaillir le sang; vous étiez au bord d'un fossé, on vous poussait dedans, au risque de vous noyer ou de vous rompre le cou. »

Ces outrages particulièrement pénibles quand on est sur un sol étranger, étaient la lie du calice de l'exil pour nos confesseurs; et il les supportaient avec une patience inaltérable. Tous les mémoires sont d'accord pour louer sans réserve le calme, la douceur, les vertus de nos prêtres, qui laissèrent après eux un long parfum d'édification.

Quelques fois les injures dégénérèrent en attentats; qu'on en juge par le trait suivant, qui n'est pas moins douloureux que touchant. M. l'abbé Pigeon, curé de Saint-Pierre-du-Regard, au diocèse de Bayeux, retiré dans un lieu solitaire pour y transcrire un sermon, traçait sur son papier le mot paradis... qu'il n'acheva pas; un assassin lui déchargea sur la tête plusieurs coups de pieu qui lui ouvrirent le crâne. L'assassin demeura inconnu. Plus de six cents prêtres, nous dit M. Baston, suivirent son convoi, qui s'accomplit avec les cérémonies romaines et traversa la ville au milieu du deuil et du respect universels. Qui n'aurait été ému à la vue d'un pareil spectacle? Ce bon prêtre prophétisait sa gloire en traçant son dernier mot : Mort martyr, il est allé en paradis! De pareils crimes, hâtons-nous de le dire, furent très rares. Ils ne sauraient porter atteinte à la générosité, à la magnanimité de la nation anglaise, ni à la reconnaissance éternelle que lui garde le clergé français.

Nos prêtres de Winchester ont laissé un monument de leurs sentiments dans l'inscription suivante qui fut gravée sur une belle table de marbre. Nous sommes heureux d'apprendre de M. Baston que l'auteur était un prêtre de Rouen, dont il ne dû pas le nom.

Favente Deo optimo maximo,
 diis sorpes et incolomis
 in suorum decus ac delicias
 in alienorum admirationem ac periculum
 vivat
 Georgius III
 magnæ Britannie rex piissimus.
 Aeterno pacis beneficio gaudeat
 jurgi, pietatis, scientie et opum laude
 efflorescat
 nobilissima gens britannica
 quæ
 politicarum immemor inimicitiarum
 clerum gallicanum
 innumeris calamitatibus oppressum
 patriæ sedibus expulsum
 terra et alto jactatum
 Almæ parentis instar
 hospitali gremio excepit benignissime
 fovit tenerissime
 protegit studiosissime!
 Voluntariæ cunctarum regi ordinum subscriptione
 abest generosissime
 Sit etiam longam felix
 Præstantissimus senator britannicus Joannes Wilmot (1)
 publicæ magnificentie
 unâ cum selectissimis
 et integerrimis viris
 dispensator prudentissimus.
 Hæc ardentibus votis
 à supremo rerum moderatore
 efflagitat clerus gallicanus
 per universas
 imperii britannici plagas dispersus.
 Hæc impetrans anhelanti pectore
 ad aras supplic proculata
 Impetrare satagit indesinenter
 ejusdem cleri pars non exigua
 regalibus istis in sedibus
 insigni munere collecta
 quæ
 hoc leve gratissimi pignus animi
 ad perpetuam rei memoriam
 exaratum voluit, anno 1793.

(1) Le président du conseil de sceaux, dont nous avons parlé.

Les prêtres qui n'avaient pas embrassé la vie commune n'étaient pas moins édifiants.

Un observateur intelligent et instruit écrivait en 1803 : « Je erois qu'on ne peut achever de connaître les Français que hors de leur pays, et leur rendre tout à fait justice que lorsqu'on les a vus malheureux. Il n'y a pas d'homme au monde qui sache, comme le Français, supporter le malheur avec courage et sans orgueil, apercevoir toutes les ressources que laisse la mauvaise fortune et les employer sans s'avilir. J'avais été déjà frappé en Allemagne de cette noble industrie au moyen de laquelle nous avons vu tant de Français, bannis de leur patrie, se soustraire au besoin, parvenir quelquefois à l'aisance; mais je n'avais rien vu de semblable à ce que j'ai trouvé en arrivant ici en Angleterre. »

Les prêtres donnèrent l'exemple du courage, de la dignité et de la vertu dans le malheur (1). Tous ceux qui purent trouver à employer leur vie le firent sans hésiter. Les plus favorisés se livrèrent à l'enseignement; le grand nombre « exerçait, dit M. Baston, les professions de tailleurs, brodeurs, horlogers, cordonniers, chapeliers, commis dans les magasins ou même ouvriers dans les champs. » Ils surent mériter même dans les plus humbles fonctions le respect de ceux qui les employaient. Ils étaient en général d'humeur agréable et même gaie, ayant la paix de la conscience et le caractère de leur pays, ce caractère français plein de ressort et d'entrain. Français, ils l'étaient jusqu'aux moelles, à ce point que, tout meurtris des coups de la Révolution, chassés du sol natal, séparés de leurs familles et de leurs amis, réduits à la misère, « ils n'aimaient pas à récriminer contre leurs compatriotes persécuteurs; » ils prononçaient le nom de la France avec amour, et ne se consolaient entre eux qu'en parlant du pays. Ils puisaient surtout la résignation et la force dans les exercices de la vie chrétienne, l'assistance à des retraites spirituelles, la pratique des bonnes œuvres et des devoirs de la piété. Les prêtres furent autorisés par Mgr Douglas, non seulement à dire la Messe dans les maisons particulières, comme nous l'avons vu plus haut, mais encore à ouvrir des oratoires et même des chapelles dans différents quartiers.

(1) On peut consulter sur l'exil de nos prêtres un ouvrage très recommandable intitulé : *le Clergé français réfugié en Angleterre*, deux volumes, par M. l'abbé Flosse. Paris, Palmé 1806.

La première chapelle française fut ouverte au milieu de l'année 1793, sous le vocable de Sainte-Croix, Dudley court, Denmark street, Soho quare, sous la direction de l'abbé Floch, ancien recteur de Brest. Les ecclésiastiques français pouvaient y conférer le baptême, célébrer les mariages, exercer toutes les fonctions du saint ministère. Une seconde chapelle fut érigée le 1^{er} juin 1796, sous le vocable de Notre-Dame, Pitt street, Saint-Georges Fields, dans le faubourg de Southwark, sous la direction de M. l'abbé Filloneau, grand vicaire de la Rochelle.

L'abbé Carron, qui a rendu son nom célèbre par son zèle et ses vertus apostoliques, fonda la chapelle des Saints-Angeles, Conway street, le 14 décembre 1796. Cet admirable prêtre fit bien d'autres fondations, quitant, prêchant, donnant toujours sans jamais se décourager. Un jour, il tend la main dans une réunion protestante. Un jeune homme, indigné de voir là un prêtre catholique, lui donne un soufflet. L'abbé Carron reste impassible sous l'outrage; son visage seul devient très pâle, et, d'une voix douce, dit au jeune homme : « Le soufflet est pour moi; n'avez-vous rien à donner pour les pauvres? » Il était d'une charité intarissable, et la confiance qu'il inspirait aux Anglais était telle, qu'ils le comblaient de présents, jusqu'à lui donner à la fois des dizaines de mille francs. Il ouvre le 28 octobre, sur Tottenham place, un asile pour les prêtres vieux et infirmes, avec une chapelle à leur usage, où deux prêtres de Rouen, MM. Ouin et Busiquet, sont admis, et établit un séminaire près de son église de Conway street. En 1798, c'est un hospice pour les femmes émigrées qu'il entreprend et mène à bonne fin. En 1799, il s'établit à Somerstown et y transporte ses œuvres : une chapelle, un asile pour les vieux prêtres, un hospice pour les femmes malades, et quatre écoles. A la fin de chaque année scolaire, la chapelle publique de Somerstown, dont on fermait le sanctuaire, s'ouvrait pour servir de salle à des séances littéraires et à la distribution des prix.

« Figurez-vous, dit Pelletier dans son journal, rédigé à Londres en 1801, figurez-vous réunie dans la maison de Dieu une assemblée composée de princes de la maison royale de France, d'un grand nombre de prélats distingués par leurs vertus et leur savoir, d'une partie de la magistrature française, de généraux couverts de blessures, d'administrateurs de presque toutes les provinces de France, d'ambassadeurs étrangers, d'Anglais du premier rang, d'officiers

de terre et de mer, de groupes de dames émigrationnées qui, malgré les ravages de la douleur et de l'expatriation, conservaient un cachet de distinction et de grâce. Ajoutez une foule nombreuse de pieux ecclésiastiques et d'autres Français formant le fond du tableau, et, pour le couronner, une estrade en avant de l'autel, couverte d'une jeunesse charmante, et vous aurez une faible idée de l'intérêt qu'inspirait le coup d'œil avant même que les exercices commençassent. »

Ces jours-là étaient les jours de fête, et nos pauvres réfugiés retrouvaient là, dans cette brillante réunion de Somerstown, comme une image de la patrie absente.

Delille a chanté Somerstown, cette création du grand cœur de l'abbé Carron :

Salut, ô Somerstown, abri cher à la France !
Là, le malheur ecor bûit la Providence...
A la voix de Carron, le luxe s'attendrit.
Par lui, pour l'indigent, la douce bienfaisance
Trouve le superflu, même dans l'indigence,
Et, parmi les hannis, ses pieuses moissons
De l'avare opulence ont surpassé les dons.

D'autres établissements religieux sortaient de terre à Londres sous l'action vivifiante du clergé français. A Prospect place, 21, s'ouvrit en février 1798 une nouvelle chapelle, sous l'invocation de Saint Louis, roi de France. L'Evêque d'Uzès y officia pontificalement le 25 août 1801, et l'abbé Coulon, grand vicaire de Nevers, y prononça un beau panégyrique du grand et saint monarque, en présence des princes exilés de la maison de Bourbon.

A Chelsea, plusieurs prêtres du diocèse d'Avranches ouvrirent en 1798 une chapelle française, et l'abbé de Fronous la chapelle anglaise de Cadogan terrace.

Nous arrivons à la fondation de la belle chapelle de King street, élevée par un prêtre de cette incomparable compagnie de Saint-Sulpice qui, après avoir eu l'honneur de former une partie notable du clergé français, eut ce privilège, unique parmi les congrégations et les ordres monastiques d'hommes, de n'avoir aucun prévaricateur dans son sein, lors du serment à la constitution schismatique. Pas une défaillance dans les rangs de ces saints prêtres ! Partout ils donnaient l'exemple. Sur les pontons de Rochefort, un jour, au milieu des prêtres rongés d'ulcères et mourant de faim, on enten-

dit une voix qui disait : « Nous sommes les plus malheureux des hommes. — Oui, répondit le sulpicien Dubignon, nous sommes vraiment les plus malheureux des hommes, mais aussi les plus heureux des chrétiens. »

Ce fut donc un sulpicien, l'abbé Bourret, ancien directeur du séminaire d'Orléans, qui édifia la chapelle de l'Annonciation de King street. Le 15 mars 1799, Mgr de Boisgelin, archevêque d'Aix, la consacrait solennellement en présence de seize Evêques, des abbés crossés et mitrés, d'un clergé séculier et régulier très nombreux, des princes et des princesses de la maison de France. Il y avait quatre autels dans cette église; on y disait tous les jours quatre Messes sans interruption, depuis six heures du matin jusqu'à une heure du soir. Ce fait et cent autres prouvent que la plupart des prêtres réfugiés en Angleterre, avaient la consolation de célébrer tous les jours les saints mystères et puisaient dans ce grand acte de la vie sacerdotale le courage et les vertus qui faisaient, au témoignage des journaux du temps, l'admiration des Anglais.

C'est à King street que se rendait l'élite des émigrés. « Dans cette chapelle, cette humble église, dit M. Nettement, on vit souvent réunis dans les jours de grandes fêtes jusqu'à quatorze Evêques assis sur le même banc : Mgr de la Marche, évêque de Saint-Pol-de-Léon; Mgr Dillon, archevêque de Narbonne; Mgr de Flammarens, qui occupait le siège de Périgueux; Mgr d'Argentré, celui de Séez; Mgr de Béthisy, celui d'Uzès; Mgr de Colbert, celui de Rodez; Mgr de Belbeuf, celui d'Avranches; Mgr de Laurentie, celui de Nantes; Mgr de Villedieu, celui de Digne; Mgr Amelot, celui de Vannes. Le banc des Evêques était dans les cérémonies à gauche de l'autel. A la droite était un autre banc réservé à d'autres grandeurs et à d'autres exilés. Là était placé le fauteuil où s'asseyait Louis XVIII^e du nom, roi de France et de Navarre. Derrière le fauteuil du roi était le banc des princes. Là s'assirent M. le comte d'Artois, plus tard Charles X, roi de France, mort et enseveli dans la terre d'exil; M. le duc de Berry, mort d'un coup de poignard; M. le duc d'Angoulême et la sainte fille de Louis XIV; M. le duc de Bourbon, mort à Saint-Leu. Ici, l'on vit aussi M. le duc d'Orléans s'agenouiller et prier. Dans cette petite chapelle, il fit célébrer un service funèbre pour MM. les ducs de Montpensier et de Beaujolais, ses frères qu'il avait perdus. »

Cette chapelle de King street a été maintenue, après la Révolution, comme sanctuaire français, et a conservé jusqu'à ce jour sa première et sainte destination.

Nos prêtres ont rendu aux Anglais le bien qu'ils en ont reçu, en dissipant leurs préjugés contre le catholicisme et en hâtant leur retour à la véritable Eglise.

Un savant écrivain, Husenbeth, l'a constaté. « La conduite des prêtres français réfugiés en Angleterre, et les circonstances de leur arrivée parmi nous, excitèrent tant de sympathies, que les préventions contre notre religion et notre clergé furent considérablement adoucies et dissipées, et qu'ainsi furent préparées, dans ce pays, les voies pour les progrès rapides et continus du catholicisme, dont nous sommes témoins depuis bien des années. » Les conquêtes du catholicisme ont commencé, en effet, avec eux pour ne plus finir, et comme l'a dit Mgr Besson, « ce que les chevaliers normands avaient fait par les armes dans l'ordre civil et politique, nos prêtres l'ont fait par leurs exemples dans l'ordre religieux et surnaturel. »

III

Nous allons laisser parler les prêtres exilés eux-mêmes, car rien ne remplace le témoignage personnel de ceux qui ont passé par cette terrible épreuve.

Le premier journal est celui de M. l'abbé Jacques-Robert Bouic, curé de Beuzevillette depuis 1786, mort curé de Hautot-Saint-Sulpice en 1839, âgé de 81 ans. Il a été publié par M. l'abbé Simon, curé-doyen de Doudeville (1).

DIX MOIS D'EXIL

Journal succinct des premières pérégrinations de M. Bouic, après son départ de France, tiré des soixante-neuf lettres adressées par lui à sa famille.

1792. 16 août. Le massacre des Suisses le 2 de ce mois, l'esprit de vertige et de fanatisme qui se développe partout, tout nous

(1) Histoire du doyenné de Doudeville. Seconde partie. Rouen, Vimont, 1861, p. 546 et suiv.

annonce qu'il faut nous résigner à l'exil. Le 6 septembre, le décret de déportation arrive au district. Nous allons demander nos passe-ports; on nous reçoit à coups de pierre. Mon passe-port est ainsi conçu : « Cejourd'hui 7 septembre 1792, l'an IV de la liberté, le 1^{er} de l'égalité, s'est présenté le sieur J.-B. Bouic, curé de Beuzeville, lequel, en conséquence de l'art. 2 de la loi du 26 août dernier, relative aux prêtres qui n'ont pas prêté serment, a déclaré être dans la résolution de se retirer en Angleterre... et a déclaré avoir des subsistances suffisantes jusqu'au moment de son embarquement. » Ce qui veut dire qu'une fois embarqué, tout Français, sous le règne de l'égalité, peut bien mourir de faim. Quand nous arrivâmes à Saint-Valéry-en-Caux, la municipalité craignit qu'en nous laissant embarquer la nuit, il n'y eût du trouble de la part des ouvriers; nous ne partîmes que le 8 à quatre heures après midi. Plus de quatre mille spectateurs se pressaient sur le quai, les uns jurant et hurlant, les autres pleurant et priant. Il nous fut défendu d'emporter plus de trente-six livres d'argent monnayé; et pour le constater, de minutieuses et indécentes perquisitions furent employées. Heureusement l'on put passer plus facilement. Le 9 au matin, nous chantâmes le Vent, *creator*, pour obtenir un vent favorable; nous nous confiâmes à la Providence, et nous priâmes pour notre malheureuse patrie.

Le 9, nous arrivons à East-Bourne, où l'on nous reçoit à bras ouverts. Les dames se pressent autour de nous; elles soutiennent dans leur marche M. Héricher, curé de Bermonville, doyen de Fauville, et M. le curé de Saint-Aubin-sur-Mer, tous deux âgés de quatre-vingt-deux ans, les conduisent chez elles, accompagnés de huit à dix autres prêtres, et se chargent de les aubérer. Un autre bateau chargé d'exilés arrive de Dieppe, et nous nous trouvons quatre-vingts à quatre-vingt-dix dans cette petite ville. Une dame se charge du soin de nos malles, et nous offre l'hospitalité. Le déjeuner et le dîner nous sont servis avec une bonté qui ajoute un nouveau prix au service; et nous sommes chez un ministre protestant! Tous les moyens nous sont procurés pour correspondre avec nos familles et les rassurer. Nous avons perdu une patrie, nous en trouvons une seconde; des larmes d'attendrissement coulent de tous les yeux.

10. Nous nous dirigeons sur Londres, à travers les landes, couchant dans une grange, dans une écurie, exposés à la brutalité de mauvais conducteurs. Mais la population se montre généreuse. Ici on nous offre une guinée, là une demie; plus loin une dame nous donne un rafraîchissement.

12. Arrivés à Londres, nous dinons très bien, pour un schelling,

chez un traiteur français. Les secours nous arrivent. Quoique les clubistes français nous poursuivent encore au delà des mers, les horreurs qui se commettent en France parlent en notre faveur, et chacun cherche à nous consoler. Les chapelles des ambassadeurs catholiques nous sont ouvertes, et nous pouvons, chaque jour, célébrer la sainte messe ou y assister. A celle de l'ambassadeur d'Espagne, chaque prêtre est admis à déjeuner après sa messe. L'évêque catholique de Londres accorde aux exilés le pouvoir de se prêter mutuellement les secours de leur ministère. M. l'évêque de Saint-Pol-de-Léon, qui s'est concilié la confiance de la nation, est comme l'aumônier de tous et le vrai père de tous les prêtres français. M. Burke, évêque protestant, nous visite et verse des larmes d'admiration et de compassion sur notre sort.

9 octobre. Après un mois de séjour à Londres, la difficulté d'exercer notre religion et le désir d'être sur le continent, nous font prendre le chemin des Pays-Bas. Nous nous dirigeons par Cantorbéry sur Douvres, et de là nous passons à Ostende, évitant Calais, trop connu par son patriotisme, c'est-à-dire, par sa fureur contre les non-jureurs. Les Anglais avaient offert gratis la mallo du courrier. Débaqués le 22, nous sommes reçus chez les Capucins. De là à Bruges, puis à Gand. Dans ces deux diocèses, il y avait déjà huit à neuf cents prêtres français. C'est assez en dire; il faut passer outre. Le 25, nous arrivons à Anvers par des chemins détestables. La population et même le clergé sont ici assez indifférents à notre cause; il y en a qui vont jusqu'à nous faire un crime de notre sortie de France; mais le respectable doyen du chapitre met tout en œuvre pour nous secourir; chaque jour, il loge et nourrit huit d'entre nous. Il désirait nous trouver des places, mais il n'a pas réussi. Il nous a fait conduire, deux compagnons et moi, au bourg de Duffel. De là nous avons été visiter Bruxelles et le château de Laeken, maison de plaisance des gouverneurs des Pays-Bas.

7 novembre. On nous dit que les patriotes sont maîtres de Mons et qu'ils vont s'emparer de tous les Pays-Bas. Pour ne pas exposer notre hôte à des désagréments, nous quittons Duffel pour Malines, où, toute la nuit, nous sommes troublés par le bruit du canon. De Malines à Louvain, nous suivons le canal remarquable par ses quatre écluses, de différente hauteur, qui permettent de baisser ou d'élever le niveau de l'eau pour faciliter la navigation. La rivière passe sous ce canal. A Louvain, il y a cinquante-deux collèges; la faculté de droit surtout est célèbre. A Tirlemont, les aristocrates désertent; les routes sont couvertes de milliers de voyageurs. A Saint-Troum, même chose. Les patriotes nous pour-

suivent. Dumouriez va-t-il devenir un autre Alexandre? Les uns craignent, les autres espèrent. Nous couchons ici chez les Récollets, sans draps et tout habillés. Quand on a eu pis, on est heureux encore d'avoir un tel lit!

12 novembre. Après un petit séjour à Liège, ville qui dépend de son évêque et prince nommé par le Chapitre, la crainte des patriotes nous fait chercher un abri sous les murs de Maëstricht. Le nombre des émigrants est incroyable. Ils fuient devant les légions victorieuses des sans-culottes.

Maëstricht est une ville forte, avec une citadelle et beaucoup d'ouvrages avancés qui en rendent la prise extrêmement difficile. La population est plus forte en catholiques, quoique le protestantisme soit la religion de l'Etat. Néanmoins, sauf le viatique qu'on porte en secret, les églises sont libres, et les cérémonies s'y exercent publiquement. Nous y sommes bien reçus. Il y a deux ministres qui ont reçu chez eux chacun trois prêtres français.

20 décembre. Les patriotes font des progrès. Bruxelles n'a pu leur résister; les émigrés leur ont cédé la place. L'abbé Proyart a voulu y rester et affronter le péril. Il a adressé au général Dumouriez une remontrance aussi noble que hardie. Elle est du 15 novembre, et trop longue pour entrer dans ce journal. Le général lui a répondu : « Je ne suis pas un Attila, mon cher abbé. Vous êtes en sûreté ici, ainsi que vos compagnons. » Nous nous distrayons en lisant le Journal politique et littéraire de l'abbé Feller.

3 février. Je suis logé chez le vicaire de Saint-Martin-de-Vick. Monsieur le curé fait tout pour être utile aux exilés. Je mange avec trois officiers français, M. de Saint-Cernin, de Castelnau, M. de Montfleury, ex-page de monseigneur le comte d'Artois, et M. de Neuvri, substitut. La nouvelle de la mort du roi nous est parvenue, et elle a fait verser des torrents de larmes aux étrangers, aussi bien qu'aux Français. Nous allons nous consoler et nous édifier aux sermons de M. Boyeldieu.

15. Déjà le gouverneur de Maëstricht a fait inviter les étrangers à sortir de la ville, soit par crainte des patriotes, soit par mesure d'économie de subsistances. Il fait approvisionner sans cesse. Mais si l'on craint les ennemis, on se rassure sur la force de la place, qui n'a pourtant que sept mille défenseurs, au lieu de vingt mille qu'elle devrait avoir.

18. Le 15, les troupes françaises, qui maraudaient depuis quelques jours, commencent l'investissement de la ville, sans déclaration de guerre. On voit leurs travaux. Déjà ils font courir le bruit que la ville est prise, que six mille émigrés ont été passés au fil de l'épée et que les prêtres français nagent dans leur sang, quoi-

qu'ils disent encore paisiblement leur messe. Le danger réveille la piété; les églises sont encombrées, il se donne chaque jour deux ou trois sermons français.

24. On éclaire les démarches de l'ennemi au moyen de pots à feu. Le gouverneur ne craint que la trahison et se montre très sévère. Il faut que tous les prêtres français soient inscrits par leurs évêques et reconnus par deux témoins. Les jureurs ne s'en trouvent pas mieux. Tout le monde prend les armes; les batteries sont doublées; les émigrés occupent les postes les plus dangereux.

Le 22, la ville a commencé la canonnade pour arrêter l'ennemi. Ceux-ci continuent de travailler avec une sorte de rage. Le 24, un parlementaire précédé d'un trompette est introduit dans la ville, et conduit au gouverneur, les yeux bandés. Il lui porte une dépêche ainsi conçue : « Citoyen gouverneur, je viens de la part du général Miranda vous sommer de rendre sous trois heures les clefs de cette ville, que le prince d'Orange vous a remises. » Celui-ci répond : « Je ne tiens pas les clefs de la ville du prince d'Orange, mais des Provinces-Unies; je ne les rendrai qu'avec la vie. » On a fait boire le trompette et on l'a fait jaser. Il s'est échappé de dire : « Si nous n'avons pas Maëstricht dans trois jours, nous sommes f...tus. »

Le bombardement commence avec fureur, et celui de la place répond énergiquement. Notre asile est un grenier, véritable observatoire d'où nous considérons les bombes, la nuit surtout, traçant leur sillon parabolique à travers l'espace. Comme notre logement a été visité par un éclat de bombe pesant douze livres, nous nous réfugions dans un petit couvent, où nous sommes en société, à l'abri des bombes, et pouvant dire la messe. Notre ameublement est remarquable : deux paniers nous servent de siège; notre table est un boisseau; il n'en faut pas davantage pour manger un morceau de pain bis et une pomme. Nous couchons sur un sac garni de quelques plumes vermoulues.

Le 27, la nuit se passe dans les plus terribles transes. Le bruit du canon a fait place à celui des carabines. L'ennemi escalade, dit-on, car on a vu la veille beaucoup de chariots chargés d'échelles. J'ai cru qu'il était temps de réciter les prières des agonisants; mais un officier nous a rassurés. « Si la ville était en danger, nous a-t-il dit, chacun serait à son poste, et les cabarets sont pleins de soldats qui boivent et qui chantent. »

28. Comme on nous fait observer que le moindre éclat de bombe peut percer la frêle couverture de notre logement, nous nous réfugions dans une grande prison d'Etat. Là, hommes, femmes et enfants sont réunis et se chauffent auprès d'un grand feu. Et la

Providence veille sur nous. Voici des preuves. Une bombe éclate au milieu de cinq émigrés; tous les meubles sont fracassés, mais pas un d'eux n'est atteint. Une bombe perce une maison, du grenier à la cave; sur trente réfugiés, un seul est blessé à la jambe. Un malade est assailli de bombes de tous côtés, et n'en reçoit aucun mal; un bourgeois disait le chapelet avec sa femme; une bombe froisse la jambe de sa femme et s'éteint. La plupart éclatent en l'air ou n'éclatent point du tout. Les patriotes sont déconcertés de voir qu'ils ne peuvent allumer l'incendie.

4^{er} mars. Le gouverneur a toujours soutenu le courage des assiégés par l'espoir d'un secours de l'Autriche; mais le secours n'arrive pas assez vite.

L'artillerie fait un peu silence : nous espérons. J'ai profité de cet instant de repos pour rendre visite à mes hôtes, où j'ai fait un bon dîner. Mais à trois heures le feu recommence, parce que les assiégeants ont reçu de nouvelles munitions. Cependant le colonel sommateur tente la ville par argent. Le gouverneur reste ferme, et les habitants préfèrent tout perdre plutôt que de devenir citoyens. La garnison ne faiblit pas davantage, et les morts sont rares.

Les patriotes emploient encore la ruse : ils font parvenir des billets de corruption dans des bouteilles nageantes, dans des bombes vides et dans les provisions de bouche qu'apportent des paysans. Toujours on les méprise. Enfin, une canonnade se fait entendre dans les environs; est-ce une prochaine délivrance?... C'était la déroute des Français entre Juillers et Aix-la-Chapelle.

3 mars. Grande joie! Les patriotes sont partis! On n'ose le croire. L'ennemi avait fait provision de houille, et il devait aujourd'hui tirer à boulets rouges. Il est parti! c'est le cri général. Le gouverneur sort avec sa cavalerie; il va à la rencontre des libérateurs. Ce sont les Autrichiens. Ils portent à leur casque des rameaux verts, symbole d'espérance. La joie est indicible; les églises se remplissent; des quarante heures commencent en actions de grâces. Tous reconnaissent le doigt de Dieu. Pauvres et riches, prêtres et laïques, catholiques et protestants, tous s'embrassent en versant des larmes de joie... Ils sont partis, ces impies qui voulaient prouver à l'univers qu'il n'y a point de Dieu... Les acteurs du 2 septembre étaient déjà arrivés. Six ou sept évêques, six cent soixante-deux prêtres français, ceux de Liège et de la ville, allaient être trainés dans une église, et le massacre des Carmes allait avoir son pendant!... L'impiété n'entrera pas dans tes murs, ville hospitalière. L'Eternel a brisé contre tes remparts l'orgueil de tes ennemis. Le sang du juste ne coulera pas sur tes places

publiques, et les temples du Très-Haut ne seront point profanés!... Le gouverneur reçoit les félicitations de tous. Miranda a abandonné son épouse : elle est tombée au pouvoir des assiégés, ainsi que de fortes provisions en armes, vivres et habillements; il fallait fuir au plus vite, ils ont tout oublié.

5. Les Autrichiens ont défilé à travers la ville de quatre à huit heures du soir, toute la nuit et encore le lendemain jusqu'à midi. Ils vont prendre leur quartier d'hiver en présence de l'ennemi. La cavalerie forme les deux tiers de leur armée. Ils sont remarquables par leur bonne mine; on dirait qu'ils sortent d'un couvent de bénédictins.

Les travaux des assiégeants étaient considérables. Du côté de Vick, leurs retranchements ont un quart de lieue de long et huit pieds de profondeur. Pour les encourager, on leur promettait le pillage de la ville, 4 schellings par jour et du génivève à discrétion. Et ils sont en fuite!... Hélas! pourquoi sommes-nous réduits à désirer la perte de nos frères de France!... Nous formons des vœux pour les défenseurs de l'autel et du trône, mais nous demandons grâce pour nos malheureux frères abusés et victimes, et nous prions pour eux.

6. Les travaux des assiégeants au nord de la ville sont encore plus considérables. Les fossés ont une demi-lieue de long, et ils étaient protégés par une colline.

7. Les patriotes ont évacué Liège; vingt mille sacs d'avoine sont restés aux Autrichiens. Trois prêtres trahis à Liège par une femme sont percés à coups de balonnettes et leur tête promenées au bout d'une pique : brillant fait d'armes pour des soldats de la liberté!... Voici des expédients d'un autre genre. Empruntant le nom du gouverneur de Maëstricht, leur général écrivait au prince de Cobourg que les désastres causés par le bombardement, l'ennui des habitants, le découragement de la garnison l'ont forcé de capituler, et qu'en conséquence son secours est désormais inutile. Le prince ne s'y laissa pas prendre. — Un médecin avait promis de donner de l'opium à la garde du fort Saint-Pierre. Le gouverneur a tout su et y a mis ordre.

Le butin laissé par les assiégeants se vend à l'encan : un habit de drap, 6 livres; souliers, 15 sous; une paire de bas, 5 sous; et tout est neuf.

Les Autrichiens arrivent encore et passent, marchent en avant; des milliers de voitures les suivent. Ils rencontrent l'ennemi. Une première victoire longtemps disputée est gagnée par eux près de Tongres, avec perte de six cents hommes. Les patriotes en ont perdu cinq cents et vingt pièces de canon. Une deuxième entre

Saint-Trom et Tirlemont, et une troisième près Tirlemont, sont encore gagnées. Les patriotes ont perdu, dit-on, dans ces deux journées, dix-huit à vingt mille hommes et vingt-deux canons; et ils étaient cent mille contre quarante. Les Autrichiens n'ont perdu qu'un homme sur dix. Les Français sont découragés et errent à la trahison. Ils accusent leurs chefs d'avoir laissé à Liège soixante tonneaux d'eau-de-vie, vrai spécifique qui fait les Césars. Les magasins laissés à Liège sont estimés 8 millions.

26. La plaine de Tirlemont est jonchée de cadavres. Les chevaux qui doivent les fouler aux pieds en passant refusent de marcher et donnent aux hommes mêmes une leçon d'humanité.

11 avril. J'ai visité Liège, où les patriotes ont passé l'hiver. Les églises, la cathédrale même servaient d'écuries. Quoiqu'elles soient nettoyées, l'odorat le devine encore, il y avait des patriotes qui singeaient les cérémonies de la messe avec du brou de vin (eau-de-vie).

A Maëstricht, les émigrés s'occupent, chacun selon son talent. L'un est maître d'armes, l'autre souffleur à la comédie, un autre vétérinaire, etc. Nous sommes en compagnie de Mgr le cardinal de la Rochefoucauld, de Nos Seigneurs les évêques de Clermont, de Boulogne, d'Auxerre, de Chartres; de MM. de Pradt, notre archidiacre; de Rhume, curé de Vibœuf; Hébert, curé de Tiberménil; des curés d'Allouville, du Petit-Couronne, de Thierville, de Lindebœuf, d'Emalleville, de Pissy, de Notre-Dame-de-Bondevillé, et des frères Vallée, vicaires de Saint-Ouen et de Grémonville. En tout, six cent soixante-deux. Nous avons tous été exposés; aucun n'a péri.

Dumouriez livre aux Autrichiens les commissaires envoyés pour le conduire à la barre de la Convention.

12 avril. Je vais dire adieu à la bonne ville de Maëstricht, dont le souvenir restera gravé en nous tous, tant à cause des dangers que nous y avons courus que pour le bon accueil que nous y avons trouvé. Maëstricht est une ville tranquille, simple, religieuse jusqu'à la superstition. Il n'est pas rare d'y voir les enfants se mettre à genoux devant un prêtre qui passe dans la rue, en demandant sa bénédiction. Ceux qui servent les messes attendent à genoux la bénédiction du prêtre à la sacristie. Ils demandent aussi la bénédiction de leurs parents avant de se coucher. Des centaines de cierges brûlent devant les images des saints. Dans les processions, on voit jusqu'à deux cents torches précéder le célébrant qui porte le saint Sacrement. Les habitants ont une grande dévotion à une image de la sainte Vierge, qu'on dit miraculeuse. Elle passe pour avoir fait, seule, trois fois, la procession par la ville, à l'époque

d'une grande calamité. Pendant l'octave de la fête instituée en son honneur, le nombre est incalculable de ceux qui parcourent le même chemin, trois fois, et quelques-uns les pieds nus. Un autre objet de vénération est un crucifix de six pieds de haut, trouvé à trois lieues de la ville, dans un noyer fendu par la foudre. Ce noyer était provenu d'une noix plantée par la fille d'un homme qui l'avait cueillie près du Saint-Sépulcre. — Ces bons habitants n'ont pas manqué d'attribuer leur délivrance à la piété et aux prières des prêtres français et à l'habileté des émigrés, quoiqu'il leur doive en revenir à eux-mêmes une part, à cause de leur religion. Dieu leur rendre la récompense de leur hospitalité !

13. Je suis aujourd'hui à Aix-la-Chapelle, ville célèbre par ses eaux et notamment par une source d'eau bouillante où les œufs peuvent cuire en six minutes. On y voit le tombeau de Charlemagne; son épée est envoyée pour le couronnement des empereurs d'Allemagne. On conserve encore ici les reliques de saint Etienne.

Le même jour, nous avons visité Julliers, place fortifiée et demeurée neutre jusqu'ici. Les deux armées ennemies campaient cet hiver aux deux côtés de la ville. Nous avons vu les retranchements des patriotes, près d'Aldenove, où ils furent mis en déroute, le 1^{er} mars, par le prince de Cobourg. Ce petit bourg a conservé une triste idée de ces messieurs. Sur cinq cents, disent-ils, à peine en voyait-on un aller à la messe le dimanche; et pendant que les soldats de la ligne, à la mort du roi, baissaient avec larmes son effigie sur les pièces de monnaie, les autres applaudissaient au régicide. Dans les positions d'Aldenove, les patriotes ont perdu sept cent deux hommes et dix-huit pièces de canon; et, en total, les diverses escarmouches de l'hiver leur ont coûté onze mille soldats.

Le 14, nous arrivons à Cologne, appelée la Rome de l'Allemagne. Il y a dans cette ville plus de deux cents églises, dont l'une, appelée le Capitole, possède deux chapitres, l'un d'hommes, l'autre de femmes, et très-séculières. Les chanoines doivent être princes ou au moins comtes de l'Empire. Cette ville fut jadis très fortifiée. Aujourd'hui elle est très sale et forme contraste avec les magnifiques plaines qui l'entourent. Nous vivons et nous nourrissons selon l'usage du pays. En France, de la soupe, de la viande et force pain. En Angleterre, point de soupe, force viande et peu de pain. Dans les Pays-Bas, mauvaise soupe, force légumes, peu de viande et peu de pain. Ici, mauvaise soupe presque sans pain, force légumes, viande à demi cuite et du pain noir. Cologne possède un tombeau très riche, celui des trois rois mages, Gaspar, Melchior et Balthazar, figurés par trois statuettes d'or.

2 mai. A une lieue de Cologne est Mulheim, jolie petite ville de quatre mille habitants, qui a des temples pour tout le monde, catholiques, juifs, luthériens et calvinistes. Les temples protestants sont surmontés de girouettes, symbole frappant de leurs variations. Chacune des sectes se hait mutuellement; elles ne s'unissent que pour haïr le catholicisme.

Naviguant sur le Rhin, on passe par Zonse, Nuys, Dusseldorf, qui renfermait l'hiver dernier jusqu'à six mille Français; nos évêques y ont donné la confirmation, qui n'avait pas été administrée depuis trente ans; Keiservert, dont la citadelle, réputée imprenable, a été détruite, de peur qu'elle ne servit de repaire aux mutins; Urding, dernière ville catholique relevant de l'électeur de Cologne. Le long du fleuve jusqu'à Amsterdam, il faut s'arrêter à seize stations ou comptoirs pour payer un droit. Ceci donne le loisir de visiter les localités.

Nous sommes maintenant dans le duché de Clèves, appartenant au roi de Prusse. La première petite ville est Rourort, protestante comme toutes les autres, ou plutôt libre de sa religion; puis Orsoy, où nous avons vu une église et un curé catholique, l'une et l'autre très mal tenus; Wesel, ayant une citadelle munie de triples fortifications qu'on passe sur trois ponts. Le sieur de la Fayette y a été quelque temps prisonnier. Présentement il y a quatorze à quinze cents patriotes prisonniers du roi de Prusse. Les catholiques dominent ici par le nombre, quoique non reconnus par l'Etat. Le système régnant est le tolérantisme universel. Les catholiques sont libres; ils ont quatre églises et une communauté de dix-huit dominicains; on sonne les offices.

Les troupes et les munitions ne cessent de passer. Déjà, dit-on, dix mille hommes sont défilés, et on en attend encore cinquante mille. Que Dieu ait pitié de notre malheureuse patrie!

9. Xanten a une assez belle cathédrale, où l'impératrice Hélène fonda soixante-quinze canonicats. On aperçoit la côte où fut martyrisé saint Victor. Emerick, dernière ville de la Prusse, en majorité catholique; l'une de ses églises se distingue par sa belle tour, sa sonnerie et son carillon. Clèves. Le fort Skin où commence la Hollande. Arnhem. En Hollande, la religion catholique n'est plus que tolérée, et cela depuis deux ans seulement. Il en est de même des luthériens et des juifs; c'est le calvinisme qui domine. Deux églises, jadis des granges, sont les seules pour deux mille catholiques. A notre arrivée, on a d'abord refusé au curé catholique la permission de nous laisser dire la messe; mais quand on a connu nos principes et notre conduite, on nous a donné une liberté absolue. Vyk, petite ville où les catholiques sont en majorité. Les

ministres protestants et catholiques des campagnes voisines vivent en bonne intelligence. Mais les premiers jouissent des dîmes et des fondations, tandis que les seconds ne vivent que des offrandes des fidèles. Le bon curé de Vyck nous a fort bien reçus.

13 mai. A Waart, le bon curé me fait dire qu'il ne peut me permettre de dire la messe sans s'exposer à une amende de 600 florins. Quittant le Rhin, nous prenons le canal qui conduit à Utrecht, ville charmante par sa propreté et ses jolies promenades. Son Mail, long de mille vingt-cinq pas sur vingt et bordé de quatre rangs d'arbres de chaque côté, est un des plus beaux de l'Europe. La promenade de M^{me} de Jitelfel se fait remarquer entre toutes par ses charmilles, ses vases et statues de marbre blanc, ses étangs, ménageries et rochers factices. Pourtant le sacré est mêlé avec le profane. Ainsi des traits d'histoire sainte figurent avec les dieux du paganisme. Utrecht est le centre des jansénistes; ils ont leur évêque et plusieurs églises. Sur trente mille habitants, il y a six mille jansénistes et sept mille catholiques. Le clergé catholique, sans doute à cause de la proximité de ses ennemis, est ici beaucoup plus instruit qu'à Cologne.

18. Longeant toujours des rivages charmants, nous saluons Jeulen, Maarsen, Breulen, qui paraît surnager, parce que chaque habitation est séparée par un canal; Neuwerslheus, où l'on remarque de grandes écluses protégées par le canon et destinées à empêcher les inondations; les maisons de campagne, plus élégantes que ceux de Normandie, paraissent toutes flottantes; Vrylout, où les jardins cessent pour faire place aux prairies; Meudun, à deux lieues d'Amsterdam, dont elle est séparée par le Zuyderzée. Le curé, enragé patriote, a refusé de nous recevoir et de nous laisser dire la messe.

24 mai. Après avoir fait près de cent lieues en bateau, nous voici à Amsterdam. Là, nous avons visité d'abord l'hôpital luthérien, remarquable par sa propreté; puis l'hospice des femmes catholiques, auxquelles on n'a rien refusé, si ce n'est une chapelle pour entendre la messe. Le 20, notre visite a été à la maison de correction, habitée par sept à huit cents individus des deux sexes, mais par des femmes pour les deux tiers. Chacun y est occupé selon son état. La salle principale a trois cent cinquante pieds de long, elle est soutenue par vingt piliers.

Dans les temples, on a respecté les anciennes verrières posées alors que le pays était catholique. Nous avons encore vu un orgue du temps des Espagnols. Toutes les sectes sont tolérées. Le lundi de Pentecôte, nous assistions à une fête de la synagogue, admirant les grimaces et le tapage que font les juifs; c'est bien un vrai

sabbat. Leur temple n'a aucune décoration, à part les lustres. Les femmes, séparées des hommes, occupent de vastes tribunes.

Saardam est un village très étroit sur une longueur d'une lieue et demie. Rien de si propre que cette ville. Les rues sont pavées en briques de diverses couleurs. Toutes les maisons sont peintes; ce sont presque toutes des rez-de-chaussée. Chacun des habitants a sa chèvre qui lui fournit le lait nécessaire pour le thé ou le café, dont l'usage est général. Chaque maison a son petit jardin, orné avec luxe; c'est ici que se trouvent les tulipes les plus rares. Les tuteurs des fleurs sont en bois tourné, peint, surmonté d'une pomme dorée. Il y a dans la ville presque autant de ponts que de maisons; d'un seul côté il y en a cent cinquante, et la ville n'a que quinze mille habitants. On y compte cinq mille moulins, soit pour manufactures, soit pour le sciage de la planche, dont Amsterdam fait ici un grand commerce. Cette ville, presque sous l'eau, serait continuellement submergée sans les digues nombreuses qui protègent le sol.

Revenons à Amsterdam. C'est une grande et belle ville, riche par son commerce, bâtie en demi-cercle et coupée de quatre canaux aussi en hémicycle parallèle, larges de cinquante à cent soixante-quinze pieds et couverts de milliers de bateaux qui vont porter les marchandises à domicile. Ces canaux sont bordés de maisons magnifiques. Nous avons remarqué la salle où se font les mariages civils. Elle a soixante-quinze pieds sur soixante; on y monte par deux cents marches. Le frontispice est orné de trois statues colossales, dont la principale représente la Paix.

Il y a encore ici plus de quarante mille catholiques qui se réunissent dans dix-sept églises. La Bourse est une des plus belles de l'Europe. Soutenue par quarante-trois arcades, elle mesure deux cent vingt-cinq pieds sur cent vingt-cinq et sert de rendez-vous à une foule toujours compacte de commerçants de toutes les nations. Une maison d'orphelins catholiques, bâtie depuis 1781, renferme cinq cents jeunes filles de cinq à vingt-cinq ans, qui reçoivent une éducation chrétienne. Leur chapelle est un carré à trois étages, percés chacun de neuf fenêtres par où les malades peuvent entendre la messe.

Au frontispice de la prison on remarque l'image de la Justice, accompagnée de deux autres statues qui ont les mains liées derrière le dos. Plus bas est un char attelé de six lions; celui qui les conduit porte à la bouche cette devise : *Virtutis est domare quæ cuncti parent*. Il existe une prison spéciale pour les matelots; c'est un vaisseau de cent soixante-quinze pieds de long, armé de

soixante-quatre canons, et toujours en rade, parce qu'il ne pourrait entrer dans le port.

27. Dans notre bateau de Cologne à Amsterdam, nous avons été admirablement rencontrés. Nous avons été, pour une livre par jour, portés, chauffés et fort bien nourris; excellente bière, pain français, vin du Rhin à tous les repas, et café deux fois par jour, chose que nous n'avions point goûtée depuis notre départ. Toute la famille du batelier, père, mère, enfants, domestiques, nous assimile à la famille. Nous sommes prêtres et ils sont catholiques. Les enfants nous distraient par la musique. Mais comment pourrions-nous chanter les cantiques du Seigneur sur une terre étrangère? *Quomodo cantabimus canticum Domini in terrâ alienâ?* Hélas! nous ne sommes ici qu'en passant. Plus tard, il nous faudra probablement dire comme l'Apôtre : *Scio esurire et abundare*, je sais vivre dans les privations aussi bien que dans l'abondance... Quand il s'est agi de payer, le fils est venu nous dire de la part de son père qu'il irait en France chercher son argent, et qu'il n'en recevrait nullement ici. Et en effet il n'a rien reçu.

A Harlem, on prévient les inondations par le moyen de moulins à vent, qui font agir des pompes pour élever l'eau et la décharger dans le grand canal. Les prairies sont communes et les vaches aussi. De là vient le fromage de Hollande. L'orgue de Harlem est un des plus complets et des meilleurs de l'Europe; l'étage inférieur du buffet est orné de trois belles statues de marbre blanc, la Foi, l'Espérance et la Charité. Il se fait un grand commerce de fleurs, et surtout de jacinthes et de tulipes. La vie est très chère, par la raison que nos 6 livres de France ne valent que 54 sous.

28. Leyde, à sept lieues d'Amsterdam, est une ville de science. Elle possède une académie fameuse et de beaux cabinets d'histoire naturelle.

29. Trois lieues plus loin, la Haye, simple bourg, mais le plus beau et le plus riche de l'Europe, est la résidence des états généraux des Provinces-Unies, du prince d'Orange et des ambassadeurs étrangers. Il est séparé de la mer par une promenade que Guillaume, roi d'Angleterre, a plantée de quatre rangs d'arbres de chaque côté. Le château du bois est une maison de plaisance appartenant au prince d'Orange. Sans apparence extérieure, elle est magnifique au dedans et riche de tapisseries et de tableaux remarquables. A l'extrémité de la promenade est situé le village de Schwellingen, rendez-vous des parties de plaisir au bord de la mer.

A Delft, l'église, dépouillée de ses saints, possède plusieurs mausolées : celui de l'amiral Tromp, qui est représenté la tête

reposant sur un canon, le corps appuyé contre un gouvernail. Plusieurs reliefs accompagne la statue. Celui de M^{lle} Marine, épouse d'Allegonde, est en marbre blanc, à colonnes noires. Celui enfin du célèbre amiral Pierre Jleîn, qui prit en 1624 la flotte portugaise, de vingt-six vaisseaux, et les vingt vaisseaux espagnols, dits la *Flotte d'Or*, à cause des richesses immenses qu'elle portait, estimées à trois cents tonnes d'argent. L'amiral est représenté couché sur une natte de marbre formant plusieurs plis sous sa tête; ce travail est admiré des connaisseurs.

Une autre église possède le tombeau de Grotius, qui est représenté dans une sorte de niche en marbre blanc. Le plus beau monument est le tombeau de Guillaume I^{er}, prince d'Orange, qui délivra la Hollande du pouvoir des Espagnols. Sur le devant du monument, il est représenté debout; sur le milieu il est couché; la première figure est en marbre noir, la seconde en marbre blanc. Vingt-deux colonnettes de marbre gris soutiennent l'entablement. Aux quatre coins sont quatre statues figurant la Liberté, la Prudence, la Sagesse et la Religion. Notez que ce monument est le tombeau d'un homme qui a chassé la religion véritable d'une contrée qu'elle habitait.

Au frontispice de l'Hôtel-de-Ville on remarque cette inscription formant un dystique qu'il est difficile de traduire, à cause de son ingénieuse symétrie :

Hæc domus odit, amat, punit, conservat, honorat,
Nequitiam, pacem, crimina, jura, probos.

30. Rotterdam, la plus belle et la plus riche ville après Amsterdam, a un bon port vers l'embouchure de la Meuse, et plus propre que le premier, à cause du flux de la mer qui renouvelle l'eau des canaux. Il y a dans cette ville douze mille catholiques, qui ne peuvent avoir que deux églises. Nos prêtres ne peuvent que très difficilement y dire la messe; plusieurs ont été six mois sans la dire. Pour nous, nous avons eu le bonheur d'être adressés à un riche marchand qui a une chapelle domestique et une permission générale. Le principal ornement de sa chapelle est un tableau de Rubens, représentant Notre-Seigneur portant sa croix du bras gauche et accompagné de trois anges dorés, dont l'un porte le marteau et les clous, l'autre la lance et l'éponge, le troisième une échelle. Sur un des ponts de la ville, une statue de bronze est élevée à la mémoire d'Erasmus, qui naquit à Rotterdam en 1467. Toutes les sectes hérétiques abondent ici : luthériens, calvinistes, anglicans, quakers, anabaptistes, jansénistes, juifs. On nous dit

qu'il est passé en cette ville près de onze à douze cents prêtres français.

Nous allons maintenant nous diriger sur Anvers, en Brabant, où nous sommes recommandés par notre hôte.

Ici se terminent ces mémoires. Il est fâcheux que M. l'abbé Bouic n'ait pas continué sa relation jusqu'à la fin de son exil.

MÉMOIRES DE M. L'ABBÉ PÉTEL

1792-1797

M. l'abbé Pétel avait cinquante ans, lorsque commença la persécution. Il était curé de Saint-Léger, au Diocèse d'Evreux, estimé de ses paroissiens, chéri de sa famille, qui était des plus honorables et des plus aisées, et dont le souvenir, on le verra, revient délicieusement et presque à chaque page sous sa plume. Il avait deux frères, dont l'un, prêtre, partagea fidèlement ses malheurs. Ce frère, homme d'une grande piété, devint, après le Concordat, curé-doyen de Pont-de-l'Arche. M. l'abbé Pétel, l'écrivain, fut nommé, après l'exil, curé de la Saussaye. Ces confesseurs ont eu parmi nous un arrière-neveu, qui a porté dignement leur nom en continuant leurs traditions sacerdotales.

I

Les mémoires de M. l'abbé Pétel forment deux petits volumes manuscrits in-12, ensemble 260 pages. Nous en publions les extraits principaux, ceux qui sont de nature à servir à l'histoire ecclésiastique. Nous abrégeons les narrations purement descriptives, sans les altérer, et nous résumons les pages écrites en vue de la famille et de l'intimité.

M. l'abbé Pétel commence ses Mémoires par expliquer les motifs qui les lui ont fait écrire. « Cette relation de plus de 1,800 lieues de courses » qu'il a faites, « sans en avoir le désir, » et il ose bien dire « contre son gré, » ne doit-il pas la raconter enfin pour « céder au vœu de ses parents et de ses amis ? » Cepen-

dant un doute lui vient : écoutez ces accents qui donnent tout de suite la mesure du cœur de ce digne prêtre et de ce bon fils : « Vous, mère si chère à mon cœur, vous à qui je dois bien plus que la vie, ne devrais-je pas craindre de rouvrir des plaies qui saignent encore, en retraçant à vos yeux nos malheurs ? Non, votre pitié, votre patience, votre résignation me sont de sûrs garants que le détail de nos peines passées, loin de vous affliger, excitera dans votre âme le sentiment de la plus vive reconnaissance envers Dieu, puisque vous aimez à dire que c'est son bras tout-puissant qui nous a protégés, qui nous a conservés et qui a comblé vos vœux en nous rendant à vos prières. »

M. Pétel explique pourquoi il a dû préférer l'exil au serment constitutionnel, et il trouve à ce sujet de nobles et fortes paroles que nous recommandons comme l'expression de l'opinion des prêtres fidèles de ce temps. « En prêtant serment à la constitution civile du clergé, il fallait reconnaître la supériorité des municipalités dans le gouvernement spirituel des Diocèses; convenir que les Evêques seraient en quelque sorte assujettis à leurs vicaires; approuver la destruction des ordres religieux; que les laïques pouvaient à leur gré dépouiller un Evêque de son siège; qu'il suffisait d'écrire une simple lettre de compliments au Souverain Pontife, lorsqu'on serait élu, pour satisfaire à toute la soumission que tout pasteur doit au Saint-Siège. » En prêtre attaché à ses devoirs et à sa foi, il ne pouvait et il ne devait pas prêter un tel serment. Voilà la cause de l'exil qu'il a subi.

Il indique quelle sera la forme de ses Mémoires. « N'attendez pas de moi une relation bien circonstanciée. Courbé sous le poids du malheur et de mon sac — car n'oubliez jamais, et répétez-le à vos petits enfants, que vos oncles ont porté pendant plus de trois cents lieues un paquet bien lourd pour les épaules, mais bien léger pour leurs besoins — courbé, dis-je, sous le poids du malheur, comment pouvez-vous croire que j'aie eu la force de lever un œil curieux et observateur dans des régions étrangères dont j'ignorais la langue, les usages et les mœurs ? Mon récit sera aussi rapide que mon passage dans le pays que nous n'avons fait que parcourir. »

On voit, pour le dire en passant, que M. Pétel n'avait pas écrit ses Mémoires pour la postérité, mais uniquement pour sa famille, et à un âge assez avancé, dans le calme et la paix de ses souvenirs.

On comprend l'intérêt qui s'attachait, après la Révolution, autour des vénérables prêtres revenus de l'exil. On se plaisait à les interroger, à leur faire raconter leurs souffrances et leurs voyages, à les entendre parler du passé; car entre 1789 et 1802, il s'était écoulé un siècle et il s'était creusé un véritable abîme. Dans les récits de ces pieux vieillards, on ne trouve jamais d'aigreur ni de passion; ils parlent simplement et avec modestie d'eux-mêmes, et sans fiel de leurs persécuteurs. Ces Mémoires vont le prouver une fois de plus.

II

M. Pétel, après quelques préliminaires, commence en ces termes son récit :

« Vous m'aviez vu jusqu'à cinquante ans aussi heureux qu'on peut l'être. C'est à cet âge où l'homme espère et cherche le repos, qu'il plut à la Providence de me priver tout à coup de mon état, de ma fortune, de ma patrie, de nous arracher des bras d'une mère tendre et chérie, d'un frère, notre meilleur ami, d'une sœur précieuse à notre cœur et à notre chère famille, de vous, chers enfants, tendres objets de notre complaisance.

« Le Dimanche, 27 août 1792, j'eus pour la dernière fois la consolation de célébrer la grand'messe et de chanter les vêpres à Saint-Léger, où j'avais repris mes fonctions en vertu d'une lettre que m'avait adressée le district de Bernay; six mois après mon expulsion (1), une attaque de paralysie dont M. Béhuc, mon successeur constitutionnel, fut frappé, me valut cette faveur, qui est peut-être unique dans les fastes de la Révolution. Pendant que mes confrères gémissaient éloignés de leurs paroisses, je remplissais mon devoir dans la mienne; mais les dix mois d'une si douce jouissance s'écoulèrent trop vite.

« Je partis le lundi 28, sur les trois heures du matin, pour Saint-Pierre, où je demurai jusqu'au 8 de septembre. Ce fut le jour où je fis à ma bonne et trop sensible mère mes tristes adieux, que je répétai le lendemain à M. et à M^{me} de Saint-Léger. Là, MM. Regnault et Legoux, mes vicaires, mes frères et moi, primes une voiture pour Dieppe.

(1) M. l'abbé Pétel avait été remplacé dans sa cure, comme ayant refusé le serment, au commencement de 1791.

« Les massacres des prêtres à Paris (1) et à Gacey, ce qui s'était passé à Bernay, d'où environ trente gardes nationaux étaient venus à Saint-Léger aussitôt après mon départ pour se saisir de moi, m'avaient fait juger qu'il n'était pas prudent de m'adresser au district de Bernay pour avoir un passeport. Mes frères et moi, nous en avions pris un à Saint-Pierre. Nous le fîmes viser à Rouen et à Dieppe. Notre voyage fut plus heureux que ne le comportaient les circonstances. Nous descendîmes de voiture à Dieppe sur les onze heures du soir. Le lendemain, à quatre heures du matin, nous nous rendîmes au port, pour nous embarquer dans le paquebot d'un capitaine anglais que nous avions trouvé à notre auberge. Nous lui donnions 24 livres en argent ou 40 en assignats. Nous entendîmes quelques propos menaçants; mais l'arrivée d'un officier municipal qui, par un appel nominal, nous fit passer sur le vaisseau, nous mit à couvert de toute insulte. Je dois ici rendre hommage à la loyauté de MM. les officiers municipaux de Rouen et de Dieppe, qui, par l'honnêteté de leurs procédés, nous firent sentir l'intérêt que leur inspirait notre position (2).

« Nous nous trouvâmes environ quatre-vingts passagers, tous prêtres, et un paquebot ne reçoit ordinairement que quinze à vingt personnes. Sur les six heures, le vaisseau met à la voile; je jette un dernier regard sur le rivage, et je fais à la France mes derniers adieux en me rappelant ce vers de Virgile :

Nos patriæ fines et dulcia linquimus arva.

Pendant la traversée une tempête violente éclata, et M. Pétel en décrit longuement les terribles péripéties. Elle ne dura pas moins de cinq heures.

« Nous nous recommandâmes à Dieu, et nous nous confessâmes. Elle finit heureusement par s'apaiser. Nous devions aborder à Brikinstone; les vents nous jetèrent à Douvres, où nous fûmes trop heureux de prendre terre à trois heures de l'après-midi. Lorsque nous voulûmes visiter notre panier, il était déjà au pouvoir des Anglais. Nous ne sauvâmes de nos provisions qui cou-

(1) Il s'agit des massacres de septembre.

(2) Nous avons eu déjà l'occasion de constater plusieurs fois ce fait. En 1793, la municipalité de Rouen, composée d'hommes honorables, fut favorable aux ecclésiastiques. M. de Fontenay était alors maire, et l'on peut dire que l'administration s'étudia plutôt à adoucir la rigueur des décrets qui lui étaient adressés de Paris qu'à veiller à leur exécution.

taient 72 livres, que quelques débris. Le reste fut la proie des matelots et des portefaix, qui, sous prétexte de prendre les paquets, s'emparèrent de tous les comestibles dont ils font la plus exacte perquisition. Dès que nous fûmes instruits que c'était l'usage, nous cessâmes de nous plaindre. »

Les exilés perdirent bientôt un de leurs compagnons, M. Legoux, qui les quitta en décembre pour aller à la maison royale de Winchester; quant à eux, ils se rendirent d'abord à Londres. M. Pétel fait une description détaillée de Londres, et, après avoir consacré plusieurs pages à cette grande cité, il ajoute : « Le coup d'œil de Londres est seul désagréable. Cette ville est enveloppée d'un nuage épais qui la dérobe aux regards des curieux. Tout ce qu'on peut en percevoir dans les jours les plus sereins, ce sont les clochers et la pointe des tours les plus élevées. » Plus loin, il dit encore : « L'air de Londres est pestiféré pour les Français accoutumés à respirer l'air de la campagne. Tous les jours, nous apprenions la mort de quelques-uns de nos confrères. Les brouillards de la Tamise, la vapeur du charbon, qui, comme je vous l'ai déjà dit, forme un nuage épais qui couvre sans cesse la ville, rendent son séjour fort malsain. Ma santé déperissait, et Londres serait devenu mon tombeau. Nous quittâmes cette ville superbe le 3 janvier 1793, et revînmes à Douvres. »

À Douvres, nos exilés s'installèrent comme ils purent; ils y séjournèrent pendant deux hivers. « Nous primes, dit M. Pétel, deux chambres garnies chez un sieur Ellis, marchand-épiciier Suargate-street. Nous avions deux lits pour quatre, et payions par tête trois livres douze sous pour une semaine. C'est à M. Lacour, jeune prêtre de Bernay, que nous dûmes ce logement. Lui, M. Dufays, Pontus et Cahier se réunirent à nous pour le repas. M. Regnault était l'économe et le cuisinier de la société. »

C'est ainsi qu'il en advint la plus part du temps pendant l'émigration. Les prêtres trop pauvres pour vivre seuls se réunissaient à des confrères et mettaient en commun leur avoir et leur gain de chaque jour. Ils trouvaient de plus dans cette société les consolations et les encouragements dont leur cœur avait besoin. Une douleur partagée est toujours moins amère. Ensemble, ces bons prêtres se fortifiaient, s'exhortaient, parlaient de la patrie, du passé, de l'avenir. L'heure du repas leur permettait quelque relâche et les trouvait réunis. Pendant le reste du temps, ils

travaillaient, chacun suivant ses goûts, ou selon ce que les circonstances avaient permis; tous de bon cœur et de bonne compagnie. Le Dimanche, on faisait en commun quelques promenades. M. Pétel nous en raconte plusieurs.

« Ce qui, aux promenades de Douvres, me touchait bien plus fortement que la vue des flottes anglaises, c'était la côte de France. Chère patrie! combien de fois ton aspect a-t-il fait couler mes larmes! Quand je pensais que cette terre portait tout ce que j'ai de plus cher au monde, c'était des larmes de joie! Mais quand je réfléchissais sur les dangers auxquels étaient exposées des têtes aussi précieuses, mon cœur se serrait, la tristesse s'emparait de mon âme, et je ne retrouvais le calme qu'en me déroband à cet objet qui avait pour moi un charme secret et toujours renaissant. »

Plusieurs incidents dignes d'attention, marquèrent ces promenades.

« A droite de Douvres, dit M. Pétel, nous trouvâmes Folkstone, gros bourg habité par des pêcheurs, et où le désir de voir un camp anglais conduisit mes frères et leur société. Nos prêtres trop curieux franchirent la limite fixée par le gouvernement et que les Français ne devaient pas dépasser. Des soldats les saisissent et les conduisent au quartier général. Le conseil assemblé les fait paraître pour subir leur arrêt. Pris en flagrant délit, ils allaient porter la peine de leur imprudente curiosité. Mais l'officier commandant reconnaît parmi les prisonniers son maître de français. La scène change : on leur fait des compliments, on leur sert une bonne collation sous la tente qui devait leur servir de prison. Enfin on les punit en comblant leurs vœux. Ils furent conduits par tout le camp, par un sergent qui reçut l'ordre de montrer tout et de ne rien accepter. Telle fut la fin d'une aventure dont le commencement ne promettait pas un dénouement si agréable. »

C'est dans cette ville de Douvres que les exilés, après avoir épuisé leur bourse et tous les moyens de se procurer de l'argent, connurent la générosité anglaise.

M. Pétel nous fournit des détails précieux sur l'organisation des secours que recevaient les exilés.

« Nous ne rougîmes pas, déclare-t-il, de partager les secours que la générosité anglaise fournissait depuis notre arrivée aux prêtres indigents. Un comité central établi à Londres, et qui correspondait avec toutes les villes du royaume, donnait à chacun de

nous deux guinées par mois, délivrait des habits, des chemises, des bas, des souliers; il payait même les médecins et les remèdes. Combien de traits pourrais-je citer à la gloire de cette nation généreuse! »

Ici se place une réflexion qui paraîtrait invraisemblable, si l'on ne savait quelle ignorance et quels préjugés on entretient en Angleterre, surtout dans les classes peu instruites, sur la religion catholique.

« Une seule chose, dit M. Pétel, faisait peine aux Anglais : c'était disaient-ils, que nous avions abandonné nos femmes et nos enfants; et pourquoi, ajoutaient-ils, ne les avez-vous pas conduits avec vous? Il nous fallut quelque temps pour les détromper; car leurs ministres ayant des femmes, ils croyaient fermement que nous étions mariés comme eux. »

M. Pétel donne plusieurs traits dont il avait été témoin à l'appui de la bienfaisance anglaise. « Le bon Canouel, notre compatriote et notre ami, était allé sur le port, afin d'acheter un peu de poisson pour son diner. La poissonnière lui présente une douzaine de merlans. Il s'expliquait de son mieux pour lui faire comprendre que deux suffisaient pour sa bourse. Un Anglais témoin du marché, pour le conclure, parce que les parties ne s'entendaient pas, s'approche de la marchande, paie la douzaine de merlans, et disparaît avant que Canouel se soit aperçu de rien. La femme alors enfila la douzaine de merlans, et les lui veut faire prendre. Lui de refuser; la femme d'insister; et cette scène muette aurait duré longtemps, si un interprète charitable n'eût dit à Canouel que l'homme qu'il lui montra avait payé pour lui, et qu'à lui appartenaient les douze merlans. Quelques jours après, étant avec nous, il reconnut son bienfaiteur, qui était un quaker, en notre voisin. »

Malgré les bons traitements dont ils étaient l'objet, les prêtres français ressentaient une douleur profonde de l'absence de la patrie et de la religion. Notre confesseur nous le révèle en des termes touchants :

« Nous ne pouvions donc que nous applaudir de notre sort, et cependant nous n'étions point heureux. Nous éprouvions à Douvres la privation la plus pénible à notre religion : c'était de ne pas vivre dans un pays catholique... A Londres, on dit qu'il y a plus de cent mille catholiques, il y a des chapelles; mais à Douvres, nous étions privés de cette consolation. On y voit des anglicans,

des luthériens, des calvinistes, des quakers, des anabaptistes, et plusieurs autres sectaires, mais point de catholiques (1). »

Cette situation, pénible pour un prêtre, décida M. Pétel à gagner la Belgique et à s'embarquer pour Ostende.

« Nous recevions souvent, dit-il, de la Flandre et du Brabant des lettres de nos confrères, qui nous faisaient part du bonheur dont ils jouissaient dans ce charmant pays. Un de nos amis, M. Clouet, curé de Surtauville, me trouve une place; d'accord avec mes frères, je l'accepte dans l'espoir de les réunir bientôt à moi.

« Après vingt mois de séjour en Angleterre, je m'embarquai pour Ostende, le 19 avril 1794. Le jour de Pâques, nous débarquâmes à Ostende. Je n'avais eu pour provision sur le navire qu'une bouteille de vin de Malaga, que nous avait donnée un capitaine espagnol, que nous avions obligé en disant quelquefois la messe à son bord, et en le recevant, lui et les gens de son équipage, à notre chapelle. Mais des confrères qui passaient avec moi furent malades, et l'état où ils se trouvaient m'en fit faire volontiers le sacrifice. »

Nous avons eu plusieurs fois l'occasion de constater dans les mémoires de ce temps l'affection fraternelle et les soins de tout genre des prêtres exilés les uns envers les autres. C'était une émulation généreuse de bons procédés. Tous les diocèses et tous les rangs étaient confondus. Le clergé français donnait aux étrangers le spectacle touchant de la concorde la plus parfaite et du plus pur dévouement. Ceux qui étaient favorisés des biens de la fortune, ou en meilleure situation que leurs confrères, s'empressaient de faire partager aux plus pauvres leur bien-être. C'est ce qui explique comment les prêtres qui émigrèrent en si grand nombre trouvèrent le moyen de subsister dans l'exil. Ils étaient partis de France pauvres et sans ressources. « La plupart, dit M. Barruel (2), arrivèrent au terme de leur exil, réduits au dénûment le plus absolu, et à peine couverts de haillons. »

Plus on lit les écrits de ce temps, plus on est touché et édifié de la conduite du clergé, plus aussi on admire cette Providence pater-

(1) Depuis 1792, les choses ont bien changé, et le mouvement catholique, comme on sait, s'accroît en Angleterre dans les proportions les plus consolantes.

(2) *Histoire du Clergé pendant la Révolution*, t. II, p. 212.

nelle qui ménage à ses enfants ~~les~~ consolations et les secours. A Rome, en Espagne, en Angleterre, en Suisse, en Allemagne, en Belgique et en Hollande, la charité se multiplia pour pourvoir à tous les besoins, et fit vraiment des prodiges. Quoique ce fait ait été mis bien des fois en lumière, on peut dire qu'il n'est pas encore assez connu. Les publications dans le genre de la nôtre y aideront, et ne sauraient être trop multipliées. Mais revenons à notre confesseur.

Il nous raconte son itinéraire d'Ostende à Bruges et de Bruges à Gand. « Le 25 avril j'arrivai à Stekeen, village limitrophe de la Flandre hollandaise, lieu de ma destination, chez M. Colsen, marchand de fil, près l'église. Je fus reçu par cet homme respectable comme un ami dans la maison de son ami. Ma chambre était petite, mais propre. J'y trouvai un trésor. C'était une belle bibliothèque formée d'un bon nombre de livres où étaient nos meilleurs poètes français. »

On ne peut voir sans un certain charme cette joie du prêtre exilé à la vue des livres qu'il affectionnait. M. Pétel était un littérateur distingué, et jusque dans son extrême vieillesse il prenait plaisir à relire les maîtres immortels du *xvii^e* siècle, délices de toutes les âmes élevées. Ce goût de la belle littérature était beaucoup plus commun qu'on ne croit d'ordinaire, dans l'ancien clergé de France.

Quelques mois après son installation à Stekeen, dans le pays de Waës, M. Pétel eut le bonheur de revoir ses frères, qui se réunirent à lui le 20 juin. Ce fut une consolation très vive pour ce bon prêtre, qui avait pour les siens les sentiments les plus tendres et les plus dévoués. Le milieu dans lequel il vivait était bien fait aussi pour adoucir son exil. Il retrouva en Flandre la foi vivante, les mœurs touchantes et pures des pays catholiques les plus fervents. Il se plait à le constater.

« L'habillement des hommes et des femmes, les plaisirs des jeunes gens, tout annonce la modestie et l'innocence; mais leur attachement sincère à la religion en est la preuve. Le respect des enfants pour leurs parents fit sur moi la sensation la plus vive. Quand je vis pour la première fois les enfants de la maison, dont le plus jeune avait au moins dix-huit ans, demander à leur père et à leur mère leur bénédiction, après leur avoir fait leurs adieux, quand je les vis s'incliner avec respect pour la recevoir; quand

tous les soirs je vis se répéter cette scène attendrissante; quand j'appris que les pères et les mères, après avoir béni leurs enfants, s'adressaient eux-mêmes aux auteurs de leurs jours pour obtenir la leur, pénétré de respect, saisi d'admiration pour un usage qui me rappelait les mœurs des Patriarches et de nos pères dans la foi, je ne pus que gémir sur l'immoralité des chrétiens qui méconnaissent, qui rougissent même de mœurs aussi pures et aussi respectables. »

Nos exilés ne furent pas longtemps en paix dans cet excellent pays. Les armées de la Révolution ne tardèrent pas à l'envahir. Pendant quinze jours le bruit du canon retentit aux oreilles des fugitifs, comme une menace de plus en plus prochaine. Ils durent reprendre le bâton de voyageurs et quittèrent, non sans regret, le 4 juillet, leur aimable retraite. Le 5, ils passèrent l'Escaut, laissant Anvers à leur droite, et pénétrèrent dans le Brabant hollandais.

« Enfin, après une marche de quatre jours, par de grandes chaleurs, et dans des sables presque aussi brûlants que ceux de la Lybie, nous arrivâmes à Booxmen, dont les habitants sont très hospitaliers. Cette ville est sur la Meuse. Nous y demeurâmes quinze jours en pension chez un boulanger nommé Lindsen. »

Laissons M. Pétel nous raconter cette nouvelle phase de son exil.

« J'allai le 24 juillet à Oëfelt, village prussien et cependant entièrement catholique comme Booxmen. Je m'adressai à M. le curé, homme respectable, qui avait déjà chez lui un prêtre français. Il me promit sa table et un lit dans sa paroisse. Il plaça mes frères chez deux laboureurs de la paroisse. J'avais, pour comble de bonheur, trouvé en passant à Reugen une place pour M. Regnault. Ce village est à une demi-lieue d'Oëfelt, où nous nous réunissions tous les jours pour causer, apprendre des nouvelles et laver nos mouchoirs sur les bords de la Meuse. C'est là où nous voyions souvent des Français fugitifs qui quittaient Liège et Maëstricht pour se retirer en Hollande.

« Pendant notre séjour à Booxmen, nous fûmes les témoins d'une scène déchirante. Deux femmes qu'entouraient neuf ou dix enfants se présentent à la porte de notre hôte qui était boulanger. Elles demandent du pain. Il les refuse, parce qu'il était chargé de fournir une légion stationnée auprès de Nimègue. Ce groupe d'enfants qui avaient les yeux attachés sur leurs mères m'avait frappé. L'air distingué des deux femmes, leur maintien honnête

et poli, leur visage abattu et où la douleur était peinte, leur extérieur négligé, les enfants dont l'habillement annonçait encore l'opulence, m'inspirèrent le plus vif intérêt. Je m'approche. Charmées de rencontrer un Français à qui elles pouvaient confier leur chagrin et leur détresse, elles me disent : « Nous sommes les « mères de ces malheureux enfants et femmes d'émigrés actuel-
« lement à l'armée de Condé. Nos châteaux brûlés, nos vies mille
« fois menacées, nous ne sommes échappées de France que par
« un miracle. Nous fuyons aujourd'hui de Maëstricht; nous éprou-
« vons la plus cuisante des peines, celle de ne pouvoir donner du
« pain à nos enfants. Nous réclamons l'humanité de cet homme
« pour leur en procurer; veuillez, messieurs, lui faire connaître
« notre position et appuyer notre demande. Nous jouissions en
« France de 40,000 fr. de rente, et nous avons à peine 12 fr. dans
« notre poche. Nous avons fait passer le peu d'argent que nous
« avions à nos maris, qui sont eux-mêmes dans le besoin. » Elles ne purent m'en dire davantage; les sanglots étouffaient leurs voix. Les larmes de ces mères infortunées firent couler les miennes, et touchèrent de compassion notre hôte. Cet homme sensible leur donna douze livres de pain, et c'est tout ce qu'il put soustraire à son souper et au nôtre. »

Cet épisode nous peint au vif les maux de l'émigration.

Nos pauvres exilés ne tinrent pas longtemps en place. Le 29 août, on leur annonce l'approche des Français; ils s'empresent de fuir au delà du Rhin; le 30, ils sont à Clèves; le 31, après avoir passé le Rhin à Emmerich, ils s'arrêtèrent pendant huit jours dans cette ville forte. « Là, un homme d'Œfelft, disent les Mémoires, vint nous chercher au nom de nos bienfaiteurs, qui nous engageaient à revenir chez eux. Ce que nous fîmes dans la nuit du 7 au 8 septembre (1794). La première alarme s'étant trouvée fausse, nous crûmes avoir retrouvé le bonheur; mais il ne fut pas de longue durée. Une nouvelle victoire des Français nous chassa sans retour de ce bon pays. Nous repassâmes le Rhin, non à Emmerich, mais à Rées (1), où plusieurs de nos compatriotes étaient placés, entre autres M. Le Roi, curé de Condé et notre ami dès l'enfance. »

Le 20 septembre, ils traversaient Clèves, puis la petite ville de Caléar, et arrivaient le 21 à Rées, où ils s'arrêtèrent douze jours.

(1) Ville forte sur la rive droite du Rhin (Etats prussiens).

Là ils trouvèrent un vénérable prélat français, exilé comme eux pour la foi, M. de Cicé, archevêque de Bordeaux, auquel ils s'empressèrent de rendre leurs hommages. A Rées, dit M. Pétel, « la vie n'y était pas trop chère; mais notre bourse commandait impérieusement de chercher des secours. Nous consultâmes M. de Cicé, qui nous conseilla d'aller à Osnabruck. Le succès n'étant pas certain, Félix et Regnault tentèrent seuls l'aventure. Les troupes prussiennes devant occuper Rées, nous nous mîmes en route le 3 octobre (pour Münster). Le 6, nous allâmes coucher à Coesfeld, petite ville dans les Etats de l'Evêque de Münster, comme Bokolt et Borken. Le 7, nous couchâmes à Notleen. La pluie du 8 nous conduisit jusqu'à Münster, capitale de la Westphalie. Regnault et Félix s'y réunirent à nous. Un jour après notre arrivée, nous y vîmes M. le Cardinal de la Rochefoucauld, M. l'Evêque de Boulogne, et plusieurs autres prélats au nombre de dix, avec une quantité prodigieuse de prêtres et d'émigrés. A notre arrivée, nous fûmes pour la première fois escortés par deux soldats qui nous prirent à la porte et nous conduisirent à l'hôtel de ville, où l'on visita nos papiers. »

C'était une mesure de prudence, en un temps où des espions déguisés parcouraient les villes d'Allemagne, pour y nouer des relations politiques. Il fait bon de reposer les yeux sur cette ville hospitalière qui abritait tant et d'aussi illustres proscrits.

Au premier rang, nous voyons notre bon et cher Cardinal entouré de dix Evêques et d'un nombreux clergé, sa consolation et sa couronne dans l'exil. C'était auprès de lui que venaient retremper leur courage et recevoir une suprême bénédiction les prêtres normands qui traversaient l'Allemagne. Nous trouvons ce fait confirmé dans toutes les relations qui nous sont parvenues. M^{gr} de la Rochefoucauld était, dans l'exil comme autrefois sur son trône archiepiscopal, le père et le soutien de tous les prêtres. Il remplissait toutes ses fonctions de Pontife, et, comme nous l'avons dit, pourvoyait aux nécessités spirituelles de son Diocèse. Le pieux Cardinal y fit même plusieurs ordinations. C'est ainsi que nous voyons M. Lefebvre, mort depuis chanoine honoraire et curé-doyen de Carville, et M. Quillebeuf, décédé curé de la Madeleine de Rouen, n'étant encore que séminaristes, se diriger vers Münster, où M. de Saint-Gervais les présenta au vénérable Cardinal. M. de Saint-Gervais les prépara à recevoir les ordres

et dirigea leurs études théologiques. C'est à Münster que M. Lefebvre fut ordonné diacre et ensuite prêtre. Pour combien d'autres la résidence du charitable Archevêque de Rouen ne fut-elle pas comme une douce oasis dans le rude chemin de l'exil !

M. Pétel et ses frères, après avoir reçu les encouragements du Cardinal, ne voulurent pas augmenter le nombre des ecclésiastiques qui remplissaient la ville, et n'y restèrent que peu de jours. M. Pétel parle avec admiration de l'orgue de la Cathédrale, « le plus fort et le plus beau que l'on connaisse, » et de M. Asseline, Evêque de Boulogne, qui fit sur lui la plus vive impression. « Nous assistâmes à une Messe du Saint-Esprit qui fut célébrée par M. Asseline, Evêque de Boulogne. L'église était pleine de Français, qui tous crurent comme nous voir un ange à l'autel. » C'était un ange, en effet, que ce pieux et éloquent prélat, qui montra dans la persécution un si grand cœur et de si admirables vertus. Il était l'un des hôtes et des amis préférés de notre Cardinal. Nous aimons à retrouver son nom sous la plume de notre confesseur, bien digne d'apprécier un si aimable et si généreux caractère.

M. Pétel a consacré quelques lignes à Münster. « Cette capitale, dit-il, est grande, riche et bien peuplée. Il y a une citadelle et plusieurs églises. Le palais du Prince-Evêque, les jardins, les promenades, les pièces d'eau, en font un séjour délicieux. C'est le rendez-vous de toute la ville. Nous partîmes le 11 pour Feligth, petite ville de l'évêché de Münster. Nous y restâmes quinze jours. Les routes de Paderborn et d'Osnabruck qui passent par Feligth étaient tous les jours couvertes d'émigrés dont les figures portaient l'empreinte du malheur. Des femmes bien vêtues, le sac sur le dos, trainant par la main, au milieu des boues, de malheureux enfants qui avaient à peine la force de les suivre, tel était le spectacle affligeant qui frappait à chaque instant nos yeux. »

« Nous partîmes, continue le narrateur, le 26, à la grâce de Dieu, notre sac sur le dos, résolus d'aller désormais de couvent en couvent... »

III

Nos exilés vont marcher à l'aventure, le jour, la nuit, à travers des pays inconnus, s'arrêtant lorsque les forces leur manquaient, ou lorsqu'ils trouvaient dans les monastères, alors

encore nombreux et florissants en Allemagne, un accueil hospitalier. Ils furent amenés ainsi à connaître tous les ordres. La discipline était loin d'être partout observée avec la même ferveur, et il faut avouer qu'ils eurent quelquefois à constater d'étranges abus. Comme aussi, s'ils furent reçus avec charité et empressement dans la plupart des couvents, nous devons rappeler qu'ils eurent beaucoup à se plaindre de certains monastères, où l'égoïsme était entré avec le relâchement.

Leur première station fut aux Franciscains de Warendorf, d'où ils se rendirent chez les Prémontrés de Clarhausen. « On aurait pu prendre cette abbaye pour une petite ville. Nous nous trouvâmes dix-huit ou vingt prêtres français à la même table. Après le souper, nous descendîmes pour nous chauffer; nous entrâmes dans une cuisine d'une énorme grandeur. Je n'ai vu de ma vie autant de cuisiniers ni autant de fourneaux. Nous nous approchâmes d'une immense cheminée dont les bûches étaient des arbres tout entiers. Nous en vîmes entrer un gros qui, par le moyen de poulies, vint se placer sur un feu d'enfer.

« Le 27, après avoir posé à Rhéda et diné aux Récollets de Wandbruck, nous passâmes la nuit sur la paille à la poste de Neukerke. L'aubergiste nous avait donné un bon souper; le lendemain il nous donna à chacun un petit pain, mais il refusa notre argent. Nous arrivâmes de bonne heure à Paderborn, et nous fîmes séjour à l'auberge des Juifs dans la malpropreté la plus dégoûtante... A Paderborn, nous prîmes chacun un *marcheroute* et recûmes chacun 42 livres de M. l'Evêque, aumône qu'il faisait donner à tous les prêtres français. Nous voulions nous y fixer, mais toutes les places étaient prises. Un grand vicaire nous apprend que M. l'Evêque de Ratisbonne, dans un Mandement adressé à ses diocésains, les invite de venir au secours des prêtres français. Nous nous décidâmes sans hésiter à chercher la Bavière. Nous n'avions point à choisir; il fallait d'ailleurs trouver du pain; nous partîmes donc le 30. »

Nous sommes au commencement de novembre 1794. Après avoir passé la Toussaint à Wartbourg, dans un couvent bâti sur la cime d'une montagne, ils font la commémoration des fidèles défunts à Cassel. A Cassel, capitale de la Hesse, pays protestant, ils durent recommander en secret au Dieu bon et miséricordieux tant de chers trépassés dont la persécution avait depuis deux ans grossi la liste. Après deux jours passés à Cassel, ils trouvèrent un

gîte pour la nuit à Bezefort. Mais quel triste gîte ! Ils étaient couchés « sur la paille, pêle-mêle » avec d'autres déportés, des étrangers, des vagabonds, des juifs, des protestants, des matelots.

« La paille, dit M. Pétel, exhalait une odeur qui n'était rien moins qu'agréable. »

Nous citons ce trait parmi plusieurs autres, pour montrer quel sort attendait parfois à l'étranger nos pauvres prêtres proscrits.

Le 6 novembre ils étaient à Rottenbourg, le 7 à Hersfeld, le 8 à Fulde. Ils allèrent frapper à la porte du magnifique couvent que les Bénédictins possédaient en cette ville.

« On nous reçut avec humeur... Un domestique nous proposa d'aller à l'auberge, nous insistâmes pour rester. On nous servit une mauvaise soupe. Enfin parut le père des hôtes, qui nous adresse quelques phrases sur la charité, et nous conduit hors l'abbaye dans un bâtiment où quelques couvertures étendues sur la paille étaient peut-être là pour rappeler aux Bénédictins modernes la couche des premiers disciples de leur saint fondateur. Quoi qu'il en soit, nous nous y étendîmes tristement, en pensant que ce toit humble et isolé que les moines pouvaient voir du palais superbe qu'ils habitaient, leur retraçait quelquefois l'idée, de la solitude et des cabanes de leurs pères. »

On voit que notre narrateur ne manque point de finesse et d'esprit. Le trait suivant est une agréable plaisanterie qu'on ne peut s'empêcher de citer comme un exemple de cette bonne humeur qui accompagne les Français jusque dans les plus dures situations : « Deux cents chanteurs qui étaient dans notre appartement nous régalerent d'une musique qui nous empêcha de dormir. C'était une troupe d'oies que nous vîmes défilier le lendemain ; et quoique mécontents et chagrins, nous nous écriâmes tout d'une voix : « Ne nous plaignons pas, nous sommes couchés sur le « duvet. »

« Le jour qui suivit une si bonne nuit était un dimanche. Nous demandâmes à la sacristie la permission de dire la messe ; mais on ne se donna pas même la peine de motiver le refus que nous essayâmes. Ce fut pourtant le dernier ; car, étant rentrés pour prendre nos sacs, on nous engagea à passer encore la journée. Pendant notre dîner, que nous primes, comme la veille, dans l'appartement des domestiques, deux Bénédictins vinrent causer avec nous. Je dirai, non avec charité, mais avec sévérité, que les

principes qu'ils professaient n'étaient rien moins que religieux... Je les engageai à respecter leur religion (les règles de leur ordre) et à mieux connaître les lois de l'hospitalité. Mon apostrophe terminée, nous nous levons de table, endossons nos sacs et laissons nos hôtes. »

Nos voyageurs s'éloignent de ce pays, et, après avoir traversé Telpeak, ils gravirent le 10 des montagnes qui sont à l'extrémité de la Haute-Saxe. Ils s'arrêtèrent quelques instants chez les bons Capucins de Wolkesberg, descendirent à Broknaû et passèrent la nuit à Gienset sur le Mein. De Westphalie, les voici en Franconie. Ils visitent le 11 les Franciscains d'Hamelbourg, le 12 les Capucins de Carlstadt et les Norbertins d'Obuzel.

Dans ce dernier couvent, une bonne et sympathique réception les attendait. « Nous fûmes présentés au père des hôtes, qui, loin de se faire attendre, nous accueillit avec la plus grande bonté, plaignit les malheurs de la Révolution française dans un petit discours qu'il nous adressa, et dont les principes furent d'autant plus consolants pour nous, qu'ils contrastaient de la manière la plus forte et la plus frappante avec ceux des Bénédictins de Fulde. Le 13, nous arrivâmes à Wurtzbourg. Le Prince-Evêque paya notre diner à l'auberge. C'était le seul bienfait dont il gratifiait les prêtres français... »

A Wurtzbourg, nos exilés tinrent conseil et décidèrent définitivement d'aller en Bavière et même jusqu'en Hongrie. C'est une petite scène d'intérieur qui a son prix. « Le poids de nos sacs nous surchargeait. M. Regnault crachait le sang. Nous étions tous très fatigués. Notre conseil assemblé arrêta qu'un de nous se chargerait des paquets et monterait en diligence jusqu'à Ratisbonne, où devait s'opérer notre réunion, et où le mandement de Monseigneur l'Evêque nous annonçait des places. L'honneur de monter dans la voiture me fut dévolu comme au plus vieux. » La diligence mit deux jours et une nuit pour faire vingt-quatre lieues!... et déposa notre exilé à Nuremberg. Ici se passe une scène touchante qu'il faut laisser à M. Pétel le soin de raconter :

« A peine descendu, j'apprends que la Bavière et la Hongrie sont fermées pour nous. Le maître de la poste avait ordre de ne laisser passer personne. La foudre tombant à mes pieds ne m'aurait pas causé plus d'effroi. J'avais perdu mes frères, je me trouvais seul dans une terre étrangère, au milieu des protestants, sans argent

et sans espérance de secours. Les larmes coulèrent de mes yeux, je restai immobile. La position cruelle où je me trouvais excita la compassion de cet homme. Il me fit entrer chez lui, m'offrit à manger et à coucher. Les réflexions pénibles auxquelles j'étais livré ne me permirent pas de goûter; je n'acceptai que le lit sur lequel je me jetai, la tête et le cœur pleins de mon malheur. Cependant je mis en Dieu seul ma confiance et je m'endormis. Le lendemain j'apprends qu'il se trouve dans la ville quelques prêtres français, je vole à leur auberge, j'y trouve deux Normands de ma connaissance, qui avaient été jusqu'aux portes de la Bavière, et que les ordres du prince avaient forcés de revenir sur leurs pas. Pendant que nous nous racontions nos malheurs, il vient un écolier qui allait à l'Université de Bamberg et qui me promet de retrouver mes frères.

« Cette rencontre fit luire à mes yeux un rayon d'espérance. Le 18 au soir, j'entends une voix qui annonçait des prêtres français; je cours à la porte, et je vois M. Regnault et mes frères que j'embrasse avec transport. Mon jeune homme, sur le signallement que je lui avais donné, les avait reconnus à Erlangen, et il leur avait donné le nom de l'auberge où je les attendais à Nuremberg. »

Les frères réunis goûtèrent un moment de repos et de joie bien précieux. « Le 19, après avoir rétabli l'ordre dans nos sacs, nous fûmes à Schieback. Un maréchal sortant de son atelier nous dit d'aller à Marienberg, ville catholique. » Dans cette ville, ce furent des femmes qui conduisirent les exilés à un couvent habité par des religieuses, qui leur firent l'accueil le plus charitable. Dès le lendemain, « après la sainte Messe, nous descendîmes à Spalt, conduits par deux pères Capucins qui revenaient du Tyrol, et qu'une neige abondante qui était tombée avait contraints de rebrousser chemin. Nos papiers examinés à l'hôtel de ville, le magistrat nous fait conduire chez M. le curé. Nous le trouvâmes à table avec ses vicaires et quatre prêtres français. Il nous demande où nous allons. — A la Providence, lui répondis-je. — Aussitôt il se lève de table, nous fait asseoir et sort en nous disant : Je vais faire quelques réflexions. Après une demi-heure d'absence, il revient et me demande encore où nous comptons aller. — Dieu le sait, lui répondis-je; pour nous, nous l'ignorons. — Eh bien! messieurs, reprit-il avec bonté, ne soyez plus inquiets, je me charge de prendre soin de vous. » Combien la conduite de ce bon prêtre était

différente de celle des Bénédictins opulents! Aussi M. Pétel trouve-t-il des accents émus à son souvenir. « Pasteur respectable, s'écrie-t-il en interrompant ses Mémoires, daigne le ciel vous rendre au centuple le bien que vous avez fait aux prêtres français! C'est à la table de cet homme charitable que nous avons vécu sept mois, au nombre de huit. C'est par ses soins que nous avons passé l'hiver le plus rigoureux, sans éprouver aucun froid. C'est à sa recommandation et à son exemple que ses paroissiens, animés du même esprit de charité et de religion, ont prodigué tous les genres de secours à plus de quarante Français, prêtres, laïques et femmes. »

Le séjour de M. Pétel et de ses frères dans cette petite ville fut plein de charmes. En observateur intelligent qu'il était, M. Pétel note les particularités qui l'ont frappé. Il parle surtout d'une représentation du mystère de la Passion qui l'émut vivement. « Ce spectacle, en France, dit-il, serait regardé comme une mascarade. En Allemagne, il inspire la piété et la douleur. » Et à ce propos, il fait une réflexion très judicieuse. « Philosophie moderne, à ce contraste reconnais ton ouvrage. Que diraient nos prétendus sages d'un homme qu'ils verraient dans les rues affublé d'un sac qui le couvrirait depuis la tête jusqu'aux pieds et n'aurait d'autre ouverture que quelques trous, chargé d'une croix sur chaque épaule, une chaîne de fer longue et pesante attachée à chacune de ses jambes, les pieds nus et ensanglantés, parcourir plusieurs fois l'espace entre l'église et un cimetière qui en serait éloigné d'un quart de lieue? Ils l'accuseraient sans doute de haute folie. En Allemagne, on en juge différemment. Les hommes pieux et instruits reconnaissent à ces traits frappants la sévérité des pénitences publiques qui se pratiquaient dans les premiers siècles de l'Eglise : le peuple moins savant en est édifié; les esprits forts eux-mêmes, car il s'en trouve partout, en blâmant l'action, en respectent le motif. Cette scène pieuse commença après la procession et dura toute la nuit. »

Nos exilés goûtaient à Spalt (1) les charmes d'une hospitalité cordiale et généreuse. Mais les nouvelles de France que leur apportaient les papiers publics devenant de jour en jour moins sinistres, leur firent concevoir l'espérance de retourner dans leur

(1) Nous devons faire observer que nous reproduisons les noms allemands tels que nous les trouvons dans notre manuscrit.

chère patrie. Revoir la patrie, telle est l'unique pensée, la constante préoccupation de l'exilé; est-il étonnant qu'à la moindre lueur d'espoir nos dignes prêtres aient conçu le dessein de s'acheminer vers la France? Il fallut faire ses adieux à Spalt.

« Nous quittâmes cet heureux asile, dit M. Pétel, le 1^{er} juillet 1795, jour de deuil pour nous, puisqu'il nous sépara pour toujours de nos bienfaiteurs et de nos amis, mais jour qui vit briller dans tout leur éclat la piété, la sensibilité, l'attachement des habitants de Spalt pour les prêtres français. Ce jour, oui, j'ose le dire, ce jour fut le triomphe de la religion. Nos adieux faits la veille nous avaient convaincus de l'amitié sincère de ceux qui nous avaient connus. Nous avions payé aux bienfaits le tribut de la reconnaissance. Nous croyions nous être acquittés autant qu'il était en notre pouvoir, et nos adieux faits sans retour.

« Nous nous trompions : à l'heure de notre départ, notre chambre se remplit de jeunes gens qui nous baisent les mains, qui se disputent nos sacs pour s'en charger. Descendus, nous voyons la rue pleine d'hommes et de femmes qui avaient les yeux fixés sur nous. Nous y trouvons les prêtres allemands, nos amis. Une troupe d'hommes nous conduit jusqu'aux portes de la ville. D'autres firent avec nous plus d'une lieue et ne nous quittèrent qu'aux confins de la paroisse, en nous prouvant par leurs larmes que nous emportions leurs regrets. Nous reprîmes nos paquets des mains des enfants que nous embrassâmes, et nous répétâmes aux prêtres allemands, à tous nos amis et à nos confrères, nos tristes et derniers adieux. Descendus au bas de la côte, leurs yeux étaient encore attachés sur nous. Ils attendaient encore de nous un signe d'amitié. Nous leur donnâmes notre bénédiction pour la dernière fois. »

Ce tableau n'est-il pas émouvant? Et ne montre-t-il pas quelle douce influence avait exercée sur les habitants de Spalt la vertu de nos exilés? On ne sait ce qu'il faut le plus admirer, ou de la générosité des bons habitants de Spalt, ou de la conduite édifiante de nos prêtres qui avaient su mériter en si peu de temps de telles sympathies.

Nos exilés se dirigèrent à travers la Souabe vers la Suisse, dans le dessein d'aller droit à Bâle pour aller en France. Après avoir passé à Ollingem, puis à Weissembourg, Manheim, Kaiserkeim, ils quittèrent la Franconie le 3 juillet 1795, et pénétrèrent en

Souabe. Leur première étape fut chez « les Capucins de Donawert sur le Danube, non loin d'Hochstadt, où le prince Eugène et Malborough gagnèrent une sanglante bataille sur les Français (1). » Arrivés sur les rives du Danube, nos exilés s'y arrêtèrent un instant.

« Nous avions lavé nos mouchoirs à la Meuse, au Rhin, à la Fulde; nous voulûmes aussi essayer les eaux du Danube, et nous en fûmes contents. Un confrère que nous rencontrâmes à Donawert nous conseilla d'aller d'abord à Constance, et non à Bâle, afin de prendre d'abord les renseignements nécessaires. »

C'est donc vers Constance qu'ils se dirigèrent. Voici l'itinéraire qu'ils suivirent. Nous donnons les indications sommaires telles que nous les trouvons dans les Mémoires. Couché à l'auberge de Schwiningen; dîné aux Capucins d'Hochstedt. Couché aux Capucins de Dillingen, où nous trouvâmes un assez grand nombre de prêtres français, mais qui y vivaient de la manière la plus précaire, plutôt tolérés par compassion qu'accueillis avec bonté. Le 5 juillet par Larwigen, Godwigen, couché aux Dominicains de Medlingen. Le 6 par Languenau, couché à Elchingen chez les Bénédictins, riche abbaye sur une colonne (montagne escarpée) d'où l'on voit Ulm, ville libre et impériale. Le 7, couché aux Bénédictins de Wiblingen. Le 8, couché aux Capucins d'Ehingen. Le 9, couché aux Prémontrés de Marschstadt, où nous fûmes très bien reçus. Le 10, dîné et couché aux Bénédictins de Zwifald. Le 11, couché aux Bernardines d'Helligkreustad. Nous y fîmes séjour et reçûmes chacun six livres. Le 13, par Sigmaringen, dîné aux Récollets, couché au monastère d'Ensignosen. Le 14, dîné aux Capucins de Noeskerik, couché au couvent de Claustervald; et nous y fîmes séjour les 15 et 16, à cause du mauvais temps.

« Le 17, arrivés enfin au haut des côtes qui dominent le lac de Constance, nous aperçûmes dans le lointain les montagnes de l'Appenzel; leur sommet couvert de neige semblait toucher à l'horizon. Nous crûmes d'abord que c'étaient des nuages; mais, en les fixant avec plus d'attention, nous vîmes pour la première fois la neige blanchir la terre dans les jours les plus chauds de l'été. Nous descendîmes à la ville de Überlingen. Couché aux Cordeliers,

(1) Trois batailles célèbres ont marqué cette petite ville : une victoire remportée par Villars et l'électeur de Bavière sur les Impériaux, le 29 septembre 1703; la défaite du maréchal de Tallart, battu le 13 août 1704 par Malborough et le prince Eugène; une victoire de Moreau sur les Autrichiens, le 19 juin 1800.

qui firent d'abord quelques difficultés pour nous ouvrir leur porte, mais qui finirent par nous recevoir avec amitié. »

Ici se placent des détails d'un vif intérêt et qui regardent l'histoire générale. On y voit prise et décrite sur le fait, la vie commune que menaient à Constance les évêques et les prêtres français exilés en grand nombre pour la foi.

« Le 18, nous nous embarquâmes sur le lac et nous arrivâmes sains et saufs à Constance. Nous trouvâmes dans cette ville MM. l'Archevêque de Paris, les Evêques de Langres, de Nîmes, de Saint-Malo et de Bâle. Nous fûmes reçus à la table commune. La charité en fait les frais. Elle a pour fondateurs et bienfaiteurs, outre M. l'Evêque et les habitants aisés de Constance, la Souabe, l'Autriche supérieure et la Suisse. MM. les Evêques en sont les administrateurs. Selon les besoins de la table, ils envoient des prêtres faire des tournées dans ce pays pour solliciter et recueillir les secours de la charité et de la piété. Un règlement dicté par MM. les Evêques français y établit l'ordre le plus exact. Un président, qui est le plus âgé des prêtres, veille à son exécution. Le cuisinier, les servants sont des prêtres qui se dévouent au service de leurs confrères. Ceux qui ont de la voix font tour à tour la lecture. La salle ne pouvant contenir tous les convives, on fait deux tables qui se succèdent. La nourriture est simple et frugale, mais suffisante. Elle consiste pour le diner en une soupe et un petit morceau de bouilli; pour le souper l'habermousse, qui est une bouillie de farine d'avoine, et des légumes; de bon pain, et à discrétion; pour boisson, de l'eau. Cette table nourrissait de notre temps plus de deux cents prêtres. Tous étaient tenus d'acquitter tous les mois un nombre de messes pour les bienfaiteurs de cette table commune. Les dimanches et les fêtes, émigrés et prêtres, femmes et enfants français, nous nous réunissions dans l'église des Cordeliers, où, après Vêpres, il y avait un sermon par un prêtre français. »

Après avoir décrit la vie que menaient à Constance les prêtres exilés, M. Pétel entre dans un ordre de détails plus intimes que nous croyons devoir rapporter. Ils ont aussi leur prix; et s'ils ne sont pas bien nouveaux, ils nous montrent dans toutes ses péripéties la laborieuse carrière de nos confesseurs.

« Notre but en venant à Constance était, dit M. Pétel, de rentrer en France. M. l'Archevêque de Paris nous proposa de passer

dans son diocèse comme missionnaires. M. de Langres nous fit les mêmes offres; mais la Normandie, nos familles, nos paroisses étaient les seuls objets qui pussent nous déterminer à affronter les dangers d'un voyage pénible et d'un passage dont on nous fit connaître toutes les difficultés. M. l'Archevêque nous conseilla, avant de prendre aucun parti, d'écrire à nos familles pour leur demander leur avis. « Mais les communications sont donc libres? demandai-je à M. de Juigné. — Oui, reprit-il; j'écris tous les jours en France, et tous les jours je reçois des réponses. »

Il ne faut pas oublier qu'on touchait alors à la fin de l'année 1795. La France était débarrassée des plus violents terroristes. La constitution de l'an III avait établi un pouvoir exécutif, composé de cinq Directeurs, qui devait donner, sinon l'ordre et la prospérité, du moins quelques adoucissements au régime impitoyable que la République avait organisé.

« Quelle fut l'ivresse de notre joie en apprenant de la bouche de ce Prélat respectable que nous pouvions enfin donner un signe de vie à nos parents sans les compromettre! Depuis près de trois ans, notre tendre mère et vous tous ignoriez si nous existions, et vous alliez apprendre que nous jouissions de la meilleure santé! Nous pouvions espérer nous-mêmes d'aussi heureuses nouvelles. Je mets aussitôt la main à la plume, ma lettre est à la poste, nos cœurs volent avec elle. Nous calculons le jour de son arrivée, nous partageons la joie de notre bonne mère et la vôtre. Mais la nôtre s'altère à l'approche du jour où nous devons recevoir la réponse : nous nous rappelions les justes motifs que nous avions de craindre. Il arrive enfin ce jour si désiré; nous allons à la poste, on ouvre les paquets, il y a une lettre à notre adresse. Le cachet est rompu d'une main tremblante. Amable (c'était son frère) lit. Chaque phrase, chaque mot fait couler dans nos cœurs un baume de consolation. « Ils vivent donc! nous écrions-nous » tous les quatre à la fois. Tous se portent bien, nous sommes « donc heureux. » Telle fut, chers enfants, l'expression du bonheur que nous goûtâmes. Vous savez que depuis cette époque votre commerce de lettres n'a plus été interrompu, et qu'à dater de ce jour, les peines de notre exil ont diminué de plus de moitié, puisque réciproquement nous nous faisons part de ce qui pouvait nous intéresser. »

Cette scène n'est-elle pas vraiment émouvante? Et doit-on

s'étonner que notre bon prêtre l'ait consignée dans son récit? Il faudrait n'avoir aucune idée des souffrances morales qu'imposent l'exil et la persécution et s'être dépouillé de tout sentiment affectueux pour ne pas comprendre la joie de nos pauvres bannis.

Un de leurs compagnons, M. Regnault, ne devait pas partager leur allégresse. Il apprit que son père était mort pendant la tourmente; la tendresse de ses amis s'efforça d'adoucir pour lui ce coup cruel.

M. Pétel fait avec son art habituel la description de Constance, de son beau lac, des édifices et des particularités qui ont frappé son attention. Ces détails sont de ceux qu'on peut lire dans tous les récits de voyage, nous les omettons.

« Des confrères qui passaient par Constance à leur retour d'Italie firent naître à nos frères le désir de voir ce beau pays. Mais, fatigué de courses, je me décidai avec M. Regnault à les laisser partir seuls. Cette séparation ne devait durer que le temps nécessaire pour voir l'Italie. »

Il n'est pas hors de propos de rappeler qu'un grand nombre de prêtres et de religieux français avaient trouvé dans la capitale du monde chrétien et dans l'Italie un asile hospitalier. « Même avant le décret de déportation, dit M. l'abbé Barruel (1), plus de deux cents ecclésiastiques français subsistaient à Rome, sous la protection et des libéralité du Saint-Père; lors de l'exportation, plus de DEUX MILLE accoururent dans ses Etats; d'autres encore, après l'invasion de Nice et de la Savoie, se virent dans la nécessité d'y refluer. Alors, continue l'historien que nous citons, le Pape ne mit plus d'autres bornes à sa charité que celle de sa puissance. Père commun de tous les fidèles, il partagea son héritage avec cette immense famille de pasteurs. Au lieu de redouter la multitude, il eût voulu lui seul pourvoir aux besoins de tous; il invita spécialement les Evêques à se réunir tous autour de cette chaire apostolique, auprès de cette Eglise fondamentale dont ils avaient si bien défendu les droits. Vingt-quatre de ces premiers pasteurs étaient déjà à Rome : c'était le collège des Apôtres autour de Pierre, et formant sa couronne. Le nombre des ecclésiastiques s'accroissait chaque jour, une seule et même ville ne pouvait suffire à tous. Sa Sainteté voulut au moins que tous, sans exception,

(1) *Histoire du Clergé pendant la Révolution*, tome II, p. 213 et 214.

fussent accueillis dans le reste de ses Etats; et des sommes immenses furent assignées sur son patrimoine, pour fournir à leur entretien. A lui seul, émule de la plus généreuse des nations, quel que fût le nombre des prêtres déportés, il voulut que tous les mois, il fût fourni à chacun d'eux la somme de 48 livres. »

Ces faits sont bons à remettre en mémoire, aujourd'hui surtout où tant de raisons sollicitent la charité catholique à venir à son tour au secours du Père commun des fidèles.

Reprenons notre récit. « Peu après leur départ (le départ des frères de M. Pétel pour l'Italie), M. de la Luzerne, qui demeurait à Vicenze, écrivit qu'il pouvait procurer des places à quelques prêtres français. Nos frères étaient à Venise, et m'écrivaient que, s'y trouvant bien, ils ajourneraient à un autre temps leur voyage à Rome. M. Berment, notre ami et fidèle correspondant, m'écrivait de France qu'il ne croyait pas qu'il fût prudent de penser encore à notre retour. L'absence de nos frères nous faisait peine. Vicenze, où l'on nous proposait des places, n'est pas éloignée de Venise. L'espoir de nous réunir à nos frères nous détermina à tenter de nouvelles aventures, et à profiter des offres de M. de Langres. Ni la saison trop avancée, ni les montagnes du Tyrol, dont nous voyions les sommets blanchis par la neige, ne furent capables de nous effrayer.

« Nos amis eurent beau nous taxer d'imprudence, ils furent contraints de céder et de recevoir nos adieux. Je conviens qu'ils avaient raison; mais le succès de notre voyage justifia la témérité de notre démarche. Nous passâmes le lac le 13 décembre 1795 et couchâmes aux Capucins de Lauguenagem. »

IV

Nous allons accompagner dans leurs nouvelles pérégrinations à travers le Tyrol, le Trentain et l'Italie, nos infatigables marcheurs.

C'est à pied que voyageaient, on le sait, nos exilés. Cette fois ils s'engagent, au milieu de l'hiver, dans un pays difficile et montagneux. Leurs diverses étapes sont intéressantes à noter. Le 15 décembre, ils sont entrés dans le Tyrol et couchent « chez les Capucins de Feldkirk sur l'Ill, près le Rhin, que nous vîmes, dit M. Pétel, sortir des montagnes pour se jeter dans le lac de Constance. En quittant Feldkirk, nous fîmes notre entrée dans la première gorge

qu'on nomme très improprement vallée de Klostertal, puisque souvent il n'y a d'autre espace entre les deux montagnes que le lit du torrent et un chemin très étroit, mais aussi solide et aussi dur que la pierre sur laquelle il est pratiqué. Le 16, coucher aux Capucins de Fludentz. La neige s'approchait de nous et semblait descendre des montagnes. Les bons Capucins nous avertirent en soupant des dangers et des fatigues que nous éprouverions le lendemain. Ils nous dirent que nous trouverions bientôt la neige, que la route était longue et pénible, mais que le temps était beau, et que nous pourrions espérer d'arriver le soir au haut de la montagne. Nous nous levons donc de grand matin, et, après avoir célébré la Messe et pris notre déjeuner, nous commençâmes avant le jour une traite qui ne devait finir qu'à neuf heures du soir. Le père gardien nous servit de guide en sortant du couvent.

« A peine nous avait-il quittés, que le petit jour nous fit apercevoir la neige à quelques pas de nous. Arrivés au village de Stuben, nous prîmes un bon repas; nos forces s'étaient ranimées. Quoique la nuit arrivât, nous entreprîmes de franchir cette montagne de Hasleberg ou montagne de l'Aigle qui est la plus élevée du Tyrol. Le soleil était couché, la montée rapide; mais le temps était serein. La clarté de la neige et un peu de lune éclairaient nos pas. » C'est ainsi que par une marche de nuit ils arrivèrent au sommet de la montagne. Fatigués, ils cherchaient un lieu de repos. « Le conducteur d'un traîneau que nous rencontrâmes nous dit que dans une demi-heure nous serions à l'auberge. Nous la trouvâmes en effet, mais ensevelie dans la neige jusques et compris le premier étage. Le lendemain 18, arrivée à Landek, petite ville du diocèse de Bruxers. Le curé, ex-jésuite, nous fait manger et coucher à l'auberge, et nous laisse continuer notre voyage en nous comblant de politesses, et après avoir payé notre dépense. »

M. Pétel est témoin dans la montagne d'une chasse au chamois, qu'il décrit agréablement; il peint ensuite, non sans verve et sans art, les montagnes, les rocs escarpés, les gorges étroites où il s'engage. Ils arrivent enfin aux Bénédictins de Marienberg. « Cette abbaye est perchée comme un nid sur un tertre qui saillit environ au tiers de la montagne. L'abbé et les religieux nous accueillirent de la manière la plus obligeante. Ils nous firent donner une chambre bien chauffée, à chacun un bon lit, en nous disant que nous avions besoin de repos après les fatigues que nous avions essuyées,

et que nous pouvions passer avec eux les fêtes de Noël. Nous n'acceptâmes de leurs offres honnêtes que le temps nécessaire pour faire laver nos chemises. » Humble détail qui peint bien leur situation.

Le récit se continue par de nouvelles descriptions de la montagne. Ils examinent les sources de l'Adige. « L'Adige prend sa source quelques lieues au-dessus de cette abbaye, derrière Mauders. Il arrose tantôt comme torrent, tantôt comme rivière, cette vallée, la plus grande et la plus belle du Tyrol. Elle peut avoir une demi-lieue dans sa plus grande largeur. C'est le paradis terrestre des Tyroliens, qui ne lui donnent d'autre nom que celui de *vallis amena*. Quitté Marienberg le 24. Passé Noël aux Capucins de Schanders... La religion fleurit dans tous les pays que nous avons parcourus; mais la piété des Tyroliens l'emporte de beaucoup sur celle des autres peuples. Aussi est-il passé dans le proverbe que c'est dans le Tyrol qu'on cueille la fleur de la religion... Le nombre des communions fut prodigieux. Jamais je n'ai rien vu de si édifiant. Ce que nous racontaient les moines du genre de vie, de la simplicité, de la candeur, de la pureté des mœurs de ce bon peuple, ce que je voyais moi-même, tout attirait mon attention. Je me croyais reporté aux temps et aux mœurs des patriarches. »

Le lendemain de cette belle fête, nos voyageurs partirent pour Meran, où ils arrivèrent le 28. M. Pétel décrit encore les divers effets des montagnes. « J'admirais sur une montagne des glaces aussi vieilles que le monde. Elles étaient de couleur d'azur, et le soleil qui vint à briller sur elles leur imprima celles du prisme. » Il parle des torrents, de la chute de l'Adige, spectacles qui impressionnèrent vivement son esprit.

Après cette course dans le Tyrol, ils pénètrent dans le Trentin. Le 29 décembre, ils sont à Bolzen, où ils couchent chez les Capucins. Nos exilés avaient une prédilection marquée pour ces bons religieux, qui leur firent presque toujours un accueil hospitalier. Le 30, nous les trouvons chez les Capucins de Neumark. Le 31, « dîner à l'auberge de Welmichel, où les Augustins payèrent pour nous, n'ayant pas voulu nous donner à dîner chez eux. » Enfin les voici à Trente, où ils furent reçus « non sans peine » cette fois, chez les Capucins. « Nous visitâmes l'église où s'est tenu le dernier concile œcuménique. Je considérai avec le sentiment du respect cet édifice où la vérité triompha de l'erreur. Je me rappelai

l'histoire du concile. Je crus entendre la voix de ces hommes éloquents qui y déploierent toutes les ressources du talent. Je crus voir toutes les passions s'agiter, l'hérésie lutter avec acharnement contre la catholicité, contre la tradition; les princes de l'Europe faire jouer tous les ressorts de l'intrigue et de la politique, et, au milieu de ces scènes affligeantes, l'Esprit-Saint conduisant lui-même le vaisseau de l'Eglise, battu par la plus affreuse tempête, dicter ces canons respectables qui foudroyèrent l'erreur, et qui seront à jamais la règle de la morale et de la foi. »

L'année 1796 s'ouvrit pour nos exilés sous des auspices plus favorables que les précédentes. Les nouvelles qu'ils recevaient de France les avaient rassurés sur leur famille; les exécutions sanglantes avaient cessé; quelques églises se rouvraient silencieusement, et plusieurs prêtres catholiques reprenaient en secret l'exercice du ministère. Quant à eux, ils songeaient à gagner Vicenze, où M. de la Luzerne les attendait. Ils partirent de Trente le 1^{er} janvier. Ils s'arrêtèrent chez les Récollets de Perginé; le 2, chez les Récollets de Valsugano; le 3, nous trouvâmes la séparation de l'Empire d'avec la République de Venise, à Primolano, où nous couchâmes à l'auberge... A la sortie des montagnes, nous vîmes avec transport le charmant pays d'Italie... Le 5 janvier 1796, nous trouvâmes enfin le terme d'un voyage aussi long que pénible à Vicenze, où nous descendîmes chez M. l'Evêque de Langres. Le bon accueil qu'il nous fit, les espérances qu'il nous donna, les attentions marquées des prêtres de ce Prélat respectable, nous firent oublier nos fatigues. Ils nous conduisirent à l'auberge, et s'occupèrent aussitôt à nous trouver un local où nous puissions vivre à meilleur compte. »

On ne peut voir sans émotion la conduite paternelle de l'illustre Evêque de Langres. Combien nos pauvres prêtres durent-ils en être touchés! M. de la Luzerne était un des Prélats les plus considérables de l'Eglise de France, par sa science et ses vertus. Evêque de Langres en 1770, il avait fait paraître plusieurs écrits importants de théologie qui l'avaient placé à la tête de l'épiscopat. Chargé de faire les oraisons funèbres de Charles-Emmanuel, roi de Sardaigne (1773), et de Louis XV (1774), il n'avait pas moins brillé dans la chaire que dans l'arène théologique. Sa réputation ne fit que s'accroître. Pair de France à la Restauration, il reçut en 1817, aux applaudissements du clergé de France, le chapeau

de Cardinal. Ses ouvrages font partie désormais du trésor de la tradition, et seront toujours en honneur dans l'Eglise. Les marques de bienveillance que nos exilés reçurent sur la terre étrangère de ce savant et généreux Prélat ont laissé dans leur cœur des souvenirs profonds. Ils trouvèrent à Vicenze le repos, la sécurité et la joie. Mais laissons parler notre confesseur.

« Nous eûmes dès le lendemain soir deux chambres assez propres, deux bons lits, et tous les instruments nécessaires pour faire notre petite cuisine. M. de Langres nous dit d'aller le lendemain à la Madona. Les Servites, ordre spécialement consacré au service de la Sainte Vierge, nous reçurent avec bonté. Ils m'assurèrent sur l'heure une place de chapelain. Ils promirent à M. Regnault la première vacante et des Messes tous les jours, en nous avertissant d'aller saluer M. l'Evêque de Vicenze, pour avoir son agrément et son attache. Notre requête, appuyée par M. de la Luzerne, fut répondue favorablement. Nous voilà donc établis dans cette ville, nos Messes assurées et rétribuées à 40 sous du pays, valant environ 22 sous de notre monnaie, somme plus que suffisante pour fournir à notre nourriture et payer notre chambre. Quelle jouissance pour nous de pouvoir vivre du nôtre, et de n'être plus à charge à personne, nous qui depuis trois ans n'avions subsisté que des aumônes et des charités des âmes pieuses et compatissantes ! Quelle fut douce et consolante pour nous, la certitude d'avoir du pain pour notre vie ! Un bonheur si inespéré comblait nos vœux, et nous rendîmes grâce à Dieu avec l'effusion d'un cœur reconnaissant. Je ne désirais rien que d'avertir mes frères et de les voir partager ma position. J'en parlai au père sacristain de la Madona, qui m'avait inspiré beaucoup de confiance. Je lui dis que j'avais deux frères à Venise. « Je vous entends, me dit-il avec intérêt. Revenez « demain, je vous rendrai réponse, et je me flatte que vous serez « content. » Il me tint parole. Ses premiers mots furent : « Faites « venir MM. vos frères, ils auront le même sort que M. Regnault « et vous. » Notre réunion se fit bientôt, et nous fûmes heureux autant que nous pouvions l'être. »

Ce bonheur que goûtèrent à Vicenze nos exilés, acheté par quatre ans de fatigues, de privations, de courses et d'inquiétudes, fut la récompense de leur courageuse persévérance. Ils étaient désormais à l'abri du besoin et ils remplissaient librement le ministère sacerdotal.

MM. Pétel avaient avec eux un jeune prêtre vraiment admirable, que la Révolution surprit dans les modestes fonctions de vicaire de Saint-Léger (district de Bernay), et qui contribua puissamment à adoucir, puis à embellir le séjour des exilés à l'étranger. Voici le témoignage que lui rend M. Pétel :

« Notre jeune ami nous rend tous les services que vous voudriez nous rendre; il veille sur notre petit ménage avec autant de soin que pourraient le faire la sœur ou la mère la plus attentive; nos fournisseurs, nos amis, nous-mêmes l'appelons du nom bien mérité de *Padrone de la casa*. Jugez s'il en est digne par l'échantillon de son savoir-faire.

« En Angleterre, il parlait anglais; en Flandre, flamand; en Allemagne, allemand; mais il se surpasse en Italie, il parle étonnamment la langue italienne. Il achète pain, viande, fruits, légumes, toile, étoffe, laine, fil, etc., etc. Il est au courant de tous les marchés. Est-il question de cuisine? Sans avoir toutes les ressources d'un cuisinier français, il nous nourrit très bien. Manquons-nous de chemises? Il les taille, il les coud. Nos habits sont-ils usés? Il fait mieux que les raccommoder, il en fait des neufs. Les vestes, les culottes, les bas, jusqu'aux chaussons, tout est de son ressort. L'aiguille et le tricot lui sont également familiers. Combien de fois l'avons-nous vu se priver d'une promenade qui l'aurait amusé, pour avoir le plaisir d'obliger de malheureux confrères, et cela dans tous les pays où nous avons vécu! Il a même habillé plusieurs Evêques.

« D'après cette faible esquisse des talents et du bon cœur de cet ami précieux, nous plaindrez-vous encore? Pour nous, nous nous applaudissons de posséder un pareil trésor.

« M. Regnault m'en voudra peut-être s'il lit un jour notre histoire; mais qu'il se taise ou qu'il gronde, je répéterai toujours, avec autant de complaisance que de vérité, que jamais nous ne pourrions nous acquitter de ce que nous lui devons.

Cependant les événements prenaient en France une tournure plus favorable. Les lettres que les exilés recevaient de la patrie leur en montraient l'accès possible, et les invitaient au retour. Pas n'était besoin de beaucoup de sollicitations pour déterminer MM. Pétel à rentrer en France. C'était le vœu le plus ardent de leur cœur. Quinze mois s'étaient écoulés à Vicenze, quinze mois de pure et sereine félicité. Mais qu'est-ce que le bonheur sur la

terre étrangère? La patrie semblait ouverte aux exilés, ils se décidèrent à y entrer. Les préparatifs de départ furent vite faits.

« Nous devions à M. l'Évêque de Langres, dit notre narrateur, le bonheur dont nous jouissions depuis quinze mois; nous nous crûmes obligés, M. Regnault et moi, de lui faire une visite pour lui adresser nos remerciements et nos adieux, et prendre ses commissions pour la France où nous avions l'espoir de rentrer bientôt. Nous nous rendîmes donc à Padoue, où il demeurerait..... M. de la Luzerne nous reçut avec sa bonté ordinaire. Il nous fit entrer seuls avec lui dans son cabinet, et nous jouîmes pendant plus de deux heures de la conversation de ce savant et respectable Prélat. Les grands vicaires, nos confrères et amis, nous firent voir toutes les beautés de la ville. Nous n'y passâmes qu'un jour et nous retournâmes le lendemain à Vicenze..... »

V

« La lettre qui nous annonçait la possibilité et la presque sûreté de notre retour arriva enfin, et sans plus tarder nous fîmes notre vendue, nos adieux et nos remerciements à tous nos bienfaiteurs et amis, et le 2 avril 1797 nous nous mîmes en route pour la France. Le Tyrol était fermé. Nous n'avions plus qu'un moyen pour sortir d'Italie, c'était de passer à travers les Français par les pays qu'ils venaient de conquérir. Nous osâmes le faire et nous réussîmes. Plusieurs escarmouches avaient eu lieu aux portes de Vicenze, et jusque dans ses rues. Il se donna presque sous nos yeux un combat sanglant à Quinto, où nos Français n'eurent pas l'avantage. Obligés de faire retraite, ils eurent leur revanche sous Vérone, où après une affaire qui dura trois jours, les Autrichiens furent contraints de se replier et de renoncer au projet de faire lever le siège de Mantoue, qui, par suite de cette victoire, ouvrit ses portes aux Français. Alors nos compatriotes furent comme nous à Vicenze. Nous eûmes donc le temps et les moyens de faire connaissance avec eux. Leurs procédés nous inspirèrent de la confiance. »

Nos exilés se rendirent à Vérone, et de là à Mantoue, où ils arrivèrent le 3. « Depuis le siège, tous les faubourgs étaient rasés. Le commandant français voulut bien viser les passe-ports qu'on nous avait délivrés à Vérone. » Le 4 ils sont à Crémone, le 5 à Lodi. « La victoire que les Français remportèrent à Lodi (l'année

précédente, 10 mai 1796) leur coûta bien du sang, mais les couvrit de gloire. Nous ne vîmes que des ruines dans un pays si fertile, et nous pûmes nous convaincre que la guerre est un fléau destructeur. »

Nos voyageurs entrent à Milan le 6. Comme de coutume, M. Pétel fait une description sommaire de la ville. « L'église de Saint-Ambroise commande le respect. On y a conservé la chaire d'où ce grand homme interdit à l'empereur Théodose la porte qui existe encore; nous vîmes le jardin où il eut avec Saint Augustin les doctes conférences qui opérèrent sa conversion, et l'oratoire où il le baptisa. » M. Pétel note « la grande place, l'observatoire d'où l'on découvre les monts Cenis, Saint-Gothard et Saint-Bernard d'un côté, et de l'autre les monts Apennins, et au milieu les riches campagnes de l'Italie. » Entrée le 7 à Côme. « Nous arrivâmes au moment de la parade. Nous saluâmes sur la place le commandant, qui nous reçut très poliment. Nous entrâmes en Suisse par Tchass. Nous arrivâmes fort tard à Lugano, après avoir passé de nuit le lac du même nom. Nous eûmes le bonheur de trouver à notre auberge MM. les commissaires généraux de la Suisse, qui nous témoignèrent le plaisir qu'ils avaient à signer nos passe-ports, et qui nous accordèrent de plus la permission de traverser toute la ville. Le 8, coucher à Bellinzone. Le 9 et le 10, nous côtoyâmes le Tessin, qui est un torrent dans les montagnes, et une grande rivière en Italie. Coucher à Giornico, sur le chemin qui communique d'Italie en Suisse. Le 10, passage à Dazio grande, pour monter à Airolo, au pied du mont Saint-Gothard. Séjour à Airolo jusqu'au 11, à cause de la neige. Ce jour fut beau. Les traîneaux frayèrent la route, et nous montâmes le Gothard sur des monceaux de neige, au milieu des avalanches qui s'écroulaient de toutes parts, et dont la chute faisait un fracas horrible, que les échos des montagnes répétaient à l'envi. Je ne puis mieux comparer le bruit qu'ils faisaient qu'à celui du tonnerre.

« Nous avions pour compagnie un officier qui commandait une vingtaine de recrues. Il les fit marcher en avant pour mieux frayer le chemin. Nous atteignîmes enfin le sommet du Gothard, après trois mortelles heures d'une montée escarpée et de la marche la plus pénible. Il y a sur cette montagne, une des plus hautes des Alpes, un hospice tenu par des Capucins. Les rayons du soleil dardant sur la neige éblouissent les voyageurs. On se

met sur les yeux un mouchoir de soie verte ou noire; mais trop curieux pour nous priver de voir ce qui se passait dans ces montagnes, nous ne voulûmes pas profiter de cet exemple. Aussi notre vue et notre peau souffrirent tellement, que, sortant de l'auberge, nos yeux ne purent soutenir l'éclat de la neige. Nos figures devinrent rouges et enflammées, et le visage du chanoine de Besançon, notre ami, fit peau neuve..... En descendant, nous marchâmes sur une avalanche qui, deux jours auparavant avait enseveli douze chevaux et deux bœufs, que quinze à vingt travailleurs s'efforçaient de retrouver. »

Nos marcheurs ne se découragent pas. En route tout le jour, c'est à peine s'ils se reposent la nuit. C'est qu'ils s'avancent vers la patrie, vers la France, d'où cinq ans d'exil les avaient tenus éloignés. La patrie, mot magique, ineffable, dont ceux-là surtout sentent le charme, qui en ont été bannis! Aussi, voyez comme ils se hâtent! On peut suivre avec une bonne carte leurs pas pressés. Le 15, ils sont à Wasen, et le soir à Staegon, dans le diocèse de Constance; le lendemain à Altorf, chef-lieu du Canton d'Uri, puis à Fiorn, sur le lac de Lucerne. Le 17, ils s'embarquent sur le lac et touchent terre à Lucerne; le 18 à Sursée; le 19 à Saintourb, « belle abbaye de Bernardins, maison riche et agréablement située. M. l'évêque de Porentruy, plusieurs abbés et prêtres français y menaient une vie fort douce; on nous permit d'y faire séjour. » Le 21, départ pour Soleure. Ils traversent les montagnes, franchissent le Jura, arrivent à Saint-Joseph, et le lendemain à Chorandlin, dernier village de Suisse. « Nous y demeurâmes jusqu'au 29, n'étant qu'à une demi-lieue de la frontière. » Ils n'étaient pas sans inquiétude. « Nous savions que notre rentrée n'était que tolérée, non autorisée. Nous primes donc un guide qui connaissait parfaitement les chemins. Nous ne partîmes qu'à la nuit pour éviter les corps de garde. Nous pûmes franchir heureusement les passages les plus dangereux, et nous arrivâmes à Cornot au point du jour. »

Ici notons une scène qui peint bien la foi vive des bons français que n'avaient pu étouffer cinq années d'une persécution acharnée. « L'aubergiste nous pria de célébrer la sainte Messe; sa femme avertit ses voisines, qui le dirent à d'autres. En un moment, la chambre où nous étions se remplit de telle sorte, qu'une femme s'y trouva mal..... Après déjeuner, nous nous hâtâ-

mes de reprendre notre route pour nous éloigner de la frontière, garnie de corps de garde. Notre hôte de Cornot nous servit de guide jusqu'à Bure. Nous y prîmes un autre conducteur qui nous fit gagner Mandouze en Alsace, où nous couchâmes le 30. Ces guides étaient des gens connus qui nous hébergèrent fort mal dans des maisons sûres. Arrivée sans accident à Welchevreuse (Haute-Saône), après avoir passé deux fois la rivière du Doubs, par un temps très pluvieux et de très mauvais chemins. Le 2 mai, nous tournâmes les murs de Villers-sur-Sec, passâmes la rivière de Lognon, et couchâmes à Frotey, près Vesoul.

MM. Pétel, qui n'ignoraient pas l'état des esprits, se dirigeaient en toute hâte vers la Normandie. Ils passent la Saône le 3 mai à Pont-sur-Saône et arrivent à Cintré. Le 4, ils couchent à Langres. « Nous eûmes le bonheur d'y rencontrer M. Noiroi, un des chanoines de Langres et un de nos aimables confrères de Vicenze. » Le 6 à Chaumont; le 7 au village de Fuzencourt. « Le 8 passé à Vandœuvre, petite ville sur le clocher de laquelle figurait un bonnet de la liberté. Elle nous avait été dénoncée comme un passage dangereux. Nous y entrâmes avec précaution et allâmes loger chez une pauvre femme qu'on nous avait indiquée. » Après avoir visité Troyes, Provins, Nangis, ils passent le 13 par Mormans, Guignes, Brie-Comte-Robert, Grosbois, et arrivent à Boissi à deux lieues de Paris. Plus ils approchaient, plus ils hâtaient leurs pas. « Le 14 de grand matin, pour éviter Paris, nous tirâmes sur Choisi-le-Roi, sur Sceaux par des sentiers. » M. Pétel décrit l'aspect de cette grande capitale vue de loin de dessus les collines. Il n'oublie pas même les moulins de Montmartre; il admire en passant Saint-Cloud, Bellevue, Sèvres, et la vue lointaine du parc et du château de Versailles, dont les souvenirs émeuvent vivement son cœur.

Nos voyageurs arrivent enfin à Saint-Germain, « après une marche forcée de douze lieues. » Ils traversent Mantes, Poissy, Meulan. A Vernon, ils rencontrent la diligence de Rouen; ils y montent et arrivent au point du jour à Gaillon. Les voici à Pinterville. « Depuis notre départ de Boissi, malgré notre lassitude, à laquelle nous ne faisons pas attention, tant était grand le plaisir que nous goûtions de revoir notre pays, nous avons fait trente-cinq lieues entières en vingt-quatre heures. Passé à Heudbouville. Un jeune homme que nous trouvâmes chez les parents de l'abbé Regnault part pour aller annoncer à nos parents que le soir

même nous serions réunis; car depuis longtemps, nous craignons pour notre mère, trop sensible, les sensations vives que devaient lui faire éprouver la joie et la surprise d'une apparition si subite, qu'elle pouvait avoir l'air pour elle d'une résurrection.

« La marche pénible du jour précédent, la nuit passée dans une voiture, la traite du matin nous avaient sans doute fatigués; et dans toute autre circonstance, nous n'aurions soupiré qu'après un lit pour prendre du repos; mais l'idée du bonheur qui avait si longtemps fui devant nous et auquel nous touchions tenait nos sens trop éveillés pour pouvoir nous livrer au sommeil. Nous attendions avec impatience l'heure où nous pourrions achever notre course et qui verrait finir notre exil. Elle sonne enfin. La maîtresse de la maison nous sert elle-même de guide. Nous arrivons à Limare chez M. Regnault. Notre frère, notre tendre frère, mon aimable filleul nous y attendaient. Ils nous reçurent dans leurs bras. Après souper, nous volâmes à Saint-Pierre. Je reçus dans mes bras notre bonne et excellente mère, que nous embrassâmes avec transport. Mais son cœur était trop plein pour pouvoir répondre à nos amitiés. Ma sœur bien-aimée, un oncle respectable, nos neveux et nos nièces nous prodiguèrent leurs caresses et nous firent sentir tous les charmes de l'amitié. Nous retrouvâmes donc enfin le bonheur dans le sein de notre famille, à qui nous fûmes rendus le 15 mai 1797, à deux heures après minuit, après cinq ans d'une cruelle absence.

« Le lendemain à mon réveil, combien ma première pensée eut de charmes! J'éprouvais une joie si pure en jetant les yeux autour de moi, en me trouvant dans mon lit, sous le même toit où habitaient et ma mère et ma famille! Je ne comprenais plus comment j'avais pu supporter la privation de ces objets qui m'étaient si chers. Ces réflexions si consolantes m'inspiraient la plus tendre compassion pour tous les infortunés. J'avais couché sur la paille, et j'étais dans un bon lit; j'avais enduré la faim, la soif, le froid, toutes les incommodités des voyages et de la détresse, et je retrouvais l'aisance et toutes mes habitudes les plus chères. Je bénissais donc le ciel et du bonheur que je goûtais et même des maux que j'avais soufferts, puisqu'ils me faisaient mieux sentir tout le prix de la félicité qui m'était rendue. Et loin de me blâmer sur le plaisir que j'éprouvais, chaque jour semblait me faire mieux apprécier les charmes de mon heureuse existence. Le 16 j'envoyai un exprès

à Saint-Léger pour informer M. et M^{me} de Saint-Léger de mon retour et leur demander le jour où je pourrais me rendre chez eux. Ils le fixèrent au jeudi soir 18, jour heureux où j'embrassai mes respectables amis et où je pus habiter une paroisse d'autant plus chère à mon cœur, que j'ai eu la consolation d'en trouver la grande majorité fidèle à sa religion et à son Dieu.

« Chers enfants, le reste de nos aventures vous est connu. Vous en avez partagé les peines. Je crois avoir rempli le désir que vous aviez de connaître notre histoire. Notre fuite, notre exil, notre retour ont dû vous prouver les secrets ressorts de la Providence sur ceux qui mettent en elle leur confiance. Daigne cette Providence tutélaire veiller sur tous les jours de votre vie, et répandre sur vous tous les bienfaits dont elle nous a comblés. *Fiat! Fiat!* »

Ce que devint M. Pétel après sa rentrée à Saint-Léger, nous avons cherché à le découvrir, non sans peine, et nous le dirons en peu de mots. Il eut d'abord à essuyer la persécution passagère inaugurée par le coup d'Etat du 18 fructidor (4 septembre 1797). On sait, en effet, que les trois directeurs Barras, la Reveillère-Lépeaux et Rewbell, après un coup de main heureux, rendirent des arrêts de proscription contre tous ceux qui leur parurent suspects, et comprirent le clergé dans leur haine et leur persécution. On pensa revenir aux jours de la Terreur. Le 18 brumaire (9 novembre 1799) rendit la paix en mettant fin à l'anarchie. M. Pétel ne resta pas à la cure de Saint-Léger, après le Concordat. Il se retira à la Sausaye avec son frère M. Amable Pétel, dont il a été question dans les Mémoires, et qui fut pourvu en 1802 de cette cure. M. Honoré Pétel, l'auteur des Mémoires, aidait humblement son plus jeune frère dans les travaux du ministère, lorsque celui-ci fut appelé en juillet 1812 à la cure de Pont-de-l'Arche, vacante par le décès de M. Marie-Joseph-Alexandre le Visse de Montigny, licencié en théologie, prêtre distingué autant que vénérable. M. Amable Pétel administra la paroisse de Pont-de-l'Arche pendant cinq ans avec zèle, prudence et douceur, et s'endormit dans le Seigneur le 28 novembre 1817, à l'âge de soixante-sept ans.

Le troisième frère de M. Pétel était en 1812 curé de la succursale de Fouqueville. Quant à notre auteur, M. Honoré Pétel, il remplaça son frère dans la cure de la Sausaye, où il continua d'édifier les fidèles par la sainteté de sa vie et la sagesse de sa doctrine, jusqu'au 22 décembre 1816. Il avait alors soixante-douze

ans. Appelé en toute hâte auprès d'une malade à Thuit-Anger par un temps affreux, il y courut et y gagna la mort. Au retour, il se coucha pour ne plus se relever. Il était réservé à ce confesseur de la foi de mourir dans l'accomplissement de son ministère et dans l'exercice de la charité : digne fin d'une telle vie. M. Honoré Pétel fut enterré, ainsi que presque tous les membres de sa famille, à Saint-Pierre-des-Cercueils. C'est là que repose ce bon et fidèle serviteur que le Maître sans doute a depuis longtemps appelé à partager sa félicité.

MÉMOIRES DE M. LEBAY, CURÉ DE VEULES

—
1761-1834
—

L'auteur de ces *Mémoires* est M. Jean-Marie-Abraham Lebay, mort curé de Veules en 1834, à l'âge de soixante-treize ans. Conservés précieusement dans les archives de la fabrique de Veules, nous les avons analysés et publiés pour la première fois.

M. Lebay avait soixante-sept ans lorsqu'il entreprit d'écrire en 1828, comme il le dit lui-même, ses *Mémoires* biographiques. Doué d'un esprit original, d'une instruction assez étendue, et d'une sincérité absolue, l'auteur raconte sa vie avec la franchise et l'impartialité qu'on apporte à un examen de conscience. Il ne dissimule rien, ni ses défauts, ni ses travers, ni ses mésaventures. C'était un prêtre plein de foi, dont la vie a toujours été édifiante et austère, mais qui avait, comme tout homme au monde, ses imperfections de caractère. Il se laisse voir tel qu'il a été. Ce côté de son œuvre n'a rien à faire avec la publicité. Ce qu'il nous importe de recueillir, ce sont ses impressions sur les événements dont il a été témoin, ses tribulations dans l'exil, ses renseignements sur la vie et les mœurs de nos pères avant la Révolution, et au sortir de cette terrible crise.

M. Lebay, atteint, par le décret de proscription, sorti de France le 7 septembre 1792. Il s'embarqua à Dieppe, en compagnie de 70 de ses confrères, sur le paquebot qui faisait le service entre la France et l'Angleterre, et, après vingt-deux heures de traversée,

aborda dans la baie d'Eastburn. A peine sur le rivage, il trouva « comme envoyés de la Providence de généreux Anglais, » qui assurèrent aux pauvres exilés la plus large hospitalité. Le lendemain il faisait route pour Londres. Il demeura d'abord pendant dix jours dans un des faubourgs de la grande cité; puis, ayant trouvé un logement à sa convenance, il s'installa rue Holborn. Il habitait une chambre au quatrième étage chez un épicier, qui se chargeait en outre pour une guinée la semaine de lui fournir à diner.

Il fait à propos de son séjour dans cette maison une remarque qui est à noter. « C'est dans cette maison que j'eus occasion de constater, dit-il, comme je le fis souvent depuis, les délabrements qu'occasionne la perte de la foi. Il y avait un assez grand nombre d'enfants. Le père était plutôt impie qu'athée. La mère était bonne catholique pour le pays. La fille aînée avait épousé un *person*, c'est-à-dire un curé de la réforme anglicane. Le fils aîné était *teachter* dans une chapelle anabaptiste; la cadette était aussi de cette secte, mais elle croyait à l'existence du purgatoire. Un troisième garçon était marin et catholique comme la mère. Il restait encore deux filles bien décidées à se faire quakeresses ou juives, si elles étaient recherchées par un trembleur ou un israélite. »

M. Lebay, ayant été victime d'un escroc qui lui avait offert de changer en France pour de l'argent les assignats qu'il avait emportés et qui constituaient toute sa fortune, se vit contraint de donner des leçons dans une école. Il aurait pu avoir sa part des secours qu'on offrait si libéralement aux prêtres exilés; il préféra ne devoir qu'à son labeur le pain quotidien. Il aime à bénir la charité du peuple anglais, célébré à l'envi par tous nos confesseurs; il mentionne « cette fameuse souscription, prodige de bienfaisance, qui a pourvu aux besoins de 1,800 prêtres français; » mais il se refusa à en profiter.

Il raconte à ce sujet une anecdote des plus touchantes et des plus significatives. « Je pourrais, dit-il, citer un trait qui immortaliserait par rapport à moi la nation anglaise. La peur que ma montre, qui était d'un certain prix, ne me fût dérobée, plutôt que le besoin réel, me l'avait fait vendre 9 guinées. Le bruit en vint aux oreilles de la très digne dame de Sylburn, qui était à la tête de la souscription; elle en instruisit M. l'évêque de Saint-Pol-de-Léon, qui en était administrateur. Quel fut mon étonnement lors-

que, quelques jours après, j'eus l'honneur de voir entrer chez mon hôtesse la noble dame avec M. Meslé de Grand-Clos, vicaire-général de M^{re} de Saint-Pol, s'adresser à moi et me demander si je n'étais pas le prêtre qui avait vendu sa montre, ajouter que c'était un meuble nécessaire, que j'avais insulté la nation anglaise, m'offrir tout ce qui était nécessaire pour la recouvrer et m'engager dès le lendemain à toucher les 4 guinées que recevaient les prêtres français. Je représentai qu'une montre n'était pas un meuble bien nécessaire pour moi dans Londres, que mes occupations n'y étaient pas si considérables, que je ne pusse m'y rendre à peu près à temps; que d'ailleurs j'avais à peine trente ans, et qu'il m'en coûterait beaucoup pour me mettre à l'aumône si jeune. J'ose dire qu'on me fit violence; mais je ne succombai pas, et je ne sais trop comment on interpréta ma constance; ce que je sais, c'est qu'on me la reprocha encore au bout de huit mois. »

Après neuf mois de séjour à Londres, M. Lebay, qui ne pouvait s'accoutumer au climat, et ne trouvait pas d'ailleurs dans cette capitale des moyens suffisants d'existence, se décida à se retirer dans les Pays-Bas. Le gouvernement facilitait le voyage des prêtres déportés. Le 1^{er} mai 1793, il quitta Londres et gagna Douvres, où il s'embarqua pour Ostende. D'Ostende il se rendit à Bruges, puis à Gand. Il se fixa dans le voisinage de cette ville. « Après avoir passé environ trois mois, dit-il, dans une bonne maison où je n'éprouvais d'autre difficulté que celle de faire accepter l'argent de ma pension, et m'y être fort appliqué à l'étude de la langue, j'érigeai sous les auspices et l'autorisation du prince-évêque et de la princesse de Montmorency-Lorraine, dame du lieu, une pédagogie, » c'est-à-dire une école. L'endroit se nommait Somerghem.

M. Lebay y fut heureux et n'en parle qu'avec émotion et reconnaissance. « Mon établissement me procurait une subsistance honnête, et les services que je rendais me conciliaient l'affection des gens du pays... J'étais au milieu d'un peuple généreux. La religion y était sur le meilleur pied. A en juger par le costume des femmes, on les eût prises toutes pour des religieuses. Il n'y avait pas un dimanche dans l'année où tous les prêtres ne fussent au confessionnal depuis le point du jour jusqu'à midi. Dans toutes les fêtes, c'était communion générale. »

M. Lebay a noté avec soin dans ses *Mémoires* les usages et les mœurs de ce pays qui lui était devenu cher. Il rapporte entre

autres cérémonies curieuses l'entrée triomphale d'un jeune Gantois qui avait obtenu à Louvain le prix d'honneur en philosophie. « Il n'y eut point de genre de présents et d'honneurs qu'il ne reçut, peu de maisons qui n'offrissent quelque inscription à sa louange. Toute la ville, depuis le prince-évêque jusqu'au dernier de la garde nationale, tous dans leur uniforme, allèrent à plus d'une lieue à sa rencontre, chacun dans l'ordre que lui assignait sa dignité. Le prince, les abbés, toute la noblesse, avec des équipages souverainement riches, formaient un cortège imposant. Si l'on ne peut s'empêcher de taxer les Flamands de vanité dans leurs cérémonies, il faut convenir qu'il serait difficile de la placer plus à propos. Notre *primus* (c'était le titre qu'on décernait au lauréat de l'Université de Louvain) entra dans la ville au milieu des cris d'allégresse, comme un conquérant, monté sur le plus superbe coursier des écuries du prince. Il y eut une illumination fort somptueuse; la comédie fut donnée à son profit, ce qui lui rapporta plus de 30,000 fr. (*sic*). Enfin, il était d'une famille fort pauvre, et ce jour le rendit fort riche. »

Notre auteur, tout en rendant hommage à la piété et au bon esprit des habitants de la contrée où il enseignait, ne dissimule pas qu'il y avait à Gand et même aux environs un parti démocratique favorable à la Revolution française. « Le peuple, dit-il, accoutumé à changer de maîtres, enclin aux factions et à la révolte, était encore indigné des atteintes portées par Joseph II, empereur d'Allemagne, leur dernier souverain, à leurs privilèges. » Les troupes françaises républicaines, commandées par la Bourdonnay, étaient entrées une fois à Gand le 12 novembre 1792, et les démocrates gantois, réunis à Saint-Bavon, avaient proclamé en juin 1793 la réunion des Pays-Bas à la France. Le 29 du même mois, les troupes françaises ayant évacué la ville, tout y était rentré dans l'ordre ancien. M. Lebay, qui suivait le mouvement des esprits, constate que « le menu peuple en 1794 rappelait à haute voix les Français. »

Il y avait dix mois qu'il était installé dans le gros village de Somerghem, voisin de Gand, et qu'il y vivait en sécurité, lorsque le bruit de l'approche des troupes républicaines vint troubler sa retraite. Prêtre fidèle et insermenté, il n'avait à attendre que la mort sommaire et sans jugement; il dut reprendre de nouveau le bâton de voyageur. Il s'éloigna avec une peine extrême de son

petit établissement, créé au prix de mille fatigues et en voie de prospérité, et dirigea sa marche vers Anvers. Au sortir de cette ville, comme on lui annonçait que les républicains étaient sur ses talons, il dut abandonner son petit porte-manteau et s'avancer à marches forcées vers Bois-le-Duc, où il comptait retrouver ses deux frères, qui avaient quitté la France pour éviter la réquisition. Il ne s'arrêta pas dans cette ville et s'embarqua sur le canal pour Rotterdam. Il ne put trouver à s'occuper dans cette cité commerçante et se mit à traverser toute la Hollande pour gagner Munster, où il savait M^{re} le cardinal de la Rochefoucauld et nombre de prêtres du diocèse réfugiés. Le voilà donc qui parcourt à pied tout ce vaste pays, s'arrêtant aux villes principales, vivant de peu, et épuisant bientôt les petites économies gagnées en Flandre. « Je fus ainsi, dit-il, jusqu'à Munster, où la Providence m'adressa à un brave religieux qui me fit recevoir dans une auberge où je passai six semaines. Je cherchais à m'y occuper, je ne pus réussir. »

M. Lebay ne voulait évidemment pas recevoir de secours en argent; il nous avoue que cela répugnait à son caractère; il ne demandait que du travail. Il met une certaine vanité à rappeler dans ses *Mémoires* qu'il n'a jamais été à charge à personne.

Son séjour à Munster fut de courte durée. Il y admira « les églises toutes magnifiques; la cathédrale à deux chœurs, un au midi et l'autre au nord; ce qui se remarque, dit-il, dans bien d'autres cathédrales d'Allemagne. On parlait autrefois de l'horloge de Saint-Ouen de Rouen, mais celle de Munster qui est derrière le chœur est infiniment plus curieuse. C'est un vrai calendrier. »

L'horloge de Saint-Ouen à laquelle notre auteur fait allusion a disparu au commencement de ce siècle. Elle était dans la première chapelle à gauche, en remontant vers l'extrémité orientale, dédiée à saint Martial. Une petite statue de saint Michel venait sonner les heures en frappant sur le démon, et disparaissait ensuite.

M. Lebay, en parlant de Munster, confirme un détail qu'on trouvera plus loin : c'était le goût du vénérable cardinal pour la marche et la satisfaction qu'il avait, lui presque nonagénaire, à fatiguer ses plus intrépides compagnons de promenade. « C'était, dit M. Lebay, sur les remparts de cette ville que le cardinal de la Rochefoucauld apprenait à ses prêtres à retrouver leurs jambes, quand ils se plaignaient de les avoir perdues... C'est aussi là qu'il a laissé sa dépouille mortelle pour aller au ciel jouir du prix de

sa vertu. Tout le clergé de la ville avec les prêtres français qui y étaient en grand nombre l'ont conduit au tombeau qui fut pratiqué dans une chapelle du Dôme. »

M. Lebay quitta Munster au bout de six semaines et se dirigea vers Coesfeld. « C'était là que s'était fixé M. Baston, notre professeur de théologie, » dit-il. Il lui rendit visite et trouva à loger chez une bonne hôtesse, qui le garda jusqu'à la fin de janvier 1794. A cette date, nous le voyons reprendre avec ses deux frères la route de Nuremberg. Arrivés tous trois dans cette dernière ville, ils se séparèrent. Il était parti de Flandre avec 30 louis dans sa poche; il ne lui en restait plus que 4. Il en donna 3 à ses frères, qu'il parvint du reste du reste à placer chez un corroyeur à Erlang. Pour lui, il résolut avec un de ses confrères, M. Maret, de profiter des loisirs forcés que leur faisait l'exil pour aller en pèlerins jusqu'à Rome. Ils comptaient sur l'hospitalité des couvents, sur les intentions de messes qu'ils pourraient recueillir en route, et beaucoup sur la Providence. Ils étaient jeunes, vigoureux, avides de s'instruire, et ils crurent devoir profiter de l'occasion qui s'offrait à eux d'accomplir un voyage qu'en d'autres temps ils auraient regardé comme un rêve. C'est ainsi que nous allons les voir pendant neuf mois traverser une partie de l'Europe à pied, sans autres ressources que celles que leur fournirent leurs stations de quelques jours dans de riches et charitables monastères.

De Munster, après une pointe sur Coesfeld, il gagne Paderborn, dont le prince-évêque imitait envers les prêtres français la générosité de celui de Munster. « Il y avait là, dit M. Lebay, un grand vicaire préposé aux aumônes que donnait le prince aux prêtres français. Il y en avait plusieurs de notre diocèse placés dans la ville. J'y reconnus entre autres M. le curé de Beaunay, auquel je quittai un petit assortiment de livres anglais qu'il devait me remettre en France. Il est mort à son retour à Dowai. » Faut-il lire à Douai? Nous ne savons. « Tout fut perdu. C'est encore dans cette ville, à l'évêché, que j'entendis faire une ingénieuse allusion, en lisant mon nom Abraham, avec celui de patriarche : *Et exivit nesciens quô iret.* »

De Paderborn, notre voyageur se rendit à Cassel, pénétrant ainsi plus avant dans l'Allemagne. Il était peu fixé sur sa route, car nous le voyons remonter jusqu'à Hildesheim. Il nous le dit d'ailleurs. « Nous entrâmes dans la Thuringe sans savoir trop comment.

Je passai par Hildesheim, dont l'évêché était alors possédé par l'évêque de Paderborn, ainsi que la principauté, quoique la ville soit sous la protection de la maison de Brunswick. » Il redescend ensuite à Mulhausen, puis à Erfurt. « Nous arrivâmes dans cette ville dans une circonstance assez favorable pour nous. C'était le jour du mardi gras. L'auberge où nous nous trouvâmes logés était bien achalandée. Elle était pleine le soir de bons bourgeois à qui la compassion n'était point étrangère. Nous fûmes tout étonnés, quand ils se retirèrent, de nous voir servir un fort bon souper, et nous remettre encore de l'argent pour voyager plusieurs jours. Le lendemain nous dîmes la messe à la Cathédrale, qui est, comme la plupart dans l'Allemagne, un magnifique édifice; puis, traversant un coin de la haute Saxe, nous franchîmes les barrières de la Bohême. Il était bien temps, car une demi-heure après elle était fermée aux Français. Aussi ne fûmes-nous pas loin. Arrivés assez tard à Egra (ou Eger), nous fûmes conduits à la grand'garde et consignés dans deux maisons religieuses pendant plusieurs jours, où nous étions très bien traités. Le premier dimanche de Carême, après avoir entendu la messe, se présenta la voiture de M. le bourgmestre. On nous dit d'y monter. Le cocher avait ordre de nous conduire, par le chemin le plus court, hors le territoire de la Bohême. Il nous mit sur les terres du roi de Prusse. Nous voilà arrivés dans le pays de nos ancêtres, en Franconie. Nous traversâmes les deux margraviats d'Auspach et de Bayreuth, qui sont deux belles villes, dont le roi de Prusse, par une de ces chances heureuses qui l'ont fait ce qu'il est, venait de se mettre en possession par la mort des propriétaires, à qui il n'avait payé un fonds perdu que six mois. De là à Bamberg il n'y a qu'une journée de marche. »

M. Lebay trouva le pays fort à son gré, car c'est là qu'il reviendra se fixer à son retour de Rome et qu'il passera de 1795 à 1802 les années de son exil. C'est d'ailleurs auprès de Bamberg, à Erlang (ou Erlangen), qu'il avait réussi à placer ses deux frères. « Erlang, nous dit-il, n'est peuplé presque que de Français réfugiés. » Il faut se rappeler en effet qu'en 1686 le margrave Christian-Ernest concéda un vaste terrain aux protestants français qui avaient quitté la France après la révocation de l'édit de Nantes. C'est là qu'ils bâtirent la partie neuve de la ville d'Erlang.

M. Lebay reprit sa course après quelques jours de repos et visita

Nuremberg. De là il gagna Ulm et franchit bientôt les quatorze lieues qui séparent cette ville d'Augsbourg. Douze lieues encore, et il est à Munich. « L'entrée de la Bavière, nous dit-il, nous avait déjà été refusée deux fois : la première au sortir de la Bohême, et la deuxième quelques semaines après. Les précautions qu'on prenait pour n'y pas laisser entrer faisaient dire aux mieux disposés en notre faveur qu'ils ne concevaient pas comment on pouvait y entrer. Au reste, il n'y avait de crime qu'à y entrer; aussitôt la frontière franchie, on y était bien venu. La porte venait de nous être fermée à Landsberg sur le Leck. Il y a longtemps qu'un poète a dit : *In vetitum nitimur omnes*. Nous rétrogradâmes d'une lieue, et un arbre assez touffu que nous avions remarqué la veille, tombé en travers de la rivière, nous mit en Bavière. » On était au mercredi saint. M. Lebay et son compagnon entrèrent à Munich le soir et trouvèrent, non sans difficulté, l'hospitalité dans un couvent. Ils partirent le lendemain pour Landsberg, « la même ville, dit M. Lebay, où l'on nous avait refusé l'entrée huit jours auparavant. Les sentinelles nous reconnurent bien; je passai en riant, et nous arrivâmes le samedi saint au soir à Sonneberg, où nous passâmes les fêtes de Pâques. On y exerça envers nous les droits de l'hospitalité dans toute leur étendue. La maîtresse de l'auberge nous fit servir toutes les fêtes à sa table. C'est bien le lieu où j'ai été, je l'avoue, le mieux accueilli dans mes voyages. Nous quittâmes cette ville hospitalière le mardi après l'office, et nous nous rendîmes le soir à Füssen, aux gorges du Tyrol, où l'on nous présenta l'agneau pascal chez les Bénédictins. Nous y trouvâmes un cellérier fort avenant, mais qui ne faisait pas de compliments aux prêtres français. Il disait qu'il en était passé au moins 1,500 par la maison, qu'il n'en avait entendu qu'un seul parler bien latin. C'était un peu humiliant pour le clergé français; mais j'aime à croire que la religion faisait son profit de ce que l'amour-propre perdait. » Nos voyageurs hâtaient leur marche. Les voilà à Inspruck, puis à Brixen, à Trente, à Vicence, et enfin à Vérone, en pleine Vénétie.

M. Lebay eut dans cette dernière ville l'honneur d'être présenté à Monsieur, depuis Louis XVIII. On sait que Louis XVIII, alors régent de France, après avoir séjourné à la fin de 1793 à Turin, fut obligé de quitter le Piémont et alla s'établir à Vérone, dans les Etats de Venise, où il crut trouver un asile assuré. C'est là qu'il apprit en juin 1795 la mort du jeune dauphin et qu'il prit le titre

de roi. Il resta à Vérone jusqu'au 21 avril 1796. M. Lebay, qui le vit en avril 1794, nous raconte ainsi son entrevue :

« C'est dans un des faubourg de Vérone que, par le plus grand hasard, j'eus l'honneur d'être présenté à Louis XVIII, alors Monsieur, qui y occupait une petite maison que lui donnait la République de Venise. Voici l'occasion qui me ménagea cette honorable faveur. Un bourgeois de Vérone, passant comme nous devant la porte de cette maison, nous dit : « Voici la demeure de votre roi. » La grande porte était entr'ouverte. Nous regardions, lorsqu'un gentilhomme, qui faisait sans doute les fonctions de portier, nous demanda si nous voulions entrer. Il nous permit d'avancer dans le parc, qui était fort bien tenu. Nous y avions fait environ cinquante pas, que nous voyons venir à nous un autre gentilhomme. Ne sachant si c'était pour nous congédier ou non, nous recueillons nos pas. Il nous salua fort affablement et nous demanda si nous voulions voir Monsieur. Nous répondimes que nous n'aurions pas osé solliciter cette gracieuse faveur, mais que si elle nous était accordée, nous promettions de ne l'oublier jamais. C'était l'heure de la messe ; elle sonna bientôt, et le gentilhomme nous plaça précisément au-dessous du prie-Dieu de Monsieur. La messe ne fut pas longue, et nous fûmes présentés à Monsieur, qui nous donna une audience d'au moins dix minutes, pendant lesquelles il gémissait bien sur notre sort. Je lui bégayai de mon mieux qu'il ne nous prenait pas envie de nous plaindre lorsque nous voyions son Altesse dans sa situation. Il me parla beaucoup de ma jeunesse et me demanda si je n'avais pas de goût pour retourner en France... Puis il me fit remettre quatre louis d'or... Nous assurâmes Son Altesse de notre parfaite soumission à ses ordres, et nous partimes. »

M. Lebay et son compagnon ne tardèrent pas à arriver à Venise, en passant par Padoue. Notre voyageur fait dans ses *Mémoires* une assez longue description de Venise sans nous apprendre rien de nouveau. « A la fin d'avril, nous dit-il, nous nous embarquâmes pour la Chioggia et entrâmes dans l'intérieur de l'Italie. »

Ils s'arrêtent à Ravenne, à Ancône, puis à Notre-Dame de Lorette, où ils vénèrent la *Santa Casa*. M. Lebay nous décrit les magnificences du trésor de l'église, les grands souvenirs que rappelle la sainte maison enchâssée dans le marbre, et les témoignages de piété que tous les souverains de l'Europe ont voulu laisser dans ce

sanctuaire. Il eut une aventure dans les environs de cette ville (au mont Camerino). Son compagnon ayant été victime d'une escroquerie, il voulut le défendre et fut roué de coups. Ils quittèrent au bout de trois jours le sanctuaire vénéré et se dirigèrent sur Rome, ne s'arrêtant qu'à Spolète. Ils arrivèrent dans la ville éternelle quelques jours avant l'Ascension. On leur fit quelques difficultés pour les laisser entrer; on leur contesta leur passe-port; enfin, après des pourpalers, il leur fut donné de pénétrer dans la capitale du monde chrétien. Ils avaient mis quatre mois, depuis leur départ de Munster, à accomplir ce laborieux pèlerinage.

Nous avons conduit jusqu'à Rome notre pèlerin; nous ne l'accompagnerons pas dans ses courses à travers les monuments, les ruines, les souvenirs de la ville éternelle. Ses descriptions sont naïves et sommaires, et ses observations n'offrent rien de notable. Il assista aux fêtes de l'Ascension, de la Pentecôte, du saint Sacrement, reçut la bénédiction du Saint-Père, visita la prison Mamerline, baisa avec une suprême émotion, lui, pauvre exilé et confesseur de la foi, les chaînes de saint Pierre, et fit le chemin de la croix dans le Colysée. Il séjourna un mois dans la capitale du monde chrétien et en visita avec piété les principaux sanctuaires.

Le lundi après l'octave du saint Sacrement il s'acheminait vers Viterbe. Là, il fut « admis à vénérer le corps entier frais et vermeil de sainte Rose, quoique déjà morte depuis 400 ans. Elle est au côté droit de l'autel, couchée sur un lit funèbre, portant l'habit de son ordre, qu'on lui renouvelle tous les ans. Il y a une fontaine dans le voisinage dont les eaux sont si chaudes, qu'on y peut faire cuire toutes sortes de viandes. Elle est au pied de la fameuse montagne de Montfaucon (*Montefiascone*), où le célèbre cardinal Maury jouissait du fruit du zèle qu'il avait montré à défendre les intérêts de la religion. » Il alla présenter ses hommages à l'éminent Prélat qui l'accueillit avec bonté. « La pauvreté fut tout ce que je remarquai, et je m'étonnai comment, vu la frugalité de sa table, il s'entretenait dans un si bel embonpoint. » Le cardinal s'entretint longuement avec M. Lebay, le chargea de ses commissions, et lui laissa le meilleur souvenir. M. Lebay ajoute qu'il n'était pas aimé à Rome.

De Montefiascone il se rend à Sienne, où il s'agenouille auprès du tombeau de sainte Catherine et dont il décrit avec admiration la riche cathédrale. Il franchit les douze lieues qui le séparent de

Florence. Son compagnon, pris du mal du pays, voulut lui persuader de retourner en France. Louis XVIII, dans l'audience qu'il avait accordée à Vérone à M. Lebay, lui avait conseillé de rentrer et lui avait même assigné une mission à remplir. Le cardinal Maury lui avait aussi parlé dans ce sens. Bref, M. Lebay se décida à demander un passe-port pour la France. Il se présenta dans ce but chez l'envoyé français auprès du grand-duc de Toscane. « C'était un médecin de Versailles. Les Florentins lui avaient déchiré la banderole tricolore quelques jours auparavant. Plein de mauvaise humeur, il se présenta au bord de son antichambre, et je compris à travers quelques mots entrecoupés qu'il était si éloigné de viser mon passe-port, que s'il savait par quel endroit je devais retourner en France, il donnerait des ordres pour m'y mettre en arrestation. »

M. Lebay renonça donc à son projet et continua sa route par Pise et Livourne. Dans cette dernière ville il fit la connaissance d'un prêtre maronite qui devait s'embarquer pour Constantinople et Jérusalem. Notre intrépide voyageur lui demanda de l'accepter pour compagnon. Il avait le plus vif désir de visiter la Terre Sainte, mais les ressources lui manquaient. On ne put s'entendre avec le capitaine du navire, et ce beau projet échoua.

M. Lebay s'embarque pour Gènes. En route, il fut menacé par un des passagers, un farouche *sans-culotte*, qui voulut le jeter à la mer. Il fui délivré heureusement de ses mains par l'intervention d'un compatriote plus humain et arriva à Gènes encore tout ému de l'événement. Il n'y fit pas long séjour, et marcha sur Pavie. Autre incident. « Nous eûmes à Pavie, dit notre voyageur, le sort de François I^{er}. Nous y fûmes mis en arrestation comme porteurs d'images, de chapelets et de reliques que nous avions fait bénir à Rome. Tout était contrebande. Nos porte-manteaux furent consignés au bureau de l'octroi. Puis on nous conduisit dans une *locanda* où nous étions gardés à vue. Le lendemain sur les dix heures, notre guet nous conduisit devant le magistrat, qui, nous ayant offert quelque argent pour nous empêcher d'aller à Milan, le retint sur le défaut de promesse, nous fit remettre notre bagage et rebrousser chemin. »

M. Lebay et son compagnon visitèrent Milan et se dirigèrent sur Alexandrie; mais, arrivés dans les Etats du duc de Savoie, on leur défendit de passer outre. Ils choisirent alors la route du Valais et

s'arrêtèrent à Sion. Là, son confrère, M. Maret déclara qu'il voulait rentrer en France à la première occasion propice. M. Lebay, après mûre réflexion, se décida à retourner en Allemagne par la Suisse. On était à la fin d'août 1794. La séparation fut pénible. Les deux amis s'embrassèrent longuement : ils ne devaient plus se revoir ici-bas.

M. Lebay s'engage intrépidement dans les montagnes de la Suisse. Le soir venu, ayant perdu son chemin et se trouvant dans le plus complet isolement, il est pris, pour la première fois depuis ses longues pérégrinations, d'un découragement profond. Il avise sur une cime voisine une chaumière.

« Un chemin fort étroit y conduisait; j'y monte. Je demande en mauvais allemand s'il y avait quelqu'un. Un vénérable vieillard se présente. Je lui demande si sa maison n'était pas une auberge où je pusse passer la nuit. Il me répond que ce n'était pas une auberge, mais qu'il pouvait me loger. Il le fit effectivement de la meilleure grâce. Il avait quelques chèvres et une petite vache. Il commença par me présenter un rafraîchissement en attendant le souper. Il rentra ses bestiaux pendant que je disais mon bréviaire. J'y étais encore occupé lorsqu'il rentra. Il se décoiffe, prépare le souper, consistant en des œufs, une bonne soupe et du fromage : je n'ai pas fait de meilleur repas de ma vie. Après souper, il me montre ses livres. Il s'aperçut bien que nous n'avions pas la même croyance. Cela ne ralentit pas sa charité. Il mit des draps blancs à son lit et me demanda si je n'aurais pas de répugnance à coucher avec lui. Je lui fis entendre que je ne voulais pas lui être si incommode. Sur-le-champ il me prépare dans son appartement le lit le plus propre avec le plus beau linge que j'eusse trouvé depuis l'émigration. Je reposai fort bien. Le lendemain je tâchai de lui exprimer ma reconnaissance. Il parlait peu; mais ses yeux, son bon cœur, tout son maintien me disaient beaucoup. C'était un calviniste religieux. »

Nous citons cet épisode, entre plusieurs autres, pour montrer comment la Providence veillait sur le pauvre exilé et savait lui ménager dans ses courses de douces haltes et d'aimables surprises.

M. Lebay se rend ensuite à Berne, puis à Soleure. « Là réside l'ambassadeur de France dans un hôtel magnifique. Le grand nombre de prêtres français qui s'y étaient retirés avaient donné de l'inquiétude au gouvernement, et on faisait des essais pour les

faire évacuer. On y allait fort doucement. Cependant arriva un Bref du Pape aux administrateurs qui les engageait à avoir compassion des prêtres français. Depuis lors ils furent tranquilles. Il y avait un comité de bienfaisance pour eux, à la tête duquel se trouvaient deux évêques de France. Je fus présenté à l'un d'eux comme venant de Rome. Il montra beaucoup de satisfaction à m'entendre parler..... »

Notre voyageur gagne Bâle, puis Fribourg. « Je vis, dit-il, dans cette ville un chanoine de notre Métropole avec lequel j'eus un petit différend, quoique je ne me rappelle pas à quel sujet, à moins que ce ne fût le même (sujet) qui avait excité un peu la bile de Bernis (le cardinal ancien ambassadeur de France) contre moi à Rome sur les provisions du Saint-Père en France pour y exercer le ministère. *J'étais un peu ultramontain.* » Cette remarque de M. Lebay nous montre que les opinions gallicanes n'étaient pas aussi générales dans l'ancien clergé qu'on s'est plu à le dire.

Notre exilé gagne Rachstadt, Spire, et de là Francfort. De Francfort, il se dirige vers Marienthal, puis Wurtzbourg et Bamberg. M. Lebay se fixa dans cette dernière ville. On était aux approches de l'hiver. Il était las des voyages; il avait vu Rome, l'objet de ses vœux, et il éprouvait le besoin de reprendre des occupations conformes à sa situation. Il s'informa d'abord de ce qu'étaient devenus ses deux frères, qu'il avait laissés dans les environs de Nuremberg. Il apprit qu'ils s'étaient rapprochés de la Hollande. Il put obtenir du curé la permission de s'habituer à son église et chercha à donner des leçons. Il savait un peu tourner le bois et trouva à s'occuper dans les moments libres chez un tourneur de la ville. Il se fit bientôt des connaissances, obtint des élèves, et fut aussi heureux qu'il était possible dans les tristes conjonctures où il se trouvait. Il nous le dit avec effusion :

« Je vécus là sans autres chagrins que ceux que je me suis faits. J'avais des connaissances, des amis et des occupations, et, joignant au fruit de mon travail ce que je tirais de l'église, je vivais content et à mon aise. J'avais jusqu'à huit leçons certains jours : deux lieues de chemin pour remplir cette tâche, avec le temps que je passais à l'église, faisaient mes jours pleins. Je m'occupais ainsi depuis quatre ans, lorsque les Français envahirent le pays : il fallut déguerpir. »

M. Lebay se retira en Saxe et arriva à Dresde, où il fut touché

de l'empressement de la population à secourir les prêtres exilés. « On ne se figurerait pas, dit-il, les ressources que les prêtres français y trouvèrent. Le clergé protestant chercha à piquer par des discours exprès la pitié et la charité des protestants et remettait les quêtes aux chapelains de l'électeur. Lui-même leur donnait des secours immenses. Soit à Dresde, soit à Pilnitz, on donnait à tous. Un juif polonais ouvrit un bureau où, pendant six semaines, il distribua lui-même un florin à tous les prêtres français. Un bon médecin en faisait autant à l'extrémité de la ville. »

M. Lebay ne savait où porter ses pas. Il se décida pour la basse Saxe; et comme il ne pouvait compter sur des leçons pour assurer son existence, il se fit colporteur de rubans sur le conseil qui lui en fut donné par un Chartreux qui s'était intéressé à lui. Il acheta donc, avec ce qui lui restait d'argent des économies faites à Bamberg, une pacotille de rubans. L'événement donna raison à ses prévisions. Il se défit avantageusement en route de sa marchandise, notamment à Vittemberg, à Leipsick, à Nordhausen, renouvela même ses provisions, et, voyageant ainsi de village en village, se présentant dans les maisons qui avaient quelque apparence, il finit par se faire un petit pécule. Les affaires publiques prenant meilleure tournure, il crut pouvoir retourner à son ancienne résidence, auprès de Bamberg, où il reçut l'accueil le plus cordial de la part de tous, petits et grands. Il reprit ses fonctions de professeur et passa ainsi dans la paix les dernières années de l'exil.

Quand M. Lebay apprit la publication du Concordat, il crut devoir se rapprocher de la France, et entra en Westphalie, où il tenait à revoir et à remercier les bons habitants de Somerghem qui lui avaient autrefois témoigné tant d'estime et de sympathie. Ce devoir de reconnaissance accompli, il se hâta de gagner les frontières françaises. Il entra en Normandie par Maubeuge, Valenciennes, Douai, Arras, Amiens et Aumale. Le voici à Neufchâtel-en-Bray. Plus il s'approche de ses foyers, plus la défiance le gagne. Quelques mésaventures survenues pendant ce voyage de rentrée lui font redouter ses compatriotes. Les esprits n'étaient pas également bien disposés en faveur des émigrés qu'on avait tant calomniés. Il est triste de voir ce pauvre prêtre, revoyant après onze ans la terre natale, avouer qu'il ne rencontra à son retour que des visages indifférents ou hostiles. Il se dirige vers Rouen, suivant la grande route sans s'écarter ni à droite ni à gauche. Il

arrive dans l'un des faubourgs et y passe la nuit. M. Lebay exagérât sans doute les précautions. « Le lendemain, dit-il, j'allais bien doucement m'occupant des moyens que je prendrais pour n'être pas arrêté à la porte, car je n'ai rien plus appréhendé dans l'émigration que d'être conduit à la grand'garde. J'accostai une bonne laitière, je la priai de mettre dans ses paniers mon petit bagage, puis, affectant l'air d'un commis de bureau qui venait de bon matin de tournée, je me trouvai dans la ville. C'était le 14^e jour de juillet. On y faisait la fédération comme on la faisait onze ans auparavant. »

M. Lebay fut saisi d'une profonde tristesse, en rentrant en France, à la vue des ruines matérielles et morales que la Révolution avait accumulées sur notre malheureux pays. Ses illusions s'évanouirent en Normandie. Les amis qu'il avait connus autrefois et desquels il espérait au moins quelques marques de sympathie, lui faisaient le plus glacial accueil. Le pays lui-même était appauvri, dévasté, méconnaissable. Il s'en exprime avec autant de douleur que de sincérité. « Le peuple, dit-il, sortait à peine de l'état de léthargie où la guerre et les misères l'avaient réduit; le morne silence de la tristesse était encore peint sur tous les visages. On rencontrait rarement une personne qui vous parlât ouvertement, et je n'avais pas fait deux lieues dans ce pays, que je regrettais amèrement d'avoir abandonné ma retraite. »

Au souvenir des bons cœurs qu'il avait rencontrés dans l'exil, sa plume, en cet endroit de ses *Mémoires*, trahit son émotion. « Je n'oublierai jamais, s'écrie-t-il, le bon accueil et la bienfaisance de mes braves hôtes. Je ne désire encore tous les jours que de trouver l'occasion de leur témoigner ma reconnaissance; et si je ne puis remercier de vive voix toutes les personnes qui m'ont rendu si obligeamment tant de services, je ne forme qu'un vœu par rapport à tous, c'est que la divine Providence se charge elle-même de récompenser tous leurs bienfaits... »

Le contraste était grand avec la conduite de ses compatriotes qui s'écartaient de lui comme d'un pestiféré et lui refusaient même la plus banale hospitalité. « Je m'étais aperçu, dit-il, à mon entrée en France, que j'étais revenu trop tôt. Je n'en fus jamais plus convaincu qu'en entrant dans Veules. Les habitants étaient comme des dévoyés contre les prêtres déportés. »

Il n'y a qu'une explication à donner de ce fait étrange et presque

incroyable. La Révolution n'avait cessé de poursuivre de ses calomnies pendant onze ans les pauvres prêtres exilés. Elle leur faisait un crime de leur émigration, et c'était elle qui les avait condamnés par les décrets les plus rigoureux, dix fois renouvelés, au bannissement, à la déportation, et dans le cas où ils rentre-raient, à la mort. Les prêtres insermentés qui n'avaient pas voulu obéir aux décrets de proscription et qui s'étaient obstinés à rester en France avaient été traqués comme des bêtes fauves et envoyés à l'échafaud. On ne peut imaginer une tyrannie plus odieuse. C'était un crime de rester, un crime de partir. Les prêtres dépor-tés, confondus bien à tort dans l'opinion publique avec certains émigrés, avaient été rendus responsables de tous les maux. C'était là le fruit des mensonges répandus par tous les moyens, jusqu'au fond des campagnes, par les hommes de sang qui avaient opprimé et perverti la France. Les pauvres prêtres, à leur retour dans le pays, subirent, en certains endroits, le contre-coup de cette exalta-tion et de cette perversion de l'esprit public.

Toutefois il ne faudrait pas généraliser l'opinion exprimée par M. Lebay, mais y voir seulement une impression personnelle et limitée au pays qu'il désigne. La vérité historique nous paraît exiger impérieusement cette réserve.

M. Lebay, outre que son caractère le disposait à voir souvent les choses en noir, avait des raisons particulières de se plaindre de l'accueil qu'on lui avait fait à Veules. Son père était mort pendant la Révolution, et on s'était passé de lui pour régler les affaires de famille. Pauvre il était rentré, pauvre il resta. Quoi qu'il en soit, il se rendit à Rouen pour solliciter de l'administration diocésaine un emploi.

M. Lebay fut nommé successivement vicaire de Veules en 1803, desservant de Queutteville-Manneville en 1807, puis curé de Craville-le-Roquefort, et enfin, le 6 mars 1814, curé de Veules où il mourut en 1834, estimé et béni de ses paroissiens qui gardent encore aujourd'hui sa mémoire en vénération.

IV

Nous publions ici la liste des prêtres du diocèse de Rouen qui choisirent l'Angleterre pour lieu d'exil. Cette liste est nécessairement incomplète, car bien des prêtres partirent isolément et ne

laissèrent aucune trace de leur séjour sur la terre étrangère. Nous avons recueilli tous les noms qu'il nous a été possible de trouver au cours de nos longues recherches (1). L'avenir complètera sans doute les lacunes inévitables d'une pareille nomenclature. On trouvera plus loin les prêtres exilés à Munster.

Alix (Athanase-Adrien), curé de Saint-Laurent-d'Envermeu depuis 1784, s'exila en Angleterre, devint, après le Concordat, curé de Longueville, où il est mort le 4 décembre 1811.

Ambourg (Jean-Claude-Mathias), vicaire de Canouville en 1790, s'exila en Angleterre, revint en France le 10 mai 1802, fut nommé curé d'Ypreville, puis se démit et mourut en 1849, âgé de 83 ans.

Anfray (Guillaume), prêtre habitué au Havre, l'un des principaux bienfaiteurs de la maison de la Miséricorde, avant la Révolution, s'exila en Angleterre, il y composa *les feuilles ciriques*, ou Galerie havraise, en l'honneur de ses concitoyens du Havre qui avaient marqué dans la cité par leurs œuvres et leurs services, il revint en France le 1^{er} juillet 1802 et se retira à Ingouville où il mourut le 16 septembre 1807 à l'âge de 78 ans.

M. Lecomte lui a consacré une notice dans *Les églises du Havre*, p. 142 et 143.

Aroux (Jean), curé de Sainte-Croix-des-Pelletiers de Rouen depuis 1769, s'exila en Angleterre, fut compris dans le décret d'amnistie du 8 juillet 1803.

Arson (Jean-Baptiste-Valentin), vicaire de Claville-Motteville en 1785, s'exila en Angleterre, devint, après le Concordat, curé de Cideville, où il mourut en 1826, âgé de 67 ans.

Auvray (Jacques-Vincent), vicaire de Hautot-sur-Dieppe, s'exila à Winchester puis à Lulwoth (Angleterre) où il se fit trapiste. Il mourut le 14 décembre 1796.

Auvray (Jacques), vicaire d'Auzebosc, s'exila en Angleterre, où il mourut le 8 mars 1804, âgé de 73 ans.

Avenel (François), curé de Saint-Nicolas-de-Fécamp avant la Révolution, s'exila en Angleterre, revint à Fécamp en 1802.

Bachelay (Marin-Nicolas-François), prêtre approuvé au Havre

(1) Voir pour les prêtres morts en Angleterre la collection des *Ordo catholiques* The Laity's directory for the church service, de 1793 à 1840.

depuis 1779, s'exila en Angleterre, à Guelfort, revint au Hâvre où il mourut en avril 1824, âgé de 70 ans.

Balesdent (Jean-Alexis de), curé de Saint-Eloy-de-Fourques depuis 1769, s'exila en Angleterre, où il mourut, à Londres, en 1799.

Bastille (Jacques-Augustin), curé de Bolleville-en-Caux depuis 1760, s'exila en Angleterre, où il mourut, à Farnham, le 7 mai 1797.

Baroche (Jean-Alexandre), chanoine de Rouen en 1788, s'exila en Angleterre, fit partie, après le Concordat, du nouveau chapitre avec le titre de grand chantre. Il est mort à Rouen le 24 juillet 1847, âgé de 96 ans.

Baudoin (Thomas), curé de L'Aunay-sur-Duclair, s'exila en Angleterre, où il mourut le 15 mars 1807.

Baurin (Nicolas), curé du Bois-Hulin avant la Révolution, s'exila en Angleterre, et y est mort en 1803, âgé de 73 ans.

Béguin (Claude-Alexandre), curé de Montreuil en 1789, s'exila en Angleterre, fut compris dans le décret d'amnistie du 8 juillet 1803.

De Quiefdeville de Belmeuil (Charles-Adrien), chanoine de Rouen depuis 1761, administrateur de l'Hôtel-Dieu, s'exila en Angleterre, fut nommé, après le Concordat, membre du nouveau chapitre. Il mourut à Rouen, le 11 mars 1822, âgé de 88 ans.

Bénard (Romain), curé d'Offranville en 1766, exilé en Angleterre. Revint en France et reprit en 1806 sa cure d'Offranville où il est mort le 27 juillet 1811.

Bénard (Armand), vicaire de Grainville-sur-Fleury, avant la Révolution, s'exila en Angleterre, où il se fixa. Il est mort à Witham place en 1826.

Bérard (Pierre-Etienne), curé de Saint-Etienne-des-Tonnelliers de Rouen depuis 1766, s'exila en Angleterre, et devint habitué d'honneur de la cathédrale. Il mourut à Rouen le 23 décembre 1817.

Bertrand (Nicolas-Louis), prêtre approuvé à Saint-Elloi de Rouen depuis 1773, s'exila en Angleterre, revint en France le 26 mai 1802.

Bertrand (François), prêtre approuvé à Saint-Sauveur de Rouen avant la Révolution, s'exila en Angleterre, revint en

France le 26 mai 1802, fut prêtre habitué à Saint-Patrice de Rouen et y mourut le 26 décembre 1846.

Beuzelin (Jean-Clément), prêtre approuvé au Havre depuis 1786, s'exila en Angleterre où il mourut, à Guelford, le 26 mars 1793.

Bignon (Richard-François), prêtre à Rouen, s'exila en Angleterre, où il est mort en 1800.

Biville (Martin), curé de Beuzeville-le-Giffard depuis 1778, s'exila en Angleterre, où il mourut, à Londres, en 1799.

Blanquet (Pierre-Jacques), curé de Saint-Maclou de Rouen depuis 1781, s'exila en Angleterre, et reprit possession de sa cure après le Concordat; il donna sa démission en 1807 et fut nommé chanoine titulaire. Il mourut le 25 décembre de la même année.

Blondel (Guillaume), curé de Tourville-sur-Fécamp en 1787, s'exila en Angleterre, et se retira à Fécamp, où il mourut le 5 janvier 1816.

Bloquet (Pierre-François-Dominique), prêtre approuvé à Yvetot en 1785, s'exila en Angleterre.

Bloquet (Nicolas), vicaire de Saint-Jacques d'Aliermont depuis 1780, s'exila en Angleterre, se retira à Grancourt après le Concordat, et mourut en 1823, âgé de 67 ans.

Bloquet (Jean-Baptiste-Antoine), curé de Sainte-Marguerite-sur-Fauville en 1789, s'exila en Angleterre et devint, après le Concordat, curé de Théroudeville où il mourut en 1837, âgé de 81 ans.

Bobée (Guillaume), curé de Hiébleron avant la Révolution, s'exila en Angleterre, où il est mort en 1801, à l'âge de 72 ans.

Bouic (Jacques-Robert), curé de Beuzeville en 1786, s'exila en Angleterre, puis en Allemagne, devint curé de Hautot-Saint-Sulpice, où il mourut en 1839, âgé de 81 ans.

A laissé des notes sur son exil analysées par M. Simon, curé-doyen de Doudeville, dans son histoire du doyenné de Doudeville, T. II, p. 546 et suivantes.

Bouillye (Pierre-Louis), curé de Belleville depuis 1773, s'exila en Angleterre, et fut compris dans le décret d'amnistie du 25 juin 1803.

Bourgeaux (Jean-Charles-Michel), directeur des Carmélites de Rouen, s'exila en Angleterre, où il est mort le 18 juin 1817, à l'âge de 57 ans.

Bourgeois (Jacques-Isidore-Polycarpe), curé de Gonfreville-l'Orcher depuis 1788, s'exila en Angleterre, et revint en France le 5 mai 1812.

Bourienne (Jean-Baptiste), prêtre habitué à Cany en 1788, s'exila en Angleterre, et devint, après le Concordat, chapelain de Cany et vicaire desservant de Barville. Il est mort le 24 juillet 1806.

Boyard (Guillaume), vicaire de Butot avant la Révolution, s'exila en Angleterre, et y est mort en 1802, âgé de 73 ans.

Bradechal (Nicolas-Pierre), prêtre approuvé à Sainte-Marguerite-sur-Fauville en 1790, s'exila en Angleterre puis à Ostende, devint, après le Concordat, curé de Normanville où il mourut le 7 octobre 1808.

De la Brèque (Pierre), curé de Saint-Sylvain avant la Révolution, s'exila en Angleterre, et y est mort en 1801, à l'âge de 90 ans.

Bridelle (Pierre-Charles-Honoré), docteur de Sorbonne, chanoine de Rouen, administrateur de l'Hôtel-Dieu, archidiacre d'Eu, vicaire général et official, avant la Révolution, s'exila en Angleterre, n'est pas revenu dans le diocèse.

Bringault (Athanase), curé de Guitrancourt près de Mantes (alors du diocèse de Rouen), s'exila en Angleterre, où il est mort en 1801, âgé de 63 ans.

Brissard (Jean-Baptiste), vicaire à Rouen, s'exila en Angleterre, où il est mort en 1799.

Brouaise (Jean-François), prêtre approuvé au Havre en 1790, s'exila en Angleterre, revint au Havre où il mourut comme prêtre habitué, le 2 novembre 1825, âgé de 81 ans.

Bruno (Michel-Mathurin), curé de Neuville-le-Pollet depuis 1751, s'exila en Angleterre, reprit, après le Concordat, sa cure du Pollet dont il se démit bientôt, à cause de son grand âge. Il mourut en avril 1808.

Il était un des correspondants du cardinal de la Rochefoucauld.

De la Bruyère (Louis), chanoine de Rouen depuis 1766, s'exila en Angleterre, revint à Rouen en 1802.

Bruzant (Girard-Denis), vicaire du Havre en 1763, s'exila en Angleterre où il mourut, à Winchester, le 2 octobre 1800, âgé de 68 ans.

Cacherat (Marin-Michel-Antoine), prêtre approuvé à Caudebec-en-Caux depuis 1775, s'exila en Angleterre, revint en France le 2 juin 1802, et se fixa comme prêtre habitué à Caudebec, où il mourut en novembre 1810.

Calais (Louis-Alexis), vicaire de Hugleville-sur-Seine depuis 1778, s'exila en Angleterre, devint, après le Concordat, curé de Hugleville, où il mourut en 1832, âgé de 78 ans.

Carlu (Jean-Félix), prêtre du diocèse, s'exila en Angleterre, et est mort à Somers-Town, le 11 mai 1829, à 70 ans.

Cauchard (Antoine), curé d'Equimbosc en 1761, s'exila en Angleterre.

Caumont (Antoine), curé de Grand-Couronne depuis 1760, s'exila en Angleterre, où il mourut, à Londres, le 26 octobre 1796.

Cavon (Nicolas), prêtre habitué à Criel depuis 1775, s'exila en Angleterre, fut compris dans le décret d'amnésie du 24 août 1803.

Chalot (Antoine-Louis-Nicolas), prêtre habitué à Saint-Rémi de Dieppe en 1785, s'exila en Angleterre, revint dans la paroisse Saint-Rémi comme prêtre habitué, et y mourut en 1824, âgé de 73 ans.

Chatel (Pierre-Jacques), curé de Belleville depuis 1782, s'exila en Angleterre, où il mourut, en 1799.

Chefdeville (Pierre-Antoine), vicaire de Saint-Laurent de Rouen avant la Révolution, s'exila en Angleterre, fut nommé, après le Concordat, vicaire de Saint-Patrice de Rouen, puis, en 1806, curé de Saint-Godard de Rouen, puis chanoine honoraire. Il célébra son jubilé sacerdotal en 1836, et mourut le 20 mai 1838.

Clément (F.-R.), prêtre, s'exila en Angleterre, et mourut à Londres, le 27 février 1827, âgé de 66 ans.

Cliquot (Pierre-Joseph), curé de Vénestanville, s'exila en Angleterre, et y est mort en 1803.

Cochon (Nicolas), vicaire de Beaunay depuis 1781, s'exila en Angleterre, et devint, après le Concordat, curé de Beaunay, où il est mort le 1^{er} juillet 1809.

Coipel (Jean), curé de Manneville, s'exila en Angleterre, où il est mort le 20 décembre 1806.

Collos, curé de Saint-Etienne-du-Rouvray avant la Révolution, s'exila en Angleterre, et y est mort en 1801, âgé de 66 ans.

Corvée (Claude-Michel), vicaire de Sahurs en 1784, s'exila en Angleterre, et devint plus tard, curé de Longueville, où il mourut en 1831, âgé de 70 ans.

Cotibert (Guillaume-Joseph), curé de Hattenville en 1763, s'exila à Ostende.

D'Oilliamson de Courey (Thomas-Hardouin), archidiacre du Vexin normand, vicaire général avant la Révolution, s'exila en Angleterre, où l'on croit qu'il se fixa.

Cramoisan (Jean-Baptiste-Laurent), prêtre approuvé au Havre depuis 1781, rétracta son serment, s'exila en Angleterre, revint après la Révolution au Havre, où il mourut le 1^{er} août 1819, âgé de 65 ans.

Crespin (Nicolas), prédicateur du roi, chanoine de Rouen en 1786, s'exila en Angleterre, fit partie, après le Concordat, du nouveau chapitre, et mourut à Rouen, le 11 février 1812, âgé de 85 ans.

Crevel (Jacques), commis de la bibliothèque du chapitre avant la Révolution, s'exila en Angleterre, et devint chanoine honoraire, curé de Saint-Romain de Rouen, où il est mort en 1835, âgé de 83 ans.

Dalican (Nicolas-François), curé de Saint-Valery-en-Caux, s'exila en Angleterre, où il mourut le 20 décembre 1796.

Daniel (Marie-Charles-Antoine), curé de Saint-Barthélemy depuis 1776, s'exila en Angleterre, revint en France le 13 mars 1802.

Daon (Etienne-Eustache), prêtre habitué à Saint-Maclou de Rouen avant la Révolution, s'exila en Angleterre, fut compris dans le décret d'amnistie du 5 juin 1803.

David (Jean-Etienne), prêtre habitué à Saint-Vincent de Rouen avant la Révolution, s'exila en Angleterre, et devint curé de Lillebonne, puis de Saint-Vincent de Rouen où il mourut en 1841, âgé de 77 ans.

Davranches (Claude-Antoine-Charles), vicaire de Buchy en 1789, s'exila en Angleterre, revint prêtre habitué à Neufchâtel où il mourut en novembre 1813.

Debonne (Jean-Louis-Laurent), vicaire de Cressy en 1788,

s'exila en Angleterre, et devint, après le Concordat, curé de Cressy où il mourut en 1837, âgé de 74 ans.

Delabarre (François), curé de Saint-Cande-le-Jeune de Rouen, depuis 1783, s'exila en Angleterre, et devint, après le Concordat, habitué d'honneur de la cathédrale. Il mourut le 10 avril 1808.

Delafosse (Charles-Marcel), prêtre approuvé à Saint-Jacques de Dieppe en 1788, s'exila en Angleterre, puis en Allemagne, devint en 1809 curé de Doudeville où il mourut le 9 décembre 1840, à 78 ans.

Delafosse (Jacques), prêtre de Rouen, s'exila en Angleterre, où il devint chapelain de lady Arundel et directeur des Carmélites. Il mourut en Angleterre le 28 novembre 1817, à 69 ans.

Delahaye (Guillaume), curé de Belbeuf depuis 1764, s'exila en Angleterre où il mourut en 1798.

Delaporte (Antoine-Jean-Baptiste), vicaire de Gonneville depuis 1780, s'exila en Angleterre, et devint, après le Concordat, curé d'Imbleville, où il mourut le 10 juin 1818.

Delestre (Jacques-Nicolas-Victor), curé d'Elcourt en 1789, s'exila en Angleterre, fut nommé, après le Concordat, curé d'Illois, où il mourut le 21 octobre 1806.

Deschamps (Jacques-Charles), vicaire de Sasseville en 1789, s'exila en Angleterre, et devint, après le Concordat, curé de Grainville-la-Teinturière, où il mourut en 1828, âgé de 73 ans.

Deschamps (Jacques-Etienne), vicaire de la Cerlangue en 1788, s'exila en Angleterre, revint dans le diocèse où il mourut en 1819, âgé de 55 ans.

Deschamps (Pierre-Joseph), curé de Saint-Martin-du-Pont de Rouen depuis 1774, s'exila en Angleterre, et revint en France à Fécamp en 1802. Mort le 14 janvier 1806.

Désillons (Michel), curé de Bretteville depuis 1762, s'exila en Angleterre, et reprit, après le Concordat, possession de sa cure, et y mourut le 18 mai 1806.

Cognasse-Desjardins (Nicolas-Louis-Edmond), curé d'Yvetot en 1780, s'exila en Angleterre et devint, après le Concordat, curé de Saint-Michel-d'Ingouville (Hâvre) où il mourut en 1836.

Desmarques (Pierre-François), vicaire de Crespeville en 1789,

s'exila en Angleterre, et devint, après le Concordat, curé de Longueville. Il se démit de sa cure, et mourut en 1846, âgé de 83 ans.

Dieullois (Ezéchiel-Joseph), curé de Saint-Martin-de-Canville depuis 1774, s'exila en Angleterre, et devint, après le Concordat, curé d'Hattenville, où il mourut le 27 avril 1811.

Dillard (Jean-Louis-Thomas), prêtre approuvé à Yvetot en 1790, s'exila en Angleterre.

Domienecourt (Louis-Alexandre), curé de Tourville-sur-Arques avant la Révolution, s'exila en Angleterre, et y est mort en 1802, âgé de 66 ans.

Doré (Nicolas), vicaire d'Imbleville depuis 1782, s'exila en Angleterre, et devint curé du Mesnil-Rury, où il mourut en 1830, âgé de 75 ans.

Doutté (Louis-Jean-Baptiste), vicaire de Saint-Maclou de Rouen avant la Révolution, l'un des rédacteurs du cahier du clergé de Rouen de 1789, s'exila en Angleterre, et revint, après le Concordat, à Rouen, comme prêtre habitué à Saint-Maclou. Il y mourut entouré de la vénération publique en 1832, âgé de 85 ans.

Dubosc (Jean-Baptiste), vicaire à Bellefosse en 1784, s'exila en Angleterre, et devint, après le Concordat, curé de Fultot, où il mourut en 1823, âgé de 61 ans.

Dubosc (Jean-Baptiste), professeur émérite de l'Université de Paris, chanoine de Rouen depuis 1781, membre de l'Académie de cette ville, s'exila en Angleterre, fut nommé, après le Concordat, chanoine honoraire, et mourut, à Rouen, le 4 février 1818, âgé de 85 ans.

Dubuc (Guillaume-Michel), vicaire de Saint-Ouen-aux-Champs en 1784, s'exila en Angleterre, devint plus tard chapelain de l'hospice de Caudebec, où il mourut en 1833, âgé de 78 ans.

Duhamel (Jean), curé de Saint-Vigor de Rouen depuis 1778, s'exila en Angleterre où il mourut à Londres en 1799.

Dumont (Claude), curé de Doudeville depuis 1771, s'exila en Belgique, revint en France en 1802.

Dutot (Jean), chapelain à Blosseville (doyenné de Canville) en 1753, s'exila en Angleterre, où il mourut en 1799.

Duval (Pierre), prêtre du diocèse, s'exila en Angleterre, et y est mort à Burton-Park, le 15 juin 1833, âgé de 69 ans.

Evrard (Robert), curé de Varneville depuis 1783, s'exila en Angleterre, se retira à Gonneville, et mourut en 1819, âgé de 70 ans.

Patras (Jacques), curé de Boville depuis 1774, s'exila en Angleterre, amnistié le 24 mars 1803.

Fécamp (Nicolas-Noël), curé de Saint-Honoré depuis 1767, s'exila en Angleterre où il mourut en 1799.

Ferrand (Nicolas), curé de Goupillières depuis 1787, s'exila en Angleterre, revint en France le 14 juin 1802, fut nommé curé de Pavilly où il mourut en 1819, âgé de 75 ans.

Fessard (Jean), vicaire de Motteville depuis 1780, s'exila en Angleterre, et revint à Auzebosc, compris dans le décret d'amnistie du 2 juin 1803.

Fillaistre (Joseph-Aubin), curé d'Etoutteville en 1785, s'exila en Angleterre, puis revint curé de la même paroisse où il mourut en 1823, âgé de 72 ans.

Frébourg (Joseph-Maclou), vicaire de Gruchet-la-Valasse depuis 1779, s'exila en Angleterre et devint, après le Concordat, curé de la Remuée où il est mort le 16 septembre 1816.

Fromentin (Toussaint-Alphonse), prêtre approuvé à Saint-Jacques de Dieppe, s'exila en Angleterre et mourut à Brigg-Lincolns en 1810.

Gairin (Remy-Nicolas), vicaire de Neuville-le-Pollet en 1785, s'exila en Angleterre, et devint, après le Concordat, curé de Neuville-le-Pollet où il mourut le 6 octobre 1815.

Galliot (Jacques-François), prêtre habitué à Neuville-le-Pollet en 1786, s'exila en Angleterre, devint en 1815 curé de Neuville-le-Pollet et y mourut en 1830, âgé de 69 ans.

Générat (Pierre), curé de Sainte-Marie-des-Champs en 1757, s'exila en Angleterre.

Godebont (Michel), vicaire de Croixmare depuis 1776, s'exila en Angleterre.

Godquin (Jean-François-Nicolas), curé dans le diocèse, s'exila en Angleterre, où il est mort le 28 mai 1818, à l'âge de 72 ans.

Gondré (Jean-Nicolas), prêtre approuvé à Envermeu depuis 1780, s'exila en Angleterre, y demeura et y mourut en 1827.

Gossier (Joseph-François), sous-vicaire de Saint-Jacques de Dieppe en 1790, s'exila en Angleterre, et devint, après son retour en France, membre de l'académie de Rouen, chanoine honoraire. Ce prêtre savant et distingué a fait bénir sa mémoire par d'importantes fondations. On lui doit plusieurs écrits estimés. Il est mort à Rouen en 1840, âgé de 75 ans. L'académie conserve son souvenir et son portrait avec honneur. M. Cochet lui a consacré une notice dans sa *Galerie Dieppoise*.

Gouellain (Pierre-Simon), vicaire de Bois-l'Evêque depuis 1783, s'exila en Angleterre, devint, après le Concordat, curé de Grand-Quevilly où il mourut en 1826, âgé de 70 ans.

De Goyon (Louis), grand archidiaire, vicaire général de M^{sr} le cardinal de la Rochefoucauld, abbé commendataire de Saint-Victor-en-Caux avant la Révolution, s'exila en Angleterre, il revint à Rouen et mourut au château de Maulevrier dans les premières années de ce siècle.

Gressent (Jean-Joseph), curé de Neufchâtel (paroisse Saint-Pierre) depuis 1780, s'exila en Anglerre, et fut nommé, après le Concordat, curé de Neufchâtel, puis chanoine honoraire. Il mourut dans sa paroisse en 1849, âgé de 94 ans.

Grésil (Pierre-Jean-Baptiste), curé de Boisse (1^{re} portion), en 1790, s'exila en Angleterre, et fut nommé, après le Concordat, curé de Canteleu, puis en 1822 curé de Saint-Maclou de Rouen, chanoine honoraire, chevalier de la légion d'honneur. Il est mort dans sa cure en 1846, âgé de 89 ans.

Guérin (Nicolas), ancien curé de Grandcourt, s'exila en Angleterre, où il mourut en 1799.

Guignery (Jean-Jacques-Antoine), vicaire de Saint-Romain-de-Colbosc en 1788, s'exila en Angleterre, revint, après le Concordat, curé de Cliponville où il mourut en 1836, âgé de 85 ans.

Gy (Nicolas-Joseph), vicaire de Sainte-Foy depuis 1786, s'exila en Angleterre, où il est mort en 1800.

Hacquet (Charles-François), curé de Saint-Paër (1^{re} portion) depuis 1788, s'exila en Angleterre, et fut remis, après le Concor-

dat, en possession de la cure de Saint-Paër, où il mourut en 1823 âgé de 63 ans.

Hacquet (François), curé de la Chapelle-Bénouville depuis 1781, s'exila en Angleterre, et devint, après le Concordat, curé de Saint-Pierre-Bénouville où il mourut le 4 mars 1815.

Hamel (Louis), prêtre à Rouen, s'exila en Angleterre, où il est mort le 17 décembre 1814.

Hardy (François-Julien), curé d'Angreville depuis 1786 s'exila en Angleterre où il fut précepteur des enfants de l'Ambassadeur de Venise, devint, après le Concordat, curé de Wanchy où il mourut en 1813, âgé de 82 ans.

Hardy (Michel-Guillaume-Louis), prêtre approuvé à Saint-Nicaise de Rouen depuis 1783, s'exila en Angleterre, et devint, après le Concordat, curé du Mont-Saint-Aignan, où il mourut en 1830, âgé de 72 ans.

Hauchecorne (Nicolas), curé d'Auffay depuis 1780 après avoir été chanoine de la Collégiale de Charles-Mesnil, s'exila en Angleterre. Il reprit sa cure, après le Concordat, et mourut à Auffay en 1838, âgé de 94 ans.

Hauguel (Louis-François), vicaire de Saint-Nicolas de Rouen depuis 1776, s'exila en Angleterre où il mourut à Winchester.

Haucourt (Jacques), curé de Saint-Germain depuis 1787, s'exila en Angleterre, et devint, après le Concordat, curé de Criel où il mourut en 1826, âgé de 82 ans.

Hédin (Jean-François), curé-doyen dans le diocèse, s'exila en Angleterre, où il est mort le 5 mars 1816, âgé de 86 ans.

Henry (Jean-Nicolas), curé de la Folletière depuis 1786 s'exila en Angleterre, et revint en France le 20 mai 1802, mourut en 1821, âgé de 82 ans.

Heude (Michel-Nicolas-Patrice), curé de Saint-Patrice de Rouen depuis 1783, s'exila en Angleterre où il marqua parmi les prêtres français par son savoir et son éloquence, reprit possession de sa cure, après le Concordat. Il fut contraint de se démettre de sa cure en 1808 après un prône où il faisait allusion aux malheurs de la Révolution et qui fut dénoncé au ministre de la Police. Il fut nommé chanoine honoraire et mourut à Rouen en 1838, âgé

de 86 ans. C'était un prédicateur, un bibliophile et un collectionneur renommé.

Herbot, prêtre du diocèse, s'exila en Angleterre, et y est mort le 3 juin 1829, âgé de 70 ans.

Hérisson (Pierre-Charles), prêtre du diocèse, s'exila en Angleterre, et y est mort le 26 novembre 1829, à l'âge de 72 ans.

Heurtault (André-Nicole), prêtre à Rouen, s'exila en Angleterre, où il mourut le 20 mai 1797.

Hue (Michel-Etienne), vicaire de Saint-Laurent-en-Caux, en 1785, s'exila en Angleterre, compris dans le décret d'amnistie du 3 avril 1863, mourut en 1819, âgé de 62 ans.

Jamard (Thomas), curé de Rocquefort en 1761 savant mathématicien, s'exila en Angleterre, revint à Rouen où il était membre d'Académie, et y mourut en 1822, âgé de 78 ans.

Lainé (Jean-Baptiste), curé de Saint-Fromond-de-Fécamp avant la Révolution, s'exila en Angleterre, et revint à Fécamp en 1802.

Lambert (Jean-Nicolas), curé de Bolbec en 1782, s'exila en Angleterre, et y mourut le 10 juillet 1821, âgé de 73 ans.

Langlois de Raffetot (Guillaume-Alexandre-Jacques), prêtre du diocèse, s'exila en Angleterre, où il est mort en 1797.

Langrenay (Charles-Adrien), prêtre dans le diocèse, s'exila en Angleterre, où il est mort le 3 avril 1819, à 55 ans.

Laurent (Charles-Pierre), vicaire de Notre-Dame-de-Franqueville en 1785, s'exila en Angleterre, et fut compris dans le décret d'amnistie du 3 avril 1803, retiré à Frichemesnil.

Laurent (Charles), prêtre habitué à Saint-Maclou de Rouen avant la Révolution, s'exila en Angleterre et fut nommé, après le Concordat, curé de Grand-Couronne où il est mort le 26 août 1815.

Leberquier (Louis-Alexis), curé de Raffetot depuis 1770, s'exila en Angleterre, et reprit, après le Concordat, possession de sa cure où il mourut le 19 janvier 1817.

Leblanc (Alexandre-Bernard), curé de Saint-Nicolas-de-Veules depuis 1777, s'exila en Angleterre, devint, après le Concordat, curé de Veules où il mourut le 2 décembre 1818.

Leboucher (Guillaume), curé du Bocasse en 1784, s'exila en Angleterre, fut compris dans le décret d'amnistie du 3 avril 1803, mourut en 1819, âgé de 84 ans.

Lecerf (Pierre-Jacques-Maximilien), vicaire de Saint-Héliér en 1790, s'exila en Angleterre, fut compris dans le décret d'amnistie du 3 avril 1803.

Le Chandelier (Jean-Baptiste), curé de Gerponville, s'exila en Angleterre où il mourut le 30 septembre 1797.

Le Chevalier (Gabriel), prêtre du diocèse, s'exila en Angleterre, où il est mort à Bath, le 2 octobre 1832.

Leclerc (Pierre-Guillaume-Nicolas), vicaire de Critot en 1787, s'exila en Angleterre, devint plus tard curé de la ville d'Eu où il mourut en 1840, âgé de 83 ans.

Leclerc (Adrien-Jean-Paul-Germain), curé de Bénésville depuis 1784, s'exila en Angleterre, compris dans le décret d'amnistie du 3 avril 1803.

Leclerc (Pierre-François-Toussaint), curé de Longuerue depuis 1775, s'exila en Angleterre, et reprit, après le Concordat, possession de sa cure où il mourut en 1824, âgé de 84 ans.

Leclerc (Michel-Ambroise), vicaire d'Anneville en 1788, s'exila en Angleterre, et devint, après le Concordat, curé de Sainte-Marguerite-sur-Duclair, où il mourut le 1^{er} octobre 1812.

Le Cointe (Bertrand-Gilles-Joseph), prêtre de Rouen, s'exila en Angleterre, où il est mort en avril 1816, à l'âge de 55 ans.

Lécoufflet, vicaire dans le diocèse, s'exila en Angleterre, où il mourut, à Londres, en mars 1824, âgé de 73 ans.

Lefebvre (Etienne), curé de Fongueusemare depuis 1776, s'exila en Angleterre, et revint en France en 1802, à Fécamp.

Lefebvre (Charles), curé d'Auzonville-sur-Fôville, s'exila en Angleterre en 1787 où il demeura; mort à Londres en 1828.

Lefèvre (Louis-Hilaire-Marie), curé d'Assigny depuis 1778, s'exila en Angleterre, devint, après le Concordat, curé de Berneval où il mourut en 1824, âgé de 78 ans.

Legendre (Louis-Clément), curé d'Ecos, s'exila en Angleterre, et y mourut en 1803, âgé de 73 ans.

Leleu (Pierre-Guillaume-Adrien), curé de Grugny depuis 1769,

s'exila en Angleterre, devint, après le Concordat, curé de Friche-mesnil, où il mourut le 20 novembre 1818.

Lemarsis (Pierre-Thomas), prêtre approuvé au Havre en 1800, s'exila en Angleterre, revint après le Concordat au Havre où il fut vicaire de Saint-François de 1802 à 1814. Il y mourut le 19 août 1814, laissant une mémoire des plus vénérées.

M. Lecomte lui a consacré une notice dans les *Eglises du Havre*, p. 236 et suiv.

Lemétais (Jean), prêtre à Rouen, s'exila en Angleterre, où il est mort en 1816, âgé de 57 ans.

Lemire (Adrien-Robert), curé de Ganzville depuis 1769, s'exila en Angleterre, et devint, après le Concordat, prêtre habitué à Fécamp où il mourut le 22 septembre 1811.

Lemoine (Pierre), curé d'Aubermesnil depuis 1767, s'exila en Angleterre, compris dans le décret d'amnistie du 3 avril 1803.

Lendormy (François), curé de Frettemences depuis 1782, s'exila en Angleterre, devint, après le Concordat, curé d'Yerville où il est mort en 1829, âgé de 84 ans.

Lenoir (René), curé du Mesnil-sous-Lillebonne depuis 1784, s'exila en Angleterre où il mourut, à Londres, en 1797.

Lepelletier (Jean-Pierre-François), curé de Lanquetot en 1785, s'exila en Angleterre.

Lepicard (Augustin-Nicolas), supérieur du séminaire de Joyeuse avant la Révolution, s'exila en Angleterre, revint en France le 18 mai 1802.

Lerneront (Guillaume-Michel), curé de Saint-Paul de Rouen depuis 1784, s'exila en Angleterre, où il est mort le 13 décembre 1815, âgé de 77 ans.

Leroy (Jean-Baptiste), curé de Croixmare depuis 1780, s'exila en Angleterre, et devint, après le Concordat, prêtre habitué à Saint-Ouen-de-Rouen, où il mourut le 22 mai 1810, à l'âge de 76 ans.

Leroy (Pierre-Guillaume), vicaire de Braquemont depuis 1782, s'exila en Angleterre, fut nommé, après le Concordat, curé de Braquemont où il mourut en 1834, âgé de 75 ans.

Le Roux (Louis-Charles-Pierre), curé du Bec-Hellouin en 1788,

s'exila en Angleterre, revint à Rouen où il mourut en 1830, âgé de 69 ans.

Le Roux (Dominique), vicaire d'Octeville avant la Révolution, s'exila en Angleterre, et s'y fixa. Il est mort à Kensington en 1850.

Leroux (Jacques-Joseph), vicaire de Villequier en 1790, s'exila en Angleterre, où il mourut, à Londres, le 11 mai 1797.

Lesable (Thomas-Bonaventure), prêtre habitué au Havre depuis 1781, s'exila en Angleterre, fut compris dans le décret d'amnistie du 3 avril 1803.

Lesueur (Pierre-Jean-Alexandre), vicaire de Hermeville avant la Révolution, s'exila en Angleterre, et devint, après le Concordat, curé de Saint-Gilles-de-la-Neuveville où il mourut en 1836, âgé de 82 ans.

Le Tailleur (François-Marie), curé dans le diocèse, s'exila en Angleterre, où il est mort le 14 janvier 1818, à l'âge de 69 ans.

Le Tailleur (Jean-Baptiste), l'un des secrétaires de l'archevêché avant la Révolution, s'exila en Angleterre, où se fixa. Il y est mort en 1830.

Letellier (Pierre-Charles-Emmanuel), prêtre approuvé à Saint-Vivien de Rouen avant la Révolution, s'exila en Angleterre, et devint curé de Grainville-sur-Ry où il mourut en 1830, âgé de 65 ans.

Le Tellier (François-Joseph), prêtre du diocèse, exilé en Angleterre, où il se fixa. Il est mort à Elthan en 1825.

Le Tellier (Jacques), prêtre dans le diocèse, s'exila en Angleterre, où il est mort le 15 août 1819, âgé de 67 ans.

Le Testu (Jean-Jacques), prêtre habitué à Saint-Etienne-des-Tonnelliers-de-Rouen, avant la Révolution, s'exila en Angleterre, et devint, après le Concordat, vicaire de Saint-Sever-de-Rouen où il mourut le 5 juin 1807.

Leudet (Georges-Simon), curé de la Cerlangue depuis 1779, s'exila en Angleterre, revint en France, le 26 mai 1802.

Levasseur (Louis-Pierre), 1^{er} vicaire d'Angerville-l'Orcher depuis 1779, s'exila en Angleterre, où il mourut le 6 avril 1797, âgé de 55 ans.

Le Vézier (Jean-Noël), vicaire de Cliponville en 1773 s'exila en Angleterre.

Liôt (Pierre-Joseph-Augustin-Hyacinthe), prêtre approuvé au Havre depuis 1766, s'exila en Angleterre, et revint après le Concordat au Havre où il mourut comme prêtre habitué en janvier 1807.

de Loucelles (Paul-François), curé de la Remuée depuis 1759, s'exila en Angleterre où il mourut le 1^{er} mai 1794, âgé de 64 ans.

Loppidé (Pierre-Luce-Vivien), prêtre habitué à Saint-Godard de Rouen avant la Révolution, s'exila en Angleterre, et devint, après le Concordat, curé de Croixmare où il mourut en 1843, âgé de 82 ans.

Lorcher (Nicolas-Augustin), curé de Biville-la-Baignarde depuis 1787, s'exila en Angleterre, et revint comme prêtre habitué à Bacqueville, où il est mort.

Mahieu (Jean-Antoine), curé du Havre 1762, s'exila en Angleterre où il mourut, à Winchester, le 30 juillet 1798.

M. Lecomte lui a consacré une notice dans *les églises du Havre*.

Maillard ((Pierre-Philippe), curé de Bornambuc depuis 1765, s'exila en Angleterre, revint en France le 9 juin 1802.

Manouri (Charles-Jean), curé d'Etables en 1790, s'exila en Angleterre, et reprit possession de sa cure, après le Concordat. Il est mort, à Etables, en 1831, âgé de 80 ans.

Manoury (Jacques-Augustin), chanoine de Rouen depuis 1777, s'exila en Angleterre, revint à Rouen, et fit partie du nouveau chapitre. Il mourut à Rouen, le 24 mai 1830, âgé de 90 ans.

Marc (Jean-Gilles), curé de Saint-Pierre-le-Portier de Rouen depuis 1782, s'exila en Angleterre, revint en France le 2 juin 1802, fut nommé curé de Flamets, et y mourut le 2 décembre 1809.

Marion (Michel-Ange), chanoine de Rouen en 1787, s'exila en Angleterre, revint à Paris et entra dans l'Université. Il professa au collège Bonaparte. Il est mort à Paris, le 6 novembre 1846, âgé de 83 ans.

Maromme (Gervais), vicaire de Neuville-le-Pollet depuis 1784, s'exila en Russie. Il revint après la Révolution dans le diocèse, fut nommé curé de la Chaussée, où il mourut en 1835, âgé de 81 ans.

Maurice (Charles-Nicolas), curé d'Anxtot depuis 1787, s'exila en Angleterre, revint en France le 10 mai 1802.

Massif (Pierre-Nicolas), curé d'Herbouville de 1781, s'exila en Angleterre, et fut compris dans le décret d'amnistie du 30 mars 1803.

Meley (Jacques-Louis), chapelain du château d'Allouville depuis 1772, s'exila à Anvers, fut nommé vicaire à Duclair, après le Concordat, et mourut le 1^{er} juin 1806.

Le Baillif-Ménager (Alexandre-Amand), chanoine de Rouen depuis 1763, membre de l'Académie de Rouen, administrateur de l'hospice général, s'exila en Angleterre, et y mourut en 1798.

Merlin (Jean-Louis), prêtre, s'exila en Angleterre, où il est mort le 12 décembre 1819, à 51 ans.

Miette (Pierre-François), curé de Cléville en 1778, s'exila en Angleterre, et fut nommé, après le Concordat, curé de Caudebec-en-Caux. Il se démit de sa cure, se retira comme chapelain au château de la Mailleraye, où il mourut le 1^{er} juin 1823, âgé de 81 ans. A laissé une histoire manuscrite de Caudebec, voir la *Semaine religieuse* du 1^{er} février 1890.

Mignot (Guillaume-Thomas-Isaac), vicaire de Saint-Rémi de Dieppe depuis 1770, s'exila en Angleterre, fut compris dans le décret d'amnistie du 30 mars 1803.

Monnet (Jean-Jacques), vicaire de Saint-Jouin depuis 1788, s'exila en Angleterre, et revint à Saint-Jouin, où il est mort en 1821, âgé de 64 ans.

Monnet (Gilles-Abraham), curé de Saint-Jouin depuis 1773, s'exila en Angleterre, reprit, après le Concordat, possession de sa cure de Saint-Jouin, où il est mort en 1827, âgé de 79 ans.

Molé (Pierre-Michel), vicaire de Quincampoix en 1790, avait d'abord prêté serment, mais le rétracta le 22 mai 1791 dans une lettre très digne. Il s'exila en Angleterre, et fut nommé, après le Concordat, curé de Lanquetot, puis en 1825, curé d'Yvetot, où il mourut le 7 juin 1832, âgé de 71 ans.

D'Imbleval de Montalais (Marie-Hubert-Léonore), curé de Braquetuit depuis 1780, s'exila en Angleterre, et fut compris dans le décret d'amnistie du 25 juin 1803.

Morel (Charles), curé de Critot depuis 1778, élu secrétaire à

l'Assemblée du clergé de Rouen de 1789, s'exila en Angleterre, revint en France en 1802, et fut nommé curé de Buchy.

Baudet de Morlet (Louis), chanoine de Rouen depuis 1768, administrateur de l'Hôtel-Dieu, s'exila en Angleterre, ne paraît pas être revenu dans le diocèse.

Mouquet (Nicolas-Jacques-François), curé de Normanville (1^{re} portion) en 1782, s'exila en Angleterre, où il mourut en 1798.

Moutier (Pierre-Charles), vicaire d'Emalleville depuis 1787, s'exila en Angleterre, revint en France le 9 juin 1802.

Mutel (Jacques-Adrien), vicaire de Lanquetot depuis 1786, s'exila en Angleterre, revint en France le 2 juin 1802, fut nommé curé de Lintot, où il mourut en 1812, âgé de 86 ans.

Mutel (Claude-François), curé de Pissy depuis 1782, s'exila en Angleterre, et fut nommé, après le Concordat, curé de Villers-Escalles, où il mourut en 1826, âgé de 83 ans.

Mutel (Jacques), vicaire de Roumare depuis 1777, s'exila en Angleterre, revint en France le 7 mars 1802.

Thorel de Nollet (Joseph-Alexandre-Thomas), curé d'Anceauville depuis 1782, s'exila en Angleterre, revint à Rouen où il mourut en 1821, âgé de 83 ans.

Normand (Nicolas), prêtre du diocèse, s'exila en Angleterre, et y mourut le 7 mars 1827, âgé de 76 ans.

Noury (Thomas), curé d'Alvimare en 1749, s'exila à l'âge de 87 ans en Angleterre et y mourut.

Nouvel (Jean-Baptiste), vicaire de Lindebeuf depuis 1781, s'exila en Angleterre, devint, après le Concordat, curé de Royville où il mourut le 22 mai 1817.

Osmont (Adrien), chanoine de Rouen depuis 1768, official diocésain, s'exila en Angleterre, ne paraît pas être revenu dans le diocèse.

Papillon (Antonin), curé d'Hébertville-en-Caux avant la Révolution, s'exila en Angleterre, où il est mort, à Londres, le 15 août 1821, à l'âge de 79 ans. Il a publié un écrit intitulé « *Quelques réflexions relatives à l'Eglise actuelle de France* » en 1820.

Paon (Jean-Baptiste), curé de Rouxmesnil depuis 1785, s'exila en Angleterre, et devint, après le Concordat, curé d'Arques où il mourut le 11 octobre 1806.

Paris (François-Victor), curé de Fréauville (2^e portion) depuis 1786, s'exila en Angleterre, fut nommé, après la Révolution, curé de Saint-Remy-de-Dieppe, puis en 1804, curé de Notre-Dame-du-Hâvre où il mourut en 1826, âgé de 71 ans. Napoléon 1^{er} l'avait décoré de la croix de la Légion d'honneur.

Paugny (Jean-Guillaume), vicaire à Rouen, s'exila en Angleterre, où il est mort en 1800.

Paumier (François), curé de Sassetot-le-Mauconduit depuis 1767, s'exila en Angleterre, et reprit, après le Concordat, possession de sa cure où il est mort le 26 avril 1810.

Pessey (Charles-François-Thomas), prêtre approuvé à Cany en 1789, s'exila en Angleterre, devint curé de Vitteffleur, et mourut en 1847, âgé de 83 ans.

Pétigny (Guilbert-Guillaume), curé de Saint-Thomas-la-Chausée depuis 1783, s'exila en Angleterre, devint après le Concordat, curé de Villers-Escalles où il mourut le 19 mars 1811.

Petit (Jean-Marie), curé d'Anneville depuis 1776, s'exila en Angleterre où il mourut le 30 janvier 1797.

Picard (Louis), curé de Sahurs depuis 1770, s'exila en Angleterre, reprit, après le Concordat, possession de sa cure où il mourut en 1823, âgé de 85 ans.

Picot (Michel-Alphonse), chanoine de Rouen en 1786, s'exila à l'île de Jersey, revint à Paris où il composa avec son neveu M. Picot, rédacteur de l'*Ami de la Religion*, *Les Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique pendant le XVIII^e siècle*. Il mourut à Paris le 30 avril 1818.

Pillard des Hayes (Pierre), curé de Saint-Maclou-la-Bruyère en 1758, s'exila en Angleterre où il mourut en 1797.

Pothier (Guillaume-Romain), curé de Colmesnil depuis 1784, s'exila en Angleterre, fut compris dans le décret d'amnistie du 21 août 1803.

Porée (Charles-Pierre), prêtre approuvé au Havre depuis 1786, s'exila en Angleterre, puis en Allemagne à Leipsik où il mourut le 17 Février 1801. Il avait composé pendant son exil divers

écrits, une chronique de l'histoire de France, l'histoire du Havre, demeurés manuscrits.

M. Martin lui a consacré une notice dans son travail sur le clergé normand pendant la Révolution.

Quesnel (Jacques), prêtre à Rouen, s'exila en Angleterre, où il est mort le 27 novembre 1816.

Quesnot (Pierre-François), prêtre habitué à Saint-Denis-de-Rouen, s'exila en Angleterre, et fut compris dans le décret d'amnistie le 30 mars 1803.

Quèvremont (Jean-Baptiste), chanoine de Rouen en 1787, s'exila en Angleterre, revint à Rouen et fut nommé chanoine honoraire. Il est mort vers 1818.

Ravette (Jean-Baptiste), vicaire de Saint-André-sur-Cailly en 1791, s'exila en Angleterre, fut compris dans le décret d'amnistie le 30 mars 1802.

Reculard (Charles-Louis), prêtre approuvé au Havre depuis 1784, s'exila en Angleterre. Il revint, après le Concordat, au Havre, où il mourut le 8 août 1803, âgé de 52 ans.

Reculard (Charles-François), prêtre approuvé au Havre depuis 1779, s'exila en Angleterre et devint, après le Concordat, vicaire de Notre-Dame-du-Havre, où il mourut en 1825, âgé de 78 ans.

Remi (Jacques-Nicolas-Charles), prêtre du diocèse de Rouen, exilé en Angleterre, où il est mort en 1831, attaché à la chapelle française de King-Street.

Ricard (André), curé de Saint-Denis-d'Haqueton en 1754, exilé en Angleterre où il mourut en 1799.

Rivière (Jean), vicaire de Braquetuit depuis 1784, s'exila en Angleterre, et devint, après le Concordat, curé d'Omonville où il mourut en 1823, âgé de 67 ans.

Robinay (Antoine-François-Rodolphe), curé d'Ecretteville en 1771, s'exila en Angleterre, revint en 1801, et fut réintégré dans sa cure, où il mourut le 11 mars 1825, âgé de 83 ans.

Rolland (Philippe-Norbert), prêtre habitué à Neuville-la-Pollet depuis 1784, s'exila en Angleterre, revint au Pollet comme prêtre habitué et y mourut en 1825, âgé de 66 ans.

Rollet (François-Simon), curé d'Anglesqueville-l'Esneval depuis 1779, s'exila en Angleterre, revint en France le 12 juin 1802, fut nommé curé de Criquetot-l'Esneval, où il mourut en 1824, âgé de 81 ans.

Romain (Jean-Baptiste), curé d'Auzebosc, avant la Révolution, s'exila en Angleterre, et devint, après la Révolution, curé d'Offranville où il mourut le 27 avril 1806.

Romy (Charles-Thomas), vicaire de la Remuée depuis 1789, s'exila en Angleterre, où il mourut le 7 janvier 1794, âgé de 38 ans.

Rondeau (Etienne-François), curé de Hautot-Saint-Sulpice en 1756, s'exila en Angleterre où il mourut en 1799.

Roussel (Jean), vicaire d'Auzouville-l'Esneval en 1790, s'exila en Angleterre.

Rousselin (Jean-Baptiste), vicaire de Nesle depuis 1788, s'exila en Angleterre, revint en France le 12 juin 1802, fut nommé curé de Saint-Denis-le-Tiboult où il mourut en 1824, âgé de 60 ans.

Ruault (Jean-Baptiste), prêtre du diocèse de Rouen, exilé en Angleterre, s'y fixa. Il est mort en 1833 à Londres Queen S. Edgware road.

Saint-Pierre (Louis), prêtre du diocèse, s'exila en Angleterre. Il y est mort, à Bosworth, le 2 septembre 1824, à 64 ans.

Saffray (Jean-Guillaume-Isaac), vicaire titulaire de Saint-François du Hâvre en 1763, s'exila en Angleterre, où il mourut le 31 décembre 1795, à Guelford, âgé de 64 ans.

M. Lecomte lui a consacré une notice dans *les églises du Hâvre*.

Savary (François-Aimable), prêtre habitué au Hâvre en 1787, s'exila en Angleterre, fut compris dans le décret d'amnistie du 27 août 1803.

Simon (Jacques), vicaire à Avesnes en 1789, s'exila en Angleterre, devint, après le Concordat, curé d'Avesnes, et y mourut le 4 mai 1810.

Avrillon de Sozay (Etienne), chanoine de Rouen depuis 1752, administrateur de l'hospice général, s'exila en Angleterre, fit partie, après le Concordat, du nouveau chapitre, et mourut à Rouen le 18 août 1811, âgé de 83 ans.

Tasserio (Emmanuel-Aimable), prêtre approuvé au Havre depuis 1786, s'exila en Angleterre, revint après la Révolution, au Havre, où il fut vicaire, puis curé et se retira à Montivilliers, où il est mort en 1836, âgé de 80 ans.

Tassilly (Louis-Jacques-Nicolas), vicaire de Saint-Sauveur de Rouen, avant la Révolution, s'exila en Angleterre, et devint, après le Concordat, curé de Saint-Aubin-la-Rivière, où il mourut le 15 mars 1813.

Taveau (Philippe-Thomas), principal du collège du Havre, s'exila en Angleterre, où il mourut, à Chichester, le 19 avril 1798.

Thierry (Jean-Baptiste-Nicolas), curé de Foucarmont depuis 1774, s'exila en Angleterre, et revint dans le diocèse, où il mourut en 1821, âgé de 80 ans.

Toustin (Henri-Joseph-Marie-Rosalie), curé de Mentheville depuis 1771, s'exila en Angleterre, fut compris dans le décret d'amnistie du 9 avril 1803.

Trubel (Samuel-Isidore), vicaire d'Allouville en 1788, s'exila en Angleterre, et devint, après le Concordat, curé d'Allouville, où il est mort le 14 novembre 1814.

Vallée (Charles), vicaire de Bermonville en 1781, s'exila en Angleterre. Il est mort chanoine honoraire à Rouen en 1844, âgé de 92 ans.

Vase (Jean), curé de Grainville-la-Renard, près Fontaine-le-Dun, avant la Révolution, s'exila en Angleterre, et y est mort en 1802, âgé de 62 ans.

Vasselin (Etienne), curé d'Héronchel depuis 1759, s'exila en Angleterre, où il est mort en 1797.

Adam de Vatteville, curé de Vergetot depuis 1768, s'exila en Angleterre, revint en France le 10 décembre 1802, fut nommé curé de la Trinité de Fécamp, où il est mort subitement en 1820, en célébrant le service du duc de Berry.

Tuvache de Vertville (Louis-Théopompe), chanoine de Rouen depuis le 6 juin 1778, savant théologien, s'exila en Angleterre, revint à Rouen, où il fut d'abord chanoine honoraire, puis chanoine titulaire, vicaire général et doyen du chapitre. Il est mort à Rouen le 6 avril 1823, âgé de 79 ans.

Baillard du Vieux-Manoir (François-Hubert), curé de Cuverville depuis 1779, s'exila en Angleterre, revint dans le diocèse, et mourut, sans avoir repris de fonctions, en 1819, âgé de 73 ans.

Vigot (Jacques-Jean-Baptiste), vicaire d'Auzebosc en 1767, s'exila en Angleterre, à l'âge de 64 ans.

Vion (François), chapelain de Montivillers, s'exila en Angleterre, et y mourut le 15 août 1793.

Yves (Jacques-Bonaventure), prêtre approuvé au Havre depuis 1770, s'exila en Angleterre, revint en France, le 22 mai 1802, fut nommé prêtre habitué au Havre, où il est mort le 26 janvier 1811, âgé de 74 ans.

Yvelin (Antoine), curé de Saint-Aubin-de-Crétot en 1771, s'exila en Angleterre où il est mort.

CHAPITRE XI

LA PERSÉCUTION DANS LE DIOCÈSE DE ROUEN

1792-1797

1. — LE CULTE PROSCRIT. — LES ÉGLISES FERMÉES.

2. — LES MARTYRS.

CHAPITRE XI

I

Nous sommes en 1792. L'année commence à Rouen, par l'expulsion des professeurs et des élèves du Séminaire Saint-Nicaise. On propose à ces jeunes clercs de passer au Séminaire Saint-Vivien, occupé par les constitutionnels; ils refusent tous très fermement d'entrer dans le schisme. Nous avons rapporté plus haut l'élection de Gratien, qui eut lieu le 27 février, et son sacre le 18 mars. Le 1^{er} avril, la procession du corps saint du dimanche des Rameaux sort, comme de coutume, de la cathédrale, mais sans escorte. L'évêque n'y assiste pas. Les fidèles qui se rendaient dans les chapelles catholiques sont fréquemment insultés par la populace soudoyée par les Clubs. M. Heude, curé de Saint-Patrice, ayant baptisé un enfant dans sa maison fut jeté en prison où il demeura deux mois, le jury l'ayant acquitté. La patrie est déclarée en danger par la Commune, Gratien ordonne les prières des quarante heures dans tout le diocèse. Elles commencèrent à Rouen le 22 juillet, devant de rares assistants. Le 10 août fait sentir ses effets. Le 19, en effet, paraît un arrêté du département qui ordonne à tous les ecclésiastiques non assermentés, qui ne sont pas nés à Rouen ou qui n'y font leur demeure que depuis le 1^{er} janvier 1791, de quitter la ville dans les trois jours. Le 25 août, la procession du Vœu sortit encore, selon l'ancien usage. Gratien la présidait. La chasse de la Sainte Vierge était accompagnée par sept vétérans de la garde-nationale; mais ni cette garde, ni la municipalité ne firent cortège.

Le terrible décret du 25 août, qui bannissait du territoire français les prêtres non assermentés, vint jeter dans tous les cœurs fidèles une alarme bien légitime, accrue encore par la nouvelle des massacres de septembre.

C'est alors que commença l'exil dont nous avons parlé au chapitre précédent. Le district de Rouen n'accorda pas moins de seize cents passeports pour l'étranger, dans le courant de septembre (1). Nous avons dit précédemment que beaucoup de prêtres des départements voisins étaient venus chercher un refuge dans notre ville si calme jusque-là et si hospitalière.

Un certain nombre néanmoins s'obstinèrent à rester cachés dans notre ville, où la charité des habitants, vraiment admirable, leur assurait des ressources et un abri aussi sûrs que possible.

Le 12 septembre, le département fait défense à tous ecclésiastiques, assermentés ou non, de paraître en public avec le costume ecclésiastique. En même temps, en exécution des décrets rendus à Paris pour la destruction des monuments élevés à « l'orgueil et au despotisme, » on enlève de la Cathédrale un certain nombre d'inscriptions à la mémoire des anciens bienfaiteurs.

Gratien présidait, pendant ce temps, les élections des représentants à la Convention nationale, lesquelles se poursuivirent du 26 août au 10 septembre à Caudebec.

Le 14 septembre arrivent Albitte, Le Cointre et Peryravaux, membres de l'assemblée législative, députés commissaires, qui font assembler au champ de mars les administrateurs du département, du district et de la municipalité, en présence de la garde nationale, et leur reprochent de ne pas exécuter les décrets contre les prêtres avec assez de sévérité.

Enfin, le 25 septembre la République est proclamée à Rouen. Le conseil général, escorté de la garde nationale, partit de l'Hôtel-de-Ville à dix heures et demie du matin, et se rendit place de la Cathédrale et sur d'autres points de la ville, et, après avoir fait battre un ban, prononça la formule : La Convention nationale décrète que la royauté est abolie en France, etc. « Le peuple, écrit Horcholle, n'a pas paru enthousiasmé. » On tira le canon, le matin, à midi et au soir. On illumina l'Hôtel-de-Ville, mais on eut le bon goût de ne pas faire chanter de *Te Deum* à la Cathédrale.

Les prêtres constitutionnels suppriment immédiatement le *Domine salvum fac regem* qu'on chantait encore dans les offices. Les religieuses sont contraintes le 29, de sortir de leurs communautés mises en vente publique. Le 24 novembre une horrible

(1) La liste complète est conservée dans les archives municipales de Rouen.

profanation attristait la ville de Rouen. Des commissaires se rendirent à Saint-Eloy, pour s'emparer de l'argenterie de la confrérie du Saint-Sacrement. L'un d'eux s'attaque au Tabernacle qui renfermait le saint Ciboire plein d'hosties. Il ouvre ce ciboire, jette les hosties sur l'autel, et emporte le vase sacré. On ne sut ce que devinrent les saintes espèces (1).

Le culte constitutionnel jouissait à l'intérieur des églises de la liberté. On célébrait les offices comme de coutume à la Cathédrale, avec bien moins de personnel, d'éclat et de dignité qu'autrefois, et devant une assistance très-restreinte; mais la loi n'avait pas atteint jusque-là le clergé assermenté. On cherchait bien déjà à le battre en brèche. L'Eglise schismatique était encore une sorte d'Eglise, et la Révolution n'en voulait plus; les constitutionnels professaient une religion, la Révolution songeait à les abolir toutes. Des meneurs ne dissimulaient pas leurs projets. Plusieurs fois on avait tenté d'introduire dans les rangs du clergé constitutionnel non-seulement des hommes mariés, mais des incrédules, et Condorcet venait de publier une lettre célèbre qui ne tendait à rien moins qu'à la ruine des vestiges de religion et de discipline que gardaient encore les assermentés.

Gratien répondit en ces termes : « Les Evêques de France et les prêtres qui exercent les fonctions du saint ministère font hautement profession de la religion catholique, apostolique et romaine; la constitution civile du clergé qu'ils ont acceptée, autorise les Evêques à refuser l'institution canonique aux ecclésiastiques élus par le peuple, qui refuseraient de prêter serment qu'ils font profession de la religion catholique, apostolique et romaine. Pour moi, monsieur, je proteste que j'aimerais mieux mourir mille fois de la mort la plus cruelle et la plus ignominieuse que de renoncer à cette religion, qui est évidemment établie sur le fondement inébranlable de la parole de Dieu même, et qui ne tend qu'à rendre les hommes véritablement sages dans cette vie, et infiniment heureux dans l'autre. »

Pourquoi un tel homme était-il si inconséquent, et s'obstinait-il dans le schisme? Aucune douleur ne devait lui être épargnée. Il allait bientôt assister au dépouillement absolu de ce diocèse dont il avait usurpé le gouvernement, et voir tomber une à une toutes

(1) Journal d'Hercholle à cette date.

les splendeurs de nos riches églises devenues la proie des pillards révolutionnaires.

Ce n'était pas assez pour la Révolution d'avoir fait main basse sur les revenus et les propriétés des églises; elle allait confisquer la plus riche partie de leur mobilier, leur argenterie, leurs objets d'art et jusqu'à leurs ornements. Toutes les églises du diocèse, depuis les plus importantes jusqu'aux plus humbles, furent soumises à cette dévastation et à ce pillage. Ce qu'il périt ainsi de richesses matérielles et artistiques défie tout calcul.

La loi du 10-12 septembre 1792, obligeait les églises à verser à la Monnaie tous les objets d'or et d'argent employés au service du culte, les ornements tissus d'or et d'argent, les galons et broderies etc. Les châsses, les statues précieuses, les reliquaires, les ex-voto, tout ce qui pouvait produire un peu d'or ou d'argent fut enlevé aux églises. Chacune des paroisses du diocèse avait quelque objet de prix, celles des villes surtout conservaient des dons et des souvenirs d'une valeur parfois considérable. Rien ne fut épargné. Il faudrait un volume pour le détail des objets enlevés à nos églises. Qu'il suffise de dire que du 11 juin 1792, au 11 juin 1793, il a été envoyé à la Monnaie de Rouen et à celle de Paris par notre diocèse un marc 6 onces d'or, 2,688 marcs de vermeil, 20,023 marcs d'argent. Le marc équivalant à peu près à la moitié d'une livre, nos églises ont fourni ainsi dix mille livres d'argent et plus de mille livres de vermeil (1). La cathédrale seule a fourni le marc en or, 209 marcs en vermeil et 412 marcs en argent. La belle lampe d'argent, du poids de 80 marcs, donnée par la ville à l'autel de la Sainte Vierge, en exécution du vœu qu'elle avait fait lors de la peste de 1637; la châsse en argent de la Sainte Vierge, du poids de 185 marcs, de la plus haute valeur artistique, et cent autres œuvres d'art furent converties en lingots.

M. Picot, parlant de cette triste époque dans ses *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique*, dit avec raison : « C'est alors surtout qu'un vandalisme inouï dissipa les richesses de tout genre accumulées dans tant d'églises, de monastères et de maisons religieuses. La vente des biens-fonds mis à la disposition de la nation

(1) Voir le tableau publié dans le rapport officiel des travaux du département de la Seine-Inférieure, depuis le mois de novembre 1792, p. 303. Rouen au V de la République.

s'exécutait partout, et donnait lieu à bien des déprédations; mais du moins le sol demeurait, et pouvait être une source de richesses : le marteau et la hache allaient renverser tant d'édifices sacrés; mais tous les matériaux n'étaient pas anéantis : une infinité d'objets uniques en leur genre, les uns consacrés par la vénération des siècles, comme tant de précieuses reliques et d'ornements, les autres regardés comme inestimables au point de vue de l'art, comme tant de tableaux, sculptures, vases richement décorés; d'innombrables ressources nécessaires à la science, livres, manuscrits, monuments de tout genre, voilà ce qui était destiné à une perte irréparable. La dévastation qui avait déjà commencé depuis 1790 devint presque générale, et elle marcha d'autant plus rapidement, que de nouvelles lois faites en haine de la religion vinrent de jour en jour la favoriser et même la prescrire. »

La première mutilation qu'eut à subir la Cathédrale fut le fait du clergé constitutionnel. Il fit enlever dès 1791 les magnifiques boiseries et les dais gracieux qui surmontaient les stalles du chœur, trouvant cette clôture gênante pour les paroissiens. Plusieurs documents conservés aux archives départementales ne peuvent laisser de doute sur l'origine de cet acte de vandalisme déploré par tous les gens de goût. Ce que devinrent ces boiseries, nul ne le sait. Peut-être furent-elles vendues aux Anglais comme au siècle précédent nos riches vitraux.

Le trône archiépiscope en bois sculpté, qui était une merveille d'art et de goût, fut détruit à son tour. Le 11 février 1793, un membre de la commune fit une motion dans le goût du temps, où, après avoir établi qu'il ne doit pas exister de trône en France, sous quelque dénomination que ce puisse être, il terminait en disant : « Cependant, citoyens, le croiriez-vous ? il existe encore un *trône* surmonté d'un dais ou baldaquin dans le lieu le plus apparent, le plus remarquable de la ville..... S'il subsiste encore aujourd'hui, nous ne le devons qu'au despotisme d'une fabrique qui s'est toujours constamment opposée à sa destruction, parce qu'elle considérait cette production maussade des siècles d'ignorance et de barbarie comme un chef-d'œuvre des arts et du goût précieux à conserver ! »

« La commune, dit M. Deville, pour ne pas rester en arrière de la délicatesse artistique de l'homme à la motion, formula ainsi le début de son arrôlé : « Considérant que ce monument gothique

« blesse également et le bon goût, et les principes de l'égalité... » ordonna sa destruction. Un des membres de la commune, M. Roger fils, eut le courage de s'opposer à la motion, et protesta le lendemain contre la décision du conseil. Savez-vous, continue M. Deville, ce qui en arriva ? A peu de temps de là, le citoyen Roger fils était accusé d'invicisme, expulsé de la commune et jeté en prison. » Le 19 février, le conseil général du département, à l'unanimité, approuvait l'arrêté de la commune et ordonnait sa mise à exécution, et l'œuvre délicate de Laurent Adam, arrachée du chœur de l'église, broyée, pulvérisée par des mains brutales, servit sans doute à allumer un feu de joie autour duquel retentirent les refrains sinistres de la *Carmagnole* et du *Ça ira*. Au rétablissement du culte, la place laissée vide fut remplie par cette lourde construction en bois qui abrite aujourd'hui le trône archiepiscopal.

Le 6 octobre 1792, le ministre des contributions publiques, Clavière, écrivit aux membres du comité spécial établi à Rouen la lettre suivante : « Les citoyens composant le comité spécial établi à Rouen pour surveiller l'exécution des décrets et de tous les ordres donnés par le pouvoir exécutif national, feront exécuter dans le plus court délai possible le décret sur la fonte des cloches; ils feront également porter à la Monnaie les 48 mille pesant de cuivre pur formant les inutiles barrières de l'église principale, et ils m'en rendront compte, afin que je puisse à l'instant donner des ordres à la direction des monnaies. »

« Le 6 octobre 1792, l'an 1^{er} de la République française.

« *Le ministre des contributions publiques,*

« *Signé* CLAVIÈRE.

« Collationné.

« *Signé* DE FONTENAY, VULGIS DUJARDIN, BOUVET,
THIEULLEN, BAZIRE. »

A l'annonce du nouvel acte de vandalisme qui allait atteindre la cathédrale, les habitants de Rouen, qui ont de tout temps entouré leur vieille église métropolitaine de leur tendre et filiale sympathie, s'empressèrent d'adresser une pétition à la Convention nationale. Cet acte, pour avoir chance de succès, devait être conçu dans le style révolutionnaire, le seul que comprenait et acceptait la Convention. Aussi eut-on soin d'en entourer la rédaction de

formes au goût du jour. Au fond c'est un cri de détresse poussé par des cœurs émus et indignés.

Citoyens législateurs,

Grâces immortelles vous soient rendues ! La France est libre !

A des jours de honte, de calamités, de tyrannie, d'esclavage, de despotisme, succèdent enfin ceux de la liberté et de l'égalité !

Citoyens législateurs, nous sommes enfants de la République. Soumis aux lois, nous ne souffrirons jamais qu'il y soit porté atteinte.

Nous réclamons contre un ordre purement ministériel qui frappe de destruction les grilles en cuivre qui ferment le sanctuaire du chœur de l'église paroissiale et épiscopale de Notre-Dame de Rouen.

Le citoyen Clavière, ministre des contributions publiques, en est l'auteur.

Nous avons cherché la loi qui prononce la destruction des monuments pour nous y soumettre..., pour obéir... Elle n'existe pas.

Il n'y a de lois relatives à la suppression des vases et meubles en cuivre des églises que celles des 29 août et 20 novembre 1791, et cette suppression n'est ordonnée que sur les vases et meubles en cuivre des églises supprimées.

La loi du 14 août 1792, en ordonnant la destruction de tous les monuments élevés dans les temples à l'orgueil, au préjugé et à la tyrannie, met sous sa protection immédiate les objets qui intéressent les arts.

Voici comment s'explique l'article 4 de cette loi :

« La commission des monuments est chargée expressément de veiller à la conservation des objets qui peuvent intéresser essentiellement les arts, et d'en présenter la liste au Corps législatif pour être statué ce qu'il appartiendra. »

Une loi plus récente encore, celle du 10 septembre 1792, ne déclare inutiles au service du culte que les meubles, effets et ustensiles en or et argent des églises conservées, et dont elle ordonne l'envoi aux hôtels des monnaies.

Cette loi a reçu son entière exécution à la Cathédrale de Rouen.

De là naît la conséquence irrésistible que tous les meubles en cuivre existant dans les églises conservées n'en sont point supprimés.

Une loi générale en ordonnerait la suppression, l'envoi aux hôtels des monnaies, que les grilles du sanctuaire du chœur de la

Cathédrale seraient exceptées de la loi générale. Ces grilles, au nombre de neuf, estimées par le ministre à 48 milliers pesant, ne sont pas inutiles, comme le porte l'ordre de destruction. Elles servent et sont indispensables à la clôture et fermeture du chœur. ELLES SONT AUTANT DE CHEFS-D'ŒUVRE DE L'ART dont la loi du 14 août 1792 ordonne la conservation. LA VALEUR DE CES GRILLES, DE PLUS D'UN MILLION SIX CENT MILLE LIVRES, ne consiste que dans LA RICHESSE DU TRAVAIL dont elles sont ornées et QUI FAIT L'ADMIRATION GÉNÉRALE. Si on repose sur les pressants besoins de la République pour ordonner la destruction de ces grilles, elles seront d'un faible secours. A peine la valeur effective s'élèverait-elle à quarante mille livres, qui se trouverait en partie absorbée par le remplacement que nécessiterait leur destruction.

L'intérêt, le grand intérêt de la République, c'est de faire fleurir les arts, d'encourager l'industrie, d'exciter l'émulation. La France ne possède d'immenses richesses que de son industrie. L'industrie est la mère des arts; mais les enfants de la nature ne sont pas toujours des génies créateurs. Ils ont besoin d'être enseignés; ils prennent leurs leçons des modèles que nous ont laissés les grands maîtres. Détruire ces modèles, c'est porter un coup mortel aux arts, décourager les talents, les anéantir. Cette vérité est reconnue par la loi du 12 septembre 1792. La réquisition du citoyen Clavière du 6 octobre 1792 pour faire détruire les grilles qui ferment le sanctuaire du chœur de la Cathédrale de Rouen est une opposition directe à la loi du 12 septembre dernier.

Législateurs, libres et faits pour l'être, nous ne reconnaitrons de lois que celles de la République. C'est à vous, et à vous seuls, dignes représentants de la première République du monde, à nous les donner. Nous les attendons, nous y obéirons, nous nous y soumettrons.

Mais des réquisitions, soit du pouvoir exécutif national, soit du ministre, soit des corps administratifs, qui ne seraient pas l'exécution d'une loi, sont autant d'actes arbitraires, despotiques, qui ont causé à la France tous ses malheurs, et dont il faut se hâter de prévenir les funestes effets comme on s'empresse à prévenir une grande calamité.

Législateurs, c'est à vous qu'appartient le droit de juger la réquisition donnée par le citoyen Clavière et dont nous nous plaignons. Nous la remettons sous vos yeux et nous attendons avec confiance de votre justice que vous en prononcerez la révocation.

A Rouen, le 31 octobre 1792, l'an 1^{er} de la République française (1).

(1) Rouen, imprimerie de Seyer et Béhoult, imprimeurs de la municipalité, rue du Petit-Fuits.

Cette pétition, dont l'original, couvert de milliers de signatures, fut porté à Paris par deux délégués, Roger fils et François Amellant, était l'expression fidèle de l'opinion publique.

Les deux délégués ne perdirent pas de temps et mirent tout en œuvre pour assurer le succès de leur démarche. Le 19 novembre ils écrivaient de Paris aux habitants de Rouen :

A NOS CONCITOYENS.

« Citoyens, frères et amis,

« Chargés de votre vœu pour le présenter à la Convention nationale et en obtenir la conservation des grilles en cuivre qui ferment le sanctuaire du chœur de la Cathédrale de Rouen, qu'un ordre arbitraire avait frappées de destruction, hier, nous étions admis à la barre, si des affaires importantes n'eussent occupé toute la séance.

« D'après la demande que nous en formons à l'instant à la Convention, nous espérons qu'elle voudra bien nous entendre extraordinairement dans une de ses premières séances.

« Nous avons cru devoir saisir le comité des monuments de votre pétition, et il va s'en occuper très incessamment.

« Nous avons cru également devoir participer (1) au ministre de l'intérieur, et lui remettre sous les yeux l'ordre, adressé au comité spécial établi à Rouen, de détruire les grilles en cuivre de Notre-Dame.

« Le ministre, étonné de cet ordre et de l'établissement d'un comité spécial à Rouen, vient d'écrire au département de la Seine-Inférieure d'en suspendre l'exécution jusqu'à ce que la Convention nationale ait prononcé.

« Voici, chers concitoyens, la copie de la lettre du ministre de l'intérieur au département, celle de l'ordre du ministre des contributions au comité spécial de Rouen, et l'improbation du ministre sur l'établissement de ce comité.

Nous allons nous occuper d'obtenir un décret conforme à votre vœu.

Nous sommes très fraternellement vos concitoyens,

« ROGER fils, François AMELLANT. »

Le ministre Roland écrivit en effet au département dans ces termes :

(1) Ce mot s'employait quelquefois activement, avec le sens de faire part. On disait : « Je vous participe le mariage de mon fils, » pour je vous fais part.

« Paris, 19 novembre 1792, l'an 1^{er} de la République.

« Le ministre de l'intérieur, instruit que la démolition de la grille qui ferme le chœur de l'église paroissiale et épiscopale de Rouen excite des murmures, et que ladite démolition, loin d'être utile à la chose publique, serait au contraire une charge pour les particuliers, instruit de plus que la loi excepte formellement les objets intéressant les arts, charge le département de faire suspendre toute exécution d'ordre qui aurait pu être donné à ce sujet, jusqu'à ce que la Convention nationale ait prononcé.

« Signé ROLAND. »

Le ministre ajoute de plus, sur la lettre de son collègue Clavière, l'apostille suivante :

« Du 19 novembre 1792. J'ignore ce que c'est que le comité dont est question ci-dessus, et je ne puis prendre part à aucun des ordres dont ils sont chargés.

Le ministre de l'intérieur,

« Signé ROLAND. »

L'intervention du ministre Roland préserva momentanément de la destruction la magnifique balustrade de la Cathédrale; mais, après la chute de ce ministre et l'avènement de la Terreur, il n'y eut plus à espérer de sursis aux ordres barbares de ceux qui couvraient alors la France de ruines et de sang. Les habitants tentèrent bien encore plusieurs démarches; elles n'aboutirent qu'à différer de quelques mois cet acte de vandalisme. Le 19 novembre 1793, nous dit le journal manuscrit de Horcholle, « on a, malgré les réclamations, démoli les belles barrières de cuivre de la Cathédrale. »

Ainsi disparut ce monument dont nous n'avons plus même un dessin, et qui, par sa matière, son travail, son importance, passait pour unique en son genre, et formait, incontestablement, un des splendides ornements de notre église métropolitaine.

Le même vandalisme priva nos églises les plus importantes du Havre, de Dieppe, de Gournay, de Neufchâtel, du Tréport, d'Aumale, de Caudebec, d'Eu, et presque toutes nos églises paroissiales d'œuvres de sculpture et d'orfèvrerie, brisées par le marteau révolutionnaire et disparues sans retour.

Ce fut bientôt le tour des cloches.

La loi du 22 avril 1792 ordonnait de transporter à la Monnaie le métal provenant des cloches des églises et la Convention décréta le 23 juillet 1793 qu'il ne serait laissé qu'une seule cloche dans chaque paroisse, et que toutes les autres seraient mises à la disposition du conseil exécutif pour être fondues en canons. Alors commença la chasse aux cloches.

Le bourdon, Georges d'Amboise, du poids de 36.36½ livres et de 8 pieds 4 pouces de diamètre, l'orgueil des Rouennais et la voix de toutes nos grandes solennités fut mis en pièces à coups de massue dans la tour de Beurre (1). Ses débris furent envoyés à la fonderie de Romilly pour être convertis en canons. La magnifique sonnerie de la Cathédrale composée de huit cloches dans la tour Saint-Romain, de quatre cloches dans la flèche, eut le même sort. Toutes les églises du diocèse furent dépouillées de leurs cloches. Il y avait dans nos villes et dans nombre de bourgs des sonneries remarquables, et en plusieurs endroits des cloches célèbres. On parvint à les sauver pour la plupart, grâce à des municipalités bien disposées et au décret de la Convention qui laissait une cloche par église. On conserva, bien entendu, partout, la plus belle. Mais on pourra juger du nombre de cloches sacrifiées, par le chiffre donné dans le rapport départemental. La maison des « ci-devant Jacobins de Rouen » ayant été choisie comme lieu de dépôt central, il y avait en matières de cloches 979,161 livres; en cuivres 19,495 livres; en fer 583, 953 livres (2).

Les fers, les cuivres, les plombs avaient été également réquisitionnés par arrêté du comité de salut public du 26 août 1793.

Ainsi 979,161 livres de métal de cloches, en dépôt en l'an IV, sans compter toutes les cloches envoyées aux fonderies de Maromme et de Romilly. L'évêque Gratien dut assister, le cœur navré, au dépouillement des églises, il fut expulsé à son tour du palais archiépiscopal. Le décret du 19-25 juillet 1792 portait dans son article 1^{er} : « Les ci-devant palais épiscopaux, même ceux qui ont été achetés ou fournis en remplacement jusqu'à ce jour, ainsi que les jardins et édifices en dépendant, seront vendus incessamment au profit de la nation dans la même forme que les autres biens nationaux. »

(1) Voir pour les détails notre ouvrage sur *La Cathédrale de Rouen*, p. 142 à 150.

(2) Rapport officiel, p. 307.

En conséquence, l'évêque constitutionnel quitta cette résidence et alla se fixer dans une maison de la rue de la Croix-de-Fer, n° 10 (aujourd'hui 19, pense-t-on), où il n'occupa que le deuxième étage. L'archevêché subit diverses transformations pendant la période révolutionnaire. On y tint les séances de la Société populaire, et on installa même quelque temps les protestants dans la chapelle (1). Il servit aussi de résidence à l'autorité militaire, et devint, sous le nom de maison commune, comme une annexe des édifices municipaux.

Nous arrivons à l'année 1793, l'année sanglante et maudite. Elle s'ouvre par le plus exécrable forfait qui ait jamais souillé les annales d'un peuple. La tête du bon roi Louis XVI roule le 21 janvier sur l'échafaud, et son sang imprime à notre histoire une tache que toutes les larmes des honnêtes gens n'ont pas encore effacée. En vain à Rouen, sur l'initiative de Georges-Michel Aumont, une pétition couverte de milliers de signatures avait-elle conjuré la Convention de reculer devant cet assassinat. Aumont et huit de ses courageux amis, doivent passer à la postérité entourés de l'auréole de leur glorieux sacrifice : Jacques Leclerc, François Bottier, Pierre de la Londe, Jacques Eudeline, Aubin Méréimé, Joseph-François Maubert, Jean-Baptiste Henry, et une noble femme, Catherine-Louise-Honorée Rufin, femme Drieu, payèrent de leur vie leur héroïque fidélité, et montèrent à l'échafaud à Paris, après huit mois de détention, le 8 septembre 1793.

Le crime du 21 janvier remplit notre population de douleur et d'effroi. Elle était restée réfractaire aux idées révolutionnaires, et Roland, le ministre, écrivait avec dépit, le 14 janvier, à notre corps municipal : « Il faut avouer que votre ville, depuis le commencement de la Révolution, n'a causé qu'alarmes et inquiétudes au gouvernement. »

Les prêtres orthodoxes, auxquels Gratien laissait encore la permission de célébrer la Messe à la Cathédrale, se firent un devoir d'offrir le saint sacrifice à l'intention de Louis XVI, et de nombreux fidèles se joignirent à leurs prières. Même pendant les premiers mois de cette année 1793, les prêtres insermentés, ou les bons prêtres, comme les appelait le peuple, célébraient librement dans notre Métropole, entourés des sympathies des gens de bien. Ce fait

(1) L'église Saint-Lô ne fut livrée aux protestants qu'en mai 1793.

est incontestable, et M. de la Quérière, dans une brochure écrite contre l'un de nos glorieux confesseurs de la foi, a été obligé d'en convenir. « Ma vertueuse mère, dit-il, femme d'un grand mérite, nous conduisait, mon frère et moi, tous les dimanches à la Cathédrale, à l'une des basses Messes qui se célébraient, comme aujourd'hui, avant la Grand'Messe chantée (1). Chaque fois qu'un prêtre vêtu de ses habits sacerdotaux, et portant le calice, sortait de la sacristie, au son de la clochette qui est toujours la même, un petit groupe de fidèles entourait ce prêtre, et les personnes qui le suivaient à la chapelle où ils devait s'arrêter adressaient cette question à leurs voisins : Est-il bon, celui-là ? » Cet aveu est-il assez significatif ? Il est vrai que M. de la Quérière ajoute aussitôt après : « Mais le plus grand nombre des fidèles assistait aux offices comme par le passé, sans faire cette distinction puérile. » Or, cette assertion se trouve en contradiction formelle avec les documents les plus authentiques, et il est bon de faire, à l'honneur des fidèles de notre ville, la lumière sur ce point. Ce ne sont pas des traditions particulières, plus ou moins exactes et autorisées, que nous invoquons, c'est le témoignage même des chefs du clergé constitutionnel consigné dans les actes officiels.

Le 22 décembre 1791, c'est-à-dire dans les plus beaux jours de l'Eglise constitutionnelle, les vicaires épiscopaux écrivent aux administrateurs du directoire du département une longue lettre de doléances sur l'état du culte dans la Cathédrale, qui se termine par ces mots : « Enfin, messieurs, tout présente un désordre et un *relâchement* si inquiétants, que si on n'y apporte le plus prompt remède et la plus active vigilance, on ne doit plus envisager pour l'avenir que le découragement inévitable des fonctionnaires publics, la *destruction du culte*, le mépris de ses ministres et le triomphe des ennemis de la patrie. » Cette lettre est signée par tous les vicaires épiscopaux : Le Blanc, Hubert, Godefroy, Marest, Collet, Leleu, Corniquet, Gosselin, supérieur du Séminaire.

Charrier de la Roche, dans la lettre par laquelle il donne sa démission (8 novembre 1791), expose comme l'un des motifs principaux de sa résolution « l'impossibilité reconnue de faire le bien dans l'état où sont les choses, — la triste scission que

(1) En 1792, il se disait, d'après un document officiel, de quatre-vingts à cent Messes par jour dans la Cathédrale.

la religion constitutionnelle avait causée au sein des familles. »

Horcholle, témoin oculaire, et qui écrivait au jour le jour, nous apprend que les offices des constitutionnels « n'étoient fréquentés que par le bas peuple et presque toutes femmes, » tandis que dans les églises des communautés religieuses, où célébraient les prêtres insermentés, « il y eut, dès les premiers jours, un concours de monde si considérable aux messes et aux offices, qu'il y en avoit plus au dehors qu'au dedans qui étoit plein. Les rues en étoient obstruées. Ce qui a continué, tant qu'on l'a pu. » On ne saurait trop le répéter, l'attitude d'une grande partie de la population de Rouen a été admirable pendant la Révolution.

Gratien cependant ne se décourageait pas. Il fait une ordination de sept prêtres dans la Cathédrale en mars 1793, le samedi avant le dimanche de la Passion; le samedi avant la Trinité, il ordonne cinq prêtres; le mardi après le 15^e dimanche après la Pentecôte, *ob urgentem necessitatem*, dit le registre des ordinations, il ordonne trois prêtres; et enfin le samedi des quatre-temps de septembre, à la veille d'entrer en prison, il ordonne encore un prêtre. Il ne négligeait rien pour se rendre la population favorable. Le 7 mars 1793, lorsque la guillotine fonctionna pour la première fois à Rouen, Gratien, en rochet et camail violet, monta sur la charrette qui conduisait les condamnés, trois matelots convaincus d'avoir attenté aux jours de leur capitaine. Horcholle nous a conservé tous les détails de cette exécution. Avec Gratien, il y avait deux autres prêtres, l'un Marest, vicaire épiscopal, semainier, et l'autre l'abbé Mutel, ancien chapelain de la Cathédrale, insermenté, qui avait été choisi parce qu'il savait l'anglais, et qu'un nombre des condamnés se trouvait un Anglais.

« La séance dans la prison aiant été longue, dit Horcholle, l'exécution ne s'étant faite que sur les six heures du soir, on a proposé un verre de vin à l'Evêque, qui l'a accepté, et il a bu et trinqué avec le sieur Mutel et le citoyen Marais, qui marqua d'abord quelque répugnance de boire avec un réfractaire à la nouvelle loi; mais le Prélat ne pensant pas entièrement comme le citoyen Marais, puisqu'il permet à plusieurs prêtres non assermentés de dire la Messe dans son église et autres paroisses, le citoyen Marais a vaincu sa répugnance. Ils ont assisté chacun leur pénitent dans une charrette jusques à l'échaffaut, où le citoyen Marais a été obligé de monter, son pénitent l'ayant exigé.

« L'affluence de peuple a été innombrable. Le peuple a été extasié de voir un Evêque en charrette et faire pareille fonction. La plupart ont trouvé ce genre de supplice plus affreux que la pendaison, par l'écoulement du sang dont la place (celle du Vieux-Marché) étoit encore teinte le lendemain. »

En avril, la persécution contre le clergé fidèle devint furieuse et générale. Dès le 14-15 février la Convention avait rendu une loi par laquelle il était accordé à titre d'indemnité 100 livres à quiconque découvrirait ou ferait arrêter une personne rangée par la loi dans la classe des prêtres qui devaient être déportés. Le 18-22 mars, nouveau décret disposant que les prêtres qui sont dans le cas de la déportation et qui seraient arrêtés sur le territoire de la République, seront jugés par un jury militaire et punis de mort dans les vingt-quatre heures. Le 23-24 avril, décret qui dispose que les ecclésiastiques qui n'ont pas prêté le serment de maintenir la liberté et l'égalité conformément à la loi du 13 août 1792, seront transférés sans délai à la Guyane française, ainsi que ceux qui seront dénoncés pour cause d'incivisme. Jusque-là le directoire et la municipalité de Rouen avaient sursis à l'exécution de ces lois; mais l'arrivée de deux commissaires de la Convention, Saladin et Pocholle de Dieppe, activa leur zèle. Le directoire du département ordonne, le 21 mars, aux prêtres insermentés de se constituer prisonniers sous huit jours au séminaire Saint-Vivien, converti en lieu de réclusion, sous peine d'être arrêtés et conduits de force. Un certain nombre s'empressèrent d'obéir, mais plusieurs crurent pouvoir encore demeurer cachés. On les rechercha avec soin en avril, et les perquisitions domiciliaires commencèrent dans toute la ville (1).

Nous verrons bientôt ce que devinrent nos prêtres arrêtés et condamnés, soumis à la déportation.

Le séminaire Saint-Vivien comprit bientôt 450 prêtres détenus. Parmi ces prêtres, confesseurs de la foi, on trouve les membres les plus distingués du chapitre et du clergé paroissial.

(1) Les détails de la persécution ont été puisés par nous dans les dossiers conservés aux archives départementales, aux archives municipales, et aux archives du palais de justice, il y a vingt-cinq ans, à une époque où ces sources d'informations étaient encore ouvertes aux travailleurs. On sait qu'aujourd'hui les documents de l'époque révolutionnaires ne sont plus communiqués au public.

Il y avait avec eux un Evêque, Mgr Godard de Belbeuf, évêque d'Avranches; plusieurs abbés : Du Chilleau, abbé du Valasse; Delorme, prieur de la Madeleine; Bouin, prieur de Saint-Lô; Le Picard et Delahaye, supérieurs du séminaire de Joyeuse; Grenier, principal du collège de Rouen; Faucon, professeur de logique; Prunier, supérieur de la maison des vieux prêtres; Blanquet, curé de Saint-Maclou; un grand nombre d'anciens religieux et de curés qui composaient vraiment une société d'élite. Ainsi partagée, la captivité, quoique rigoureuse, devenait moins pénible et moins amère.

A dater du 23 avril, aucun prêtre orthodoxe ne fut reçu à célébrer la Messe à la Cathédrale. « Par ce moyen, écrit tristement Horcholle à cette date, les catholiques romains sont privés d'assister à la sainte Messe. »

Un comité de salut public, armé de pouvoirs illimités, est établi à Rouen et installé le 29 août par Legendre et Louchet, conventionnels régicides envoyés en mission dans notre ville. Legendre était ce boucher de Paris qui avait proposé dans la séance des Jacobins du 20 janvier « de couper le corps de Louis XVI en quatre-vingt-quatre morceaux et d'en envoyer un morceau à chaque département. » On peut juger de l'élan qu'il imprima à la persécution. Il était secondé par les quatorze membres du terrible comité, dont dix surtout étaient, dit Horcholle, des Jacobins enragés. Nous taïrons leurs noms, inutiles d'ailleurs à notre histoire. En octobre, le bonnet rouge remplace les croix de nos églises abattues ou mutilées sur place; les images des saints, les statues de la sainte Vierge, les calvaires qui se trouvaient en dehors des églises, sont brisés en mille morceaux. Aucun signe extérieur de religion n'est plus toléré.

Gratien est bientôt arrêté. Le crime que le comité de salut public lui reprochait surtout, c'était d'avoir interdit le mariage aux prêtres constitutionnels. Armé d'un décret de la Convention (19-29 juillet 1793) qui ordonnait la déportation des Evêques qui apporteraient quelque obstacle au mariage des prêtres, le comité du salut public fit incarcérer Gratien dans la dure maison de détention de Saint-Yon.

Gratien, en effet, avait donné, le 24 juillet 1792, une instruction pastorale pleine de doctrine et de courage sur la nécessité du célibat ecclésiastique, où il disait, après avoir constaté que le

scandale du mariage de certains prêtres constitutionnels affligeait trop souvent, depuis quelque temps, les chrétiens : « A Dieu ne plaise que je me rende jamais coupable d'une si inouïe prévarication. Je suis bien résolu de maintenir de toutes mes forces une discipline aussi ancienne que l'Eglise, et dont la chute serait immanquablement suivie du dépérissement de la religion en France. » Il prouve dans cette instruction, qui n'a pas moins de 60 pages, que la discipline ecclésiastique est des plus formelles et des plus sages sur ce point, qu'elle n'a rien de contraire à l'acte constitutionnel, que les curés qui la violent doivent être déposés, et qu'on doit pourvoir à leur cure comme aux autres cures vacantes. Et il termine ainsi : « A ces causes, après en avoir délibéré avec notre conseil, nous déclarons que nous sommes déterminément résolu de procéder canoniquement contre tout prêtre de notre diocèse qui entreprendrait de se marier. »

C'était bien plus qu'il n'en fallait pour s'attirer les foudres des Jacobins. Aussi sur la liste des prisonniers on lit la mention suivante : « Gratien arrêté le 18 brumaire, ex-évêque, comme s'étant opposé au mariage des prêtres, en ayant interdit plusieurs; hypocrite, cagot, tel que l'on en peut juger par sa lettre pastorale qu'il a fait circuler avec profusion. »

Gratien fut très digne dans la prison où il resta près de deux ans enfermé d'abord à Rouen, puis à Paris. Il y subit de telles souffrances physiques et morales, qu'Horcholle nous assure que sa santé en fut gravement altérée. « Depuis sa sortie de Saint-Yon; écrit-il, sa santé a déperî journellement. » Le malheur parut alors lui avoir ouvert les yeux. « Lors de sa détention à Saint-Yon, écrit Horcholle, il avoit dit en confidence à plusieurs des particuliers détenus comme luy qu'aussitôt sa sortie il feroit sa rétractation. » Hélas! il n'en fut rien.

Les vicaires épiscopaux et le clergé constitutionnel furent loin d'imiter le courage incontestable de leur chef. La Convention ayant arrêté (22-23 brumaire an II) que toutes les autorités constituées recevraient des ecclésiastiques et ministres de tout culte la déclaration qu'ils abdiquent leur qualité, 132 prêtres constitutionnels dont nous avons les noms livrèrent leurs lettres de prêtrise, et parmi eux 5 des vicaires épiscopaux. Tous les prêtres fidèles étaient en prison. La maison de détention de Saint-François, qui avait remplacé le séminaire Saint-Vivien, en comptait

seule 424. A Sainte-Marie, 2^e monastère de la Visitation, 427 religieuses étaient sous les verrous. Le comité de salut public n'épargnait personne. La ville était en proie à la terreur. La persécution arriva à la fin de cette horrible année à son apogée. Le 10 novembre, la Convention avait décrété que le culte catholique serait remplacé par le culte de la Raison. La Cathédrale et toutes les églises, après avoir été entièrement dépouillées, profanées et pillées, furent définitivement fermées le 27 novembre, et tout culte religieux interdit.

II

Nos églises présentèrent l'image de la plus complète désolation. On ne respecta pas même la cendre des morts. Les caveaux furent ouverts, les tombes violées : à la cathédrale on jeta au vent les cendres des cardinaux d'Amboise, bienfaiteurs de l'église, celles de François de Harlay et des principaux personnages ecclésiastiques, et on convertit en balles le plomb de leurs cercueils. Des mains pieuses et dévouées parvinrent à sauver quelques épaves du naufrage. A force de démarches et d'instances le sculpteur Jadoulle et Le Carpentier réussirent à protéger de la destruction, en les faisant enlever avec l'approbation du directoire départemental, les statues de la sainte Vierge, de sainte Cécile, et les bas-reliefs de ces deux chapelles du jubé, et quelques autres objets d'art. On sauva les monuments funèbres de la chapelle de la Sainte-Vierge, ces chefs d'œuvre inestimables, ainsi que le rétable et le tableau de Philippe de Champagne, en remplissant de foin la chapelle louée à usage de grenier.

La châsse de saint Romain, la fierte populaire, échappa « comme par miracle, dit M. Deville, à l'enlèvement et à la destruction des nombreuses pièces d'orfèvrerie que possédait la Cathédrale, et fut rendue à la fabrique vers 1795. » La châsse de saint Sever fut également sauvée; elle est aujourd'hui au musée départemental des antiquités. Tout le reste disparut dans le pillage.

Notre antique et vénérable Métropole devait subir un suprême outrage : elle fut convertie en temple de la Raison, et le 30 novembre fut choisi pour consommer ce sacrilège. Nous passons sur les préliminaires de cette fête grotesque et impie, dont les détails répugnent à notre plume, et nous ne prenons le triste cortège qu'à sa troisième station qui se fit dans notre Cathédrale. On vit

entrer dans le temple les diverses phalanges de sans-culottes coiffés du bonnet rouge, escortant la déesse de la Liberté. C'était une jeune fille, presque une enfant, vêtue de blanc, portant en main une lance au bout de laquelle était un bonnet rouge. Quatre sans-culottes la portaient sur un brancard. Un groupe de femmes, habillées à l'antique, suivait la Liberté. Alquier, représentant du peuple, précédait ses sinistres acolytes. Puis venait la déesse de l'Egalité, une jeune fille assise sur un tronc d'arbre porté sur un pavois par des sans-culottes, et entourée de citoyennes vêtues de blanc. Le maire, Pillon, le comité de salut public, les commissaires des sections, fermaient la marche.

On entre dans la Cathédrale, ornée de tentures rouges. La cérémonie s'ouvre par la *Marseillaise*, que vocifèrent les sans-culottes avec accompagnement de grosse-caisse et de tambours. Un chœur de patriotes chante ensuite un hymne à la Liberté, dont les paroles avaient été composées par Lainé et la musique par Champain. Pillon prend la parole après ces chants. Son discours, si l'on peut donner ce nom au pathos entremêlé de blasphèmes qui souilla les voûtes de notre Métropole, est tellement horrible, qu'aucun historien n'a osé en donner le texte, transcrit pourtant sur le registre des délibérations. Sa pensée principale est qu'il n'y a pas d'institution plus nuisible au genre humain que celle des religions; que la seule divinité à adorer, c'est la Raison; les seuls saints à célébrer, sont Marat et Lepelletier. Tous les outrages, toutes les injures, à Dieu, à l'Eglise, aux prêtres, que renferme la langue révolutionnaire, sont accumulés dans cette œuvre de folie furieuse. Le conventionnel Alquier en fut lui-même stupéfait. Il crut devoir corriger l'effet produit par ces divagations, en déclarant que, comme homme, il croyait à l'existence de Dieu.

Un des prêtres jureurs qui avait abdiqué son état, le citoyen Durand, succéda à Alquier et prononça, lui aussi, une harangue révolutionnaire, dont on n'a pas le texte, et se fit applaudir des sans-culottes, qui couvrirent sa voix aux cris de vive la République! vive la Montagne! vive la Raison!

Pillon proclama la ci-devant Cathédrale temple de la Raison. On chanta plusieurs couplets révolutionnaires, avec accompagnement de grand orgue, et le cortège quitta enfin la vieille église qui, même lors de la désolation de 1562, n'avait jamais connu une si horrible profanation.

A dater de ce jour, la Cathédrale, convertie en temple de la Raison, ou plutôt du Délire, fut témoin, chaque décadi, de scènes à peu près semblables.

La séance commençait à dix heures. Elle se passait dans la grande nef. On avait fermé le chœur par une grande cloison recouverte de toile rouge et décorée de drapeaux et de panoplies surmontés d'un bonnet rouge. Des tribunes étaient réservées pour les citoyens remplissant des fonctions publiques. Un orchestre occupait une estrade élevée au haut de la nef. La lecture des lois remplissait la première partie de la séance. Un ou plusieurs orateurs venaient ensuite débiter des discours dans le ton et le goût du moment. On chantait après la *Marseillaise* et d'autres couplets variés dont les poètes des clubs fournissaient abondamment le répertoire révolutionnaire. Il y a tout un volume de ces rapsodies, la plupart aussi dépourvues de sens que de style. Et quand on avait bien péroré, chanté et crié, on allait se rafraîchir dans les cabarets voisins, afin de retrouver des poumons pour les séances du soir aux clubs patriotiques.

Les réunions décadaires n'étaient pas les seules fêtes civiques auxquelles on conviait la population. Notre cadre ne nous permet pas de mentionner ces démonstrations multipliées, empreintes d'une pompe toute païenne, et le plus souvent grotesques. Elles sont bien connues de ceux qui ont lu l'histoire de la Révolution. Outre les anniversaires de la Révolution, 14 juillet 1789, 10 août 1792, 21 janvier 1793, il n'y avait pas moins de 36 fêtes, consacrées les unes à la nature, à la jeunesse, à l'amour, à l'agriculture, à l'industrie, les autres à la haine des tyrans, au stoïcisme et au malheur. Notre pauvre Cathédrale et les principales églises du diocèse étaient condamnées à subir toutes ces profanations.

Pendant ce temps-là, les fidèles, et ils étaient nombreux parmi nous, ne savaient où se réfugier pour prier. Quelques prêtres cachés célébraient encore la Messe dans des maisons sûres, devant un petit groupe d'assistants. Toutes les églises étaient fermées, et c'est Grégoire qui l'avoue (1) : « La liberté des cultes n'était que pour quelques synagogues et quelques temples protestants. Les sbires de la police exerçaient leur inquisition jusque dans les solitudes les plus secrètes; toute réunion catholique était, par cette

(1) *Histoire des sectes religieuses*, tome I, p. 179.

même qualité, déclarée contre-révolutionnaire et punie de prison ou de mort. »

A Rouen, du moins, on n'alla pas plus loin que la prison. Il est vrai qu'elles étaient pleines; mais aucune exécution sanglante pour cause de religion ne marqua dans notre ville l'année 1793. Les hommes valaient mieux que les lois et les institutions, et les idées de modération relative prévalaient encore dans les conseils de la commune.

L'assistance aux réunions décadaires allait cependant en diminuant. Composée d'abord des sans-culottes, des curieux et des désœuvrés toujours avides de spectacles nouveaux, et d'un certain nombre de peureux qui croyaient faire acte de bons citoyens, elles comptaient dans les premiers temps une foule assez compacte; mais, après quelques mois d'expérience, les assemblées furent réduites aux seuls révolutionnaires. Les rangs mêmes de ceux-ci allaient toujours en s'éclaircissant, si bien qu'au commencement de novembre, la commune était obligée d'afficher par toute la ville « que les fêtes de décadi étaient abandonnées, que le temple de la Raison était désert, et qu'on invitait les patriotes à montrer plus de zèle. »

Les registres des délibérations de l'Hôtel-de-Ville des 29 vendémiaire, 1^{er} pluviôse, 8 nivôse, 3 ventôse an III, sont remplis des doléances du conseil de la commune, qui gémit sur cette indifférence du peuple, sur l'abandon devenu général des réunions décadaires, sur la solitude du temple de l'Eternel, et reproduisent les adresses pathétiques adressées à la population pour la ramener aux fêtes et aux assemblées républicaines. Vaines exhortations. Les artistes mêmes qui prêtaient leur concours à ces réunions refusent de s'y rendre. On ne trouve plus pour vociférer la *Marseillaise* que des sans-culottes avinés dont on reconnaît libéralement les services.

Un moment on avait excité la curiosité en modifiant le programme des cérémonies. Robespierre avait, on le sait, proposé à la Convention, le 7 mai 1794, un décret dont le premier article était que le peuple français reconnaissait l'existence de l'Être suprême. Adopté séance tenante, ce décret fut suivi d'une fête nationale célébrée le 8 juin en l'honneur de l'Être suprême. A Rouen, la fête eut lieu au Champ-de-Mars. La cloche de la Cathédrale en donna le signal. L'ordonnance de la cérémonie fixée

pour Paris par le peintre David fut copiée par toutes les villes : elle est trop connue pour la reproduire ici. Nous remarquerons seulement à Rouen qu'au lieu de porter sur un pavois, comme aux fêtes précédentes, la déesse de la Liberté, on confia aux épaules de huit sans-culottes l'homme et la femme les plus âgés de l'Hospice. L'acte de Robespierre mit fin au culte de la Raison, en le remplaçant par celui de l'Être suprême. En conséquence, notre pauvre Cathédrale, qui présentait, depuis la fin de 1793, sur la porte principale l'inscription suivante tracée en lettres d'or :

LIBERTÉ — ÉGALITÉ

TEMPLE DE LA RAISON

Si l'homme est créé libre, il doit se gouverner ;
Si l'homme a des tyrans, il doit les détrôner,

reçut, après le 8 juin 1794, une autre inscription qui couvrit la première :

LE PEUPLE FRANÇAIS RECONNAÎT L'ÊTRE SUPRÊME ET L'IMMORTALITÉ
DE L'ÂME

Et bientôt le temple de la Raison fut appelé dans les documents publics le temple de l'Eternel. C'était un premier pas dans la voie du bon sens.

Les réunions décadaires se ressentirent de cette modification. On substitua aux hymnes à la Liberté des hymnes à l'Eternel, et on termina même les séances par une prière à l'Être suprême. On ne réussit pas cependant à faire reprendre au peuple l'habitude de ces réunions de plus en plus délaissées.

M^{re} de Breteuil, évêque de Montauban, avait cru pouvoir se réfugier à Rouen, au moins pendant quelque temps, avant de passer à l'étranger. Il fut dénoncé et arrêté le 14 juillet 1794 (26 messidor, an II). Sa santé était délabrée, et il avait trouvé un abri et des soins chez de bonnes personnes, Mme Duteurtre Hédou, Rose Solo, sa domestique, et Remy Hervieux, garde des forêts nationales. On traîna en prison, à Saint-Lô, le vénérable évêque, malgré sa maladie, et on l'écroua sous le nom de « François Tonnelier, ci-devant évêque de Montauban. » Il s'appelait en effet Le Tonnelier de Breteuil. On incarcéra également M^{me} Duteurtre

Hédou, Rose Solo et Remy Hervieu « qui avaient commis le crime de cacher et recéler le cy-devant évêque. »

Mgr de Breteuil ne survécut pas longtemps aux mauvais traitements dont il fut l'objet. Il mourut en prison le lendemain même de son écrou, le 15 juillet 1794 (1). Il était le frère du baron de Breteuil, le fidèle ministre de Louis XVI; il occupait le siège de Montauban depuis 1763, et était âgé de 68 ans. Il avait été député de son ordre aux Etats-Généraux et avait suivi constamment dans ses votes et ses opinions le Cardinal de la Rochefoucauld. On porta son corps dans la fosse commune. La mort de ce Prélat passa inaperçue au milieu de la désolation générale.

Au Havre, les commissaires firent enlever en 1793 les plombs des toitures des chapelles de l'église Notre-Dame. On partagea l'église en deux, en établissant un pal de refend entre le chœur et la nef. La nef fut réservée pour les fêtes républicaines, et les prêtres assermentés continuèrent quelques temps encore à célébrer dans le chœur... « Notre plume se refuse à décrire, dit M. l'abbé Lecomte, les saturnales impies de la révolution dans le temple saint... Il suffira de savoir que les démagogues y célébraient la décade et les fêtes civiques toutes païennes de ce temps, et qu'un cynisme éhonté osa placer plusieurs fois sur l'autel de la Vierge de prétendues déesses de la Raison... Jetons un voile sur ces horreurs et disons, à la louange de la ville du Havre, que ces scènes pitoyables n'avaient qu'un très petit nombre de témoins, presque tous étrangers, et que cette cité fut encore privilégiée, en ce sens qu'on eut à y déplorer moins de scandales et d'abominations que partout ailleurs (2). »

Des prêtres orthodoxes cachés y exercèrent le ministère clandestin, comme dans toutes les parties du diocèse, et parmi eux le vénérable M. Le Cormier, dont on doit conserver et bénir la mémoire (3).

A Dieppe, les églises fermées, comme partout, à la fin de novembre 1793, sont affectées à usage de casernes. Un bataillon de volontaires casernés à Saint-Remy « dévastèrent la malheureuse

(1) *Les Prisons de Rouen pendant l'époque révolutionnaire*, par M. De Lérue. *Nouvelliste de Rouen*, 18 février 1884.

(2) *Les églises du Havre*, p. 173.

(3) Mgr Duval. *Les Ursulines du Havre*, p. 115.

église, brisèrent ses statues, renversèrent ses autels, déchirèrent ses images et souillèrent tout ce qu'ils ne purent détruire... Vers la fin de 1794 les patriotes établirent dans l'église une fabrique de salpêtre. Les fournaux furent installés dans la chapelle Saint-Nicolas, aujourd'hui Bon-Secours. On les chauffa avec du bois provenant des chaires, des autels et des contretables. On faisait tremper, dans d'énormes cuves, la terre sacrée du temple toute pétrie de la cendre des ancêtres. On alla jusqu'à jouer avec leurs vénérables ossements!... (1). »

Dans son histoire d'Aumale, M. Sémichon, après avoir jugé la royauté quelquefois avec sévérité, parle avec la même franchise des « tristes années qui s'écoulèrent de 1792 à 1800 » et fait cette remarque si loyale et si juste : « Nous ne voyons pas pourquoi cette époque jouirait du privilège du silence (2). » Le 30 septembre 1793, après le dépouillement de l'église, on enleva tous les cercueils en plomb. En décembre 1793 la municipalité arrêta que toutes les croix placées au sommet des temples et chapelles et autres marques extérieures seront descendues ; que les autres croix qui se trouvent sur les routes seront abattues ; tout exercice public du culte, *toute vente d'objets de dévotion* sont interdits. Le bonnet rouge remplace le coq.

En février 1794 on affecta l'église au culte de la Raison (3).

A Gournay, on eut la précaution de retirer les reliques si vénérées de saint Hildevert de la châsse d'argent envoyée à la monnaie, on détruisit tous les objets du culte comme ailleurs, et le curé constitutionnel ayant abdiqué ses fonctions, on ferma la belle collégiale, devenu église paroissiale, le 7 frimaire. Par délibération du 22 frimaire an II la municipalité décida que Saint-Hildevert serait transformé en temple de la Raison universelle (4).

A Eu, on brûla les statues des saints sur la Place verte, et on dédia la splendide église au culte de la Raison. On détruisit tout ce qui rappelait le passé de la glorieuse abbaye (5), mais on put sauver les reliques de saint Laurent.

(1) L'abbé Cochet. *Les églises de Dieppe 1846*, p. 55 et 56.

(2) *Histoire d'Aumale*, T. 2, p. 151.

(3) *Histoire d'Aumale*, 211, p. 156.

(4) Potin de la Mairie. *Histoire de Gournay*, T. 2 p. 110 et suiv.

(5) Voir *La ville d'Eu*, par Désiré Le Bouf, p. 502 et suiv.

L'église de la Sainte-Trinité de Fécamp fut ouverte un peu plus longtemps que les autres. Le 11 décembre 1793, jour où on inaugura la fête de la Raison, on laissa le chœur au clergé constitutionnel. Il fut arrêté que la fête aurait lieu dans la nef, « que les grilles des collatéraux seraient fermées pour éviter toute communication du côté du chœur, et qu'avec des toiles, les deux autels et toutes les figures du Jubé seraient cachées, afin que la fête soit librement exécutée, et qu'elle ne puisse être frappée d'aucun objet de superstition. » En janvier 1794, l'église fut la proie de vandales qui « abattent les statues, brisent les vitraux, détruisent les sculptures des tombeaux, privent les écussons de leurs signes héraldiques, enfin mettent une ardeur furieuse à leurs déprédations (1). Le bourdon de Fécamp, appelé le Gros-Fécamp, ne fut brisé qu'en mars 1794, et les croix enlevées le 16 du même mois. Ce ne fut que le 1^{er} germinal an II que les délégués de la Société populaire ayant réclamé la fermeture des églises et chapelles, on leur donna satisfaction en supprimant le culte catholique. Il y avait déjà quatre mois qu'il était interdit partout. Le curé constitutionnel se retira, mais il eut soin d'emporter les deux fioles du Précieux-Sang. Il fut, pour ce fait, écroué dans la prison de Montivilliers (2). L'église servit alors de club aux Jacobins, et aux fêtes décadares.

L'église de Forges-les-Eaux était très riche en mobilier et ornements divers, donnés par les grands personnages qui venaient prendre les eaux ; « la Révolution de 1793 a tout pillé, volé et brisé, dans sa rage de détruire tout ce qui touchait à la religion. Peu de temps après que le flot révolutionnaire eût exercé ses ravages, des architectes furent appelés afin d'aviser aux moyens de conserver cette église qui menaçait ruine. Comme ils ne donnèrent aucune assurance, on supprima la toiture et une partie du corps carré du clocher. Ce qui restait ne tarda pas à s'écrouler et entraîna, dans sa chute, le chœur et les deux chapelles. On fit au bout de la nef une cloison en planches, et c'est là le seul temple qui, pendant plus de vingt ans, resta aux habitants de Forges » (3).

(1) Notice historique sur l'église de la Sainte-Trinité de Fécamp, par A. Leport. Fécamp 1870, p. 50 et suiv.

(2) Voir notice historique de M. Leport, p. 55.

(3) M. l'abbé Decorde. *Essai sur le canton de Forges-les-Eaux*. Rouen 1836, p. 85 et 86.

A Doudeville, « le mobilier fut pillé ou vendu, deux cloches furent enlevées, la crypte profanée, les restes des seigneurs jetés au vent; les cercueils de plomb laissés à l'abandon le long des murs extérieurs de l'église. La religion philanthropique prit la place du vrai culte. Les images de Marat et de Pelletier remplacèrent les statues des saints. Des jeunes filles furent assises sur l'autel et reçurent les honneurs comme déesses de la Liberté et de la Raison. L'église ne fut plus qu'un club et la chaire une tribune où chacun avait le droit de faire les plus ridicules et les plus folles motions (1). »

Voilà, ou à peu près, l'histoire de toutes nos églises pendant la Terreur. Aussi le vénérable curé de Doudeville, toujours si consciencieux et si précis dans ses observations, a raison d'ajouter : « Il ne faut pas croire pourtant que toute la population fut dans les mêmes sentiments, ni même que ceux qui assistaient à ces réunions sacrilèges fussent tous des ardents » révolutionnaires. « La peur, la curiosité, l'hostilité même y conduisaient » les adversaires.

Assurément, dans bien des campagnes éloignées des centres, la révolution ne fit pas sentir ses excès. Nos populations si sages, si avisées ne se prêtaient qu'à contre-cœur ou ne se prêtaient pas du tout, quand elles le pouvaient, à l'application des décrets les plus odieux. Elles obéissaient aux réquisitions de tout genre, mais non aux édits de persécution. Les églises furent fermées à peu près partout à la fin de l'année 1793, cependant dans quelques communes nous avons la preuve que le culte ne fut pas interrompu. Le préfet Beugnot, dans un compte-rendu officiel au ministre de l'intérieur, en date du 27 frimaire an XIV, constate que dans le pays de Caux « l'exercice de la religion n'a jamais cessé au milieu du feu de la persécution. » La centralisation n'était pas encore accomplie; l'action du pouvoir ne se faisait guère sentir dans les villages perdus près des bois ou d'un accès difficile; elle rencontrait dans l'esprit des habitants et même dans certaines municipalités une résistance passive presque insurmontable.

De plus, il faut rappeler, que même au plus fort de la Terreur, de bons prêtres au courage héroïque, continuaient d'exercer leur

(1) M. l'abbé Simon. *Inventaire des Archives du doyenné de Doudeville*, p. 176.

ministère dans les villes et les campagnes; ils demeuraient cachés le plus souvent dans des maisons hospitalières, parfois dans les bois ou dans des granges, et rayonnaient sur une certaine étendue de pays. Que de familles chrétiennes conservent le souvenir et l'honneur d'avoir abrité des prêtres et coopéré à leur apostolat!

Le nombre des prêtres orthodoxes qui se sont voués au ministère clandestin a été plus considérable qu'on l'imagine.

Nous savons par des documents certains que MM. Papillaut et Malleux, vicaires généraux de M^{sr} de la Rochefoucauld, et M. l'abbé de Chevannes, n'ont jamais quitté Rouen, M. l'abbé de Boisville y a résidé fréquemment. Dans la ville et le district citons : MM. Racine, Carré, Leblanc, Jean-Noël Motte, Bachelet, Jean-Baptiste Pottier, d'Anfernet, Foloppe, Pouquet; dans celui d'Yvetot, MM. Loppidé, Férey, Lemaitre; à Dieppe, MM. Briche, Delaporte; au Havre, M. Le Cormier; dans le district de Neufchâtel MM. Cuet, Demiannay, Blandin, Vaquez, Montaigne, et bien d'autres condamnés plus tard à la déportation.

M. l'abbé Picard, dans son excellente notice sur M. l'abbé Motte, mort archiprêtre de la Métropole, nous raconte sa vie pendant la Terreur. C'était celle de tous les prêtres cachés : « son ministère ne se bornait par alors seulement à la ville, lieu le plus ordinaire de sa résidence, mais il parcourait aussi les campagnes, et au péril de sa vie se montrait toujours prêt à répondre à l'appel des âmes qui réclamaient le secours de son zèle. Dans plusieurs circonstances, pour ne pas compromettre la vie des personnes qui l'eussent volontiers reçu dans leurs maisons, il fut errant dans les bois, caché dans les profondeurs des vallées. On cite même une circonstance où il resta très longtemps resserré entre deux murailles tellement rapprochés l'une de l'autre, qu'elles paraissaient n'en faire qu'une. La surveillance longtemps prolongée des agents de la Révolution empêcha les personnes qui savaient son secret de venir le tirer, aussitôt qu'elles l'eussent voulu, de cette cachette, et il faillit y mourir de faim. Plus d'une fois aussi il fut sur le point de tomber au pouvoir de ces hommes de sang qui alors faisaient trembler la France. Dieu veilla toujours sur lui : la Providence ne cessa jamais de bénir les pieuses industries auxquelles il avait recours, sans jamais se déconcerter, même dans les circonstances les plus effrayantes. Dans l'exercice de ce pieux ministère, M. Motte ne faisait pas acception de personnes;

le plus pauvre comme le plus riche avaient un droit égal à ses soins, et plus d'une fois on le vit risquer sa vie pour aller porter au loin les secours de la religion à une pauvre servante de village (1). »

Ce sera la gloire éternelle de l'Eglise de France d'avoir été, à cette heure suprême, à la hauteur de sa mission. Partout, dans notre diocèse, on vit des prêtres, hier obscurs et inconnus, égaux par leur courage tout ce que l'antiquité nous rapporte de plus édifiant et de plus intrépide des premiers martyrs.

Ces hommes n'emportaient ni or ni argent, ni vivres ni habits. Ils ne songeaient qu'à se munir d'un calice, afin de célébrer les saints Mystères partout où ils le pourraient. Ils s'en allaient seuls, la nuit, jetant un dernier regard et donnant une dernière bénédiction à la paisible retraite où s'étaient si longtemps abrités leurs jours. Ils se présentaient dans les maisons, s'asseyaient au foyer domestique, se faisaient connaître lorsque les familles étaient demeurées fidèles à la foi, et y exerçaient leur ministère bienfaisant. Dans une chambre retirée, on dressait à la hâte une table qui devenait un autel, on assemblait discrètement les personnes pieuses du voisinage, et là, comme aux Catacombes, les chrétiens persécutés avaient la consolation de célébrer ensemble les saints Mystères; le bon prêtre, après la messe, adressait quelques paroles d'encouragement, affermissait la foi, entretenait l'espérance, répétait les promesses infaillibles du Maître, saluait par avance le triomphe de l'Eglise, et priait pour ses persécuteurs. Oui, ces prêtres poursuivis, traqués, voués à la mort, avaient en ce temps de persécution une invincible confiance; comme au siècle de Néron, ils souriaient à l'avenir, et affirmaient la victoire du christianisme. On l'oublie trop aujourd'hui; cela s'est passé il y a cent ans, et nos grands-pères pouvaient s'en souvenir. Après la messe aussi, le prêtre baptisait, confessait, mariait ceux qu'on avait eu le temps ou la facilité d'avertir. A la nuit tombante, il se remettait en route pour ne pas être inquiété. Comme le Sauveur, il n'avait pas une pierre où reposer la tête. Il couchait tantôt dans des granges, tantôt dans les écuries, tantôt même dans les bois. Lui, devenu par amour pour le Christ et par fidélité à son sacerdoce, comme le dernier des vagabonds, implorait parfois le

(1) M. l'abbé Picard. *Notice sur M. Motte*, Rouen, 1845, p. 9 et suiv.

pain de la charité, disputait aux bêtes fauves une place dans la forêt, et ne songeait, malgré l'ingratitude et l'injustice des hommes, qu'à faire le bien, à pardonner, à consoler et à bénir. Il apparaissait dans les familles, le sourire sur les lèvres, des paroles de paix à la bouche, comme un rayon d'espérance, et lorsqu'il avait terminé sa mission dans un village, il s'avancait vers un autre, ne se donnant nulle relâche, car la moisson était abondante, et rares les ouvriers, s'exposant chaque jour et à chaque heure du jour à la mort la plus ignominieuse.

Pour nous, hommes de ce temps, qui devons en partie à ces courageux apôtres la conservation de la foi dans notre patrie, ne soyons ni ingrats ni oublieux de tant de sacrifices et de dévouement. Il nous plaît de reposer notre souvenir, après les faits lamentables que nous avons rappelés, sur cette vision consolatrice.

Le 9 thermidor arrive. Robespierre tombe du faite où son audace et sa tyrannie l'avaient élevé. A la chute de ce monstre, la France respira. Mais la terreur qu'il avait inspirée était si profonde, qu'on eut peine à croire tout d'abord à l'événement. C'est le témoignage des historiens. « La société rouennaise, dit M. Gosselin, demeura durant quelques jours dans un état complet de stupeur. Point de fête publique, point de discours non plus; même plusieurs décadis passèrent inaperçus. »

On se reprit enfin, en face de la réalité, à l'espérance et à la vie. Toutefois le changement de gouvernement fut loin d'être aussi subit qu'on se l'imagine d'ordinaire. L'influence des Montagnards domina longtemps encore dans les actes de la Convention. « Le 9 thermidor, dit M. de Barante (1), avait à peine modifié l'ardeur intolérante et le désir de persécution contre le clergé et la religion catholique. »

Après la journée du 12 Germinal an III (1^{er} avril 1795) qui avait été un triomphe pour les modérés, la Convention avait rendu, sur le rapport de Lanjuinais, un décret autorisant la publicité du culte catholique.

Gratien célébra, dans un mandement enthousiaste, cette mesure de la Convention, qu'il compara à l'édit de Constantin. Il fit en même temps le tableau, hélas! trop fidèle, de l'abominable régime de la Terreur. Nous croyons devoir publier quelques pas-

(1) *Histoire de la Convention*, tome V, p. 374.

sages de ce document qui emprunte à son auteur et au temps où il a été écrit une importance considérable.

JEAN-BAPTISTE-GUILLAUME GRATIEN, par la divine Providence, dans la Communion du Saint-Siège Apostolique, Evêque Métropolitain de Rouen, à nos Coopérateurs dans le Saint Ministère, et à tous les Fidèles de notre Diocèse; Salut et bénédiction en Notre-Seigneur Jésus-Christ.

Nos espérances, N. T. C. F., n'ont pas été frustrées, Notre résignation à la volonté du souverain Modérateur de l'Univers, n'a pas été vaine. Nos prières ont été exaucées. Dieu, qui se servit autrefois de l'empereur Constantin, pour donner la paix à l'Eglise universelle, vient de se servir de nos Législateurs pour la procurer à l'Eglise Gallicane, et pour briser le joug de fer qu'une tyrannie horrible et sans exemple, avait imposé à nos consciences.

Chantons des Cantiques d'allégresse; répandons-nous en actions de grâces. Bénissons Dieu du merveilleux changement qu'il vient d'opérer en notre faveur. De quelle affreuse situation ne nous a-t-il pas tirés! Les Autels renversés; les églises profanées; les images de Jésus-Christ, de sa sainte Mère et de ses Saints brisées; le Sacrement de son corps foulé aux pieds; les monuments de la piété de nos pères détruits ou dégradés; les Pasteurs en butte à la plus cruelle persécution, placés dans la triste alternative de trahir leurs consciences, ou de se résoudre à essuyer les railleries les plus amères, les dénominations les plus odieuses, les calomnies les plus noires, les traitements les plus rigoureux; les Fidèles dispersés, isolés, privés de la douce consolation de s'assembler dans la maison du Seigneur, pour lui offrir le saint sacrifice, chanter ses louanges, le remercier de ses bienfaits, implorer sa miséricorde, se nourrir de sa parole, recevoir ses sacrements, s'édifier les uns les autres; la foi des Simples ébranlée par la chute de plusieurs Pasteurs, et par les discours séducteurs de l'impiété; les moribonds privés des derniers Sacrements; des milliers d'enfants mourant sans Baptême; tels et infiniment plus grands encore, sont les maux dont la miséricorde du Seigneur vient de nous délivrer. Bienfait signalé; bienfait ineffable. Vous en sentez tout le prix, N. T. C. F., vos cœurs en sont pénétrés: témoins la sainte joie qui éclate sur vos visages. Que votre recon-

naissance réponde à l'étendue d'un si grand bienfait. Mais sachez-vous que la reconnaissance que Dieu demande principalement de vous, est celle de la bonne vie, c'est-à-dire, d'une vie véritablement chrétienne; d'une vie qui ait l'amour de Dieu pour principe, sa volonté pour règle, sa gloire pour fin dernière. Que les pécheurs se convertissent au Seigneur de tout leur cœur, et qu'ils expient leurs péchés par de dignes fruits de pénitence. Que les Apostats surtout, en qui la foi n'est pas encore entièrement éteinte, rentrent en eux-mêmes, qu'ils conjurent le Seigneur de leur faire connaître toute la profondeur de la plaie qu'ils se sont faite à eux-mêmes, et toute l'énormité du scandale qu'ils ont donné à l'Eglise; qu'ils rougissent d'avoir été assez lâches pour abjurer la qualité de Ministres ou de Disciples de J.-C.; qu'ils soient inconsolables d'avoir plus craint ceux qui ne peuvent tuer que le corps, que celui qui peut perdre dans l'Enfer le corps et l'âme; qu'ils embrassent les rigueurs salutaires de la pénitence; qu'ils retournent à Dieu de tout leur cœur, par les jeûnes, les larmes et les soupis; que leur satisfaction soit proportionnée à leur crime; une plaie profonde ne peut se guérir qu'avec beaucoup de soins et de temps; qu'ils ne désespèrent pas de la miséricorde du Seigneur, mais qu'ils craignent sa colère.....

Parmi les Prêtres qui, dans cette terrible épreuve, n'ont pas tenu une conduite tout-à-fait irréprochable, il en est sans doute qui méritent d'être traités avec indulgence; mais il y en a aussi qui se sont montrés entièrement indignes de leur état et de la confiance des Fidèles, et qui par conséquent doivent être exclus pour toujours des fonctions du saint Ministère. Rien n'est plus important que de discerner les uns d'avec les autres. Nous procéderons, dans ce discernement, avec toute la maturité que la justice et la charité peuvent demander. Nous espérons qu'il sera fait avant la Pentecôte prochaine. En attendant, nous exhortons les Fidèles et nous les conjurons par tout ce qu'il y a de plus sacré dans la Religion, de ne pas souffrir qu'aucun de ces Prêtres ne commence à exercer parmi eux les fonctions saintes, qu'il n'ait obtenu de nous une lettre de recommandation portant qu'il n'est dans aucun des cas qui excluent du saint Ministère. Quant à ceux d'entr'eux qui auraient déjà repris leurs fonctions, nous exhortons de même et nous conjurons les Fidèles de ne pas souffrir qu'ils continuent à les exercer au-delà de la Pentecôte prochaine,

si à cette époque ils n'ont pas obtenu de nous la lettre de recommandation ci-dessus mentionnée.

Plaise à Jésus-Christ de nous remplir tous de son esprit; de nous faire connaître de plus en plus sa volonté, et de nous donner la force de l'accomplir; de nous faire pratiquer ses maximes et imiter ses exemples; de nous donner un amour sincère de la paix et de la concorde; enfin de nous faire mériter par la pratique de toutes les vertus, la récompense promise à ses fidèles serviteurs.

Donné à Rouen, le premier avril 1795, 12 Germinal de l'an troisième de la République Française.

† JEAN-BAPTISTE-GUILLAUME GRATIEN, Evêq. Métrop. de Rouen.

Ce document juge l'époque, le clergé constitutionnel, et flétrit, comme il convient, par la plume d'un partisan déclaré de la Révolution, l'abominable régime de la Terreur. Nous allons voir maintenant les principales victimes qu'il a faites dans notre diocèse.

II

I. — LA DÉPORTATION

1^o — L'Assemblée législative, avant de mettre fin à son triste mandat, avait rendu, le 26 août 1792, le décret suivant :

« Tous les ecclésiastiques qui, étant assujettis au serment prescrit par la loi du 26 décembre 1790 et celle du 17 avril 1791, ne l'ont pas prêté, ou qui, après l'avoir prêté, l'ont rétracté et ont persisté dans leur rétractation, seront tenus de sortir, sous huit jours, des limites du district et du département de leur résidence; et dans la quinzaine, hors du royaume..... Passé le délai de quinze jours, les ecclésiastiques non assermentés qui n'auraient pas obéi aux dispositions précédentes, seront déportés à la Guyane française. »

Cette loi, la plus barbare des douze cents lois fabriquées en un an par la mécanique révolutionnaire, reçut immédiatement son

application. Les visites domiciliaires commencèrent à Paris et remplirent les prisons. On y organisait les horribles massacres de septembre. A Rouen, où les sentiments de modération prévalaient encore, on se hâta de faire partir pour l'étranger les prêtres insermentés; les embarquements pour Ostende et l'Angleterre commencèrent dès le 3 septembre, pour se continuer jusqu'à la fin de l'année. On délivra à l'Hôtel-de-Ville, comme nous l'avons dit plus haut, pendant le seul mois de septembre, seize cents passeports aux ecclésiastiques soumis à la loi d'exil. Ce ne fut que le 21 mars 1793 qu'on afficha à Rouen le décret du 26 août 1792 relatif à la déportation, en assignant aux prêtres *réfractaires* comme maison de réunion et de détention le séminaire Saint-Vivien. En même temps les visites domiciliaires furent organisées et amenèrent l'arrestation de nombreux ecclésiastiques bientôt entassés dans les maisons de force. On choisit en mars 1794 parmi eux quatre-vingt-un des plus jeunes et des plus valides pour la déportation.

Ce qui se passa à Rouen se répéta dans toute la France.

Nous avons dépouillé, en 1866, tous les dossiers des prêtres déportés, conservés dans les archives de l'Hôtel-de-Ville, et nous donnons ici la liste glorieuse de nos martyrs, avec les documents les plus importants de leur touchante et sainte histoire (1).

1. Adam (Louis-Amand-Joseph), né le 19 décembre 1744, à Rouen, a fait profession chez les Religieux Cordeliers de Rouen, le 1^{er} septembre 1761. — 51 ans.

Déclare le 20 avril 1790, aux officiers municipaux qu'il veut rester en religion.

Arrêté le 12 avril 1793, rue du Barbet, 6.

A lui demandé, dit le procès-verbal, dont nous citons textuellement quelques extraits, s'il a prêté les serments voulus par les lois.

(1) C'est sur la demande de Mgr le Cardinal de Bonnechose que nous avons entrepris, en 1866, ce travail qui a été envoyé par l'archevêché de Rouen à M. l'abbé Manseau, curé-doyen de Saint-Martin de Ilé, qui s'occupait déjà de l'histoire de la déportation qu'il a publiée depuis en 1887. Notre travail a été inséré dans l'almanach liturgique du diocèse, en 1867. M. l'abbé Decorde a publié deux ans après nous, dans le *Magasin Normand*, qu'il rédigeait, la liste des prêtres déportés. Il a reconnu dans le N° du 14 janvier 1868, qu'il s'était inspiré de notre travail. La vérité nous oblige à dire qu'il n'a fait que le reproduire en y ajoutant çà et là quelques détails puisés à d'autres sources.

A répondu que non.

A lui demandé s'il a dit la messe et où,

A répondu qu'il ne l'a pas dite depuis novembre 1791, que ses confrères ont retiré le calice.

A lui représenté qu'il porte son habit de Cordelier sous sa redingote, au mépris des lois,

A répondu qu'il le porte à raison du vœu qu'il en a fait, lorsqu'il est entré en religion, et qu'il le portera toujours, à moins qu'on ne le lui retire de force.

Détenu dans la maison de Saint-Vivien.

Déporté en 1791, il part de Rouen le 6 mars 1791 (16 ventôse an II), et meurt sur le navire *les Deux-Associés*, le 13 juillet suivant.

Inhumé dans l'île d'Aix.

2. Anceel (Charles-Nicolas-Antoine). 29 ans. Prêtre de la commune du Pin, district de Lisieux. Arrêté à Rouen, rue du Bac, 24, le 23 avril 1793.

Interpellé s'il a prêté les serments voulus par les lois,

A répondu négativement.

A lui demandé où il dit la messe ordinairement,

A répondu : A la cathédrale.

A lui représenté que sa messe et ses semblables occasionnent des rassemblements scandaleux dans Notre-Dame, qui peuvent troubler l'ordre public,

A répondu que c'est pour cela qu'il s'en est abstenu depuis Pâques, voulant, autant qu'il était en lui, pourvoir à la tranquillité publique et à la décence due au lieu saint.

Reclus dans la prison de Saint-Vivien, puis déporté.

Départ le dimanche 9 mars 1791 (19 ventôse an II).

Mort sur le navire *les Deux-Associés*, le 29 juillet suivant.

Inhumé dans l'île d'Aix.

3. Auger (Pierre). 29 ans. Né à Fromentel. Prêtre à Rouen, précepteur chez M. Fiquet, ancien vicaire de Saint-Etienne-la-Grande-Eglise. Arrêté le 8 mars 1793, place Voltaire.

A lui demandé s'il a prêté les serments voulus par les lois,

A répondu qu'il n'était tenu à aucun, n'étant point fonctionnaire public et n'ayant aucune pension de l'Etat.

A lui demandé s'il ne dit pas la messe,

Répond qu'il ne l'a dit pas depuis que les communautés sont fermées.

Détenu à la prison de Saint-Vivien, puis déporté.

Départ du 9 mars 1794 (19 ventôse an II).

Mort sur le navire *les Deux-Associés*, le 11 août suivant.

Inhumé dans l'île d'Aix.

4. **Batailler d'Omonville** (Bernard). 52 ans. Né à Omonville près Dieppe. Chanoine de l'Eglise métropolitaine de Rouen, du 19 octobre 1771 (prébende de Saint-Saire). Docteur de Sorbonne, très-versé dans la science liturgique.

Détenu, pour avoir refusé le serment, à la prison de Saint-Vivien, le 26 avril 1793.

Déporté. Départ du 9 mars 1794 (19 ventôse an II).

Embarqué sur le navire *les Deux-Associés*, en rade de Rochefort. La force de son tempérament résista longtemps aux tortures de l'entrepont, où les prisonniers, entassés les uns sur les autres, périssaient dévorés par la vermine, ou asphyxiés par un air pestilentiel. Il mourut l'un des derniers, dans la nuit du 19 au 20 janvier 1795, à 57 ans.

Il fut inhumé près du fort Vaseux, sur les bords de la Charente.

M. Batailler d'Omonville, d'une ancienne famille, était fils d'un conseiller à la cour des comptes, et a été célébrée par l'abbé de Chaligny, chanoine de Verdun, dans ses poésies latines.

5. **Baudet** (Jean-Baptiste-Ouen). 36 ans. Prêtre, professeur au collège de Pavilly, puis chapelain de la chapelle Sainte-Austreberte, à Pavilly. Né à Heugleville.

Détenu comme ayant refusé le serment.

Déporté nominativement. Départ du 6 mars 1794 (16 ventôse an II).

Mort sur le navire *les Deux-Associés*, le 18 juillet suivant.

Inhumé dans l'île d'Aix.

6. **Bauquet** (Charles-Jacques), chartreux et coadjuteur de Bourfontaine, était né dans le diocèse de Bayeux, à Blagny. Chassé de son cloître, il conserva sa foi intacte au milieu des innovations schismatiques, et mérita d'être compris parmi les prêtres fidèles du département de la Seine-Inférieure, où il avait été arrêté.

Embarqué sur le navire *les Deux-Associés*, il y expira, le 9 août 1794, à l'âge de 53 ans, et fut inhumé à l'île d'Aix.

7. **Bénard** (Pierre-Robert). 25 ans. Sous-diacre. Arrêté à Rouen, rue de la Truie.

Détenu comme insermenté. Déporté nominativement. Départ du 18 mars 1794 (28 ventôse an II).

Mort sur le navire *les Deux-Associés*, le 22 août suivant.

Inhumé à l'île d'Aix.

8. Dom **Béguignot** (Claude). 58 ans. Religieux profès de la Chartreuse de Saint-Julien (ordre de Saint-Bruno), à Saint-Pierre de Quevilly, près Rouen.

Arrêté, le 23 avril 1793, rue Boucherie-Massacre, n° 8.

A lui demandé s'il avait prêté les serments voulus par les lois.

A répondu que non.

S'il a dit la messe.

A répondu qu'il l'a dite aux Gravelines, puis à l'église métropolitaine, et ensuite dans sa chambre.

A confessé quelques personnes à Pâques dernier.

Détenu dans la prison de Saint-Vivien.

Déporté le 6 mars 1794 (25 ventôse).

Mort le 16 juillet suivant.

Inhumé dans l'île d'Aix.

9. **Bourdet** (François), prêtre, clerc du trésor de Saint-Lô de Rouen, 58 ans.

Arrêté, rue de la Poterie, 23, comme ayant refusé le serment.

Détenu, puis déporté.

Départ du 15 mars 1794 (25 ventôse an II).

Mort le 6 août suivant.

Inhumé dans l'île d'Aix.

10. **Bourdon** (Jean). Né à Séez, paroisse Saint-Pierre (Orne), en 1747, dit en religion frère Protais, secrétaire provincial, confrencier et gardien de la maison des Capucins de Sotteville-lès-Rouen.

A déclaré, le 26 avril 1790, aux officiers municipaux qu'il veut rester dans son ordre.

Arrêté à Rouen, rue du Benard, 90, le 10 avril 1793.

Interrogé s'il a prêté les serments requis par la loi,

A répondu que non.

A lui demandé pourquoi il ne les a pas prêtés,

A répondu qu'il n'a pas cru devoir le faire.

A lui demandé si, depuis sa sortie du couvent, il a dit la messe, où, et quand,

A répondu *qu'aucune loi ne l'empêchant de la dire partout où il voudrait, il n'a rien à répondre à cet interrogatoire.*

Détenu, puis déporté. Départ le 9 mars 1794 (19 ventôse an II).

Embarqué sur *les Deux Associés*.

Ses confrères, le voyant attaqué d'une fièvre violente, le lièrent avec leurs mouchoirs. Son délire était extraordinaire. On crut à un complot, et le jury militaire proposa de fusiller tous les prêtres qui étaient à bord. Il fut mis aux fers, et expira en se meurtrissant avec ses chaînes, le 22 août.

Inhumé dans l'île Madame.

11. **Breton** (Pierre-Nicolas). 58 ans. Capucin, prêtre de la communauté de Forges (diocèse de Rouen), sous le nom de père Isaac.

Arrêté à Rouen, le 25 avril 1793, rue des Bonnetiers, 31, où il était depuis le 13 mai 1791.

Interrogé s'il a prêté les serments,

A répondu que non.

A lui représenté que le serment du 14 août étant commun pour tous les Français, il est étonnant qu'il ne se soit pas soumis à cette loi de son pays,

A répondu qu'il n'a pas voulu le faire et qu'on *fera de lui ce qu'on voudra*.

Interpellé s'il a dit la messe, où il l'a dite,

A répondu qu'il l'a dite à l'Hôpital-Général, et qu'il l'a dite encore aujourd'hui.

Interpellé s'il a fait des fonctions ecclésiastiques,

A répondu qu'il confesse lorsqu'il en est requis.

A lui demandé s'il est dans l'intention de continuer à dire la messe,

A répondu qu'il *la dira autant qu'il le pourra*.

Détenu, puis déporté.

Départ du 9 mars 1794 (19 ventôse an II).

Il était d'abord sur le navire *les Deux-Associés*, mais il est descendu à l'hôpital de l'île Madame, où il est mort et inhumé.

12. Buquet (Jean-Jacques), 41 ans. Prêtre, chapelain de l'abbaye de Saint-Amand de Rouen.

Refuse le serment comme son frère, prêtre comme lui, et vicaire d'Auffay.

Est arrêté, le 19 novembre 1783, errant dans le quartier Bouvreuil, sans ressource et sans abri.

Détenu dans la prison de Saint-Vivien, puis condamné à la déportation.

Départ du 21 mars 1794 (1^{er} germinal an II).

Mort en rade de Rochefort le 13 septembre suivant.

Inhumé dans l'île Madame.

13. Caulle (Amand). 35 ans. Prêtre habitué de Saint-Maclou de Rouen. Auteur de plusieurs écrits estimés sur les mathématiques.

Refuse le serment à la Constitution civile.

Arrêté en avril 1793, comme prêtre réfractaire, il est condamné à la détention, puis à la déportation.

Départ de Rouen le 21 mars 1794 (1^{er} germinal an II).

Meurt l'un des premiers, en rade de Rochefort, le 7 juin.

Inhumé dans l'île d'Aix.

14. Cauvin (Toussaint), sous-diacre à Guerbaville-la-Mailleraye, 31 ans.

Refuse le serment. Arrêté à Caudebec, détenu, puis condamné nominativement à la déportation.

Départ du 9 mars 1794 (19 ventôse an II).

Mort le 2 août 1794.

Inhumé à l'île d'Aix.

15. Collas du Longchamps (Jacques-Philippe-Guillaume-François). 34 ans. Né à Vimoutiers (Orne). Prêtre depuis huit ans, ordonné par Mgr de la Ferronnays, évêque de Lisieux; desservant de Notre-Dame-du-Val (district de Pont-Audemer), puis, en 1792, précepteur des enfants de M. de Brèvedent, à Rouen, rue de la Truie, 12.

Avait refusé le serment.

Il est arrêté, pendant la nuit du 30 mars, par un commissaire qui menace de le tuer d'un coup de pistolet, s'il fait le moindre mouvement.

Détenu d'abord à Saint-Lô.

On avait trouvé dans sa chambre une pierre d'autel consacrée, plusieurs manuterges, purificateurs, corporaux.

Interpellé de reconnaître si c'est pour lui que la pierre consacrée a été placée dans la chambre,

A répondu que c'est pour lui qu'elle a été placée.

Depuis quel temps il a dit la messe,

Depuis trois mois.

A lui demandé s'il reconnaît deux manuterges, quatre purificateurs, un amict, un corporal, trouvé chez lui,

A répondu qu'il reconnaît parfaitement ces objets pour être à lui.

A lui demandé s'il reconnaît deux burettes,

A dit qu'il les reconnaît et qu'elles lui appartiennent.

Condamné à la déportation, il part de Rouen le 21 mars 1794 (1^{er} germinal an II).

Meurt le 8 septembre suivant.

Inhumé à l'île Madame.

16. Corbet (Jean-Baptiste). 33 ans. Capucin de Forges-les-Eaux (Père Gratien). Né à Carantilly.

Refuse le serment. Conduit en prison à Rouen.

Détenu. Condamné à la déportation.

Départ du 18 mars 1794 (28 ventôse an II).

Meurt en rade de Rochefort, le 16 juillet suivant.

Inhumé à l'île d'Aix.

17. Deschamps (Pierre) l'ainé. 44 ans. Capucin, prêtre à Dieppe, appelé en religion Père Antoine.

Refuse le serment.

Arrêté à Rouen, avec son frère, rue Martainville, 97, le 12 mars 1793, est enfermé en prison, puis condamné à la déportation.

Meurt sur les *Deux-Associés*, le 8 août 1794.

Inhumé dans l'île d'Aix.

18. Deschamps (Emmanuel). 41 ans. Frère du précédent. prêtre du Havre, appelé en religion le Père Marcellin.

Refuse le serment.

Arrêté, le 12 mars 1793, avec son frère aîné, à Rouen, rue Martainville, 97.

Interpellé de nous dire s'il a prêté les serments voulus par les lois,
A répondu que non.

Interpellé de nous dire s'il a dit sa messe depuis l'époque des serments, et où il l'a dite,

A répondu qu'il a toujours dit sa messe à l'église Notre-Dame jusqu'à samedi dernier.

A lui demandé quelle est la raison qui l'a empêché de se soumettre aux lois de son pays en prêtant le serment,

A dit que c'est d'après la liberté des opinions religieuses *et le cri de sa conscience*.

A déclaré avoir confessé, baptisé et marié en la présente année dans les maisons particulières.

Envoyé en prison, puis condamné à la déportation, il part le 12 mars 1794 (22 ventôse an II).

Meurt deux mois après son frère, sur le même navire, après lui avoir prodigué le soins les plus touchants, le 9 octobre.

Inhumé dans l'île Madame, où il est mort à l'hôpital fait de de planches pour les prêtres.

19. **Delahaye** (Jean). 26 ans. Prêtre. Né à Beaunay (Seine-Inférieure). Diacre d'office à Saint-Pierre-le-Portier de Rouen le 1^{er} juin 1767.

Ordonné prêtre, à Paris, en mars 1792, par le cardinal de La Rochefoucauld, a dit sa première messe au couvent de Bellefonds.

A refusé le serment, et est arrêté à Rouen, rue du Petit-Bouvreuil, 7.

A lui demandé si, lors de son ordination, il était seul pour la prêtrise ou pour tout autre ordre.

A répondu qu'il ne croit pas devoir nous satisfaire à cet égard, parce qu'il craindrait de compromettre autrui.

A lui demandé s'il a continué jusqu'ici à dire la messe, et où,

A répondu qu'il a continué à la dire jusqu'à la suppression du couvent, et ensuite chez lui, où il a prié le bon Dieu comme il l'a voulu.

Dans la perquisition faite chez lui, on a trouvé nombre de brochures contraires au serment.

Il demeurait dans le quartier Bouvreuil, chez son frère, et disait nuitamment la messe, et administrait les sacrements dans l'ancienne église de la communauté de Saint-Louis.

Condamné à la détention, puis à la déportation.

Part de Rouen le 12 mars 1794 (22 ventôse an II), et est embarqué sur les *Deux-Associés*.

Comme il demandait un haut-de-chausses à un des féroces gardiens du navire, on lui en offrit un plein de vermine et souillé d'ordures. C'était celui d'un prêtre qui venait de mourir de la contagion. L'abbé Delahaye, cédant à un mouvement involontaire de répugnance, le jeta dans la mer. Il fut aussitôt mis aux fers sur le pont, où il succomba le 22 septembre.

Inhumé dans l'île Madame.

20. Delarue (Etienne). 52 ans. Prêtre, clerk du trésor Saint-Eloi de Rouen.

Refuse le serment.

Arrêté, le 10 avril 1793, rue du Petit-Enfer, 48.

Interpellé s'il a prêté les serments voulus par les lois,

A répondu que non.

A lui demandé s'il a dit la messe ou fait quelques autres fonctions sacerdotales depuis les lois du serment,

A répondu qu'il a dit la messe jusqu'au 8 septembre dernier à Saint-Eloi.

Interpellé de déclarer pour quelles raisons il n'a pas prêté les serments,

A répondu qu'il ne les a pas prêtés parce que sa conscience ne le lui permettait pas.

Détenu, puis déporté.

Départ du 6 mars 1794 (16 ventôse an II).

Mort sur les *Deux-Associés* le 13 août suivant.

Inhumé dans l'île d'Aix.

21. Diville (Jean-Pierre). 55 ans. Prêtre, sacristain de la cathédrale de Rouen.

Refuse le serment.

Arrêté, le 23 avril 1793, dans son domicile, rue de l'Epée, 38.

Interrogé s'il a prêté les serments voulus par les lois,

A répondu que non.

Interpellé de dire aux commissaires pourquoi il a été récalcitrant dans l'exécution des lois précitées,

A répondu que ce n'était point dans l'intention de contrevenir à la loi, mais seulement dans la crainte de s'engager dans des ser-

ments contraires à ceux qu'il avait précédemment prêtés.

Interpellé de nous dire depuis quand il a dit sa messe, et où il l'a dite,

A répondu qu'il l'a dite, pendant quelque temps, à Notre-Dame, ensuite à Saint-François, et depuis deux mois chez lui.

Interpellé s'il est dans l'intention de continuer à dire la messe chez lui,

A répondu que s'il lui est possible de la dire ailleurs, il ne la dira jamais chez lui.

Condamné à la déportation, après avoir été détenu presque un an en prison, il part de Rouen le 6 mars 1794 (16 ventôse an II).

Meurt sur le navire *les Deux-Associés*, le 7 septembre suivant.

Inhumé dans l'île Madame.

22. D'Oray (Pierre-François). 38 ans. Né à Saint-Vigor. Chartroux de Bourg-Fontaine (Aisne). Résidant à Rouen depuis le 7 septembre 1792.

Arrêté le 14 novembre 1793 (24 brumaire an II).

Interrogé s'il a prêté les serments voulus par les lois,

Je n'en ai prêté aucun.

N'avez-vous été détourné par personne?

Je n'ai suivi que ma conscience.

Y a-t-il longtemps que vous avez dit la messe, ou fait quelque autre office?

Je l'ai dite aux ci-devant Gravelines et chez mes parents.

Ne l'avez-vous jamais dite dans les chambres?

Quelquefois, chez les personnes où j'ai demeuré.

Condamné à la détention, puis à la déportation.

Part de Rouen le 15 mars 1794 (25 ventôse an II).

Meurt sur le navire *les Deux-Associés*, le 18 août suivant.

Inhumé à l'île d'Aix.

23. Douté (Pierre-Denis), prêtre habitué de Saint-Maclou de Rouen. 54 ans.

Refuse le serment en 1791.

Arrêté. Détenu dans la maison de réclusion de Saint-Vivien.

Condamné à la déportation.

Part de Rouen le 12 mars 1794 (22 ventôse an II).

Meurt sur les *Deux-Associés*, le 26 août suivant.

Inhumé à l'île Madame.

24. Du Bois (Nicolas). 42 ans. Religieux bénédictin de l'abbaye royale de Fécamp.

Refuse le serment.

Condamné comme prêtre réfractaire à la détention, il est déporté, et part de Rouen le 12 mars 1794 (22 ventôse an II).

Meurt sur le navire *les Deux-Associés*, dans la nuit du 28 au 29 août 1794.

Inhumé à l'île Madame.

25. Dupuis (Nicolas). 40 ans. Prêtre, chapelain à Mirville (district de Montivilliers).

Refuse le serment, et est détenu à Saint-Vivien.

Condamné à la déportation, il part le 12 mars 1794 (22 ventôse an II).

Meurt sur les *Deux-Associés*, le 10 juillet suivant.

Inhumé dans l'île d'Aix.

26. Duval du Hazey (Jacques). 50 ans. Né à Rouen, sur la paroisse Saint-Godard. Prêtre habitué à Saint-Patrice.

Arrêté le 23 avril 1793, dans son domicile, rue Saint-Patrice, 41.

Interpellé de dire s'il a prêté les serments voulus par les lois,

A répondu que non.

A lui demandé s'il a dit la messe depuis l'époque des serments,

A répondu qu'il l'a dite à Sainte-Croix-des-Pelletiers, et que, depuis la fermeture de cette église, il l'a dite à Saint-Patrice.

Détenu, puis déporté.

Départ de Rouen le 9 mars 1794 (19 ventôse an II).

Mort sur les *Deux-Associés*, le 16 juin suivant.

Inhumé dans l'île d'Aix.

Le frère de ce confesseur, Nicolas-Antoine, ancien avocat au Parlement de Rouen, fut arrêté quelque temps après, comme ayant un frère déporté, » et sa mère, femme vénérable, fut emprisonnée, malgré son grand âge, parce qu'elle lui avait donné asile. Lorsqu'on vint la chercher, dit un document officiel du temps, le peuple, d'un air soumis aux lois, mais les larmes aux yeux, était groupé autour de sa voiture, lui faisait de tendres adieux, s'informait avec sollicitude quand elle reviendrait, et publiait tout haut qu'il était prêt à signer de son sang qu'elle était « bonne citoyenne. »

27. Ferrand (Pierre-Benjamin). 50 ans. Prêtre habitué à Sainte-Marie-la-Petite de Rouen.

Détenu comme prêtre réfractaire.

Condamné à la déportation, part de Rouen le 15 mars 1794 (25 ventôse an II).

Meurt sur le navire *les Deux-Associés*, le 21 août suivant.

Inhumé dans l'île d'Aix.

28. **Ferrey** (Joseph-Gilles). Prêtre, chapelain à Anneville (district de Rouen).

N'a pas prêté serment à la Constitution civile du Clergé.

Détenu, puis déporté.

Part de Rouen le 15 mars 1794 (25 ventôse an II).

Meurt sur les *Deux-Associés*, le 29 août suivant.

Inhumé dans l'île Madame.

29. **Fontaine** (Jean-Vincent). Prêtre habitué à Saint-Martin-de-Boscherville, près Rouen. 28 ans. Né à Déville-lès-Rouen.

Ne s'est pas conformé à la loi sur le serment.

Détenu, puis déporté.

Part de Rouen le 15 mars 1794 (25 ventôse an II).

Meurt sur le navire *les Deux-Associés*, le 15 août suivant.

Inhumé dans l'île d'Aix.

30. **Fontenau** (Jacques). 45 ans. Prêtre, curé de Vignely (district de Meaux).

Arrêté comme prêtre réfractaire.

Détenu, puis déporté.

Départ de Rouen du 18 mars 1794 (28 ventôse an II).

Meurt le 14 août suivant.

Inhumé à l'île d'Aix.

31. **De Fontenay** (François). 38 ans. Né le 8 janvier 1758, à Grossœuvre (diocèse d'Evreux), dit en religion frère Simplicie, d'Evreux, capucin laïque, a fait profession, le 28 mars 1782, à Rouen, a été transféré à Sotteville-lès-Rouen, en janvier 1790.

Détenu puis déporté.

Arrêté le 6 mai 1793.

A lui demandé s'il a prêté les serments voulus par les lois,

A répondu qu'il n'en a prêté aucun.

A lui demandé quelle et était la raison,

A répondu que sa conscience ne lui a pas permis de le faire.

A refusé de recevoir le traitement auquel il avait droit de la République.

Part de Rouen le 9 mars 1794 (19 ventôse an II).

Mort le 8 septembre suivant, dans l'île Madame, où il est inhumé.

32. Fortin (Jean-François). 44 ans. Prêtre, sacristain de Saint-Maclou de Rouen.

Arrêté le 10 mai 1793, en son domicile, rue du Figuier, 26.

A lui demandé s'il a prêté les serments voulus par les lois,

A répondu qu'il n'en a prêté aucun.

A lui représenté que la loi du 14 août dernier était commune à tous les Français,

A répondu qu'il n'a pas voulu l'exécuter.

Interrogé s'il dit la messe, et où il la dit,

A répondu qu'il a continué à dire la messe à Saint-Maclou, depuis la Révolution, jusqu'à novembre dernier, époque où il l'a dite à la communauté des Gravelines.

A lui demandé s'il a fait quelques fonctions ecclésiastiques,

A répondu qu'il a confessé toutes les fois qu'il en a été requis, et notamment le carême dernier.

Condamné, en conséquence, à la détention, puis la déportation.

Départ de Rouen le 9 mars 1794 (19 ventôse an II).

Mort sur les *Deux-Associés*, le 20 août suivant.

Inhumé dans l'île d'Aix.

Un document authentique déclare qu'il est mort le 18 ou 28 août. Dans la première hypothèse, il serait inhumé à l'île d'Aix; mais dans la seconde, ce serait à l'île Madame.

33. François (Jacques). 40 ans. Prêtre, chapelain de l'Hospice-Général de Rouen. Né à Eu.

A refusé de prêter tous les serments.

Condamné comme prêtre réfractaire à la détention, puis à la déportation.

Départ de Rouen du 9 mars 1794 (19 ventôse an II).

Mort sur le navire les *Deux-Associés*, le 31 juillet suivant.

Inhumé dans l'île d'Aix.

34. Giriel (Pierre-Clément). 53 ans. Prêtre, chapelain de la maison de Bellefonds, à Rouen. Très versé dans la science liturgique.

Arrêté, le 9 avril 1793, rue des Murs-Saint-Ouen, 9, comme prêtre réfractaire.

A lui demandé s'il a prêté les serments voulus par les lois,
 A répondu que non.
 A lui demandé s'il avait dit la messe,
 A répondu que, conformément à la déclaration des droits de l'homme, nul ne peut être inquiété pour faire chez lui ce que la loi ne défend pas.

Il existe à son dossier une lettre fort curieuse.

Condamné à la détention, puis déporté.

Départ de Rouen le 6 mars 1794 (16 ventôse an II).

Mort sur les *Deux-Associés*, le 17 juillet suivant.

Inhumé dans l'île d'Aix.

35. **Godard** (Jean-Auguste-Alexandre). Prêtre à Argentan (Orne). 32 ans.

Arrêté à Rouen, chez ses parents, comme prêtre réfractaire, en octobre 1793, boulevard Beauvoisine, 4.

A lui demandé s'il a prêté les serments voulus par les lois,

A répondu que non.

A lui demandé s'il a dit la messe, où, et depuis quand il l'a dite,

A répondu qu'il l'a dite plusieurs fois aux Vieux-Prêtres.

Condamné, en conséquence, à la détention, puis à la déportation.

Départ de Rouen les 21 mars 1794 (1^{er} germinal an II).

Mort le 9 septembre suivant, dans l'île Madame, où il est inhumé.

36. **Gossiet** (Louis-François). 47 ans. Curé de Saint-Pierre-en-Port, district de Caux.

Né à la Poterie.

Compris dans le décret de déportation, bien qu'ayant prêté le serment à la Constitution civile du Clergé, il avait persisté à célébrer la messe en 1793.

Départ de Rouen le 18 mars 1794 (28 ventôse an II).

Ce bon prêtre rétracta son serment sur le navire les *Deux-Associés*, en présence de ses confrères, et mourut le 9 septembre, de privations, de fièvre et d'épuisement.

Il fut inhumé près du fort Vaseux, sur les bords de la Charente.

37. **Guérault** (Jean). Doyen de la collégiale d'Yvetot. 59 ans. Né à Sassetot (diocèse de Rouen).

Refusa le serment à la Constitution civile, et se retira à Rouen, où il fut arrêté en avril 1793.

Condamné à la détention, puis à la déportation, il partit de

Rouen, dans la première division, le 9 mars 1794 (16 ventôse an II).

Mort sur les pontons, en rade de Rochefort, le 17 juillet suivant.

Inhumé dans l'île d'Aix.

38. **Guérault** (Louis-Martin). 28 ans. Prêtre à Rouen. Né à Hauville. Directeur au séminaire Saint-Nicaise de Rouen.

Refusa le serment.

Il fut arrêté comme prêtre réfractaire en mars 1793, et condamné à la détention.

Déporté l'année suivante.

Départ du 18 mars 1794 (28 ventôse an II).

Mort sur les *Deux-Associés*, en rade de Rochefort, le 1^{er} septembre suivant.

Inhumé dans l'île Madame.

39. **Guignier** (Louis). Prêtre, religieux de Grammont, à Rouen.

Arrêté en Poitou, en 1793. Déporté par le tribunal de la Vienne à Rochefort, et embarqué sur les *Deux-Associés*.

Il s'y tua en tombant du haut d'une mauvaise échelle par laquelle il descendait dans la cale, le 22 août 1794. Il fut enterré dans les sables arides de l'île d'Aix.

40. **Hédou** (Ambroise). 53 ans. Prêtre à Saint-Louis de Rouen.

Refusa le serment.

Arrêté et condamné à la déportation, le 15 mars 1794, il fut il fut embarqué sur le navire les *Deux-Associés*, où il périt le 10 juillet suivant.

Inhumé dans l'île d'Aix.

41. **Hennequet** (Jean). 59 ans. Prêtre, professeur émérite au collège de Rouen. Humaniste distingué, il fut un instant sous-principal du collège.

Arrêté le 23 avril 1793, rue Bourg-l'Abbé, 27.

Interpellé de nous dire s'il a prêté les serments prescrits par les lois.

A répondu qu'il n'en a prêté aucun.

Interrogé de nous dire s'il a dit la messe depuis l'époque des serments, et où il l'a dite,

A répondu qu'il la dit habituellement au séminaire de Joyeuse.

Condamné à la détention, puis à la déportation, il part de Rouen le 6 mars 1794 (16 ventôse an II).

Embarqué sur le navire les *Deux-Associés*, il y meurt le 20 août suivant.

Inhumé dans l'île d'Aix.

42. Heudebert (Jean-Louis). 54 ans. Prêtre, récollet de Nevers. Résidant à Rouen depuis le 19 août 1792, rue de la Chaîne, 4.

Arrêté, le 10 novembre 1793, comme prêtre exerçant les fonctions sacerdotales. Son interrogatoire fut très court.

Avez-vous prêté les serments voulus par les lois ?

Non.

Sur cette réponse on le condamna à la détention, puis à la déportation.

Il partit le 15 mars 1794 (25 ventôse an II), et mourut sur les pontons dans la nuit du 22 au 23 septembre suivant.

Inhumé à l'île Madame.

43. Labelle (Jean-Thomas). 25 ans. Né à Bailleul (district de Neufchâtel), diacre d'office à la paroisse Saint-Godard de Rouen, puis professeur chez M. Racine, maître de pension, rue des Carmélites, 18.

Arrêté le 21 juin 1793.

A lui demandé s'il a prêté les serments voulus par les lois.

A répondu que non.

S'il a fait quelques fonctions ecclésiastiques,

A répondu que depuis la Révolution il a fait les fonctions de diacre à l'église des Carmélites.

Condamné à la détention, puis à la déportation.

Part de Rouen le 12 mars 1794 (22 ventôse an II).

Meurt sur les pontons le 27 août suivant.

Inhumé dans l'île Madame.

44. Lalouelle (1) (Pierre-André-Mathurin). Né à Rouen. 36 ans. En religion, père Alexis, prêtre, capucin de Rouen et prédicateur distingué.

A déclaré, le 20 avril 1790, vouloir vivre et mourir en communauté sous la règle et l'habit qu'il a choisis.

Arrêté le 6 avril 1793, rue des Cinq-Cerfs.

A lui demandé s'il a prêté le serment civique,

(1) Et non pas Lalouette. Nous avons vu dix fois sa signature sur les pièces qui le concernent.

A répondu qu'on ne lui en a demandé aucun, et que, d'ailleurs,
sa conscience ne le lui aurait pas permis,

Condamné à la prison, puis à la déportation.

Départ du 18 mars 1794 (28 ventôse an II).

Son père venait dans la prison le conjurer de prêter le fameux serment. Le vieillard suivait encore la fatale charette qui emportait son fils à Rochefort, le sollicitant, toujours en vain, de jurer; il lui offre de l'argent, que le bon religieux refuse par amour de la pauvreté. Il s'en allait tête nue. Son père lui jeta un bonnet. « Je n'ai besoin de rien, dit-il; ce jour est le plus beau de ma vie. » L'héroïque enfant de Saint François fut embarqué à Rochefort, sur le navire les *Deux-Associés*, devint l'infirmier des prêtres que la contagion frappait autour de lui, et mourut lui-même dans l'exercice de la charité, le 14 juillet 1794.

Inhumé dans l'île d'Aix.

45. **Langlois du Roule** (Marie-Nicolas). Capucin, prêtre du Châtel, district de Louviers. 33 ans.

Refuse le serment.

Condamné à la détention, puis à la déportation.

Part de Rouen le 15 mars 1794 (25 ventôse an II).

Est embarqué sur les *Deux-Associés*, et y meurt le 16 juin suivant l'un des premiers.

Inhumé à l'île d'Aix.

46. **Larcher** (Jonathas). 50 ans. Né à Gournay-en-Bray (diocèse de Rouen). Curé de Ménerval, près Gournay.

A refusé le serment constitutionnel.

Remplacé dans sa paroisse par un prêtre intrus, il y était demeuré quelque temps, puis se retira à Rouen, où il fut arrêté.

Condamné comme prêtre réfractaire à la détention, puis à la déportation.

Part de Rouen le 6 mars 1794 (16 ventôse an II), et meurt sur les pontons, en rade de Rochefort, le 9 août suivant.

Inhumé à l'île d'Aix.

48. **Laurent ou Laurens** (Benoit). 53 ans. Né à Normanville. Curé de Trémauville (diocèse de Rouen),

Refuse le serment.

Arrêté à Rouen, comme prêtre réfractaire, il est condamné, en avril 1793, à la détention, puis déporté, dans la division du

12 mars 1794 (22 ventôse an 2). Il meurt sur les pontons, en rade de Rochefort, en juillet ou en août 1794.

Inhumé dans l'île d'Aix.

48. Lebrun (Louis-François). 49 ans. Né à Rouen. Prêtre, religieux Bénédictin de l'abbaye de Saint-Wandrille.

Lors de la visite des officiers municipaux, déclare vouloir vivre et mourir dans son ordre.

Refuse le serment.

Arrêté à Rouen, en avril 1793, condamné à la détention, puis à la déportation.

Départ de Rouen du **21 mars 1794 (1^{er} germinal an II)**.

Embarqué sur le navire les *Deux-Associés*, périt en rade de Rochefort, le 19 août suivant.

Inhumé dans l'île Madame.

49. Lefèvre (Charles-Etienne). 40 ans. Prêtre habitué de Saint-Maclou de Rouen.

Refuse le serment en janvier 1794.

Arrêté, en mars 1793, comme prêtre réfractaire, il est condamné à la détention.

Déporté le **12 mars 1794 (22 ventôse an II)**, il meurt dans la nuit du 12 au 13 septembre.

Inhumé dans l'île Madame.

50. Lenfumez ou Lanfumez (Adrien). 57 ans. Capucin, prêtre de Honfleur, sous le nom de père Firmin. Né à Vesoul.

Arrêté à Rouen, le **28 avril 1793**, où il s'était retiré après la dispersion des ordres religieux, rue des Prés, 6.

Interrogé s'il a prêté le serment civique,

A répondu que non.

A lui demandé pourquoi il s'est refusé à remplir le devoir de citoyen de la République,

A répondu que *ce serment était opposé à sa conscience, et qu'il a préféré perdre son traitement que de prêter un serment que réprouvait sa conscience.*

A lui demandé s'il a dit la messe, où et quand,

A dit la messe aux Gravelines, à l'hôpital, en la chapelle Saint-Lazare.

A lui demandé s'il a rempli les fonctions sacerdotales,

A répondu qu'il a confessé et communiqué les personnes qui se

présentaient à l'hôpital.

Condamné à la détention, puis à la déportation.

Part de Rouen le 6 mars 1794 (16 ventôse an II).

Meurt sur les pontons, en rade de Rochefort, le 16 juillet suivant.

Inhumé dans l'île d'Aix.

51. **Loiselière** (Pierre-Jacques-Jean). Né à Pavilly. 54 ans. Prêtre à Guerbaville-la-Mailleraye.

Enfermé à Saint-Vivien, comme prêtre réfractaire, et condamné à la déportation.

Part de Rouen le 12 mars 1794 (22 ventôse an II).

Embarqué sur le navire les *Deux-Associés*, il y périt le 13 septembre, en rade de Rochefort.

Inhumé dans l'île Madame.

52. **Lenormand** (Pierre). Prêtre, chapelain et directeur spirituel des Frères de la Doctrine chrétienne à Rouen. Il était né à Honfleur (Calvados). Sa fermeté lui mérita la haine des impies, qui le firent enfermer d'abord dans les maisons de détention de Rouen, puis l'envoyèrent à Rochefort en 1794.

Mort sur le *Washington*, le 26 avril 1794, à l'âge de 42 ans. Son corps est inhumé, près de l'île Madame, au lieu appelé le Port-des-Barques.

53. **Mabile** (Nicolas). 58 ans. Prêtre à Rouen.

Incarcéré à Saint-Vivien comme ayant refusé le serment.

Déporté le 6 mars 1794 (16 ventôse an II).

Périt à Rochefort le 20 août suivant.

Inhumé dans l'île d'Aix.

54. **Marchand** (Michel-Bernard **Le**). Né au Havre (1). 44 ans. Prêtre, vicaire au Vaurouy, district de Caudebec.

Refuse le serment.

Dénoncé comme réfractaire par la municipalité de Caudebec.

Arrêté à Rouen, en avril 1793. Détenu, puis déporté.

Part le 12 mars 1794 (22 ventôse an II), et meurt sur les pontons, le 15 juillet suivant.

Inhumé dans l'île d'Aix.

(1) M. Le Marchand avait été précédemment choriste à Notre-Dame du Havre.

55. **Mazurier** (Jean-Baptiste). 49 ans. Né au Boisguillaume-lès-Rouen. Prêtre habitué de Saint-Michel de Rouen.

Enfermé, comme prêtre insermenté, à la maison de détention en mars 1793.

Condamné à la déportation. Part de Rouen le 9 mars 1794 (19 ventôse an II), et meurt à Rochefort, le 18 août suivant.

Inhumé dans l'île d'Aix.

56. **Noël** (Pierre-Michel). 39 ans. Né à Pavilly. Prêtre habitué à l'église de ce bourg.

Refusa le serment constitutionnel.

Condamné à la détention, il est déporté le 12 mars 1794 (1^{er} germinal an II).

Meurt du scorbut, au grand hôpital de l'île Madame, le 6 août suivant.

Inhumé dans l'île d'Aix.

57. **Pelletier** (Jean-Pierre). 36 ans. Né à Rouen. Prêtre, Religieux Récollet de la maison de Versailles, sous le nom de père Tiburce.

Revient à Rouen, après la dispersion de son ordre, en avril 1792.

Arrêté, faubourg Bouvreuil, 1, le 12 mai 1793.

A lui demandé s'il a prêté les serments voulus par les lois,

A répondu que non, et a refusé, en conséquence, tout traitement de l'Etat.

A lui demandé s'il a dit la messe, en quel endroit, et depuis quel temps,

A répondu que, depuis son arrivée à Rouen, il l'a dite à l'église Cathédrale.

Détenu, puis déporté le 9 mars 1794 (19 ventôse an II).

Meurt, en rade de Rochefort, le 16 août de la même année.

Inhumé dans l'île d'Aix.

58. **Petit** (Jean-Baptiste-Charles). 40 ans. Prêtre habitué à Saint-Godard de Rouen.

Refusa le serment.

Détenu, puis déporté le 15 mars 1794 (25 ventôse an II).

Mort sur un navire, à Rochefort, le 29 juillet suivant.

Inhumé dans l'île d'Aix.

59. **Quesnel** (Jean-Baptiste). 52 ans. Né aux Baons-le-Comte (diocèse de Rouen). Prêtre, chapelain à Biville-la-Martel.

Incarcéré comme prêtre réfractaire.

Condamné à la déportation, part le 12 mars 1794 (22 ventôse an II), et est embarqué sur les *Deux-Associés*, où il meurt le 5 juillet suivant.

Inhumé dans l'île d'Aix.

60. **Raffey** (Pierre-François-Alexis). 51 ans. Prêtre à la paroisse Saint-Laurent de Rouen, où il est né.

Arrêté le 8 mai 1793, rue de la Renelle, 25.

Interrogé s'il a prêté les serments voulus par les lois,

A répondu qu'il n'en a prêté aucun.

A lui demandé s'il a dit la messe, où et depuis quand,

A répondu qu'il l'a dite, l'année dernière, au couvent de Bellefonds.

Condamné à la déportation, il part de Rouen le 6 mars 1794 (16 ventôse an II), et est embarqué sur les *Deux-Associés*, où il périt le 20 juillet suivant.

Inhumé dans l'île d'Aix.

61. **Ravette** (Jacques). 35 ans. Prêtre, chanoine de l'église métropolitaine de Rouen. Il fut promu à cette dignité à l'âge de dix-huit ans, le 22 juillet 1777, et avait pour prébende une portion de Doudeville.

Refusa le serment, comme ses confrères.

Arrêté, comme prêtre réfractaire, et condamné à la déportation, il fut embarqué, le 21 mars 1794 (1^{er} germinal), sur le navire *les Deux-Associés*; soigna son frère malade, déporté sur le même navire, et mourut lui-même de la contagion le 26 août 1794.

Inhumé dans l'île Madame.

62. **Ravette** (Joseph). 29 ans. Prêtre, chanoine de Rouen du 18 avril 1789.

Refusa le serment.

Détenu, puis déporté avec son digne frère, il est embarqué sur les *Deux-Associés*. Ils donnèrent là un touchant exemple d'amour et de dévouement fraternels que l'histoire a conservé.

Joseph, le plus jeune, tombe malade; l'ainé, Jacques, l'entoure de tant de soins, qu'il le ramène à la vie; à son tour, l'ainé est

atteint de la contagion; son frère, oubliant sa propre faiblesse, veut l'arracher par sa tendresse et son dévouement à la mort qui s'avancait. Jacques succombe, malgré tout, et expire entre les bras de Joseph. Celui-ci embrasse ce cher cadavre, et meurt lui-même, au bout d'un quart d'heure, suffoqué par les sanglots et la souffrance, le 26 août.

Les infirmiers inhumèrent les deux frères dans la même fosse, à l'île Madame, et ne séparèrent pas ceux que la mort et le martyre avaient unis. Ils leur appliquèrent ces touchantes paroles de l'Écriture :

« Aimables et beaux dans leur vie, ils n'ont point été séparés même dans leur mort. »

Amabiles et decori in vita sud, in morte quoque non sunt divisi...
(II. Reg., 1 23).

63. **Reux** (Jean-Baptiste). 45 ans. Prêtre. Ancien vicaire de Frichemesnil (diocèse de Rouen), retiré à l'Hôpital-Général, après avoir été atteint d'une paralysie partielle.

Arrêté le 29 avril 1793.

A lui demandé s'il a prêté les serments voulus par les lois,

A répondu que non.

A lui demandé s'il avait eu connaissance des dernières lois, s'il s'y serait soumis,

A répondu *qu'il aurait consulté sa conscience.*

A lui demandé s'il a fait des fonctions ecclésiastiques,

A répondu qu'il a fait quelquefois les fonctions de diacre et de sous-diacre à l'hôpital.

Condamné à la déportation. Embarqué sur les *Deux-Associés*, le 9 mars 1794 (19 ventôse an II), il y meurt le 11 août.

Inhumé dans l'île d'Aix.

64. **Rigaux** ou **Rigauld** (Pierre). 59 ans. Prêtre, vicaire de Foucart, district de Caudebec. Né à Campigny.

Déporté comme prêtre insermenté.

Départ du 18 mars 1794 (28 ventôse an II).

Embarqué sur les *Deux-Associés*, il résista d'abord avec beaucoup de force corporelle et de vigueur d'âme aux tortures de l'entrepont, il y mourut néanmoins le 2 septembre.

Inhumé dans l'île Madame.

65. **Rorret** (Martin-Thierry). 55 ans. Curé à Authenil, district de Mortagne.

Arrêté à Rouen, où il s'était retiré, comme prêtre insermenté, il fut détenu, puis déporté.

Parti pour Rochefort, le 6 mars 1794 (16 ventôse an II), il mourut dans la nuit du 22 au 23 août 1794.

Inhumé dans l'île Madame.

66. **Roussel** (Tanneguy-Damien). 41 ans. Prêtre, chapelain des Clarisses Anglaises, dites Gravelines, à Rouen, rue Maulévrier, autrefois prêtre habitué à la paroisse Sainte-Croix-Saint-Ouen.

Arrêté le 28 avril 1793.

A lui demandé s'il a prêté les serments voulus par les lois,

A répondu que non.

A lui observé que les lois du 14 août étant communes à tous les Français, de quelque état qu'ils fussent, nous sommes étonnés qu'il ne s'y soit pas soumis,

A répondu que, comme prêtre et ayant des engagements particuliers, sa conscience s'y est refusée.

A lui demandé s'il a dit la messe, où il l'a dite, et s'il a fait quelques autres fonctions sacerdotales,

A répondu qu'étant depuis plus d'un an et demi chapelain des Dames Gravelines, il a eu le précieux avantage de la célébrer tous les jours dans leur église... Qu'il confessait et administrait les sacrements aux religieuses, pensionnaires et domestiques de cette communauté.

Condamné à la déportation, le 9 mars 1794 (19 ventôse an II), et embarqué sur les *Deux-Associés*, il y succomba, en rade de Rochefort, le 16 juin suivant, l'un des premiers.

Inhumé dans l'île d'Aix.

67. **Soullez** (Adrien). 29 ans. Né à Richemont, près d'Aumale. Prêtre. Autrefois attaché au séminaire de Saint-Nicaise, et depuis instituteur des enfants de M. Asselin, rue des Arsins, 3, où il fut arrêté, le 8 juin 1793.

A lui demandé s'il a prêté les serments,

A répondu qu'il n'en avait prêté aucun, parce qu'aucune loi ne l'y obligeait.

A lui représenté qu'il n'était pas nécessaire d'interpeller individuellement les personnes sujettes à ce serment,

A répondu que, ce serment n'ayant pas été demandé, il ne croit pas avoir encouru de peine pour ne l'avoir pas prêté; qu'au reste, voici son sentiment : il a dans le cœur un amour violent de la liberté qui rend les peuples heureux, *le plus grand désir que sa patrie et sa religion soient florissantes et prospères.*

A lui demandé s'il a dit la messe, et depuis quel temps,

A répondu qu'il l'a dite autrefois dans la chapelle de la communauté de Saint-Joseph jusqu'à la clôture de ladite communauté.

A lui demandé s'il ne l'aurait pas dite dans quelque chambre en ville, confessé ou administré les sacrements,

A répondu que cette demande souillait la liberté, et que, du reste, il répondait à toute semblable question en protestant qu'il ne s'était jamais trouvé dans aucun rassemblement suspect.

A lui demandé s'il n'avait point conseillé l'émigration,

A répondu que non, et qu'il aurait donné son sang pour qu'aucune goutte de sang français n'eût été répandue.

Condamné à la déportation, il part le 12 mars 1794 (22 ventôse an II), et est embarqué sur les *Deux-Associés*, où il meurt dans la nuit du 21 au 22 août.

Inhumé dans l'île Madame.

68. **Vallée** (Jean-François). Né à Marchésieux, diocèse de Coutances. 59 ans. Convers de la maison des Capucins de Rouen, sous le nom de frère Marin.

Déclare en avril 1790, aux officiers municipaux qu'il veut rester dans l'ordre.

Arrêté, en avril 1793, comme prêtre insermenté, il est condamné à la détention, puis à la déportation.

Départ le 18 mars 1794 (28 ventôse an II).

Mort sur les pontons de Rochefort, le 27 juillet 1794.

Inhumé dans l'île d'Aix.

69. **Vauquet** (Nicolas-François). 46 ans. Né à Rouen. Religieux Récollet, prédicateur distingué, nommé en religion le père Juste.

Déclare, en avril 1790, qu'il veut rester dans son ordre.

Arrêté en avril 1793, comme prêtre insermenté ayant fait des fonctions publiques et sacerdotales.

Condamné à la détention, puis à la déportation.

Départ de Rouen le 18 mars 1794 (28 ventôse an II).

Mort sur les pontons de Rochefort, le 24 juillet suivant.

Inhumé dans l'île d'Aix.

70. Vivien (Jean-Baptiste). 57 ans. Né à Lisieux. Frère convers dans la maison des Chartreux de Rouen, sous le nom de père Dominique.

A déclaré, le 20 avril 1790, aux officiers municipaux qu'il voulait rester dans la vie commune et sous la règle de son ordre.

Arrêté, en avril 1793, condamné, comme ayant refusé les serments prescrits par les lois, à la détention, puis à la déportation.

Départ de Rouen le 15 mars 1794 (25 ventôse an II).

Mort, sur les pontons de Rochefort, le 27 août suivant.

Inhumé dans l'île Madame.

Noms des Prêtres déportés en mars et avril 1794, qui revinrent de l'épreuve et furent libérés à Saintes. (D'après un manuscrit du sieur Massieu, leur geôlier.)

MM.

Barbey (Pierre-Antoine), prêtre de Saint-Martin-sur-Renelle. Parti à 46 ans, le 12 mars 1794.

Borel (Joachim), diacre, habitué à Saint-Pierre-du-Châtel, à Rouen. 27 ans. Départ du 18 mars 1794.

Clérot (Jean-Chrysostôme), religieux de l'abbaye du Bec. Parti à 31 ans, le 15 mars 1794.

Fautreau (Jean-Pierre), en religion Laurent de Saint-Dominique, religieux Carme déchaussé. Parti à 43 ans, le 12 mars 1794.

Guérault (Simon-Pierre), prêtre à Courson, district de Lisieux. 38 ans. Départ du 15 mars 1794.

Guillot (Pierre-Antoine), curé des Noyers, district de Gournay. 58 ans. Départ du 18 mars 1794.

Houlbrèque (Louis-François), prêtre, sacristain de la cathédrale. Parti à 35 ans, le 18 mars 1794. Revenu à Rouen, où il exerça les fonctions de clerc des sacrements à la Cathédrale, jusqu'à sa mort, arrivée en 1823.

Huby (Jacques-Louis), chapelain de l'Hospice-Général, instituteur des sourds-muets. Départ du 14 mars 1794, à 44 ans. Revenu

à Rouen, où il mourut, le 21 mars 1832, à 8½ ans, prêtre habitué à Saint-Paul.

Jolly (Pierre-Bernard), Génovéfain. 37 ans. Départ du 21 mars 1794.

Leudet (Jean-Baptiste), prêtre de Rouen. 28 ans. Départ du 12 mar 1794. Revenu à Rouen, où il mourut, entouré de la vénération publique, chanoine titulaire de la Métropole, le 17 février 1844, à l'âge de 79 ans.

Proust (Jean-François), vicaire d'Hallecourt, près Gournay. 40 ans. Départ du 18 mars 1794.

Liste des Prêtres de Rouen déportés en 1798-99, par Rochefort, à l'île de Ré ou à Cayenne, après le coup d'Etat du 18 fructidor (septembre 1797), qui renouela, pour un instant, les persécutions de la Terreur.

1° A l'île de Ré :

MM.

Avenel (Jean-François), 53 ans. Curé de Saint-Nicolas de Fécamp.

Bailleul (Robert), 48 ans, d'Ocqueville. Curé de Saint-Arnould de Caudebec.

Boillet (Pierre-Charles), 53 ans, d'Aumale. Curé de Saint-Georges-du-Mesnil.

Brandin Jean-Baptiste, 46 ans, desservant de Follainville.

Bridelle (Jean-Louis, 32 ans, d'Angerville-la-Martel, prêtre à Rouen.

Castelot (François-Dominique), 56 ans, vicaire à Rouen.

Chapelet (Emmanuel), né à Rouen, Chartreux à Laon.

Créton (Jean-Baptiste), 44 ans, de Douvrend.

Delaporte (Michel-Léocade), 41 ans, porte-croix à Saint-Jacques de Dieppe.

Deshayes (Jean-Baptiste), 40 ans, vicaire de Nointot.

Despinos (Jean-Antoine), 66 ans, de Douville, bénédictin de Montivilliers.

Desportes (Jean-François), 55 ans, de Lisieux, prêtre à Rouen.

Dubois (Jacques), 34 ans, de Carereille, prêtre à Rouen.

Lanoé (Etienne), 49 ans, né et desservant à Bonneville.

Leriche (Pierre-Marie-Bernard), 69 ans, né et prêtre à Limaisse.

Mahière du Raisnel (Louis-Vincent-Alexandre), 64 ans, né et curé à Houquetot.

Moniez (Xavier-Fidèle), 66 ans, d'Arras, bénédictin du Bec.

Obry (Christophe), 45 ans, de Mesnil-Réaume, vicaire à Rouen.

Pichard (Julien), 61 ans, de Fécamp, curé de Saint-Valery-en-Caux. Mort à l'hôpital Saint-Martin, île de Ré.

Racine (Etienne), 30 ans, d'Argenville, prêtre à Bétancourt.

Roy (Etienne-Lidrien), 66 ans, de Poligny, prieur, curé de Beuregard.

2^o Déportés à Cayenne, après avoir longtemps séjourné dans les prisons de Rochefort :

MM.

Balesdent, vicaire de Morgny. Mort à Rochefort.

Delestre (François), 37 ans, né à Neufchâtel, principal du collège de cette ville. Mort à Cayenne en 1798.

Lebas (Bonaventure), 50 ans, né à Fontaine-la-Mallet, prêtre d'Octeville. Dirigé sur Rochefort et débarqué ensuite par la corvette *la Bayonnaise*, à Cayenne. Il périt de la dysenterie, rongé vivant par les vers, dans le désert de Sinnamari, en 1799.

Leroy (André), 43 ans, curé de Saint-Martin-la-Garenne. Mort à Cayenne en 1798.

Thorel (Victor-Aubin), 46 ans, vicaire dans le diocèse. Mort à Cayenne en 1801.

D'après une liste dressée par un prêtre détenu, et publiée en décembre 1799, à la Rochelle, communiquée par M. l'abbé Manseau.

2^o — L'histoire de la déportation ne commence, à proprement parler, qu'en mars 1794 (1). Jusque-là, les prêtres qui n'avaient pas

(1) L'histoire de la déportation des prêtres et des religieux sur les côtes et

pris en septembre 1792 le chemin de l'exil, avaient été recherchés et jetés en prison. Il y en avait des milliers dans toutes les geôles de la République. La Convention ne sachant qu'en faire, délibéra sur leur sort. On agita, dans le courant de juillet 1793, la question de la déportation à la Guyane. La Convention, divisée d'opinions sur le lieu de relégation, finit par décider qu'on dirigerait les prêtres réfractaires vers Lorient, Nantes, Bordeaux et Rochefort, où ils seraient concentrés et détenus, en attendant le moment de leur départ *du sol de la liberté*. On vit donc de tous les points de la France les brigades de gendarmerie conduire nos pauvres prêtres d'étapes en étapes comme de vils criminels vers l'un des quatre ports désignés. A Lorient, on ne jugea pas à propos de les embarquer et on les renvoya à Nantes, Bordeaux et Rochefort. Carrier trouva à Nantes le moyen « d'exécuter verticalement, comme il disait, le décret de déportation, » en précipitant dans le fond de l'Océan, par ses bateaux à soupapes, les malheureux proscrits. C'est donc à Bordeaux et à Rochefort que furent réunis les prêtres déportés.

A Bordeaux, on interna les prêtres dans la citadelle de Blaye et l'îlot le Pâté, où on les traita avec la dernière inhumanité. Ils n'avaient pour nourriture que quatre onces de pain de très mauvaise qualité et de l'eau. « Il fallait pour le manger, écrit M. Leproust, qu'il fût assaisonné de la faim dévorante qui nous tourmentait. » La mort délivra ces saintes victimes de la fureur de leurs bourreaux. En quelques mois, deux cent cinquante prêtres avaient succombé à Blaye et à l'îlot le Pâté. Les sept cents qui restaient furent embarqués, le 15 brumaire an III (5 novembre 1794) et le 5 frimaire (25 novembre), sur trois navires, anciens négriers faits pour loger chacun environ cinquante esclaves, et sur lesquels on entassa les proscrits. Le *Jeanty* seul en reçut deux cent cinquante, et le *Républicain*, trois cent cinquante. Le 2 décembre, les négriers descendirent la Gironde, puis après avoir essayé un voyage en pleine mer, se résolurent, à cause de la mauvaise saison et des croisières ennemies, à entrer dans la Charente, à côté des vaisseaux de l'embarquement de Rochefort.

dans les Iles de la Charente-Inférieure a été écrite en 1887 par M. l'abbé Manseau, curé-doyen de Saint-Martin-de-Ré. (2 vol. Société de Saint-Augustin, Lille et Bruges). Nous renvoyons à cet important et consciencieux ouvrage ceux de nos lecteurs qui voudraient connaître dans tous ses détails ce douloureux épisode de l'histoire de la Révolution.

Tous les déportés furent ainsi réunis dans la rade de Rochefort, où nous allons les suivre.

On avait dirigé sur Rochefort les prêtres des départements du Nord, de l'Est et de l'Ouest; ceux du centre et du Midi avaient été envoyés à Bordeaux. A Rochefort, ont interna les quinze cents ecclésiastiques environ arrivés par les convois du mois d'avril 1794 dans la prison Saint-Maurice, dans les vaisseaux *le Borée* et *le Bonhomme-Richard*. Bientôt on les fit monter dans les prisons flottantes où devait se consommer leur sacrifice. Ces prisons flottantes étaient le navire *les Deux-Associés*, ancien négrier, qui reçut quatre cents prêtres, parmi lesquels nos quatre-vingt-un prêtres de Rouen; le *Washington*, qui en reçut un plus grand nombre encore; tous deux placés dans la rade de Rochefort.

Le fait odieux et accablant pour la Révolution, qui se dégage des documents récemment publiés, et qui n'avait pas été mis suffisamment en lumière jusqu'ici, c'est qu'on a pas voulu déporter les prêtres dits réfractaires, c'est-à-dire les prêtres demeurés fidèles à leur sacerdoce; on a voulu les faire mourir, sans éclat, sans bruit, par un supplice nouveau, les faire mourir peu à peu, mille fois, de misère, de faim, de décomposition. Placés sur des navires misérables, des négriers sales, dégoûtants, beaucoup trop étroits, on les a leurrés pendant des mois de la perspective d'une déportation, sans jamais bouger de la rade; on les a ensevelis vivants dans l'obscurité des pontons, et l'on a exercé sur ces hommes jeunes, valides, dont le plus âgé, sauf quelques rares exceptions, n'avait pas cinquante ans, tous les raffinements et toutes les ignominies de la plus basse cruauté. Avant de donner une idée des tortures qu'on leur a fait endurer, citons ce fait irrécusable et décisif, que, sur quatre-vingt-un prêtres de notre diocèse, dans la fleur ou la force de l'âge, soumis au régime des pontons, soixantedix sont morts en quatre mois! Onze seulement ont survécu. Et il en est ainsi pour tous les diocèses représentés à Rochefort.

Nos pauvres prêtres n'avaient pour asile, pendant le jour, qu'une partie du pont de leur misérable vaisseau. On avait séparé la partie qui leur avait été attribuée du reste du pont par une *remburde*, forte cloison garnie de pointes de fer et haute de huit pieds, percée de quatre ouvertures, où passait la bouche de canons chargés à mitraille. L'espace où ils devaient passer les longues heures du jour était à peine suffisant pour quarante hommes, et ils y

étaient massés à plus de quatre cents. Il leur fallait se tenir constamment debout pendant douze heures, exposés au soleil le plus brûlant en été, au froid le plus rigoureux en hiver. Pas le moindre abri, même quand la pluie ou la neige tombait à flots. Jamais forcés dans aucun bain n'avaient été traités de la sorte. La nourriture qu'on leur donnait était dégoûtante et tout à fait insuffisante. La faim les torturait quelquefois à ce point, qu'une des victimes a écrit : « Nous avons vu plus d'une fois quelques-uns d'entre nous, que la faim tourmentait plus que les autres, enlever aux pourceaux, dont les loges étaient au milieu de nous, les gourganes de rebut et les morceaux de pain qui se trouvaient dans les auges de ces animaux. »

On n'avait laissé à nos déportés que les vêtements qu'ils portaient. Après un certain temps, les habits et le linge, qu'ils ne quittaient ni jour ni nuit, étaient si usés, si malpropres, si dégueuillés, et, hélas ! il faut bien le dire et aller jusqu'au bout dans l'ignoble, si infectés de vermine, que non-seulement ils ne les défendaient plus du froid du cruel hiver de 1794, mais qu'ils devenaient une source de maladies pour la peau et le sang. Défense leur était faite d'avoir aucun livre. Ils avaient soustrait aux recherches des geôliers une *Imitation de Jésus-Christ*. Le commandant Laly l'apprit et décréta que « quiconque serait surpris en possession d'un ouvrage serait fusillé sur-le-champ. »

Un prêtre distingué de Limoges, le chanoine Antoine Roulliac, âgé de trente ans, fut condamné à être fusillé pour moins que cela, pour des propos qu'il n'avait même pas tenus. On le plaça contre le mât de misaine. « Mon Dieu ! dit-il, pardon pour eux ! Je meurs pour vous ! » Vingt balles l'étendirent mort au pied du mât. Ce spectacle amusa, paraît-il, les bourreaux, qui se mirent à danser la *carmagnole* autour du cadavre !

Le genre de punition le plus en usage était la peine des fers. On mettait aux fers pour quinze jours, pour trois semaines, un prêtre qui avait déplu au moindre de ces goujats. On n'imaginait pas les grossièretés, les insultes, les vilénies que l'équipage, choisi parmi les plus abjects révolutionnaires, et commandé par des chefs dignes d'eux, infligeait aux déportés, sans cesse, sans l'ombre de raison, par pure distraction, et par cette basse inclination des natures dépravées à faire le mal pour le mal. Le cœur se soulève de dégoût au spectacle des tortures subies par ces martyrs pen-

dant des mois entiers. On se demande comment la férocity peut aller jusque-là, et comment l'être humain peut supporter si longtemps de tels supplices.

Il est vrai, comme nous le verrons bientôt, que la mort délivra la plupart des victimes, mais ce fut qu'au bout de trois mois. Les forces des déportés résistèrent à tout pendant les premiers mois; ils étaient si jeunes et si robustes pour la plupart! Ils avaient tant de courage, de foi, de résignation! Ainsi, au mois d'août 1794, après quatre mois, le navire *les Deux-Associés* avait perdu deux cent quarante-cinq prêtres sur quatre cent quatre-vingt-dix-sept, et évacué cent cinquante-quatre malades sur l'hôpital. Il ne restait plus à bord que cent huit déportés pouvant se tenir debout. Le supplice du pont était bien dur pendant le jour; celui de l'entre-pont était autrement cruel pendant la nuit. On en jugera par les récits des victimes ou des témoins, et par les documents administratifs publiés par M. Manseau.

Le supplice de l'entre-pont, le plus cruel de ceux infligés à nos vénérables confesseurs de la foi, commençait avec le soir. Aussitôt le soleil descendu à l'horizon, un maître de l'équipage donnait trois coups de sifflet, et criait : *En bas les déportés, à se coucher!* La garde faisait précipiter le mouvement à coups de plat de sabre, et les quatre cents déportés de chaque navire se hâtaient de descendre les étroites échelles aboutissant au bouge qui leur servait de dortoir. Il faut ici entrer dans les détails, quelque douloureux et incroyables soient-ils.

L'entre-pont, déjà très bas, avait été coupé horizontalement en deux étages d'environ deux pieds et demi chacun de hauteur, c'est-à-dire quatre-vingt-trois centimètres. Impossible donc aux déportés de se tenir debout, il leur fallait ramper pour arriver à leur place. La surface totale de chaque étage était de cent-vingt-trois mètres carrés, déduction faite de l'espace occupé par l'écouille et ses piliers, ainsi que par les bases du grand mât et du cabestan. Des toiles étaient tendues dans toute la longueur et servaient de lits. Quarante hommes eussent été à peine à l'aise dans cet espace; on y entassa deux cents prêtres à chaque étage. Écoutons un témoin, un des rares survivants de cet affreux supplice :

« Le tonnerre eût grondé, dit M. de Reignefort de la Biche, officier de Limoges, que nous ne l'eussions pas entendu, tant c'était un épouvantable vacarme que celui que produisaient nécessaire-

ment quatre cents hommes qui cherchaient leurs places à tâtons, qui se heurtaient, se foulaient les uns les autres. Il eût fait mille éclairs, que nous ne les eussions pas aperçus, tant étaient épaisses les ténèbres au milieu desquelles nous errions au hasard, comme des aveugles, dépourvus de guides! Eh! comment parvenir à sa place parmi les effets et les hommes qui obstruaient ce lieu d'horreur? Ce n'était partout, sur le passage, que sacs de nuit où l'on allait butter, que mâts ou poteaux contre lesquels on se risquait de se casser la tête, que hamacs tendus et déjà occupés, sous lesquels il fallait passer en se courbant jusqu'à terre, et sans pouvoir poser le pied nulle part, à moins de fouler quelque bras ou quelque jambe de ceux qui étaient déjà étendus sur le plancher. On était à la nage avant d'arriver à sa place; y était-on parvenu à force de temps et d'efforts, comment la distinguer de celles de ses voisins? »

Les déportés étaient tellement serrés les uns contre les autres, qu'ils étaient obligés de se tenir sur le côté.

« Il n'est pas possible, écrit un autre témoin, M. Michel, alors diacre et depuis supérieur du grand séminaire de Nancy, de se représenter comment nous étions entassés les uns sur les autres. La comparaison serait triviale, mais je n'en connais pas d'aussi exacte, si je disais que nous étions comme des harengs en caque. Jamais je n'aurais cru, si je n'avais été témoin, qu'un aussi grand nombre d'hommes pût tenir dans un si petit espace. »

Tout mouvement était impossible; il fallait souffrir pendant douze heures toutes les gênes et même toutes les tortures physiques, dans ces antres sordides. L'air manquait aux déportés encore plus que l'espace. On étouffait absolument en été, et chaque nuit de pauvres prêtres mouraient par asphyxie. Les bourreaux ne s'en occupaient pas. Ils fermaient l'ancre avec des clefs et des verrous de sept heures du soir à sept heures du matin; ce qui s'y passait ne les regardait plus. Les longues heures de la nuit s'écoulaient donc dans les ténèbres les plus épaisses, au milieu des soupirs et des cris de douleurs arrachés à quelques-uns par la violence des tourments. D'autres voix se faisaient entendre pour consoler et ranimer les âmes abattues. « Nous souffrons pour Dieu, demandons-lui la grâce de ne pas perdre courage... Peut-être plusieurs d'entre nous vont avoir le bonheur de mourir (1). »

(1) Relation de M. Soudais.

Nous épargnons à la délicatesse de nos lecteurs des détails tellement navrants, qu'on comprend que la mort était pour ces victimes, même au sens humain, un bonheur ardemment souhaité. Et dire que ces nuits se répétèrent pendant des semaines, pendant des mois ! La mort, plus clémente que les bourreaux, mit fin, pour plus de six cents prêtres déportés sur neuf cents environ, à ces tortures que Néron n'eût pas inventées.

Quand, le matin, nos pauvres prêtres sortaient de leur geôle, ils étaient brisés, livides, semblables à des spectres ambulants, « dont la pâleur jaunâtre, jointe à une longue barbe et à des habits crasseux et déchirés, portait la peur et l'effroi. »

« Ils étaient beaux dans leurs âmes cependant, dit admirablement M. Manseau, ces confesseurs de Jésus-Christ, dont les visages étaient noircis de fumée et amaigris par la faim. Il n'était pas difficile de découvrir, sous ces voiles rebutants de la misère, tout l'éclat de leur vertu ; la douceur, la patience, la résignation la plus parfaite étaient sur tous les fronts ; leurs yeux, à demi éteints, annonçaient le calme d'une âme supérieure à tous les tourments. En les voyant, on ne pouvait s'empêcher de songer aux martyrs des premiers siècles souriant aux tortures et à la mort, frappant d'étonnement leurs bourreaux eux-mêmes, auxquels il échappa plusieurs fois de dire, sans en reconnaître la cause : « Voyez-donc ces brigands-là ; plus ils souffrent, plus ils sont contents. »

M. Manseau a publié des documents officiels accablants, entre autres le rapport d'un chirurgien de première classe envoyé par le comité de salubrité du port de Rochefort pour rechercher les causes des nombreux décès des navires. Un mot de cet homme, républicain ardent cependant, suffira. « Si on mettait là (dans l'entre-pont) quatre cents chiens, pendant une nuit seulement, le lendemain on les trouverait morts ou enragés. »

C'est après cette visite qu'on expédia de Rochefort deux mauvaises barques à pont transformées en infirmeries. Il faut lire dans l'ouvrage de M. Manseau comment on s'y prit pour faire de ces soi-disant hôpitaux, où l'on comptait de six à quatorze morts toutes les vingt-quatre heures, de nouveaux instruments de torture. Seulement là, les bons prêtres mourants avaient pour infirmiers leurs confrères plus valides, et, chose bien douce à rapporter, au milieu de toutes ces horreurs, très peu mouraient, assure M. d'Auribeau dans ses *Mémoires*, sans avoir eu le bonheur de

recevoir le saint viatique, « parce qu'un déporté, M. Papon, avait eu le secret de conserver sur sa poitrine des hosties consacrées. »

Un autre témoin, M. Rousseau, a écrit : « Au milieu de cet abandon total, de cette misère profonde, il semblait que la nature, si indignement outragée, eût pu se livrer aux murmures et appeler sur la tête de nos persécuteurs toutes les malédictions du désespoir. Mais que de pareils sentiments étaient loin du cœur de nos malheureux confrères ! Nouveaux martyrs, leurs mains ne s'élevaient vers le ciel que pour demander miséricorde en faveur de leurs bourreaux ; un calme parfait régnait dans tous les esprits, la sérénité de leurs âmes était peinte jusque dans leurs yeux ; on n'entendait ni plaintes ni murmures ; d'un bout du vaisseau à l'autre, on les voyait au contraire se consoler, se fortifier mutuellement par l'espérance prochaine du bonheur qui les attendait... Oh ! que la religion me paraissait grande et majestueuse dans ces lieux si horribles à l'humanité ! »

Ce spectacle de la patience, de la résignation, de la sainteté de nos victimes, apporte avec lui une grande édification. Il est une leçon vivante de foi et de courage ; et s'il est l'honneur du clergé de France, il nous apprend aussi comment on doit souffrir et se sanctifier dans la souffrance par l'union avec Notre Seigneur Jésus-Christ. Deux cent dix prêtres morts sur les pontons furent inhumés dans l'île d'Aix, deux cent soixante-quinze dans l'île Madame, une centaine à Fort-Vaseux, Port-des-Barques et autres endroits voisins. Au mois d'octobre 1794, après six mois du supplice des pontons, il ne restait plus à bord des navires que deux cent soixante-quatorze survivants.

Nous l'avons dit, notre diocèse était représenté sur les pontons par quatre-vingt-un prêtres ou religieux. Soixante-dix sont morts dans les bagnes flottants de la Révolution. Louange et vénération à ces martyrs trop oubliés ! Il est profondément triste de voir l'indifférence avec laquelle on a traité leur sainte mémoire. C'est à peine si l'on a recueilli leurs noms lorsque la paix religieuse a été rendue à la France ; on ne s'était jamais préoccupé d'écrire la touchante et douloureuse histoire de leurs souffrances et de leur sacrifice.

Les nobles cœurs qui avaient conçu le projet d'élever à ces martyrs un monument digne d'eux, ont eu à lutter contre des difficultés insurmontables, l'île Madame appartenant pour une partie

à l'Etat et pour l'autre à une propriétaire qui n'a pas voulu vendre.

Parmi les onze survivants, notre ville a connu et vénéré trois prêtres d'un grand mérite et d'une haute vertu, qui y ont exercé leur ministère après la Révolution : MM. Jean-Baptiste Leudet, mort chanoine de la Métropole, le 17 février 1844, à l'âge de soixante-dix-neuf ans ; Louis-François Houlbrèque, habitué d'honneur à la Cathédrale, mort en 1823, à soixante-cinq ans ; Jean-Louis Huby, le bienfaiteur des sourds-muets, mort à quatre-vingt-quatre ans, le 31 mars 1832, prêtre habitué à l'église Saint-Paul.

3^e — LA SECONDE DÉPORTATION. — Le 4 septembre 1797, trois Directeurs, Barras, La Revellière-Lepeaux, Rewbell, voyant de plus en plus l'opinion publique se tourner contre eux et sentant la majorité leur échapper dans les conseils des Anciens et des Cinq-Cents, exécutèrent le fameux coup d'Etat, préparé d'ailleurs de longue main, qui porte dans l'histoire le nom du 18 fructidor an V. Ils dispersèrent les conseils par la force, puis les décimèrent par la proscription ; ils annulèrent les élections de quarante neuf départements favorables à l'ordre et à la paix religieuse, *épurèrent* le personnel judiciaire et administratif, supprimèrent la liberté de la presse, jetèrent en prison deux mille individus, en firent fusiller un nombre encore inconnu, et déportèrent à la Guyane trois cent vingt-huit proscrits, dont deux cent soixante-cinq prêtres. Ils rétablirent les plus mauvaises lois de la Convention, et, sauf la guillotine que le peuple avait en horreur, ils firent revivre, surtout en ce qui concernait les prêtres, les odieux procédés de la Terreur.

Fiévée a pu dire en toute vérité : « Le Directoire ne put mettre historiquement, entre la Convention et son règne, que la différence qui se trouve entre tuer et faire mourir. » On ne tua pas les prêtres dits réfractaires, on les fit mourir par la déportation.

L'histoire moderne, tout en mentionnant le coup d'Etat du 18 fructidor, a passé sous silence ou à peu près « les mesures atroces qui suivirent cette violation de toute justice, » selon le mot de M^{me} de Staël.

M. Victor Pierre est le premier qui, dans l'excellente *Revue des Questions historiques* (1), ait traité, à l'aide des documents conser-

(1) 1^{er} avril 1882.

vés aux archives nationales et aux archives du ministère de la marine, avec les développements qu'elle mérite, l'histoire de cette seconde déportation. M. l'abbé Manseau a pu ajouter au travail de M. Victor Pierre des renseignements et des détails nouveaux.

Le 19 fructidor, les conseils des Anciens et des Cinq-cents *épurés* renouvelèrent toutes les lois portées antérieurement contre les prêtres catholiques. L'article XXIV de la loi du 19 fructidor laissait au Directoire la faculté de déporter non seulement les prêtres insermentés, mais ceux qu'il lui plairait d'accuser d'*incirisme*. Le champ aux accusations était large, comme on voit.

La chasse aux prêtres recommença comme en septembre 1793. Le journal manuscrit d'Horcholle nous montre, en termes très brefs comme toujours, l'influence du coup d'Etat du 18 fructidor à Rouen. Après avoir raconté l'événement, il dit à la date du 9 septembre 1797 : « La loi de destitution arrive (à Rouen), et tous les officiers de nos corps administratifs élus depuis le mois de mars dernier cessent leurs fonctions et se retirent..... Le 8 de ce mois, fête de la Nativité de la sainte Vierge, on a cessé, par prudence, de recevoir les fidèles aux messes et offices qui se disoient dans des chapelles particulières que l'on a démontées, étant menacés de visites domiciliaires pour faire la recherche des nobles émigrés, des prêtres non assermentés. Il est fort à craindre que le règne de la Terreur ne se rétablisse. Les honnêtes gens sont désolés. »

Octobre : « Au commencement de ce mois, on a affiché la loi rendue contre les prêtres non assermentés..... On destitue tous les juges et administrateurs qui ont été élus par les dernières assemblées primaires. Les arrestations commencent à devenir fréquentes..... Nous retombons dans le régime et les persécutions de 1793 et 1794, si Dieu n'y met la main. » Le journal d'Horcholle mentionne ensuite plusieurs arrestations. Ainsi au 31 décembre : « L'on a fait des visites domiciliaires dans plusieurs maisons, pour prendre des prêtres. On les a continuées partiellement plusieurs jours de suite. »

Le public, lassé de toutes les folies et de toutes les violences de la Révolution, ne se prêta pas aux attentats du Directoire. Les honnêtes gens s'ingénierent à soustraire les prêtres aux recherches des persécuteurs, qui ne parvinrent qu'à en arrêter une trentaine dans notre département. Il en fut ainsi partout en France, M. l'abbé Manseau en fournit des preuves irrécusables.

Malgré les pressantes excitations du ministre de la police Duval, malgré tout le déploiement de la force publique, on ne parvint à réunir pour la déportation que deux cent soixante-cinq prêtres. C'était déjà beaucoup trop sans doute, mais bien peu au gré des persécuteurs. Aussi épuisèrent-ils sur eux toutes les brutalités et toutes les fureurs de leur haine encore inassouvie.

Les prêtres condamnés à la seconde déportation furent d'abord dirigés sur Rochefort, qui devait être l'unique port d'embarquement pour le Guyane. Ils y arrivèrent en octobre et novembre, et furent écroués dans les prisons de la ville et dans l'ancien hôpital Saint-Charles. Ils y restèrent jusqu'au 12 mars 1798. A cette date, on procéda à leur embarquement. Cent cinquante-cinq prêtres et religieux furent entassés dans la frégate *la Capricieuse*, dont le nom avait été changé en celui de *la Charente*. Le chansonnier Pitou, qui se trouvait avec trente-huit autres laïques, déportés sur le même navire, écrit en parlant de l'entre-pont de la *Charente* (1) : « La vue de ce gouffre vous ferait invoquer la mort ; aujourd'hui même que je suis accoutumé au malheur, sans qu'il endurecisse mon âme, je ne puis réfléchir à notre position sans que mes idées se confondent. Quelle nuit ! Grand Dieu ! quelle nuit ! L'échafaud est un trône près de ce genre de supplice ! » Et cependant l'entrepont de la *Charente* était un paradis, comparé aux entre-ponts des *Deux-Associés* et du *Washington* en 1794.

La *Charente* mit à la voile le 21 mars 1798 (1^{er} germinal) ; mais la croisière anglaise la contraignit à revenir au port. Les déportés restèrent encore un mois soumis au régime des pontons. « Entassés les uns contre les autres, écrit M. Victor Pierre (2), ne prenant leurs repas (et quels repas !) que debout, envahis dans cette étroite et basse galerie de l'entre-pont par une odeur nauséabonde résultant à la fois de leur grand nombre, du défaut d'air et de la présence de haquets infects, ne passant sur le pont que quelques heures, ils traînaient une existence pénible qu'attristait encore la perspective d'une longue navigation. »

On les embarqua le 23 avril (4 floréal) sur un autre navire, la *Décade*, qui appareilla le 26, et, après quarante-six jours de navigation, jeta l'ancre en face de Cayenne le 11 juin.

(1) *Voyage à Cayenne*. Paris, 1808.

(2) *Revue des Questions historiques*, 1^{er} avril 1882.

On descendit les déportés à terre quatre jours après. Un second convoi amena à Cayenne, sur la *Bayonnaise*, un nouveau contingent de prêtres déportés débarqués le 6 octobre. On compta bientôt deux cent soixante-cinq prêtres en Guyane. C'était quatre mille que le Directoire avait résolu d'y envoyer; mais la distance, les dangers de la croisière anglaise, arrêtaient les projets des Directeurs, qui suspendirent les déportations à la Guyane et continuèrent à détenir les prêtres dans les îles de la Charente-Inférieure.

Les prêtres internés à Cayenne furent répartis dans différents endroits, à Kourou, Makouria, Conanama, au milieu des sauvages et sous un climat meurtrier. Les privations et les souffrances de tout genre enlevèrent en moins de deux mois près du tiers de ces infortunés. Du 4 août au 22 octobre soixante-six étaient morts de misère et de maladie. Les survivants furent transférés à Sinnamary. « En ce nouveau lieu de détention, écrit l'abbé Chachay, l'un des déportés, nos vivres consistaient dans une demi-livre de viande salée, habituellement très mauvaise, trois quarts de pain, avec un peu de farine de manioc, et rien de plus. La seconde année, nous fûmes dans la misère la plus extrême sous tous les rapports. La plupart n'étaient plus couverts que de haillons. »

La mort délivrait chaque jour quelqu'un de ces héroïques confesseurs de la foi. Elle les trouvait dans les plus admirables sentiments de résignation et de piété. L'un d'eux, après avoir reçu les derniers secours spirituels, disait à ses frères qui l'entouraient comme autant de spectres : « Mes frères en Jésus-Christ, tous les maux que j'ai soufferts ne sont rien, puisque le Rédempteur des hommes a été abreuvé de fiel et de vinaigre. Mourons avec l'espérance que nous allons être introduits dans la sainte cité du ciel; mourons avec l'espérance que nos tribulations, qui n'auront duré qu'un moment, nous conduiront à une gloire éternelle. Mourons avec l'espérance que Jésus-Christ transformera un jour notre corps vil et abject pour le rendre conforme à son corps glorieux. Avant de mourir, prions pour nos persécuteurs (1). »

La mort semblait un bienfait à ces persécutés, et tout ce qui la rappelait leur était doux : « Le cimetière où reposent nos amis est le lieu où sans cesse nous dirigeons nos pas. C'est là que nous nous réunissons, et que nous aimons à choisir la demeure où nous

(1) Lettre du 3 février 1799, M. Manseau, tome II, p. 123.

espérons trouver le repos. L'ami marque sa place auprès de l'ami. Etendu sur sa tombe, il voudrait ne s'en plus séparer. Cette fosse qu'il creuse de ses mains, et qui n'attend plus que sa dépouille mortelle, devient son espérance. »

Un autre prêtre fait en ces termes ses adieux, en mars 1799, à son frère, notaire en France : « Mon frère, je vais mourir, et je serais coupable devant Dieu si je ne pardonnais pas à mes ennemis. En me voyant partir pour la Guyane, tu as voulu connaître mon dénonciateur, et tu m'as assuré, dans ta douleur, que tu tirerais tôt ou tard vengeance de son crime. O mon frère! abandonne un semblable projet, pardonne-lui comme je lui pardonne; je t'en conjure au nom de Jésus-Christ qui va me recevoir dans sa sainte miséricorde... Adieu, mon frère bien-aimé; Dieu va bientôt appeler à lui sa pauvre créature. »

Voilà les justes, les héros, les saints que le Directoire a immolés dans sa haine impie! Voilà l'ancien clergé de France si méconnu, si calomnié par tant d'écrivains prévenus ou mal renseignés!

Nous devons mettre ici de nouveau en évidence l'insigne mauvaise foi des révolutionnaires. Celui qui a signé le plus de décrets de déportation, la Revellière-Lepeaux, a eu l'impudence d'écrire dans ses *Mémoires* sur le 18 fructidor (1) : « La liste de proscription, une fois close par le Corps législatif, le fut irrévocablement. La justice reprit toutes ses formes, et qui que ce soit ne fut inquiété... Ils se rejettent, et M^{me} de Staël comme les autres, sur les persécutions et les cruautés qui succédèrent à la lutte. Mais ces persécutions, ces cruautés, où les a-t-on vues? IL N'A PAS ÉTÉ LANCÉ UN SEUL MANDAT D'ARRÊT APRÈS LE 19 FRUCTIDOR CONTRE QUI QUE CE SOIT. »

Comment! Est-ce que les centaines de prêtres recherchés, arrêtés, internés à l'île d'Oléron, les jugements des commissions militaires suivis de fusillades, les deux cent soixante-cinq prêtres déportés à Cayenne, les cent cinquante-quatre confesseurs de la foi morts et inhumés en Guyane, ne se dressent pas contre ce mensonge? On a pu étouffer dans les cachots ou dans les déserts les plaintes et les larmes des victimes; il vient toujours une heure où la vérité se fait jour. La seconde déportation est un des attentats les plus odieux à la justice et à la liberté commis par le Directoire.

Le 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799) renversa ce honteux

(1) T. II, pp. 435, 437, 441.

régime et mit Bonaparte à la tête des affaires. Il se montra plus humain pour les pauvres prêtres emprisonnés en France et en rendit un bon nombre à la liberté. Le 6 septembre 1800 (19 fructidor an VIII), il prit un arrêté en faveur des déportés de la Guyane, statuant qu'ils seraient transférés dans les îles de Ré et d'Oléron. Les mesures favorables aux malheureux exilés s'exécutèrent très lentement, parce que les prêtres devaient payer leur passage sur le navire chargé de les rapatrier, et que beaucoup manquaient de l'argent nécessaire. Le gouvernement envoya cependant, en décembre 1800, une frégate, la *Dédaigneuse*, qui ne put embarquer que dix-huit ecclésiastiques et fut bientôt capturée par quatre frégates anglaises. En 1801, il restait encore à Cayenne quatre-vingt-un déportés.

L'heure de la délivrance sonna pour eux et pour tous les détenus des îles de Ré et d'Oléron après la promulgation du concordat. Plus de la moitié de ces confesseurs de la foi étaient morts pendant cette seconde déportation (144 sur 265), et leurs corps sont ensevelis sous les sables arides de la Guyane. Parmi ces martyrs, notre diocèse compte l'abbé Adrien Balesdent, vicaire de Morgny; l'abbé François Delestre, principal du collège de Neufchâtel; l'abbé Bonaventure Lebas, curé d'Octeville; l'abbé André Leroy, curé de Saint-Martin-la-Garenne; l'abbé Victor-Aubin Thorel. Que leur chère et sainte mémoire soit en éternel honneur! Et puisse leur exemple nous encourager à souffrir et à mourir, s'il le faut, pour notre foi!

2. — LES SUPPLIÉS

I

Rappelons d'abord les noms des prêtres de notre diocèse massacrés aux Carmes, ou guillotins à Paris.

M. Pottier (Eudiste), supérieur du séminaire Saint-Vivien, tué dans les journées de septembre;

M. Georges-Charles de Lurienne, né à Rouen en 1732, chanoine de la Métropole, incarcéré dans la maison d'arrêt du Luxembourg, et condamné à mort le 19 messidor an II.

Nous croyons devoir ajouter à ce que M. l'abbé Langlois a écrit sur M. de Lurienne, dans son *Essai sur le Chapitre de Rouen pendant la Révolution*, les détails suivants. Nous avons acquis d'abord

la certitude qu'il a été exécuté. Les papiers de sa famille et la succession ouverte par son décès en font foi. Il habitait, avant la Révolution, une maison dont il était, comme chanoine, usufruitier, rue de la Chaîne, 24. Il avait peu de fortune, ayant été obligé de vendre les meubles et immeubles de la succession de son père pour payer les dettes; mais il possédait une belle bibliothèque et passait pour très érudit. Ses lettres sont pleines d'aisance et de grâce. Celles qu'il écrivit de sa prison à M^{me} de Thibouville témoignent d'un cœur affectueux et résigné. Il avait quitté Rouen aux premiers jours de la Terreur, et avait habité quelque temps la campagne, caché chez M. Carrel, l'un de ses amis. A la fin d'août 1793, ayant conçu des craintes pour sa liberté, il quitta sa retraite et se mit en route pour Paris. C'est pendant ce voyage qu'il fut arrêté et conduit à la municipalité de Paris, où son sort fut vite réglé. On l'envoya en prison, comme prêtre insermenté. Il se résigna à sa nouvelle position, en bon prêtre qu'il était; il puisa dans sa foi les consolations et la force nécessaires pour supporter les rigueurs de la captivité. Les épreuves ne lui furent pas épargnées. Dans une de ses lettres, il demande instamment du tabac à priser et un livre grec et latin ayant pour titre : *Aelianus de animalibus*. Dans une autre, il donne quelques détails qui ne sont pas sans intérêt.

« Nous avons une grande cour, dit-il, dans laquelle je prends en abrégé l'exercice auquel j'étais accoutumé; malgré le grand nombre de personnes ici détenues, je me suis fait une société bornée; je ne fréquente aucun des citoyens dont les noms vous sont connus, par exemples les citoyens d'Epremenil, Chamilly, Saint-Maclou, Thouret; je les connais plutôt qu'ils ne connaissent; nous vivons chacun de notre côté. Notre ami Doudet m'a fait l'emplette d'un lit de sangle, d'un matelas et d'une petite table. Ses voisins, les Courteils, m'ont prêté un autre matelas, un oreiller et une couverture; à ce moyen, rien ne manque à mon coucher; les jours se passent assez rapidement; mais il n'est pas besoin de vous dire que l'éloignement où je suis de ce que j'ai de plus cher m'est un dur sacrifice; chaque jour, par la pensée, je me rapproche de vous, de mes parents, de mes amis. Je suis persuadé que vous me rendez la pareille (1). »

(1) Nous devons quelques-uns des papiers que nous citons à la communication obligeante de M. l'abbé de Beauvoir, arrière-neveu de M. de Lurienne.

M. Jean **Levasseur**, curé de Saumont-la-Poterie, né à Trillier en 1756, domicilié à Gournay pendant la tourmente, condamné à mort le 13 prairial an II, par le tribunal révolutionnaire de Paris;

Le R. P. Louis-Angé **Le Breton**, religieux capucin de la maison de Rouen, massacré aux Carmes.

M. Louis-Michel **Trouvé**, né à Allouville en 1736, curé de Moissy (Seine-et-Marne), incarcéré à Bicêtre, et condamné à mort le 8 messidor an II;

M. François **Vandé**, né au hameau de Bermont-en-Cours, en 1752, arrêté à Montin (Loiret), et condamné à mort le 14 messidor an II, par le tribunal révolutionnaire de Paris, comme fanatique, ayant fait des processions et autres cérémonies extérieures, au mépris des lois;

M. Gaspard-Claude **Maignien**, curé dans le diocèse de Rouen, massacré aux Carmes.

M. Pierre-Nicolas **Psalmon**, né à Rouen le 29 juin 1749, entra dans la communauté des prêtres de Saint-Sulpice et devint supérieur de Laon en 1780, massacré aux Carmes.

M. J.-M. **Benière**, né à Rouen en 1737, chanoine honoraire de Rouen, curé de Chaillot, à Paris, écroué à la maison d'arrêt du Luxembourg, et condamné à mort le 22 messidor an II.

Il avait été nommé chanoine de Rouen en novembre 1762 (1), en remplacement de M. l'abbé Rosé, décédé, et avait donné sa démission pour occuper la cure de Chaillot, près Paris, mais le titre de chanoine honoraire lui avait été conservé.

M. l'abbé Benière rendit au chapitre des services importants : il était son agent à Paris, et il lui prodigua, en maintes circonstances, son zèle, son talent et son activité. C'était un homme lettré, maniant la langue latine et la langue française avec une grande distinction. Nous avons vu la correspondance qu'il échangea avec plusieurs membres du chapitre, et notamment avec M. de Lurienne, à qui il avait conservé une inaltérable amitié, et nous avons admiré son goût délicat, la correction de son style autant que l'élévation de ses sentiments. Le chapitre lui témoigna en plusieurs rencontres ses sentiments d'estime et de reconnaissance, notamment à l'occasion de la réunion du collège de Justice

(1) C'est M. Benière qui édita, n'étant encore que diacre, le beau portrait du cardinal de La Rochehoucauld que la gravure a popularisé et que nous avons placé en tête de cet ouvrage.

au collège Louis-le-Grand, où il lui avait été d'une grande utilité. Le doyen du chapitre lui écrivait (14 mai 1782) : « Les commissaires du chapitre, Monsieur et très cher Confrère, ont lu avec attention votre projet de requête au roi concernant l'affaire du collège de Justice. Tous se sont réunis pour donner de justes éloges au rédacteur; ils se sont rappelés toutes les peines que cette affaire vous a occasionnées, ainsi que votre zèle et votre intelligence; ils m'ont prié d'être l'interprète de leur reconnaissance. C'est une commission dont je m'acquitte avec plaisir. » Je pourrais citer vingt passages de ce genre qui marquent l'intimité des relations qui existaient entre le Chapitre et M. Benière. Ses rapports avec M. de Lurienne ont cela de touchant, que les deux amis se sont rencontrés pour la dernière fois en ce monde au pied de l'échafaud.

M. Louis-François **Rosé**, curé d'Emalleville, député du bailliage de Caux aux Etats-Généraux. Cet ecclésiastique, qui jouissait auprès de ses confrères d'une grande considération, vota presque toujours, à l'Assemblée nationale, avec la droite. Il refusa le serment et fut arrêté le 10 août. On l'enferma aux Carmes, où il fut compris dans les massacres de septembre.

L'abbé Barruel cite aussi parmi les victimes M. l'abbé de Langlade, vicaire général de Rouen. Ce digne abbé était prieur de Saint-Germain-du-Teil-en-Gévaudan. Il accompagnait souvent le cardinal de La Rochefoucauld à Paris, et faisait sa correspondance. Nous avons peu de traces de son passage à Rouen.

II. — JEAN BUCAILLE

M. l'abbé Cochet, notre maître bien-aimé, a raconté le martyre de Jean Bucaille, laïque, massacré pour la foi le 23 août 1793. Nous nous faisons un honneur d'insérer dans notre ouvrage le récit des souffrances, du courage et de la mort de l'héroïque chrétien, que ce savant ecclésiastique a écrit, avec son cœur et sa foi (1).

Le 22 avril 1793, un bruit vague et une sourde rumeur s'étaient répandus dans les campagnes, ordinairement si paisibles du pays

(1) *Les églises de l'arrondissement d'Yvetot*, T. II, p. 128 et suivantes. Voir aussi la *Gazette de Normandie* du 28 octobre 1833, feuilleton par M. A. d'Aulnay. — *Essai historique sur Yvetot*, par M. Fromentin, p. 91-93. — *Description historique*, etc., par Guilmet, T. II, p. 240.

de Caux. Presque au même moment toutes les cloches des villages furent mises en branle et sonnèrent ce tocsin de la guerre et de la mort qu'elles n'avaient pas fait entendre, les unes depuis les Anglais, les autres depuis les calvinistes. On répétait de toutes parts qu'une contre-révolution allait éclater, et que pour l'appuyer les Anglais étaient débarqués sur la côte, entre Dieppe et Fécamp. Les gardes nationales, récemment armées et organisées, étaient encore dans une complète indiscipline. Aussi elles prirent à la hâte les armes qu'elles trouvèrent sous leur main. On vit sortir des chaumières, et presque de dessous terre, des nuées d'hommes, de femmes et d'enfants, armés de fusils, de piques, de sabres, de fourches, de couteaux, de fléaux et de cailloux. Tous ces gens allaient et venaient sans raison et sans but, ne sachant trop le motif de ce soulèvement général.

Les meneurs, qui avaient mis en mouvement le flot populaire, profitèrent de ce moment de trouble et de confusion, pour diriger l'émeute contre un ennemi qu'ils haïssaient depuis longtemps. *A Thiouville! à Thiouville!* s'écrièrent de tous côtés ceux qui avaient le mot d'ordre, et cette multitude égarée et en délire se rua sur ce village et pénétra dans la cour du nommé Bucaille, honnête laboureur, connu par sa foi catholique et sa fidélité royale également inébranlables.

Cet homme et plusieurs autres de la paroisse, parmi lesquels on cite Nicolas Petit, Jean Lemarchand, Jean Riard et Jean Bréard, n'avaient jamais voulu fléchir le genou devant Baal, c'est-à-dire qu'ils avaient constamment refusé d'aller à la messe du curé constitutionnel, de là la haine des Jacobins et des révolutionnaires.

Cette haine qui, comme celle des Juifs, couvait depuis longtemps, ne cherchait qu'une occasion pour éclater. Plusieurs fois le maire de Thiouville avait dénoncé Bucaille et ses complices, comme recevant des prêtres cachés qui disaient la messe la nuit. Souvent aussi on avait essayé de violer son domicile et de ravager sa propriété. Se voyant ainsi menacé, il était allé plusieurs fois à Cany réclamer la protection du District, pour lui et les siens; toujours on lui avait promis une main-forte qui n'arrivait jamais. Le 20 avril, un de ces hommes dévoués et *suspects*, avait été traduit devant le juge de paix, qui remit l'affaire à huitaine. Le peuple, croyant qu'on voulait lui enlever sa proie, s'était écrié, en sortant de l'audience : « Faisons-nous justice nous-mêmes. »



Les choses en étaient là à Thiouville, quand l'émeute, grossie, comme un torrent, de toutes les populations d'alentour, déborda, pour les inonder, dans les fermes de Bucaille et de Bréard. Ce dernier avait pourtant eu le malheur de se laisser, la veille, trainer à la messe du *curé patriote*. Mais rien n'avait pu ébranler la fermeté de Bucaille. Sous prétexte de chercher chez eux des prêtres suspects, on se mit à bouleverser les deux maisons, à démolir les toits, à déchirer le linge, à briser les meubles, à défoncer les tonneaux et à faire une orgie. A la vue de ce spectacle d'horreur, la femme de Bucaille s'était enfuie avec ses enfants en bas âge, et lui, comme un autre Job, était resté seul sur son fumier. Ajoutons, pourtant, qu'on ne put arracher d'auprès de lui sa fille, âgée de 20 ans, embarras plutôt que défense.

Vers la fin du jour l'orage s'étant calmé, Bucaille, qui le prévoyait plus fort pour le lendemain, partit pour Cany, afin d'y demander du secours. Cette fois le District envoya une faible escorte, qui ne protégea rien et qui resta l'arme au bras spectatrice des désordres du lendemain.

La nuit au lieu de porter avis chez les âmes égarées de nos pauvres Cauchois, n'avait fait qu'y rallumer une fureur mal éteinte. Le 23 avril, à l'heure où la cloche sonnait la messe du *curé patriote*, une nouvelle émeute éclatait dans la contrée. De toutes parts on entendit retentir ces cris forcenés : « *A la messe, à la messe du curé patriote.* » « Je n'irai jamais répondait tranquillement Bucaille, vous ne pourrez que m'y trainer. » A la vue de l'immobilité du vieillard la colère de la populace ne connut plus de bornes, on recommença la scène de la veille. On cassa les fenêtres, on brisa les meubles, on dépouilla la maison et l'on jeta le mobilier dans le grand puits qui est encore devant la porte. La brutalité de la populace fut telle, qu'après l'évènement on compta sur une seule armoire jusqu'à quatorze coups de pique. Chose pénible à dire ! c'est que le malheureux curé constitutionnel, cause de tout le mal, assistait à cet affreux spectacle, et, comme une autre Athalie,

Au carnage animait ses barbares soldats.

Armé d'un fusil il pousse l'impudence jusqu'à en placer le canon menaçant sous la gorge de la fille de Bucaille, qui s'était jetée sur son père et le tenait embrassé.

Pendant ces heures d'agonie, Bucaille, comme un chrétien digne des premiers temps, soutenait les injures et les imprécations de la foule avec le courage d'un descendant des martyrs. Un moment entraîné par sa fille, il avait tenté de se sauver en escaladant le fossé de sa ferme, mais ramené devant sa maison, comme sur un autre calvaire, il y était resté impassible comme un héros, répétant sans cesse ces mots que l'on a retenus : « Vous ferez ce que vous pourrez, mais seulement ce que Dieu voudra. »

Vers midi, épuisé de fatigue et presque défaillant, il demanda une chaise pour se soutenir. Il s'assit près du puits, sous un pommier que l'on montra longtemps et qui n'existe plus. Ce fut sous cet arbre de mort que, comme un nouvel Adam, il consumma son sacrifice. Une dernière fois, les émeutiers, ivres de leurs propres exploits, vinrent lui répéter plus fortement : « *La messe ou la mort...* » « Plutôt la mort, s'écria-t-il. » Alors les piques se croisèrent devant ses yeux, les fusils le couchèrent en joue, on arracha sa fille d'entre ses bras; mais comme pour faire durer son supplice, les mousquets mal conduits, mal chargés, firent plusieurs fois long feu. Ce fut un meunier de la vallée de la Durdent qui eut le triste honneur de tirer le coup mortel; et, comme la pauvre victime remuait encore, il lui enfonça sa baïonnette dans le ventre.

Un cadavre est partout chose sacrée, et la mort est toujours le terme des colères humaines. Ici, ce fut le signal et le commencement de mille horreurs. Toute cette populace, aussi lâche que cruelle, couvrit de pierres le chrétien expirant pour sa foi, et le lapida comme le premier des martyrs. Un moment, il disparut sous un monceau de cailloux. Un assassin posthume lui tira encore un dernier coup de fusil. Puis on se mit à dépécer son corps comme celui d'un animal. Ses membres dispersés par la rage furent semés comme des reliques dans tout le pays de Caux.

Un écorcheur de Hattenville lui coupa le cou avec une plane de sabotier. Son chapeau déchiré et teint de sang, fut apporté au bout d'une pique jusqu'à Yèbleron, et attaché à la guérite du corps-de-garde. Ses bras et ses jambes furent détachés avec un couteau à pressoir. Les *sans-culotte* d'Yvetot, complices de ce forfait, enlevèrent une de ses mains et l'emportèrent au bout d'une pique. « A Cliponville le chef de la bande fit ouvrir les portes du château devant ce sanglant trophée. On fut obligé de servir à boire à ces brigands dans la salle à manger, et la main de Bucaille,

déposée sur la table au milieu du cercle des buveurs, fut remplie de sel, et chacun tour à tour, entre mille rires et mille propos d'orgie, y venait assaisonner ce qu'il dévorait. »

La tête, siège d'une âme noble et courageuse, fut mise au bout d'un sabre et portée jusqu'à Saint-Denis-d'Héricourt, par un nommé Delamarre, qui la jeta dans le cimetière. Après un simulacre d'inhumation les assassins tirèrent dans la fosse plusieurs coups de fusils comme pour insulter à leur victime. Le cimetière d'Héricourt était un lieu bien choisi pour recevoir la tête tranchée du dernier des martyrs cauchois. Cette terre sanctifiée par la sueur et la poussière de Saint Mellon, qui avait reçu un moment le corps de notre premier apôtre, fut à coup sûr très heureuse de recevoir le chef du dernier de nos confesseurs. C'est là que plus tard la propre fille de Bucaille, celle-là même qui, comme Marie, avait été témoin de sa passion, venait de temps à autre prier sur la tombe de son père, et c'est encore dans ce village que vivent les derniers descendants de ce héros chrétien.

Quant au corps, quoiqu'il fût réduit à l'état d'un tronc hideux, il ne put cependant satisfaire la rage des bourreaux. Pour dernière fête, ils s'assirent autour de lui et firent un festin de cannibales. Ils burent le cidre de leur victime, dans des tessons de pots cassés, et en offrirent aux passants. Puis après ce banquet d'anthropophages, ils allumèrent sur le corps, un feu de joie avec des surplus, des chapes, des chasubles, et d'autres ornements d'église, trouvés dans la maison de ce confesseur de la foi.

Ce tronc de martyr, que les premiers chrétiens eussent emporté comme un trésor, fut inhumé pendant la nuit par le *curé patriote*, entre le cimetière et les propriétés voisines. On dit que le fossoyeur l'a reconnu en 1849. Voici du reste, l'acte de décès tel que nous l'avons extrait des registres de Thiouville :

« L'an mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an deux de la république française, le mercredi 24 du mois d'avril, nous, Nicolas-Louis-Aimable Vincent, curé et officier public de la commune de Thiouville, canton d'Ourville, District de Cany, département de la Seine-Inférieure, sur l'avis qui nous a été donné par le citoyen Louis-François-Bazille Duchemin, juge de paix et officier de police de ce canton, demeurant dans cette commune de Thiouville, et par les citoyens Jean Anquetil et Louis Mabilie, officiers municipaux de cette commune de Thiouville, que Jean Bucaille, laboureur,

domicilié en cette commune, âgé de cinquante-sept ans, né à Thiétreville, veuf en premières noccs de Marie-Anne-Angélique Saint-Riquier, et époux en secondes noccs de Léonarde-Bonne-Angélique-Marthe Aubrée, a été tué le jour précédent, environ l'heure de midi, dans une émeute qui a eu lieu le même jour, dans la cour dudit Bucaille. D'après cette déclaration j'ai rédigé le présent acte, et ont signé avec moi lesdits Duchemin, Anquetil et Mabille, ci-dessus mentionnés. Fait en la maison commune, l'an et jour susdits. Signé Duchemin, Mabille, Anquetil et Vincent, officier public. »

III. — L'ABBÉ CLÉMENT BRICHE

C'est encore à M. l'abbé Cochet que nous emprunterons le récit du martyre de M. l'abbé Clément Briche (1). On ne recommence pas des pages écrites par M. Cochet. Nous en orons notre livre, satisfaisant ainsi un besoin de notre cœur toujours attaché au maître qui fut pour nous, jusqu'à sa mort, le plus bienveillant ami.

Clément Briche était né à Vatierville, près de Neufchâtel, vers 1764. Ordonné prêtre en 1790, il fut plusieurs années chapelain et précepteur chez M. de Ménibus, gentilhomme de Martin-Eglise, qui périt dans l'émigration. Après avoir refusé à la Constitution civile le serment que prêtait le clergé de Martin-Eglise, il célébra quelque temps les saints mystères dans une chaumière de cette paroisse. Obligé de fuir après les journées de septembre 1792, il se réfugia dans une ferme située sous la forêt d'Arques. Là, il passait ses jours à prier, et sa seule distraction était de bercer la jeune enfant du fermier. « On ne peut s'empêcher, dit M. l'abbé Malais, d'être touché au souvenir de ce saint prêtre, devenu martyr, tenant sur ses genoux cette innocente petite fille dont la langue ne pouvait faire craindre aucune indiscretion. »

Vers la fin de 1792, il vint se fixer à Dieppe où il exerça le saint ministère comme prêtre caché pendant environ quinze mois. Durant tout ce temps, il rendit de grands services aux fidèles catholiques de cette malheureuse cité abandonnée par tous ses prêtres; car cette ville, naguère si riche en ecclésiastiques, enfants du sol, était réduite à recevoir l'aumône de la parole sainte de la bouche de prêtres étrangers. L'abbé Briche allait de maison en maison, disant la messe et administrant les sacrements pendant la

(1) Galerie Dieppoise 1862, p. 72 et suivantes.

nuît; il passait le jour dans des cachettes qui lui avaient été préparées soit chez la femme Feuillet, soit chez la fille Houllevigue. Quand il sortait, à la faveur des ténèbres, il se déguisait en ouvrier, en marin ou en domestique. Il avait changé son nom de Briche en celui de *La Colombe*, surnom poétique et vraiment digne du ministère que cet ange de paix remplissait dans ces jours de terreur. Les révolutionnaires, instruits de sa présence dans les murs de Dieppe, le cherchaient avec une avidité insatiable. Toutefois le dévouement des fidèles était si grand que, pour se saisir de lui, ils eurent recours à la trahison, comme les Juifs pour prendre le Sauveur.

Une lettre interceptée à Calais ayant fait connaître d'une manière précise la présence du pauvre prêtre dans les murs de Dieppe, les *montagnards* cherchèrent à séduire une malheureuse femme Feuillet, dont le mari et la fille étaient incarcérés pour cause de religion. Ils lui promirent, pour prix de sa dénonciation, la liberté des deux captifs. Un jour que l'abbé Briche était caché dans la trappe de la fille Houllevigue, l'infortunée articula le mot fatal. Aussitôt les tigres, la hache à la main, courent chez Babet Houllevigue, dans la rue des Cordonniers, et trouvent leur victime enfermée dans la fatale cachette... Hélas! la trahison de la femme Feuillet fut bien mal récompensée : le père et la fille ne furent pas élargis, tous deux périrent dans les cachots!

Ce fut le 14 germinal an II (3 avril 1794) que l'arrestation eut lieu par le ministère de deux commissaires du *comité de surveillance*. Le même jour on fit subir un interrogatoire au prêtre réfractaire et à la citoyenne Houllevigue. On demanda à cette dernière si elle ne connaissait pas les lois qui défendaient de protéger les prêtres déportés et réfractaires, et si elle ne craignait pas les vengeances de la nation. La pauvre fille répondit « qu'elle ne connaissait rien à tout cela; qu'elle tâchait toujours de faire le bien; qu'elle craignait la loi de Dieu et non celle des hommes; que, n'ayant rien à se reprocher devant Dieu, elle n'avait pas regret à ce qu'elle avait fait; qu'après tout elle espérait mourir martyre (1). »

Les commissaires visitèrent également les différentes niches où se retirait le prêtre persécuté. On trouva entr'autres objets, chez le citoyen Feuillet, des corporaux, des devants d'autel, une « boîte

(1) Pièces originales conservées chez M. Fournot, au Pollet.

de ferblanc envelopé d'un morceau de soye contenant des ostie que la nomé Feuillette leur déclara être consacré. Une grimace pleine d'hostie » pour dire la messe; une autre « grimace remplie d'ostie à communion. » Un petit vase de ferblanc « contenant les huile appelé sainte » par les « fanatique » : voilà tout le trésor de cette église des catacombes! Mais la plus terrible circonstance de cette saisie mobilière, ce fut un registre contenant les baptêmes et mariages *faits*, par le nommé Briche, *clandestinement*, depuis le 7 décembre 1792 jusqu'au 10 mars 1794.

Sur ce fatal registre, Briche tenait note jour par jour des messes qu'il disait et des sacrements qu'il administrait. On pouvait donc y lire le nom des enfants baptisés par lui, celui de leurs pères et mères, ainsi que des parrains et marraines; le nom des conjoints qui avaient reçu de sa main la bénédiction nuptiale, et jusqu'aux témoins de cette auguste cérémonie. On comprend qu'entre les mains des révolutionnaires, ce catalogue de chrétiens devint bientôt une liste de proscrits. Ce dyptique se transforma en un martyrologe. Plus de deux cents noms s'y trouvaient inscrits. On jugea que c'était trop pour une petite ville qu'un pareil auto-da-fé : on se contenta de choisir, *pour le bon exemple*, seize personnes parmi les plus compromises.

Briche et ses complices furent aussitôt déposés dans la maison d'arrêt. Ils s'y trouvèrent en compagnie d'un bon nombre de citoyens que le comité de surveillance avait fait incarcérer. Dès le 18 germinal (7 avril), le représentant du peuple, Siblot, rendit un arrêté qui fut confirmé le 21 par le district général de la commune. Il y déclarait que, vu les circonstances, on transporterait à Dieppe la guillotine et le tribunal criminel de la Seine-Inférieure, afin d'y exercer *révolutionnairement et par commission*.

Vers la fin de germinal, le citoyen Legendre arriva dans cette ville pour présider ce tribunal de sang. Il s'établit aux Minimes, où siégeait le district révolutionnaire. Le 2 floréal, Briche parut devant ses juges, sous la seule prévention « d'être resté caché sur le territoire de la république, postérieurement au 29 et au 30 vendémiaire, et d'y avoir semé le poison du fanatisme. » Apôtre de Jésus-Christ, c'est la palme du martyre qui va ombrager votre front! Il était accompagné de seize fidèles de Dieppe que l'on avait cru devoir choisir sur les deux cents dénoncés par le fatal registre.

Parmi les compagnons de son martyre, citons la fille Houlle-

vigue, le citoyen Pointel et sa femme, la fille Quertier, M. Félix Blanquet et sa femme, la fille Cauchois, MM. Ubeleski, Cousin-Despréaux, Thomas-Joseph Thoumyre, homme de loi, Abraham Vasse, armateur, et Monique Vasse, sa fille. Le tribunal ne fit pas attendre sa sentence. Le même jour il condamna le prêtre Briche à la mort, ainsi que Marie Cauchois et Françoise Cartier : la citoyenne Houlevigue subit la déportation, ainsi que MM. Vasse et Thoumyre. Voici en quels termes ce jugement d'iniquité s'exprimait sur le compte de ces deux infortunés citoyens. On y verra de quelle manière la Montagne entendait la liberté de conscience. « Considérant, disait le farouche Legendre, que Thomas-Joseph Thoumyre, âgé de soixante-dix ans, ci-devant homme de loi, né à Dieppe, y demeurant, a recelé Briche, qu'il avait connu précepteur des enfants de l'ex-noble Ménibus, en sa maison, postérieurement à la publication de la loi du 30 vendémiaire, en lui procurant la facilité d'y faire un mariage inscrit sur le *memento* dudit Briche, à la date du 1^{er} mars. 1794.

« Considérant qu'il est demeuré constant qu'Abraham Vasse, âgé de cinquante-deux ans, armateur, né à Dieppe, y demeurant, connaissait Briche dès le mois d'octobre 1792 (vieux style); que le 18 septembre suivant, il a assisté comme parrain à un baptême; qu'il a donné à Briche, en 1793 (vieux style), le jour même que Briche a dit la messe chez lui, 60 livres pour trente messes pour sa femme, décédée le 24 novembre 1792 (vieux style); et qu'enfin, de son aveu, il a recelé Briche en sa maison, postérieurement à la publication de la loi du 30 vendémiaire, pour faciliter à Briche un mariage inscrit sur son *memento* à la date du 28 décembre dernier (8 nivôse, style républicain). » (1).

Après la lecture de leur arrêt, les deux honorables déportés s'acheminèrent vers Rochefort, d'où ils devaient être transférés à la Guyane française. Mais ils périrent en route avant d'arriver au terme de leur exil. Les 13 et 17 prairial an II, ils moururent de fatigue dans la maison de détention de Rennes.

Briche, condamné à mort, dut subir sa peine dès le lendemain, sur la place du Marché-aux-Fruits, là où s'élève maintenant la statue de Duquesne. On aurait désiré se débarrasser de lui dès le 29 germinal (18 avril 1794); mais, ce jour se trouvait être le ven-

(1) Pièces imprimées conservées chez M. Jean.

dredi-saint, on craignait que ce rapprochement n'exaltât le fanatisme de la victime, comme disaient les faiseurs d'alors; on ne voulait pas non plus donner au peuple matière à une comparaison qu'il n'eût pas manqué de faire en faveur de l'innocence opprimée.

Supplice et jugement furent donc différés jusqu'aux fêtes de Pâques, à l'encontre des Juifs qui s'empressaient de se délivrer de leurs condamnés avant cette époque solennelle. Le mardi de Pâques, 3 floréal an II (22 avril 1794), vers dix heures du matin, le digne prêtre monta sur l'échafaud, et il y monta comme à l'autel, disent les témoins de sa passion. Cette mort fut pour lui un véritable triomphe, car il entra dans le ciel par son sang comme le premier né des prédestinés.

IV. — L'ABBÉ D'ANFERNET DE BURES

Michel-Georges d'Anfernet, naquit à Vire, le 15 octobre 1747, de messire François d'Anfernet, seigneur de Bures, et de noble dame Madeleine-Antoinette de Cauvet (1). Il était l'un des derniers enfants d'une famille déjà nombreuse et il eut au baptême, pour parrain, son frère Louis, et pour marraine, sa sœur Françoise.

La branche à laquelle il appartenait était dans une situation de fortune fort modeste. Les d'Anfernet de Bures avaient éprouvé des pertes successives, et après avoir servi longtemps dans les armées, s'étaient comme tant d'autres, en ces temps de dévouement et d'abnégation, ruinés au service du roi.

Ses frères, continuant les traditions séculaires de la famille, furent destinés à l'armée, et entrèrent comme officiers dans un régiment. Leur père avait été lui-même, avant son mariage, capitaine dans le régiment de Salis.

Michel, qui avait manifesté dès l'enfance un goût prononcé pour l'état ecclésiastique, fut envoyé au séminaire Saint-Sulpice, à Paris; il y termina ses études cléricales. Ordonné prêtre à l'âge de vingt-quatre ans, il fut nommé vicaire à Châtenay (1771), où il exerça, pendant deux ans, ses modestes fonctions; puis le désir de revoir le pays natal et le soin de ses affaires le rappelèrent en Normandie.

(1) Notre martyr écrivait son nom comme nous l'avons imprimé, mais bien des membres de sa famille signaient et signent encore : d'Amphernet. C'est une vieille famille très noble et très connue, qui était titrée authentiquement au xvi^e siècle et a obtenu au xviii^e les honneurs de la Cour.

L'abbé Michel d'Anfernet voulait sauver du naufrage, plus pour ses deux sœurs que pour lui, les restes du patrimoine paternel. Il entreprit avec les sieurs Henex, cultivateurs de la commune de Dangy, où étaient situées ses propriétés, un long procès qu'il finit par perdre, et qui acheva comme il arrive d'ordinaire, de le ruiner. Une de ses sœurs entra au couvent; pour lui, acceptant avec résignation la nouvelle position qui lui était faite, il chercha une place en rapport avec ses goûts et sa première éducation. Il avait noué quelques relations avec une noble famille de Rouen et il se décida, en 1784, à entrer comme chapelain à Roumare, chez les dames de Vaignon de Mortemer. Cette vie modeste de chapelain allait à l'humilité de l'abbé d'Anfernet, les rapports agréables qu'elle lui procura la lui rendirent doublement chère. Les dames de Vaignon appréciant les vertus et le mérite de l'abbé avaient pour lui mille bontés. Il était l'hôte et l'ami, en même temps que le pasteur du petit troupeau d'élite confié à ses soins. Il le reconnaissait bien lorsqu'il disait dans la lettre saisie sur lui en 1794 :

* Madame,

* Comme vous ne m'avez point défendu de vous écrire, lorsque cela se peut faire sans vous compromettre, ni moi non plus, je profite de la première occasion qui se présente depuis bien longtemps pour me rappeler à votre souvenir. Celui de toutes les honnêtés que j'ai reçues de vous, Madame, ne s'effacera jamais de ma mémoire; car encore que je sois forcé de convenir que je suis un répertoire de bien des défauts, je n'ai pas celui de l'ingratitude.

* J'ai appris, à mon arrivée à Rouen, où les affaires de ma situation actuelle m'ont forcé de venir au travers de bien des dangers, que vous étiez résidente à Roumare, avec M^{me} de Mortemer, dont je ne saurais prononcer le nom sans vénération, et si je croyais qu'elle ne s'en offensa pas, je vous supplerois de lui faire agréer mon profond respect; ce sentiment pour elle est trop bien gravé dans mon âme pour s'en effacer jamais. »

Ces expressions en un tel moment et après tant de tribulations montrent un cœur profondément reconnaissant.

L'abbé d'Anfernet était un homme de société, il aimait la conversation. De sa première éducation, il avait retenu le goût des choses élevées et des plaisirs délicats de l'esprit. Comment l'en

condamner? Et d'ailleurs s'il a pu se reprocher à lui-même quelques imperfections (1), son sang versé pour la foi a lavé amplement ces petites taches inséparables de la nature humaine.

Son ministère, d'ailleurs, ne se bornait pas au château, il aimait à aider le vénérable curé de Roumare dans l'exercice de ses fonctions. Bien des fois pendant neuf ans, et nous en avons des preuves par les registres paroissiaux, il le suppléa dans l'administration des Sacrements. Il prêchait, confessait et catéchisait surtout, avec fruit. Le pieux abbé aimait à s'entourer des petits enfants, et c'est une aimable tradition qui s'est perpétuée dans le pays, de le représenter jouant avec eux, les conduisant à la promenade et leur donnant le soir, au château, les leçons que les travaux du jour rendaient impossibles. Cette humble vie se serait écoulée sans incidents dignes de remarque en des temps ordinaires; enfermée dans le cercle de ses devoirs quotidiens, elle serait demeurée inconnue aux hommes, mais l'orage qui commençait alors à se lever sur la France allait bouleverser toutes les positions, les plus obscures comme les plus éclatantes. L'heure allait sonner où chacun serait mis en demeure d'affirmer sa foi, où en face de l'exil, de la prison et de l'échafaud, prêtres et fidèles, évêques et religieux seraient appelés à rendre témoignage, comme autrefois les martyrs, à la religion chrétienne.

On signifia en 1792 à l'abbé d'Anfernet de s'abstenir de paraître à l'avenir dans la paroisse de Roumare en soutane.

Il n'en continua pas moins à remplir, sans être inquiété, ses fonctions ecclésiastiques, jusqu'au moment où l'assemblée ayant décrété, le 26 août, que les ecclésiastiques inassermementés seraient tenus de sortir sous quinze jours de France, les municipalités furent obligées de faire connaître à la justice les prêtres réfractaires. L'abbé d'Anfernet reçut bientôt l'ordre de se conformer à la loi, mais comme il était aimé de la population et des notables de la commune, on ferma les yeux, et on le laissa quelque temps encore au château. Cependant les événements se pressaient. Le 24 avril, paraît le décret qui condamne à la déportation tous les ecclésiastiques qui n'auront pas prêté le serment de maintenir la liberté et l'égalité. La municipalité de Roumare avait été changée, elle se composait, comme partout ailleurs, de gens choisis

(1) Lettre à sa tante religieuse Carmélite.

parmi les plus turbulents; elle ne tarda pas à renouveler à l'abbé l'injonction d'obéir aux lois, en prêtant les serments ordonnés, ou de s'expatrier. C'est alors que se voyant sérieusement menacé dans sa liberté et ne voulant pas être pour les dames de Vaignon, à qui il avait tant d'obligations, une cause d'inquiétude, — on sait en effet que les personnes qui donnaient asile aux prêtres réfractaires étaient passibles de la peine de mort, — il prit le parti de quitter Roumare et d'aller porter ailleurs le secours de son ministère.

Il commença cette vie errante qui devait durer dix-huit mois et aboutir à l'échafaud. Il parcourut le pays de Caux, de Maromme à Barentin, de Barentin à Caudebec, de Caudebec à Yvetot, à Valliquerville, à Bellefosse, à Fresquenne, à Pavilly, portant dans plus de soixante communes les consolations et les secours de son apostolat. Nous avons vu nous même une liasse d'actes de baptêmes, de mariages, écrits de la main de l'abbé d'Anfernet et signés par lui, conservés aujourd'hui encore au baptistère de Pavilly. Ils sont au nombre de cent soixante-quatorze.

L'abbé d'Anfernet eut soin de déguiser son nom et voyager sous le pseudonyme de Pierre Turpin; il acheta quelques échantillons de fil et se donna comme marchand ambulant.

Nous le voyons continuer son ministère aux environs de Caudebec et d'Yvetot, et l'on peut suivre par les traditions locales la marche de son apostolat. Seulement, il crut à cette époque devoir se munir d'un passeport, et comme il ne pouvait s'en procurer un légalement, il s'en était fabriqué un, espérant ainsi échapper aux vexations des patrouilles qui sillonnaient le pays.

Le 9 thermidor arriva sur ces entrefaites. Cette révolution qui précipita Robespierre du faite où son audace et sa tyrannie l'avaient élevé, fit concevoir aux esprits sages quelques espérances. On attendait un changement radical de gouvernement; il fut loin d'être aussi subit qu'on se l'imagine d'ordinaire.

Les montagnards tentèrent de ressaisir le pouvoir qui leur échappait, et s'ils ne gouvernaient pas nominalement, leur influence domina longtemps encore les actes de la Convention. Cette assemblée, dit M. de Barante (1). était encore si peu disposée à prononcer formellement anathème contre le régime de la

(1) *Hist. de la Convention nationale*, t. v, p. 77.

Terreur, que, faisant droit à une pétition des Jacobins, elle ordonna que la fête nationale de la cinquième sans-culotide (21 septembre 1794) serait solennisée par la translation des cendres de Marat au Panthéon.

Aucune des lois contre les prêtres ne fut abrogée, on spécifia, au contraire, qu'on entendait agir contre le fanatisme avec la même rigueur que par le passé. Les instructions données aux commissaires dans les départements furent toutes dans ce sens. On alla même jusqu'à supprimer les traitements qu'on avait faits jusque-là au clergé constitutionnel, et, le 18 septembre, la Convention rendit un décret dont le premier article est ainsi conçu : « La République ne paye plus les frais ni les salaires d'aucun culte. » A plus forte raison devait-on sévir contre les prêtres catholiques qui exerçaient encore leur ministère.

« Le 9 thermidor, dit encore M. de Barante (1), avait à peine « modifié l'ardeur intolérante et le désir de persécution contre le « clergé et la religion catholique.

« — A la paix, disaient les uns, il faudra déporter les ministres « de tous les cultes, et ne jamais souffrir qu'aucun ministre d'une « religion s'introduise dans la République.

« — Ecrasons l'infâme, disaient les autres en répétant Voltaire.

« Quelques-uns, plus doux dans leur intolérance, répétaient : Il « faut laisser éteindre les ministres des cultes, et le combat finira « faute de combattants. »

« La proclamation de l'Etre suprême avait été un des principaux « motifs de leur hostilité contre Robespierre. — « Ce maudit « homme nous a reculés de dix ans. Nous allons bien ; personne « n'y pensait plus : c'est lui qui a tout gâté. »

Quand la Convention, par l'organe de ceux qui ne passaient pas pour les plus exaltés, professait de tels sentiments, est-il étonnant, de voir ses agents sévir avec tant de rigueur contre un prêtre réfractaire ?

A Rouen, les prisons (2) regorgeaient de prêtres. On en comptait, nous l'avons déjà dit, au séminaire Saint-Vivien, plus de deux cent cinquante. Quatre cent vingt-sept religieuses étaient détenues dans le 2^e monastère de la Visitation. L'église des Pénitents con-

(1) T. v, p. 374.

(2) M. de Beaurepaire. — *Recherches sur les prisons*, 1863.

vertie aussi en maison de sûreté, renferma jusqu'à quatre cent vingt-quatre ecclésiastiques.

Aussi, lorsque le nouveau représentant du peuple en mission à Rouen, Sautereau (de la Nièvre), régicide comme son farouche prédécesseur, prit possession de son poste, s'empressa-t-il de rassurer sur ce point les Jacobins de Rouen. Il fit au club un discours, dans le style ampoulé du temps, où il promet de poursuivre à outrance les restes du *fanatisme expirant*.

On s'explique par là comment, après le 9 thermidor, une exécution capitale fut possible à Rouen. Il s'agissait d'un prêtre; pour lui, la loi restait impitoyable. Nous allons entrer dans le récit de cette dernière phase de la vie de l'abbé d'Anfernet avec la sobriété qui convient à l'histoire la plus scrupuleuse, mais aussi avec les soins tendres et minutieux de la vénération. Nos détails sont puisés à des sources authentiques (1).

L'abbé d'Anfernet avait conçu, comme tout le monde, après la chute de Robespierre, l'espoir de jours meilleurs. Il crut pouvoir se présenter sans danger à Rouen. Son voyage d'ailleurs avait plusieurs buts. Il voulait présenter à ses supérieurs ecclésiastiques un mémoire, sans doute demandé, sur l'état des soixante paroisses qu'il avait parcourues, prendre de nouvelles instructions, et s'assurer par lui-même des changements qu'avait pu subir, depuis le 9 thermidor, la situation. Il désirait aussi, si cela était possible, s'arrêter un instant à Roumare, et revoir une fois encore cette noble et chère famille dont tant de malheurs le tenaient éloigné. Il vint donc à Rouen où il séjourna peu de temps; puis, sa mission étant remplie, il reprit la route du pays de Caux. En passant par Maromme, dans la nuit du 3 septembre (2) (16 fructidor), il fut interpellé devant le poste de la poudrière par le soldat de faction. On lui demande son passeport; le lieutenant Bunel, les sergents Duperron et Pierre Guéret sortent du poste et l'examinent attentivement. Le passeport leur paraissant suspect, ils s'emparent de l'abbé, le fouillent et l'interrogent. Il se dit d'abord marchand de fil, mais il avoue bientôt qu'il est prêtre et se recommande à leur

(1) Nous avons publié sous le titre de *Pièces justificatives* tous les documents judiciaires dans l'ouvrage que nous avons consacré à M. l'abbé d'Anfernet en 1860. Rouen, Cagniard.

(2) Il était une heure après minuit, selon le procès-verbal.

pitie. On trouve en effet sur lui un calice et une patène en argent, 335 livres en assignats qu'il venait sans doute de recevoir à Rouen, un registre couvert de parchemin et quelques menus objets, parmi lesquels la lettre à M^{me} de Vaignon, à Roumare. Il n'en fallait pas davantage pour le perdre. C'est en vain qu'il implore la bienveillance des soldats (1), qu'il fait appel à leur générosité et à leur commisération en leur représentant qu'ils vont le livrer à une mort certaine; ils ne veulent rien entendre et le conduisent à la municipalité.

Il y avait à Maromme un agent national du nom de Levillain qui se faisait remarquer par son zèle révolutionnaire.

Il s'empresse de saisir cette occasion, qui était pour lui une bonne fortune, et après avoir fait appeler le maire Dieul et deux officiers municipaux Dumont et Daoust, il procéda immédiatement à l'interrogatoire de l'abbé d'Anfernet. Le zèle de cet agent national devait être bientôt récompensé. Quelques jours après l'exécution de notre confesseur, Sautereau nommait Levillain membre du comité révolutionnaire du district de Rouen (2).

Les réponses de l'abbé furent courtes et évasives. Ne voulant compromettre personne, car citer un nom propre c'était le désigner infailliblement à la proscription, il éluda autant qu'il put les questions qu'on lui posa. Dans tout le cours du procès il suivit du reste la même ligne de conduite. La prudence la plus vulgaire la lui conseillait, la charité chrétienne lui en faisait un devoir. S'il devait à sa foi et à son sacerdoce de ne point les renier même devant l'échafaud, il devait aussi éloigner de ceux qu'on voulait comprendre dans son accusation, les poursuites et les châtements. Aussi sans sortir des limites de la vérité il sut dérouter les soupçons et n'exposer personne. Il ne livra aucun indice à la justice révolutionnaire, il ne découvrit aucun nom, et resta seul compromis dans l'accusation. On lui demande son emploi; il répond qu'il est chapelain; son domicile; qu'il n'en a plus depuis seize mois; d'où provenaient les 350 livres trouvées sur lui; de ses épargnes et de la charité des honnêtes gens qui ont pitié de lui; d'où provenait aussi le calice qu'il portait; il répond noblement qu'il l'a ACHETÉ DEPUIS TROIS ANS LORSQU'IL A PRÉVU QU'IL NE

(1) Extrait du procès-verbal, aux pièces justificatives.

(2) *Journal de Rouen*, (troisième jour des Sans-Culotides, an II).

POURRAIT PLUS CÉLÉBRER LA MESSE LIBREMENT; pourquoi il est porteur d'un passeport sous le nom de Turpin; il dit qu'il avait prit le nom de Turpin pour mieux se déguiser et conserver par là sa liberté. On lui demande ensuite quels étaient les supérieurs à qui il adressait le mémoire dont il est parlé dans sa lettre, il fait réponse qu'il espérait trouver un grand-vicaire à Rouen.

On voit qu'il ne dissimule rien de ce qui est la vérité.

Après cet interrogatoire, l'agent national Levillain requiert que l'abbé d'Anfernet soit conduit à la maison d'arrêt de Saint-Lô, à Rouen, par la garde nationale et qu'on envoie à l'administration du district les objets saisis sur lui ainsi que le procès-verbal de la séance.

On s'empresse d'obéir. Le maire de Maromme porta lui-même au district les pièces à conviction, et l'abbé d'Anfernet fut placé au milieu d'un peloton de gardes nationaux qui l'escortèrent jusqu'à la prison de Saint-Lô, où il fut incarcéré.

Le directeur du juré près le tribunal du district de Rouen, faisant fonctions d'officier de police de sûreté, lança un mandat d'arrêt contre l'abbé d'Anfernet **PRÊTRE RÉFRACTAIRE (1) PRÉ-
VENU D'ÊTRE RESTÉ SUR LE TERRITOIRE DE LA RÉPUBLIQUE
SANS AVOIR PRESTÉ LES SERMENTS REQUIS PAR LA LOY.**

Le gardien de la maison de justice accusa réception du mandat d'arrêt et inscrivit sur son registre d'écrours le noble nom de notre confesseur à côté des noms des plus vils scélérats. Nous l'y avons lu, non sans émotion, nous souvenant que le Divin maître avait été le premier confondu avec Barrabas et crucifié entre deux voleurs.

Aussitôt le mandat d'arrêt décerné contre l'abbé, le conseil général révolutionnaire du district de Rouen s'occupa de l'accusation et son agent national, Cabissol, avisa le directeur du tribunal criminel auquel il remit toutes les pièces en ces termes :

« Tu voudras bien m'accuser réception du tout et faire contre ce particulier les poursuites convenables, pour parvenir à l'exécution des lois. »

L'affaire fut instruite sur-le-champ. Le directeur du jury d'accusation, Louis Avenel, assisté de son greffier Jean Thiboutot, fit

(1) Voir pièces justificatives de notre ouvrage sur l'abbé d'Anfernet, le mandat d'arrêt.

comparaître l'abbé d'Anfernet dans la chambre du jury et procéda à son interrogatoire, le 6 septembre (20 fructidor) dans l'après-midi. Nous extrayons du procès-verbal, conservé aux archives criminelles, le passage suivant :

Interrogé de ses nom, surnom, âge, qualité, vacation et demeure,

« A dit se nommer Michel-Georges-François d'Anfernay plus
« particulièrement connu sous le nom de l'abbé de Bures, âgé de
« quarante-sept ans, cy devant prêtre ET SUR CETTE EXPRES-
« SION - CY DEVANT PRÊTRE, IL NOUS A OBSERVÉ QUE
« N'AYANT POINT REMIS SES LETTRES DE PRÊTRISE, ET
« N'AYANT POINT PRESTÉ AUCUN DES SERMENTS EXIGÉS
« PAR LES DÉCRETS, IL SE CROIT ENCORE PRÊTRE. » Une
telle réponse, en un tel moment est digne d'être inscrite en lettres
d'or dans les annales de l'Eglise.

C'est encore au directeur du jury, lui demandant d'où il venait, qu'il répond que « depuis l'époque où il a quitté M^{me} de Vaignon jusqu'au moment où il a été arrêté il a mené une vie errante, en couchant tantôt dans des granges, tantôt dans des écuries où l'on recevait les passants, quelquefois même dans les bois. »

Le Sauveur était né dans une crèche, le serviteur n'est pas plus grand que le maître, le bon prêtre pouvait coucher dans les écuries.

Le directeur du jury, après avoir inutilement tenté de faire révéler à l'abbé d'Anfernet les noms de ceux qui lui avaient donné asile ou chez qui il avait exercé les fonctions de son ministère, ordonna qu'il serait traduit aux termes de l'article 2 du décret du 14 germinal an 1^{er}, devant le tribunal criminel du département et livré à l'accusateur public.

En ce temps de justice sommaire la procédure ne souffrait aucune lenteur. Le même jour, au soir, l'accusateur public fit comparaître l'abbé d'Anfernet et le soumit à l'interrogatoire que nous reproduisons plus loin intégralement.

L'accusateur public, Olivier le Clerc, était un ancien avocat de peu de valeur, qui n'avait pu avant la Révolution obtenir, malgré ses sollicitations, la moindre fonction dans la justice. Intrigant et ambitieux, il avait profité de la suppression du Parlement pour se glisser au Tribunal, et après s'être fait remarquer par ses excès révolutionnaires, avait été investi pendant la Terreur de la charge d'accusateur public.

Le Gendre, le président du tribunal, était plus connu par ses antécédents judiciaires. Il avait été procureur d'un balliage de Normandie et ne manquait ni de talent ni d'influence. Il se souilla malheureusement par les plus honteux excès et son passage à Dieppe fut marqué par des ignominies dignes des mœurs d'un pareil temps.

Pendant les trente-quatre jours que Le Gendre et Le Clerc séjournèrent à Dieppe pour juger les seize personnes comprises dans l'affaire de l'abbé Briche, ils dépensèrent à quatre, pour leurs frais d'hôtel, la somme énorme de SIX MILLE LIVRES SEPT CENT QUATRE FRANCS DOUZE SOLS. Nous avons pris la peine de suivre jour par jour la dépense sur le mémoire détaillé qui a été présenté à Le Gendre, et par lui au district. Cette pièce capitale existe encore aujourd'hui et est intacte. Donc, tandis que le peuple mourait de faim à Paris, qu'à Rouen la municipalité ne savait comment faire pour trouver du blé et donner du pain aux affamés, que les volontaires combattaient pieds nus et presque sans vivres à la frontière, les hommes qui se vantaient le plus de *civisme*, de *dévoûment à la chose publique*, de *désintéressement antique*, dépensaient à quatre, pour leur table, six mille livres en un mois!

Ce compte nous révèle des détails odieux. Ici la vérité doit être inflexible comme les chiffres!

Le 2 floréal, le jour où l'abbé Briche, Marie Cauchoise et François Cartier furent condamnés à mort, et MM. Vasse, Thoumyre et M^{me} Houllévigie à la déportation, le dîner de Le Gendre et de ses trois compagnons fut plus copieux et plus splendide que jamais.

Il se monta à cent cinq livres, on y consomma quatorze bouteilles de vin, et le matin, les frais de liquide s'étaient montés à près de cinquante livres. (1).

Les domestiques étaient servis à part et fort modestement, au nom de l'égalité. Leur dépense ne dépassait pas 3 livres par jour.

(1) En voici le détail :

Soupe et bouilli	6 livres.
Omelette	3
Pain	2
4 bouteilles de vin	8
6 bouteilles de vin ordinaire	12
4 bouteilles de grand Bourgogne	12
Petit-salé à la purée.	6

A Tôtes, où ils ne séjournèrent qu'un jour, ils dépensèrent à l'hôtel seize cent livres. Ces curieux documents sont conservés dans les archives criminelles de la cour; on y trouvera certains détails plus tristes encore que nous passons sous silence.

Revenons à l'interrogatoire de l'abbé d'Anfernet.

« Devant Olivier Le Clerc, accusateur public du tribunal criminel de Rouen, a comparu le nommé Danfernet, ci-devant-prêtre, lequel a prêté l'interrogatoire suivant :

« 1. D. Quel est ton nom, ton âge, ta profession, le lieu de ta naissance et celui de ta demeure?

« R. Je me nomme Michel-Georges-François d'Anfernet, âgé d'environ quarante-sept ans. Je n'ai jamais eu d'autre profession que celle de prêtre; je compte l'être encore, et je crois ne pouvoir

Veau à l'oselle	6
Rognons de veau.	10
Riz	4
Asperges	5
Salades	3
Barbeaux	6
Tourte d'entremets	8
Friture de soles et carrelots	10
Dessert	4 10

Et veut-on savoir quel avait été le déjeuner qui précéda un pareil dîner? Voici le menu tel que nous le révélent les comptes au 2 floréal :

Déjeuner. — Pain et raves	1 l. 10
5 bouteilles de vin	10
Grand Bourgogne	3
Café	3 12
1 bouteille de vin grand Bourgogne	5
Thé pour le président	2
Pain	10
2 bouteilles de vin	4
Café	2
1 bouteille et demie de liqueur	12
1 bouteille de vin	2
Pain et fromage	1 10
Pour le président, café	1 5

Après le dîner venait le souper. Nous avons pris au hasard. Le six germinal, voici le menu du souper :

Truite	18 livres.
Riz	3
Dinde	24
Pain	2
Dessert	3
2 bouteilles de vin	4
1/2 bouteilles de vin	1
6 bouteilles de vin	12

cesser de l'être. Je suis né à Vire, département du Calvados. Mon dernier domicile a été Roumare, chez la citoyenne Vaignon dite Mortemer, où j'ai resté huit ans et quelques mois en qualité de chapelain.

« 2. D. Dans quel temps as-tu quitté la maison de la citoyenne Vaignon ?

« R. Le vingt-huit d'avril 1793 (vieux style), parce que ma liberté était menacée, et que je crus devoir la conserver par la fuite.

« 3. D. Où as-tu fait ta demeure depuis ce temps ?

« R. Je n'ai eu aucune demeure fixe.

« 4. D. Es-tu de race qu'on disait ci-devant noble ?

« R. Oui.

« 5. D. Ton père et ta mère sont-ils vivants ? As-tu des frères et des sœurs ?

« R. Mon père et ma mère sont morts ; j'ai des frères et des sœurs dont je n'ai pas entendu parler depuis très longtemps.

« 6. D. Quelle est ta fortune ?

« R. Je n'en ai point. Mon père avait eu de très mauvaises affaires, et il n'a pas laissé de bien à ses enfants.

« 7. D. La citoyenne Vaignon, chez qui tu étais chapelain, te donnait-elle des honoraires ?

« R. Oui, mes honoraires étaient fixés à 200 fr. ; et de plus, on me faisait quelques cadeaux. J'avais en outre mes messes libres.

« 8. D. Quels lieux as-tu parcourus depuis le mois d'avril 1793 (v. s.) ?

« R. Je n'ai pas sorti du pays de Caux, mais je ne sais pas le nom de toutes les communes où j'ai été.

« 9. D. Sais-tu le nom de quelques-unes de ces communes ?

« R. Je sais bien le nom de quelques-unes ; par exemple, j'ai été à Barentin, j'ai passé à Yvetot, à Valliquerville, à Bellefosse et autres.

« 10. D. As-tu fait quelque séjour dans quelqu'une de ces communes ?

« R. Non.

« 11. D. Veux-tu me citer le nom de quelques individus chez lesquels tu as été logé ?

« R. Non.

« 12. D. Persistes-tu à reconnaître que le passeport dont tu as

été trouvé saisi est un passeport faux, ainsi que les deux *rus* qui sont au dos de ce même passeport?

« R. Oui, je suis forcé d'en convenir, parce que c'est la vérité, et que je n'ai pas cru faire un crime d'employer ce moyen, qui ne faisait tort à personne, pour garantir ma liberté.

« 13 D. Quel est le Dumesnil dont tu parles dans le *post-scriptum* à ta lettre à la citoyenne Vaignon?

« R. C'est le garde de la citoyenne Vaignon.

« 14. D. Ce garde de la citoyenne Vaignon connaissait donc le moyen de te faire parvenir les lettres qui te seraient adressées?

« R. Je n'en sais rien; car il ne m'en a jamais fait parvenir aucune, mais j'espérais trouver le moyen de faire parvenir la mienne et de faire prendre la réponse, s'il y en avait.

« 15. D. As-tu accepté la Constitution Républicaine?

« R. Comme je n'étais pas citoyen actif, je ne pouvais être admis aux assemblées primaires. D'ailleurs, je ne me suis jamais mêlé de gouvernement, et la religion dont je fais profession me fait une loi impérieuse de me soumettre aux lois de ma patrie, quand elles ne seraient pas de mon goût.

« 16. D. As-tu prêté quelqu'un des serments exigés, en différentes lois, des ecclésiastiques?

« R. Le serment exigé par la loi de novembre 1791 ne me regardait pas, parce que je n'étais pas fonctionnaire public; et je ne connais pas les autres décrets concernant les ecclésiastiques.

« 17. D. N'as-tu point connu la loi des 29 et 30 vendémiaire dernier, relative aux ecclésiastiques sujets à la déportation?

« R. Non.

« 18. D. Quel est celui de tes supérieurs à qui tu as adressé un mémoire dont tu parles dans ta lettre à la citoyenne Vaignon?

« R. Je n'en connais aucun; j'espérais peut-être en découvrir un; mais je me suis trompé.

« 19. D. A qui ce mémoire était-il adressé?

« R. A personne en particulier.

« 20. D. Comment pouvais-tu donc attendre une réponse à ce mémoire?

« R. On peut voir par la date de ma lettre du 2 septembre 1791, que cette lettre était écrite plusieurs jours avant le 2 septembre; par conséquent, j'ai parlé au temps passé, parce que j'espérais

que le mémoire serait adressé, lorsque j'aurais trouvé le moyen de faire parvenir ma lettre.

« 21. D. Pourquoi dis-tu dans cette lettre, en parlant de tes supérieurs, ces mots, enfermés entre deux parenthèses : Car il en est encore.

« R. Parce que je croyais et crois même encore qu'il y en a ; mais j'ignore où ils sont.

« 22. D. Que signifie ce passage de ta lettre : « le maudit inté-rêt auquel l'habitant du pays de Caux sacrifie tout, ne laisse pas de donner de la tablature à Pierre Turpin et quelques autres qui font le même métier que lui. »

« R. Cela signifie que je crois qu'il y a un grand nombre de gens, dans ce canton, qui, pour ne pas compromettre leurs intérêts, ne voudraient pas donner l'asile à un prêtre tel que moi.

« 23. D. Connais-tu quelques-uns de ces individus qui faisaient le même métier que Pierre Turpin ?

« R. Non.

« 24. D. Persistes-tu aux réponses que tu as faites relativement aux communes que tu as parcourues pendant l'espace d'environ dix-huit mois, relativement aux personnes chez lesquelles tu as logé et enfin relativement aux prêtres qui faisaient le même métier que toi dans le pays de Caux ?

« R. Oui.

« Lecture faite, l'accusateur public et M. d'Anfernet ont signé. »

L'abbé d'Anfernet fut, après ce troisième interrogatoire, renvoyé dans sa prison, où il ne passa que quelques heures. Ce lieu a été sanctifié par sa présence, nous en dirons quelques mots. La prison de Saint-Lô était l'ancienne église de ce nom, une des plus anciennes de la ville, puisqu'elle existait déjà comme paroisse au neuvième siècle. On y établit, en 1145, des chanoines réguliers sous le gouvernement d'un prieur, et elle devint depuis ce temps une collégiale régulière. Après divers incendies, comme elle menaçait ruine, on la rebâtit presque entièrement, et le cardinal d'Estouteville, archevêque de Rouen, fit, le 28 mai 1455, la dédicace du nouveau temple. Après la fermeture des églises, l'administration choisit le prieuré Saint-Lô pour y établir la gendarmerie et la maison d'arrêt. Toutefois, comme il y avait à cette époque encombrement de prisonniers, on dut ouvrir en même temps quatre autres prisons non moins spacieuses.

Cependant l'accusateur public fit le soir même (6 septembre — 20 fructidor) son rapport (1) où il expose les faits déjà connus.

Il y rappelle que l'abbé d'Anfernet, arrêté à Maromme le 16 fructidor, a été trouvé muni d'un calice et de sa patène en argent, d'un petit registre et de quelques notes qui prouvaient avec évidence qu'il n'avait parcouru le pays de Caux que pour y répandre ses opinions et son culte superstitieux et fanatique, qu'il n'avait prêté aucun des serments que nos lois exigent des ecclésiastiques. « Le seul moyen de défense qu'il a opposé, ajoute-t-il, a été de « de dire qu'il ne connaissait point les lois qui l'obligeaient à prêter ces serments; mais il est évident par la conduite qu'il a « tenue qu'il les connaissait parfaitement et qu'il n'a voulu se « cacher que pour se soustraire aux peines que ces mêmes lois « prononcent. »

Il requérait, en conséquence, que l'abbé d'Anfernet fut traduit devant le tribunal pour y être entendu et jugé conformément aux lois de la République.

L'accusation était nettement formulée, c'était comme prêtre réfractaire, pour avoir répandu son culte superstitieux et fanatique, pour n'avoir prêté aucun des serments exigés, par les lois, des ecclésiastiques, que notre confesseur était traduit à la barre du tribunal. Il y a eu rarement dans les fastes de la justice révolutionnaire de cette époque une cause mieux définie. Dans les massacres de Septembre, aux Carmes et ailleurs, dans les condamnations des tribunaux révolutionnaires de Paris, on a toujours mêlé aux accusations religieuses des griefs politiques. Tantôt il s'agissait d'un complot, tantôt d'un projet d'évasion, ici de manœuvres réactionnaires, là d'écrits anti-républicains; mais, pour l'abbé d'Anfernet, c'est sa seule qualité de prêtre qui l'envoie à l'échafaud. On trouverait difficilement dans les actes des martyrs de ce temps un sacrifice entouré de plus de garanties et de témoignages plus authentiques.

Le jugement de notre confesseur fut fixé par le président du tribunal au lendemain 21 fructidor (7 septembre), à huit heures du matin.

(1) Voir les pièces justificatives publiées à la suite de notre ouvrage sur l'abbé d'Anfernet et qui nous ont été communiquées en 1864 par M. Gosselin, greffier-archiviste de la Cour.

Le tribunal était au complet; l'audience fut publique et solennelle. Le président était ce Legendre qui avait envoyé à la mort le bon et doux abbé Clément Briche si bien surnommé la Colombe.

Il était assisté des citoyens juges Queval, Brument et Moinet.

Deux membres du conseil-général, Moulin et Giguët, leur étaient adjoints. Olivier Le Clerc remplissait les fonctions d'accusateur public, Paynel, celles de greffier.

L'abbé d'Anfernet fut introduit « libre et sans fers. » Il n'avait point de défenseur.

Le président l'interroge sur ses noms, âge, profession et domicile.

Il répond à toutes les questions avec une gravité sereine et un calme que rien n'altère.

L'interrogatoire terminé, l'accusateur fait lecture de l'acte d'accusation et l'on introduit les témoins.

Les témoins n'étaient cités que pour attester l'identité de l'abbé d'Anfernet. Ils ne devaient apporter aucune charge nouvelle au procès. L'un, Denys Mouard, juge de paix du canton de Rouen, a dit qu'il avait rencontré nombre de fois l'accusé chez M^{me} de Vaignon à Roumare; l'autre, Pierre-François Ponty, ancien feudiste, fit la même déclaration et ajouta qu'il l'avait même reçu plusieurs fois à sa table avant 1790. Sautereau récompensa le service de cet homme en le nommant quelques jours après membre du conseil général.

Le troisième témoin fut la femme même de Ponty. On voit qu'on n'avait pas eu grand choix. Elle reconnut, comme son mari, l'abbé d'Anfernet, pour l'avoir vu chez elle, où il a mangé une ou deux fois, antérieurement à 1790. Elle affirma qu'il n'avait jamais logé chez eux.

Après l'audition de ces trois témoins la parole est donnée à l'accusateur public et ici nous laissons parler l'acte même du jugement, copié par nous, aux archives criminelles.

L'accusateur public a requis que, vu que Michel-Georges-François Danfernet, dit de Bures, n'a point, de son propre aveu, prêté le serment de maintenir la liberté et l'égalité, conformément à la loi du 15 août 1792 (vieux style); que, de son propre aveu, il s'est soustrait à la loi du 23 avril 1793 (v. s.), qui ordonnait la déportation des prêtres qui n'avaient point prêté le serment de maintenir la liberté et l'égalité; qu'il n'a point satisfait aux dispositions de la

loi du 30 vendémiaire, qui ordonnait de nouveau, dans un délai terminé, la *déportation des prêtres réfractaires* qui ne s'étaient pas conformés à la loi qui ordonnait à tous citoyens de prêter le serment de maintenir la liberté et l'égalité; et qu'au contraire, depuis l'époque de la publication de cette loi, il a erré dans les communes du département, où il a répandu les poisons de l'aristocratie sacerdotale et nobiliaire, lait qui demeure constant par la correspondance dudit Danfernet, et notamment par la lettre trouvée sur lui et écrite de sa main avec l'adresse : « A Madame, Madame de Vaignon, chez M^{me} de Mortemer, en son château de Roumare. »

« Vu que le fait du dit Danfernet, dit de Bures, est constaté par les dépositions des citoyens Denis Mouard, juge de paix en la commune de Rouen, Pierre-François Ponty, arpenteur, et Marguerite-Thérèse-Rose Delavigne, femme du citoyen Ponty.

Le nommé Michel-Georges-François Danfernet, dit de Bures, ex-prêtre et ex-noble, soit déclaré convaincu d'avoir été sujet à la déportation, et, conformément aux articles 40, 44, 45 et 5 de la loi du 30 vendémiaire, condamné à la peine de mort, qu'il subira dans les vingt-quatre heures sur la place publique de Rouen; ses biens déclarés acquis et confisqués au profit de la République; et le jugement à intervenir imprimé et affiché dans toutes les communes du département. »

Après ces conclusions, on donne la parole à l'abbé d'Anfernet pour présenter sa défense. Il se borne à répéter ce qu'il avait déjà dit précédemment et sans s'étendre longuement, il répond en des termes graves et dignes à quelques griefs articulés dans l'acte d'accusation. Il reconnaît qu'il est prêtre et qu'il veut mourir en prêtre. C'est à peine si sa défense dure plus d'un quart d'heure. Les juges opinèrent séance tenante à haute voix leurs avis recueillis par le président « celui-ci, dit le texte cité plus haut, a donné lecture des articles de la loi invoqués par l'accusateur public et a prononcé à l'accusé jugement en dernier ressort et sans recours à cassation, lequel est conforme aux conclusions ci-dessus énoncées et qui a été inscrit sur le registre à ce destiné.

« Signé : LEGENDRE, PAYNEL, greffier. »

Il était environ dix heures, quand le jugement fut rendu. C'était un dimanche, à l'heure où ce bon prêtre avait accoutumé d'offrir à l'autel la victime sans tache, qu'il fit à Dieu le sacrifice de sa

vie, couronnant ainsi son sacerdoce par une immolation suprême.

On laissa au condamné quelques heures de répit, qu'il passa dans son cachot à se préparer à la mort. Heures bénies où le digne prêtre offrit à son Dieu le dernier hommage de son amour et de sa foi, et, près de consommer son sacrifice, répéta l'hymne d'actions de grâces qui s'était trouvée si souvent sur ses lèvres sacerdotales, et qui rencontrait à cette heure une si sublime application : *Te martyrum candidatus laudat exercitus!* Ce chant, l'Eglise le redit depuis dix-huit siècles, sous tous les cieus et dans toutes les langues, et chaque génération le renvoie à celle qui la suit, comme un symbole de foi et un cri de victoire!

L'échafaud était dressé sur la place du Vieux-Marché, qu'on nommait alors place de la République. La nouvelle de cette exécution avait frappé la ville de stupeur. C'était le premier prêtre qu'on allait mener au supplice, aussi la foule accourut-elle de toutes parts sur le passage du funèbre cortège. L'abbé d'Anfernet (1), escorté de la force publique, sortit de prison vers trois heures.

Il était debout, dans une charrette qui s'avancait lentement, les bras croisés sur la poitrine, un crucifix à la main. Son visage était pâle, conservant toutefois un grand air de dignité et de recueillement, et sa bouche, où se dessinait le sourire suprême de l'espérance, récitait les dernières prières. La foule était émue et silencieuse. « On disait qu'il avait bien du courage, beaucoup de personnes pleuraient, d'autres murmuraient. Aucun cri de vive la République ne fut proféré. » Le cortège descendit ainsi la rue de la Grosse-Horloge et arriva à quatre heures (2) au lieu du supplice.

Il monta sur l'échafaud d'un pas ferme, le visage serein, les yeux au Ciel, comme les martyrs s'avançaient dans l'amphithéâtre, puis se livra en silence aux exécuteurs, humble et doux devant la mort, comme il avait été dans la vie. Son sang fut le dernier versé, et ferma à Rouen l'ère de la terreur.

La dernière signature qu'il donna quelques heures avant sa

(1) Tous les détails de sa mort émanent de témoins oculaires. Voir entr'autres la *Revue de Normandie* du 31 janvier 1865.

(2) Voir l'acte de décès, aux pièces justificatives de notre ouvrage sur l'abbé d'Anfernet.

mort, comme toutes les pièces paraphées au procès, est écrite d'une main ferme : on y lit en gros caractères ce mot qui résume cette noble vie et explique cette mort ; d'Anfernet PRÊTRE.

La population fut attendrie de cette fin héroïque et en conserva longtemps le souvenir. Mais Sautereau et les révolutionnaires voulurent joindre l'outrage au supplice. Le soir même on joua le *Tartuffe* (1) au théâtre de la Montagne qui était alors le théâtre principal. Il y avait longtemps qu'on n'avait mis à la scène cette pièce de Molière, on ne la représenta que cette seule fois, et on ne la vit plus reparaitre à l'affiche de plusieurs années. Tartuffe ! ce héros chrétien qui souriait à la mort ! Tartuffe ! ce noble prêtre qui montait à l'échafaud sans proférer une plainte !

Les Tartuffes étaient réellement ces révolutionnaires qui poussaient la lâcheté jusqu'à insulter un cadavre. Ces gens-là, ont eu de tout temps et ont encore aujourd'hui de ces méprises. Vils adorateurs de la force brutale, ils ne retrouvent leur arrogance que devant la faiblesse ; leurs calomnies, leurs injures, au théâtre, dans les journaux, dans les assemblées, ne s'adressent qu'aux vaincus ou à ceux qui ne répondent pas. Le 7 septembre 1794, Tartuffe avait dit son dernier mot. Ce fut la boue dont on voulut couvrir les cendres glorieuses du martyr chrétien.

Impuissante fut cette honteuse bravade ; tout ce que Rouen renfermait de cœurs bons, d'esprits intègres, d'âmes généreuses entoura la mémoire de l'abbé d'Anfernet de sympathie et de vénération.

La société populaire, républicaine et révolutionnaire de Rouen, avait envoyé, la veille de la mort du martyr, une adresse délibérée le 20 fructidor, aux habitants des communes rurales de la Seine-Inférieure, destinée à expliquer le crime qui allait être commis et à prévenir l'émotion dont on redoutait sans doute l'explosion.

Aussitôt que la nouvelle de son exécution parvint dans son pays, l'agent national de Coutances écrivit (le 3 nivôse an III) à l'agent national, près le district de Rouen, pour avoir son extrait mortuaire, attendu, disait-il, que le condamné avait laissé des biens dans son arrondissement qui devaient appartenir à la République. L'agent national de Rouen répondit quelques jours après, en

(1) Voir le *Journal de Rouen* du jour, 21 fructidor an II.

envoyant l'exemplaire imprimé du jugement et la déclaration passée par M. d'Anfernet relative à ses biens, et accompagna ces pièces de l'acte de décès.

On a placé le 5 septembre 1863, après une cérémonie solennelle, dans l'église de Roumare, une pierre décorée des symboles que nos pères traçaient aux catacombes : la croix, la palme, le monogramme du Christ ; elle est scellée dans le mur, comme le souvenir de l'abbé d'Anfernet est gravé dans les cœurs.

On y lit l'inscription suivante :



AD PERENNEM MEMORIAM
MICHAELIS GEORGH FRANCISCI D'ANFERNET DE BURES
SACERDOTIS
NOBILIS VIRI
QUI VIRLÆ IN DIOECESI BAIOCENSI NATUS
TEMPORE PERTURBATIONIS GALLICÆ
NEDUM NEFARIA JURAMENTA RECUSAVIT
SED ETIAM PER MULTAS CALETENSIIUM PAROECIAS
ERRABUNDUS
SESE FIDELIBUS MINISTRUM CHRISTI
ET DISPENSATOREM MYSTERIORUM DEI
CONSTANTER EXHIBUIT
DEMUM COMPREHENSUS ATQUE CAPITE DAMNATUS
FIDEM CATHOLICAM ET SACERDOTALE MUNUS
PROPRIO SANGUINE DECORAVIT
ROTOMAGI DIE VII SEPTEMBRIS ANNO DNI 1794
ÆTATIS SUE XLVII

Venerando sacerdoti ut qui capellani officium in castello Roumare quondam expleverit, pium deferentis obsequium, parochus et fideles, Achilles de Saint-André, præsertimque D^{ns} D'Anfernet, fratris filius, hanc tabulam erigi curaverunt, VII septembris MDCCCLXV.

CHAPITRE XII

LES DERNIÈRES ANNÉES DU CARDINAL DE LA ROCHEFOUCAULD
A MUNSTER

1794-1800

CHAPITRE XII

I

C'est à Münster que s'écoulèrent les dernières années du cardinal, c'est là que reposèrent ses cendres vénérées; cette ville lui fut hospitalière et bonne, nous nous y arrêterons dans ce chapitre et nous y fixerons notre récit.

Münster était, en 1794, une principauté souveraine et indépendante, dont l'évêque était de droit le titulaire. Charlemagne avait érigé cet évêché vers la fin du VIII^e siècle, et Frédéric II avait accordé aux prélats qui en occupaient le siège, la dignité et le pouvoir souverains. Le Prince-Evêque régnait sur un vaste territoire qui ne comprenait pas moins de douze villes, il entretenait sept régiments et avait un revenu de 1.200.000 florins, somme énorme, surtout pour le temps. Il était toujours choisi dans la famille impériale, et à l'époque où M^{sr} de la Rochefoucauld s'y retira, c'était l'oncle de Marie-Antoinette, un des archiducs d'Autriche, qui régnait sur ce paisible et opulent pays. Le vénérable cardinal, à peine arrivé à Münster, fut l'objet des attentions du Prince-Evêque qui lui fit les offres les plus honorables, mais comme il avait un sentiment très vif de sa dignité, il déclina les libéralités du Prince et s'ensevelit dans une humble mais indépendante retraite.

M^{sr} de la Rochefoucauld arriva à Münster en février 1794. Il y choisit une demeure très modeste qui subsistait encore en 1867 et que nous avons minutieusement visitée, dans une rue appelée en allemand *auf dem alten Steinweg*. Il la tenait à loyer d'un docteur en droit nommé Louis Olfers. Cette maison ne diffère en rien des demeures avoisinantes; elle est simple, propre, en briques, et recouverte de tuiles. L'intérieur se compose de quatre pièces au rez-de-chaussée, de dimensions ordinaires, et de deux étages

correspondants. Un petit jardin, situé derrière la maison, offre d'étroites allées pour la promenade, et l'ombrage de quelques arbres groupés dans le fond en forme de couronne. On nous a montré l'appartement qui servait de chambre à coucher au cardinal ; il est petit et bas. Il est commandé par une chambre voisine qui était celle du domestique ; et ainsi se trouve vérifiée par les lieux cette touchante anecdote que nous avons recueillie sur le cardinal. Lorsqu'il lui fallait passer, la nuit, par la chambre de son domestique, le bon Prélat, pour ne pas troubler le sommeil de son fidèle serviteur, ôtait ses souliers et les portait à la main. Les autres chambres étaient occupées par M. Philippe-Guillaume Lecoufflet, secrétaire de Monseigneur, M. l'abbé Jean Mauduit, son chapelain, dont il ne se séparait pas, et par quelques gens de service. Ce n'est pas sans émotion que nous avons contemplé cette humble maison qui abrita les derniers jours de ce Prince de l'Eglise, l'ami de Louis XVI, auquel il offrait naguère une si splendide hospitalité dans le magnifique château de Gaillon, de ce Prélat qui occupait un des plus beaux sièges de France et jouissait de 400,000 livres de revenu, et qui sut être plus grand, plus vénéré, plus admirable encore dans son indigence que dans l'éclat de sa prospérité.

L'un des premiers soins du cardinal fut de pourvoir aux besoins des prêtres qui l'accompagnaient. Dans l'*Histoire du Clergé de France pendant la Révolution*, on n'a pas rendu hommage à la charité des habitants de Münster, qui passa peut-être inaperçue à l'historien, mais qui ne saurait être oubliée au jour de la reconnaissance. Cette ville de vingt-cinq mille habitants eut à loger, à vêtir et à nourrir pendant six ans plus de deux mille prêtres français, dont nous possédons la liste exacte. Et elle le fit avec une éclatante générosité. L'impulsion fut donnée par S. A. S. le Prince-Evêque, qui avait pour notre cardinal des sentiments particuliers d'estime et d'affection, et par son ministre, le baron de Fürstemberg, véritable homme d'Etat dont on ne prononce à Münster le nom qu'avec admiration.

A l'approche des prêtres émigrés, ce digne ministre écrivit aux habitants qui lui avaient manifesté l'intention de leur donner l'hospitalité la lettre suivante :

Monsieur,

Je ne peux qu'approuver la résolution où vous êtes de recevoir

dans votre maison un ecclésiastique français qui n'est malheureux et indigent que parce qu'il a persévéré constamment dans l'intégrité de sa foi et la pratique de ses devoirs. Je ne doute pas que cette bonne œuvre, cette œuvre tout évangélique, ne vous produise des fruits abondants de salut et n'attire sur vous les bénédictions du ciel.

Je suis, etc.

BARON DE FURSTENBERG.

Il écrivit aussi aux différents curés du diocèse de Münster une lettre latine dont nous donnons plus bas le texte (1).

François, etc.

Comme le révérend monsieur N....., exilé de la France à cause de sa constante obéissance à la religion et aux lois de l'Eglise, espère trouver l'hospitalité auprès du vénérable curé de l'église paroissiale de N....., si nous y donnons notre approbation, nous espérons que cet office de charité et d'hospitalité concorde tellement avec la doctrine de l'Evangile, des Conciles et des Pères, avec les récentes exhortations du Souverain Pontife, les pieux sentiments du sérénissime Electeur, qu'il nous a paru bon de recommander, comme en effet nous recommandons, à chacun des pasteurs de ce diocèse, de se souvenir que, comme s'exprime le Concile de Trente, ceux qui aiment à exercer l'hospitalité reçoivent le Christ lui-même dans leurs hôtes.

Le cardinal, comme le doyen de l'épiscopat français, fut chargé de la direction du clergé, et signa en cette qualité les lettres et avis qui lui furent adressés. Nous publions la plus remarquable de toutes, où brillent au plus haut point les qualités particulières du cardinal de la Rochefoucauld. On y découvre toute la charité de son cœur, qui recommande aux prêtres exilés de ne pas parler avec passion de leurs persécuteurs, mais de prier pour eux; toute

(1) Franciscus, etc.

Cùm reverendus dominus N., propter constantem religioni et legibus Ecclesie præstitam obedientiam à Galliâ exsul, speret à reverendo domino pastore ecclesie parochialis N. se recipiendum hospitio, si nostra accedat approbatio, hoc officium charitatis et hospitalitatis ita cum Evangelii, Conciliorum et Patrum doctrina, cum recentibus Summi Pontificis monitionibus, piisque serenissimi Electoris sensis concordat, ut singulis hujus diocesis pastoribus nobis videatur commendandum, sicut reipsa commendamus, memores eos, ut ait Tridentinum, qui hospitalitatem amant, Christum in hospitibus recipere.

sa sagesse et sa prudence, en les mettant en garde contre ce qui pourrait altérer l'ordre et la bonne harmonie; l'amour qu'il avait pour les prêtres, en ne séparant pas son sort du leur, et en se dépouillant pour eux du peu qui lui restait. Le cardinal s'identifie avec eux, il se fait pauvre comme eux, et dans ce remarquable document il ne veut pas se distinguer du plus petit de ceux qui vivent exilés comme lui. Nous souhaiterions aussi que cette lettre tombât sous les yeux des hommes qui méconnaissent l'esprit de paix dont l'Eglise est animée. Ils y verraient comment un Evêque persécuté, dépouillé, banni, parle au milieu de ses compagnons de souffrance de ceux qui avaient broyé et ruiné dans des flots de sang tout ce qu'ils aimaient le plus ici-bas : la religion et la patrie. Cette lettre nous a paru un si beau monument de foi et de charité, que nous avons voulu la traduire aussi littéralement que possible. Nous en avons pris copie sur le manuscrit qui nous a été communiqué à Münster (1); le texte latin mérite toute l'attention des hommes de goût.

« Dominique de la Rochefoucauld, par la miséricorde divine et

(1) Dominicus de la Rochefoucauld, Dei misericordiâ et Sanctæ Sedis apostolicæ gratiâ, sacrosanctæ Ecclesiæ romanæ Presbyter Cardinalis, Archiepiscopus Rotomagensis, etc.

Salutem omnibus, etc.

Cùm de iis viris qui, ne suis erga Ecclesiam officiis deessent, patriam omniaque mundana reliquerunt, quamvis optima quæque sibi polliceri æquum est, tum haud abs re fuerit eosdem in Dno monere ac rogare, ut magnum istud gratiæ divinæ beneficium quæ promptos reddidit eos ad offerendos semel in sacrificium pro fide et religione, gratâ mente recolentes, eo majore semper studio annituntur, ut fidem suam operibus bonis, patientiâ, ferventi devotione, caritate, modestiâ ac discretione, ubicumque ad hæc occasio se offerat, testatam omnibus faciant.

Indesinenter ex toto corde orandum sibi esse sciant, ut Deus, pater misericordiarum et auctor pacis, hanc virgam justitiæ suæ à populo suo Gallicano atque ab omnibus Europæ nationibus retrahere dignetur; atque uti opus est, pro loco et tempore, naturam genusque hujus persecutionis loculenter ac graviter describere, ita et oportet, ut præ oculis habentes exemplum Jesu Christi ac martyrum qui ejus vestigia secuti sunt, nihil unquam, odio aut acerbitate mentis ducti, de persecutoribus suis loquantur, sed pro iisdem Deum orent, atque ad id faciendum etiam alios adhortentur.

Sic, ubi opportunum fuerit, illis, quibuscumque sunt, demonstrant quid mali demum in Galliam intulerint injustitiæ, morum depravatio, irreligio atque factiosorum hominum artes et corruptio.

Erga eos quorum hospitalitate fruuntur imprimis, si inferioris conditionis sint, comes ac benignos se præbeant. Pro diversâ populorum indole, aliâque agendi ac vivendi ratione, cuicumque se in omni re accommodabunt facilius, si meminerint Apostolum studuisse omnibus omnia fieri.

la grâce du Saint-Siège apostolique, Cardinal-Prêtre de la sainte Eglise romaine, archevêque de Rouen, etc., etc., à tous, salut.

« A ceux qui, pour rester fidèles à leurs devoirs envers l'Eglise, ont abandonné leur patrie et toutes les choses du monde, malgré l'espérance des biens qu'ils pouvaient attendre, ce n'est point trop de conseiller et de demander, en souvenir de ce grand bienfait de la grâce divine qui les a rendus si empressés à se sacrifier pour la foi et la religion, un redoublement de zèle, afin que par les bonnes œuvres, la patience, une fervente dévotion, la charité, la modestie et la tempérance, ils rendent témoignage à leur foi, partout où l'occasion s'en présentera.

« Qu'ils sachent qu'ils doivent prier incessamment, de tout leur cœur, afin que Dieu, le père des miséricordes et l'auteur de la paix, daigne écarter de son peuple de France et de toutes les

Præmissis in id incumbant ut parochorum aliorumque clericorum congressu et consuetudine fruantur, eosque sibi benevolos reddant. Summopere caveant, ne habitu cultique nimis composito et quæsito vel inusitato clericis harum regionum, oculos hominum vulgique rumores sinistros in se concinent, sed potius animum sub manu Dei humilitatem lugentemque peccata populi, cultu parco ac lugubri testentur.

Semper meminerint, uti quilibet homo caritate aliis exhibendâ, vel eâdem denegandâ id agit, ut aliis omne genus humanum amoris sit aut odio : ita multo magis cujusvis sacerdotis Gallici vitam moresque permagni esse ad hoc momenti, utquid omnino de omnibus, qui emigrarant, existimaturi sint, ab alienigenis constituantur.

Nec istis adhortationibus finem imponendum esse duximus, quin vobis in mentem revocaverimus, quod si juxta præceptum apostolicum fieri debeant postulationes et orationes primum pro iis omnibus qui in sublimitate sunt, ita efficias semper ad Deum habere debitis preces ut multos et prosperos annos, et fausta quæque largiri dignetur optimo illi Principi, qui nos omnes peregrinos et advenas liberaliter hospitio excepit, episcopalemque charitatem sæculari potestati consociam, benignos quibus ipse movebatur, in corda subditorum sensus infudit. Nec minùs in partem debitis gratitudinis, debitaram et precum vocare debitis venerabile admodum Monasteriense capitulum, à quo, cum simus omnes ut infirma Xⁱ membra caritate implexi ; quam plures nobis quotidianam experiantur opem et liberalitatem, ab hominibus regiones istas incolentibus, benignè intra domorum hospitia recepti, quotidiano beneficiorum usu sustentati, curas omnes adhibete, ut, quos morum et sermonis differentia separat, gratitudinis, quam fieri poterit, demonstratio conciliet. Quam quidem gratitudinem multum gerere debetis erga præstantem virum qui, serenissimi Principis in spiritualibus vicarius generalis, præcellentiam quâ per totam regionem pollet, in vestri commodum et utilitatem, in conciliandam vobis tantè benevolentiam indefesso religionis studio convertere non destitit.....

Hæc ad vos monita dirigentes, sanè faciendâ minùs quàm jam facta describimus, cum diuturnâ experientiâ comperimus non minùs inter nos mentibus quàm exilio ærumnis communicari.

nations de l'Europe la verge de sa justice; et s'il convient, à cause du lieu et du temps, de retracer avec tristesse et désolation la nature et le caractère de cette persécution, il faut aussi, à l'exemple de Jésus-Christ et des martyrs qui l'ont imité, **NE JAMAIS PARLER AVEC HAINE NI ANIMOSITÉ DES PERSÉCUTEURS, MAIS PRIER DIEU POUR EUX,** et exhorter les autres à le faire également.

« Ainsi, qu'ils représentent à propos à ceux qui les écoutent tous les maux que les injustices, la corruption des mœurs, l'irréligion, les machinations et la dépravation des factieux ont causés à la France.

« Envers ceux qui leur donnent l'hospitalité et surtout les gens d'une condition inférieure, qu'ils se montrent doux et affables. Par égard pour la différence du caractère des peuples, leur manière particulière d'être et de vivre, ils s'accommoderont en toutes circonstances à la nature de chacun, se souvenant que l'Apôtre s'efforça de se faire tout à tous.

« Ils doivent rechercher principalement la société et le commerce des curés et des autres clercs, et se les concilier. Surtout qu'ils prennent garde d'attirer sur eux les regards des hommes et d'exciter les murmures malveillants du peuple par leur extérieur et par une mise trop soignée et trop apprêtée ou qui ne soit pas en usage chez les ecclésiastiques du pays, mais plutôt qu'ils laissent voir un cœur humilié sous la main de Dieu et affligé des péchés du peuple, par une tenue simple et sévère.

« Qu'ils se souviennent toujours qu'un homme, suivant qu'il se montre rempli ou dépourvu de charité envers les autres, leur fait prendre le reste des hommes en amitié ou en haine. C'est pour cela que la vie et les mœurs de chaque prêtre français devront servir à former l'opinion des étrangers sur tous les autres émigrés.

« Nous n'avons pas cru devoir terminer ces exhortations sans vous rappeler que, le précepte de l'Apôtre étant de prier surtout pour ceux qui sont constitués en dignité, vous devez toujours vous répandre en prières devant Dieu, afin qu'il daigne accorder de longues et heureuses années et des biens en abondance à ce bon prince qui nous accorde, à *nous tous voyageurs et étrangers*, une hospitalité libérale, où apparaît la charité d'un évêque dans la puissance d'un prince, et qui a répandu dans le cœur de ses sujets les sentiments de bienveillance dont il était lui-même animé. Vous devez admettre également au partage de votre juste gratitude et

de vos suffrages le vénérable chapitre de Münster qui nous a charitablement accueillis, comme les membres souffrants du Christ; envers les habitants de ces pays dont la plupart d'entre nous éprouvent chaque jour la munificence et la libéralité, qui nous ont offert l'hospitalité de leur maison et qui pourvoient à nos besoins par des bienfaits quotidiens, vous devez faire en sorte que le témoignage empressé de votre reconnaissance relie à vous ceux que la différence de mœurs et de langues en sépare. Cette reconnaissance, vous devez aussi la manifester à l'homme éminent, le vicaire général du sérénissime Prince dans l'ordre spirituel, qui n'a cessé, dans la constance d'un pieux zèle pour votre bien et pour votre service, d'employer à vous obtenir la bienveillance générale le pouvoir dont il jouit dans toute la contrée.

« En vous adressant ces conseils, nous vous parlons moins de ce que vous devez faire, que de ce que vous avez fait déjà, CAR UNE LONGUE EXPÉRIENCE NOUS A APPRIS QU'ENTRE NOUS TOUS, LA COMMUNAUTÉ DES SENTIMENTS EXISTE AUSSI BIEN QUE CELLE DU MALHEUR ET DE L'EXIL..... »

Dans cette lettre, M^{sr} de la Rochefoucauld parlait tant en son nom qu'en celui des évêques français qui l'accompagnaient, et qui étaient : MM. de Laval-Montmorency, cardinal-évêque de Metz; de Puységur, archevêque de Bourges; de Cicé, évêque d'Auxerre; du Plessis d'Argentré, évêque de Limoges; Jean de la Ferronnays, évêque de Lisieux; de Nicolaï, évêque de Béziers; Gaspard de Jouffroy-Gonssans, évêque du Mans (1); de Lubersac, évêque de Chartres; du Plessis d'Argentré, évêque de Séez; Dominique de Lastigue, évêque de Conserans; de Sabran, évêque et duc de Laon; de Cicé, archevêque de Bordeaux; Louis-Charles de Machault, évêque d'Amiens; Jean-René Asseline, évêque de Boulogne; de Chambre, évêque d'Orape, suffragant de Metz. Telle était à Münster l'imposante réunion des évêques français. Ils aimaient à se grouper autour du cardinal et à le prendre pour interprète de

(1) Dans un ouvrage très remarquable sur l'histoire de la période révolutionnaire au Mans, Dom Piolin, Bénédictin de la Congrégation de France, appelle ce prélat l'un des plus vertueux de l'époque. Il est fait mention qu'il résida à Londres, mais nous ne voyons pas qu'on parle de son séjour à Münster. Dom Piolin apprendra sans doute avec plaisir que nous avons trouvé son nom parmi ceux des évêques qui partagèrent l'exil et la vie du Cardinal de la Rochefoucauld.

leurs sentiments. Ils venaient le visiter souvent ou l'accompagnaient dans ses promenades, sous les beaux et séculaires ombrages de la royale demeure du Prince-Evêque. Quant aux ecclésiastiques, ils furent répartis dans les différentes maisons de la ville, dans les communautés et les presbytères. Ils y menèrent une vie digne, austère, édifiante. Notre diocèse était représenté par plus de deux cents de ses prêtres, dont nous avons relevé les noms. Pour se faire une idée exacte de la discipline que garda dans l'exil notre vénérable clergé, il faut lire le règlement suivant, donné à Münster, pour les prêtres qui vivaient en commun, et dont nous choisissons les passages principaux :

RÈGLEMENT POUR LES ECCLÉSIASTIQUES VIVANT EN COMMUNAUTÉ

L'âge et les besoins de MM. les ecclésiastiques ne leur permettant pas de se lever à une heure réglée, chacun d'eux le fera à l'heure qu'il croira devoir le faire.

La prière et la méditation ne pouvant être faites en commun, l'heure du lever n'étant pas la même pour tous, chacun vaquera à ses exercices en particulier, dans la chapelle de la communauté, si mieux n'aime les remplir dans une autre église où il dirait la Messe.

A huit heures, le déjeuner, après lequel chacun se retirera à sa chambre.

A neuf heures et demie, chacun se rendra à la chapelle où on relira le sujet de méditation qui aura été proposé la veille. Cette lecture et les réflexions qui doivent l'accompagner dureront un quart d'heure, après lequel on récitera le Bréviaire, si on n'a pas jugé à propos de le réciter plus tôt.

Un quart d'heure avant le dîner, on fera en commun la lecture du Nouveau Testament, qui sera suivie de l'examen particulier que chacun fera de ses défauts.

Le dîner sera à midi en tout temps, et les jours de jeûne une demi-heure plus-tôt. A la fin du repas, on lira un verset de l'*Imitation de Jésus-Christ*; et après avoir rendu grâces à Dieu, on se rendra dans la chapelle pour y réciter l'*Angelus*, puis un *De profundis* pour les bienfaiteurs décédés de tous les prêtres français chassés de leur patrie.

Depuis le dîner jusqu'à trois heures, on pourra recevoir dans le réfectoire, qui tiendra lieu de parloir, les visites amicales.

A trois heures et demie, on se rendra à la chapelle pour y réci-

ter le chapelet à l'intention des bienfaiteurs vivants et décédés. Après le chapelet, chacun récitera son Bréviaire.

A six heures trois quarts, on fera en commun une lecture de piété, par exemple la vie d'un Saint.

A sept heures, le souper, qui se terminera comme le dîner.

A huit heures et demie, la prière du soir se fera en commun. Elle sera suivie de la lecture du sujet de méditation qu'on se proposera pour le lendemain; chacun ensuite se retirera en silence pour se coucher.

On sera libre de sortir et le matin et l'après-midi, excepté après la prière du soir; mais il faut faire en sorte que les exercices spirituels n'en souffrent point.

N. B. 1^o Le jeudi de chaque semaine, l'un des Prélats de l'Eglise de France célébrera la sainte Messe à dix heures, dans l'église Saint-Lambert, à l'intention des bienfaiteurs et pour attirer sur la ville et pays de Münster les bénédictions du ciel.

2^o Les ecclésiastiques français établis dans les villes et pays de Münster sont convenus de célébrer la Messe pour leurs bienfaiteurs, le jeudi de chaque semaine, et de réciter le même jour un office particulier composé dans l'esprit d'une pieuse reconnaissance et extrait des livres saints.

Cet office, qui nous paraît un des monuments les plus admirables de la piété et de la doctrine du clergé de France, n'a jamais été publié. Nous l'avons copié sur le manuscrit. Nous voudrions pouvoir le mettre en entier sous les yeux de nos lecteurs, et nous n'aurions pas besoin d'autres louanges; mais la nature et les limites de ce livre ne nous permettent pas une semblable publication. Il faut nous borner à une analyse sommaire, qui, toute décolorée qu'elle est, donnera, nous l'espérons, une idée suffisante de cette œuvre magistrale et digne du plus pieux intérêt.

L'office porte en tête ce passage touchant de Jérémie : « Cherchez la paix de la cité vers laquelle le Seigneur aura conduit vos pas, et priez Dieu pour elle, parce que dans son bonheur et dans sa paix sera votre propre bonheur. » L'invitatoire des Matines ouvre la série des prières par cette douce supplication : « Venez, adorons Jésus, que reçoit celui qui accueille en son nom ses ministres. » Chacune des parties de l'office porte une inscription qui en indique le caractère et spécifie en quelque sorte les sentiments qui y seront exprimés.

Le 1^{er} Nocturne est ainsi annoncé : « Le clergé de France reçoit l'hospitalité. » *Clerus Gallicanus hospitio exceptus*. Les Psaumes sont choisis dans cette pensée : ce sont le *Beatus vir qui non abiit...*, le *Domine, quis habitabit...*, l'*Exaudiat te...* Les Antiennes sont parfaitement adaptées à la situation, et tirées toutes, comme dans le reste de l'office, de l'Écriture sainte.

1^{re} Ant. Dès qu'il vit ses hôtes, Loth se leva et alla à leur rencontre en disant : Je vous en prie, Seigneur, entrez avec vos enfants dans ma maison, et il leur ouvrit un asile hospitalier. (*Genes.*, XIX, 1, 2).

2^e Ant. Bathuel lui dit : Entrez, bénissez le Seigneur. Pourquoi vous tenir à la porte? J'ai préparé ma maison. Et il l'introduisit dans sa demeure. (*Genes.*, XXIV, 31, 32).

3^e Ant. L'Ange et Tobie entrèrent chez Raguel, et Raguel les reçut avec joie. (*Tob.* VII, 1).

La 1^{re} Leçon est empruntée au livre de la *Genèse*, et relate l'apparition du Seigneur à Abraham sous la figure de trois hommes qui étaient trois anges. Abraham les prie de demeurer chez lui, et il leur sert à manger. (XVIII, 1, 8). La 2^e et 3^e Leçons racontent, d'après les livres des *Rois*, de beaux traits d'hospitalité et les bénédictions de Dieu qui en furent la récompense. (III. *Reg.*, XVII. — IV. *Reg.*, IV).

Le 2^e Nocturne est ainsi annoncé : « Le clergé de France est nourri par ses hôtes. » *Clerus Gallicanus cibo refectus*.

Les Psaumes sont adaptés avec le plus heureux discernement à ce sentiment. Ce sont les Ps. *Domine, in virtute...*, *Dominus regit me...*, *Domini in terrâ*.

Les Antiennes parlent d'elles-mêmes.

4^e Ant. Venez à moi, et je vous donnerai tous les biens, et vous mangerez le miel de la terre. (*Genes.*, XLV, 18).

5^e Ant. Ne craignez rien, je vous nourrirai, vous et vos fils. Il les consola et leur parla avec douceur et bienveillance, (*Genes.*, L., 21).

6^e Ant. Lorsqu'il fut entré dans sa maison, il fit un repas; et l'azyme étant cuit, ils le mangèrent. (*Genes.*, XIX, 3).

Le Verset résume cet ordre d'idées : Les pauvres mangeront et seront rassasiés, leurs cœurs vivront dans les siècles des siècles. (Ps. XXI, 27).

La 4^e et la 5^e Leçons sont empruntées à la 2^e *Épître de saint*

Paul aux Corinthiens, où l'apôtre rapporte comment les fidèles de Macédoine, quoique pauvres, se sont montrés prodigues envers les pauvres, et recommande aux fidèles de l'Eglise de Corinthe d'assister les indigents de tout leur pouvoir (VIII, 1-16). La 6^e Leçon, tirée de la même Epître (ch. IX, v. 10-15), montre comment Dieu est glorifié dans les aumônes par ceux qui donnent et par ceux qui reçoivent.

« Le clergé de France est vêtu par ses hôtes, » *Clerus Gallicanus vestimentis indutus*, telle est la pensée que développera la 3^e Nocturne, dans les Psaumes, qui sont l'*Exaudi Deus...*, le *Deus miseretur...*, le *Deus in adiutorium meum...*, dans les Antiennes, les Leçons et les Répons.

7^e Ant. Il leur donna des tentes et les nourrit dans le chemin, il leur fit préparer aussi de bons vêtements. (*Genes.*, XLV, 21, 22).

8^e Ant. Les hommes s'arrêtèrent, et ils couvrirent de vêtements tous ceux qui étaient nus. (II. *Paralip.*, XXVIII, 45).

9^e Ant. Il leur donna des vêtements excellents, et les abrita, en les recouvrant, contre le froid. (*Genes.*, XXVII, 45, 46).

L'office rappelle dans la 7^e Leçon les sublimes paroles que Notre-Seigneur Jésus-Christ prononça en envoyant les douze Apôtres, en leur recommandant la pauvreté, le détachement de toutes choses. Comme ces recommandations du divin Maître devaient aller au cœur des pauvres prêtres exilés! et combien elles empruntaient d'éloquence et d'efficacité à l'épreuve cruelle qu'ils traversaient! Avec quel à-propos ils aimaient à redire ces exquisées paroles : « En entrant dans la maison que vous avez choisie pour votre demeure, saluez-la en disant : Que la paix soit dans cette maison! Si cette maison en est digne, votre paix viendra sur elle; et si elle n'en est pas digne, votre paix reviendra à vous. » (S. MATTH. X, 5, 13).

La 8^e Leçon répète les admirables enseignements du Sermon sur la montagne, les pauvres bénis, l'amour des ennemis, la pratique de patience. « Vous êtes bienheureux, vous qui avez faim maintenant sur la terre, parce que vous serez un jour pleinement rassasiés. Vous êtes bienheureux, vous qui pleurez maintenant, parce que vous aurez la pleine allégresse de l'éternité. Vous serez bienheureux, lorsque les hommes vous haïront, qu'ils vous sépareront de leur société, qu'ils vous diront des injures, et qu'ils rejeteront votre nom comme mauvais, à cause du Fils de

l'homme. Réjouissez-vous en ce jour-là, et tressaillez de joie, parce qu'une grande récompense vous est réservée dans le ciel; car c'est ainsi que leurs pères traitaient les prophètes... Mais pour vous qui m'écoutez, je vous dis : Aimez vos ennemis; faites du bien à ceux qui vous haïssent. Bénissez ceux qui vous maudissent et priez pour ceux qui vous calomnient..... » (S. LUC, VI, 20 à 30).

La 9^e Leçon est comme le couronnement des conseils et des préceptes énoncés dans tout l'office de la nuit. Elle raconte cette grande scène du dernier jugement, quand Dieu, séparant les boucs des brebis, dira à ceux qui seront à sa droite : « Venez, les bénis de mon Père, possédez le royaume qui vous a été préparé dès le commencement du monde. Car j'ai eu faim et vous m'avez donné à manger; j'ai eu soif et vous m'avez donné à boire; j'ai eu besoin de logement, et vous m'avez logé; j'ai été nu et vous m'avez revêtu; j'ai été malade et vous m'avez visité; j'ai été en prison, et vous êtes venus me voir. » Alors les justes lui répondront : « Seigneur, quand est-ce que nous vous avons vu avoir faim, et que nous vous avons donné à manger?.... » Et le Roi leur répondra : « Je vous le dis en vérité, autant de fois que vous l'avez fait à un des moindres de mes frères que voici, c'est à moi-même que vous l'avez fait. » (S. MATH., XXV, 31 et suiv.).

Les Répons, dont nous ne parlons pas, parce qu'il faudrait tout citer, accompagnent admirablement l'ensemble des pensées. Voyez, par exemple, le suivant : « Quand vous verrez votre frère sans vêtements, couvrez-le, et ne méprisez pas votre propre chair..... Alors votre lumière brillera comme l'aurore en sa splendeur, et votre justice entourera votre face comme d'une auréole..... »

Les Laudes sont ainsi annoncées : « Avec quelle bienveillance est reçu le clergé français exilé! » *Clerus Gallicanus exul quàm benignè exceptus.*

Les Psaumes sont : *Dominus regnavit* (XCII); *Jubilate Deo, omnis terra* (XCIX); *Deus, Deus meus, ad te* (LXII); le Cantique est tiré d'une des plus belles pages du livre de *Job* (XXIX, 11, 17), qu'on ne peut lire sans se sentir profondément attendri; *Laudate Dominum in sanctis* (CL).

Les Antiennes ne sont pas moins expressives.

— Judas émigra à cause de l'affliction et du triste esclavage où il était réduit. (*Jérémie*, I, 3).

— Le vieillard vit un homme assis sur la place de la cité, et lui dit : « Que la paix soit avec vous; je vous fournirai tout ce qui vous sera nécessaire. » (*Juges*, XIX, 17, 20).

— Elle se hâta et dit : « Recevez cette bénédiction que je vous ai apportée. » (*I, Reg.*, XXV, 23, 27).

— Quand l'heure de manger fut venue : « Venez ici, lui dit-il, et mangez le pain que je vous ai préparé. » (*Ruth*, II, 14).

— Prenez ce petit présent de mes mains, et recevez la bénédiction que je vous ai apportée, et que m'a confiée le Seigneur, souverain dispensateur de tous les biens. (*Genes.*, XXXIII, 10, 11).

L'Antienne de *Benedictus* est empruntée au livre de *Tobie*. (*I, 17, 20*). « Chaque jour il les consolait, et il leur donnait de ses biens autant qu'il pouvait; il nourrissait ceux qui avaient faim et couvrait de vêtements ceux qui en manquaient. »

Les Petites-Heures n'étaient pas composées avec moins de discernement, de doctrine et de piété. Les Hymnes surtout en sont remarquables et demanderaient à être citées entièrement. Elles sont accommodées à chaque heure du jour et s'inspirent des pensées les plus hautes et les plus sérieuses. « Tandis que le jour vient éclairer tant de tristes méfaits accomplis dans la France par les hommes de sang qui l'oppriment, il apporte aux exilés l'espérance de voir le bras de Dieu se lever bientôt pour châtier tant de crimes, ou plutôt s'étendre dans sa miséricorde pour ramener tant d'égarés, et rendre au monde la justice et la paix. Les prêtres appellent, dans leur reconnaissance, les bienfaits de Dieu sur leurs bienfaiteurs. Que le soleil se lève sur eux plein de dons et de splendeur, qu'il leur soit un avant-coureur de ces jours éternels qui ne connaîtront jamais de déclin et qui doivent luire pour ceux qui auront aimé le Christ dans ses membres souffrants. »

Les Vêpres sont consacrées à bénir les hôtes généreux du clergé de France : *Cleri Gallicani benedictio super hospites*.....

Les Psaumes répètent à l'envi ces bénédictions avec cette grande et majestueuse poésie, ces tendres assurances, ces solennelles promesses qui resplendissent dans les cantiques préférés du Roi-Prophète. Ce sont *Beatus vir qui timet Dominum* (CXI); *Memento, Domine, David* (CXXXI); *Ecce quàm bonum* (CXXXII); *Fundamenta ejus* (LXXXVI); *Laudate Dominum, omnes gentes* (CXVI).

Les Antiennes : — Que le Seigneur vous rende vos bienfaits,

et qu'il vous récompense dignement, selon votre mérite. (*Ruth*, II, 12).

— Que le Seigneur vous fasse miséricorde, comme vous me l'avez faite à moi-même. (*Ruth*, I, 8).

— Soyez bénis par le Seigneur, vous qui avez accompli ces œuvres de miséricorde. (II. *Reg.*, II, 5).

— Le Seigneur vous rendra assurément miséricorde et vous donnera la vérité. Pour moi, j'aime à vous rendre grâces. (II. *Reg.*, II, 6).

— Que Dieu soit avec vous, et qu'il fasse tomber pleinement ses bénédictions sur vous. (*Tob.*, VII, 15).

L'Hymne des Vêpres est une ode véritable, un beau chant lyrique, plein de souffle, d'élan et de poésie. Elle devait s'adapter à la mélodie si large et si majestueuse de l'*Umbra sepultis* de Noël, de l'ancien rite. Nous espérons que nos lecteurs peu familiarisés avec le latin nous pardonneront de l'avoir reproduite; c'est la seule partie de l'office dont nous donnions le texte, il nous paraît impossible de la faire connaître par l'analyse. Nous n'avons pas essayé de traduire, on ne traduit pas la poésie; nous donnons seulement le sens du latin.

« L'impiété, se glissant dans l'ombre, n'a pas osé pendant longtemps lever sa tête hideuse; maintenant elle marche le front haut, méditant de faciles triomphes.

« Les temples du Tout-Puissant s'écroulent; sous la hache impie, le Pontife tombe, comme une victime. Les autels boivent le sang de leurs prêtres, et c'est une mort semblable à la vôtre, ô Christ, qui fait couler leur sang.

« Oui, la terre est enivrée du sang des martyrs : ceux qui survivent, exilés, à travers mille dangers, ont gagné des contrées baignées par un autre soleil.

« Le croiront-ils, nos arrière-neveux? Un crime plus grand encore et tout nouveau dans le monde..... Oh! douleur, voici qu'une déesse..... Oserai-je le dire? Non, ce que ces sacrilèges ont l'audace d'accomplir, il vaut mieux l'ensevelir dans le silence.

« C'est assez de colère : que de milliers d'hommes d'ailleurs refusent de plier le genou devant Baal! O Dieu, ne méprisez pas ces restes précieux, ou la terre verra s'achever la ruine de la foi.

« Si vous nous délaissez, la foi fera naufrage. O Père, en souvenir de vos enfants pieux, daignez abréger ces jours cruels. Déjà le monde court à sa ruine et le désastre est proche.

« Louange infinie au Père, louange au Fils, louange égale à toi, ô doux Esprit. Daignez nous associer dans votre royaume, avec cette nation bienfaisante, aux joies de l'éternité. »

HYMNUS

Gliscens per umbras impietas, diù
Non ausa tetrum tollere verticem;
Cervicis procedit superba
Nunc faciles agitans triumphos.

Ruunt Tonantis templa; sub impiâ
Cadit securi victima Pontifex;
Aris sacerdotum cruorem
Æmula mors tibi, Christe, libat.

Inebriatur sanguine martyrum
Tellus, et exul mille periculis
Elapsa, terras pars superstes
Sole alio petiit calentes.

Credent nepotes? majus adhuc nefas
Novumque mundo : proh dolor! en dea.....
Horramus effari : quod audent
Sacrilégi, melius silendum.

Datum sat iræ : millia quot genu
Baal recusant! Reliquias, Deus,
Ne sperne, sanctas; aut labantis
Terra trahet fidei ruinam.

Si nos relinques, corruet et fides.
Dies nefandes abbrevia, Pater,
Memor piorum. Jàm minaci
Clade ruit periturus orbis.

Sit summa Patri, summaque Filio;
Sit, alma, compar laus tibi, Spiritus :
Cum gente digneris benignâ
Nos superis sociare regnis. Amen.

Les Complies traduisent ce dernier sentiment : « Le clergé de France prie pour la paix temporelle et éternelle des nations vers lesquelles le Seigneur l'a conduit. » *Clerus Gallicanus orat pro pace temporali et æternâ gentium ad quas transmigrare eum fecit Dominus.*

L'Antienne du *Nunc dimittis* est comme le vœu suprême et la dernière bénédiction de tous ces cœurs reconnaissants. « Le Seigneur vous donnera le repos éternel, il environnera votre âme de splendeur, et délivrera vos ossements. » (*Is.*, LVIII, 11). Par un

touchant et volontaire rapprochement, ce chant et ces belles paroles étaient les mêmes qui retentissaient, dans l'ancienne liturgie, sur les restes mortels des pontifes et des prêtres. Les exilés faisaient de ce souhait leur dernière pensée; c'est par cette grave mélodie qu'ils terminaient les longs jours de la persécution, et le cantique du repos, le *Nunc dimittis*, trouvait ainsi sa conclusion. Quand l'un d'entre eux passait à un monde meilleur, groupés autour de sa tombe, ils répétaient ces espérances et ces bénédictions. Cet admirable dessein et ces touchants symboles n'échapperont pas aux âmes délicates.

Nous avons recueilli et nous publions ici les noms de nos prêtres qui s'étaient groupés autour de leur bien-aimé cardinal et lui formaient, dans l'exil, une couronne digne de lui.

II

Noms des prêtres exilés à Munster.

Ancelin (François), prêtre à Rouen avant la Révolution, s'exila à Munster, revint dans le diocèse et se fixa à Bréauté où il est mort en 1830, âgé de 71 ans.

Aubouin (Pierre-François-Nicolas), vicaire de Notre-Dame de la Ronde à Rouen depuis 1780, s'exila à Munster et devint après le Concordat, curé de Saint-Vivien de Rouen où il est mort en 1833, à l'âge de 77 ans.

Aubry (Jacques-Robert), vicaire des Loges depuis 1773, s'exila à Munster, et devint après le Concordat, curé de Gerville où il est mort le 21 juin 1809.

Baston (Guillaume-André-René), professeur de théologie, Docteur en Sorbonne, chanoine de Rouen avant la Révolution, s'exila près de Munster, revint dans le diocèse après le Concordat, fut d'abord vicaire général, puis nommé par Napoléon évêque de Séez. Le Souverain Pontife, alors captif, refusa de le préconiser. M. Baston quitta Séez à la Restauration et se retira dans sa famille. Il est mort en 1825, âgé de 83 ans. Il a laissé nombre d'écrits et des mémoires fort intéressants jusqu'ici inédits. La vie de ce prêtre savant et vénérable a été écrite par M. Canel, de Pont-Audemer.

Baudry (Jean-Baptiste) curé de Saint-Denis avant la Révolution,

s'exila à Munster, et devint curé de Saint-Romain de Rouen où il est mort en 1823, âgé de 78 ans.

Baudry (Jean-Pierre), curé de Riville depuis 1775, s'exila à Munster, et reprit possession de sa cure après le Concordat. Il est mort à Riville en 1821, âgé de 79 ans.

Bernage (François), curé de la première portion de Limésy, depuis 1775, s'exila à Munster, et reprit, après le Concordat, possession de la cure de Limésy où il est mort en 1807.

Bernage (Louis), parent du précédent, lui servit de vicaire à Limésy avant la Révolution, s'exila à Munster, revint après le Concordat exercer à Limésy les fonctions de vicaire, succéda en 1807 à son parent dans la cure de Limésy où il est mort le 26 mai 1818.

Blondel (Jean-François) curé de Dampmesnil avant la Révolution, s'exila à Munster et devint, après le Concordat, curé d'Epreville où il est mort en 1810.

Gollet (Nicolas-Marin), vicaire de Saint-Germain (doyenné de Neufchâtel) depuis 1777, s'exila à Munster, devint après le Concordat curé de Saint-Germain-sur-Eaulne, où il est mort en 1833, âgé de 83 ans.

Bonnaide (Jean-Baptiste), vicaire de Neufmarché avant la Révolution, s'exila à Munster et revint, après le Concordat, à Aumale où il est mort en 1818.

Boyeldieu (François), oncle du célèbre musicien, fut d'abord attaché à l'archevêché, puis curé d'Allouville en 1783, s'exila à Munster et devint curé de Saint-Vivien de Rouen, où il est mort en 1831, âgé de 84 ans. Il était réputé comme prédicateur.

Bréant (Jacques-Philippe) curé de Grandcamp depuis 1785, s'exila à Munster et reprit, après le Concordat, possession de sa cure où il est mort le 2 décembre 1805.

Bréant (Jacques), prêtre habitué à Yebleron en 1781 s'exila à Munster, revint après le Concordat à Hautot-le-Vatois et fut nommé en 1803 curé de Hautot-Saint-Sulpice, où il est mort en 1809.

Brunel (Michel), curé de la Rosière en 1782, s'exila à Munster, et devint après le Concordat chapelain de l'hôpital de Neufchâtel où il est mort en 1828, âgé de 77 ans.

Buisson (Antoine), vicaire de Lannoy depuis 1779, s'exila à

Munster, et devint, après le Concordat, curé du Caule où il est mort en 1831, âgé de 81 ans.

Bunon (Henri-Guillaume), prêtre attaché à la paroisse Saint-Nicaise de Rouen depuis 1773, s'exila à Munster et revint, après le Concordat, dans la même paroisse, où il est mort en 1820.

Cabot (Jacques-Guillaume), vicaire de Valliquerville en 1783, s'exila à Munster, devint en 1814 curé d'Allouville où il est mort en octobre 1821.

Campion (Adrien), curé de Bruquedalle en 1785, s'exila à Munster et devint, après le Concordat, curé de la Hallotière où il est mort en 1807.

Cavel (Nicolas), professeur au collège d'Eu avant la Révolution, s'exila à Munster, et revint après le Concordat, à Eu où il est mort le 14 juin 1817.

Charron (Jean-Baptiste-Marin), curé de Coudray (doyenné du Havre) en 1783, s'exila à Munster, devint, après le Concordat, curé de Grand-Couronne, où il est mort le 17 août 1809.

Cauchois (Pierre-Antoine), vicaire de Saint-Pierre-de-Neufchâtel en 1788 s'exila à Munster, et revint après le Concordat à Rouen, où il exerça le saint ministère. Il fut nommé chanoine honoraire de la métropole et mourut en 1833, âgé de 70 ans.

Coquet (Pierre-Antoine), vicaire avant la Révolution, s'exila à Munster, et fut nommé curé à Bouelles où il est mort en 1833, à l'âge de 66 ans.

Cosnain (Pierre-Louis), vicaire de Notre-Dame de Neufchâtel depuis 1782, s'exila à Munster et reprit, après le Concordat, ses fonctions de vicaire à Neufchâtel où il est mort le 3 janvier 1813. Il a écrit de l'exil aux fidèles de Neufchâtel une lettre admirable qui a été publiée.

Créton (Jean-Baptiste), vicaire de Sommery depuis 1781, s'exila à Munster et devint curé de Forges-les-Eaux où il est mort en 1824, à l'âge de 69 ans.

Crevel (Pierre-Adrien), prêtre dans le diocèse s'exila à Munster et se retira à Eu où il est mort en 1844, à l'âge de 77 ans.

David (Jean-François), curé de Saint-Nicolas d'Aliermont depuis 1768, s'exila à Munster et devint après le Concordat, curé de Londinières où il est mort le 14 juin 1814.

De la Croix (Denis-Robert-Joseph **Prevost**), chanoine et conseiller-clerc au Parlement de Normandie avant la Révolution, s'exila à Munster, et fut nommé après le Concordat, chanoine honoraire.

Delacroix (Louis-Marin), curé de Grainville-l'Allouette depuis 1776, s'exila à Munster et devint, après le Concordat, curé-doyen de Goderville, où il est mort à l'âge de 80 ans.

Delafosse (Charles-Marcel), prêtre attaché à la paroisse de Saint-Jacques de Dieppe en 1788, s'exila à Munster et devint dans la suite curé-doyen de Doudeville, où il est mort en 1840, âgé de 78 ans.

Delanos (Louis-Joseph), vicaire de Boissey (doyenné de Ry) avant la Révolution, s'exila à Munster et fut nommé, après le Concordat, curé de Cuverville, où il est mort en 1841 âgé de 77 ans.

Delasize (Nicolas-Michel-François), vicaire de Lintot en 1784, s'exila à Munster, et fut nommé, après le Concordat, curé de Gonnetot, où il est mort en 1823, âgé de 68 ans.

Delestre (Jean), vicaire de Foucarmont en 1784, s'exila à Munster et fut nommé, après le Concordat, curé de Saint-Rémy-la-Campagne, où il est mort en 1831, âgé de 74 ans.

Denize (Charles), prêtre habitué à Touffreville (en 1787 doyen de Cailly), s'exila à Munster, et se fixa après le Concordat, à Rouen, où il est mort en 1809, prêtre habitué à Saint-Ouen.

Desquilles (Adrien-Louis-Jean-Baptiste), curé de Routes depuis 1788, s'exila à Munster, et reprit, après le Concordat, possession de sa paroisse, où il est mort le 18 avril 1810.

Dieudonné (François-Nicolas), curé du Héron depuis 1772, s'exila à Munster et reprit, après le Concordat, possession de sa cure, où il est mort en 1826, âgé de 82 ans.

Drye (Nicolas-André), curé de la Pierre (doyenné de Foucarmont) depuis 1780, s'exila à Munster et fut nommé après le Concordat, curé du Val-du-Roy, où il est mort en 1826, âgé de 83 ans.

Dupré (Jean-Jacques), prêtre attaché à la paroisse Saint-Nicaise de Rouen, s'exila à Munster, et devint dans la suite curé de Saint-Gervais de Rouen, où il est mort en 1840, à l'âge de 75 ans.

M. l'abbé Malais a consacré dans ses *Analectes* (p. 237) une notice à ce vénérable prêtre.

Duval (Jean-Baptiste-Louis), curé de Ricarville depuis 1783

s'exila à Munster et reprit, après le Concordat, possession de sa cure, où il est mort en 1822 âgé de 78 ans.

Eude (Pierre-Michel-Paul), vicaire d'Ourville en 1783, s'exila à Munster et devint, après le Concordat, curé d'Auzouville-Auberbosc, où il est mort en 1825, à l'âge de 69 ans.

Fleulard (Michel-Prosper), curé de Notre-Dame de Bonsecours avant la Révolution, s'exila à Munster, et reprit, après le concordat, possession de sa cure où il est mort en 1838, à l'âge de 73 ans. On a consacré une notice à ce vénérable prêtre dans l'histoire de Bonsecours, par MM. Loth et Sauvage.

Forget (Pierre-Nicolas), vicaire de Touffreville (doyenné d'Eu) depuis 1778, s'exila à Munster et devint, après le Concordat, curé de Tourville-la-Chapelle, où il est mort en 1828 à 75 ans.

Fournot (Jean-François), vicaire de Bosc-Bordel en 1784, s'exila à Munster et fut nommé, après le Concordat, curé d'Illois, où il est mort en 1823, à 63 ans.

Fréchon (François-Jean-Baptiste), vicaire de Notre-Dame d'Eu en 1785, s'exila à Munster, et fut nommé, après le Concordat, curé d'Étalondes, où il est mort en 1832, à l'âge de 72 ans.

Fressard (Joseph), curé d'Ecalles-Alix avant la Révolution, s'exila à Munster et devint dans la suite curé d'Yvetot, où il est mort en 1824, à 66 ans.

Gautier (André), curé d'Auppegard depuis 1780, s'exila à Munster, et se retira plus tard à Neufchâtel, où il est mort en 1820, à l'âge de 74 ans.

Gorguet (Jacques-Noël-Michel), prêtre attaché à la paroisse Saint-Maclou de Rouen avant la Révolution, s'exila à Munster, et fut nommé, après le Concordat, vicaire de Saint-Maclou, où il est mort le 29 février 1816.

Graville (Pierre-Théodore), prêtre du diocèse, s'exila à Munster, et fut nommé, après le Concordat, vicaire du Tréport, où il est mort en 1827, à l'âge de 68 ans.

Grébauval (Antoine), vicaire de Conteville depuis 1787, s'exila à Munster et fut nommé, après le Concordat, curé de Monchy-sur-Eu, où il est mort le 21 février 1815.

Grenet (Jean-Baptiste), vicaire de Saint-Saens en 1787, s'exila

à Munster, et fut nommé, après le Concordat, curé de Daubeuf, où il est mort le 12 décembre 1815.

Grenier (Louis-François), vicaire de Routes en 1788, s'exila à Munster, et devint plus tard curé de Routes, où il est mort en 1849, âgé de 85 ans.

Guignand (Charles), curé de Notre-Dame de Neufchâtel depuis 1764, s'exila à Munster, et revint, après le Concordat, dans sa paroisse, où il est mort le 5 juillet 1808.

Hédou (Charles-Etienne), vicaire à Aubermesnil avant la Révolution, s'exila à Munster, et devint curé du Fossé, où il est mort en 1845, âgé de 79 ans.

Hérambourg (Bruno), curé de Saint-Ouen-le-Mauger, depuis 1764, s'exila à Munster et se retira à Rouen, après le Concordat, comme prêtre habitué à Saint-Ouen, où il est mort en 1820, âgé de 91 ans.

La Caille (Jean-Charles), vicaire de Bardouville avant la Révolution, s'exila à Munster où l'on croit qu'il est mort.

La Corne (Adrien-François), curé à Fécamp avant la Révolution, devint, après le Concordat, curé d'Auberville-la-Renault, où il est mort en 1827, à l'âge de 75 ans.

Lamy (Guillaume-Pierre-Louis), vicaire de la Houssaye-Bérenger depuis 1782, s'exila à Munster, et devint, après le concordat, curé de Varneville-aux-Grés, où il est mort en 1836, âgé de 81 ans.

Langlois (Jacques), vicaire de Cappeval (doyenné d'Envermeu), avant la Révolution, s'exila à Munster où l'on croit qu'il est mort.

Lapostolle (Jérôme-François), curé de Falencourt depuis 1768, s'exila à Munster où l'on croit qu'il est mort.

Lavolée (Nicolas), prêtre attaché à la paroisse de Saint-Jacques de Dieppe depuis 1787, s'exila à Munster où l'on croit qu'il est mort.

Le Bailly (Pierre), curé de Mauny avant la Révolution, s'exila à Munster, et devint, après le Concordat, curé de Saint-Jean de la Neuville, où il est mort en 1836, à 70 ans.

Lobay (Abraham-Jean-Marie), vicaire de Saint-Pierre-le-Vieux, avant la Révolution, s'exila à Munster, et devint plus tard curé de Veules où il est mort en 1834, à 73 ans. Il a écrit des Mémoires

inédits dont nous avons donné la substance dans le chapitre X de cette histoire.

Le Cœur (Jacques-Michel), curé de Boscodribose depuis 1781, s'exila à Munster et fut nommé, après le Concordat, curé de Belbeuf où il est mort le 17 avril 1816.

Le Cointe (Pierre-Herbland), curé de Montmarquet avant la Révolution, s'exila à Munster et devint, après le Concordat, vicaire d'Aumale où il est mort le 20 avril 1812.

Le Comte (Etienne), curé de Sainte-Marguerite (doyenné d'Aumale) depuis 1760, s'exila à Munster, où l'on croit qu'il est mort.

Lécouflet (Philippe-Guillaume), secrétaire de S. E. le cardinal de la Rochefoucauld.

Le Febvre (François), vicaire de Tourville-la-Chapelle avant la Révolution, s'exila à Munster et fut nommé, après le Concordat, curé de la même paroisse. Il y est mort en 1815.

Lefebvre (Siméon-Pierre-François), curé de Tourly, avant la Révolution, s'exila à Munster où l'on croit qu'il est mort.

Lefèvre (François-Joseph-Charles), curé de Claville en 1789, s'exila à Munster, et devint, après le Concordat, curé de Saint-Martin-du-Manoir où il est mort en 1821, âgé de 72 ans.

Lefèvre (Adrien), vicaire de Panneville en 1785, s'exila à Munster et devint plus tard curé de Pavilly où il est mort en 1839, âgé de 79 ans.

Lefuel (Joseph), curé de Bully en 1785, s'exila à Munster, et reprit, après le Concordat, possession de sa paroisse où il est mort en 1821, à l'âge de 69 ans.

Legendre (Jean-Jacques), curé de Hauville, alors du diocèse de Rouen (doyenné de Pont-Audemer) depuis 1766, s'exila à Munster. Il n'est pas rentré dans le diocèse.

Lhermina (Jacques) vicaire de Saint-Martin-le-Gaillard en 1784 s'exila à Munster et devint, après le Concordat, curé de Saint-Martin-le-Gaillard où il est mort en 1836, âgé de 76 ans.

Lejeune (André-Louis), curé de Bosgouet (doyenné de Bourgheroulde) depuis 1786, s'exila à Munster, n'est pas revenu dans le diocèse.

Lemarchand (Jean-Baptiste-Augustin), vicaire de Saint-Saëns en 1778, s'exila à Munster où l'on croit qu'il est mort.

Lemonnier (Nicolas-Protais), vicaire de Malleville-les-Grès depuis 1787, s'exila à Munster, et devint depuis curé de Ouainville où il est mort en 1826, âgé de 73 ans.

Lenfant (François), vicaire de Routot depuis 1769, s'exila à Munster, n'est pas revenu dans le diocèse.

Lepillier (Louis-Pierre), curé de Valliquerville depuis 1784, s'exila à Munster, et reprit, après le Concordat, possession de sa cure où il est mort en 1820, âgé de 83 ans.

Leplat (Guillaume), chanoine du Chapitre d'Yvetot, s'exila à Munster, et devint, après le Concordat, curé de Vauville-les-Baons où il est mort le 26 mars 1814.

Levêque (Nicolas), curé d'Epinay depuis 1776, s'exila à Munster, où l'on croit qu'il est mort.

Levillain (Pierre), curé de Lannoy depuis 1764, s'exila à Munster, où l'on croit qu'il est mort.

Lorette (Louis-Alphonse), curé d'Etreville (doyenné de Pont-Audemer) depuis 1779, s'exila à Munster et n'est pas revenu dans le diocèse.

Loysel (Nicolas), vicaire de Saint-Etienne de Fécamp, s'exila à Munster et revint à Fécamp où il reprit ses fonctions et où il est mort le 14 février 1816.

Mahière du Raisnel (Louis-Victor-Alexandre), curé de Houquetot depuis 1786, s'exila à Munster, et reprit, après le Concordat, possession de sa cure où il est mort en 1813, à l'âge de 73 ans.

Maillard (Pierre), vicaire de Saint-Aignan (doyenné d'Eu) depuis 1784, s'exila à Munster, et fut nommé, après le Concordat, curé de Saint-Ouen-sous-Bailly où il est mort le 9 mai 1817.

Maillard (Adrien-Mathieu), curé de Vanchy en 1789, s'exila à Munster, où l'on croit qu'il est mort.

Malandrin (Jean-Baptiste-Antoine), curé de Norville en 1787, s'exila à Munster et se fixa à Rouen après le Concordat. Il fut d'abord habitué d'honneur à la cathédrale, puis chanoine titulaire. Il est mort en 1832, à l'âge de 72 ans.

Malleville (Pierre-Jean-François de), vicaire de Bliquetuit,

s'exila à Munster et fut nommé, après le Concordat, curé de Gommerville, où il est mort en 1830, à l'âge de 74 ans.

Maret (Charles), curé des Ventes-Saint-Remy, s'exila à Munster où l'on croit qu'il est mort.

Marie (André), vicaire d'Hugleville avant la Révolution, s'exila à Munster, où l'on croit qu'il est mort.

Marie (Georges), curé de Villers-Chambellan, s'exila à Munster, et n'est pas revenu dans le diocèse.

Maurouard (Nicolas-François), curé de Hardouville depuis 1770, s'exila à Munster, où l'on croit qu'il est mort.

Martin (Pierre-François), vicaire de Port-Mort, s'exila à Munster, et n'est pas revenu dans le diocèse.

Mauduit (Jean), chapelain de S. E. le cardinal de la Rochefoucauld à Munster, fut nommé, après le Concordat, curé d'Auzebosc, où il est mort en 1825, âgé de 78 ans.

Mauvoisin (Philippe-Nicolas), curé de Bosc-hion (ancienne orthographe) depuis 1777, s'exila à Munster, où l'on croit qu'il est mort.

Merlier (Pierre-François), vicaire à Aumale depuis 1783, s'exila à Munster, et devint, dans la suite, curé de Forges-les-Eaux, où il est mort le 17 décembre 1818.

Michel (Jean-Hyacinthe-Sauveur), curé de Douvrend depuis 1779, s'exila à Munster, et reprit, après le Concordat, possession de sa cure, où il est mort en 1837, âgé de 85 ans.

Mignot (Jean-Louis-Nicolas), curé de Gisors (alors du diocèse de Rouen), s'exila à Munster, et n'est pas revenu dans le diocèse.

Mignot (Jacques-Nicolas), curé de Carville-Pot-de-Fer depuis 1788, s'exila à Munster. Il devint, après le Concordat, professeur de théologie au grand séminaire, et mourut en 1812 à 57 ans.

Mignot (Nicolas), curé d'Ernemont, s'exila à Munster, où l'on croit qu'il est mort.

Mondré (Pierre-Sulpice), curé de Carville (Darnétal) en 1789, s'exila à Munster, et reprit, après le Concordat, possession de sa cure. Il y est mort le 9 avril 1816.

Monsieur (Jacques-Isaac-François **Le Jay de**), curé de Bliqueuit depuis 1779, s'exila à Munster, et après le Concordat, se fixa

à Rouen comme prêtre habitué à Saint-Patrice. Il y est mort le 6 novembre 1812, à l'âge de 72 ans.

Montier (Charles-Benjamin), curé de Serville (doyenné des Loges) depuis 1775, s'exila à Munster, où l'on croit qu'il est mort.

Morin (Roger), vicaire d'Autretot depuis 1779, s'exila à Munster, où l'on croit qu'il est mort.

Nordet (Charles), curé dans le diocèse, s'exila à Munster et devint, après le Concordat, curé de Mirville, où il est mort en 1819, âgé de 80 ans.

Paris (Lucien-Clément), curé de Gouville, s'exila à Munster, où l'on croit qu'il est mort.

Paulmier (Pierre), prêtre du diocèse, s'exila à Munster, et ne revint pas.

Peltier (Louis-Michel-Jérémie), prêtre attaché à la paroisse Saint-Maclou de Rouen, s'exila à Munster, où l'on croit qu'il est mort.

Perdriel de Bellemare (Antoine-Adrien), curé de Vilmesnil (doyenné des Loges) depuis 1775, s'exila à Munster, et se retira, après le Concordat, à Fécamp, où il est mort en mai 1814.

Pesson (Louis-Etienne), vicaire avant la Révolution, s'exila à Munster, et devint, après le Concordat, curé d'Ecuquetot (doyenné de Criquetot-l'Esneval), où il est mort le 11 février 1822, à 68 ans.

Petit (Nicolas-Jacques), curé de Dancourt (doyenné de Foucarmont) depuis 1775, s'exila à Munster, où l'on croit qu'il est mort.

Planquais (Jean), vicaire de Saint-Aubin-le-Cauf, s'exila à Munster, et devint après le Concordat, curé de la même paroisse, où il est mort en 1826, âgé de 79 ans.

Pollin (Jacques-Antoine), curé de Fontaine-le-Bourg avant la Révolution, s'exila à Munster, et reprit, après le Concordat, possession de sa cure, où il est mort le 23 août 1809.

Porion (Antoine), curé dans le diocèse, s'exila à Munster, où l'on croit qu'il est mort.

Pouchin (Nicolas-Barthélemy), vicaire d'Auberbosc depuis 1757, s'exila à Munster et devint, après le Concordat, curé d'Auberbosc, où il est mort, le 17 août 1811.

Prevost (Jean-Marie-Joseph), vicaire de Saint-Jean-d'Eu depuis 1783, s'exila à Munster et ne revint pas dans le diocèse.

Protais (Jean-Louis-François), vicaire de Froberville depuis 1780, s'exila à Munster et devint, après le Concordat, curé de Gerville, où il est mort en 1829, à l'âge de 77 ans.

Quillet (Guillaume-Constant-Thomas), curé de Conteville, s'exila à Munster, où l'on croit qu'il est mort.

Rabaux (Jacques-Adrien), vicaire d'Yvetot depuis 1787, s'exila à Munster, et devint, après le Concordat, curé de Saint-Etienne de Fécamp, où il est mort en 1835, à l'âge de 77 ans.

Requier (Jean-Nicolas), vicaire de Criquebeuf depuis 1788, s'exila à Munster, et devint ensuite curé de Criquebot-l'Esneval, où il est mort en 1835, à l'âge de 75 ans.

Richard (Jean-Adrien), vicaire du Mesnil-Durdent en 1789, s'exila à Munster, et n'est pas revenu dans le diocèse.

Richet (Louis-Joseph), vicaire d'Iville (doyenné de Bourgethroulde), depuis 1773, s'exila à Munster, et n'est pas revenu dans le diocèse.

Roger (Nicolas), vicaire de Criel depuis 1777, s'exila à Munster, et devint dans la suite curé de Criel, où il est mort en 1835, âgé de 85 ans.

Rondeaux (Félix-Etienne), prêtre du diocèse, s'exila à Munster, où l'on croit qu'il est mort.

Rolland (Jean-Etienne), vicaire d'Auppegard depuis 1788, s'exila à Munster, et devint dans la suite, curé de Bacqueville, où il est mort en 1826, à 65 ans.

Roussel (Louis-François), curé de Port-Mort, s'exila à Munster, et n'est pas revenu dans le diocèse.

Rousselin (Jean-Baptiste), vicaire de Hodang en 1790, s'exila à Munster, et devint, dans la suite, curé de Saint-Rémi de Dieppe, où il est mort en 1832, âgé de 79 ans.

Saint-Gervais (Jacques-François-Augustin Carré de), vicaire général du cardinal de la Rochefoucauld, doyen du chapitre avant la Révolution, s'exila à Munster, et conserva, après le Concordat, ses titres et fonctions. Il est mort en 1803, âgé de 80 ans. C'était un prêtre des plus distingués et des plus vénérables dont M. Baston, dans ses mémoires, a célébré les vertus.

Saint-Vulfran (Timothée-Léon Naguet de), curé de Canouville (doyenné de Valmont) depuis 1771, s'exila à Munster, et reprit, après le Concordat, possession de sa cure, où il est mort le 25 septembre 1803.

Septavaux (Nicolas-Guillaume), prêtre du diocèse, s'exila à Munster, où l'on croit qu'il est mort.

Taude (Jean-Charles), curé de Thiouville depuis 1774, s'exila à Munster, et devint, dans la suite, curé d'Ourville, où il est mort en 1820, âgé de 91 ans.

Thibault (Charles-Mamert), curé d'Ivecrique depuis 1761, s'exila à Munster, et se fixa à Rouen, après le Concordat, comme prêtre habitué à Saint-Maclou. Il y est mort le 2 novembre 1813, à l'âge de 79 ans.

Thorel (Jean-Baptiste), curé d'Anouville (doyenné des Loges) depuis 1781, s'exila à Munster, où l'on croit qu'il est mort.

Tiercelin (Charles-Nicolas), curé de Fry depuis 1778, s'exila à Munster, et devint, après le Concordat, curé d'Anglesqueville-la-Bras-Long, où il est mort en 1844, à l'âge de 73 ans.

Tiercelin (Jacques-Bernard-Honoré), curé de Mesnil-Raoult depuis 1782, s'exila à Munster, devint, après le Concordat, curé de Saint-Aignan, où il est mort en 1824, âgé de 80 ans.

Trubel (Samuel-Isidore), vicaire d'Allouville depuis 1788, s'exila à Munster, après avoir été en Angleterre, et devint à l'époque du Concordat, curé d'Allouville, où il est mort le 14 novembre 1814.

Turgard (Michel-Denis-Louis), curé de Saint-Godard de Rouen en 1780, s'exila à Munster, et ne revint pas dans le diocèse.

Varin (Jean-Baptiste-François), vicaire de Bretteville en 1790, s'exila à Munster, et devint, après le Concordat, curé de Sassetot-le-Mal-Gardé, où il est mort en 1827, à l'âge de 71 ans.

Varin (Luce-Sibille-David), curé de Bosc-Béranger depuis 1786, s'exila à Munster, et devint, après le Concordat, curé de Mont-de-l'If, où il est mort en février 1812.

Venin (Louis-Eustache), curé de Fresnay-le-Long depuis 1787, s'exila à Munster, et devint, après le Concordat, curé de Monchaux, où il est mort en 1834, à 67 ans.

Vielle (François-Toussaint-Pascal), prêtre du diocèse, s'exila à Munster, et n'est pas revenu.

Vieubled (François), vicaire de Cropus depuis 1784, s'exila à Munster, et devint, dans la suite, curé de Sommery, où il est mort en 1826, à l'âge de 75 ans.

III

Si la ville de Munster montrait un dévouement et un empressement infatigables à assurer aux prêtres exilés une honorable hospitalité, ceux-ci aimaient à affirmer publiquement leur reconnaissance. On l'a vu par l'office si touchant que la plupart d'entre eux récitaient solennellement le jeudi, dans l'église Saint-Lambert. C'était un sujet d'édification pour les habitants d'assister à ces saintes réunions, et ils en sortaient vivement impressionnés. Plus tard, les prêtres revenus de l'exil aimaient à rappeler ce souvenir, dont la tradition s'est conservée parmi nous.

Comment en pouvait-il être autrement? Qu'on se figure cette grave assemblée où les prêtres se comptaient par centaines, présidés par des évêques aussi vénérables par leur âge qu'illustres par leur nom et leur dignité, chantant tout d'une voix ces Psaumes si expressifs, ces Leçons et ces Hymnes empreintes de tant de grave et religieuse tristesse. Ces accents des prophètes et ces odes de l'exil étaient d'une actualité saisissante. Quand ils dépeignaient avec de vives couleurs l'état malheureux de la France, livrée à l'impiété, à cette impiété qui s'était d'abord glissée, qui avait grandi et s'était fortifiée dans l'ombre, *gliscens per umbras*, comme l'exprimait si bien l'hymne des Vêpres, et qui, longtemps cachée, levait si orgueilleusement la tête, promenant partout la ruine et la désolation, ce n'était point des traditions antiques qu'ils rappelaient; pour eux, c'était le tableau du présent, l'histoire du moment même. Souvent aussi, à ces réunions du jeudi, comme nous le rapporte M. Baston dans ses *Mémoires*, quelqu'un des prélats ou des prêtres français faisait une instruction propre à ranimer le courage et à maintenir la bonne discipline. Cette étonnante et formidable catastrophe qui excitera longtemps encore l'attention et l'intérêt de la postérité, les prêtres exilés en avaient été les témoins et ils en demeuraient les victimes. Elle préoccupait donc vivement leur pensée. Aussi ne doit-on pas s'étonner du nombre considérable d'écrits auxquels elle donna lieu dans les rangs du clergé

exilé. Ce serait un travail intéressant à faire que de réunir les livres, les brochures, les poésies de toute sorte qui ont été écrites en ce temps-là; ou aurait ainsi le vrai tableau de l'émigration ecclésiastique, qu'il ne faut pas confondre avec l'émigration de la noblesse, laquelle a donné lieu parfois à des reproches mérités.

Munster a mis au jour plusieurs des écrits dont nous parlons. Nous avons eu entre les mains entre autres un poème en vers latins sur la Révolution française, œuvre d'un prêtre français, divisé en six livres, comprenant deux mille deux cent cinquante-neuf vers hexamètres, avec une dédicace de dix-huit vers : *Ad cives Westphalicos munificentissimos*. L'auteur, après avoir exposé sommairement quelques-unes des causes de la Révolution, l'athéisme, le philosophisme, avec Voltaire, d'Alembert, Diderot, et les autres de l'*Encyclopédie*, la franc-maçonnerie issue, selon lui, de la corruption de l'ordre des Templiers, s'attache aux principaux événements de la Révolution, qu'il raconte dans l'ordre chronologique, depuis l'assemblée de chaque province, jusqu'aux dernières guerres des armées alliées contre la République. Nous ne pouvons songer, on le comprend, à entrer dans le détail de cette longue chronique, dont les vers, imités souvent de Virgile, n'ont d'ailleurs, au point de vue littéraire, qu'un mérite médiocre. Nous citons ce fait pour montrer que les prêtres aimaient à charmer quelquefois les longues heures de l'exil par la culture des lettres. D'autres se livraient aux recherches historiques. C'est ainsi que nous voyons M. Baston obtenir de la prévôté de Varlard, chapitre de l'ordre des Prémontrés, un important manuscrit sur les troubles de la ville de Munster, au temps de la naissance de l'anabaptisme en Allemagne, et composer un livre fort curieux sur cette époque. Ce livre intitulé *Jean Bockelson, ou le Roi de Munster*, ne fut publié qu'en 1824; mais comme l'auteur nous en avertit, il avait été écrit lors de son séjour en Westphalie.

On conserve à Munster, entre autres documents, un manuscrit du P. Henry, prieur d'une abbaye de notre diocèse, qui relate les événements accomplis en France depuis 1790. Ce manuscrit a été traduit en partie et édité à Munster en 1865 par M. l'abbé Auguste Bahlmann, vicaire de la cathédrale, sous ce titre : *Pater Henry's Erlebuisse*. Nous possédons la traduction allemande, mais nous n'avons pu nous procurer l'original, qui doit être d'un haut intérêt pour notre histoire religieuse.

Plusieurs ouvrages théologiques et ascétiques, d'une doctrine grave et élevée, sortirent aussi des presses de Munster, et nous montre que le clergé français maintenait dans cette capitale son antique renom de science et de piété.

Quoique séparés de leurs Evêques et de leurs supérieurs ordinaires, les prêtres gardaient une exacte discipline. Les Prélats résidant à Munster avaient, avec l'agrément du Prince-Evêque, constitué un comité d'ecclésiastiques, présidé par M. Claude de Sagey, docteur en théologie, chanoine et grand archidiacre de l'église du Mans, qui avait la surveillance et la direction des affaires religieuses. Ce comité décidait de l'admission des ecclésiastiques à la résidence de Munster, et pourvoyait à leurs besoins. Quand il devint matériellement impossible de loger les ecclésiastiques émigrés qui arrivaient chaque jour, ce même comité leur donna des lettres testimoniales pour faciliter leur établissement en d'autres contrées, et leur administra des secours en argent au moyen de bons spéciaux dont nous avons quelques exemplaires (1).

Plus grand encore dans le malheur que dans la prospérité, l'archevêque de Rouen, tout en supportant avec résignation et même avec joie la pauvreté, et en oubliant pour lui-même sa splendeur passée, ne laissa pas oublier aux autres de quel sang il était, ni de quelle dignité l'Eglise l'avait revêtu. Il ne voulut être à charge à personne et déclina, comme nous l'avons dit, les offres d'argent qui lui furent faites de différents côtés. Une fois seulement il se départit de sa réserve, ce fut pour venir en aide à de grandes infortunes. Ce que les hommes tombés supportent d'ordinaire avec moins de courage, c'est l'indigence. Ces mille privations de tous les jours usent à la longue les caractères les mieux trempés, et s'il est une époque de la vie où l'on se passe plus difficilement de soins et de bien-être, c'est assurément la vieillesse. Or, notre Prélat octogénaire sut mener, non-seulement sans se plaindre, mais avec la plus aimable gaité, une vraie vie d'ascète. On va en juger.

Le cardinal de la Rochefoucauld avait sauvé quelques débris de sa fortune, qui, placés à fonds perdus, lui produisaient environ 10,000 livres de rente (2). Pour lui seul, ç'eût été encore l'aisance ;

(1) Conservés par le Dr Hechelmann de Munster.

(2) Une tradition de famille recueillie par nous à Rouen veut que le cardinal ait reçu à son départ pour l'exil, de madame Goy, née Madeleine Sabine, qui avait un château au Val-de-la-Haye, une somme de 50,000 francs.

mais il avait autour de lui un grand nombre de prêtres absolument sans ressources; il n'hésita pas à leur consacrer la plus grande partie de son revenu, et se réduisit au plus strict nécessaire. Nous avons ici le témoignage formel de ses compagnons d'exil, et le journal manuscrit de M. Baston corrobore leurs souvenirs reconnaissants. Ce docte ecclésiastique nous raconte en détail la vie du cardinal à Munster. Monseigneur avait auprès de lui deux de ses neveux, dont l'un était évêque et remplissait les fonctions d'aumônier. C'était le jeune et pieux Dominique de Lastic, évêque de Conserans et ancien vicaire général de Rouen, au titre d'archidiacre du Vexin normand. Ce Prélat, formé avec soin par le cardinal, qui le regardait comme la joie et le soutien de ses derniers jours, devait mourir entre les bras de son protecteur, à la fleur de ses ans, en 1795, c'est-à-dire, la seconde année de Munster. D'autres amis partageaient sa solitude et embellissaient par leurs soins et leur commerce les jours de l'exil. Il fait bon de reposer les yeux sur ce petit groupe fidèle. Au premier rang nous distinguons l'évêque de Digne, François de Villedieu, Jean-Baptiste Duplessis d'Argentré, évêque de Séez, Louis-Charles Duplessis d'Argentré, son frère, évêque de Limoges. Le doyen du Chapitre de Rouen, M. de Saint-Gervais, et M. Baston, qui résidaient dans une petite ville voisine, à Coesfeld, venaient souvent partager la table et la promenade du cardinal. Ajoutez aux précédents M. l'abbé Lecoufflet et M. l'abbé Angard, ses secrétaires, M. l'abbé Mauduit, son chapelain, plusieurs ecclésiastiques émigrés choisis parmi les Normands, et parfois quelques prêtres de passage, et vous aurez au complet la réunion de chaque jour.

La vie du cardinal était très modeste, sa table frugale, mais toujours digne. Pour lui conserver ce caractère, il se résolut à ne faire qu'un repas par jour. Le fait paraîtra peu vraisemblable, si l'on songe au train princier que menait à Rouen et à Paris ce Prélat, l'un des premiers archevêques de France, mais il est d'une rigoureuse exactitude. Laissons parler M. Baston. « Mon évêque ne faisoit qu'un repas, DÉJEUNANT ET SOUPANT AVEC UN MORCEAU DE PAIN ET UN VERRE D'EAU. A dîner, la soupe et deux ou trois mets qui se succédoient à l'ancienne mode, *platatim*, disoit-il en riant. On ne buvoit un verre de vin que dans les grands jours, on ne présenteoit de café qu'à ceux à qui l'habitude de ce liquide en avoit fait un besoin. »

Je ne sais si ces détails paraîtront puérils à quelques esprits; pour nous, ils sont caractéristiques. Nous nous représentons ce vénérable cardinal assis au milieu de ses convives, dans sa petite maison, présidant à ce modeste repas de chaque jour avec ce grand air et cette exquise affabilité qui lui étaient naturels; d'une humeur toujours égale, malgré son grand âge et ses malheurs, conversant souvent de Rouen, de la France, des années écoulées, de ses craintes et de ses espérances. Il aimait à rappeler sa jeunesse, ses montagnes, sa mère, ses premiers protecteurs. Lui qui avait décliné les offres généreuses de Pie VI, les avances du Prince-Evêque, les secours de sa famille, il se sentait à l'aise au milieu de la pénurie présente. L'infortune allait à ce noble cœur, les vertus de l'évêque en avaient reçu un aliment nouveau, les qualités de l'homme privé s'en accommodaient merveilleusement. « Mon ami, disait-il un jour à M. Baston (*Mémoires*, tome IV, p. 469), j'ai eu 400,000 livres de rente, et j'étais moins heureux, moins content que je ne le suis avec 10 à 12,000 qui me restent. »

Sa journée était invariablement réglée. Il sortait le matin pour entendre ou pour dire la messe. Il travaillait ensuite avec ses secrétaires, M. Lecoufflet et M. Angard, M. Baston ou l'un de ses neveux. L'activité de Monseigneur était étonnante. Il entretenait avec Rouen une correspondance suivie. Une multitude de témoignages l'atteste. M. Lecoufflet écrivait le plus ordinairement les lettres et les instructions du Prélat à ses grands vicaires. M. Baston rédigeait les écrits qui avaient trait à la discipline ou à la théologie. Jusqu'à la veille de sa mort, M. de la Rochefoucauld ne cessa de s'occuper avec soin des intérêts de son diocèse. On conserve des lettres pastorales de 1798 (25 mai et 25 juin), de 1800 (31 janvier, 20 février, 10 juin, 7 septembre, quatorze jours avant sa mort). Non content de son diocèse, il dut veiller à l'administration des diocèses de la Normandie dont les titulaires étaient décédés. Ainsi nous voyons qu'après la mort de M. de Chalmazel, évêque de Coutances, arrivée le 20 mars 1798, il pourvut à la conduite des affaires ecclésiastiques de ce diocèse en renouvelant les pouvoirs de l'abbé Létard, curé d'Asseville, auquel il adjoignit l'abbé Launey, curé de Saint-Laus. Les Souverains Pontifes Pie VI, par un bref du 5 janvier 1799, et Pie VII, par un bref du 6 septembre 1800, approuvèrent tout ce que le cardinal de la Rochefoucauld avait fait. Les

diocèses d'Evreux et de Lisieux, privés, pendant la tourmente, de leurs pasteurs, reconnurent aussi l'autorité de leur métropolitain. Il y en avait bien plus qu'il ne fallait pour alimenter l'activité du Prélat, et pourtant il savait suffire à tout.

Après les heures consacrées au travail, le cardinal se délassait à la promenade. Il aimait l'exercice, et fournissait des marches d'une longueur étonnante pour son âge. Ici encore laissons la parole à l'un des témoins de sa vie. « Sa course étoit le tour de la ville par les boulevards agréablement plantés, et souvent il la prolongeait dans les jardins du Prince, qui sont très beaux; quand il passait devant un corps de garde, et qu'il en étoit reconnu, on battoit aux champs; le souverain avoit ordonné qu'on lui rendit les mêmes honneurs qu'à lui-même. Je l'ai quelquefois accompagné dans ses promenades journalières, et quoique j'eusse une trentaine d'années moins que lui, il me lassoit par la vitesse et la longueur de sa marche. Son plaisir étoit que de plus jeunes lui demandassent grâce, il ne sourioit jamais plus agréablement que quand il avoit remporté cette espèce de victoire qui, à ses yeux, le rajeunissoit. »

Le cardinal recevait le soir les ecclésiastiques et les gens du monde qui lui étoient connus ou présentés. Une grande partie de l'émigration de Westphalie passa dans l'humble salon du Prélat. La noblesse de Munster tenait à honneur d'y figurer, et y trouvoit toujours bon accueil; mais les mieux reçus assurément étoient les prêtres normands. Nous avons à cet égard les témoignages de M. l'abbé Pétel et de M. l'abbé Ricquier. Au nombre des évêques les plus assidus auprès de l'éminent vieillard, il faut compter le pieux et éloquent évêque de Boulogne, M^{sr} Asseline, qui célébra plus tard lui-même les vertus et la grandeur d'âme de notre cardinal. Le Prince-Evêque venait quelquefois aussi le visiter, soit seul, soit avec sa cour. Nous n'avons aucun détail sur ces entrevues, mais nul doute qu'en ces circonstances le noble vieillard, de tout temps si plein de grâce et de majesté, ne fit les honneurs de son humble retraite avec autant de dignité qu'autrefois de son palais de Rouen, de son château de Gaillon, de son magnifique hôtel de Paris où se pressait l'élite de cette société française si brillante et si polie, la première du monde. L'exilé se souvenait alors du Prince de l'Eglise, du Prélat honoré de l'amitié du roi et de la reine; le noble sang qui coulait dans ses veines et les honneurs qui avoient accompagné sa

longue carrière lui rendaient cette tâche aisée, et, comme le dira l'abbé Jarry, il paraissait plus vénérable et plus beau dans la pauvreté que dans l'éclat des fêtes dont il était jadis l'ornement.

Telle était sa vie, simple et paisible en apparence, recueillie au dedans, respectée au dehors. Mais si nous pénétrons au delà de la surface, si nous interrogeons l'intérieur de ce noble cœur, nous y rencontrerons la souffrance morale, dans ce qu'elle a de plus vif. C'étaient d'abord les douleurs de l'exil. Sans doute il faut avoir éprouvé ces tristesses profondes et ces longues amertumes de l'exil pour en parler pertinemment; mais tout homme qui aime sa patrie sent ce que son absence doit causer de regrets et faire verser de larmes au pauvre exilé, quand cette patrie surtout s'appelle la France!... D'autres angoisses plus poignantes encore déchiraient le cœur de l'évêque. Il voyait la religion proscrire, les autels renversés, l'antique foi du royaume très chrétien éprouvée par la plus sanglante persécution dont l'histoire moderne fasse mention; chaque jour lui apportait l'annonce de nouveaux attentats, de nouvelles ruines, de nouvelles immolations; son diocèse était dévasté, des intrus cherchaient à détacher le troupeau du véritable pasteur, l'impiété y faisait des ravages effrayants; si les corps étaient menacés, que devait-il en être des âmes, privées de secours suffisants et environnées de tant de pièges? L'évêque est le père des âmes, et chacune de leurs blessures fait saigner son cœur. Il y eut là pour le pieux cardinal tout un ordre de tourments qui se laissent décrire malaisément, mais que la foi devine et comprend. Résigné cependant à la volonté de Dieu, il ne faisait entendre aucun murmure, aucune plainte amère. Il priait et attendait l'heure de la Providence. L'abbé Jarry le dit éloquemment, « résigné dans l'adversité, il conserva toujours une âme égale et tranquille, une douceur, une amabilité, une paix inaltérables. » En même temps il ne négligeait rien pour parer aux maux qui accablaient son diocèse.

Nous avons dit que le cardinal fit à Paris, au commencement de la Révolution, une ou plusieurs ordinations de prêtres pour combler les vides occasionnés par l'émigration; il en fit aussi à Munster. Le fait est assez intéressant pour mériter quelques détails. Il nous est attesté par une note de M. Floquet, l'éminent historien de Bossuet, qui nous a été communiquée, avec d'autres documents relatifs à ce temps, par un savant et aimable bibliophile de Rouen.

M. Floquet avait un oncle maternel du nom de Ricquier, qui changea son nom, pendant la Révolution, en celui d'Imar, qu'il continua depuis de porter. M. Ricquier était avant 1789 négociant à Rouen. Après avoir perdu successivement sa femme et sa fille, il résolut de servir désormais d'une manière plus parfaite la religion à laquelle il était toujours demeuré fidèle.

Appelé par une vocation irrésistible, il fit d'abord à Rouen, en pleine Terreur, un secret et très fructueux noviciat, puis il alla à Munster se jeter aux pieds du cardinal et reçut de lui les saints ordres. M. Ricquier revint ensuite en Normandie, où il remplit à l'édification générale ses fonctions sacerdotales. Il est mort à Pont-Audemer en 1830, simple prêtre, n'ayant jamais voulu accepter aucun honneur, ni même aucun titre, se contentant de remplir les devoirs du ministère comme humble auxiliaire. « Ses souvenirs de Munster, dit la note de M. Floquet, près de son vénérable archevêque, que cette démarche d'un diocésain en un tel temps avait consolé et réjoui, étaient très attachants. Les faits qu'il racontait du cardinal tenaient tous de sa bonté, de sa charité, de sa compassion pour tout ce qui souffrait, et avaient beaucoup d'analogie avec ceux qu'Etienne Pasquier a racontés du cardinal d'Amboise, 1^{er} du nom (1). »

La bonté, en effet, formait comme le trait dominant de cette belle physionomie de vieillard et d'évêque. Elle a été célébrée à l'envi par tous ceux qui ont écrit sur le cardinal et a fourni matière aux plus touchants passages des oraisons funèbres prononcées après sa mort. M. Baston rapporte dans ses *Mémoires* un fait qui lui est personnel, et qu'on ne peut lire sans émotion. Il avait fait une longue et cruelle maladie dans un couvent de Prémontrés, et comme il retournait convalescent à Coesfeld, il passa par Munster, où le cardinal l'attendait avec anxiété. Il fut obligé de céder aux instances de Monseigneur et resta près de lui plusieurs jours pour se reposer. « Le cardinal, dit-il, ne manqua pas un seul matin, sitôt qu'il étoit levé, de mon-

(1) Au bas de cette note, nous trouvons quelques lignes qui nous ont paru présenter un intérêt historique, bien qu'elles n'aient pas trait à notre sujet. Nous croyons devoir bien faire en les reproduisant. « Dans les cérémonies, écrit M. Floquet, on portait devant le cardinal de la Rochefoucauld une masse d'or magnifique pareille à celle que le pape Clément XI avait donnée à Rome au cardinal de Noailles : mon père me l'a dit bien des fois. On portait aussi devant lui son aumusse de chanoine. »

ter à ma chambre, pour s'assurer par lui-même de mon état. Dans son appartement il me faisoit occuper l'unique fauteuil qui y étoit, disant que j'en avois plus besoin que lui; à mon arrivée, il s'étoit tenu debout à côté de mon siège, me servant cuillerée par cuillerée une soupe qu'il m'avoit fait préparer et qui étoit trop chaude... » Oh! le touchant et délicieux tableau! Lui le prince de l'Eglise, l'ami et le conseiller des rois, le vieillard plus qu'octogénaire, se tenant debout et soignant de ses mains tremblantes, comme la plus tendre des mères, l'un de ses prêtres malades! Et cela si simplement, si doucement, si affectueusement!

On n'est pas étonné, après de tels faits, de voir quel respect et quelle admiration le cardinal inspirait à tous ceux qui l'entouraient, au Prince-Evêque et aux grands seigneurs de Munster, comme aux bourgeois et au peuple. « A chaque pas qu'il faisoit, à chaque créature humaine qu'il rencontroit, le respect et l'amour lui payoient tribut; il ne l'exigeoit de personne et l'obtenoit de tout le monde. En ce point les Allemands se montroient rivaux de nos compatriotes, et l'emportoient peut-être sur eux. J'ai vu un comte de ^{***}, noble du temps de Charlemagne, homme de beaucoup d'esprit, mais très singulier, faire au cardinal une cour très assidue; le Westphalien nous haïssoit cordialement sans distinction de royalistes et de républicains; c'étoit le nom et le sang françois qu'il haïssoit; mais l'archevêque de Rouen étoit excepté de cette aversion universelle; il le chérissoit, et le disoit, s'en étonnoit, qui sait même s'il ne s'en vouloit pas? Les enfants de Munster connoissoient et aimoient le bon cardinal, qui dans ses promenades s'arrêtoit pour les caresser (1). »

M^{sr} de la Rochefoucauld avait, avec la bonté, un grand esprit de justice. Il savoit se servir des hommes et les récompenser. Ses domestiques l'aimaient comme un père, les prêtres de sa maison recevaient souvent des preuves de sa délicate bienveillance. Il avait les yeux sur ceux qui, restés à Rouen, supportaient le poids de la lutte avec une constance et une fermeté admirables. Parmi eux, il faut citer en première ligne MM. Papillaut et Malleux, dont le zèle n'avait d'égal que le courage. M. Papillaut étoit chanoine depuis 1758; M. Malleux, beaucoup plus jeune, n'avait encore

(1) Mémoires de M. Baston, conservés aujourd'hui dans la riche bibliothèque de Pont-Audemer.

reçu aucune dignité. Prêtre en 1783 et docteur en théologie, M. Malleux avait rendu, pendant la Révolution, de véritables services à la cause de la religion et au diocèse de Rouen. M^{sr} de la Rochefoucauld lui en avait souvent témoigné sa satisfaction, mais il cherchait une occasion de la lui manifester publiquement. Déjà il lui avait donné les pouvoirs, sinon le titre, de vicaire général, pendant un voyage que M. Papillaut fit à Munster. La nouvelle de la mort de M. de la Croix, chanoine de Rouen, étant parvenue à Munster, Monseigneur le cardinal conféra à M. Malleux des lettres de chanoine et lui donna la portion de Londinières affectée autrefois à ce canonicat. Il accompagna la nomination de la lettre suivante, datée de *Munster en Westphalie*, 7 septembre 1800 :

« Je saisis avec empressement, monsieur, l'occasion qui se présente de récompenser les services que vous avez rendus à mon diocèse, en vous envoyant les provisions d'un canonicat de l'Eglise de Rouen. Je souhaite que les circonstances vous permettent bientôt d'en jouir; mais jusqu'à cette heureuse époque, je n'ai pas besoin de vous recommander le plus grand secret sur votre nomination. Nos ennemis communs ne manqueraient pas d'en tirer parti contre nous, et il faut leur en éviter l'occasion. Je ne puis trop louer votre union avec M. Pa... (1); elle ne peut que produire un très bon effet pour le bien de la cause que nous défendons. Je suis, monsieur, bien sincèrement à vous.

« † D., Cardinal DE LA ROCHEFOUCAULD, arch. de Rouen. »

Ces lettres de chanoine, données en des circonstances si exceptionnelles, présentent elles-mêmes quelques variantes aux formules ordinaires. Nous croyons donc devoir les rapporter à titre de renseignement historique.

Dominicus de la Rochefoucauld, miseratione divinâ S^{me} Rom. Ecclesiæ Presbyter Cardinalis, Archiep^{us} Rothom, etc., Dilecto nostro Francisco Ludovico Malleux presbytero diocesis nostræ salutem et benedictionem in Dno.

Canonicatum et præbendam vulgo dictam de Londinières quæ nuper in insigni nostrâ Ecclesiâ Metropolitanâ Rothomagensi obtinebat frater noster ac venerabilis vir de la Croix, quorum occurrente vacatione, omnimoda dispositio, ad nos pleno jure, ratione dignitatis nostræ archiepiscopalis spectat et pertinet, libera nunc et

(1) M. l'abbé Papillaut, son grand vicaire à Rouen.

vacantia per obitum dicti de la Croix illorum ultimi ac immediati possessoris legitimi ac pacifici, tibi præfato Francisco Ludovico Malleux, capaci et idoneo, catholico et orthodoxo, formulæque fidei Summorum Pontificum Innocentis decimi et Alexandri septimi subscripto, ad laudem et Dei gloriam contulimus et donavimus, conferimus et donamus tibi que de iisdem eorumque juribus universis providimus ac providimus per præsentés, onus ac servitium dictorum canonicatûs ac præbendæ tibi in Dno committentes.

Quocirca nobilibus ac venerabilibus fratribus nostris Decano canonicis et capitulo præfatæ insignis Ecclesiæ nostræ metropolitane Rothom. notum facimus quatenus te vel procuratorem tuum legitimum tuo nomine in et ad dicta canonicatum et præbendam vulgo dictam de Londinières, corporalem realem et actualem possessionem ponant et inducant, stallum in choro et locum in capitulo tibi assignantes : servatis aliunde in talibus solemnitatibus assuetis et requisitis.

Datum in ædibus nostris Monasteriensis civitatis Westphaliæ quò, causâ persecutionis in clerum Gallicanum sævientis, devenimus, sub signo sigilloque nostris, ac secretarii vicariatûs nostri Pontisaræ subscriptione anno Dni millesimo octingentesimo, die vero mensis septembris septimâ, præsentibus ibidem magistris ac venerabilibus presbyteris Carolo Mamerto Thibault præchialis vulgo dictæ Yvecrique diocesis nostræ pastore, et Ignatio, Augustino, Gabriele Boniface Ecclîæ Cathedralis Ebroicensis canonico, utroque propter eandem in clerum Gallicanum persecutionem, hæc in eadem civitate commorantibus ac degentibus ministris ad præmissa vocatis rogatis nobiscumque in præsentem minutâ signatis.

† D. Card^l DE LA ROCHEFOUCAULD, archiep^{us} Rothomagensis.

De Mandato :

ANGARD.

Cet acte, signé quelques jours avant la mort du cardinal prouve que ses dernières pensées furent pour son cher diocèse de Rouen, pour ses prêtres bien-aimés et pour la reconnaissance!

Seulement, ce qu'il y eut de singulier dans cette nomination, c'est que le titulaire que le Prélat et les siens croyaient mort, vivait encore. Le chanoine de la Croix traversa sans encombre la Révolution et reprit en 1802, à la réorganisation du chapitre, sa place dans le chœur, mais comme chanoine honoraire. M. Malleux n'en garda pas moins le titre de chanoine; il fut du reste honoré de la confiance de M^{sr} Cambacérès, dont il devint l'un des premiers vicaires généraux.

M. Baston, dont les lumières et la doctrine furent souvent réclamées à Munster, soit pour rédiger des instructions, soit pour composer des brochures et des œuvres de polémique, reçut aussi du cardinal un témoignage de gratitude. Il lui donna la prébende de Nécy, devenue vacante, et qui passait pour une des plus importantes. M. Baston, nommé chanoine en 1780, avait reçu une portion de Baillolet, d'un revenu minime. Le cardinal, qui croyait à la prochaine restauration de l'Eglise de France, voulut assurer à l'un de ses prêtres les plus fidèles un avenir meilleur. Ce sentiment témoigne du cœur délicat de l'archevêque.

Rien n'échappa, à Munster, au zèle vigilant de M. de la Roche-foucauld. Ce fut là qu'il fit éditer les petits Rituels à l'usage de son diocèse, avec l'indication *Monasterii*. Il recevait chaque semaine des nouvelles de la Normandie, et profitait de toutes les occasions pour y faire parvenir ses encouragements et ses instructions. « Dans son exil, dit M. Baston (t. IV, p. 471), il ne passa pas un seul moment sans prendre soin de son diocèse. » Ces quelques paroles sont à elles seules le plus bel éloge qu'on puisse faire du Prélat, parce qu'elles montrent l'emploi qu'il fit de ses derniers jours. Au déclin de sa vie et dans son douloureux éloignement de la patrie, son ardeur pour le travail, son amour de l'Eglise et des âmes, son zèle épiscopal, furent aussi vifs, aussi soutenus qu'aux plus beaux jours.

On a beaucoup parlé des discussions que souleva la *promesse de fidélité* et de l'attitude que prit à cet égard le cardinal de la Roche-foucauld. Nous devons donc toucher, brièvement toutefois, ces deux points. Lorsque la France, délivrée des terroristes, commença à respirer, les églises se rouvrirent peu à peu, quelques prêtres exilés reparurent, et le culte fut exercé en plusieurs endroits publiquement. A Rouen, dès 1795, on voit se former de petits groupes de fidèles. Plus tard ils se réunissent sans entraves, soit dans l'ancienne chapelle des Gravelines, aujourd'hui du premier monastère de la Visitation, soit dans l'église de Saint-Louis, de Saint-Pierre l'Honoré, ou dans la chapelle de l'Hospice-Général, et enfin dans Saint-Ouen. Le gouvernement semblait fermer les yeux sur cet état de choses. Seulement, il avait exigé en 1795 des ministres de la religion qui exerçaient le culte un acte de soumission à la Constitution. Cette Constitution autorisait le divorce, le mariage des prêtres, l'exil ou la mort de citoyens inoffensifs; elle

était en plusieurs endroits la négation absolue des lois et de la discipline ecclésiastiques; on trouva peu de prêtres catholiques qui voulurent faire cette soumission, au moins sans restrictions.

Dans l'émigration, on avait beaucoup écrit sur cette question, qui divisait l'opinion. M. de la Rochefoucauld ne laissa pas ignorer à ses prêtres restés à Rouen la répugnance que lui inspirait cet acte mal défini de soumission à des lois antichrétiennes. Du reste, à cette époque, la parole du vénérable archevêque ne rencontra aucune contradiction. Il n'en devait pas être de même après sa mort. Lorsque le coup d'État du 18 Brumaire eut changé la face des choses et introduit avec le gouvernement des consuls un pouvoir régulier, lorsqu'on put croire qu'on abrogerait enfin la constitution civile du clergé et tant d'autres lois qui blessaient profondément les âmes honnêtes, le clergé se montra plein d'espoir, et les prêtres exilés reprirent en foule le chemin de la patrie. L'Église constitutionnelle se mourait d'elle-même. La confiance des populations était acquise aux prêtres fidèles; elle ne tarda pas à se manifester. Les églises desservies par le clergé catholique se remplirent bientôt, le culte y reprit son éclat, des jours heureux se levaient pour la religion et pour la France. Toutefois le gouvernement consulaire crut devoir exiger des prêtres qui rentraient dans leurs paroisses pour y exercer le ministère *une promesse de fidélité* à la Constitution de l'an VIII.

Cette nouvelle surprit péniblement les émigrés, et notamment notre cardinal. Était-ce l'acte de soumission déguisé sous un autre nom? Était-ce une pure formalité, ou un serment sérieux? Fallait-il reconnaître par là la Constitution républicaine et approuver les lois existantes dont un grand nombre étaient malheureusement en désaccord avec la conscience chrétienne? Tous ces scrupules troublèrent l'âme du vénérable Prélat. Nous ne nous faisons pas aujourd'hui une idée exacte des circonstances et des impressions qui motivèrent la conduite des PrélatS exilés. Tout entiers encore aux souvenirs récents de la Terreur, ils pensaient que reconnaître une Constitution qui sanctionnait les actes principaux de la Révolution était une sorte de participation et de connivence avec cette Révolution. On comprend leurs défiances, alors même qu'on ne les partage pas. Ces vénérables PrélatS d'ailleurs ignoraient du fond de leur retraite le véritable état des choses, et prenaient plutôt conseil de leurs propres souvenirs que des circons-

tances récentes. Les prêtres restés en France voyaient de plus près la situation. Un des curés les plus distingués de Rouen, M. Jobard, ancien doyen de Notre-Dame de la Ronde, envoya au cardinal de la Rochefoucauld un mémoire en faveur de la promesse.

Le prélat y répondit par deux lettres datées de Munster, l'une le 10 juin 1800, l'autre le 7 septembre, où il combat les arguments apportés par les partisans de la promesse, et donne ouvertement son opinion, qui lui est contraire.

M. Baston, qui n'épargne pas le blâme dans ses *Mémoires*, ni dans ses brochures, à M. Lecoufflet, prétend qu'il faut attribuer à l'influence et aux obsessions de cet ecclésiastique les lettres du cardinal. Nous pensons qu'il faut être en réserve vis-à-vis de reproches adressés à la mémoire d'un homme qui ne peut plus se défendre. Quelle qu'ait pu être l'action de M. Lecoufflet sur l'esprit de M. de la Rochefoucauld, nous savons que le cardinal a signé ces lettres, et il ne les a signées que parce qu'elles renfermaient ses véritables sentiments. Malgré son grand âge, il avait encore toute la lucidité et toute la fermeté de son esprit, il avait surtout une délicatesse de conscience à toute épreuve : c'est un hommage que lui ont rendu unanimement les contemporains. On peut penser sans doute que si le cardinal eût vécu à Rouen à cette époque, et que s'il eût mieux connu l'état des esprits, il eût incliné, comme son cœur l'y portait toujours, vers le parti de l'indulgence et de la conciliation, autant du moins qu'il était licite. D'ailleurs, telle était la vénération et l'obéissance qu'inspirait la parole du cardinal, que, tant qu'il vécut, la paix régna parmi les fidèles. Mais après sa mort, il faut bien le dire, ce furent des dissensions de tout genre. « Tous, dit M. Langlois (1), se donnaient mission de sauver l'arche sainte, obéissaient et commandaient à la fois. » Et M. Baston n'hésite pas à dire que cette plaie fut une des plus grandes que la Révolution fit à l'Eglise. Ces souvenirs sont bien loin de nous aujourd'hui. Il fallait les rappeler pour être exact.

M^{sr} de la Rochefoucauld eut à combattre aussi les efforts d'un abbé Clément, dont le nom devint depuis si tristement fameux, qui commençait déjà à jeter la zizanie dans le champ du père de famille, en soutenant les plus incroyables opinions, à savoir, que les évêques exilés n'avaient plus d'autorité, que la France avait

(1) *Essai sur le Chapitre*, p. 96.

besoin d'une absolution solennelle, et que les évêques n'y pouvaient rentrer sans l'assentiment du Pape. Plus tard, ce même personnage méconnaîtra, après le Concordat, l'autorité du Pape. L'abbé Clément, avait à Rouen un certain nombre de disciples, et M^{sr} de la Rochefoucauld, « instruit par ses agents, dit M. Baston, crut qu'il étoit de son devoir d'opposer à la folie du système de Clément une instruction raisonnable et populaire qui arrêât le progrès du mal. Le Prélat me chargea de la composer, me recommandant par dessus tout qu'elle fût, par sa brièveté et sa simplicité, à la portée de tout le monde. Les savants, disoit le cardinal, n'en avoient pas besoin; elle n'étoit nécessaire qu'aux fidèles sans étude dont les novateurs égarent aisément l'opinion, quand ils affichent le rigorisme de la vertu et qu'ils prennent le ton magistral. »

Ces détails, et d'autres que nous pourrions ajouter, ne témoignent-ils pas de la sollicitude incessante du Cardinal pour les besoins spirituels de son diocèse? Cependant le XVIII^e siècle sonnait sa dernière heure. Le moment approchait où Dieu devait donner à une existence si bien remplie le couronnement d'une belle mort. Il nous reste à raconter cette dernière page de l'histoire du vénérable exilé.

Le Cardinal de la Rochefoucauld avait en 1800 quatre-vingt-huit ans. Pas une infirmité n'avait affecté sa robuste santé. Sa vie toujours digne et bien réglée l'avait préservé de toute défaillance; il semblait que le temps lui-même eût voulu respecter ce beau vieillard. Son visage conservait jusqu'à la fin sa gracieuse et sereine majesté; son corps, sa souplesse et son activité : il était de cette race de montagnards qui participe à la solidité du granit. Formé de bonne heure à l'école de l'austérité, il avait traversé la plus brillante fortune sans se laisser amollir, et, chose plus rare encore, son cœur était demeuré bon, de cette bonté profonde, sensible, spontanée, que perdent souvent ceux qui ont fait au pouvoir une longue expérience des hommes. On cite de cette bonté des traits exquis.

Au temps de sa splendeur, comme il revenait de la cour à Gaillon (1), il rencontre dans un village une foule amassée auprès d'une maison, et il entend de cette maison sortir des cris et des

(1) M. CARRON, *Confesseurs de la Foi*, t. IV, p. 379.

pleurs. Il fait arrêter sa voiture, s'informe de ce qui se passe, et apprend que la femme qui gémit ainsi est une pauvre veuve que son mari a laissée insolvable et chargée d'enfants. Monseigneur voit, en effet, un huissier qui procédait à la vente du mobilier de la veuve. Il demande à l'huissier le total des dettes de cette femme, on lui répond qu'elles s'élèvent à 8,000 livres. Monseigneur, sans répliquer, reste un instant au milieu de la foule. L'huissier fait l'enchère d'un matelas. « A combien, s'écrie-t-il, ce matelas? » Monseigneur lui dit : 8,000 livres. « Inscrivez le Cardinal de Rouen. » Et remontant immédiatement en voiture, il se dérobe à l'étonnement de l'huissier et à la reconnaissance de la veuve.

Une autre fois, à la porte de son magnifique parc de Gaillon (1), il rencontre un petit enfant qui court se jeter dans sa soutane. Monseigneur le caresse, comme c'était sa coutume. L'enfant regarde la croix de Monseigneur; l'éclat de ce riche ornement le frappe, le désir de le posséder naît aussitôt vif et impétueux, comme tous les désirs à cet âge, chez l'enfant. Il demande la croix, sans plus de façon. Monseigneur à l'instant ôte sa croix et la donne à l'enfant, qui court la porter à sa mère. On se figure l'étonnement de la mère et la joie de l'enfant. Le Cardinal questionne la mère, prend intérêt à cette famille pauvre, mais méritante, fait élever l'enfant, qui devint, dit M. Carron, un respectable prêtre, et plus tard, dans l'exil, un confesseur de la foi.

Pendant le rude hiver de 1788, Monseigneur demande à son receveur, à Gaillon, combien il reste dans la caisse. « Cinquante mille livres, Monseigneur. — Portez-en la moitié aux curés de Rouen, dit-il, leurs pauvres sont bien à plaindre (2). »

Outre cette charité de la fortune qui semble au premier abord si facile à ceux qui possèdent, mais qui en réalité est plus méritoire qu'on ne croit, Monseigneur avait cette autre charité plus élevée et plus rare, qui est l'apanage des natures exquises, la charité du cœur; et il en répandait les fruits. Le premier était l'affabilité. Laissons parler un témoin de sa vie dont le jugement est entouré de toutes les garanties désirables. M. Etienne-Pierre Hamel, qui avait professé l'éloquence au collège royal de Rouen et qui avait connu, pendant de longues années, Monseigneur au temps de ses prospé-

(1) M. CARRON, p. 381.

(2) M. HAMEL, *Oraison funèbre*, p. 17.

rités, a écrit de lui, à Londres (1) : « Jamais homme ne naquit plus heureusement doué pour faire respecter la grandeur, pour la faire chérir. Il est des grands qui, par une étude réfléchie, déposent l'orgueil de leur rang..... Monseigneur le Cardinal fut affable par sentiment, par un mouvement de la nature, par la disposition vraie et permanente de son cœur. Les dignités ne le changèrent point. Pourquoi ? Il étoit au-dessus d'elles. La hauteur ne lui parut point le supplément du mérite, parce qu'il pouvoit se montrer de près..... Il ne lui fallut ni efforts ni réflexions pour être humain et accessible. Jamais une fierté dédaigneuse n'obscurcit la sérénité de son visage. » Sa maison, dit-il encore, étoit « comme celle d'un père, toujours ouverte à ses enfants. » Il lui étoit « doux de suspendre, d'interrompre même des travaux commencés, pour leur prêter une oreille attentive. »

Avec l'affabilité, il avoit l'indulgence. Le pardon lui étoit aisé, parce que son cœur étoit fait de miséricorde et de compassion. M. Hamel cite un trait à l'appui, digne de figurer parmi les beaux faits de la vertu chrétienne.

Un homme qu'il avoit invité à sa table s'étoit oublié dans une discussion (2) jusqu'à adresser à Monseigneur des paroles « grossières. » Le Cardinal, « sans l'ombre d'un reproche », le ramène d'un ton calme à la discussion. L'interlocuteur, n'écoulant que sa passion, « ne répond que par une seconde et plus choquante brutalité. » Nous citons textuellement, en abrégant seulement. « Monseigneur se lève avec une contenance froidement tranquille, se retire en silence. » Il laisse notre homme à ses réflexions. Une heure après, le malheureux, devenu plus calme, reconnaît toute l'étendue de sa faute. « D'un pas lent et timide, il s'avance vers l'appartement de Monseigneur et sollicite son pardon. « Il est trop tard, répond le Cardinal, d'un air aussi affable que serein. — Trop tard, Monseigneur, est-il possible ? — Oui, mon ami : je viens de faire ma prière, j'ai déjà tout pardonné aux pieds du « crucifix. » Un tel trait n'a pas besoin de commentaire. Nous ne savons pas s'il se trouve une réponse plus heureuse même dans la vie de saint François-de-Sales.

Un fait non moins significatif, quoique d'un autre ordre que les

(1) Ibid.

(2) M. HAMEL, p. 30.

précédents, nous a été révélé par une lettre dont M. Floquet a bien voulu nous honorer, et montre bien la générosité du cœur, le zèle attentif à tout du pieux Prélat. Un diacre de son diocèse, Sébastien-Denis Eloy, avait, en 1761, à la fin de sa troisième année de théologie, soutenu avec distinction une thèse publique et obtenu le premier rang dans la soutenance; le talent de ce jeune théologien parut au Prélat à encourager; Monseigneur s'y prit, comme il le savait faire en toute occasion, délicatement et généreusement. Il fit présent à l'abbé Eloy des Œuvres complètes de Massillon (édition de 1759, 13 volumes in-12), reliées à ses armes, qu'il voulut lui remettre de ses mains, et il fit placer en tête du premier volume une sorte d'attestation qu'il signa, fit sceller de son sceau et contre-signer par son secrétaire, comme pour les plus importantes communications archiépiscopales. Il ne s'agissait ici que d'un jeune lévite; ce fait prouve l'intérêt que M. de la Rochefoucauld portait aux études théologiques, et les procédés dont il usait même envers les plus humbles de ses enfants. Nous reproduisons ce document.

(En tête, les Armes de Mgr de la Rochefoucauld).

Dominicus de la Rochefoucauld, Miseratione divinâ et sanctæ sedis apostolicæ gratiâ, Archiepiscopus Rothomagensis, Normanniæ Primas, Abbas, caput, Superior generalis et Administrator perpetuus sacræ Abbatïæ et totius Ordinis Cluniacensis,

Dilecto nobis in Christo filio Sebastiano Dionisio Eloy, diacono nostræ Diœcesis, Benedictionem, in eo qui est *scientiarum Dominus*. Cûm nobis compertum sit te, pro tuis viribus, in rebus theologicis, per hujus-ce anni academici curriculum profecisse, tibi inter optimos tertii anni theologos primum locum obtinenti, in concertatione theologicâ, eâ que solemnî.

Hocce benevolentiæ nostræ, tuæ que industriæ ac diligentîæ pignus ac monumentum dedimus, quod sit incentivum ad uberiore progressus quibus Ecclesiæ utilitati olim et ornameto futurus sis, atque ut lux tua corâ hominibus lucere incipiat, præsentem Litteras tibi concessimus, sub signo sigillo que nostris, ac secretarii archiepiscopatus nostri subscriptione.

Datum Rothomagi, in Palatio nostro Archiepiscopali, anno reparatæ salutis humanæ 1761, diè verò mensis juliî nonâ,

† DOMINICUS, *Archiepiscopus Rothomagensis*.

(Le sceau de Monseigneur
l'Archevêque.)

De Mandato,
AUBRY.

Le souvenir de la bonté et de la Charité du Cardinal est encore vivant à Gaillon. Celui qui écrit ces lignes en a recueilli lui-même le témoignage. Comme il visitait à Aubevoye, aux environs de Gaillon, les restes d'une chapelle appelée Bethléem, où les Chartreux de Gaillon avaient coutume d'aller célébrer la Messe de minuit, une vieille femme qui lui servait de guide parle, dans la conversation, de M. de la Rochefoucauld. « Vous ne pouvez pas avoir connu M. de la Rochefoucauld, lui dit-il. — Moi, non, répondit-elle; mais ma mère allait laver au château. *Toutes les bonnes gens du pays s'en rappelaient bien du bon Cardinal, et j'en ai entendu parler plus d'un coup, dans ma jeunesse. On l'aimait bien, allez, il était si bon.....* » Il y avait quelque chose de touchant à entendre bénir ainsi la mémoire de ce vénérable Prélat dans les lieux mêmes qu'il habita, auprès des vieux arbres qui le couvrirent de leur ombre dans ses promenades quotidiennes...

Il n'y a pas d'exagération dans les louanges qui furent décernées du haut de la chaire à sa mémoire à Münster et à Londres. M. Baston, qui écrivait dans le silence de la retraite, et longtemps après la mort du cardinal, déjà avancé lui-même en âge et quelque peu attristé des épreuves qui avaient accompagné sa vie, résumant, en historien calme et froid, son opinion sur M. de la Rochefoucauld, s'exprime ainsi (1) : « Simple, modeste, affable, sobre au milieu de l'abondance de tous les biens de la terre, bon dans le DEGRÉ LE PLUS ÉMINENT, plein de religion, de foi, et de cette décence, ornement du sacerdoce, recommandable par une pureté de mœurs que l'air de la cour, la contagion du siècle ne ternirent jamais, charitable pour les pauvres et s'associant à toutes les bonnes œuvres de son diocèse, voilà quel fut dans mon évêque l'homme privé. » Qu'ajouter à un pareil portrait ?

On était donc au mois de septembre 1800. Une nouvelle cruelle pour le cœur du Cardinal venait d'arriver à Münster (2). Un de ses meilleurs amis, M. de Bonnal, évêque de Clermont, était mort à Munich. Cette mort frappa vivement son esprit. « Il pleura amèrement un ami selon son cœur, l'inséparable compagnon de ses travaux et de ses périls. » C'est la douleur qui l'opprime, ce n'est pas la mort qui l'effraie. « Dieu lui avoit montré la mort, quinze

(1) Mémoires, T. IV, p. 462.

(2) JARRY, p. 43, voir surtout la note.

mois auparavant, avec tout ce que son approche a de terrible. Satisfait de sa résignation et des grands exemples de sa piété qu'il nous avoit donnés, dit M. Jarry, il veut lui épargner aujourd'hui la douleur de ce dernier sacrifice. »

Le cardinal avait, le 20 septembre, célébré la sainte Messe, comme de coutume. Il habitait, comme nous l'avons dit, une petite maison sans chapelle. Il se rendait à l'église cathédrale et offrait le saint sacrifice sur l'autel de la *Pieta* dans le Vieux-Chœur, au bas de la nef, là même où, par une attention délicate, les chanoines du grand chapitre firent placer son tombeau. Au retour, le cardinal fut saisi d'un mal subit. Le soir, on put le voir encore assis au milieu des siens, respirant l'air pur des dernières heures du jour. On se figure ce tableau. C'était par un de ces soirs de septembre, si pleins de mélancolie; la saison était belle encore, l'automne s'annonçait à peine. L'air avait ces tranquillités profondes qui font rêver et invitent au souvenir. La nature, avant de se couvrir du deuil de l'hiver, étalait ses derniers charmes; elle répondait, comme a dit un poète, par un dernier sourire aux derniers adieux du soleil. Le cardinal, « avec sa physionomie toujours belle (1), » son air gracieux et doux, contemplait le déclin du jour. Que se passait-il dans son cœur? Il songeait sans doute à la France, à Rouen, à son cher troupeau; il se rappelait les années écoulées, tant d'êtres si chers disparus sans retour, la révolution immense qui avait bouleversé sa patrie; le vénérable Pie VI, qui venait de mourir dans l'exil et presque dans les fers; son roi Louis XVI, l'infortunée Marie-Antoinette, tant d'évêques et de nobles, ses parents et ses amis moissonnés par la persécution, et puis, par un retour plus doux à l'aurore de sa vie, il se représentait ses jeunes années passées à Bourges, son enfance dans les montagnes, sa bonne mère... Peut-être laissa-t-il échapper ce cri du prophète : « C'est assez, Seigneur, c'est assez..., mon âme s'ennuie de vivre, elle a soif de vous, elle brûle de goûter auprès de vous l'éternel repos. »

Le lendemain, l'état de Monseigneur inspirait les plus vives inquiétudes. « A la nouvelle de sa maladie (2), la consternation se répand dans la ville. Sa maison est remplie à toute heure d'Alle-

(1) L'abbé JARRY, p. 44.

(2) *Id.*, p. 45.

mands et de Français; on court, on s'interroge, on demande avec inquiétude si l'art a désespéré de la nature. On oublie qu'il a vécu près d'un siècle. On n'est frappé que du vide immense que va laisser un homme si vertueux. » Monseigneur reçut les sacrements (1) avec la plus édifiante piété. « Homme de prière, et nourri du pain des forts, il vit avec une confiance filiale le terme inévitable s'approcher. Préparé depuis longtemps à ce redoutable passage, il quitta sans peine cette vallée de larmes. » « Sa dernière maladie, dit à son tour M. Baston, ne dura que peu de jours. Il s'endormit du sommeil des justes dans les bras et couvert des larmes de ses domestiques, qu'il avoit rendus bons comme lui. Jamais étranger ne fut aussi regretté que lui par les hommes au milieu desquels il demouroit. » C'était le 23 septembre 1800. La vénération et la douleur publiques devaient se manifester d'une manière éclatante, à ses funérailles, et les hommes allaient rendre à ce saint Pontife un dernier hommage qu'il importe de conserver à l'histoire.

IV

Lorsque la nouvelle de la mort du Cardinal circula dans Munster, elle y suscita une surprise, une douleur et des regrets unanimes. C'est le témoignage de M. Baston. « A l'annonce de sa mort, dit-il, un deuil universel se répandit dans toute la ville. — Sa constitution physique sembloit pouvoir lutter contre un siècle. » M. Jarry (2) constate la même impression.

« Le ciel, dit-il, en conservant à l'illustre Prélat une santé ferme et robuste, sembloit le garder, dans les trésors de sa miséricorde, pour le rendre un jour aux vœux ardents de son peuple. » A Londres, les sentiments ne furent pas différents. « Hélas! s'écrie Hamel (3), avec quel plaisir notre imagination, séduite par le désir, nous faisoit entrevoir le jour fortuné où, rendu à son troupeau, il eût reçu l'hommage de notre amour! Quels eussent été nos transports et les acclamations de notre joie filiale! Quelle fête solennelle eût attesté au ciel notre pieuse reconnaissance! »

(1) L'abbé CARROX, p. 383.

(2) P. 44.

(3) P. 1.

Le corps du Cardinal, revêtu de tous ses insignes, fut exposé dans une chapelle ardente; les prêtres de son diocèse se disputèrent l'honneur de le garder; toute la population vint contempler « ce front auguste, ces traits qui respiroient encore la candeur et la bonté. » Le Prince-Evêque, de tout temps si plein d'égards vis-à-vis de Monseigneur, se surpassa, s'il se peut, en cette occasion.

« Il voulut, dit M. Baston, qu'on inhumât le Cardinal avec toutes les cérémonies usitées aux funérailles du souverain. » La pompe et l'ordonnance en furent magnifiques. Le clergé, les ordres religieux, la magistrature (1), l'armée, la noblesse, l'émigration, la bourgeoisie, les corporations, les confréries, le peuple tout entier, formèrent à la dépouille mortelle du Cardinal le plus imposant, le plus solennel cortège. « La ville entière accourut à son convoi, dit M. Baston, non pour le voir, mais pour en faire partie. » Le deuil était conduit par les Evêques de Limoges et de Digne, compagnons inséparables de Monseigneur pendant son exil, et par M. de Saint-Gervais, haut doyen du Chapitre de Rouen et premier vicaire général. C'était un spectacle attendrissant de voir ce vieillard de soixante-dix-sept ans, autrefois le premier à côté de son Evêque aux jours de la prospérité, dans la pompe des cérémonies, aujourd'hui encore le plus fidèle dans l'exil, et le plus près de son cadavre, versant des larmes et courbant sous le poids de la douleur sa tête blanchie par les épreuves autant que par les ans. A côté de M. de Saint-Gervais, marchaient M. Baston, chanoine de Rouen; M. Lecoufflet, secrétaire principal de Monseigneur, et les autres prêtres de sa maison. Les domestiques du Prélat suivaient en habits de deuil et témoignaient par leurs sanglots qu'ils étaient dignes d'un tel maître. Tous les prêtres émigrés de Normandie étaient accourus des villes environnantes et formaient la tête du deuil. Le clergé français venait ensuite, précédant les députations et le peuple. Le Chapitre de Munster, qui avait toujours témoigné la plus grande déférence au Cardinal, comme il entourait des meilleurs procédés les prêtres exilés, prêta tout son concours à cette solennité. La messe de *Requiem* fut chantée en grande pompe à la cathédrale. Les musiciens de la chapelle firent entendre leurs plus touchantes mélodies. Le Prince-Evêque fit l'une des absoutes; les deux Evêques français, les autres. Enfin,

(1) M. JARRY, p. 46.

« les précieux restes du Cardinal furent déposés dans la chapelle de la cathédrale et en face de l'autel où il célébroit la messe. » Cette chapelle, nous l'avons dit, se trouve au bas de la nef. Ce fut spontanément que MM. les chanoines du grand Chapitre offrirent leur église et firent construire un caveau pour la sépulture de M^{sr} de la Rochefoucauld. Ils voulurent garder avec honneur la tombe de celui qu'ils avaient aimé vivant. L'Eglise de Rouen doit pour ce bienfait à l'antique et vénérable Eglise de Munster une vive reconnaissance. Puissent ces pages lui en porter la respectueuse expression!...

Voici comment la mort de M^{sr} de la Rochefoucauld est annoncée dans le registre paroissial de Saint-Lambert, intitulé *Catalogus defunctorum et sepultorum parochie Sancti Lamberti Monasterii Westphaliorum. Hoc ordine ceptus à me Frederico Matthid Berghaus parochialis ecclesie ad S. Lam. Pastore.*

Ce registre est divisé en deux colonnes. Dans la première, qui a pour titre : *Noms des défunts*, on lit :

Reverendissimus, Illustrissimus et Eminentissimus Dominus Cardinalis Dominicus de la Rochefoucauld, Archiepiscopus Rothomagensis.

Dans la seconde, ainsi désignée : *Qualitates et morbus*, on lit (1) :

« Ici ce Prélat très éminent, remarquable par sa piété, son humilité et son affable charité envers tous, exilé pour la religion catholique, fut, sur cette paroisse Saint-Lambert, dans la maison du docteur Junius-Louis Offers, auf dem alten Steinweg, frappé d'apoplexie, et mourut le 23 septembre de l'année courante 1800, dans la 89^e année de son âge, plein de jours et de mérites.

« Son corps fut porté avec grande pompe, comme il était convenable, à l'église Cathédrale, et inhumé dans l'ancien chœur, devant l'autel de la bienheureuse Vierge Marie, où il avait coutume de célébrer chaque jour de dimanche et de fête, le 27 septembre.

(1) Hic præstantissimus Præsul, pietate, humilitate ac affabili erga omnes charitate insignis, pro religione catholicâ exul, in hujâte parochiâ ad S^m Lambertum, domo autem Dni doctoris Junii Ludovici Offers, auf dem alten Steinweg, apoplexiâ tactus, diem clausit supremum 23^o septembris anni currentis 1800, annum agens 89^{um}, plenus dierum et meritorum.

Corpus ejus cum ingenti pompâ, sicut decebat, ad ecclesiam cathedralém delatum et in veteri choro ante altare beatæ Mariæ Virginis, coram quo singulis diebus dominicis et festivis celebrare consueverat, inhumatum est 27^o septembris, officiumque pro eo habitum, sicut in depositione Pii VI Papæ.

L'office fut célébré pour ses funérailles comme à la mort du pape Pie VI. »

La cérémonie des funérailles a été ainsi décrite, d'après les chroniques contemporaines, dans un recueil littéraire publié à Munster, sous ce titre : *Zeitschrift für vaterländische Geschichte und alterthumskunde Westfalens* (1857, p. 341 et s.) :

« En 1800, le 23 septembre, mourut à Munster le cardinal de la Rochefoucauld, âgé de 89 ans. Il fut enterré dans le vieux chœur de la cathédrale, devant l'autel, avec grande pompe. Il était mort *alten Steinweg*, n° 402.

« Le cortège funèbre passa par le cimetière de Saint-Lambert, le marché principal, la place de la cathédrale, et entra par la porte du vieux chœur. Tous les ordres, Franciscains, Frères Prêcheurs et autres, et les Frères de la Charité, accompagnaient le cortège, comme il est d'usage lors de la grande procession; puis venait le clergé de toute la ville, ensuite les chanoines et les Dom Herrs, chanoines nobles de la cathédrale; après eux, deux ecclésiastiques revêtus d'une chape de velours noir. On portait en tête du clergé les croix et bannières ordinaires. A la suite du clergé, on remarquait les insignes portés par des prêtres, savoir : au lieu du chapeau de cardinal, la calotte rouge, sur un coussin; la croix épiscopale, la crosse, l'anneau de cardinal, la mitre d'évêque. Les prêtres porte-insignes avaient un voile de crêpe noir. Venait ensuite un ecclésiastique qui portait un calice avec la patène; le valet de chambre, un crêpe au chapeau, avait sur un coussin la grande croix de l'ordre du Saint-Esprit; puis le corps, recouvert de cinq couronnes et de l'étole, porté par des chanoines. Le cercueil était entouré de cinquante paires de torches (sorte de bâtons entourés de fleurs), et de douze paires de flambeaux, portés par des ecclésiastiques.

« Derrière le corps suivaient trois évêques émigrés; les deux prêtres exécuteurs testamentaires; puis toute la noblesse; les dicastères (tribunaux) en grand costume; le magistrat de la ville; beaucoup de citoyens et plus de trois cents émigrés, la plupart prêtres; enfin l'état-major et les officiers du régiment prussien du général Schlade (qui tenait alors garnison); l'état-major et les troupes de la principauté de Munster, infanterie, cavalerie et artillerie. »

C'était le premier cardinal inhumé à Munster, et en raison de

son nom, de sa haute dignité et de ses malheurs mêmes, le Prince-Evêque, le clergé et la noblesse avaient voulu lui faire des obsèques quasi royales.

On plaça sur le tombeau de Monseigneur un marbre de grandeur médiocre, et on grava sur le marbre l'inscription suivante, qu'on attribue généralement à M. l'abbé de Pradt, et à laquelle M. Baston dit que trois personnes ont travaillé :

D. O. M.

Hic

Ante aram

Sub quâ Deo immolabat

Victimam Deum,

Jacet

Dominicus de la Rochefoucauld,

S. R. E. Presb. Cardinalis,

Archiep. Rothomagis,

Norman. Primas,

Totius Ordinis Cluniac. Sup.

et Abbas,

Regii Ord. S. Spiritus Commendator,

Gallicanorum Præsulum

Ætate Decanus, exemplar pietate.

Ecclesias

Albigensem per annos XIII. Rothomag. per an. XLI

Successivè rexit.

Cleri forma, gregis pater ac deliciæ,

Ergà egenos munificentissimus,

Pro Religione et patriis legibus

Non timidus mori,

Post multa vitæ discrimina,

Octogenarius, per mare, exulare coactus,

Monasterii Westph. quod à VI annis,

Alteram patriam appellabat,

Peramanter exceptus,

Omnium ordinum luctus inter et fletus

Annum agens LXXXIX, Pontificat. LIV

Obiit

An. MDCCC, die XXIII septemb.

R. I. P.

Le monument qui recouvrit ses cendres vénérées ne répondait pas malheureusement à ce premier sentiment. Il est vrai que M^{sr} de la Rochefoucauld fut enterré, par un privilège particulier, dans la cathédrale même, et devant l'autel qu'on lui avait réservé pendant sa vie. Les deux évêques ses neveux, morts après lui à Munster, n'ont pas eu cet honneur et ont été inhumés dans le cimetière attenant au cloître de la cathédrale. On ne plaça sur le lieu de la sépulture de notre cardinal qu'une simple pierre, avec l'inscription que nous avons rapportée.

Qu'on nous pardonne ces souvenirs personnels. Notre premier soin en arrivant à Munster, en 1868, a été de nous rendre à la cathédrale, où, sous le dôme, à la place indiquée, devant l'autel du vieux chœur remarquable par le chef-d'œuvre qui le décore, une *Pietà* d'un des plus illustres sculpteurs de Dusseldorf, nous avons trouvé la pierre du cardinal. Nous nous sommes aussitôt agenouillé avec respect et émotion, et, pour la première fois depuis soixante-huit ans, nous avons déposé sur cette tombe deux fois sacrée, l'hommage de la piété, de la vénération et de la reconnaissance du clergé et du peuple de Rouen, dont nous nous sommes fait l'interprète. Pourquoi ne le dirions-nous pas ? Nous avons demandé à Dieu de permettre que la dépouille mortelle de ce vénérable confesseur de la foi pût être bientôt rendue à la France et à l'église métropolitaine de Rouen.

Il ne restait plus une lettre, pas la plus légère trace de l'inscription qui avait été gravée sur la pierre. Cette pierre elle-même, usée chaque jour par les pas des fidèles, était devenue presque méconnaissable.

V

A Rouen, la nouvelle de la mort de M^{sr} de la Rochefoucauld arriva dès les premiers jours d'octobre 1800. Elle y occasionna un deuil général. Nous trouvons l'expression du regret public, à la date du 12 octobre, dans un passage du journal d'Horcholle. Ce journal nous apprend qu'on « célébra, pendant toute la semaine, dans les chapelles particulières, des services pour le repos de l'âme du cardinal, » et ajoute : « Les schismatiques en ont fait aussi. »

Il est remarquable, en effet, que les schismatiques s'empressèrent de témoigner leurs regrets à la mémoire d'un Prélat qu'ils

avaient tant affligé et dont ils avaient méconnu si audacieusement l'autorité. Le samedi 11 octobre, comme ils étaient réunis pour leur prétendu concile métropolitain de 1800, « à l'ouverture de la séance, disent les actes, le révérend métropolitain annonce que la nouvelle répandue de la mort du révérend la Rochefoucauld, cardinal et ancien archevêque de Rouen, est confirmée, et il propose en conséquence de réciter le psaume *De profundis*. »

Le concile s'empresse d'adhérer à cette invitation. Il arrête ensuite « qu'il célébrera lundi prochain un service solennel pour le repos de l'âme du Prélat décédé. »

Dans sa lettre-circulaire « au clergé de son diocèse, » après la tenue du concile, M. Leblanc-Beaulieu, évêque constitutionnel, accentue encore davantage ses sentiments et ceux des siens envers le cardinal défunt, et s'exprime ainsi :

« Les nouvelles publiques vous ont appris la mort du Révérendissime Cardinal de la Rochefoucauld, ce Prélat respectable dont la mémoire sera toujours chère à ce diocèse, quelle que soit l'opinion politique de ceux qu'il y a laissés. Vous verrez dans les actes du concile que nous nous sommes fait un devoir d'offrir à Dieu nos prières et la Victime sainte pour le repos de son âme. De votre côté, très chers et respectables coopérateurs, ne lui paierez-vous pas le même tribut ? Vous le prescrire seroit vous faire injure. »

Le Chapitre de Rouen, interprète autorisé des sentiments du clergé et des fidèles, après s'être réuni capitulairement, rédigea, à l'unanimité des membres présents alors à Rouen, une lettre ainsi intitulée : *L'Eglise métropolitaine de Rouen à tous les fidèles du Diocèse, salut en Jésus-Christ*. On y lit les passages suivants relatifs à la mort de M^{sr} de la Rochefoucauld :

NOS TRÈS CHERS FRÈRES,

C'est avec la douleur la plus profonde que nous avons appris et que nous sommes chargés de vous annoncer la perte inexprimable que le diocèse de Rouen vient de faire par la mort de M. le cardinal de la Rochefoucauld, son archevêque, décédé à Munster, le 23 septembre dernier.

Ce vénérable Pontife, digne des premiers temps, vient de terminer dans l'exil une carrière semée de vertus, par une fin semblable à sa vie. Parvenu à l'âge et, nous osons le dire, à la sainteté des patriarches, il vient de remettre entre les mains de son Dieu une âme éprouvée par de longues souffrances et purifiée par une

sanglante persécution; et puisque le souvenir de tout ce qu'il a fait ne nous permet pas de douter un instant de son bonheur éternel, nous devons croire, et il nous est consolant de pouvoir dire, qu'il jouit en ce moment de l'immortalité dont son espérance était pleine, qu'il est assis parmi les justes qui l'attendaient depuis longtemps, et que, du lieu de rafraîchissement, de lumière et de paix où il réside, il veille plus que jamais sur son infortuné diocèse, et ne cesse de prier pour le troupeau chéri qu'il porta toujours dans son cœur.

Dans toute autre circonstance, N. T. C. F., cette perte n'eût été que douloureuse; elle devient aujourd'hui, pour ainsi dire, irréparable. Eh! dans quel temps, en effet, le char d'Israël eut-il plus besoin de son guide?

Depuis quelque temps, à la vérité, la situation de ce diocèse ne présentait plus un aspect aussi déplorable, Grâce à la sage et prudente administration de notre vertueux Prélat, bien des plaies avaient été cicatrisées, bien des maux avaient été guéris; beaucoup de brebis, jusqu'alors égarées, étaient rentrées au bercail; et malgré les malheurs du schisme, malgré les fureurs de la persécution, cette Eglise voyait encore avec joie un peuple nombreux et docile marcher constamment sur les pas d'un clergé édifiant et fidèle. Nos maux étaient encore immenses, mais ils n'étaient pas sans remède. Nous sortions insensiblement de l'abîme. Cette mort vient de nous y replonger.....

La perte que vous venez de faire est grande; vous avez perdu votre Pasteur et votre Evêque, il est vrai; mais n'oubliez pas que vous avez toujours dans Jésus-Christ, le Grand-Prêtre éternel, le Prince des Pasteurs et le véritable Evêque de vos âmes.

La perte que vous venez de faire est grande. Pleurez celui que la religion pleure avec nous; mêlez vos larmes à celles des pieux habitants de cette ville hospitalière où ses cendres sont déposées; payez le juste tribut de vos regrets à celui qui fut respecté de l'impie même...; mais souvenez-vous que le plus bel hommage que vous puissiez rendre à sa mémoire, est d'imiter sa modération, sa douceur et sa charité.

A Londres, les prêtres Normands émigrés, et ils étaient nombreux, témoignèrent hautement leur douleur et leurs regrets. Ils voulurent célébrer pour le repos de l'âme de leur archevêque un service solennel, et chargèrent l'un des leurs de prononcer son oraison funèbre. Leur choix tomba sur M. Etienne-Pierre Hamel, docteur agrégé de l'Université de Paris, ancien professeur d'éloquence au collège royal de Rouen, connu par de nombreux succès

aux Palinods et par plusieurs discours estimés. Le 20 novembre, les prêtres normands et les autres prêtres français exilés se réunirent dans la chapelle de Saint-George's Fields. Ces bons prêtres, réduits pour la plupart, depuis huit ans d'émigration, à une pénurie voisine de la misère, accablés par les privations et les longs ennuis de l'exil, présentaient un tableau émouvant. Plus de luxe, plus de pompe, nul éclat. Les pauvres habits qui les couvraient, leurs cheveux blanchis dans la souffrance, la tristesse de leur visage témoignaient assez que l'épreuve avait été longue et rude. Les rangs étaient confondus, le malheur les avait faits égaux. Le brillant chanoine d'autrefois n'était pas distingué du plus humble prêtre de campagne. Ils avaient souffert ensemble, ils s'aimaient. A cette salutaire école de l'adversité, ils avaient mis chaque jour en pratique les leçons de cette charité divine, oubliée autrefois par quelques-uns, au temps de la grandeur et de l'opulence, cette charité qui faisait la gloire des premiers temps du christianisme; ils ne formaient vraiment qu'un corps et qu'une âme. Et en ce jour, tous ces prêtres semblaient avoir oublié leurs propres infortunes, ils n'avaient de larmes que pour pleurer un père enlevé trop tôt à leur vénération.

Après qu'ils eurent chanté l'office, le prédicateur monta en chaire et se mit immédiatement à l'unisson des sentiments de son auditoire. Il prit pour texte ces mots expressifs : *Planxerunt eum omnis Israel planctu magno*. Et il ouvrit son discours par ces exclamations : « Quelle triste cérémonie nous rassemble ! Que ces décorations funèbres, cet appareil de désolation et de deuil, ces voiles lugubres qui couvrent l'autel, sont bien l'éloquente et fidèle image de l'affliction profonde qui pèse sur nos cœurs ! Il n'est donc plus, cet illustre Pontife, l'ornement du Sacré Collège et la gloire de l'Eglise gallicane..... Il n'est plus, et l'unique consolation dont nous puissions jouir, c'est de payer à ses cendres le douloureux tribut de nos larmes et de nos regrets. » Il développe ces sentiments dans son exorde et annonce l'ordre de son discours.

« Mon plan sera simple, dit-il. Je suivrai le cours d'une vie constamment consacrée à la religion et à l'humanité. En un mot, quelles furent les vertus qui distinguèrent Monseigneur le cardinal dans la longue et paisible jouissance de ses dignités et de son rang ? 1^{re} P. — Quels furent la grandeur de son âme, la noblesse de ses sacrifices, le triomphe de sa piété depuis le moment où une

révolution sans exemple attaqua le trône et l'autel? 2^e P. » Nous ne suivrons pas l'orateur dans le développement de ses pensées; d'ailleurs il ne nous révélerait que peu de faits nouveaux. Nous transcrivons seulement la péroraison.

Tranquille maintenant dans le port (permettez, ô mon Dieu, permettez cette confiance que nous inspire votre miséricorde), tranquille, il reçoit le prix de ses travaux; mais nous qui sommes orphelins..... *Pater mi, pater mi, currus Israel et auriga ejus.* O le plus tendre des pères, vous nous êtes ravi! Hélas! depuis dix ans, vous étiez perdu pour nous par une absence cruelle; mais vous viviez! mais l'espérance de vous revoir soulageait nos longs déplaisirs! L'illusion est finie; l'impitoyable mort a frustré nos vœux..... Une pompe digne de vous a, nous le savons, accompagné vos restes sacrés : déposés avec ceux des Princes et des Electeurs, ils partagent l'auguste domicile qui renferme leurs cendres vénérables..... Mais ces honneurs accordés à votre mémoire nous attestent seulement que vous n'êtes plus; peuvent-ils, hélas! nous dédommager? Ah! si la Providence eût tranché le fil de vos jours dans le sein de votre patrie, au milieu de votre troupeau, sans doute nos gémissements se fussent élevés vers le ciel; mais du moins vos enfants eussent rassasié leur tendresse désolée en vous contemplant, en recueillant toutes vos paroles pour les graver dans leurs cœurs, et des larmes plus abondantes eussent arrosé votre tombeau. Vous-même, avant un éternel adieu, vous eussiez joui du touchant spectacle de notre amour..... Cette privation seule a dû attrister vos derniers moments..... Oui, vous songeâtes à nous, et vos yeux, en se fermant à la lumière, ont exprimé quelques regrets. Reposez dans le Seigneur; que la céleste Jérusalem soit votre demeure, et puissions-nous un jour y goûter avec vous les délices de la bienheureuse immortalité!

Revenons à Munster. Là aussi on s'occupait de payer à la mémoire du cardinal, dans une oraison funèbre, un dernier tribut de reconnaissance et de vénération. Mais ce vœu de tous les cœurs fut plus difficile à réaliser qu'à Londres. Des malentendus regrettables en retardèrent l'exécution. Les *Mémoires* de M. Baston nous initient aux difficultés de détail que rencontra l'entreprise. Ceux qui s'étaient chargés de faire auprès du Prince-Evêque et du Chapitre les démarches nécessaires paraissent avoir manqué de tact. On exigea, au lieu de prier; on s'imposa, quand il fallait solliciter; on ne craignit pas de blesser des susceptibilités plus ou moins légi-

times; bref on ne fut pas adroit. M. Baston le déplore et le raconte longuement. Ce fut du reste le fait de quelques hommes isolés, qui s'étaient donné une mission qu'ils ne pouvaient remplir heureusement, et qui y apportèrent cette intempérance de zèle toujours préjudiciable aux meilleurs desseins. Ainsi, ils prétendirent exclure de la cérémonie l'évêque et le Chapitre de Munster, de tout temps si bienveillants et si dévoués; on s'aigrit de part et d'autre. Une affaire si simple au premier abord devint un événement. On fut huit mois à s'entendre. Enfin, on abandonna le projet de service et d'oraison funèbre à la cathédrale, et on choisit l'église des Pères Récollets. La majorité des prêtres normands ou français déploraient ces lenteurs. Ils désiraient vivement s'acquitter envers le digne et regretté Pontife d'un devoir qu'ils regardaient comme sacré. M. l'abbé Jarry (mort en 1820, vicaire général de Bayeux) fut délégué pour prononcer l'oraison funèbre, et le 15 mai 1801, le service solennel eut lieu. Messeigneurs les évêques de Limoges et de Digne y assistèrent. L'un des deux Prélat (M. Baston ne le désigne pas) officia. « Le discours, dit-il, plut au débit, il plait encore à la lecture, car il fut imprimé et très répandu. »

Le texte de l'orateur était emprunté au livre des *Proverbes* (c. III) : *Præcepta mea cor tuum custodiat : longitudinem enim dierum, et annos vitæ, et pacem apponent tibi..... Ne paveas repentino terrore, et irruentes tibi potentias impiorum.*

Plus longue, plus solennelle et plus travaillée que le discours de M. Hamel, l'œuvre de M. Jarry a toutes les allures de l'oraison funèbre. Il y est fait un emploi très heureux et très fréquent de l'écriture et des Pères. On y sent moins la douleur récente, on y rencontre moins de mouvement, mais plus de ce calme et de cette dignité qui conviennent toujours à la chaire, même dans l'expression d'un grand deuil.

Voici les divisions : « Durant le cours de ses prospérités, le cardinal de la Rochefoucauld parut avec les vertus d'un grand évêque. — Dans les troubles de l'Eglise et de l'Etat, et pendant son exil, il déploya un zèle, un courage supérieur à tous les dangers, une patience à l'épreuve des plus dures privations. » Ce sont au fond les mêmes divisions que celles du docteur Hamel; elles étaient naturellement indiquées par le sujet.

Dans la première partie, M. Jarry raconte la vie cléricale et sacerdotale de Monseigneur, et arrive à sa vie épiscopale.

« Loin de s'enorgueillir du rang qui l'élève dans le sanctuaire, le nouvel archevêque d'Alby l'envisage avec une religieuse terreur, comme le titre d'une servitude sacrée et d'une sollicitude universelle. S'il soit que l'épiscopat est un empire, il soit aussi que c'est l'empire d'un père, que son gouvernement doit en avoir la condescendance et la douceur (S. Chrysost., Hom. 15); que ses plus puissants ressorts sont la confiance, la persuasion et l'exemple : maximes saintes, qu'il a longtemps méditées. Pour s'y conformer, il semble n'avoir besoin que d'écouter son cœur et de s'abandonner à son propre caractère.

« J'atteste cinquante-quatre années d'épiscopat, au milieu de conjonctures variées, délicates, orageuses; j'atteste deux grands diocèses qui béniront à jamais la mémoire du sage Prélat; et je dis qu'il posséda le grand art de l'évêque, l'art de gouverner, qu'aucun talent ne supplée, et qui seul peut suppléer tous les talents..... Nommez-vous, dit-il plus loin, une seule vertu qu'il n'ait pas eue, un seul devoir qu'il n'ait pas rempli? Quel évêque fut plus docile, plus attaché à l'Eglise, plus dévoué, plus soumis au Saint-Siège? Parlerai-je de sa foi, aussi vive que sa piété étoit sincère; du recueillement avec lequel il offroit la Victime éternelle; de l'humilité avec laquelle il se présentait au tribunal de la pénitence, remplissant à découvert, et aux yeux de son peuple, un acte de religion si pénible pour l'orgueil? Parlerai-je de l'admirable pureté de sa vie, de cette innocence de mœurs qui fut l'ornement de ses premières années, et fut encore la couronne de sa vieillesse? »

M. Jarry suit, dans la seconde partie de son discours, le vénérable cardinal dans l'exil. Il fait un récit éloquent de ses malheurs, que surpassent sa piété et sa résignation. Il nous montre comment, « insensible à ses propres maux, l'impuissance de soulager tant d'infortunés qui l'environnoient, et surtout ses dignes coopérateurs, fut la plaie incurable de l'âme bienfaisante » de l'exilé; comment « il veille sans cesse sur ses peuples affligés; et malgré les barrières qui, durant ce règne cruel et ennemi de toute vertu, séparent la France du genre humain, il vient à bout de leur faire entendre sa voix, de les consoler, de les instruire. » Et il met fin à son discours en donnant aux habitants de Munster ces nobles et religieux conseils :

Méditez souvent sur le grand spectacle que le ciel étale à vos regards. C'est pour votre instruction qu'il a amené parmi vous les

victimes d'une catastrophe qui a ébranlé le monde entier jusque dans ses fondements. Gardez-en précieusement le souvenir; racontez à vos enfants que vous avez vu dans vos murs un grand, qui l'étoit encore davantage, depuis qu'il avoit perdu sa puissance et ses richesses; un grand, qui mérita vos respects, se concilia votre amour par le seul empire de la vertu et de sa patience héroïque dans le malheur; et, pour me servir de l'expression de saint Paulin à un saint archevêque de Rouen, que vous avez vu un martyr vivant, *quod erat insignis, martyrem virum*. En leur montrant l'humble toit qui lui servit de retraite pendant sept années, et la simple pierre qui couvre sa dépouille mortelle, dites-leur : La religion seule rend l'homme heureux ici-bas, parce qu'elle le fait triompher du monde, de la fortune, de l'adversité et de la mort. Et tandis que la mémoire des méchants périt avec eux, ou ne leur survit que pour être un objet d'horreur, celle du juste s'exhale comme un doux parfum, et recueille d'âge en âge les hommages de l'amour, des regrets et de la vénération des gens de bien.

M^{re} Cambacérès, en prenant, l'année suivante (1802), possession du siège de Rouen, commença son mandement par payer à son illustre prédécesseur le tribut de ses hommages et de sa piété, et il consacra à son souvenir quelques phrases émuës.

...Nous succédons, dit-il, dans l'ordre canonique, à ce cardinal vénérable, plus illustre par ses vertus que par son rang, qui fut, pendant sa vie, le digne objet de votre affection; et dans la suite, ses malheurs et sa mort ont fait dire à cette Eglise désolée : Désormais ne m'appellez plus bienheureuse, car le Tout-Puissant a rempli mon âme d'amertume et de douleur.

Pardonnez, N. T. C. F., si, en rendant à la mémoire de votre Pasteur le faible tribut de nos hommages, nous venons renouveler vos regrets. Forcé par des circonstances qui vous sont connues, de quitter sa patrie, jamais il ne cessa de vous porter dans son cœur paternel. De la terre hospitalière où il arrêta ses pas fugitifs, ses regards se tournoient chaque jour vers les lieux que vous habitez, Hélas ! il espéroit revenir au milieu de vous prononcer encore sur son fidèle troupeau des paroles de bénédiction et de paix. Son âme étoit consolée en pensant que vous recevriez son dernier soupir, que les restes de sa dépouille mortelle seroient recueillis, honorés par votre piété filiale. Ses vœux n'ont point été remplis. Le ciel, sans doute pour le couronner plus tôt, a exigé de sa résignation le sacrifice qui devoit le plus coûter à son cœur.

Après M^{re} Cambacérès, M^{re} de Bernis, qu'une ancienne affec-

tion, des relations providentielles et des malheurs communs attachaient étroitement au vénérable cardinal de la Rochefoucauld, ne manqua pas dans son premier mandement de bénir une fois encore son nom.

Plaise au ciel, dit M^{sr} de Bernis, qu'en faisant revivre la charité et les vertus sacerdotales de celui que la mort ravit, l'an dernier, à votre vénération et aux besoins des infortunés (1), nous marchions de près sur les traces du pieux Pontife qui le précéda (2). Des liens bien tendres nous unirent longtemps à cet ange de paix, arraché d'entre vos bras par nos premiers orages politiques. Une terre étrangère couvre sa dépouille mortelle, mais le souvenir de sa tendre pitié, de sa modestie et de sa douceur, repose au fond de notre âme. Il étoit donc arrêté dans les célestes conseils, N. T. C. F., que nous serions appelés l'un et l'autre au gouvernement des mêmes Eglises, et que nous viendrions recueillir les larmes que vous donnez à sa perte, après avoir consolé un premier siège des regrets de son départ.

On le voit, un concert unanime de louanges et de regrets s'est fait entendre sur la tombe de M^{sr} de la Rochefoucauld. Aujourd'hui, l'écho de ces hommages et de ces bénédictions retentit encore délicieusement dans les cœurs pieux. Il est de ces belles mémoires qu'on ne peut évoquer sans éveiller la sympathie, comme aussi on ne peut vivre dans leur commerce sans se sentir épris. Le nom du cardinal de la Rochefoucauld est de ceux qui ne seront pas oubliés. Nos saintes lettres nous avertissent de la récompense qui attend de tels Pontifes : ils seront revêtus d'un manteau de gloire et ils laisseront pour héritage un nom éternel. Ce nom béni tant de fois par les pauvres et par les petits enfants, consacré par la vénération de deux diocèses, entouré de l'auréole que donnent la souffrance et l'exil, a ajouté encore à l'illustration de la noble maison qu'il rappelle. Il prend dignement sa place, dans notre histoire diocésaine, à côté de ces prélats qui eurent nom Eudes Rigaud, d'Estouteville, d'Amboise, de Bourbon, de Joyeuse, de Harlay, de Médavy, Colbert, de Tressan, de Saulx-Tavannes, de Croy, de Bonnechose, et des autres qui ont fait du siège de Rouen l'un des plus illustres de la chrétienté.

(1) M^{sr} Cambacérès.

(2) M^{sr} de la Rochefoucauld.

CHAPITRE XIII

LE DIOCÈSE DE ROUEN DE 1795
A LA CONCLUSION DU CONCORDAT 1801

CHAPITRE XIII

I

La Convention, revenue à des idées d'apaisement, décrétait le 21 février 1795 (3 ventôse an III) que, conformément à l'article 7 de la déclaration des droits de l'homme et à l'article 192 de la constitution, l'exercice d'aucun culte ne pouvait être troublé. Elle disposait, il est vrai, dans l'article 2, que la République n'en salariait aucun; dans l'article 3, qu'elle ne fournirait aucun local, ni pour l'exercice du culte, ni pour le logement des ministres; dans l'article 4, que les cérémonies de tout culte seraient interdites hors de l'enceinte choisie pour leur exercice; dans l'article 5, que la loi ne reconnaissait aucun ministre du culte, et que nul ne pouvait paraître en public avec les habits, ornements ou costumes affectés à des cérémonies religieuses. Mais, malgré ces restrictions et les autres apportées dans les articles suivants, le principe de la liberté des cultes était admis et reconnu.

Les réunions décadaires accomplies à Rouen, à la cathédrale et dans le diocèse, dans les églises principales, subirent immédiatement une importante modification. On s'abstint de tout chant et de toute mise en scène et on se borna à y faire la lecture des lois. Les magasins, autrefois ouverts de force les dimanches, purent être fermés, et les jours de décades et fêtes civiques ne furent plus de rigueur. Dès le 9 mars, une délibération de la commune de Rouen changeait le lieu des réunions décadaires et mettait fin aux profanations. La commune choisit la salle des séances du Conseil général pour les fêtes civiques et la lecture des lois, et prescrivit d'enlever l'inscription placée précédemment sur la porte de notre Métropole.

L'esprit religieux de notre bonne population se manifesta, à cette aurore de liberté, avec une spontanéité et une force irrésistibles. Le 14 mars, un samedi, le plus grand nombre des prêtres

détenus à Saint-François furent mis en liberté, et le lendemain dimanche, Horcholle constate « qu'il s'est dit des Messes dans beaucoup de maisons de la ville. Presque toutes les boutiques ont été fermées, il n'y en a eu qu'un très petit nombre d'ouvertes. Tout le monde s'est endimanché et promené l'après-midi. » On commençait évidemment à respirer en paix, et on revenait à la confiance et à la vie. Le dimanche suivant, 22 mars, même mention. « Ce jourd'huy, dit Horcholle, toutes les boutiques ont été fermées; il s'est dit des Messes par de *bons* prêtres dans différentes maisons de bourgeois. »

Le réveil de la foi s'accroissait tous les jours. Nous lisons au 24 mars : « On a affiché que tous les citoyens qui s'assembleront pour l'exercice du culte où ils sont attachés, seront tenus de passer déclaration à la municipalité du lieu, du jour et de l'heure où ils s'assembleront, etc. Ce règlement de police est pour la sûreté des citoyens, parce qu'au moyen de cette déclaration, si quelque malveillant s'avisait d'aller troubler l'exercice d'un culte, il seroit puny suivant la loi. Le lendemain, et les jours suivants, plusieurs citoyens ont passé leur déclaration qu'ils étoient dans l'intention d'exercer, chez eux, le culte catholique, apostolique et romain, où ils admettront leurs parents et amis, les jours de dimanche et fêtes, et même les autres jours de l'année, chacun à des heures différentes indiquées dans leurs déclarations. »

Les oratoires domestiques ne suffisent plus. On commence à ouvrir le culte catholique dans l'église de l'ancien couvent de Saint-Louis, place de la Rougemare : le dimanche des Rameaux 29 mars, des prêtres orthodoxes y célèbrent des basses messes, et l'on y chante la grand'messe, où l'on fait la distribution du buis béni. L'après-midi on fait l'office des vêpres, suivi du salut. « L'affluence du monde a été si considérable, écrit Horcholle, qu'il y en avoit beaucoup en dehors du lieu où l'on célébroit. »

Un journal qui se publiait à Rouen, sous le nom de *l'Observateur de l'Europe*, disait de son côté : « Aujourd'huy il se dit des messes dans presque tous les quartiers de cette commune. Les prêtres insermentés, les prêtres constitutionnels et les ministres protestants ont chacun leur temple. »

L'église de Saint-Louis continua à rester ouverte au culte catholique. Le 20 avril, l'église de Saint-Pierre-l'Honorable reçoit la même destination.

De leur côté, les prêtres constitutionnels choisirent pour lieu de réunion l'église du couvent des Filles du Saint-Sacrement, rue Morand; et le 24 mai, Gratien, assisté de son clergé, y célébrait l'office. On se souvient que cet évêque avait été emprisonné en novembre 1793 à Saint-Yon.

Il avait été transféré de cette prison à Versailles, où il fut incarcéré dans l'ancien couvent de Saint-Louis. « Il était là seul, sans lit, sans table, n'ayant pour tout meuble qu'une pauvre chaise de paille percée et une paillasse reléguée dans un coin. » C'est là qu'il reçut la visite d'un de ses prêtres qui a donné ces détails, l'abbé Mutel, ancien chapelain de l'hospice de Caudebec (1). Gratieu souffrit beaucoup de sa détention. C'était un homme de haute taille, pâle et maigre, dont la constitution délicate reçut de cette épreuve une atteinte mortelle. Mis en liberté en mars 1795, il s'empessa de signer la fameuse lettre « dite encyclique » du 15 mars 1795, adressée par les évêques constitutionnels à leurs adhérents. Il revint ensuite à Rouen, fit son acte de soumission aux lois devant le conseil général de la commune et recommença l'exercice de son ministère. Il reprit son domicile de la rue de la Croix-de-Fer, et c'est de là qu'il adressa à son clergé et à ses partisans une lettre pastorale datée du 1^{er} avril 1795. Dès le mois suivant il organisait assez péniblement, n'ayant pas de ressources, et peu de fidèles, le culte schismatique.

Les catholiques adressèrent de leur côté, dans toutes les villes du diocèse, des pétitions pour obtenir le libre usage de leurs églises.

Le 28 mars (8 germinal), le directoire du département adresse au Comité de la Convention une lettre, où nous lisons le passage suivant :

« Nous croyons devoir, à cette occasion, vous informer que dans notre département, et depuis que le décret sur la liberté des cultes est rendu, les communes rurales s'emparent journellement des églises, pour y exercer de nouveau le leur (culte), et nous sommes incertains de la conduite que nous devons tenir dans ces circonstances... »

Nous notons cet aveu, parce qu'il s'ajoute à d'innombrables documents, dont il sera question plus loin, qui prouvent, contrai-

(1) Collection de M. l'abbé Cochet, tome iv.

rement à l'opinion de certains historiens, que, bien avant le concordat, l'exercice du culte était non-seulement dans les vœux de la nation, mais entré déjà dans le domaine des faits accomplis.

Dans une dépêche suivante, le directoire presse de nouveau le comité de répondre. « L'incertitude dans laquelle nous sommes depuis la loi du 25 brumaire sur l'usage auquel les églises peuvent ou doivent être employées, nous met, d'une part, dans l'impossibilité d'en tirer un parti lucratif, et de l'autre nous fait craindre les suites d'un refus de les concéder pour l'exercice du culte ou de leur clôture, DANS UN GRAND NOMBRE DE COMMUNES RURALES où les habitants s'en sont emparés sans formalités pour cet objet. »

La commission des revenus nationaux fit de Paris une réponse évasive, promettant d'informer le directoire des arrêtés nouveaux qui pourraient intervenir.

Le 20 avril (1^{er} floréal), le procureur-syndic Thiessé communiqua au directoire un exemplaire d'un arrêté des représentants du peuple près les armées des côtes de Brest et de Cherbourg qui autorisait les administrations de district à accorder provisoirement un édifice national pour servir à un culte religieux.

Le 28 du même mois (9 floréal), le directoire du département, armé de cette pièce, met la commission en demeure de lui donner enfin une réponse précise, tant pour la location de la cathédrale de Rouen que pour l'occupation des églises rurales.

Le 30 mai, la Convention trancha la question par un décret (11 prairial an III) qui disposait :

« Art. 1^{er}. Les citoyens des communes et sections de commune de la République auront provisoirement le libre usage des édifices non aliénés, destinés originairement aux exercices d'un ou de plusieurs cultes, et dont elles étaient en possession au premier jour de l'an II de la République. Ils pourront s'en servir, sous la surveillance des autorités constituées, tant pour les assemblées ordonnées par la loi que pour l'exercice de leurs cultes. »

L'article 5 contient une disposition qui deviendra la source de nouvelles persécutions contre les prêtres orthodoxes. Il convient de la mentionner. « Nul, dit cet article, ne pourra remplir le ministère d'aucun culte dans lesdits édifices, à moins qu'il ne se soit fait décerner acte, devant la municipalité du lieu où il voudra exercer, de sa soumission aux lois de la République. Les ministres des cultes qui auront contrevenu au présent article, et les citoyens

qui les auront appelés ou admis, seront punis chacun de 1,000 livres d'amende par voie de police correctionnelle. »

La commune de Rouen, investie ainsi du droit de disposer des églises, affecta, par délibération du 13 juin, à l'exercice des cultes neuf églises qui furent ouvertes aux dates suivantes :

La cathédrale, qui ne fut rendue au culte, et encore au culte constitutionnel, que le 5 mai 1796 ;

Saint-Maclou, le 28 juin 1795 ;

Saint-Patrice, le 28 juin 1795 ;

Saint-Sever, en août 1795 ;

Sainte-Madeleine, en septembre 1795 ;

Saint-Vivien, en septembre 1795 ;

Saint-Vincent, le 27 septembre 1795 ;

Saint-Ouen, le 4 octobre 1795 ;

Saint-Hilaire, en octobre 1795 ;

Le 19 juin, l'évêque Gratiën, huit autres membres de son clergé, et le ministre protestant Mordant, s'empressèrent de passer l'acte de soumission. Les autres constitutionnels ne tardèrent pas à imiter leur chef ; et le 28 juin, Gratiën, abandonnant l'église du couvent du Saint-Sacrement, vint inaugurer la reprise du culte constitutionnel en officiant à Saint-Maclou, puis choisit pour son église épiscopale Saint-Patrice, en attendant la restitution de la cathédrale.

L'église de la rue Morand fut fermée et délivrée de la présence des schismatiques.

Les prêtres catholiques continuaient d'exercer à Saint-Louis et à Saint-Pierre-l'Honoré. Mais leur sécurité n'allait pas être de longue durée. On les mit en demeure de passer l'*acte de soumission* exigé par la loi du 30 mai 1795. Cet acte de soumission, qu'il ne faut pas confondre avec la *promesse de fidélité* à la constitution de l'an VIII, qui fut plus tard exigée des ministres du culte, alarma la conscience des catholiques. Il fallait, comme nous l'avons dit dans le chapitre précédent, reconnaître la constitution de 1795 qui autorisait le divorce, le mariage des prêtres, l'exil ou la mort des citoyens les plus paisibles, et, comme le pensèrent plusieurs éminents théologiens du temps, semblait en plusieurs points la violation flagrante des lois de l'Eglise et de l'humanité. Nos prêtres catholiques avaient cru tout concilier en déclarant à la municipalité que le décret de la Convention ne pouvant avoir pour

objet des lois contraires à la foi, ils se soumettaient aux lois purement civiles de la République. La commune ne voulut pas prendre sur elle d'admettre ces restrictions et envoya la déclaration au comité de législation de la Convention pour statuer.

Gratien, excité par les schismatiques, se rendit à Paris et décida le comité de législation à repousser les restrictions. La commune de Rouen prit en conséquence, le 28 août, l'arrêté suivant :

« Art. 1^{er}. Il est défendu aux propriétaires ou principaux locataires des édifices ou églises de Saint-Louis, place de la Rougemare, et de Saint-Pierre-l'Honoré, rue des Bons-Enfants, ou de toute autre chapelle particulière, maison et édifice destinés à l'exercice d'un culte, d'y admettre ou appeler aucuns ministres qu'ils n'aient justifié s'être fait accorder acte de leur *soumission pure et simple* aux lois de la République. »

Cet arrêté fut notifié aux prêtres orthodoxes, qui avaient reçu depuis des instructions formelles du cardinal de la Rochefoucauld (1), ils déclarèrent qu'ils préféraient abandonner ces deux églises plutôt que de passer une soumission pure et simple. Ainsi se trouva de nouveau interrompu l'exercice du culte catholique dans notre ville et dans les principales églises du diocèse.

II

La Convention, née dans des flots de sang au milieu des massacres de septembre, disparut de la scène du monde au bruit de la mitraille de vendémiaire qui coucha sur le pavé de Paris deux mille nouvelles victimes. Le Directoire parait (5 novembre 1795). Tout a été dit sur ce gouvernement immoral et dissolvant, qui ne dut son éclat qu'aux victoires prodigieuses des armées françaises composées de héros et commandées par des généraux illustres, dont plusieurs avaient été marqués au front du signe du génie : Bonaparte, Moreau, Hoche, Masséna, Augereau, Berthier, Jourdan, Kléber, Lefebvre, Bernadotte, Desaix, Marceau.

Au point de vue qui nous occupe, le Directoire fut une époque funeste à la religion catholique, qu'il persécuta, non avec la cruauté ouverte de la Convention, mais avec les armes perfides d'une légalité hostile et implacable. On ne pouvait rien attendre de bon

(1) Voir le *Docteur romain* de M. Baston.

de Merlin de Douai, placé à la tête du ministère de la justice; Merlin-Potence, comme on l'appelait alors; Merlin, l'auteur de la loi des suspects, la plus redoutable et la plus cruelle de nos lois révolutionnaires. Les espérances qu'avait fait naître un instant dans les cœurs catholiques la fin de la Convention ne tardèrent pas à s'évanouir. La loi sur l'exercice et la police des cultes fournissait tous les moyens d'empêcher les catholiques de se rassembler et de recourir au ministère de leurs prêtres. Ceux-ci, contraints à une déclaration que repoussait leur conscience, pouvaient et allaient être recherchés, vexés, incarcérés, déportés comme prêtres réfractaires et excitant par leur exemple « à la désobéissance aux lois de l'État. »

Chose remarquable, tandis que la persécution continuera à sévir dans les provinces, et notamment à Rouen, à Paris le clergé jouit d'une certaine tranquillité. Il est vrai que ce clergé avait cru pouvoir passer la déclaration demandée. Non-seulement aucune des lois précédentes contre les prêtres insermentés ne fut rapportée, mais le Directoire en recommanda l'exécution avec la plus impitoyable rigueur. L'une de ses premières instructions aux commissaires nationaux établis dans les départements est relative aux prêtres réfractaires et dévoile toute la pensée qui animera le triste gouvernement de cette époque : « Déjouez leurs perfides projets par une surveillance active, continuelle, infatigable; rompez leurs mesures, entravez leurs mouvements, DÉSOLEZ LEUR PATIENCE, environnez-les de votre surveillance; qu'elle les inquiète le jour, qu'elle les trouble la nuit; ne leur donnez pas de relâche; que, sans vous voir, ils vous sentent partout, à chaque instant (1). »

Une instruction qui suivit celle-ci de quelques semaines porte que les prêtres réfractaires n'ont pas à bénéficier de la loi du 20 fructidor, « que les seules lois qui doivent être provoquées contre eux sont celles de 1792 et de 1793, et notamment celles des 29 et 30 vendémiaire de l'an II de la République. » Le législateur a rejeté tous les ménagements pusillanimes qui pouvaient laisser quelque espérance aux déportés. L'indulgence n'eût fait qu'entretenir la contagion du mal, et il a voulu l'extirper jusqu'à la racine. En d'autres termes, le Directoire faisait revivre la peine de mort contre les prêtres insermentés, et ne tarda pas à

(1) *Moniteur* des 18, 19 et 20 brumaire an IV.

l'appliquer. Dans les cinq premiers mois de 1796 dix-huit prêtres catholiques furent mis à mort.

Ces faits, mal connus de bien des gens qui s'imaginent qu'avec la Convention disparut toute persécution religieuse, sont nécessaires à rappeler pour comprendre comment à Rouen, pendant toute la durée du Directoire, l'exercice public du culte catholique fut non-seulement interdit, mais que les prêtres fidèles furent constamment recherchés et poursuivis, et que bon nombre d'entre eux furent déportés, comme aux plus mauvais jours de la Terreur.

De là ces mentions fréquentes dans le journal d'Horcholle : 12 novembre 1793 : « On affiche une délibération de la commune qui, pour l'exécution du décret du 28 septembre dernier, ordonne à tous ecclésiastiques qui n'ont pas prêté le serment de se rendre dans vingt-quatre heures au bureau d'émigration, pour y être décidé s'ils sont dans le cas de la déportation ou de la réclusion. Et enjoint aux citoyens qui ont connaissance qu'il demeure des prêtres non assermentés dans l'étendue de cette commune d'en faire la déclaration, sinon ils seront dénoncés à l'accusateur public et poursuivis selon la rigueur des lois. » 23 décembre : « Le père Lévêque, ancien minime, et autres prêtres non assermentés sont arrêtés et renfermés à Saint-François, maison de réclusion. » 26 mars 1796 : « Cejourd'huy samedi saint, on a encore arrêté icy quelques prêtres insermentés et on les a renfermés à Saint-François. On en a amené des campagnes et on les a incarcérés. »

Nous entrons dans quelques détails sur cette époque, et nous répétons ici ce que nous avons écrit dans notre histoire de la cathédrale de Rouen, parce qu'on ne saurait trop faire la lumière sur un point d'histoire qui a été obscurci comme à plaisir. En ce qui concerne Rouen, M. Gosselin et M. l'abbé Langlois, dans leurs travaux sur la Révolution, l'ont traité d'une manière tout à fait incomplète.

Le 5 mai 1796, fête de l'Ascension, la cathédrale fut enfin ouverte au culte, mais au culte constitutionnel. L'évêque Gratien y célébra l'office, assisté de trois prêtres schismatiques. Des troubles signalèrent cette reprise du culte pendant plusieurs dimanches consécutifs. On fit venir la garde, qui maintint l'ordre et empêcha de nouvelles démonstrations. Depuis cette époque jusqu'au Concordat, les constitutionnels demeurèrent en possession de notre église métropolitaine et y exercèrent leur culte pauvre-

ment, ayant à peine les ornements suffisants, et devant une assistance clair-semée que tous les efforts des constitutionnels furent impuissants à grossir. L'année se passa sans incidents notables. Pendant les accalmies de persécution, les prêtres fidèles qui avaient pu se dérober aux poursuites célébraient la messe dans les maisons particulières, et leurs offices privés étaient toujours suivis, nous dit Horcholle, « avec beaucoup d'assiduité et de dévotion. »

L'année 1797, remplie par les succès de Bonaparte en Italie, de Hoche et de Moreau dans l'Est, est marquée par une sorte de détente dans la persécution. Le Conseil des Cinq-Cents, où la modération dominait alors, faisait contre-poids aux tendances et aux agissements du Directoire. Le 15 juillet, ce Conseil prend même une résolution généreuse et libérale.

1^o Les lois qui prononcent la peine de la déportation et de la réclusion contre les ecclésiastiques qui étaient assujettis à des serments ou des déclarations, ou qui avaient été dénoncés sous le nom de réfractaires, ou pour cause d'*incivisme*, et contre ceux qui avaient donné retraite aux prêtres insermentés, sont rapportées.

2^o Les lois qui assimilent les prêtres déportés aux émigrés sont également rapportées.

3^o Les individus atteints par les dites lois rentrent dans tous les droits de citoyens français, en remplissant les conditions prescrites par la constitution pour jouir de la susdite qualité.

Cette résolution fut adoptée le 24 août par le Conseil des Anciens, plus modéré encore, et eut force de loi.

Les prisons se vident de nouveau, et les catholiques croient pouvoir enfin respirer en paix. Vaines illusions bientôt déçues ! La révolution du 18 fructidor (4 septembre 1797) éclate comme un coup de foudre dans l'horizon rasséréné. Le Corps législatif est accusé de conspiration. Augereau, mandé d'Italie par le Directoire, marche à la tête de 35,000 hommes et de 50 canons contre le Conseil des Anciens et celui des Cinq-Cents. Le Directoire triomphe facilement. Il dresse immédiatement ses listes de proscription, onze membres du Conseil des Anciens, quarante-deux des Cinq-Cents, cinquante hommes de lettres et publicistes, un grand nombre de citoyens les plus honnêtes, sont arrêtés et condamnés en masse à la déportation, conduits dans les déserts pestilentiels de Singamari. Les Jacobins redevenus tout puissants remettent la

France au régime de la Terreur. Les spoliations, les dénonciations, les proscriptions reprennent leur cours. La chasse aux prêtres recommence avec fureur.

Le 8 septembre, plus de messes à Rouen, écrit Horcholle. « Nous voilà retombés dans le régime et les persécutions de 1793 et 1794, si Dieu n'y met la main. » Vingt-six prêtres de Rouen sont déportés à Cayenne et à Sinnamari, où plusieurs périssent de la dysenterie et rongés vivants par les vers, et l'année se ferme le 31 décembre par l'établissement d'un nouveau culte, les théophilanthropes, qui tiennent d'abord leurs assemblées grotesques dans l'église du Mont-aux-Malades, puis bientôt à Saint-Patrice.

Le Directoire favorisa-t-il ce nouveau culte, et lui donna-t-il quelques jours de vie?

Grégoire dit à ce sujet : « Que le Directoire ait été persécuteur, QU'IL L'AIT ÉTÉ AVEC ACHARNEMENT, AVEC FUREUR, C'EST UN FAIT INDÉNIABLE (1). Mais a-t-il favorisé, soudoyé la théophilanthropie? » Le public le crut. La Réveillère-Lépaux, l'un des directeurs, passait pour en être le grand prêtre, « et d'un autre côté, dit Grégoire, les agents du gouvernement concouraient de tout leur pouvoir au succès de la secte (2). » Enfin il constate que « lorsque la secte cessa d'être appuyée par l'autorité civile, son crédit s'éteignit comme un éclair, et l'opinion publique en fit une justice prompte et méritée (3). »

A Rouen, la population ne prit pas le nouveau culte au sérieux. Voici comment en parle Horcholle : « 31 octobre 1798. Toutes les sectes tendantes à la destruction de la religion catholique étant actuellement accueillies, celle des théophilanthropes, qui s'étoit établie au Mont-des-Malades le mois de décembre de l'année dernière, a enfin obtenu un local dans la ville de Rouen, comptant y faire plus de progrès qu'en campagne. Cejourd'huy 10 brumaire an VII, jour et fête de décadi, ces sectaires ont commencé à faire leurs exercices dans l'église de Saint-Patrice, depuis midi jusqu'à deux heures. On leur a fixé cet instant afin que les citoyens qui se trouvent aux exercices qui se font les jours de décadi, dans le temple décadaire, puissent se réunir ensuite avec eux; et que,

(1) *Histoire des sectes*, tome 1^{er}, p. 403.

(2) *Ibid.*, p. 407.

(3) *Ibid.*, p. 435.

lorsque le décadi tombe un dimanche, le curé intrus et schismatique de Saint-Patrice puisse avoir fini sa grand'messe.

« Le citoyen qui a débuté dans le rôle de père de famille (c'est-à-dire ministre) est un maître d'école, ou instituteur de nouvelle fabrique, rue Saint-Eloy. Les associés sont *père de famille* l'un après l'autre. Son costume est une espèce de robe d'étoffe blanche, sous laquelle est un gilet bleu, et une écharpe rouge mise en ceinture, ce qui complète les trois couleurs nationales.

« Le père de famille a monté dans la chaire à prêcher, et y a discoursu. On a fait les offrandes ordinaires, chanté des hymnes patriotiques, etc. On avoit croché sur les piliers de l'église dans la nef et sur la chaire à prêcher des cartons remplis de sentences imprimées. Les portes du chœur étoient fermées. Ensuite le père de famille et ses camarades ont été diner au cabaret du *Chêne-Vert*, rue Dinanderie, où tout le monde indistinctement étoit bien venu en payant son écot. L'on a tenu banquet jusqu'à cinq heures du matin; on a sorti en groupes, et, accompagnés d'un mauvais violon, ils ont chanté, crié, hurlé par les rues, et troublé le repos public. »

La commune, pour se conformer aux instructions du Directoire, avait de nouveau repris les assemblées décadaires, comme en 1793 et 1794, et affecté à ces réunions l'église de Saint-Ouen. En conséquence, le curé constitutionnel de Saint-Ouen avait dû abandonner son église. On la remplaça par Saint-Godard, qui fut ouverte au culte schismatique le 7 octobre 1798. Ce retour aux solennités païennes de la Terreur, sur lequel bien des historiens ont fait silence, est des plus significatifs. Il nous est attesté pour Rouen par le document suivant, qui dispense de tout commentaire :

Rouen, ce 9 vendémiaire an VII de la République
française une et indivisible.

*L'administration centrale du département de la Seine-Inférieure
Aux administrations municipales de canton.*

« Citoyens,

« Le ministre de l'intérieur nous annonce, par sa circulaire du 20 fructidor dernier, que le gouvernement, voulant donner aux lois des 17 thermidor et 13 fructidor tout le développement dont

elles sont susceptibles, est dans l'intention d'organiser les réunions décennaires, et de les investir de tout l'intérêt qu'elles méritent.

« Il veut que les temples soient disposés à ce sujet...

« Il convient, dit le ministre, que l'appareil des temples décennaires soit simple, mais imposant, et annonce sa destination.

« Un autel de la patrie doit y être élevé. L'enceinte doit être décorée d'emblèmes civiques. La déclaration des droits et des devoirs du citoyen doit y être placée de manière que les habitants puissent la lire facilement. Il y faut destiner une enceinte aux magistrats, des places d'honneur aux vieillards et aux défenseurs de la patrie blessés dans les combats. Il y faut faire les dispositions nécessaires pour la célébration des mariages.

« Il y faut assigner une place aux instituteurs et à leurs élèves.

« Il est nécessaire d'y établir une tribune pour des lecteurs, un orchestre pour les musiciens, ou des orgues, suivant les localités.

« Tous les administrés enfin doivent y trouver une place commode pour jouir du spectacle des réunions, et entendre les lectures ou les discours.

« Salut et fraternité.

« BELHOSTE, *président*.

LUCAS.

DELAHAIS. »

Le *Journal de Rouen* du 9 vendémiaire an VII ajoutait : « L'administration municipale de cette commune a désigné et choisi la ci-devant église de Saint-Ouen pour y célébrer les cérémonies décennaires. Le local spacieux de ce bel édifice est très-propre à contenir de nombreuses réunions de citoyens, et présente des moyens faciles de donner aux cérémonies républicaines la pompe et la dignité qui parlent à l'œil des assistants. La première fête décennaire aura lieu demain. »

Le jour de Noël 1798, Horcholle nous apprend qu'on a célébré des Messes de minuit dans des maisons de particuliers.

L'année 1799 s'ouvre, dans le journal de l'ancien procureur-syndic à la cour des comptes, par cette mention souvent répétée à cette triste époque : « Janvier 1799. Pendant le courant de ce mois, il a été arrêté et amené en prison quelques prêtres non assermentés. »

Un bon nombre des prêtres exilés étaient revenus à Rouen d'Angleterre et de Munster, depuis la chute de Robespierre, et, tourmentés de ce mal de la patrie si naturel à l'homme, s'étaient

résignés à braver les nouvelles persécutions. Aussi fournissaient-ils aux agents du gouvernement des occasions fréquentes de déployer leur zèle. Les arrestations se poursuivent le 22, le 27 février 1799. « Ces perquisitions, écrit Horcholle, se continuent presque tous les jours. » Son journal en est plein. Le 1^{er} mars, le 24 mars, jour de Pâques, « on a fait de grandes perquisitions de prêtres dans plusieurs maisons. » Le 31 mars, dimanche de *Quasimodo*, « on a fait encore beaucoup de perquisitions dans les maisons. » Mais les habitants de Rouen cachaient si bien les pauvres réfugiés, que le plus souvent ces recherches demeuraient sans effet.

Il n'en était pas toujours de même dans les campagnes. A cette date, on vit arriver à Rouen, dans la prison de Saint-Lô, un prêtre non assermenté arrêté près de Bacqueville. « Comme il se sauvait à travers champs, il fut, dit Horcholle, poursuivi comme un animal enragé; et les infâmes qui le couraient eurent la cruauté de tirer sur lui à coups de fusil; étant blessé, il tomba par terre. » Ils se saisirent alors de lui et l'emmenèrent, perdant son sang, à la prison de Saint-Lô, d'où on le transféra à l'Hôtel-Dieu. Ce prêtre s'appelait Dubusc, originaire de la paroisse de la Pommeraye, et avait été vicaire à Saint-Ouen-des-Champs, près de Pont-Audemer, alors au diocèse de Lisieux.

« Le 1^{er} avril, fête de l'Annonciation de la sainte Vierge, dit notre journal, la force armée est venue investir la maison de M^{me} de Martainville, par les rues de Saint-Patrice et de la Truie; on a fait perquisition dans tout le local, et trouvé un prêtre, non assermenté, sans aucun costume proscrit, seul dans une chambre, occupé à lire un livre indifférent. Ils ont arrêté cet ecclésiastique, nommé Desportes, et entraîné dans les prisons de Saint-Lô, au grand scandale du public. Cette affaire a été poursuivie avec tant de chaleur et d'activité, que ce malheureux prêtre n'a pas tardé à être condamné et a été envoyé à la déportation le 6 mai suivant. »

« 7 avril. — Aujourd'hui dimanche on a encore continué la recherche des prêtres. Un commissaire de police, avec ses satellites, est entré dans une maison rue du Grand-Maulévrier; il n'y a point trouvé de prêtre, mais environ une vingtaine de personnes en prière, dans une chambre, vis-à-vis d'un autel. » — « Le même jour, lorsqu'on faisoit une perquisition dans une maison du faubourg Saint-Sever, un prêtre s'en est évadé, Le commissaire et ses adjoints ont couru après lui, en criant : Au voleur ! au voleur ! Le

public, croyant que c'en étoit effectivement un, l'a arrêté. Le commissaire arrivé s'en est saisi et l'a emmené en prison à Saint-Lô. Le peuple, ayant appris sur-le-champ que c'étoit un prêtre, a fort murmuré de ce qu'on l'avoit ainsi induit en erreur. »

14 avril. « Cejourd'huy dimanche, M. Quiénot, prêtre de Rouen, que l'on a tant cherché, a enfin été arrêté dans une maison, rue de la Cigogne; on l'a emprisonné à Saint-Lô. »

9 juin, 7 juillet, 22 août, 25 août, 2 septembre, nouvelles perquisitions, suivies de plusieurs arrestations.

On le voit, les agents du Directoire suivaient à la lettre à Rouen ses odieuses instructions : « Entravez leurs mouvements, désolerez leur patience, environnez-les de votre surveillance active, continue, infatigable, ne leur donnez pas de relâche. »

La révolution du 30 prairial (6 juillet 1799) n'avait fait que rendre plus hardie et plus furieuse l'action des Jacobins. Il en fut ainsi jusqu'au 18 brumaire (8 novembre 1799), qui allait changer la face des choses.

Gratien, dont la santé avait toujours été en s'affaiblissant depuis sa détention, s'était retiré pendant quelque temps au Pont-de-l'Arche, pour changer d'air et goûter un peu de repos; mais ses forces l'abandonnant tout à fait, et sentant sa fin prochaine, il revint à Rouen, le 22 mai 1799. Par un caprice singulier, il ne voulut pas se faire transporter à son domicile de la rue de la Croix-de-Fer et logea à l'hôtel Vatel, rue des Carmes. Il était tellement épuisé, qu'il fallut trois hommes pour le descendre de voiture. Les jours qui suivirent furent des jours de lente agonie. Il se résolut bientôt à abandonner l'hôtel Vatel et demanda à mourir dans sa maison. On l'y transporta, non sans difficulté, et le 3 juin il y rendait l'âme, à huit heures du matin, dans la cinquante-deuxième année de son âge. Horcholle écrit à cette date : « On assure que le citoyen Gratien est mort malheureusement dans son aveuglement, et qu'il a exhorté les autres prêtres schismatiques à persévérer dans leurs opinions. »

Nous n'avons pas d'autres renseignements sur la fin de cet intrus. Son inhumation eut lieu le 5 juin, dans la matinée, à la Cathédrale. Tous les prêtres constitutionnels de Rouen assistèrent en habits séculiers à la levée du corps. Arrivés à la Cathédrale, ils se sont revêtus de la soutane et du surplis, et, tenant un cierge à la main, ils ont procédé dans l'intérieur de l'église aux prières habi-

tuelles de la levée du corps. La Cathédrale était tendue de draperies noires. On n'avait pas voulu permettre à l'extérieur aucun signe de deuil. Le corps fut placé dans le chœur sur une estrade convenablement décorée et entourée d'un brillant luminaire. On chanta trois Grand'Messes, en même temps qu'on célébrait des Messes basses dans les chapelles. L'office terminé, le clergé constitutionnel déposa les habits ecclésiastiques et accompagna le convoi funèbre au cimetière public de Saint-Gervais, où le corps fut inhumé. Du reste, nulle pompe extérieure, nulle démonstration officielle, et une suite assez restreinte.

Il convient d'ajouter que Gratien est mort très pauvre. Sa succession, recueillie par ses neveux, se composa uniquement de la vente de son mobilier et de sa bibliothèque, laquelle s'éleva à 2,080 fr.

Le journal d'Horcholle ne mentionne, après le décès de Gratien, que des perquisitions suivies de quelques arrestations de prêtres. Parfois on donnait au public le spectacle du départ des prêtres pour la déportation. On les conduisait « dans des charrettes, liés comme des scélérats. » Les habitants les contemplaient avec respect et attendrissement. « Chacun s'empressoit, dit Horcholle, de soulager leur misère. » (1).

(1) M. de Duranville, dont l'érudition égalait les vertus, avait bien voulu nous communiquer, à titre de souvenirs personnels, quelques notes qui se rattachent à la triste époque dont il est ici question. Nous les insérons telles qu'elles nous ont été offertes, estimant qu'on ne doit rien négliger de ce qui peut éclairer la physionomie de ces temps désastreux et ajouter à l'honneur de nos glorieux persécutés.

Voici un fait, nous écrit M. de Duranville, qui pourrait bien se rattacher à la mort de l'abbé d'Anfermet de Bures. Il y avait, dans la première année de la Restauration, sur la paroisse Saint-Romain, un vieillard qui faisait une pénitence publique. Tous les septuagénaires qui ont fréquenté l'église Saint-Romain de 1816 à 1820 ou 21 doivent se le rappeler. C'était un nommé Delaunai, demeurant rue du Petit-Bonvresuil, maintenant rue Ernest Le Roy, à peu près à l'emplacement de l'hôtel Victoria. Pensant qu'un prêtre avait péri par suite d'une parole indiscrete que lui Delaunai aurait proférée, il avait fait vœu de renoncer à la parole, pour punir sa langue, et tellement, qu'il ne répondait à personne, pas même à sa femme, à moins que ce ne fût par signes; et encore je ne sais s'il se le permettait aisément. La voix du prêtre ne put jamais changer sa détermination, tant son imagination se trouvait frappée. On le voyait, chaque matin, quelque temps qu'il fût, venir à la première Messe à Saint-Romain, vêtu en vrai mendiant, d'une vieille redingote, la barbe tombant sur son cou : sa position lui aurait permis de se vêtir autrement, comme les petits bourgeois. Ne sachant probablement pas lire, il effilait perpétuelle-

III

Gratien mort, le clergé schismatique s'occupa de lui donner un successeur. A cette époque, les vicaires épiscopaux avaient été remplacés par le Presbytère, réunion composée de tous les curés de Rouen, et qui administra l'Eglise constitutionnelle pendant la vacance du siège. Quatre mois s'écoulèrent avant qu'on pût procéder à l'élection d'un nouvel intrus. L'élection fut remise une fois encore au suffrage universel. Tous les électeurs faisant partie des assemblées primaires furent appelés à déposer leur vote dans l'église de leur paroisse, à l'issue de la Messe paroissiale, le dernier dimanche de septembre 1799.

ment les grains d'un gros chapelet, toujours à genoux. Après la Messe, il allait faire une station devant chaque chapelle; puis, en arrivant devant un grand tableau représentant le Sauveur en croix, il se couchait tout de son long à plat ventre pendant une minute. En entrant à l'église, il avait laissé ses gros sabots à la porte. Les dimanches, il se tenait auprès de la porte, je crois aussi toujours à genoux. Quand il y avait des processions de la Fête-Dieu, il les suivait, avec son même costume de mendiant, et gênait quelquefois les fidèles, parce que, à chaque bénédiction, il s'étendait à plat ventre.

Les paroissiens avaient une telle habitude de le voir, qu'ils ne faisaient plus attention à lui. Mais sa figure de pénitent, ses traits accentués, ses grands yeux, qu'il ne baissait jamais en priant, mais qu'il tournait avec une grande expression de tristesse tantôt vers l'autel, tantôt vers les fidèles placés auprès de lui, comme s'il eût réclamé le concours de leurs prières, lui donnaient quelque chose de très remarquable; on eût dit un des anciens pénitents de la Thèbaïde. Je croirais volontiers qu'il ne communiait jamais. s'en regardant comme complètement indigne; son mutisme volontaire devait l'éloigner de la confession. Il mourut vers 1821, 22 ou 23. Depuis trois ou quatre ans, il parlait un peu; il serait possible que sa résolution n'eût été que pour une vingtaine d'années; cela ne diffère pas beaucoup du temps écoulé depuis le martyre de l'abbé d'Anfernet.

Ce qui fait supposer qu'il s'agissait de ce dernier dans la prétendue indiscrétion de Delaunai, c'est que l'abbé d'Anfernet dit pendant quelque temps la Messe chez un jardinier nommé Frémont, dont le fils est mort maire du Mont-Saint-Aignan, il y a environ une douzaine d'années. La Messe se disait dans un bâtiment accessoire du jardin Frémont, bâtiment qui se voit encore à peu de distance du hal Le Blanc, à main droite, en venant du hameau des Cottes. Ce prêtre voulait toujours avoir une assistance; le père Frémont lui faisant observer que cela pourrait éveiller des soupçons, et l'engageant à quelque prudence, il aima mieux changer de résidence, espérant que dans un autre lieu il pourrait avoir sans péril plus de fidèles; il s'achemina vers Maromme; on sait le reste.

Il existe à l'encoignure de la rue du Champ-des-Oiseaux et de la petite rue de l'Avalasse un groupe d'habitations auxquelles on a donné une forme plus ou moins artistique. Là, vivaient pendant la Révolution des fabricants, M. et M^{me} David, gens fort chrétiens, qui donnaient asile à des prêtres, et chez les-

On sait que la constitution de l'an III maintenait le droit de vote, dans les assemblées primaires, à tous les citoyens âgés de 21 ans, mais en exigeant d'eux, comme l'avait fait la constitution de 1791, une année de domicile et le paiement d'une contribution foncière ou personnelle quelconque.

Le nombre des votants pour l'élection d'un évêque constitutionnel en 1799 fut, dans tout le diocèse, de 6,828. Si l'on se rappelle que l'application de cette loi avait donné en 1791 à la Seine-Inférieure près de 90,000 électeurs primaires, on sera convaincu du peu de crédit dont jouissait à cette époque auprès des populations l'Eglise constitutionnelle. Le dépouillement général des votes eut lieu à Rouen, en assemblée générale du clergé et du peuple, présidée par l'évêque intrus d'Evreux, dans la grande sacristie de la Cathédrale, le samedi 14 octobre. Il donna les résultats suivants :

Leblanc-Beaulieu, 4,154 suffrages.

quels on disait la Messe. Un abbé Ledoux, qui devint, sous la Restauration, curé d'Argenteuil, et mourut curé de l'Abbaye-aux-Bois, fut un de ceux qui reçurent l'hospitalité chez ces gens estimables.

On disait la Messe, et même on chantait l'Office, à demi-voix bien entendu, sur plusieurs points de la ville : l'abbé de Chevannes, qui devint secrétaire du cardinal Cambacérès, la disait dans la rue Porte-aux-Rats, et une personne qui demeurait rue des Champs-Maillets le fit avertir d'être un peu plus prudent; car elle entendait de chez elle le chant. Cet abbé de Chevannes, parent d'un garde du corps qui tint une conduite honorable et courageuse lors de l'invasion du château de Versailles en 1789, n'étant pas connu pour prêtre, fut enrôlé dans la garde nationale, faisait son service; il lui arrivait de confesser la nuit dans sa guérite.

Un commissaire de police nommé Dupuis, qui était chargé du quartier Saint-Niraise, rendit beaucoup de services; il faisait prévenir quand il devait faire une visite domiciliaire; on m'a nommé quelqu'un de la rue de Flandre qu'il chargeait au besoin de ce message. Une ancienne religieuse, qui vivait dans ce quartier, avait la manie de garder son costume, et de se promener ainsi dans sa cour, ce qui éveillait l'attention des voisins; Dupuis la fit prévenir de se montrer plus prudente, afin qu'il fût possible de ne pas donner suite à des dénonciations.

Ce serait une bonne chose que d'avoir la liste de toutes les maisons de Rouen où l'on a célébré les saints mystères pendant la Révolution. C'était souvent chez des gens d'une position peu aisée, qui éveillaient les soupçons moins que d'autres. Un jour, m'a-t-on dit, un homme et une femme rencontrent sur un banc du boulevard un individu paraissant inquiet sur ce qu'il va devenir; il leur dit qu'il est prêtre, par conséquent proscrit, qu'il ne sait où trouver un asile. « Venez chez nous, lui disent-ils, nous n'avons que le toit et le pain de l'ouvrier; mais nous les partagerons avec vous. » Le proscrit les suit, et le ciel a dû se charger de les indemniser au centuple.

Ces faits, et mille autres qu'on pourrait rapporter, donnent une juste idée des sentiments de notre population, pendant la Révolution, et de la physionomie de notre ville à cette époque.

Périer, curé de Saint-Patrice de Rouen, président du Presbytère, 1,005.

Letellier, curé de Fécamp, 410.

Grégoire, évêque de Blois, 373.

Bride, curé de Bolbec, 372.

Divers, 514.

Aucun des candidats n'ayant réuni les deux tiers des suffrages exigés par les règlements de l'Eglise constitutionnelle, on renvoya l'élection au premier dimanche de l'Avent. Le Presbytère adressa en conséquence, le 18 novembre, une lettre-circulaire où il informait les électeurs que leurs suffrages ne devaient porter que sur les trois candidats qui avaient réuni le plus de suffrages : Leblanc-Beaulieu, Périer et Letellier. Le premier de ces candidats, chaudement appuyé par le Presbytère de Rouen et le Comité de Paris, fut élu, et fit connaître le 18 décembre son acceptation.

Jean-Claude Leblanc-Beaulieu, appelé par les suffrages des constitutionnels aux fonctions épiscopales, était né à Paris le 29 mai 1753. Il était entré tout jeune dans la congrégation des chanoines réguliers de Sainte-Geneviève (Génovéfains), et, après avoir enseigné la théologie dans diverses maisons de son ordre, avait été nommé en dernier lieu maître des novices, puis grand chantre à Sainte-Geneviève de Paris. Il avait prêté serment à la constitution civile du clergé et était devenu curé constitutionnel de Saint-Séverin de Paris. Il s'était fait remarquer, au fort de la Révolution, par son aversion pour les scandales que donnaient ses confrères dans le schisme; son orthodoxie relative lui avait même mérité les honneurs de la prison. Après la Terreur, il fut placé à la tête de la paroisse de Saint-Etienne du Mont, d'où les électeurs de Rouen le tirèrent pour l'élever à l'épiscopat.

Un journal du temps, la *Clef du Cabinet des Souverains*, imprimé à Paris, représentait le nouvel élu comme un homme « bon, doux, vertueux, bienfaisant. »

Nous verrons plus tard comment cet évêque expia la faute de son intrusion et donna les preuves les plus édifiantes de la sincérité de sa conversion. Il nous faut malheureusement raconter pour le moment ses actes schismatiques en tant qu'ils se lient à notre histoire.

Après avoir été installé dans la Métropole avec la solennité que pouvaient comporter les ressources de son clergé et de ses

adhérents, il s'empressa de se mettre en relations avec son prétendu diocèse.

Sa première lettre pastorale à l'occasion de son installation et du Carême est datée du 10 février 1800 (21 pluviôse an VIII). Elle est longue et n'offre de remarquable que ce passage : « Nous nous sommes laissé élever aux places que leur retraite (des évêques insermentés) laissait vacantes, en protestant de notre disposition à les leur rendre de grand cœur quand les obstacles qui s'opposaient à ce qu'ils en continuassent l'exercice seraient levés, et leur permettraient de les reprendre. Qu'aujourd'hui le gouvernement, dont nous nous interdisons de sonder ou de prévoir les intentions, les autorise à y rentrer et à reprendre l'exercice de leurs fonctions qui y sont attachées, revenez, leur dirons-nous, et nous vous remettrons, pour le bien de la paix, ces places dont nous avons été mis en possession... »

C'était la première fois que l'Eglise constitutionnelle faisait entendre un langage aussi formel. Elle sentait le terrain lui manquer sous les pieds et se ménageait une ressource suprême.

Cependant, depuis le 18 brumaire, la situation s'était bien améliorée pour les catholiques. Les décrets de persécution édictés par les gouvernements précédents furent rapportés; le sol de la patrie demeura ouvert aux prêtres exilés, l'exercice du culte déclaré libre. On n'exigea qu'une simple promesse de fidélité à la constitution de l'an VIII. Ce fut pour les prêtres du diocèse encore cachés ou retenus à l'étranger, le signal de la rentrée. Un bon nombre s'arrêtèrent à Rouen, tandis que les autres reprenaient le chemin de leurs anciennes paroisses.

MM. Papillaut et Malleux, qui n'avaient cessé pendant la tourmente de diriger, sous les noms de Mesnard et de Roussel, l'apostolat clandestin, et qui avaient pu échapper, par un bonheur merveilleux, à toutes les recherches de la police, reprirent ouvertement le titre de vicaires généraux du cardinal de la Rochefoucauld, et rallièrent autour d'eux les prêtres et les fidèles orthodoxes. Ils n'avaient pas encore, il est vrai, d'églises ni de chapelles publiques à leur disposition; mais les oratoires domestiques s'ouvraient en tous lieux et des messes en grand nombre se célébraient dans les différents quartiers de la ville. L'année 1800 se passa dans cet état un peu confus et anormal, lorsque la mort du vénérable cardinal de la Rochefoucauld vint affliger tous les

cœurs catholiques et compliquer singulièrement la situation.

Cette nouvelle trouva les prêtres constitutionnels réunis en « concile » à Rouen.

Les membres du concile de l'Eglise constitutionnelle des côtes de la Manche, convoqué à Rouen, étaient :

L'évêque métropolitain de Rouen, Leblanc-Beaulieu,

François Bécherel, évêque de Coutances (ancien curé de Saint-Loup, au diocèse d'Avranches),

Jacques-André-Simon Lefessier, évêque de Séez (ancien curé de Bérus, au diocèse du Mans),

Matthieu Asselin, évêque de Saint-Omer (ancien curé du Saint-Sépulchre à Saint-Omer),

Charles-Robert Lamy, évêque d'Evreux (ancien curé de Saint-Clair-d'Arcey),

Louis-Charles Bisson, évêque de Bayeux,

Nicolas Godquin, curé de Saint-Sever de Rouen, porteur de la procuration de l'Evêque d'Amiens, empêché par la maladie; Eléonore Desbois, ancien curé de Saint-André des Arts de Paris; Antoine Debully, vicaire épiscopal et archidiacre, député du diocèse de Rouen,

Jacques-Nicolas Dubusc, curé de Pont-de-l'Arche, député du diocèse d'Evreux et promoteur de la Métropole,

Michel Moulland, ancien curé de Saint-Martin de Bayeux, vicaire épiscopal et député du diocèse,

Charles Sourcis, curé d'Alençon, député du diocèse de Séez,

Jean Desquesnes, curé de Cherbourg, député du diocèse de Coutances,

François Rogeau, curé d'Esquesnes, député du diocèse d'Amiens,

Basile Lansel, desservant de Saint-Liévin, député du diocèse de Saint-Omer.

M. Langlois, curé de Saint-Nicaise de Rouen, leur fut adjoint comme vice-promoteur de la Métropole.

Le dimanche 5 octobre 1800 (15 vendémiaire an IX), ces Evêques et les députés de ces Eglises, après s'être réunis dans la grande sacristie de la Cathédrale, se rendirent processionnellement au chœur, où l'office fut célébré pontificalement par Leblanc-Beaulieu. On était convenu de se conformer au cérémonial des conciles de Rouen indiqué dans l'ouvrage de dom Bessin. On fit donc, après la messe, la profession de foi selon la formule rédigée par le Con-

cile de Trente, après avoir toutefois observé que certaines expressions employées dans ladite formule ne devaient être entendues que dans un sens conforme aux libertés gallicanes. Une députation de trois membres, présidée par Leblanc-Beaulieu, s'était rendue la veille chez M. l'abbé Papillaut, vicaire général de M^{gr} le Cardinal de la Rochefoucauld, pour l'inviter à se rendre au concile, afin de conférer en commun sur les moyens de rétablir la paix dans l'Eglise. M. Papillaut avait décliné, comme on le conçoit, cette invitation, en faisant remarquer aux délégués que leur prétendu concile n'avait ni légitimité, ni mission, ni autorité; que c'était à eux de se soumettre à l'autorité de l'Eglise, à rétracter leurs erreurs et leur schisme, à rentrer en grâce et en communion avec le Siège apostolique, après avoir au préalable abandonné des sièges qu'ils avaient usurpés. Leblanc-Beaulieu rendit compte « au Concile » de sa démarche et renouvela ses protestations de paix et de charité. On célébra l'après-midi l'office des Vêpres, et « l'Evêque métropolitain » fit un discours de circonstance, « écouté avec un religieux silence par un nombreux concours de fidèles réunis dans l'église cathédrale », disent les actes de cette assemblée.

La seconde journée s'ouvrit par un service solennel célébré par « l'Evêque de Coutances » pour le repos de l'âme de Gratiën. Les « Pères » se livrèrent ensuite dans les congrégations particulières à leurs travaux, continués le mardi, le mercredi et le jeudi matin.

La deuxième session publique eut lieu le jeudi soir à six heures. Après le chant du Ps. *Qui confidunt in Domino*, pendant lequel les membres se placèrent dans la nef, « au milieu d'un grand concours de fidèles, réunis pour entendre les résultats des travaux du Concile », Leblanc-Beaulieu ouvrit la session par quelques réflexions empruntées au psaume qu'on venait de chanter. Un des secrétaires donna lecture de la Déclaration sur la foi, puis le « Concile » retourna au chœur en chantant le Ps. *Ecce quàm bonum*, et la cérémonie se termina par l'adoration du très-saint Sacrement et la bénédiction.

Vendredi, séances particulières.

Samedi, à l'ouverture de la séance, « le Rév. métropolitain annonce que la nouvelle répandue de la mort du Rév. la Rochefoucauld, cardinal et ancien archevêque de Rouen, est confirmée, et il propose en conséquence de réciter le Ps. *De Profundis*. » Le

Concile arrête ensuite qu'il célébrera lundi prochain un service solennel pour le repos de l'âme du Prélat décédé.

La troisième session publique s'accomplit, comme la précédente, dans la nef. On y lut les « décrets » élaborés les jours précédents, puis Leblanc-Beaulieu invita spécialement « les fidèles à payer leur tribut de reconnaissance à la mémoire de feu le révérendissime de la Rochefoucauld, cardinal, ancien archevêque de Rouen, et nouvellement décédé », et annonça le service du lundi.

Parmi les décrets de ce « Concile », on remarquera, au point de vue de l'intérêt historique qu'ils peuvent présenter, les suivants : Le Concile s'oppose au changement de l'idiome latin dans les offices et à l'introduction de la langue vulgaire dans la liturgie. — Le Concile exprime le désir que tous les diocèses de France adoptent, au moins insensiblement, la même liturgie et les mêmes livres élémentaires de l'instruction chrétienne.

Il constate la fidélité invariable des prêtres et des fidèles catholiques en faisant cet aveu : « Considérant que toutes les démarches qui ont été faites auprès de nos frères dissidents, dans tous les diocèses de cette Métropole, pour parvenir à la paix, ont été infructueuses, et qu'ils paraissent partout s'être concertés pour refuser toutes conférences publiques ou particulières, le Concile déclare à l'Eglise que tous les moyens de conciliation ont été employés, etc. »

Tout le venin de cette assemblée est dans l'article 6, qui explique bien des choses, et notamment l'aversion que les constitutionnels inspiraient, malgré leurs vaines et pompeuses déclamations, aux catholiques.

Art. 6. « Le Concile déclare contraires à la tranquillité publique, *subversives de l'ordre social*, scandaleuses, inconséquentes, et même surtout parjures, les rétractations des serments ou des promesses exigés par les lois. »

Ainsi, les constitutionnels entendaient bien ne rien renier du passé révolutionnaire, des serments qu'ils avaient faits, non-seulement du serment à la constitution civile, mais du serment de haine à la royauté, si souvent renouvelé dans le cours de la Révolution, ni des autres imposés par le Directoire; ils déclaraient la rétractation de ces serments subversive de l'ordre social nouveau, c'est-à-dire de la Révolution.

Il y aurait ici de longues réflexions à faire sur l'origine, les tendances et l'histoire de l'Eglise constitutionnelle envisagée à ce

point de vue, trop peu mis en lumière. L'Eglise constitutionnelle était une des branches de l'arbre révolutionnaire; elle fut enfantée, aidée, maintenue par les révolutionnaires. Les clubs la prirent dès sa naissance sous leur protection. Or, qu'était-ce que les clubs ou sociétés populaires à leur origine? Horcholle nous le dit dans son journal intime avec autant d'assurance, du fond de sa retraite et de sa province, que l'abbé Barruel dans ses livres.

« Depuis le commencement de la Révolution, écrit Horcholle, il s'est formé des sociétés particulières composées de *francs-maçons*. A Rouen (comme partout ailleurs), les membres de ces clubs se sont arrogé une si grande autorité, qu'ils faisoient remplir les places par les gens qui leur étoient dévoués, *dans tous les corps*, militaires, de justice et d'administration; ils sont parvenus à composer les comités de surveillance, de sureté et autres, du plus grand nombre de leurs membres. »

Barruel a prouvé jusqu'à l'évidence, en citant des noms et des faits, que le club des Jacobins à Paris fut composé de l'élite des membres des principales loges maçonniques de la capitale. Mirabeau avait exposé en 1782, à Berlin et à Brunswick, dans les réunions des loges, tous les plans de la Révolution. Le duc d'Orléans était grand maître du Grand-Orient de France, et était initié aux principaux secrets. Le Grand-Orient ne comptait pas moins en 1787 de 282 villes en France ayant chacune des loges régulières sous les ordres de ce grand maître. Dans Paris seulement on en comptait 81. Il y en avait 16 à Lyon, 7 à Bordeaux, 10 à Montpellier, 10 à Toulouse, et ainsi dans toutes les villes. A Rouen, il y avait l'*Ardente Amitié*, fondée en 1765; la *Parfaite Egalité*, fondée en 1785; diverses autres loges dont la date de fondation ne nous est pas connue : les *Bons Amis*, la *Céleste Amitié*, la *Paix Ecossaise*, la *Parfaite Union*, la *Fidélité*, *Saint-Jean de la Parfaite Harmonie*, la *Parfaite Harmonie*. La loge des *Arts Réunis* ne fut établie qu'en 1807. Chaque loge avait son monde spécial. Celle de la *Candeur* à Paris se composait de nobles; celle des *Neuf Sœurs*, des philosophes. On y voyait Brissot, Garat, Bailly, Camille Desmoulins, Danton, Péthion, Rabaud Saint-Etienne, et bien d'autres qui devaient jouer un rôle prépondérant dans la Révolution. Sieyès, qui donna le signal de la Révolution, s'était composé une loge au Palais-Royal, appelée le club de Vingt-Deux : c'étaient les élus des élus. Mirabeau n'eut qu'à choisir dans les diverses loges la crème des initiés

pour composer son club Breton, qui devait devenir bientôt le principal appoint du club des Jacobins. Condorcet, Brissot, Bailly, Garat, Cérutti, Mercier, Rabaud, Cara, Gorsas, Dupin, Dupont, Lalande, y coudoyaient le duc d'Orléans, La Fayette, Charles Lameth, Sieyès, Talleyrand, Chabot, Dom Gerle, Fauchet, de Montesquiou, de Latouche, tous les transfuges de la noblesse et du clergé.

Plus tard, lorsque la Révolution passa des mains des habiles dans celles des violents, le club des Jacobins se modifia et se recruta de tous les initiés venus des provinces, et, pendant la Terreur, dans les bas-fonds de la société; mais à son origine et dans son principe il fut formé par la franc-maçonnerie. Ainsi dans toutes les grandes villes. Barruel disait, pièces en main, à l'époque : « Ce n'est point par hasard qu'à Paris, comme dans *les provinces*, tous les clubs jacobins se composent en général des adeptes Rose-Croix ou chevaliers du Temple, chevaliers du Soleil ou Kadosch. Leur liste est publiée; elle renferme, à elle seule, toutes les listes des adeptes dispersés jusque-là dans leurs loges. »

Or, c'est principalement aux loges et aux clubs qui en furent formés que l'Eglise constitutionnelle dut son existence et sa vitalité. Aussi ne faut-il pas s'étonner si, lors du Concordat, elle prit une attitude si fière, si assurée. Elle savait bien qu'elle compterait pour quelque chose, toute dépourvue qu'elle était de fidèles, au jour des négociations définitives. Il y a là tout un côté de l'histoire qui n'a pas été suffisamment étudié. Le « Concile de Rouen » dont nous nous occupons allait dans sa lettre au Pape jusqu'à le menacer : « Appréhendez, Très-Saint Père, de reconnaître trop tard l'erreur dans laquelle l'ennemi du bien cherche à vous faire tomber. Si l'on réussit à vous persuader de continuer à tenir, à notre égard, une semblable conduite, il est difficile de prévoir les maux qu'elle peut occasionner encore. »

Qui rendait ces Evêques schismatiques si hardis contre le Souverain Pontife ? On peut croire qu'ils étaient soutenus par la franc-maçonnerie, qui avait, alors comme toujours, la main partout. M. Picot, si bien renseigné, nous dit dans ses *Mémoires* (1) que « Fouché, ministre de la police, protégeait les constitutionnels. » Or, Fouché était un des principaux dignitaires du Grand-Orient de

(1) Tome VII*, p. 310.

France. Cela contribuerait à expliquer comment, sur les soixante sièges établis par le Concordat, les constitutionnels parvinrent à en obtenir douze, c'est-à-dire le cinquième; comment on maintint dans les fonctions ecclésiastiques, dans les cures et même dans les nouveaux Chapitres, un si grand nombre de prêtres constitutionnels. Le « Concile de Rouen » donnait encore satisfaction à l'un des points les plus vivement réclamés par les loges au XVIII^e siècle. Il disait dans ses décrets : « Il ne faut pas confondre le mariage avec le sacrement de mariage... L'union conjugale est l'effet d'un contrat donné et reçu suivant les lois; c'est à la puissance civile qu'il appartient de régler les conditions et les formes nécessaires pour la validité des contrats. » Aussi ils acceptaient et proclamaient la doctrine que « la validité du mariage est indépendante de la bénédiction nuptiale. »

Ce point et d'autres que nous n'avons pas à examiner ici établissent que l'Eglise constitutionnelle était un des produits de la Révolution, et qu'elle était sûre de son appui dans sa résistance à l'Eglise catholique.

La quatrième session publique eut lieu le lendemain dimanche 12 octobre. Le « Métropolitain » célébra pontificalement la Messe, puis « les Pères » se rendirent dans la nef. « L'évêque de Séez, » Lefessier, personnage assez singulier, fit un discours, suivi de la lecture des « décrets. » Leblanc-Beaulieu, qui se multipliait, prit à son tour la parole, et annonça que l'assemblée allait clôturer ses travaux par les acclamations rédigées par les Pères. Ces acclamations, « à l'Eglise universelle, à notre Saint Père le Pape Pie VII, à nos frères dissidents, aux persécuteurs de l'Eglise, à nos frères morts pour la défense de la religion et de la patrie, aux Pères du Concile métropolitain, au futur Concile national, au digne chef de la Métropole, à l'Eglise de Rouen, aux administrateurs temporels de l'Eglise métropolitaine, à la République, au premier Consul, aux défenseurs de la patrie, aux autorités constituées de la ville de Rouen, aux habitants de Rouen, à toutes les nations de la terre, au Roi des siècles, immortel, invisible, à Dieu, » ne manquaient ni de piété, ni de poésie. Les constitutionnels avaient voulu entourer cette clôture de leur Concile de toute la solennité possible. Les six évêques en habits pontificaux, les huit délégués en chape, le Presbytère de Rouen, le ban et l'arrière-ban du clergé dissident convoqué pour la circonstance, formaient un ensemble assez

imposant. La nouveauté du spectacle avait attiré la foule dans notre vieille basilique, désaccoutumée depuis dix ans d'une pareille affluence. Toutefois il ne faudrait pas prendre à la lettre la description enthousiaste des actes du Concile, lorsqu'elle nous assure que « l'émotion la plus vive était dans tous les cœurs et se montrait peinte sur tous les visages. » La curiosité, bien plus que la sympathie, avait attiré le nombreux concours de peuple dont se glorifie le rédacteur des actes. La vérité, attestée par les documents contemporains, est que l'Eglise constitutionnelle n'avait, et n'avait jamais eu qu'un nombre très restreint d'adhérents. La grande majorité des fidèles était restée soumise de cœur et d'actes à l'Eglise catholique.

On ne s'étonnera pas de l'activité déployée à cette époque par les constitutionnels et leurs évêques, qui saisissaient toutes les occasions pour faire montre de vitalité, quand on se rappellera que des négociations en vue d'un Concordat étaient déjà entamées entre le Saint-Siège et le premier Consul. Le Pape Pie VII avait même informé les évêques légitimes de France, par un bref du 13 septembre 1800, des ouvertures qui lui avaient été faites, en leur demandant le secours de leurs prières pour parvenir à une prompt conclusion.

Les constitutionnels sentaient qu'il fallait se hâter; aussi avaient-ils recours à tous les moyens pour se ménager l'avenir. Leblanc-Beaulieu fit preuve d'une activité prévoyante autant qu'infatigable. Il multiplie ses lettres et ses visites, célèbre les victoires et le génie du premier Consul, organise sur de nouvelles bases l'administration diocésaine et son diocèse tout entier. On lira en particulier comme expression de ses sentiments la Pastorale adressée le 22 juin 1800 à l'occasion des victoires de l'armée d'Italie. Il y ordonne qu'un *Te Deum* sera chanté, le jour même, dans l'église cathédrale, à sept heures du soir, et annonce qu'il y officiera pontificalement. Cet acte est contresigné par Debully, vicaire épiscopal, secrétaire. Les précédents étaient contresignés par M. Godquin, curé de Saint-Sever, secrétaire du Presbytère; ce qui prouve que l'évêque en était revenu aux vicaires épiscopaux.

Le 30 octobre 1800 (8 brumaire an IX), Leblanc-Beaulieu adresse à son clergé une lettre circulaire sur sa visite diocésaine et le Concile métropolitain, sur la mort du cardinal de la Rochefoucauld et le rappel des prêtres déportés.

Le 20 décembre 1800, nouvelle lettre pastorale ordonnant un *Te Deum* en action de grâces de l'heureuse conservation du premier Consul (lors de l'attentat dit de la machine infernale). Ce *Te Deum* fut chanté solennellement dans la cathédrale, par l'évêque et son clergé, le 1^{er} janvier 1801.

Pendant que les constitutionnels achevaient leur organisation, les catholiques allaient traverser, par suite de la mort du cardinal de la Rochefoucauld, une crise des plus redoutables, dont il importe de donner une juste idée.

IV

L'épisode qui marqua les derniers jours de notre histoire religieuse pendant la Révolution, est complexe et délicat. Nous l'exposerons avec l'impartialité requise de tout écrivain consciencieux. Les catholiques, jusque-là si tendrement et si étroitement unis pendant toute la durée de la Révolution, se divisèrent, après la mort du vénérable cardinal de la Rochefoucauld, en deux groupes également ardents dans leurs convictions, mais inégaux en nombre et en importance. Hâtons-nous de dire qu'il ne s'agissait pas d'une question de doctrine, mais d'une question de conduite et de personnes. La question de conduite était celle-ci : Devait-on faire au gouvernement la promesse de fidélité exigée des ministres du culte ? La question de personnes : Devait-on reconnaître l'autorité du Chapitre, ou celle de M^{sr} d'Argentré, évêque de Séez, qui prétendait, comme le plus ancien évêque suffragant, au gouvernement du diocèse pendant la vacance du siège ? Ces deux questions avaient entre elles une connexité, non de droit, mais de fait, M^{sr} d'Argentré s'étant prononcé contre la promesse, le Chapitre pour la promesse.

Cette controverse a fait couler des flots d'encre ; elle a passionné autrefois les esprits, elle n'a plus aujourd'hui qu'un intérêt historique. Il convient donc de la résumer aussi brièvement que possible. Le droit canonique attribue, comme on sait, après la mort de l'évêque, l'administration du diocèse au Chapitre. Le Chapitre doit se réunir et nommer dans les huit jours qui suivent la mort de l'évêque, un vicaire capitulaire, ou, selon l'ancien usage en France, plusieurs vicaires capitulaires, lesquels administrent en son nom le diocèse. Les canonistes ajoutent de plus que l'assem-

blée du Chapitre, pour faire une élection valide, doit se composer des deux tiers de ses membres. Mais ne l'oublions pas, la loi qui indique les grandes lignes laisse à l'interprétation doctrinale le soin de fixer les détails de la jurisprudence et de mitiger la rigueur absolue de la lettre. Ainsi, il y a des cas où les canonistes admettent le Chapitre à *purger sa demeure*, après les huit jours écoulés ; et, quant au nombre des capitulants, il peut arriver, par suite de circonstances impérieuses, que la minorité soit légitimement investie des droits de la majorité. On voit donc que des choses très claires en spéculation peuvent donner lieu, dans l'espèce, à des appréciations opposées et parfois également probables.

Le Chapitre de Rouen ne put satisfaire aux deux conditions de droit strict. La mort du cardinal, arrivée à Munster le 23 septembre 1800, ne fut connue à Rouen que le 5 octobre. Les chanoines présents à Rouen ne s'assemblèrent et ne firent leur élection que le 18 octobre, c'est-à-dire cinq jours après la date de rigueur. Quant à leur nombre, on en comptait à peine dix sur les quarante présumés encore vivants. Huit chanoines étaient morts pendant la Révolution, dont un sur l'échafaud à Paris, trois sur les pontons, deux en prison à Rouen, et un dans son domicile. La plupart erraient dans les pays étrangers : huit paraissent n'en être jamais revenus. Dans ces conditions, il était impossible de songer à une convocation régulière. Les chanoines présents à Rouen le 18 octobre 1800 et réunis en assemblée étaient MM. de Boisville, Rondel, de Gouyon, de Saint-Gervais et Papillaut, seuls désignés nommément, et selon M. l'abbé Langlois, « un très petit nombre d'autres, » qu'il ne nomme pas. Nous croyons qu'il faut joindre aux noms précités : MM. de Bonissent, Manoury et Baroche, présents alors à Rouen, d'après les notes manuscrites de M. de Boisville ; ce qui formerait le « très petit nombre » dont parle M. l'abbé Langlois, et qui ne peut dépasser le chiffre de dix.

Les chanoines réunis crurent devoir, en raison des circonstances exceptionnelles où ils se trouvaient, procéder à l'élection de vicaires capitulaires et nommèrent MM. de Saint-Gervais, Papillaut et Malleux. Ce dernier ne faisait pas partie du Chapitre, mais il avait été investi pendant la Révolution des pleins pouvoirs du cardinal, et il avait rendu de tels services, qu'il justifiait, à tous égards, ce choix honorable. Le jour même de l'élection, les chanoines capitulants adressèrent un Mandement, sous ce titre :

L'Eglise métropolitaine de Rouen à tous les fidèles du Diocèse, où se trahissaient leurs scrupules et les raisons majeures qui les avaient levés.

« Nous avons senti un moment, disaient-ils, s'ébranler notre courage; un moment, nous avons été tentés d'abandonner un soin que l'Eglise nous a confié par ses saints canons, de remettre à des mains étrangères une administration qui nous fut dévolue de tout temps; d'abdiquer un droit incontestable, soutenu d'une antique possession; enfin, de renoncer à un devoir d'autant plus indispensable et sacré, que l'exercice en est plus important pour vous, et peut-être plus dangereux pour nous-mêmes. La miséricorde divine nous a secourus dans cette lutte pénible; pleins de l'espoir toujours consolant de faire quelque bien, ou d'éviter de grands maux, nous nous sommes sentis animés d'une vertu nouvelle, d'une force inattendue..... Dieu nous est témoin que, sans le concours de tant de considérations aussi fortes et de tant de motifs aussi pressants, nous n'eussions jamais revendiqué l'onéreuse prérogative d'une fonction si redoutable. »

Donc c'est pour éviter de plus grands maux et en présence d'une situation extraordinaire que les chanoines, considérant sans doute que le salut du peuple est la suprême loi, procèdent malgré leur petit nombre et en dehors des délais voulus, à la nomination des vicaires capitulaires. Grand fut leur étonnement lorsqu'ils apprirent que M^{sr} d'Argentré, évêque de Séez, réfugié à Munster, prenait en main l'administration du diocèse de Rouen, et nommait, pour le représenter à Rouen, avec le titre et les pouvoirs de vicaire général, l'abbé François-Clément Dubois, si tristement fameux depuis sous le nom d'abbé Clément.

M^{sr} d'Argentré s'appuyait d'un bref du pape Pie VI, en date du 26 septembre 1791, renouvelé d'année en année jusqu'au 10 décembre 1793, où il fut prorogé indéfiniment, dans lequel le pape décidait, conformément au Concile de Trente, que dans le cas où le Chapitre ne pourrait élire canoniquement un vicaire capitulaire, l'archevêque serait chargé d'administrer les églises vacantes de sa province; et si le métropolitain venait à mourir, le plus ancien de ses suffragants serait investi des mêmes pouvoirs.

M^{sr} d'Argentré était, à cette époque, le plus ancien suffragant.

Ce bref du pape n'était pas resté, dans le cours de la Révolution, à l'état de lettre morte. C'était au nom de ce bref que le cardinal

de la Rochefoucauld avait pris possession de l'administration du diocèse de Coutances, après la mort de l'évêque, M^{sr} de Talaru, arrivée à Londres le 20 mars 1798. Le cardinal en avait averti Pie VI, qui lui avait adressé, le 5 janvier 1799, un bref qui confirmait tous ses pouvoirs. M^{sr} d'Argentré, vivant à côté du cardinal à Munster, avait été mis au courant de ce fait.

Il y avait donc à Rouen deux sources de juridiction : celle des vicaires capitulaires, celle de M^{sr} d'Argentré. On comprend ce qu'un tel conflit devait amener de trouble dans les esprits, de division au sein du clergé et des fidèles. Joint aux dissensions produites par la question de la promesse de fidélité, licite aux yeux des vicaires capitulaires, illicite dans l'opinion de M^{sr} d'Argentré, ce débat avait troublé profondément la paix au sein des catholiques. La plus grande partie du clergé s'était rangée sous l'obédience des vicaires capitulaires ; mais un certain nombre de prêtres, ceux surtout qui avaient le plus souffert pendant la Révolution, bon nombre d'anciennes religieuses et des fidèles très fervents, avaient embrassé le parti de M^{sr} d'Argentré et des *antifidélites* (c'est-à-dire des opposants à la promesse de fidélité).

M. de Boisville a constaté dans son journal cette situation (1). Il écrit à la date du 11 janvier 1801 :

« Le Mandement du Chapitre paraît et est lu dans beaucoup de chapelles. Grande résistance en beaucoup d'autres. »

Les vicaires capitulaires comparent eux-mêmes l'agitation produite dans le diocèse par ces dissensions « au bruit tumultueux d'une mer violemment agitée. »

L'exposé des faits qui précèdent, combiné avec le droit strict et les interprétations des canonistes, peut faire comprendre comment de doctes et consciencieux écrivains ont envisagé les mêmes choses à des points de vue tout différents. Pendant que l'abbé Langlois a justifié complètement les chanoines, il en a été jugé tout différemment par le vénérable chanoine de Séez, M. H. M., dans son travail sur le diocèse de Séez pendant la Révolution. Mais ce dernier a négligé un élément très important dans la question, comme il a passé sous silence la solution définitive donnée par le Saint-Siège. Cet élément le voici :

Les vicaires capitulaires de Rouen étaient trop versés dans la

(1) Journal manuscrit en notre possession.

science du droit canon pour méconnaître ce que leur élection avait d'insolite, et si l'on veut, d'irrégulier, en temps ordinaire. Aussi avaient-ils pris le seul parti légitime : ils s'étaient adressés tout d'abord au Saint-Siège, auquel M^r d'Argentré en avait, lui aussi, référé.

Les vicaires généraux adressèrent, le 16 juin 1801, au clergé du diocèse une lettre relative au renouvellement des pouvoirs. Elle se terminait par ce touchant et fraternel appel à la concorde :

« O vous, nos très chers Frères, vous, les compagnons de notre exil, de nos fers, de nos souffrances, nous vous en conjurons, au nom de cette noble prérogative, de ce titre glorieux qui nous est commun, au nom de ces chaînes que nous avons tous portées ensemble, ne nous laissons pas dans le bien ; loin de nous séparer, soyons désormais plus étroitement unis, et n'oublions pas que, plus que jamais, nous avons tous besoin d'un parfait accord, d'une union constante, de toute notre vertu.

« Au retour d'un long exil, rendus déjà pour la plupart à nos augustes fonctions, l'unique objet qui doit nous occuper aujourd'hui, c'est le soin de rebâtir Jérusalem, et de repousser les attaques perfides de l'infidèle et jalouse Samarie. Mais si, loin de diriger contre elle nos efforts, nous tournons nos armes contre nous, que va devenir le temple du Seigneur ? Hélas ! et qu'allons-nous devenir nous-mêmes ?

« Réunissons-nous donc, faisons à la religion les sacrifices qu'elle attend de nous. Ne faisons pas triompher les ennemis du nom de Jésus-Christ ; ne mettons pas entre leurs mains des armes dont ils se serviraient avantageusement contre nous.

« Donné à Rouen, ce 16 juin.

« SAINT-GERVAIS, *doyen et vicaire général* ; PAPILLAUT, *vicaire général* ; MALLEUX, *vicaire général*. »

La lettre circulaire des vicaires généraux capitulaires avait un post-scriptum où on lisait :

« Les vicaires capitulaires de Rouen sont l'administrateur AVOUÉ ET RECONNU PAR LE PAPE. Il leur a fait faire des félicitations par des ecclésiastiques qui ont été à Rome, munis de certificats signés d'eux ; tous les jours il leur expédie des dispenses ; et M. l'évêque de Séz, comment est-il vu en cour de Rome ? Depuis près de six

mois, il en attend une réponse. Ces faits, je les garantis vrais, et sur toute ma responsabilité.

« Signé : MALLEUX, vicaire général. »

Or, pour qui connaît parmi nous la réputation de doctrine et de vertu qu'a laissée le vénérable M. Malleux, sa parole est à l'abri du moindre soupçon.

Mais voici que le 15 juillet, un mois après la lettre de M. Malleux, paraît un Mandement de M^{sr} d'Argentré, qui modifie singulièrement la situation. Ce Mandement reproduisait un Indult adressé par le Saint-Siège à M^{sr} l'évêque de Séez, qu'il importe de faire connaître :

« Notre très saint Père Pie VII, par la divine Providence, Souverain Pontife, de l'avis de la Congrégation des cardinaux préposée aux affaires ecclésiastiques, vu l'état de viduité où se trouvent l'église métropolitaine de Rouen et les autres églises épiscopales de la province ecclésiastique de Normandie, qui sont privées de leur pasteur, a accordé à l'évêque de Séez tous les pouvoirs nécessaires et convenables pour l'administration spirituelle et immédiate de toutes les susdites églises *dans lesquelles il n'y aura point de vicaires capitulaires élus conformément aux décrets du Concile de Trente, et pourvus des qualités requises par ces mêmes décrets pour exercer ces fonctions.* En outre, Sa Sainteté a communiqué au même évêque de Séez, pour l'administration spirituelle et immédiate des susdites églises, tous les pouvoirs que Pie VI, d'heureuse mémoire, a accordés aux archevêques et évêques de France, par ses lettres apostoliques du 19 mars et du 13 juin 1792.

« Signé : MICHEL DI PIETRO, Patriarche de Jérusalem, secrétaire de la Congrégation. »

Cet Indult était daté de Rome, le 1^{er} juin 1801. Il prouve que M^{sr} de Séez était vu en cour de Rome comme il méritait de l'être, c'est-à-dire comme un très pieux et très digne prélat, investi de la confiance du Saint-Siège.

On discuta à Rouen sur le paragraphe souligné, et on prétendit qu'il y avait à Rouen des vicaires capitulaires élus conformément aux décrets du Concile de Trente. Là, en effet, était toute la question. Mais il faut convenir qu'elle pouvait alors paraître douteuse en faveur du droit des chanoines, et que ce conflit d'opinions

comme de juridictions appelait une décision de l'autorité. Aussi, après le Mandement du 15 juillet et l'Indult apostolique, la conduite des chanoines fut, comme précédemment, des plus correctes; ils s'adressèrent au Souverain Pontife.

C'est alors que le Saint-Siège, mis au courant des divisions funestes que ce conflit perpétuait au sein du diocèse de Rouen, prit une mesure suprême. Il nomma M. de Salamon (mort évêque de Saint-Flour) administrateur apostolique du diocèse de Rouen (22 décembre 1801). M. l'abbé de Salamon, ancien conseiller-clerc au Parlement de Paris, attaché ensuite à la nonciature, était resté, pendant toute la Révolution, à Paris, l'un des représentants et des agents du Saint-Siège.

Les vicaires capitulaires, dignes héritiers de cette obéissance et de cette soumission, de tout temps exemplaires, de l'Eglise de Rouen aux Souverains Pontifes, s'empressèrent de se démettre de leurs pouvoirs entre les mains du délégué apostolique, et le reçurent, dans l'église de Saint-Ouen rendue au culte catholique, avec les démonstrations les plus touchantes de respect et de déférence. Ils annoncèrent en même temps au clergé et aux fidèles du diocèse, dans une lettre admirable, leur démission et l'installation de l'administrateur apostolique.

LETTRE DES VICAIRES-GÉNÉRAUX DU DIOCÈSE DE ROUEN,

A tous les Curés, Prêtres et Fidèles du même Diocèse, au sujet de la nomination d'un Administrateur apostolique,

NOS TRÈS-CHERS FRÈRES,

Toujours animé d'une sollicitude vraiment pastorale pour toutes les Eglises qui sont confiées à ses soins, le Souverain-Pontife, du haut de sa chaire apostolique, a jeté un regard paternel sur les funestes divisions qui désolent ce Diocèse; et, pour en étouffer au plutôt le germe déplorable, il a cru devoir recourir dans sa sagesse à une de ces mesures imposantes et peu usitées, il est vrai; mais qui sont par là même conservatrices de l'unité et tutélaires du bon ordre, et qui, sans porter atteinte aux droits des Eglises et des Pasteurs, n'ont pour objet et pour but que d'assoupir toutes les dissensions et de rapprocher tous les esprits.

CHARGÉS de vous annoncer le changement indispensable, quoique peu sensible, que cette mesure va apporter dans l'administra-

tion de ce Diocèse, nous nous empressons de vous en faire part; et pour nous servir de l'expression du grand Bossuet, nous le publions avec joie, parce que nous aimons l'unité et que nous tenons à gloire notre déférence.

Nous sommes donc autorisés, Nos Très-Chers Frères, à vous apprendre qu'en vertu des droits attachés à la suprématie universelle de l'Eglise de Rome, le Vicaire de Jésus-Christ s'exprimant par l'organe de son Eminence M^r le Cardinal CAPRARA, son Légat à latere, vient de nommer pour Administrateur apostolique, dans le Diocèse de Rouen, un de ces hommes déjà recommandable par les titres les plus distingués, mais sur-tout par cet esprit de modération et ce caractère de prudence qui doit plus que jamais exciter votre confiance en son gouvernement, et votre reconnaissance envers le Saint-Siège, qui vous l'a donné; un de ces hommes enfin dont la mission seule présage le retour du calme, et dont le choix même est déjà un bienfait.

LE nouvel Administrateur, Louis-Siffren-Joseph SALAMON, en nous notifiant sa nomination, nous a déclaré et chargé de vous faire savoir, 1^o que ne pouvant se promettre de résider habituellement parmi vous, et jaloux de répondre aux intentions connues de ceux qui l'envoient, comme aux désirs bien louables de ceux pour lesquels il est envoyé, il a cru devoir commencer l'exercice de sa nouvelle mission par se donner pour adjoints et s'associer pour coopérateurs ceux qui précédemment honorés de la confiance de M. de la Rochefoucauld, se trouvoient placés à la tête du Diocèse, en qualité de Vicaires-Généraux.

2^o QUE, désirant ne faire, dans l'état actuel des choses, que les changemens absolument indispensables, il nous autorise à continuer à tous les Ecclésiastiques, exerçans dans le Diocèse, les pouvoirs qu'ils auroient reçus de nous à l'époque de la Trinité dernière; s'en rapportant à nous, sur le choix et l'approbation des Ministres, ainsi que sur la révocation ou limitation desdits pouvoirs.

Et en conséquence de cette autorisation expresse, nous déclarons que tous les pouvoirs accordés par nous, à l'époque de la Trinité dernière, sont continués jusqu'à la Trinité prochaine à tous les Ecclésiastiques qui ne les auront point remis; enjoignant à tous ceux qui n'en auroient pas reçu de nous, à ladite époque, ou qui y auroient renoncé, de se présenter d'ici au Mercredi des Cendres exclusivement, prorogeant seulement tous les pouvoirs qu'ils ont exercés jusqu'à présent.

TELLES sont les dispositions importantes que nécessite le nouvel ordre de choses, et qu'il est de notre devoir de vous faire connaître. Et ici, Nos Très-Chers Frères, nous ne pouvons résister au désir

qui nous presse de vous ouvrir notre cœur, non pas pour nous recommander de nouveau nous-mêmes à vous; car nous osons nous flatter de n'avoir besoin d'aucune recommandation nouvelle à votre égard; non pas pour vous assurer que nos dispositions sont encore les mêmes; nos sentimens, toujours des sentimens d'affection; nos pensées, toujours des pensées de paix; car, s'il falloit l'affirmer, c'est vous-mêmes que nous en prendrions à témoins : mais pour vous exprimer combien il nous est consolant de n'avoir que des actions de grâces à rendre à la divine Providence, de ce qu'elle a permis qu'au milieu d'une confusion semblable au bruit tumultueux d'une mer violemment agitée, le premier vœu exprimé pour le retour de l'ordre soit parti de la bouche même de ceux qui, forts des dispositions des Saints Conciles et fondés sur les lois de la discipline universelle, auroient pu opposer une résistance plausible à l'intervention salutaire de l'autorité pontificale.

MAIS toujours dirigés par cet esprit de modération et de sacrifice, dont ils avoient fait vœu de ne se départir jamais, ils ont reconnu, ces Ministres de paix, que dans l'Eglise de Dieu toutes les formes d'administration n'ont et ne peuvent avoir d'autre objet que le plus grand bien des Fidèles; que le salut des âmes est la loi suprême devant laquelle les privilèges les plus incontestables doivent disparaître, et les droits les plus sacrés eux-mêmes s'incliner; et qu'enfin, les prétentions les mieux établies deviendroient un titre odieux, et la résistance la plus légitime une vraie injustice, du moment qu'elles pourroient mettre obstacle au retour de l'ordre et retarder seulement des rapprochemens désirés.

ILS ont reconnu, suivant la belle expression d'un saint Archevêque de Cantorbéri, que l'Eglise de Dieu n'est point un camp retranché, ni les droits du sanctuaire un rempart qu'il faut garder et défendre (pour ainsi dire) les armes à la main : *non est custodienda ecclesia more castrorum*. Et qu'au moment surtout où les premiers Pasteurs de l'Eglise Gallicane viennent de faire d'immenses sacrifices, et de donner l'exemple d'un abandon à jamais mémorable, on ne doit plus hésiter, ni rougir en marchant sur des traces aussi glorieuses.

ILS ont reconnu enfin, que les heureux tempéramens employés par le Saint-Siège; et les formes conciliatrices adoptées par ses respectables Ministres, indiquant une circonspection toujours attentive à opérer le bien sans trouble, à ramener l'ordre sans secousse, et à tranquilliser les consciences sans porter atteinte aux autorités véritables, tout leur faisoit un devoir, comme un honneur, de coopérer avec le Père commun des Fidèles, à la réunion si bien concertée du troupeau.

AINSI donc elle va s'opérer enfin, cette réunion si désirable; ainsi la paix va rapprocher tous les hommes de bonne volonté parmi nous; ainsi va tomber le mur funeste d'une division beaucoup trop prolongée; ainsi, grâces à cette intervention paternelle, il ne restera plus de sujet d'alarmes à ces âmes timorées qui s'effraient souvent là même où il n'y a point à s'effrayer; plus de prétexte à la coupable inaction de ces ouvriers évangéliques, qui s'excusent de travailler à la vigne, parce qu'ils affectent de croire que personne n'a le droit de les y envoyer.

DITES donc, avec le Prophète, aux âmes jusqu'ici frappées de découragement, que voici le moment de relever leurs bras abattus, de rassurer leurs pas chancelans; dites aux foibles de reprendre courage, aux pusillanimes de ne rien craindre. (a)

DITES aux *enfants déserteurs*, à tous ceux qui ont pu s'égarer un moment, que c'est un nouveau sentier qui s'ouvre devant eux pour rentrer dans le droit chemin; qu'ils se hâtent de le prendre pour ne plus le quitter. Dites-leur qu'en revenant au bercail, ils n'auront ni plaintes à entendre, ni reproches à redouter, parce que tout nous porte à croire aujourd'hui qu'ils ne s'écarteront plus de la voie droite de la justice, ni des sentiers paisibles de la charité. (b)

DITES enfin au Peuple fidèle, qu'en vain on a essayé de troubler la sainte allégresse de ses cérémonies religieuses; qu'en vain on a voulu convertir de nouveau en une silencieuse tristesse, la joie éclatante de ses chants; dites-lui de célébrer avec confiance au milieu de Juda ses solennités et ses fêtes, et de faire retentir plus que jamais ses actions de grâces, ses vœux et ses cantiques : car, c'est ce que nous promet l'ambassade toute céleste de cet homme évangélique qui vient par delà les montagnes (c) nous apporter la paix, nous annoncer le bonheur; et en rétablissant les autels du Très-Haut, arracher les lieux saints aux dernières profanations de l'impiété et du schisme, dont bientôt il ne restera plus de trace.

Puisse Dieu bénir et confirmer son ouvrage!

La présente lettre sera lue dans toutes les Eglises, Oratoires et Chapelles catholiques du Diocèse, le dimanche qui suivra sa réception.

Rouen, le 22 décembre 1801.

Signés, SAINT-GERVAIS, *doyen et vicaire-général*.

PAPILLAULT, *vicaire-général*.

MALLEUX, *vicaire-général*.

(a) *Confortate manus dissolutas et genua debilia roborate* : ISAÏE, c. 35, v. 3.

(b) *Hæc est via, ambulate in eâ; et non declinetis neque ad dexteram neque ad sinistram*. ISAÏE, c. 30, v. 21.

(c) *Ecce super montes, pedes evangelisantis, et annuntiantis pacem : celebra Juda festivitates tuas et redde vota tua; quia non adjiciet ultra ut pertransent in te bella : universus interiit*. NAÛM, 1, 15.

M. de Salamon choisit immédiatement pour vicaires généraux les prêtres « précédemment honorés de la confiance de M. de la Rochefoucauld » et continua dans leurs pouvoirs MM. de Saint-Gervais, Papillaut et Malleux. Il faut remarquer toutefois qu'il n'est pas fait mention, dans l'acte de M. de Salamon, de l'élection capitulaire.

Le pieux et très digne évêque de Séez, M^{sr} d'Argentré, se soumit, lui aussi ; mais son vicaire général à Rouen, l'abbé Clément, leva l'étendard de la révolte ; il signifia un acte d'opposition à M. de Salamon, « soi-disant administrateur du diocèse de Rouen, » et, suivi de deux ou trois prêtres et d'un petit nombre de fidèles, inaugura le schisme des *Clémentins*, qui devait durer longtemps encore après le Concordat.

L'intervention du Saint-Siège ramena la concorde et la paix dans tout le diocèse. M. de Salamon a écrit dans ses *Mémoires* (1). « Je parvins à concilier et à calmer les esprits, malgré les obstacles que me suscitèrent les intrus. Le cardinal légat fut si content du succès de ma mission qu'il m'écrivit plusieurs lettres de la part du Pape dans lesquelles il me faisait part de la satisfaction de Sa Sainteté et m'assurait que j'avais même surpassé ses espérances. » Les églises et chapelles s'étaient ouvertes peu à peu, dans le cours de l'année 1801, au culte catholique. La chapelle des Gravelines (chapelle du premier monastère actuel de la Visitation) avait dès le 4 janvier 1801 inauguré la reprise des offices publics. Le jour des Rameaux, l'église de Saint-Ouen, mise à la disposition des catholiques, était insuffisante à contenir la foule qui se pressait à la grand'messe. Sur tous les points du diocèse, le culte reprenait une vie et une dignité nouvelles, au milieu de l'empressement, des populations. On savait qu'un Concordat avait été conclu entre le gouvernement français et le Saint-Siège, signé à Paris le 16 juillet 1801 (26 thermidor an IX), ratifié à Rome le 15 août 1801. On en attendait avec une légitime impatience la promulgation en France et les résultats bienfaisants.

V

Neuf longs mois s'écoulèrent entre le jour de la signature du Concordat à Paris (15 juillet 1801) et sa publication le jour de

(1) Publiés par M. l'abbé Bridier. Plon, Paris 1890.

Pâques (18 avril 1802). Nous n'avons pas à écrire l'histoire des négociations laborieuses qui se poursuivirent avant et après la signature des articles. Nous ne pouvons nous occuper ici de cette grande et difficile question que dans ses rapports avec l'histoire de notre diocèse.

Le Souverain Pontife et le premier Consul s'étaient entendus pour faire une nouvelle circonscription des archevêchés et évêchés de France, réduits à soixante, qu'il fallait pouvoir de titulaires nouveaux. Un bref avait été adressé en conséquence aux Evêques légitimes pour les inviter à se démettre dans l'intérêt pressant de l'Eglise et de l'organisation régulière du culte catholique en France. Un autre bref avait été envoyé aux Evêques constitutionnels, non pour demander leur démission, l'Eglise ne les ayant jamais reconnus comme canoniquement institués, mais pour les exhorter à abjurer leurs erreurs, à mettre fin au schisme et à rentrer dans l'unité catholique. On sait quelle fut l'admirable conduite de la majorité des Evêques légitimes qui s'empressèrent de déférer au désir du Souverain Pontife. Les constitutionnels, qui ne pouvaient se méprendre sur la volonté bien arrêtée du premier Consul et qui voulaient se ménager ses bonnes grâces, déclarèrent renoncer à leurs sièges, et écrivirent au Pape une lettre assez embarrassée, dans laquelle, sans rétracter leurs erreurs, ils faisaient cependant acte de soumission. Leblanc-Beaulieu souscrivit avec ses collègues cette adresse évidemment insuffisante et fit connaître au Presbytère de Rouen, le 13 octobre 1801, sa démission par la lettre suivante :

• Très-chers et vénérables Coopérateurs,

« Nous avons enfin consommé hier le sacrifice que nous avions offert depuis si longtemps. Nos démissions sont entre les mains de Son Eminence Monseigneur le Cardinal Caprara, légat à *latere*. Nous les avons données purement et simplement, dans une lettre adressée au Saint-Père; elles ont été acceptées de même.

« Je vous ferai passer incessamment, par notre cher et vénérable frère l'archidiacre, quelques détails à ce sujet.

« En ce moment, je ne dois m'occuper que de vous renouveler l'assurance des sentiments que je vous ai manifestés tant de fois, et vous assurer que rien ne sera capable de les altérer. De votre côté, conservez-moi toujours une part dans votre souvenir, et surtout dans vos prières.

« Vous penserez sûrement, comme moi, vénérables Frères, qu'il est important d'ordonner, dans le diocèse, des prières pour obtenir de Dieu un premier pasteur selon son cœur. Il sera donc à propos d'indiquer, pas la voie de nos vénérables archiprêtres, la récitation de la collecte, secrète et postcommunion, *pro eligendo Præfato*, à toutes les Messes, jusqu'à ce que le Seigneur ait exaucé vos vœux, par la nomination de mon successeur.

« Je dois trop m'intéresser aux besoins du diocèse, qui, pour n'être plus mon troupeau, ne m'en est pas moins cher, pour ne pas m'unir à vous en cette occasion si importante. Je demande au souverain Pasteur des brebis de vous en donner un immédiat, qui, en réparant les fautes que j'ai commises dans cette charge, m'en obtienne le pardon par l'ardeur de sa charité.

« Salut, très-chers et vénérables Frères, sincère attachement et bénédiction en Notre-Seigneur.

« JEAN-CLAUDE, ancien évêque de Rouen.

« 13 octobre 1801 (21 vendémiaire an X). »

Le Presbytère écouta « avec attendrissement, » dit l'extrait imprimé du registre des procès-verbaux (1). Plusieurs membres demandèrent la parole, et proposèrent d'écrire sur-le-champ au Rév. Evêque, afin de lui manifester l'attachement, la douleur, l'inquiétude, et les vœux du Presbytère. Cette lettre fut écrite et envoyée. Elle renferme, après l'expression de la douleur des membres du Presbytère, le vœu de voir revenir comme archevêque le Prélat démissionnaire. « Nos cœurs, disent-ils, sont maintenant partagés entre l'espérance et la crainte. Daigne le Seigneur écouter favorablement nos vœux et vous rendre à nos désirs! Au milieu de nos alarmes, un doux espoir nous anime et nous soutient encore : nous avons cette confiance que Dieu, qui connaît nos besoins, exaucera nos prières, et que le grand homme dont sa bonté se sert pour donner la paix à toute l'Europe sera aussi l'instrument de sa miséricorde sur vous et sur l'Eglise de Rouen... En vous appelant au milieu de nous, pour vous placer sur le siège épiscopal de notre Eglise, nous ne nous étions pas, seulement choisi un pasteur, nous nous étions encore donné un père et un ami, dont les vertus et les exemples ne s'effaceront point de notre mémoire. Permettez que nous trouvions encore quelques moments de consolation à nous entretenir dans la pensée

(1) Rouen, J. Ferrand, 7 pages.

que vous nous serez conservé; *notre amour vous rappelle, c'est notre vœu le plus ardent.* »

Cette lettre était signée : LEMONNIER, curé de Saint-Vivien, vice-président; GONQUIN, curé de Saint-Sever, promoteur du diocèse; DEBULLY, archidiacre; PÉMIER, curé de Saint-Patrice; LANGLOIS, curé de Saint-Nicaise; SELOT, curé de Saint-Godard; DOSSIER, curé de Sainte-Madelaine; COLLET, curé de Saint-Vincent; LESUEUR, curé de Saint-Maclou; BUREL, curé de Saint-Paul; JAMES, curé de Saint-Hilaire; AUBER, curé de Saint Gervais; BARRÉ, desservant de Saint-Eloi.

Leblanc-Beaulieu, quoique démissionnaire, se crut autorisé à conserver l'administration du diocèse de Rouen, et demeura à la tête de l'Eglise constitutionnelle. Il adressa, le 1^{er} novembre 1801, de Paris, « où, dit-il, nous retiennent les circonstances relatives à la pacification de l'Eglise, » une lettre pastorale au clergé et aux fidèles de son diocèse pour ordonner qu'il serait chanté une Messe solennelle et un *Te Deum* dans toutes les églises du diocèse, le jour des réjouissances pour la paix générale, le 9 novembre (18 brumaire an X.)

Dans cette lettre il s'intitule ainsi : « Jean-Claude Leblanc-Beaulieu, par la divine Providence, et dans la communion du Saint-Siège apostolique, évêque métropolitain démissionnaire de Rouen. »

Il y explique comment il demeure encore à la tête du diocèse :

« Ne soyez pas étonnés, N. T. C. F., de recevoir encore cette invitation de notre part. Nous avons, il est vrai, consommé le sacrifice que le bien de la paix exigeait de nous, en donnant notre démission du siège épiscopal de ce diocèse. Mais la tendre charité que Dieu nous a inspirée pour vous; l'intérêt de cette Eglise, qui, comme le dit saint Chrysostôme, ne doit pas rester sans évêque; le salut de vos âmes, qui ont été confiées à notre sollicitude; l'usage constamment observé dans l'Eglise à cet égard : tout nous commande de nous tenir à votre tête, de veiller à vos besoins; en un mot, d'exercer au milieu de vous le ministère épiscopal, jusqu'au moment auquel la divine Providence vous aura donné le premier pasteur qu'elle vous destine. »

Le 27 décembre 1801, il adressa une nouvelle lettre circulaire au clergé pour protester contre le titre et les fonctions d'administrateur apostolique de M. de Salamon, envoyé à Rouen par le Saint-Siège.

Le 16 janvier 1802, il écrit une lettre pastorale datée de Rouen pour recommander le soulagement des pauvres et ordonner des prières, à cause de la rigueur du froid et autres calamités publiques. Le 18 février 1802, il donne un Mandement du Carême, daté de Rouen, sur la nécessité de la Pénitence. Enfin, le 27 mars 1802, il signe une dernière lettre pastorale, ordonnant qu'il sera chanté un *Te Deum* en action de grâces de conclusion de la paix définitive avec l'Angleterre.

Les derniers jours de l'Eglise constitutionnelle méritent d'être étudiés. Ces évêques et ces prêtres assermentés qui représentaient tout le passé révolutionnaire étaient soutenus puissamment par l'entourage du premier Consul. Lui-même, bien qu'il n'eût pour eux aucune sympathie, les regardait, par leur origine même, comme nécessaires à sa politique. M. Thiers en convient. « Quoi-qu'ayant peu de goût, dit l'historien du Concordat, pour les membres de ce clergé, parce qu'ils étaient des théologiens querelleurs, il voulait défendre leurs droits, et imposer au Pape, comme évêques, ceux qui étaient connus par des mœurs pures et un esprit soumis. »

M. Thiers a d'ailleurs bien jugé les évêques constitutionnels. « Les évêques constitutionnels, dit-il, dont quelques-uns cependant méritaient le respect, étaient pour la plupart des hommes de dispute, de vrais sectaires, que l'ambition chez les uns, l'orgueil des querelles théologiques chez les autres, avaient entraînés (1). » Loin de répugner à un accommodement avec Rome, ils le désiraient par des motifs d'intérêt personnel. M. Thiers le constate en termes exprès. « Ils le désiraient, dit-il, comme le moyen le plus sûr et le plus honorable pour eux de sortir d'une vie agitée et d'un état de *déconsidération fâcheux* auprès des fidèles (2). » Ainsi l'historien le plus favorable à la Révolution est obligé de convenir de ce fait évident pour tous ceux qui ont étudié à fond cette période de notre histoire, à savoir que les constitutionnels étaient *déconsidérés* aux yeux des fidèles.

Les dernières difficultés qui arrêtaient la publication du Concordat vinrent de leur fait. Le Souverain Pontife avait manifesté, dès l'origine des négociations, sa répugnance extrême à confier à

(1) *Histoire du Consulat*, tome III, livre XII, p. 262.

(2) *Histoire du Consulat*, tome III, livre XII, p. 264.

des constitutionnels le gouvernement d'un diocèse quelconque. M. Portalis, qui avait sur ce point des vues très-saines, voulait aussi les exclure tout à fait. Toutefois, cédant à des instances impérieuses, il n'en avait proposé que deux, sur les soixante évêques à nommer, au choix du premier Consul. Bonaparte, auprès duquel Fouché et les anciens révolutionnaires agissaient avec une adresse et une ténacité extrêmes, déclara qu'il voulait deux archevêques constitutionnels sur dix, et dix évêques constitutionnels sur cinquante. On était alors en avril 1802, presque à la veille du jour depuis longtemps attendu de la publication du Concordat. La liste de nominations fut soumise au cardinal-légat Caprara. Son étonnement, sa douleur, ses anxiétés furent tels en parcourant cette liste fatale, qu'il se prit à pleurer; puis, revenu de son émotion, il déclara qu'il ne pouvait accepter une telle liste, sa conscience et la nature de ses pouvoirs lui imposant d'infranchissables barrières.

La lutte fut des plus vives. MM. Portalis et Bernier se retranchant derrière la volonté inflexible du premier Consul, déclarèrent que tout serait rompu si le légat persistait dans son refus. Caprara, en proie aux plus terribles angoisses, n'ayant pas le temps matériel de recourir à Rome, finit par céder, en stipulant toutefois que les constitutionnels feraient une rétractation telle, qu'elle ne laisserait plus de doute au Saint-Siège sur leurs sentiments.

Cette rétractation fut écrite en effet, sous forme de supplique au Pape. Chacun des douze évêques nommés aux nouveaux sièges la souscrivit séparément. On y lisait : « Afin qu'il ne reste à Votre Sainteté aucun doute sur mes sentiments, je déclare, dans la sincérité de mon cœur, que j'abandonne volontiers la constitution appelée civile du clergé de France..... Je garderai à Votre Sainteté et à ses successeurs une vraie obéissance. Je prie Votre Sainteté de me regarder comme un enfant très soumis de l'Eglise catholique, et qu'elle daigne m'accorder l'institution canonique que je lui demande humblement. »

Certains historiens ont écrit que, malgré cette lettre et les autres actes de soumission qu'ils consentirent, les évêques constitutionnels ne se sont, au fond, jamais rétractés. Cette assertion ne nous paraît pas soutenable ni en droit ni en fait. Il est sans doute difficile de connaître les sentiments intérieurs des hommes; aussi

l'histoire doit-elle les juger sur leurs actes. Sans nous occuper des dix autres évêques constitutionnels pourvus de sièges, nous prouvons que les deux intrus qui ont passé sur le siège de Rouen, MM. Charrier de la Roche et Leblanc-Beaulieu, ont fait une sincère et complète rétractation de leurs erreurs. Pour M. Charrier de la Roche, nommé à l'évêché de Versailles, cela ne fait aucun doute pour personne. M. Guettée, l'apologiste des constitutionnels, le reconnaît. « On dit, écrit-il, que deux Evêques constitutionnels firent, au moment *des informations*, la rétractation que demandait le Nonce. Charrier de la Roche la fit certainement. » Dans son premier Mandement à Versailles il disait : « *Nous avons eu le malheur* d'appartenir à une Eglise qui n'était pas dans la communion du Saint-Siège; c'était l'erreur de notre esprit, mais non l'erreur de notre cœur, car nous protestons de notre soumission. » Il exigea une rétractation formelle des prêtres de son diocèse qui avaient eu le même malheur que lui, nomma chanoine de sa Cathédrale M. de Boulogne, et dans un discours prononcé en 1804 au service du cardinal de Boisgelin, il le loua éloquentement d'avoir combattu l'erreur des constitutionnels.

Quand à M. Leblanc-Beaulieu, nommé par le Concordat évêque de Soissons, il hésita quelque temps encore et parut suivre les sentiments de Lecoz et de Lacombe; mais en 1804 il écrivit à Pie VII une lettre souvent citée, où il lui témoigne ses vifs regrets du passé. Nous avons trouvé dans les papiers de M. Langlois, curé constitutionnel de Saint-Nicaise, puis curé légitime de Saint-Vincent, membre du Presbytère, la copie d'une lettre extrêmement curieuse, adressée en 1804 par M. Leblanc-Beaulieu à l'un de ses amis de Rouen qui était chargé de la communiquer à ceux qu'elle pouvait intéresser. Il faut lire ce document, qui met en pleine lumière l'ignorance incroyable des faits et de la doctrine où se trouvaient les chefs eux-mêmes, les oracles de l'Eglise constitutionnelle. C'est ce qu'on peut appeler une pièce capitale et décisive.

Saint-Quentin, 27 avril 1804 (7 floréal an XII).

Mon très-cher et respectable ami,

J'attendais avec une certaine impatience le moment où je vous saurais à votre nouveau poste pour m'échapper de Soissons, passer quelques jours dans la capitale, et, dans cette apparition, vous donner une explication presque toujours plus facile de vive voix

que par écrit dans une matière controversée. La lettre de M. votre frère ne me permet plus d'attendre cette époque.

Je dois à vous, à votre estimable famille et à plusieurs autres personnes dont je vous laisse le choix, un détail auquel je donnerai une étendue suffisante, mais restreinte par les embarras d'une visite épiscopale et de ses accessoires. Quelle que soit la source des bruits répandus à Rouen sur mon compte, et qui ne peut venir que d'un de mes deux vicaires généraux, je viens de suite et me borne à ce qu'il y a de vrai : vous me retrouverez, je l'espère, aussi droit, aussi franc que vous m'avez connu. *Il est vrai que la lecture de pièces dont les unes m'étaient absolument inconnues et d'autres ne m'avaient pas suffisamment frappé, quoique je les eusse lues, ce me semble, de bonne foi et avec le désir sincère de m'éclairer, m'a fait changer de sentiment sur la constitution civile du clergé.* Parmi les premières, je compte la collection (latin-français) des Brefs de Pie VI, en deux volumes in-8°, avec un supplément; l'Instruction du Cardinal-Légit envoyé à tous les évêques de France, il y a un an, d'après laquelle Monseigneur votre oncle a donné le Mandement dont vous m'avez parlé dans une lettre, il y a huit mois, m'a obligé de recourir à cette collection, j'y ai vu, dans les lettres, un Bref de Pie VI, soit à Louis XVI, soit aux archevêques de Vienne et de Bordeaux, dont j'avais toujours ignoré l'existence, et dans le reste de la conduite que le Pape a tenue en réglant l'affaire de la constitution civile du clergé ce qu'on peut désirer raisonnablement, en pareille circonstance, du Chef visible de l'Eglise. *Je reconnais donc aujourd'hui n'avoir pas suivi le vrai parti dans l'affaire de la constitution civile du clergé.* Mais, s'il en est ainsi, me direz-vous, pourquoi m'avoir laissé ignorer votre changement, lorsque nous avons eu la satisfaction de nous voir, ou lorsque mon frère a été à Soissons? Ma réponse est toute simple. C'est qu'alors mon changement n'était pas encore bien arrêté. A la vérité, j'avais lu la collection ci-dessus indiquée; mais je n'étais encore que fortement ébranlé. Aussi, dans une lettre du mois d'août, qui vous a été communiquée, et qui l'a été à quelques autres personnes, je me suis contenté d'indiquer cette collection comme ayant pu décider M. Le Cordier, du Havre.

Depuis, pendant l'hiver, plus rendu à moi-même, je me suis livré à la lecture des écrits de Bossuet, *lesquels je ne connaissais pas*; j'ai mûri mes réflexions, et ce n'est guère que dans le commencement du Carême que j'ai pris ma détermination, *principalement d'après le sermon de Bossuet sur l'unité* (1).

(1) Admirable destinée de ce chef-d'œuvre! A son apparition, il étouffa

Voilà, Monsieur et respectable ami, dans la plus exacte vérité, les motifs de mon changement. Il ne m'entre pas dans l'esprit que des gens raisonnables me soupçonnent de m'y être porté par des considérations humaines.

C'en serait une, en effet, toute particulière, que celle qui m'expose à indisposer contre moi les personnes auxquelles je suis le plus attaché, peut-être à en voir quelques-unes rompre irrévocablement, et cela sans aucun avantage temporel, puisque mon opinion religieuse individuelle ne peut ni améliorer ni détériorer mon existence actuelle.

J'aime donc à me persuader que si vous êtes peiné de ma détermination, vous rendrez justice à la pureté de mes intentions, et que vous y reconnaîtrez ce que j'ai toujours dit, écrit, imprimé, c'est-à-dire que je ne cherchais que la vérité, que là où je la verrais et reconnaitrais un jugement de l'Eglise, là je me soumettrais et m'attacherais. Je ne fais donc rien que de conforme et de conséquent à ma conduite passée.

Au reste, Monsieur et cher ami, en reconnaissant m'être trompé dans l'affaire de la constitution civile du clergé, je ne me reconnais coupable que d'une erreur matérielle, dans laquelle j'ai été de bonne foi, rien n'ayant été, grâce à Dieu, plus éloigné de mon esprit et de mon cœur, que d'avoir été attaché soit à une erreur, soit à un schisme quelconque. Quand donc on répand et on colporte de tous côtés que je me suis rétracté, que j'ai fait une abjuration de mon erreur, réduisez tout à sa juste valeur, c'est-à-dire à l'exposé ci-dessus, et à la disposition où je suis de le déclarer publiquement et solennellement, si cela peut être utile. Mais cela l'est-il dans les circonstances actuelles? C'est ce que j'examine depuis quelque temps, et sur quoi je me déciderai, mais non d'après mes seules lumières, au retour d'une visite diocésaine de deux mois, que je ne fais presque que de commencer. Jusqu'à présent, il ne me paraît pas que je puisse juger de la conduite que j'ai à tenir, d'après celle de Fénelon, entre lequel et moi il y aura toujours un intervalle que je serais par trop présomptueux d'avoir la pensée même de franchir. A l'époque à laquelle Fénelon a fait sa rétractation publique, le quiétisme était dans toute sa force; il avait de nombreux partisans, il intéressait directement la foi et les mœurs; il avait été condamné à la sollicitation du gouvernement d'alors, qui mettait un grand intérêt à faire exécuter le jugement du Saint-Siège. Ici, rien de semblable, et tout au contraire n'est

dans son germe un schisme possible et menaçant, et ici, il contribue à mettre fin à un schisme trop longtemps tenace.

appliqué qu'à détruire jusqu'aux traces des maux auxquels la constitution civile du clergé a donné lieu. C'est cette considération qui principalement m'empêche de faire aucune démarche d'éclat, quoique je ne sois pas fâché que mon changement soit connu de tous ceux auxquels il peut être utile que cela soit; il l'est déjà dans votre ville : ce premier but est donc atteint.

A quoi servirait pour les fidèles que je fisse une déclaration publique de mes sentiments actuels, autre que le bruit qui s'en répand, et que je me garde de désavouer, soit de vive voix, soit par écrit; conduite qui équivaut à cette déclaration, si je ne la basais et n'entreprenais de la justifier, d'après les motifs qui m'ont déterminé. Mais, en le faisant, je jette un gant que plus d'un athlète s'empressera de ramasser, et voilà une nouvelle guerre de plume allumée. C'est précisément ce que je regarde comme le plus grand des maux; car je ne suis pas moins pacifique à présent que je ne l'ai été par le passé; et il ne tiendra pas à moi que la paix continue de régner dans mon diocèse.

Mais, me direz-vous, cela est-il possible, et pouvez-vous vous dispenser d'imiter la conduite de notre Prélat, dont le Mandement de l'an passé a manqué de mettre le feu dans notre diocèse? A cela, je réponds : Il ne m'appartient pas de juger la conduite de ce Prélat, dont je respecte le zèle, sans me proposer d'en suivre la direction; mais ayant reçu les mêmes instructions que lui et les ayant suivies, sans y avoir vu ce qu'il y a d'abord aperçu; ce que peut-être il y voit moins clairement aujourd'hui; et malgré ce, ayant maintenu la paix dans mon diocèse, je ne vois pas en quoi cette paix pourrait être troublée à l'avenir, puisque je n'ai pas de règle de conduite tracée pour cet avenir, autre que pour le passé. Au surplus, je compte faire dans la suite ce que j'ai fait précédemment, c'est-à-dire, s'il se présente quelque difficulté imprévue dans les instructions précitées, consulter, soit le Cardinal-Légit soit le conseiller d'Etat, soit tous deux, selon l'exigence des cas; par ce moyen, j'ai la confiance de maintenir la paix dans mon diocèse.

Jusqu'à présent donc, il me paraît plus sûr en soi de laisser se répandre le bruit de mon changement, d'en convenir toutes les fois qu'on m'en demandera le fondement, d'indiquer, comme je le fais dans cette lettre, vis-à-vis de vous, Monsieur et cher ami, les sources où j'ai puisé les principes qui m'ont déterminé d'attendre du temps, du calme, de la réflexion et plus encore de Dieu, qu'ils produisent le même effet sur d'autres; d'ici-là, de conserver avec chacun, quelle que soit sa manière d'agir à mon égard, les procédés de paix et de charité dont j'ai, grâce à Dieu, les sentiments

dans le cœur, et que je désire voir également dans tous ceux avec lesquels, comme avec vous, j'espère être uni par l'amitié à l'avenir, ainsi que je me félicite de l'avoir été par le passé. Il ne me reste plus de temps que celui de vous réitérer l'assurance de l'inviolable dévouement avec lequel je suis de vous, Monsieur et respectable ami, et de toute votre estimable famille, le fidèle et sincère ami.

JEAN-CLAUDE, évêque de Soissons.

VI

Lorsque le premier Consul disait aux députés du Corps législatif : « La France entière sollicite le rétablissement des autels. J'espère que dans votre vote vous serez unanimes comme elle, » il était l'interprète du sentiment public et dans toute la vérité de la situation. La France était demeurée catholique, malgré la Révolution, et appelait de tous ses vœux le libre exercice de son culte. Bonaparte avait trop de pénétration et de génie pour le méconnaître. « Je suis bien puissant aujourd'hui, disait-il en 1804; eh bien! si je voulais changer la vieille religion de la France, elle se dresserait contre moi, et me vaincrait. »

Rien n'est plus contraire à la vérité des faits que de prétendre, comme l'ont fait certains historiens aveuglés par l'esprit de parti, que le projet de rétablir le culte catholique était non-seulement un acte personnel au premier Consul, mais presque un coup d'audace, qui n'était ni attendu ni désiré par la masse de la population. Tout au contraire démontre jusqu'à l'évidence que cet acte était vivement désiré par la population, et que le premier Consul ne s'est inspiré, en le provoquant, que des besoins et des vœux de l'immense majorité de la nation, manifestés d'ailleurs depuis longtemps. Depuis 1793, c'est-à-dire depuis le moment où la voix de la justice et du bon sens pouvait se faire entendre, de temps à autre, dans les conseils électifs de la nation, les populations réclamaient sur tous les points de la France le libre exercice du culte catholique.

Au Conseil des Cinq-Cents, dès l'an V, dans la séance du 26 prairial, nous lisons dans le procès-verbal : « DE TOUTES PARTS on réclame le libre exercice des cultes. » Le 29 prairial, Camille Jordan, député du Rhône, s'écriait : « L'OPINION PUBLIQUE sollicitait DEPUIS LONGTEMPS la révision des lois (révolutionnaires) sur la police

des cultes; TOUTE LA FRANCE l'attendait avec une inquiète espérance..... Vous ne devez pas craindre l'éveil d'une religion dominante. Le temps des pusillanimes terreurs n'est plus. » Presque à chaque séance, le Conseil est saisi de pétitions collectives relatives à ce sujet. Le 20 messidor, Fresnel s'exprime ainsi : « Les départements les moins agités sont ceux où le culte est vraiment libre, et où ses ministres prêchent à leurs fidèles la saine morale et l'oubli des injures. Si vous voulez que la paix et la tranquillité règnent dans toute la République, CÉDEZ AU VŒU DE LA MAJORITÉ DES FRANÇAIS. » Lemérier, dans la séance du 21 messidor, n'est pas moins formel : « LE CULTE CATHOLIQUE, quoi qu'on en ait dit, EST LE VÉRITABLE CULTE NATIONAL; j'en atteste les quatre-vingt-seize départements de la République. JAMAIS VŒU GÉNÉRAL NE FUT SI ÉNERGIQUEMENT PRONONCÉ. »

Boissy d'Anglas, dans son discours du 23 messidor, « ne peut s'empêcher de plaindre l'erreur où l'Assemblée constituante a été entraînée, lorsqu'elle décréta la constitution civile du clergé. » Il déclara lui-même, tout protestant qu'il était, ce que tant d'hommes de bon sens ont répété depuis avec les historiens sérieux, que la « CONSTITUANTE AURAIT ÉPARGNÉ DES MAUX INFINIS À LA FRANCE ET DES REGRETS À L'HUMANITÉ, » si elle n'eût pas décrété cette déplorable constitution.

Pavie, autre orateur, ajoute à son tour : « LE VŒU DU PEUPLE N'EST PAS DOUTEUX; IL VEUT SUIVRE LIBREMENT LE CULTE DE SES PÈRES ET REVOIR SES PASTEURS. Trop longtemps on a versé le sang des prêtres avec la même prodigalité que les bourreaux versaient celui des martyrs. Mettez un terme à leurs persécutions, etc. »

Royer-Collard et Pastoret sont, s'il se peut, encore plus affirmatifs dans leurs discours admirables et bien connus.

Done, en 1797, cinq ans avant la publication du Concordat, en pleine Assemblée délibérante, les députés de la France constataient que le rétablissement du culte catholique était réclamé « de toutes parts; » que tel était le vœu « de la majorité des Français; » que « ce vœu du peuple n'était pas douteux; » que « l'opinion publique » et « toute la France le demandaient; » que « jamais vœu général ne fut si énergiquement prononcé. » Et, chose remarquable, les divers orateurs qui se firent alors les interprètes du sentiment public ne furent pas contredits sur ce point par leurs adversaires, qui ne songèrent pas un instant à nier ce sentiment

manifeste de la nation, mais en combattirent seulement l'opportunité et les conséquences. Joignez à cela les innombrables pétitions qui affluaient au Conseil des Cinq-Cents, de tous les points de la France, et il sera impossible à tout esprit honnête de ne pas conclure que le Concordat, publié cinq ans après, n'a fait que donner satisfaction aux vœux et aux besoins du pays. Cela ne diminue en rien l'honneur qui revient au premier Consul d'avoir accompli ce grand acte, mais caractérise la vraie situation des esprits à cette époque.

Aussi, dans son discours magistral, monument de sagesse et de science politique, que nos réformateurs modernes feraient bien de relire, M. Portalis disait au Corps législatif (séance du 15 germinal an X, 5 avril 1802) : « Il résulte de l'analyse des procès-verbaux des conseils généraux des départements, que la majorité des Français tient au culte catholique; *que dans certains départements les habitants tiennent à ce culte presque autant qu'à la vie.* » Et il énumère les principaux de ces vœux formulés par les conseils généraux, puis il ajoute : « Tel est le vœu de **TOUTES LES CITOYENS** appelés par la loi à éclairer l'autorité sur la situation et les besoins des peuples; tel est le vœu des bons pères de famille, qui sont les vrais magistrats des mœurs, et qui sont toujours les meilleurs juges quand il s'agit d'apprécier la salubre influence de la morale et de la religion. » M. Portalis donne quelques extraits des lettres des préfets à l'appui de son observation, et continue : « Il serait inutile de rappeler *une multitude* d'autres lettres qui sont parvenues de **TOUTES LES PARTIES** de la République, et qui offrent le même résultat. »

« **LE VŒU NATIONAL** pourrait-il être mieux connu et plus clairement manifesté? Or, c'est ce vœu que le gouvernement a cru devoir consulter, et auquel il a cru devoir satisfaire; car on ne peut raisonnablement mettre en question si un gouvernement doit maintenir ou protéger un culte qui a toujours été celui de la très grande majorité de la nation, et que **LA TRÈS GRANDE MAJORITÉ DE LA NATION DEMANDE À CONSERVER.** »

Ainsi, en 1802, comme en 1797, c'est sur le « vœu national, » le vœu de « la très grande majorité de la nation, » qu'on s'appuie pour réclamer la restauration du culte public. En fait, d'ailleurs, le culte était rétabli dans la plus grande partie des paroisses. Depuis le moment où les lois avaient toléré la liberté des cultes,

on avait vu les églises se rouvrir en tous lieux, les prêtres reprendre l'exercice de leur ministère, et les fidèles se grouper autour d'eux.

Il n'y a qu'à consulter les traditions de chaque paroisse, les archives locales, pour se convaincre de ce fait. Le Concordat devait donner une sanction légale, une organisation régulière à cet état de choses; il rétablissait les rapports nécessaires de l'Eglise et de l'Etat, mettait fin au schisme des constitutionnels, pourvoyait à l'entretien du culte, et dotait les diocèses qui en avaient tant besoin d'évêques institués par le Souverain Pontife. Les bienfaits de ce grand acte furent considérables, et il faudrait être bien injuste ou bien ignorant pour les nier. Mais encore une fois le Concordat n'a pas créé le catholicisme en France, il a trouvé une France catholique et a satisfait à ses vœux et à ses besoins les plus pressants et les plus légitimes.

Ce fut un beau jour à tous égards pour la France que le jour de Pâques 18 avril 1802. Jamais les vieilles voûtes de nos églises n'avaient retenti de chants d'actions de grâces plus puissants et plus enthousiastes. Ce fut avec des larmes, avec des transports d'allégresse et de reconnaissance, que les prêtres revenus de l'exil ou sortis des prisons, que les fidèles victorieux de l'épreuve et de la persécution, répétèrent dans leurs temples, parés de fleurs qui dissimulaient leur pauvreté et les ravages de la Révolution, les strophes si éloquentes, si expressives du *Te Deum*. La vieille France catholique se retrouvait debout, dans l'unité de la foi, dans les douceurs de la paix, dans les sourires de l'espérance, pour cimenter de nouveau son antique alliance avec la religion divine qui avait béni son berceau et accompagné les longs siècles de sa glorieuse histoire.

A Paris, le *Te Deum* fut chanté avec une pompe incomparable dans la cathédrale, en présence du premier Consul, du Cardinal-Légat, des Consuls, du Sénat, du Corps législatif, du Tribunat, des ministres et des généraux en grand uniforme, des troupes de la garnison, des autorités constituées, d'une multitude innombrable de peuple, par le vénérable archevêque du Belloy, ancien évêque de Marseille, alors âgé de 93 ans, entouré d'un grand nombre d'archevêques et d'évêques, de chanoines et de prêtres.

Parmi les Prélat's qui se tenaient aux côtés de M^{sr} du Belloy, on pouvait remarquer un Archevêque à la haute stature, à la figure large et imposante, plein de dignité dans ses mouvements, un des

plus majestueux Pontifes assurément qui entouraient l'autel. C'était M^{sr} Etienne-Hubert Cambacérès, frère du consul Cambacérès, ancien chanoine et archidiacre de Montpellier, vicaire général d'Alais avant la Révolution, nommé le 9 avril 1802 au siège métropolitain de Rouen. Il avait été sacré par le Cardinal-Légat le 11 avril, jour des Rameaux, dans la Cathédrale de Paris, et paraissait pour la première fois revêtu de ses ornements pontificaux à la cérémonie du *Te Deum*. Il avait alors 46 ans, mais un embonpoint précoce et ses cheveux poudrés le vieillissaient beaucoup.

Pendant que le *Te Deum* se célébrait en grande pompe à la Cathédrale de Paris, à Rouen les prêtres se groupaient autour de M. de Saint-Gervais, ancien doyen du Chapitre, et faisaient retentir les voûtes de l'église de Saint-Ouen, de leurs chants d'actions de grâces. La basilique ne pouvait contenir les flots pressés du peuple.

A la Cathédrale, la cérémonie fut accomplie par deux ou trois membres de l'ancien clergé constitutionnel, qui devait bientôt l'abandonner. Déjà M. Leblanc-Beaulieu était parti, accompagné de son vicaire épiscopal archidiacre M. Debully, qui le suivit à Soissons. Quelques prêtres seulement étaient restés dans notre antique basilique pour pourvoir au culte public. Les anciens chanoines rentrés à Rouen, et à leur tête M. de Saint-Gervais, en prirent possession dès le dimanche suivant, sans éclat et sans cérémonie. On attendait l'arrivée de M^{sr} Cambacérès pour inaugurer la restauration du culte, et la fin du mois d'avril et les premiers jours de mai se passèrent à préparer la réception du Pontife impatientement attendu.

M^{sr} Cambacérès arriva à Rouen le soir du vendredi 14 mai, en conservant l'incognito, et descendit à l'hôtel de la Préfecture. MM. de Saint-Gervais, Papillaut et Malleux qui avaient rempli jusque-là les fonctions de vicaires généraux, et M. Martin de Boisville, ancien chanoine qui avait acquis une influence marquée dans les dernières controverses, furent invités par le préfet à venir le saluer et à représenter le clergé auprès du nouvel archevêque.

Le lendemain, on tira le canon pour annoncer à la ville l'heureuse arrivée du Prélat. Il reçut dans l'après-midi les hommages du clergé et les autorités civiles et militaire. Il se rendit ensuite à l'Hospice d'Humanité (la Madeleine), voulant consacrer sa pre-

mière visite aux malades et aux infirmes. C'est dans la chapelle de l'Hôtel-de-Dieu qu'il célébra sa première Messe à Rouen le dimanche suivant. « Par une espèce de prédilection pour cet asile de la souffrance, dit le *Journal de Rouen* du 26 floréal, il s'y est encore rendu ce matin et y a dit une Messe basse. Après cette cérémonie simple, il s'est rendu dans les salles. Il semble que sa présence ait suspendu un moment les douleurs des malades, car on remarquait avec attendrissement qu'un doux sourire venait éclore sur des visages qui auparavant n'avaient d'autre expression que celle de la souffrance. »

Pendant les jours qui précédèrent son installation, M^{re} Cambacérés célébra la sainte Messe dans la même chapelle. « Le 1^{er} prairial (20 mai), jour indiqué, pour l'assemblée du conseil général du département, M. l'Archevêque, dit le *Journal de Rouen*, a dit la Messe dans l'Hospice d'Humanité. Le préfet, le secrétaire général et les membres de l'assemblée générale ont assisté à cette cérémonie religieuse. »

Dès avant l'arrivée du Prélat, l'autorité départementale s'était employée à faire cesser le schisme qui désolait le diocèse. L'abbé Clément, chef de la secte des Clémentins, avait été arrêté le 15 avril. « Le nommé Clément, dit le *Journal de Rouen*, prêtre insoumis qui s'était fait remarquer par les plus folles prétentions, a été arrêté hier. Il se croyait autorisé, comme grand vicaire de l'ancien Evêque de Séez, à gouverner le diocèse de Rouen. Deux ou trois de ses acolytes, parmi lesquels on compte un abbé Joly, ont été aussi mis hors d'état de semer plus longtemps l'esprit de division dans l'Eglise. »

Quant au clergé constitutionnel, il avait pris le bon parti : il s'était soumis. Tous les prêtres de ce clergé avaient souscrit une lettre en date du 25 avril 1802, envoyée « à monsieur Cambacérés, leur archevêque, » conçue en ces termes :

« Instruits de la conduite qu'ont tenue, vis-à-vis de Son Eminence Monseigneur le Cardinal Légat, messieurs les Archevêques de Besançon et de Toulouse, les Evêques de Soissons, Cambrai, Strasbourg, etc; animés des mêmes sentiments qui les ont dirigés, et désirant lever, dans votre esprit, tout doute sur nos dispositions, nous vous déclarons par cette lettre abandonner volontairement la constitution civile du clergé, et admettre toutes les dispositions et articles de l'accord passé entre N. S.-P. le Pape Pie VII et le gouverne-

ment français, et vous reconnaître pour seul premier pasteur et archevêque de ce diocèse, vous promettant en cette qualité l'obéissance que nous avons vouée dans notre ordination à notre Archevêque et à ses successeurs. »

Aussi ne fut-on pas surpris de voir paraître les membres de l'ancien clergé constitutionnel dans la première visite que le clergé fit le 15 mai à M^{sr} Cambacérès, à l'hôtel de la Préfecture. Réunis pour la première fois depuis onze ans, les prêtres fidèles et les anciens assermentés donnèrent un spectacle qui réjouit profondément les cœurs pieux et fit concevoir les plus douces espérances. Toute cause de division désormais écartée, on ne songea plus qu'à la cérémonie d'installation du Prélat, qui prit possession le 22 mai de l'archevêché.

Le lendemain dimanche 23 mai, par un brillant soleil de printemps, on procéda à la solennité qui devait consacrer parmi nous l'heureuse restauration du culte.

Nous aimons à en donner le compte-rendu tel qu'il a été publié dans le *Journal de Rouen* du temps :

« A dix heures précises, une salve d'artillerie a annoncé le départ du cortège. La marche s'est ouverte par la moitié du détachement de cinquante hommes de cavalerie placés dans la cour du palais archiépiscopal. Marchaient ensuite les tambours et la musique de la garde nationale et des troupes de ligne; la moitié du détachement des grenadiers, les commissaires de police, les président et secrétaires du lycée des arts, les président et secrétaires de la Société de commerce, les notaires, la commission des Hospices, les professeurs de l'Ecole centrale, les membres d'instruction publique, les juges de paix, le tribunal de commerce, le tribunal civil, le tribunal criminel, le tribunal d'appel, l'état-major de la 15^e division, l'état-major de la place, celui de la garde nationale, les commissaires de guerre, de la marine, des poudres et des officiers de port; le conservateur des forêts et l'inspecteur de l'arrondissement de Rouen, les chefs de l'administration publique, le conseil de commerce; les maire, adjoints et membres du conseil de la mairie de Rouen, les commissaires des relations commerciales des puissances étrangères, les membres du conseil général du département et d'arrondissement, le secrétaire général et le conseil de la préfecture; enfin M. l'Archevêque, accompagné du préfet et de deux généraux.

« C'est dans cet ordre imposant que le cortège s'est rendu à la Cathédrale à l'entrée de laquelle, M. l'Archevêque a été reçu par son clergé qui l'a conduit sous un dais, jusqu'au sanctuaire. Pendant cette cérémonie, M. Broche a touché l'orgue avec cette supériorité de talent qui assure à jamais sa réputation.

« Le *Kyrie* et le *Gloria in excelsis* de la Messe en musique qui a été célébrée font honneur à M. Cordonnier, ancien maître de musique de la Cathédrale, qui en est l'auteur. Le *Credo* et le reste de cette Messe honorent aussi beaucoup M. Goulé, son élève, dont les talents sont depuis longtemps connus et appréciés.

« Il nous serait impossible de rendre un compte exact du sermon de M. l'abbé de Boisville, vicaire général, n'ayant pu en saisir que quelques traits; mais nous pouvons assurer que ce discours plein d'onction, et principalement destiné à démontrer la nécessité de la religion, respire le pardon des injures, l'oubli des haines et la charité la plus active. Il est terminé par l'éloge de quelques-uns des Prélat's qui ont occupé le siège archiépiscopal de Rouen, et principalement de M. de la Rochefoucauld, dont on n'a pas encore oublié la vertu et la bienfaisance.

« Entre l'évangile et la préface, le préfet a reçu le serment (voulu par l'article VI du Concordat) des vicaires généraux et membres du Chapitre.

« L'office terminé, M. l'Archevêque, qui s'est fait remarquer par un extérieur pieux, mais plein de noblesse et de dignité, est parti de la Cathédrale pour être reconduit en son palais dans le même ordre qu'il en était sorti.

« Cette cérémonie a été célébrée avec toute la solennité due au plus puissant mobile de la paix qui vient tarir la source de nos maux : le rétablissement d'un culte qui a survécu aux orages révolutionnaires. Une foule innombrable y a assisté et prouvé *par sa satisfaction extérieure et son recueillement que les sentiments religieux ne sont pas moins gravés dans le cœur des Français que l'amour de la patrie.* »

Dans son premier mandement (28 juillet 1802), M^{re} Cambacérès parle ainsi de cette solennité : « Quelle consolation, quel triomphe vous avez offerts à la religion, lorsque nous sommes entré pour la première fois dans cette majestueuse Métropole qui a vu tant de générations disparaître, et où nous avons été solennellement adopté en présence du Père de famille ! Cette pompe dont il

était l'objet, par laquelle vous avez voulu réparer les outrages qu'il a reçus dans ses ministres, ce concours innombrables de fidèles, cette joie modeste et pure qui éclatait sur leurs fronts, tout semblait nous annoncer que cette antique capitale était, pour ainsi dire, le temple de la foi. O jour qui nous a fait oublier tous les malheurs des années précédentes ! Non, jamais il ne s'offrira à notre souvenir sans nous faire verser des larmes de reconnaissance et de joie. »

Ce Mandement prescrivait qu'un *Te Deum* serait chanté, dans les églises du diocèse, en action de grâces de la paix générale et du rétablissement de l'exercice public de la religion.

Une ère nouvelle s'ouvrait pour la France ; le XIX^e siècle commençait par un grand acte de foi et de réparation.

CHAPITRE XIV

LA TRANSLATION DES RESTES DU CARDINAL DE LA ROCHEFOUCAULD

A LA CATHÉDRALE DE ROUEN, LE 20 AVRIL 1876

CHAPITRE XIV

Le vœu que nous avions émis en 1868 de voir les restes du cardinal de la Rochefoucauld reposer dans la cathédrale de Rouen, avait été accueilli avec faveur et empressement par M^{sr} le cardinal de Bonnechose qui voulut bien nous permettre de le lui renouveler dans nos entretiens et nous charger de sa réalisation.

Il nous est doux, en terminant ce livre, de rappeler la part que nous avons eue à cette œuvre de justice et de piété filiale, car des divers événements où notre humble vie a été mêlée, celui-ci nous est particulièrement cher; et si l'éminent historien du cardinal de Bonnechose n'a pas jugé à propos, en cette circonstance comme en plusieurs autres, de s'arrêter aux détails, nous croyons pouvoir, cette fois du moins, suppléer à son silence.

M^{sr} le cardinal de Bonnechose nous donna donc en 1868 une mission pour Munster, puis trouvant en 1875 le moment favorable, il sollicita lui-même du gouvernement allemand l'autorisation de transférer les restes du cardinal de la Rochefoucauld de Munster à Rouen, et l'obtint après d'heureuses négociations. Son Eminence nous chargea, M. le chanoine Robert, intendant du Chapitre, et moi, de nous rendre à Munster, d'y reconnaître et d'y recevoir le corps du grand exilé et de le ramener à Rouen.

Nous arrivâmes à Munster le 13 octobre 1875. Le lendemain nous étions à dix heures à la Cathédrale auprès du caveau du cardinal de la Rochefoucauld qui allait être ouvert devant nous.

Avant de procéder à l'exhumation, nous avions pris connaissance chez M. le chanoine Tibus, du volumineux dossier, conservé dans les archives de l'Evêché, relatif à la sépulture de M^{sr} de la Rochefoucauld. Nous y avons trouvé les documents les plus détaillés sur ce point intéressant de notre histoire religieuse. Non-seulement notre vénéré cardinal avait reçu après sa mort tous les honneurs dûs à son éminente dignité, mais encore il avait été

entouré des marques les plus touchantes de la piété filiale de ses prêtres. Dans l'impossibilité de tout copier, j'ai relevé quelques pièces plus significatives, entre autres les noms des prêtres du diocèse qui ont voulu veiller nuit et jour auprès du corps de leur bien-aimé Pontife. C'est un devoir pour nous de transcrire ici ces noms dignes de mémoire :

MM. Thorel, doyen des Loges;

Lepillier, curé de Valliquerville;

Thibault, curé d'Yvecrique;

Danneville, curé de Fourmetot;

Ignace, curé d'Ecultot;

Merlier, curé d'Envronville;

Lupar, curé de Paillard;

Angrand, secrétaire du vicariat général de Pontoise;

Protas, Métas, Paulin, Hérambourg, Quesney, Deudeville, Fatras, de Lastre, Houberon, Capperon, Foloppe, Bellemon, Le Bienvenu, Baudry, Romain, Dieudonné, Carpentier, Delestre, Martin, prêtres.

La maison du cardinal se composait alors de M. l'abbé de Pradt, son neveu, vicaire général; Lécoufflet, protonotaire apostolique, secrétaire; Deville et Lépine, valets de chambre.

Le cardinal, on s'en souvient, avait demandé à être inhumé dans la Cathédrale, devant l'autel de l'ancien chœur, où il avait accoutumé de célébrer la messe. Son vœu avait été exaucé. Il a été déposé dans un caveau fait avec soin à cette même place.

On comprendra l'émotion qui s'empara de nous lorsque les ouvriers donnèrent les premiers coups de pioche et dégagèrent le caveau. Il était dix heures et demie du matin. L'évêché avait désigné comme témoins M. le vicaire général Gièse, le chanoine Tibus, le directeur du grand Séminaire, Aorstmann, et l'intendant de la fabrique Antoine Krabbe.

A onze heures, l'entrée du caveau était praticable, et permettait de découvrir, à l'aide d'une lumière, l'ensemble de la sépulture. Le cercueil apparut tel que les années l'avaient fait. Les côtés droit et gauche étaient affaissés et désagrégés. Le cercueil était grand, en beau chêne cannelé, orné de six poignées en fer argenté. On souleva le couvercle, et nous pûmes contempler le corps du vénéré cardinal. La mort, hélas! avait fait son œuvre, et le temps ses ravages. Plus de chair, ni d'ornements visibles. Un squelette

intact, étendu dans toute sa longueur sur un coussin. Le crâne était encore entouré de cheveux. Le bras droit avait fléchi. L'avant-bras était hors du cercueil.

M. le chanoine Robert fit alors apporter un cercueil neuf qu'on descendit dans le caveau. Nous entrâmes dans le caveau et fîmes une inspection minutieuse du cadavre. Nous reconnûmes des vestiges d'ornements pontificaux et des restes d'étoffe épaisse appartenant probablement à la soutane rouge du cardinal. Puis, avec les précautions et les soins les plus pieux, nous transférâmes la dépouille mortelle de M^{gr} de la Rochefoucauld dans le cercueil neuf, en lui laissant, grâce à la planche de dessous du cercueil, leur place primitive. On eut soin de mettre dans le cercueil neuf les planches de l'ancien et tous les débris que contenait le caveau, qui fut entièrement vidé.

Ce travail accompli avec l'aide des personnes présentes, en silence et avec le respect le plus religieux, le cercueil neuf fut tiré du caveau et placé dans l'église, recouvert d'un drap blanc. On le vissa immédiatement, et on le transporta à bras dans une ancienne chapelle attenante à la Cathédrale.

Nous pensions, en suivant tous deux cette modeste translation de notre Pontife, à la pompe qui avait accompagné il y a soixante-quinze ans ses funérailles. Du moins il était accompagné d'un membre de son vénérable Chapitre et d'un représentant du clergé de son ancien diocèse, et il allait être bientôt rendu à la terre natale.

Il était une heure et demie lorsque le corps fut déposé dans l'ancienne chapelle, fermée à clef.

A trois heures nous avons dressé dans la salle capitulaire le procès-verbal signé de tous les témoins.

Nous sommes partis de Munster le vendredi 15 octobre, à trois heures de l'après-midi, emportant notre précieux dépôt. Le cercueil du cardinal a été placé dans un wagon spécial, plombé sous nos yeux. Il a fallu changer de ligne à Düsseldorf et transférer le cercueil dans une autre voiture. Pendant l'opération, les ouvriers de la gare sont venus spontanément déposer sur le cercueil une couronne et des guirlandes de lierre, touchant et suprême hommage de l'Allemagne catholique au prince de l'Eglise et au confesseur de la foi qui avait été pendant les années de l'exil son hôte et son édification.

Nos yeux se sont mouillés de larmes à la vue de cette action si simple et si grande dans sa signification, et nous avons rapporté à Rouen le cercueil orné de ces touchants emblèmes de la vénération et de la pitié populaires.

Nous avons de plus recueilli à Paris le corps de M^{re} de Pierre de Bernis, successeur du cardinal Cambacérès sur le siège de Rouen, inhumé dans les caveaux de l'église Saint-Sulpice. Ces deux corps arrivés le mardi 19 au soir à Rouen ont été déposés provisoirement dans la crypte de l'église Saint-Godard.

M^{re} le cardinal de Bonnechose adressa le 4 mars 1876 la lettre pastorale suivante au clergé et aux fidèles de son diocèse.

« Il est temps, Nos Très Chers Frères, d'accomplir un acte de piété filiale depuis longtemps désiré.

« Dominique de la Rochefoucauld, cardinal de la sainte Eglise romaine, né en 1712, archevêque d'Alby de 1747 à 1750, a été quarante-et-un ans archevêque de Rouen. Digne successeur des saint Victrice, des saint Romain, des saint Ouen, des Rigaud, il a gouverné ce vaste diocèse durant cette longue période de temps avec un zèle et une sagesse au-dessus de tout éloge. Dans les jours mauvais, lorsque son peuple fut éprouvé par les fléaux de la disette ou de la maladie, il lui prodigua les plus touchants témoignages de charité. Appelé souvent à siéger dans les vénérables assemblées du clergé de France, il en devint pour ainsi dire le régulateur. Lorsqu'une hérésie tortueuse tenta, par ses manœuvres hypocrites, d'infecter le clergé et les fidèles confiés à sa garde, l'archevêque de Rouen leur opposa une fermeté invincible, tempérée par la douceur et le désir de ramener les cœurs égarés. Lorsque l'impiété, abusant du beau nom de philosophie, leva le masque trompeur dont elle s'était couverte pour séduire les faibles, il ne négligea aucune occasion, aucun moyen d'avertir, d'éclairer et de mettre en garde son troupeau contre l'invasion de ces doctrines perfides qui conduisent aux abîmes. Il fit entendre sa voix aux puissants et aux princes, comme aux pauvres et aux petits; et jamais on ne le vit fléchir devant les sophismes de la fausse science ou les engouements d'une opinion publique égarée.

« Hélas! la tempête annoncée de loin par les sages éclata bientôt sur la France, avec une violence qu'aucun n'avait prévue. Elle trouva le cardinal de la Rochefoucauld intrépide et inébranlable. Député aux Etats-Généraux, président de la chambre du clergé,

il soutint avec un courage qui ne se démentit jamais les droits sacrés de la religion, de l'Eglise et de la monarchie. Il la vit tomber, cette monarchie séculaire, associée à toutes les splendeurs de la France, Il vit le pieux, le saint descendant de tant de rois précipité de son trône et enfermé dans la sombre tour du Temple, d'où il ne devait sortir que pour monter sur l'échafaud. Il demeura dans Paris durant les horribles journées de septembre 1792, où les assassins inondèrent du sang des évêques et des prêtres fidèles le pavé des Carmes, de l'Abbaye et de Saint-Firmin. Impuissant à arrêter le torrent des crimes qui l'environnaient, forcé de fuir, navré de douleur, il quitta le sol de France pour se réfugier en Belgique, puis en Westphalie. Il vécut six ans à Munster, objet de la vénération universelle. Après tant d'années, on s'y souvient encore de ses vertus; et l'impression profonde qu'elles firent sur ses contemporains, transmise par les pères à leurs enfants, y est encore toute vivante. C'est là que, parvenu à une vieillesse très avancée, éprouvé par les extrémités de la prospérité et du malheur, les yeux tournés vers l'éternité et vers la France, il ne cessa de prier pour elle et de travailler pour son diocèse, qu'il gouvernait de loin par des ecclésiastiques sûrs et dévoués. L'Eglise de Rouen ne fut pas seule l'objet de sa sollicitude; il lui fallut l'étendre à celles d'Evreux, de Coutances et de Lisieux, privées de leurs pasteurs légitimes. Quelques jours avant sa mort, il écrivait encore pour accomplir jusqu'au bout ses devoirs apostoliques; et avant de quitter ce monde, il eut la consolation de recevoir des brefs de Pie VI et de Pie VII, approuvant, sanctionnant tout ce qu'il avait cru devoir faire pour le bien des âmes, pour la religion et l'Eglise.

« Enfin, à quatre-vingt-huit ans, ce glorieux athlète, qui pouvait dire en toute vérité : *Bonum certamen certavi, cursum consummavi, fidem servavi; j'ai combattu le bon combat, j'ai achevé ma course, j'ai gardé la foi* (1), entendit sonner l'heure du repos et s'endormit du sommeil des justes sur la terre étrangère. Il ne lui fut pas donné de voir l'Eglise de France sortant de ses ruines et reprenant une vie nouvelle par le Concordat conclu entre Pie VII et Napoléon I^{er}. Quand le cardinal de la Rochefoucauld rendit le dernier soupir, loin de sa patrie, les pierres du sanctuaire étaient encore dispersées, et ses ministres fidèles jetés de tous côtés sur

(1) II. Timoth., iv, 7.

des plages lointaines. Il fallut donc que sa dépouille mortelle reposât aussi dans le sein de cette terre hospitalière, qui avait donné asile au Pontife vivant. Mais cet état de choses, N. T. C. F., devait-il durer? Le père devait-il toujours demeurer loin des enfants de ses enfants? Non, sans doute. Sa place était ici, dans cette cathédrale enrichie de ses dons, où, durant tant d'années, il invoqua la miséricorde divine sur la France et sur son troupeau, dans cette antique Métropole où l'attendait cette longue suite de glorieux Pontifes, ses prédécesseurs, que l'Eglise de Rouen a eu le bonheur de voir à sa tête.

« Tel est le désir que depuis longtemps, N. T. C. F., nous nourrissions dans notre cœur, espérant toujours un temps favorable pour le satisfaire.

« Enfin il est venu; et nous vous avons fait rendre compte du voyage entrepris, il y a quelques mois, pour ramener de l'exil ces restes vénérés. Vous savez que, bénie de Dieu, cette entreprise a pleinement réussi. MM. les chanoines députés à cet effet ont eu toute facilité pour accomplir leur œuvre; ils n'ont rencontré que des témoignages d'intérêt et de vénération. Il y a même eu sous ce rapport des circonstances touchantes, puisqu'un jour, dans une des stations de la route, le cercueil fut trouvé couvert de fleurs. Enfin cette dépouille sacrée nous a été rendue. Nous l'avons fait déposer provisoirement dans cette crypte vénérée où la tradition nous dit que le corps de saint Romain, il y a douze siècles, fut enseveli. C'est là que nous sommes allé prier, auprès de notre vénérable prédécesseur, le Dieu qui protège la France, de nous épargner de nouveaux malheurs, de nouvelles ruines et de nouveaux exils. Maintenant achevons notre œuvre; et transportons cet auguste dépôt dans cette Cathédrale, qui l'appelle depuis soixante-seize ans; et efforçons-nous de lui rendre les honneurs dont nos pères auraient voulu l'entourer.

« Mais nous avons encore un autre devoir à remplir. Un autre Pontife manque à cette Cathédrale. Un pieux et doux Pontife est mort aussi éloigné de son diocèse, et n'y a pas reçu la sépulture. Je veux parler de M^r de Bernis, successeur du cardinal Cambacérés, premier archevêque de Rouen après le Concordat.

« Neveu du cardinal de Bernis, ambassadeur de France à Rome, il y fut sacré évêque dans cette même église de Saint-Louis des Français où, depuis, nous avons reçu nous-même la consécration

épiscopale. Le pape Pie VI, à la veille des orages qui allaient fondre sur lui et l'enlever de Rome, voulut consacrer lui-même M^{sr} de Bernis, en présence du Sacré-Collège, et donner ainsi un éclatant témoignage de son estime et de son amour pour la France.

« M^{sr} de Bernis, nommé coadjuteur de son oncle le cardinal qui était archevêque d'Alby, administra en son nom ce diocèse pendant plusieurs années, et il y fit paraître une sagesse et une charité qui lui concilièrent la vénération et l'affection de tous. Député aux États-Généraux par le clergé de Carcassonne, il se montra, dans cette assemblée orageuse, constant et intrépide défenseur des droits imprescriptibles de la vérité et de la justice. Contraint de chercher un asile contre les fureurs révolutionnaires, il le trouva à Rome, où il ferma les yeux au cardinal son oncle, et devint ainsi de droit archevêque d'Alby. Mais les troubles de la France ne lui permirent pas de prendre possession.

« Rentré dans sa patrie, lorsque la sécurité y reparut, il donna humblement la démission de son siège à la demande de Pie VII, et vécut pieusement dans la retraite près de Nîmes, pendant toute la période du premier Empire. Quand la Providence eut rendu par la Restauration ses rois à la France, M^{sr} de Bernis fut tiré de son obscurité et nommé au grand siège de Lyon. Des difficultés qui lui étaient étrangères ayant empêché que cette nomination n'eût son effet, il fut canoniquement institué archevêque de Rouen et prit possession de son nouveau siège le 27 novembre 1819. A peine eut-il commencé à gouverner son diocèse, que bientôt les mêmes qualités de raison, de prudence, de bonté et de zèle dont il avait fait preuve à Alby, lui attirèrent d'autant plus de respect et d'attachement, qu'elles s'étaient accrues par trente années d'expérience et de malheurs. Prêtres et fidèles se félicitaient du choix heureux qui avait mis à leur tête un Pontife selon le cœur de Dieu, lorsqu'après un peu moins de quatre ans, il leur fut presque subitement ravi. Ce fut à Paris, après avoir célébré à Saint-Denis l'anniversaire funèbre du 21 janvier, que M^{sr} de Bernis fut saisi tout à coup du mal impitoyable que ne put conjurer tout l'art des médecins. Il expira, lui aussi, loin de son troupeau; mais au moins c'était sur la terre de France, et sa dépouille mortelle fut déposée dans les caveaux de cette église de Saint-Sulpice, si connue par la foi et la piété de ses paroissiens. Là, des Français purent pleurer et prier sur sa tombe. Mais était-ce assez? Ces restes véné-

rés ne devaient-ils pas reposer ici, dans notre antique cathédrale, à côté de ceux de son illustre prédécesseur, le cardinal Cambacérès? Nous l'avons pensé, N. T. C. F., et nous avons voulu associer dans un même acte de réparation et de piété filiale et M^{sr} le cardinal de la Rochefoucauld et M^{sr} de Bernis. Les corps de l'un et de l'autre sont provisoirement déposés à Saint-Godard, dans la vénérable crypte de Saint-Romain. Mais le temps est venu de les en faire sortir, pour qu'ils viennent prendre la place qui les attend dans notre église métropolitaine. Nous désirons entourer cette solennité de toute la pompe que réclament la dignité des Pontifes qui en sont l'objet, ainsi que leurs titres à notre vénération et à notre reconnaissance.

« A CETTE FIN, après nous être concerté avec les membres de notre vénérable Chapitre, nous avons prescrit les dispositions suivantes :

1^o Le jeudi 20 avril prochain, aura lieu la translation solennelle des dépouilles mortelles de Son Eminence Monseigneur le cardinal Dominique de la Rochefoucauld, et de Sa Grandeur Monseigneur François de Pierre de Bernis, anciens archevêques de Rouen, dans notre église métropolitaine.

2^o La veille, mercredi 19 avril, les corps seront exposés dans l'église Saint-Godard, où ils ont été provisoirement déposés; et à trois heures et demie de l'après-midi, le Chapitre de notre église métropolitaine y chantera les Vêpres des morts, suivies des Matines et des Laudes.

3^o Le jeudi 20 avril, seront célébrées les funérailles suivant l'ordre indiqué ci-dessous :

MM. les ecclésiastiques qui voudront prendre part à la cérémonie en habit de chœur, pourront se réunir à la cathédrale avant huit heures.

A huit heures précises, le Chapitre et le clergé de l'église métropolitaine, ainsi que les prêtres réunis à la cathédrale, se rendront à l'église Saint-Godard par la rue des Carmes, la rue Beauvoisine et la rue Beffroi, pour la levée des corps.

Après la levée des corps, le convoi funèbre se mettra en marche pour la cathédrale par la place Saint-Godard, la rue de l'Ecole, la rue de l'Hôtel-de-Ville, la rue Jeanne-d'Arc, la rue de la Grosse-Horloge, et le parvis Notre-Dame.

Après le chant des prières prescrites pour l'entrée de la cathé-

drale, une messe pontificale sera célébrée par un de Nosseigneurs les évêques présents à la cérémonie.

Cette messe sera suivie de l'oraison funèbre prononcée par Sa Grandeur Monseigneur Besson, évêque de Nîmes, et des cinq absoutes solennelles.

Les corps seront ensuite transportés dans le caveau préparé sous la chapelle de la Sainte Vierge.

4° Nous invitons ceux de nos chers coopérateurs qui en auront la possibilité, à se joindre à nous pour célébrer cette solennité funéraire, et rendre cet hommage de piété filiale à nos vénérables prédécesseurs.

Notre présente lettre pastorale sera lue au prône dans toutes les églises et chapelles de notre diocèse, le dimanche qui en suivra la réception.

Donné à Rouen, en notre palais archiépiscopal, sous notre seing, le sceau de nos armes, et le contre-seing du secrétaire général de notre archevêché, le 4 mars 1876.

† HENRI, cardinal DE BONNECHOSE, *archevêque de Rouen*.

La cérémonie du 20 avril 1876 a été de celles qui consolent les âmes et honorent un pays. Si elle a prouvé que l'Eglise catholique est toujours la grande école du respect et de la reconnaissance, elle a montré aussi que la Normandie, cette terre des nobles traditions, garde religieusement le souvenir de ses Pontifes et sait entourer leur mémoire de la plus filiale vénération.

Après quatre-vingt-quatre ans d'exil, le corps du pieux et illustre cardinal de la Rochefoucauld a été rendu à l'église métropolitaine, au milieu des plus touchantes et des plus solennelles manifestations de respect, d'honneur, de sympathie. Le corps de M^{sr} de Bernis, exilé, lui aussi, pour la foi, mort à Paris en 1823 et inhumé dans l'église Saint-Sulpice, a été réuni aux dépouilles mortelles de ses vénérables prédécesseurs.

Cet acte de justice et de réparation dont M^{sr} le cardinal de Bonnechose a pris l'initiative, et qui marquera parmi les événements mémorables de son glorieux et fécond épiscopat, a été accompli avec grandeur, devant un peuple immense, au milieu du concours des Pontifes, du clergé, de la magistrature, de l'armée, en des circonstances et avec des détails qu'il importe de conserver fidèlement à l'histoire.

Les corps des deux archevêques, rapportés, comme on sait, à Rouen le 19 octobre 1875 et déposés dans la crypte de Saint-Godard, avaient été exposés mercredi, veille de la solennité de la translation, dans l'église Saint-Godard.

L'église était tendue de noir dans toute sa longueur. Au milieu du chœur on avait placé les deux cercueils en flèche, entourés de gros cierges. Celui de M^{sr} de Bernis était recouvert d'un drap de velours noir aux larmes d'argent; celui du cardinal de la Roche-foucauld, de velours noir aux larmes d'or. Sur ce dernier une barette rouge, insigne de sa haute dignité de prince de l'Eglise; sur tous les deux, la mitre et l'étole; aux coins de chaque cercueil, la crosse et la croix archiépiscopale voilées de crêpes.

On avait eu le soin de laisser sur le cercueil neuf de Munster, enfermé dans une nouvelle caisse de chêne faite à Rouen, les couronnes de feuillage déposées à Dusseldorf par des mains pieuses et inconnues, et qui étaient comme le dernier hommage des catholiques des pays rhénans à l'illustre confesseur de la foi.

A trois heures et demie, les membres du Chapitre métropolitain, les chantres de la cathédrale et les élèves de la Maîtrise se sont rendus à l'église Saint-Godard et y ont chanté les Vêpres des morts, puis les Matines et les Laudes, sous la présidence de M. le doyen du Chapitre.

Les prières de l'Eglise ne devaient plus être interrompues auprès de nos Pontifes. Après l'office, MM. les curés de la ville, puis des membres du clergé, sont venus tour à tour, en habits de chœur, réciter le bréviaire et faire la veillée de la piété filiale. C'est ainsi qu'à Munster, comme nous l'avons raconté, les prêtres du diocèse exilés avaient voulu entourer jusqu'à l'heure des funérailles leur vénérable archevêque. Pendant toute la soirée, les fidèles se sont succédé en grand nombre dans l'église, et ont prié avec le plus édifiant recueillement auprès des corps de nos archevêques.

Le bourdon métropolitain, mis en branle à sept heures trois quarts, a annoncé par ses puissants et mélancoliques appels la solennité de jeudi.

A huit heures, le clergé s'est rendu processionnellement de la métropole à l'église Saint-Godard, en psalmodiant le psaume *Expectans expectavi Dominum*. NN. SS. les évêques et S. Em. M^{sr} le cardinal, réunis à l'Ecole de Commerce, y avaient revêtu leurs insignes. La procession s'est arrêtée devant cette Ecole et a pris les

prélats, qui ont fait bientôt leur entrée dans l'église Saint-Godard.

Cette église, dont l'accès avait été interdit au public, était remplie par les invités qui occupaient la nef, et par les autorités placées aux premiers rangs.

S. Em. Monseigneur le cardinal et NN. SS. les évêques ont été reçus avec l'eau bénite et l'encens par M. le doyen du Chapitre. Son Eminence a procédé aux prières et à la cérémonie de la levée des corps. Ce moment était plein d'émotion. M^{sr} le cardinal de Bonnechose venant chercher ses deux vénérables prédécesseurs pour leur restituer le vrai lieu de leur repos, et saluant les cercueils de ces deux confesseurs de la foi qu'il a rendus à leur ville métropolitaine et aux hommages du clergé et du peuple, ce spectacle, pour qui savait sentir, était beau et doux. Vous n'avez pas été oubliés, illustres morts ! Vous remplissiez autrefois de vos bienfaits et de votre dignité ce siège antique de Rouen, cette ville métropolitaine qui vous fut si chère ; voici que celui qui a recueilli votre houlette pastorale et qui la porte si dignement vous apporte aujourd'hui avec l'expression de la reconnaissance publique le témoignage de sa piété fraternelle. Venez, traversez une fois encore nos rues et nos places publiques, et recueillez les suprêmes hommages du clergé et du peuple, de l'Eglise et de la patrie !

Le cortège se met en marche.

En tête les trompettes et la fanfare du 20^e bataillon de chasseurs, les tambours et la musique du 74^e régiment de ligne, qui ouvre le cortège par ses harmonies à la fois graves et majestueuses, comme il convient à ce grand jour.

Le commandant et le capitaine-adjutant-major du 20^e, à cheval. Le bataillon accompagne le cortège et rend les honneurs militaires.

Les suisses et la croix métropolitaine.

Les élèves du grand séminaire, les prêtres du diocèse, vicaires, chapelains, curés et doyens, au nombre de près de trois cents.

MM. les curés de la ville de Rouen.

MM. les chanoines honoraires et titulaires.

NN. SS. les évêques, revêtus de la chape noire et de la mitre blanche, suivis de leurs chapelains portant la crosse et le bougeoir, dans l'ordre suivant :

S. G. M^{sr} l'évêque de Coutances, assisté de MM. Croulebois, vicaire général de Coutances, et Postel, supérieur du grand séminaire et vicaire général de Rouen.

S. G. M^{re} l'évêque de Nîmes, assisté de MM. Outhenin-Chalandre, chanoine de Nîmes, et Loth, chanoine honoraire de Rouen.

S. G. M^{re} l'évêque d'Evreux, assisté de MM. Deneuve, vicaire général d'Evreux, et Tirel, chanoine de Rouen.

S. G. M^{re} l'évêque de Bayeux, assisté de MM. Jeufrain, archiprêtre, et Balavoine, chanoine de Rouen.

La croix archiépiscopale.

S. Em. M^{re} le cardinal, archevêque de Rouen, assisté de MM. Legros et Delahaye, vicaires généraux.

Les porte-insignes.

Le char en velours noir, décoré d'ornements d'argent et trainé par quatre chevaux, sur lequel est placé le cercueil de M^{re} François de Pierre de Bernis, ancien archevêque de Rouen et pair de France. Devant le char, des ecclésiastiques portant la croix et la crosse, voilées de crêpes noirs.

Le char en velours noir, rehaussé d'ornements d'or, sur lequel est placé le cercueil de S. Em. M^{re} le Cardinal Dominique de la Rochefoucauld, ancien archevêque de Rouen. Devant, les mêmes attributs portés par des chapelains.

Derrière le dernier char, le deuil est conduit par M. l'abbé Mainé, chanoine honoraire et curé de Saint-Romain de Rouen. Ce vénérable prêtre en cheveux blancs, ordonné par M^{re} de Bernis, doyen d'âge et de nomination des curés de la ville métropolitaine, représentait dignement l'ancien clergé, dont il avait connu, dans sa jeunesse, les principaux membres et recueilli les meilleures traditions.

A la tête du cortège funèbre marchaient M. le général Lebrun, commandant le 3^e corps d'armée, M. le premier président de la Cour d'appel, M. le général de division, M. le procureur général, M. le procureur de la République, MM. Ancel et général Robert, sénateurs, MM. Anisson Duperron et du Douet, députés, M. l'intendant militaire, des conseillers généraux, et autres dignitaires, M. le secrétaire général, M. le premier adjoint au maire de Rouen.

Les familles des deux Prélat's étaient représentées par M. le duc de la Rochefoucauld, chef de l'illustre famille de ce nom, M. le comte Hippolyte de la Rochefoucauld, ancien ministre plénipotentiaire, M. le comte Olivier de la Rochefoucauld, M. le comte Frédéric de la Rochefoucauld, M. de la Rochefoucauld, duc d'Estissac, M. le comte Henri de la Rochefoucauld Bayers; M. le marquis de

Bernis, M. le comte de Bernis Calvière, M. le général de division vicomte de Bernis, filleul de notre ancien archevêque, M. le vicomte Charles de Bernis.

S'étaient excusés : M. le duc de Doudeauville, M. le duc de Bisaccia, M. le duc de la Roche-Guyon, M. de Veyrac d'Apchier, M. Albert de Bernis.

Une nombreuse assistance, composée de l'élite des hommes de notre ville, suivait les familles.

Le convoi s'avança ainsi, lentement, au milieu d'une foule respectueuse et recueillie, à travers les rues de l'Ecole, de l'Hôtel-de-Ville, de Jeanne-d'Arc et de la Grosse-Horloge. Deux chœurs, formés de prêtres, de séminaristes, de chantes et des enfants de la Maltrise, chantaient alternativement en faux-bourdon et à l'unisson les psaumes de l'Office des Morts, avec une gravité et un ensemble imposants.

Les fronts se découvraient sur le passage de la procession, et l'émotion se lisait sur bien des figures. Tous les cœurs pieux comprenaient l'éloquence de cette cérémonie, qui ressemblait autant à une marche triomphale qu'à un convoi funèbre.

Ces deux corps qui traversaient nos rues, c'étaient autrefois deux Pontifes vénérés, dont les vertus, les belles actions, la sainte vie étaient présents à tous les souvenirs. L'un, prince de l'Eglise, avait gouverné pendant quarante-et-un ans, dans la paix et la charité, ce vaste diocèse. Il avait semé les bienfaits sous ses pas. L'autre n'avait fait que passer sur le siège de Rouen, mais il y avait laissé un tel parfum de douceur et de bonté, que sa mémoire y est demeurée en bénédiction. Tous deux avaient confessé la foi dans les jours les plus mauvais de notre histoire. Le cardinal était mort dans l'exil, donnant au monde le spectacle d'un courage et d'une fermeté apostoliques à la hauteur des plus cruelles épreuves. Ils contemplaient sans doute du haut du ciel cette scène de piété filiale, et priaient pour le diocèse et pour la France... Passez donc, dépouilles augustes de nos illustres Pontifes, escortées de la vénération publique, entourées de vos frères dans l'épiscopat, du clergé, du bon peuple de cette cité toujours fidèle; passez dans cette ville qui vous fut si chère, et entrez dans le lieu de votre repos! Vous voici au seuil de votre antique Métropole!

Ici la scène est grandiose et émouvante. Le temps, menaçant depuis quelques jours, est devenu serein. Le ciel semble sourire à

la terre. La foule immense garde un silence solennel. Les cloches ébranlées remplissent l'air de leurs volées puissantes et saluent les Pontifes. La musique militaire éclate en fanfares triomphales. On descend des chars les vénérables corps. Le cercueil de M^{sr} de Bernis entre le premier dans l'église métropolitaine. Le cercueil du cardinal de la Rochefoucauld est découvert et porté à bras. Tous les regards se portent vers lui. Le voilà, ce saint et illustre Pontife, rendu, après plus de quatre-vingts ans, à la patrie, à la Normandie, à l'Eglise de Rouen. Il avait quitté sa Cathédrale à l'aurore de la Révolution; il y rentre avec des chants, des larmes, des bénédictions, au milieu de l'allégresse et de la vénération universelles.

La Cathédrale est pleine comme aux grands jours. NN. SS. les évêques prennent place sur les fauteuils disposés dans le sanctuaire. Son Eminence est au milieu des évêques du côté de l'évangile.

Les corps sont déposés au milieu du chœur sous un riche catafalque et environnés de lumières.

La Métropole est tendue, sur toute sa longueur, de draperies funèbres, relevées par les écussons des Prélats.

Les curés de la ville et les chanoines occupent les stalles. Les prêtres sont rangés dans la haute nef du côté de l'épître. Les chantres et la Maitrise sont au jubé. Les principales autorités occupent des fauteuils dans le chœur à leur place ordinaire. Les familles et les invités sont rangés au haut de la grande nef, du côté de l'évangile. Quatre cents places sont occupées dans la nef par des personnes munies de cartes spéciales. Le reste de la basilique est rempli par la foule.

La messe de *Requiem* est célébrée par S. G. M^{sr} l'Evêque de Bayeux, assisté de M. l'abbé Isaac, vicaire général. M. l'abbé Othon, chanoine honoraire, faisait diacre; M. l'abbé Delalande, doyen de la Faculté de théologie, sous-diacre. Les chants graves et imposants de la liturgie ont été exécutés avec un ensemble et une expression des plus pénétrants; les cérémonies exécutées avec une précision et une dignité parfaites. On ne pouvait se défendre d'une religieuse émotion en entendant retentir sous les voûtes de notre antique basilique les accents tour à tour plaintifs, suppliants, majestueux, de nos mélodies serrées, répétées par des masses chorales dignes d'une telle mission et parfaitement con-

duites par notre maître de chapelle, M. l'abbé Dausbourg. On a exécuté à l'Introït le *Requiem* de Mozart ; à l'Offertoire, le *Dies iræ* du même maître ; à l'Elévation, le *Pie Jesu*, et l'*Agnus Dei* de Chérubini.

Le saint sacrifice terminé, il fallait une grande voix, la voix d'un prince de la parole, pour donner à cette solennité toute son expression et son puissant enseignement. Elle n'a pas fait défaut. S. G. M^{re} Besson, évêque de Nîmes, est monté en chaire et a prononcé l'oraison funèbre des deux archevêques en digne successeur de Fléchier. Ce monument d'éloquence sacrée qui n'a rien à envier aux productions les plus mémorables de la chaire française, a été publié dans les œuvres de l'illustre évêque. Il a rappelé les grandes œuvres des maîtres, et a ajouté au trésor des lettres chrétiennes un nouveau et impérissable joyau.

Les absoutes solennelles ont suivi l'oraison funèbre. La première a été donnée par S. G. M^{re} l'Evêque de Bayeux ; la seconde, par S. G. M^{re} l'Evêque d'Evreux ; la troisième, par S. G. M^{re} l'Evêque de Coutances ; la quatrième, par M. l'abbé Legros, doyen du Chapitre et vicaire général ; la cinquième, par S. Em. M^{re} le Cardinal, Archevêque de Rouen, Primat de Normandie.

Le clergé, NN. SS. les évêques et M^{re} le Cardinal se sont rendus ensuite processionnellement à la chapelle de la Sainte-Vierge, suivis des familles de nos archevêques et des autorités. On a entonné le chant final, ce vœu si touchant qui convenait si bien au couronnement de cette cérémonie : *In paradisum!* puis le *Benedictus* avec l'antienne *Ego sum*. Son Eminence a prononcé d'une voix émue les dernières prières pour la sépulture, et les corps de NN. SS. le Cardinal de la Rochefoucauld et de François de Bernis ont été descendus dans le caveau des archevêques de Rouen, en attendant l'éternelle résurrection.

On a placé, non loin du lieu de la sépulture, dans le mur de la chapelle de la Sainte-Vierge, une pierre portant, avec les armes de l'illustre défunt, l'inscription suivante.

Hic jacet
DOMINICUS DE LA ROCHEFOUCAULD
S. R. E. presbyter cardinalis
Archiepiscopus Rothomagensis
Normanniæ Primas

Totius ord. cluniac. sup. et abbas
 Regii ord. S. Spiritûs commendator
 Cleri forma. gregis pater ac deliciar
 Ecclesiam Albigensem per annos XIII
 Rothomagensen vero per annos XLI
 Successive rexit
 Pro religione et patriis legibus
 Octogenarius exulare coactus
 Obiit Monasterii Wesphal.
 die XXIII septembris A. D. MDCCC
 Annum agens LXXXIX Pontificat. LIV
 R. I. P.

Puisse un jour le diocèse de Rouen se souvenant des vertus, des sacrifices, des exemples héroïques du Cardinal de la Roche-foucauld et de ses prêtres fidèles, pendant la Révolution, leur élever, dans l'église métropolitaine, un monument digne d'eux ! Il devrait être érigé sur les cendres du saint Pontife et comprendre avec sa belle et douce figure, des images allégoriques et les noms de nos prêtres morts dans le massacre des Carmes, sur la guillotine et dans l'affreux supplice des pontons. Ce devoir de piété filiale s'imposera, en des temps plus heureux que le nôtre, aux générations sacerdotales qui nous succéderont. Nous fermons notre livre sur cette vision réparatrice et nous saluons par avance le jour qui lui donnera sa réalité.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — LE CLERGÉ FRANÇAIS DU XVIII ^e SIÈCLE. — TÉMOIGNAGES EN SA FAVEUR. — DÉCLARATION DE L'AUTEUR. — LA FRANCE, SA MISSION PROVIDENTIELLE. — HOMMAGE À L'ARCHEVÊQUE DE ROUEN ET AU CLERGÉ DU DIOCÈSE POUR SON ADMIRABLE CONDUITE PENDANT LA RÉVOLUTION.....	1 à V
--	-------

CHAPITRE PREMIER. — DEPUIS LA NAISSANCE DE DOMINIQUE DE LA ROCHEFOUCAULD JUSQU'À SA NOMINATION AU SIÈGE ARCHÉPISCOPAL DE ROUEN. — (1712-1739.)

I

Singulière destinée du cardinal Dominique de la Rochefoucauld	1
Sa famille illustre par l'ancienneté de la race et les services rendus à la France.....	2
Armoiries de la famille du cardinal.....	4
Ses parents. — Lieu de sa naissance. — Légende sur l'enfance du cardinal.....	5
Erreurs à ce sujet dans l'oraison funèbre prononcée par M ^{re} Besson, et précédemment dans celle de l'abbé Jarry en 1804.....	6
L'abbé Baston a amplifié les circonstances de cette légende.....	9
Réfutation de ce récit.....	10
La jeunesse de Dominique de la Rochefoucauld.....	12

II

Sa promotion à l'archevêché d'Alby. — Il est sacré par son ancien évêque.....	13
Ses vertus épiscopales, sa fermeté en face des usurpations du Parlement sur les choses de la foi.....	15
L'assemblée du clergé de France en 1733.....	16
Le roi Louis XV donne à M ^{re} de la Rochefoucauld la commendé de l'abbaye de Cluny, et le nomme à l'archevêché de Rouen en 1739.....	19

CHAPITRE II. — M^{re} DE LA ROCHEFOUCAULD, ARCHEVÊQUE DE ROUEN. — LES VINGT PREMIÈRES ANNÉES. — (1739-1780.)

I

Etat du diocèse de Rouen. — Son étendue, sa division en doyennés, ses avantages temporels.....	23
Revenus et charges de l'archevêché.....	24
Installation à Rouen de M ^{re} de la Rochefoucauld.....	25
Allocution de l'abbé Térésin au nom du Chapitre.....	26
Ses premiers mandements.....	28
Le jubilé de 1770.....	36

II

Les jansénistes et le P. Berruyer. — Dénonciation des ouvrages théologiques de Collet. — Conduite de M ^{re} de la Rochefoucauld à cet égard.....	37
---	----

La réformation projetée des Ordres religieux. — La réponse du prélat au sujet des divers Ordres religieux du diocèse de Rouen. — Suppression des jésuites.....	39
Embellissements et constructions d'églises. — Générosité de l'archevêque. — L'orgue, etc. — Il assiste au sacre du roi Louis XVI.....	40
Construction du jubé et de ses deux autels.....	41

III

<u>Les mandements de M^r de la Rochefoucauld.....</u>	42
<u>Louis XVI. — Le jubilé de 1775.....</u>	45
<u>Défense royale d'inhumer dorénavant dans les églises. — Cent mille habitants à Rouen en 1776, sans compter le faubourg de Saint-Sever.....</u>	48
<u>L'archevêque Dominique de la Rochefoucauld créé cardinal.....</u>	49
<u>Il est nommé abbé commendataire de Fécamp. — Il institue l'usage de la retraite annuelle pour les prêtres. — Peinture des mœurs de cette époque.....</u>	50
<u>Règlement pour les confréries de charité du diocèse.....</u>	51

CHAPITRE III. — LES ASSEMBLÉES DU CLERGÉ DE FRANCE DE 1780 ET 1782.

I

<u>Le cardinal de la Rochefoucauld préside en 1780 l'assemblée générale du clergé de France. — Origine de ces assemblées. — Epoque de leurs réunions. — Nombre des députés.....</u>	55
<u>Députés des provinces ecclésiastiques.....</u>	56
<u>Serment. — Messe du Saint-Esprit.....</u>	57
<u>Dons aux pauvres. — Sermon de l'évêque de Blois. — Cérémonial.....</u>	58
<u>Hommages présentés au Roi et à la Reine de la part de l'assemblée, par le cardinal de la Rochefoucauld. — Son discours à cette occasion.....</u>	59
<u>La vérité sur les richesses du clergé, et la dîme.....</u>	60
<u>L'assemblée de 1780 signale au Roi le danger et les ravages des doctrines nouvelles de la secte dite des <i>Philosophes</i>.....</u>	65
<u>Les autres travaux de l'assemblée et sa lettre au Souverain-Pontife.....</u>	67
<u>Protestation de l'assemblée contre l'édition des œuvres de Bossuet, donnée par Dom Deforis.....</u>	68

II

<u>Nouvelle assemblée extraordinaire du clergé convoquée par le Roi en 1782, pour voter de nouveaux subsides après le désastre de la flotte française. Patriotisme du clergé à cette occasion. — Discours du cardinal au Roi.....</u>	69
<u>L'assemblée signale l'abus du travail public du dimanche et du colportage des mauvais livres.....</u>	71

III

<u>Le cardinal de la Rochefoucauld dans ses fonctions et l'administration de son diocèse.....</u>	75
<u>Visite du cardinal au Havre.....</u>	76

CHAPITRE IV. — LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS ET LES ÉCOLES.

I

<u>Zèle du cardinal de la Rochefoucauld pour l'entretien des hôpitaux.....</u>	81
<u>Fréquentes aumônes envers les pauvres.....</u>	82

Bénédictin de l'Hôtel-Dieu par le cardinal. — Ses bienfaits et sa sollicitude pour l'Hospice Général.....	85
Sa correspondance à ce sujet.....	86

II

Zèle du cardinal pour les écoles et les établissements d'instruction.....	91
Le séminaire de Joyeuse, le collège d'Eu, de Caudebec-en-Caux, Gournay, Pavilly, du Val-aux-Grès. — Fondation ou entretien des écoles de filles tenues par les Sœurs d'Ernemont, dans le diocèse.....	92
Correspondance du cardinal à ce sujet.....	93
Différend du prélat avec l'Institut des Frères des Ecoles chrétiennes, au sujet d'une Ordonnance en contradiction sur certains points avec la Bulle d'approbation du pape Benoît XIII.....	98

CHAPITRE V. — LE VOYAGE DE LOUIS XVI A ROUEN. — L'ASSEMBLÉE PROVINCIALE DE 1787.

I

Voyage de Louis XVI en Normandie. — Son arrivée à Rouen. — Le bourgeois de la Cathédrale se félicite en sonnant son entrée.....	103
Le Roi est reçu à Gaillon par le cardinal.....	105

II

Les assemblées provinciales. — Le cardinal de la Rochefoucauld nommé par le Roi président de l'assemblée provinciale de Rouen.....	103
Discours de M. de Maussion, commissaire du Roi. — Organisation de l'assemblée, l'ordre du jour, la messe du Saint-Esprit. — Travaux de l'assemblée.....	107
Paroles du cardinal, à la clôture de l'assemblée.....	116

III

Caractère du cardinal de la Rochefoucauld. — Sa simplicité, noble et digne, ennemie du faste et de toute fierté.....	117
Traits relatifs à son esprit libéral. — Sa correspondance avec M. Bruno, curé du Pollet-de-Dieppe.....	119

CHAPITRE VI. — LES ASSEMBLÉES DU CLERGÉ A CAUDEBEC-EN-CAUX ET A ROUEN, POUR LES ÉTATS-GÉNÉRAUX DE 1789. — CAUDEBEC, 16 AU 21 MARS. ROUEN, 15 AU 25 AVRIL.....

I

L'assemblée du clergé du grand bailliage de Caux se réunit à Caudebec-en-Caux.....	121
L'abbé de Pradt, vicaire général, élu président.....	125
Son discours. — Organisation de l'assemblée.....	127
Discours et débats, rédaction du cahier des doléances.....	128
Etrange déclaration de l'abbé Osmont au nom du Chapitre métropolitain.....	131
M. Ende, curé d'Angerville-l'Orcher.....	133
Triste conduite de l'abbé de Pradt à l'assemblée.....	137

II

L'assemblée du clergé à Rouen. — Sa composition.....	138
La réunion des trois Ordres. — Discours de M. Boullanger, lieutenant général du bailliage de Rouen.....	139

Séances particulières du clergé dans l'église des Cordeliers, à Rouen	140
Députation du Tiers-Etat présentée à l'assemblée du clergé par M. Thouret.	141
Nomination de commissaires pour la vérification des procurations et autres titres. — Suite des travaux de l'assemblée. — Echec des réclamations du Chapitre	143
L'abbé de Tressan prononce un remarquable discours sur l'abnégation que doit montrer le clergé dans les circonstances présentes.....	144
Discours de M. de Lanney, chanoine. — Répliques pleines d'intérêt.....	149
Le cardinal de la Rochefoucauld est élu le premier, par la presque-unanimité, député aux Etats généraux; on nomme ensuite les autres députés.	155
Le cahier des doléances du clergé est lu et approuvé.....	156
Grand baillage de Caux. — Cahier de pouvoirs et instructions pour les représentants du clergé du baillage de Caux aux Etats généraux.....	159
Grand baillage de Rouen. — Cahier de doléances du clergé du baillage de Rouen, assemblé avec le clergé des autres baillages secondaires.....	166
Signatures des députés à l'assemblée du clergé faisant partie du baillage de Rouen.....	177

CHAPITRE VII. — LE CARDINAL DE LA ROCHEFOUCAULD, DÉPUTÉ AUX ETATS GÉNÉRAUX ET A L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE. — (1789-1791)..... 179

I

La Procession qui précéda l'Ouverture des Etats-Généraux. — Le cardinal y assiste, ainsi qu'à l'Ouverture de cette assemblée faite le lendemain par le roi en personne.....	184
Le cardinal de la Rochefoucauld préside l'ordre du clergé, et fait envoyer une députation au roi.....	183
Hésitations du clergé par rapport à la réunion des trois ordres. — Menaces et voies de fait.....	184
Assemblée nationale.....	185
Le cardinal de la Rochefoucauld est proclamé président de l'ordre du clergé. — Sa conduite en cette circonstance.....	186
Dissentiments provoqués par l'archevêque de Vienne, Le Franc de Pompignan. — Ce qu'il fait de la lettre à lui adressée par le Pape, au sujet de la Constitution civile du clergé. — Parti que prend le cardinal.	188

II

La Constitution civile du clergé, son but, ses effets, son hypocrisie.....	191
La sanction royale. — Discours de l'abbé Maury.....	193
Refus de prêter le serment.....	203
Lettre du cardinal de la Rochefoucauld, et des prélats, membres de l'Assemblée nationale, au pape Pie VI.....	205
Instruction pastorale du cardinal de la Rochefoucauld à son clergé, relativement à la Constitution civile du clergé. — Le tribunal du district de Rouen la condamne et la fait brûler.....	231
Le cardinal est dénoncé à l'Assemblée nationale. — Discussions parlementaires à ce sujet.....	232
Discours de M. de la Rochefoucauld-Liancourt.....	240
Discours de l'abbé de Pradt.....	245
Réplique de M. de la Rochefoucauld-Liancourt. — Discours de M. Chabroud.	250
Discours de M. de Cazalès en faveur du cardinal de la Rochefoucauld....	252
Violente discussion à propos d'un amendement proposé par M. Goupil-Préfeln.....	254

Sous-amendement de M. Merlin.....	256
L'Assemblée nationale décrète qu'il n'y a pas lieu à accusation contre le cardinal de la Rochefoucauld.....	257
Bref du pape, suivi d'une lettre du cardinal de la Rochefoucauld adressée à tous les supérieurs d'ordres et en particulier aux bénédictins, relativement à leur sécularisation.....	258
Relâchement de la discipline monastique. — Religieux francs-maçons, à Fécamp et à Dieppe. — Les religieux minimes de Dieppe, célèbrent dans leur chapelle, les obsèques d'un franc-maçon selon le rit maçonnique.....	259
Le cardinal de la Rochefoucauld continue de siéger à l'Assemblée nationale, jusqu'à sa dernière séance. — Il est du nombre de ceux qui protestent contre les décrets de suspension de l'autorité du roi après la fuite à Varennes.....	260

CHAPITRE VIII. — LE SERMENT A LA CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ.

I

L'organisation de l'Eglise constitutionnelle.....	265
Le chapitre de la métropole de Rouen, en prévision du décret de dissolution qui doit le frapper, prend ses dispositions, relativement aux offices, et aux messes à célébrer, et à ceux de ses membres qu'il délègue pour exercer en son nom, la juridiction capitulaire.....	266
Le chapitre prend la résolution de rembourser, avec les fonds restés en caisse, toutes les créances dont il servait les rentes jusqu'alors.....	267
Il renouvelle l'expression de son entière soumission aux décisions de l'Eglise au sujet de son maintien ou de sa dissolution.....	267
Le chapitre continue ses fonctions comme par le passé. — Dissolution du chapitre. — Sa conduite en cette circonstance.....	267
Belles paroles de M. de Saint-Gervais, haut-doyen du chapitre, aux délégués du district chargés de notifier l'arrêt de dissolution.....	268
Refus du procureur-syndic du district de Rouen, d'accepter et d'insérer le discours de M. de Saint-Gervais au procès-verbal. — Déclaration courageuse du haut-doyen.....	269
Dernières heures du chapitre de Rouen. — Le chœur de la cathédrale mis sous les scellés ainsi que tout le mobilier et la sacristie. — Emotion dans la ville à ce sujet.....	270
Témoignage honorable rendu au chapitre par un de ses anciens membres, l'abbé Baston.....	271
Occupations des chanoines de Rouen, en dehors des offices. — Solennité et majesté des offices de la métropole. — Les chapelains, les chantres, la musique.....	272
Détails sur l'organisation intime du chapitre.....	273
Jugement sévère et erroné de quelques historiens sur la conduite des chapelains de la métropole, lors de la dissolution du chapitre.....	275
Le chapelain Rocque se substitue au chapitre et introduit un nouveau costume de chœur.....	275
Témoignage en faveur des chapelains de la métropole rendu par le chanoine Baston.....	276
Le serment du clergé à la constitution civile. — Trouble et controverse parmi les prêtres à son sujet.....	276
Combat intérieur de la plupart des prêtres, dans cette redoutable alternative de la prestation ou du refus du serment exigé par la loi.....	277
Conduite admirable du clergé séculier. — Le chapitre de Rouen, les	

vicaire généraux et les curés refusent de prêter le serment, à l'exception du supérieur du séminaire de Saint-Vivien, qui le rétracte presque aussitôt après l'avoir prêté.....	278
Onze prêtres seulement, sur environ cent trente attachés au service de la métropole, prêtent serment. — Désespoir des partisans de la Constitution civile du clergé. — Rétractation écrite de M. Pottier.....	279
Le clergé du Havre, et le serment constitutionnel.....	280
Liste des prêtres du Havre en 1790.....	281
Conduite courageuse du clergé havrais.....	282
Belle et édifiante conduite du clergé de Dieppe.....	283
Même conduite du clergé à Fécamp, à Yvetot, et à Neufchâtel, et dans les principales paroisses du diocèse.....	284
Circonstances atténuantes en faveur de quelques prêtres qui firent le serment avec restriction.....	285
Récit du curé de Guerbaville à ce sujet.....	285
Séances et outrages contre les prêtres fidèles. — Leur patience et leur courage.....	286

II

Election d'un évêque constitutionnel. — Protestation admirable pleine de dignité et de modération du cardinal de la Rochefoucauld.....	287
M. Verdier élu évêque constitutionnel accepte, puis révoque son acceptation. — M. Charrier de la Roche est élu à sa place.....	290
Ordonnance du cardinal de la Rochefoucauld au sujet de l'élection à Rouen d'un évêque constitutionnel.....	291
Réponse de M. Charrier de la Roche, au cardinal de la Rochefoucauld.....	294
Nouvelle organisation du diocèse.....	300
Entrée à Rouen de M. Charrier de la Roche comme évêque constitutionnel. — Cérémonie singulière, à cette occasion.....	301
M. Charrier se démet de ses fonctions, et publie sa rétractation.....	302
Dissension parmi le clergé constitutionnel à l'occasion de la procession des Rogations en 1794.....	302
Sort des prêtres fidèles pendant l'administration de M. Charrier de la Roche.....	303
Le privilège de la fierte de Saint-Romain.....	313
Le ministre de la Justice abolit ce privilège.....	304
Effet produit dans le clergé constitutionnel par la démission de M. Charrier de la Roche.....	305
Une ordination de seize prêtres à la cathédrale en 1794. — L'abbé Papillaut, surnommé le père des pauvres. — Un <i>Te Deum</i>	307
Service funèbre à la métropole, pour les citoyens morts au service de la Révolution. — Même cérémonie funèbre pour le repos de l'âme du marquis d'Estouteville, décédé maire de Rouen. — Bénédiction des drapeaux des bataillons de volontaires du département. — Election de M. Gratien, comme évêque constitutionnel.....	308
Ce qu'était M. Gratien, devenu évêque constitutionnel de Rouen. — Son administration. — Division du diocèse en vingt-six archiprêtres, avec substitués.....	309
Liste des vingt-six archiprêtres et de leurs substitués.....	310

CHAPITRE IX. — LES COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES DE FEMMES 317

L'histoire des communautés religieuses de femmes est édifiante et glorieuse et la preuve vivante des calomnies inventées par l'impie

contre la vie du cloître, et les prétendues victimes du fanatisme et du célibat forcé.....	317
Leur dissolution prononcée par l'Assemblée nationale, et ses résultats ...	318

I

Etat des communautés religieuses de femmes au moment de leur dissolution. — L'abbaye de Saint-Amand à Rouen.....	319
Le prieuré de Bellefonds, sur la paroisse de Saint-Godard. — Le prieuré des Filles-Dieu, sur la paroisse Saint-Eloi.....	320
Les dames religieuses de Saint-Louis, et leur fondatrice, Marie Gohelin.....	321
Le prieuré de la Madeleine (ou religieuses de l'Hôtel-Dieu), son origine, sa nécessité. — Le roi de France Charles V en est un des principaux bienfaiteurs. — Usage touchant à ce propos.....	322
L'Hôpital-Général, autrement dit bureau des valides. — Les religieuses de la Visitation. — Leur établissement pénible à Rouen; le nombre des religieuses en 1776 et 1790. — La R. Mère Anne-Louise Drael.....	323
Les deux communautés des Ursulines. — Les dames du Refuge.....	324
Les religieuses Bénédictines du Saint-Sacrement.....	325
Les Carmélites. — Les Emmurées. — Pourquoi ce nom?.....	326
Relique précieuse d'une des épines de la couronne de N. S. possédée par le couvent des Emmurées.....	327
Les Clarisses. — Les Clarisses anglaises, dites Gravelines.....	328
Les filles de Saint-François, sous le titre d'Hospitalières de Sainte-Elisabeth.....	329
Les Annonciades. — La communauté des religieuses de Saint-Joseph....	330
Les Nouvelles-Catholiques. — Ce qui occasionne l'institution de cette communauté.....	331
Les religieuses de la congrégation de Notre-Dame. — Les sœurs des écoles charitables.....	332
Les sœurs de la Providence. — La communauté d'Ernemout. — M. Barthélémy de Saint-Ouen.....	333
Les sœurs du Bon-Pasteur.....	334

II

Enquête et interrogatoire des officiers municipaux dans les communautés religieuses de femmes, pour recevoir leur déclaration, en exécution du décret de l'Assemblée nationale en 1790.....	335
Visite des officiers municipaux au couvent de Saint-Amand.....	336
Courageuses déclarations des religieuses, prises séparément ou collectivement.....	337
Même visite au prieuré de Bellefonds.....	338
Aux Filles-Dieu. — Une seule religieuse renonce à son état. — La bibliothèque des Filles-Dieu.....	339
Visite au prieuré royal de Saint-Louis. — Deux religieuses seulement renoncent à leurs vœux. — Chez les Dames de l'Hôtel-Dieu.....	340
Chez les Visitandines. — Leur simplicité, leur ordre et leur régularité admirables.....	341
Interrogatoire de chaque religieuse en particulier, avec leurs réponses consignées au procès-verbal.....	342
Procès-verbaux souvent incomplets, par le mauvais vouloir des agents du pouvoir.....	346
Interrogatoire et visite au couvent des Ursulines.....	347
Tableaux remarquables dans la chapelle des Ursulines.....	348

Interrogatoire et visite chez les dames du Refuge. — Leur pauvreté, leur chétif ameublement.....	348
Visite chez les Dames du Saint-Sacrement. — Courage de toutes les religieuses sans exception. — Leur bibliothèque, leurs précieuses et antiques tapisseries de haute lisse.....	349
Visite chez les Carmélites. — Leur pauvreté. — Touchants et énergiques témoignages de leur fidélité.....	349
Triste spectacle qu'offrit la défaillance des Emmurées, entachées de jansénisme.....	350
Belle et courageuse conduite des Clarisses. — Titres et lettres anciennes trouvés dans leurs papiers.....	351
Réponses admirables des religieuses à l'interrogatoire.....	352
Mêmes exemples édifiants donnés par les religieuses de Saint-François.....	352
Belle conduite et unanimité des Annonciades.....	353
Exemption provisoire de visite et d'interrogatoire accordée à certaines maisons hospitalières, ou vouées à l'instruction, en raison d'un décret spécial.....	353
Visite et interrogatoire à la communauté des Nouvelles-Catholiques.....	353
Continuation du vote des lois persécutrices par l'Assemblée nationale, contre les communautés religieuses et le clergé à la fin de l'année 1790.....	354
Défense faite aux religieuses de célébrer la cérémonie de la rénovation des vœux, au jour de la Présentation de la Sainte Vierge (21 novembre 1790).....	355
L'Assemblée vote le fameux décret relatif au serment à la Constitution civile du clergé.....	355
Seconde visite des magistrats municipaux dans les communautés religieuses de femmes. — Son but.....	356
Les chapelles des communautés religieuses deviennent l'asile des prêtres fidèles, et des familles vraiment catholiques, après le serment schismatique.....	360
Séances exercées contre les fidèles par une partie de la populace excitée par des meneurs.....	360
Violences et outrages contre les communautés des religieuses de la Providence et d'Ernemont, parce qu'elles refusaient de reconnaître le clergé assermenté.....	361
Pétition de Madame Endes, supérieure d'Ernemont, au sujet des menaces et des violences de la populace.....	362
La municipalité appuie cette pétition adressée au Directoire du district de Romen.....	362
Les Dames d'Ernemont, purent continuer de tenir leurs écoles jusqu'en octobre 1792.....	363
L'évêque constitutionnel, d'accord avec l'autorité civile, fait fermer les églises et chapelles où se célébrait le culte catholique par le clergé demeuré fidèle.....	363
Lettre de l'évêque constitutionnel, Charrier de la Roche, aux religieuses des différentes communautés.....	364
Réflexions qu'inspire la lecture de cette lettre.....	366
Résistance de quelques communautés, au sujet de la fermeture de leur chapelle. — Les Gravelines, comme étant d'origine anglaise, sont provisoirement exemptes de cette mesure vexatoire. — On profite de cette circonstance pour continuer à célébrer le culte catholique dans leur chapelle.....	367
Vexations particulières chez les Nouvelles-Catholiques.....	367

Elles sont les seules, parmi les autres religieuses, qui aient été expulsées en 1791. — Des personnes charitables leur portent des secours	368
Tranquillité passagère des communautés religieuses pendant l'année 1791.	369
Décret de l'Assemblée nationale du 18 août 1792 portant suppression de toutes les communautés religieuses, indistinctement	370
Confiscation et vente du mobilier des communautés religieuses. — Les tableaux les plus remarquables composèrent à Rouen le premier musée de peinture	371
Vente des couvents et chapelles	373

III

Sort des religieuses. — Le plus grand nombre se fixe à Rouen	373
Epreuves des premiers jours d'isolement. — Rares défaillances suivies bientôt de rétractation	373
Noble exemple de rétractation	374
Le zèle et la piété des religieuses, pendant la Terreur. — Les services qu'elles rendent aux prêtres fidèles, restés cachés dans la ville et les environs	375
Ce qui arriva aux religieuses, pendant cette cruelle période de la Terreur.	376
Relation du temps, par une des religieuses du 2 ^{me} monastère de la Visitation	377

CHAPITRE X. — L'EXIL. — 1. LE CARDINAL DE LA ROCHEFOUCAULD EN EXIL.

— 2. LES PRÊTRES FIDÈLES EXILÉS

Le cardinal va d'abord en Angleterre, d'où il se retire pour se fixer à Maëstricht	383
Mœurs du clergé et des religieux à Maëstricht. — Contraste avec la dignité de vie des prêtres français. — Dévouement de ces prêtres pendant le siège de cette ville, et la contagion qui l'accompagne	385
Une bombe tombe dans les appartements du cardinal. — Illusions des émigrés	386
Le cardinal quitte Maëstricht pour Bruxelles, où il célèbre le service solennel pour le repos de l'âme de Marie-Antoinette	386
Bruxelles étant tombé au pouvoir des armées de la République française, le cardinal se retire définitivement à Munster	387

II

Départ pour l'exil des prêtres fidèles du diocèse de Rouen, qui s'embarquent dans nos différents ports du littoral	387
Souscription faite à Londres pour les prêtres émigrés	389
Fuite étonnante de l'évêque de Saint-Pol-de-Léon	389
Répartition des secours aux prêtres exilés en Angleterre	394
Accueil admirable des hautes classes anglaises en faveur des prêtres français. — Magnifiques traits de charité et de bienveillance	392
Contraste avec l'insolence et la brutalité du bas peuple anglais, à l'égard des prêtres	394
Charité exemplaire de M ^{re} Douglas, évêque de Londres, qui accorde tous les pouvoirs aux évêques français et à leurs vicaires généraux	395
M ^{re} Douglas autorise les prêtres à célébrer la messe, chacun dans sa maison particulière. — Sentiments divers des anglais, en cette occurrence.	396
Retraites et conférences ecclésiastiques à Londres entre prêtres français. — Questions qui y sont traitées	397

Une prévision de l'abbé Baston en 1793, sur l'avenir du catholicisme en Angleterre	392
Maisons hospitalières, pour la vie en commun, affectées au logement des prêtres français à Winchester et à Forton	392
Nombre des ecclésiastiques des différents diocèses de France, logés au château de Winchester	400
Leur règlement de vie et leurs exercices de piété	401
Charité admirable de lord et de lady Buckingham, envers les prêtres logés à Winchester	402
Contraste entre les violents procédés du bas peuple anglais, et la générosité des hautes classes. — Assassinat de l'abbé Pigeon	403
Inscription gravée à Winchester par la reconnaissance du clergé proscrit, Sort et occupations des prêtres français qui vivaient isolément en Angleterre	405
Chapelles ouvertes de toutes parts, pour le clergé français, particulièrement à Somerstown	406
Fondation d'une chapelle à King-Street	407
Elle devient le rendez-vous de toute l'élite du clergé	408
Journal de M. l'abbé Bouic pendant la période des années d'exil	409
Très intéressants détails sur l'arrivée des prêtres à Londres, ses diverses émigrations en Hollande et en Allemagne	410
Chez les jansénistes d'Utrecht	419
Mémoires de l'abbé Petel	423
Arrivée à Douvres. — Ses pérégrinations en Angleterre	428
Il va dans les Pays-Bas, puis en Allemagne	431
Il se dirige ensuite vers la Suisse, puis en Italie	433
Il revient en France au milieu d'incidents divers	434
Mémoires de M. Lebay, curé de Venles	438
Liste des prêtres du diocèse de Rouen qui choisirent l'Angleterre pour lieu d'exil	474

CHAPITRE XI. — LA PERSÉCUTION DANS LE DIOCÈSE DE ROUEN (1792-1797.)

— LE CULTE PROSCRIT. — LES ÉGLISES FERMÉES. — LES MARTYRS

497

I

Les professeurs du Séminaire de Saint-Nicaise et les élèves expulsés. — Les processions publiques en 1792. — Bannissement des prêtres non assermentés	499
Proclamation de la République à Rouen. — On supprime le « Domine salvum fac Regem. »	500
L'évêque constitutionnel Gratien, et son clergé	501
Confiscation du mobilier, de l'or et l'argenterie des églises	502
Confiscation des cloches	504
Protestations à ce sujet. Pétitions diverses	505
Le ministre repousse ces pétitions, et fait enlever presque toutes les cloches du département	508
L'évêque constitutionnel est expulsé de sa résidence de l'archevêché. — La mort de Louis XVI. — Prêtres non-assermentés demeurés à Rouen, préférés par les fidèles aux prêtres jureurs	510
Inauguration de la guillotine à Rouen, l'évêque Gratien assiste un condamné à mort	511

Les citoyens Saladin et Pocholle, de Dieppe, commissaires de la Convention, font interner au séminaire Saint-vivien les prêtres non-assermentés demeurés à Rouen.....	513
Un comité de salut public armé de pouvoirs illimités est établi à Rouen. — Arrestation de l'évêque Gratieu, pour avoir maintenu le célibat ecclésiastique.....	514
En exécution d'un décret de la Convention, 432 prêtres constitutionnels à Rouen renoncent au sacerdoce.....	515

II

Violation des tombeaux à la cathédrale et dans les autres églises du diocèse, ainsi que des châsses des Saints.....	516
La déesse de la Raison à la cathédrale.....	517
La cathédrale devient le temple de la raison et le lieu des réunions décadaires. — Fermeture des Eglises.....	518
Moderation des autorités à Rouen.....	519
La fête de l'Etre suprême à Rouen.....	520
Incarcération de nombreux prêtres à Rouen, au Havre et à Dieppe.....	521
Dévastation de l'église Saint-Remy à Dieppe, à Gournay et à Eu.....	523
Profanations à Fécamp dans l'église abbatiale. — Dévastation et ruine de l'église de Forges-les-Eaux.....	523
Pillage de l'église de Doudeville. — Etat de la religion en ce moment dans le pays de Caux.....	524
Prêtres fidèles demeurés cachés, et exerçant clandestinement le saint ministère. — Récit concernant l'abbé Motte.....	525
Genre de vie et d'occupation des prêtres cachés.....	526
Le 9 thermidor et la mort de Robespierre.....	527
Mandement de l'évêque constitutionnel Gratieu, à ce sujet.....	528

III

La déportation des prêtres fidèles. — Liste des prêtres déportés, leur interrogatoire, leur sort.....	530
Souffrances cruelles, tortures morales et physiques, endurées par les prêtres condamnés à la déportation, et renfermés dans les vaisseaux en rade de Rochefort.....	538
La seconde déportation.....	565
Le 19 fructidor à Rouen. — Nouvelle chasse aux prêtres fidèles, leur arrestation.....	566
Deux cent soixante-cinq prêtres sont exportés pour Cayenne.....	567
Mauvaise foi des révolutionnaires.....	569
Les prêtres suppliciés. — M. Pottier et M. de Lurienne, etc.....	570
Jean Bicaillie, cultivateur, mis à mort pour sa fidélité à la foi catholique. — Son dernier supplice.....	573
L'abbé Clément Briche, guillotiné à Dieppe.....	578
L'abbé d'Anfernet de Bures, guillotiné à Rouen.....	582

CHAPITRE XII. — LES DERNIÈRES ANNÉES DU CARDINAL DE LA ROCHEFOUCAULD, A MUNSTER (1794-1800).

I

Sa vie en exil. — Sa modeste maison.....	605
Sa sollicitude pour le clergé français exilé.....	606

Il est chargé, comme doyen de l'épiscopat français, de la direction du clergé. — Une de ses lettres aux prêtres.....	607
Règlement pour les ecclésiastiques vivant en communauté.....	612
Office du jeudi du clergé exilé.....	613
II	
Noms des prêtres exilés à Munster.....	620
III	
L'attitude et les occupations du clergé français à Munster. — Divers écrits composés par des prêtres exilés.....	633
Simplicité de vie, grandeur d'âme du cardinal de La Rochefoucauld, au milieu des privations de l'exil. — Il trouve encore le moyen de subvenir aux pauvres prêtres, avec le peu de fortune qui lui reste.....	634
Détails sur les moyens d'existence, le genre de vie, et les habitudes du cardinal de La Rochefoucauld, à Munster.....	635
Récits particuliers touchant les vertus du cardinal.....	639
Il accorde le titre de chanoine à M. Papillaut.....	641
Il donne également, dans les mêmes circonstances, une nouvelle prébende à l'abbé Baston.....	643
La <i>Promesse de Fidélité</i> , controversée à ce sujet.....	645
L'abbé Clément, et le schisme des Clémentins.....	646
Charité du cardinal de La Rochefoucauld.....	647
Traits admirables de sa bonté et de sa patience.....	647
Sa dernière maladie.....	651
IV	
Sa mort édifiante. — Emotion qu'elle cause.....	652
Ses funérailles solennelles à Munster.....	653
Son épitaphe.....	656
V	
La nouvelle de la mort du cardinal à Rouen.....	657
L'oraison funèbre prononcée par l'abbé Jarry.....	662
Eloges et souvenirs qui lui donnent ses successeurs immédiats sur le siège primate de Rouen.....	664
CHAPITRE XIII. — LE DIOCÈSE DE ROUEN, DE 1795, A LA CONCLUSION DU CONCORDAT DE 1801. — LIBERTÉ DU CULTE.	
I	
Réouverture des chapelles privées, et de certaines églises. — Le clergé constitutionnel se réorganise.....	671
Le clergé catholique exerce le culte dans les églises Saint-Louis et Saint-Pierre-l'Honoré.....	673
L'évêque constitutionnel Gratiien les contraint à abandonner ces deux églises.....	674
II	
Le Directoire recommence la persécution contre le clergé fidèle.....	675
Nouvelle déportation de prêtres à Cayenne.....	678
Le culte philanthropique. — Son peu de durée.....	678
Perquisitions de prêtres dans plusieurs maisons, dans les mois de février,	

mars et avril, jusqu'au mois d'août, et jusqu'au 8 novembre 1799 (18 brumaire)	681
Mort de l'évêque constitutionnel Gratiou. — Ses funérailles. — Certaines particularités	682
Détails inédits sur plusieurs prêtres arrêtés et incarcérés en 1799	683

III

Election de M. Leblanc-Beaulieu en qualité d'évêque constitutionnel de la Seine-Inférieure	684
Son administration	687
Concile de l'église constitutionnelle des côtes de la Manche, rassemblé à Rouen	688
La Franc-Maçonnerie, à Rouen et dans les autres villes de France soutient le schisme	691
Lettres pastorales de l'évêque Leblanc-Beaulieu	694
Te Deum chanté à la cathédrale en 1801 après l'attentat de la machine infernale contre le 1 ^{er} consul	695

IV

Divisions après la mort du cardinal parmi les catholiques	695
Les chanoines présents à Rouen élisent des vicaires capitulaires. — Mandement du chapitre	696
M ^{re} d'Argentré, évêque de Séez, se croit, comme plus ancien suffragant, le droit d'administrer le diocèse de Rouen	697
Deux sources de juridiction. — Réflexions à ce sujet	698
Lettre des vicaires généraux	699
Mandement de M ^{re} d'Argentré	700
Intervention du Saint-Siège qui nomme M. de Salamon administrateur apostolique	701
Lettre des vicaires-généraux	701
L'union et la paix se rétablissent	705

V

Conclusion du Concordat	706
Attitude des constitutionnels et en particulier de M. Leblanc-Beaulieu	706
Lettre décisive de M. Leblanc-Beaulieu	711

VI

Sentiments de la France à l'égard de la religion catholique. — Ses réclamations et ses vœux pour le libre exercice de la religion	715
Motions des plus significatives aux conseils des Cinq-Cents et des Anciens	716
Promulgation du Concordat. Le jour de Pâques 1802	718
Sacre de M ^{re} Cambacérès. — Son arrivée à Rouen	719
Cérémonie d'installation	721

CHAPITRE XIV. — LA TRANSLATION DES RESTES DU CARDINAL DE LA ROCHE-FOUCAULD A LA CATHÉDRALE DE ROUEN LE 20 AVRIL 1876.

Mission donnée à l'auteur de ce livre par le cardinal de Bonnechose. — Voyage à Munster	727
Reconnaissance de la sépulture du cardinal à Munster par le chanoine Robert et M. l'abbé Loth, le 14 octobre 1875	728

Translation de ses restes à Rouen dans la crypte de Saint Godard.....	730
Lettre Pastorale de M ^{re} le cardinal de Bonnechose annonçant la cérémonie solennelle de la translation.....	730
La cérémonie du 20 avril 1876 à Rouen.....	735
Déposition des restes de M ^{re} le cardinal de la Rochefoucauld et de M ^{re} de Pierre de Bernis dans le caveau des archevêques de Rouen	741
Inscription tumulaire.....	741
Vœu de l'auteur en faveur de l'érection d'un monument au cardinal et aux prêtres martyrs de la Révolution.....	742



ERRATA

Page 125. — 4^e ligne — au lieu de Cauville, lisez Canville.

Page 133. — Au milieu de la page, 3^e ligne du 2^e paragraphe —
au lieu de recoure, lisez recours.

Page 149. — 6^e ligne — au lieu de Rometot, lisez Romelot.

Page 259. — 32^e ligne — au lieu de Descassins, lisez Descarsins.

Princeton University Library



32101 064804881

